

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE.

TOME QUATRIÈME.

RECUEIL

DES

TRAITÉS ET CONVENTIONS

CONCLUS PAR

L'AUTRICHE

AVEC

LES PUISSANCES ÉTRANGÈRES, DEPUIS 1763
JUSQU'À NOS JOURS.

PAR

LÉOPOLD NEUMANN,
DOCTEUR EN DROIT, ET PROFESSEUR DE DROIT DES GENS À L'UNIVERSITÉ
DE VIENNE.

TOME QUATRIÈME.

LEIPZIG:
F. A. BROCKHAUS.
1858.

394.

14 Mars 1822.

Convention avec la Duchesse de Parme, concernant le droit de garnison de l'Autriche à Plaisance, conclue à Plaisance le 14 Mars 1822, ratifiée par l'Archiduchesse Marie Louise, le 10 Mai 1822 à Parme.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nos Franciscus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator etc., Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Posteaquam a Nostro plenipotentiario et a Serenissimae Archiducis, Parmae, Placentiae et Guastallae Ducis, plenipotentiariis die 14 mensis Martii anni currentis, specialis conventio inita et signata fuit, in qua omnia, quae in tractatu, die 10 Junii anni 1817 Lutetiis Parisiorum concluso, de concedendo nobis Placentiae militaris praesidii jure sancita fuerunt, plenius dilucidantur, tenoris sequentis:

Le traité conclu à Paris le 10 Juin 1817 entre les cours d'Autriche, d'Espagne, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, et nommément l'article V du dit traité, assurant à S. M. I. et R. Apostolique, ainsi qu'à Ses héritiers et successeurs, le droit de garnison dans la ville de Plaisance, S. M. l'Empereur et Roi, et S. M. Madame l'Archiduchesse, Duchesse régnante de Parme, Plaisance et Guastalle, également animés du désir de stipuler un juste dédommagement des charges, provenantes du séjour d'une garnison I. et R. à Plaisance, et de l'entretien de cette place forte en état de défense, tant pour le gouvernement ducal, que pour ses sujets, et voulant d'un commun accord fixer plus particulièrement les droits de S. M. I. et R. dans ladite place, ont fait choix de plénipotentiaires pour discuter, arrêter et signer une convention, qui pût remplir l'objet de leur commune sollicitude.

1822 En conséquence de quoi lesdites Majestés ont nommé, savoir d'une part:

S. M. l'Empereur d'Autriche etc., le Sieur Ferdinand Comte Bubna de Lititz, Son Chambellan et Conseiller intime actuel etc., Commandant-général en chef de l'armée en haute Italie; de l'autre:

S. M. Madame l'Archiduchesse, Duchesse régnante de Parme, Plaisance et Guastalle, le Sieur Adam de Neipperg etc., Chevalier d'honneur de S. M. Madame l'Archiduchesse, Duchesse de Parme etc., Commandant en chef de Ses troupes, Président du département militaire, et chargé de celui des relations extérieures,

et le Sieur Gaëtan Comte Nasalli, Conseiller d'Etat de ladite Majesté, et Son Délégat du district de Plaisance, etc.

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans.

Art. I. Il dépendra de S. M. l'Empereur de fixer le nombre des troupes, qu'elle jugera convenable pour servir de garnison à la ville de Plaisance, et conséquemment d'en augmenter, ou d'en diminuer la force selon que les circonstances pourraient l'exiger. Elle nommera un commandant de place, ainsi que des officiers adjoints qui cependant n'influeront en rien l'administration civile de Plaisance.

Art. II. Dans le cas que des circonstances rendissent nécessaire de déclarer la ville de Plaisance en état de siége, l'action des autorités ducales viendrait momentanément à cesser. Il est néanmoins réservé au gouvernement des Duchés de nommer dans ce cas un commissaire, qui, sous la dépendance du commandant de place autrichien, serait chargé de l'administration civile durant le temps que la ville resterait en état de siége.

Art. III. Le gouvernement de Parme est autorisé à tenir à Plaisance, conjointement à la garnison autrichienne, un certain nombre de ses propres troupes, qui n'excédera pas celui dont il sera convenu de temps en temps avec le général en chef des troupes I. et R. en Lombardie.

Le gouvernement des Duchés est également en droit de nommer des officiers de place, qui, ainsi que les troupes ducales, seront dépendans, quant à ce qui concerne le service de garnison, du commandant de place I. et R.

Art. IV. La solde des troupes autrichiennes en garnison à Plaisance, ainsi que leurs besoins en pain, fourrages, éclairage et chauffage etc. seront entièrement et uniquement à la charge

du trésor I. et R. Quant à ce qui concerne les fournitures à faire aux troupes impériales, qui traverseraient les Etats ducaux, il est convenu de s'en rapporter à la convention déjà existante à cet effet. 1822

Art. V. Le gouvernement de Parme s'engage à remettre au gouvernement autrichien à perpétuité, et sans indemnité, tous les bâtimens destinés au logement de la garnison impériale, ainsi que ceux qui servent de dépôts de vivres, d'artillerie, et d'autres provisions quelconques, avec leurs ameublemens et tous les ustensiles, tels qu'ils se trouvent aujourd'hui. En conséquence de quoi leur entretien futur sera entièrement à la charge du trésor I. et R.

Si dans des circonstances extraordinaires les bâtimens militaires, indiqués dans le tableau *A*, joint à la présente convention, ne suffisaient pas à loger la garnison impériale, la ville serait tenue à pourvoir au logement du restant de la troupe, ayant pour cela le droit do perception du denier de nuit, selon les réglemens existans dans les Etats autrichiens.

Art. VI. Les officiers qui ne seront pas logés dans les casernes, auront droit à des logemens meublés dans les maisons particulières selon les réglemens de compétence, introduits dans le Royaume Lombard-Vénitien que présente le tableau ci-joint *B*. La commune de Plaisance recevra à la fin de chaque mois, comme indemnité, de la part du gouvernement autrichien le remboursement des loyers, d'après le tarif *C* en vigueur dans les villes do province de la Lombardie, bien entendu que selon la hausse ou la baisse desdits loyers en Lombardie, les rétributions à la ville de Plaisance seraient augmentées ou diminuées dans la même proportion.

Art. VII. L'importance généralement reconnue de la ville de Plaisance pour le système de défense de toute l'Italie ayant engagé S. M. I. et R. A. à ordonner le rétablissement et l'armement de cette place entièrement aux frais du trésor impérial, S. M. Madame l'Archiduchesse désirant de son côté contribuer au commun avantage de tous les Etats d'Italie consent:

a) à ce quo tous les ouvrages de fortification de Plaisance, avec les terrains y appartenans soient mis irrévocablement à la libre disposition de la direction du génie autrichien, sans qu'il soit permis à personne de bâtir sur l'esplanade des édifices quelconques, qui gêneraient les moyens de défense de cette place;

1822 *b*) que dans le cas, quo l'on eût besoin de terrains, outre ceux indiqués ci-dessus, pour la construction de nouveaux ouvrages de fortification, la cession en serait faito à la direction I. et R. du génio; à charge au gouvernement autrichien d'en payer aux propriétaires la valeur, fixée par uno commission mixte, nommée particulièremont à cet effet;

c) enfin que l'on prête toute aide et assistance aux officiers du génie autrichien chargés des travaux de fortification, en leur adjoignant les ouvriers, et fournissant les matériaux nécessaires aux prix usités dans le pays.

Art. VIII. Quant aux terrains employés à l'extension des ouvrages de la place dans le courant do l'année 1820, et nommément ceux, dont on se servit pour construiro les retranchemens derrière le Rifiutino et le ruisseau de la Fodesta, situés sur le territoire et appartenans à des sujets Parmésans, il est également convenu de les fairo estimer par une commission mixte d'une manièro impartiale, après quoi le trésor impérial en remboursera la valeur aux propriétaires.

Art. IX. Ce qui concerne les terrains faisans partie des ouvrages de la forteresse, et les bâtimens cédés au gouvernement autrichien, d'après l'article V de la présente convention, il est stipulé, que le gouvernement des Duchés ne percevra sur ces objets aucun impôt foncier ou autre.

Il renonce de même à perpétuité à toute rétribution de port, impôt do douanes et d'accises etc. pour tous les transports de vivres, d'équipement, de munition, d'ameublement de caserne et d'autres objets et matériaux nécessaires pour le rétablissement des ouvrages existans, ot la construction de nouveaux.

Il consent enfin à ce que tous les corps de troupe et tout militaire autrichien voyageants isolément passent le pont du Pô sans payer le droit do passage ni pour eux, ni pour leurs chevaux, voitures et bagages, le gouvernement de S. M. l'Empereur s'engageant de son côté à employer toutes les mesures propres à empêcher la défraudation du trésor ducal.

Art. X. Les stipulations de la présente convention seront mises en vigueur le premier du mois qui suivra celui pendant lequel on en aura échangé les ratifications.

Art. XI. La présente convention sera ratifié dans l'espace de deux mois à dater du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé

la présente convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes. 1822

Fait à Plaisance le 14 Mars 1822.

Signés:

(L. S.) *Le Comte Bubna*, Lieutenant-Général. (L. S.) *Le Comte de Neipperg*, Lieutenant-Général.

(L. S.) *Le Comte Nasalli*, Délégat.

A.

Tableau

de toutes les Casernes et autres bâtimens militaires à remettre à la libre disposition du gouvernement autrichien, en conformité de l'article V de la présente convention:

Les Casernes et autres bâtimens dans la Citadelle:

Caserne . .	San Sisto	telles qu'elles sont occupées actuellement.
-	Farnese	
-	Benedettine	
-	Carmine	
-	San Bartolomeo	
-	San Bernardo	
-	Santa Franca	
Ecurie . . .	Vasara	
-	San Lorenzo	
-	Darmstadt	
-	San Sepolcro	
Boulangerie	San Giovanni	
Magasin . .	L'antico mercato del Grano	
-	Santa Maddalena	
-	San Agostino	
Depôt . . .	d'Artillerie Rampari di Todesta	

Plaisance ce 14 Mars 1822.

Signé:

(L. S.) *Le Comte Bubna*, Lieutenant-Général. (L. S.) *Le Comte de Neipperg*, Lieutenant-Général.

(L. S.) *Le Comte Nasalli*, Délégat.

1822

B.

Tableau de

des logemens et meubles pour MMrs. les Géné

Grade de l'Armée Impériale et Royale Autrichienne.	Logemens						Compé													
	Nombre des			Ecuries			Fournitures de lit													
				pour les officiers			Paillasse		Matelas		Oreillers		Draps de lit		Couvertures de laine		Couvertures de lit		Bois de lit	
	Chambres	Cabinets	Cuisines	pour M. les Généraux	d'Infanterie	de Cavalerie	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.	à une pers.	à deux pers.
Pour un Lieutenant-Général . . .	6	2	1	7	—	—	Un logement décemment meublé.													
– – Général-Major	5	2	1	6	—	—														
– – Colonel . .	5	1	1	—	5	8	—	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1
– – Lieutenant-Colonel . . .	4	1	1	—	4	8	—	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1
– – Major . . .	4	1	1	—	3	9	—	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1
– – Capitaine, ou Command. d'Escadron . . .	3	1	1	—	—	5	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—
– – Capit. Lieutenant, ou Capitaine en second	3	1	1	—	—	4	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—
– – Premier-Lieutenant, Sous-Lieuten., Enseigne ou Aumônier . . .	2	—	1	—	—	3	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—
– – Auditeur ou Chirurg. major	3	1	1	—	—	2	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—
– – Quartier-Maître de régim. avec son bureau	3	1	1	—	—	2	1	—	2	—	1	—	2	—	1	—	1	—	1	—

Annotations.

a) Tout officier est en droit de prétendre à une cheminée, ou à un poële dans l'une des pièces assignées à son logement.

b) La compétence des écuries étant marquée ci-dessus sur le pied de paix, il est sous-entendu, que si parfois les troupes de la garnison se trouvaient sur le pied de guerre, les généraux officiers et autres

Compétence

raux et Officiers autrichiens en garnison à Plaisance.

tence en meubles.

Fauteuils	Chaises	Chaises d'aisance ou percées	Table: pour chambre	Table: pour cuisine	Ratelier	Commode	Lavoir avec son tréteau	Essuie-main	Chaudière à lessive	Chandelier	Mouchettes	Utensiles cheminée de fer: Chenet	Pincettes	Pelle-à-feu	Crémaillon	Soufflet	Armoire	Cruche	Pot-de-chambre	Utensiles pour les chambres des domestiques: Lits à deux pers.	Lits à une pers.	Bancs	Tables
2	18	1	3	1	1	1	1	2	1	4	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
2	12	1	2	1	1	1	1	2	1	2	1	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
2	12	1	2	1	1	1	1	2	1	2	1	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1
1	5	1	1	—	1	1	1	2	1	1	1	2	1	1	—	1	—	1	1	1	—	1	1
1	5	1	1	—	1	1	1	2	1	1	1	2	1	1	—	1	—	1	1	1	—	1	1
1	2	1	1	—	1	1	1	2	1	1	1	1	1	1	—	1	—	1	1	—	1	1	1
1	5	1	1	—	1	1	1	2	1	1	1	2	1	1	—	1	—	1	1	1	—	1	1
1	12	1	3	—	1	1	1	2	1	2	1	2	1	1	—	1	—	1	1	1	—	1	1

auraient droit aux écuries proportionnément au nombre de rations de chevaux fixé par le réglement autrichien.

Plaisance le 14 Mars 1822.

Signés:

(L. S.) *Le Comte Bubna,* Lieutenant-Général.

(L. S.) *Le Comte de Neipperg,* Lieutenant-Général.

(L. S.) *Le Comte Nasalli,* Délégat.

1822

C.

Tarif

du loyer des logemens pour MMrs. les Généraux et Officiers autrichiens en garnison à Plaisance.

	Par mois.							
	Loyer.		Indemnité pour les meubles.		Total			
					Monnaie d'Italie.		Monnaie de convention.	
	Livr.	Cent.	Livr.	Cent.	Livr.	Cent.	Livr.	Cent.
Lieutenant-Général . .	150	—	50	—	200	—	76	$55^1/_3$
Général-Major	100	—	33	$33^1/_2$	133	$33^1/_3$	51	16_{12}
Colonel	50	—	16	$66^2/_3$	66	$66^2/_3$	25	38_6
Lieutenant-Colonel . .	45	—	15	—	60	—	23	4_8
Major	40	—	13	$33^1/_3$	53	$33^1/_3$	20	30_{10}
Capitaine, Capitaine-Lieutenant	18	—	9	—	27	—	10	23_1
Premier-Lieuten., Sous-Lieuten., Enseigne et Aumônier	12	—	6	—	18	—	6	55_5
Auditeur, Chirurgien-Major et Quartier-Maître	18	—	9	—	27	—	10	23_1

Plaisance ce 14 Mars 1822.

Signés:

(L. S.) *Le Comte Bubna* etc. (L. S.) *Le Comte de Neipperg* etc.
(L. S.) *Le Comte Napalli* etc.

Nos igitur visis et perpensis conventionis hujus articulis eos omnino ratos gratosque habuimus, atque illos ratos, gratos et acceptos habere hisce declaramus, verbo Nostro Caesareo Regio spondentes, Nos omnia et singula, quae in illis continentur, fideliter adimpleturos esse; in quorum fidem ac robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo Regio appresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali urbe Nostra Vienna Austriae, die 22 mensis Maji anno Millesimo octingentesimo vigesimo secundo, Regnorum Nostrorum trigesimo primo.

Franciscus.

Princeps a Metternich.

Ad Mandatum Sacr. Caes. Reg. Apostolicae Majestatis proprium.

Franc. eques a Lebzeltern.

395.

19 Juin 1822.

Déclaration concernant le renouvellement du cartel existant entre l'Autriche et la Bavière du 19 Juin 1822.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 50.)

Da gegenwärtig mit der Kaiserl. Königl. österreichischen Regierung über die Erneuerung der im Jahre 1817 auf fünf Jahre abgeschlossenen Militär-Cartel-Convention unterhandelt wird, so ist man von beiden Seiten übereingekommen, dass bis zum Abschlusse der neuen die gegenwärtig bestehende Convention ihre volle Wirksamkeit beibehalten soll, wornach sich in vorkommenden Fällen zu achten ist.

München den 19 Junius 1822.

Auf Seiner königlichen Majestät Allerhöchsten Befehl,
Graf von Rechberg.

An sämmtliche königl. Kreis-Regierungen also ergangen
Durch den Minister:
der General-Secretair,
von Baumüller.

396.

26 Juillet 1822.

Convention de cartel pour la restitution réciproque des déserteurs entre l'Autriche et la Russie conclue à Vienne le 26 Juillet 1822.

(Collection des lois politiques ou administratives, vol. L, p. 615. — Patente Impériale du 29 Septembre 1822.)

Wir Franz der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich, König zu Jerusalem, Hungarn, Böhmen etc. etc.

Die zwischen Uns und Seiner Majestät dem Kaiser aller Reussen, auch Könige von Polen, glücklich bestehenden Freund-

1822 schafts- und Allianz-Verhältnisse und das wechselseitige Bestreben, durch alle Mittel zum Vortheile der beiderseitigen Staaten beizutragen, haben Uns und Seine Majestät den Kaiser aller Reussen bestimmt, dem wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure bestehenden Cartele vom 24. Mai 1815 in Bezug auf die Reserve-, Landwehr- und stellungspflichtigen Individuen eine grössere Ausdehnung zu geben und durch bestimmte Vertragspunkte den Vollzug einiger, die Ausführung des besagten Cartels betreffenden Modificationen sicher zu stellen.

In Folge dessen sind zwischen Unseren und den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers aller Reussen und Königs von Polen nachfolgende Bestimmungen als Zusatz-Artikel zu dem bestehenden Cartele vom 24. Mai 1815 verabredet, und am 26. Julius 1822 förmlich unterzeichnet worden.

Art. I. Ausser den Deserteuren von der activen Armee soll Jeder, welcher zu der bewaffneten Macht in den beiden Kaiserreichen und namentlich zur österreichischen Landwehre oder Reserve, sowie zur ersten Polnischen Reserve gehört, wenn er ohne Pass oder Marsch-Route in das Gebiet der anderen Macht entweichet, als Deserteur betrachtet, und als solcher, sobald diese seine Eigenschaft erkannt wird, selbst ohne vorhergegangene Reclamirung zurückgestellt werden.

Art. II. Jeder nicht zum Militär gehörige männliche Unterthan einer der beiden Mächte, welcher ohne Pass oder vorschriftmässige Beglaubigung an der Grenze betreten wird, soll als Vagabund angesehen, und als solcher von der Grenze zurückgewiesen werden, mit Ausnahme jedoch der Grenzbewohner, deren Grundstücke durch den Grenzzug durchschnitten werden, in Betreff welcher die Bestimmungen des Artikels 20 des Vertrags vom 3. Mai 1815 in voller Kraft bleiben.

Art. III. Alle männlichen Unterthanen, welche die Widmung für den Militärdienst erhalten haben, insbesondere jene, welche zur polnischen zweiten Reserve gehören, und jene, welche in den österreichischen Conscriptions-Listen unter der Benennung: die conscribirten Anwendbaren, aufgeführt sind, sollen, auch wenn sie sich mit einem regelmässigen Passe versehen, über die Grenze begeben hätten, von dem Augenblicke an zurückgestellt werden, wo sie von Seiten ihrer Regierung individuell für den Militärdienst, sei es in der activen Armee oder in der Reserve oder Landwehre, reclamirt werden.

Art. IV. Die Unterthanen der einen hohen contrahirenden Macht sollen nicht in den Militärdienst der anderen aufgenom-

men werden, in sofern sie nicht gehörig nachweisen, entweder, dass sie nach den in ihrem Vaterlande bestehenden Gesetzen von aller Verpflichtung zum Militärdienste sowohl in der Armee als in der Reserve und Landwehre frei sind, oder dass sie dieser Verpflichtung bereits Genüge geleistet, oder endlich, dass sie von ihrer Regierung die Genehmigung erhalten haben, in fremdo Militärdienste zu treten. 1822

Art. V. Die Unterthanen der einen hohen contrahirenden Macht, welche an dem Tage der Bekanntmachung gegenwärtiger Uebereinkunft schon wirklich in den Armeen der anderen aufgenommen sind, sollen die freie Wahl haben, entweder in ihr Vaterland zurückzukehren, oder ferner in dem Militärdienste, worin sie sich befinden, zu verbleiben.

Jeder Soldat, welcher in dem Falle sein wird, auf solche Art zu wählen, soll sich darüber innerhalb Jahresfrist, vom Tage der Auswechsolung der Ratificationen der gegenwärtigen Zusatz-Artikel angefangen, zu erklären haben. Fällt seine Wahl auf Rückkehr in das Vaterland, so soll seine Dienstentlassung ohne allen Aufschub oder Einwendung von was immer für einer Art erfolgen, und er soll in sein Vaterland frei zurückkehren dürfen, ohne dass er wegen seiner Entfernung und selbst wegen Desertion, wofern er sich derselben schuldig gemacht hätte, auf irgend eine Weise beunruhiget werden kann. Wenn er aber im Gegentheile mit freiem Willen erklärt, in dem Militärdienste der anderen Macht verbleiben zu wollen, so soll deshalb in seinem Vaterlande wider ihn weder Einziehung des Vermögens verfügt, noch irgend eine Untersuchung verhängt werden.

Von dieser letzteren Wohlthat bleiben jedoch diejenigen ausgeschlossen, welche, nachdem sie sich der Desertion schuldig gemacht haben, von der Strafnachsicht keinen Gebrauch machen würden, welche ihnen hiemit angeboten wird, um frei in ihr Vaterland zurückkehren zu können.

Art. VI. Nachdem sich bei der Liquidirung der Verpflegskosten für die ausgelieferten Deserteure in Gemässheit der durch den fünften Artikel des Cartels vom 24. Mai 1815 für Berechnung dieser Ersatzgelder vorgeschriebenen Methode verschiedene Schwierigkeiten gezeigt haben; so ist man übereingekommen, an deren Stelle die Zahlung eines fixen Betrages festzusetzen und zwar für den täglichen Unterhalt eines Deserteurs $7\frac{1}{2}$ Kreuzer oder $7\frac{1}{2}$ Kopeken oder 15 polnische Groschen in Silber, in welcher Zahlung der Preis für eine Brot-Portion zu $1\frac{3}{4}$ Pfund, sowie jener des Quartier-Services zusammen mit $3\frac{1}{2}$ Kreuzer,

1822 und endlich die 4 Kreuzer einbegriffen sind, welche nach dem §. 6 des obgedachten fünften Artikels des Cartels vom 24. Mai 1815 jedem Deserteur als tägliche Löhnung bemessen wurden. Die zu vergütenden Unterhaltungskosten für einen Deserteur fangen von dem Tage seiner Ergreifung zu laufen an und sollen approximativ nach Maassgabe der Entfernung berechnet werden, in welcher der Deserteur sich im Augenblicke seiner Anhaltung von dem Auslieferungsorte befunden hat; wohl verstanden jedoch, dass diese Ersatzleistung, Krankheitsfälle ausgenommen, sich nie über einen Zeitraum von drei Monaten erstrecken darf.

Art. VII. Für den Fall der Erkrankung eines Deserteurs nach dem Zeitpunkte seiner Ergreifung ist die Vergütung für einen Tag der Spitalpflege durch gemeinschaftliches Einverständniss auf 21 polnische Groschen, welches zehn und einem halben Kreuzer, oder zehn und einem halben Kopeken in Silber gleichkommt, die tägliche Verpflegung mit 7½ Kreuzer oder 15 polnischen Groschen einbegriffen, festgesetzt worden. Diese Vergütung für Spitalpflege soll mit jener für die einfache Verpflegung in dem Augenblicke der Auslieferung des Deserteurs geleistet werden.

Art. VIII. Die Belohnung im Gelde (Taglia), welche der Artikel VI der Uebereinkunft wegen Auslieferung der Deserteure vom 24. Mai 1815 demjenigen bewilliget, der einen Deserteur angegeben oder gestellet hat, soll ebenfalls in den durch den ersten Artikel der gegenwärtigen nachträglichen Uebereinkunft vorgesehenen Fällen ausbezahlt werden; sie soll aber nicht gefordert werden können, wenn ein blos dem Militärdienste gewidmeter männlicher Unterthan in Folge einer individuellen Reclamirung, sowie der dritte Artikel der gegenwärtigen Uebereinkunft dieselbe festgesetzt, abgeliefert wird. Wenn jedoch ein solcher für den Militärdienst bestimmter Unterthan auf Kosten der Regierung, an welche die Reclamirung gerichtet worden, in Verwahrsam gehalten und transportirt worden wäre; so soll die Vergütung der durch ihn veranlassten Unterhalts- und Spitalkosten in dem Augenblicke der Auslieferung ganz in der für die wirklichen Deserteure festgesetzten Art geleistet werden.

Art. IX. Da die Erfahrung mehrmals die Nothwendigkeit gezeigt hat, die Deserteure mit den unentbehrlichsten Kleidungsstücken zu versehen, und da diese Nothwendigkeit in gleicher Weise auch in Betreff der für den Militärdienst bestimmten Individuen eintreten könnte, welche man, in Gemässheit des dritten Artikels der gegenwärtigen nachträglichen Uebereinkunft, in Folge

einer individuellen Reclamirung auszuliefern, in den Fall kommen dürfte; so ist die Abrede getroffen worden, den einen wie den andern die etwa benöthigten Kleidungsstücke nach dem folgenden Verzeichnisse, das sowohl die zu liefernden Stücke als den Preis enthält, nach welchem beiderseits die Vergütung dafür geleistet werden soll, zu verabreichen, nämlich: 1822

	Oesterreich.		Russische		Polnische	
	Gulden	Kreuz.	Rubel	Kopek.	Gulden	Grosh.
	in Silber.					
Für ein Hemd	1	20	—	80	5	10
Für eine Hose von Tuch	4	13	2	53	16	26
Für eine Hose von Leinwand im Sommer . . .	2	35	1	55	10	10
Für eine Kappe	1	9	—	69	4	18
Für ein Paar Schuhe . . .	1	45	1	5	7	—
Für einen Ueberrock im Winter	13	56 1/4	8	36 1/4	55	22 2/4
Für ein Leibel im Sommer	4	41 2/4	2	81 2/4	18	23

Diese Kleidungsstücke sollen nach Vorschrift des bei derjenigen Armee, zu welcher der Deserteur gehört, bestehenden Reglements und nach den Mustern verfertiget werden, welche zu diesem Ende beiderseitig mitgetheilt worden sind.

Die stattgefundene Lieferung solcher Kleidungsstücke an die Deserteure soll in dem Uebergabsprotokolle bestätiget, und die Zahlung dafür im Augenblicke der Auslieferung des Deserteurs, zugleich mit jener für die Unterhalts- und sonstigen Kosten geleistet werden. Wenn die gedachte Zahlung in Gold geschieht, so soll der holländische Ducaten zu 19 polnischen Silbergulden berechnet werden.

Art. X. Um die pünktliche und regelmässige Beobachtung der für die gegenseitige Ablieferung der Deserteure getroffenen Verabredungen zu sichern, hat man es für zweckdienlich erachtet, beiderseits gewisse Punkte an den Grenzen zu bestimmen, wo die Ablieferung ausschliesslich geschehen und woselbst eigene Civil- oder Militär-Commissäre aufgestellt sein sollen, um die Deserteure in Empfang zu nehmen und im Augenblicke ihrer Uebernahme die Taglia und die verschiedenen Unkosten, welche zu vergüten kommen, zu liquidiren und zu bezahlen. Diese Orte, in welchen die Ablieferung der österreichischen Deserteure geschehen soll, sind in Galizien an der russischen Grenze Hussiatin

1822 und Brody, und an der polnischen Grenze Nazol, und für die Auslieferung der Deserteure von der russischen oder polnischen Armee Satanoff und Radziwiloff in Russland, und Josefoff im Königreiche Polen.

Im Falle, dass dor eine oder der andere der hohen contrahirenden Theile die Absicht hätte, in Betreff dieser Auslieferungsorte eine Aenderung vorzunehmen, so soll dieselbe nur nach beiderseits erfolgtem Einverständnisse stattfinden können.

Art. XI. Die gegenwärtigen Zusatz-Artikel zu dem Cartele vom 24. Mai 1815 sollen die nämliche Kraft und Gültigkeit haben, als wenn sie Wort für Wort in den Hauptvertrag aufgenommen wären, welcher insofern, als diese Artikel denselben nicht abändern, in voller Wirksamkeit verbleibet.

Art. XII. Die Ratificationen der gegenwärtigen Zusatz-Artikel sollen innerhalb zweier Monate, oder früher, wenn es geschehen kann, ausgewechselt werden. Gleich nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen sollen diese Artikel beiderseits bekannt gemacht, und von dem Zeitpunkte der Bekanntmachung, so weit es nicht schon seither geschehen wäre, zur Ausführung gebracht werden.

Nachdem Wir und Seine Majestät der Kaiser aller Reussen, auch König von Polen diesen Zusatz-Artikeln durchaus Unsere beiderseitige Genehmigung ertheilt haben, werden solche mittelst des gegenwärtigen allenthalben kund zu machenden Edictes zur allgemeinen Kenntniss Unserer Unterthanen gebracht, damit sich dieselben genau darnach achten und Niemand diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne.

Wir befehlen anmit zugleich allen Unseren Civil- und Militärbeamten und anderen Vorgesetzten darauf zu halten, damit diese Zusatz-Artikel vom Tage der Bekanntmachung, soweit es nicht schon seither geschehen ist, ihrem ganzen Umfange und Inhalte nach genau befolgt und vollzogen werden.

Gegeben in Unserer Haupt- und Residenzstadt Wien, am neun und zwanzigsten September im Jahre des Heils, Ein Tausend acht Hundert zweiundzwanzig, Unserer Regierung im einunddreissigsten Jahre. *Franz.*

(L. S.) *Heinrich Graf von Bellegarde,*
Staats- und Conferenz-Minister und Feldmarschall.
Joseph Freiherr von Stipsicz,
General der Cavallerie und Hofkriegsraths-Vicepräsident.
Nach Sr. k. k. apost. Majestät höchst eigenem Befehle
Caspar Lehmann.

1822

397.

9 Novembre 1822.

Convention entre l'Autriche et Parme sur le droit des pensionnaires des deux Etats de jouir de leurs pensions dans l'un ou dans l'autre des deux Etats, conclue à Vérone le 9 Novembre 1822.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Noi Maria Luigia Principessa Imperiale, Arciduchessa d'Austria, per la grazia di Dio Duchessa di Parma, Piacenza e Guastalla.

Essendo dal plenipotenziario di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e dal Nostro, stato conchiuso e sottoscritto a Verona il nove Novembre Mille ottocento ventidue un trattato che assicura ai sudditi rispettivi pensionati dall' uno, o dall' altro dei due Stati la facoltà di poter percepire le loro pensioni in qualunque luogo dei due dominj abbiano fissata la loro dimora, il quale trattato è del tenore seguente:

Sua Maestà Francesco I Imperatore d'Austria, etc.

e Sua Maestà la Principessa Imperiale Maria Luigia, Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Parma, Piacenza e Guastalla etc.

Volendo che i Loro sudditi risentano il vantaggio dei vincoli di sangue che felicemente uniscono i due sovrani, col vedere vieppiù consolidate, ed aumentate le relazioni d'amicizia che già sussistono fra i sudditi dei due dominj, hanno determinato di devenire ad un trattato, col quale venga stabilito il reciproco libero godimento delle pensioni a favore dei sudditi di uno dei due Stati che passassero a dimorare nel territorio dell' altro.

A tale effetto hanno nominato per loro plenipotenziarj, cioè

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il Barone Francesco di Sardegna, Ciamberlano attuale di Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica, e Suo Consigliere di legazione, etc.

e Sua Maestà l'Arciduchessa, Duchessa di Parma Sua Eccellenza il Conte Alberto Adamo di Neipperg, Ciamberlano, Consigliere intimo attuale di Stato e Tenente Maresciallo al servizio di Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica, Presidente del dipartimento militare, Comandante superiore delle truppe, Incaricato degli affari esteri dei Ducati di Parma, Piacenza e Guastalla, e Cavaliere d'onore della prefata Maestà Sua,

1822 i quali dopo avere cambiate lo loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono di quanto segue.

Art. I. Ogni impiegato, o suddito dei due governi, senza distinzione alcuna di classe, che riscuota una pensione dallo casse dell' uno, o doll' altro dei due Stati, otterrà, dopo averne fatta la domanda, la facoltà di goderne a norma delle particolari sue convenienze nel paese dell' altro.

Tale domanda dovrà essere diretta alla superioro autorità governativa esistente nel luogo ove ritrovasi la cassa centrale, che corrisponde il pagamento della pensione.

Art. II. Questi pensionati sono sottoposti alle leggi ed alla giurisdizione del paese, ove essi hanno il loro domicilio, e lo Stato da cui essi ricevono la pensione, non conserva sopra di loro giurisdizione alcuna, so non allorquando possedessero dei beni nel suo territorio, o che si rendesse necessario di assicurare colle loro pensioni il soddisfacimento delle legittime pretese dei sudditi di questo Stato, a carico dei suddetti pensionati.

Art. III. Ciascun pensionato avendo in conseguenza dell' articolo I la libera scelta del suo domicilio negli Stati dello due alte parti contraenti, è intoso ch'egli potrà altresì cangiarlo a sua volontà, e ripassare senza impedimento negli Stati della corte da cui riceve la pensione.

Art. IV. Finalmente questo trattato dovrà avere irrevocabilmento la forza d'un trattato pubblico, e comincierà ad avere il suo pieno effetto dal giorno del cambio delle ratifiche.

In fede di che i rispettivi plenipotenziarj hanno firmato il presente trattato, fatto in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto a Verona questo giorno nove del mese di Novembre dell' anno Mille ottocento ventidue.

Sottoscritto:

(L. S.) *Francesco Barone di Sardegna.*

(L. S.) *Il Tenente M^llo. Conte di Neipperg.*

Abbiamo tanto per Noi che pei Nostri successori accettato, approvato, ratificato, o confermato il surriferito trattato, e per le presenti l'accettiamo, approviamo, ratifichiamo, e confermiamo, promettendo che sarà dal canto Nostro inviolabilmente mantenuto, ed osservato. In fede di che abbiamo firmato il presente trattato di Nostra propria mano, munito del maggior sigillo delle Nostre armi, e controssegnato dal Nostro Cavaliere d'onore, Te-

nente Maresciallo Conte di Neipperg, Incaricato delle relazioni 1822
estere dei Nostri Ducati.

Dato dalla Nostra ducale residenza di Parma questo giorno ventidue del mese di Dicembre dell' anno Mille ottocento ventidue.

Maria Luigia.

(L. S.) *Il Conte di Neipperg,*
T. M.llo.

Per ordine espresso e supremo di Sua Maestà
L'I. R. Tenente Colonello e Segretario intimo di gabinetto,
Giuseppe Barone Werklein.

Les ratifications ont été échangées à Vienne le 22 Juin 1823. Le document relatif est signé par le Prince de Metternich et le Comte de Neipperg.

398.

28 Novembre 1822.

Résolutions relatives à l'abolition de la traite des nègres, adoptées au congrès de Vérone à la conférence du 28 Novembre 1822.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 139.)

Les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, réunis en congrès à Vérone, considérant que leurs augustes souverains ont pris part à la déclaration du 8 Février 1815, par laquelle les puissances réunies au congrès de Vienne ont proclamé à la face de l'Europe leur résolution invariable de faire cesser le commerce connu sous le nom de la traite des nègres d'Afrique.

Considérant de plus que, malgré cette déclaration et en dépit des mesures législatives dont elle a été suivie dans plusieurs pays, et des différens traités conclus depuis ladite époque entre les puissances maritimes, ce commerce, solennellement proscrit a continué jusqu'à ce jour, qu'il a gagné en intensité ce qu'il peut avoir perdu en étendue; qu'il a même

1822 un caractère plus odieux et plus funeste par la nature des moyens auxquels ceux qui l'exercent sont forcés d'avoir recours;

Que les causes d'un abus aussi révoltant se trouvent principalement dans les pratiques frauduleuses, moyennant lesquelles les entrepreneurs do ces spécnlations condamnables éludent les lois de leurs pays, déjouent la surveillance des bâtimens employés pour arrêter le cours de leurs iniquités, et couvrent les opérations criminelles dont des milliers d'êtres humains deviennent, d'année en année, les innocentes victimes;

Que les puissances de l'Europe sont appelées par leurs engagements antérieurs, autant que par un devoir sacré, à chercher les moyens les plns efficaces pour prévenir un traffic que déjà les lois de la presque totalité des pays civilisés ont déclaré illicite et coupable, et pour punir rigoureusement ceux qui le poursuivent en contravention manifeste de ces lois,

Ont reconnu la nécessité de vouer l'attention la plus sérieuse à un objet d'aussi grande importance pour le bien et l'honneur de l'humanité et déclarent, en conséquence, au nom de leurs augustes souverains,

Qu'ils persistent invariablement dans les principes et les sentimens que ces souverains ont manifesté par la déclaration du 8 Février 1815, qu'ils n'ont pas cessé, et qu'ils ne cesseront jamais de regarder le commerce des nègres comme un fléau qui a trop long-temps désolé l'Afrique, dégradé l'Europe et affligé l'humanité, et qu'ils sont prêts à concourir à tout ce que pourra assurer et accélérer l'abolition complète et définitive de ce commerce;

Qu'afin de donner effet à cette déclaration renouvelée, leurs cabinets respectifs se livreront avec empressement à l'examen de toute mesure compatible avec leurs droits et les intérêts de leurs sujets, pour amener un résultat constatant aux yeux du monde la sincérité de leurs voeux et de leurs efforts, en faveur d'une cause digne de leur sollicitude commune.

399.

9 Février 1823.

Convention conclue à Vérone le 14 Décembre 1822 entre les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur d'Autriche, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne d'une part, et de S. M. le Roi de Sardaigne d'autre part, pour faire cesser l'occupation temporaire d'une ligne militaire dans les Etats de S. M. le Roi de Sardaigne; ratifiée à Turin le 9 Février 1823.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. V, p. 663.)

Les cours d'Autriche, de Russie et de Prusse ayant, conformément aux stipulations du VIII article de la convention de Novare du 24 Juillet 1821 examiné, de concert avec le plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne, la question: si, dans la situation actuelle du Piémont, il y avait des raisons pour prolonger encore l'occupation d'une ligne militaire par un corps auxiliaire, ou si l'on pouvait la faire cesser, et cet examen ayant fait connaître que les soins de S. M. Sarde et les progrès de la réorganisation de son Royaume offraient une garantie suffisante de la tranquillité, L. M. I. et R. ont résolu, d'un commun accord, de retirer du Piémont le corps auxiliaire, et dans le dessein de fixer par une convention particulière le mode et le terme de cette évacuation, ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, M. le prince de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, duc de Portella, etc.

S. M. l'Empereur de Russie, Roi de Pologne, M. le comte Charles de Nesselrode, ministre des aff. étrang. etc.

S. M. le Roi de Prusse, M. le Comte Chrétien Günther de Bernstorff, ministre d'Etat, de cabinet etc.

S. M. le Roi de Sardaigne, M. le Comte Victor Salher de la Tour, général de cavalerie, ministre etc.

Lesquels munis des pleins pouvoirs nécessaires, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Le corps auxiliaire autrichien, qui se trouve en Piémont, doit évacuer, dans le courant du mois de Décembre, les

1823 villes de Verceil et de Vigevano, ainsi que tous les points militaircs situés sur la rivo gauche du Pô; le nombre des troupes qui à cette époque doivent quitter les Etats du Roi de Sardaigne est fixé à 4000 hommes, et ils doivent en être sortis avant le 1 Janvier 1823.

Art. II. Le dit corps auxiliaire doit être de nouveau diminué de 3000 hommes jusqu'au 1 Avril 1823; à cette fin, il évacuera les villes de Casal, Voghera, Tortone, Castelnuovo, ainsi que tous les endroits occupés sur la rive droite du Pô, pour former la communication militaire daus les Etats de S. M.

Art. III. Les 5000 hommes restans se réuniront à l'Alexandrie et Valence le 1 Avril, mais la remise de ces deux places et l'évacuation entière du territoire piémontais par les troupes autrichiennes doivent être effectuées avant le 1 Octobre 1823.

Art. IV. A compter du 1 Avril 1823 la communication ordinairo de correspondance du corps d'occupation sera établie sur la grande route de Valence à Pavie. Les commissaires respectifs sont chargés de déterminer de concert les stations de poste nécessaires à cette fin jusqu'à l'entière évacuation.

Art. V. Dans les changemens de garnisons, tels qu'ils ont été prévus dans le premier article de la convention de Novare, les troupes suivront la route de Voghera, Tortono et Alexandrie.

Art. VI. Pour concilier les intérêts de S. M. le Roi de Sardaigne avec la faculté qu'il est nécessaire de laisser au général commandant l'armée de la Haute-Italie, de fixer la proportion des différentes armes entre les troupes qui doivent quitter successivemeut le Piémont, on est convenu que le paicment par mois de 300.000 fr. ainsi que le maximum de 13.000 rations en vivres, bois, lumière, etc. et do 4000 rations de fourrages que S. M. le Roi de Sardaigne s'était engagé de fournir par la convention de Novare, seront réduits de 4 douzièmes à compter du 1 Janvier 1823, de 3 autres douzièmes depuis le 1 Avril de la même annéo, et cesseront tout-à-fait le 1 Octobre 1823.

Art. VII. L'artillerie, les armes et les autres effets militaires, ainsi que les munitions de guerre et les provisions de bouche, qui se trouvaient dans la citadelle d'Alexandrie lorsqu'elle a été occupée par les troupes autrichiennes, ou qui depuis lors y ont été transportés des arsenaux et des magasins de S. M. le Roi de Sardaigne, resteront, comme auparavant, sous la surveillance des autorités sardes. Ces objets, ainsi que la forte-

resse elle-même, seront remis, avec les formalités d'usage en pa- 1823
reil cas, le 29 Septembre aux troupes et aux commissaires sardes.

Art. VIII. Toutes les stipulations de la convention de Novaro du 24 Juillet 1821, qui ne sont point modifiées par la présente, continueront d'être suivies jusqu'à l'entière évacuation du territoire piémontais.

Art. IX. La présente convention doit être ratifiée dans l'intervallo de 6 semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la dite convention, et y ont apposé leur cachet.

Fait à Vérone, le 14 Décembre 1822.

Metternich. *Latour.*
Bernstorff. *Nesselrode.*

400.

22 Mars. — 28—29 Avril 1823.

Convention de poste entre l'Autriche et Modène du 22 Mars 1823, avec articles séparés du 28 Avril 1823.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Francesco Quarto, Arciduca d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia, per la grazia di Dio Duca di Modena, Reggio, Mirandola etc.

Avendo il Nostro fedele, ed amato Consigliere di Stato, Gran Ciamberlano, ed Incaricato del ministero degli affari esteri, Marchese Giuseppe Molza in vigore della facoltà da Noi datagli conclusa, stabilita, e sottoscritta col Conte Luigi di Bombelles, Imperial Regio Ciamberlano attuale, Inviato straordinario, e Ministro plenipotenziario di Sua Maestà Imperial Regia Apostolica presso la Nostra persona, sotto il giorno ventidue Marzo del corrente anno Mille ottocento ventitrè la convenzione, e sotto il giorno ventiotto Aprile di detto anno gli articoli addizionali, di cui segue il tenore.

Avendo Sua Maestà Imperial Regia Apost. desiderato che Sua Altezza Reale l'Arciduca, Duca di Modena rimettesse le stazioni postali sulla Strada Giardini pel passaggio dei corrieri Au-

1823 stro-Toscani, ed essendosi la Reale Altezza Sua prestata ad aderire a tale desiderio, Sua Eccellenza il Signor Conte Luigi di Bombelles etc., e Sua Eccellenza il Signor Marchese Giuseppe Molza etc., incombenzati delle opportune trattative pel ristabilimento il più sollecito dello stazioni postali nella suddetta strada, sono convenuti, salva la ratifica dei rispettivi governi, negli articoli seguenti durevoli fino a tanto cho lo due alte parti contraenti di reciproco accordo passassero ad ulteriori concerti.

Art. I. Pel quattordici Aprile anno corrente, od anche prima, se si può, sarà provveduto intanto in modo provvisorio al servizio pel viaggio d'andata e ritorno dei tre corrieri settimanali per la Strada Giardini da Modena al confine Toscano, e viceversa.

Art. II. Le stazioni di cambio de' cavalli saranno San Venanzio, Paullo, Barigazzo, e Pievepelago.

Art. III. Il governo Estense procurerà che siano messi nelle suddette stazioni cavalli, o muli buoni, e tali che con un carico proporzionato, e non eccedente per la montagna, e qualora non vi siano impedimenti straordinarj di stagioni, o di nevi, siano atti a trasportare i corrieri nel più breve tempo possibile da Modena a Boscolungo, prima posta Toscana, e viceversa.

Art. IV. Quindi si dovranno limitare i legni dei corrieri ad un calesse da due persone con un valigione, e permetter loro di prender seco un solo forestiero.

Art. V. Per questo legno dovranno sempre levarsi in regola ordinaria tre cavalli, e pagarsi in ragione di due lire italiane e settantacinque centesimi per ogni posta e cavallo, più una lira e mezzo italiana per un postiglione per li tre cavalli per posta, e la solita mancia allo stalliere.

Art. VI. In occasione di cattive strade per intemperie di nevi etc., come anche se il corriere avesse più d'un forestiero, o più bagaglio, o legno più pesante del convenuto, dovrà attaccare un quarto cavallo, e prendere un secondo postiglione.

Art. VII. Le corse si calcoleranno sì nell' andata, che nel ritorno come segue:

Da Modena a San Venanzio	Poste	due	No.	2.
Da San Venanzio a Paullo	-	due	-	2.
Da Paullo a Barigazzo	-	due	-	2.
Da Barigazzo a Pievepelago	-	una	-	1.
Da Pievepelago a Boscolungo	-	una	-	1.

Art. VIII. Il governo Estense procurerà che nel più breve tempo possibile le stazioni postali siano permanentemente stabi-

lite nel suddetto stradale in quel modo, che giudicherà conveniente. 1823

Art. IX. Questo stabilimento però s'intende fatto soltanto per l'oggetto dei corrieri Austro-Toscani ordinarj e straordinarj, e non ad uso dei forestieri. E se col tempo si estendesse anche ad uso dei forestieri, ciò far non si potrebbe che con una tariffa maggiore, cioè di quattro lire italiane per cavallo, e per posta, e di due lire italiane per postiglione, e per posta, oltre la mancia allo stalliere.

Art. X. I corrieri, che percorrendo il suddetto stradale, passassero per Paullo, e Pievepelago saranno obbligati di portare anche la corrispondenza d'uffizio da Modena a Paullo, e Pievepelago, e viceversa, senza alcuna pretesa di compenso.

Art. XI. Subito dopo l'arrivo d'ognuno dei tre corrieri settimanali colla corrispondenza di Milano, e Mantova diretta all' uffizio Pontificio di Bologna, l'uffizio postale di Modena inoltrera la suddetta corrispondenza a Bologna mediante una staffetta, il cui importo fino alla Samoggia gli sarà rimborsato dal governo Austriaco, e saranno consegnate ai suddetti corrieri al loro ritorno le corrispondenze di Bologna per Milano, e Mantova, quando prima del loro arrivo siano giunte all' uffizio di Modena.

Art. XII. Gli effetti, di cui i corrieri saranno portatori, verranno assoggettati alle leggi daziarie, a riserva delle lettere.

Art. XIII. Il trasporto dei gruppi e pacchetti di denaro sarà concesso ai corrieri, ma entro certi limiti, onde non sopracaricare di peso i legni, e ne sarà fissata la tariffa stessa anche pei corrieri Toscani, quale è in corso attualmente pei corrieri di Milano.

Art. XIV. Il governo Austriaco interporrà i suoi buoni uffizj perchè il governo Toscano aderisca ai suddetti articoli nella parte che lo riguardano, e il governo di Modena prenderà gli opportuni concerti col Pontificio pel migliore eseguimento dell' articolo undecimo per ciò, che riguarda la corrispondenza diretta a Bologna, e di là proveniente.

In fede di che hanno sottoscritta la presente formata in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto in Modena questo giorno ventidue Marzo Mille ottocento ventitrè.

(L. S.) *Cte. di Bombelles.* (L. S.) *Il March. Giuseppe Molza.*

1823 *Articles séparés.*

I sottoscritti inerendo all' autorizzazione ottenuta dalle rispettive loro corti sono convenutl negli articoli seguenti addizionali alla convenzione stipulata in Modena nel dì ventidue Marzo prossimo passato intorno al ristabilimento delle stazioni postali sulla Strada Giardini pel passaggio dei corrieri Austro-Toscani ordinarj, e straordinarj.

Art. I. Sarà cura del governo Estenso non solo di far spalare le nevi per tenere aperta detta Strada Giardini fino al confine Toscano, e possibilmente praticabile in tutte le stazioni, ma ancora di prendere le necessarie misure perchè sia mantenuta libera, e sicura dai malviventi, e perturbatori della pubblica quiete, beninteso che altrettanto sia eseguito per parte del governo Toscano nella strada sino a Pistoja.

Art. II. Gli uffizj postali Austriaci, Modenesi e Toscani potranno indirizzare anche le staffette per la Strada Giardini, o l'importo delle medesimo sarà pagato a norma delle tariffe vigenti nei rispettivi Stati.

L'uffizio delle poste Estensi darà le opportune disposizioni perchè il servigio di tali staffette venga eseguito colla possibile esattezza su detta strada.

Art. III. I suddetti due articoli addizionali dovendo far parte integrante della convenzlone firmata dai sottoscritti in Modena nel ventiduo Marzo Mille ottocento ventitrè, avranno per conseguenza lo stesso vigore come se si trovassero in essa letteralmente inseriti, e s'intendono compresi nella stipulazione dell' articolo decimo quarto di detta convenzione.

Le ratifiche ne saranno cambiate nel tempo medesimo.

In fede di che hanno sottoscritta la presente formata in doppio origlnale e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Firenze 29 Aprile 1823. Modena 28 Aprile 1823.

(L. S.) *Il Cte. di Bombelles.* (L. S.) *Il March. Giuseppe Molza.*

Veduti la suddetta convenzione, ed i suddetti articoli addizionali, abbiamo l'una, e gli altri tanto per Noi che pei Nostri eredi, o successori approvati, accettati, confermati, e ratificati, e per le presenti li approviamo, accettiamo, confermiamo, e ratifichiamo, promettendo in parola di Principe d'inviolabilmente osservarli, e farli osservare.

In fede di che saranno le presenti firmate di Nostra mano, munite del Nostro maggior sigillo, e controsegnate dal Nostro

Consigliere di Stato, Gran Ciamberlano, ed Incaricato del ministero degli affari esteri, Marchese Giuseppe Molza. 1823

Dato in Modena dal Nostro Regio Ducale Palazzo questo giorno trenta Giugno Mille ottocento ventitrè.

(L S.) *Francesco.*

401.

25 Mars 1823.

Convention de poste entre l'Autriche et la Sardaigne conclue à Milan le 25 Mars 1823.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

L'office général des postes de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et l'office général des postes de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche désirant fixer et consolider les relations qui existent entr'eux et leur donner plus d'étendue, en réglant de commun accord la transmission des correspondances réciproques et des correspondances étrangères en transit,

Les deux gouvernements ont nommé commissaires autorisés à négocier, conclure et signer des conventions, qui fixent le service des postes entre les Etats Sardes et les Etats Autrichiens d'une manière convenable aux intérêts du commerce et du public respectifs, savoir:

Le Sieur Marcel Cerruti, Directeur des postes du Duché de Gênes etc., muni des pleins pouvoirs du ministère des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne d'une part; et le Baron François de Sardagna, Chambellan et Conseiller de légation de S. M. I. R. A. etc., muni des pleins pouvoirs du ministèro des affaires étrangères de S. M. I. R. A. d'autre part;

lesquels après avoir échangé les titres ci-dessus mentionnés sont convenus, sauf ratification, des articles suivants.

Art. I. Il sera entretenu entre l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne et l'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche, une correspondance directe et réciproquo pour l'envoi, la réception et la distribution des lettres et paquets tant de l'intérieur que de l'étranger qu'ils se trans-

1823 mettront pour les Etats de leurs gouvernements respectifs, ou en transit pour les Etats étrangers.

Art. II. L'office général des postes Sardes fera passer à l'office général des postes Autrichiennes toutes les correspondances des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne, ainsi que toutes celles de la France, du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des Pays-Bas, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar, des Colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises, enfin les lettres de tous autres pays sans exception, qui lui parviendront par voie de terre ou de mer, non seulement pour l'Empire d'Autriche, mais encore pour les Iles Ioniennes, pour tous les Royaumes, Etats, et Villes composant la Confédération Germanique, pour la Prusse, la Russie et Pologne, la Suède et Norvège, le Danemarc, la Turquie Européenne et le Lévant, et la Suisse à l'exception des cantons de Genève, du Valais, de Vaud, de Berne, de Fribourg, de Soleure, et de Neufchâtel.

Le même office Sarde remettra également à l'office Autrichien, pour les transmettre par la route la plus directe qui traverse les provinces Lombardes, moyennant les courriers de Milan sur Bologne, toutes les correspondances des provinces Piémontaises: d'Alba, d'Aosta, de Biella, de Carouge, de Casale, de Chablais, de Cuneo, de Faussigny, d'Ivrea, de Genevois, de haute Savoie, de Maurienne, de Mondovi, de Mortara, de Nizza, de Novare, d'Ossola, de Pallanza, de Pinerolo, de Rumilly, de Saluzzo, de Sospello, de Savoie, de Susa, de Tarantaise, de Turin, de Varallo, de Vercelli et de Vigevano, pour les Légations et les Marches de l'Etat Pontifical.

L'office Sarde livrera à l'office Autrichien toutes les correspondances qui pourraient lui parvenir de la France et des Colonies Françaises, du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Pays-Bas par voie de France, pour le Duché de Modène, les Duchés de Parme et Plaisance et les Iles Ioniennes, à l'exception seulement des lettres de et pour les 37 Départements de la France désignés dans l'article suivant dont la remise de part et d'autre sera faite entre les bureaux Sardes, et ceux de Parme.

L'office Sarde livrera de même à l'office Autrichien les lettres des Cantons du Valais, du Pays de Vaud, de Neufchâtel, de Genève, de Berne, de Fribourg, de Soleure, et de leurs arrondissements respectifs, qui lui parviendront par les postes du Valais au bureau de Domo-d'Osola tant pour le Royaume Lombard-

Vénitien que pour d'autres Etats en transit par le Royanme sus-mentionné. 1823

Art. III. De son côté l'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche fera passer à l'office Sarde toutes les correspondances de l'Empire d'Autriche, ainsi que celles qui lui parviendront des Royaumes, Etats et Villes composantes la Confédération Germanique, de la Prusse, de la Russie et Pologne, de la Suède et Norvège, du Danemarc, des Pays-Bas, de la Suisse, des Légations et Marches de l'Etat Pontifical pour le Royaume de Sardaigne, comme aussi les lettres du Royaume Lombard-Vénitien et des Etats méridionaux de la Monarchie Autrichienne ainsi que des Iles Ioniennes pour les Départemens Français de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Herault, de l'Isère, du Jura, des Landes, de la Loire, de l'Haute-Loire, du Lot, de Lot et Garonne, de la Lozère, du Puy de Drôme, des Hautes-Pyrenées, des Basses-Pyrenées, des Pyrenées orientales, des Bouches du Rhône, de Saone et Loire, du Tarn, de Tarn et Garonne, du Var et de Vaucluse.

Le même office Autrichien fera passer à l'office Sarde les lettres qu'il lui conviendra de transmettre pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les Colonies tant Espagnoles que Portugaises.

Enfin l'office Autrichien remettra à l'office Sarde les lettres soit nationales soit en transit pour les Cantons du Valais, du Vaud, Neufchâtel, Genève, Berne, Fribourg et Soleure, et leurs arrondissements respectifs.

Art. IV. Les points frontières vers lesquelles les offices généraux contractans dirigeront respectivement avec toute la diligence possible les correspondances precitées, seront:

Les bureaux de Milan, de Pavie et de Sesto Calende pour l'Autriche, et les bureaux de Voghère, de Novare et d'Arone pour le Piémont.

Le bureau de Milan correspondra avec celui de Voghère, Novare et Arone, Pavie avec Voghère, et Sesto Calende avec Arone, et viceversa.

Mais si dans la suite on reconnaissait nécessaire pour l'accélération des postes, que le bureau de Milan forme dépêche pour le bureau de Turin, et pour celui de Gênes, pour lors il suffirait, que l'office Sarde en reqult l'office Autrichien, pour

1823 que les trois bureaux ci-dessus désignés soient mis en correspondance directe.

Art. V. L'office Autrichien dirigera sur Voghère toutes les correspondances des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, ainsi que des Etats étrangers pour les provinces Sardes d'Acqui, d'Alexandrie, d'Asti, de Gênes, du Lévant, d'Oneglia, du Ponent, de Tortone, de Voghère, et pour les Isles de Sardaigne et de Capraja.

Le même office dirigera sur Novare les correspondances des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, ainsi quo de tous les Etats étrangers pour les provinces Sardes d'Alba, d'Aosta, de Bielle, de Carouge, de Casale, de Chablais, de Cuneo, do Faussigny, d'Ivrea, de Genevois, de haute Savoie, de Maurienne, de Mondovi, de Mortara, de Nizza, de Novare, do Pinerolo, do Rumilly, de Saluzzo, de Sospello, de Savoie, de Susa, de Tarantaise, de Turin, de Vercelli et do Vigevano.

Il dirigera également sur Novaro les correspondances à la destination de France, ainsi que les lettres qu'il voudra faire passer en Espagne, en Portugal, à Gibraltar, et dans les Colonies tant Espagnoles que Portugaises.

Enfin l'offico Autrichien dirigera sur Arone les correspondances des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche et de tous les Etats étrangers pour les provinces Sardes d'Ossola, do Pallanza, et de Varallo et de même les correspondances soit nationales, soit en transit pour les Cantons du Valais, Vaud, Neufchâtel, Genève, Berne, Solouro et Fribourg et arrondissements.

Le tout conformément aux nomenclatures qui seront communiquées à l'officio Autrichien.

Art. VI. De son côté l'office général des postes Sardes dirigera sur Pavio et sur Sesto Calende les lettres destinées pour ces villes, ainsi que pour les endroits situés sur les routes qui conduisent de ces deux villes à Milan. Mais il fera passer à Milan toutes les correspondances des Etats Sardes, et de tous les Etats étrangers pour l'Empire d'Autriche, ainsi que pour tous les Etats étrangers mentionnés dans l'article II.

Art. VII. Lo bureau do Milan et le bureau de Pavie formeront tous les lundis, mercredis et samedis des dépêches pour le bureau de Voghère, qui seront transmises tous les mardis, jeudis et dimanches entre 5 et 6 heures du matin aux fraix de l'office autrichien au relais dos postes Piémontaises à Casteggio.

Le même bureau de Milan fera également tous les diman- 1823
ches, les mardis, et les jeudis des dépêches qui seront rendues les mêmes jours entre onze heures et midi aux frais de l'office Autrichien à Novare.

Enfin le bureau de Milan et le bureau de Sesto Calende formeront tous les mardis, jeudis et dimanches des dépêches qui seront livrées les mêmes jours eutre 7 et 8 heures du soir aux frais de l'office autrichien à Arone.

Art. VIII. Réciproquement le bureau de Voghère formera tous les dimanches, mardis et jeudis deux dépêches, dont l'une pour le bureau de Milan, et l'autre pour le bureau de Pavie qui seront transportées les mêmes jours entre 8 et 9 henres du soir aux frais de l'office Sarde à Pavie.

Pareillement le bureau de Novare fera tons les dimanches, mardis et jeudis une dépêche qui sera livrée entre onze heures et midi aux frais de l'office Sarde au relais des postes autrichiennes à Buffalora.

Enfin le bureau d'Arone formera tous les mardis, jendis et samedis deux dépêches, dont l'une pour le bureau de Milan et l'autre pour le bureau de Sesto Calende, qui seront transmises les mêmes jours aux frais de l'office Sarde à Sesto Calende.

Art. IX. Quant à la formation des dépêches, chacun des bureaux respectivement correspondants les composera d'autant des paquets distincts de lettres, d'échantillons, de gazettes, jonrnaux, d'imprimés, et de livres en feuilles ou brochés, que les envois se composeront de diverses classes, d'après les pays, d'où les correspondances proviennent et leurs différentes espèces et notamment les correspondances de et pour les 37 départements français seront expédiées avec indication de leur destination.

Pour ce qui concerne les correspondances de la France non comprises et exceptées toujours celles des 37 départements désignés dans l'art. III pour le Duché de Modène, et les Duchés de Parme et Plaisance qui pourraient parvenir à l'office Sarde, le bureau de Novare portera sur la feuille d'avis, qui accompagnera sa dépêche pour le bureau de Milan le nombre et le montant des lettres affranchies en France.

Il réunira en un paquet les lettres non affranchies en France, et en paquet distinct les échantillons.

Il en fera de même des gazettes et journaux, ainsi que distinctement des imprimés et des livres en feuille ou brochés.

1823 Il portera le poids net des uns et le nombre de feuilles d'impression des autres à l'article qui sera destiné pour chacun d'eux sur la feuille d'avis.

Le même bureau do Novare portera sur la feuille d'avis le poids net en grammes des lettres de l'Espagne, Portugal, et Gibraltar, et Colonies pour le Royaume Lombard-Vénitien et autres Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, et les lettres seront réunis en un paquet séparé auquel sera apposé l'étiquette

Lettere di Spagna etc. pesanti grammes etc.

Il réunira dans un autre paqnet séparé les lettres des susdits Etats, que l'office Sarde jugera à propos de transmettre au bureau de Milan en transit pour les Etats étrangers, notant sur la feuille leur poids net, et apposant sur le paquet l'étiquette *Lettere di Spagna in transito grammes etc.*

L'office de Milan procédéra de la même manière réciproquement pour l'envoi des correspondances à la direction des Etats susmentionnés envers l'office de Novare.

Art. X. Les lettres et paquets à l'exception de ceux adressés dans les colonies pourront être respectivement chargés ou recommandés, mais il ne pourra être admis aucune déclaration de valeur.

Art. XI. Les lettres et paquets recommandés ou chargés devront être revêtus d'une enveloppe, qui sera scellée de trois ou de cinq cachets, apposés sur les plis supérieurs et inférieurs de manière qu'aucun pli de cette enveloppe ne puisse être entr'ouvert.

Ces chargemens indépendamment du nom du bureau de départ, qu'ils devront porter, seront encore timbrés du mot — *chargé.*

Art. XII. Dans le cas en quel un chargement serait égaré ou perdu, celui des deux offices contractans qui dans les Etats de son souverain aurait éprouvé cet accident, s'oblige envers l'autre à une indemnité de 50 francs, payables dans le délai d'nn mois du jour, auquel la réclamation de l'expéditeur ou du destinataire sera parvenue à l'office correspondant; mais pour éviter un double payement, il est expressément convenu que l'office près duquel la rélamation sera faite, en informera sur le champ l'autre office correspondant.

Art. XIII. L'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage à faire passer à l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne toutes les correspoudances de l'Empire d'Autriche et des Etats étrangers pour le Royaume de

Sardaigne et les Etats étrangers mentionnés dans l'art. III 1823
sans qu'il lui en paye aucun port, moyennant une rétribution annuelle de dix mille francs d'Italie, payable en pièces de 5 francs d'Italie chacune, que l'office Sarde s'oblige d'acquitter en rates trimestrales de 2500 francs par lettre de change sur Milan. Cette rétribution de 10,000 francs dont il n'y aura à défalquer que les sommes qui pourront revenir à l'office Sarde de la liquidation des comptes trimestraux ne pourra jamais être employée à aucune autre compensation quelconque et son acquittement ne sera sous aucun prétexte arrêtée, ni même retardé au delà de six semaines après l'expiration de chaque trimestre.

Art. XIV. De son côté l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne fera passer à l'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche toutes les correspondances du Royaume de Sardaigne, ainsi que do tous les Etats étrangers sans exception, pour l'Empire d'Autriche et tous les Etats étrangers mentionnés dans le 1, 2, 3 et 4 à linea de l'article II exemptes de tout prix de port. Mais quant aux lettres d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des Colonies tant Espagnoles que Portugaises transmises, ou reçues par les offices Sardes de la part de l'office Autrichien, ce dernier payera à l'office Sarde pour toutes les lettres provenantes de la Monarchie Autrichienne dix décimes par trente grammes soit pour l'allée soit pour le retour, et quarante-deux décimes par trente grammes pour toutes les foraines.

Art. XV. Dans le cas, où l'office général des postes Sardes voudrait faire transmettre par l'Autriche des lettres pour les Etats-unis de l'Amérique septentrionale à l'office des postes de ces Etats à Hambourg, elles devront être affranchies d'avance jusqu'aux extrêmes frontières des provinces Autrichiennes aux prix qui en sera notifié par l'office de Milan et dont les postes Sardes tiendront compte aux postes Autrichiennes.

Art. XVI. Les deux offices contractans se réservent la faculté de se faire parvenir réciproquement, s'ils le jugent de leur convenance, des envois de numéraire, d'objets précieux tels que pierreries, bijouteries, montres et autres objets de valeur.

Les bureaux des postes de Turin et de Gênes correspondront directement avec le bureau des postes de Milan, et vice-versa, pour l'envoi de ces objets, qui après avoir été soumis dans chaque Etat aux droits de douane, pour autant qu'ils en seront passibles seront renfermés dans de petites malles fermées

1823 à cadenss, dont chaeun des bureaux correspondants aura la clef et qui ne pourront contenir autre ehose.

Les offices eorrespondants joindront à chseun de ees envois une feuille d'avis sur laquelle chaque objet contenu sera porté article par article non seulement selon la qualité et le poids, mais encore selon la valenr réelle. L'aecusation des réceptions se fera de la même manière par le courrier suivant.

Les petites malles, dont il s'sgit, seront renfermées dans la valise qui contiendra les dépêches et il en sera fait mention sur la feuille d'avis qui l'aecompagnera de la manière suivante:

Vous réservez dans la valise ordinaire une petite malle bien conditionnée, fermée à cadenas du bureau des postes ...... pour le bureau des postes ......

Afin que lo poids de ces petites malles ne surcharge pas celui, que pourront avoir les valises ordinaires, les bureaux respectivement correspondants ne se feront jamais parvenir à la fois des envois de numéraire ou d'objets de valeur etc. etc. dont la totalité outrepasserait le poids de 50 livres Italiennes.

Chacnn des offices coutractans prélevera la totalité du port pour les envois dout il s'agit d'après le tarif suivant:

Du numéraire en espèce d'or ou d'argent, ainsi que des pierreries, bijouteries et montres d'après leurs valeurs.

Le port des envois qui ne monteront pas à la somme de 100 frsncs d'Italie ne pourra jamsis être moindre qu'un franc d'Italie,

de 100 jnsqu'à 300 francs d'Italie 1 pour cent,

de 300 jusqu'à 1000 francs d'Italie $^1/_2$ pour cent,

de 1000 franes en sus $^1/_4$ pour cent.

Le port des autres objets se réglera d'après le poids de kilogramme de façon,

Q'un paquet, qui ne pesera pas au delà d'un kilogramme, payera 3 Francs d'Italie, et pour chsque poids ultérieur d'un kilogrsmme même prix de 3 francs d'Italie, ainsi qu'à proportion par demi et tiers de kilogramme.

Le port que les offices contrsctans percevront d'avance d'après le tarif ci-dessus mentionné sera partagé entr'eux dans la proportion, qu'il en reviendra un tiers à l'office général des postes Autrichiennes et deux tiers à l'office général des postes Ssrdes.

Outre le montant du tsrif convenn, chacun des offices contractans percevra pour son compte de chaque article un demi franc à titre *di consegna*.

Il est de condition expresse que les offices contractants ne 1823
seront responsables que des accidents, que les envois respectifs pourront éprouver dans leurs bureaux et par la faute de leurs employés, et qu'ils ne cautionnent aucunement les accidents, qui pourront arriver par force majeure.

Art. XVII. Les deux offices contractants n'employeront ou ne feront employer dans leurs bureaux respectivement frontières et correspondans, que des poids en grammes pour les pesées des correspondances ou des envois dont ils se tiendront compte.

Art. XVIII. Les bureaux respectivement et directement correspondants des deux offices de Sardaigne et d'Autriche s'accuseront exactement à chaque jour de courrier, sur la feuille d'avis jointe à leur dépêche, la réception des envois, qu'ils se seront mutuellement adressés.

Art. XIX. Le renvoi des rebuts se fera d'office à office général à la fin de chaque quartier des correspondances de même nature; et pour ce qui concerne les lettres d'Espagne, l'office Sarde bonifiera à l'office Autrichien le montant du droit de transit perçu de 10 décimes pour chaques 30 grammes et de 12 pour les foraines.

Art. XX. Les comptes réciproques, qui embrasseront les envois de numéraire, d'objets de valeur etc., comme aussi le montant du droit de transit des lettres de et pour l'Espagne, Portugal, Gibraltar et Colonies tant Espagnoles, que Portugaises seront régulièrement arrêtés et soldés six semaines, au plus tard après l'échéance de chaque quartier.

Art. XXI. Les soldes des comptes se payeront respectivement en francs et centimes et le montant du crédit, qui pourra revenir à l'office général des postes Sardes sera déduit de la rétribution de 10.000 francs d'Italie, qu'il doit acquitter par rates trimestrales à l'office Autrichien.

Art. XXII. Pour s'assurer mutuellement le produit de toutes les correspondances, que l'on est convenu réciproquement de se livrer, les deux offices contractants s'obligent l'un envers l'autre à ne les expédier et recevoir que par transmission directe de leurs postes respectives, et à empêcher par tous les moyens possibles que les lettres et paquets ne passent par aucune autre voie. Ils veilleront également à ce que les agens de leurs bureaux ne s'en fassent, ou ne s'en laissent adresser gratuitement sous leur couvert.

Art. XXIII. La présente convention, dont les ratifications seront échangées à Turin en deux mois, ou plutôt si faire se

1823 peut, sera mise en vigueur le premier de Juin de l'année courante, et devra être observée strictement pendant cinq années consécutives, à dater du premier Juin précité; mais si l'un des deux offices généraux n'aura pas déclaré cinq mois avant l'échéance de ce terme à l'autre, qu'il ne veut plus y être assujetti, elle s'entendra prolongée de 5 en 5 années, jusqu'à ce qu'elle soit dédit de part ou d'autre 5 mois avant l'expiration du temps préfixé.

Dans ce dernier cas même elle continuera à avoir son effet jusqu'au jour fixé par la notification et les redevances ainsi que les comptes seront soldés à l'expiration de six mois.

Fait et arrêté double à Milan le 25 Mars 1823.

Signé:	Signé:
Le Chevalier Marcel Cerutti.	*Le Baron de Sardagna.*
(L. S.)	(L. S.)

Ratifié par le Roi de Sardaigne à Turin le 1 Mai 1823, avec un arrangement transitoire en V articles et du même jour, 25 Mars 1823, dont la teneur voici:

Arrangement transitoire.

Le Sieur Marcel Cerutti, Chevalier de l'Ordre Royal des Sts. Maurice et Lazare et de l'Ordre de St. Joseph de Toscane, Directeur des postes du Duché de Gênes, muni des pleins pouvoirs du ministère des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne d'une part, et

le Baron François de Sardagna, Chambellan et Conseiller de légation de S. M. I. R. A. etc. muni des pleins pouvoirs du ministère des affaires étrangères de S. M. I. R. A. d'autre part

Voulant fixer un état de choses convenables mutuellement aux offices généraux des postes de S. M. le Roi de Sardaigne et de S. M. l'Empereur d'Autriche jusqu'au moment où la convention postale qu'ils viennent de signer aujourd'hui soit mise en vigueur, sont convenus ainsi qu'il suit:

Art. I. Jusqu'au moment où la convention postale conclue et signée aujourd'hui entre les deux plénipotentiaires respectifs sera mise en vigueur, la transmission réciproque des correspondances stipulées dans la convention conclue le 26 Octobre 1818 entre les deux offices Sardes et Autrichiens continuera à avoir lieu.

Art. II. Les autres stipulations contenues dans la dite convention seront de même observées. 1823

Art. III. Il est dérogé cependant à la stipulation contenue dans l'article III de la dite convention moyennant la quelle l'office Autrichien devrait livrer à l'office Sarde indistinctement toutes les correspondances du Royaume Lombardo-Vénitien pour la France, obligation qui se trouve réduite dès à présent à la transmission des correspondances des 37 Départements méridionaux.

Art. IV. Il est de même dérogé au montant de l'avversale annuelle stipulée dans la convention précitée que l'office Sarde doit payer à l'office Autrichien, cette somme étant réduite de quatorze mille à dix mille francs.

Art. V. Le présent arrangement transitoire aura effet rétroactif à dater du premier Janvier de l'année courante 1823.

En foi de quoi les soussignés ont signé cet arrangement et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Signé:

Le Chev. Marcel Cerutti. (L. S.)   *Le Baron de Sardagna.* (L. S.)

Ayant attentivement examiné les articles de la convention et de l'arrangement transitoire ci-dessus, nous déclarons que nous les approuvons et les ratifions, promettant d'exécuter et de faire exécuter par ceux qui y sont tenus ce qui a été stipulé.

En foi de quoi nous avons signé la présente ratification et y avons fait apposer le sceau de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères.

Fait à Turin le premier du mois de Mai l'an Mil-huit-cent-vingt-trois.

(L. S.) *De la Tour.*

1823

402.

24 Avril 1823.

Convention entre l'Autriche et le Royaume des Deux-Siciles concernant les frais de l'occupation militaire de ce Royaume, conclue le 24 Avril 1823.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Ferdinando I per la grazia di Dio Re del Regno delle Due Sicilie etc.

A tutti coloro cui le presenti lettere perveranno, salute!

Il Cavaliere D. Luigi de' Medici, Nostro Consigliere, Ministro di Stato etc. in nome Nostro; ed il Conte di Ficquelmont, Inviato straordinario, e Ministro plenipotenziario di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica presso di Noi, in nome di questo Sovrano, entrambi muniti delle necessarie facoltà, avendo conchiuso, e sottoscritto il dì 24 Aprile di quest' anno nella città di Napoli una convenzione, e di cui articoli come addizionali a quelle dei 22 Maggio e 18 Ottobre 1821 esistenti fra le due corti, tendono a regolare la spesa destinata al mantenimento dell' armata di trenta cinque mila uomini di truppa austriaca rimasti, in conformità delle risoluzioni del congresso di Verona, nei Nostri Stati, ed a Nostra disposizione; la quale convenzione è del tenore seguente:

Le Congrès de Vérone ayant dans sa conférence du 8 Décembre 1822 fixé la diminution de l'armée auxiliaire mise à la disposition de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles à trente-cinq mille hommes, ayant déterminé, que les cours de Vienne et de Naples se concerteraient sur les moyens de la mettre à exécution; et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche mûe par les sentimens d'amitié qui l'unissent à Sa Majesté Sicilienne, désirant alléger aux Etats de la dite Majesté, autant que cela est en Son pouvoir les charges de l'occupation, se dessaisissant ainsi d'une partie des droits qui lui étaient assurés par la convention du 22 Mai, et par celle du 18 Octobre 1821 d'où résulte la nécessité d'apporter à ces conventions des modifications; les soussignés

Chevalier de' Médici, Conseiller, Ministre d'Etat, Président par intérim du Conseil des Ministres de Sa Majesté Sicilienne, etc. et

le Général Comte de Ficquelmont, Chambellan actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Sicilienne, 1823

munis des pleins pouvoirs nécessaires, sont en conséquence convenus des articles additionnels suivans.

Art. I. L'armée d'occupation ayant été mise sur le pied de trente-cinq mille hommes à dater du premier Avril 1823 y compris la Sicile, le gouvernement Napolitain payera par mois à dater de la même époque du premier Avril à la caisse militaire de l'armée, le premier de chaque mois, la somme de trois cent quatre-vingt-dix mille florins. Il fournira par jour le nombre de rations de bouche et de fourrage nécessaire pour l'entretien de l'état effectif de l'armée, fixant le maximum des rations exigibles à trente-six mille rations de bouche, et à sept mille et trois cent rations de fourrages. Ce maximum se calculant pour le cours de l'année entière.

Art. II. Les forces maritimes Autrichiennes employées au service de l'armée d'occupation et déterminées par la convention du 22 Mai 1821 ont été réduites également, à dater du premier Avril 1823, à une frégate, un brick, et une goëlette. L'entretien de ces bâtimens se trouvant compris dans la somme fixée par l'article I précédent, l'obligation du payement mensuel de trente-trois mille huit cent quarante-sept florins, et quarante-cinq Kreuzer, qu'avait prise le gouvernement Napolitain par la convention du 22 Mai 1821, se trouve annulée.

Art. III. Le gouvernement Napolitain ayant exprimé le désir d'apporter autant d'économie, que cela sera possible, dans l'administration des hôpitaux, où sont soignés les malades Autrichiens, une commission mixte nommée à cet effet sera chargée d'examiner la méthode actuelle de cette administration, et de proposer les modifications qu'elle estimera convenables.

Dans tous les cas il est fixé pour principe que les fraix d'hôpitaux, comme cela est stipulé à l'article X de la convention du 18 Octobre 1821, sont en entier à la charge du gouvernement Napolitain; le gouvernement Autrichien s'engageant par le présent article à lui bonifier depuis le premier Avril 1823 les journées de malades en argent, selon les réglemens Autrichiens. La somme qui en résultera sera versée à la fin de chaque mois par la caisse de guerre Autrichienne au trésor Napolitain. Il s'entend que le nombre des malades est diminué de l'état effectif qui détermine la perception des rations de bouche.

1823 Art. IV. Les réductions de la somme fixée par l'article I, dans une proportion différente de celle fixée par la convention du 18 Octobre 1821, n'ayant pu s'obtenir que par la réduction de plusieurs parties des attelages de l'armée, le gouvernement Napolitain s'engage à fournir à ses fraix les moyens de transport qui deviendraient nécessaires si les circonstances en exigeaient la mobilité.

Art. V. Il est entendu que toutes les stipulations de la convention du 22 Mai et du 18 Octobre 1821 auxquelles il n'est pas dérogé par les quatre articles additionnels ci-dessus, conservent leur pleine et entière vigueur.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles, sauf ratification, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait double à Naples le vingt-quatre Avril Mil huit cent vingt-trois.

Signé:

Le Comte de Ficquelmont. (L. S.)

Le Chev. de' Médici. (L. S.)

Noi avendo letta, e maturamente ponderata la suddetta convenzione, l'abbiamo pienamente approvata in tutta la sua estensione e l'abbiamo tanto per Noi che pei Nostri successori accettata, confermata, e ratificata, come con le presenti l'accettiamo, confermiamo, e ratifichiamo, promettendo, ed obbligandoci sotto la Nostra fede, e parola reale di eseguire ed osservare e di fare inviolabilmente eseguire ed osservare tutto ciò che nella predetta convenzione si contiene. In fede di che abbiamo firmato le presenti di Nostra propria mano, e vi abbiamo fatto apporre il suggello delle Nostre reali armi, e le abbiamo fatto contrasegnare dall' infrascritto Nostro Consigliere, Ministro di Stato, Presidente del Consiglio dei Ministri, Incaricato del portafoglio del Ministero degli affari esteri.

Dato in Vienna oggi 12 del mese di Maggio 1823.

(L. S.) *Ferdinando.*

Alvaro Ruffo.

403.

30 Juin 1823.

Convention de cartel entre l'Autriche et la Bavière, signée à Munic le 30 Juin 1823; ratifiée par la Bavière le 17 Juillet 1826.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 1036.)

Wir Ludwig, von Gottes Gnaden König von Baiern u. s. w. bekennen hiemit und thun kund:

Nachdem zwischen Unserem und dem Bevollmächtigten Sr. k. k. apostolischen Majestät unter dem 30. Juni 1823 zu München eine erneuerte Uebereinkunft wegen gegenseitiger Auslieferung der Militärdeserteurs und militärpflichtigen Unterthanen abgeschlossen und unterzeichnet worden ist, nachstehenden vollständigen Inhalts:

Nachdem Se. Majestät der König von Baiern und Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich es den zwischen Ihnen glücklich bestehenden Verwandtschafts- und Freundschaftsverhältnissen, sowie dem Vortheile Ihrer beiderseitigen Staaten gemäss befunden haben, die zwischen Ihnen über die wechselseitige Auslieferung der Deserteurs unterm 24. Mai 1817 zu Wien auf die Dauer von fünf Jahren abgeschlossene Uebereinkunft unter jenen Modificationen, welche Sie den Umständen angemessen erachtet haben, zu erneuern; so haben Allerhöchstdieselben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Se. Maj. der König von Baiern Allerhöchstihren Kämmerer, Staatsminister des königlichen Hauses nnd des Aeussern etc. etc. Herrn Alois Franz Xaver Grafen von Rechberg und Rothenlöwen und

Se. kaiserlich königlich apostolische Majestät Allerhöchstihren wirklichen Kämmerer, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am königlich baierischen Hofe, Herrn Grafen von Trautmannsdorf-Weinsberg,

welche nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundener Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind.

Art. I. Alle Civil- und Militär-Behörden der contrahirenden Theile, besonders aber die Commandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militär-Posten, sollen angewiesen werden,

1823 mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Truppen der einen Macht die Grenzen überschreiten, noch in den Staaten der andern Macht Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Cavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Militärzweige der Armee des einen contrahirenden Theils dienenden Militärpersonen, ingleichen die Fourierschützen der Officiere, welche das Gebiet des andern contrahirenden Theiles betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe oder militärischer Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten werden und deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken oder was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein solcher Deserteur nicht eigends reclamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souveräns oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt contrahirenden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts desto weniger derjenigen Armee zurückzustellen, von welcher er zuletzt entwichen ist. Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle stattfinden, wo die Desertion von den Truppen des einen contrahirenden Theiles zu denen des andern, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befänden, erfolgen sollte. Hinsichtlich der entwichenen Officiere der beiderseitigen Armeen ist sich noch ferner nach den diesfalls zwischen den contrahirenden Mächten verabredeten besondern Bestimmungen zu benehmen.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmaassregeln einem Deserteur gelingen, in die Staaten eines der hohen Contrahenten sich heimlich einzuschleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichts desto weniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt oder durch die Behörden des Staates, aus welchem er entwichen ist, reclamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, in sofern sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt sind, auf gesetz-

liche Art Staatsbürger geworden wären; indem beide Mächte gegenseitig sich dahin einverstehen, dass keine derselben verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen der anderen Macht gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden. 1823

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur- und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V und des allenfalsigen Boten- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armaturstücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurückzugehen, in deren Ermangelung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werthe gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in sofern er eines besitzt, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung des Deserteurs von dem Augenblicke seiner Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf vier Kreuzer und $1\frac{3}{4}$ Pfund Brod, die Ration aber auf sechs Pfund Hafer (nach dem Maasse berechnet der 28. Theil eines baierischen Scheffels und der achte Theil eines niederösterreichischen Metzens), acht Pfund Heu und drei Pfund Stroh baier. Gewicht festgesetzt. Die Vergütung des diesfälligen Kostenbetrages hat von der übernehmenden Behörde bei der Uebergabe des Deserteurs und der Pferde in klingender Silbermünze und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes nach dem laufenden Marktpreise der dem Orte, wo der Deserteur ausgeliefert wird, zunächst liegenden Stadt zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Maassstab des Termins, von welchem die Verpflegung zu berechnen kömmt, soll durch das von der ergreifenden Behördo aufgenommene Constitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten muss, ausgewiesen werden.

Da Deserteurs keine gesetzlich gültigen Schulden machen, so kann auch von deren Bezahlung keine Rede sein.

Art. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich acht Gulden Conventionsgeld für einen Mann zu Fuss und zwölf Gulden Conventionsgeld für einen Cavalleristen mit dem Pferde, wohlverstanden, dass die Kosten des Be-

1823 wachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung für die blosse Anzeige eines Deserteurs nur in dem Falle stattfinden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat.

Ausser den Verpflegungskosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, dass der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Macht, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, sowie der Deserteur, dem Corps, dem er angehört, oder denen, die zu seiner Uebernahme abgeschickt sind, in Gemässheit des neunten Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genauern Verhalt einer bei der Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben; so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militär- oder Civilbehörden ein Protokoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Macht, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden. Mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen ausgelieferten Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiemit festgesetzt, dass alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen und den dortigen Gesetzen gemäss zu bestrafen seien.

Hätte ein Deserteur in einem andern Lande ein grobes Verbrechen, zum Beispiel, Mord, Raub oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnissstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg. Hat derselbe ein anderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung oder in Gefängniss gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Ueberlieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungsacten entweder im Originale oder Auszugsweise und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienste geeignet sei oder nicht. Ein Pferd, oder andere Effecten, welche

ein solcher Deserteur etwa mitgenommen, werden in beiden 1823
Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Jedes Detachement, welches zum Nachsetzen eines oder mehrerer Deserteurs abgeschickt wird, hat auf der Grenze anzuhalten, dergestalt, dass von dem Augenblicke an, wo er oder sie dieselbe überschritten haben, die Verfolgung nur durch einen oder zwei Mann, welche mit Pass oder militärischer Ordre versehen sein müssen, bis zu dem nächsten Orte, ohne sich an der Person des Deserteurs im mindesten zu vergreifen, geschehen kann, um die daselbst befindliche Militär- oder Civil-Behörde zu requiriren, welche sodann schuldig ist, auf der Stelle Assistenz zu leisten, und den in Frage stehenden Deserteur zu entdecken oder zu verhaften.

Wird derselbe wirklich an dem, durch die Partei, von welcher er desertirt ist, angezeigten Orte, arretirt, und nicht durch einen Unterthan des Staates eingebracht, so findet die Belohnung in Geld (Taglia) nicht Statt.

Art. IX. Tritt der Fall einer Auslieferung von Deserteurs, sowie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effecten und Pferden ein; so hat der damit beauftragte Truppen-Commandant des der Grenze zunächst befindlichen Postens die nächste jenseitige Militär- oder Civilbehörde davon zu benachrichtigen.

Ist man über den Tag und die Stunde, wann die Ablieferung vor sich gehen soll, übereingekommen, so werden die Deserteurs durch eine Truppenabtheilung auf den an der Grenze bestimmten Punkt, wo sich an demselben Tage und zu derselben Stunde auch das zur Uebernahme beauftragte jenseitige Truppendetachement eingefunden haben wird, gebracht, und letzterem gegen gehörige Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effecten und Pferden auf dieselben mitzurichten ist, übergeben.

Der ausliefernde Commandant stellt seinerseits dem übernehmenden Commandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Artikeln V und VI festgesetzten Kosten und Auslagen aus.

Art. X. Gleicher Weise sollen die Dienstleute der Officiere des einen Staates, welche nicht, wie die im Art. II benannten Fourierschützen zum Militär-Etat gehören, oder bei den Regimentern wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie nach einem begangenen Verbrechen in der Armee des andern Staates Dienst nehmen, oder auf dessen Gebiet entweichen, nebst den

1823 etwa mitgenommenen Pferden und Effecten gegen Vergütung der im Art. V bestimmten Verpflegungskosten auf vorgängige Reclamation ausgeliefert werden.

Art. XI. Ein jeder Officier der Armee des einen Staates, welcher sich beigehen lassen würde, durch List oder Gewalt ein zu dem Militärdienste des andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten oder anzuwerben, oder einen Deserteur wissentlich anzunehmen und beizubehalten, oder zu seiner Verhehlung beizutragen und seine Entweichung zu befördern, oder ihn in weiter rückwärts liegende Provinzen zu verschaffen, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft und jedes andere Individuum, welches sich der wissentlichen Verhehlung eines Deserteurs und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körperlichen oder Geldstrafe verurtheilt werden.

Art. XII. Allen Unterthanen der contrahirenden Theile ist untersagt, den Deserteurs von den gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferde, Waffen, oder dergleichen abzukaufen.

Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlenes Gut wegzunehmen, und dem Regimente zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen ist. Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in natura wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, auch wenn bewiesen wird, dass er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, noch ausserdem wegen Uebertretung des Verbots einer den Gesetzen gemässen Strafe zu unterliegen.

Art. XIII. Alle rücksichtlich der Auslieferung der gegenseitigen Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden hiemit ausdrücklich auf die beiderseitigen flüchtigen Militärpflichtigen ausgedehnt, und soweit sie auf diese Letzteren anwendbar sind, in Kraft gesetzt.

In dieser Beziehung werden daher die gesicherten Einleitungen getroffen, damit

1) die an der Grenze der einen Macht ohne legale Bewilligung und vorschriftmässigen Pass erscheinenden nicht zum Militär gehörigen männlichen Unterthanen der andern Macht ohne weiteres zurück in ihr Vaterland gewiesen werden.

Im übrigen haben die wegen des freien Verkehrs der Grenzbewohner von den beiderseitigen Regierungen festgesetzten Vorschriften fortwährend ihre volle Kraft.

2) Sollen die mit legalen Bewilligungen und vorschriftmässigen Pässen in dem Gebiete der anderen Macht befindlichen Unterthanen, wenn sie zur Militärdienstleistung in der Linie, Reserve oder Landwehr die Bestimmuug erhalten, auf vorgängige Reclamirung ihrer vorgesetzten Behörde in ihr Vaterland zurückgeschickt; — so wie 1823

3) Die Unterthanen der einen Macht, welche sich darüber nicht genügend ausweisen können, dass sie in ihrem Vaterlande der Militärpflicht nicht mehr unterliegen, zu keiner Art der Militärdienstleistung der andern Macht engagirt werden.

Beide Souverains versprechen sich ausdrücklich, allen ihren Behörden, die es angeht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, so wie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Passlosen oder Reclamirten bei sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihren Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XIV. Gegenwärtige Uebereinkunft soll für die Zukunft immer von fünf zu fünf Jahren in so lange als fortgesetzt angesehen werden, bis nicht von einer oder der anderen der zwei contrahirenden Mächte eine entgegengesetzte Aeusserung erfolgt.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dass in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartelsvorschriften für sämmtliche deutsche Bundesstaaten zu Stande kommen sollten, diese auch zwischen Oesterreich und Baiern zu gelten haben, und dadurch die Stipulationen der gegenwärtigen Uebereinkunft als erloschen zn betrachten sein werden; es müssten denn die beiden hohen contrahirenden Theile sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinigen.

Art. XV. Beido hohe Contrahenten werden zu gleicher Zeit diese erneuerte Cartel-Convention, sofort nach erfolgter Auswechselung der Ratificationen, in allen ihren Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntniss bringen, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, zugleich auch allen Unterthanen und insbesondere allen ihren Militär- und Civilbeamten und anderen Vorgesetzten befehlen, darauf zu halten, dass dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Art. XVI. Gegenwärtige Convention wird von beiden Thei-

1823 len binnen drei Wochen, von dem Tage der heutigen Unterzeichnung an gerechnet, oder wo möglich noch früher, ratificirt, und die beiderseitigen Ratificationen sollen zu München zwischen den Bevollmächtigten ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkunde haben die oben benannten Bevollmächtigten dieselbe eigenhändig unterzeichnet, und ihre Siegel beigedruckt.

So geschehen München am 30. Juni 1823.

Gr. v. Rechberg. *Gr. v. Trautmannsdorf.*

So haben Wir nach reiflicher Erwägung dieser Uebereinkunft dieselbe in allen ihren Theilen genehmigt, und genehmigen sie hiemit, indem Wir zugleich geloben, alle darin enthaltene Bestimmungen genau in Vollzug setzen zu lassen.

Urkund dessen haben Wir gegenwärtige Ratification eigenhändig unterzeichnet und Unser königliches grösseres Insiegel beidrucken lassen.

Gegeben Bad-Brückenau den 17. Juli 1826.

Ludwig.

Graf v. Thürheim.

Auf Königlichen Allerhöchsten Befehl:

v. Baumüller.

Ministerielle Erklärung.

Da sich der Fall ereignet hat, dass bei Auslieferung von Deserteuren ausser den cartelmässigen Verpflegungskosten noch besondere Vergütung für Kleidungsstücke, Arzneien, Heilung und Vorspann angesprochen worden ist, von Vergütungen dieser Art indessen weder in dem im Jahre 1817 zwischen Baiern und Oesterreich geschlossenen, noch auch in dem dieses Jahr erneuerten Militärartikel die Rede ist, so haben sich beide hohe Theile zur Ergänzung des Art. V des Cartels nachträglich dahin vereinigt, dass in Zukunft zur Vermeidung von Weitläufigkeiten und Schreibereien weder für die an Deserteurs verabreichten Kleidungsstücke, noch für Vorspann, Arzneien und Heilkosten gegenseitig eine Vergütung in Anrechnung gebracht werden soll.

Der Unterzeichnete ist daher zu der ministeriellen Erklärung ermächtigt worden, dass diese nachträgliche Bestimmung von Seite seines allerhöchsten Hofes für ebenso bindend, wie die

sämmtlichen Artikel des Hauptvertrages angesehen und dem zu 1823
Folge die königlichen Behörden zu deren genauen Beobachtung werden angewiesen werden.

München den 12. November 1826.

Der königliche Staatsminister des königlichen Hauses und des Aeussern:

Graf v. Thürheim.

404.

11 Juillet 1823.

Convention avec la Sardaigne concernant l'extradition mutuelle des déserteurs, conclue à Vienne le 11 Juillet 1823, publiée en Autriche par lettres patentes datées du 27 Février 1826.

(Décret aulique du 24 Mars 1825. — Collection des lois judiciaires pour 1826, No. 2080. — Collection des lois admin. v. LIII, p. 30.)

Wir Franz der Erste etc. etc. etc. Die zwischen Uns und Seiner Majestät dem Könige von Sardinien glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse, und das wechselseitige Bestreben, durch alle Mittel zum Vortheile der beiderseitigen Staaten beizutragen, haben Uns und den König von Sardinien bestimmt, den wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure unterm 17. Mai 1817 abgeschlossenen Vertrag, dessen Dauer mit 17. Mai 1822 abgelaufen war, welcher aber nach getroffenem Uebereinkommen seither ununterbrochen fort beobachtet worden ist, nun förmlich zu erneuern und mit jenen Zusätzen zu vermehren, welche durch die Erfahrung zur Vervollständigung der Vortheile desselben für nöthig anerkannt worden sind.

In Folge dessen sind zwischen Unserm und dem Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Sardinien nachfolgende Puncte verabredet und förmlich unterzeichnet worden:

Art. I. Alle Civil- und Militärbehörden, besonders aber die den Grenzen zunächst befindlichen Militärcommandanten beider Staaten, sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Auf-

1823 merksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den respectiven Armeen die Grenzen überschreiten, noch in den Staaten der andern contrahirenden Macht Schutz und Zuflucht finden könne. Sobald ihnen von den Behörden der benachbarten Macht die Anzeige eines Desertionsfalles zukommt, sollen sie gehalten sein, einer solchen Aufforderung in der kürzesten Zeit zu entsprechen, und die Behörden, welche sich an sie gewendet haben, von den zur Auffindung des Deserteurs getroffenen Verfügungen zu verständigen.

Art. II. Diesem zu Folge sollen alle Militärpersonen ohne Ausnahme, sei es von der Infanterie, Cavallerie, dem Fuhrwesen, oder irgend einem andern Militärzweige der österreichischen oder sardinischen Armee, welche das Gebiet der andern Macht betreten würden, ohne mit einem Passe oder einer Marschroute in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten, und mit Allem, was sie an Waffen, Montirungsstücken, Bagage, Pferden etc. mit sich genommen hatten, auch dann ausgeliefert werden, wenn dergleichen Deserteure noch nicht reclamirt worden wären. Zu diesem Ende soll dem Commandanten des der Grenze zunächst befindlichen Militärpostens binnen 24 Stunden, oder sobald es nur immer geschehen kann, von der Anhaltung des Deserteurs, mit Bezeichnung des Regiments, von welchem er entwichen ist, des Tages seiner Anhaltung und der Gegenstände, welche er bei sich gehabt, die Anzeige gemacht werden, damit dieser Commandant ein Detachement zur Uebernahme des Deserteurs an die Grenze abschicken und zugleich nach den Bestimmungen des IX. Artikels die Kosten, welche dieser während der Haft für seine eigene Verpflegung und den Unterhalt der allenfalls mitgenommenen Pferde verursacht haben dürfte, sammt der im VI. Artikel festgesetzten Belohnung oder Taglia berichtigen könne. Wäre das angehaltene Individuum auch von der Armee eines anderen Souverains entwichen, mit welchem gleichfalls ein Cartel besteht, so soll es jener Armee, von welcher es zuletzt desertirt ist, zurückgestellt werden. Hinsichtlich der entwichenen Officiere der beiderseitigen Armeen ist sich noch ferner nach den diessfalls zwischen den contrahirenden Mächten verabredeten besonderen Bestimmungen zu benehmen.

Art. III. Sollte es einem Deserteur ungeachtet aller Vorsichtsmaassregeln gelingen, die Wachsamkeit der Grenzbehörden entweder durch Verkleidung, falsche Pässe, oder auf andere Art zu hintergehen und sich in das Gebiet der andern Macht einzuschleichen, oder in deren Armee, ohne Unterschied, ob bei

einem National- oder fremden Regimente, enrolliren zu lassen; 1823
so soll er nichts desto weniger von dem Augenblicke, wo er entdeckt wird, dem Commandanten der Armee, von welcher er entwichen ist, und selbst dann ausgeliefert werden, wenn er auch schon längere Zeit im Lande ansässig wäre.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen: die Deserteure, welche geborne Unterthanen jener der contrahirenden Mächte wären, auf deren Gebiet sie sich geflüchtet haben, weil sie durch Entweichung aus dem fremden Dienste in die Staaten ihres rechtmässigen Landesherrn zurückkehren. Die Zurückstellung soll sich in diesem Falle nur auf die Waffen, Pferde, Montirungsstücke und andere Gegenstände erstrecken, welche ein solcher Deserteur mit sich genommen hätte. Besagte Ausnahme erstrecket sich aber nicht auf jene Deserteure, welche in den Staaten der einen der hohen contrahirenden Mächte geboren, nach gesetzmässig erworbener Einbürgerung in den Staaten der anderen, von der Armee dieser letzteren entwichen wären. Ein solcher Deserteur, wenn er im Lande, wo er geboren ist, angehalten wird, soll nichts desto weniger ohne Anstand ausgeliefert werden.

Art. V. Ein jeder Deserteur, welches auch seine Eigenschaft sein mag, erhält zu seiner Verpflegung täglich eine Brotportion und 28 Centimes, das Pferd aber eine gewöhnliche Ration, deren Vergütung nach den laufenden Marktpreisen des Ortes, wo der Deserteur in Verwahrung gehalten wurde, zu geschehen hat.

Art. VI. Jenen, welche einen Deserteur einbringen, wird eine Belohnung (Taglia), und zwar von acht Gulden oder zwanzig Franken in cursirender Münze für einen Mann zu Fuss und von zwölf Gulden oder dreissig Franken für einen Cavalleristen mit dem Pferde zugestanden.

Art. VII. Falls ein Deserteur in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, ein Verbrechen begangen hätte, welches eine mindere Strafe, als jene der Verurtheilung zur öffentlichen Arbeit nach sich zöge, so soll er ohne Aufenthalt zurückgestellt, jedoch zugleich bei seiner Auslieferung eine species facti oder anderer legaler Act zur Bestätigung des von ihm begangenen Verbrechens mit Angabe aller erschwerenden oder mildernden Umstände, übergeben werden, damit er von den Gerichten der Macht, an welche er ausgeliefert worden, nach den Gesetzen des Landes, wo er das Verbrechen begangen hat, bestraft werden könne; zu diesem Ende soll sich auch in vorerwähntem Actenstücke die

1823 Strafe angezeigt finden, welche eben die Gesetze über jene Gattung von Verbrechen verhängen. Wenn aber die Strafe, in welche der Deserteur durch das in dem Lande, wohin er sich geflüchtet, begangene Verbrechen verfallen ist, in Verurtheilung zu öffentlicher Arbeit bestünde, oder noch von schwererem Grade wäre, so hat die Auslieferung erst nach überstandener Strafe zu geschehen.

Art. VIII. Jedes Detachement, welches zum Nachsetzen eines Deserteurs abgeschickt wird, hat an der Grenze anzuhalten und nur einen mit einem Passe versehenen Mann bis zum nächsten Orte abzufertigen, um daselbst den Deserteur von den Ortsbehörden zu reclamiren.

Art. IX. Die gegenseitigen Militärcommandanten an den Grenzen haben jedesmal über Ort, Tag und Stunde der Uebergabe der Deserteure das Einverständniss zu pflegen und die hierzu erforderlichen Truppendetachements an den bestimmten Ort abzuordnen. Der Commandant, welcher die Uebergabe des Deserteurs bewerkstelliget, ist gehalten, dem Commandanten, welcher denselben reclamirt, eine Quittung über die richtige Bezahlung der Taglia und sonstigen durch den Deserteur verursachten Kosten auszustellen. Der Commandant, welcher den Deserteur übernimmt, hat dem Commandanten, welcher ihn ausliefert, bei der Uebergabe desselben gegen Quittung dieses Letzteren den Betrag der Taglia und sonstigen durch den Deserteur verursachten Kosten in Gemässheit der Stipulationen der Artikel II und V des gegenwärtigen Cartels zu vergüten und dagegen den Ausweis über diese Kosten, sowie die species facti und die anderen den Deserteur betreffenden Acten zu übernehmen, indem er seinerseits einen Empfangschein über den Deserteur, so wie über alle ihm übergebenen Acten auszustellen haben wird.

Art. X. Dieselben Bestimmungen haben auch in Ansehung der Dienstleute der Officiere des einen Staates, welche auf dem Gebiete des andern betreten würden, jedoch blos in Folge einer vorausgegangenen Reclamation zu gelten, und sollen dieselben sofort angehalten und nach Anordnung des II. Artikels ausgeliefert werden.

Art. XI. Jeder Officier der einen Armee, welcher einen Soldaten der anderen, sei es durch List oder Gewalt, zur Desertion verleitet, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft werden.

Art. XII. Jedes andere Individuum soll in einem ähnlichen Falle mit einmonatlichem Gefängnisse oder mit einer Geldbusse von fünfzig Franken bestraft werden, es wäre denn, dass

erschwerende Umstände des Vergehens eine Verschärfung der Strafe begründen. 1823

Art. XIII. Allen Unterthanen der contrahirenden Mächte ist untersagt, den Deserteuren von den Truppen des anderen Staates irgend etwas an Kleidungs- oder Ausrüstungsstücken, was immer für einer Art, Pferde, Waffen etc., abzukaufen. Allenthalben, wo man dergleichen Effecten findet, sind sie als gestohlenes Gut anzusehen und dem Regimente, welchem der Deserteur angehöret, zurückzustellen. Derjenige, welcher sich eine Uebertretung dieses Verbotes erlaubt, soll überdies mit einer Geldstrafe von fünfundzwanzig Franken belegt werden, sobald bewiesen wird, es sei ihm entweder durch die Natur des gekauften Stückes, oder auch auf andere Art bewusst gewesen, dass es ein gestohlenes Gut sei.

Art. XIV. Alle rücksichtlich der Auslieferung der gegenseitigen Deserteure festgesetzten Bestimmungen werden durch gegenwärtigen Artikel ausdrücklich auf die widerspenstigen Militärpflichtigen beider Staaten ausgedehnt und, soweit sie auf diese letzteren anwendbar sind, in Kraft gesetzt.

Zu diesem Ende sollen folgende Maassregeln getroffen werden:

a) Die Unterthanen der einen der beiden contrahirenden Mächte, welche an der Grenze der anderen ohne vorschriftsmässigen Pass oder legale Bewilligung erscheinen, und besonders jene, welche den Verdacht erregen könnten, sich der militärischen Aushebung entziehen zu wollen, sollen als Landstreicher angesehen, und als solche von der Grenze zurückgewiesen werden, ohne dass jedoch dadurch weder der gewöhnliche Verkehr zwischen den Einwohnern der an der Grenze gelegenen Orte, so wie selber nach den in beiden Staaten geltenden Vorschriften wirklich bestehet, oder mit beiderseitigem Einverständnisse in der Zukunft festgesetzt werden könnte, noch der jährlich stattfindende Uebergang der Feldarbeiter aus einem Gebiete in das andere ein Hinderniss erleide.

b) Jene Unterthanen der einen der beiden contrahirenden Mächte, welche sich in den Staaten der anderen mit vorschriftmässigen Pässen oder legaler Bewilligung aufhalten, und welche zur Militärdienstleistung in was immer für einer Waffe, Branche oder Eigenschaft berufen würden, sollen in ihr Vaterland zurückgesendet werden, sobald deren Reclamirung in gehöriger Form erfolgt sein wird.

c) Die Unterthanen der einen Macht, welche sich nicht auf

1823 eine genügende Art über die Befreiung von der Militärpflicht in ihrem Vaterlande ausweisen können, sollen zu keiner Art Militärdienstleistung in den Staaten der anderen Macht angeworben werden.

Art. XV. Gegenwärtige Convention wird acht Tage nach ihrer Kundmachung in Kraft und Vollzug treten, und auch weiterhin von fünf zu fünf Jahren in Kraft bleiben, ohne dass nach Verlauf dieser Frist eine ausdrückliche Erneuerung derselben nothwendig wäre, bis nicht von einer der beiden contrahirenden Mächte eine Gegenerklärung erfolgt. Sie soll im ganzen Umfange beider Staaten kund gemacht werden, und die beiden erlauchten Monarchen verpflichten sich ausdrücklich, den betreffenden Behörden die nöthigen Befehle ertheilen zu lassen, damit den Reclamationen, welche kraft dieser Convention statthaben dürften, baldmöglichst Folge gegeben werde, und sowohl die Behörden, welche sich hierin eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen liessen, als auch die Unterthanen mit den ihrem Vergehen angemessenen Strafen zu belegen, welche sich der Verbergung oder Beförderung der Flucht der nicht mit regelmässigen Pässen versehenen, oder bereits reclamirten Individuen der anderen Nation schuldig machen sollten. Nachdem Wir nun diesen Bestimmungen durchaus Unsere Genehmigung ertheilen und dieselben mittelst gegenwärtigen allenthalben kund zu machenden Edictes zur Kenntniss Unserer Unterthanen bringen, damit sie sich genau darnach achten können; befehlen Wir zugleich allen Unseren Civil- und Militärbeamten und anderen Vorgesetzten, darauf zu halten, damit dasselbe in Gemässheit der Bestimmung des XV. Artikels nach seinem ganzen Umfange und Inhalte genau befolget und vollzogen werde.

405.

17 Juillet 1823.

Convention entre l'Autriche et la Sardaigne relative à la liquidation des arriérés des années 1814—1816, conclue à Milan le 17 Juillet 1823.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, et le Roi de Sardaigne, s'étant fait soumettre les travaux de leurs commissaires relativement aux prétentions de deux gouvernemens dérivantes de diverses fournitures faites à leurs armées dans le courant des années 1814, 1815 et 1816, et également animées du désir de voir terminer la liquidation de ces arriérés le plutôt possible et d'une manière aussi satisfaisante que convenable à l'intérêt des deux gouvernemens et de leurs sujets respectifs, sont convenues d'un commun accord de parvenir à ce but par la voie d'un accommodement en forme de convention, en conséquence de quoi Elles ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche

Le Sieur Ferdinand Comte Bubna de Littitz, Son Chambellan et Conseiller intime actuel, Grand'Croix de l'ordre de Léopold, Chevalier de celui de Marie-Thérèse, Chevalier des ordres de St. Alexandre Newsky, et de Ste. Anne de première classe, Chevalier de l'ordre de l'Annonciade et Grand'Croix de celui de St. Maurice et Lazare, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge de la première classe, et Grand'Croix de l'ordre Constantinien de St. George de Parme, Lieutenant-général, Colonel propriétaire du 4me régiment de dragons, Commandant général en Lombardie et Général en chef de l'armée de la Haute-Italie, d'une part, et

Sa Majesté le Roi de Sardaigne

Le Sieur Charles Chevalier Birago de Visque, Chevalier de l'ordre de St. Maurice et Lazare, de celui de la Couronne de fer d'Autriche et de Ste. Anne de Russie de la seconde classe, Lieutenant-colonel des armées du Roi, Adjutant général, Intendant général de l'administration de la guerre, et l'un des premiers Ecuyers de Sa Majesté la Reine, de l'autre; lesquels, munis des pleins pouvoirs respectifs, sont convenus de ce qui suit:

Art. I. Tous les titres et prétentions spécifiés dans les deux aperçus généraux annexés en original à la présente con-

1823 vention sous les lettres A et B et qui se montent à la somme, savoir:

Ceux de l'Autriche à 1,272,746 francs 26 centimes, ceux de Piémont à 1,196,966 francs 39 centimes sont indistinctement considérés et déclarés liquides et légitimes.

Art. II. Le montant des prétentions Autrichiennes excédant celles du Piémont de 75,779 francs 78 centimes, le gouvernement Sarde s'engage au payement de cette somme à la caisse de guerre à Milan, d'après le tarif en vigueur dans la Lombardie, aussitôt après l'échange des ratifications de la présente convention.

Art. III. A dater du jour de la signature, toutes les prétentions des deux gouvernemens pour fournitures et autres objets militaires, qui se rattachent aux années 1814, 1815 et 1816, et tous les droits et indemnités relatifs à cette époque de quel genre et nature ils puissent être, seront considérés de part et d'autre comme entièrement annullés, en suite de quoi les hautes parties contractantes renoncent formellement et solennellement à tout dédommagement ou remboursement ultérieur, qui se rapporterait à l'époque susmentionnée.

Art. IV. Chacun des deux gouvernemens en son particulier se charge de tous les droits et obligations, qui lui dérivent par suite du présent acte de quelle sorte et en faveur de qui ils puissent être.

Art. V. La présente convention sera ratifiée dans l'espace de deux mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Milan ce 17 Juillet 1823.

Le Lieutenant-général, *Comte de Bubna.*

L'Intendant général, *Chevalier de Visque.*

406.

12 Août 1823.

Convention avec Modène, concernant l'abolition du droit de détraction, conclue à Milan le 12 Août 1823.

(Patente imprimée à Vienne dans l'imprimerie de l'Etat.)

Nos Franciscus Primus, divina favente clementia Austriae Imperator etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Cum Nobis et Serenissimo Archiduci Duci mutinensi e re visum est, subditis Utriusque Nostrum liberam exportationem haereditatum et aliarum facultatum absque ullo detractu ex una in alteram ditionem concedere, et desuper a Nostro et praelaudatae Regiae Celsitudinis Plenipotentiario die 12 Augusti anni currentis specialis conventio inita et signata fuerit, cujus tenor sequitur:

Sua Maestà Francesco I, Imperatore d'Austria, etc.

e Sua Altezza Reale Fraucesco IV, Principe Reale d'Ungheria e di Boemia, Arciduca d'Austria, Duca di Modena etc.

Volendo che i loro sudditi risentano il vantaggio dei vincoli di sangue, che felicemente uniscono i due Sovrani, col veder viepiù consolidate ed aumentate le relazioni d'amicizia e di commercio, che già sussistono fra i sudditi dei due Dominj, hanno determinato di devenire ad un trattato, col quale venga stabilito il diritto del libero trasporto delle sostanze, eredità e successioni dai loro rispettivi Stati.

A tale effetto hanno nominato per loro plenipotenziarj, cioè·

Sua Maestà l'Imperatore e Rè Francesco I etc.

Il Barone Francesco di Sardagna, Ciambellano, e Consigliere di S. M. I. R. A.

e Sua Altezza Reale l'Arciduca d'Austria, Duca di Modena etc.

Il Consigliere Giovanni Maria Poli, i quali dopo aver cambiate le loro plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto, e convengono di quanto segue:

Art. I. D'or innanzi avrà luogo reciprocamente fra gli Stati di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, e quelli di Sua Al-

1823 tezza Reale il Duca di Modena il libero trasporto delle sostanze, eredità o successioni, cosichè non veranno più esatte, negli Stati dove queste esistono, sopra le medesime le gravezze così dette Abschoss-ossia Abfahrtsgeld, overo Nachsteuer, nè veruna altra tassa sotto qualunque titolo, spettante finora, per causa di esportazione, alle casse dello Stato, e qualunque sia il modo con cui abbia luogo la esportazione.

Art. II. Coll' abolizione delle tasse sovraindicate non viene già revocata l'esazione di quella di emigrazione, non che delle altre che si pagano nei due dominj nel atto di adirvi una eredità, o donazione, essendo la prima troppo intimamente legata colle leggi vigenti sull' emigrazione negli Stati Austriaci, e troppo di uso locale, e la seconda sanzionata dalle leggi relative nei due dominj, in esecuzione delle quali è dovuta dai sudditi, anche fuor del caso di emigrazione, o di esportazione delle sostanze.

Art. III. Siccome questo diritto di libero trasporto si riferisce di sua natura solamento all' esportazione dello sostanze, e non è applicabile alle persone, restano perciò, negli Stati ove esistono, conservate nel loro vigore legale, a fronte di questo trattato, quelle leggi cho impongono ad ogni suddito, sotto pena di confisca, l'obbligo d'impetrare dal proprio sovrano, prima di domiciliarsi in estero Stato, la concessione di emigrare.

Art. IV. Riguardo a quelli individui, che avessero emigrato, senza la permissiono del loro Principe, prima della stipulazione di questo trattato, la pena della confisca, negli Stati ove essa ha luogo, sarà loro inflitta soltanto nel caso, cho i medesimi siano andati a risiedere fuori del proprio Stato, e nel caso che avessero piena cognizione delle ordinanze sovrane a tale proposito emanate, egualmente che nel caso in cui essi non si fossero presentati dopo di essere stati richiamati dalle Autorità superiori dell' altro Stato.

Art. V. In conseguenza dello stesso principio si stabilisce inoltro che, nulla ostante il diritto di libera esportazione, possa aver luogo l'esazione di quella somma, che si paga per redimersi dall' obbligo del servizio militare in quei casi ovo vien rilasciata la concessione di emigrare ad un individuo, il quale, essendo soggetto all' obbligo del servigio militare per la sua condizione personale, non ha per anoo compito l'età che lo dispensa dall' obbligo suddetto.

Art. VI. Similmente, negli Stati ove esistono, restano ferme nei rispettivi casi, riguardo alla tassa personale di emigrazione, le prescrizioni osservate per il passato, giusta le quali si esige

il trè percento sulla facoltà dell' emigrante, come una tassa relativa alla di lui persona. Essendo poi l'esazione della tassa di successione fondata sopra leggi, che non hanno alcun rapporto col diritto del libero trasporto, così il presente trattato non ha alcuna relazione colla tassa sovraccennata, ma sarà facoltativo ad ambe le parti contraenti di emanare in proposito per diritto di sovranità le disposizioni legali che loro sembreranno opportune. 1823

Art. VII. È convenuto ancora, che colle precedenti stipulazioni non si è fatta alcuna mutazione al sistema dei dazj e delle dogane attualmente in vigore, o da stabilirsi in appresso nei rispettivi Stati.

Art. VIII. Abbenchè in vigore del presente trattato vengano, negli Stati ove esistono, abolite tutte quelle tasse, intorno all' esportazione, che si pagano all' erario sovrano, restano ciò nulla ostante illese le ragioni di quelle corporazioni dell' uno o dell' altro Stato, e di quelli Stati provinciali, i quali hanno diritto a delle retribuzioni sopra le eredità.

Art. IX. Finalmente questo trattato dovrà avere irrevocabilmente la forza di un trattato pubblico, e comincierà ad avere il suo pieno effetto dal giorno del cambio delle ratifiche, che avranno luogo in trè mesi.

In fede di che i rispettivi plenipotenziarj hanno firmato il presente trattato, fatto in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Fatto a Milano il giorno dodici Agosto dell' anno Mille ottocento ventitrè. (L. S.) *Franc. Barone di Sardagna.*
(L. S.) *Gio. Maria Poli.*

Nos visis et perpensis conventionis hujus articulis eos omnes et singulos ratos omnino gratosque habuimus, atque hisce ratos gratosque habere declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandari jussuros esse, in quorum fidem praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari mandavimus.

Dabantur in Urbe Imperiali Nostra Vienna Austriae, die sexta mensis Novembris, anno millesimo octingentesimo vigesimo tertio, regnorum Nostrorum trigesimo secundo.

Franciscus.
Princeps a Metternich.
Ad mandatum Sacr. Reg. Apost. Majestatis proprium
Eberhardus Perrin a Gradenstein.

1823

407.

19 Août 1823.

Convention postale avec le Saint-Siége, conclue à Rome le 19 Août 1823.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Giulio Maria della Santa Romana Chiesa Cardinale della Somaglia, Decano del Sacro Collegio, Vice Cancelliere di S. C. della Santità di Nostro Signore Papa Leone XII, Segretario di Stato etc.

Essendo stata conchiusa una convenzione postale dalla Santa Memoria di Pio Settimo e Sua Maestà l'Imperatore di Austria e Rè Apostolico, firmata il giorno dieci nove Agosto dell' anno corrente dalli Signori Marchese Massimo e Barone Carlo de Lilien in forza delli pienipoteri conferiti al primo dal Signor Cardinale Ercolo Consalvi, allora Segretario di Stato, ed al secondo da Sua Altezza il Signor Principe di Metternich, Gran Cancelliere di Corte e Stato, e della Casa Imperiale, la quale convenzione è del tenore seguente:

Sua Santità, e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e Re Apostolico desiderando che il servizio delle poste fra i loro Stati sia regolato nel modo il più esatto, e il più favorevole agli interessi dei loro sudditi e del commercio, e perciò di stabilire una convenzione definitiva fra i loro officj generali delle poste, invece della convenzione provvisoria del 7 Ottobre 1815 e dei concerti supplementarj delli 27 Novembre 1817, e 11 Luglio 1818, hanno nominato dei commissarj autorizzati a negoziare, concludere, o sottoscrivere una convenzione, cioè

Per parte di Sua Santità è stato nominato il Sig. Marchese Camillo Massimo, Patrizio Romano etc., Soprintendente generale delle poste Pontificie, munito dei pienipoteri dell' Emo. Sig. Cardinale Ercole Consalvi, Segretario di Stato in data di Roma del 1 Agosto 1823.

Per parte di Sua Maestà l'Imperatore di Austria, e Re Apostolico il Sig. Carlo Guglielmo Barou di Lilien, Suo Ciambellano attuale munito dei pienipoteri da S. A. il Sig. Principe di Metternich, Cancelliere di Corte, di Stato, e della Casa Imperiale in data di Vienna del 20 Giugno 1823.

I quali dopo aver fatto il cambio delli respettivi pienipoteri 1823
sono convenuti, salvo la ratifica, o sanzione superiore, dei seguenti Articoli.

Art. I. Vi sarà tra le poste di Sua Santità, e quelle di Sua Maestà l'Imperatore di Austria, e Re Apostolico una corrispondenza diretta, e reciproca per la trasmissione, per il ricevimento, e per la distribuzione delle lettere, dei pacchetti, e pieghi, tanto dell' uno, per l'altro Stato, che provenienti dalli Stati esteri, per mezzo di uno delli due Stati a destinazione dell' altro, o viceversa ovvero in transito per ambedue li officj generali alla destinazione de' paesi esteri.

Art. II. Le communicazioni fra i due officj generali delle poste del Santo Padre e di Sua Maestà l'Imperatore di Austria etc. saranno mantenute col mezzo delli corrieri, o delle staffette periodiche.

(1) Disposizioni concernenti le communicazioni postali per mezzo delli corrieri, o delle staffette priodiche.

Art. III. La corrispondenza di Venezia, Padova, e Rovigo sarà trasmessa a Ferrara tre volte la settimana per mezzo di una staffetta, ovvero se le due parti contraenti giudicassero più opportuno, per mezzo di un corriere Austriaco, che arriverà il mercoledì, il venerdì ed il lunedì alle ore sei della mattina, e viceversa l'officio di Ferrara spedirà la corrispondenza per Rovigo, Padova, e Venezia tre volte la settimana per mezzo di una staffetta, o di un corriere Austriaco, come sopra, la domenica, il mercoledì, ed il venerdì alle ore sei pomeridiane. La corrispondenza di Milano, e Mantova per Bologna o Roma, sarà inoltrata tre volte la settimana per mezzo delli corrieri periodici Austriaci fino a Bologna, ove arriveranno il lunedì, mercoledì, e venerdì ad un ora pomeridiana. I pieghi chiusi, e sigillati che porteranno per l'officio generale di Roma saranno poi avanzati l'istessi giorni, non più tardi che alle cinque della sera per mezzo delli corrieri periodici Pontificj a Roma, ove arriveranno il succedente giovedì, sabato e lunedì di buono mattino.

Questi corrieri saranno rispediti colla corrispondenza a destinazione, od a traverso delle provincie Austriache da Roma ogni domenica, martedì, e giovedì, dopo l'arrivo del corriere, che porta le corrispondenze del Regno di Napoli, e delli Stati, ed Isole al di là, che saranno immediatamente spedite per arrivare i successivi giorni di mercoledì, venerdì e domenica a Bologna ove i pacchi chiusi, e sigillati, come pure gli effetti di consegna diretti alle poste Imperiali saranno consegnati ai loro

1823 corrieri l'istessi giorni non più tardi, che alle dieci antimeridiane.

Art. IV. L'officio generale di Roma corrisponderà direttamente in pacchi chiusi e sigillati cogli officj Imperiali di Milano, Mantova, e Venezia, e viceversa. L'officio Pontificio di Bologna corrisponderà direttamente in pacchi chiusi e sigillati cogli officj Imperiali di Milano, e di Mantova, e viceversa, e l'officio Pontificio di Ferrara corrisponderà direttamente in pacchi chiusi e sigillati cogli officj Imperiali di Rovigo, Padova, e Venezia, e viceversa. Questi officj formeranno i loro pieghi chiusi, e sigillati colle corrispondenze, che si consegneranno vicendevolmente tanto dell' uno per l'altro Stato, che da fuori Stato in transito per mezzo di uno dei due Stati per l'altro, ed anche per l'estero a seconda delle nomenclature che gli officj generali si communicheranno.

Quanto alla formazione delli pieghi ciascun officio corrispondente li comporrà di tanti pacchi diversi di lettere, mostre, giornali, opere periodiche, stampe, e libri legati in rustico, che le spedizioni comprenderanno classi diverse secondo i paesi d'onde provengono le corrispondenze, e la loro specie.

Art. V. Gli officj delle poste Imperiali trasmetteranno in pieghi chiusi, e sigillati le loro corrispondenze che crederanno di rimettere all' officio generale delle poste pontificie tanto del proprio circondario, che provenienti dalla Turchia europea, dal Levante, dalla Russia, e Polonia, dalla Prussia, e dalla Svezia, e Norvegia, dalla Danimarca, dall' Inghilterra, Scozia, ed Irlanda, dalla Francia, dal Regno de' Paesi Bassi, da tutti i regni, paesi, e città componenti la Confederazione Germanica, e dai cantoni Svizzeri alla destinazione delle Provincie Pontificie, o da transitare per esse alla destinazione del Regno delle due Sicilie, delle Isole del Mare Adriatico, Ionico, e Mediterraneo, e dell' Arcipelago, come pure delli Stati Barbareschi etc.

E poichè l'officio generale delle poste di S. M. il Re di Sardegna nella convenzione conclusa il 25 Marzo 1823 con l'officio delle poste di Sua Maestà l'Imperatore di Austria si è obbligato di rimettere alle poste Imperiali per il loro inoltramento per la strada la più diretta, traversando la Lombardia, le corrispondenze delle provincie Piemontesi di Alba, di Aosta, di Biella, di Carouge, di Casale, del Chiablese, di Cuneo, di Fauçigny, d'Ivrea, del Genevese, dell' alta Savoja, di Morenna, di Mondovi, di Mortara, di Nizza, di Novara, di Ossola, di Palanza, di Pinerolo, di Rumilly, di Saluzzo, di Sospello, di Savoja, di Susa, di Ta-

rantasia, di Torino, di Varallo, di Vercelli, e di Vigevano alla 1823
destinazione delle Legazioni, e delle Marche Pontificie: in conseguenza queste corrispondenze saranno parimenti comprese nei pieghi chiusi, e sigillati dagli officj Austriaci.

Gli officj poi delle poste Pontificie includeranno in pieghi chiusi, e sigillati le correspondenze che crederanno di rimettere all' officio generale delle poste di Sua Maestà l'Imperatore di Austria, tanto nascenti nel proprio circondario, quanto provenienti dal Regno delle due Sicilie, dall' Isole de Mare Adriatico, Ionico, Mediterraneo, e dell' Arcipelago, e dalli Stati Barbareschi etc., alla destinaziono dei sopranominati paesi.

Art. VI. Riguardo al sistema da osservarsi per la trasmissione delle corrispondenze mènzionate nell' articolo precedente, le parti contraenti sono convenute:

Che l'officio generale delle poste Austriache rimetterà all' officio generale Pontificio tutte le corrispondenze nascenti nel proprio circondario tanto per le provincie Pontificie, che alla destinazione del Regno delle due Sicilie, delle Isole nel Mare Adriatico, Ionico, del Mediterraneo, e dell' Arcipelago, come pure delli Stati Barbareschi etc. senza ricevere alcun pagamento.

Per le corrispondenze poi delli Stati esteri, che transiteranno le provincie Austriache alla destinazione dello Stato Pontificio, del Regno delle due Sicilie, delle Isole nel Mare Ariatico, Ionico, Mediterraneo, e dell' Arcipelago, e delli Stati Barbareschi etc. le poste Austriache secondo i paesi d'onde proverranno le corrispondenze, e la loro specie ricaveranno le tasse seguenti, valutate al peso delle oncie, praticato negli officj Pontificj.

Per le corrispondenze dal Ducato di Parma, e Piacenza *Ventisei bajocchi* per ogni oncia.

Per le corrispondenze dalla Svizzera, e dalle provincie Piemontesi *Cinquanta bajocchi* per ogni oncia.

Per le corrispondenze dal Regno di Francia *Sessanta bajocchi* per oncia.

Per le corrispondenze di tutti i regni, e città componenti la Confederazione Germanica, del Regno de' Paesi Bassi, dell' Inghilterra, Scozia ed Irlanda, della Prussia, della Danimarca, della Svezia, e Norvegia, della Polonia, e Russia, della Turchia, e del Levante *Cento bajocchi* per oncia.

Finalmento per le corrispondenze che potranno pervenire alle poste Austriache della Spagna, del Portogallo, di Gibilterra, e di tutte le colonie *Cento otto bajocchi.*

Vicendevolmente l'officio generale Pontificio non riceverà

1823 nessun pagamento per le lettere nascenti nel proprio circondario, che rimetterà alle poste Austriache per li Stati di Sua Maestà l'Imperatore di Austria, come anche per li regni, paesi, e città di sopra nominati.

Ma per le corrispondenze che egli trasmetterà dal Regno delle due Sicilie, dall' Isole nel Mare Adriatico, Ionico, Mediterraneo, o dall' Arcipelago, come parimenti dalli Stati Barbareschi etc., tanto per l'Impero Austriaco, che per tutti i regni, paesi, e città sopraccennate (eccettuate le lettere a destinazione dell' Inghilterra, della Scozia, della Irlanda, come pure della Spagna, del Portogallo, di Gibilterra, e di tutte le Colonie, fin tantochè sopra queste lettere non si può ottenere il rimborso delle tasse) l'officio generale Austriaco pagherà per il loro transito alle poste Pontificie una buonificazione di *Venti bajocchi* per il peso di ogni oncia, peso praticato negli officj Pontificj.

Art. VII. Le parti contraenti sono convenute per facilitare le spedizioni reciproche delle corrispondenze, e per risparmiare i conti vicendevoli di valutare li prodotti dei prezzi fissati nell' articolo precedente per le corrispondenze che l'uno degli officj generali trasmetterà all' altro, e di apprezzare il saldo, che ne risulterà. In seguito della comparazione, e sottrazione delli prodotti, si sono quindi accordate, che l'officio Pontificio in sostituzione, e come rappresentante la somma del credito che spetterà all' officio generale Austriaco gli corrisponderà ogni trimestre una somma fissa di Duomille duecento cinquanta Scudi Romani per la trasmissione gratuita del carteggio epistolare di tutti i regni, paesi, isole, e città nominate nel precedente articolo, tanto a destinazione delli Stati Pontificj, che a quelle del Regno delle due Sicilie, delle Isole nel Mare Adriatico, Ionico, Mediterraneo, ed Arcipelago, e delli Stati Barbareschi etc. tenendo ferma per altro che nel compenso convenuto sulla totalità del carteggio epistolare è compresa la trasmissione gratuita all' officio delle poste Imperiali delle corrispondenze nascenti nello Stato Pontificio, ed in transito per il medesimo, tanto per le Provincie Austriache che per tutti li Stati esteri contemplati nella presente convenzione. Ben inteso però che nella indicata somma trimestrale sono calcolati Scudi duecento cinquanta in compenso delle spese nelle poste Pontificie per l'avanzamento del corriere fino a Bologna, e viceversa. La preaccennata somma fissa non potrà mai essere impiegata ad un altra compensazione, ed il pagamento della medesima non potrà sotto qualsivoglia pretesto essere ritardato oltre le sei

settimane dopo il fine di ogni trimestre. S'intende però che nel 1823
pagamento di cui si tratta non saranno compresi li sborsi, che paga l'Austria medesima per il transito delle lettere, di cui viene addebitata dagli officj esteri. Questi sborsi verranno in ogni tempo officialmente communicati all' officio generale Pontificio, e di essi si terrà conto separato che sarà pagato ogni trimestre all' officio generale di Sua Maestà l'Imperatore di Austria.

Il medesimo rinfrancamento avrà luogo nel caso che per l'ulteriore avanzamento delle lettere, provenienti dall' officio delle poste Pontificie, ovvero di quelle trasmesse per mezzo dello istesso officio l'Austria dovrà pagare un affrancamento forzato agli officj delle poste estere, in questo caso però l'importo di un tale affrancamento sarà egualmente communicato officialmento in ogni tempo alla soprintendenza generale delle poste di Sua Santità. Egualmente l'officio generale delle poste di Sua Maestà l'Imperatore di Austria sarà tenuto di rimborsare li prezzi originarj, che li stessi officj di Sua Santità saranno obbligati pagare per le lettere in transito che consegneranno agli officj di posta Austriaci.

Art. VIII. Se l'officio generale delle poste di S. M. il Re di Francia vorrà trasmettere per l'intermedio delle poste Austriache la totalità, o una parte delle corrispondenze per gli Stati Pontificj, l'officio generale delle poste di Sua Santità non potrà ricusarsi di riceverle, obbligandosi in tal caso di rinfrancare l'officio Imperiale delle tasse primitive, che questo ne pagherà alla Francia. Le lettere però affrancate nel Regno di Francia sino alle frontiere dello Stato Pontificio saranno rimesse gratis all' officio di Sua Santità.

Art. IX. Nel caso che l'officio generale delle poste di Sua Maestà Siciliana invitasse l'officio generale delle poste Pontificie a trasmettere le lettere provenienti dall' officio generale Napolitano per la Francia, e oltre, e a ricevere le lettere della Francia o transitanti per quel Regno alla destinazione del Regno delle due Sicilie, o oltre per mezzo delli corrieri Austriaci, l'officio delle poste Pontificie non potrà ricusarvisi, salvi i concerti da prendersi fra l'officio generale Pontificio, e quello di Sua Maestà Siciliana per i compensi del transito per lo Stato Pontificio.

Art. X. Riguardo alle lettere che l'officio generale di Sua Santità vorrà mandare per la Francia alli Stati esteri, si avverte che quelle per le colonie tanto Francesi, che delli Stati esteri, e quelle per la Spagna, per il Portogallo, e Gibilterra sono soggette ad un affrancamento forzato da pagarsi all' officio Francese.

1823 Questo affrancamento importa per le lettere a destinazione delle colonie tanto Francesi, che delli Stati esteri *Trentasei decimi* per il peso di trenta grammi, e per le lettere a destinazione della Spagna, del Portogallo, o Gibilterra, nel caso però che queste lettere saranno rimesse direttamente alle poste Francesi per la via di Huninga parimenti *Trentasei decimi* per il peso di trenta grammi.

Ma se esse debbono essere rimesse per la via di Milano alle poste di Sua Maestà il Re di Sardegna queste esigono per l'ulteriore inoltramento delle suddette lettere un pagamento di *Quarantadue decimi* per lo stesso peso di trenta grammo — l'officio Imperiale per far cosa grata al Governo Pontificio trasmetterà le preaccennate corrispondenze dell' officio Pontificio per quella strada ch'egli sceglierà, e senza nessun guadagno, limitandosi di ricavare soltanto li sborsi che ne farà per conto delle poste Pontificie.

Occorrendo il caso che l'affrancamento forzato delle corrispondenze preaccennate a traverso il Regno di Francia venisse ad essere diminuito, o intieramente abolito, l'officio generale delle poste Austriache non mancherà di darne immediatamente avviso alla soprintendenza generale delle poste Pontificie, affinchè essa possa prendere le analoghe disposizioni.

Art. XI. Le lettere alla destinazione delli Stati uniti del Nord dell' America che l'officio generale delle poste di Sua Santità vorrà trasmettere all' officio Americano in Amburgo dovranno essere affrancate sino all' ultimo confine Austriaco al prezzo che contiene la tariffa annessa al presente articolo.

Art. XII. Le lettere ed i pacchetti all' eccezione di quelli che sono destinati per le colonie potranno essere raccommandate, ed assicurate, ma non se ne ammetterà alcuna dichiarazione di valore. Tali lettere, o pacchetti dovranno esser posti sotto fascia, quale sarà sigillata con tre, o cinque sigilli sopra le pieghe superiori, ed inferiori, di modo che l'una, e l'altra piega si trovino riunite sotto la istessa impressione, oltre il nome dell' officio di dove partono, avranno anche impressa la parola (chargé) assicurata. In caso di smarrimento di qualche lettera raccomandata o assicurata, quello degli officj contraenti, che nei Stati del suo sovrano avrà provato questo accidente, sarà obbligato verso l'altro ad una indennità di dieci Scudi Romani, in pieno compenso di ogni reclamo per parte dell' officio mittente da pagarsi dentro un mese dal giorno del reclamo. Ma per evitare un doppio pagamento l'officio presso il quale sarà stato fatto

il reclamo ne informerà immediatamente l'altro officio corrispondente. 1823

Art. XIII. Resta convenuto che le gazzette, e giornali, le opere periodiche, prospetti, stampe, e libri legati in rustico alla eccezzione di quelle provenienti al di là del Regno di Francia, che sono soggette ad una buonificazione alle poste francesi, si spediranno reciprocamente gratis, finchè i due officj generali non troveranno opportuno di disporre altrimeuti.

Art. XIV. Le corrispondenze, che li due officj generali si trasmetteranno reciprocamente dovranno essere inscritte su i fogli di avviso, di cui si concerterà la formola in due classi.

La prima comprenderà le lettere che saranno rimesse gratis, e di cui il peso sarà notato in oncie romane, senza darne verun carico, e debito all' officio corrispondente, soltanto per la verificazione delle corrispondonze trasmesse.

La seconda classe conterrà le lettere, mostre, giornali, e stampe per le quali l'officio Imperiale dovrà essere rimborsato, ed il loro peso dovrà essere notato sulla etichetta appartenente ad ogni classe in gramme, e separatamente riportate sul foglio di avviso.

Dovranno i respettivi officj corrispondenti accusarsi in ciascun corso di posta la ricevuta delle spedizioni, che saranno stato fatte dall' uno, e dall' altro.

Art. XV. Le lettere ricusate, o inesitate saranno dopo la stazione di tre mesi continui ritornate all' officio corrispondente allo stesso ragguaglio che l'uno ne avrà trasmesso all' altro, defalcandone li sborsi.

Le lettere equivocale si ritorneranno immediatamente nell' officio mittente.

Sul tergo delle lettere ricusate, o inesitate dovrà spiegarsi il motivo del loro ritorno.

Le lettere dirette ad individui che fossero partiti per lo Stato Pontificio o per le provincie dell' Impero Austriaco lasciando il loro indirizzo, colà si spediranno, addebitando l'officio corrispondente della tassa locale; qualora poi tali lettere fossero da ritornarsi, perchè ricusate, o inesitate la tassa sopraccennata verrà a defalcarsi.

(2) Disposizioni per la spedizione vicendevole di numerario, di oggetti di valore etc. per mezzo di corrieri, e delle staffette ordinarie.

Art. XVI. L'officio generale delle poste di Sua Santità, e l'officio generale delle poste di S. M. l'Imperatore di Austria etc.

1823 potranno farsi pervenire vicendevolmente delle spedizioni di numerario, di oggetti di valore, di effetti, di mercanzie, di commestibili etc. per mezzo delli corrieri, e delle staffette ordinarie sulla strada di Ferrara a Padova, e di Bologna a Mantova.

Per ora gli officj generali suddetti si limitano di convenire che le tariffe saranno riformate, e basate sopra una giusta proporzione nella veduta del pubblico interesse, e per facilitare le spedizioni, quali tariffe verranno reciprocamente comunicate in via officiale per servire di regola ai pagamenti respettivi, de' quali se ne terrà da ciascun officio un conto corrente.

Riservandosi le parti contraenti di prendere in proposito quei provvedimenti ulteriori che dai cambiamenti dell' amministrazione di questo ramo potranno succedere. E per vieppiù attivare le comunicazioni suddette tanto utili, e necessarie per il commercio delli Stati respettivi, e per il vantaggio dei viaggiatori potrebbero i due officj contraenti attivare delle diligenze, e metterle in comunicazione. Allorquando ciò venisse ad effettuarsi tutte le discipline relative alla comunicazione di dette diligenze, ed alla consegna respettiva delli carichi, verranno stabilite di comun' accordo tra gli officj generali delle poste di Sua Santità, e di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, e Re Apostolico.

(3) Disposizioni per regolare il servizio delle staffette straordinarie tra l'officio generale delle poste di Sua Santità, e l'officio generale delle poste di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria.

Art. XVII. Per regolare il servizio delle staffette straordinarie tra le poste di Sua Santità, e le poste di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria viene fissato:

Le staffette straordinarie dello Stato Veneto dirette allo Stato Pontificio faranno centro, come presentemente, nell' officio postale di Ferrara, dove saranno consegnate per mezzo del maestro di posta di Polesella, e quelle dirette dallo Stato Pontificio al Veneto faranno centro nell' officio postale di Rovigo, e saranno spedite dalla direzione postale di Ferrara col mezzo del proprio maestro di posta a quello di Polesella per l'ulteriore avanzamento. Tali staffette dovranno essere accompagnate dal foglio di avviso, non che dalla cedola oraria dirette all' officio, a cui sono appoggiate.

Le staffette straordinarie provenienti da Mantova, dirette alla Legazione di Ferrara, veranno spedite dallo stradale di Castellaro; saranno accompagnate dalla cavalcata, e foglio di avviso fino a Ferrara, ed appoggiate alla locale direzione postale. Quelle provenienti dalla Legazione di Ferrara per Mantova, o per una di-

rezione al di là saranno similmente accompagnate dalla cavalcata, e foglio di avviso alla direzione postale di Mantova per il medesimo stradale. 1823

I conti delle staffette straordinarie verranno liquidati ogni trimestre tra la sopriutendenza generale delle poste Pontificie, e la ragioneria I. e R. aulica delle poste in Vienna, ed il loro pagamento succederà appena terminata la liquidazione per le concernenti direzioni, a seconda delle vigenti tariffe nei respettivi Stati che gli officj generali si communioheranno.

(4) Disposizioni per l'avanzamento dei viaggiatori per posta dall' uno all' altro territorio.

Art. XVIII. Riguardo ai viaggiatori per posta viene fissato, che i medesimi dovranno essere sempre condotti oltre i confini da un postiglione in uniforme. Inoltre non sarà permesso sotto qualsivoglia pretesto di schivare il passaggio da una dogana, o stazione di dazio, come pure di trapassare la prossima stazione di posta dello Stato confinante. Non sarà neppure lecito di andare a prendere i viaggiatori nel territorio dello Stato vicino; nel caso di trasgressione i postiglioni verranno arrestati, e consegnati, ovvero indicati in una maniera conoscibile alle loro autorità, affinchè secondo le circostanze, e la requisizione della parte offesa e dannificata, i postiglioni siano cacciati dal servizio, ed i postieri condannati ad una pena pecuniaria, ovvero specialmente puniti.

(5) Disposizioni generali.

Art. XIX. Ogni tre mesi gli officj generali contraenti ritireranno i conti delle loro direzioni destinati alla corrispondenza reciproca; questi conti saranno poi liquidati fra la soprintendenza generale delle poste di Sua Santità, e l'Imperiale Regia ragioneria aulica delle poste in Vienna, sei settimane al più tardi dopo il termine di ciascun trimestre.

Art. XX. Il pagamento della somma trimostrale di scudi *Duemille duecento cinquanta* dovuta alle poste Imperiali, come pure i saldi dei loro conti si eseguiranno in scudi Romani effettivi in Roma, come è stato finora praticato.

Art. XXI. Dal giorno che la presente convenzione avrà il suo pieno effetto la convenzione provvisoria dei 7 Ottobre 1815, ed i concerti supplementarj dei 27 Novembre 1817, e 11 Luglio 1818 cesseranno di essere in vigore. Sino a questa epoca però i conti fra l'officio generale di Sua Santità, e l'officio generale di Sua Maestà l'Imperatore di Austria saranno liquidati, e saldati in virtù delle suddette stipolazioni respettive.

1823 Art. XXII. La presente convenzione, di cui le ratifiche saranno cambiate in Roma dentro due mesi a contare dal giorno della sottoscrizione, o più presto se sarà possibile, verrà messa in piena esecuzione il prossimo venturo mese di Gennaro Mille ottocento venti quattro. Essa sarà esattamente osservata fino al trentuno Decembre Mille ottocento ventotto, ma se uno dei Governi contraenti non ne avrà fatta la disdetta sei mesi avanti s'intenderà confermata per altri cinque anni, e così di cinque in cinque anni sino a che non ne seguirà la disdetta. In questo caso poi continuerà ad avere il suo pieno effetto per i sei mesi dopo la disdetta, e la somma fissa sarà pagata, come pure i conti saranno liquidati sino al termine naturale della convenzione.

Fatta doppia in Roma, e firmata da Noi Sottoscritti questo dì diecinove (19) Agosto Mille ottocento venti tre (1823).

Firmati: *Camillo Marchese Massimo.*
Carlo Barone di Lilien.

408.

17 Novembre 1823.

Convention entre l'Autriche et la Grande-Bretagne concernant l'acquittement définitif de l'emprunt autrichien en Angleterre; signée à Vienne le 17 Novembre 1823.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 377.)

S. M. le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. l'Empereur d'Autriche, également animés du désir de conclure un arrangement définitif au sujet de l'emprunt autrichien, et d'amortir la totalité de la dette dont l'Autriche est chargée sous cette dénomination, leurs dites Majestés ont résolu d'en faire l'objet d'une convention, et ont nommé à cet effet des plénipotentiaires, savoir:

l'Autriche le Prince de Metternich p. t. la Grande-Bretagne l'honor. Robert Gordon p. t.

lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. I. S. M. l'Empereur d'Autriche s'engage à payer la somme de 2,500.000 Livres Sterling, pour acquit de la totalité des créances britanniques envers Sa Majesté Impériale sous le titre d'emprunt autrichien. 1823

Art. II est convenu que cette somme de 2,500.000 Livres Sterling sera payée à la trésorerie britannique, au nom et à l'acquit du gouvernement autrichien, par les maisons Baring, Reid et Irving, et Rothschild à Londres; les dites maisons ayant été désignées et pleinement autorisées par le gouvernement autrichien pour faire ledit payement, conformément aux conditions convenues et agréées par le gouvernement britannique.

Art. III. Immédiatement après la ratification de la présente convention par leurs Majestés le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Empereur d'Autriche, le plénipotentiaire de S. M. britannique délivrera à telles personnes que S. M. Impériale aura désignées à cet effet, les obligations originales et la totalité des bons Impériaux, qui ont été retenus en la possession du gouvernement de S. M. britannique, comme sûretés, depuis l'époque où l'emprunt autrichien fut contracté; et le dit gouvernement restera dès lors responsable de l'acquittement complet du gouvernement autrichien pour toutes les réclamations britanniques qui pourraient être fondées sur ledit emprunt.

Art. IV. Il est expressément entendu, qu'en vertu de la présente convention, toutes les réclamations pécuniaires envers l'Autriche, qui seraient en connexion avec l'emprunt autrichien, aussi bien que toutes les réclamations pécuniaires envers la Grande-Bretagne, de quelque nature qu'elles soient, qui ont existé ou pourraient être censées exister de la part du gouvernement autrichien, sont déclarées éteintes, et sont totalement abolies par les présentes.

Art. V. La présente convention sera ratifiée dans le délai de six semaines, ou plus tôt s'il est possible, et les ratifications seront échangées à Londres.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs y ont apposé leurs signatures et le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne le 17 Novembre de l'an de grace 1823.

R. Gordon.
Metternich.

1824

409.

10 Mai 1824.

Convention entre l'Autriche et la Bavière sur la liquidation des prestations de guerre des années 1813, 1814 et 1815.

(D'après une copie authentique, qui se trouve aux archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nachdem die zur Ausgleichung zwischen dem k. k. österr. und königl. baierischen Hofe aufgestellten Bevollmächtigten, nämlich von k. k. österr. Seite: Herr Friedrich Christian Freiherr von Gärtner, k. k. geheimer Rath und niederösterr. Appellations-Präsident, etc.

und von königl. baierischer Seite: Herr Johann Gottlieb Eduard Freiherr von Stainlein, königl. baierischer Kämmerer, geheimer Rath, ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am k. k. österr. Hofe etc. von ihren allerhöchsten Höfen ermächtiget worden sind, über die aus den Jahren 1813, 1814 und 1815 herrührenden gegenseitigen Kriegsprästations-Forderungen mit Beseitigung genauer Liquidationen eine den freundschaftlichen Verhältnissen beider Staaten ebensosehr als dem Rechte und Billigkeit zusagende Uebereinkunft in Pausch und Bogen zu treffen: so haben sie Kraft der ihnen bei Eröffnung der hiesigen Unterhandlungen ertheilten Vollmachten sich folgendermaassen vereiniget:

Art. I. Als Abfindungssumme, welche von Oesterreich an Baiern nach Abzug der bereits geleisteten Abschlagszahlungen und nach Abrechnung der österr. Gegenforderungen annoch zu bezahlen ist, wird ein Betrag von zwei Millionen Neunmalhunderttausend Gulden in Vierundzwanzig Gulden-Fusse andurch bestimmt.

Art. II. Gegen Empfang dieser Summe verzichtet die Krone Baiern auf alle Ansprüche, die sie für sich oder Namens ihrer Unterthanen rücksichtlich der in den Jahren 1813, 1814 und 1815 an k. k. österr. Militär geschehenen Verpflegungs-Vorspanns- oder was immer für anderen Leistungen gemacht hat oder machen könnte. Die hierüber verfassten Ausweise nebst den dazu gehörigen Belegen und Dokumenten, welche von dem königl. baierischen Bevollmächtigten bereits übergeben worden sind, bleiben

im Besitze der k. k. österr. Regierung; die seitdem aufgefundenen Rechnungsdokumente dieser Art oder diejenigen, welche etwa noch aufgefunden werden dürften, werden nachträglich übergeben werden. 1824

Art. III. Gleichmässig verzichtet die k. k. österr. Regierung auf alle Forderungen, die sie für sich oder Namens ihrer Unterthanen für dergleichen Lieferungen oder Leistungen an das königl. baierische Militär aus derselben Periode zu machen hat oder machen könnte. Die näheren Ausweise über die in den bisherigen Verhandlungen angemeldeten Forderungen dieser Art nebst den dazu gehörigen Belegen und Rechnungsdokumenten werden der königl. baierischen Regierung unverzüglich übergeben und derselben auch die sich etwa noch entdeckenden ähnlichen Urkunden ausgeliefert werden.

Art. IV. Insbesondere begiebt sich die k. k. österr. Regierung folgender, in den bisherigen Verhandlungen über die Kriegsprästationen als Gegenforderungen in Ansatz gebrachter Ansprüche, nämlich:

des Ersatzes für die einigen deutschen Bundesstaaten wegen der von ihnen im Jahre 1815 getragenen sogenannten Superrogat-Lieferungen von Oesterreich geleisteten Zahlung, und

der Vergütung der in die königl. baierischen Kassen geflossenen Revenüen aus den durch die Wiener-Congressacte dem Hause Oesterreich ausschliesslich zugewiesenen transrhenanischen Landestheilen,

maassen auf diese Ansprüche bei Bestimmung der oben erwähnten Abfindungssumme bereits der gehörige Bedacht genommen worden ist. Soviel den österr. Seits wegen der von den königl. baierischen Truppen in den vormals dem Hause Oesterreichs zugewiesen gewesenen transrhenanischen Districten genossenen Verpflegung angemeldeten Anspruch betrifft; so ist derselbe bereits durch die rücksichtlich der Arreragenabrechnung im Allgemeinen festgesetzten Bestimmungen niedergeschlagen.

Art. V. Da der k. k. österr. Bevollmächtigte sich ermächtigt erklärt hat auf Abschlag der im Art. I ausgedrückten Abfindungs-Summe sogleich Fünfmalhunderttausend Gulden im Vierundzwanzig Gulden-Fusse zahlbar anzuweisen, und diese Anweisung auch unter dem heutigen Tage erfolgt ist, so hat man sich in Ansehung der an dem Abfindungsbetrage hiernach noch rückständigen zwei Millionen Viermalhunderttausend Gulden dahin vereiniget, dass dieselben in folgenden Terminen:

1824 am 1. August 1824 mit . . 250,000 fl.
- 1. November 1824 mit . 250,000 -
- 1. Februar 1825 mit . . 250,000 -
- 1. Mai 1825 mit. . . . 250,000 -
- 1. August 1825 mit . . 250,000 -
- 1. November 1825 mit . 250,000 -
- 1. Februar 1826 mit . . 300,000 -
- 1. Mai 1826 mit . . . 300,000 -
und am 1. August 1826 mit . . 300,000 -

alles nach dem Vierundzwanzig Gulden-Fusse bezahlt werden sollen.

Art. VI. Die Zahlungen werden hier in Wien aus der k. k. Central-Kasse in baarem Gelde an die königl. baierische Gesandtschaft gegen von ihr ausgestellte und von dem k. k. österr. Bevollmächtigten vidirte Quittungen geschehen. Die k. k. Centralkasse wird vorhinein die bestimmte Anweisung erhalten, sie an jedem Verfalltage zu leisten.

Art. VII. Die beiden Bevollmächtigten werden sich bei ihren allerhöchsten Höfen verwenden, um die Ratification der gegenwärtigen Convention ehemöglichst und zwar in der bereits bei den Gränz-Berichtigungs-Conventionen angewendeten Art, nämlich dadurch zu erwirken, dass sie beiderseits authorisirt werden, sich die erfolgte höhere Genehmigung gegenseitig officiell zu eröffnen.

So geschehen Wien am 10 Mai 1824.

(L. S.) *Friedrich Christian Freiherr von Gärtner.*
(L. S.) *Joh. Gottlieb Eduard Freiherr von Stainlein.*

410.

20 Mai 1824.

Convention entre l'Autriche et la Sardaigne, concernant la construction des grandes routes, conclue à Vienne le 20 Mai 1824.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 446.)

S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de Sardaigne, également animés du désir de lever par un commun accord, tous

les obstacles qui se sont opposés jusqu'à présent à la construction, l'achèvement, et à la réparation entière des deux routes de commerce du Saint-Bernardin et du Splugen, ont nommé leurs plénipotentiaires pour discuter, régler en commun nécessaire à ce but, savoir: 1824

S. M. I. R. et Ap. M. Cl. Wenz. Loth. prince de Metternich etc.

Et S. M. le Roi de Sardaigne, M. Ch. F. comte de Pralorme etc. son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la cour Impériale d'Autriche.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Après l'échange des ratifications de la présente convention, les deux routes du Saint-Bernardin et du Splugen, seront entièrement réparées par les soins et les mesures des deux gouvernemens que cela concerne, celle de Splugen par les soins de l'Autriche, et celle du Saint-Bernardin par les soins du gouvernement Sarde et rendues dans toute leur longueur, aussi bonnes et aussi commodes qu'elles sont susceptibles de l'être.

Art. II. A cette fin, le gouvernement Sarde s'engage d'obtenir par un acte authentique et en bonne forme, le consentement positif et sans réserve du gouvernement de Grisons, pour un élargissement de la route de Splugen, qui ne doit pas être moins de cinq mètres, et pour toutes les autres améliorations dont l'expérience a prouvé la nécessité, ou que le gouvernement Impérial jugera nécessaires, le tout conformément aux bases fixées par la convention du 1 Août 1818.

Art. III. En retour des avantages résultant de cette convention, le gouvernement autrichien renonce, non seulement aux clauses, conditions et engagemens stipulés avec le canton du Tésin, soit par la convention du 7 Juin 1818, soit par les articles additionnels, et qui seraient contraires aux présentes stipulations, mais il s'engage encore à joindre son intervention efficace avec celle de la cour de Sardaigne, pour obtenir à cette dernière, par un acte authentique et dans les formes, le consentement positif et sans réserve du canton du Tésin, pour les réparations, l'élargissement et les améliorations, dont les gouvernement Sarde jugera susceptible la route de Lumino.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées des deux parts dans l'intervalle de quatre semaines, après que les actes authentiques et en bonne forme des cantons mentionnés Art. II et III auront été remis aux deux

1824 parties contractantes. L'échange des ratifications se fera à Vienne.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 20 Mai 1824.

(Suivent les signatures.)

411.

18 Septembre 1824.

Procès verbal de la commission de révision réunie à Hambourg conformément à l'article de l'acte concernant la libre navigation de l'Elbe du 23 Juin 1821, signé à Hambourg le 18 Septembre 1824.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 588.)

Die nachstehenden Bevollmächtigten
für Oesterreich: Johann Wenzel Ritter v. Böhm,
- Preussen: Carl Christian Mauve,
- Sachsen: Günther v. Bünau,
- Hannover: Joh. Friedr. Albrecht v. Duve,
- Dänemark: Joh. Georg Rist,
- Mecklenburg: Joach. Christian Steinfeld,
- Anhalt-Bernburg: Günther v. Bünau,
- - Cöthen: August Ludw. v. Behr,
- - Dessau: Günther v. Bünau,
- Hamburg: Christian Nicolaus Pehmöller,

sind über folgende ergänzende Bestimmungen zur Elb-Schiffahrtsacte übereingekommen:

ad Art. VIII, §. 1. Die dem Art. VIII der Elbschiffahrtsacte anliegende Gewichtstabelle ist in der Art berichtigt, wie sie sub Lit. A gegenwärtigem Protokolle zur alleinigen Anwendung beiliegt.

ad Art. IX, §. 2. Die dem Art. IX der Elbschiffahrtsacte sub Nro. 2 beigefügte Tabelle, aus welcher die streckenweise Vertheilung des Tarifsatzes ersichtlich war, ist in der Anlage Lit. B ergänzt.

ad Art. IX, §. 3. Transitirende Schiffe können an dem er-

sten Erhebungsamte die Gebühren für die ganze Strecke eines jeden Uferstaates entrichten. 1821

ad Art. X, §. 4. Der Art. X der Elbschiffahrtsacte ist modifizirt wie folgt:

Auf ein Viertel des Elbzolles werden nachstehende Artikel ermässiget:

Ambose, Anker, Asche (unausgelaugte), Bier (mit Ausnahme des fremden), Blei, Bleierz, Bohnen, Bolus, Bomben, Borsten (Schweine-), Draht (eisen), Eisenblech (ohne Unterschied), Eisen (gegossenes), Erbsen, Erz, Geflügel, Gerste, Glas (ohne Unterschied), Glasgalle, Graupen, Gries und Grütze (von allen Getreidearten), Gusseisen-Waaren (grobe), Hafer, Hirse, Holzkohlen, Hornspitzen und Hornplatten (unverarbeitete), Kanonen, Kienruss, Knoppern, Korn (Roggen), Kreide (weisse, schwarze, rothe), Kümmel, Kugeln (eiserne), Lafetten, Linsen, Lohrinde (Borken), Marmor (roher), Mehl (aller Getreidearten), metallische Mineralerde, Mineralwasser, Mörser (Bomben), Münzkrätze, eiserne Nägel (gegossene), Ocker, Oelkuchen, Pech, Platten, marmorne u. dgl., Rindshörner und Füsse, Rothstein, Samen aller Art, als: Anis, Fenchel, Hanf, Rübsamen u. s. w. Salz (Kuchen, See- und Stein-), Sauerkraut, Schleif- und Wetzsteine (feine), Spelz, Stangeneisen (geschmiedetes), Theer, Trippel, Wachholderbeeren, Weitzen, Wicken.

Auf ein Fünftel der Gebühr: Gröbere Böttcher- und andere Holzwaaren, als Leitern, Mulden, Schaufeln, Schwingen und dergleichen Feldgeräthe, so wie die gröberen Korbsorten zu Fastagen von Baumwurzeln u. s. w., leere Fässer, Kisten und Tonnen, Früchte (gedörrte, Backobst), Hagebutten (gedörrte).

Auf ein Zehntheil: Bau- und Nutzholz, Blut (vom Schlachtvieh), Butter und Käse (frische), Eier, Eisen (altes), Knochen, Laugefluss, Milch, Schmelztiegel aller Art, Steingeschirr (gemeines), Töpferwaaren.

Auf ein Zwanzigtheil: Braunkohle, Brennholz, Busch aller Art, Cichorienwurzeln, Eicheln, Faschinen, Früchte (frische, Obst), Gemüse (frisches), Gras und Heu, Gips, Kalk, Nüsse aller Art, Rohr (Dach-, Schiff- und Stuhl-), Seegras, Stroh, Torf, Weintrauben, Wellen (Brandbusch), Wurzeln (essbare).

Auf ein Vierzigtheil: Alaun und Vitriolstein, Asche (ausgelaugte), Drusen (Trester), Dünger, als: Mist, Mergel, Stoppeln u. s. w. Flossgeräthe (rückgehende), Gallmeistein, Glas- und Topfscherben, Kalkstein, Kufen, Rinnen und Tröge u. s. w. von Stein, Kies (gemeine Steine), Leinpferde (zu Wasser rückgehende), Mörsel von Ziegel- und Tufstein (Trass), Mühlsteine, Pfeifenerde, Pflaster-

1824 steine, Sand, Sand- und Bruchsteine aller Art, Schiefer (Dach-), Steinkohlen, Thon, Töpfer- und Walkererde, Tuffstein, Ziegel (gebrannte und Luft-), Ziegelcement.

ad Art. X, §. 5. Die im Manifeste nicht verzeichneten Reiseviktualien der Schiffer sind in verhältnissmässiger Quantität ganz abgabenfrei. Bei Bestimmung der Quantität soll mit der billigsten Umsicht nach der Länge der Reise, der Stärke der Bemannung u. s. w. verfahren und demgemäss das Nähere von den Regierungen an die Zollämter erlassen werden.

ad Art. X, §. 6. Die zum Verdeck eines Fahrzeuges einmal ein- und zugerichteten Bretter sind, da sie zu dem Schiffsgeräth gehören, zollfrei. In Ermangelung solcher sind von Entrichtung des Elbzolles befreit die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Bretter und zwar

1. Bei Schiffen	unter 10 Last	Ladungsfähigkeit	1 Schock
2. - -	von 10—25 Last	-	2 -
3. - -	- 25—45 -	-	$2^1/_2$ -
4. - -	- 45 und mehr	-	3 -

ad Art. XI, §. 7. Der Art. XI der Elbacte ist modifizirt, wie folgt: Die Abgabe von den Fahrzeugen, oder die Recognitionsgebühr wird nach 4 Klassen und nach dem unter Lit. C beigeschlossenen Tarif erhoben.

Dieselbe beträgt für die ganze Stromlänge: von der 1. Klasse unter 10 Hamburger Last der Ladungsfähigkeit (die Last zu 4000 Pfund) . . . . 3 Thlr. 4 Gr.

von der 2. Klasse	von 10—25 Last	7 Thlr.	8 Gr.
- - 3. -	- 25—45 -	11 -	12 -
- - 4. -	- 45 u. darüb.	13 -	16 -

Unbeladene Fahrzeuge zahlen allenthalben ein Viertheil vorstehender Taxe.

ad Art. XI, §. 8. Zum Behuf der Entrichtung der Recognitionsgebühr sollen die Elbschiffe künftig gleichmässig vermessen, und mit gehörigen Documenten hierüber nach dem Formulare Lit. D versehen sein.

ad Art. XI, §. 9. Bei Entrichtung der Recognitionsgebühr sollen die Schiffe als leer betrachtet werden, und nur ein Viertheil der durch den Art. XI der Elbacte festgesetzten Gebühr zahlen, wenn die Ladung folgende Centnerzahl nicht übersteigt:

bei der 1. Klasse	10 Centner	
- - 2. -	20	-
- - 3. -	30	-
- - 4. -	40	-

ad Art. XI, §. 10. Von Entrichtung der Recognitionsgebühr sind gänzlich befreit: 1824

a) Die das Hauptschiff nur auf kurze Strecken, zur Ueberwindung örtlicher Hindernisse begleitenden Lichterkähne,

b) kleine Kähne und Anhänge, die zu einem Hauptschiffe gehören, und nicht zum Waaren-Transport dienen.

ad Art. XI, §. 11. Reisende und deren Reisegepäck sind zollfrei; von Schiffen aber, welche nur Reisende und ihr Gepäck führen, soll die volle Recognitionsgebühr erhoben werden.

ad Art. XVII, §. 12. Das sub E anliegende Schema zu einem Manifeste soll künftig auf der Elbe allgemein als Norm dienen.

ad Art. XXX, §. 13. Die nächste Revisionscommission wird sich am 1. Mai 1826 in Dresden versammeln.

ad Art. XXXI, §. 14. Insoweit durch gegenwärtiges Protokoll keine Abänderungen ausgesprochen sind, hat es bei den Bestimmungen der Elbschiffahrtsacte sein alleiniges Bewenden.

ad Art. XXXII, §. 15. Diese Bestimmungen sollen mit dem 18. Januar 1825 auf allen Punkten der Elbe in volle Wirksamkeit gesetzt, und zu dem Zwecke durch den Druck bekannt gemacht, auch allen betreffenden Behörden mitgetheilt werden.

Zu Urkund dessen haben die obgenannten Bevollmächtigten das gegenwärtige Protokoll unterzeichnet, und mit ihren Wappen besiegelt.

Geschehen zu Hamburg am 18. September 1824.

Joh. Wenzel Ritter v. Böhm.
Josef Eichhoff.
Karl Christian Mauve.
Günther v. Bünau, für Sachsen.
Johann Friedr. Albrecht v. Duve.
Wilhelm Philipp Rudolph Rumann.
Johann Georg Rist.
Joach. Christian Steinfeld.
Günther v. Bünau, für Anhalt-Bernburg.
August Ludwig v. Behr.
Günther v. Bünau, für Anhalt-Dessau.
Christian Nicolaus Pehmöller.

1824

Litera A.

Gewichtstabelle zur Berechnung des Elbzolls.

(Zum Art. 8 der Dresdner Elbacte.)

A. Flüssige Waaren.

Alles Brutto oder mit der einfachen gewöhnlichen Fastage, ohne Ueberfass, der Gallon zu 233, das Hamburger Viertel zu 365, das französische Viertel (Velte) zu 365 Pariser Cubikzoll Inhalt, das Anker zu 5, das Ohm zu 20 Hamburger, das Oxhoft zu 30 französischen, das Legel zu 72 französichen Vierteln, der Centner zu 112 Hamburger Pfund.

	Ctr.	Pfd.
Arak wie Rum,		
Bier, englisches,		
das Fass (Baril) . . zu 36 Gallons	1	—
das Oxhoft (Hogshead) - 54 -	$5^3/_4$	—
die Pipe . . . . . . - 108 -	11	70
- aus den Elbstaaten		
die Tonne . . . zu 14 Hamburger Viertel .	$2^1/_4$	—
das halbe Fass . . - 26 - - . . .	$4^1/_4$	—
das ganze Fass . . - 56 - - . . .	$8^3/_4$	—
Blut, das Hamburger Viertel	—	20
Branntwein, wie Rum.		
Essig, Bier und Cider,		
ein Anker . zu 5 Hamburger Viertel . . .	—	95
eine halbe Tonne - $7^1/_2$ - - . .	1	25
eine ganze Tonne - 15 - - . .	2	50
Weinessig,		
ein Tierçon zu 20 Veltes	$3^1/_4$	—
ein Oxhoft - 30 -	$5^1/_8$	—
in andern Gebinden jedes Viertel	—	18
Häringe, die Tonne von $5^1/_2$ Cubikfuss (800 Stück, weniger oder mehr)	3	—
Rum,		
ein Anker	$^3/_4$	—
ein Viertel-Legel	$2^3/_4$	—
ein Oxhoft	$4^3/_4$	—
Puncheon (55 Veltes)	8	40
In gemessenen Gebinden andern Inhalts jedes Viertel	—	17
Seife, grüne, die kleine Tonne oder das Viertel . .	—	70
Sprit (Spiritus) jedes Viertel	—	16
Theer, die Tonne	3	—

	Ctr.	Pfd.	
Thran, die Tonne (224 Pfund netto)	2½	—	1824
die Quartele zu 2 Tonnen	4	100	
die Pipe - 4 -	9	—	
die Stampe - 8 -	18	—	
a) unverpackt.			
Wasser, mineralische,			
- Driburger, Spaa'er und Wildunger die 100 ganze Flaschen	3	—	
- 100 halbe -	1¾	—	
- Eilsner, Nenndorfer und Pyrmonter die 100 ganze Pipen	2	70	
- 100 halbe -	1	70	
- Pyrmonter Bouteillen No. 1 die 100 Stück	3½	—	
- Eger und Marienbader die 100 ganze Krüge	3	79	
- 100 halbe -	2	14	
- Emser, Fachinger, Geilnauer, Selterser und Wisbadner, die 100 ganze Krüge	3¼	—	
- 100 halbe -	2	50	
b) verpackt.			
- Eger, die Kiste mit 36 ganzen oder 72 halben Krügen	1¾	—	
- Marienbader, die Kiste mit 48 ganzen Krügen	2¼	—	
- Marienbader, die Kiste mit 72 halben Krügen	2	—	
- Marienbader, die Kiste mit 32 Hyalit-Bouteillen	1	—	
- Saidschützer, die Kiste mit 40 ganzen Krügen	2½	—	
- Saidschützer, die Kiste mit 40 halben Krügen	1½	—	
bei Verpackung in Körben.			
Die Tara von jeden 50 Flaschen oder Kruken	—	35	
Wasser, Cölnisches, die 12 Gläser mit Kistchen ohne Ueberkiste	—	6	
Wein, in nachbemerkten Gebinden:			
ein Anker (von allen Weinen)	—	90	
ein Eimer (2 Anker) (von allen Weinen)	1	70	
ein halbes Oxhoft (von allen Weinen)	2½	—	
ein Ohm (2 Eimer) (von allen Weinen)	3¼	—	
ein Oxhoft, Bordeaux, Muscat, Nantes	5⅛	—	

1824		Ctr.	Pfd.
	ein Oxhoft Bayonne	$6^1/_4$	—
	eine Trommel Tavell	5	98
	ein Stück Picardau	7	70
	eine Pipe Ximenes	$8^3/_4$	—
	eine Pipe Madeira, Fayell, Teneriff, Vidogne / ein Both Corsica	$9^1/_4$	—
	ein Both Benicarlo, Catalon, Tarragon	9	70
	ein Both Malaga, Lissabon, Porto, Xeres u. Ximenes	11	—
	Halbe und Viertel-Bothe und Pipen, $^1/_2$ und $^1/_4$ ihres Gewichts.		
	Bei allen andern nicht benannten Gebinden jedes Viertel (Velte) Brutto	—	18

B. Früchte.

Das Hamburger gestrichene Fass (der halbe Scheffel oder zwei Himpten) 2656 Pariser Cubikzoll haltend.

Bohnen	88	Pfd.
Bockweitzen und Grütze	71	-
Erbsen und Wicken	90	-
Gerste	68	-
- Graupen und Grütze	84	-
Hafer	48	-
- Graupen und Grütze	64	-
Hirse	78	-
Kastanien	75	-
Linsen	89	-
Malz	54	-
Mehl	45	-
Nüsse	44	-
Obst, grüne Aepfel und Birnen	56	-
- gedörrte Aepfel	32	-
- - Birnen	52	-
- - Kirschen	72	-
- - Pflaumen	64	-
Roggen	80	-
Rüben	37	-
Samen, Hanf-	56	-
- Rapp- und anderer	70	-
Weitzen	84	-

100 Hamburger Fass sind = $84^7/_{10}$ Hannöv. Scheffeln,

$135\frac{19}{40}$ Mecklenburg-Rostocker, $95\frac{43}{50}$ Preuss., $99\frac{19}{40}$ Anhalt- 1821
scher, $49\frac{1}{25}$ Dresdner Scheffeln, $56\frac{3}{10}$ Böhm. Strich, $85\frac{17}{25}$ Wiener Metzen und $147\frac{12}{25}$ Engl. Bushels.

C. Holz.

1. In Flössen, und wo die Stücke einzeln cubisch (nach den Hartigschen oder Segondatschen Tabellen) zu vermessen sind, werden auf den Hamburger Centner gerechnet:

a) Eichen, Buchen, Hainbuchen, Eschen nnd Obstbaumholz . . . . 3 Hamb. Cubikfuss

b) Fichten oder Tannen, Aspen, Birken, Erlen, Linden, Pappeln, Ulmen und Weidenholz . . . . 4 - -

2. Kahn- oder Schiffsladungen werden im Ganzen cubisch vermessen und dann sind bei obigem Gewichte von dem Gesammtinhalte noch auf dio leeren Zwischenräume zu rabattiren:

von Bau- und Nutzholz aller Art ein Viertel oder	25	von	100	Cubikfuss
vom rauhen Brennholz ein Drittel od.	$33\frac{1}{3}$	-	100	-
vom Band- und Zweigenholz . .	50	-	100	-
von Wellen und Reisbunden . .	60	-	100	-

3. Ist rauhes Kloben- oder Scheitholz in Fäden, Haufen u. s. w. abgesondert, so aufgestellt, dass es cubisch gemessen werden kann, so sind von jeden 100 Cubikfuss zu rabattiren:

von	**2**	**3**	**4**	**5**	**6**füssigem
schierem Nutzholz	25	$26\frac{1}{2}$	28	30	32 Cub.-F.
Brennholz in unebenen Kloben . .	29	31	33	35	37 -
in Stangen	40	43	46	49	52 -
in Zacken oder Zweigen	44	48	52	56	60 -

das Gewicht wie ad 1 bemerkt.

4. Kann das Stabholz bei der Revision gezählt werden, so sind auf den Centner zu rechnen:

a) $2-2\frac{1}{2}$ Hamburger Zoll Dicke und $4-6$ Zoll Breite,

					Stück
eichene	Pipenstäbe . . .	67—70	Zoll	lang	8
-	Oxhoftstäbe . . .	55—58	-	-	10
-	Tonnenstäbe . . .	45—48	-	-	13
-	Oxhoftbodenstäbe .	29—32	-	-	20
-	Tonnenbodenstäbe .	22—25	-	-	52

1824 *b*) $^1/_2$—1 Zoll Dicke und 4—6 Zoll Breite,

			Stück
eichene Tonnenstäbe	33—36	Zoll lang	40
- Buttenstäbe	24—26	- -	60
buchene Tonnenstäbe	36—42	- -	35
- -	30—36	- -	38
- Bodenstäbe	18—25	- -	45

Fichtenstäbe in Kloben wie Nutzholz ad 2 oder 3.

5. Buchene Kandieskisten, complette auf den Centner:
grosse 24 Zoll lang, 14 Zoll hoch uud breit 9 Stück
kleine 22 - - 12 - - - - 12 -

6. Lohrinde (Borke) auf den Centner:
in Stücken 11 Cubikfuss
zerhackte 10 -

D. Brennmaterial und Asche.

	Ctr.	Pfd.
Braunkohle, die 10 Cubikfuss	$2^1/_2$	—
Holzasche, das Hamb. Fass, ungelaugte, die 10 Cubf.	—	56
ausgelaugte - 10 -	—	98
Holzkohlen, die 10 Cubikfuss	—	75
Lohkuchen, die 1000 Steine, 8—10 Zoll Quadrat	12	—
Steinkohlen, englische, die Tonne ($8^3/_5$ Cubikfuss)	2	100
- oberelbische, die 10 Cubikfuss	3	—
Torf, die 1000 Soden oder Steine	9	—
- - 10 Cubikfuss	2	—

E. Steine, Erde, etc.

die 10 Hamburger Cubikfuss:

	Ctr.	Pfd.
Granit, behauener	10	—
Kalksteine, rohe	$3^3/_4$	—
Kies	7	—
Lehm und Mergel	6	—
Pflastersteine	$7^1/_2$	—
Pfeifenerde	3	—
Sand, weisser	$6^1/_2$	—
Sandstein, behauener	10	—
- in unbehauenen Bruchstücken	7	—
Thon-, Töpfer- und Walkererde	5	—
Trester (Drusen), Vieh- und anderer Dünger	3	—

		Ctr.	Pfd.
Ziegel, Dachzungen, ...	1000 Stück . .	30	—
- Dachpfannen und Holfter,		50	—
- Klinker, ...		$16\frac{1}{2}$	—
- Mauersteine, ...		84	—
- ungebrannte, ...		96	—
Kalk, die Tonne (3 Fass)			
- - - Bardowicker		$3\frac{1}{8}$	—
- - - gothaischer o. preussischer		6	76
- - - Lüneburger		$3\frac{2}{8}$	—

1824

F. Leere Gefässe.

	Ctr.	Pfd.
Ein Anker	—	16
Ein Eimer (Doppel-Anker), eine Biertonne	$\frac{1}{4}$	—
Eine Oel- und Thrantonne	—	40
Ein Ohm, eine Tierce, $\frac{1}{4}$ Both, $\frac{1}{4}$ Pipe	$\frac{1}{2}$	—
Ein Essig-Oxhoft, ein halb Bierfass, eine Theertonne .	$\frac{3}{4}$	—
Ein Oxhoft, Trommel, Quartele, halbe Pipe, halb Both	1	—
Ein Bierfass, eine Pipe, halb Cette-Stück	$1\frac{1}{4}$	—
Ein Both, Branntwein- und Sprit-Stück	$1\frac{1}{2}$	—
Ein Stückfass, eine Stampe.	$2\frac{1}{2}$	—

Zum Verkauf versandte neue Fahrzeuge tragen die doppelte Recognitionsgebühr.

Bemerkungen.

1) Weitere Bemerkungen und Vervollständigungen bleiben der nächsten Revisionscommission vorbehalten und sind solche von den Zollämtern fleissig zu sammeln, und in beglaubter Form aufzuzeichnen.

2) Das Gewicht lebender Thiere ist durch Sachverständige billig zu schätzen.

1824

Litera B.

Tarif

für den Elbzoll, nach den, bei der Auf- wie bei der Niederfahrt zu befahrenden Strecken vertheilt:

Uferstaaten, für deren Rechnung die Gebühr erhoben wird.	Bezeichnung der Strecken.	Zu entrichtende Gebühr vom Centner zu 112 Pfd. Hamburgisch: für die einzelnen Staaten.			für d. ganze Strecke eines jeden Uferstaats.		
		Rtl.	Gr.	Pf.	Rtl.	Gr.	Pf.
Oesterreich	1. Für die ganze Strecke von Melnik bis zur sächischen Grenze	—	—	—	—	1	9
	2. Von Melnik bis Aussig	—	—	11	—	—	—
	3. Von Aussig bis zur sächsischen Grenze .	—	—	10	—	—	—
Sachsen	1. Für die ganze Strecke von der österreich. bis zur preuss. Grenze	—	—	—	—	5	3
	2. Von der österr. Grenze bis Pirna	—	1	3	—	—	—
	3. Von Pirna bis Dresden	—	1	4	—	—	—
	4. Von Dresden bis zur preussischen Grenze	—	2	8	—	—	—
Preussen	1. Für die ganze Strecke von der sächsischen bis zur mecklenburgischen Grenze . .	—	—	—	—	13	—
	2. Von der sächischen bis zur anhaltschen Grenze	—	4	—	—	—	—
	3. Von der anhaltschen bis zur mecklenburgischen Grenze	—	9	—	—	—	—
	4. Aus dem Anhaltschen bis nach Dornburg (Anhalt)	—	1	8	—	—	—
	5. Für den Cours von und nach Schnackenburg und Umgegend	—	1	4	—	—	—
Anh.-Bernburg	Für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8
Anhalt-Cöthen	Für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8
Anh.-Dessau	1. Für die ganze Strecke	—	—	—	—	1	4
	2. Für die Strecke des dessauer Gebiets . .	—	—	8	—	—	—
	3. Für die Strecke des lochheimer Gebiets .	—	—	8	—	—	—
Hannover	1. Für die ganze Strecke von der preussischen Grenze bis Hamburg	—	—	—	—	2	6
	2. Von der preussischen Grenze bis Hitzacker	—	1	3	—	—	—
	3. Von Hitzacker bis Hamburg	—	1	3	—	—	—
Mecklenburg	1. Für die ganze Strecke von der preussischen bis zur dänischen Grenze . . .	—	—	—	—	1	8
	2. Von der preuss. Grenze bis zur hannöverschen Grenze	—	—	10	—	—	—
	3. Von der hannöverschen bis zur dänischen Grenze	—	—	10	—	—	—
Dänemark	1. Für die ganze Strecke	—	—	—	—	—	8
	2. Zusammen für die ganze Strecke von Melnik bis Hamburg und umgekehrt . . .	—	—	—	1	3	6

Anmerkungen.

Die Zollpflichtigkeit tritt ein:

a) in Oesterreich, Preussen mit Ausnahme von Leutzer-Fähre und Sachsen, bei Berührung der Zollstätte.

b) in Preussen bei Leutzer-Fähre, Hannover, Lauenburg, Mecklenburg und Anhalt nach dem Zollgeleit und bei Berührung des Zollgeleitsbezirks.

c) der von Esslingen früher nach Hamburg verlegte Zoll wird nur von stromaufwärts aus Hamburg abgehenden Schiffen mit 132 Hamb. Ctr. pro Schiffslast von 4000 Pfd. Brutto (und einer geringen Schreibgebühr) entrichtet.

1824

Litera C.

Tarif

der Recognitions-Gebühr für die Elbe.

	1. Classe unter 10 Last, die Last 4000 Pfund.		2. Classe 10—25 Last.		3. Classe 25—45 Last		4. Classe 45 und mehr.	
a) mit Ladung	Conv.-Mze.		Conv.-Mze.		Conv.-Mze.		Conv.-Mze.	
	Rthlr.	Gr.	Rthlr.	Gr.	Rthlr.	Gr.	Rthlr.	Gr.
1) Sachsen . . .	—	8	—	16	1	—	1	8
2) Preussen zu Mühlberg . . .	—	8	—	16	1	—	1	8
ditto zu Wittenberge . .	1	—	2	—	3	—	4	—
ditto an den in Art. 16 der Elbacte genannten Zwischen- und Nebenämtern.	—	8	—	16	1	—	1	8
3) Anhalt	—	4	—	8	—	12	—	16
4) Hannover . .	—	8	—	16	1	—	1	8
5) Mecklenburg.	—	12	1	12	3	—	3	—
6) Lauenburg .	—	12	1	12	2	—	2	—

b) Fahrzeuge ohne Ladung zahlen allenthalben ein Viertel vorstehender Taxe.

Litera D.

Formulare zu den Mess- oder Aufbriefen.

Das Schiffsgefäss (Namen), Schiffer (Namen), aus (Namen) hält im preussischen Maass.

Länge des Raumes von der Pflicht bis zum Stand — Fuss — Zoll

Grösste lichte Breite des Raumes zwischen den Schwellen (oder Borden) . . . . — - — -

Tiefe von der Schnur, welche in der Nähe der Segelducht, über den Auflauf gespannt worden, bis auf die Lagerdielen . . . . . . — - — -

Ist geaicht auf — Last zu 4000 Pfund Preussisch.

. . . . . den . . . . 182..

1824

Litera E.

Aufstellungsamt zu .... Nro. . . .

Manifest.

Für den Schiffer . . . . zur Fahrt . . . . nach . . . . mit dem . . . . Schiffe Nro. . . . zur . . ten Klasse von . . . . . . bis . . . . . Lasten . . . . . . gehörig.

Und bemannt . . . . . mit . . . . . Mannspersonen.

Bemerkungen.

1) Jedes Fahrzeug muss mit dem Namen des Orts, wohin es geht und mit einer Nummer, dauernd und deutlich bezeichnet sein.

2) Ohne Frachtbrief darf keinerlei Ladung eingenommen, und jede Zu- und Abladung muss beim nächsten Elbzollamte gehörig nachgewiesen werden.

3) Das Manifest wird unentgeldlich unterfertigt, von der Behörde des Einladungsorts, oder vom nächsten Elbzollamte auf der Fahrt. Besteht es aus mehr als Einem Bogen, so muss es paginirt, gehörig geheftet und die Heftschnur (Faden) besiegelt sein. Alle vollständig vorzuzeigende Frachtzettel und Ladungspapiere werden Beilagen desselben. — Duplicate werden nur für billige Abschriftsgebühr gefertigt.

4) Der Schiffer muss durch eigenhändige Unterschrift des Manifestes seine Haftung für die Wahrheit und Vollständigkeit der Angaben bestätigen.

5) Dieses Manifest wird zu .... bei dem ..... abgegeben und von demselben nach Vorschrift der Elbconvention aufbewahrt.

6) Transitirende Schiffe können an dem ersten Erhebungsamte die Gebühren für die ganze Strecke eines jeden Uferstaates entrichten.

1824

Vollständiger Name und Wohnort des Absenders.	Bestimmungsort und Empfänger.	Folge Nr. des Frachtbriefes.	Der Colli u. Gebinde.		Benennung der Waaren.	Maass nach der		Gewicht nach der		Reduction des bei der Revision gefundenen Maasses oder Gewichts auf Hamburger Gewicht und Classificirung nach den Zollsätzen.						Macht zum vollen Zollsatz.	Zollbetrag in Conventionsgeld.
			Benennung u. Anzahl	Marken und Nr.		Declaration.	Revision.	Declaration.	Revision.	zum vollen Zollsatz.	zu 1/4 des vollen Zollsatzes	zu 1/5 des vollen Zollsatzes	zu 1/10 des vollen Zollsatzes	zu 1/20 des vollen Zollsatzes	zu 1/40 des vollen Zollsatzes		
								Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	Hamb. Ctr. Pfd.	

1825

412.

4 Mars 1825.

Convention avec la Russie, servant de supplément à celle du 29 Juin 1821, conclue sur la liquidation des dettes actives et passives du ci-devant duché de Varsovie.

(D'après une copie authentique qui se trouve aux archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Des Commissaires nommés de la part de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et de Sa Majesté l'Empereur de Russie, Roi do Pologne ayant été chargés, en conformité des articles VII et VIII de la convention du 29 Juin 1821 d'examiner et de régler les prétentions que les sujets et les instituts ecclésiastiques et civils du Royaume actuel de Pologne ou de l'Etat libre de Cracovie pourraient former à charge du gouvernement d'Autriche, comme aussi d'établir les principes pour l'extradition et la restitution mutuelles des cautionnements des dépôts judiciaires, des documents, plans, cartes ou titres quelconques, intéressant les deux gouvernements ou leurs sujets respectifs; et les dits Commissaires n'ayant pu se réunir entièrement d'opinion sur plusieurs points essentiels: Leurs Majestés Impériales et Roy. désirant mettre fin à toute discussion ultérieure à cet égard, ont résolu de nommer des plénipotentiaires pour fixer les bases et les termes d'un arrangemnnt définitif sur ces points do contestation, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le Sieur Clément Wenceslas Lothaire, Prince de Metternich-Winnebourg etc., et Sa Majesté l'Empereur de Russie, le Sieur Démétrius Tatistcheff etc., lesquels, en vertu des autorisations reçues à cet effet, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'engage à lever le séquestre établi sur les biens-fonds et autres quelconques, que les instituts civils et ecclésiastiques du Royaume actuel de Pologno ainsi que ceux de l'Etat libre de Cracovie possédaient dans les Etats autrichiens.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, Roi de Pologne s'engage également à faire lever le séquestre établi sur les biens-fonds et autres quelconques, que les instituts civils et ecclésiastiques de

la Galicie orientale possédaient dans le Royaume actuel de Pologne ainsi que dans l'Etat libre de Cracovie. 1825

Il s'entend, que les dits biens meubles et immeubles seront restitués à leurs anciens possesseurs avec tous les revenus qui en ont été perçus depuis le commencement du séquestre sous lequel ils ont été placés, et l'on conviendra, dans le plus court délai possible, du mode et des termes dans lesquels cette restitution devra s'effectuer.

Art. II. En même tems que les engagements pris dans l'art. I seront mis à exécution de part et d'autre, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche fera remettre au gouvernement de Pologne la partie du fonds désigné anciennement sous le nom de West-galizischem Stiftungsfond, qui, à l'époque du traité de paix de 1809, est restée dans la possession du gouvernement Impérial d'Autriche, en tant qu'elle se trouve encore à l'heure qu'il est en sa possession et sous son administration.

La remise de ce fonds s'opérera fidèlement dans l'état où il est à présent; et seront compris dans cette remise les parties du ci-devant fonds de fondation de la Galicie occidentale qui auraient été employés depuis le traité de paix de 1809 à doter des établissements publics d'autres provinces de la Monarchie autrichienne, ainsi que les capitaux appartenants à des instituts civils et ecclésiastiques du Royaume de Pologne ou de l'Etat de Cracovie qui, dans le tems, ont été réunis au dit fonds de fondation, que ces capitaux ayent été couverts ou non au moment de la cession de la Galicie occidentale et du cercle de Zamosc en 1809, par des obligations de la part du gouvernement autrichien.

Il sera de plus tenu compte du gouvernement de Pologne des revenus et perceptions que l'administration autrichienne en a réellement retirés depuis la conclusion du traité de paix de Vienne du 14 Octobre 1809, pour autant, bien entendu, que ces revenus n'auraient pas été déjà employés à l'augmentation du fonds même.

A cet effet, le gouvernement autrichien mettra le plutôt possible à la disposition des Commissaires polonais un relevé des créances et effets publics provenant du fonds en question, qui doivent être délivrés au gouvernement de Pologne, ainsi que des revenus qui en ont été perçus depuis la paix de 1809, et leur fournira toutes les données et tous les éclaircissements désirables pour constater l'oxactitude de ce relevé.

Les Commissaires respectifs régleront sans retard tout ce

1825 qui se rapporte plus particulièrement à l'exécution des stipulations contenues dans le présent article.

Art. III. Par suite de l'engagement pris par Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique dans l'article précédent, S. M. l'Empereur de Russie, Roi de Pologne se charge de satisfaire de la même manière, et dans le même esprit aux prétentions que la Ville libre de Cracovie et les instituts civils et ecclésiastiques du dit Etat seraient en droit de former, soit sur des parties du fonds dit Westgalizischer Stiftungsfond, soit sur les revenus qui en sont découlés depuis la paix de Vienne de 1809, de sorte qu'il ne puisse plus à l'avenir être fait de réclamation de ce chef contre le gouvernement autrichien ni par le Royaume de Pologne ni par l'Etat libre de Cracovie.

Art. IV. Les obligations de la chambre aulique des finances (Hofkammerobligationen) qui, pour la somme correspondante à la quote-part des anciennes dettes du Roi et de la République de Pologne, dont l'Autriche s'est chargée par la convention du 26/15 Janvier 1797, ont été émises et données en payement par le gouvernement autrichien, seront traitées sur le même pied que les autres effets de cette nature de la dette publique de l'Autriche, et les sujets du Royaume de Pologne et du gouvernement de Cravovie, possesseurs de pareilles obligations, seront en tout point assimilés aux autres créanciers de l'Etat de cette catégorie; ils jouiront en conséquence de tous les avantages, qui ont été, ou pourraient être à l'avenir accordés à cette classe de créanciers.

Art. V. Plusieurs sujets du Royaume actuel de Pologne et du gouvernement de Cracovie, habitants de la ci-devant Galicie occidentale, ayant négligé de présenter à la liquidation qui avait été ordonnée par Sa Majesté Impériale et Roy. Apostolique, dans le tems où la Galicie occidentale appartenait encore à la Monarchie autrichienne, les quittances pour les fournitures faites par eux aux armées Russes à leur passage par la Galicie en 1805 et 1806, et lesdites quittances étant restées, par cette raison, sans bouification; S. M. I. et R. Apostolique, prénant égard à l'arrangement en bloc qui a eu lieu depuis avec le gouvernement de Russie au sujet de ces fournitures, consent à ce que les quittances en question, quoique tombées en déchéance par manque de la part des intéressés de s'être annoncés en tems utile, soient encore liquidées, et que leur import soit bonifié suivant l'évaluation et le mode d'après lesquels ont été liquidées et bonifiées dans le tems les fournitures militaires de cette nature des sujets autrichiens.

Le gouvernement de Pologne rassemblera toutes les quittances de cette nature afin qu'elles soient transmises aux autorités compétentes en Autriche, qui en effectueront la liquidation et l'acquittement d'après les ordonnances existantes à cet égard. 1825

Art. VI. Les Commissaires respectifs, étant tombés d'accord, dans les conférences du mois de Décembre 1822, sur les divers points d'un arrangement concernant l'extradition des cautionnements, des dépôts judiciaires, des documents, plans, cartes ou titres quelconques qui sont à restituer en suite des traités entre les deux cours, à l'exception des deux questions suivantes:

1° En quelle valeur doivent être restitué les dépôts ou cautionnements (en tant qu'ils avaient la nature de dépôts) qui ont été effectués en papier monnaie ou en monnaie de billon actuellement hors de cours? et 2° s'il y a lieu à bonifier les intérêts que le gouvernement de Pologne réclame généralement pour tous les dépôts ou cautions fournis dans le tems en argent comptant ou en effets transformés depuis en argent?

Les hautes parties contractantes voulant terminer les discussions qui se sont élevées à cet égard, ont adopté pour principe:

a) que le cours moyen, qu'avaient les anciens Bancozettel dans le mois de Décembre 1809 servira de règle pour la restitution des valeurs déposées dans le tems, soit dans cette espèce de papier monnaie, soit en monnaie de billon;

b) que leur restitution, non obstant toute disposition contraire des loix de l'Autriche, s'effectuera d'après le cours moyen de Décembre 1809, en monnaie de convention.

c) qu'à l'égard des dépôts ou cautions qui auraient déjà été restitués antérieurement, aucune répétition ne pourra se faire contre le gouvernement autrichien, et

d) qu'il ne pourra s'en faire non plus pour intérêts, ni des dépôts effectuées en argent ou en effets transformés depuis en argent, ni des cautionnements, en tant qu'ils avaient la qualité de dépôts, leur nature ne comportant pas une bonification d'intérêts, l'arrangement déjà convenu entre les Commissaires respectifs, en suite de l'article VIII de la convention du 29 Juin 1821, devra être complété d'après ces principes pour être entièrement et définitivement mis en exécution.

Art. VII. Les articles convenus ci-dessus, seront de suite communiqués aux Commissaires respectifs pour leur servir de direction à l'égard de toutes les questions de détail qui en dépendent.

1825 En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Vienne le 4 Mars 1825.

Signé: *Metternich.* Signé: *Tatistcheff.*
(L. S.) (L. S.)

413.

9 Mars 1825.

Convention de poste avec la France conclue à Paris le 9 Mars 1825.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

L'office général des postes de S. M. le Roi de France, et l'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche,

désirant remplacer par une nouvelle convention, celle du 10 Août 1817 et les articles réglementaires du 10 Juin 1822 que la France a résiliés; voulant de plus régler et consolider entre eux conformément aux rapports d'union et de bonne intelligence qui subsistent si heureusement entre les souverains et les peuples respectifs, la transmission des correspondances réciproques, et des correspondances étrangères en transit,

Nous, Louis René Simon, Marquis de Vaulchier, Conseiller d'Etat et Directeur général des postes etc. muni des pleins pouvoirs de Sa Majesté très-Chrétienne, en date de Paris le vingt-sept Octobre Mil huit cent vingt-quatre, pour discuter, arrêter et signer tels réglements, conventions et articles qui seront jugés convenables pour établir et fixer le service des postes entre la France et les Etats de la maison d'Autriche de la manière la plus favorable aux intérêts et au commerce des sujets respectifs, d'une part,

et de l'autre, Nous, Charles Guillaume Baron Lilien, Chambellan de S. M. l'Empereur d'Autriche, etc., et muni des pleins pouvoirs de Sa Majesté Impériale, en date de Vienne le vingt-huit Mars Mil huit cent vingt-quatre,

après avoir mutuellement échangé les titres susmentionnés, sommes convenus des articles suivants:

Art. I. Des obstacles s'étant opposés dès la mise à exécu-

tion de la convention du 10 Août 1817 au rétablissement des 1825
communications en dépêches closes, entre les deux offices, désignées au premier alinéa de l'article VI de cette convention; communications qui avaient eu lieu d'après la convention de 1769; les parties contractantes sont convenues qu'aussi longtemps que ces obstacles ne seront pas levés et qu'il demeurera impossible de rouvrir par la route du Simplon une correspondance directe entre leurs bureaux frontières de Ferney et de Milan, les lettres des départements de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Ariège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, du Jura, des Landes, de la Loire, de la Haute-Loire, du Lot, de Lot et Garonne, de la Lozère, du Puy-de Dôme, des Hautes-Pyrenées, des Basses-Pyrenées, des Pyrenées orientales, des Bouches du Rhône, du Rhône, de Saône et Loire, du Tarn, de Tarn et Garonne, du Var et de Vaucluse, ainsi que celles des Royaumes d'Espagne et du Portugal, de Gibraltar et des Colonies tant Espagnoles et Portugaises, que Françaises, qui seront transmises par les départements de la France précités, pour le Royaume Lombardo-Vénitien, les cercles du Tyrol nommés Roveredo, Trente et l'Etsch (Bolzano), pour l'Illyrie et la Dalmatie, seront transmises par l'intermédiaire des postes Sardes.

Réciproquement les lettres du Royaume Lombardo-Vénitien, des cercles du Tyrol nommés Roveredo, Trente et l'Etsch (Bolzano), de l'Illyrie et de la Dalmatie, ou d'autres Etats étrangers, de l'Italie en transit, à destination des départements précités de la France, ou pour la Péninsule Espagnole et les Colonies Espagnoles et Portugaises, seront remises par l'office d'Autriche, aux postes Sardes, pour qu'elles les transmettent à l'office de France.

Les parties contractantes agiront toujours d'accord pour ce qui concernera la transmission des correspondances susdites; et elles se communiqueront réciproquement ce dont elles seront convenues à ce sujet avec l'office intermédiaire de Sardaigne.

Art. II. Tant que durera cet état de transmission et qu'il n'y aura pas lieu à d'autres arrangements pour cette partie des correspondances, les lettres des départements de France et celles des provinces de l'Autriche dont il est question dans l'article précédent, seront affranchies réciproquement jusqu'aux frontières des offices respectifs vers le Piémont, et remises gratis aux postes

1825 de ce pays, pour qu'elles les transmettent par les routes les plus directes et les points d'échange qui existent entre l'office Sarde et les deux offices contractants.

Les offices de France et d'Autriche ne se tiendront entre eux aucun compte de correspondauces de leur propre pays; mais quant aux lettres de la Péninsule Espagnole et des Colonies tant Espagnoles et Portugaises, que Françaises, qui seront transmises par les départements de la France précités à destination du Royaume Lombardo-Vénitien, des cercles du Tyrol nommés Roveredo, Trente et l'Etsch (Bolzano), de l'Illyrie et de la Dalmatie: les parties coutractantes sont convenues que ces lettres seront taxées par les postes de France à raison de *Vingt-six décimes* par chaque poids de *trente grammes*, que l'office Sarde sera invité à leur payer, et que l'Autriche remboursera à co dernier, pendant toute la durée de sa convention postale avec la Sardaigne, conclue le 25 Mars 1823, pour cinq années consécutives; les deux offices généraux se réservaut la faculté de prendre, après ce terme, par rapport aux correspondances en question de la Péninsule Espagnole et des Colonies Espagnoles, Portugaises et Françaises, tant entre eux qu'avec l'office intermédiaire Sarde, les arrangements qu'ils jugeront convenables.

L'office de France, pour assurer la régularité des expéditions, auxquelles l'office Sarde doit prêter son entremise, et pour établir une espèce de contrôle de ces envois, promet d'intervenir auprès de cet office, afin de l'engager à transmettre, à commencer du 1 Juillet prochain, les envois réciproques que se feront les deux offices contractants, en liasses portant l'étiquette du poids des grammes contenus.

Art. III. Il sera entretenu entre l'office général des postes Françaises et l'office général des postes Autrichiennes, du côté de l'Allemagne et du côté de l'Italie, une correspondance directe et inaltérable pour l'envoi, la réception et la distribution des lettres et paquets qu'ils se transmettront réciproquement, au moyen des communications que l'office d'Autriche a établi avec la France, par l'intermédiaire de quelques offices d'Allemagne et de Suisse.

Art. IV. Les points frontières de France vers lesquels l'office français dirigera ses lettres et paquets pour les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, sont: les bureaux d'Huningue, de Forbach ot de Strasbourg.

Et les points adoptés par l'office Autrichien, du côté de

l'Allemagne et du côté de l'Italie, sont les bureaux de Milan, de Bregenz, d'Eger et de Linz. 1825

Les points respectifs de Strasbourg et de Linz sont réservés pour le cas où l'office d'Autriche jugerait plus avantageux de ne recevoir et de ne transmettre que par ces deux bureaux la totalité ou la majeure partie de ses correspondances de et pour la France et celles de et pour l'étranger par la France.

Art. V. Les parties contractantes se réservent d'introduire pour leurs correspondances respectives le libre affranchissement, lorsque l'on pourra s'accorder sur les convenances fiscales particulières à chaque office.

En attendant, les lettres de la France pour tous les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, ainsi que pour la Turquie européenne, les Echelles du Levant, les Isles de l'Archipel et les Etats Barbaresques, seront affranchies d'avance jusqu'aux points frontières de sortie du Royaume pour être transmises, exemptes de tout prix de port, de ces frontières aux bureaux d'échange de l'office d'Autriche vers l'Allemagne, ainsi que vers l'Italie; lequel office supportera seul les frais de transport par les territoires intermédiaires de Suisse ou d'Allemagne. Réciproquement les lettres des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche pour toute la France seront aussi affranchies d'avance jusqu'aux points frontières de ces Etats, de manière que l'office français ne doive compte d'autre prix que de celui du transit de ces correspondances par quelques pays intermédiaires d'Allemagne ou de Suisse, qu'il payera, ainsi qu'il sera stipulé dans les articles suivants, à l'office général de postes autrichiennes chargé seul de tous frais de passager sur les territoires des pays intermédiaires précités.

Art. VI. Mais à l'égard des correspondances françaises pour les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa Carrara, les Isles Ioniennes, l'Ile de Malte, la Ville libre de Cracovie, Odessa, et celles des provinces de la Russie et de la Pologne, auxquelles l'office français jugera à propos de faire passer ses lettres par l'Autriche,

le public sera libre d'affranchir ou de ne point affranchir; et dans le premier cas l'affranchissement aura lieu:

pour les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla,

pour les Duchés de Modène, Reggio et Massa Carrara, jusqu'aux frontières de ces Etats;

pour les Isles Ioniennes et de Malte, jusqu'à la frontière des Etats pontificaux;

1825 pour la ville libre de Cracovie, jusqu'à destination;
pour Odessa et les provinces Russes, jusqu'à Brody;
pour la Pologne, jusqu'à Podgorze.

Cet affranchissement pourra même s'étendre, dès que l'office de France se sera concerté à ce sujet, avec les offices respectifs, *pour le Duché de Parme jusqu'à Parme et Plaisance, et pour le Duché de Modène jusqu'à Modène et Reggio.*

Dans ce cas et relativement à la portion d'affranchissement revenant aux offices de chacun de ces Etats pour le parcours depuis la frontière des provinces Autrichiennes jusqu'à destination, l'office d'Autriche en tiendra compte à l'office destinataire et s'en remboursera sur les postes de France dans ses comptes trimestriels.

Il dépendra également de l'office général des postes de S. M. le Roi de France de s'entendre avec les offices généraux de Parme et de Modène sur l'introduction, dans différents Etats, du libre affranchissement de leurs lettres pour la France jusqu'à destination, et de celles pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande jusqu'à Calais.

Pour le cas de non affranchissement des lettres en question, l'office général de France et les offices précités feront connaître à l'office d'Autriche les arrangements qu'ils auront faits ensemble, pour que, servant d'intermédiaire à leur correspondance, cet office tienne compte du port interne à l'office expéditeur pour le parcours depuis le bureau d'origine jusqu'à la frontière de l'Autriche. Ce port sera déboursé par l'office des postes d'Autriche pour le compte des postes de France, et leur sera remboursé par celles-ci avec le prix de transport dû à l'Autriche pour le parcours jusqu'à la frontière de la France.

Pour le cas d'affranchissement dans ces différents pays des lettres pour la France jusqu'à destination, et de celles pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande jusqu'à Calais, les offices Italiens auront à payer aux postes Autrichiennes outre leur prix de transport jusqu'à Huningue (le même qui aura été stipulé à l'égard des postes de France), la quote-part revenant à ces dernières; quote-part dont le montant sera mis à la connaissance de l'office Italien expéditeur et de l'office intermédiaire d'Autriche, et que celui-ci bonifiera à l'office de France au réglement des comptes trimestriels.

Pour les affranchissements volontaires soit jusqu'aux frontières, soit jusqu'à destination, dont cet article traite, on observera en France de frapper les lettres affranchies du timbre P. P. (port

payé), pour qu'elles ne puissent être confondues avec les lettres non affranchies. 1825

Les offices Italiens se serviront du même timbre P. P. pour en frapper les lettres qui pourront être affranchies jusqu'à destination pour la France, et jusqu'à Calais pour le Royaume de la Grand-Bretagne et d'Irlande.

Il sera établi sur les feuilles d'avis des bureaux réciproquement en correspondance des parties contractantes, des articles destinés à constater les différens affranchissements ou non affranchissements libres dont il est question dans cet article.

Art. VII. L'office général des postes françaises fera régulièrement parvenir à ses frais, avec toute la diligence possible, à ses bureaux de l'extrême frontière ci-dessus designés, les lettres et paquets adressés de l'intérieur du Royaume et de l'étranger par la France, à destination des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche et des Etats étrangers avec lesquels il jugera à propos de correspondre par la voie des postes autrichiennes.

De son côté, l'office autrichien fera aussi parvenir à ses frais, avec la même régularité et la même diligence, jusqu'aux bureaux de ses frontières, les lettres et paquets des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche et des Etats étrangers qui empruntent ou emprunteront son intermédiaire, pour les Etats de S. M. le Roi de France, et pour les Etats étangers auxquels il jugera à propos de les transmettre par la France.

Art. VIII. Toutes les correspondances des départements français de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Arriège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Hérault, de l'Isère, du Jura, des Landes, de la Loire, de la Haute-Loire, du Lot, de Lot et Garonne, de la Lozère, du Puy-de-Dôme, des Hautes-Pyrenées, des Basses-Pyrenées, des Pyrenées orientales, des Bouches-du-Rhône, du Rhône, de Saône et Loire, du Tarn, de Tarn et Garonne, du Var et de Vaucluse, ainsi que des Royaumes d'Espagne et de Portugal, de Gibraltar et des colonies tant Espagnoles et Portugaises que Françaises, qui seront transmises par les départements de la France précités, pour le Vorarlberg, pour les cercles du Tyrol septentrional nommé Ober-Innthal, Unter-Innthal et Pusterthal, pour la Styrie, la Haute et Basse Autriche, la Bohème, la Moravie et la Silésie, la Galicie, la Hongrie, la Transylvanie et les Frontières Militaires, ainsi que pour la Turquie européenne, les Echelles du Levant, les Iles de l'Archipel,

1825 celles des provinces de la Russie et Pologne, auxquelles l'office français jugera à propos de faire passer ses lettres par l'Autriche, et la Ville libre de Cracovie, seront dirigées sur Huningue, et de ce dernier bureau français, par Bâle, sur Bregenz.

Les correspondances des départements de l'Aisne, des Ardennes, de l'Aube, du Calvados, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Côte d'or, des Côtes du Nord, de la Creuse, du Doubs, de l'Eure, d'Eure et Loire, du Finistère, d'Ille et Vilaine, de l'Indre, d'Indre et Loire, de Loire et Cher, de la Loire-Inférieure, du Loiret, de Maine et Loire, de la Manche, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Mayonne, de la Meurthe, de la Meuse, du Morbihan, de la Moselle, de la Nièvre, du Nord, de l'Oise, do l'Orne, du Pas de Calais, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Sarthe, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine et Marne, de Seine et Oise, des Deux Sèvres, de la Somme, de la Vendée, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Vosges et de l'Yonne, ainsi que de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, du Royaume des Pays-Bas, de toutes les colonies et des Pays d'outremer, pour les provinces de la Lombardie et les Duchés de Parme et Plaisance, seront dirigées sur Huningue, et de ce dernier bureau français, par Bâle, sur Milan.

Mais les correspondances des départements français et des Pays étrangers précités, pour les provinces Vénitiennes, pour l'Illyrie, pour la Dalmatie, pour les Duchés de Modène, Reggio et Massa-Carrara, pour les Iles Ioniennes, de Malte, pour les Etats Barbaresques, et pour tous autres Etats étrangers de l'Italie, auxquels l'office français jugera à propos de faire passer ces correspondances par l'intermédiaire de l'office d'Autriche, seront dirigées sur Huningue, et de ce dernier bureau français, par Bâle, sur Bregenz et Vérone.

Toutes les correspondances des départements de France, énoncés alinea 2, ainsi que celles d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar, d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande, et d'autres Etats étrangers, de même que de toutes les colonies, tant françaises qu'étrangères et des Pays d'outremer, pour tous les Etats Autrichiens vers l'Allemagne (excepté pour la Bohême, la Moravie, la Silésie et la Galicie), pour la Turquie, les Echelles du Levant et les Iles de l'Archipel, seront pareillement dirigées sur Huningue, et de ce dernier bureau, par Bâle, sur Bregenz.

Mais les correspondances des départements énoncés alinea 2, ainsi que les lettres étrangères passant par ces départements

pour la Bohème, la Moravie, la Silésie et la Galicie, la Ville libre de Cracovie, la Moldavie, ainsi que pour ceux des pays étrangers auxquels l'office de France jugera à propos de les faire passer par cette voie, comme lui paraissant la plus directe, seront dirigées sur Forbach, d'où elles seront réexpediées par Francfort et la Saxe sur Eger, le tout conformément aux nomenclatures respectives, indiquant la direction à donner aux lettres, sur les bureaux d'échange réciproques, nomenclatures que se communiqueront les offices contractans. 1825

Art. IX. Réciproquement l'office autrichien dirigera, de Milan par Bâle, sur Huningue, toutes les correspondances des provinces de la Lombardie et des Duchés de Parme et Plaisance; mais de Vérone, par Bregenz et Bâle, sur Huningue, toutes les correspondances des provinces Vénitiennes, de l'Illyrie, de la Dalmatie, des Duchés de Modène, Reggio et Massa-Carrara; du Grand Duché de Toscane, et des autres Etats étrangers de la Péninsule Italienne, de la Sicile, des Iles Ioniennes, de Malte et des Etats Barbaresques, pour les départements de l'Aisne, des Ardennes, de l'Aube, du Calvados, de la Charente, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Côte d'or, des Côtes du Nord, de la Creuse, du Doubs, de l'Eure, d'Eure et Loire, du Finistère, d'Ille et Vilaine, de l'Indre, d'Indre et Loire, de Loire et Cher, de la Loire-Inférieure, du Loiret, de Maine et Loire, de la Manche, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Mayenne, de la Meurthe, de la Meuse, du Morbihan, de la Moselle, de la Nièvre, du Nord, de l'Oise, de l'Orne, du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, de la Sarthe, de la Seine, de la Seine-Inférieure, de Seine et Marne, de Seine et Oise, des Deux-Sèvres, de le Somme, de la Vendée, de la Vienne, de la Haute-Vienne, des Vosges et de l'Yonne, ainsi que pour les colonies et Etats d'outremer, pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et pour les autres Etats auxquels l'office d'Autriche jugera à propos de transmettre les lettres par cette voie.

Il dirigera, de Bregenz par Bâle, sur Huningue, pour toute la France, et pour tous autres Etats étrangers avec lesquels il lui conviendra de communiquer par la France, toutes les correspondances des Etats Autrichiens du Vorarlberg, du Tyrol, de la Styrie, de la Haute et Basse Autriche, de la Hongrie, de la Transylvanie et des Frontières Militaires, ainsi que celles de la Turquie, des Echelles du Levant, de l'Archipel et des autres Etats étrangers qui dirigeront leurs correspondances par l'Autriche.

1825 Mais il fera passer d'Eger, et de ce dernier bureau, par la Saxe et par Francfort à Forbach, toutes les correspondances de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie, de la Galicie, de Cracovie, de la Moldavie, et de tous autres offices étrangers qui recevront par cette route la transmission la plus directe pour toute la France et pour tous les Etats étrangers, auxquels il jugera convenable d'en transmettre par la France.

Dans le cas où l'office général des postes Autrichiennes jugerait plus à propos de recevoir et de diriger par Linz et par Strasbourg les correspondances *de* et *pour* la France et l'étranger, il sera libre de le faire pourvû que trois mois d'avance, il prévienne l'office français de ce changement de direction.

Art. X. Le bureau général de Paris fera les Mardi, Mercredi, Vendredi et Dimanche une dépêche pour le bureau d'Eger;

Il fera les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi une dépêche pour le bureau général de Vienne.

Il fera les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi une dépêche pour le bureau de Bregenz;

Il fera les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi une dépêche pour le bureau de Vérone;

Il fera les Lundi, Mardi, Mercredi, Jeudi, Vendredi et Samedi une dépêche pour le bureau de Milan.

Le bureau de Huningue fera les Lundi, Mardi, Jeudi et Samedi quatre dépêches, dont l'une pour le bureau général de Vienne, l'autre pour le bureau de Bregenz, la troisième pour le bureau de Vérone, et la quatrième pour le bureau de Milan.

Le même bureau fera encore les Vendredi et Dimanche une dépêche pour le bureau de Milan.

Le bureau de Huningue devra transmettre les Lundi, Mardi, Jeudi et Samedi ses dépêches pour Vienne, Bregenz, Vérone et Milan, avec celles qui auront été expédiées de Paris par la route de Béfort, les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi, pour Vienne, Bregenz, Vérone, et Milan à 3 heures et demie du matin, au plus tard, au bureau de Bâle, qui devra les réexpédier immédiatement pour leur destination respective, avec toute la diligence et toute la régularité dont l'office général des postes d'Autriche s'est assuré.

Le même bureau d'Huningue transmettra les Vendredi et Dimanche ses dépêches pour Milan avec celles qui auront été expédiées de Paris par la route de Nancy les Mardi et Jeudi pour Milan, à 9 heures du matin, au plus tard, au bureau de

Bâle, d'où elles auront conrs pour leur destination avec la même diligence et la même régularité que ci-dessus. 1825

Le bureau de Forbach fera les Mardi, Jeudi, Vendredi et Dimanche nne dépêche ponr le bureau d'Eger, qu'il expédiera avec la dépêche arrivée les mêmes jours de Paris vers midi sons le couvert de sa dépêche pour Francfort, d'où elle sera réexpédiée pour sa destination avec la même célérité et la même régularité que ci-dessus.

Enfin si l'office général des postes de l'Autriche met son bureau de Linz en correspondauce directe avec le bureau de Strasbourg, ce dernier fera, trois fois par semaine, ou tous les jours pour Linz, selon que l'office d'Autriche le jugera convenable, une dépêche qu'il expédiera sur le bureau de Kehl entre 10 et 11 heures du soir, pour être transmise par ce dernier bureau à sa destination, comme il est dit ci-dessus.

Art. XI. Pour la formation de ses dépêches, le bureau général de Paris fera une première distinction entre les lettres de France, pour les Etats mêmes de S. M. l'Empereur d'Autriche et celles pour les Etats étrangers au delà; il distinguera ensuite entre ces dernières, celles qui seront affranchies de celles qui ne le seront pas et en fera autant de paquets distincts qu'elles comporteront de prix différens, il constatera le poids net en grammes de chacun de ces paquets avant de les mettre sous ficelle et enveloppe.

Il distinguera de même les échantillons de marchandises, par nature d'envois.

Il formera un paquet distinct des gazettes et journaux.

Il réunira en paquets distincts les lettres provenant de chaque pays étranger, en transit par la France, qui sont passibles d'un différent prix de port d'après leur destination pour les Etats d'Autriche on pour les pays situés au de là, telles que les lettres

de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande;

du Royaume de Pays-Bas;

de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar;

des colonies tant Françaises, qu'Espagnoles, Portugaises, Anglaises, ou d'autres pays d'outremer qui sont parvenues en France, et il pesera ces paquets pareillement sans enveloppe ni ficelle.

Les échantillons de marchandises des mêmes Royaumes, Pays et Colonies seront aussi rassemblés, par le bureau général de Paris, en un paquet dont le poids sera constaté comme il est dit ci-dessus.

1825 Le même bureau réunira aussi en un paquet distinct les gazettes et journaux étrangers, dont il comptera le nombre de feuilles.

Il en usera de même à l'égard des imprimés et des livres en feuilles ou brochés.

Le bureau général de Paris formera une dépêche de tous les paquets distincts de lettres et d'échantillons, et une autre dépêche des paquets de gazettes ou journaux, ainsi que des imprimés et des livres en feuilles ou brochés; après avoir porté le poids des uns, et le nombre de feuilles d'impression des autres, à l'article qui sera destiné pour chacun d'eux sur la feuille d'avis conforme au modèle convenu entre les deux parties contractantes, et qu'il devra joindre a sa dépêche des lettres et des échantillons.

Le bureau d'Huningue pour la composition de chacune des dépêches qu'il doit adresser aux bureaux de Vienne, de Bregenz, de Vérone et de Milan, fera les mêmes opérations que le bureau général de Paris, pour chaque espèce de correspondances qu'il aura à transmettre à chacun de ces bureaux Autrichiens.

Mêmes opérations seront faites par le bureau de Forbach, en ce qui concerne ses dépêches pour le bureau d'Eger, à destination de la Bohème, de la Moravie, de la Silésie et de la Galicie, de Cracovie, de la Pologno, de la Russie et de la Moldavie.

Enfin, dans le cas où il conviendrait à l'office général des postes d'Autriche de changer la direction des correspondances respectives et des correspondances étrangères en transit *de* et *pour* la totalité, ou une partie des Etats Autrichiens qu'il croit maintenant devoir expédier et recevoir par la Suisse, le bureau de Strasbourg opérerait, comme le bureau général de Paris, sur ces correspondances, qu'il devrait alors diriger par Kehl sur Linz.

Art. XII. Réciproquement le bureau général des postes Autrichiennes de Vienne fera les Lundi, Mardi, Jeudi et Samedi deux dépêches dont l'une pour le bureau général de Paris, et l'autre pour le bureau de Huningue.

Le bureau de Bregenz fera les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi une autre pour le bureau de Huningue.

Pareillement le bureau de Vérone fera les Lundi, Mardi, Jeudi et Samedi deux dépêches, dont l'une pour lo bureau général de Paris, et l'autre pour le bureau de Huningue.

Et le bureau de Milan fera les Lundi, Mercredi, Jeudi et

Samedi deux dépêches, dont l'une pour le bureau de Paris, et 1825
l'autre pour le bureau de Huningue.

L'office général des postes d'Autriche réglera l'expédition des dépêches précitées de manière qu'elles parviennent les Lundi, Mercredi, et Dimanche matin au bureau de Huningue, et que ces dépêches, réexpédiées les mêmes jours de Huningue par la route de Belfort pour le bureau général de Paris, parviennent dans cette capitale les Mercredi, Jeudi et Samedi.

Le bureau de Milan, outre les expéditions dont il vient d'être parlé, fera encore les Mardi, Vendredi et Dimanche deux dépêches, dont l'une pour le bureau de Paris, et l'autre pour Huningue, que l'office général des postes d'Autriche fera parvenir les Mardi, Jeudi et Samedi au bureau de Huningue, vers 9 heures du matin, avec les lettres de la Suisse, afin que ces dépêches, réexpédiées les mêmes jours de Huningue, par la route de Nancy, pour le bureau général de Paris, parviennent dans cette capitale les Mardi, Vendredi et Dimanche.

Le bureau d'Eger fera les Lundi, Mardi, Vendredi et Samedi deux dépêches, dont l'une pour le bureau général de Paris, et l'autre pour le bureau do Forbach, dont l'expédition sera reglée de manière qu'elles parviennent par Francfort les Mardi, Jeudi, Vendredi et Dimanche à Forbach, d'où la dépêche pour le bureau général de Paris sera réexpédiée de suite, et arrivera dans cette capitale les Mardi, Jeudi, Samedi et Dimanche matin.

Enfin, si dans la suite l'office général des postes d'Autriche aime mieux diriger par Linz et par Kehl sur Strasbourg la totalité ou une partie des correspondances, qu'il a maintenant intention de faire passer par Brégenz et par Bâle à Huningue, le bureau de Linz fera alors trois fois par semaine, ou tous les jours, s'il le juge à propos, une dépêche qu'il aura soin d'expédier à tems pour qu'elle arrive par Kehl à Strasbourg entre 9 et 10 heures du soir.

Art. XIII. Le bureau général de Vienne composera chacune de ses dépêches pour le bureau général de Paris et pour le bureau de Huningue, d'autant de paquets distincts que les envois se composeront de correspondances différentes d'après leur provenance ou leur destination, ou d'après les prix différens à payer soit par l'office français à l'office autrichien, soit par ce dernier à l'office français, et il portera sur la feuille d'avis, conformément au modèle convenu entre les offices contractans, qui devra accompagner chaque dépêche, lo poids net de lettres ainsi

1825 que des échantillons, ou le nombre des feuilles d'impression de chaque paquet différent, à l'article qui leur sera destiné.

Le bureau de Bregenz composera de la même manière les dépêches qu'il devra adresser au bureau général de Paris, et à celui de Huningue des lettres qu'il aura reçues pour la France et pour l'étranger. Chacune de ces dépêches sera formée d'autant de paquets distincts qu'il y aura d'envois de nature différente à constater sur la feuille d'avis qui devra être jointe à chacune de ces mêmes dépêches.

Mêmes opérations seront faites par le bureau de Vérone, en ce qui concerne ses dépêches pour le bureau général de Paris et pour le bureau d'Huninguo.

Le bureau de Milan, pour la composition de chacune des dépêches qu'il doit adresser soit au bureau général de Paris, soit au bureau de Huningue, fera les mêmes opérations que le bureau général de Vienne, pour chaque espèce des correspondances qu'il aura à transmettre à chacun de ces deux bureaux.

Le bureau d'Eger se conformera, dans la formation de ses dépêches pour le bureau général de Paris et pour le bureau de Forbach, à tout ce qui a été arrêté par rapport à la formation des dépêches du bureau général de Vienne.

Enfin le bureau de Linz composera comme tous les autres bureaux Autrichiens, ses dépêches pour Strasbourg, si dans la suite l'office général des postes d'Autriche juge à propos d'établir entre ces deux bureaux une correspondance directe et réciproque.

Art. XIV. Quoique dans les articles XI et XIII de la présente convention il soit expressément stipulé que le nombre de feuilles d'impression des gazettes et journaux, ainsi que des imprimés et des livres en feuilles ou brochés, sera porté, à l'article qui leur est propre, sur la feuille d'avis qui accompagnera chaque dépêche, ce qui ne doit cesser de s'exécuter; cependant chacun des bureaux correspondants de deux offices de France et d'Autriche fera de tous ces ouvrages réunis un paquet particulier en forme de seconde dépêche qu'il expédiera séparément; mais de la même manière et en même tems que la dépêche contenante les lettres, avec la suscription suivante:

Gazettes et Journaux pour le bureau de . . . . . .

Art. XV. Pour assurer efficacement l'inviolabilité de leurs dépêches réciproques qui contiendront les lettres, conformément aux différents modes d'expédition que nécessitent les localités intermédiaires, les bureaux de Forbach et d'Eger formeleurs dépêches de la manière suivante:

Les paquets de chaque correspondance différente seront réunis en un seul, au moyen d'une ficelle fine qui sera prise, entre le noeud de chaque croisement, par un double quarré de papier de grandeur égale à celle des armes, qui se tronveront gravées sur la partie supérieure, ensuite, ce double quarré, réuni par un pain à cacheter, sera frappé du sceau véritable et reconnu de l'office expéditeur, enfin ce paquet, formé alors en dépêche, sera couvert d'une enveloppe serrée par une plus forte ficelle, sur le noeud de laquelle sera appliqué avec de la cire à cacheter le même sceau que ci-dessus. 1825

Quant aux autres dépêches réciproques tant de Paris et de Huningue que de Vienne, Bregenz, Vérone et Milan, ainsi que de Strasbourg et de Linz, s'il y a lieu à mettre ces deux derniers bureaux en correspondance directe, elles seront confectionnées de la même manière que les dépêches *de* et *pour* l'intérieur des Etats respectifs, et mises ensuite dans des sacs de peau qui porteront sur une plaque en cuivre les noms des bureaux réciproqnement correspondans de Huningue et Bregenz, et de Huningue et Milan.

Ces sacs seront fermés avec un cadenas à lettres sur le secret duquel s'entendront les Directeurs des bureaux précités.

Les frais d'achat et d'entretien de ces sacs et cadenas seront faits par l'office français, auquel l'office autrichien tiendra compte de moitié.

Art. XVI. Les lettres et paquets, à l'exception de ceux qui seront adressés dans les colonies, pourront être respectivement chargés ou recommandés; mais il ne ponrra être admis aucune réclamation de valeurs; il ne sera même reçu aucun chargement contenant soit de l'or, ou de l'argent, soit des bijoux ou autres objets précieux qui sont passibles des droits de douanes.

Art. XVII. Les lettres et paquets recommandés ou chargés devront être revêtus d'une enveloppe qui sera scellée de trois ou de cinq cachets apposés sur les plis supérieurs et inférieurs, de manière, qu'aucun pli de cette enveloppe ne puisse être entr'ouvert; ces chargements, indépendamment du nom du bureau de départ qu'ils devront porter, seront encore timbrée du mot: *Chargé.*

Art. XVIII. Dans le cas où un chargement serait égaré ou perdu, celui des deux offices contractants qui, dans les Etats de son souverain, aurait éprouvé cet accident, s'oblige envers l'autre à une indemnité de *Cinquante Francs*, payables dans le délai

1825 d'un mois, à dater du jour auquel la réclamation de l'expéditeur ou du destinataire sera parvenue à l'office correspondant; mais, pour éviter un double payement, il est expressément convenu que l'office près duquel la réclamation sera faite, en informera sur-le-champ l'office correspondant.

Art. XIX. Les deux offices contractants, pour se faciliter mutuellement les moyens de distinguer les unes des autres, soit les différentes correspondances réciproques, soit celles d'autres Etats étrangers qu'ils se transmettront respectivement, sont expressément convenus d'appliquer à chacune, selon son espèce, un timbre générique, outre le timbre de chaque bureau du lieu de départ, qui en désigne l'origine.

Ainsi l'office général des postes de France fera appliquer sur les lettres et paquets, sur les échantillons de marchandises, et sur les journaux, ainsi que sur les imprimés et les livres en feuilles ou brochés, qui proviendront de la France, les caractères suivans: *L. F.* (Lettres Françaises).

Sur les correspondances d'Espagne etc.: *E. T. F.* (Espagne, Transit Français).

Sur les lettres des colonies: *C. T. F.* (Colonies, Transit Français).

Sur celles de la Grande-Bretagne: *A. T. F.* (Angleterre, Transit Français).

Et sur celles du Royaume des Pays-Bas: *P. B. T. F.* (Pays-Bas, Transit Français).

En cas d'omission d'un des *timbres* propres aux correspondances des pays étrangers en transit par la France, les postes Autrichiennes seront autorisées à considérer la lettre sur laquelle on aura omis cette formalité, comme lettre du pays dont la taxe de transit sera la moindre, et à la classer comme telle, à charge par le bureau Autrichien qui l'aura reçue, de donner au bureau Français correspondant avis du nombre de grammes qu'il aura ainsi transféré d'un article à l'autre.

De son côté l'office général des postes d'Autriche fera apposer sur toutes les lettres des Etats Autrichens d'Allemagne, par quelque bureau qu'elles sortent, outre le timbre d'origine, les lettres initiales *L. A.* (Lettres Autrichiennes);

Sur celles des Etats Autrichiens d'Italie outre le timbre d'origine, les lettres initiales: *L. I.* (Lettres Italiennes);

Sur celles de tous les Etats étrangers qui traverseront les Etats Autrichiens d'Allemagne, les lettres *A. T.* (Autriche, Transit) et le nom de l'Etat de leur origine;

Et enfin sur celles qui passeront pareillement de l'étranger 1825
par les Etats Autrichiens d'Italie, les lettres *I. T.* (Italie, Transsit) et le nom de l'Etat d'où elles proviendront.

En cas d'omission du timbre d'origine, les postes de France seront autorisées à considérer la lettre sur laquelle on aura omis cette formalité, quelque soit d'ailleurs son timbre générique, comme lettre originaire des Etats Autrichiens d'Allemagne ou d'Italie, et à la classer ainsi entre celles dont la taxe sera la moindre, à charge par le bureau francais qui l'aura reçue, de donner avis au bureau Autrichien correspondant du nombre de grammes qu'il aura ainsi tranféré d'un article à l'autre.

Art. XX. Les prix à payer à l'office général de France par l'office général d'Autriche ont été réglés de la manière suivante, d'après la nature des correspondances, par chaque poids de trente grammes:

A. Pour les lettres de France à destination des Etats étrangers.

1° Lettres non affranchies pour Odessa et pour celles des provinces de la Russie et de la Pologne, auxquelles l'office de France jugera à propos de faire passer ses lettres par l'Autriche, ainsi que pour la ville libre de Cracovie, *Vingt-cinq décimes* ci . . . . . . 25 déc.

2° Lettres de France non affranchies pour les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, pour les Duchés de Modène, Reggio et Massa Carrara, pour les Iles Ioniennes et l'Ile de Malte, *Vingt-quatre décimes,* ci . . . . . . 24 déc.

B. Lettres de l'étranger en transit par la France pour l'Autriche et pour les Etats situés au de là.

3° Lettres non affranchies du Royaume des Pays-Bas, pour toutes les provinces de l'Autriche et tous les Etats de la Péninsule d'Italie, la Sicile, les Iles Ioniennes, l'Ile de Malta, et les Etats Barbaresques (voie de Naples) *Vingt-cinq décimes* ci . . . . . 25 déc.

Les lettres aux destinations précitées affranchies par l'office général des postes du Royaume des Pays-Bas jusqu'à Forbach ou jusqu'à Huningue, et frappées du timbre *P. P.* pour les reconnaître, seront remises gratis aux postes autrichiennes.

4° Lettres de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, pour lesquelles l'office Britannique continuera à payer, comme il le fait en ce moment, partie du transit dû aux postes de France,

a) Pour toutes les provinces de la Monarchie Autrichienne *Dix-huit décimes* ci . . . . . . 18 déc.

b) Pour les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de

1825 Modène, Reggio et Massa-Carrara, les Iles Ioniennes et Malte, *Vingt-trois décimes*, ci .... 23 déc.

c) Pour la Turquie, les Echelles du Levant et l'Archipel, pour Odessa, celles des provinces de la Russie et de la Pologne, auxquelles l'office de France jugera à propos de faire passer ses lettres par l'Autriche, et pour la Ville libre de Cracovie, *Trente-deux décimes*, ci ...... 32 déc.

5° Lettres d'Espagne, de Portugal et de Gibraltar, pour le Vorarlberg, les cercles de l'Ober-Innthal, l'Unter-Innthal et le Pusterthal du Tyrol, la Styrie, la Haute et Basse Autriche, la Bohême, la Moravie et la Silésie, la Galicie, la Hongrie, la Transylvanie et les Frontières Militaires, ainsi que pour la Ville libre de Cracovie, la Turquie européenne, les Echelles du Levant et les Iles de l'Archipel, *Trente-six décimes*, ci ...... 36 déc.

Pour Odessa et celles des provinces de la Russie et de la Pologne auxquelles l'office de France jugera à propos de faire passer ces lettres par l'Autriche, *Quarante-quatre décimes*, ci ... 44 déc.

6° Lettres des Colonies de France et de celles de tout autre Etat d'Europe, ainsi que des Pays d'outremer en transit par la France, pour toutes les provinces de l'Autriche, les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa-Carrara, les Iles Ioniennes, de Malta et de l'Archipel, les Echelles du Levant, la Turquie européenne et la Ville libre de Cracovie, *Trente-six décimes*, ci .... 36 déc.

Pour Odessa et celles des provinces de la Russie et de la Pologne auxquelles l'office de France jugera à propos de faire passer ces lettres par l'Autriche, *Quarante décimes*, ci .... 40 déc.

C. Lettres de l'Autriche et de l'étranger en transit par la France, qui seront frappées du timbre P. P.

7° Lettres à destination des colonies de France et de celles des autres Etats d'Europe, ainsi que des Pays d'outremer provenant des provinces d'Autriche, des Etats de la Péninsule d'Italie, de la Sicile, des Iles Ioniennes, de Malte et de l'Archipel, des Echelles du Levant, do la Turquie européenne et de la Ville libre de Cracovie, *Trente six décimes*, ci ...... 36 décimes, provonant de la Russie et de la Pologne *Quarante décimes*, ci ... 40 déc.

8° Les échantillons de marchandises de toutes les correspondances précitées seront payés à l'office de France au tiers du prix qui vient d'étro fixé pour les lettres.

9° Les gazettes et journaux ainsi que les imprimés en feuilles ou brochés, venant de l'étranger en transit par la France pour l'Autriche et les autres Etats au de là, seront payés, 1825
les premiers *quatre centimes*} par feuille d'impression.
les autres *cinq centimes* }

Art. XXI. Les prix à payer à l'office général d'Autriche par l'office général de France ont été réglés de la manière suivante, d'après la nature des correspondances par chaque poids de trente grammes:

A. Lettres de toutes les Provinces de l'Autriche par la France et pour l'étranger,

1° Affranchies jusqu'à la frontière Autrichienne pour la France, pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande, pour le Royaume des Pays-Bas (que l'office d'Autriche jugera à propos de faire passer par la France): prix de port pour le transit par les territoires intermédiaires de Suisse ou de l'Allemagne dont se charge l'Autriche, *Dix-huit décimes*, ci .... 18 déc.

B. Lettres de la France en transit par l'Autriche pour l'étranger, affranchies et qui seront frappées du timbre P. P.

2° pour la Russie jusqu'à Brody, *Trente-six décimes*, ci .... 36 déc.

pour la Pologne jusqu'à Podgorze, *Trente-six décimes*, ci ... 36 déc.

pour Cracovie jusqu'à destination, *Trente-six décimes*, ci .... 36 déc.

3° Pour les Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, jusqu'à Casal Pusterlengo, *Vingt-quatre décimes*, ci ..... 24 déc.

pour les Duchés de Modène, Reggio et Massa-Carrara, jusqu'à S. Benedetto, *Vingt-quatre décimes*, ci ...... 24 déc.

pour les Iles Ioniennes et de Malte jusqu'à la Samoggia, *Vingt-quatre décimes*, ci .... 24 déc.

Il est entendu que si l'office de France convient de l'affranchissement en France jusqu'à destination pour les villes de Parme et Plaisance, de Modène et Reggio avec les offices respectifs, alors les affranchissements jusqu'aux bureaux frontières de ces Etats cesseront; mais l'office de France payera toujours dans ce cas le même prix de Vingt-quatre décimes à l'Autriche pour ses frais de transport jusqu'aux frontières précitées, qui seront joints à la quote-part revenant aux offices susdits.

C. Lettres de l'étranger en transit par l'Autriche pour la France

4° de la Turquie européenne, des Echelles du Levant, des

1825 Isles de l'Archipel, de la Russie et Pologne et de Cracovie, *Trente-huit décimes*, ci .... 38 déc.

5° du Grand-Duché de Toscane, des Etats Pontificaux, du Royaume des deux Siciles et des Etats Barbaresques (voie de Naples), *Trente décimes,* ci .... 30 déc.

6° Des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa-Carrara, des Iles Ioniennes et de Malte, *Vingt-trois décimes*, ci .... 23 déc.

D. Lettres de l'étranger en transit par l'Autriche pour l'étranger,

7° de la Turquie européenne, des Echelles du Levant, des Iles de l'Archipel, de la Russie et Pologne et de Cracovie, pour le Royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, *Trente-deux décimes,* ci .... 32 déc.

8° Du Grand-Duché de Toscane, des Etats Pontificaux, du Royaume des deux Siciles et des Etats Barbaresques (voie de Naples) pour l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande et le Royaume des Pays-Bas, *Trente décimes,* ci .... 30 déc.

9° Des Duchés de Parme, Plaisance et Guastalla, de Modène, Reggio et Massa-Carrara, des Iles Ioniennes et de Malte, pour l'Angleterre, l'Ecosso et l'Irlande et pour le Royaume des Pays-Bas, *Vingt-trois décimes,* ci .... 23 déc.

10° Les échantillons de marchandises des différents pays précités seront payés à l'office d'Autriche au tiers du prix qui vient d'être fixé pour les lettres de chacun de ces pays.

11° Les gazettes et journaux ainsi que les imprimés et les livres en feuilles ou brochés originaires de l'Autriche, ou en transit par l'Autriche, pour la France et l'étranger seront payés à raison,

les premiers de *quatre centimes* } par feuille d'impression.
les autres de *cinq centimes* }

Art. XXII. Le renvoi des rebuts se fera pour comptant d'office à office général, à la fin de chaque quartier, par ordre de correspondances de même nature, et aux prix dont l'un aura tenu compte à l'autre, selon le poids net de chaque espèce d'envoi.

Sur les lettres qu'on se renverra réciproquement, comme rebuts, le motif du renvoi devra être exprimé lisiblement au dos de chaque lettre.

Art. XXIII. Les lettres mal adressées, qui ne pourront être dirigées par l'un des offices contractants, seront renvoyées courrier par courrier au bureau d'échange correspondant, et ce-

lui qui fera le renvoi se déchargera du montant de la taxe dont ces lettres pourront être passibles, en les portant à l'article de la feuille d'avis qui leur est destiné. 1825

Quant aux lettres à réexpédier à des destinataires, qui ont changé de résidence en laissant leur adresse, pour un endroit situé dans l'étendue de l'office correspondant, ou dans l'un des pays pour lesquels on lui transmet, ces réexpéditions se feront de part et d'autre en chargeant ces lettres du port respectif et des deboursés dont elles auront pu être frappées.

Pour la comptabilité réciproque de ces dernières expéditions, le bureau d'échange qui les transmettra à l'autre, en inscrira le montant en décimes à l'article de la feuillo d'avis qui leur est destiné.

Néanmoins si de lettres pareilles n'avaient pu être placées, elles seront renvoyées comme lettres de rebut et poor comptant, à la fin du trimestre, à l'office expéditeur.

Art. XXIV. Les deux offices contractants n'employeront ou ne feront employer dans leurs bureaux respectivement frontières et correspondants, que des poids en grammes, pour les pesées de leurs envois réciproques.

Art. XXV. Les bureaux de France et d'Autriche, qui seront en correspondance directe, s'accuseront exactement à chaque jour de courrier, sur la feuille d'avis jointe à leur dépêche, la réception des envois qu'ils se seront mutuellement faits.

Art. XXVI. Les comptes réciproques et rédigés d'après le modèle convenu entre les parties contractantes seront régulièrement arrêtés et soldés deux ou trois mois au plus tard après l'échéance de chaque quartier.

Art. XXVII. Les soldes de compte se payeront respectivement en francs et centimes à Paris ou en lettres de change sur Vienne, au taux de la valeur intrinsèque actuelle de la pièce do cinq francs, qui pèse *Vingt-cinq grammes et est au titre de neuf-dixièmes de fin:* cette clause est expresse pour tout le tems que la présente convention durera, quelques changements que puissent éprouver les monnaies des deux gouvernements, parceque la valeur actuelle de la pièce de cinq francs qui a servi de règle pour la fixation des prix convenus, doit aussi servir de règle invariable pour le payement de ces prix.

Art. XXVIII. Pour s'assurer tous les produits des correspondances que l'on est convenu réciproquement de se transmettre, les deux offices s'obligent l'un envers l'autre à empêcher par tous les moyens possibles que les lettres et paquets ne pas-

1825 sent pas d'autres voies que par celles de transmission directe dont ils sont convenus, et que les agens de leurs bureaux ne s'en fassent ou ne s'en laissent adresser sous leur convert.

Art. XXIX. La présente convention devra être exactement observée jusqu'au dernier Juin, Mil huit cent trente.

Mais si l'un des deux offices généraux n'avait pas déclaré à l'autre, six mois avant l'échéance de ce terme, qu'il ne veut plus y être assujeti, elle sera regardée comme prolongée de cinq en cinq années jusqu'à résiliation de part ou d'autre, notifiée six mois avant l'expiration du terme préfix. Dans ce dernier cas même, elle continuera à avoir son effet jusqu'au jour fixé par la notification, et les redevances ainsi que les comptes seront soldés à l'expiration de six mois.

Fait et arrêté double entre nous sauf l'approbation et la ratification de nos souverains respectifs, donc l'échange se fera à Paris dans deux mois à dater de ce jour, ou plutôt s'il est possible.

A Paris, en l'Hôtel des postes ce neuf Mars, Mil huit cent vingt-cinq.

(L. S.) Signé: *Mis de Vaulchier.*

(L. S.) Signé: *Le Baron de Lilien.*

Pour copie conforme le Conseiller d'Etat, Directeur général des postes.

Mis de Vaulchier.

Nous, ayant vû et examiné la convention ci-dessus pour régler le service des postes entre la France et l'Autriche, laquelle a été conclue et signée à Paris, le neuf Mars de la présente année, par le Sieur Marquis de Vaulchier, Directeur général des postes de notre Royaume et notre commissaire à cet effet, en vertu des pouvoirs que nous lui avons donnés, avec le Sieur Baron de Lilien commissaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, également muni de pouvoirs en bonne forme, et ayant agréable la dite convention, l'approuvons, ratifions et confirmons. Promettant de la faire observer exactement, sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte et manière que ce soit. En foi de quoi nous avons signés les présentes ratifications et y avons fait mettre notre sceau. Donné à Paris le vingt Avril Mil huit cent vingt-cinq.

(L. S.) *Charles.*

Par le Roi

Le Baron de Damas.

1825

414.

28 Mai 1825.

Convention entre l'Autriche et les Deux-Siciles, relativement à la durée de l'établissement d'un corps de troupes autrichiennes dans ce Royaume, et à la fixation de la force de ce corps; signée à Milan le 28 Mai 1825.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. VI, p. 762.)

La transaction conclue le 31 Août 1824 entre les cours de Vienne et de Naples, avec l'assentiment de S. M. l'Empereur de Russie, Roi de Pologne et de S. M. le Roi de Prusse, en vertu de laquelle la force du corps auxiliaire de troupes autrichiennes, stationné dans le Royaume des Deux-Siciles, avait été réglée au nombre de 33.500 hommes, ayant fixé la durée de cet arrangement jusqu'à la fin du mois de Mai 1826; S. M. Sicilienne a pris en considération: que d'une part, il se peut, que d'ici à ce terme la force numérique de l'armée sicilienne et l'état auquel sa réorganisation pourra être portée rendront encore nécessaires au Royaume la présence et l'appui de troupes à l'expiration de la transaction du 31 Août 1824; et que, d'autre part, il est également hors de doute, que la tranquillité publique dans le Royaume des Deux-Siciles se trouve déjà tellement affermie, que l'on peut, dès ce moment, s'occuper de la diminution du corps auxiliaire; et S. M. l'Empereur d'Autriche n'ayant de son côté rien de plus à coeur, que d'entrer de commun accord avec ses alliés, dans tout arrangement propre à accélérer le terme du rappel entier de ses troupes du Royaume des Deux-Siciles, Leursdites Majestés, dans cet état des choses, ont jugé convenable de nommer des plénipotentiaires pour discuter, arrêter et signer des articles additionnels à la transaction du 31 Août 1824, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche, le sieur Charles Louis Comte de Ficquelmont etc.

Et S. M. le Roi des Deux-Siciles, le Chevalier Don Louis de Medici d'Otajano, Duc de Sarno, etc.

Lesquels après avoir fait conster de leurs pouvoirs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. L'armée auxiliaire autrichienne continuera à rester à la disposition de S. M. Sicilienne jusqu'à la fin du mois de

1825 Mars 1827 aux conditions fixées par la convention conclue à Naples le 18 Octobre 1821 et selon les modifications stipulées par les articles additionnels signés à Naples le 24 Avril 1823, et par ceux également signés à Naples le 31 Août 1824, auxquels sont ajoutés les articles suivans:

Art. II. L'état des finances de S. M. Sicilienne ne permettant pas une plus grande dépense que celle qui a été préalablement fixée pour l'occupation telle quelle devait avoir lieu aux termes des derniers articles additionnels du 31 Août 1824 jusqu'au mois de Mai 1826, nulle charge pour les finances de l'Autriche ne devant, d'un autre côté, résulter de la prolongation du terme de l'occupation; le nombre des troupes autrichiennes sera diminué proportionellement, dans les deux parties du Royaume en-deçà et au-delà du phare, de manière à produire des économies telles à pouvoir prolonger l'occupation jusqu'au terme fixé par l'article précédent, sans dépasser les dépenses fixées par les articles additionnels du 31 Août 1824, et en arrêtant le *minimum* de la réduction au nombre de 15.000 hommes.

Art. III. Si cependant l'état militaire de S. M. Sicilienne avait acquis un degré de force numérique assez élevé, pour que S. M. Sicilienne jugeait convenable de réduire davantage ce nombre sans compromettre la sûreté du Royaume, ce minimum serait alors, à sa demande, réduit au nombre de 12.000 hommes, l'économie provenant de la réduction de 15 à 12.000 hommes, se faisant au soulagement des finances de S. M. Sicilienne.

Art. IV. Les présents articles additionnels réclamant un mode d'exécution dans les limites précisées par l'artiole II, ce mode formera l'objet d'un arrangement entre le gouvernement de S. M. Sicilienne et le général en chef de l'armée d'occupation.

Art. V. Les articles des conventions du 18 Octobre 1821, du 24 Avril 1823 et du 31 Août 1824 qui ne subissent ni changement ni modifications par les présents articles additionnels, demeurent en pleine vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé les présents articles additionnels, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Milan le 28 Mai 1825.

Le Comte de Ficquelmont.
Le Chevalier de Médici.

1825

415.

7 Juillet 1825.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade, publiée à Carlsruhe le 7 Juillet 1825.

(*Martens*, Nouv. Recueil, t. VI, p. 774.)

Das Regierungsblatt No. 6 vom Jahre 1823 enthält eine Bekanntmachung vom 28. Februar desselben Jahres, durch welche das kaiserlich österreichische Patent vom 2. März 1820, die Abzugsfreiheit mit den deutschen Bundesstaaten betreffend und insbesondere dessen 5. Artikel, zur öffentlichen Kenntniss gebracht worden sind. Dieser letztgedachte Artikel enthält eine Aufzählung der kaiserlich österr. Staaten, welche zum deutschen Bunde gehören.

Durch obgedachte Bekanntmachung ist aber das Missverständniss entstanden, als wenn die früher zwischen der gesammten österreichischen Monarchie und dem Grossherzogthum Baden bestandene Abzugsfreiheit zwischen Baden und den zum deutschen Bunde gehörigen Staaten des österreichischen Kaiserthums beschränkt worden wäre.

Zur Beseitigung dieses Missverständnisses wird die Erläuterung dahin ertheilt:

1. Zwischen dem Grossherzogthume Baden und den zum deutschen Bunde gehörigen kaiserl. österreichischen Staaten besteht jetzt die Abzugsfreiheit, kraft des 18. Artikels der deutschen Bundes-Acte und des darauf sich gründenden Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juni 1817, und sie würde in Gemässheit dieses Grundsatzes bestehen, wenn auch nicht früher schon Abzugsverträge zwischen beiden Staaten abgeschlossen worden wären.

2. Zwischen dem Grossherzogthume Baden und den, nicht zum deutschen Bunde gehörigen Theilen der österreichischen Monarchie: nämlich, Galizien, Lodomerien nebst der Bukowina, Ungarn nebst Slavonien, Kroatien und der Militärgrenze, Siebenbürgen, Dalmatien und endlich dem lombardisch-venetianischen Königreiche, besteht die Abzugsfreiheit, kraft der fortdauernd giltigen Abzugsverträge vom 20. December 1804 und 17. September 1808, und kraft der, im Jahre 1815 erfolgten wechsel-

1825 seitigen Uebereinkunft über die Ausdehnung dieser Verträge auf die beiderseits neuerworbenen Lande.

Es ist sich also hinsichtlich des Abzugs, in Bezug auf die zum deutschen Bunde gehörigen kaiserlich österr. Staaten nach dem obgedachten Bundesbeschluss vom 23. Juni 1817 (Reg.-Blatt No. 21 v. J. 1817) und in Bezug auf die, nicht zum deutschen Bunde gehörigen kaiserl. österr. Länder, nach den oben angeführten Verträgen (Reg.-Blatt No. 10 v. J. 1808) zu richten.

Verkündet aus dem grossherzoglichen Ministerium des Innern.

Carlsruhe den 7. Juli 1825.

Ministerium des Innern.
Freiherr v. Berkheim.
Vdt. Barack.

416.

3 Septembre 1825.

Convention avec Parme pour la perception en commun des droits de passage du Pô, conclue à Milan le 3 Septembre 1825, ratifiée le 24 Février 1826.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Colla convenzione conchiusa in Milano il 16 Ottobre 1821 fra il Governo di Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica ed il Governo di Sua Maestà la Principessa Imperiale, Arciduchessa d'Austria, Duchessa di Parma, Piacenza e Guastalla, e relativa ai passaggi sul Po ne' tratti intermedj agli Stati del Regno Lombardo-Veneto, e a quelli di Parma, fu stabilito in modo provvisionale e fino a tutto il mese di Aprile dell' anno 1826, il sistema da seguirsi nell' amministrazione de' passaggi medesimi, nella riscossione de' loro prodotti, e nella divisione di essi fra i due Stati, che in vigore delle disposizioni dell' atto finale del Congresso di Vienna vi hanno il diritto di eguale partecipazione.

Dovendosi ora in conformità dell Articolo IV di quella convenzione procedere ad altra convenzione, colla quale sia provveduto definitivamente agli oggetti tutti di cui sopra, sono per ciò stati incaricati a tal' uopo:

Per parte di S. M. I. R. A. il Signor Barone Bazetta, I. R. 1825
Consigliere di Governo etc.

E per parte di S. M. la Principessa Imperiale Arciduchessa, Duchessa di Parma, il Signor Cavaliere Garbarini, Consigliere di Stato o Procuratore generale di S. M. I quali fattasi vicendevolmente la comunicazione de' rispettivi loro poteri, e premesse le analoghe trattative, hanno convenuto

Art. I. Cominciando dal 1 Maggio 1826 i passaggi sul Po fra il Regno Lombardo-Veneto e i Ducati di Parma, Piacenza e Guastalla saranno esercitati, e i loro prodotti saranno riscossi e divisi fra i due Stati che ne sono co-proprietarj nel modo e colle regole di cui nei seguenti articoli.

Art. II. Le tariffe stabilito dai due decreti del 31 Marzo 1817 pei passaggi sul Po amministrati attualmente dal Governo di Parma saranno mantenute ed applicate anche ai passaggi che ora trovansi sotto l'amministrazione del Governo Lombardo, con quelle modificazioni però, aggiunte e disposizioni, o provvidenze disciplinari che d'accordo fra l'uno e l'altro Governo si riconosceranno convenienti, avuto riguardo alle leggi ed ai regolamenti che ora sono in vigore nei due Stati. Le tariffe modificate ed ampliate così saranno ripubblicate in nome di essi Governi prima del primo Maggio 1826.

Art. III. I passagi saranno affittati collo sperimento dell' asta pubblica o in corpo, o divisi per lotti, od anche distintamente come si riconoscerà poter riuscire nel caso a maggior convenienza e vantaggio.

Art. IV. L'asta si terrà dinanzi a due delegati, uno dal Governo di Milano, e l'altro dal Governo di Parma: Il luogo di essa per gli affitti de' passaggi situati entro il Dncato Piacentino sarà alternativamente Piacenza e Cremona; per gli affitti de' passaggi compresi nel Ducato di Parma, sarà alternativamente Parma et Casalmaggiore. L'asta verrà sempre tenuta in Guastalla per gli affitti de' passaggi sul Po intermedio ai territorj Mantovano e Guastallese.

Il Governo di S. M. R. A. acconsente, che pei primi affitti de' passaggi sul Po Piacentino e Parmigiano, i quali avranno luogo dopo il mese di Aprile 1826, le aste siano tenute in Piacenza ed in Parma.

Art. V. Gli affitti saranno fatti per delibera od aggiudicazione al maggior obblatore cho sia però suddito dell' uno o dell' altro Stato, coi patti, obblighi e condizioni da combinarsi fra i due giusta l'indole ordinaria di tali contratti, e le circostanze

1825 particolari di ciascun passagio, e ritenute le disposizioni o provvidenze disciplinari di cui nell' Articolo secondo. Essi affitti saranno stipulati per cinque anni e potrà esserne accordata di consenso di ambedue i Governi la rinnovazione per altri cinque enza lo sperimento dell' asta, ove gli affittuarj ne avranno fatta istanza sei mesi prima dello scadere del primo quinquennio.

Art. VI. Gli affittuarj assumeranno l'obbligo di pagare le pensioni d'affitto a ciascuno dei due Governi in giusta metà, ma le cauzioni necessarie ad assicurare il pagamento integrale delle pensioni medesime saranno prestate a quello fra i detti Governi, nel cui territorio gli affittuarj avranno il loro domicilio.

Sarà lecito con tutto ciò all' affittuario di fare il pagamento anche per intiero delle pensioni a quello fra i due Governi, cui nell' atto della delibera o aggiudicazione avrà dichiarato di volerlo fare, fermo stante però l'obbligo predetto di prestare le cauzioni nel territorio del Governo in cui l'affittuario sarà domiciliato e salvo il rispettivo conguaglio e compenso delle pensioni d'affitto fra l'uno e l'altro Governo. Le spese che occoresse di fare per la rimessa della quota di pensioni spettanti all' altro Governo saranno sostenute dall' affittuario.

Art. VII. Nel caso che l'affittuario e i suoi fidejussori divenissero insolvibili in tutto o in parte, o per altra legittima causa fossero liberati dal totale o parziale pagamento delle pensioni d'affitto, l'uno e l'altro Governo dovranno sottostare per metà alla perdita di esse.

Art. VIII. Gli affittuarj assumeranno inoltre l'obbligo di ricevere a loro spese in consegna i capitali appartenenti ai Governi, e di rilevare a contanti dagli affittuarj che cessano la quantità ulteriore di capitali inservienti all' esercizio de' rispettivi passaggi. Si obbligheranno del pari a mantenere del proprio, e dove abbisogni, a rifare o rinnovare tutti i capitali predetti che staranno a loro rischio e pericolo, e dovranno essere alla fine dell' affitto rappresentati in numero, bontà, qualità e valore pari allo stato della loro consegnazione.

Art. IX. Le ipoteche o generali o speciali consentite negli atti d'affitto in qualunque de' due Dominj siensi stipulati potranno essere iscritte e ratificate negli uffícj della conservazione delle ipotecbe dell' uno e dell' altro; e gli atti medesimi faranno luogo o nell' uno e nell' altro alla corrispondente esecuzione giusta le leggi e forme processuali veglianti in ciascuno di essi Dominj.

Art. X. Gli atti esecutivi contro l'affittuario per costringerlo al pagamento delle pensioni scadute saranno fatti a spese comuni dal Governo, nel cui territorio l'affittuario avrà il domicilio. Lo stesso praticherassi per la riscossione delle multe, nelle quali l'affittuario medesimo fosse incorso per fatti di contravvenzione agli obblighi da lui assunti nel suo contratto; ed il prodotto delle multe sarà diviso per metà fra i due Governi. 1825

La repressione degli abusi e degli eccessi che si commettessero dall' affittuario, o da suoi subordinati nell' esercizio de' passaggi è pure affidata al Governo stesso nel cui territorio sarà domiciliato l'affittuario.

Così pure la cognizione delle contravvenzioni o la repressione degli eccessi per parte dei passaggieri apparterrà alle autorità amministrative o giudiziarie di quello dei due Governi di cui è suddito il contravventore, e in caso di estera sudditanza, la competenza dell' autorità alla quale spettar dovrà la cognizione predetta, sarà determinata dal luogo in cui la contravvenzione sarà stata commessa.

Finalmente al Governo medesimo del domicilio dell' affittuario spetteranno la cognizione, e la decisione delle contestazioni, le quali potessero insorgere coll' affituario dipendentemente dal suo contratto, e siffatte contestazioni saranno giudicate da quei tribunali o autorità amministrative di esso Governo che giusta l'indole delle contestazioni medesime saranno competenti a conoscerne.

Art. XI. In conseguenza delle massime stabilite nell' articolo precedente i porti e le barche tutte con cui i passaggi saranno esercitati dovranno tenersi abitualmente alla sponda di quello fra i due Stati ove sarà domiciliato l'affittuario, mantenendo però sempre le attuali località de' passaggi. Nulla è però innovato quanto al ponte sul Po in faccia a Piacenza; e le tasse per questo passaggio continueranno ad essere riscosse nel luogo in cui riscuotonsi attualmente.

Art. XII. In conformità dell' articolo addizionale alla convenzione del 16 Ottobre 1821 il Governo di Milano pagherà in contanti a quello di Parma venendo il giorno 1 Maggio 1826 la metà del valore dei capitali che sono stati dati in consegna agli affittuarj de' passaggi esercitati attualmente in nome dello stesso Governo di Parma, e questo a vicenda pagherà in contanti, o compenserà la metà del valore de' capitali che trovansi ora consegnati agli affittuarj dei passaggi esercitati in nome del Governo di Milano, tranne il valore de' capitali del passaggio di Dosolo

1825 che a termini della presente convenzione dovrà essere tolto e soppresso.

Nullo è innovato quanto alle proteste e riserve fatte in nome dei due Governi relativamente ai capitoli de' passaggi così detti di Casalmaggioro, Cicognara, e Fossa Capraja: e tali proteste e riserve, e le corrispondenti stipulazioni sono mantenute quali stanno in detto articolo addizionale.

Art. XIII. I passaggi attualmente esistenti sul Po ne' tratti in cui scorre fra il Regno Lombardo-Veneto ed i Stati di Parma sono conservati come e dove si trovano, tranne quello stabilito alla ripa di Dosolo Mantovano precisamente sotto la chiesa in faccia alla ripa Guastallese. Questo passaggio sarà soppresso venendo il primo Maggio 1826. D'allora in poi anche i passaggi conservati fra il Mantovano e il Guastallese saranno esercitati promiscuamente dall' una all' altra ripa, caricando e ricaricando liberamente su ambedue le sponde i passaggieri od effetti.

Art. XIV. Niuno de' passaggi attuali potrà esser tolto, e niuno potrà stabilirsi di nuovo, se non di concerto fra i due Governi come non potrassi se non d'accordo fra di essi pubblicare nuove tariffe, o cambiare le esistenti, o prescrivere regolamenti diversi da quelli, che a termini del convenuto nell' articolo II saranno posti in vigore.

Art. XV. Con questa convenzione nullo è tolto e derogato ai diritti di sovranità che sulle acque del Po dal Thalweg fino alla sponda competono rispettivamente all' uno e all' altro Stato.

Art. XVI. In tutto ciò che non è diversamente disposto dagli articoli precedenti rimane ferma la convenzione del 16 Ottobre 1821.

Art. XVII. La presente convenzione sarà sottoposta alla suprema approvazione delle alte parti contraenti, e il cambio delle ratifiche sarà fatto al più tardi entro quaranta giorni in Milano.

Fatta in doppio originale nella città di Milano quest' oggi tre di Settembre dell anno Mille ottocento venticinque ed i Commissarj vi hanno apposto la loro sottoscrizione e l'impronta de' loro sigilli.

(L. S.) *Bazetta.* (L. S.) *Garbarini.*

1827

417.

16 Juin 1827.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et le Brésil, signé à Vienne le 16 Juin 1827.

(*Martens*, Recueil de traités, t. VII, p. 225.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

S. M. l'Empereur d'Autriche etc. etc. et S. M. l'Empereur du Brésil etc. également animés du désir d'assurer à leurs sujets les avantages d'un commerce réciproque, et de leur faciliter en même tems l'échange des produits respectifs de leurs pays, sont convenus de régler les objets les plus essentiels de leurs relations commerciales au moyen d'un traité exprès de commerce et de navigation, et de les établir sur les bases de la convention préalable signée par les plénipotentiaires respectifs à Rio de Janeiro le 30 Juin de l'année dernière et approuvée par les deux hautes parties contractantes.

A cet effet elles ont nommé des plénipotentiaires, savoir: S. M. l'Empereur d'Autriche le Sieur Clément Venceslas Lothaire prince de Metternich-Winnebourg etc.

Et S. M. l'Empereur du Brésil le Sieur Antoine Telles de Silva Menezes Caminha etc.

lesquels, après avoir fait conster de leurs pouvoirs reconnus suffisans, ont arrêté les articles suivans:

Art. I. Il y aura pour les navires autrichiens et brésiliens liberté réciproque de commerce et de navigation entre les sujets des deux hautes parties contractantes dans tous les ports, lieux et territoires des deux empires qui sont ouverts ou viennent à l'être par la suite à toute autre nation étrangère.

Art. II. Les sujets des deux hautes parties contractantes pourront en conséquence de cette liberté réciproque de commerce et de navigation entrer avec leurs navires dans tous les ports, baies, anses, mouillages et rivières des territoires appartenans à chacune d'elles, y décharger le tout ou partie de leurs cargaisons, y prendre charge et réexporter selon les réglemens de douane établis; ils pourront y résider, louer des maisons et magasins, voyager, commercer, ouvrir des boutiques, transporter des denrées, métaux et de l'argent monnoyé et gérer leurs affaires par eux-mêmes ou par leurs

1827 agens et commis, sans être obligés à employer à cet effet des courtiers ou autres personnes quelconques, ou leur payer rémunération ou salaire, excepté s'ils les employoient volontairement; et il y aura dans tous les cas liberté entière pour les vendeurs ou acheteurs, d'ajuster ou de fixer, selon qu'il leur conviendra le mieux, le prix des marchandises ou denrées quelconques importées ou exposées des territoires des deux hautes parties contractantes.

Art. III. Il est toutefois convenu d'excepter les articles de contrebande de guerre et ceux réservés aux couronnes des deux hautes parties contractantes, de même que le commerce côtier de port à port, consistant en produits, indigènes ou étrangers, déjà dépêchés pour la consommation, lequel commerce ne pourra se faire qu'en embarcations nationales, étant libre cependant aux sujets des hautes parties contractantes de charger leurs effets et marchandises sur lesdits embarcations en payant ponr les uns et les autres les mêmes droits.

Art. IV. Les navires et bâtimens des sujets des deux hautes parties contractantes ne seront assnjettis dans les ports et mouillages de l'autre, à titre de phare, tonnage, port, pilotage, quarantaine ou autres droits semblables ou analognes, sous quelque dénomination que ce soit, aucun droit différent ou plus élevé que ceux auxquels sont ou seront assujettis dans ces mêmes ports à leur sortie ceux de la nation la plus favorisée.

Art. V. Afin de déterminer la nationalité des navires autrichiens et brésiliens, les hautes parties contractantes conviennent, que seront considérés comme navires autrichiens tous ceux, qni sont la propriété des sujets autrichiens et construits, enregistrés et navigués en conformité des loix et réglemens de l'Autriche, et que ceux qui sont de construction ou propriété de sujets brésiliens, et dont le capitaine et les trois quarts de l'équipage seront également sujets du Brésil, seront considérés comme brésiliens, et S. M. l'Empereur d'Autriche ayant en vue de faciliter la navigation du Brésil, s'engage à tenir provisoirement en suspens l'entière exécution de cette dernière disposition, le propriétaire et le capitaine devant toutefois être brésiliens, et les navires devant avoir tous leurs papiers et documens en forme légale.

Art. VI. Toutes les denrées, marchandises et articles quelconques, qui sont de production, de manufacture, ou de l'industrie des sujets et territoires de S. M. l'Empereur d'Autriche et expédiés des ports de l'Autriche pour la consommation, pour-

ront être librement importés dans tous et chacun des ports de 1827
l'Empire du Brésil, étant consignés à qui que ce soit, sans être assujettis à des droits d'importation différens ou plus élevés, que ceux que payent à présent, ou viendraient à payer par la suite pour les mêmes denrées, marchandises et articles, les sujets de la nation la plus favorisée, en conformité du tarif général des douanes, qui, à cette fin, sera promulgué dans tous les ports du Brésil, dans lesquels des douanes sont ou seraient établies.

Il est convenu qu'en parlant de la nation la plus favorisée au Brésil, la nation portugaise ne devra pas servir de terme de comparaison, même quand elle viendrait à être privilégiée au Brésil en matière de commerce.

Art. VII. Il est également convenu que toutes les fois que des produits du territoire ou de l'industrie de l'Autriche, importés dans les douanes du Brésil pour la consommation, n'auraient point de valeur, déterminée dans le tarif, celui qui importe de tels articles, sera admis à faire une déclaration de leur valeur, afin d'être dépêchés en douane sur cette déclaration; mais dans les cas où les officiers des douanes chargés de la perception des droits, jugeraient, qu'il y a une trop grande erreur dans l'évaluation, il leur sera libre de prendre pour leur compte les objets ainsi évalués, en payant au vendeur dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la saisie, dix pour cent en sus de l'évaluation, et en restituant les droits payés.

Art. VIII. En réciprocité des articles précédens toutes les denrées, marchandises et articles quelconques du produit, des manufactures ou de l'industrie des sujets et territoires de S. M. l'Empereur du Brésil, importés directement pour la consommation dans les ports de l'Autriche, ne payeront aucun autre droit que ceux que payent ou viendraient à payer les mêmes articles, importés de la même manière par les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. IX. Les produits et marchandises quelconques des sujets et territoires de chacune des deux hautes parties contractantes, importés dans les états de l'autre, seront munis de certificats d'origine, selon les formes établies à cet effet dans les états respectifs.

Art. X. Toutes les denrées, marchandises et manufactures des sujets et territoires de l'Empire d'Autriche, qui seront expédiés dans les ports de l'Empire du Brésil pour l'entrepôt ou la réexportation, ne payeront aucun autre droit que ceux établis

1827 à présent, ou qui viendraient à s'établir par la suite pour la nation la plus favorisée.

Art. XI. Les deux hautes parties contractantes conviennent, que leurs sujets jouiront dans leurs territoires et états respectifs de tous et chaque franchise, privilége et exemption qui seraient concédés pour le commerce et la navigation à une autre nation quelconque, devant être entendu, que ces conditions favorables seront de suite et de droit réciproquement concédées indépendamment de toute autre stipulation quelconque, comme si elles avaient été expressément déclarées dans le présent traité.

Art. XII. En tout ce qui est relatif au chargement et déchargement des navires et à la sûreté des propriétés, marchandises et effets des sujets de chacune des deux hautes parties contractantes, les sujets respectifs jouiront de la sûreté, des faveurs et des exemptions concédées à la nation la plus favorisée; ils pourront disposer librement de leurs propriétés par vente, troc, donation, testament ou de toute autre manière, sans qu'il leur soit mis obstacle ou empêchement quelconque; leurs maisons, propriétés et effets seront protégés et respectés et ne seront point saisis contre leur gré par une autorité quelconque, sans préjudice toutefois de la marche légale de la justice; ils seront exempts de tout service militaire de terre ou de mer, de tout autre service public, de tout emprunt forcé et de tous impôts ou réquisitions militaires, et ils ne seront assujettis à payer aucune imposition ordinaire plus élevée que celles que payent ou viendraient à payer les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. XIII. Chacune des deux hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls, qui résideront dans les ports ou villes des états de l'autre, pour la protection du commerce; mais avant d'exercer leurs fonctions, ils devront avoir été admis et approuvés, dans les formes d'usage, par le gouvernement près duquel ils doivent résider.

Ils jouiront, dans l'un et dans l'autre pays, tant pour leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions et la protection qu'ils doivent à leurs nationaux, des mêmes priviléges qui sont ou seraient accordés aux consuls de la nation la plus favorisée.

Art. XIV. S. M. l'Empereur du Brésil concède aux sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche le privilége d'être signataires aux douanes du Brésil, avec les mêmes conditions et sûretés

que les sujets brésiliens, et il est convenu d'autre part, que 1827
les sujets brésiliens jouiront dans les douanes de l'Autriche de toutes les faveurs compatibles avec les lois et réglemens existans.

Art. XV. Le présent traité de commerce et de navigation aura son plein et entier effet pendant le terme de six ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

Art. XVI. Les ratifications du présent traité seront échangées à Vienne dans l'espace de neuf mois, ou plus tôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le 16 Juin 1827.

Metternich. *Rezende.*

418.

12 Octobre 1827.

Convention avec la ville libre de Francfort concernant certains arrangements pécuniaires entre l'ancien duché de Francfort et l'Autriche, ratifiée le 28 Août 1828.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Wir Burgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt urkunden und bekennen hiermit:

Nachdem zwischen den Bevollmächtigten Seiner kaiserlich königlichen Majestät des Kaisers von Oesterreich und den Bevollmächtigten hiesiger freien Stadt bei der Commission, welche in Gemässheit des 45. Artikels der Wiener Congressacte vom 9. Juni 1815 dahier zur Auseinandersetzung der das ehemalige Grossherzogthum Frankfurt betreffenden Angelegenheiten niedergesetzt worden, am 12. October des letztverflossenen Jahres 1827 ein Separat-Uebereinkommen abgeschlossen und unterzeichnet worden, um die in dieser Angelegenheit zwischen dem kaiserlich königlich österreichischen und dem hiesigen Aerar obwaltenden besonderen Interessen auszugleichen und dadurch die allgemeine Auseinandersetzung hinsichtlich der Centrallasten des erloschenen

1827 Grossherzogthums zu erleichtern, welche Separat-Uebereinkunft wörtlich folgendermaassen lautet:

Um die, in Gemässheit des Artikels 45 der Wiener Congressacte vom 9. Juni 1815 angeordnete, aber durch mehrere Hindernisse aufgehaltene Ausgleichung der Centrallasten des erloschenen Grossherzogthums Frankfurt möglichst zu befördern, vorzüglich aber zu Beseitigung derjenigen Anstände, welche zunächst aus den zwischen den einzelnen Betheiligten vorwaltenden Differenzien erwuchsen und dadurch den Abschluss einer das Gesammtausgleichungsgeschäft umfassenden allgemeinen Uebereinkunft verhinderten, haben sich die Unterzeichneten und namentlich

von Seiten Oesterreichs:

der k. k. wirkliche Hofrath und Minister-Resident, Herr Paul Anton, Freiherr von Handel, etc.

von Seiten der freien Stadt Frankfurt:

der Senator Herr Johannes Schmidt und der Senator Herr Friedrich Ihm, über nachstehende Punkte, vorbehältlich Allerhöchster und Hoher Genehmigung, vereinigt:

Art. I. Kaiserlich königlich österreichischer Seits wird diese Uebereinkunft abgeschlossen von wegen seiner Theilnahme an dem über das vormalige Grossherzogthum Frankfurt angeordneten Generalgouvernement, sodann wegen der eine Zeit lang eigenthümlich besessenen Districte des Departements Fulda und anderer zu gedachtem Grossherzogthume gehörigen Bestandtheile.

Die freie Stadt Frankfurt vertritt sich aber hierbei selbst und ihr Gebiet.

Art. II. Oesterreich entsagt gegen die freie Stadt Frankfurt den Ansprüchen, die es

1) in Gemeinschaft mit der Krone Preussen und Baiern und Kurhessen, wegen des von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt zu Reluition der auf ihr gehaftet habenden Abgaben schuldig gewordenen Capitals und der darüber ausgestellten Obligationen erhoben hatte;

2) den, gemeinschaftlich mit Preussen und Baiern gemachten Ansprüchen auf die von der freien Stadt Frankfurt im Jahr 1815 bezogenen französischen Contributionen und englischen Subsidiengeldern;

3) den, im Besitz der freien Stadt Frankfurt befindlichen, auch mit von der Krone Baiern als Zubehörde des Fürstenthums Aschaffenburg, von Preussen und Frankfurt aber als Eigenthum

des gesammten Grossherzogthums angesprochenen Kanonen und Pulverwagen. 1827

4) Nachdem die Kronen Preussen und Baiern auf ihre Ansprüche an die freie Stadt Frankfurt wegen eines verhältnissmässigen Beitrags zur Einlösung der in den Jahren 1812 und 1813 creirten Fuldaer Cassenscheine verzichtet haben, so entsagt Oesterreich auch seinen Ansprüchen an die freie Stadt Frankfurt wegen Ersatzes eines verhältnissmässigen Antheils der Zinsen von eben diesen Cassenscheinen, in so weit Oesterreich selbst an erwähnter Zinsenzahlung pro rata seiner Besitzperiode der Fuldaer Landesdistricte Theil zu nehmen hatte.

Art. III. Ihrer Seits entsagt die freie Stadt Frankfurt, in soweit es sie angeht, zu Gunsten Oesterreichs den Ansprüchen:

1) auf das mit den Kronen Preussen, Baiern und Kurhessen geforderte, von Oesterreich aber in Depositum genommene Tafelsilber des gewesenen Herrn Grossherzogs von Frankfurt und dem davon bezogenen Erlöse à 11,802 fl. rheinischer Währung;

2) der Concurrenz Oesterreichs zu Bezahlung der während des von ihm geführten General-Gouvernements bei der damaligen Kriegszahlamtskasse unberichtigt gebliebenen Rechnungsposten;

3) der Concurrenz Oesterreichs bei Bezahlung der der freien Stadt Frankfurt durch Austrägalurtheil vom 19. Mai 1827 auferlegten Rate an der den Legataren des verewigten Herrn Kurfürsten von Trier zuerkannten 25,804 fl. 19 xr.

4) für sich allein der Concurrenz Oesterreichs zum Ersatze der von der freien Stadt Frankfurt für die Kriegszahlamtskasse des General-Gouvernements im Jahr 1815 an das damalige General-Gouvernements-Bataillon für Sold, Lazarethkosten etc. im Betrag von circa 56,125 geleisteten Vorschüsse.

Art. IV. Von der bei der Ausgleichungscommission angebrachten österreichischen Forderung von 11,416 fl. 29¾ xr. rheinischer Währung und 105 fl. 33 xr. Einlegungsscheine, wegen der in den k. k. Staaten sowohl als auch in dem Auslande, vermittelst der k. k. Militär-Oekonomie-Administration an Grossherzoglich Frankfurtische Truppen in den Jahren 1813 und 1814 geleisteten Geld- und Natural-Vorschüsse, übernimmt die freie Stadt Frankfurt den auf sie fallenden Antheil, und concurrirt auch, dafern jene Forderung entweder nicht ganz oder nur zum Theil mit Activausständen der vormaligen Kriegszahlamtskasse berichtigt werden kann, zu deren Bezahlung mit den übrigen betheiligten Regierungen verhältnissmässig. Nachdem jedoch die freie Stadt Frankfurt in den Jahren 1815 und 1816 an kaiserl.

1827 österreichische Truppen ansehnliche Vorschüsse durch Naturalverpflegung geleistet hat und daher schon allein nach den Ansätzen, welche jener kaiserlich-österreichischen Forderung für Vorschüsse und Verpflegung der grossherzoglich frankfurtischen Truppen zum Grunde liegen, noch ein beträchtliches Restguthaben anspricht: so behält sich die freie Stadt Frankfurt vor, damit zu compensiren.

Art. V. Ausser den hier vorgenannten besonderen Verzichtleistungen und Bestimmungen wird auch noch im Allgemeinen sowohl von Seiten Oesterreichs als auch der freien Stadt Frankfurt allen weiteren Forderungen, welche einer der paciscirenden Theile gegen den andern haben könnte, es mögen solche nun entweder bei der Ausgleichungscommission oder sonst in Anregung gekommen sein, ausdrücklich entsagt.

Art. VI. Die freie Stadt Frankfurt erkennt ausdrücklich an, dass dasjenige, was sie in dem am 6. September 1827 mit Preussen und Baiern abgeschlossenen Separatvertrage und namentlich im Art. VII zu Gunsten des Departements Aschaffenburg und Fulda zugestanden, oder worauf sie zu deren Gunsten verzichtet hat, dem durch Staatsverträge bestehenden Rechtsverhältnisse zwischen Oesterreich und Baiern rücksichtlich der Abrechnung und Ausgleichung über die Activ- und Passiv-Arreragen, der Vorräthe, Mobilien und dergl. des an Baiern in den Jahren 1814 und 1816 übergegangenen Departements Aschaffenburg und respective der Fuldaer Districts-Aemter in keiner Art präjudiciren soll, und dass eben daher der Ausdruck Departement gewählt worden ist, um diesen die freie Stadt Frankfurt nicht unmittelbar berührenden Verhältnissen auf keine Weise zu nahe zu treten.

Das Nemliche soll auch hinsichtlich des Rechtsverhältnisses zwischen Oesterreich und Preussen wegen des Departements Fulda gelten.

Art. VII. Unmittelbar nach Einlangung beiderseitiger Allerhöchster und hoher Genehmigungen soll diese Uebereinkunft zu den Protokollen der Ausgleichungscommission angezeigt werden.

Der k. k. österreichische Bevollmächtigte verspricht nach Kräften mitzuwirken, dass bei der durch den Art. 45 der Wiener Congressacte eingesetzten Commission mit Zugrundlegung gegenwärtiger Verabredung, in soweit solche Oesterreich und Frankfurt berührt, eine alle Verhältnisse und Bestimmungen der Centralausgleichungs-Angelegenheit umfassende definitive Uebereinkunft unter allen Interessenten abgeschlossen, alsdann aber den

Allerhöchsten und hohen Behörden zur Genehmigung vorgelegt werde. 1827

Art. VIII. Die beiderseitigen Bevollmächtigten versprechen ihre Allerhöchste und hohe Regierungen um die Genehmigung gegenwärtiger Uebereinkunft in der möglichst kürzesten Zeitfrist zu bitten.

Zur Urkunde dessen haben die im Eingange genannten Bevollmächtigten gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen Frankfurt, den 12. October 1827.

(L. S.) *Paul Anton Freiherr von Handel.*
(L. S.) *Johannes Schmidt.*
(L. S.) *Friedrich Ihm.*

Da Wir nun diese Uebereinkunft nach ihrem ganzen Inhalt genehmigt und deren genaue Vollziehung angeordnet haben, so haben Wir zugleich zu mehrerer Bekräftigung dessen, gegenwärtige Ratifications-Urkunde unter gewöhnlicher Unterschrift ausfertigen und Unser grösseres Staats-Insiegel beidrücken lassen.

So geschehen Frankfurt am Main den Acht und zwanzigsten des Monats August im Jahre Ein Tausend acht Hundert acht und zwanzig.

(L. S.) *Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt Dr. Stark.*
Dr. Harnier.

419.

5 Mars 1828.

Convention avec les Pays-Bas pour régler définitivement les diverses réclamations réciproques, ratifiée à la Haye le 3 Avril 1828.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Guillaume, par la grace de Dieu, Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg.

Ayant vu et examiné la convention conclue et signée à la Haye le cinq Mars Mil huit cent vingt-huit par le Sieur Marinus

1828 Piepers, Conseiller d'Etat en service ordinaire etc., ainsi que par le Sieur Adrien Nicolas Baron de Barbier, Conseiller intime actuel et Vice-Président de la Chambre des finances de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, respectivement nommés et désignés à cet effet, de laquelle convention la teneur suit ici mot à mot:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche voulant terminer à l'amiable les négociations, qui ont eu lieu entre leurs gouvernements depuis l'année 1818 pour l'exécution du second paragraphe de l'article séparé et secret du traité du 31 Mai 1815, relatif aux diverses réclamations réciproques, sur lesquelles ces négociations ont porté, ont autorisé et nommé à cet effet des commissaires plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas:

le Sieur Marinus Piepers, son Conseiller d'Etat en service ordinaire etc.

et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur Adrien Nicolas Baron de Barbier, Conseiller intime actuel et Vice-Président de la Chambre des finances de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc.

lesquels sont convenus des articles suivants:

Art. I. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche consent à laisser à la charge de ses finances tous les payemens, qu'elles ont continué de faire, depuis la création du Royaume des Pays-Bas, à titre de pensions, aux anciens employés des Provinces Belgiques, à leurs veuves, orphelins et autres individus, émigrés dans les provinces de la Monarchie Autrichienne en 1794, et Sa dite Majesté consent de même à prendre à la charge de ses finances la continuation du payement de toutes ces pensions, en faveur de tous ceux des dits individus, qui ont continué à y résider, ou obtenu des permissions d'absence avec la jouissance de leurs pensions, le tout de la manière et aux conditions convenues et arrêtées dans le protocole de la conférence y relative du 4 Août 1827.

De son côté, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas admet, que toutes ces pensions sont devenues des charges des finances de son royaume et que la continuation de leur payement en Autriche n'est qu'une mesure prise en faveur de tous ces pensionnaires; en conséquence Elle a offert, et s'engage à faire payer aux finances de l'Autriche la somme d'*un million* de florins des Pays-Bas, à titre d'équivalent, et de rachat, tant pour tous les payemens faits jusqu'à présent à tous ces pensionnaires, que

pour la continuation de ces mêmes payemens à l'avenir, dont 1828
les finances autrichiennes restent chargées.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas consent en outre à prendre à sa charge les pensions, qui ont été assignées à Vienne à des Employés Belges, que des intérêts de famille ou autres ont engagé à retourner dans leur patrie avant l'année 1814; conformément à ce qui a déjà été accordé à leur égard dans le protocole des conférences du 20 Novembre 1818, et d'après l'état, qui en a été formé et joint au protocole des conférences du 4 Août 1827, et la réserve couchée au bas de cet état.

Art. II. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas consent à reconnaître comme une charge des finances de son Royaume les pensions d'abbayes, qui ont été accordées jusqu'à l'évacuation des Provinces Belgiques par les troupes autrichiennes en 1794, à des individus, qui habitent en Autriche, réduites cependant au tiers de leur montant primitif, comme elles ont été liquidées et assignées en faveur des pensionnaires de cette catégorie, qui résident dans son royaume.

Pour faciliter à tous ces individus les moyens de toucher ces pensions, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche a consenti de son côté à les faire payer par ses finances, et à accepter de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, à titre d'équivalent, et de rachat, la somme de Cent vingt mille florins (120.000 florins) des Pays-Bas, tant pour les arrérages à liquider en faveur des titulaires, que pour la continuation de toutes ces pensions jusqu'à leur extinction, le tout conformément à l'état individuel, qui en a été formé, et joint au protocole des conférences des commissaires des deux cours, du 9 Août 1827.

Art. III. L'ancien gouvernement de l'Autriche dans les Provinces Belgiques ayant fait transporter au délà du Rhin et ensuite à Vienne, en 1794, lors de l'invasion des troupes françaises, diverses sommes, qui se trouvaient dans les caisses de consignation du ci-devant Grand-conseil de Malines, du Magistrat de Gand, ainsi que le dernier fond de caisse, qui se trouvait entre les mains du dépositaire général en Hainaut, à cette époque, et la cour d'Autriche ayant toujours considéré ces sommes comme des dépôts à réproduire en faveur des consignateurs ou autres particuliers, qui avaient des droits à faire valoir sur ces dépôts, il a été convenu et arrêté que les Cent soixante onze mille quatre cent quarante-huit florins cinquante-un cents (171.448 flor. 51 cents), argent des Pays-Bas, résultat du décompte fait de ce chef entre les deux commissaires négociateurs dans le proto-

1828 cole du 16 Juillet 1825, seraient, d'après l'offre, qui en été faite de l'année 1818 par le gouvernement de l'Autriche, déduits do la somme susmentionnée d'un Million de florins, pareille monnaie, qu'il avait à recevoir pour les pensions, dont il reste chargé, en conformité de l'article I do la présente convention.

Do son côté, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a consenti, et s'est chargée de faire exécuter les dispositions, qui suivent, nommément

1. de faire verser la somme susmentionnée de Cent soixante-onze mille quatre cent quarante-huit florins cinquante-un cents (171.448 flor. 51 cents), argent des Pays-Bas dans la caisse d'amortissement de son royaume, et de faire mettre cette même somme à la disposition do la Cour royale de Bruxelles, ou autres tribunaux compétens, auxquels Sa dite Majesté fera donner l'ordro de résumer toutes les affaires, qui ont donné lieu aux consignations, qui font partie de la susdite somme, et de faire droit, dans le plus court délai possible, aux réclamations des particuliers, au profit desquels ces dépôts et consignations ont été faits, ou qui ont d'autres titres à faire valoir sur ces argents.

2) de faire remettre à cet effet à la dite Cour royale les registres originaux des dites consignations, qui sont restés entro les mains de l'ancien greffier du Grand-conseil de Malines, de Richterich, et de la veuve du second greffier de ce conseil, van Grootven, ainsi que les actes des procès y relatifs, le registre de toutes les sentences du Grand-conseil de Malines et plusieurs autres registres et documens, qui existent dans le dépôt des anciennes archives belgiques.

3) de charger ces mêmes tribunaux de faire les publications et interpellations prescrites par les loix, pour suppléer aux actes de procès ou autres titres, qui dans les déplacemens des archives des anciens tribunaux auraient été égarés; et

4) relativement aux titres et droits, que divers sujets autrichiens ou personnes, qui résident en Autriche, ont sur une partie de ces mêmes dépôts et consignations, que les sentences et décisions des tribunaux de Vienne seront admises, respectées et exécutées par l'administration de la caisse d'amortissement du royaume, comme celles de la Cour royale de Bruxelles, ou autres tribunaux compétens.

Art. IV. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas s'engage à contenter les titulaires des dettes contractées à titre d'engagères, d'emplois et offices, qui ont fait l'objet des différents protocoles des conférences y relatives des commissaires soussignés, et de

faire en conséquence liquider incessamment, d'une manière juste 1828
et équitable, tous les titres de ces créances.

De son côté, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche consent à contribuer à cette liquidation, et à satisfaire ainsi à la demande, que le commissaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a consignée, en son nom, dans le dernier protocole des conférences des commissaires soussignés, en renonçant, en faveur de tous ces engagistes, au solde, qui lui revient du chef du décompte des fournitures, de vivres, munitions, artillerie et autres objets faites en 1792, 1793 et postérieurement aux troupes hollandaises hors des magasins des armées autrichiennes, et des pareilles fournitures, que celles-ci ont reçu hors des magasins militaires de l'ancienne République des Provinces-Unies, qui font l'objet de l'article suivant.

Art. V. Ce solde arrêté à la sommo de Quatre-vingt-douze mille trois cent douze florins (92.312 flor.), argent des Pays-Bas, en faveur des finances de l'Autriche, est en conséquence éteint et annullé, et il est expressément convenu, que du chef de ce décompte il ne pourra plûs être produit des nouvelles réclamations quelconques, la présente convention devant tenir lieu de quitus absolu et définitif pour toutes les réclamations, que les deux gouvernements avaient à former de ce chef l'un envers l'autre.

Les quittances et autres documens, qui concernent ces fournitures, et qui se trouvent au pouvoir de ces gouvernements, seront en conséquence remis en masse à leurs commissaires soussignés et si d'autres quittances ou documens de cette nature se retrouvent plus tard, l'extradition en sera faite de même sans pouvoir donner lieu à des nouvelles réclamations.

Pour ce qui concerne néanmoins les réclamations, que des particuliers ont produites, ou pourraient produire encore, soit pour des livraisons faites aux autorités militaires, soit pour des ouvrages faits aux casernes ou autres bâtimens royaux, soit enfin pour d'autres dettes de diverse nature, contractées antérieurement à l'évacuation de la Belgique en 1794, et traitées dans les divers protocoles des conférences relatives à la présente négociation, il est convenu que de part et d'autre on n'a pas point entendu préjudicier aux droits de ces particuliers.

Art. VI. Sa Majesté le Roi des Pays-Bas a consenti, que les obligations provenant des dettes belgiques, et pour lesquelles il serait prouvé, qu'elles se trouvaient dans des dépôts publics de l'Autriche, seraient encore admisses à l'inscription dans

1828 le grand livre, sur le pied réglé pour toutes les dettes de cette nature.

Ces obligations ayant en conséquence été produites avec les preuves exigées et remises au commissaire de Sa dite Majesté, avec les inventaires rejoints au protocole des conférences du 30 Août 1827, il est convenu, que des ordres seront donnés tant à la commission de liquidation à la Haye, qu'aux autres administrations, que cela concerne, de procéder sans retard à la liquidation et à l'inscription de toutes ces obligations, et de remettre les borderaux d'inscriptions au commissaire soussigné de la cour d'Autriche, autorisé à cet effet par ses pleins pouvoirs.

Art. VII. Les finances de l'Autriche ayant encore un solde à toucher du chef des intérêts de la dette Austro-Belge, qu'elles ont continuée à faire payer conformément aux articles II et III de la convention du 11 Octobre 1815, il est entendu, que ce solde sera payé séparément à l'Autriche, contre la production des états dument certifiés, de la même manière, que cela a eu lieu pour la somme principale de ces intérêts payés jusqu'à la date du 30 Avril 1823.

De ce solde il sera toutefois déduit les intérêts échus jusqu'à la date du 15 Juin 1814, des cinq capitaux, désignés ci-après, de la même manière, qu'ils ont été payés à Vienne pour la dette Austro-Belge, nommément:

1) d'un capital de Quatre-vingt-onze mille florins (91.000 flor.) de change à 4%, placé par la ville d'Ostende dans l'emprunt de 2,400.000 flor. du 1 Juillet 1792, ouvert chez Mme Nettine et fils, et dont les intérêts sont dûs depuis le 1 Juillet 1793.

2) d'un capital de Mille florins (1000 flor.), argent courant de Brabant, à $4\frac{1}{2}$ %, versé par le sieur Marcq, curé de Maransard, dans l'emprunt du cinq Août 1793, et dont les intérêts sont dûs depuis le dit jour.

3) d'un capital de Mille quatre cent florins (1400 flor.) prêté par la fabrique de l'église de Middelbourg en Flandre, le 28 Février 1794, à $4\frac{1}{2}$ % intérêts, qui n'ont pas pris cours que du 7 Février 1795.

4) d'un capital de Cinq cent florins (500 flor.) courant de Brabant à $4\frac{1}{2}$ % prêté le 20 Mai 1794, par les marguilliers de l'église de St. Gertrude à Nivelles, et dont les intérêts sont dûs depuis le même jour; et enfin

5) d'un capital de Mille florins (1000 flor.) courant de Brabant à $4\frac{1}{2}$ % prêté par le curé d'Autgaarden, B. J. Clement,

le 9 Janvier 1794 et dont les intérêts sont dûs depuis le dit jour. 1828

Art. VIII. D'après les articles I et II ci-dessus les finances de l'Autriche ont à recevoir du gouvernement des Pays-Bas

1) la somme de . . . . des Pays-Bas, à titre de rachat pour les payemens des pensions, dont elles restent chargées; et	1,000.000 flor.
2) celle de . . . . comme l'équivalent des pains ou pensions d'abbayes, que l'Autriche prend à sa charge	120.000 -
Ensemble	1,120.000 flor.

argent des Pays-Bas.

De cette somme totale il y a à déduire celle de . . . . qui forme le moutant des dépôts et consignations reproduits par la cour d'Autriche, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas s'engage à lui faire	171.448 flor. 51 c.
payer la somme restante de	948.551 - 49 -

(Neuf cent quarante-huit mille cinq cent cinquante-un florins quarante-neuf cents) argent des Pays-Bas en main de son commissaire plénipotentiaire soussigné immédiatement après la ratification do la présente convention.

Art. IX. L'échange des ratifications de la présente convention aura lieu six semaines après la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, les commissaires plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le 5 Mars 1828.

M. Piepers. (L. S.) *Le Baron de Barbier.* (L. S.)

Approuvons la convention ci-dessus et chacun des articles, qui y sont contenus; déclarons qu'ils sont acceptés, ratifiés et confirmés, et promettons qu'ils seront exécutés et observés selon leur forme et teneur.

En foi de quoi, Nous avons donné les présentes, signées de Notre main, contresignées et scellées de Notre sceau royal à la Haye ce trois Avril de l'an de grace Mil huit cent vingt-huit et de Notre Règne le quinzième.

(L. S.) *Guillaume.*

Le Ministre des affaires étrangères

Verstolk de Soelen.

1828

420.

29 Avril 1828.

Convention avec la Russie ayant pour but de régler les controverses concernant les fondations du clergé et des sujets de Cracovie et de Pologne situées dans l'Autriche et vice-versa. Avec procès-verbal y relatif, signé à Vienne le 29 Avril 1828.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne; etc.

Ayant égalemeut à coeur de terminer les questions litigieuses qui se sont élevées entre l'Autricho et le Royaume actuel de Pologne, au sujet des fonds que le clergé et les instituts de ces deux pays possèdent les uns dans les Etats de l'autre, comme aussi de s'entendre définitivement sur les prétentions, que les sujets et les instituts civils et ecclésiastiques du Royaume de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie ont à faire valoir à la charge du gouvernement Impérial d'Autriche et d'aplanir en même tems les difficultés qui ont retardé jusqu'à présent l'exécution définitive des articles 35, 36 et 37 du traité de Vienne du 3 Mai 1815, touchant l'extradition et la restitution mutuelle des archives, des dépôts et des cautionnemens intéressans les deux gouvernements, ou leurs sujets respectifs, ont nommé des plénipotentiaires qui se sont réunis à Vienne pour régler tous ces différens objets, par une transaction qui serait signée par les dits plénipotentiaires et par les ministres respectifs à ce autorisés, savoir:

Comme Ministre de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche etc.,

le Sieur Clément Wenceslas Lothaire prince de Metternich-Winnebourg, Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, Son Ministre d'Etat et des conférences et Sou Chancelier de cour et d'Etat et de la Maison Impériale etc.

Comme Ministre de Sa Majesté l'Empereur. de toutes les Russies, Roi de Pologne,

Le Sieur Demétrius Tatistscheff, Conseiller privé actuel, Sénateur, Chambellan actuel, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Imperiale et Royale Apostolique etc. 1828

Comme plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique,

le Sieur Pierre Comte de Goesz etc. Chambellan, Conseiller intime actuel de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique etc.

Comme plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

le Sieur Thomas Grabowski, Conseiller d'Etat et Directeur général dans la commission des cultes et de l'instruction publique du Royaume de Pologne etc.

Lesquels plénipotentiaires se conformant aux articles 7 et 8 de la convention conclue à Vienne le 29/17 Juin 1821, ainsi qu'aux bases arrêtées dans la convention préliminaire signée par les ministres médiateurs des deux augustes cours, sous la date du 4 Mars 1825 et après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, arrêté et signé les articles suivans.

I.

Fonds appartenans au Clergé et aux Instituts civils et ecclésiastiques.

Art. I. Le séquestre établi de part et d'autre sur les biens fonds, les capitaux ou redevances quelconques, que le clergé ou les instituts civils et ecclésiastiques de la Galicie orientale possèdent dans le Royaume actuel de Pologne et vice versa, sur les fonds et capitaux que le clergé ou les instituts civils et ecclésiastiques du Royaume actuel de Pologne ou de l'Etat libre de Cracovie possèdent en Autriche, est mutuellement levé par la présente et les anciens possesseurs de ces biens meubles et immeubles rentrent désormais dans la plénitude de leurs droits de propriété, tant sur les fonds mêmes, que sur les revenus en provenans arrièrés et courans.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes agissant dans l'intérêt de leur clergé et de leurs instituts relativement aux droits de propriété dans lesquels ce clergé et ces instituts se trouvent réintégrés par l'article précédent, et après avoir

1828 pris en considération les inconvéniens attachés à des possessions mixtes de ce genre, ont résolu de convenir d'un échange mutuel de tous les droits et propriétés de cette nature, à charge pour chacun des deux gouvernements de dédommager ceux de ces instituts qui se trouveraient dépossédés par cette mesure.

En conséquence, le gouvernement Impérial d'Autriche abandonne sans retour au gouvernement Polonais les fonds et capitaux hypothéqués, que le clergé et les instituts civils et ecclésiastiques de la Galicie orientale possèdent en Pologne, dans le ci-devant cercle de Zamość, et qui se trouvent spécifiés dans le relevé coté A annexé à la présente, et muni de la signature des plénipotentiaires des deux cours.

Le gouvernement Autrichien renonçant en outre à la propriété de la terre de Busno et Białopole située dans ce même ci-devant cercle de Zamość, et qui avait été affectée à la dotation de l'évêché de Przemysl en Galicie Autrichienne, cède et abandonne cette terre en toute propriété au gouvernement du Royaume de Pologne, avec toutes ses attenances et droits en dépendans. Par contre, le gouvernement de Pologne cède et abandonne irrévocablement au gouvernement Impérial d'Autriche les fonds et capitaux hypothéqués, que le clergé du ci-devant cercle de Zamość et les instituts civils et ecclésiastiques situés dans cette portion de territoire possèdent dans la Galicie Autrichienne, en tant que ces fonds et capitaux sont compris dans le relevé coté B qui se trouve de même, que le précédent, annexé au présent article et muni de la signature des plénipotentiaires respectifs

Le gouvernement Polonais cède en sus et abandonne sans retour, au gouvernement Impérial d'Autriche, les sommes dûes au clergé et aux instituts civils et ecclésiastiques du Royaume actuel de Pologne, qui ont été placées à intérêts sur les fonds publics Autrichiens, et couvertes par des obligations ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, qui se trouvent énumérées dans le relevé coté C ci-annexé et signé par les plénipotentiaires des deux cours.

Ces obligations seront restituées en nature au gouvernement Impérial d'Autriche, contre une quittance du plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; celles toutefois exceptées qui se trouvent déjà entre les mains de ce gouvernement ou qui ont été brûlées, égarées ou perdues.

Les deux hautes parties contractantes renonçant également à toute réclamation concernant les revenus et les intérêts arriè-

rés et courans des biens fonds, sommes et capitaux dont 1828
l'abandon mutuel est stipulé, dans le présent article, le recouvrement de ces revenus et de ces intérêts, comme aussi la propriété de ce qui a déjà été perçu de ce chef durant le séquestre, appartiendront de droit à celui des deux gouvernements sous la domination duquel les fonds cédés se trouvent être placés.

Art. III. Les stipulations de l'article II ne se rapportant qu'aux fonds et capitaux spécifiés dans les tableaux qui sont annexés à ce même article, il s'entend de soi-même qu'elles ne doivent porter aucun préjudice aux droits du clergé et des instituts de l'un comme de l'autre des deux Etats, sur d'autres propriétés de la même nature qui n'y sont pas comprises. Or, si par la suite on venait à découvrir des capitaux ou redevances quelconques hypothéqués en Pologne et appartenant à des instituts Autrichiens qui ne se trouveraient pas portés sur le relevé coté A, ou *vice versa* des fonds appartenant à des instituts du Royaume actuel de Pologne et situés sous la domination Autrichienne, lesquels fonds ne se trouveraient pas au nombre de ceux qui sont portés sur le relevé coté B, il dépendra de l'un comme de l'autre des deux Etats, de laisser jouir leurs instituts de pareils fonds, ou d'en poursuivre le recouvrement par les voies et moyens que la loi autorise, et chacune des parties intéressées aura en tout tems la faculté de disposer librement des propriétés de ce genre.

Il en sera de même de toutes les sommes appartenant à des instituts du Royaume de Pologne, et placées à intérêt sur les fonds publics Autrichiens qui ne sont pas portées sur le relevé coté C annexé à l'article II.

Sont également exceptés de la cession mutuelle, stipulée à l'article II, tous les fonds, sommes et capitaux appartenant au clergé ou à des instituts de l'Etat libre de Cracovie, et hypothéqués dans la Galicie orientale, ou placés à intérêts sur les fonds publics Autrichiens. La libre disposition de ces fonds est réservée dans toute son intégrité au gouvernement et aux instituts Cracoviens à ces intéressés.

Art. IV. Pour bonifier au gouvernement Impérial d'Autriche la plus value des fonds cédés par lui à l'article II, le gouvernement du Royaume de Pologne s'engage à lui payer une somme de quarante-trois mille cinquante-cinq florins d'Allemagne vingt-un creuzer (43.055 fl. 21 xr.) en monnaie de convention, laquelle somme sera portée en déduction à l'article VI sur le fond des fondations de la ci-devant Galicie occidentale, ainsi nommé: All-

1828 gemeiner westgalizischer Stiftungsfond, dont restitution doit être faite au Royaume de Pologne, conformément aux stipulations ci-après.

II.

Stiftungsfond.

Art. V. Le gouvernement Impérial d'Autriche s'engage de restituer au Royaume de Pologne cette partie du fonds des fondations de la ci-devant Galicie occidentale, ainsi nommé: Allgemeiner westgalizischer Stiftungsfond, qui est restée en 1809 dans la possession de ce gouvernement, lequel fonds ne sera pas à l'avenir détourné de la destination voulue par les actes de fondation.

La liquidation définitive de ce fonds ayant donné pour résultat, que l'Autriche se trouve être débitrice de ce chef vis-à-vis du gouvernement Polonais, d'après le relevé coté D annexé au présent article, et muni de la signature des plénipotentiaires respectifs, d'une somme de trois millions, cent quatre-vingt-quinze mille, six cent et huit florins, trente-quatre creuzer et un quart (3,195,608 fl. d'All. 34¼ xr.) en obligations de différens genres, et d'une somme de sept cent cinquante mille, six cent quatre-vingt-quatorze florins d'All. deux creuzer (750.694 fl. 2 xr.) en numéraire effectif en monnaie de convention; le gouvernement Impérial d'Autriche s'acquittera de cette dette de la manière stipulée à l'article suivant.

Art. VI. Les obligations portées sur le relevé coté D annexé au précédent article, représentant la somme ci-dessus exprimée de trois millions, cent quatre-vingt-quinze mille, six cent et huit florins d'All. trente-quatre creuzer et un quart (3,195,608 fl. 34¼ xr.) seront remises en nature 6 semaines après l'échange des ratifications de la présente convention, et même plustôt si faire se peut, entre les mains et contre une quittance du commissaire plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne.

Seront toutefois exceptées de cette remise, les obligations ainsi nommées: Kriegsdarlehens- und Lieferungs-Obligationen qui sont portées sur le relevé sous les N^os courans 48, 49, 50, 51 et 52, s'élevant au total à quatre-vingt-dix mille sept cent cinquante-neuf florins d'All. cinquante creuzer et demi (90,759 fl. 50½ xr.) lesquelles obligations étant devenues par la conven-

tion du 29/17 Juin 1821, une charge exclusive du Royaume de 1828
Pologne, et ne pouvant par conséquent plus être considérées comme des titres valables vis-à-vis du gouvernement Impérial d'Autriche, resteront entre les mains de ce gouvernement.

Quant à la somme de sept cent cinquante mille six cent quatre-vingt-quatorze florins deux creuzer (750.694 fl. 2 xr.) remboursable en numéraire effectif, laquelle, déduction faite du dédommagement de quarante-trois mille, cinquante-cinq florins d'All. vingt-un creuzer (43.055 fl. 21 xr.) en monnaie de convention stipulé à l'article IV en faveur du gouvernement Impérial d'Autriche, se réduit à sept cent sept mille six cent trente-huit florins d'All. quarante-un creuzer (707.638 fl. 41 xr.) en monnaie de convention.

Cette dernière somme sera payée par le trésor Impérial d'Autriche en argent comptant en monnaie de convention, pièces de 20x. en six termes égaux de cent dix-sept mille, neuf cent trente-neuf florins d'All. quarante-sept creuzer (117.939 fl. 47 xr.) chacun.

Le premier terme n'échoira que le 1 Novembre 1828, le second le 1 Mai 1829, et ainsi de suite de six mois en six mois, chaque 1 Mai et chaque 1 Novembre, de sorte que le sixième et dernier payement aura lieu le 1 Mai 1831.

On ajoutera au premier terme les intérêts d'une année de la somme de cent douze mille vingt-un florins quarante-quatre creuzer (112.021 fl. 44 xr.) montant des capitaux remboursables avec intérêts, lesquels intérêts comptés en partie à 4 et en partie à 5% s'élèvent à quatre mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept florins dix-sept creuzer et trois quarts (4997 fl. 17¾ xr.) en monnaie de convention, pièces de 20 creuzer.

Les termes suivans ne seront passibles d'aucun accroissement d'intérêt, comme provenans des fonds, qui par leur nature même n'en rapportent aucun.

Les payemens ci-dessus stipulés, seront effectués par la caisse provinciale de Léopol, entre les mains et contre des quittances (non timbrées) d'un commissaire qui sera délégué à cet effet par le gouvernement du Royaume de Pologne, et muni des autorisations en bonne et due forme.

Art. VII. Par suite de l'engagement pris par le gouvernement Impérial d'Autriche, dans le précédent article, le Royaume de Pologne se charge de satisfaire de son côté aux prétentions que l'Etat libre de Cracovie serait en droit de faire valoir sur cette portion du Stiftungsfond de la ci-devant Galicie occidentale,

1828 dont la restitution doit se faire au gouvernement Polonais, en vertu de l'article V de la présente convention, de sorte qu'à l'avenir aucune réclamation ne puisse plus être élevée de ce chef contre le gouvernement Autrichien.

Art. VIII. En vertu du principe adopté de part et d'autre à l'article III relativement à la libre disposition des fonds, que le clergé ou les instituts des deux pays pourraient réciproquement posséder les uns dans les Etats de l'autre indépendamment de l'échange stipulé dans la présente convention, les deux hautes parties contractantes sont convenues que les obligations publiques Autrichiennes délivrées au clergé ou à des instituts qui se trouvent sous la domination du Royaume actuel de Pologne, en tant qu'elles ne sont pas comprises au nombre des obligations cédées au gouvernement Impérial d'Autriche par l'article II de la présente convention, et qui se trouvent portées sur le relevé coté C; celles aussi qui constituent une partie du Stiftungsfond de la ci-devant Galicie occidentale, et qui sont spécifiées dans le relevé coté D, annexé à l'article V, sont affranchies par la présente de toutes les dispositions auxquelles se trouvent assujetties en Autriche les obligations publiques appartenantes à des fondations, instituts ou corporations quelconques et qui en empêchent la libre aliénation, saus déroger par-là à ce qui a été stipulé à l'art. V, quant à la destination de l'ancien fonds des fondations de la ci-devant Galicie occidentale.

Cette stipulation sera également applicable dans ses effets aux obligations appartenantes au clergé ou à des instituts de l'Etat libre de Cracovie, comme aussi le gouvernement de cet Etat se conformera au principe d'une parfaite réciprocité.

III.

Obligations ainsi nommées Hofkammer-Obligationen, délivrées pour les anciennes dettes du feu Roi Stanislas-Auguste, et de la République de Pologne.

Art. IX. Les obligations de la Chambre Aulique des Finances (k. k. Hofkammer-Obligationen) qui pour la somme correspondante à la quote-part des anciennes dettes du Roi et de la République de Pologne, dont l'Autriche s'est chargée par la convention du 15/27 Janvier 1797 ont été émises et données en payement par le Gouvernement Autrichien, seront traitées sur

le même pied que les autres effets de cette nature de la dette publique de l'Autriche, et les sujets du Royaume de Pologne et du gouvernement de Cracovie, possesseurs de pareilles obligations, seront en tout point assimilés aux autres créanciers de l'Etat de cette cathégorie; ils jouiront en conséquence de tous les avantages qui ont été ou pourraient être à l'avenir accordés à cette classe de créanciers. 1828

IV.

Fournitures faites aux troupes Russes en 1805—1806.

Art. X. Ceux des sujets du Royaume actuel de Pologne et de l'Etat libre de Cracovie, autrefois sujets Autrichiens de la ci-devant Galicie occidentale, et du cercle de Zamość qui ont contribué aux fournitures faites aux troupes Russes par ordre du gouvernement Impérial d'Autriche, lors du passage de ces troupes par les Etats Autrichiens en 1805 et 1806, et qui, ayant omis de s'annoncer lors de la liquidation ordonnée dans le tems par le gouvernement Impérial d'Autriche pour obtenir la portion du dédommagement qui leur était dûe, sont restés sans bonification, seront admis à liquider les prétentions provenant de ce chef auprès du gouvernement de la Galicie orientale à Léopol par l'organe d'un commissaire qui sera délégué à cet effet de la part du gouvernement du Royaume de Pologne, et ils obtiendront leur satisfaction suivant l'évaluation et d'après le mode d'après lesquels ont été liquidées et bonifiées dans le tems les fournitures militaires de cette nature effectuées par des individus qui avaient présenté à tems utile les titres de leurs réclamations.

Art. XI. On procédera de part et d'autre à la liquidation des fournitures dont il s'agit dans l'article précédent, dans le délai de trois mois et 15 jours, après la ratification de la présente convention, et même plus tôt si faire se peut, et ce travail sera définitivement terminé dans l'espace de six mois tout au plus tard, à compter du jour, où le commissaire délégué par le gouvernement du Royaume de Pologne aura tenu la première conférence sur cette matière avec les autorités Autrichiens de la Galicie. Passé le terme qui vient d'être prescrit, toute nouvelle réclamation de cette nature sera à jamais éteinte et ne pourra plus être reprise dans aucun cas.

1828 Art. XII. Après la clôture de la liquidation ci-dessus prescrite, le montant définitif que le gouvernement Impérial d'Autriche aura reconnu liquide, pour les fournitures en question, sera payé en une seule fois et en numéraire effectif, dans le délai de quatre semaines, par la caisse provinciale de Léopol, et ce payement sera effectué entre les mains et contre une quittance du commissaire Polonais à ce spécialment autorisé; à charge pour le gouvernement du Royaume de Pologne, de satisfaire ses propres sujets, et de faire remettre dans le plus bref délai possible, au gouvernement de l'état libre de Cracovie, la portion qui en reviendrait aux habitans de cet Etat.

V.

Extradition.

Art. XIII. Pour assurer l'exécution pleine et entière des articles 35, 36 et 37 du traité de Vienne du 3 Mai 1815, concernant l'extradition mutuelle des dépôts, des cautionnemens et des archives, on procédera de part et d'autre à cette extradition par l'organe des commissaires qui seront nommés à cet effet de la part de chacun des deux gouvernements, et qui seront tenus de se conformer strictement et en tout point aux principes établis ci-après, et seront compris dans cette extradition tous les objets concernant le territoire ou les habitans de la ville libre de Cracovie et de son rayon.

A. Restitution des dépôts.

Art. XIV. Tous les dépôts, de quelque nature ou dénomination qu'ils puissent être, qui se trouvaient jusqu'au 14 Octobre 1809 sous la surveillance des autorités, soit judiciaires, soit administratives de la ci-devant Galicie occidentale, et qui furent consignés dans les caisses des tribunaux ou dans celles des cercles, ou transférés par ordre du gouvernement Impérial d'Autriche, des caisses dépositaires respectives dans celles du trésor public, ou bien transportés lors de la guerre de 1809 dans les autres provinces Autrichiennes, pour être mises à l'abri de l'invasion des troupes étrangères, seront restitués saus détraction aucune au gouvernement du Royaume de Pologne. Il en sera de même des dépôts judiciaires et administratifs du ci-devant cercle de Zamość, qui avaient été par les mêmes raisons trans-

férés dans les caisses de l'Etat ou transportés dans les autres 1828
provinces de la Monarchie Autrichienne, ou bien qui avaient été consignés auprès des tribunaux et des autorités provinciales à Léopol dont la jurisdiction s'étendait jusqu'au 14 Octobre 1809 au territoire et aux habitans de ce cercle; en tant toutefois que les uns comme les autres n'ont pas encore été restitués ni aux Commissaires du ci-devant Duché de Varsovie, ni à ceux du gouvernement actuel de Pologne.

Par contre, le gouvernement du Royaume fera restituer au gouvernement Impérial Autrichien tous les dépôts, sans exception aucune, appartenant aux individus, communes, ou corporations du rayon de Cracovie qui fut réuni derechef par le traité de 1815, aux Etats Autrichiens, en tant que ces dépôts se trouvent encore entre les mains des autorités Polonaises, soit judiciaires, soit administratives.

Art. XV. La restitution mutuelle do tous les dépôts se fera de la manière suivante.

a) Les dépôts consistans en documens ou obligations quelconques, en effets précieux ou autres objets de ce genre, en monnaie d'or ou d'argent, seront restitués en nature, sous la forme où ils se trouvaient au moment de leur consignation.

b) Les valeurs déposées en anciens Billets de banque, Bancozettel, ou en monnaie de billon seront réduites, d'après le cours moyen, qu'avait l'ancien papier monnaie au mois de Décembre 1809, et le produit de cette réduction sera restitué, non obstant toute disposition contraire des lois do l'Autriche, en monnaie de convention sans détraction aucune.

c) Les dépôts qui ont été vendus juridiquement, seront remplacés par les équivalens obtenus par la vente. Ces équivalens s'ils consistent en Bancozettel ou en billon, seront évalués et bonifiés de la manière qui vient d'être prescrite dans le paragraphe précédent.

d) Pour les dépôts qui auraient été égarés ou perdus de quelque manière que ce puisse être, on restituera l'équivalent, savoir:

s'ils consistaient en monnaies d'or ou d'argent, d'après le cours effectif de ces monnaies;

s'ils ont été déposés en papier monnaie ou en billon, d'après l'évacuation stipulée dans le paragraphe coté *b*;

s'ils consistaient en effets précieux, d'après l'estimation ou d'après la taxe notés dans le livre des depôts; — et

s'ils étaient déposés en effets d'or ou d'argent, d'après lo poids et le titre marqués dans ce même livre.

1828 *c*) Si parmi les dépôts du rayon de Cracovie il se trouvait de sommes déposées en papier monnaie (Kassabilleten) ou en billon du ci-devant Duché de Varsovie, le gouvernement Polonais en fera la restitution en monnaie courante du Royaume de Pologne, d'après leur valeur nominale.

Art. XVI. On se réserve réciproquement le droit de retenir sur les dépôts à restituer tout ce qui pourrait en revenir en vertu des décisions légales des autorités administratives compétentes, ou par des sentences des tribunaux, soit au fisc, soit à des individus, communes ou corporations du pays où se trouvent actuellement les dépôts en question; en tant toutefois que ces décisions ou ces jugemens ont été prononcés en dernière instance, avant le changement de domination.

B. Restitution des cautionnemens.

Art. XVII. Toutes les poursuites et réclamations contre les fonctionnaires, contre les agens comptables, ou contre les fermiers des biens domaniaux ou des revenus de l'Etat, en tant que ces individus sont sortis avec le changement de domination, des relations et des engagemens dans lesquels ils se trouvaient auparavant vis-à-vis de leurs gouvernemens respectifs, sont à jamais éteintes et ne pourront plus être reprises sous aucun motif.

Art. XVIII. En conséquence du principe établi dans le précédent article, tous les cautionnemens faits avant le 14 Octobre 1809 par des individus sujets alors ou fonctionnaires du gouvernement Autrichien, et devenus depuis sujets du Royaume actuel de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie, lesquels cautionnemens se trouvaient sous la jurisdiction des autorités soit administratives, soit judiciaires du gouvernement Autrichien, et restent encore entre les mains de ce gouvernement, seront remis au gouvernement du Royaume de Pologne, en tant:

a) Que les individus susmentionnés sont sortis à l'époque du 14 Octobre 1809 du service de l'Autriche, ou des engagemens contractés vis-à-vis de cet Etat, et que les cautionnemens qui les concernent ont été fournis par eux-mêmes, ou pour eux par d'autres individus devenus à cette époque sujets du ci-devant Duché de Varsovie, et ensuite du Royaume actuel de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie.

Il s'entend de soi-même, que dans le cas où un cautionnement fourni pour un autre, se trouve être propriété d'un indi-

vidu qui est devenu à l'époque du traité de 1809 sujet du ci-devant Duché de Varsovie, et ensuite sujet du Royaume actuel de Pologne ou de l'Etat libre de Cracovie, ce cautionnement sera également restitué au gouvernement Polonais, que l'individu pour lequel il a été fait caution, soit resté ou non après le 14 Octobre 1809 dans les engagemens contractés vis-à-vis du gouvernement Autrichien. 1828

b) Que les cautionnans ou leurs successeurs se trouvent actuellement domiciliés dans le Royaume de Pologne ou dans l'Etat libre de Cracovie.

Art. XIX. Sont exceptés de la règle générale établie dans l'article précédent, les cautionnemens qui ont été employés soit en totalité, soit en partie, en vertu des décisions définitives rendues en dernière instance avant le 14 Octobre 1809, à couvrir les déficits ou les dommages occasionnés par les cautionnans, ou par les individus pour lesquels il a été fait caution. Dans de pareils cas, le gouvernement qui est en possession du cautionnement, ne restituera à l'autre que la portion restante, déduction faite du dédommagement dû par le cautionnant, ou par celui pour qui il a été fait caution.

Art. XX. Les stipulations des articles XVIII et XIX seront appliquées sous tous les rapports aux cautionnemens faits avant le 3 Mai 1815 par des individus, sujets alors, ou fonctionnaires du ci-devant Duché de Varsovie, et devenus depuis sujets Autrichiens, lesquels cautionnemens seront dans les cas semblables à ceux qui ont été prévus à l'article XVIII restitués au gouvernement Impérial d'Autriche, sauf les exceptions établies dans l'article XIX, savoir: quant aux valeurs servant de caution qui auraient été avant le changement de domination destinées en vertu des décisions rendues en dernière instance, à couvrir les déficits ou les dommages occasionnés par les cautionnans, ou par les individus pour lesquels il a été fait caution.

Art. XXI. Dans le cas où l'on ne pourrait pas découvrir le domicile actuel du cautionnant, ou de ses successeurs, le cautionnement restera auprès du gouvernement, ou sera restitué au gouvernement dans les Etats duquel se trouve situé le dernier domicile connu du réclamant lui-même ou de ses héritiers.

Art. XXII. Les cautionnemens qualifiés à l'extradition d'après les principes ci-dessus établis, en tant qu'ils consistent:

en documens, titres, ou obligations quelconques; en effets précieux ou autres objets de ce genre; en numéraire effectif, c'est à dire en monnaie d'or ou d'argent;

1828 en anciens billets de banque Autrichiens,

ou en monnaie de billon; ou en billets du ci-devant Duché de Varsovie, ainsi nommés Cassabilleten,

seront restitués do la manière prescrite dans de pareils cas, à l'articlo XV, pour la restitution des dépôts.

Il en sera de même des cautionnemens qui auraient été égarés ou perdus.

Art. XXIII. Lorsqu'un cautionnement déposé en numéraire effectif, ou en papier monnaie a été avec le consentement formel ou tacite du cautionnant, placé à intérêts chez un particulier, ou sur le fonds public, il ne peut plus s'agir que de la restitution du document ou de l'obligation obtenue de ce chef et des intérêts en provenans, en tant que ces derniers n'ont pas été perçus par lo cautionnant lui-même, ou que leur perception n'a pas été hors de la jurisdiction et des attributions de l'autorité qui se trouve en possession du cautionnement, car dans ce dernier cas, il dépendra du cautionnant lui-même d'en poursuivre le recouvrement.

Art. XXIV. Les cautionnemens fournis en effets publics, seront annulés moyennant transcription de l'obligation servant de caution.

Art. XXV. Les cautionnemens fournis en hypothèque sur des immeubles, sont regardés comme ne devant produire aucun effet, et les inscriptions les concernant, seront rayées du livre des hypothèques, d'après les formes qui sont en vigueur pour effectuer légalement un acte pareil, auquel la stipulation présente servira de base.

C. Extradition des Archives.

Art. XXVI. Toutes les archives, les actes de l'administration, cartes, plans, documens ou titres quelconques, concernant le territoire, les individus, communautés ou corporations de la ci-devant Galicie occidentale, ou du cercle de Zamość, en tant qu'ils se trouvent encore par quelque raison que cela puisse être, auprès des autorités Autrichiennes, soit judiciaires, soit administratives ou financières en Galicie orientale, seront restitués en totalité au gouvernement actuel de Pologne.

Il en sera de même de tous les actes concernant les susdites provinces qui pourraient se trouver encoro dans les archives des autorités centrales à Vienne, tant judiciaires qu'administratives. On n'en exceptera que les objets concernant l'en-

semblo des Etats Autrichiens, et qui ne pourraient être séparés 1828
sans détruire le complet des archives des autres provinces, et dans ce dernier cas, le gouvernement Impérial d'Autriche s'engage à délivrer, à ses frais, au gouvernement du Royaume de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie, les copies ou les extraits dont ces gouvernemens ou leurs sujets respectifs pourraient avoir besoin par la suite.

Par contre, le gouvernement Polonais fera séparer et restituer au gouvernement Impérial d'Autriche tous les actes et documens quelconques concernant le territoire, les individus, communautés ou corporations du rayon de Cracovie, lesquels actes et archives pourraient se trouver encore pour quelque raison que ce soit, auprès ou sous la surveillance des autorités locales ou centrales, judiciaires ou administratives du Royaume actuel de Pologne.

Art. XXVII. Dans tous les cas où un papier, document ou titre quelconque pourrait servir à un usage commun des deux Etats, on se tiendra strictement à la règle prescrite par l'art. XXVI du traité du 3 Mai 1815, savoir: que la partie qui en est en possession, sera tenue d'en délivrer à ses fraix à l'autre une copie légalisée.

Art. XXVIII. Les deux hautes parties contractantes feront effectuer par les autorités compétentes, dans l'espaço de trois mois, à partir du jour de la ratification de la présente convention, la séparation de toutes les archives, dépôts et cautionnemens, d'après les principes établis dans les articles ci-dessus; de manière que passé ce terme, les Commissaires qui doivent être nommés à cet effet de part et d'autre, et qui doivent se réunir à Léopol avant l'expiration du délai qui vient d'être fixé, puissent procéder immédiatement à l'extradition de ces divers objets, quo leur travail ne rencontre plus ni délai ni empêchement aucun, et qu'il soit terminé au bout de six mois, à dater de la première conférence des Commissaires respectifs, et même plus-tôt si faire se peut.

VI.

Dispositions générales.

Art. XXIX. Pour assurer l'exécution prompte et complète des diverses stipulations contenues dans les articles précédens,

1828 comme aussi pour prévenir le retour de tout malentendu entre les deux gouvernemens, ou leurs sujets, on est convenu de consigner les développemens de la présente convention dans un Protocole explicatif, muni de la signature des plénipotentiaires respectifs, et do l'accession des Ministres médiateurs des deux cours; lequel Protocole aura la même force et valeur que s'il était inséré ici mot-à-mot, et sera considéré comme partie intégrante do cette convention.

Art. XXX et dernier. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, et même plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs et les Ministres des deux cours à ce spécialement autorisés l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Vienne le vingt-neuvième jour du mois d'Avril de l'an de grace Mil huit cent vingt-huit.

(L. S.) *Pierre Comte de Goëss.*
(L. S.) *Thomas Grabowski.*
(L. S.) *Metternich.*
(L. S.) *Tatistscheff.*

Protocole.

Les plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, et de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, s'étant réunis avec Messieurs les Ministres médiateurs de leurs hautes cours, pour la signature de la convention concluo en date de ce jour sur les objets de liquidation qui restaient encore à terminer entre l'Autriche et la Pologne, sont convenus de consigner dans le présent protocole le résultat de leurs délibérations sur deux questions supplémentaires ci-après énoncées qui s'étaient élevées en dernier lieu et qui se rapportent à des objets qui viennent d'être réglés par la nouvelle convention.

1. Les recherches faites par les autorités do la Galicie au sujet de différentes redevances hypothéquées dans cette province, et dont la valeur capitale a été réclamée de la part du Royaume de Pologno comme une propriété de ses instituts, ont démontré tout récemment que la somme de 2240 florins en papier de Vienne, liquidée en faveur de l'église de Rzeplin sur l'hypothè-

que de la terre de Liski et portée au Nro 9 sur le Tableau coté *B* 1828
annexé à l'article II de la convention de ce jour, est en partie comprise sous le No. 19 dans le même Tableau *B*, et en partie réduite à une dîme en nature, dont la valeur d'après une estimation basée sur le produit des dernières années ne s'élève qu'à la somme de 989 florins 10 xr.

Le plénipotentiaire de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique a par conséquent reçu l'ordre de demander que le surplus, se montant, y compris les intérêts qui ont été comptés de trop, à 1776 florins 5 xr., soit retranché sur les sommes que la Pologne a liquidée de ce chef à la charge de l'Autriche:

Le plénipotentiaire Polonais s'étant convaincu de l'exactitude de cette rectification supplémentaire, il a été convenu d'un commun accord, que pour éviter de nouvelles corrections sur les tableaux servant d'annexes à la convention qui vient d'être définitivement conclue, la somme en question de 1776 florins 5 xr. W. W. réduite à 710 florins 26 xr. en bonne monnaie, sera rebattue sur le premier terme des payemens auxquels le gouvernement Impérial d'Autriche s'est engagé par l'article VI de la convention susmentionnée.

2. Le Royaume de Pologne s'étant chargé par l'article VII de la convention qui vient d'être signée, de faire droit aux prétentions de la Ville libre de Cracovie à la part qui lui revient dans le fonds de fondation de la ci-devant Galicie occidentale, connu sous la dénomination de Stiftungsfond, et qui doit être restitué au gouvernement Polonais en vertu des articles V et VI de cette même convention, le plénipotentiaire Autrichien a été chargé d'énoncer le désir de son gouvernement d'être mis par la suite en connaissance des arrangemens qui seront pris à ce sujet avec l'Etat libre de Cracovie, afin que Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique puisse, en sa qualité de Co-Protecteur de cet Etat, acquérir une pleine sécurité sur l'accomplissement de ce qui a été stipulé en faveur de ce dernier; le Commissaire Polonais de son côté étant bien persuadé que le gouvernement du Royaume de Pologne est animé du désir sincère de s'entendre amiablement avec l'Etat libre de Cracovie pour régler définitivement cet objet d'après la convenance mutuelle et d'après le principe d'une rigoureuse justice, s'est empressé de tranquilliser sur ce point la sollicitude du gouvernement Impérial d'Autriche, et il a été arrêté en conséquence, qu'il sera donné connaissance de la part du Royaume de Pologne au gouvernement Autrichien des arrangemens dont on conviendra à ce sujet avec

1828 le gouvernement Cracovien, et qui seront de nature à prévenir toute réclamation ultérieure de ce chef, soit contre l'Autriche, soit contre le Royaume de Pologne.

Les stipulations contenues dans le présent Protocole devant avoir la même force et valeur, que si elles étaient insérées dans la convention de ce jour, ce Protocole dressé en double, a été muni de la signature des plénipotentiaires respectifs, ainsi que de l'accession des Ministres médiateurs.

Fait à Vienne le 29 Avril 1828.

(L. S.) *Pierre Comte de Goëss.*

(L. S.) *Thomas Grabowski.*

Nous soussignés, comme Ministres médiateurs des deux augustes cours, déclarons notre pleine et entière accession à ce qui vient d'être stipulé dans le présent Protocole.

Metternich. (L. S.) *Tatistscheff.* (L. S.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Soit notoire à tous et à quiconque il appartient: Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, ayant résolu de donner suite à l'article XXXVIII du traité d'amitié conclu à Vienne le $\frac{21 \text{ Avril}}{3 \text{ Mai}}$ 1815, en faisant effectuer la démarcation de la frontière entre les Royaumes de Pologne et de Galicie, aux termes de l'article III du même traité, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne: le Sieur Frédéric Augusto d'Auvray, Général d'infanterie de ses armées etc.; et le Sieur Adam Bojanowicz, Lieutenant-Colonel à l'état-major du quartier etc.;

Sa Majesté, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie:

le Sieur Emanuel Baron de Lipowski, Conseiller de gouvernement, Son Résident et Consul général auprès de la Ville libre de Cracovie etc.; et le Sieur Emeric Baron de Blagoevich, Lieutenant-Colonel à l'état-major-général etc.; — lesquels, ayant exécuté et faire exécuter les différentes opérations que la nature de l'objet exigeait, discuté en dix-huit séances (dont

les procès-verbaux ont été dressés et signés) les différentes questions qui se sont présentées, et fixé d'une manière visible, précise et invariable, la ligne de démarcation entre les Royaumes de Pologne et de Galicie conformément à la teneur des articles du traité d'amitié précité, relatifs à cet objet, ainsi qu'aux instructions dont ils ont été munis dans le courant de l'ouvrage, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu, signé et arrêté les articles suivans: 1828

Art. I. La ligne de démarcation entre les Royaumes de Pologne et de Galicie, indiquée par l'article III du traité d'amitié précité, rectifiée moyennant les cessions spécifiées dans l'article II du présent acto, a été déterminée et tracée sur le terrain comme ci-après:

En partant du point de coïncidence des frontières du territoire de la Ville libre de Cracovie et des Royaumes de Pologne et de Galicie, les premiers poteaux marquant la frontière entre ces deux Royaumes, ont été placés, savoir:

Le poteau Polonais sur la rive gauche de la Vistule, sur un champ du village Morgi, à côté du poteau Nro. 1 de la démarcation entre le Royaume de Pologne et le territoire de Cracovie; et

Le poteau Autrichien sur la rive droite de la Vistule, sur une prairie appartenante au village Kółko, à côté du poteau Nro. 65 de la démarcation entre le Royaume de Galicie et le territoire de Cracovie.

Depuis ces premiers poteaux la ligne frontière descend la Vistule en suivant son Thalweg, jusqu'aux poteaux respectifs Nro. 123, érigés sur les deux rives près de Zawichost. Les endroits riverains limitrophes sur cette distance sont du côté de la Pologne: Morgi Kozlica Węgrzynowska, Kozlica Igołomska, Odwiśle, Łaźnia, Odwiśle, Wawrzęczyce, Nękanowice, Nowe-brzesko, Hebdów, Stare-brzesko, Smlełowice, Sierosławice, Dolany, Jaksice, Macieczyna, Morsko, Witów, Piaski, Kępamalkowska, Stanisławice, Wymyslów, Skałka, Białocin, Przemyków, Piotrowice, Urzuty, Wyszogród, Rogów, Opatowice, Kraśniów, Chwalibogowice, Sienisławice, Winiary, Zawodzie, Podzamcze, Łęka, Ray, Pawłow, Brzostków, Jeżyska, Kępa-bolesławska, Błotniawola, Parchocin, Trzebica-mała, Tur, Obleków, Kępa-lubaska, Rataie-małe, un terrain en litige entre Zabiec et Rataie-małe, villages polonais, et le village Galicien Łęka-Szczucińska, Zabiec, Kąty, un terrain en litige entre Komorów polonais et le village Gali-

1828 cien Wola szczucińska, Komorów, Gace, Tarnowce, Słupiec, Budziska, Kępa-górecka, Rybitwy, un bois appartenant au village Galicien Gliny, Zapniów, Podskale, un territoire de Połaniec, Winnica, Łęk, Zawada, Turskmały, Niekurza, Matyaszów, Kępazaduska, Sworoń, Nakol, Malowanka, Łęg, Niecieczka, Lipnik, un pâturage appartenant en commun à Osiek ville polonaise, et Baranów, domaine Galicien, Długołęka, Otoka, Grabina, un territoire de Swiniary, Gogolin, Łążek, Chodków, Kępanagnaiewska, Przywłoka, Krzcin, Radowąż, Speranda, Kamieniec-nadwiślany, Bogoria, Ostrołęka, terrain appartenant à Skotniki, Koimierzów, Zawisełcze, Sandomierz, Kamień-Plebanski, Kamień-łukawski, Kamieńmściowski, Mściów, Słupcza, Bożydar, Szczytniki, une métairie appartenante au village Galicien Chwałowice, Winiary, et Zawichost, — du côté de la Galicie: Kółko, Mszczecin, Wola-batorska, Kępa-węgrzynowska, Durzyn, Kępa-Igołomska, un terrain en litige entre Igołomia et Wola-batorska, Łaźnia, Zabierzów, Nowa-wieś, Kępa, Wola-Zabierzowska, Grobla, Ispenia, un pâturage nommé Liwartów, appartenant à Nowebrzesko ville polonaise, Grobla, un terrain appartenant à Hebdów village polonais, Trawniki, Grobla, Swiniarow, Niedary, Kępa-Jaksicka, Niedary-stare, Uyśćie-stare, Popędzina, Popędzina métairie, Barczków, Dąbrówka-morska, Dąbrówkawitowska, Górka, Zabielcze, Kopacze, Zamłynie, Wola-przemykowska, Zajeziorze, Nadechów, Jagodnik, Wola-Rogowska, Nowopole, Ujśćie, Biskupice, Zawierzbie, Karsy, Borusów, Ubcnice, Zamoczyce, Łęka, Kanna, Pawłów, Stroyców, Tonie, Brzeznica, Kupenin, Machówka, Odmęt, Łachobówka, Lubas, Szczucin, Łękaszczucińska, Łęka Zabiecka, Maniów, Czołnów, Słupiec, un terrain en litige entre Słupiec village Polonais, et Otalęż et Słupiec villages Galiciens, Otalęż, Orle, Surowa, Gliny, Glinki, Uśćie, Ostrówek, Wygoda, Rożniati, Kęblów, Zaduszniki, territoire de Przykopa, Mitrów, Koło, Baranów, Przewóz, Suchorzów, Siedliszczany, Nagnajów, territoire de Machów, Kaimów, Michocin, Skała, la ville de Tarnobrzeg, le village Dzików, Podlęże, Zakrzów, Siedlec, Koćmierzów, Zarzekowice, Nadbrzeze, un terrain appartenant à Dąbrowa, Dębnia, Zalesie, Cypel, Dąbrowa, Łapiszów, Pasternik, Kępa-łapiszówska, Dąbrowka, Chwałowice, Grudza, et Popowice.

Depuis les poteaux No. 123 la frontière en quittant la Vistule, et prenant sur la rive droite une direction générale vers le Sud-Est, suit continuellement les limites territoriales des endroits limitrophes, traverse aux poteaux No. 137 et aux No. 144 la rivière Sanna, parvient au ruisseau Łukawica, qu'elle remonte

depuis les poteaux No. 184 jusqu'aux poteaux No. 189, et plus 1828
loin entre les poteaux No. 209 et 218 celui de Bukowa.

Dans cette étendue les endroits limitrophes du côté du Royaume de Pologne sont: les villages Górki, Borów, Łążek, Zabłików, Brzuza, Maydan-Lipowski, Goliszowice, Brody, Lipa, Siembida, Swidry, Stojeszyn, Modliborzyce, le territoire de la ville de Janów avec ses dépendances, les hameaux Bąk, Łążek, Grzybowa — du côté du Royaume de Galicie les villages: Popowice, Chwałowice, métairie Basiuniów, les villages Łążek, Brzuza, terrain du domaine Wrzawy, terrain de la ville de Radomyślo dépendance de Skowierzyn, les villages Żabno, Dąbrowa, Kochany, dépendances du domaine de Rozwadów, Dębowiec, une habitation isolée nommée Czelma, les villages Pawłowce, Bukowa, Nalepy, dépendances du domaine de Zarzyce. A partir des poteaux No. 218 la frontière en s'éloignant du ruisseau Bukowa, s'incline vers le Sud, atteint aux poteaux No. 241 la rivière Tanew, dont elle remonte le Thalweg jusqu'à l'embouchure du petit filet d'eau nommé Turzyk, qu'elle remonte également sur une petite distance, et l'abandonne non loin des poteaux No. 242, traverse ensuite le ruisseau précité près des poteaux No. 244, suit de là continuellement les limites territoriales des endroits limitrophes, jusqu'à la rencontre aux poteaux No. 254 de la rivière San, dont le Thalweg la constitue jusqu'aux poteaux No. 264.

Les endroits limitrophes dans cet espace sont: du côté du Royaume de Pologne, les villages Momoty, Pąk, Maziarnia, Gord, Zuk, Sieraków, Kamionka, la ville de Krzeszów, le terrain appartenant à Sarzyna village de Galicie, le village Bystre, un territoire de Krzeszów, le village Kulna et le terrain Księżowka appartenant à Lezaysk domaine Galicien, — du côté du Royaume de Galicie les villages Deputaty, Golce, Kurzyna wielka, Dąbrowa, les hameaux Konie, le village Bukowina, le hameau Sibigi, dépendance du domaine Bieling, le village Kopki, la métairie Koziarnia appartenante à la ville polonaise Krzeszów, les villages Tarnogóra, Sarzyna et Stare-miasto.

Depuis les poteaux No. 264 mentionnés en dernier lieu, la frontière, en conservant une direction générale vers l'Est, remonte le ruisseau Złota, s'en détache aux poteaux No. 267, le rejoint aux poteaux No. 276, d'où non loin ce ruisseau prenant le nom de Kolinka, la frontière le remonte jusqu'aux poteaux 288, suit plus loin toutes les sinuosités des limites des endroits limitrophes, jusqu'aux poteaux No. 298, remonte de là le ruisseau

1828 Luchówka, et depuis les poteaux No. 313 une de ses sources appelée Podlesie jusqu'aux poteaux No. 315, ensuite se dirigeant le long des limites territoriales, et ayant suivi, depuis les poteaux No. 347, jusqu'aux poteaux No. 349, le ruisseau Pauczka, elle parvient à ceux No. 364, d'où elle remonte la rivière Tanew jusqu'aux poteaux No. 370. De là, elle se porte long des frontières territoriales des endroits limitrophes, et atteint le ruisseau Nuśmiczka aux poteaux No. 546 qu'elle descend d'abord jusqu'aux poteaux No. 552, ensuite depuis les poteaux No. 580 jusqu'à son embouchure dans le Boug, près des poteaux No. 583 qui sont les derniers de la démarcation entre les Royaumes de Pologne et du Galicie. Les endroits limitrophes dans cette partie de la frontière sont: du côté du Royaume de Pologne, les villages Kulna, Szyszków, Potok-dolny, Bukowina, la ville de Tarnogród, les villages Luchów, Rożaniec, Obsza, Zamch, Rybnica, Par, Maziły, la ville de Tomaszów, lo village Jezierna, un terrain en litige entre Bełżec et Jezierna, les villages Jezierna, Łaszczówka, Przeworsk, Sołokija, Ruda-Żelazna, Żyłka, un terrain litigieux entre Bełżec et Jaczów, les villages Żyłka, Leliszka, Wola-Korchińska, Korchinia, Jarczów, Jawadki, Chodywańce, Slatyn, Gęsia-wola, Lubcza, Podlodów, Zerniky, Rokitno, Posadów, Rzeplin, Ratków, Nowosiołki, Suszow, Zabcze, Oszczów, un terrain en litige entre Oszczów et Waręż coupé par la ligne frontière, Honiatyn, Pawłowce, Dołhobyczów, Holubio et Piaseczno, — du côté du Royaume de Galicie les villages Kuryłowka, Tarnowco, Lamana-wólka, Brzyska-wola, Jastrzębiec, Słoboda, Kwiki, Szegdy, pâturage commun au village Polonais Luchów et Szegdy village de Galicie, les villages Szegdy, Maydan-Sieniawski, des maisons isolées de Bunsuwa et Masłowska, Moszczanica, métairie do Ułazów, le village Ułazów, Lublińce, Fedziurka, Tepily, hameau Oblezna, terrain du domaine de Ruda-rożaniecka, les villages Rożaniecka-Huta, Rebizanly, Korkosze, stara-Huta, la ville de Narol, les villages Narol, Podlesina, Chyże, Bełżec, un terrain en litige entre Bełżec et Przeworsk, un terrain en litige entre Jarczów et Bełżec, terres du domaine de Lubycza, les villages Jacuchy, Podnietrcba, Żurawce, Nowosiołki-Kardynalne, Nowosiołky-przednie, terres du domaine de Dyniska, métairie Hubinek, les villages Rzeczyca, Ulhuwek, Krzewica, Wasilow-wielki, métairie de Przewodów, les villages Przewodów, Liski, Koźćiaszyn, Sulimów, Horodyszcze, la ville de Waręż, un terrain en litige entre Waręż, un terrain en litige entre Waręż et Oszczów coupé par la ligne frontière, métairie Nuśmicrz, les

villages Korków, Mianowice, Nuśmice, Ubrynów, Kozłowice, 1828
Szychtor, et un terrain appartenant à Litowierz village situé en Russie.

La ligne de démarcation ci-dessus décrite, se trouve éclaircie dans tous ses détails par la carte et la description topographique, levées et rédigées en commun par les officiers des Etats-Majors respectifs, et jointes au présent acte.

Art. II. Les ratifications mentionnées dans l'article précédent ont été obtenues moyennant les cessions réciproques suivantes.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne a cédé et abandonné à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, la métairie Koziarnia, autrement dite Zasanki, sur la rive gauche du San, vis-à-vis de Krzeszów, de manière que toute la rive gauche de cette rivière appartiendra dorénavant à la Galicie et que la frontière entre les deux Etats, en tant qu'elle est formée par cette rivière, en suivra le Thalweg.

En échange Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, a cédé et abandonné à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne,

a) le village Jurów avec son territoire,

b) le terrain du village Polonais Slatyn, qui se trouvait enclavé dans la Galicie, et

c) la partie Autrichienne du village Żylka, avec le territoire qui y appartient.

Les protocoles relatifs aux cessions ci-dessus spécifiées, dressés et signés double l'un par les Commissaires démarcateurs en date du 13/25 Août 1824, et deux autres par les Commissaires administrateurs délégués de part et d'autre, pour la remise des endroits cédés, en date du 1/13 et 5/17 Mars de l'année courante auront la même force et valeur comme s'ils se trouvaient insérés mot à mot dans le présent acte.

Art. III. Les poteaux respectifs, au moyen desquels la ligne frontière se trouve marquée, ont été érigés de part et d'autre en nombre égal, les poteaux correspondants les uns vis-à-vis des autres: ceux le long de la Vistule, du San et des rivières ou ruisseaux faisant frontière sur les rives opposées, et ceux le long de la frontière sèche, chacun respectivement sur son territoire à une distance de $\frac{\text{deux toises de Vienne}}{\text{une verge de Rhin}}$ de la ligne frontière, autant que les localités le permettaient. Ils sont revê-

1828 tus des armes de l'Etat, dont ils désignent les limites, numerotés dans une série non interrompue depuis le No. 1 jusqu'au No. 583 et leur érection a eu lieu en présence des témoins consignés dans la description topographique.

Art. IV. Quant à l'espace entre les lignes des poteaux respectivement opposés, la jouissance en est assurée aux habitans limitrophes, jusqu'aux extrémités de leurs propriétés territoriales.

Les chemins, là où ils font frontière, continueront comme par le passé, à servir de libre communication, sans porter préjudice aux droits de souveraineté.

Art. V. Pour fixer autant que possible d'une manière précise et stable, la partie de la frontière déterminée par la Vistule, et obvier d'avance aux doutes et contestations qui pourraient s'élever par la suite, vû les variations auxquelles ce fleuve est sujet, on est convenu de ce qui suit:

1. Le cours du Thalweg de la Vistule, tel que les officiers des Etat-Majors respectifs, chargés des levées l'ont trouvé et marqué sur la carte, ainsi que dans la description topographique, qui accompagnent le présent acte, constitue la frontière entre les deux Etats. Les Iles, dont la délimitation de part et d'autre s'est effectuée d'après ce même Thalweg, ne changeront plus de souveraineté, quel que puisse être par la suite le changement de la direction du dit Thalweg.

2. Si une des Iles, délimitées par la présente démarcation, venait à s'unir dans la suite à l'une des deux rives, elle fera, quant à la souveraineté, partie de l'Etat, auquel elle se sera jointe, toujours sans préjudice aux droits de la propriété particulière.

3. Pour les Iles qui se formeront et paraîtront par la suite, celles qui se trouveront entre une rive et une Ile d'un même Etat, appartiendront à ce dernier, toutes les autres seront délimitées d'après le Thalweg, tel qu'il existera à l'époque de leur formation. Toutefois l'occupation d'une Ile n'aura lieu qu'avec le savoir et le concours des autorités limitrophes respectives.

4. Indépendamment de ce qui a été prévu par l'art. XXIII du traité d'amitié, concernant les établissemens sur la largeur d'une rivière, on est convenu que dorénavant, pour éviter, autant que possible, les changemens du courant de la Vistule, toutes espèces de constructions sur ses bords seraient soumises à une exacte surveillance, et qu'il ne serait permis d'en exécuter de part et d'autre, sans l'avis préalable des experts, et sans un

commun accord des autorités respectives; il en sera de même 1828
pour les plantations en arbres et en osiers sur les alluvions du fleuve.

5. Comme la Vistule doit en tout temps faire frontière, dans le cas donc, que ce fleuve viendrait à changer tellement de cours que des poteaux placés à présent sur les rives opposés se trouvassent rejetés sur une même rive, on procèdera à la transposition des poteaux de manière, que chacun soit replacé sur la rive de la puissance à laquelle il appartient, en observant de ne placer sur le bord du nouveau lit, que le même nombre de poteaux que l'a été celui sur l'ancien, afin que la série numérique n'en soit point interrompue. Si cependant, par la suite, il y avait nécessité d'en augmenter le nombre, on en intercalerait de nouveaux, les marquant chacun du numéro du poteau précédent, avec l'addition d'une lettre dans l'ordre alphabétique; l'acte do la transposition des poteaux ou de l'érection de nouveaux devra être effectué en commun par les autorités respectives.

Art. VI. Les principes ci-dessus adoptés pour la Vistule, relativement aux îles à l'érection et la transposition des poteaux dans les cas prévus, et aux constructions hydrauliques, seront applicables dans toute leur étendue à la rivière San, en tant qu'elle constitue la frontière entre les deux Etats.

Art. VII. La carte, savoir: l'exemplaire polonais en vingt cinq sections sur une échelle de deux cent cinquante verges par pouce décimal de Rhin, et l'exemplaire Autrichien en trente-deux sections sur une échelle de quatre cent toises par pouce duodécimal de Vienne, ainsi que la description topographique, mentionnée à l'article I qui indiquent d'une manière précise la ligne frontière, l'emplacement des poteaux avec tout le détail des localités, les distances de l'un à l'autre, et les angles de relèvement, après avoir été dûement vérifiées sur les exemplaires mutuels, et trouvées parfaitement conformes, ont été munies de la signature des Commissaires respectifs et sont considérées comme faisant partie intégrante du présent acte, dont ils auront la même force et valeur.

Art. VIII. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cet acte, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

1828 Fait double à Brody le $\frac{\text{quatorze}}{\text{vingt-six}}$ Décembre de l'année mil-huit-cent-vingt-six.

Signé: *F. d'Auvray*, Général d'Infanterie.
(L. S.)
Signé: *Adam Bojanowicz*, Lieutenant-Colonel.
(L. S.)
Signé: *Le Baron de Lipowski.*
(L. S.)
Signé: *Emeric Baron de Blagoévich.*
(L. S.)

Ratifié à St. Pétersbourg le 8/20 Février 1827.
par l'Empereur *Nicolas.*

Protocole explicatif.

La convention conclue le 17/29 Juin 1821, entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, ayant définitivement réglé toutes les réclamations mutuelles de gouvernement à gouvernement pendantes entre l'Autriche et le Royaume de Pologne, il a été stipulé à l'article VII:

Que les prétentions que les sujets et les instituts ecclésiastiques et civils du Royaume actuel de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie, pourraient former à la charge du gouvernement Impérial d'Autriche, seraient prises en considération séparément et réglées définitivement dans le plus bref délai possible. Il a de même été stipulé à l'article VIII de cette convention:

Que les articles 35, 36 et 37 du traité de Vienne du 3 Mai 1815, touchant l'extradition et la restitution mutuelle des archives, des dépôts et des cautionnemens intéressant les deux gouvernemens ou leurs sujets respectifs, n'ayant pas encore été complètement exécutés, en raison de ce que les commissaires chargés de cette opération, n'avaient pu s'accorder sur un principe uniforme, celui qui doit être suivi à l'avenir pour terminer ce travail sera établi séparément et de manière à exclure tout débat comme toute discussion.

Les Commissaires plénipotentiaires chargés de prendre les arrangemens définitifs découlant de ces deux articles, se sont im-

médiatement occupés de ce travail, mais n'ayant pu se réunir 1828 entièrement d'opinion sur quelques objets de leur mission, ils ont eu recours à la médiation des Ministres des deux augustes cours, lesquels après avoir pris les ordres de leurs souverains, ont, dans une convention préliminaire, signée le 4 Mars 1825, arrêté les bases d'une transaction définitive sur ces points de contestation.

C'est d'après ces bases qui ont obtenu l'approbation de leurs Majestés Impériales et Royales qu'une convention nouvelle a été conclue sous la date de ce jour; mais quelque clair qu'on ait tâché de rendre chacun de ses articles, la plupart de ses stipulations embrassant des matières, par leur nature très-compliquées, ne pourraient être saisis dans leur vrai sens, que par ceux qui connaissent l'origine et tout l'historique de diverses réclamations qu'elle vient de régler.

C'est donc pour écarter tout doute et toute interprétation erronée, que l'on est mutuellement convenu d'y joindre un Protocole explicatif, qui sera aussi obligatoire que la convention elle-même; et pour plus de clarté, on a transcrit séparément chaque paragraphe de cette transaction et mis en regard les explications qui s'y rapportent.

I.

Fonds appartenans au Clergé et aux Instituts civils et ecclésiastiques.

Ad Art. I. (Depuis «le séquestre» jusqu'à la fin de l'art.) Lorsque par le traité du 14 Octobre 1809 le cercle de Zamość fut détaché des Etats Autrichiens et réuni aveo toute la Galicie occidentale au ci-devant Duché de Varsovie, il s'est trouvé que différents fonds meubles et immeubles appartenans soit au fonds général de religion, de bienfaisance et d'instruction publique de la Galicie orientale, soit au clergé et aux instituts civils et ecclésiastiques de cette province, ont été enclavés dans cette portion de territoire; et qu'en revanche plusieurs capitaux appartenans au clergé et aux instituts civils et ecclésiastiques situés dans ce même cercle, ont été enclavés dans cette partie de la Galicie orientale, dont l'Autriche est restée en possession.

En outre, durant la domination Autrichienne sur ce même

1828 cercle de Zamość, et sur la Galicie occidentale, différents capitaux appartenans tant au clergé qu'aux instituts de ces provinces ayant été placés à intérêts sur les fonds publics Autrichiens, les propriétaires respectifs de ces capitaux se trouvèrent à ce titre nantis des obligations publiques ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, ou des récépissés en tenant lieu.

A la suite des discussions survenus entre le gouvernement Impérial d'Autriche et celui du ci-devant Duché de Varsovie, au sujet des différentes réclamations pécuniaires pendantes entre ces deux Etats, tous les fonds sus-mentionnés ont été réciproquement mis sous séquestre, lequel séquestre fut encore maintenu de fait après le traité de 1815; de manière que d'un côté le clergé et les instituts de la Galicie orientale, et de l'autre ceux du Royaume actuel de Pologne et de l'Etat libre de Cracovie restèrent privés de la faculté de disposer de ce genre de propriétés et d'en toucher les revenus.

La convention préliminaire du 4 Mars 1825 ayant pour objet de lever toutes difficultés qui s'opposaient à un arrangement définitif sur la liquidation entre l'Autriche et le Royaume de Pologne, et de faire rentrer chacun dans ses droits, avait en premier lieu posé en principe à l'article I que le séquestre dont il vient d'être fait mention, sera mutuellement levé. Or, la stipulation contenue dans le présent article, ne fait que mettre à exécution ce qui était déjà précédemment convenu, et pour que cette exécution soit complète, le gouvernement Impérial d'Autriche et celui du Royaume de Pologne feront, chacun de son côté, immédiatement après la ratification de la présente convention les publications d'usage en pareils cas.

Ad Art. II. (Les deux hautes parties — des deux cours). Après que les propriétaires des fonds qui avaient été mis sous séquestre, furent par la levée de ce dernier rentrés dans tous leurs droits, les deux hautes parties contractantes ayant reconnu qu'il était contre la convenance et contre les intérêts des deux Etats, que leur clergé ou leurs instituts fussent réciproquement dans le cas de tirer leurs moyens de subsistance des fonds placés sous une domination étrangère et suivant d'ailleurs les mêmes principes qui avaient été précédemment adoptés en pareil cas dans la convention signée à St. Pétersbourg le 15/27 Janvier 1797, sont convenues de se faire l'abandon mutuel de tous les fonds de ce genre qui ont été coupés par la frontière, se réservant chacun de deux gouvernemens, de pourvoir au dédommagement de ceux de ses instituts qui se trouveront dépossé-

dés par cette mesure et c'est ce qui a donné lieu à la stipulation arrêtée dans cet article. 1828

(Ces obligations — ou perdues). Parmi les obligations dont il est ici question, celles qui sont portées sur le relevé coté C sous les Numéros courans 69, 70, 120, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 216, 299, 300, 311 et 312, dont la valeur nominale s'élève à 37,650 fl. d'All. n'ayant pas été délivrées avant les événemens de la guerre de 1809, à leurs propriétaires respectifs, sont, à la suite du séquestre mis sur les fonds de ce genre, restées auprès des autorités Autrichiennes, qui avaient été chargées de les remettre aux personnes à ce intéressées. Elles ne pourront par conséquent pas être comprises dans la remise actuelle des titres de ce genre, puisque le gouvernement Impérial d'Autriche en est déjà en possession.

Les obligations portées sous les Numéros courans, 32,174 et 175, dont la valeur nominale s'élève à 4674 fl. d'All., ont été consumées par le feu dans un incendie qui a eu lieu à Uchanie, celles qui se trouvent portées sous les Numéros courans 66, 67, 71, 99, 104, 105, 197, 198, 200, 201, 204, 205, 206, 207, 208, 231, 271, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293 et 295 dont la valeur nominalo monte au total à 11,546 fl. d'All., ont été égarées ou perdues, et par cette raison le gouvernement de Pologoe se trouve hors de moyen do les restituer en nature, les unes comme les autres au gouvernement Impérial d'Autriche. Comme cependant ces obligations sont inaliénables, qu'elles se trouvent jusqu'aujourd'hui sur les livres de crédit inscrites pour le compte des églises et corporations auxquelles elles ont été originairement délivrées, et que par conséquent le manque des titres originaux ne peut priver les propriétaires primitifs de ces obligations des droits qui leur étaient assurés sur les capitaux que ces titres représentaient et sur les intérêts en provenans; or, pour épargner au gouvernement Polonais la nécessité de recourir aux voies d'amortissement prescrites pour de pareils cas, et qui ne peuvent obtenir leur plein et entier effet qu'au bout d'un an et de six semaines, on est convenu de considérer tous ces titres originaux qui ont été brûlés, égarés ou perdus comme s'ils étaient déjà effectivement annulés, et d'accepter dans la cession actuelle les valeurs qu'ils représentent.

Il dépendra ensuite du gouvernement Impérial d'Autriche, de prendre telles mesures qu'il jugera convenables pour effectuer leur annulation effective.

1828 (Les deux hautes parties — jusqu'à la fin de l'article.) Par cette stipulation les deux gouvernemens sont mutuellement dégagés l'un vis-à-vis de l'autre, de toute obligation relativement à ce qu'ils ont dû ou pu percevoir sur les fonds à eux cédés, pendant que ces derniers se trouvaiont sous séquestre, et il dépendra de chacun d'eux de prendre oontre les débiteurs les mesures que la loi autorise pour se faire verser les payemens courans et arrièrés, provenans de ces mêmes fonds.

Ad Art. III. (Les stipulations — à l'article II). Après la séparation de la Galicie occidentale et du cercle de Zamość des Etats Autrichiens par le traité de 1809, les malentendus qui se sont élevés au sujet des fonds du clergé et des instituts des deux pays qui ont été coupés par la frontière, et les difficultés renoontrées dans la séparation et l'extradition des archives et documens concernant les sujets et le territoire des provinces cédées par l'Autriche, furent cause que pendant un très-long temps les deux gouvernemens n'ont pu connaître l'état effectif des fonds en question, faute de données suffisantes sur cet objet, et on a été obligé de se livrer à des recherches partielles et isolées, qui n'ont jamais pu conduire à un résultat complet et définitif. Ce n'est que dans le dernier temps et lorsque tous les points de contestation entre les deux gouvernemens ont été réglés, qu'on a cherché à s'entr'aider et à se communiquer mutuellement tous les renseignements recueillis de part et d'autre, sur l'état actuel de ces fonds, pour en constater le montant et la véritable valeur.

C'est aussi à la suite de ces communications, que les tableaux servant de base à la stipulation de l'article II, ont été dressés d'un commun accord; mais malgré toute la précision qu'on a apporté à ce travail, et toutes les peines qu'on s'est données pour le rendre aussi complet que possible, il se pourrait bien que quelque capital ou redevance ayant jusqu'à présent échappé à toutes les recherches, on parviendrait par la suite à en découvrir l'existence; c'est donc pour qu'aucune des deux parties ne puisse être lésée par une pareille omission qu'on a reconnu la nécessité d'insérer dans l'arrangement actuel la clause stipulée dans cet article.

Comme cependant dans la liquidation des fonds réciproquement cédés par l'art. II il a été reconnu qu'on avait de part et d'autre porté en compte des sommes et capitaux qui n'étaient pas qualifiés à y être admis, dont quelques-uns étant déjà payés par les débiteurs, ne pouvaient plus être réclamés, et d'autres

constituant une propriété des instituts situés dans le pays où se 1828
trouvent les immeubles servant d'hypothèque, n'appartiennent pas à la catégorie des fonds dont il est ici question, les plénipotentiaires des deux cours sont convenus de dresser d'un commun accord un relevé de tous les capitaux de ce genre, qui n'ont pas été portés sur les tableaux A et B cités ci-dessus à l'art. II, lequel relevé sera muni de leurs signatures et porté à la connaissance des deux gouvernemens, afin qu'aucune réclamation au sujet de ces mêmes capitaux ne puisse plus être reprise à l'avenir, en vertu de la clause qui vient d'être stipulée à l'art. III, et qui n'a en vue que les répétitions légales, qui auraient pu être passées sous silence dans l'arrangement actuel.

(Sont également — à ce intéressés.) Bien que les stipulations de l'article II n'ont par leur contenu aucun rapport avec les fonds que le clergé ou les instituts de l'Etat libre de Cracovie possèdent en Autriche, on a cependant jugé nécessaire pour plus de clarté, et pour éviter toute confusion d'ajouter ici cette clause supplémentaire, afin que le gouvernement de cet Etat ou ses instituts puissent disposer, selon leurs convenances, des fonds dans la propriété desquels il vient d'être réintégré par l'article I de la présente convention.

Il s'entend toutefois qu'il est également réservé au gouvernement Autrichien de réclamer de celui de Cracovie les objets qui seraient de la propriété d'un institut civil ou ecclésiastique de la Galicie orientale et qui se trouveraient au pouvoir du dit gouvernement do Cracovie.

Ad Art. IV. (Pour bonifier — aux stipulations ci-après). Le calcul et l'évacuation des fonds cédés de part et d'autre par l'article II de la présente convention, ont été réglés de la manière suivante:

A. *Fonds cédés par l'Autriche.*

1. Les capitaux appartenans au clergé et aux instituts civils et ecclésiastiques de la Galicie orientale Autrichienne, et hypothéqués dans le Royaume actuel de Pologne, dans le ci-devant cercle de Zamość, s'élèvent au total, d'après le relevé coté A annexé à l'article II, à 460.487 fl. de Pol. et 25 gros, dont une partie faisant au total 313.769 fl. de Pol. 15 gros, se trouve portée dans la colonne des capitaux liquidés, et une somme de

1828 146.718 fl. de Pol. 10 gros dans la colonne des capitaux dont l'hypothèque est douteuse on contestée.

Cette dernière colonne se compose:

a) des créances dont l'hypothèque par le rang de son inscription présente qnelques doutes sur la probabilité du remboursement;

b) des sommes inscrites sur des immeubles dont l'hypothèque n'est pas encore définitivement réglée;

c) des créances contestées par les débiteurs;

d) des capitaux tout récemment liquidés par le gouvernement Impérial d'Autriche, sur l'hypothèque desquels on n'a pas encore pu se procurer les renseignemens requis pour juger définitivement du degré de leur sûreté.

e) des sommes dont l'hypothèque est trop vaguement indiquée pour pouvoir vérifier sa légalité.

Les commissaires plénipotentiaires des deux cours ayant considéré que pour éclaircir toutes ces questions de détail, et pour constater le degré de sûreté de chacuno de ces créances, il faudrait entreprendre, tant auprès des autorités du Royaume de Pologne, que dans les archives des autorités Autrichiennes de la Galicie, de nouvelles recherches pour des objets d'une moindre valeur, et des investigations qui seraient au moins en grande partie infructueuses, et qui ajourneraient indéfiniment tout arrangement possible sur cette partie de la liquidation; que d'ailleurs plusieurs points de divergence ne peuvent être éclaircis avant que les contestations élevées avec les débiteurs soient définitivement jugées, ont pris la commune résolution de trancher sur toutes ces difficultés, en adoptant pour règle de l'admission ou du rejet de chaque créance douteuse, lo degré probable de sûreté qu'elle paraît offrir d'après les données et les indications déjà récueillies.

Or, après une discussion détaillée sur chaque créance de ce genre, on a admis en ligne de compte comme liquides, aux risques et périls du gouvernement Polonais, les capitaux portés sur lo relevé sous les Numéros courans: 2, 22, 47, 54, 57, 59, 60, 66, 67, 68, 76, 87, 88, 89, 90 et 94, s'élevant au total à . . . . 94.523 fl. de Pol. 10 gr.

et les capitaux portés sous les No. 17, 19, 61, 62, 63, 69 et 72, ont été admis pour la moitié de leur valeur nominale, laquelle moitié se monte à . . . . 12.500 fl. de Pol.

de sorte que sur toute la colonne des capitaux douteux, le gouvernement du Royaume de Pologne accepte pour liquide une somme de . 104.023 fl. 10 gros. 1828

En y ajoutant toute la colonne des capitaux dont l'hypothèque est hors de doute et de contestation, montant à . . . . 313.769 fl. 15 gros.

le total des capitaux admis pour liquides, s'élève à . . . . 417.792 fl. 25 gros.

Le reste, faisant en tout 42.695 fl. a été abandonné au gouvernement de Pologne, sans dédommagement pour balancer les risques qu'il court sur les sommes acceptées comme liquides.

Pour réduire ensuite à leur valeur réelle les capitaux cédés par le gouvernement Impérial d'Autriche, et reconnus liquides, on a été obligé de prendre en considération la loi de la diète du Royaume de Pologne du 1/13 Juin 1825, qui a changé les rapports des créanciers avec leurs débiteurs en instituant une association de crédit, ainsi nommée: Towarzystwo Kredytowe Ziemskie, à laquelle sont admis tous les propriétaires fonciers.

D'après les articles 10, 11, 12, 14, 18 et 19 de cette loi, chaque débiteur jouit de la faculté de payer toutes ses dettes, hypothéquées sur des immeubles, en lettres de gage, ainsi nommées: Listy Zastawne, rachetables d'après le sort dans l'espace de 28 années, qui ne rapportent qu'un intérêt de 4%, et que les créanciers sont obligés d'accepter au pair, c'est-à-dire dans leur valeur nominale, ce qui réduit la valeur réelle de chaque créance hypothéquée avant la promulgation de la loi sus-mentionnée, au cours effectif des lettres de gage. Ce cours ayant été admis d'un commun accord à 80 % (proportion que jusqu'à ce moment il n'a encore jamais dépassé), le total des capitaux liquides qui s'élève à la somme de 417.792 fl. 25 gr. exprimée plus haut, se réduit d'après ce taux à 334.234 fl. 8 gr., en monnaie courante de Pologne.

2. Les intérêts des capitaux sus-mentionnés, depuis le commencement de l'année militaire autrichienne 1809, c'est-à-dire depuis le 1 Novembre 1808, époque où leurs propriétaires ont été privés de la faculté d'en poursuivre le recouvrement, jusqu'à la fin d'Octobre 1827 *) c'est-à-dire pour 19 ans, feraient

*) Le terme du 1 Novembre 1808 a été adopté pour la liquidation

1828 au total une somme de 396.903 fl. de Pol. 6 gr.; mais une grande partie des capitaux dont il s'agit ayant pendant un très-long temps échappé à toutes les recherches faites à cet égard par le gouvernement Polonais, faute de données suffisantes dont les autorités du ci-devant Duché de Varsovie, et ensuite celles du Royaume actuel de Pologne avaient été privées par les raisons expliquées déjà plus haut dans le développement de l'article III de la présente convention; ce n'est que dans le courant de ces dernières années, qu'on est parvenu à en connaître l'existence, moyennant les renseignemens et les documens obtenus de la part des autorités Autrichiennes de la Galicie orientale, à la suite des protocoles des conférences du 20 Mars 1822 et du 29 Mars 1823, dans lesquels protocoles on avait provisoirement stipulé l'extradition de tous les actes et documens concernant les capitaux en question, pour assurer les droits des instituts dans les nouveaux livres d'hypothèques.

Cette circonstance a amené un retard d'environ 15 ans dans les mesures prises par les autorités Polonaises, pour le recouvrement des intérêts de cette partie des créances en question, et comme d'après le §. 2277 de la loi en vigueur dans le Royaume de Pologne, tout ce qui est payable annuellement, ou à des termes plus rapprochés se prescrit par 5 ans, c'est-à-dire, qu'on ne peut réclamer que les arrérages de 5 années comptées en arrière depuis le jour de la réclamation faite par le créancier, du quel bénéfice les débiteurs des capitaux dont il s'agit ici n'ont pas manqué de se prévaloir; il en résulte que les intérêts arriérés de cette portion des capitaux pour tout le temps qui a précédé les 5 dernières années avant l'époque où le gouvernement Polonais se fut trouvé à même de diriger ses poursuites contre les débiteurs, sont frappés de déchéance. Or, sur la somme totale des intérêts qui s'élève, comme il a été noté plus haut à 396.903 fl. 6 gros, une partie des arrérages s'élevant à . . . . 238.164 fl. est exigible, et le reste faisant une somme de 158.739 fl. 6 gros, ne peut être comme une nonvaleur.

---

des revenus provenans des capitaux cédés par le gouvernement Impérial d'Autriche, parce qu'effectivement une grande partie des débiteurs ont commencé à payer les intérêts arriérés au gouvernement du ci-devant Duché de Varsovie, à dater de cette même époque; quant au terme du dernier Octobre 1827, il a été admis pour faciliter et arrondir les comptes dans tous les calculs qui entrent dans cette convention.

Les plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes, 1828
ayant reconnu que si d'un côté on ne pouvait pas exiger à juste titre que le gouvernement de Pologne se chargeât de toute cette perte, de l'autre, il ne serait pas non plus tout-à-fait juste de la faire supporter en entier au gouvernement Impérial d'Autriche, puisque les causes qui ont amené ce déchet dans les fonds dont il s'agit, tiennent à des malentendus qu'on ne saurait mettre exclusivement à la charge d'aucun des deux gouvernemens; on est convenu de trancher cette difficulté en partageant la perte entre les deux Etats, de manière que le gouvernement de Pologne bonifiera au gouvernement Impérial d'Autriche la moitié de la non-valeur sus-mentionnée; laquelle moitié s'élève à . . . . 79,369 fl. 18 gr.

En y ajoutant cette portion d'intérêts qui a été payée par les débiteurs, ou du moins qui est remboursable, faisant . . . . . 238.164 fl.

le total de la bonification due de ce chef au gouvernement Impérial d'Autriche, s'élève à 317.533 fl. 18 gr.

3. *La valeur de la terre de Busno et Białopole.*

Reconnaissant mutuellement les difficultés et les embarras inséparables d'une estimation nouvelle, et voulant éviter les délais qui s'en suivraient, on est convenu d'un commun accord, de prendre pour base de la valeur de la terre de Busno et Białopole l'estimation qui en a été faite par le gouvernement Impérial d'Autriche, dans le temps où cette terre fut affectée à la dotation de l'Evêché de Przemysl, et qui a été fixée à cette époque à . . . . 31.990 fl. d'All. 10 xr.

4. *Les revenus de la terre en question.*

L'article II de la convention du 4 Mars 1825 ayant posé en principe que les fonds des instituts des deux pays qui avaient été sous séquestre, seraient restitués à leurs anciens possesseurs, avec tous les revenus qu'on en a retirés durant ce même séquestre; il en est résulté que tout en faisant maintenant l'acquisition de la terre de Busno et Białopole, le gouvernement de Pologne ne pouvait pas être dispensé de l'obligation de bonifier au gouvernement Impérial d'Autriche le rapport de cette terre, jusqu'au moment où l'Autriche en a fait l'abandon.

Cependant les calamités qui ont frappé cette propriété pendant qu'elle a été sous séquestre, et qui furent occasionnées tant par les élémens que le passage de différentes troupes, lors des dernières guerres et les charges extraordinaires qu'elle a eu à supporter, ont rendu les comptes de son administration et la

1828 liquidation avec les fermiers qui en ont été, par bail, en possession, si difficiles et si compliqués, que plusieurs points de comptabilité, comme aussi plusieurs réclamations des fermiers à la charge du trésor du Royaume de Pologne, et vice versa, provenant de ce bail, sont encore jusqu'à présent en suspens; de sorte que le gouvernement Polonais s'est trouvé dans l'impossibilité de presenter dans ce moment une liquidation complète et définitive du produit net de cette terre, pour l'époque précitée.

Or, pour couper court à toutes les difficultés, et pour ne plus laisser ouverte aucune réclamation de ce chef, on est convenu de recourir au même moyen qui a déjà été adopté pour l'estimation de la valeur de cette propriété, c'est-à-dire, de prendre encore dans le cas présent pour la fixation du dédommagement dû au gouvernement Impérial d'Autriche, le revenu de la terre, tel qu'il avait été évalué dans le temps par ce gouvernement lui-même, savoir à 1599 fl. d'All. 32 xr. par an, ce qui donne pour 18 ans, c'est-à-dire, depuis le 1 Novembre 1809, époque où le gouvernement du ci-devant Duché de Varsovie a pris possession du pays, où cette terre se trouve située, jusqu'à la fin d'Octobre 1827, un produit de 28.791 fl. d'All. 36 xr.

5. *Dédommagement pour le Fundus instructus de cette même terre.*

D'après les renseignemens recueillis par le gouvernement Impérial d'Autriche sur le *fundum instructum* de la terre de Busno et Bialopole, ce dernier se composait en 1809, lorsque l'Evêque de Przemysl a quitté cette terre, d'environ 200 pièces de gros bétail, de 2000 brébis de race croisée, de provisions considérables en grains, en boissons, en bois de construction etc., lesquels objets étant une propriété personnelle de l'Evêque, n'avaient pu entrer dans l'estimation de la terre en question et le gouvernement Autrichien a réclamé de ce chef, à titre de dédommagement, une somme de 20.000 florins de Pologne.

Le gouvernement Polonais a déclaré de son côté, que vu les troubles de la guerre, au milieu desquels les autorités du ci-devant Duché de Varsovie ont pris possession de cette terre, il a été impossible de se procurer des renseignemens exacts sur l'état où se trouvait à cette époque son *fundus instructus*; qu'il a seulement été constaté qu'en 1810 lorsque Busno et Bialopole fut mis en ferme, la valeur du *fundus instructus* qui s'y trouvait, fut estimée dans le contrat à 5821 fl. 14 gros de Pologne; que depuis, la plupart des objets qui le constituaient ont été en

partie détruits par un incendie, et en partie enlevés lors des passages des différentes troupes en 1812 et 1813. Dans cet état de choses, toute estimation en règle étant reconnue impraticable, on est convenu de stipuler en bloc le dédommagement réclamé de ce chef par le gouvernement Impérial d'Autriche et il a été fixé d'un commun accord à 3000 fl. d'Allemagne en monnaie de convention, ce qui fait, en comparant la valeur des deux monnaies, environ 12.960 fl. de Pologne. 1828

Récapitulation des fonds cédés par l'Autriche.

1. Valeur réelle des capitaux compris dans le relevé coté A	334.234 fl. 8 gr.
2. Intérêts	317.533 fl. 18 gr.
Ces deux catégories prises ensemble, font	651.767 fl. 26 gr.
en monnaie courante de Pologne, laquelle somme réduite en monnaie de convention, d'après le titre de ces deux monnaies dans la proportion de 86 fl. de Pol. 20 gr. et $^{64}/_{100}$ à 20 fl. d'All. *) donne	150.370 fl. 57 xr.
3. La valeur de Busno et Bialopole .	31.990 fl. 40 xr.
4. Les revenus de cette terre pour 18 ans,	28.791 fl. 36 xr.
5. Le dédommagement pour le *fundus instructus*	3.000 fl. — xr.
Total en monnaie de convention	214.153 fl. 11 xr.

B. *Fonds cédés par le Royaume de Pologne.*

1. Les capitaux appartenans aux instituts du Royaume de Pologne, et hypothéqués dans la Galicie orientale Autrichienne, s'élèvent au total, d'après le relevé coté B annexé à l'article II, à . . . . 30.312 fl. d'All. 43 xr. en papier de Vienne, W. W. dont une partie faisant . . . . 25.787 fl. — 43 xr.

*) La monnaie de Pologne est frappée au titre de 86 fl. de Pol. 20 gr. $^{64}/_{100}$ d'un marc de Cologne et la monnaie de convention au titre de 20 fl. d'All. d'un marc de Cologne, ce qui donne la proportion ci-dessus établie.

1828 se trouve portée dans la colonne des créances sûres, et le reste de . . . 4525 fl.
dans la colonne des réclamations douteuses; cette dernière somme se compose des capitaux dont la sûreté d'hypothèque n'est pas hors de contestation.

Or, pour ne laisser en suspens aucune des réclamations de ce genre, on a admis pour la reconnaissance et l'admission de cette partie des capitaux, le même principe qui a été observé dans un cas pareil à l'égard des fonds cédés par l'Autriche. En conséquence, sur la colonne des capitaux douteux, les sommes portées sous les Nos. courans 36, 43 et 44, faisant en tout en W. W. . . . . 1025 fl.
ont été admises en entier, et celle qui se trouvent sous les No. 8, 21 et 22, pour la moitié de leur valeur nominale, laquelle moitié s'élève en W. W. à . . 1750 fl.

de manière que sur toute cette colonne on a admis pour liquide une somme de 2775 fl. w. w.

En y ajoutant la colonne des créances sûres, faisant . . . . 25.787 fl. 43 xr.

le total des sommes acceptées pour liquides s'élève à . . . . 28.562 fl. 43 xr.
en papier de Vienne.

2. Les intérêts arriérés des capitaux dont il est question dans le précédent §, s'élèvent au total à 22.487 fl. 30 xr., mais une portion de ces intérêts faisant une somme de 3005 fl. 25 xr. a été frappée de déchéance. On est donc convenu par un principe de réciprocité, de bonifier au gouvernement de Pologne la moitié de cette perte, laquelle moitié s'élève à 1.502 fl. $42\frac{1}{2}$ xr.

En y ajoutant le montant des intérêts perçus ou à percevoir, faisant . . . . . 19.482 fl. 5 xr.

le total des intérêts à bonifier au Royaume de Pologne, s'élève à . . . . 20.984 fl. $47\frac{1}{2}$ xr.
en papier de Vienne.

3. Le montant nominal des obligations ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, portées sur le relevé coté C s'élève à . . . . 221.831 fl. $9\frac{1}{2}$ xr.

a) en obligations de $3\frac{1}{2}$ % qui ne rapportent que la moitié de cet intérêt, savoir: $1\frac{3}{4}$ % en papier de Vienne (Wiener Währung) . . . . 22.886 fl. —

b) en obligations de la même espèce tirées au sort et rapportant un intérêt de $3^1/_2$ % en monnaie de convention . . . . 59.419 fl. xr. 1828

c) en obligations de 4 % rapportant 2 % en papier de Vienne . . . . 92.599 fl. $38^1/_2$ -

d) en obligations de la même nature tirées au sort, rapportant 4 % en monnaie de convention . . . . 8.006 fl. —

e) en obligations de 5 % rapportant $2^1/_2$ % en papier de Vienne . . . . . . 32.733 fl. 46 -

f) en obligations avec un intérêt de 5 % en monnaie de convention . . . . . . 6.486 fl. 45 -

Somme total comme ci-dessus . . . . . 221.831 fl. $9^1/_2$ xr.

Ces obligations réduites à leur valeur réelle, d'après le cours qu'elles ont à la bourse, pris dans une proportion moyenne, donnent en numéraire effectif, en monnaie de convention:

Ad *a*, à $31^5/_8$ %	. . .	$7.237^{70}/_{100}$
Ad *b*, à $63^1/_4$ %	. . .	$37.582^{52}/_{100}$
Ad *c*, à $36^1/_5$ %	. . .	$33.521^7/_{100}$
Ad *d*, à $72^3/_{10}$ %	. . .	$5.788^{34}/_{100}$
Ad *e*, à $45^1/_4$ %	. . .	$14.812^2/_{100}$
Ad *f*, à $90^3/_8$ %	. . .	$5.591^{28}/_{100}$
Au total	. . . . .	$104.532^{93}/_{100}$ ou 56 xr.

4. Les intérêts arriérés de ces mêmes obligations, calculés jusqu'au dernier Octobre 1827, s'élèvent en tout à 46.745 fl. $55^3/_4$ xr.

Récapitulation des fonds cédés par la Pologne.

1. La valeur des capitaux compris dans le relevé coté B (en papier de Vienne) . . . . 28.562 fl. 43 xr.

2. Les intérêts de ces mêmes capitaux (en papier de Vienne) . . . . 20.984 fl. $47^1/_2$ xr.

Ces deux catégories prises ensemble, forment une somme en papier de Vienne, de . 49.547 fl. $30^1/_2$ xr.

Laquelle dernière somme réduite en monnaie de convention, donne . . . . . 19.819 fl. —$^1/_5$ -

3. La valeur réelle des obligations portées sur le relevé coté C . . . . 104.532 fl. 56 -

1828 4. Les intérêts de ces mêmes obligations . . . . 46.745 fl. $55^3/_4$ xr.

Total en monnaie de convention 171.097 fl. 52 xr.

Balance.

A. Fonds cédés par l'Autriche . . . . . 214.153 fl. 13 xr.
B. Fonds cédés par le Royaume de Pologne 171.097 fl. 52 xr.
Reste à bonifier au gouvernement Impérial Autrichien . . . . 43.055 fl. 21 xr.

en monnaie de convention; ce qui fait juste la somme stipulée dans cet article, qui est à défalquer sur le montant dont l'Autriche sera constituée débitrice à la suite de la liquidation du fonds général des fondations de la Galicie occidentale, dont restitution doit être faite au Royaume de Pologne, en vertu des stipulations ci-après.

II.

Stiftungsfond.

Ad Art. V. (Le gouvernement — stipulée à l'article suivant.) Après avoir pris possession de la Galicie occidentale, S. M. Impériale et Royale Apostolique voulant dédommager le clergé et les instituts de cette province, des pertes qu'ils avaient essuyées lors du dernier partage de la Pologne, par l'abandon de leurs fonds qui se trouvèrent coupés par la frontière, disposa en leur faveur de différentes propriétés dévolues à l'Etat, telles que:

1. Le reste des biens situés en Galicie occidentale, et appartenant autrefois au clergé de la Galicie orientale, qui avaient été abandonnés à la république de Pologne par la convention de 1785, et qui devinrent propriété du fisc Imperial Autrichien lors de l'acquisition de la nouvelle Galicie.

2. Les biens appartenans jadis à l'Evêché de Cracovie, et qui lui ont été retirés par une Diète de Varsovie.

3. Les biens situés en Galicie occidentale et appartenans au clergé Russe et Prussien, dont cession a été faite à l'Autriche par la convention de St. Pétersbourg, conclue entre les trois hautes cours de Russie, d'Autriche et de Prusse le 15/27 Janvier 1797.

Toutes ces diverses propriétés furent réunis en un seul fonds érigé par le décret Impérial du 12 Novembre 1800 sous le nom de fonds général des fondations de la Galicie occidentale, Allgemeiner Westgalizischer Stiftungsfond, et destiné aux besoins du culte, instruction publique et des établissemens de bienfaisance de cette province. On a incorporé ensuite à ce même fonds tous les biens des instituts supprimées en Galicie occidentale sous lo gouvernement Impérial d'Autriche, ainsi que les fonds et revenus affectés à la dotation de différentes écoles et autres établissemens d'instruction publique, et notamment de l'Université de Cracovie; en un mot tout ce qui constituait un fonds d'éducation (Educationsfond) de cette province. Il se trouva encore successivement augmenté par les revenus intercalaires de bénéfices vacans et en général par toutes les économies faites dans le cours de son administration. 1828

Lorsqu'en 1809 l'Autriche céda à son tour toute la Galicie occidentale au ci-devant Duché de Varsovie, cette portion du Stiftungsfond, qui consistait en biens fonds ainsi qu'en capitaux hypothéqués, passa avec la province sous la domination du dit Duché, et plus tard sous celle du Royaume actuel de Pologne et de l'Etat libre de Cracovie, tandis que tout ce qui consistait en numéraire effectif ou en capitaux placés à intérêt sur le fonds public, par ordre du gouvernement Impérial Autrichien, resta entre les mains de ce gouvernement.

C'est donc cette dernière portion du fonds sus-mentionné, dont il est ici question, et au sujet de laquelle il a été stipulé dans l'article II de la convention préliminaire qu'elle sera restituée au gouvernement du Royaume de Pologne, avec tous les revenus et perceptions, que l'administration Autrichienne en a réellement retirés depuis l'époque sus-mentionnée.

Conformément à cette stipulation, les plénipotentiaires des deux cours ont procédé à la liquidation définitive du fonds dont il s'agit, en prenant pour base de cette liquidation les tableaux dressés par les autorités Autrichiennes compétentes et représentant l'état effectif de cette portion du Stiftungsfond, telle qu'elle est restée en 1809 entre les mains du gouvernement Impérial d'Autriche avec toutes les augmentations amenées par le laps de temps et avec les changemens qu'ont éprouvé par leur nature même les différentes valeurs dont elle se compose. Or, d'après ces tableaux, qui ont été examinés avec la plus scrupuleuse attention par les plénipotentiaires respectifs, discutés et rectifiés par eux, la totalité de cette partie du fonds

1828 sus-mentionné dont il s'agit de faire maintenant la restitution, consiste:

1. En obligations publiques Autrichiennes.

2. Celles des sommes provonant de la vente des domaines appartenans autrefois au Stiftungsfond, qui ont été versées en partie dans lo fonds d'amortissement Autrichien.

3. En sommes avancées à titre de prét à intéréts à différents fonds et instituts de la Monarchie Autrichienne et portées sur les tableaux sous le titre de *verzinsliche Vorschüsse.*

4. En sommes avancées également à titre de prêt, mais sans bonification d'intéréts à ces mêmes fonds et instituts, et portées en compte sous le titre de *unverzinsliche Vorschüsse.*

5. En capitaux placés à intéréts chez des particuliers.

Les fonds de la premièro catégorie provenant des capitaux pris sur le Stiftungsfond et placés par ordre du gouvernement sur les fonds publics Autrichiens, forment un total de 2.328.634 fl. d'All. 42½ xr. qui est représenté par des obligations de différents genres spécifiées dans le relevé coté D qui se trouvo annexé à la convention.

Les fonds do la seconde catégorie qui s'élèvent au total à 870.859 fl. 21¾ xr. bien qu'ils n'eussent point été convertis en effets publics Autrichiens, doivent d'après la nature de leur placement, étre envisagés comme faisant partie de l'ancienne dette Autrichienne, couverte par des obligations ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, avec un intérêt primitif de 5 % en monnaie de convention, réduit ensuite à 2½ % en papier de Vienne (W. W.) à l'exception toutefois d'une somme de 3885 fl. 30 xr. en papier de Vienne additionnellement liquidée, laquelle somme ayant été versée dans le Stiftungsfond, sous la date du 13 Avril 1826, se range dans la catégorie des fonds remboursables en numéraire.

Il a donc été abandonné au choix du gouvernement de Pologne, de se faire restituer le montant de cette partie du Stiftungsfond, déduction faite de la somme ci-dessus indiquée, en obligations du genre do celles dont il vient d'étre fait mention, ou bien en numéraire effectif d'après le cours de ces mêmes obligations.

Le plénipotentiaire Polonais ayant opté pour le premier de ces deux modes de payement, il a été convenu que sur les fonds de la seconde catégorie on porterait la somme de 866.973 fl. 51¾ xr. dans la catégorie des fonds remboursables en obligations de l'espèce sus-mentionnée, et une somme de 3885 fl. 30 xr.

en papier de Vienne, ou de 1554 fl. 12 xr. en monnaie de con- 1828
vention parmi les fonds payables en numéraire.

Or, en ajoutant de cette catégorie la somme de	866.973 fl. $51^{3}/_{4}$ xr.
à celle de la 1ière catégorie montant à .	2.328.634 fl. $42^{2}/_{4}$ xr.
le total de la portion du Stiftungsfond payable en obligations s'élève à la somme de	3.195.608 fl. $34^{1}/_{4}$ xr.
exprimée dans cet article.	

Les fonds de la troisième et de la quatrième catégorie qui sont remboursables en numéraire effectif, s'élèvent:

ceux de la 3ième à	112.021 fl. $44^{1}/_{2}$ xr.
ceux de la 4ième à	141.783 fl. $52^{1}/_{2}$ xr.
Ensemble, en monnaie de convention à	253.805 fl. 36 xr.
En y ajoutant de la 2e catégorie la somme de	1.554 fl. 12 xr.
le total des capitaux payables en numéraire, s'élève à	255.359 fl. 48 xr.
en monnaie de convention.	
Les revenus provenans de fonds de la 1ière, de la 2e et de la 3ième catégories (ceux de la 4ième n'en rapportant aucun) liquidés jusqu'au dernier Octobre 1827, s'élèvent, déduction faite de ce qui en a été employé à l'augmentation du fonds même, à	669.599 fl. 57 xr.
en monnaie de convention.	
Total de la portion du Stiftungsfond remboursable en numéraire effectif	924.959 fl. 45 xr.
en monnaie de convention.	

Sur ce total il a fallu rabattre les dépenses qui tombent à la charge du Stiftungsfond tant d'après le but de son institution que d'après les règles prescrites en Autriche pour la régie des fonds de cette nature; telles que:

1. Le traitement des professeurs ainsi que des individus employés dans les administrations locales des domaines appartenans au Stiftungsfond.

2. Les pensions de retraite pour ces mêmes individus, ainsi que les secours accordés à leurs veuves.

3. Les frais d'entretien des différens bureaux qui s'occupaient de l'administration et de la comptabilité du Stiftungsfond,

1828 dont quelques-uns ont été supprimés après la séparation de la Galicie occidentale des Etats Autrichiens; et d'autres ont été maintenus en partie pour la régie de cette portion du même fonds, qui est restée entre les mains du gouvernement Impérial d'Autriche.

4. Les secours accordés aux séminaristes ainsi qu'à différens candidats stipendiés aux frais du Stiftungsfond.

5. Les frais de route pour des professeurs des séminaristes et des ecclésiastiques transférés d'un institut à un autre, ainsi que pour divers individus employés dans l'administration du Stiftungsfond.

6. Les frais de constructions et de réparations entreprises dans les églises et les bâtimens en dépendans, ainsi que dans les édifices affectés à l'emplacement des écoles et autres instituts d'éducation.

7. Les menues dépenses de différens établissemens d'instruction publique.

8. Les impôts connus sous la dénomination de Klassensteuer et Banco-Zettel-Tilgungszuschuss, auxquels sont assujettis en Autriche tous les fonds appartenans à des fondations, communautés ou corporations, de quelque nature qu'elles puissent être, comme ceux des particuliers, mais en proportion seulement de l'excédent annuel de leurs revenus, lesquels impôts ont été perçus jusqu'à la fin de l'année militaire Autrichienne 1809. Toutes ces différentes dépenses dont quelques-unes ont cessé avec le changement de domination sur la Galicie occidentale, et d'autres ont continuée jusqu'à l'époque de la ratification de la convention préliminaire par S. M. Impériale et Royale Apostolique, par laquelle l'Autriche s'est engagée à la restitution du Stiftungsfond, c'est-à-dire jusqu'au 8 Avril 1825, s'élèvent dans leur ensemble d'après les comptes dressés par les autorités Autrichiennes, examinés et rectifiés par les plénipotentiaires respectifs, à une somme de 174.265 fl. d'All. 43 xr. en monnaie de convention. Or, en déduisant sur la portion du Stiftungsfond remboursable en numéraire, qui s'élève comme il a été noté plus haut à 924.959 fl. 45 xr. le total des dépenses faisant comme ci-dessus une somme de . . . . . 174.265 fl. 43 xr.

Il reste à payer de ce chef au Royaume de Pologne en numéraire effectif . . . . 750.694 fl. 2 xr. en monnaie de convention, pièces de 20 Kreuzer.

Laquelle dernière somme se trouve exprimée dans l'article ci-contre.

Quant aux fonds de la 5ième catégorie qui se composent de trois capitaux placés à intérêts chez des particuliers possessionnés à Cracovie, savoir: 1828

Sur la maison de Justin Jastrzębski . .	1625 fl. d'All.
Chez Jean Stummer provenant d'un legs de Turski	1404 fl. 57½ xr.
Chez Elsner	982 fl. 53 xr.
Au total	4012 fl. 50½ xr.

en anciens Banco-Zettel.

Ces trois créances ne pouvant pas être réclamées du gouvernement Impérial Autrichien, n'ont pas été comprises dans les sommes dont l'Autriche s'est constituée, par l'article V, débitrice vis-à-vis du Royaume de Pologne, comme toutefois elles forment un actif du Stiftungsfond de la ci-devant Galicie, elles ont dû être portées sur le relevé annexé à la convention, et la propriété de ces sommes passe désormais au gouvernement Polonais, qui aura tout le droit de poursuivre le recouvrement tant des capitaux que des intérêts en provenans arriérés et courans.

Ad Art. VI. (Les obligations — de ce gouvernement.) Dans le temps où la Galicie occidentale se trouvait sous la domination Autrichienne, les habitans de cette province avaient contribué aveo tous les autres sujets Autrichiens à un emprunt de guerre pour lequel il leur a été délivré des obligations ainsi nommés: Kriegsdarlehens- und Lieferungs-Obligationen, et comme tous les fonds des fondations ont été assujettis à ce même emprunt, c'est à ce titre que le Stiftungsfond se trouva aussi possesseur de quelques obligations de cette espèce, qui ont figuré dans les tableaux de ses actifs. Or, l'acquittement de pareilles obligations en tant qu'elles concernent le territoire, les individus ou corporations de la Galicie occidentale, ou du cercle de Zamość ayant passé avec ces provinces à la charge du ci-devant Duché de Varsovie, et plus tard à la charge du Royaume actuel de Pologne, il a été stipulé dans un paragraphe additionnel du protocole explicatif, joint à la convention du 17/29 Juin 1821, que tous les titres originaux de ce genre qui auraient été, ou qui pourraient par la suite être présentés au gouvernement Polonais, sont restitués au gouvernement Impérial d'Autriche, ce qui a déjà été effectué en plus grande partie.

C'est dono en conformité de cette même stipulation, qu'on est convenu dans cet article, de laisser les obligations en questions entre les mains des autorités Impériales Autrichiennes.

1828 (Quant à la somme — rapportent aucun). Prenant en considération que la portion du Stiftungsfond dont l'Autriche s'engage par ce paragraphe à faire le remboursement, a été presqu'en totalité employée aux besoins des fonds de la Galicie orientale, d'après les dispositions qui avaient été prises à cet égard par le gouvernement Autrichien, bien avant la clôture de la convention préliminaire du 4 Mars 1825, qui en a garanti la restitution au Royaume de Pologne, et que le Trésor Impérial se trouve dans le cas de devoir y suppléer moyennant d'autres fonds de l'Etat, on est convenu, pour alléger cette charge aux finances Autrichiennes, et pour faciliter le payement de la somme qui revient de ce chef au Royaume de Pologne, de la partager en plusieurs termes et d'accorder en sus un répit d'une année à dater du 1 Novembre 1827.

En revanche, le plénipotentiaire Polonais avait réclamé la bonification d'intérêts pour chacun des termes stipulés dans cet article; mais le plénipotentiaire Autrichien a représenté de son côté, que la portion du Stiftungsfond dont il est ici question, se composant pour la plus grande partie des intérêts accumulés de différentes sommes, il ne serait pas juste de mettre en ligne de compte les intérêts; qu'il en est de même des sommes qui ont été avancées sans intérêts aux autres fonds de la monarchie. Il a donc été arrêté qu'on ne compterait les intérêts que pour le capital de 112.021 fl. 44 xr. représentant les avances ainsi nommées verzinsliche Vorschüsse, c'est-à-dire avec la clause de bonification d'intérêts. Or, le gouvernement Impérial d'Autriche désirant se libérer au plus-tôt de cette portion de la dette, les plénipotentiaires respectifs sont convenus de la faire tomber dans le premier des termes stipulés.

Telles sont les raisons pour lesquelles le premier payement se trouve accru des intérêts d'une année, tandis que les termes suivans en sont entièrement affranchis.

(Les payemens — due forme). La caisse de Léopol a été choisie pour effectuer les payemens qui viennent d'être stipulés, comme réunissant les convenances locales pour les deux gouvernemens. Quant à la clause que ces payemens se feront contre des quittances non-timbrées, on l'a jugée nécessaire pour éviter toute espèce de doute ou de malentendu. Les plénipotentiaires des deux cours sont convenus de même de consigner ici comme clause supplémentaire, que les payemens des intérêts à percevoir des obligations du Stiftungsfond, qui doivent être remises au plénipotentiaire Polonais, en vertu de l'article VI, se

feront de même à Léopol, et contre des quittances qui seront 1828
également affranchies du timbre, tant que les obligations en question resteront propriété du gouvernement Polonais.

Ad Art. VII. (Par suite de l'engagement — contre le gouvernement Autrichien.) L'Etat libre de Cracovie ayant autrefois fait partie de la ci-devant Galicie occidentale, ses fondations et ses instituts avaient une participation au Stiftungsfond de cette province. Or, ce fonds se trouvant maintenant récupéré en totalité par le Royaume de Pologne, il était aussi juste que naturel que le gouvernement Polonais se chargeât de son côté do toute réclamation que la Ville libre de Cracovie pourrait légalement former de ce chef et que le gouvernement Impérial d'Autriche en soit entièrement dégagé; et pour assurer à cette stipulation son plein et entier effet, le gouvernement du Royaume de Pologne prendra des mesures pour s'arranger définitivement sur cet objet avec le gouvernement Cracovien.

Ad Art. VIII. (En vertu — au principe d'une parfaite réciprocité.) Tout ce qui constitue en Autriche un bien d'une fondation pieuse, d'un institut, communauté, corporation ou établissement public, qui se trouve sous la tutèle et sous la surveillance directe du gouvernement, ne peut être aliéné qu'avec son consentement. Il en est de même de toute obligation délivrée pour un capital placé sur le fonds public et appartenant à un institut ou à une fondation quelconque. L'usufruitier qui en est en possession, peut en toucher les intérêts sans avoir la faculté de disposer du capital, à moins qu'il n'y soit légalement autorisé, et toute acquisition ou transmission d'un fonds de cette nature, si elle n'est pas approuvée par l'autorité compétente, est nulle dans ses effets.

Or, les obligations dont il est question dans cet article, étant émises pour des fonds des fondations qui se trouvaient autrefois sous la domination Autrichienne, sont par cette raison assujetties aux mêmes dispositions dont on a voulu les affranchir par la présente stipulation, en partant toujours du principe d'une parfaite réciprocité quant aux droits de disposition du clergé, des fondations et instituts civils et ecclésiastiques de l'Autriche par rapport aux propriétés et capitaux qu'ils pourraient encore posséder dans le Royaume de Pologne; et pour assurer à cette même stipulation son plein et entier effet, il en sera donné connaissance à la chambre aulique des finances, afin de provoquer les mesures nécessaires pour faire transcrire les obligations en question à la réquisition qui serait faite à cet

1828 égard, et de la manière qui conviendrait à la partie intéressée. Pour ce qui regarde les obligations appartenans au Stiftungsfond en particulier, et qui sont portées sur le relevé coté D annexé à l'article V, le plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale Apostoliqne, prend sur lui d'en faire effectuer la transcription avant de les remettre au plénipotentiaire Polonais. Il s'entend de soi-même que cette disposition ne peut guère s'étendre aux obligations ainsi nommées: Kriegsdarlehns- und Lieferungs-Obligationen, lesquelles d'après les explications contenues dans le développement de l'article VI de la présente convention, ne peuvent servir de titres valables vis-à-vis du gouvernement Autrichien et ne figurent dans le relevé que pour compléter les comptes du Stiftungsfond.

III.

Obligations ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, délivrées pour les anciennes dettes du feu Roi Stanislas-Auguste, et de la République de Pologne.

Ad Art. IX. (Les obligations — à cette classe de créanciers.) Cet article est pris textuellement de la convention préliminaire du 4 Mars 1825 (voyez l'article IV de cette convention), et il n'a été inséré dans la transaction actuelle, que pour être porté à la connaissance des individus à ce intéressés avec le développement des motifs qui ont provoqué cette stipulation, et qu'on ne pourrait apprécier à leur juste valeur sans remonter à l'origine de la réclamation dont il est ici question.

En prenant possession de la ci-devant Galicie occidentale, l'Autriche se chargea en raison de cette acquisition, d'une portion correspondante de la dette du feu Roi Stanislas-Auguste et de la République de Pologne, pour laquelle elle délivra aux créanciers des obligations de la chambre aulique des finances, ainsi nommées: Hofkammer-Obligationen, rapportant un intérêt de 4 %. Lorsqu'en 1809 elle abandonna cette province au ci-devant Duché de Varsovie, le gouvernement Impérial d'Autriche se reconnut libéré de droit de cette dette, ayant perdu la province qui lui servait d'hypothèque; mais une partie des obligations ayant déjà été rachetées par l'Autriche, et le reste se trouvant confondu avec les autres effets publics du même genre, il a été reconnu lors des négociations qui ont précédé le traité du 3 Mai 1815, qu'il serait difficile de régler cet objet d'une autre

manière, qu'en laissant les obligations en question à la charge 1828
de l'Autriche, moyennant un juste dédommagement, qui a été fixé en bloc, par l'article XXX du traité sus-mentionné, à une somme aversionelle de quatre millions de florins de Pologne; cet article est conçu dans ces termes:

S. M. Impériale et Royale Apostolique ayant émis des obligations de la Caisse générale de dettes de l'Etat (Universal-Staats-Schulden-Casse) pour la somme correspondante à la quote-parte des anciennes dettes du Roi et de la République de Pologne, dont elle avait été grevée par suite de la convention du 15/27 Janvier 1797, et ces obligations devant rester désormais à sa charge avec tous leurs intérêts arriérés et courans, il est convenu entre les hautes parties contractantes, que le gouvernement du Duché de Varsovie, sous la garantie de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, sera tenu de ce chef, de bonifier à la cour de Vienne, par forme d'arrangement en bloc, une somme aversionelle de quatre millions de florins de Pologne. Cette somme aversionelle ayant été acquittée avec les intérêts arriérés par la transaction en bloc signée le 17/29 Juin 1821, qui a réglé définitivement toutes les prétentions de gouvernement à gouvernement entre l'Autriche et le Royaume actuel de Pologne, resta pour le gouvernement Impérial Autrichien l'engagement de satisfaire les créanciers Polonais porteurs des obligations sus-mentionnées. C'est donc le mode de cette satisfaction qui a été l'objet de la réclamation dont il s'agit dans cet article. Les sujets Polonais possesseurs des obligations en question, n'étant pas satisfaits du sort qu'avaient successivement éprouvé les effets de ce genre, dont les intérêts ont été réduits par la patente du 20 Février 1811 à la moitié, ou plutôt, vu l'espèce de monnaie dans laquelle cette moitié est payée, à un cinquième de leur valeur nominale, et dont le cours avait en conséquence considérablement baissé, se croyaient autorisés, en raison du dédommagement payé de ce chef par le gouvernement actuel de Pologne, à demander un remboursement au pair, c'est-à-dire d'après la valeur nominale des obligations dont ils étaient porteurs, s'appuyant en outre de la persuasion que la patente de 1811, qui avait frappé de réduction la dette publique Autrichienne, ayant paru à une époque où l'Autriche ne les considérait plus elle-même comme ses créanciers, ne pouvait pas leur être préjudiciable; qu'enfin les stipulations de l'article XXX du traité du 3 Mai 1815 avaient implicitement établi une exception avantageuse en leur faveur. Mais le gouvernement Impérial Autrichien

1828 ayant de son côté évidemment prouvé, par des correspondances ministérielles diplomatiques qui concernent cet objet, et qui ont précédé la stipulation sus-mentionnée, que le dédommagement accordé à l'Autriche ne se rapportait pas à cette portion seulement de l'ancienne dette polonaise qui était représentée par les obligations Autrichiennes, dont les sujets Polonais se trouvaient encore porteurs, mais à la totalité de la quote-part de cette dette dont elle s'était chargée par la convention de St. Pétersbourg du 15/27 Janvier 1797; que ce dédommagement avait été proportionné au cours effectif qu'avaient à cette époque les obligations Autrichiennes de cette catégorie, qui fut alors de 28 % en papier de Vienne, ce qui revient à 11⅕ % en monnaie de convention, qu'il n'avait été dans l'esprit du traité de 1815 d'établir aucune exception en faveur des créanciers Polonais; que d'ailleurs ces derniers n'avaient pas de justes motifs d'élever de nouvelles réclamations à ce sujet, puisque le sort des obligations de ce genre avait depuis le traité de 1815 éprouvé une amélioration sensible, à la suite du système d'amortissement créé par la patente de 1818; que par l'exécution progressive de ce nouveau système, une partie des obligations dont il est ici question, ont déjà été ramenées par le sort au taux primitif de leurs intérêts, et que le reste avait obtenu une élévation de valeur assez considérable, puisqu'au lieu de 11⅕ % qu'elles valaient en 1815, elles sont maintenant au cours moyen de 36 à 37 %. On est convenu d'après toutes ces considérations de se désister de la réclamation qui était élevée de ce chef contre le gouvernement Impérial d'Autriche, et d'abandonner les obligations dont il s'agit, au sort commun à tous les effets publics de la même nature, et les sujets Polonais porteurs de ces obligations participeront à tous les avantages assurés par le nouveau système de crédit ainsi qu'à ceux qui pourraient encore être accordés par la suite à cette classe de créanciers.

IV.

Fournitures faites aux troupes Russes en 1805—1806.

Ad Art. X. (Ceux des sujets — de leurs réclamations.) Plusieurs provinces de la Monarchie Autrichienne, et entre autres les deux Galicies, ayant à la réquisition des autorités du pays effectué des fournitures pour les troupes Russes, lors de

leur passage par les Etats Autrichiens en 1805 et 1806, le gou- 1828
vernement Russe, par une déclaration signée à Vienne le 13 Août 1808, s'est reconnu de ce chef débiteur envers l'Autriche, d'une somme de 12 millions de fl. d'Allemagne en billets de banque (Banco-Zettel), laquelle somme a aussi successivement été acquittée par le Trésor Impérial de Russie.

De son côté, le gouvernement Impérial Antrichien ordonna la liqnidation de ces fournitures dans toutes les provinces qui y ont contribué. Cette liquidation a été définitivement réglée dans les deux Galicies en 1808, et la valeur des fournitures a été bonifiée aux contribuables; mais plusieurs des habitans du ci-devant cercle de Zamość et de la Galicie occidentale, maintenant sujets du Royaume de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie, ayant omis de présenter à cette époque les quittances qu'ils avaient reçues pour ce genre de fournitures, n'ont pas participé à cette bonification et leurs réclamations sont tombées en déchéance. La stipulation contenue dans cet article a donc établi en faveur de ces individus une exception à la règle générale, en leur permettant de revenir sur cet objet, et de faire valoir leurs répétitions vis-à-vis du gouvernement Impérial d'Autriche, malgré que toute liquidation de ce genre soit depuis longtemps périmée, et pour que cette exception aie son plein et entier effet, on a assuré à ces individus un mode de satisfaction qui les met, sous ce rapport, sur le pied de tous les autres contribuables, qui ont produit à temps utile les titres de leurs réclamations, de sorte que le retard de la présentation de pareils titres restera pour eux sans aucun préjudice. D'un autre côté, pour simplifier et faciliter la liquidation actuelle de fournitures dont il s'agit, le gouvernement de Pologne s'est chargé d'en rassembler tous les matériaux et de les faire parvenir aux autorités de la Galicie par l'organe d'un commissaire à ce spécialement autorisé. Comme cependant plusieurs des réclamans prétendent avoir remis les titres originaux de leurs réclamations, les uns aux autorités Autrichiennes compétantes et les autres à des commissaires à ce délégués par le gouvernement Impérial d'Autriche, sans avoir obteuu les bonifications qui leur étaient dûes; ce qui peut avoir eu lieu, déjà après la clôture de la liquidation ordonnée dans le temps pour cette sorte de prétentions; le commissaire Polonais s'entendra à cet égard avec le gouvernement de Léopol, pour vérifier l'exactitude de pareilles déclarations, et dans tous les cas où la remise des titres originaux de ce genre aura été suffisamment prouvée, leur import sera admis en ligne de compte et bonifié

1828 aux intéressés comme toutes les autres réclamations de cette catégorie, dont les titres auront été présentés par le commissaire Polonais.

Ad Art. XI. (On procèdera — avec les autorités Autrichiennes de la Galicie.) Pour assurer la stricte exécution de cette stipulation, le gouvernement de Pologne fera rassembler, immédiatement après la ratification de la présente convention, les matériaux concernant les réclamations dont il s'agit; et les fera remettre au plus tôt au commissaire qui sera nommé à cet effet, avec ordre de se rendre à Léopol avant le terme prescrit de 3 mois et 15 jours. De son côté, le gouvernement Impérial d'Autriche fera parvenir aux autorités de la Galicie les ordres et les instructions requises, afin qu'elles fassent à temps les préparatifs nécessaires pour pouvoir entrer sans délai en relation à ce sujet avec le commissaire Polonais, de manière que ce travail ne souffre ni retard ni interruption aucune.

(Passé — dans aucun cas.) Pour mettre un terme aux répétitions de cette nature, on est convenu que toute réclamation dont le titre n'aura pas été remis antérieurement à cette stipulation aux autorités Autrichiennes, ou produit par le commissaire Polonais dans le délai prescrit pour la clôture de cette liquidation sera considérée comme entièrement annulée et ne pourra jamais être reprise.

Ad Art. XII. (Après la clôture — aux habitans de cet Etat.) Pour faciliter au gouvernement Polonais la distribution du dédommagement qui reviendra du chef des fournitures en question aux sujets du Royaume de Pologne, comme aussi pour le mettre à même d'en séparer la portion dûe aux sujets de l'Etat libre de Cracovie, le commissaire Polonais dressera en commun avec les individus délégués pour cette liquidation par les autorités Autrichiennes de Léopol, une consignation générale de toutes les réclamations qui auront été admises comme légales et liquides, laquelle consignation sera munie de leurs signatures respectives.

V.

Extradition.

Ad Art. XIII. (Pour assurer — principes établis ci-après.) Toute la Galicie occidentale et quelques portions de la Galicie

orientale, savoir: le cercle de Zamość et un arrondissement au- 1828
tour de la ville de Cracovie ayant été par le traité du 14 Octobre 1809 détachées des Etats Autrichiens, et réunis au ci-devant Duché de Varsovie, le gouvernement Impérial Autrichien fit remettre aux commissaires de ce même Duché une partie considérable des actes de l'administration, des documens, des dépôts et cautionnemens concernant les provinces cédées, mais cette extradition n'a pas encore été terminée, lorsque par le traité du 3 Mai 1815 le Duché de Varsovie a perdu son existence politique et sur les provinces qui le composaient, ont été érigés: le Royaume actuel de Pologne, le Grand-Duché de Posen et l'Etat libre de Cracovie.

Le rayon de Cracovie qui avait été détaché en 1809 de la Galicie orientale, fut incorporé de rechef aux Etats Autrichiens. Or, pour terminer vis-à-vis du Royaume de Pologne l'extradition qui avait été effectuée en partie vis-à-vis du Duché de Varsovie, comme aussi pour assurer l'extradition nouvelle résultant du partage de ce même Duché, en tant qu'elle concerne les deux hautes parties contractantes il a été stipulé dans le traité de 1815:

1. *A l'article XXXV.* « Qu'il serait nommé un comité chargé de procéder sur-le-champ aux dispositions nécessaires pour la restitution de tous les cautionnemens, soit qu'ils consistent en argent comptant ou en titres et documens, que des sujets de l'une des parties contractantes pourraient avoir faits et qui se trouveraient dans les Etats de l'autre. Qu'il en serait de même de tous les dépôts judiciaires qui pourraient avoir été transférés d'une province dans l'autre. Qu'ils seront restitués aux juridictions des gouvernements auxquels ils appartiennent. »

2. *A l'article XXXVI.* « Que tous les documents, plans, cartes ou titres quelconques, qui pourraient se trouver dans les archives de l'une ou de l'autre des parties contractantes, seraient réciproquement restitués à la Puissance dont ils concernent le territoire; que si un document de ce genre a un effet commun, la partie qui en est en possession le conservera, mais qu'il en sera donné à l'autre une copie vidimée et légalisée. »

3. *A l'article XXXVII.* « Que les actes de l'administration seront séparés; que chacune des parties contractantes recevra la part qui concerne ses Etats; que la même règle s'observera pour les livres et actes hypothécaires.

Que dans le cas prévu à l'article ci-dessus il en sera donné copie légalisée. »

Comme cependant les commissaires nommés de part et

1828 d'autre pour cette extradition, en vertu de l'article XXXV ci-ci-dessus allégué, n'ont pas pu, à défaut d'instructions uniformes achever complètement le travail qui leur fut confié, il a été réservé par l'article VIII de la convention du 17/29 Juin 1821 aux plénipotentiaires nommés pour la transaction actuelle, de fixer les principes d'après lesquels l'extradition en question sera complétée de part et d'autre; c'est donc la fixation de ces principes qui va être l'objet des articles suivans.

(Et seront compris — Cracovie et son rayon.) Pour ne pas compliquer l'extradition actuelle par la séparation simultanée des objets concernant le territoire ou les habitans de l'Etat libre de Cracovie, qui a été formé d'une portion de la ci-devant Galicie occidentale, on est convenu que l'Autriche fera remettre au Royaume de Pologne tous les dépôts, les cautionnemens et les archives de cette province, ainsi que du cercle de Zamość, et que le gouvernement Polonais sera tenu de séparer ensuite tout ce qui pourrait se rapporter au territoire, aux individus, ou corporations de la Ville libre de Cracovie et de son rayon, et d'en faire opérer la remise dans le plus bref délai possible aux autorités de ce pays.

A. Restitution des dépôts.

Ad Art. XIV. (Tous les dépôts — ni à ceux du gouvernement actuel de Pologne.) Les autorités Autrichiennes de Léopol chargées de l'extradition, ayant gardé dans le temps une partie considérable des dépôts de la ci-devant Galicie occidentale, et du cercle de Zamość, dans l'intention de mettre en sûreté les réclamations que les sujets Autrichiens pourraient former sur les valeurs déposées par les sujets Polonais des provinces cédées, il est devenu indispensable de préciser dans les stipulations actuelles la restitution complète de tous les dépôts en question, de manière qu'elle ne puisse plus être entravée à l'avenir par de semblables motifs; mais il est bien entendu que cette restitution ne peut pas s'étendre à des dépôts qui ne concerneraient que les intérêts du gouvernement Autrichien, ou de ses sujets actuels exclusivement, et qui ne se seraient trouvés dans le temps qu'accidentellement et par quelque circonstance particulière, sous la surveillance des autorités de la ci-devant Galicie occidentale ou du cercle de Zamość, sur lesquels dépôts le gouvernement du Royaume de Pologne n'aurait aucun droit de jurisdiction. Comme en outre il s'était élevé des discussions et des malentendus entre les commissaires des deux cours au sujet des *dépôts administratifs,* dont

les autorités Autrichiennes se refusaient de reconnaître l'existence, 1828
attendu que l'on ne connaît pas en Autriche des *caisses dépositaires administratives* proprement dites, on est convenu pour éviter à l'avenir toute question litigieuse, de faire observer ici que sous la dénomination des *dépôts administratifs* sont entendus tous les fonds déposés dans les caisses provinciales, ou dans celles des cercles, qui n'y sont rentrés que provisoirement, et qui ne constituent point une propriété de l'Etat, ou du moins sur la perception desquels, comme propriété de l'Etat, il n'a pas été définitivement statué; telles sont entr'autres:

1. Les sommes mises en dépôt dans les caisses respectives, en attendant les décisions des autorités supérieurs sur leur placement ou leur destination à venir, et appartenantes au clergé, à des fondations ou instituts qui n'ont pas été supprimés avant le changement de domination.

2. Les obligations publiques Autrichiennes appartenant également au clergé, à des instituts, ou à des particuliers, lesquelles ayant été envoyées aux différentes caisses locales pour être transmises à leurs propriétaires respectifs, ne sont point par telle raison que ce soit parvenues à leur destination.

3. Les sommes payées par des particuliers à titre d'amendes imposées par les autorités locales, et sur la perception desquelles il n'avait pas encore été prononcé en dernière instance; en tant toutefois que le délai prescrit, en pareil cas, pour le recours aux autorités supérieures n'était pas encore expiré avant le changement de domination, sans aucune réclamation de la part de celui qui a payé l'amende; car dans le cas contraire, la somme payée à ce titre doit être considérée comme légalement perçue.

4. Les restans en caisse des fonds des municipalités et des communes. Ce sont donc les fonds de ces quatre catégories et tous les autres semblables qui étaient déposés dans les caisses des cercles ou dans les caisses provinciales, et qui ne constituaient point légalement une propriété de l'Etat, que l'on a eu en vue, en stipulant l'extradition des *dépôts administratifs.* Mais plusieurs fonds de la 1ière et de la 2e catégorie ayant déjà été compris parmi les sommes dont le Royaume de Pologne a fait l'abandon au gouvernement Impérial d'Autriche, par l'article II de la présente convention, et qui sont portées sur les relevés cotés B et C, annexés à ce même article, ces derniers seront communiqués aux commissaires respectifs chargés de l'extradition, afin qu'aucune des sommes qui s'y trouvent spécifiées,

1828 ne puisse plus être une seconde fois portée en ligne de compte dans la catégorie des dépôts.

Pour éviter également toute difficulté au sujet de la présentation des reçus ainsi nommés: Depositenscheine, certifiant la consignation des dépôts dans les caisses respectives, on est convenu de consigner ici que le manque de pareils reçus qui pourraient se trouver égarés ou perdus, ne doit dans aucun cas empêcher ni même retarder la restitution des valeurs déposées, mais que le gouvernement Polonais, après en avoir obtenu la remise, sera chargé à l'avenir de toute responsabilité qui pourrait en résulter vis-à-vis d'un tiers qui se présenterait par la suite avec un document de ce genre.

(Par contre, le gouvernement — soit administration.) Ce paragraphe n'exige aucun développement.

Ad Art. XV. (La restitution mutuelle — de leur consignation.) Ce paragraphe n'est accompagné dans le protocole d'aucune explication.

(*b*. Les valeurs — sans détraction aucune.) Lorsqu'il a été question de la restitution des valeurs déposées en ancien papier monnaie Autrichien, ou en monnaie de billon, qui ont été mis hors de cours par la patente du 20 Février 1811, le plénipotentiaire Polonais a demandé que leur évaluation se fit d'après le cours qu'avait le papier monnaie le 14 Décembre 1809, terme fixé par le traité du 14 Octobre de la même année, pour l'extradition et la restitution mutuelle de tous les objets concernant le territoire ou les habitans des provinces cédées. De son côté, le plénipotentiaire Autrichien se tenant strictement aux dispositions de la patente de 1811 ci-dessus mentionnée, qui a posé des règles, invariables pour toutes les évaluations de ce genre, a proposé, aux termes de l'article II de cette patente, la réduction des valeurs, dont il s'agit, dans la proportion de 20 en nouveau papier de Vienne, ainsi nommé: Einlösungsscheine, ou de 8 en monnaie de convention pour 100 en anciens Banco-Zettel, ou en monnaie de billon.

Cette divergence d'opinion ayant été résolue par l'article VI de la convention préliminaire du 4 Mars 1825, de la manière exprimée dans ce paragraphe, les commissaires nommés pour l'extradition n'auront, pour réduire en monnaie de convention les sommes déposées en anciens Banco-Zettel, ou en monnaie de billon, qu'à se régler sur le cours moyen du mois de Décembre 1809, tel qu'il se trouve noté dans l'échelle jointe à la patente du 20 Février 1811, c'est-à-dire à 405 en Banco-Zettel pour 100

en monnaie de convention, ce qui donne en sens inverse 24 fl. 1828
41½ xr. en monnaie de convention pour 100 fl. en Banco-Zettel ou en monnaie de billon.

(c. Les dépôts — d'après leur valeur nominale.) Les trois derniers paragraphes s'expliquent par eux-mêmes, et n'ont besoin d'aucun développement.

Ad Art. XVI. (On se réserve — avant le changement de domination.) On est convenu en principe que les droits que le fisc ou les particuliers de l'Etat qui se trouve en possession des dépôts dont il s'agit de faire l'extradition, pourraient former sur ces mêmes dépôts, ne seront reconnus valables qu'en tant qu'ils se fondent sur des décisions définitives, ou sur des sentences rendues en dernière instance avant le changement de domination, c'est-à-dire quant à la Galicie occidentale et au cercle de Zamość avant le 14 Octobre 1809; et quant au rayon de Cracovie avant le 3 Mai 1815. Or, toute valeur consignée en dépôt à l'égard de laquelle pareille sentence ou décision ne pourra pas être produite, sera qualifiée à être restituée au gouvernement à la jurisdiction duquel elle appartient, par suite du changement de domination.

Les décisions ou les jugemens de la 1ière ou de la 2e instance seront considérés comme définitives dans le cas où le délai prescrit pour le recours en dernière instance aura été expiré avant le changement de domination, sans que la partie intéressée eût présenté sa demande en recours.

B. Restitution des cautionnemens.

Ad Art. XVII. (Toutes les poursuites — sous aucun motif.) On doit entendre qu'il s'agit dans cet article des poursuites déjà commencées, mais qui n'ont pas conduit à un résultat définitif avant le changement de domination, ainsi que de celles qui auraient été entâmées depuis, ou qui pourraient être entreprises à l'avenir, lesquelles poursuites sont à jamais éteintes.

Art. XVIII. (En conséquence — dans les engagemens contractés vis-à-vis du gouvernement Autrichien.) Il est tout naturel que dans le cas où le cautionant serait resté après le traité de 1809 au service de l'Autriche, ou dans les engagemens contractés vis-à-vis de cet Etat, la restitution du cautionnement ne pourrait pas être exigée, quand même cet individu se trouverait être aujourd'hui sujet du Royaume de Pologne, ou de l'Etat libre de Cracovie, à moins que celui qui a donné caution pour

1828 lui, ne fût devenu par le traité de 1809 sujet du ci-devant Duché de Varsovie, et depuis sujet du Royaume actuel de Pologne ou de l'Etat libre de Cracovie; sans cette restriction, la stipulation contenue dans cet article pourrait dans certains cas préjudicier les droits du gouvernement Impérial d'Autriche à l'égard des individus qui voudraient se soustraire à une responsabilité légale résultant des engagemens auxquels le traité de 1809 n'aurait apporté aucun changement.

Il est également naturel que les cautionnemens fournis pour d'autres par des individus restés après le traité de 1809 sujets Autrichiens, ne peuvent non plus être réclamés de la part du Royaume de Pologne. Comme aussi d'un autre côté il a été reconnu en principe, qu'il serait injuste de rendre les sujets Polonais responsables des engagemens contractés vis-à-vis du gouvernement Autrichien par des individus qui sont restés ses sujets, le changement de domination ayant pour eux mis un terme à cette responsabilité.

(*b.* Que les cautionans — ou dans l'Etat libre de Cracovie.) Ce paragraphe s'explique par lui-même; l'extradition des cautionnemens ne pouvant avoir d'autre but que de les faire restituer à leurs propriétaires respectifs.

Ad Art. XIX. (Sont exceptés — pour qui il a été fait caution.) Cet article s'expliquant par lui-même, tant pour ce qui regarde ses motifs, que pour ses conséquences, n'a besoin d'aucun développement.

Ad Art. XX. (Les stipulations — il a été fait caution.) Cette stipulation découlant d'un principe de juste réciprocité, n'a besoin d'aucune justification.

Ad Art. XXI. (Dans le cas — de ses héritiers.) Ce paragraphe n'exige aucun développement.

Ad Art. XXII. (Les cautionnemens — qui auraient été égarés ou perdus.) Cet article n'est accompagné dans le protocôle d'aucun développement.

Ad Art. XXIII. (Lorsqu'un — d'en poursuivre le recouvrement.) Lorsqu'un cautionnement était déposé en argent comptant, et que le cautionant ne faisait aucune déclaration sur l'emploi de la somme déposée, l'autorité qui la recevait, la plaçait ordinairement à intérêts, de son propre chef, sur le fonds public, et délivrait au cautionant une obligation de l'Etat, ou un certificat en tenant lieu; et lorsque le cautionant acceptait un pareil document, cette acceptation présupposant déjà son consentement,

aucune déclaration de sa part n'était plus nécessaire, et c'est ce qu'on entend dans cet article par *consentement tacite*. 1828

Ad Art. XXIV. (Les cautionnemens — servant de caution.) Il arrivait souvent qu'un cautionnement se faisait moyennant garantie sur une obligation publique présentée par le cautionant, laquelle obligation continuait à rester entre ses mains avec l'inscription qu'on y mettait, *comme capital servant de caution* (als Cautions-Kapital), qui empêchait le possesseur de l'obligation de disposer du capital, tout en lui laissant la faculté d'en toucher les intérêts. Or, l'effet de pareils cautionnemens ne peut être annulé que moyennant transcription de l'obligation servant de caution. Cette transcription sera effectuée avant la restitution des effets publics de ce genre au commissaire Polonais.

Pour ce qui regarde les obligations servant de caution, qui se trouveraient déjà entre les mains du gouvernement de Pologne, ou de son commissaire, ce dernier les remettra contre reçu au commissaire Autrichien, et recevra ensuite en échange des obligations nouvelles, qui ne porteront plus l'inscription ci-dessus mentionnée.

Ad Art. XXV. (Les cautionnemens fournis — servira de base.) On doit entendre, qu'il ne s'agit dans cet article que des cautionnemens qui se trouvent dans les cas prévus à l'article XVIII.

C. Extradition des Archives.

Ad Art. XXVI. (Toutes les archives — en totalité au gouvernement dn Royaume actnel de Pologne.) Pour éviter le renouvellement des discussions qui s'étaient élevées à plusieurs reprises, entre les commissaires et les autorités respectives, au sujet de la séparation et de la restitution des archives concernant les provinces cédées, on a jugé nécessaire de consigner ici quelques indications sur les principales catégories des actes, dont l'extradition doit être effectuée en vertu de cet article.

a) Quant aux actes et archives des autorités judiciaires.

1. La Galicie occidentale ayant eu pendant tout le temps quelle est restée sous la domination Autrichienne, des tribunaux et une jurisdiction séparée, tant en matière civile qu'en matière criminelle, et cette province ayant été détachée toute entière par le traité de 1809 des Etats Autrichiens, il s'ensuit que les actes et archives de ces deux branches de l'administration de la justice, concernant cette même Galicie qui pourraient se trouver encore, par quelques raisons que ce soit, entre les mains

1828 des eutorités Autrichiennes, que ces actes proviennent du temps de l'ancien gouvernement Poloneis, ou qu'ils ayent été accumulés sous le gouvernement Impérial d'Autriche, doivent être restitués en totalité et sans exception aucune, au Royaume de Pologne, avec tous les documens et papiers qu'ils renferment, evec les sentences des tribuneux, et leurs procès verbaux, evec les registres, répertoires, livres des dépôts (ceux toutefois exceptés qui concernent en même temps les dépôts appartenans eux jurisdictions Autrichiennes, car dens des cas pareils on ne pourra exiger que des extraits concernant les dépôts appartenens eu Royaume de Pologne ou à l'Etat libre de Crecovie); les livres des comptes, livres d'hypothèques, et autres objets semblebles concernant les biens et propriétés de toute nature, les individus, communes ou corporations de la province cédée. Comme en outre, par un réglement du 10 Octobre 1805, le for privilégié du fiso pour la Galicie occidentele a été par mesure d'exception réuni à le jurisdiction du Tribunal des Nobles et de la Cour d'appel à Léopol, on séparera également dens les archives de ces deux instances, tous les actes, papiers et dooumens quelconques, concernant cette province, qui y ont été accumulés à l'occasion des procès avec le fisc, et on les remettra en totalité au gouvernement Polonais.

2. Toutes les erchives et actes quelconques des autorités locales de première instance en metières civile et criminelle, ainsi nommés: Magistrets et Justiciariats (Magistrate und Justiciariete) du ći-devant cercle de Zamość qui ont été transportés hors des limites de ce territoire, soit pendant les événemens de la guerre de 1809, soit à cause des recours aux tribunaux de la Galicie orientale à Léopol, et qui se trouveraient encore par quelque raison que ce soit eupràs des autorités Autriohiennes, sont qualifiés à l'extradition. On séparera également dens les archives du Tribunal des Nobles, et dans celles de la Cour d'appel à Léopol, tous les ectes concernant le territoire, les individus, communes ou corporations de ce même oi-devant oercle de Zamość, tant ceux qui proviennent des temps de l'ancieu gouvernement Polonais, que ceux qui ont été accumulés durent la dominetion Autriohienne, sur cette partie de le Galicie orientale, — avec tous les registres, répertoires, etc. Seront toutefois exceptés de cette extradition les actes de l'ancien Grod de Belz, attendu qu'une partie du district de ce nom étant restée réunie à le Galicie orientale, il sereit difficile d'en séperer la portion qui concerne le territoire enclavé sous la domination du Royeume actuel de Pologne; en revanche,

les actes des Grods de Grabowiec et Horodto seront restitués en totalité au gouvernement Polonais, aveo leurs répertoires. Cependant chacun des deux gouvernemens qui sera en possession des actes originaux, sera tenu d'en délivrer à l'autre gratuitement des extraits authentiques dont ce gouvernement pourrait avoir besoin. La même obligation existera à l'égard des particuliers à oe intéressés, sauf bonification des frais de chancellerie. 1828

b) Quant aux actes et archives des autorités administratives.

3. On comprendra dans l'extradition des archives de l'administration concernant la ci-devant Galicie occidentale:

Tous les actes des autorités administratives et finanoières, tant ceux qui proviennent du temps de l'ancien gouvernement de Pologne, que ceux qui ont été accumulés sous le gouvernement Impérial d'Autriche;

Les actes de la oommission provisoire qui avait été chargée dans le temps de s'occuper de l'organisation de cette même Galicie;

Les actes dn gouvernement de oette province (Gubernial-Acten), de l'autorité fiscale (Procuratur), de l'administration des biens domaniaux, et d'autres autorités provinciales qui existaient à Cracovie jusqu'à la réunion des deux Galicies sous un seul et même gouvernement, lesquels actes et archives auraient été transférés à Léopol depuis cette réunion, ou qui auraient été transportés hors du territoire de la Galicie occidentale à cause de la guerre de 1809, et qui pourraient se tronver encore, par quelque raison que ce soit, auprès des autorités Autrichiennes à Léopol;

Les actes concernant oette même Galicie occidentale, qui se sont formés dans les archives des autorités provinciales à Léopol, depuis la réunion des deux Galicies sous un gouvernement;

Les actes, manuels, registres, journaux et livres de compte des caisses locales, en tant qu'ils ont été transportés hors du territoire de la Galicie occidentale lors de la guerre de 1809;

Les actes de l'administration des mines;

Les actes concernant la prise de possession par le fisc (Inkamerationsacten), la vente et l'affermage des biens domaniaux;

Les actes, registres et livres de compte concernant le fonds de *Krupka* et du *Miniam;*

Les actes concernant l'approvisionnement en sel du ci-devant Duché de Varsovie. En un mot, tout ce qui pourrait in-

13*

1828 téresser les habitans de la province cédée, ou le gouvernement sous lequel ils se trouvent actuellement.

4. On restituera au Royaume de Pologne tous les actes des autorités locales administratives du ci-devant cercle de Zamość, provenans du temps de l'ancien gouvernement Polonais, ou qui ont été accumulés sous le gouvernement Impérial d'Autriche, et qui auraient été transportés hors de ce territoire lors de la guerre de 1809, ou transférés par quelque raison que ce soit auprès des autorités centrales de la Galicie orientale, comme aussi on séparera dans les archives de ces autorités à Léopol, et on remettra au gouvernement Polonais tous les actes concernant ce même territoire, ses habitans, communautés, ou corporations, avec tous les papiers et documens qu'ils renferment.

(Il en sera — avoir besoin par la suite.) Pour effectuer cette portion de l'extradition, les autorités centrales à Vienne feront séparer dans leurs archives, en tant que cette séparation sera praticable, tout ce qui pourrait concerner exclusivement la Galicie occidentale, ou le cercle de Zamość, et feront parvenir cette partie des actes aux autorités provinciales à Léopol, pour que celles-ci en fassent la remise au commissaire Polonais.

(Par contre le gouvernement — de Pologne.) On observera pour cette extradition les mêmes principes qui viennent d'être prescrits pour la restitution des actes et archives de la Galicie occidentale et du cercle de Zamość, et les autorités compétentes, tant judiciaires qu'administratives du Royaume de Pologne, seront tenues de faire la séparation de tous les actes dont il s'agit, pour les faire parvenir au commissaire Polonais à Léopol, qui sera chargé d'en effectuer la remise aux autorités Autrichiennes de la Galicie.

Art. XXVII. (Dans tous les cas — une copie légalisée.) Cet article basé dans tout son contenu sur les stipulations du traité du 3 Mai 1815, s'explique par lui-même, et n'exige aucun développement.

Art. XXVIII. (Les deux hautes parties — si faire se peut.) Les commissaires chargés de l'extradition en suivant strictement les principes généraux, et les dispositions de détail contenues dans cette convention, ainsi que dans le présent protocole explicatif, dont il leur sera donné communication et s'abstenant de toute demande ainsi que de tout refus qui serait contraire à ces stipulations, éviteront facilement toute nouvelle difficulté qui pourrait retarder ou arrêter leur travail. Ils tiendront des protocoles suivis de cette extradition, auxquels seront annexés des

consignations quittancées des objets successivement restitués de part et d'autre, et dresseront en double à la fin, un acte de la clôture de leur gestion, dont chacun d'eux remettra un exemplaire à son gouvernement. 1828

Après avoir ainsi appuyé la convention en date de ce jour de tous les développemens qui servent à indiquer l'esprit et le but de chacune de ses stipulations, les plénipotentiaires des deux cours ont muni le présent protocole de leurs signatures respectives.

Fait à Vienne, le vingt-neuvième jour du mois d'Avril de l'an de grace Mil huit cent vingt-huit.

(L. S.) *Pierre Comte de Goëss.*
(L. S.) *Thomas Grabowski.*

Nous soussignés déclarons notre pleine et entière accession aux stipulations, clauses, et interprétations contenues dans le présent protocole.

Metternich. (L. S.) *Tatistscheff.* (L. S.)

421.

2 Juillet 1828.

Traité principal avec la Prusse, la Bavière, l'Electorat de Hesse et la Ville libre de Francfort, concernant la répartition des dépenses et dettes centrales du ci-devant Grand-Duché de Francfort et des dépenses et dettes départementales de Fulda, signé le 2 Juillet 1828.

(*Martens*, Recueil de traités, t. VIII, p. 6.)

Nachdem das im J. 1813 von den allerhöchsten verbündeten Mächten militärisch besetzte, und einem gemeinschaftlichen General-Gouvernement provisorisch untergeordnete Grossherzogthum Frankfurt, durch allmälige Trennung seiner Bestandtheile dergestalt aufgelöst worden ist, dass zuvörderst

die Wiedervereinigung der zu gedachtem Grossherzogthume gehörig gewesenen Hanauer Landestheile mit den kurhessischen Landen, kraft Vertrags vom 2. December 1813;

1828 der Zurücktritt der freien Stadt Frankfurt mit derselben ehemaligem eigenen Gebiete in ihre Municipalverfassung kraft Erklärung des General-Gonvernements vom 14. December 1813, und der

vorläufige Uebergang des Fürstenthums Aschaffenburg, wie solches von dem Grossherzog von Frankfurt, unter dem Namen eines Departements besessen wurde, an die Krone Baiern, kraft Vertrags vom 3. Juni 1814

schon während der kaiserlich österreichischen Verwaltung des fraglichen General-Gouvernements stattfanden; demnächst aber

wegen Vertheilung des Departements Fulda, nebst Zubehör, unter Oesterreich und Preussen,

wegen geschehenen Verkaufes der Fuldaer und Hanauer Domänen,

wegen Vereinigung der Stadt Wetzlar nebst Gebiete mit der preussischen Monarchie, endlich

wegen definitiver Festsetzung der politischen Verhältnisse des königlich baierischen Fürstenthums Aschaffenburg und der freien Stadt Frankfurt,

durch die am 9. Juin 1815 abgeschlossene Wiener Congressacte, namentlich in den Artikeln 40, 41, 42, 44, 46 und 51, allgemeine Bestimmungen erfolgten; nachdem ferner von Seiten der Krone Preussen

die Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa, welche Allerhöchstdieselbe durch den 40. Artikel der Wiener Congressacte, mit dem grössten Theile des Departements Fulda erworben hatte,

an Sachsen-Weimar-Eisenach,

und der Haupttheil dieser Erwerbung (ausschliesslich des Districts-Amtes Weyhers, und einschliesslich des dagegen von Oesterreich eingetauschten Districtamtes Saalmünster sammt Sonnerz, Urzel und dem Huttenschen Grunde, ingleichen des Dorfes Melters mit Hattonrodt, auch der Domäne Utrichshausen)

an Kurhessen;

von Seiten Oesterreichs aber

die durch den 51. Artikel der Wiener Congressacte erworbenen Fuldaer Aemter und Distrikte, ohne das Amt Saalmünster und die zum Amte Weyhers gehörig gewesenen eben benannten Orte, jedoch einschliesslich des genannten Ueberrestes des letztern Amtes und des Dorfes Steinbach im Amte Biberstein,

an die Krone Baiern;

und das Eigenthumsrecht über die, im 40. Artikel der Wiener Congressacte erwähnte vormalige Domäne Holzkirchen

an des Prinzen Leopold zu Sachsen-Coburg königl. Hoheit 1828
in den Jahren 1815 und 1816 wieder abgetreten worden sind:

nachdem inzwischen auch auf den Grund des 45. Artikels der Wiener Congressacte und zur Ausführung derjenigen Bestimmungen, welche derselbe zu Gunsten des Fürsten Primas, vormaligen Grossherzogs von Frankfurt, sowie zu Gunsten der gesammten Dienerschaft des Grossherzogthums Frankfurt, festgesetzt hat, eine gemeinschaftliche Commission unter der Benennung:

Commission für die Ausgleichung der Centrallasten des vormaligen Grossherzogthums Frankfurt,

und späterhin, wegen anerkannter Nothwendigkeit einer Separatauseinandersetzung hinsichtlich der speciellen Verbindlichkeiten des Departements Fulda, eine 2., diesem besonderen Zwecke eigens gewidmete Commission, unter der Benennung:

Fuldaer Departement Ausgleichungs-Commission,

von den betheiligten Staaten im Jahre 1816 angeordnet, und mit Auseinandorsetzung über die betreffenden Central- und Departemental-Lasten beauftragt worden waren;

und nachdem endlich, bei der einen, wie bei der andern Commission, im Verlaufe 12jähriger, durch verwickelte Verhältnisse vielfach erschwerter Arbeiten, die allmälige Beseitigung obwaltender Anstände und Streitigkeiten, hauptsächlich im Wege besonderer, zwischen den einzelnen betheiligten Regierungen abgeschlossenen Vereinbarungen, stattgefunden, und das gesammte Frankfurt-Fuldaer Ausgleichungsgeschäft sein Ziel im Wesentlichen so weit erreicht hat, dass zum endlichen Abschlusse desselben geschritten werden kann;

so sind in dieser Absicht nachgenannte Bevollmächtigte, namentlich:

von Seite Sr. Maj. des Kaisers v. Oesterreich: Anton Freiherr v. Handel,

von S. Majestät dem Könige von Preussen: Friedrich Karl v. Bülow,

von S. Maj. dem Könige v. Baiern: Freiherr Karl v. Hertling,

von S. königl. Hoheit dem Kurfürsten von Hessen: der Herr Wilhelm August von Meyerfeld,

von der freien Stadt Frankfurt: die Herren Senatoren Johannes Schmidt und Friedrich Ihm;

in Gemässheit ihrer Instructionen und ihrer gegenseitig als gültig anerkannten Vollmachten, in Frankfurt am Main zusam-

1828 mengetreten, und haben alle wesentlichen Resultate der obengedachten bisherigen Ausgleichungs-Verhandlungen über die Centrallasten des aufgelösten Grossherzogthums Frankfurt, wie über Specialverhältnisse des vormaligen Departements Fulda — mögen solche Resultate der Form nach als gemeinschaftliche Commissionsbeschlüsse, oder als besondere Verträge vorliegen — in den nachstehenden Hauptvertrag zusammengefasst.

Art. I. (Oesterreichische Theilnahme am Vertrage). Von Seiten Oesterreichs wird gegenwärtiger Vertrag abgeschlossen wegen seiner Theilnahme an dem für das vormalige Grossherzogthum Frankfurt angeordnet gewesenen General-Gouvernement; sodann wegen des in den Jahren 1815 und 1816 stattgebabten Civilbesitzes der im Artikel 40 der Wiener Congressacte benannten Ortschaften und Distrikte, welche bei der dortigen Verfügung über das Departement Fulda ausnahmsweise *nicht* an Preussen übergingen, sowie einiger andern, zum Departement Frankfurt gehörig gewesenen Bestandtheile des fraglichen Grossherzogthums.

Art. II. (Preussens Theilnahme für sich und Sachsen-Weimar-Eisenach.) Die Krone Preussen vertritt bei dieser Uebereinkunft, ausser der Stadt Wetzlar nebst Gebiete, den von Allerhöchstderselben durch den Staatsvertrag vom 16. October 1815 an Kurhessen schulden- und lastenfrei abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Was die an das Grossherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach gekommenen und von Seiten desselben zu vertretenden vormals Fuldaer Aemter Dermbach und Geisa betrifft, so geschieht diese Vertretung ohne unmittelbare Theilnahme der grossherzoglich sachsen-weimar-eisenachischen Regierung an gegenwärtiger Uebereinkunft, nach Maassgabe ihrer mit Preussen abgeschlossenen Staatsverträge, d. d. Wien den 1. Juni und Paris den 22. September 1815, ingleichen des Uebergabe-Protocolles d. d. Geisa den 24. November 1815, indem königl. preussischer Seits auf die hierher gehörigen Bestimmungen dieser Verträge Bezug genommen und Handhabung derselben zugesichert wird.

Art. III. (Baierns Theilnahme.) Die Krone Baiern vertritt das Fürstenthum (vormalige Departement) Aschaffenburg und den Allerhöchstderselben von Oesterreich durch den Staatsvertrag vom 14. April 1816 abgetretenen Theil des vormaligen Departements Fulda.

Art. IV. (Kurhessens Theilnahme.) Kurhessen vertritt die, vermöge Vertrags vom 2. December 1813 mit Althessen wiedervereinigten Hanauer Landestheile.

Art. V. (Der freien Stadt Frankfurt Theilnahme.) Die freie Stadt Frankfurt vertritt sich selbst und Ihr Gebiet, sowie auch die, von dem ehemaligen Departement Frankfurt an das Grossherzogthum Hessen gekommenen Orte Obererlenbach und das grossherzoglich hessische Niederursel. 1828

Art. VI. (Maassstab zur Vertheilung der Centrallasten.) Bei Vertheilung der, in den nachfolgenden Artikeln zu erwähnenden Centrallasten, wird das im Jahre 1810 von den Landständen des Grossherzogthums Frankfurt genehmigte Staats-Budget, mit den darin angegebenen Verhältnissen der einzelnen Departements, zum Grunde gelegt, und der nachfolgende Massstab als Regel angenommen:

a) Departement Aschaffenburg .	$30\,_{100}$
b) Stadt Frankfurt	$34\frac{1}{3}\,_{100}$
c) Departement Hanau	$14\frac{1}{3}\,_{100}$
d) Stadt Wetzlar	$1\,_{100}$
e) Departement Fulda	$20\frac{1}{3}\,_{100}$
	100

Art. VII. (Maassstab zur Vertheilung der Fuldaer Departementallasten.) Vom 1. Mai 1816 an betragen die Concurrenzverhältnisse zu der Vertheilung der Fuldaer Departementallasten:

1) für Preussen mit Inbegriff der auf $^{27}/_{100}$ festgesetzten grossherzogl. sachsen-weimar-eisenachischen Quote . . . . $71\frac{1}{2}\,_{100}$

2) für Baiern . . . . $26\frac{1}{2}\,_{100}$

3) für die Domäne Holzkirchen . . . . $2\,_{100}$

Art. VIII. (Oesterreichischer Antheil an denselben.) Oesterreich übernimmt für seine Besitzperiode von Holzkirchen im Wege des Vergleichs und mit Hinweisung auf die desfallsige Uebereinkunft vom 11. April 1818, sammt Zusatzartikel, zwei Hunderttheile an allen Departemental-Staatslasten von Fulda.

Die Concurrenzquote des k. k. österreichischen Hofes zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten wird für Allerhöchstdessen zehn monatliche Civilbesitzperiode (vom 1. Juli 1815 bis 1. Mai 1816) der drei Fuldaer Distriktsämter und des Antheils an dem Amte Bieberstein auf fünf und zwanzig Hunderttheile angenommen und festgesetzt, so zwar, dass Oesterreich, mit jenen für Holzkirchen übernommenen zwei Hunderttheilen, zusammen sieben und zwanzig Hunderttheile *pro rata temporis* zu den Fuldaer Departemental-Staatslasten beiträgt.

Art. IX. (Preussens nebst Sachsen-Weimars Antheil an den-

1828 selben.) Wegen der durch den Art. 40 der Wiener Congressacte überkommenen Fuldaer Landestheile mit Zurechnung der Fasanerie sammt ihren Zubehörungen, und der unter provisorischer Administration des Departements Fulda gestandenen, vormals reichsritterschaftlichen Bezirke — Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld, übernimmt Preussen für die Periode vom 1. Juli 1815 bis zum 1. Mai 1816 drei und siebzig Hunderttheile aller Fuldaer Departemental-Staatslasten, ohne Ausnahme, unter welchem Concurrenz-Beitrage zu $^{37}/_{100}$ die grossherzoglich sachsen-weimar-eisenachsche Beitrags-Quote mitbegriffen ist.

Art. X. (Sustentation des Fürsten Primas.) Die im 45. Artikel der Wiener Congressacte festgesetzten Bestimmungen, wegen einer dem Fürsten Primas, gewesenen Grossherzog von Frankfurt, als vormaligen geistlichen Fürsten jährlich zu zahlenden Sustentations-Summe von Hunderttausend Gulden im 24 Guldenfusse werden für erledigt erklärt, nachdem die Vertheilung dieser Summe unter die zu deren Zahlung verpflichteten Regierungen, nach dem für diesen Fall besonders angenommenen, und in das Protokoll der Central-Ausgleichungs-Commission vom 25. September 1816 eingetragenen Concurrenz - Maassstabe geschehen und deren Berichtigung bis zu dem Tage des Ablebens des Fürsten Primas (den 10. Februar 1817) erfolgt ist.

Art. XI. (Grundsätze wegen Vertheilung der Staatsdiener und Pensionisten.) Ebenso werden die, wegen Behandlung sämmtlicher grossherzoglich-frankfurtischer Diener im 45. Art. der Wiener Congressacte getroffenen, und grösstentheils schon im Jahre 1816 zur Vollziehung gebrachten Bestimmungen im Allgemeinen und mit Hinweisung auf die nächstfolgenden Artikel für erledigt erklärt, zugleich aber als Normen, welche bei deren Vollziehung angenommen worden sind, nachstehende Grundsätze definitiv anerkannt und bestätigt:

a) Im Sinne und Geiste des Art. 45 der Wiener Congressacte, sowie des darin angezogenen §. 59 des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 25. Februar 1803, und ohne Rücksicht auf die Verschiedenheit unter den Stufen der Staatsverwaltung, haben sämmtliche, bei der letzteren verwendeten, oder in Bezug auf dieselbe pensionirten Diener gleichen Anspruch auf die ihnen wohlwollend zugedachte Versorgung, und soll demnach zwischen den für die Gesammtheit des Staats, für dessen besondere Zwecke, und für einzelne Bezirke desselben bestimmt gewesenen Beamten kein Unterschied gemacht werden.

b) Gleichwohl werden, zur Erleichterung der Auseinandersetzung, die Diener und Pensionäre in 3 Classen getheilt, nämlich: 1828

Central-Diener, Departemental-Diener und Local-Diener, jenachdem solche bei der allgemeinen oder bei der Departemental-, oder auch bei der örtlichen Verwaltung angestellt waren.

Die Versorgung der Ersteren ist, *pro rata* des Besitzes und der Zeit, von allen bei dieser Auseinandersetzung betheiligten Staaten, —

die Versorgung der 2. Classe von den Besitzern des betreffenden Departements, nach Maassgabe des budjetmässigen Departemental-Beitrages und der obigen Bestimmungen über die Concurrenzverhältnisse, —

die Versorgung der 3. Classe endlich von dem Besitzer des Ortes zu übernehmen.

c) Vermöge allgemeiner Regel sollen als Staatsdiener und Staatspensionäre des Grossherzogthums Frankfurt gelten und dafür gehalten werden:

1. Diejenigen, welche durch landesherrliche Bestallungen zu öffentlichen Dienstverrichtungen ernannt worden sind, oder Gnadengehalte bekommen haben;

2. Diejenigen, welche ihre Ernennung mit bestimmtem Gehalte durch die grossherzoglichen Ministerien oder andere, dem Grossherzoge unmittelbar untergeordnet und dazu ermächtigt gewesenen Centralbehörden erhalten haben;

3. diejenigen Diener und Pensionäre, welche von dem Grossherzoge mit den verschiedenen Landestheilen bei der Vereinigung in einen Staatsverband übernommen und als solche von demselben anerkannt wurden;

4. als Staatsdiener werden ausnahmsweise auch die Individuen der Kanzlei des Staatsraths, weil solchem der Grossherzog selbst präsidirte, nicht aber diejenigen Büreauisten behandelt, die bei andern Kanzleien nur auf Tagegelder und Gratificationen angestellt waren.

d) In Gemässheit des §. 59 des Reichsdeputations-Hauptschlusses vom 25. Februar 1803 haben Diener, welche sich von der sie übernehmenden Regierung zu fernerer Dienstleistung nicht verwenden, oder in einer andern Provinz nicht anstellen lassen, statt ihres früheren vollen Gehaltes, nur einen Theil desselben, nach Maassgabe ihrer Dienstjahre anzusprechen.

1828 *e*) Dienst- und Pensions-Anwartschaften als bedingt durch die Fortdauer des Staates, welcher sie ertheilt hatte, erlöschen mit diesem.

f) Nicht decretmässige Accidenzien kommen bei Ausmittelung von Besoldungen nicht in Anschlag.

g) Büreaugelder bilden keinen Theil der Besoldung.

h) Remisengelder kommen nur dann in Betracht, wenn keine andere eigentliche Besoldung mit der Stelle verknüpft war, und die Remisengelder also als Ersatz des Gehaltes anzusehen sind.

i) Die zu diplomatischen Geschäften nur commissarisch verwendet gewesenen Diener werden nicht als eigentliche diplomatische Beamte, sondern nach dem Verhältniss derjenigen Stelle und desjenigen Gehaltes behandelt, auf welche sie nach beendigter Sendung zurückzutreten hätten.

k) Das im diplomatischen Fache ausschliesslich angestellt und mit besonderem Gehalte dafür versehen gewesene Personal behält diesen Gehalt auch nach Zurückberufung von dem betreffenden Gesandtschaftsposten, oder beim Erlöschen des Staats, jedoch mit Abzug des darunter begriffenen, für die Repräsentationskosten unzweifelhaft bestimmt gewesenen Gehaltstheiles.

l) Als Landesherrschaft einzelner Departements oder sonstiger Bestandtheile des vormaligen Grossherzogthums Frankfurt, übernimmt jede betheiligte Regierung von dem aufgelösten grossherzoglich frankfurtischen Militär vorzugsweise diejenigen Individuen, welche aus dem ihr zugefallenen Landesbezirke gebürtig sind, oder in demselben früher angestellt waren.

m) Von den Einregistrirungs- und Stempelbeamten erhalten nur diejenigen, die schon vor ihrer Anstellung bei der Einregistrirungs- und Stempelregie eine Staatsbedienung im Umfange des Grossherzogthums bekleideten, den vollen Gehalt, die übrigen, entweder aus der Fremde berufenen, oder zum ersten Male angestellten, erhalten in Rücksicht ihrer kurzen Dienstzeit nur die Hälfte als reichsschlussmässige Pension.

Art. XII. (Entschädigung für die Krone Baiern wegen zu viel übernommener Diener und Pensionisten.) Die von Seiten der Krone Baiern erfolgte Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage Nr. 1) benannten Civil-, Militär- und Hofdiener, mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen im Gesammtbetrage von 117,786 fl. 20 xr. im 24 Guldenfusse, wird allerseits als definitiv anerkannt, und, mit Beziehung hierauf, gedachter Krone der Anspruch auf eine Entschädigungssumme von 150,000 fl. um deswillen zugestanden, weil die Summe der übernommenen Ge-

halte und Pensionen dasjenige Maass grossherzoglich Frankfurtischer Centralgehalte und Pensionen überschreitet, welches Baiern nach dem festgesetzten Concurrenzverhältnisse zu übernehmen hatte. 1828

Art. XIII. (Staatsdiener und Pensionisten, welche Preussen, Kurhessen und Frankfurt übernommen haben.) Gleicherweise wird die von Seiten Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach, Baierns, Kurhessens und der freien Stadt Frankfurt geschehene definitive Uebernahme der im Verzeichnisse (Anlage No. 2) benannten Civil-, Militär- und Hofdiener mit den darin aufgeführten Gehalten und Pensionen, im Gesammtbetrage von 151,244 fl. 45 xr. auf die Departemente Frankfurt (ausschliesslich der Stadt Wetzlar), Fulda, Hanau und auf die Stadt Wetzlar allerseits anerkannt.

Art. XIV. Verzeichniss der Staatsdiener und Pensionisten; besondere Bestimmungen darüber.) Hinsichtlich der beiden, in den vorhergehenden Artikeln erwähnten, und mit Beobachtung obiger Grundsätze angefertigten, Verzeichnisse ist zu bemerken:

1) dass solche die Gesammtheit der als Centraldiener und Pensionisten des Grossherzogthums Frankfurt behandelten und definitiv übernommenen Individuen umfassen;

2) dass alle, in die fraglichen Verzeichnisse nicht eingetragenen grossherzoglich frankfurtischen Diener — mögen sie Hof-, Militär- oder Civildiener sein — zur Classe der Departemental- und Localdiener gezählt werden;

3) dass die in demselben Verzeichnisse aufgeführten Mitglieder

a) der vormaligen protestantischen Consistorien zu Hanau,

b) der beiden vormaligen Appellationshöfe zu Aschaffenburg und zu Frankfurt, so wie der dazu gehörigen Criminalgerichte,

c) der medicinischen Specialschule zu Frankfurt,

d) der Anstalt der Einregistrirungs- und der Stempel-Regie, namentlich der Director, der Controlleur und die Verificatoren, aus besonderen Gründen für Centraldiener erklärt, jedoch dem Personale der medicinischen Specialschule, da dasselbe seine Wiederanstellung in einer andern Provinz abgelehnt hat, seine früheren Gehalte nur zur Hälfte bewilligt worden sind, mit Ausnahme derjenigen, welche aus besonderen Gründen mit ihrem ganzen Gehalte auf den Etat, Anlage Nr. 2 gebracht worden sind.

Art. XV. (Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt wegen Uebernahme verschiedener Officiere.)

1828 Was diejenigen, nach Art. 45 der Wiener Congressacte zur Versorgung berechtigten Officiere betrifft, welche aus keinem Gebietstheile des vorigen Grossherzogthums Frankfurt gebürtig, auch in keinem solchen Gebietstheile früher angestellt gewesen sind, oder auch andere, welche erst während der Verwaltung des Generalgouvernements in Militärdienste traten oder höhere Dienstgrade erhielten, so wird diejenige Uebereinkunft bestätigt, die hierüber von wegen des Departements Fulda, der Stadt Frankfurt und der Stadt Wetzlar unterm 28. und 29. Juni 1816 zu den Protocollen der Ausgleichungscommission angezeigt worden ist.

Hiernach sind von den, in der Anlage (Nr. 3) näher bezeichneten, zehn Militärpersonen und deren Gehalte à 6154 Gulden

1) die daselbst unter Nr. 1, 2, 3, 5, 6, 8, 9 angegebenen, mit den dabei gesetzten Gehalten auf das Departement Fulda, namentlich Nr. 2, 5, 8 und 9 von Preussen, Nr. 1 von Baiern, Nr. 3 und 6 von Sachsen-Weimar-Eisenach;

2) die unter Nr. 4, 7 und 10 angeführten aber, nebst ihren angegebenen Gehalten, von der freien Stadt Frankfurt und zwar letzteres in dem Maasse übernommen worden, dass Frankfurt zur Ergänzung des, ihm zugetheilten Gehaltbetrags von 2482 fl. für 1374 fl. an Centraldiener-Gehalten übernommen hat.

Art. XVI. (Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Kurhessen und Frankfurt, wegen Uebernahme gemeinschaftlicher Departementaldiener.) Gleiche Bestätigung erhält auch die, in den ebengedachten Protocollen vom 28. und 29. Juni 1816 zwischen Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt, wegen einiger, den vormaligen Departementen Hanau und Frankfurt gemeinschaftlich gewesenen Departementaldiener, getroffene Uebereinkunft, wonach der Gehalt des vormaligen Polizei-Präfecten Freiherrn von der Thann von 5000 fl. von Seiten der freien Stadt Frankfurt

mit	4300 fl.
von Kurhessen aber mit	700 -
	Total 5000 fl.

übernommen ward; ingleichen der zwischen beiden benannten Staaten getroffene Austausch wegen der, vom Gehalte des, beiden Departementen gemeinschaftlich gewesenen Steuer-Controlleurs Koch auf Frankfurt mit 273 fl. gefallenen, aber gegen Abnahme des, Frankfurt zugetheilt gewesenen Gehaltes des Kanzleidieners Geyer mit 288 fl. übernommenen Rate.

Art. XVII. (Bestätigung einer Uebereinkunft zwischen Preussen und Frankfurt, Frankfurter Departementaldiener betreffend.)

Ebenso wird auch die, in den angezogenen Protocollen zwischen Preussen und Frankfurt, wegen der, auf die Stadt Wetzlar, als Bestandtheil des Departements Frankfurt, zu übernehmenden Rate, von den Gehalten der dahin gehörigen Departemental-Diener, getroffene Uebereinkunft bestätigt, inhalts welcher die, in der Anlage Nr. 4 verzeichneten Diener, als für das gesammte Departement Frankfurt angestellt, mit ihren Gehalten anerkannt, und deren Vertheilung nach dem, dieser Uebereinkunft zum Grunde liegenden Verhältnisse also geschehen ist, dass von dem daselbst erwähnten Totalbetrage von jährlichen 24,546 fl. 43 xr. Wetzlar die Summe von 862 fl. 5 xr. übernommen hat. 1828

Art. XVIII. (Nachträgliche Anerkennung des Gehaltes des Protocollisten Grösser.) Die auf 438 fl. jährlich festgesetzte Pension des nachträglich als Centraldiener anerkannten Protocollisten Grösser wird, vom 1. Januar 1822 an, von Kurhessen, vorbehaltlich weiterer Abrechnung geleistet, nachdem die, bis zu jenem Termine seit dem 1. Juni 1814 erwachsenen Rückstände von

wegen des Departements Frankfurt mit	150 fl.	22 xr.
wegen des Departements Aschaffenburg mit . .	131 -	40 -
wegen des Departements Fulda mit	89 -	18 -
wegen des Departements Hanau mit	62 -	36 -
wegen der Stadt Wetzlar mit	4 -	4 -
Summe	438 fl.	— xr.

von jeder einzelnen dabei betheiligten Regierung bereits abgetragen worden sind.

Art. XIX. (Versorgung einiger Reichs- und Kreis-, auch ritterschaftlichen Diener.) Als Localdiener werden behandelt und von den betheiligten Regierungen versorgt:

1) Die von Seiten einiger Landestheile des Grossherzogthums Frankfurt, vor ihrer Vereinigung mit demselben, bei dem deutschen Reichstage und den Kreisversammlungen angestellt gewesenen Diener;

2) Die bei der vormaligen Reichsritterschaft angestellt gewesenen Beamten, in soweit zum Unterhalte derselben von den, im Umfange des Grossherzogthums Frankfurt belegenen, reichsritterschaftlichen Gütern beigetragen werden musste.

Auf die stattgehabte Anerkennung der Centraleigenschaft des ehemaligen Reichsdirectorialpersonals, soweit der Grossherzog von Frankfurt bei dessen Versorgung betheiligt war, ist, nach Ausweis der Tabelle (Anlage 1), die nöthige Rücksicht genommen worden.

1828 **Art. XX.** (Aschaffenburger Diener-Sustentationskasse, Officiers-Wittwenkasse und Civildiener-Wittwenkasse, anerkannt als Specialfonds des Fürstenthums Aschaffenburg.) Als Gegenstände, welche das Fürstenthum Aschaffenburg ausschliesslich angehen, werden allerseits anerkannt:

1) die nach Auflösung des Mainzer Kurstaates von dem Kurerzkanzler — gegen gewisse von anderen mitverpflichteten Besitzern vormaliger Mainzer Kurlande zu entrichtenden jährlichen Beiträge — übernommene Pensionirung vormals kurmainzischer Diener und die deswegen in Aschaffenburg errichtete Sustentationskasse;

2) die eben daselbst für das vormalige kurmainzische Militär errichtete, und dem grossherzoglich frankfurtischen Militär später zu Nutzen gekommene Officiers-Wittwenkasse, desgleichen auch die dortige Civildiener-Wittwenkasse und zwar genannte Kassen mit ihren Rechten und Verpflichtungen.

Art. XXI. (Gesuch von Dienern, Wittwen und Waisen um Gnadengehalte und Gratificationen.) Von Wittwen oder Waisen vormaliger grossherzoglich frankfurtischer Diener nachgesuchte Gnadengehalte und Gratificationen sind kein Gegenstand gemeinschaftlicher Fürsorge der Ausgleichungscommissionen, und bleibt deren Bewilligung der Gnade und Milde jeder einzelnen Regierung überlassen.

Art. XXII. (Erloschene Gehalte und Pensionen der seit 1814 verstorbenen Diener und Pensionisten; — Gergens; — Vorbehalt wegen Orth.) Die Gehalte und Pensionen aller in ihrer Eigenschaft als vormalige grossherzoglich frankfurtische Diener und Pensionisten seit dem Jahre 1814 von den paciscirenden Staaten, mit ihren Gehalten oder Pensionen übernommenen, in den Anlagen Nr. 1 bis 4 mitbegriffenen Individuen fallen nach deren Ableben den betreffenden Regierungen anheim.

Nachdem der im Jahre 1814 bei der provisorischen Rhein-Octroi-Verwaltung zu Mainz angestellte grossherzoglich frankfurtische General-Inspector der indirecten Abgaben, Gergens, im November 1816 daselbst gestorben ist, könnte möglicherweise nur der früherhin eventuell übernommene Gehalt des bei der dermaligen Rhein-Octroi angestellten Secretairs Orth mit 1000 fl., im Falle seine gegenwärtige Verwendung aufhören sollte, den betheiligten Regierungen in solcher Art zur Last fallen, dass davon Frankfurt . . . . 490 fl. 28 xr
das Departement Fulda . . . . 290 - 29 -

das Departement Hanau	204 fl. 46 xr.	1828
die Stadt Wetzlar	14 - 17 -	
	Total 1000 fl. — xr.	

zu übernehmen hätten.

Art. XXIII. (Anfangstermin zur Uebernahme der Gehalte und Pensionen; Bestimmungen wegen der Rückstände vom 1. Juni 1814 anfangend.) In Ansehung der Ansprüche vormals grossherzoglich frankfurtischer Diener und Pensionisten auf Besoldungs- und Pensions-Rückstände, werden folgende Grundsätze aufgestellt:

1) Zur Abschneidung aller Weitläufigkeiten und in der Absicht den betheiligten Individuen um so schleuniger zu ihrer Befriedigung zu verhelfen, machen sich die Regierungen verbindlich, den ihnen nach Ausweis der Vertheilungs-Etats zugewiesenen Dienern und Pensionisten, nebst ihren laufenden Besoldungen und Pensionen, auch die Rückstände vom 1. Juni 1814 an zu bezahlen.

2) Preussen und Baiern übernehmen die vor der Periode des Besitz-Antrittes ihrer Antheile an dem ehemaligen Departement Fulda erwachsenen Besoldungs- und Pensions-Rückstände, zur Berichtigung aus den österreichischen Activ-Arreragen, und werden sich hierüber mit Oesterreich berechnen.

3) Nach ausdrücklicher Vorschrift des 45. Art. der Wiener Congressacte beschränkt sich jedoch die gemeinschaftliche Fürsorge sämmtlicher paciscirenden Regierungen hinsichtlich der Reclamationen von Gehalts- und Pensions-Rückständen auf solche, welche aus der Zeit nach dem 1. Juni 1814 herrühren.

4) Diejenigen Summen, welche ausdrücklich auf Abschlag der, bis zum 1. Juni 1814 verfallenen Besoldungen und Pensionen bereits gezahlt worden sind, können auf die nachher fällig gewordenen Gehalte nicht in Zurechnung gebracht werden.

5) Alle andern seit jenem Termin erhaltenen Abschlagszahlungen, ohne Unterschied der Kassen und der Rechtstitel, woraus sie geleistet worden sind, müssen von den Empfängern in Gegenrechnung angenommen werden, und versprechen sich sämmtliche betheiligte Regierungen gegenseitig noch besonders jede Hülfleistung, welche zur Führung des Beweises solcher Abschlagszahlungen etwa erforderlich werden könnte.

6) Staatsdiener, welche in der Zwischenzeit bis zum 1. Januar 1816, oder nachher noch provisorische oder andere Staatsanstellungen, gegen einen bestimmten, nicht in die Kategorie von

1828 den Diäten fallenden Gehalt im Umfange des vormaligen Grossherzogthums oder ausser demselben bekleidet haben, sind in der Regel zu Rückstands-Forderungen nur in soweit berechtiget, als sie das quantum minus beweisen, welches hiedurch an ihrem später von den resp. Ausgleichungs-Commissionen zuerkannten Diensteinkommen nicht gedeckt worden, und endlich

7) müssen diejenigen Individuen, deren Rückstände über 1000 fl. betragen, sich Terminszahlungen jedoch nur dergestalt gefallen lassen, dass innerhalb zweier Jahre, vom Tage der Liquidsstellung an, sämmtliche Rückstände zu bezahlen sind.

Art. XXIV. (Totalbetrag der Fuldaer Departemental-Besoldungen und Pensionen.) Bei dem Departement Fulda beträgt die, den Betheiligten gemeinschaftlich zur Last fallende Summe Fuldaer Departemental-Staats-Besoldungen und Pensionen 254,050 fl. 19 xr.

Darunter sind nach dem Verzeichnisse, Anlage Nr. 5 begriffen:

1. Von der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grossherzogs von Frankfurt, die Fuldaer Quote mit	20,387 fl. 22½ x.
ingleichen der von der Sustentations-Quote der freien Stadt Frankfurt auf Fulda übernommene Antheil, statt eines gleichen Betrages von der Pension des Grafen v. Marschall . . .	1,868 - 51 -
	22,256 fl. 13½ x.
2. Die Gesammtheit der in dem berichtigten Fuldaer Personal-Hauptvertheilungs-Etat und in dem nachträglichen Personal-Supplementär-Etat aufgeführten Besoldungen und Pensionen einschliesslich der Fuldaer Central-Pensions-Quote, sowie der später vertheilten Pensionen von Holzkirchen, von der Fasanerie und der reichsritterschaftlichen Pensionsantheile wegen Mannsbach, Buchenau Wehrda und Lengsfeld	231,794 - 5½ -
Summe	254,050 fl. 19 x.

Art. XXV. (Deren weitere Vertheilung.) Von dieser Summe würden, nach dem Artikel VII festgesetzten Concurrenzverhältnisse, zu überweisen gewesen sein

1) an Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu . . . . 17½/100 181,645 fl. 59 x.

2) an Baiern	$26\frac{1}{2}{}_{100}$	67,323 fl. 20 x.	1828
3) an Holzkirchen	2_{100}	5,081 - — -	
	Summe	254,050 fl. 19 x.	

Zur Ausgleichung verschiedener, unter den betheiligten Staaten entstandenen Differenzen und aus Rücksicht auf die Wünsche einzelner Pensionärs, hat man sich aber, mit Abweichung von jenem Verhältnisse, dahin vereinigt, die effectiven Uebernahme-Quoten, für

Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach auf	183,255 fl. 31½ xr.
für Baiern auf	65,713 - 47½ -
definitiv festzustellen, wobei die Holzkirchener Quote von	5,081 - — -
unverändert geblieben ist	
Summe	254,050 fl. 19 xr.

Art. XXVI. (Specielle Angabe der preussischen und sachsen-weimarischen Uebernahme-Quoten.) Die von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach nach Maassgabe des bestehenden Concurrenz-Verhältnisses zu vertretende Uebernahme-Quote umfasst nachstehende einzelne Summen:

ad 1) aus der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas, vormaligen Grossh. von Frankfurt . .	15,290 fl. 32 x.	
dazu kömmt der königl. preussischer Seits übernommene Antheil von der Stadt Frankfurtischen Sustentations-Quote mit	1,868 fl. 51 x.	
ad 2) aus dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat, nach Abzug der auf die freie Stadt Frankfurt mit 4000 fl. übergegangenen Pension des Grafen Marschall	162,622 fl. 57 x.	
aus dem Supplementär-Etat	2,509 fl. 5½ x.	
von den Holzkirchener Pensionen	439 fl. —	
von den Pensionen der Fasanerie und der reichsritterschaftlichen Gebiete . . .	525 fl. 6 x.	
		166,096 fl. 8½ x
	Summe	183,255 fl. 31½ x

1828 **Art. XXVII.** (Specielle Angabe der baierischen Uebernahms-Quote.) Die von Baiern zu berichtigende Uebernahms-Quote umfasst:

ad 1) von der Fuldaer Quote der Sustentation des Fürsten Primas	5,096 fl.	50½	xr.
ad 2) von dem Personal-Hauptvertheilungs-Etat	57,505 -	29	-
aus dem Supplementär-Etat	1,401 -	28¼	-
von den Holzkirchener Pensionen	1,530 -	—	-
aus dem reichsritterschaftlichem Pensions-Antheile	180 -	—	-
Summe	65,713 fl.	47¾	xr.

Art. XXVIII. (Specielle Angabe der Uebernahms-Quote von Holzkirchen.) Für die nach Art. XXV in 5081 fl. bestehende Soll-Uebernahme der Domäne Holzkirchen sind ausgesetzt und an diese Domäne überwiesen worden,

ad Nr. 2) aus den Holzkirchner Pensionen der grösste Theil der Pension des Propstes Freiherrn von Reisach mit	5020 fl.
und ein Theil der Pension den Conventuals Arnd mit	61 -
Summe	5081 fl.

Art. XXIX. (Ausgleichung wegen der von Baiern zu wenig übernommenen Fuldaer Pensionen und Besoldungen mit den betheiligten Regierungen.) Die im Art. XXV erwähnte Ausgleichung zwischen Preussen und Baiern, wegen Abänderung der concurrenzmässigen Uebernahme-Quoten, anlangend, so befinden sich die näheren Bestimmungen hierüber, ferner über Vergütung der von Preussen für Baiern geleisteten Pensionszahlungen, auch über gegenseitigen Austausch einiger Fuldaer Pensionen, in dem unterm 18. October 1823 abgeschlossenen Vergleiche, die definitive Vertheilung der Fuldaer Departemental-Staatsgehalte und Pensionen betreffend, worauf hier verwiesen wird.

Oesterreich tritt diesem Vergleiche bei und wird, *pro rata* seines zehnmonatlichen Besitzes der an die Krone Baiern abgetretenen Fuldaer Parzellen, an derjenigen Vergütung verhältnissmässig Theil nehmen, worüber Preussen und Baiern, in der Absicht, eine förmliche Liquidation der Besoldungen zu umgehen, sich vereinigt haben.

Art. XXX. (Von Preussen an Kurhessen und Sachsen-

Weimar überwiesene Fuldaer Pensionen und Besoldungen.) Von 1828
der nach Art. XXV auf . . . . 183,255 fl. 31½ x.
festgestzten Uebernahme-Quote hat Preussen die, aus der Anlage 5 zu ersehenden Posten mit . . . . . . 61,593 fl. 12 x.
an Kurhessen; und die in derselben Anlage verzeichneten Posten mit . . . . . . 65,816 - 58¾ -
an Sachsen-Weimar-Eisenach in Gemässheit besonderer mit beiden Staaten bestehenden Vereinbarungen, weiter überwiesen und mithin . . . 55,845 - 20¾ -
183,255 fl. 31½ x.

zu eigener Deckung behalten.

Art. XXXI. (Vorbehalt wegen künftiger Vertheilung von Pensionen des Fuldaer Supplementär-Etats.) Bei der durch obige Bestimmungen herbeigeführten definitiven Erledigung des gesammten Fuldaer Departemental-Staatsbesoldungs- und Pensionswesens bleibt fernere concurrenzmässige Vertheilung solcher Pensionen vorbehalten, die etwa noch künftig in den Supplementär-Etat auf rechtmässige Art aufgenommen werden sollten.

Art. XXXII. (Beitrag des Grossherzogthums Hessen wegen Herbstein zu den Fuldaer Pensionen.) Zu mehrerer Sicherstellung der Gerechtsame der Betheiligten wird hier bemerkt, dass in Betreff der, von dem Fürstenthume Fulda getrennten und an das Grossherzogthum Hessen übergegangenen Stadt Herbstein, nebst gleichnamigem Amte, eine am 9. April 1813 zwischen den grossherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen abgeschlossene Convention besteht und in Kraft verbleibt, nach deren 10. Artikel der grossherzoglich hessischen Regierung die Verbindlichkeit obliegt, zu den Fuldaer Pensionen gewisse jährliche Beiträge zu leisten, wovon Oesterreich die Rückstände bis zu den vertragsmässigen Terminen — Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach vom 1. Juli 1815 bis zum 1. Mai 1816 73_{100}, vom 1. Mai 1816 an weiter aber nur $71\frac{1}{2}\,_{100}$ — Baiern vom 1. Mai 1816 $26\frac{1}{2}\,_{100}$ und der Domaine Holzkirchen 2_{100} zum eigenen unmittelbaren Bezuge aus der betreffenden grossherzoglich-hessischen Staatskasse concurrenzmässig zukommen.

Art. XXXIII. (Motiv zu gemeinschaftlicher Auseinander-

1828 setzung wegen der Schulden der grossherzoglich frankfurtischen Central-Staatskassen und Fuldaer Departemental-Kassen.)

Nächst den Ansprüchen grossherzoglich frankfurtischer Diener auf die ihnen zukommende Versorgung, haben auch alle sonstigen, von Privatpersonen angemeldeten Forderungen an Central-Staatskassen des vormaligen Grossherzogthums Frankfurt oder an Fuldaer Departemental-Staatskassen, in soweit sie nicht zu privativer Ausgleichung unter den betheiligten Regierungen geeignet sind, um so mehr zu den Gegenständen der gegenwärtigen gemeinschaftlichen Auseinandersetzung gezogen werden müssen, als der 45. Artikel der Wiener Congressacte ad Nr. 3 und 7 ausdrückliche Verfügungen hierüber zu Gunsten des vormaligen Grossherzogs von Frankfurt in sich schliesst.

Art. XXXIV. (Grundsätze wegen der Departemental-, Districts- und Localschulden.) Alle, auf den einzelnen Landestheilen Frankfurt, Aschaffenburg, Fulda, Hanau und Wetzlar besonders haftenden, vor deren Vereinigung zum Primatial-Staate oder zum Grossherzogthum Frankfurt schon vorhanden gewesenen Schulden bleiben, nach den von dem Grossherzogthume selbst gehandhabten Grundsätzen, auf diesen Landestheilen ausschliesslich haften. Ein Gleiches geschieht auch, in Gemässheit derselben Grundsätze, bei allen Districts- und Local-Schulden, welche vor der Vereinigung jener Landestheile in einen Staatsverband, oder, während der Dauer dieser Vereinigung, im Umkreise des vormaligen Primatial-Staates oder des Grossherzogthums Frankfurt erwachsen sind.

Art. XXXV. (Anerkannte Schulden der grossherzoglich frankfurtischen Central-Staatskassen.) Als Schulden grossherzoglich-frankfurtischer Central-Staatskassen werden anerkannt:

1) Die Forderung des frankfurter Pfandhauses, wegen eines dem vormaligen Landesherrn auf die Saline Orb vorgeschossenen, zu Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Capitals von 36,000 fl. nebst rückständigen Zinsen à 4 % vom 1. Juli 1814 bis 1. November 1827 (13 Jahre und 4 Monate 19,200 fl.), im Ganzen an Capital und Zinsen . . . 55,200 fl. — xr.

2) die Forderung der Inhaber derjenigen Obligationen, die im Jahre 1813 für ein Anlehen zum Behufe einer Pferdelieferung an die französische Armee ausgestellt worden sind,

im Capitalbetrage von 24,000 fl., nebst den bis 1819 rückständigen Zinsen à 5481 fl. . 29,481 fl. — x. 1828

3) die Forderung des Handlungshauses der Gebrüder Bethmann für ein im Jahre 1813 an die Frankfurter Generalkasse gemachtes Darlehen von 40,500 fl., nebst rückständigen Zinsen à 6% vom 1. Januar 1815 bis 1. November 1827 (12 Jahre und 10 Monate 31,185 fl.) im Ganzen an Capital und Zinsen . . . . 71,685 fl. — -

4) der von der ehemaligen Communal-Approvisionirungskasse zu Frankfurt, wegen eines Mehltransports nach Vach zum Dienste der französischen Armee, der Generalkasse geleistete Vorschuss zu . . . . 20,144 fl. — -

5) eine Wechselforderung des Handlungshauses Philipp Nikolaus Schmidt, wegen einer Mehllieferung des Grossherzogthums für die französische Armee, zu . . . . 22,900 fl. — -

6) die, auf der Anlage Nr. 6 verzeichneten, bei den Verhandlungen der Centrallasten-Ausgleichungs-Commission im Jahre 1817 vorgekommenen Privatforderungen im Betrage von 5,808 fl. 6½ -

Totalsumme 205,218 fl. 6½ x.

Art. XXXVI. (Ausschliessliche Uebernahme einiger Posten von Seiten Baierns und Frankfurts.) Von den im vorhergehenden Artikel benannten Schulden übernimmt gegen anderweite, unten zu erwähnende Zugeständnisse der übrigen betheiligten Regierungen:

1) Die freie Stadt Frankfurt ausschliesslich

a) die Berichtigung des Bethmannischen Capitals mit Zinsen im Betrage von 71,685 fl.;

b) die auf der Liste (Anlage 6) unter Nr. 10 verzeichnete Forderung eines frankfurter Angehörigen an die vormalige grossherzoglich frankfurtische Kriegskasse von 110 fl.

Ebenso übernimmt

2) Die Krone Baiern ausschliesslich

a) die Berichtigung der rückständigen Zinsen des, von dem ehemaligen Landesherrn auf die Saline Orb aufgenommenen, und für Besitzergreifungs-Ausgaben verwendeten Capitals von 36,000 fl. à 4% vom 1. Juli 1814 bis zum 4. November 1827, mit 19,200 fl. und

1828 *b*) von der Liste, Anlage 6, sämmtliche Forderungen (mit Ausnahme der unter Nr. 10), in sofern dieselben, nach vorheriger königlich baierischer Seits vorzunehmenden Liquidation, als richtig befunden werden, im Betrage von 5,698 fl. 6½ xr.

Art. XXXVII. (Vertheilung der übrigen Centralschulden.) Nachdem sich die im Art. XXXV angegebene Schuldenmasse durch die im Art. XXXVI erwähnte ausschliessliche Uebernahme mehrerer Passiven von Seiten der Krone Baiern und der freien Stadt Frankfurt um 96,693 fl. 6½ xr., nämlich von 205,218 fl. 6½ xr. auf 108,525 fl., vermindert; so wird dieser Betrag auf die betreffenden Landestheile *pro rata*, nach der in der Tabelle, Anlage 7, aufgestellten Berechnung, überwiesen und in der Art berichtigt, dass jede Regierung auf ihren Antheil die ihren Angehörigen wegen deren Forderungen zukommenden Summen, zur weiteren Besorgung und Zustellung an dieselben übernimmt.

Art. XXXVIII. (Entschädigungssumme à 150,000 Gulden für die Krone Baiern und Aufhebung der von Baiern und Frankfurt verfügten Beschlagnahme einiger Capitalien.) Obschon nicht in die Kategorie der Privatforderungen gehörig, wird hier die schon oben, im Art. XII gedachte Entschädigung von 150,000 fl. für die Krone Baiern, als Abfindung für die Forderung wegen zu viel übernommener Centraldiener, als Schuld des Grossherzogthums anerkannt. Der Betrag wird auf die Departemente Frankfurt mit Wetzlar, Fulda und Hanau, mit Ausschluss des Departements Aschaffenburg, von sämmtlichen betreffenden Staaten, nach Maassgabe ihrer, auf obengedachter Tabelle, Anlage 7, berechneten Antheile, übernommen und die Zahlung in der Art direct an Baiern erfolgen, dass die freie Stadt Frankfurt ihren Beitrag zu der Entschädigungsforderung von 150,000 fl. mit 73,571 fl. 25¾ xr., und jenen zu den Centralschulden mit 37,260 fl. 15 xr. in Summa 110,831 fl. 40¾ xr. zurückbehält und damit die Berichtigung

a) der Orber Schuld mit Zinsen, in dem Betrage von	55,200 fl.
b) der Mehltransportforderung zu	20,144 -
c) der Wechselforderung des Handelshauses P. N. Schmidt	22,900 -
Summe	98,244 fl.

besorgt, den Ueberrest der erwähnten 110,831 fl. 40¾ xr. in dem Betrage von 12,587 40¾ xr. aber für die Berichtigung eines gleichen Theiles der Pferdelieferungsschuld verwendet, wogegen

Baiern von den übrigen Betheiligten deren Beiträge zu seiner 1828
Entschädigungsforderung und zu den Centrallasten, im Gesammtbetrage von 97,741 fl. $42\frac{1}{2}$ xr. unmittelbar in Empfang nimmt, davon die ihm, nach Abzug seines Beitrags von 49,951 fl. $36\frac{3}{4}$ xr. zu den Centralschulden nnd zu der Entschädigungsforderung von 150,000 wegen des Departements Fulda, von dieser letzteren Forderung noch zu Gute kommenden 80,848 fl. $23\frac{1}{4}$ xr. für sich behält und den Ueberrest à 16,893 fl. $19\frac{1}{4}$ xr., welcher, mit den, von Seiten der freien Stadt Frankfurt abzugebenden 12,587 fl. $40\frac{3}{4}$ xr., den Betrag der Pferdelieferungsschuld von 29,481 fl. ausmacht, für die Berichtigung dieser Schuld, nach den hierüber noch zu treffenden näheren Verabredungen, auch seiner Seits wieder abgibt.

Gleichzeitig mit dieser Auseinandersetzung erfolgt sowohl von Seiten der Krone Baiern, als auch der freien Stadt Frankfurt die Aufhebung der, gelegenheitlich der Ausgleichungsverhandlungen in beiden Staaten verfügten Beschlagnahme auf die dem einen oder dem andern Theile oder dessen Angehörigen zustehenden Capitalien nebst Zinsen.

Art. XXXIX. (Oesterreichische Forderung von 11,416 fl. 29 xr. 3 pf. an die Kriegszahlamts-Kasse.) Die bei der Ausgleichungs-Commission von Seiten Oesterreichs angebrachte Forderung zu 11,416 fl. $29\frac{3}{4}$ xr. rheinischer Währung und 105 fl. 33 xr. Einlösungsscheine, wegen der in den k. k. österreichischen Staaten, wie im Auslande, vermittelst der k. k. Militär-Oeconomie-Administration an grossherzoglich frankfurtische Truppen in den Jahren 1813 und 1814 geleisteten Geld- und Naturalvorschüsse, wird, vorbehaltlich der Compensation, als ein Passivum der Kriegszahllamts-Kasse anerkannt.

Art. XL. (Uebernahme einiger Kriegszahlamts-Schulden von Seiten Preussens und Frankfurts.) Bei dieser Gelegenheit werden auch

1) die im Verzeichnisse, Anlage 8, aufgeführten, grösstentheils das Departement Fulda angehenden Forderungen an die Kriegszahlamts-Kasse, im angeblichen Betrage von 2254 fl. 11 xr., vorbehaltlich ihrer weiteren Anmeldung und Liquidsstellung, als Gegenstände der Abrechnung und Auseinandersetzung mit den bei Fulda betheiligten Regierungen königl. preussischer Seits zur Vertretung und

2) die im Verzeichnisse, Anlage 9, aufgeführten Forderungen frankfurter Angehörigen an die gedachte Kriegskasse, im

1828 Betrage von 744 fl. 48 xr., von Seiten der freien Stadt Frankfurt zur Berichtigung übernommen.

Art. XLI. (Vergleich wegen der Einstandsgelder und Handgelder.) Als ein, die Verhältnisse der mehrgedachten vormaligen Kriegszahlamts-Kasse berührender Gegenstand, erhält der am 29. November 1824 zu den Protokollen der Centrallasten-Ausgleichungs-Commission angezeigte Vergleich zwischen Preussen, Baiern, Kurhessen und der freien Stadt Frankfurt seine Bestätigung, wonach Letztere den Ansprüchen auf die von frankfurter Einstehern herrührenden Einstandsgelder entsagt, dagegen aber von dem Beitrage zu dem Ersatze der Handgelder befreiet, und diese von den übrigen Departementen übernommen werden.

Nachdem die concurrenzmässige Vertheilung der fraglichen Einstandsgelder und Handgelder zum Behufe der Auszahlung an die berechtigten Einsteher und resp. Angeworbenen, auf den Grund jenes Vergleiches, unter den betreffenden Regierungen Statt gefunden hat, wird diese Angelegenheit für erledigt erklärt.

Art. XLII. (Austrägal-Erkenntniss wegen eines Beitrags-Rückstandes zur Sustentation des letzten Kurfürsten von Trier.) Die bei der Centrallasten-Ausgleichungs-Commission nicht erledigte Streitfrage wegen Berichtigung der, auf 25,804 fl. 19 xr. berechneten Rückstände eines Sustentations-Beitrages, den der vormalige Grossherzog von Frankfurt dem letzten Kurfürsten von Trier zu zahlen übernommen hatte, ist auf die von den Interessenten nachgesuchte Vermittelung der hohen deutschen Bundesversammlung durch ein, in den Bundestags-Protokollen öffentlich abgedrucktes, austrägal-gerichtliches Erkenntniss des grossherzoglich hessischen Oberappellationsgerichts zu Darmstadt vom $\frac{\text{19 Mai}}{\text{28 November}}$ 1826 definitiv entschieden worden, worauf hier mit dem Bemerken Bezug genommen wird, dass es bei den Bestimmungen dieses Erkenntnisses sein Bewenden hat.

Art. XLIII. (Ersatz eines Vorschusses von 100,000 fl. vom Departement Fulda an den vormaligen Fürsten Primas.) Die im Art. 45 der Wiener Congressacte stipulirte Zurückzahlung derjenigen Vorschüsse, welche der Generalkasse zu Fulda von dem Fürsten Primas aus seinem Privatvermögen geleistet und bei nachheriger Liquidation zum Betrage von 100,000 fl. anerkannt worden sind, geschieht nach dem festgesetzten Concurrenz-Maassstabe, in solcher Art, dass davon

Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$71\frac{1}{2}/_{100}$	mit 71,500 fl.
Baiern	$26\frac{1}{2}/_{100}$	mit 26,500 -
Holzkirchen	$2/_{100}$	mit 2,000 -

jedoch, auf den Grund eines, mit dem Hochseligen Fürsten Primas vergleichweise getroffenen Abkommens, nicht in einer Summe, sondern in 20 gleichen Jahres-Raten zu entrichten haben. 1828

Art. XLIV. (Summarische Angabe der Fuldaer Departemental-, Staats-, und Landesschulden.) Unter Bezugnahme auf die österreichisch-preussisch-baierischen Uebereinkünfte vom 27. September 1820 und vom 14. November 1823, werden als gemeinschaftlich theilbare Fuldaer Staatsschulden anerkannt:

1. Von den Landessteuerkasse-Capitalien, nach Ausscheidung mehrerer niedergeschlagenen, oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Capitalien	927,766 fl.	15	xr.
2. Von den Domainen-Capitalien, ebenfalls nach Ausscheidung einiger niedergeschlagenen oder zu weiterer Verhandlung ausgesetzten Capitalien	3,520 -	—	-
3. Die Kammerkasse-Capitalien mit . .	190,373 -	20	-
4. Die an das Grossherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, bei Auseinandersetzung der reichsritterschaftlichen Verhältnisse überwiesenen Capitalien der reichsritterschaftlichen Cantone Mittel-Rhein, Rhön-Werra und des Buchischen Quartiers . . .	34,455 -	6¼	-
5. Die an das Grossherzogthum Frankfurt, resp. das Departement Fulda, überwiesenen oberrheinischen Kreiscapitalien mit .	29,700 -	—	-
6. Der auf die vormals reichsritterschaftlichen Bezirke Mannsbach, Buchenau, Wehrda und Lengsfeld fallende Antheil der reichsritterschaftlichen Passiven des Buchischen Quartiers mit	26,410 -	45	-
Totalsumme	1,212,225 fl.	26¼	xr.

Art. XLV. (Grundsatz bei deren Vertheilung.) Als Grundsatz ist angenommen und festgestellt, dass diejenigen Fuldaer Staats- und Landesgläubiger, welche durch die Fuldaer Landestheilung Unterthanen des einen oder des andern betheiligten Staates geworden, oder früher schon gewesen sind, vorzugsweise, soweit solches nur immer geschehen kann, auf die Fuldaer Staats- und Landesschulden-Quote desjenigen der betheiligten Staaten übergehen, zu welchem sie im Unterthanenverbande stehen. Das Nämliche gilt auch von den Capitalien der Depar-

1828 temental-Staatsdiener, Quieszenten und Pensionisten, je nachdem diese bei der definitiven Vertheilung von einem der betheiligten Höfe übernommen worden sind.

Art. XLVI. (Summe der Fuldaer Schulden und deren Vertheilung.) Von der nach Art. XLIV zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet anerkannten Schuldensumme von = 1,212,225 fl. 26¼ xr. würden

Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach	$71\frac{1}{2}_{100}$	zu 866,741 fl.	11¼ xr.	
Baiern	$26\frac{1}{2}_{100}$	- 321,239	- 44½	-
die Domäne Holzkirchen . .	2_{100}	- 24,244	- 30½	-
		Summe 1,212,225 fl.	26¼ xr.	

concurrenzmässig zu tragen haben, wenn man nicht in Berücksichtigung des Umstandes, dass Holzkirchen an den Fuldaer Landessteuern niemals Antheil gehabt hat — dahin übereingekommen wäre, den unter der Holzkirchener Schulden-Quote begriffenen Antheil von den Fuldaer Steuerkassen-Schulden, im Betrage von 20,366 fl. 38½ xr., von jener Quote abzuschreiben, und den dadurch entstandenen Ausfall, nach Anleitung des festgesetzten Concurrenz-Verhältnisses, unter die übrigen Betheiligten dergestalt nachträglich zu subrepartiren, dass

der preussisch-weimarischen Quote . . .	14,859 fl. 20	xr.
der baierischen Quote	5,507 - 18½	-
Summe	20,366 fl. 38½	xr.

davon zugewachsen sind.

Art. XLVII. (a. Auf Preussen, sowie dessen Cessionen an Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach.)

Die nach dem vorstehenden Artikel auf . .	866,741 fl. 11¼	xr.
und	14,859 - 20	-
zusammen auf	881,600 fl. 31¼	xr.

festgesetzte preussisch-weimarische Quote umfasst die in der Anlage Nr. 10 verzeichneten Capitalien, vom 1. Juli 1815 an verzinsbar, woven,

nach Ausweis derselben Uebersicht	561,838 fl. 5	xr.
und . . . . (letztere als ursprünglich auf den ehemaligen reichsritterschaftlichen Gebieten, Mannsbach Buchenau, Wehrda und Lengsfeld haftend)	26,410 - 45	-
zusammen	588,248 fl. 50	xr.

an Kurhessen

und . . . . 293,351 fl. 41 1/4 xr. 1828
an Sachsen-Weimar-Eisenach,

zusammen 881,600 fl. 31 1/4 xr.

vermöge besonderer, mit diesen Staaten getroffenen Vereinbarungen, weiter überwiesen worden sind.

Art. XLVIII. (*b.* deren Vertheilung auf Baiern)

Die nach Art. XLVI auf	321,239 fl. 44 1/2 xr.	
und	5,507 - 18 1/2 -	
zusammen auf	326,747 fl. 3 xr.	

festgesetzte baierische Quote umfasst die in der Anlage Nr. 11 verzeichneten Capitalien, vom 1. Mai 1816 verzinsbar.

Oesterreich trägt zu den Zinsen der in diesem und im XLVII. Artikel erwähnten Capitalien nach Maassgabe des Concurrenzvertrages bei.

Art. XLIX. (Vertragsmässiger Austausch einiger Fuldaer Capitalschulden.) Wegen gegenseitigen Austausches verschiedener in den Verzeichnissen Nr. 10 und 11 anfgeführten Capitalschulden, im Gesammtbetrage von 9600 fl., ist unter den betheiligten Regierungen mittelst Separat-Protokolls, datirt beziehungsweise vom 3. März, 28. Februar und 5. März 1821, eine besondere Vereinbarung getroffen worden, worauf hier Bezug genommen wird.

Art. L. (Antheil von Holzkirchen an den Fuldaer Schulden.) Der Domäne Holzkirchen sind und bleiben, als auf derselben haftend, an Capitalien 3877 fl. 52 xr. nebst Zinsen vom 1. August 1816 an, bis auf weiteres zugetheilt.

Art. LI. (Capital-Schuldforderungen der Fuldaer Central-Anstalten.) Von den Capital- und Zinsenforderungen der Fuldaer öffentlichen Centralanstalten an die Fuldaer Landeskassen übernehmen, nach Maassgabe des Concurrenzverhältnisses, Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach 71 1/2 100 und Baiern mit Holzkirchen 28 1/2 100.

Art. LII. (Bestimmungen wegen des Restes von dem Fuldaer Zwangsanlehen.) Der Rest von dem sogenannten Fuldaer Zwangsanlehen, im Betrage von 45,673 fl. 15 1/4 xr., gehört — als eine, nach grossherzoglich frankfurtischer Verordnung keineswegs die Staatskasse, sondern das Land mit seinen einzelnen Aemtern angehende Schuld — nicht zu dem, durch gegenwärtigen Hauptvertrag zu erledigenden Schuldvertheilungs-Geschäfte, und ist deshalb davon ausgeschlossen.

Art. LIII. (Vertheilung des Restes der Fuldaer Kassenscheine.) Von dem zu gemeinschaftlicher Vertheilung geeignet

1828 befundenen Reste der Fuldaer Kassenscheine-Schuld, welcher, in Folge stattgehabter Liquidation auf die Totalsumme von 349,010 fl. festgesetzt worden ist, haben, nach dem bestehenden Concurrenzverhältnisse,

Preussen mit Sachen-Weimar-Eisenach	$71^1/_2{}_{100}$	zu	249,542 fl.	9 xr.
Baiern	$26^1/_2{}_{100}$	-	92,487 -	39 -
Holzkirchen	2_{100}	-	6,980 -	12 -
	Summe		349,010 fl.	— xr.

zu tragen.

Art. LIV. (Auf Preussen und Baiern; Uebernahms-Quote von Holzkirchen.) Unter den von Preussen mit Sachsen-Weimar-Eisenach zu tragenden Kassenscheine-Schulden, im gesammten Capitalbetrage von 249,542 fl. 9 xr., sind die für eigene königlich preussische Rechnung liquidirten Kassenscheine des vormaligen Fuldaer Escomte-Amtes zu 17,480 fl. mitbegriffen. Die Zinsen von den fraglichen 249,542 fl. 9 xr. laufen für beide Staaten vom 1. Juli 1815 an.

Baiern übernimmt von seiner im Art. LIII angegebenen Uebernahms-Quote von Kassenscheine-Capitalien nur 92,480 fl.; nachdem es, zur Complettirung dieser Quote 7 fl. 30 xr. nebst Zinsen an Preussen vergütet hat. Der Zinsenlauf jener 92,480 fl. fängt für Baiern mit dem 1. Mai 1816 an.

Auf die Domaine Holzkirchen sind an Kassenscheine-Capitalien von der im Art. LIII angegebenen Uebernahme-Quote nur 6980 fl. mit der Verbindlichkeit zur Zinsenzahlung vom 1. August 1816 an überwiesen. Zur Complettirung seiner Uebernahme-Quote vergütet Holzkirchen 12 xr. nebst Zinsen vom 1. August 1816 bis zum Schlusse des Jahres 1823 baar an Preussen.

Art. LV. (Anerkenntniss zur Verzinsung der Kassenscheine-Schulden.) Nach Maassgabe der vielfach von der grossherzoglich frankfurtischen Regierung erlassenen Verfügungen und gemachten Zusicherungen, über die vom 1. December 1812 an, bis zur Abzahlung der Kassenscheine-Capitalien, jährlich mit 5 Procent zu geschehende Verzinsung derselben, wird die Verbindlichkeit zu 5 procentiger Zinsenzahlung von der Kassenscheine-Schuld, und zwar vom 1. December 1812 an, bis zur Abtragung der in den einzelnen Kassenscheinen enthaltenen Capitalbeträge, von den Betheiligten anerkannt. So viel insbesondere den Interessenrückstand der restirenden gesammten Kassenscheine-Schuld vom 1. December 1812 bis 1. Juli 1815, als dem Tage der Fuldaer

Landestheilung, anlangt, so sind über die Berichtigung derselben 1828
bereits in den österreichisch-preussischen Conventionen vom 27. Juli 1815 und 4/6 Januar 1816 die gehörigen Bestimmungen enthalten, auf welche lediglich Bezug genommen wird.

Art. LVI. (Deren Bezahlungsart.) Nachdem die betheiligten Staaten für Berichtigung der, sie angehenden Zinsen-Rückstände, von den definitiv an sie überwiesenen oder von ihnen übernommenen concurrenzmässigen Quoten der Kassenscheine-Schuld, sowie für Zahlung der künftig fällig werdenden Zinsen, die erforderlichen Anordnungen getroffen haben, bleibt es dem Ermessen und der Verfügung der, die Schulden-Antheile übernehmenden Betheiligten überlassen, ob und in wiefern die Capital-Abtragung an die Gläubiger aus den betreffenden Kassen baar geschehen soll, oder ob vorgezogen werden will, den Kassenscheine-Creditoren ihre Kassenscheine nach dem vollen Nominalwerthe gegen 5 procentige Obligationen der übernehmenden Betheiligten umtauschen zu lassen. Nur in dem Falle, wenn ein Gläubiger Kassenscheine von einem zu geringen Gesammtbetrage besitzt, um füglich einen Anspruch derselben gegen andere Obligationen bewirken zu können, wird — mit Umgehung hievon — baldthunlichst baare Auszahlung der Capitalien jener Kassenscheine sammt Zinsen bis dahin stattfinden.

Art. LVII. (Bestimmung wegen noch nicht angemeldeter Kassenscheine.) Da rechnungsmässig der volle Rest der Kassenscheine-Schuld in 350,000 fl. besteht, die hierauf gepflogene Liquidation aber nur die Summe von 349,010 fl. ergeben hat, mithin für den Betrag von 990 fl. Kassenscheine unangemeldet geblieben, und deshalb von der dermaligen Vertheilung ausgeschlossen worden sind; so wird hiemit für die Inhaber solcher in die fragliche Hauptvertheilung nicht mit aufgenommenen Kassenscheine nachträgliche Anerkennung, concurrenzmässige Repartirung und Uebernahme für den Fall vorbehalten, wenn Kassenscheine dieser Art gehörigen Orts angemeldet, vorgezeigt und zur Anerkennung und Vertheilung für geeignet erklärt werden.

Art. LVIII. (Eventuelle Bestimmung wegen möglichen Ausfalls der auf Holzkirchen repartirten Schuldenbeiträge.) Sollte die Domäne Holzkirchen eine Befreiung von den, ihr im Art. L zugewiesenen Fuldaer Staatsschulden, und namentlich auch von der, dieser Domäne im Art. LIII und LIV zugetheilten Kassenscheine-Schuld ganz oder zum Theil erlangen; so ist der hierdurch entstehende Ausfall an Capitalien und Zinsen ebenso zu vertheilen, wie es nach Art. XLVI mit dem, von der

1828 Holzkirchner Quote abgeschriebenen Steuerschulden-Quanto von 20,366 fl. 38 xr. geschehen ist, wovon Preussen in dem vorangesetzten Falle $71\frac{1}{2}/_{100}$ Baiern, $26\frac{1}{2}/_{100}$ zu tragen hätten.

Art. LIX. (Vorbehalt hinsichtlich der grossherzoglich hessischen Beitragsleistung wegen Herbstein zu den Fuldaer Landesschulden.) Da seit dem zwischen den grossherzoglichen Regierungen von Frankfurt und Hessen in Beziehung auf Herbstein abgeschlossenen, oben schon im Art. XXXII erwähnten Vertrage vom 9. April 1813 verschiedene, damals noch unbekannte Schulden zu den Fuldaer Staatsschulden hinzugekommen sind, namentlich oberrheinische Kreisschulden und reichsritterschaftliche Schulden, so wird wegen des davon auf das Grossherzogthum Hessen fallenden 60. Theils, gemäss dem Art. 9 des genannten Vertrags, nachträgliche Vertheilung und Auseinandersetzung mit dem gedachten Grossherzogthume vorbehalten.

Art. LX. (Allgemeine Bestimmung wegen gegenseitiger Verzichtleistung der Paciscenten.) Den letzten Hauptgegenstand der gegenwärtigen Uebereinkunft bilden die in den nachfolgenden Artikeln LXI und LXVI einzeln benannten Forderungen der vormaligen Departements Aschaffenburg, Fulda und Hanau, so wie der Städte Frankfurt und Wetzlar, sowohl im Verhältnisse derselben untereinander als auch gegen das gesammte Grossherzogthum Frankfurt und Generalgouvernement Frankfurt, und hinwiederum dieser letzteren gegen die einzelnen Departements und deren Theile.

Unter Verzichtleistung auf jede desfallsige weitere Ausgleichung, entsagen Oesterreich, Preussen, Baiern, Kurhessen und die freie Stadt Frankfurt den ebengenannten Forderungen, in soweit solche von jedem paciscirenden Theile noch geltend zu machen wären.

Art. LXI. (Besondere Verzichtleistungen von Oesterreich.) Vermöge der, im vorhergehenden Artikel erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere Oesterreich, rücksichtlich seiner Besitzperiode von Fulda und Holzkirchen,

1. im Verhältniss gegen das ganze Grossherzogthum:

a) der an das ganze Grossherzogthum im Wege des Regresses zu machenden Forderung wegen Ersatzes der, in die fragliche Besitzperiode fallenden Zinsen von der in den Artikeln LIII und LVII erwähnten Fuldaer Kassenscheine-Schuld;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums an die Stadt Frankfurt insbesondere zu machenden Ansprüche auf die, für die fragliche Besitzperiode nachzufordernden

Antheile an den Zinsen eines Capitals, welches die israelitische 1828
Gemeinde zu Frankfurt a. M. wegen Reluition der auf derselben gehaftet habenden Abgaben zu entrichten hatte, und namentlich an den Zinsen der zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als insbesondere derjenigen 110,000 fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann zur Sicherstellung des oben im Art. XXXV ad Nr. 3 erwähnten Darlehens von 40,500 fl. verpfändet waren.

2. Im besondern Verhältnisse zu der freien Stadt Frankfurt und zu Gunsten derselben:

a) der Forderung wegen der von dieser Stadt im Jahre 1815 bezogenen französischen Contributions- und englischen Subsidiengelder;

b) dem Anspruche auf die im Besitze der Stadt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

Art. LXII. (Besondere Verzichtleistung von Preussen.) Vermöge der im Art. LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere Preussen für den kurhessischen und sachsen-weimar-eisenachischen Antheil am Departement Fulda und respective auch für Wetzlar

I. Im Verhältnisse gegen das ganze Grossherzogthum:

a) den an dasselbe im Wege des Regresses pro rata zu machenden Forderungen

1) wegen Ersatzes des an die Erben des Grossherzogs von Frankfurt nach Art. XLIII zurückgezahlten, oder noch zurückzuzahlenden unverzinslichen Darlehens von 100,000 fl.;

2) wegen Ersatzes des, nach Art. LIII und LIV zur Einlösung der Fuldaer Kassenscheine bestimmten Betrages von 249,542 fl. nebst Zinsen seit dem Jahre 1815;

b) dem im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums an Oesterreich insbesondere zu machenden Anspruche auf einen verhältnissmässigen Antheil an dem von Seiten Oesterreichs in Depositum genommenen Tafelsilber des Grossherzogs von Frankfurt und an dem davon bezogenen Erlöse von 41,802 fl. rheinische Währung;

c) zu Gunsten Baierns allein, der im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums zu machenden Forderung wegen eines verhältnissmässigen Antheils an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg;

d) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den eben-

1828 falls im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnissmässige Antheile

1) an dem, im Art. LXI, sub I, lit. *b* erwähnten von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt im Jahre 1812 wegen Abgaben-Reluition übernommenen Capitale, und namentlich an den, zu dessen Bezahlung ausgestellten Schuldverschreibungen, sowohl im Allgemeinen als auch insbesondere an denjenigen 110,000 fl. dieser Obligationen, welche dem Handlungshause der Gebrüder Bethmann verpfändet waren;

2) an den von dem vormaligen grossherzoglich frankfurtischen Finänzministerium im Jahre 1813 aus der Realitätenkasse der Stadt Frankfurt entnommenen, und bei dem Handlungshause Rothschild wegen mehrerer Forderungen deponirt gewesenen, nachher aber von diesem Handlungshause der Stadt Frankfurt zurückgegebenen Stadt-Frankfurtischen Obligationen;

3) an dem im Besitze der Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen.

II. Im besondern Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg zu Gunsten Baierns: einer an dieses Departement gemachten Forderung der Fuldaer Chausseekasse im Betrage von 7000 fl.

Art. LXIII. Ferner entsagt bei dieser Gelegenheit Preussen auch nachstehenden Ansprüchen, in soweit dasselbe dabei betheiligt oder solche im eigenen Namen aufzustellen im Falle ist:

a) zu Gunsten der Krone Baiern: der aus der 1. Hälfte des Jahres 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegszahlamts-Kasse an das Departement Aschaffenburg, welche Stadt-Frankfurtischer Seits zu 26,956 fl., von königlich baierischer Seite aber 19,000 fl. angegeben worden ist;

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt: dem Anspruche auf einen verhältnissmässigen Antheil an den von der freien Stadt Frankfurt im Jahre 1815 bezogenen französischen Contributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXIV. (Besondere Verzichtleistungen von Baiern.) Vermöge der im Art. LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere die Krone Baiern für Aschaffenburg und respective auch für ihren Antheil an dem vormaligen Departement Fulda nachfolgenden Ansprüchen, in sofern Allerhöchstdieselbe dabei betheiligt oder solche im eigenen Namen aufzustellen im Falle ist:

I. Im Verhältniss gegen das ganze Grossherzogthum Frankfurt:

a) den an dasselbe zu machenden Forderungen 1828

1) wegen eines Activum der Realitätenkasse zu Aschaffenburg im Betrage von 19,468 fl.;

2) wegen der vorschussweise berichtigten Zinsen des, unter Art. XXXV vorkommenden, sogenannten Orber Capitals, im Betrage von 5040 fl.;

3) wegen bis jetzt bezahlter Pensionen und Besoldungen an zuviel übernommenen grossherzoglich frankfurtischen Centraldienern im jährlichen Betrage von 35,418 fl. 56 xr. 2 pf. und wegen des dafür angesprochenen Entschädigungscapitals von 384,898 fl., nachdem dafür in dem XII. und XXXVIII. Art. eine anderweitige Entschädigung vergleichsweise stipulirt worden ist;

4) *pro rata* wegen des Ersatzes für diejenigen Gehaltsvorschüsse, welche dem, aus den vormaligen grossherzoglich frankfurtischen in königlich baierische Dienste übergegangenen Oberkriegs-Commissär Freund königlich baierischer Seits mit 1220 fl. 33 xr. gemacht worden sind;

desgleichen wegen der demselben bewilligten Zulage von 84 fl. jährlich, welche, zu Capital angeschlagen, betragen 1078 fl. 3²/₂ xr.

b) zu Gunsten der freien Stadt Frankfurt allein, den im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums zu machenden, in den Art. LXI und LXII schon vorgekommenen Ansprüchen:

1) auf das von der israelitischen Gemeinde in Frankfurt im Jahre 1812 übernommene Abgaben-Reluitions-Capital und auf die davon bei dem Handlungshause Bethmann verpfändet gewesenen Obligationen im Betrage von 110,000 fl.;

2) auf die an das Handlungshaus Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen.

II. Im besondern Verhältnisse gegen das vormalige Departement Fulda und dessen Gunsten:

dem Anspruche auf die aus der Aschaffenburger Staatskasse für Fulda geleisteten Vorschüsse an das ehemalige nassauische Ober-Appellationsgericht zu Hadamar, sodann für Commissions- und Reisekosten zu 3771 fl.

III. Im besondern Verhältnisse gegen das vormalige Departement Hanau zu Gunsten Kurhessens:

1) einer Forderung der Saline Orb für rückständige Salzgelder bei den Factoreien im ehemaligen Departement Hanau, im Betrage von 8632 fl. 2¹/₄ xr. und respective 1620 fl.;

2) den von genannter Saline im Jahre 1814 anhängig ge-

15*

1828 machten Klagen, wegen der in mehreren der gedachten Factoreien im Jahre 1813 geplünderten Salzgelder und Salzvorräthe, im Betrage von 5510 fl. $4^3/_4$ xr.;

3) der Forderung wegen eines aus der Departementskasse zu Aschaffenburg im Jahre 1812 geleisteten Commissionskosten-Vorschusses im Betrage von 261 fl. $6^3/_4$ xr.;

4) einer von der Provinz Aschaffenburg gemachten Forderung für abgegebene Fourage auf Rechnung der Hanauer Landeskasse im Betrage von 3412 fl. $7^1/_2$ xr.

IV. Im besondern Verhältnisse gegen die freie Stadt Frankfurt:

Den Ansprüchen

1) auf die im Besitze derselben befindlichen Kanonen und Pulverwagen;

2) auf die in ihrem Zeughause befindlichen, der ehemaligen Aschaffenburger Landwehr gehörig gewesenen 40 Stück Gewehre;

3) auf einen verhältnissmässigen Antheil an den oben mehrmals erwähnten französischen Contributions- und englischen Subsidiengeldern.

Art. LXV. (Besondere Verzichtleistungen von Kurhessen.) Vermöge der im Art. LX erwähnten Verzichtleistung entsagt insbesondere Kurhessen, für seine mit dem vormaligen Grossherzogthum Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile,

im Verhältniss gegen das ganze Grossherzogthum Frankfurt,

A. von wegen ebengedachter Hanauer Landestheile

1) der an das Grossherzogthum Frankfurt gemachten Forderung von 61,505 fl. 57 xr., welche aus der Periode bis zum 1. December 1813 die ehemalige grossherzoglich frankfurtische Generalkasse an die Schuldentilgungskasse zu Hanau schuldig geblieben ist;

2) einer Capitalforderung von 2500 fl. nnd respective 180 fl., welche aus dem Fonds verkaufter ehemaliger Hanauer Octroi-Domänen, laut Obligationen vom 12. Januar und 8. März 1813, der genannten Generalkasse zu 4% Zinsen dargeliehen worden sind, nebst rückständigen Zinsen;

3) dem Ersatze der an mehrere Einregistrirungs- und Stempel-Einnehmer des ehemaligen Departements Hanau zurückbezahlten, bei der grossherzoglich frankfurtischen Generalkasse zu 5% verzinslich angelegt gewesenen baaren Cautionen mit überhaupt 4000 fl., nebst Zinsenrückständen;

B. den im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums zu machenden Ansprüchen

1) auf einen verhältnissmässigen Antheil an dem im Art. LXII erwähnten Tafelsilber des Grossherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs; 1828

2) auf einen verhältnissmässigen Antheil an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

3) auf verhältnissmässige Antheile

a) an dem von der israelitischen Gemeinde zu Frankfurt am Main übernommenen Abgaben-Reluitions-Capitale und den davon bei dem Handlungshause Bethmann versetzt gewesenen Obligationen im Betrage von 110,000 fl.;

b) an den bei dem Handlungshause Rothschild versetzt gewesenen Stadt-Frankfurter Obligationen;

c) an den im Besitze der freien Stadt Frankfurt befindlichen Kanonen und Pulverwagen,

zu Gunsten gedachter freien Stadt.

Art. LXVI. (Besondere Verzichtleistungen der freien Stadt Frankfurt.)

Vermöge der im Art. LX stipulirten Verziohtleistungen entsagt insbesondere die freie Stadt Frankfurt

I. im Verhältnisse gegen das ganze Grossherzogthum:

1) auf das aus der Frankfurter Realitätenkasse in den Jahren 1812 und 1813 darlehensweise entnommene Capital von 113,120 fl.;

2) auf die an den Fonds der Frankfurter Schuldentilgungskasse zu wenig bezahlten Beiträge mit 309,000 fl.;

3) auf Ersatz der vorschussweise gezahlten Zinsen von den im Art. XXXV als Centralschulden anerkannten Privatforderungen;

4) auf Ersatz der vorschussweise berichtigten Privatforderung des Apothekers Kühnert zu Danzig für die im Jahre 1812 an das grossherzoglich frankfurtische, daselbst garnisonirende Militär gelieferten Medicamente, im Betrage von 1889 fl.;

5) den im Namen und von wegen des ganzen Grossherzogthums zu machenden Ansprüchen auf verhältnissmässige Antheile:

a) an dem mehrerwähnten Tafelsilber des Grossherzogs von Frankfurt, zu Gunsten Oesterreichs;

ingleichen auf die Concurrenz dieses Staates zur Bezahlung der während der Zeit des General-Gouvernements bei der damaligen Kriegszahlamts-Kasse unberichtigt gebliebenen Rechnungsposten;

b) an dem von der Judenschaft des Departements Fulda zur

1828 Reluition von Abgaben im Jahre 1812 übernommenen Quantum von 60,000 fl., zu Gunsten dieses Departements;

c) an den Mobilien im Schlosse zu Aschaffenburg, zu Gunsten Baierns;

II. im besonderen Verhältnisse gegen die Departemente Fulda und Hanau und zu deren Gunsten:

dem Anspruche auf das zur Bezahlung der Fuldaer und Hanauer Domänen im Jahre 1813 darlehensweise verwendete Capital von 150,000 fl.;

III. im besondern Verhältnisse gegen das Departement Fulda allein, zu Gunsten Oesterreichs, Preussens mit Sachsen-Weimar-Eisenach und Baierns:

den Ansprüchen

1) auf Ersatz des im Jahre 1815 an das damalige Gouvernements-Bataillon vorgeschossenen Soldes u. s. w. im Betrage von 56,125 fl. 33 xr.;

2) auf Ersatz mehrerer in den Jahren 1814 und 1815 geleisteten Vorschüsse

a) für Fuldaer Freiwillige, mit	3231 fl.	55 xr.	
b) für Verköstigung der, der Meuterei angeschuldigten Fuldaer Freiwilligen	2339 -	12 -	
c) für die den Fuldaer Freiwilligen zu Pferde gelieferte Fourage	865 -	27 -	
Summe	6437 fl.	4 xr.	

3) auf Berichtigung der an mehrere Officiere jenes Gouvernements-Bataillons im Jahre 1816 geleisteten Vorschüsse, im Betrage von 1170 fl.;

IV. im besondern Verhältnisse gegen das Departement Aschaffenburg:

der im Art. LXIII, lit. *a* erwähnten, und aus der ersten Hälfte des Jahres 1814 herrührenden Forderung der damaligen Kriegszahlamts-Kasse an gedachtes Departement, im Betrage von 26,956 fl. modo 19,000 fl.

Art. LXVII. (Reluition verkauft gewesener Fuldaer und Hanauer Domänen.) In Erwägung, dass die bei den verkauft gewesenen Domänen von Fulda und Hanau betheiligten Höfe von Baiern, Kurhessen und Sachsen-Weimar-Eisenach von dem im 41. Art. der Wiener Congressacte bewilligten Reluitionsrechte Gebrauch gemacht und die Regulirung dieser Angelegenheit in Gemeinschaft mit Preussen durch eine eigens dazu bestellte Special-Commission zur Zufriedenheit der betheiligten Domänen-

käufer, mit Hinsicht auf das dabei obwaltende königlich preussische Interesse, bewirkt haben, werden die Bestimmungen des fraglichen Artikels der Wiener Congressacte über diesen Gegenstand, mit Bezug auf die Verhandlungen jener Specialcommission, für erledigt erklärt. 1828

Art. LXVIII. (Vorbehalt der noch unerledigten vertragsmässigen Departemental-Abrechnungen.) Die vertragsmässigen Departemental-Abrechnungen werden, in sofern sie noch nicht beendigt worden, unbeschadet des Vollzugs des gegenwärtigen Hauptvertrags, ausdrücklich vorbehalten.

In soweit Oesterreich noch für Centralausgaben-Rückstände aus der Periode des Generalgouvernements Frankfurt in Anspruch genommen wird, und jene auf die Departemental-Abrechnung übertragen werden, behält sich die genannte Regierung in Gemässheit der, durch Commissionsbeschluss vom 10. Januar 1817 geschehenen ausdrücklichen Reservation specielle Ausgleichung mit den übrigen betheiligten Regierungen vor.

Art. LXIX. (Bestätigung besonderer Landesübergabs-Protocolle und Vereinbarungen.) In Beziehung auf die, in den vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen werden von den contrahirenden Theilen nach ihrem ganzen Inhalte bestätigt:

1) das zwischen Oesterreich und Preussen verhandelte Uebergabe-Protocoll, d. d. Fulda den 27. Juli 1815;

2) das zwischen beiden genannten Staaten an demselben Tage wegen Uebergabe des Stadt Wetzlar nebst Gebiet verhandelte Protocoll;

3) die österreichisch-preussische Uebereinkunft betreffend die definitive Abrechnung wegen der Centrallasten des Departements Fulda, d. d. Frankfurt a. M. den 4. und 6. Januar 1816;

4) das zwischen Preussen und Kurhessen verhandelte Uebergabe-Protocoll, d. d. Fulda den 5. Februar 1816, in soweit die darin enthaltenen Bestimmungen nicht durch spätere Uebereinkunft, und namentlich durch den zu Erfurt am 9. October 1817 abgeschlossenen Vertrag, abgeändert worden sind;

5) das zwischen Oesterreich und Baiern verhandelte Uebergabe-Protocoll vom 1. Mai 1816.

Bei den gedachten privativen Ausgleichungen und Abrechnungen soll keiner betheiligten Regierung aus den im gegenwärtigen Hauptvertrage enthaltenen Bestimmungen ein Präjudiz erwachsen.

Art. LXX. (Bestätigung der Beschlüsse der Frankfurter Central- und Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Commission.)

1828 In gleicher Art, wie die im vorhergehenden Artikel benannten speciellen Vereinbarungen, sollen sämmtliche, in den Protocollen der Central-Ausgleichungs-Commission und der Fuldaer Departemental-Ausgleichungs-Commission befindlichen, einhellig und unbedingt gefassten Beschlüsse, so weit sie nicht als aufgehoben oder modificirt durch den gegenwärtigen Hauptvertrag zu betrachten sind, volle Kraft und Giltigkeit behalten.

LXXI. (Unverbindlichkeit der das Departement Fulda betreffenden Vertrags-Artikel für Hanau und Frankfurt.) Die in den Artikeln XXIV bis XXXII inclus. und XLIII bis LIX inclus. enthaltenen Bestimmungen, welche lediglich das Departement Fulda betreffen, haben für Kurhessen wegen seiner mit dem Grossherzogthum Frankfurt vereinigt gewesenen Hanauer Landestheile und für die freie Stadt Frankfurt, als dabei nicht betheiligt, keine verbindende Kraft.

Art. LXXII. (Fortdauer besonderer Verträge und Uebereinkünfte.) Die im Laufe der commissarischen Verhandlungen über die wichtigern Ausgleichungsgegenstände abgeschlossenen einzelnen Verträge und Uebereinkünfte, namentlich:

1) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene Concurrenzvertrag, d. d. Fulda den 11. April 1818, nebst Zusatz-Artikel, Anlage 12,

2) der zwischen Oesterreich, Preussen und Baiern abgeschlossene, das Fuldaer Staatsschuldenwesen betreffende Vertrag vom 27. September 1820, nebst Zusatz-Artikel und zweien angehängten Separatprotocollen, Anlage 13 mit *A. B,*

3) der zwischen Preussen und Baiern abgeschlossene Vergleich, die definitive Vertheilung der Fuldaer-Departemental-Staatsgehalte und Pensionen, und die deshalb bewirkte definitive Ausgleichung zwischen beiden Staaten betreffend, d. d. Frankfurt a. M. den 18. October 1823, Anlage 4,

4) der zwischen Preussen, Baiern und der freien Stadt Frankfurt abgeschlossene Separat-Vertrag, d. d. Frankfurt a. M. den 6. September 1827, nebst Beilagen, welchem Kurhessen, laut seiner zu dem Commissions-Protocolle abgegebenen Erklärung, beigetreten ist, Anlage 15, —

werden als integrirende Theile des gegenwärtigen Hauptvertrags angesehen, und behalten unter den contrahirenden Theilen ihre fortdauernde verbindende Kraft und Giltigkeit, mit Ausnahme der durch den Hauptvertrag ausgedrückten Modificationen und der durch den Beitritt Kurhessens sich ergebenden Erweiterungen des Separat-Vertrags vom 6. September 1827.

Es wird jedoch hiebei ausdrücklich bemerkt: 1828

a) dass die im Art. III des Separat-Vertrags vom 6. September 1827 enthaltene allgemeine Verzichtleistung durch die Art. LX bis LXVI inclus. dieses Hauptvertrags keine Abänderung erleidet;

b) dass die Bestimmung des Art. XVII des Separat-Vertrags vom 6. September 1827, wegen unbekannter und bei der Ausgleichungs-Commission bisher nicht angebrachter Privatansprüche an das vormalige Grossherzogthum Frankfurt oder dessen jetzige Theilhaber, nach weiterer Uebereinkunft wegfällt;

c) dass in Beziehung auf die Fuldaer Departementalverhältnisse der gegenwärtige Hauptvertrag keine Bestimmungen enthalte, welche nicht bereits in den ad Nr. 1, 2 und 3 bezeichneten Fuldaer Special-Verträgen festgestellt worden wären, mit einziger Ausnahme des im Art. XXIX ausgedrückten Beitritts der kk. österreichischen Regierung zu dem preussisch-baierischen Pensions-Vergleiche vom 18. October 1823.

Art. LXXIII. (Genehmigung des Hauptvertrags; Auflösung der Commission.) Der gegenwärtige Vertrag wird von allen paciscirenden Theilen ratificirt werden und die Ratificationen sollen binnen der Zeit von 8 Wochen oder wo möglich noch früher in Frankfurt a. M. ausgewechselt werden.

Nach erfolgter Auswechselung derselben stellt die Commission für die Ausgleichung der Centrallasten des vormaligen Grossherzogthums Frankfurt ihre Sitzungen ein, und erklärt ihren Auftrag für erledigt.

Die bei derselben verhandelten gemeinschaftlichen Protocolle und Acten werden in ein Verzeichniss gebracht und dasselbe wird von sämmtlichen Bevollmächtigten unterschrieben; zugleich wird wegen Hinterlegung dieser Acten und Protocolle in das Archiv des durchlauchtigsten deutschen Bundes zum Behufe ihrer dortigen weiteren Aufbewahrung die geeignete Einleitung getroffen werden.

Zu dessen Urkunde haben sämmtliche Bevollmächtigte den gegenwärtigen, fünffach auszufertigenden Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

So geschehen Frankfurt a. M. den 2. Juli 1828.

Paul Anton Freiherr v. Handel.
Friedrich Karl v. Bülow.
Philipp Karl Freiherr v. Hertling.
Wilhelm August von Meyerfeld.
Johannes Schmidt.
Friedrich Ihm.

1828

422.

14 Juillet 1828.

Traité entre l'Autriche et la Confédération Suisse concernant l'extradition réciproque des criminels, signé à Zurich le 14 Juillet 1828.

(*Martens*, Recueil des traités, t. VII, p. 646.)

Wir Bürgermeister und Staatsrath des Standes Zürich, als wirklicher Vorort der Schweizerischen Eidgenossenschaft,

Nachdem zwischen den Bevollmächtigten Sr. kk. apost. Majestät und der Kantone der Schweizerischen Eidgenossenschaft ein Vertrag über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher zu Bern im November 1827 unterhandelt, und zu Zürich den 14. Julius 1828 von dem Bevollmächtigten Sr kk. Majestät und Namens der Bevollmächtigten der schweizerischen Kantone, durch die Herrn Schultheiss von Rütimann und Geheimen Rath von Steiger, unter Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Sr. kk. apostolischen Majestät und der Eidgenössischen Kantone abgeschlossen und unterzeichnet worden ist; — Und nachdem in Folge der, von dem Eidgenössischen Vororte, der Bundesverfassung der Schweiz gemäss, den Kantonen gemachten Mittheilung, diejenigen, welche schon dermalen den Vertrag genehmigen, ihre Erklärung in das Protocoll der Eidgenössischen Tagsatzung niedergelegt haben, — so bezeugen und beurkunden Wir, in Gemässheit und in Kraft dieser Stan-

Wir Franz der Erste von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich etc. thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem von Unserm ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der achtbaren Schweizerischen Eidgenossenschaft, und den von dieser hiezu ernannten Bevollmächtigten am 14. Juli des laufenden Jahres zu Zürich ein Vertrag unterzeichnet worden ist, um zwischen Unsern Staaten und den Kantonen der Eidgenossenschaft eine wechselseitige Auslieferung der Verbrecher festzusetzen, welcher Vertrag also lautet:

deserklärungen: Es sei der am 14. Julius 1828 von den respectiven Bevollmächtigten unterzeichnete, von Wort zu Wort folgendermassen lautende Vertrag: 1828

Nachdem Se. kk. apostolische Majestät und die Kantone der hochlöbl. Schweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen haben, zu Befestigung des freundnachbarlichen Benehmens und grösserer Sicherheit beiderseitiger Staaten, über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher einen Vertrag zu Stande zu bringen; so haben die Bevollmächtigten beider Regierungen, nämlich von Seiten Sr. obgedachten kk. apost. Majestät, Allerh. Dero wirkl. geh. Rath Franz Freiherr von Binder-Kriegelstein, und von Seiten der hochl. Schweizerischen Eidgenossenschaft Herr Vincenz von Rüttimann, Altlandamann der Schweiz etc., Herr Franz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes Schaffhausen, und Herr Albrecht Gottlieb von Steiger etc., mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Sr. kk. apost. Majestät und der Eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt.

Art. I. Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen Statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr; ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsätzliche Brandstiftung; Diebstahl mit Einbruch oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffentlichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Strassenraub, Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten, oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt werden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerotte.

Art. II. Oesterreichische Unterthanen, welche: *a)* in den österr. Staaten ein schweres Verbrechen, oder *b)* welche in der Schweiz ein auf die österr. Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatscreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert,

Schweizerische Angehörige, welche *a)* in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder *b)* welche in den österreichischen Staaten ein, auf die Eidgenossenschaft, oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen, des Hoch-

1828 verraths, des Aufruhrs oder Verfälschung der Staatscreditspapiere oder der Münzen begangen haben, und in den österreich. Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden.

Art. III. Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht auszuliefern.

Schweizerische Angehörige, welche in den österreichischen Staaten was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oesterreich nicht auszuliefern.

Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Gesetzen des Landes, dessen Behörden sprechen.

Art. IV. Wenn ein, von einem der contrahirenden Staaten reclamirter Verbrecher in dem Gebiete des andern Staates ein schweres Verbrechen begangen hätte, so hat die Auslieferung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheil und vollzogener Strafe zu geschehen.

Art. V. Wäre es nothwendig, dass zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände, österreichische Unterthanen oder schweizerische Angehörige zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müssten, so werden dieselben auf vorläufige Ersuchungsschreiben die Zeugnisse vor ihren natürlichen Richtern der Regel nach ablegen.

Die persönliche Stellung der Zeugen kann auch in ausserordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers, oder der Sachen nothwendig ist, von der Regierungsbehörde begehrt, und in sofern dadurch eine blosse freiwillige Aussage der Zeugen beabsichtigt wird, kann diese mündliche Abhörung nicht verweigert werden. Sollten hingegen diese Verhöre weiter als auf eine freiwillige Aussage, oder gar auf eine Verflechtung des Zeugen mit dem Verbrecher zielen, so muss diese Absicht in dem Ersuchschreiben ausgedrückt werden. Von dem natürlichen Richter des angerufenen Zeugen hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung zu bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen das Angemessene zu verfügen sei.

Art. VI. Wenn ein österreichischer Unterthan oder ein schweizerischer Angehöriger innerhalb des Gebietes des Staates, zu welchem er gehört, in Untersuchung kommt, und eines schweren Verbrechens schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete des andern contrahirenden Staates begangen hat, so soll davon

der betreffenden Behörde dieses Staates Kenntniss gegeben, und insbesondere dasjenige, was zur Auffindung allfälliger Mitschuldigen, die sich in dem letztern Staate befinden würden, oder für dessen Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, aus den Akten mitgetheilt werden. 1828

Art. VII. In den zur Auslieferung geeigneten Fällen ist hiefür weder das Geständniss noch die Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, sondern es ist genug, dass von dem Staate, der die Auslieferung verlangt, der Beweis geleistet werde, dass von einer hiezu competenten Behörde nach gesetzlicher Form und Vorschrift die Untersuchung wegen eines der im Art. I benannten Verbrechen gegen das reclamirte Individuum erkannt worden sei und die Beweise oder erheblichen Inzichten, auf welche sich diese Erkenntniss gründet, mitgetheilt werden.

Art. VIII. Die Auslieferung soll auf diplomatischem Wege angesucht, inzwischen aber die Verhaftung auch auf das Ansuchen der Untersuchungsbehörde oder der Ortsobrigkeit vorgenommen werden. Zu diesem Ende haben sich die österreichischen Gerichte an die Kantonsregierungen und diese sich hinwieder unmittelbar an die österreich. Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der Auslieferung wird aber erst dann Statt finden, wenn die Identität des Angeschuldigten ausgemittelt und die im Art. VII bestimmte Mittheilung gemacht sein wird.

Art. IX. Bei der Auslieferung sind in der Regel *a)* für die erste Verhaftung und Abführung aus dem Gefängnisse 2 fl. Conventionsmünze, *b)* für jeden Bogen der Inquisitionsacte 10 xr. Conventionsmünze, *c)* für Botengänge auf jede Meile 10 xr. Conventionsmünze, *d)* für die Verpflegung des Beschuldigten täglich 10 xr. Conventionsmünze, nebst den, bei seiner Ueberlieferung bis zum nächsten Grenzorte aufgelaufenen, und jedesmal gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten.

Für alle übrigen Verrichtungen, als Commissionen, Verhöre, oder was sie sonst für einen Namen haben mögen, findet keine Zahlung Statt.

Art. X. Sollten jedoch durch eingetretene Erkrankung des Verhafteten die Verpflegungskosten desselben vermehrt werden, so soll auch eine verhältnissmässige Erhöhung der Kostenvergütung Statt finden.

Art. XI. Alle Gegenstände, die der Verbrecher in dem einen Lande durch das Verbrechen an sich gebracht hat, und die in dem andern Lande vorgefunden werden, sind unentgeld-

1828 lich zurückzustellen. Die Uebergabe sowohl dieser als diejenige des Verbrechers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts- oder Polizeistelle des reclamirenden Staates geschehen.

Art. XII. Sollten in der Folge einige Artikel des gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung bedürfen, so wird durch diplomatische Verhandlungen hierüber ein gütliches Uebereinkommen getroffen werden.

Art. XIII. Denjenigen Eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeitpunkt der Ratification nicht beigetreten sind, soll, auch nach geschehener Auswechslung derselben, der Beitritt zu jeder Zeit freistehen.

Art. XIV. Gegenwärtigor Vertrag soll spätestens binnen 6 Wochen ratificirt werden, und nach förmlicher Auswechslung der Urkunden als ein Staatsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhältnissen, während der nächsten 25 Jahre, vom Tage der Auswechslung an gerechnet, unwiderrufliche Gültigkeit haben, ohne jedoch früheren Verträgen des einen oder andern Staates mit einem dritten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des festgesetzten Termines kann dieser Vertrag, mit gegenseitigem Einverständnisse, erneuert werden.

Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrieben, und ihr Siegel beigedrückt.

So geschehen, Zürich den 14. Juli 1828.

Aus Auftrag des hohen Vororts, haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten Herrn Bürgermeister v. Meyenburg mit unterschrieben.

Binder. *Vincenz Rüttimann.*
A. v. Steiger.

Von den Eidgenössischen Ständen, Zürich, Bern, Luzern, Ury, Schwyz, Unterwalden, Freyburg, Solothurn, Schaffhausen, St. Gallen, Aargau, Thurgau, Tessin, Waadt, Wallis und Neuenburg seinem ganzen Inhalte nach, genehmigt und ratificirt. Dabei versprechen Wir, Namens der vorbenannten Kan-

Als haben Wir nach reifer Prüfung und Erwägung besagtem Vertrag und allen seinen Bestimmungen Unsere kaiserliche Genehmigung ertheilt, und genehmigen denselben hiemit, indem Wir auf Unser kaiserliches Wort für Uns und Unsere Nachfolger versprechen, dessen genaue Beobachtung an-

tone, dass der ratificirte Vertrag von ihnen treu und gewissenhaft beobachtet werden soll.

Zur Beurkundung dessen ist gegenwärtige Ratifictions - Erklärung mit den Unterschriften Unsers Amtsbürgermeisters, Präsidenten der Tagsatzung und des Vororts, und des Eidgenössischen Kanzlers versehen, und mit dem Staatssiegel der Schweizerischen Eidgenossenschaft verwahrt worden.

Zürich den 28. August 1828.

Reinhard.

Der Kanzler:

Mousson.

zuordnen, und stets darüber zu wachen, dass solches geschehe. 1828

Urkund dessen haben Wir gegenwärtiges Ratifications-Instrument eigenhändig unterschrieben, und mit Unserem beigedrückten kaiserlichen Siegel versehen lassen.

So geschehen in Unserer kais. Haupt- und Residenzstadt Wien den 4. August 1828, Unserer Reiche im 37.

Franz.

Fürst v. Metternich.

Nach S. kk. apost. Majestät höchsteigenem Befehle:

Franz Freiherr v. Lebzeltern-Collenbach.

423.

29 Août 1828.

Convention de poste avec la Sardaigne, signée à Vienne le 29 Août 1828, ratifiée à Turin le 9 Octobre 1828.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Nous Victor Sallier Comte de La Tour, ministre et premier secrétaire d'Etat des affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et surintendant général des postes etc.

Savoir faisons à tous ceux à qui il appartiendra, que la convention postale conclue le 25 Mars 1823 entre les offices généraux des postes de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche se trouvant à son échéance, et les gouvernements de Leurs dites Majestés étant animés du même désir de concourir à mettre de plus en plus cette partie importante du service dans des rapports conformes aux intérêts du com-

1828 merce et des sujets respectifs, ont à cet effet nommé de part et d'autre des commissaires, lesquels ont conclu et signé, sauf ratification, la convention dont la teneur suit.

Désirant maintenir et consolider les rapports de bonne intelligence qui ont été si heureusement établis par la convention postale conclue à Milan le 25 Mars 1823, et voulant de plus leur donner tout le développement et perfectionnement, dont ils sont encore susceptibiles, en portant à la convention précitée les changements, que les circonstances ont rendu nécessaires, les deux gouvernements ont nommé commissaires autorisés à négocier, conclure et signer des conventions qui fixent le service des postes entre les Etats Sardes et les Etats Autrichiens de la manière la plus favorable aux intérêts du commerce et du public respectifs, savoir:

Le gouvernement Sarde le Comte Charles Berando de Pralormo, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne près S. M. l'Empereur d'Autriche etc. muni des pleins pouvoirs de S. M. lo Roi de Sardaigne en date du 25 Juillet 1828 portant faculté de substituer.

Le gouvernement Autrichien, lo Baron Charles Guillaume de Lilien, chambellan de S. M. I. et R. A. et Son conseiller aulique, attaché en service extraordinaire à la chancellerie intime de cour et d'Etat etc. muni des pleins pouvoirs du Chancelier de cour et d'Etat de S. M. l'Empereur d'Autriche, Son Altesse le Prince de Metternich en date de Vienne le 30 Juillet 1828;

et le susdit Sieur Comte de Pralormo ayant fait usage de cette faculté en substituant le Chevalier Alexandre Melano de Portula, directeur des postes de S. M. le Roi de Sardaigno, par un acte délivré en date de Vienne le 12. Août 1828.

Le commissaire substitué de Sardaigne, Chevalier Alexandre Melano Portula et lo commissaire d'Autriche, Baron de Lilien après avoir échangé les titres ci-dessus mentionnés sont convenus sauf ratification des articles suivants.

Art. I. Il sera entretenu entre l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne et l'office général de S. M. l'Empereur d'Autriche une correspondance directe et réciproque pour l'envoi, la réception et la distribution des lettres et paquets tant de l'intérieur que de l'étranger, qu'ils se transmettront pour les Etats étrangers.

Art. II. L'office général dos postes Sardes fera passer à

l'office général des postes Autrichiennes toutes les correspondances des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne avec les lettres qui pourront lui parvenir de la France, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises, en transit par les provinces du Piémont, pour l'Empire d'Autriche. Le même office livrera à l'office d'Autriche les correspondances des Etats et Pays précités pour les Isles Ioniennes, pour la Turquie et les Echelles du Levant, pour la Russie et Pologne, la Suède et Norvège, le Danemarc, la Prusse, les Etats et Villes composants la Confédération Germanique, la Suisse (à l'exception des Cantons de Genève, du Valais, de Vaud, de Berne, de Fribourg, de Soleure, de Neufchâtel et du Tessin) ainsi que les lettres, qu'il pourra lui convenir de transmettre pour le Royaume des Pays-Bas. 1828

L'office Sarde remettra également à l'office Autrichien pour les transmettre par la route la plus directe qui traverse les Provinces Lombardes moyennant les courriers de Milan, sur Bologne, toutes les correspondances des provinces Piémontaises d'Alba, d'Aosta, de Bielle, de Carouge, de Casal, de Chablais, de Coni, de Faussigny, d'Ivrée, du Genevois, de haute Savoie, de Maurienne, de Mondovi, de Mortara, de Novare, d'Ossola, de Pallanza, de Pignerol, de Rumilly, de Saluces, de Savoie, de Suse, de la Tarantaise, de Turin, de Varollo, de Verceil et de Vigevano, avec les lettres qui lui parviendront par la voie de Grenoble et du Pont de Beauvoisin, de la France, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar, des colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises pour les légations et les marches de l'Etat Pontifical.

Enfin l'office Sarde continuera à faire parvenir à l'office d'Autriche les correspondances des Cantons Suisses, du Valais, de Vaud, de Genève et de Neufchâtel, tant pour le Royaume Lombard-Vénitien, que pour d'autres Etats étrangers en transit par le Royaume précité qui seront transmises pour la route du Simplon, ou paquets en liasse, en observant ce qui s'est pratiqué jusqu'ici.

Art. III. De son côté l'office général des postes Autrichiennes fera passer à l'office général des postes Sardes toutes les correspondances des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche avec les lettres qui lui parviendront des légations et des marches de l'Etat Pontifical, des Isles Ioniennes, de la Turquie et des Echelles du Levant, de la Russie et Pologne, de la Suède et Norvège, du Danemarc, de la Prusse, des Pays-Bas, des Etats et Villes composants la Confédération Germanique et de la Suisse, à l'ex-

1828 ception des Cantons de Genève, du Valais, de Vaud, de Berne, de Fribourg, de Soleure, de Neufchâtel et du Tessin pour les Etats de S. M. le Roi des Sardaigne.

Le même office livrera à l'office Sarde les lettres du Royaume Lombard-Vénitien, et des provinces méridionales de la Monarchie Autrichienne, ainsi que des légations et des marches de l'Etat Pontifical et des Isles Ioniennes pour les Départements Français de l'Ain, de l'Allier, des Basses-Alpes, des Hautes-Alpes, de l'Ardèche, de l'Arriège, de l'Aude, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze, de la Corse, de la Dordogne, de la Drôme, du Gard, de la Haute-Garonne, du Gers, de la Gironde, de l'Herault, de l'Isère, du Jura, des Landes, de la Loire, de la Haute-Loire, du Lot, de Lot et Garonne, de la Lozère, du Puy de Dôme, des Hautes-Pyrénées, des Basses-Pyrénées, des Pyrénées orientales, des Bouches du Rhône, du Rhône, de Saone et Loire, du Tarn, du Tarn et Garonne, du Var et de Vaucluse.

L'office Autrichien fera passer à l'office Sarde les lettres du Royaume Lombard-Vénitien ainsi que celles qui lui parviendront en transit par ce Royaume pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les colonies Espagnoles et Portugaises, mais quant aux lettres en transit sous la réserve dont à l'alinea 11 de l'art. XIV.

Enfin l'office Autrichien remettra à l'office Sarde les lettres tant nationales que de transit pour les Cantons du Valais, de Vaud, de Genèvo et de Neufchatel, réunies en paquets en liasse, que les postes Sardes continueront à transmettre par la route du Simplon ainsi quo cela s'est pratiqué jusqu'ici.

L'office général des postes Sardes s'engage en outre relativement aux communications postales entre Milan et les Cantons du Valais, do Vaud, de Genève, et de Neufchâtel, que toutes les fois que des empêchements naturels rendraient impraticables la route du Simplon, il pourvoyera à la transmission réciproque des correspondances, dont il s'agit par une autre route la plus directe et la plus sûre.

Art. IV. Les points frontières, vers lesquels les offices généraux contractants dirigeront respectivement avec toute la diligence possible, les correspondances précitées seront: Les bureaux de Milan, de Pavie et de Sesto Calende pour l'Autriche, et les bureaux de Voghère, de San Martino-Siccomario, de Novare et d'Arone pour le Piémont.

Le bureau do Milan correspondra aveo les bureaux de San Martino-Siccomario, de Voghère, de Gênes, de Novare, de Turin, et d'Arone.

Pavie avec les bureaux de San Martino-Siccomario et Voghère. 1828

Sesto Calende avec Arone et vice versa.

ART. V. L'office général d'Autriche dirigera les correspondances des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche et des Etats étrangers pour les provinces Sardes ainsi que les correspondances qu'il remettra pour les Pays étrangers en transit par l'office Sarde sur les différents bureaux Sardes correspondants de Turin, Gênes, Novare, Voghère, Arone et San Martino-Siccomario conformément aux six nomenclatures, qui seront communiquées à cet effet à l'office Autrichien.

ART. VI. De son côté l'office général des postes Sardes dirigera sur Pavie et sur Sesto Calende les lettres destinées pour ces villes ainsi que pour les endroits situés sur les routes qui conduisent de ces deux villes à Milan.

Mais il fera passer à Milan toutes les correspondances des Etats Sardes et de tous les Etats étrangers mentionnés à l'article II.

ART. VII. Le bureau de Milan et le bureau de Pavie formeront tous les Lundis, Mercredis et Samedis des dépêches pour les bureaux de Voghère et de Gênes, et Pavie pour le bureau de San Martino-Siccomario, qui seront transmises tous les Mardis, Jeudis, et Dimanches entre 5 et 6 heures du matin aux frais de l'office Autrichien au relais des postes Piémontaises à Casteggio, bien entendu qu'à son passage par San Martino-Siccomario l'estafette y laissera le paquet de Pavie pour le dit bureau.

Neanmoins si le passage du Pô à Mezzana corte serait impraticable, les dépêches précitées seront transmises aux frais de l'office Autrichien au relais des postes Piémontaises à Broni, comme cela s'est pratiqué jusqu'ici.

Le même bureau de Milan fera également tous les Lundis, Jeudis et Samedis des dépêches qui seront transportés tous les Mardis, Vendredis et Dimanches entre 6 et 7 heures du matin aux frais de l'office Autrichien à Novare.

Enfin le bureau de Milan et le bureau de Sesto Calende formeront tous les Mardis, Jeudis et Dimanches des dépêches qui seront livrées avec les correspondances pour les Cantons de Valais, de Vaud, de Genéve et de Neufchatel, les mêmes jours entre 7 et 8 heures du soir aux frais de l'office Autrichien à Arone.

ART. VIII. Réciproquement le bureau de Gênes expédiera

1828 tous les Lundis, Mercredis et Samedis, et le bureau de Voghère tous les Mardis, Jeudis et Dimanches deux dépêches, dont l'une pour le bureau de Milan et l'autro pour le bureau de Pavie, qui seront expédiées de manièro à être rendues à Pavie tous les Mardis, Jeudis et Dimanches entro 5 et 6 heures du soir avec la dépêche de San Martino-Siccomario pour Pavie et cela aux frais de l'office Sarde.

Pareillement le bureau de Turin formera tous les Lundis, Mercredis et Samedis, et le bureau de Novare tous les Mardis, Jeudis et Dimanches une dépêche, qui sera livrée vers le 8 heures du matin et plutôt, si faire se pourra, aux frais de l'office Sarde au relais des postes Autrichiennes à Buffalora.

Enfin le bureau d'Arone formera tous les Mardis, Jeudis et Samedis deux dépêches, dont l'une pour le bureau do Milan et l'autre pour le bureau do Sesto Calendo, qui seront transmises avec les correspondances des Cantons du Valais, de Vaud, de Genève et de Neufchâtel, les Mercredis, Vendredis et Dimanches à une heure du matin aux frais de l'office Sarde à Sesto Calende.

Si les deux administrations générales jugeaient convenable dans l'intérêt de leur service mutuel, de varier l'ordre des coincidences établi comme ci-dessus, elles sont autorisées à le faire, en s'entendant ensemble à cet effet. Elles pourront de même et d'un commun accord multiplier les cours des postes entro les deux pays particulièrement ceux entre Gênes et Milan.

Art. IX. Quant à la formation des dépêches, chacun des bureaux respectivement correspondants les composera d'autant de paquets distincts de lettres, d'échantillons, de gazettes, de journaux, d'imprimés et de livres en feuilles ou brochés, d'après leurs différentes espèces et leurs différentes catégories selon le mode d'expédition des pays d'où ces envois proviennent.

Pour ce qui concerne les correspondances de l'Autriche avec la France qui passent par l'intermédiairo de l'office Sarde, les bureaux de Milan et de Turin se les feront passer réciproquement en paquets distincts en liasse, portant sur uno étiquette l'indication du bureau destinataire ainsi que le poids des grammes contenues et l'office Sarde s'engage de los transmettre réciproquement par la voie la plus directe et aussi promptement que cela peut se faire d'après son propro système de service.

Quant aux lettres de la France pour les légations et marches de l'Etat Pontifical ainsi que pour les Isles Ioniennes, le bureau de Turin en fera deux liasses distinctes, l'une pour les

lettres non affranchies, et l'autre pour celles, qui se trouveraient 1828
affranchies jusqu'à l'extrême frontière Sarde vers les Etats Autrichiens, et chaque liasse portera une étiquette indiquant le nombre et le poids des lettres contenues.

Il en fera de même des lettres et journaux ainsi que des imprimés ou des livres en feuille ou brochés. Il portera le poids net des uns, et le nombre de feuilles d'impression des autres à l'article à ce destiné sur la feuille des avis, que les deux offices adopteront d'accord.

Enfin pour les lettres de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar, et des colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises, que l'office Sarde aura à faire passer aux postes Autrichiennes pour les provinces de l'Autriche ou en transit par l'Autriche conformément à l'article II, l'office de Turin les réunira en paquets séparés et portera le poids net en grammes des lettres de chaque espèce à l'article à ce destiné sur la feuille d'avis pour Milan.

L'office de Milan procédera de la même manière pour l'envoi des lettres des provinces Autrichiennes ainsi que pour les lettres qu'il recevra en transit pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les colonies Espagnoles et Portugaises, qu'il fera passer par le moyen des postes Sardes.

Art. X. Les lettres et paquets à l'exception de ceux adressés dans les colonies pourront être respectivement chargés ou recommandés, mais il ne pourra être admis aucune déclaration de valeur.

Art. XI. Les lettres ou paquets recommandés ou chargés devront être revêtus d'une enveloppe qui sera scellée de trois ou de cinq cachets, apposés sur les plis supérieurs et inférieurs de manière, qu'aucun pli de cette enveloppe ne puisse être entr'ouvert. Les chargements indépendamment du nom du bureau de départ, qu'ils devront porter, seront encore timbrés du mot *chargé*.

Art. XII. Dans le cas qu'un chargement serait égaré, ou perdu, celui des deux offices contractants qui dans les Etats de son souverain aurait éprouvé cet accident, s'oblige envers l'autre à une indemnité de cinquante livres nouvelles de Piémont, payable dans le délai d'un mois à dater du jour, auquel la réclamation de l'expéditeur ou du destinataire sera parvenue à l'office correspondant; mais pour éviter un double payement, il est expressément convenu que l'office, près duquel la réclamation sera faite, en informera sur-le-champ l'autre office correspondant.

Art. XIII. L'office général des postes de S. M. l'Empereur

1828 d'Autriche s'engage à faire passer à l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne toutes les correspondances do l'Empire d'Autriche et des Etats étrangers qui emprunteront son intermédiaire, tant pour le Royaume de Sardaigne que pour les pays étrangers mentionnés dans l'article III, sans qu'il lui en paye aucun port moyennant uno rétribution annuelle de dix mille livros nouvelles de Piémont, payable en pièces de cinq livres neuves de Piémont chacune, que l'office Sarde s'oblige d'acquitter en rates trimestrales, de deux mille cinq cent livres nouvelles de Piémont par lettres de change sur Milan. Cette rétribution de dix mille livres nouvelles de Piémont, dont il n'y aura à defalquer que les sommes qui pourront revenir à l'office Sarde par suite de la liquidation des comptes trimestraux, ne pourra jamais être employée à aucune autre compensation quelconque et son acquittement ne sera sous aucun prétexte arrêté ni même retardé au de-là de quinze jours après que chaque compte de trimestre aura été définitivement arrêté.

Les parties contractantes seront convenues en même temps, que leurs offices ne seront tenus à se livrer gratuitement les correspondances étrangères en transit par leur circuit qu'autant qu'elles leur parviendront affranchies jusqu'à la frontière d'entrée de leurs Etats et exemptes de tout prix de port. Mais dans le cas, quo l'un ou l'autre des offices étrangers en exigerait un port de transit, pour lors les offices contractants ne se rembourseront strictement que le montant de la taxe qu'ils seront obligés de débourser, ce dont ils auront à se prévenir d'avance.

Art. XIV. De son côté l'office général des postes de S. M. le Roi de Sardaigne fera passer à l'office général des postes de S. M. l'Empereur d'Autriche toutes les correspondances du Royaume de Sardaigne ainsi que de tous les Etats étrangers pour l'Empire d'Autriche et pour tous les pays étrangers, mentionnés à l'article II, exemptes de tout prix de port, à l'exception néanmoins: des lettres d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des colonies tant Françaises qu'Espagnoles et Portugaises qui sont transmises par les postes Françaises à l'office Sarde chargées de taxe, pour lesquelles ce dernier s'engage à ne porter en compte à l'office Autrichien que le stricte prix à payer aux postes de France qui actuellement est de 26 décimes pour 30 grammes.

Il en sera usé de même par rapport aux lettres de provinces Autrichiennes pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les

colonies Espagnoles et Portugaises, dont l'office Sarde consent à 1828
à se charger gratuitement, ne réclamant de l'office Autrichien que le seul prix à payer aux postes Françaises qui est actuellement de 36 décimes les 30 grammes. Si cependant ce prix de transit par la France venait à varier ou à cesser, l'office Sarde en donnera immédiatement connaissance à l'office d'Autriche.

Enfin pour ce qui concerne les lettres du Royaume de France ainsi que les lettres d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises pour les légations et les marches de l'Etat Pontifical, et pour les Isles Ioniennes que l'office général des postes Sardes transmettra à l'office de Milan, cet office tiendra compte à l'office Sarde des prix qui sont fixés dans ce moment de la manière suivante. Pour les correspondances Françaises non affranchies à ces destinations d'après les différents rayons indiqués sur les lettres mêmes

1	rayon	20	décimes.
2	-	26	-
3	-	37	-
4	-	44	-
5	-	54	-

Pour les lettres d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et des colonies Françaises, Espagnoles, et Portugaises aux mêmes destinations 48 décimes par chaque poids de trente grammes de lettres et le tiers de ce prix pour les échantillons.

Les poids et la taxe de ces échantillons en transit ainsi que des lettres annexées seront établis de la manière suivante: Les lettres seront pesées à part lorsque le mode, dont elles seront jointes à l'échantillon, le permettra, et il sera tenu compte de leur poids sur la feuille d'avis, avec celui des autres lettres en transit. On pesera ensuite les échantillons et on notera pareillement leur poids sur la feuille d'avis.

Toutes les fois qu'une lettre, reconnue simple, formera un seul pli avec l'échantillon qu'elle accompagnera, de manière à ne pas pouvoir être pesée à part, le poids de ce pli sera porté pour la concurrence de 6 grammes (poids de la lettre simple) avec le poids des lettres en transit, et pour le reste avec celui des échantillons.

L'on tiendra compte du poids des échantillons ainsi que des imprimés sur le pied de celui des lettres toutes les fois que les plis seront formés de manière à n'en pouvoir reconnaître le contenu

1828 et l'on fera de même, quand ils seront accompagnés d'une lettre double, qui ne pourra être pesée à part. Les gazettes, journaux, imprimés en feuille ou brochés aux mêmes destinations, qui ne parviendraient point à l'office Sarde affranchis, jusqu'à son extrême frontière vers les provinces Autrichiennes, seront compris dans les pesées des lettres, d'après les différents rayons de leur origine. Mais quant aux correspondances des pays précités pour l'Espagne, le Portugal, Gibraltar et les colonies Espagnoles et Portugaises, l'office d'Autriche ne sera tenu de les remettre à l'office Sarde qu'autant que celui-ci consentira à s'en charger au seul prix dû à la France de 36 décimes pour chaque poids de 30 grammes des lettres et du tiers de ce prix pour les échantillons.

Les lettres, échantillons, gazettes, journaux, imprimés et livres en feuille ou brochés, affranchis d'avance en France jusqu'aux extrêmes frontières des provinces Sardes pour les destinations précitées, seront transmises sans aucun prix par les postes Sardes à l'office de Milan.

Art. XV. Dans le cas où l'office général des postes Sardes voudrait faire transmettre par l'Autriche des lettres pour les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale à l'office des postes de ces Etats à Hambourg, elles devront être affranchies d'avance jusqu'aux extrêmes frontières des provinces Autrichiennes au prix indiqué sur le tableau qui est annexé ici, et dont les postes Sardes tiendront compte aux postes Autrichiennes.

Art. XVI. Les deux offices contractantes n'employeront, ou ne feront employer dans leurs bureaux respectivement frontières et correspondants que des poids en grammes pour les pesées des correspondances ou des envois dont ils se tiendront compte.

Art. XVII. Les bureaux respectivement et directement correspondants des deux offices de Sardaigne et d'Autriche s'accuseront exactement à chaque jour de courrier sur la feuille d'avis jointe à leur dépêche et dont le modèle se trouve annexé ici, la reception des envois qu'ils se seront mutuellement adressés.

Art. XVIII. Le renvoi des lettres en rebut se fera de l'un à l'autre des deux offices généraux à l'expiration de chaque quartier par ordre des correspondances de même nature, et quant aux lettres taxées aux prix dont l'un aura tenu compte à l'autre selon le poids net de chaque espèce d'envoi.

Sur les lettres qu'on se renverra réciproquement comme rebuts, le motif de renvoi devra être exprimé lisiblement au dos de chaque lettre.

Les lettres mal adressées qui ne pourront être dirigées par 1828
l'un des offices contractants, seront renvoyées, courrier par courrier au bureau d'échange correspondant, et celui qui fera le renvoi se déchargera du montant de la taxe, dont ces lettres pourront être passibles, en les portant à l'article de la feuille d'avis qui leur est destiné.

Quant aux lettres à réexpédier à des destinataires, qui ont changé de résidence en laissant leur adresse pour un endroit situé dans l'éteudue de l'office correspondant, ou dans l'un des pays, pour lesquels il sert d'intermédiaire, ces expéditions se feront de part et d'autre, en chargeant ces lettres du port respectif, et des déboursés, dont elles auront pu être frappées.

Pour la comptabilité réciproque de ces dernières expéditions le bureau d'échange qui les transmettra à l'autre, en insérera le montant en livres nouvelles et sous le Piémont à l'article de la feuille d'avis qui leur est destiné.

Néanmoins si des lettres pareilles n'avaient pu être placées, elles seront renvoyées comme lettres de rebut et pour comptant à la fin du trimestre à l'office expéditeur.

Art. XIX. Les comptes réciproques qui embrasseront les taxes ou affranchissements des lettres d'Espagne, du Portugal, de Gibraltar, et des colonies Françaises, Espagnoles et Portugaises, comme aussi les taxes des correspondances de France pour les légations et marches de l'Etat Pontifical et ponr les Isles Ioniennes seront régulièrement soldés quinze jours après que les comptes auront été définitivement arrêtés ainsi qu'il a été dit à l'article XIII.

Art. XX. Pour s'assurer mutuellement les produits de toutes les correspondances, que l'on est convenu réciproquement de se livrer, les deux offices contractants s'obligent l'un envers l'autre à ne les expédier et recevoir que par transmission directe de leurs postes respectives, et à empêcher par tous les moyens possibles que les lettres et paquets ne passent par aucune autre voie.

Art. XXI. Dans le cas que les deux offices généraux contractants trouveraient de leur intérêt, de convertir le service de la poste aux lettres qui se fait maintenant par estafette entre Milan et Novare, Pavie et Voghère, Sesto Calende et Arono, en service de malle-de-poste ils pourront opérer ce changement, et pour lors la direction des postes de Milan s'entendra directement avec l'administration générale des postes Sardes sur ce qui concerne le service particulier des malles de poste, tout en re-

1828 tenant que rien ne doit être changé aux dispositions que cette convention contient par rapport aux correspondances et à leur échange.

Il est de plus convenu que dans le cas prévu la malle de poste de Milan arrivera à Novare, celle de Voghère à Pavie et celle de Sesto Calende à Arone et les deux administrations tâcheront de combiner les expéditions réciproques qui se font dans les villes précitées, et qu'ils se transmettent par ces bureaux d'échange de manière que les courriers de malle puissent s'en charger au retour.

Art. XXII. La convention postale conclue à Milan le 25 Mars 1823 continuera à être observée jusqu'au premier Janvier 1829, époque à partir de laquelle la présente convention sera mise en exécution. Elle devra être observée strictement pendant cinq années consécutives et jusqu'au dernier Décembre 1833.

Mais si l'un des deux offices généraux n'aura pas déclaré à l'autre cinq mois avant l'échéance de ce terme, qu'il ne veut plus y être assujetti, elle s'entendra prolongée de cinq en cinq années jusqu'à ce qu'elle soit dédite de part ou d'autre cinq mois avant l'expiration du terme préfixé. Dans ce dernier cas même elle continuera à avoir son effet jusqu'au jour fixé par la notification et les redevances ainsi que les comptes seront soldés à l'expiration de six mois.

Art. XXIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Vienne dans le terme de dix jours ou plutôt, si faire se pourra.

Fait et arrêté double à Vienne le 29 Août 1828.

Signé: (L. S.) *Alexandre Melano de Portula.*
Charles Baron de Lilien.

En suite des ordres et des pouvoirs qu'il a plu à S. M. de Nous donner, ayant attentivement examiné la convention ci-dessus, Nous déclarons, que Nous l'approuvons et la ratifions, promettant d'exécuter et de faire exécuter par ceux qui y sont tenus les stipulations qu'elle renferme. En foi de quoi Nous avons signé la présente et y avons fait apposer le sceau de la secrétairerie d'Etat des affaires étrangères.

Turin le Neuf Octobre Mil huit cent vingt-huit.

(L. S.) *De la Tour.*

424.

13 Décembre 1828.

Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement, conclue le 13 Décembre 1828 et publiée à Munic le 14 Mai 1829.

(*Martens*, Recueil de traités, t. IX, p. 68.)

Nachdem die Differenzen, welche bisher zwischen Baiern und Oesterreich in Bezug auf die Landesverwaltuugs-Einnahmen und Ausgabenrückstände in den, durch die Traktate vom 3. Junius 1814 und 14. April 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, dann rücksichtlich der Schulden und Activen besagter Länder, und der vormaligen Kameral- und Domcapitelschen Schulden des Hofstiftes Passau bestanden haben, durch die von den Bevollmächtigten beider Staaten am 13. December 1828 unterzeichneten, und bereits allerhöchst genehmigten Conventionen ausgeglichen worden sind; so wird dadurch der wesentliche Inhalt der besagten Uebereinkunft zur allgemeinen Wissenschaft und zur Darnachachtung der dabei Betheiligten, öffentlich kund gemacht:

I. Die Landesverwaltungs-Ausgaben und Einnahmenrückstände betreffend:

§. 1. Ueber die Rückstände an Landesverwaltungs-Ausgaben und Einnahmen, welche in sämmtlichen, in den Jahren 1814 u. 1816 gegenseitig abgetretenen Gebieten und Gebietstheilen am Tage der Landesübergabe bestanden haben, das ist, über die eigentlichen Arreragen, ist man im Allgemeinen dahin übereingekommen, dass sowohl das Recht zum Bezuge der Einnahmenrückstände als die Verbindlichkeit zur Berichtigung der Ausgabenrückstände auf die neue Regierung überzugehen hat. Letztere wird somit ermächtigt, die Einnahmenrückstände ebenso für sich zu beziehen, wie sie von der vorigen Regierung hätten bezogen werden können, falls das Land nicht abgetreten worden wäre, und verpflichtet sich dagegen die Ausgabenrückstände in eben dem Maasse zu berichtigen, wie sie von der vorigen Regierung zu berichtigen gewesen wären, wenn sie im Besitze des Landes geblieben wäre.

§. 2. Da diese gegenseitige Ueberweisung blos die am Tage

1828 der Landesübergabe bestandenen, aus der Administration des abgetretenen Landes, oder aus dem Unterthansverbande herrührende Rechte und Verbindlichkeiten betrifft, so versteht es sich von selbst, dass Ansprüche der abtretenden Regierung an einzelne Unterthanen der abgetretenen Länder oder umgekehrt der Letzteren an Erstere, welche nicht aus der vorigen Administration des abgetretenen Landes, sondern aus andern, auf die Verwaltung des abgetretenen Landes keinen Bezug nehmenden Contrakten und Rechtstiteln hervorgehen, in besagter Ueberweisung nicht begriffen sind, und unverrückt bleiben. Hingegen begreift die allgemeine Ueberweisung nicht blos die bei den abgetretenen Unterthanen aushaftenden oder ihnen gebührenden Rückstände, sondern auch alle aus der Administration des abgetretenen Landes entspringenden Ansprüche der vorigen Regierung an andere Personen, und umgekehrt von Letzteren an Erstere.

Die neue Regierung wird somit die, von der vorigen Landesadministration herrührenden Verbindlichkeiten gegen dritte Personen, welche nicht ihre Unterthanen sind, ebenso wie gegen ihre Unterthanen erfüllen, und dagegen berechtiget sein, alle aus der vorigen Landesadministration entstehenden Ansprüche an dritte Personen für sich einzubringen. In den Fällen, wo die neue Regierung einen, aus der Administration des abgetretenen Landes herrührenden Anspruch an einen Unterthan der abtretenden Regierung geltend zu machen hat, wird von der Letzteren auf Ersuchen, gegen diesen ihren Unterthan der erforderliche Beistand unverweigerlich und ohne Verzögerung geleistet werden.

§. 3. In den durch die Traktate vom 3. Junius 1814 und 14. April 1816 getheilten Ländern (Vorarlberg und Salzburg) bezieht jede der beiden Regierungen die, am Tage der Landesübergabe bestandenen, bei ihren Unterthanen aushaftenden Landesverwaltungs-Einnahmenrückstände, welche ihren Unterthanen gebühren, und zwar ohne Unterschied, ob besagte Einnahmen- und Ausgabenrückstände aus der Central-Administration des ganzen Landes, oder aus der speciellen Administration des, der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheiles herrühren.

Soviel hingegen die in den getheilten Ländern am Tage der Landesübergabe bestandenen Rückstände anlangt, welche nicht bei Unterthanen der einen oder andern Regierung, sondern bei auswärtigen Unterthanen aushaften, oder an sie zu berichtigen sind, ist man dahin übereingekommen, dass diejenigen Rückstände der letztbesagten Art, welche aus der speciellen Admi-

nistration des, der einen oder andern Regierung zugefallenen 1828
Landestheils herrühren, die neue Regierung treffen, mithin von ihr bezogen, und rücksichtlich berichtigt werden.

Wenn hingegen die am Tage der Landesübergabe in den getheilten Ländern bestandenen, bei auswärtigen Unterthanen aushaftenden oder an sie zu berichtigenden Rückstände aus der vormaligen Centraladministration des ganzen neugetheilten Landes entspringen; so wird die k. k. österreichische Regierung die hierbei begriffenen Passivrückstände berichtigen, und dagegen die etwaigen Activen für sich beziehen.

§. 4. In den Fällen, wo nach den gegenwärtigen Bestimmungen die Zahlungsverbindlichkeit, oder das Bezugsrecht einer Post von dem Umstande abhängig gemacht wird, wessen Unterthan der Reklamant oder der Debent ist, entscheidet der Zeitpunkt der Landesübergabe. Wenn daher der Reklamant oder der Debent in der Folge seinen Wohnsitz geändert hat, oder wenn seine Forderung oder Schuld durch Erbschaft, Cession oder auf andere Art auf einen Unterthan der andern Regierung übergegangen ist; so bleibt doch diejenige Regierung zur Zahlung verpflichtet, und rücksichtlich der Einhebung berechtigt, welche hiezu verpflichtet und rücksichtlich berechtigt wäre, falls sich eine solche Veränderung in der Person des Reklamanten oder Debenten nicht ereignet hätte.

§. 5. In den hiernach von jeder der beiden Regierungen mit den ihr zugewiesenen Reklamanten und Debenten vorzunehmenden Liquidationen werden die nöthigen Einleitungen besonders getroffen werden.

§. 6. Die hinsichtlich der Landesverwaltungs-Einnahmen- und Ausgabenrückstände zwischen Baiern und Oesterreich festgesetzten Bestimmungen haben zufolge einem mit des Hrn. Grossherzogs v. Toscana kais. Hoheit getroffenen besondern Einverständnisse auch in Bezug auf Würzburg zu gelten.

§. 7. Die Ausgleichung über die fuldaischen Arreragen und grossherzoglich frankfurtischen Centrallasten, welche der Gegenstand einer abgesonderten Liquidationsverhandlung unter den Bevollmächtigten der sämmtlichen dabei betheiligten Höfe war, hat, insofern sie zwischen Baiern und Oesterreich stattfinden soll, ganz nach den hier angenommenen Grundsätzen zu geschehen.

§. 8. Jede der beiden Regierungen wird die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen Interessen von den Schulden der ihr ungetheilt zugefallenen Länder berichtigen, dagegen aber auch die ausständigen Zinsen von den Activen der besag-

1828 ten Länder beziehen. Die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen Interessen von den Schulden und Activen der getheilten Länder übernimmt jede der beiden Regierungen insoweit zur Berichtigung und rücksichtlich zur Einhebung, als ihr vermöge der wegen der Landesschulden getroffenen Uebereinkunft die Verzinsung und rücksichtlich der Interessenbezug vom Tage der Landesübergabe bis zum Tage des Vollzuges der Schuldenabtheilungsconvention überwiesen ist.

§. 9. Gegen die zur Rechnungsablegung über Aerarial-Einnahmen und Ausgaben verpflichteten Behörden oder Beamten in den abgetretenen Ländern tritt die neue Regierung ganz in die am Tage der Landesübergabe bestandenen Rechte und Verbindlichkeiten der vorigen Regierung. Dasselbe gilt von allen Rückständen oder Ueberzahlungen, welche am Tage der Landesübergabe mit den dem Lande an die neue Regierung überwiesenen Staatsdienern, an Besoldungen, Emolumenten, oder andern von dieser Dienstleistung herrührenden Ansprüchen gebührten, oder rücksichtlich von ihnen zu ersetzen waren. In Hinsicht der Pensionisten aus den in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, welche bereits sämmtlich von einer oder der andern Regierung übernommen worden sind, hat es dabei sein Bewenden.

§. 10. Für die von der königl. baierischen Regierung aus Tyrol, dem Inn- und Hausruckviertel in die für diese Landestheile bestandenen Specialstaatsschuldentilgungskassen gezogenen baaren Depositen übernimmt Oesterreich die alleinige Haftung. Für die aus Vorarlberg und Salzburg in die für diese Landestheile bestimmten Specialstaatsschuldentilgungskassen geflossenen Depositen haftet Baiern, insofern sie königlich baierischen Unterthanen gehören, und Oesterreich nur für den Ueberrest. Sollte an eine der hier nicht bezeichneten Staatsschuldentilgungskassen oder an irgend eine andere Behörde einer der beiden Regierungen ein Depositum an Geld oder anderen Gegenständen gelangt sein, welches einem Unterthan der andern Regierung gehört, so wird solches dem Eigenthümer gegen gehörige Legitimation unweigerlich verabfolgt werden.

§. 11. Die vermöge §. 1 geschehene Ueberweisung aller an den Tagen der Landesübergabe rücksichtlich der Landesverwaltungs-Einnahmen und Ausgaben vorhanden gewesenen Rückstände auf die neue Regierung erstreckt sich auch auf die, in den an Oesterreich abgetretenen Ländern, vorhandenen aus früheren Regierungsperioden herrührenden Activ- und Passivrückstände be-

sagter Art, worunter die sogenannten Retardaten hauptsächlich 1828 begriffen sind.

Erwähnte ältere Rückstände ohne Unterschied, ob und welche Zahlungszusicherungen darüber von der königlich baierischen Regierung ausgestellt worden sind, werden somit von Oesterreich, insoweit sie Tyrol, das Inn- und Hausruckviertel betreffen, ganz, und insoweit sie Vorarlberg und Salzburg betreffen, in dem Betrage übernommen, welchen nicht die königlich baierischen Unterthanen zu fordern haben. Was an dergleichen älteren Rückständen von Vorarlberg und Salzburg königl. baierischen Unterthanen gebührt, wird von Baiern berichtigt werden.

§. 12. So wie schon in dem Artikel IX des Traktates vom 3. Junius 1814 und in dem Art. XV des Traktates vom 14. April 1816 ausgesprochen worden ist, dass die verabredeten Territorialveränderungen keinerlei nachtheilige Folgen auf Eigenthums- und andere Privatrechte der Unterthanen in den gegenseitig abgetretenen Ländern haben sollen: so wird zur Vermeidung jedes Misverständnisses hier wiederholt, dass obige Bestimmungen die gegenseitigen Privatverhältnisse der Unterthanen beider Staaten gänzlich unberührt lassen, und dass nach den, von beiden Staaten gegenseitig gegebenen Zusicherungen keine wie immer geartete, die gleichen Privatrechte in der Ausübung hindernde oder sonst beeinträchtigende oder verletzende Verfügung erlassen, vielmehr den Unterthanen des einen Gebietes, welche bei Verfolgung und Ausübung ihrer Privatrechte den Schutz oder Beistand der Gerichte oder Behörden des andern Gebietes bedürfen, dieser Schutz oder Beistand ganz so wie den eigenen Unterthanen gewährt werden wird.

II. Die Abtheilung der Landesactiven und Passiven betreffend.

§. 13. In Hinsicht der vermöge der Traktate vom 3. Junius 1814 und 14. April 1816, ungetheilt abgetretenen Länder hat es bei der bereits von der neuen Regierung geschehenen Uebernahme der Landesschulden und Activen sein Bewenden. Die unter der königlich baierischen Regierung capitalisirten Zinsen von den Schulden der an Oesterreich abgetretenen Länder werden von der k. k. österreichischen Regierung als Landesschuld anerkannt, sie übernimmt daher dieselben in den ungetheilt erworbenen Ländern ganz, und wird die Zinsen davon, so weit sie rückständig sind und künftig verfallen, berichtigen.

§. 14. Ueber das Schuldenwesen des Grossherzogthums Frankfurt und des Departements Fulda ist unter den Bevollmäch-

1828 tigten der hiebei betheiligten Höfe eine abgesonderte Uebereinkunft geschlossen worden.

§. 15. Die Vorarlbergischen Landesschulden, und die Schulden der aufgehobenen Stifter Mehrerau und St. Johann, nebst den unter diesen verschiedenen Schuldgattungeu begriffenen capitalisirten Zinsen, werden von Oesterreich übernommen, mit einziger Ausnahme eines zwar als erloschen betrachteten Capitals, wovon jedoch Baiern vermöge einer besondern Uebereinkunft die Vertretung einer Quote für den Fall übernommen hat, dass hierwegen eine Reklamation erhoben werden sollte. Die Interessen von den besagten, auf Oesterreich überwiesenen Passivcapitalien werden ebenfalls nicht nur so weit sie am 1. Julius 1814 rückständig waren, sondern auch vom 1. Julius 1814 bis zum 1. Jänner 1830 und für die Zukunft von der k. k. österr. Regierung, insofern sie noch nicht bezahlt sind, berichtiget werden.

§. 16. Von den Salzburgischen Schulden übernimmt Baiern:

1. Die in der Beilage *A* verzeichneten, zusammen 150,000 fl. ausmachenden Capitalien, nebst der mit 1. Jänner 1830 anfangenden Verzinsung derselben;

2. einen Betrag von 300 fl. an Capital, welcher in der, an Martin Köllenberger für eine Berchtesgaden'sche Obligation per 1200 fl. und eine Salzburgische Obligation per 300 fl. am 10. Februar 1816 ausgestellten neuen Obligation über 1500 fl. begriffen ist, nebst den von besagten 300 fl. am 1. Mai 1816 rückständig gewesenen und von diesem Tage an weiter laufenden Zinsen, so weit sie noch nicht berichtigt sind;

3. die durch eine besondere Uebereinkunft bestimmte Quote an Capital und Zinsen von einigen dem Anscheine nach erloschenen Obligationen für den Fall, dass in Ansehung derselben eine Reklamation geltend gemacht werden könnte.

Alle solchergestalt nicht von Baiern übernommenen Salzburgischen Capitalschulden, mit Einschluss der darunter begriffenen capitalisirten Zinsen, nebst den davon am 1. Mai 1816 rückständig gewesenen und von diesem Tage an verfallenen und künftig erwachsenden Zinsen, so wie auch die am 1. Mai 1816 rückständig gewesenen und vom 1. Mai 1816 bis 1. Jänner 1830 anwachsenden Interessen der in der Beilage *A* verzeichneten, auf Baiern nur mit der Verzinsung vom 1. Jänner 1830 an überwiesenen Obligationen von 150,000 fl. werden von Oesterreich übernommen.

§. 17. Von den Schulden der Kammer und des Domcapitels

zu Passau übernimmt Oesterreich die in den Beilagen *B* und *C* 1829
verzeichneten Capitalposten, nebst den davon am 1. Jänner 1830 rückständig gewesenen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen. Alle übrigen, im besagten Verzeichnisse nicht enthaltenen Capitalschulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau übernimmt Baiern nebst den am 1. Jänner 1830 rückständig gewesenen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

§. 18. Da das aufgehobene Stift Ranshofen im Innviertel auch im königlich baierischen Gebiete begütert war, so übernimmt Baiern von den Schulden desselben das dem Fräuleinstifte zu Burghausen gehörige Capital von 2450 fl. nebst den hievon am 1. Mai 1816 rückständig gewesenen und seitdem verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

Alle übrigen Ranshofenschen Schulden mit den rückständigen und weiter anwachsenden Zinsen fallen dem k. k. österr. Aerar zur Last.

§. 19. Von den Landesactiven im Vorarlberg und Salzburg und den ausständigen und laufenden Zinsen derselben werden der königlich baierischen Regierung diejenigen, welche in der Beilage *D* verzeichnet sind, und ausserdem von einer darin nicht vorkommenden Activpost, ein besonders unter beiden Regierungen bestimmter Antheil überlassen.

Alle übrigen vorarlbergischen und salzburgischen Landesactiven mit den davon ausständigen und künftig verfallenden Zinsen sind auf Oesterreich überwiesen.

§. 20. Von den vormaligen Activcapitalien des Hochstifts Passau wird der sogenannte Cardinal Auerspergische Fonds ganz auf Oesterreich überwiesen.

München den 14. Mai 1829.

Königl. Staatsministerium des Hauses und des Aeusseren.
Graf v. Armansperg.

1829

425.

$\frac{28\ \text{Juin}}{10\ \text{Juillet}}$ 1829.

Acte de démarcation entre le Royaume de Galicie et de Bucovine de l'Empire d'Autriche d'une part, et les provinces Russes-Polonaises et la Bessarabie de l'Empire Russe de l'autre part, conclu et signé le $\frac{28\ \text{Juin}}{10\ \text{Juillet}}$ 1829, et ratifié à Sarskoje Selo le $\frac{22\ \text{Août}}{3\ \text{Septembre}}$ 1829.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Soit notoire à tous et à quiconque il appartient. Sa Majesté L'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie, ayant résolu de donner suite à l'article XXXVIII du traité d'amitié conclu à Vienne le $\frac{21\ \text{Avril}}{3\ \text{Mai}}$ 1815, en faisant rétablir par une commission mixte la frontière, à partir du Boug jusqu'au Dniestre entre les provinces Russes-Polonaises et la Galicie, au terme de l'article III du même traité, et Leurs dites Majestés étant en outre convenues de faire régler et renouveler la ligne de démarcation entre la Bessarabie, et la Bucovine, depuis le Dniestre jusqu'au Pruth, ont muni à cet effet de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne:

Le Sieur Frédéric Auguste d'Auvray, Général d'infanterie de ses armées etc. et le Sieur Adam Bojanowicz, Colonel à l'état major etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie, de Bohème et de Galicie:

Le Sieur Boguslas Baron de Dyké, Conseiller de gouvernement etc. et le Sieur Emeric Baron de Blagoewich, Lieutenant-colonel à l'état-major-général etc.

Lesquels plénipotentiaires, ayant exécuté et fait exécuter les différentes opérations que la nature de leur commission exigeait, discuté en dix-huit séances (dont les procès-verbaux ont été dressés et signés) les différentes questions qui se sont présentées, et fixé d'une manière visible, précise et invariable la ligne frontière entre les provinces Russes-Polonaises et la Bessarabie de l'Empire de Russie d'une part, et le Royaume de Galicie, et la Bucovine, de l'Empire d'Autriche de l'autre, conformément à la teneur des articles du traité d'amitié précité, et à des arrangemens subséquens entre les deux gouvernements, relatifs à cet

objet, ainsi qu'aux instructions dont ils ont été munis dans le 1829
courant de leur travail, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont conclu, signé et arrêté les articles suivans.

Art. I. La ligne de démarcation qui délimite l'Empire de Russie du côté des provinces Russes-Polonaises et de la Bessarabie, d'avec l'Empire d'Autriche du côté de la Galicie et de la Bucovine, rétablie au terme de l'article III du traité d'amitié précité, ainsi que d'après les décisions postérieures des deux hautes cours contractantes, a été déterminée et marquée sur le terrain, avec les changemens et les rectifications spécifiées dans l'article II du présent acte, comme ci-après:

En partant du point de coïncidence des frontières du Royaume de Pologne, des provinces Russes-Polonaises, et du Royaume de Galicie, les premiers poteaux à pannonceaux marquant la frontière entre les deux Empires, ont été placés, savoir:

Le poteau Russe, sur le bord droit du Boug, dans une prairie du village Litowierz; et le poteau Autrichien sur le bord gauche du Boug, au point, où le ruisseau Nuśmiczka se jette dans cette rivière, à côté du poteau No. 583 de la démarcation entre le Royaume de Pologne et de Galicie, et sur un territoire appartenant au même village russe Litowierz. Dès ces premiers poteaux la frontière des deux Empires, en conservant une direction générale vers le Sud-Est, remonte d'abord le Thalweg du Boug, jusqu'aux poteaux No. 35, où elle s'en détache pour suivre plus loin sur sa rive droite les limites territorials des endroits limitrophes; rencontre un ruisseau entre les poteaux No. 78 et No. 81, descend un autre entre No. 94 et No. 100, ainsi qu'un fossé rempli d'eau entre No. 179 et No. 191, atteint aux poteaux No. 196 la rivière Sudytówka, l'abandonne au No. 208 et la suit jusqu'aux poteaux No. 209; fait de là un grand détour à sec vers le Nord, et parvient de nouveau aux poteaux No. 251 à la susdite rivière, qu'elle ne quitte plus, jusqu'à son confluent avec le Styr aux poteaux No. 258. Dans cette étendue les endroits limitrophes sont, savoir:

Du côté de la Russie; Litowierz, Zdzawki-male, Zdzary, Grzybowice, Zabloce, Iwanicze, Lachów, Samowola, Poryck, Hruszowa, Jarzembkowice, Milatyn, Strzelce, Malów, Smyków, Laszki, Szpikolosy, Fussów, Kniaże, Ochlopów, Druszkopól, Rzyszczów, Bużany, Pulhany, Skryhotowy, Zboroszów, Beresteczko, Burkaczyzna, un terrain appartenant à Strzemilcze village de la Galicie, et Mierzwa;

1829 Et du côté de la Galicie, un terrain appartenant à Litowierz, village russe, Starogród, Pieczogóry, Horodtowice, Ulwuwek, Skomorochy, un bois appartenant à Sokal, un bois appartenant à Cielęż, Baranie-pereloky, Steniatyn, Szarpańce, Łuczyce, Bujawa, Leszczatów, Tartaków, Perwiatycze, Spasów, Byszów, Torki, Stojanów, Tetewczyce, Radziechów, Sieńków, Korczowka, Wolica-Barytówa, Barylów, un terrain appartenant au curé de Bużany, village russe, Uwin, Xawerówka, Mikołajów, Styrkowce et Strzemilcze.

Depuis les poteaux précités No. 258, la frontière remonte le Thalweg du Styr, jusqu'aux poteaux No. 265, se porte de là sur le bord droit de cette rivière, et suit les limites des endroits limitrophes, descend le ruisseau Siteńka entre les poteaux No. 300 et No. 301, coupe le ruisseau Słoniówka aux poteaux No. 308, le laissant à la Russie, et le longe, à peu de distance de son bord gauche, à travers d'un terrain appartenant à Sznyrów, village de la Galicie, jusqu'aux poteaux No. 313, traverse là le ruisseau Moczychwost, et suivant de nouveau les limites territoriales, elle se dirige vers le Sud-Est, sans faire des sinuosités marquantes; descend le ruisseau Ikwa, depuis les poteaux No. 396 jusqu'à ceux No. 402, et plus loin celui nommé Okna entre No. 440 et No. 448; s'incline vers l'Est aux poteaux No. 463, et après avoir coupé le ruisseau Hnizna, entre les poteaux No. 516 et No. 517, No. 553 et No. 554, No. 557 et No. 558, et enfin entre No. 571 et No. 572, elle parvient à la source de la rivière Zbrucz ou Podhorce, aux poteaux No. 670. Les endroits limitrophes dans cet espace sont:

Du côté de la Russie, Beresteczko, quatre terrains isolés appartenants à Strzemilcze, village de la Galicie, Metnica, Rytków, Potoniczna, Bezodnia, Sestratyn, Radziwillów, Suchodoły, Gaje-Radziwillowskie, Gaje-Wielkie, Drańcza, Leduchów, Krutniów, Łopuszno, Wolica, Horynka-wielka, Iwanie, Nowy-Olexiniec, Baszuki, Hnizdyczna, Bolizuby, Kolodno, le moulin Kutysz, Szymkowce, Musurowce, Łopuszno, Koskowce, un terrain appartenant à Musurowce, Wereszczaki, Pieczurna, Kutyska, Buhtów, Lulińce, Plyska, Moskalowka, un terrain appartenant à Ożochowce nommé Xiędzycha, un terrain appartenant à Wiszniowiec nommé Bazarny, et Białozurka.

Et du côté de la Galicie, Strzemilcze, Smorzów, Grzymałówka, Lesznów, Metnica, Korsów, Sznyrów, Klekotów, Brody, Dytkowce, Gaje-Dytkowieckie, Buczyna, Nakavasza, Tytyłkowce, Popowce, Dudyn, Panasowka, Zagórze, métairie Hlelawa, Załośce, Milno, Bukowina, Gątowa, Kobyła, Iwanczany, Dobrowody,

Netreba, Nowiki, Zbaraz, Krasnosielce, Roznoszyńce, Kapuścińce, 1829
Zarudeczko, Sieniakówka, Sieniawa, Szyty, Łysiczyńce, un terrain appartenant à Szetpaki, Ilnilice, Koszlaki, un terrain nommé Zbrucz appartenant à Białozurka, village russe.

A partir des poteaux No. 670 mentionnés en dernier lieu la frontière se dirige presque vers le Sud, en descendant le Zbrucz ou Podborce, et en délimitant dans son lit les îles d'après le principe relaté à l'article II du présent acte, traverse plusieurs étangs, coupe leurs digues, et vient aboutir aux poteaux No. 1029, près desquels cette rivière se jette dans le Dniestre et où se termine la frontière entre les provinces Russes-Polonaises et la Galicie.

Les endroits limitrophes riverains dans cette partie de la frontière sont: du côté de la Russie; Szczasnówka, un terrain appartenant à Palczyńce, domaine de la Galicie, Awrałyn, Nowa-Grobla, Ołochowce, Sobolówka, Poczapińce, Wołczkowce, Frydryków, Wołoczyska, Mysłowa, Polany, un terrain appartenant à Orzechowiec, village de la Galicie, Hołocbwasty, Koniówka, Wygnańka, Tarnoruda, Zawale, Postołówka, Zajączki, Kurowka, Zaglówka, Martynkowce, Satanówka, Satanów, Horbanówka, Monaster, Kręciłów, Hermanówka, Zarnówka, Holeniszczów, Kuzmińczyk, Husiatyn, Bednarówka, Kryków, Wiktorówka, Szydłowce, Słoboda-Zieleniecka, Siekierzyńce, Zbrzyż, Żabińce, Wołochy, Krasiłów, Huków, Pietniczany, Wielka-Bereżanka, Puklaki, Podfilipie, Załucze, Niwerka, Szustowce, Czarnokozińce, Milowce, Kudryńce-dolne, Zawale, Woytkowce, Laszkowice et Izakowce.

Et du côté de la Galicie: un terrain nommé Zbrucz appartenant à Białozurka, domaine russe, Palczyńce, un terrain, et une partie de l'étang appartenant à Awratyn, domaine russe, un terrain appartenant à Nowa-Grobla, village russe, Toki, Przygródeck, Medyn, Proszowce, Dorofiówka, Staromicyszczyzna, Podwołoczyska, Mysłowa, Orzechowiec, Rożyska, Tarnoruda, Faszczówka, un terrain appartenant à Postołówka, village russe, Łuka, Kokoszyńce, Kozina, Bilka, Kalaharówka, Wychwatyńce, Kręciłów, Chorostków Horodnica, Liczkowce, deux terrains isolés appartenants à Holeniszczów, village de la Russie, Olchowczyk, Husiatyn, Bednarówka-Podhorze, Szydłowce, Sidorów, Zielona, Kociubińczyki, Siekierzyńce, Słobódka-Burdiakowska, Przedmieście, un terrain appartenant à Burdiakowce, Stara-Skała, Skała, Mała-Bereżanka, Troyca, Gustynek, Puklaki, Podfilipie, Wierzbówka, Załucze, Niwra, Zalesie, Nowosiołka, Młynówka, cinq terrains isolés appartenants à Czarnokozińce, et trois à Milowce,

1829 villages russes, Kudryńce-dolne ou Podzamcze, Kudryńce-górne, Kudryńce, Zawale, Paniowce, Boryszkowce, Okopy et Kozaczówka.

La ligne de démarcation entre les deux Empires, étant constituée depuis les poteaux précités No. 1029, par le Thalweg du Dniestre, et séparant en même temps la Bessarabie d'avec la Bucovine, remonte ce fleuve, en suivant tous ses détours, jusqu'aux poteaux respectifs No. 1072. Dans cet espace les endroits riverains sont: du côté de la Russie, Prihorodek, Orestówka, Diordiucy, Raszków, Ruchotyn, Kuźmin, Zańków, Perebyikowce, Rzawiniec, Bałamutówka, et Onut-di-dzos.

Et du côté de la Galicie, Kozazówka et Okopy, mentionnés à l'article précédent, Bielowce, Trupczyn, Dzwinogród, Wołkowce, Olchowce, Wołoszczyzna, Mielnica, Chudykowce, Uście-Biskupie, et Horoszowa.

Près des poteaux mentionnés No. 1072 la frontière abandonne le Dniestre, et se porte sur sa rive droite au point où se jette dans ce fleuve le ruisseau Onut, qu'elle remonte jusqu'aux poteaux No. 1084, placés à l'embouchure du ruissean Gramieniec; elle longe ensuite ce dernier en le remontant, jusqu'à son confluent avec le ruisseau Grameszty, qu'elle remonte également jusqu'aux poteaux No. 1100. Depuis ceux-ci la frontière traverse, en suivant la route qui conduit à Kolenkouce et Toporonce, des hauteurs contigues, qui séparent la vallée du Dniestre de celle du Pruth, atteint aux poteaux No. 1134 le ruisseau Dubowa, le suit jusqu'aux poteaux No. 1146, où il se jette dans le ruisseau Rokitna, avec lequel, en le descendant, la frontière se porte jusqu'au Pruth, au point où sont placés les poteaux No. 1212, les derniers de la présente démarcation; et où la frontière des deux Empires coincide avec celle de la Moldavie.

Dans cette étendue les endroits limitrophes du côté de la Russie sont: Onut-di-dzos, Onut-di-sus, Bałamutówka, Rzawiniec, Kolenkouce, Rokitna, Rewkalówka, Strojesztie et Nowosielica.

Et du côté de la Galicie; Onut, Czarny-potok, Dobronouce, Toporouce, Rarencze, Slobodzie-Rarencze, Bojan, Lebeczeni-Teututui, Gogolina ou Strojesztie-di-sus et Nowosielica ou Strojesztie di-dzos.

La ligne de démarcation ci-dessus indiquée se trouve éclaircie et décrite dans tous ses détails par la carte et la description topographique, levées et rédigées en commun et jointes au présent acte.

Art. II. Les changements et les rectifications de la fron-

tière, mentionnés à l'article précédent, ont été effectués d'après les principes suivans: 1829

a) Sa Maj. l'Empereur d'Autriche, Roi do Hongrie, de Bohême et de Galicie, a adhéré à la proposition de Sa Maj. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne, que la frontièro du Boug, qui d'après le traité de 1776 appartenant dans toute sa largeur à l'Autriche, serait formée dorénavant par le Thalweg de cette rivière, en tant qu'elle sépare les deux Empires, avec la réservation toutefois de la souveraineté de l'Autriche sur les îles déjà existantes, ainsi que des droits de pêche, et autres, que les sujets Autrichiens pourraient posséder dans ses eaux; et en stipulant l'admission réciproque des sujets Russes à des semblables droits, en autant qu'ils ne porteraient point atteinte aux titres, que des sujets Autrichiens pourraient faire valoir, par uno possession antérieure et légale.

b) Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique s'est également prêtée à admettre pour le Styr le principe de la délimitation d'après le Thalweg, en laissant à l'Autriche toutes les îles, qui avant l'année 1809 so trouvaient en sa possession, et avec les mêmes réservations stipulées ci-dessus pour le Boug, relativement à la propriété particulière des sujets respectifs.

c) Le partage entre les deux Empires des îles du Zbrucz ou Podhorce a été effectué, quelle que fût leur situation relativement au Thalweg, d'après l'état de possession respective, reconnuo antérieure à l'année 1809.

Pour ce qui regarde les îles dont la souveraineté a été douteuse, la délimitation en a été faito d'après la propriété particulière, ou si elles se sont trouvées être en litige, d'après la ligne du Thalweg; c'est aussi en suivant le Thalweg qu'ont été délimitées toutes les Iles de cette rivière, qui depuis 1809 se sont formées nouvellement.

d) Quant au Dniestre, en tant qu'il sépare les deux Empires, son Thalweg fera la frontière, sans restriction quelconque.

Art. III. Pour fixer autant que possible d'une manière précise et stable, les parties de la frontière constituées par le Boug, le Styr, le Zbrucz ou Podhorce et le Dniestre, et obvier d'avance aux doutes et contestations qui pourraient s'élever par la suite vu les variations auxquelles le cours de ces rivières est sujet, on est convenu de ce qui suit.

1. Les Iles dont la délimitation de part et d'autre s'est effectuée d'après les principes relatés à l'article II du présent acto, et qui se trouvo marquée sur les cartes et dans la de-

1829 scription topographique, jointes au présent acte, ne changeront plus de souveraineté, qu'elle que puisse être par la suite leur situation relativement au Thalweg.

2. Si une des Iles délimitées par la présente démarcation, venait à s'unir dans la suite à l'une des deux rives, elle fera quant à la souveraineté partie de l'Etat, auquel elle se sera jointe, toujours sans préjudice aux droits de la propriété particulière.

3. A l'égard des Iles qui se formeront et paraîtront par la suite, celles qui se trouveront entre la rive et une Ile d'un même Etat, appartiendront à ce dernier, toutes les autres seront délimitées d'après le Thalweg, tel qu'il existera à l'époque de leur formation. Toutefois l'occupation d'une Ile n'aura lieu que du su, et avec le concours des autorités limitrophes respectives.

4. Les différens principes de délimitation, adoptés pour la présente démarcation, ne porteront aucun préjudice aux droits de propriété particulière, que peuvent avoir les sujets des deux Empires dans les eaux des rivières frontières précitées; tels que le droit de pêche, celui d'avoir des moulins, de former des étangs, de construire des digues et des écluses et autres, ainsi que celui de transporter sans empêchement ou charge quelconque sur leurs rives les produits des Iles qui se trouveraient délimitées à l'autre Etat. On stipule à cet égard une parfaite réciprocité pour les sujets respectifs.

5. Indépendamment de ce qui a été prévu par l'art. XXIII du traité d'amitié concernant les établissemens sur la largeur d'une rivière, on est convenu que, dorénavant, pour éviter autant que possible les changemens du courant du Boug, du Styr, du Zbrucz ou Podhorce, et du Dniestre, en tant que ces rivières constituent la frontière, toutes les espèces de constructions sur leurs bords, ou dans leurs lits, seraient soumises à une exacte surveillance, et qu'il ne serait permis d'en exécuter de part et d'autre, sans l'avis préalable des experts, et sans un commun accord des autorités respectives; il en sera de même pour la plantation en arbres et en osiers sur les alluvions de ces rivières.

6. Comme le Zbrucz ou Podhorce forme plusieurs étangs, il est convenu, que si un de ces étangs venait à être desséché, la frontière suivra le cours du Thalweg de cette rivière; mais si au contraire on en formait de nouveaux, la frontière à ces endroits restera telle qu'elle se trouve déterminée par la présente démarcation. En tout cas des changemens de ce genre

sur la frontière ne pourront avoir lieu, que conformément aux 1829
stipulations relatées ci-dessus, concernant les établissemens, sur la largeur d'une rivière frontière.

7. Comme les quatre rivières précitées, en tant qu'elles font la frontière à présent, doivent la constituer en tout temps, il est convenu que, dans le cas, où l'une d'elles viendrait à changer tellement de cours, que des poteaux placés à présent sur les rives opposées, se trouvassent rejetés sur une même rive, on procédera à la transposition des poteaux, de manière que chacun soit replacé sur la rive de la Puissance à laquelle il appartient, en observant de placer sur le bord du nouveau lit le même nombre de poteaux que sur l'ancien, afin que la série numérique n'en soit point altérée.

Si cependant par la suite il y avait nécessité d'en augmenter le nombre, on en intercalerait de nouveaux, les marquant chacun du numéro du poteau précédent, avec l'addition d'une lettre dans l'ordre alphabétique. La transposition des poteaux ou l'érection de nouveaux devra être effectuée en commun par les autorités respectives, et il en sera dressé un procès-verbal.

Art. IV. Les poteaux respectifs au moyen desquels la ligne frontière se trouve marquée, ont été érigés de part et d'autre en nombre égal, les poteaux correspondans les uns vis-à-vis des autres. Ceux le long du Boug, du Styr, du Zbrucz, du Podhorce, du Dniestre, des étangs et des ruisseaux faisant frontière, sur les rives opposées; et ceux le long de la frontière sèche, chacun respectivement, sur son territoire, à une distance de deux toises de la ligne frontière, autant que les localités le permettaient. Ils sont revêtus des armes de l'Etat dont ils désignent les limites, numérotés dans une série non interrompue depuis le No. 1 jusqu'au numéro 1212, et leur érection a eu lieu en présence des témoins consignés dans la description topographique.

Art. V. Quant à l'espace du terrain compris entre les lignes de poteaux respectivement opposés, la jouissance en est assurée aux habitants limitrophes, jusqu'aux extrémités de leurs propriétés territoriales. Les chemins là, où ils font frontière, continueront, comme par le passé à servir de libre communication, sans porter préjudice aux droits de souveraineté.

Art. VI. La carte savoir: l'exemplaire Russe en trente sections, sur une échelle de cinq cent sagènes de Russie par 1,460, pouces d'Angleterre; et l'exemplaire Autrichien en quarante trois sections, sur une échelle de quatre cent toises, par un pouce

1829 duodécimal de Vienne, ainsi que la description topographique mentionnée à l'article 1, qui indiquent d'une manière précise la ligne frontière, l'emplacement des poteaux, avec tout le détail des localités, les distances de l'un à l'autre, et les angles de relèvement, après avoir été dûment vérifiées sur les exemplaires mutuels, et trouvées parfaitement conformes, ont été munies de la signature des commissaires respectifs, elles seront considérées comme faisant partie intégrante du présent acte, et auront la même force et valeur.

Art. VII. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le terme de deux mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cet acte et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait double à Radziwilow le $\frac{\text{vingt-huit Juin}}{\text{dix Juillet}}$ de l'an mil huit cent vingt-neuf.

Signé: *F. d'Auvray.* (L. S.)
Adam Bojanowicz. (L. S.)

Signé: *Bogislav Baron Dyké.* (L. S.)
Emeric Blagoewich. (L. S.)

426.

30 Juillet 1829.

Convention de cartel conclue entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade le 30 Juillet 1829.

(*Martens*, Recueil de traités, t VIII, p. 135.)

Der Unterzeichnete Sr. königl. Hoheit des Grossherzogs von Baden General-Lieutenant ist von dem Grossherzoge, seinem allergnädigsten Herrn, ermächtigt, Sr. Durchlaucht dem Herrn Fürsten von Metternich-Winneburg etc. in Folge der zwischen beiden hohen Höfen, zur Befestigung der zwischen ihnen glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse, und zur Beförderung des Vortheils der respectiven Staaten verabredeten gegenseitigen Auslieferung der Deserteurs, nachfolgende Artikel unter der Be-

dingung einer ganz gleichmässigen Beobachtung von Seiten des Kaiserthums Oesterreich förmlich zuzugestehen, und hiemit als festgesetzt zu bestätigen, u. zw. 1829

Art. I. Alle Civil- und Militärbehörden der hohen Contrahenten, besonders aber die Commandanten der den Grenzen zunächst befindlichen Militairposten sollen angewiesen werden, mit der sorgfältigsten Aufmerksamkeit darüber zu wachen, dass kein Deserteur von den Truppen des einen contrahirenden Theiles die Grenzen der Staaten des andern überschreiten und in selben Schutz und Zuflucht finden könne.

Art. II. Diesem zufolge sollen alle und jede in der Cavallerie, Infanterie, Artillerie, dem Fuhrwesen oder irgend einem andern Zweige der Truppen des einen contrahirenden Theils dienenden Militärpersonen, ingleichen die Fourirschützen der Officiere, welche das Gebiet des andern contrahirenden Theils betreten, oder sich auf demselben befinden würden, ohne mit einem Passe oder militärischer Ordre in guter und gehöriger Form versehen zu sein, auf der Stelle angehalten werden, und soll deren Auslieferung mit Waffen, Pferden, Kleidung, Rüstungsstücken, oder was man sonst bei ihnen finden möchte, oder sie zur Zeit der Entweichung mit sich genommen und anderwärts in Verwahrung gegeben haben könnten, auch dann erfolgen, wenn ein Deserteur nicht eigens reclamirt werden sollte.

Wäre ein solcher Deserteur früher von den Truppen eines andern Souverains, oder eines andern Staates, zwischen welchem und einem der jetzt contrahirenden Theile ein Cartel besteht, entwichen, so ist dieser Deserteur nichts destowoniger an diejenigen Truppen zurückzustellen, von welchen er zuletzt entwichen ist. Alles dieses soll gleicher Gestalt in dem Falle Statt finden, wo die Desertion von den Truppen des einen contrahirenden Theiles zu denen des andern, wenn diese auch ausserhalb ihres Vaterlandes sich befänden, erfolgen sollte.

Art. III. Sollte es ungeachtet aller Vorsichtsmassregeln einem Deserteur gelingen, sich in die Staaten eines der hohen Contrahenten heimlich einzuschleichen, oder die Wachsamkeit der Behörden durch Verkleidung, oder durch Vorweisung falscher Pässe zu hintergehen, so soll er, selbst wenn er sich an einem Orte, in einer Stadt oder in einem Dorfe dieses Staates ansässig gemacht hätte, nichts destoweniger zurückgegeben und ausgeliefert werden, sobald er anerkannt, oder durch die Behörde des Staats, aus welchem er entwichen ist, reclamirt wird.

Art. IV. Von dieser Zurückstellung sind ausgenommen die

1829 Deserteurs von den Truppen des einen Staates, welche geborne Unterthanen des andern sind, insofern sie nicht früher in demjenigen Staate, aus dessen Diensten sie desertirt, auf gesetzliche Art Staatsbürger geworden wären, indem man sich gegenseitig dahin einverstanden hat, dass kein Theil verbunden sein soll, die eigenen Unterthanen auszuliefern, welche, nachdem sie bei den Truppen des andern Staates gedient haben, durch Entweichung in das Gebiet ihres natürlichen Souverains zurückkehren würden.

Gleichwohl sind alle von dergleichen Deserteurs mitgenommenen Dienstpferde, Armatur- und Equipagenstücke gegen Vergütung der Fütterungskosten bei den Pferden, nach den Bestimmungen des Art. V, und des allenfallsigen Boten- oder Fuhrlohns bei den Equipage- und Armaturstücken, falls diese Kosten nicht aus dem eigenen Vermögen des Deserteurs ersetzt werden können, oder derjenige, welchem sie zu vergüten kommen, sich nicht der Verhehlung des Deserteurs schuldig gemacht hätte, zurückzugeben, in deren Ermangelung ist der Ersatz dafür nach dem wahren Werth gleichfalls aus dem bereitesten Vermögen des Deserteurs, in sofern er eines besitzt, zu leisten.

Art. V. Die Verpflegung der Deserteurs von dem Augenblicke ihrer Verhaftung an bis zu jenem der Zurückstellung, wird täglich auf 4 xr. Conventionsmünze im 20 Guldenfusse oder $4\frac{4}{5}$ xr. im 24 Guldenfusse und $1\frac{3}{4}$ Pfd. Brod österreichischen, oder 2 Pfd. frankfurter Gewichts, die Ration aber auf 6 Pfd. Hafer österreichischen, oder 8 Pfd. frankfurter Gewichts, 8 Pfd. Heu österreichischen oder 10 Pfd. frankfurter Gewichts, und 3 Pfd. Stroh österreich. oder 4 Pfd. frankf. Gewichts festgesetzt. Die Vergütung des diesfallsigen Kostenbetrags hat von der übernehmenden Behörde, bei der Uebergabe der Deserteurs und der Pferde in klingender Münze, und hinsichtlich der Naturalien mit Inbegriff des Brodes nach den, an dem Orte der Auslieferung laufenden Marktpreisen zu geschehen.

Der Tag der Ergreifung des Deserteurs als Termin, von welchem die Verpflegung zu berechnen kommt, soll durch das, von der ergreifenden Behörde aufgenommene Constitut, welches zugleich das Nationale des ergriffenen Deserteurs möglichst genau enthalten muss, ausgewiesen werden.

Die von einem Deserteur contrahirten Schulden können in keinem Falle die Auslieferung verhindern oder verzögern, und kann von deren Bezahlung oder Vergütung von Seiten des reclamirenden Staates nicht die Rede sein; wogegen aber den et-

waigen Gläubigern eines Deserteurs die Geltendmachung ihrer 1829
Forderungen gegen denselben, in sofern er ein Privatvermögen besitzt, im gehörigen Rechtswege vorbehalten bleibt.

Art. VI. Demjenigen, welcher einen Deserteur anzeigt, oder einbringt, wird gegenseitig eine Belohnung im Gelde (Taglia) zugestanden, nämlich für einen Mann zu Fuss 8 fl. Conventionsmünze nach dem 20 Guldenfusse oder 9 fl. 36 xr. nach dem 24 Guldenfusse, für einen Cavalleristen mit dem Pferde aber 12 fl. im 20 Guldenfusse, oder 14 fl. 24 xr. im 24 Guldenfusse, wohlverstanden, dass die Kosten des Bewachens und des Transports in diese Summe mit eingerechnet werden müssen. Doch soll die Belohnung, für die blosse Anzeige eines Deserteurs, nur in dem Falle Statt finden, wenn sie die wirkliche Ergreifung desselben zur Folge gehabt hat; auch, wenn der Deserteur an dem durch die Partie, von welcher er desertirt ist, angezeigtem Orte arretirt und nicht durch einen Unterthan des andern Staats eingebracht wird, die Belohnung im Gelde (Taglia) nicht Statt finden.

Ausser den Verpflegungskosten und der Taglia kann unter keinem Vorwande etwas verlangt werden, und in dem Falle, dass der Deserteur aus Unwissenheit schon bei den Truppen der Regierung, die ihn zurückzustellen hat, in Dienst genommen worden wäre, sollen nur jene Kleidungsstücke zurückbehalten werden, welche man ihm gegeben hat. Alles übrige wird, so wie der Deserteur dem Corps, dem er angehört, in Gemässheit des II. Artikels zurückgestellt.

Sollten sich über den genaueren Verhalt einer, bei der Requisition eines Deserteurs angegebenen Thatsache Zweifel ergeben, so sollen diese keineswegs zum Vorwande dienen, um die Auslieferung des Deserteurs zu verweigern; zur Verhinderung jedes Irrthums wird von den Militär- und Civilbehörden ein Protokoll aufgenommen, und dieses sogleich mit dem Deserteur eingeschickt, eine Abschrift davon aber derjenigen Regierung, an welche die Auslieferung zu geschehen hat, mitgetheilt werden; mit der Bestrafung des Deserteurs wird indessen, bis zur vollständigen Aufklärung des Zweifels inne gehalten.

Art. VII. In Ansehung derjenigen auszuliefernden Deserteurs, welche während ihrer Entweichung ein Verbrechen verübt, wird hiemit festgesetzt, dass alle von ihnen begangenen Verbrechen in demjenigen Lande, wo sie begangen wurden, zu untersuchen und den dortigen Gesetzen gemäss zu bestrafen seien.

1829 Hätte ein Deserteur in dem andern Lande ein grobes Verbrechen, z. B. Mord, Raub, oder jedes andere begangen, worauf die Todes- oder ewige Gefängnissstrafe steht, so fällt die Auslieferung weg.

Hat derselbe ein minderes Verbrechen begangen, so wird er nach überstandener Strafe ausgeliefert, und für die Zeit, da er in Untersuchung, oder im Gefängniss gewesen ist, werden keine Unterhaltungskosten vergütet. Jedenfalls wird, wenn der Deserteur in Untersuchung befangen ist, davon gleich Nachricht ertheilt, und sollen, wenn in der Folge dessen Auslieferung eintritt, zugleich die denselben betreffenden Untersuchungsacten, entweder im Original, oder auszugsweise, und in beglaubigter Abschrift übergeben werden, damit ermessen werden könne, ob ein dergleichen Deserteur noch zum Militärdienste geeignet sei oder nicht.

Ein Pferd oder andere Effecten, welche ein solcher Deserteur mitgenommen, werden in beiden Fällen sogleich ausgeliefert.

Art. VIII. Für den Fall einer Auslieferung von Deserteurs, so wie einer zugleich zu bewerkstelligenden Zurückgabe von Effecten und Pferden, sollen von Seiten Badens die österreichischen Deserteurs in Bregenz und Mainz abgeliefert, die badischen Deserteurs aber in Constanz und Manheim übernommen werden.

Der ausliefernde Commandant stellt seinerseits dem übernehmenden Commandanten eine Quittung über die erfolgte Bezahlung der oben in den Art. V und VI festgesetzten Kosten und Auslagen aus, wogegen ihm dieser letztere für den überlieferten Deserteur eine Bescheinigung, welche im Falle der Zurückgabe von Effecten und Pferden auf dieselben auszudehnen ist, übergiebt.

Art. IX. Gleicherweise sollen die Dienstleute der Officiere des einen Staates, welche nicht wie die im Art. II benannten Fourirschützen zum Militär-Etat gehören, oder bei den Regimentern wirklich in den Listen geführt werden, wenn sie nach einem begangenen Verbrechen bei den Truppen des andern Staates Dienste nehmen, oder auf dessen Gebiet entweichen, nebst den etwa mitgenommenen Pferden und Effecten, gegen Vergütung der im Art. V bestimmten Verpflegungskosten, auf vorgängige Reclamation ausgeliefert werden.

Art. X. Ein jeder Officier der Truppen des einen Staates, welcher sich beigehen lassen würde, durch List oder Gewalt ein, zu dem Militärdienste des andern Staates gehöriges Individuum zur Desertion zu verleiten, oder anzuwerben, oder einen Deser-

teur wissentlich anzunehmen, und beizubehalten, oder zu seiner 1829
Verhehlung beizutragen und seine Entweichung zu befördern, oder ihn nach weiter rückwärts liegenden Provinzen zu schaffen, soll mit zweimonatlichem Arreste bestraft, und jedes andere Individuum, welches sich der öffentlichen Verhehlung eines Deserteurs und der Beförderung der Flucht desselben schuldig macht, nach seinem Stande zu einer körperlichen oder Geldstrafe verurtheilt werden.

Art. XI. Allen Unterthanen der contrahirenden Theile soll untersagt werden, den Desertours von den gegenseitigen Truppen irgend etwas von Kleidungs- oder Rüstungsstücken, Pferde, Waffen, oder dergleichen abzukaufen.

Diese Effecten sind überall, wo man sie findet, als gestohlnes Gut wegzunehmen und dem Regimente oder Corps zurückzustellen, von welchem der Deserteur entwichen ist, Derjenige, welcher sie gekauft hat, kann auf keine Entschädigung Anspruch machen, und wenn sie nicht in natura wieder gefunden werden, so hat der Käufer den Werth derselben in gangbarer Münze zu erstatten, auch wenn bewiesen wird, dass er wissentlich von einem Deserteur gekauft habe, noch ausserdem wegen Uebertretung des Verbotes einer den Gesetzen gemässen Strafe zu unterliegen.

Art. XII. Alle rücksichtlich der Auslieferung der Deserteurs festgesetzten Bestimmungen werden hiemit ausdrücklich auf die flüchtigen Militärpflichtigen ausdehnt und, soweit sie auf die letzteren anwendbar sind, vorkommenden Falls in Vollzug gesetzt. In dieser Beziehung werden die gesicherten Einleitungen getroffen werden, damit

1. die an der Grenze des einen Staates ohne legale Bewilligung und vorschriftsmässigen Pass erscheinenden, nicht zum Militär gehörigen männlichen Unterthanen des andern Staates, ohne weiters zurück in ihr Vaterland gewiesen werden.

2. Sollen die mit legalen Bewilligungen und vorschriftsmässigen Pässen in dem Gebiete des andern Staats befindlichen Unterthanen, wenn sie zur Millitärdienstleistung in der Linie, Reserve oder Landwehr die Bestimmung erhalten, auf die vorgängige Reclamirung ihrer vorgesetzten Behörde in ihr Vaterland zurückgeschickt, so wie

3. die Unterthanen des einen Staates, welche sich darüber nicht genügend ausweisen können, dass sie in ihrem Vaterlande der Militärpflicht nicht mehr unterliegen, zu keiner Art der Militärdienstleistung in dem andern Staate angeworben werden.

1829 Auch versprechen Se. königliche Hoheit der Grossherzog ausdrücklich, allen Ihren Behörden, die es angeht, deshalb die nöthigen Befehle zu ertheilen, den ergangenen Reclamationen in solchen Fällen auf das Schleunigste zu entsprechen, und alle diejenigen Obrigkeiten, welche sich eine Nachlässigkeit zu Schulden kommen lassen, sowie auch diejenigen ihrer Unterthanen, welche die Passlosen oder Reclamirten bei sich verbergen, oder ihre weitere Flucht befördern, auf eine ihrem Vergehen angemessene Art zu bestrafen.

Art. XIII. Gegenwärtige Uebereinkunft soll für die Zukunft immer von 5 zu 5 Jahren in so lange fortgesetzt werden, bis nicht vor jemaligem Ablauf dieser Frist von einem oder dem andern contrahirenden Theile eine entgegengesetzte Aeusserung erfolgt.

Uebrigens versteht es sich von selbst, dass in dem Falle, wenn in der Folge allgemeine Cartels-Vorschriften für sämmtliche deutsche Bundesstaaten zu Stande kommen sollten, diese auch statt der gegenwärtigen Uebereinkunft zu gelten haben, und dadurch deren Stipulationen als erloschen zu betrachten sein werden, es wäre denn, dass man sich über die Beobachtung einzelner, den allgemeinen Vorschriften nicht widersprechenden Stipulationen nachträglich vereinige.

Art. XIV. Seine königl. Hoheit der Grossherzog werden die in gegenwärtiger Erklärung enthaltenen Punkte förmlich ratificiren, damit diese Ratification binnen 8 Wochen vom Tage der Unterzeichnung, oder wo möglich noch früher gegen jene Sr. k. k. ap. Maj. ausgewechselt werde. Nach erfolgter Ratificationsauswechslung soll diese Uebereinkunft, damit Niemand sich diesfalls mit Unwissenheit entschuldigen könne, in den beiderseitigen Staaten auf die gewöhnliche Weise zur öffentlichen Kenntniss gebracht, und zugleich auch allen Unterthanen, insbesondere aber allen Militär- und Civilbeamten, und andern Vorgesetzten befohlen werden, darauf zu halten, dass dieselbe nach ihrem vollen Umfange und Inhalte vollzogen werde.

Urkund dessen ist gegenwärtige Erklärung von mir, dem grossherzoglich badischen General-Lieutenant und bevollmächtigten Minister eigenhändig unterschrieben, und mit meinem Siegel bekräftiget worden, um gegen eine ganz gleichförmige Erklärung Seiner Durchlaucht des k. k. österr. Haus-, Hof- und Staatskanzlers Fürsten v. Metternich, Namens seines Hofes, ausgewechselt zu werden.

So geschehen Wien den 30. Juli 1829.

(L. S.) *Freiherr v. Tettenborn.*

1829

427.

27 Août 1829.

Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington le 27 Août 1829.

(*Martens*, Recueil de traités, t. IX, p. 108.)

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich etc. und die Vereinigten Staaten von Amerika, beseelt von gleichem Verlangen, die bisher zwischen beiden Mächten so glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse zu unterhalten, sowie auch den Handelsverkehr zwischen denselben zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, dass diese Absicht am besten durch die Einführung einer gänzlichen Schiffahrtsfreiheit und einer vollkommenen, auf Grundsätze einer, beiden Staaten gleich vortheilhaften Billigkeit sich stützenden Reciprocität erreicht werden könne, sind übereingekommen, Unterhandlungen zur Abschliessung eines Schiffahrts- und Handelsvertrags einzugehen, und zu dem Ende haben Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich den Hrn. Alois Freiherrn v. Lederer, Sr. kais. Maj. Consul zu New-York, und der Präsident der Vereinigten Staaten den Hrn. Martin van Buren mit den erforderlichen Vollmachten versehen, welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

Art. I. Es soll zwischen den Ländern der hohen contrahirenden Mächte eine wechselseitige Handels- und Schiffahrtsfreiheit bestehen. Die Einwohner beider Staaten sollen gegenseitig alle Plätze, Häfen und Flüsse des andern, in welchen der auswärtige Handel gestattet ist, besuchen dürfen. Sie sollen das Recht haben, in was immer für einem Theile ihrer wechselseitigen Gebiete zu verweilen und zu wohnen, um ihren Handelsgeschäften nachgehen zu können, und sie sollen zu diesem Zwecke dieselbe Sicherheit, denselben Schutz und Privilegien als die Einwohner des Landes in welchem sie wohnen geniessen, jedoch mit der Bedingung, dass sie sich allen daselbst bestehenden Gesetzen und Verordnungen zu unterwerfen haben.

Art. II. Oesterr. Fahrzeuge, die entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten von Amerika, und gegenseitig nordamerikanische Fahrzeuge, die

1829 entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend einem Hafen der Domainen S. k. k. apost. Maj. anlangen, sollen bei ihrem Einlaufen, während ihres Aufenthaltes und bei ihrer Abfahrt, sowohl in Rücksicht der Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen- und aller andern Hafengebühren, als auch in Rücksicht anderer Abgaben und Taxen aller Art, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden, oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, auf gleiche Weise wie die Nationalfahrzeuge behandelt werden, die von demselben Hafen kommen.

Art. III. Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der österreichischen Monarchie oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich in den nordamerikanischen Vereinigten Staaten in nordamerikanischen Fahrzeugen eingeführt werden können, sollen ebenso in österr. Fahrzeugen eingeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Abgaben und Zölle aller Art zu entrichten, was solche immer für Benennung haben mögen, die im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu entrichten hätten, wenn sie in nordamerikanischen Fahrzeugen eingeführt würden.

Art. IV. Um aber der Möglichkeit eines Missverständnisses vorzubeugen, so wird hiemit erklärt, dass die in den zwei vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen in ihrem vollen Umfange auf österreichische Schiffe und Ladungen, die in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten anlangen, und gegenseitig auf nordamerikanische Fahrzeuge, die in österr. Häfen anlangen, anwendbar seien, die genannten Schiffe mögen nun direct von einem Hafen des Landes kommen, zu welchem sie gehören, oder von irgend einem Hafen eines andern Landes.

Art. V. Es sollen von sämmtlichen Artikeln, welche in den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich erzeugt oder fabricirt sind, bei der Einfuhr in die Vereinigten Staaten von Nordamerika, und von sämmtlichen Artikeln, welche in den Vereinigten Staaten erzeugt oder fabricirt sind, bei ihrer Einfuhr in die österr. Staaten keine höhere oder andere Zölle bezahlt werden, als diejenigen, welche von denselben Artikeln, wenn sie Erzeugnisse eines andern Landes sind, erlegt werden müssen.

Auch soll kein Verbot, weder auf die Ein- noch Ausfuhr der österr. oder nordamerik. Grund- oder Industrie-Erzeugnisse von oder nach den österr. Häfen, oder von und nach den Hä-

fen der Vereinigten Staaten gelegt werden, wenn solches nicht zugleich auf dasselbe Erzeugniss anderer Länder ausgedehnt ist. 1829

Art. VI. Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Domainen Sr. k. k. apost. Maj. oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich von den österr. Häfen in Nationalschiffen ausgeführt werden können, dürfen auch in Schiffen der Vereinigten Staaten ausgeführt oder wieder ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vortheile der Regierung, der Ortsobrigkeiten oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in österr. Schiffen ausgeführt oder wieder ausgeführt würden.

Eine vollkommene Reciprocität soll in dieser Rücksicht in den Häfen der Vereinigten Staaten beobachtet werden, so zwar, dass alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, sie seien nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Vereinigten Staaten von Amerika, oder irgend eines andern Landes, die gesetzlich von den nordamerikanischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, gleichfalls von österr. Fahrzeugen ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Fahrzeugen der Vereinigten Staaten von Nordamerika ausgeführt oder wieder ausgeführt würden.

Ebenso sollen dieselben Prämien und Rückgaben von Zöllen bei Gelegenheit einer solchen Ausfuhr oder Wiederausfuhr erlaubt werden, sie mag nun in Fahrzeugen der einen oder andern Nation gemacht werden.

Art. VII. Es ist ausdrücklich verstanden und bestimmt, dass die Küstenschiffahrt der beiden contrahirenden Mächte gänzlich von aller Wirkung dieses Traktats und jedes Artikels desselben ausgeschlossen bleibt.

Art. VIII. Keine der contrahirenden Mächte soll weder selbst, noch durch irgend eine, unter ihrer Vollmacht und zu ihrem Behufe handelnde Privat- oder privilegirte Gesellschaft oder Agenten, im Ankaufe eines gesetzlich eingeführten Handelsartikels irgend einen Vorzug oder sonstige Priorität, wegen oder

1829 in Rücksicht des Charakters des Schiffs zugestehen, das Schiff in welchem der Artikel eingeführt wurde, mag nun dem einen oder dem andern Theil angehören; indem es der ausdrückliche Wunsch und die Absicht der beiden contrahirenden Mächte ist, dass kein Unterschied und keine Distinction von was immer für Art in dieser Hinsicht gemacht werde.

Art. IX. Wenn immer in der Folge eine der beiden contrahirenden Mächte eine besondere Begünstigung in der Schifffahrt, oder im Handelsverkehr einer andern Nation zugestehen sollte, so soll der andere Theil sogleich derselben theilhaftig werden, und zwar unentgeltlich, wenn sie der andern Nation unentgeltlich bewilligt wurde, oder für dieselbe Entgeltung, wenn die Bewilligung bedingungsweise gemacht wurde.

Art. X. Die beiden contrahirenden Mächte gestehen sich hiemit wechselseitig das Recht zu, in den Handelsplätzen des andern Staats Consuln, Viceconsuln, Consularagenten und Commissäre aufzustellen, welche in Rücksicht ihrer Gerechtsame, Vorzüge und Freiheiten mit jenen der meistbegünstigten Nation ganz gleichgestellt werden sollen. Sollten jedoch Consuln einen Handel treiben, so sollen sie in Rücksicht ihrer Handelsgeschäfte denselben Gebräuchen und Gesetzen unterworfen bleiben, welchen die Privatindividuen ihrer Nation, die in demselben Platze wohnen, unterworfen sind.

Art. XI. Die Unterthanen und Bürger jeder der contrahirenden Mächte sollen das Recht haben, über ihr persönliches Vermögen, das sie unter der Gerichtsbarkeit der andern besitzen, kraft eines Testaments, durch Schenkung oder auf irgend eine andere Weise zu disponiren, und ihre Repräsentanten, wenn sie Unterthanen oder Bürger des andern Theils sind, sollen das Recht der Erbfolge in Hinsicht des persönlichen Vermögens, sowohl kraft eines Testaments, als auch *ab intestato* geniessen, von demselben entweder selbst oder durch einen Bevollmächtigten Besitz nehmen und nach Willkür darüber schalten dürfen, wofür sie blos dieselben Abgaben oder Taxen bezahlen sollen, welche die Einwohner des Landes, in dem das genannte Vermögen sich befindet, in einem gleichen Falle zu zahlen hätten. Und im Falle der Erbe abwesend wäre, so soll das Vermögen mit derselben Sorgfalt aufbewahrt werden, als in einem gleichen Falle ein solches Vermögen für einen Einwohner des Landes aufbewahrt zu werden pflegt, bis der rechtmässige Eigenthümer Maassregeln für dessen Beziehung treffen kann.

Und wenn die Frage sich erheben sollte, welchem von meh-

reren Individuen, die auf die Erbfolge Ansprüche machen, dieselbe zugehöre, so soll diese Frage von den Gerichtsbehörden und nach den Gesetzen des Landes entschieden werden, in welchem das Vermögen sich befindet. Dieser Artikel soll jedoch auf keine Weise der Kraft der schon bestehenden oder in der Zukunft von Sr. k. k. apost. Majestät zu erlassenden Gesetze die zur Absicht haben, der Auswanderung seiner Unterthanen vorzubeugen, den geringsten Eintrag thun. 1829

Art. XII. Gegenwärtiger Handels- und Schiffahrtsvertrag soll vom Tage der Auswechslung der Ratificationsurkunden 10 Jahre in Wirksamkeit bleiben. Doch erlischt derselbe nach Verlauf dieses Zeitraums nur in dem Falle, wenn er von dem einen oder andern Theil 12 Monate früher aufgekündigt wurde. Geschieht keine Aufkündigung zu der bestimmten Frist, so dauert der Vertrag auf unbestimmte Zeit fort, bis eine der contrahirenden Mächte ihn aufkündigt, wo sodann derselbe 12 Monate nach erfolgter Aufkündigung aufzuhören hat, wann immer diese Aufkündigung geschehen sollte.

Art. XIII. Dieser Vertrag soll von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich und dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika mit der Zustimmuug des Senats genehmigt und ratificirt werden, und die Ratificationsurkunden sollen in Washington 12 Monate nach dem Datum des Vertrags, oder wo möglich, noch früher ausgewechselt werden.

Zur Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Instrument sowohl in der deutschen als in der englischen Sprache unterzeichnet und besiegelt, jedoch mit der Erklärung, dass, indem dieser Vertrag ursprünglich in der englischen Sprache verfasst wurde, der englische Text zur Richtschnur dienen soll, wenn unglücklicher Weise irgend ein Zweifel über dessen Auslegung sich erheben sollte.

So geschehen in Triplikat zu Washington am 27. August im J. d. H. 1829.

Alois Freiherr von Lederer. *M. van Buren.*

1829

428.

12 Octobre 1829.

Convention avec la Toscane pour l'extradition réciproque des criminels, signée à Florence le 12 Octobre 1829. Les ratifications ont été échangées à Florence le 6 Août 1834.

(D'après une patente imprimée.)

Nos Franciscus Primus, Divina favente clementia Austriae Imperator etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

Cum Nobis et Archiducis Magni Ducis Hetruriae Imperatoriae et Regiae Celsitudini e re publica maximi momenti visum sit, de mutua extraditione maleficorum convenire et desuper a Nostro et praedictae Celsitudinis Imperatoriae et Regiae Plenipotentiariis, praevie collatis consiliis mutuisque deliberationibus, Florentiae die 12ma Octobris anni currentis conventio confecta et signata fuerit tenoris sequentis:

Sua Maestà Francesco Primo Imperatore d'Austria etc.

E Sua Altezza Imperiale e Reale Leopoldo Secondo, Principe Imp. d'Austria etc. Gran Duca di Toscana etc.

Persuasi che a render meno frequenti i delitti, convenga togliere ai delinquenti di uno Stato la facilità di rifugiarsi in un altro, volendo provvedere alla pubblica amministraziono della giustizia, ed alla reciproca quiete e vantaggio dei due dominj, sonosi determinati di concludere una convenzione per l'arresto nei respettivi Stati, e vicendevole consegna dei delinquenti nei casi che verrebbero di buon accordo stabiliti.

A tale effetto hanno respettivamente nominato Loro Plenipotenziarj, cioè:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria etc. il Signor Conte Ludovico Filippo di Bombelles, Ciamberlano attuale, Suo Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario presso l'Imperiale e Reale Corte di Toscana etc. e Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca di Toscana etc. Sua Eccellenza il Signor Conte Vittorio Fossombroni, Consigliere intimo attuale di Stato, finanze e guerra, Segretario di Stato, Ministro degli affari esteri e primo Direttore delle Reali segreterie.

I quali dopo essersi comunicate le respettive plenipotenze, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono nei seguenti articoli. 1829

Art. I. Ogni individuo prevenuto d'essersi reso colpevole sia negli Stati di Sua Maestà l'Imperatore, sia nel Gran-Ducato di Toscana di:

1. Alto tradimento, o di azioni dirette a turbare la tranquillità dello Stato;

2. Sollevazione e ribellione, atti di pubblica violenza, resistenza alla forza pubblica, o violenza contro le autorità dello Stato, o pubblici funzionarj;

3. Falsificazione di moneta;

4. Falsificazione di cambiali, o cedole concernenti il credito o debito dello Stato;

5. Falsificazione di scritture pubbliche, cambiali, fogli di banca o altro documento equivalente e che ha corso in commercio;

6. Concussione, peculato e frodo commessi da pubblici impiegati nel esercizio del loro impiego con appropriarsi o distrarre il denaro, o effetti affidati loro in pregiudizio dello Stato, delle comunità, degli stabilimenti pubblici, o di qualsivoglia altro individuo;

7. Incendio o danneggiamento grave e doloso di argini con la veduta di cagionare inondazioni;

8. Omicidj d'ogni genere, esclusi gl'involontarj, e ferimenti con pericolo di storpio o di morte;

9. Ratto o stupro violenti;

10. Furto con violenza eseguita o minacciata alla persona;

11. Furto, sacrilegio, abigeato, ed ogni specie di furto qualificato, eccettuato quello contemplato nel paragrafo precedente, purchè il prezzo del tolto in ognuno dei casi a cui appella il presente paragrafo, ascenda alla somma di trecento lire Toscane, o di fiorini cento moneta di convenzione;

12. Fallimento doloso, o truffa per un valore che oltrepassi le nove cento lire Toscane, o trecento fiorini moneta di convenzione;

13. Calunnia rapporto ai delitti enunciati di sopra;

14. Complicità unita a cooperazione nei detti delitti;

15. Ed attentato dei delitti stessi qualora l'esecuzione non abbia avuto luogo per circostanze indipendenti dalla volontà del delinquente;

come puro gli individui condannati per qualunque dei detti

1829 delitti che fosse stato commesso in uno dei due Stati, secondo la definizione legale dei delitti ivi in vigore, non potranno essere respettivamente tollerati nell' altro, ma dovranno essere arrestati e consegnati alle forze dello Stato ove il delitto è stato commesso.

Si procederà all' arresto non solo sulla dimanda di quello dei due Stati, ove il delitto ha avuto luogo, ma anche ex-officio.

S'intende che in niun caso nè per alcun motivo le alte Parti contraenti saranno obbligate ad accordare la consegna dei proprj sudditi. Se dunque un suddito di una di esse, dopo aver commesso negli Stati dell' altra un delitto della specie di quelli indicati di sopra, fosse ritornato in patria, non dovrà esso essere consegnato; ma si procederà contro di lui ex-officio dai tribunali dello Stato al quale appartiene, e gli sarà inflitto, se vi ha luogo, la pena stabilita dalle leggi ivi vigenti, al quale effetto le autorità dell' altro Stato dovranno comunicare ai detti tribunali le informazioni ed atti relativi ai delitti sia in originale coll' obbligo della restituzione, sia in copia autentica, non meno che ciò che costituisce il corpo del delitto, e in generale ogni documento atto a procurare convinzione.

Venendo uno dei due Stati a richiedere all' altro la consegna di un proprio suddito che avesse fuori dei due dominj commesso alcuno dei delitti contemplati nella prima parte del presente articolo, o di altro individuo non appartenente nè all' uno nè all' altro dei dominj medesimi che si fosse, parimente fuori di essi, reso reo di alcuno dei delitti compresi nei §§. 1, 2, 3 e 4 di questo articolo istesso, si riservano i Governi di accordare, o nò tal consegna, avuto riguardo alle circostanze del caso ed ai concordati vigenti con altri Stati.

Art. II. Se un malfattore arrestato in uno dei due Stati vi ha commesso un delitto più grave o eguale a quello di cui si è reso colpevole nell' altro, la consegna alle forze di quest' ultimo Stato potrà essere sospesa finchè egli sia giudicato e punito, se vi ha luogo, pel delitto commesso nel paese dove sarà stato arrestato, per procedere in seguito alla sua estradizione subito dopo il giudizio, se questo non sia di condanna, e se lo è, dopo che il reo avrà subito la pena che sarà stata pronunziata contro di lui.

Art. III. La dimanda di consegna sarà sempre fatta per la via diplomatica, e dovrà essere accompagnata dall' indicazione del delitto di cui l'individuo reclamato sarà prevenuto, o pel quale sarà stato condannato. Per facilitare le ricerche e l'arresto del

delinquente, sarà utile che se ne rimettano al tempo stesso i connotati. 1829

Per ciò che concerne l'effettuazione della consegna in seguito dei concerti che si prenderanno a questo riguardo col Governo di Modena, le forze dello Stato richiesto rimetteranno i prevenuti o condannati alle forze del suddetto Stato intermedio, che s'incaricheranno di consegnarli a quelle dello Stato dal quale l'estradizione è stata richiesta.

Art. IV. Nell' atto della consegna del delinquente si rimetteranno pure, sia in originale, sia in copia autentica, le informazioni ed atti stati compilati dai tribunali dello Stato, nel quale è stato effettuato l'arresto, come pure ciò che costituisce il corpo del delitto, gli effetti appartenenti al prevenuto, non meno che quelli che appartenessero a dei sudditi dello Stato cui si fa l'estradizione; il tutto coll' obbligo di rimborso delle spese di scrittura, ed altre che potessero essere occorse pel recupero e conservazione di questi effetti.

Le spese di mantenimento dei delinquenti dopo il loro arresto fino alla loro consegna alle forze dello Stato intermedio, come pure il rimborso cui avrà diritto quest' ultimo, saranno a carico del Governo al quale la consegna va ad essere eseguita, e saranno valutate sulla tariffa vigente pel mantenimento degli altri detenuti nello Stato richiesto, salvi gli aumenti cui potessero dar luogo la qualità o le circostanze delle persone, o qualche altro motivo. Le dette spese, come pure quello delle copie, e le altre sopra enunciate, saranno rimborsate alla fine d'ogni semestre in seguito dei prospetti che le due Parti si rimetteranno reciprocamente.

Art. V. Niuna delle alte Parti contraenti accorderà lettere di grazia, salvocondotti, o altra qualunque garanzia per un delitto commesso nei dominj dell' altra, quando il delitto sia della specie di quelli contemplati nell' articolo I della presente convenzione.

Art. VI. I tribunali dell' uno o dell' altro dei due Stati nelle carceri dei quali si trovassero degli individui prevenuti di furto, insieme cogli oggetti derubati, accorderanno la restituzione di questi ultimi senza spesa e senz'altra dilazione che quella necessaria per porre in essere il corpo del delitto, agli individui proprietarj di questi oggetti, o a quelli ai quali fossero stati derubati, purchè facciano constare del loro dritto, sia per testimonj o per mezzo d'ogni altra prova legale, e purchè o personalmente o per mezzo di un procuratore autorizzato legalmente, si pre-

1829 sentino a reclamarli avanti il tribunale, presso il quale i detti oggetti saranno depositati.

Art. VII. Se accadesse che l'instruzione di un processo criminale incominciato avanti ad un tribunale di uno dei due Stati richiedesse di procedere a dei confronti e riconoscimenti di rei o prevenuti, dovranno tali confronti e riconoscimenti per regola generale aver luogo in una parte dello Stato cui appartiene il tribunale richiedente, o se delle circonstanze particolari determinassero la scelta di un luogo situato nell' altro dominio, in questo caso spetterebbe sempre a procedere ai confronti e riconoscimenti ad un giudice del primo dei due dominj.

Art. VIII. I delinquenti che per sottrarsi alle persecuzioni dei tribunali di uno dei due Stati fossero entrati al servizio militare dell' altro, non saranno per questo esenti dalla consegna in veruno dei casi ai quali è applicabile la presente convenzione, nè dalle misure da prendersi a loro riguardo dalle autorità del paese, ove si fossero rifugiati. Ad evitare ogni difficoltà che potesse nascere per conto dell' equipaggio militare fornito a tali individui, o del ingaggio ad essi pagato dallo Stato, che sarebbe nel caso di farne l'estradizione, è convenuto che al momento dell' estradizione medesima, le autorità incaricate di riceverla pagheranno a quest' oggetto una somma di cinqusnta franchi in contanti.

Art. IX. La presente convenzione avrà il suo pieno ed intiero effetto duranto il corso di dieci anni a datare dal giorno in cui avrà luogo il cambio delle ratifiche. Compito questo termine, potrà la medesima essere rinnovata pel mutuo consenso dei due Governi.

In fede di che i Plenipotenziarj respettivi l'hanno firmato e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Dato a Firenze questo dì Dodici Ottobre Mille ottocento ventinove.

(L. S.) *Conte di Bombelles.*
(L. S.) *Conte Fossombroni.*

Nos accurate perlectos et mature perpensos omnes et singulos praecedentis conventionis articulos omnino ratos confirmatosque habere hisce profitemur ac declaramus verbo Nostro Imperatorio Regio adpromittentes, Nos omnia in illis contenta executioni strictissime mandari jussuros esse, in quorum fidem praesentes ratificationis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appresso firmari mandavimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austriae die 31 Mensis 1829 Octobris Anno Millesimo Octingentesimo vigesimo nono, Regnorum Nostrorum trigesimo octavo.

Franciscus.

Princeps a Metternich.

(L. S.)

Ad Mandatum Sacr. Caes. Reg. Apostolicae Majestatis proprium

Franciscus L. B. de Lebzeltern–Collenbach.

429.

12 Octobre 1829.

Convention avec la Toscane pour l'extradition des déserteurs, ratifiée à Florence le 21 Octobre 1829.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Noi Leopoldo Secondo, per la grazia di Dio Principe Imperiale d'Austria, Principe Reale d'Ungheria, e di Boemia, Arciduca d'Austria, Gran-Duca di Toscana etc.

Avendo veduta ed esaminata la convenzione relativa alla consegna dei disertori stipulata il 12 Ottobre 1829, fra il Conte Vittorio Fossombroni, Nostro Consigliere intimo attuale di Stato, finanze e guerra, Segretario di Stato, Ministro degli affari esteri etc., munito di Nostre plenipotenze, ed il Conte Lodovico Filippo di Bombelles, Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica presso questa Nostra corte etc., munito delle plenipotenze della Maestà Sua, la qual convenzione è del seguente tenore:

Sua Altezza Imperiale e Reale Leopoldo Secondo, Gran-Duca di Toscana etc., e Sua Maestà Francesco Primo, Imperatore d'Austria etc.

Volendo prevenire e reprimere il delitto della diserzione nelle truppe dei rispettivi Stati, con adottare di buon accordo le misure che sono le più proprie ad un tale scopo, e nello stesso tempo le più analoghe ai rapporti di buon vicinato, e di amichevole corrispondenza che uniscono i due Dominj, sonosi de-

1829 terminati di concludere una convenzione per l'arresto e vicendevol consegna dei disertori delle Loro truppe.

Hanno perciò nominati i Loro respettivi Ministri plenipotenziarj, cioè

Sua Altezza Imperiale e Reale il Gran-Duca di Toscana etc. Sua Eccellenza il Sign. Conte Vittorio Fossombroni etc., e

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria etc. Sua Eccellenza il Sign. Conto Lodovico Filippo di Bombelles etc.;

I quali dopo essersi comunicate le loro plenipotenze respettive, ed avendole trovate in debita forma, hanno convenuto e convengono nei seguenti Articoli:

Art. I. Deve essere ingiunto a tutte le autorità civili e militari ed in particolare ai comandanti militari i più vicini alle frontiere dei due Stati di vegliare colla massima attenzione perchè nessun disertore delle truppe di una delle due Potenze passi le frontiere, nè trovi assistenza o asilo negli Stati dell' altra.

Tosto che loro perviene da parte dell' autorità dell' altra Potenza contraente l'avviso di un caso di diserzione, saranno essi tenuti di corrispondere nel più breve termine a tale reclamo, e dare comunicazione alle autorità che si sono ad essi dirette delle disposizioni prese per ritrovare il disertore.

Art. II. Quindi ogni militare senza eccezione sia di cavalleria, infanteria, treno, marina, o di qualunque altro corpo e ramo militare delle truppe (sì di terra che di mare) Toscane o Austriache che mettesse piede sul territorio dell' altra Potenza senza esser provveduto di un passaporto o foglio di via in buona e debita forma, deve sul momento esser fermato e quindi consegnato insieme colle armi, oggetti d'abbigliamento, bagaglio, cavalli etc. che avesse preso seco, anche nel caso che un tal disertore non fosse stato per anco reclamato. Subito eseguito l'arresto di un disertore, il Governo dello Stato in cui avrà avuto luogo un tale arresto, ne darà prontamente avviso al Governo dell' altro dominio, indicando al medesimo il giorno dell' arresto del disertore, gli effetti di cui sarà stato trovato in possesso, e, se è possibile, il reggimento o corpo del quale faceva parte, ed eccitandolo a prendere le misure occorrenti pel ricevimento del disertore alle frontiere del suo dominio. Qualora l'individuo arrestato fosse disertato ancora dalle truppe di un altro sovrano, col quale parimente esistesse una convenzione per la consegna reciproca dei disertori, dovrà esso venire restituito a quello Stato, le truppe del quale avrà abbandonato in ultimo luogo.

Riguardo però agli uffiziali, propriamente tali, di ciascuna delle Parti contraenti che s'introducessero e si trattenessero senza legittimi recapiti negli Stati dell' altra, la loro consegna avrà soltanto luogo dietro una formal richiesta diplomatica, e nel caso che siano prevenuti di un azione disonorevole. 1829

Rimane stabilito che per parte della Toscana il Comandante della piazza di Firenze, e per parte dell' Austria i Comandanti della guarnigione Austriaca nelle piazze di Ferrara e Piacenza, corrisponderanno direttamente fra loro per concertarsi sull' effettuazione delle consegne, e per quelle domande di estradizione che le circostanze esigessero relativamente agl' individui contemplati nel 1° e 2° paragrafo del presente Articolo. Saranno essi incaricati pure di fare eseguire e ricevere le consegne, e di regolare fra le due Parti i conteggi delle spese di cui si parla negli articoli 5° e 6° del presente concordato.

Art. III. Dovranno parimente esser consegnati quei sudditi, sebben muniti di passaporti regolari, i quali dopo aver ricevuto dalle loro autorità respettive l'intimazione pel servizio militare, avessero mancato di restituirsi nella patria, o di mettersi in regola in qualche altra maniera, e fossero in seguito di quest' atto di disobbedienza formalmente reclamati dal loro governo. Coerentemente a ciò che precede, nessun suddito dell' una delle alte Parti contraenti potrà esser ricevuto nel servizio militare dell' altra, a meno che fornisse prima la prova legale o di essere liberato nella sua patria, secondo le leggi ivi in vigore, d'ogni obbligo al servizio militare, o di avere soddisfatto a questo dovere, o finalmente di avere ottenuto il permesso del suo governo di entrare nel servizio estero.

Art. IV. Se riuscisse ad un disertore, ad onta di tutte le misure di precauzione, di eludere la vigilanza delle autorità confinarie per mezzo di travestimento, falsi passaporti, o in altra maniera, e penetrare furtivamente negli Stati dell' altra Potenza, o di farsi arrolare nelle sue truppe, senza differenza se in un reggimento nazionale o estero, egli deve nulladimeno dal momento in cui viene riconosciuto essere restituito al comandante delle truppe dalle quali è fuggito e ciò anche nel caso che egli già da qualche tempo si fosse domiciliato nel paese.

Art. V. Da tale restituzione sono eccettuati i disertori nati sudditi di quella delle Potenze contraenti sul territorio della quale si sono rifugiati, poichè essi col sottrarsi al servizio estero ritornano negli Stati del loro legittimo sovrano. In questo caso la restituzione deve applicarsi soltanto alle armi, cavalli, oggetti

1829 d'abbigliamento militare, o altro che un tal disertore avosse preso seco, e che non gli appartenesse come sua proprietà.

Non saranno inoltre più soggetti all' arresto quei disertori militari che potessero contare un decennio di domicilio nel paese ove essi si sono refugiati, dopo seguita la loro diserzione.

Art. VI. Ogni disertore, qualunque sia la di lui qualità, riceverà giornalmente pel suo mantenimento una razione di pane e venticinque centesimi; al cavallo poi del disertore sarà somministrata la consueta razione.

Le spese di mantenimento tanto del disertore che del di lui cavallo saranno rimborsate dal governo cui essi appartengono secondo i prezzi dei contratti di forniture militari fissati nello Stato nel quale sarà avvenuto l'arresto.

Art. VII. Verrà accordato a quello che indicherà o consegnerà alla autorità locale un disertore una ricompensa (taglia) di trentasei paoli in moneta corrente di Toscana, o otto fiorini, per ogni pedone e di cinquantaquattro paoli, o dodici fiorini, per un uomo di cavalleria unitamente al cavallo. Il pagamento di questa ricompensa o taglia, per la sola indicazione di un disertore, non sarà effettuato dallo Stato respettivo che nel caso in cui il fermo del disertore avesse veramente avuto luogo in seguito di una tale indicazione.

Art. VIII. Se un disertore avesse commesso qualche delitto nello Stato in cui si è refugiato, e se per i sistemi vigenti nello Stato medesimo la punizione di tal delitto dovesse precedere la restituzione del disertore, questa restituzione non si effettuerà che quando il disertore avrà subita la pena inflittagli per l'accènnato delitto. Si darà intanto comunicazione della sentenza portata contro di lui al Governo al quale il disertore appartiene, per informarlo se, ed a qual' epoca il disertore gli sarà restituito, ed allorchè la restituzione si eseguirà effettivamente, si rimetterà col disertore anche una indicazione sommaria dei motivi della sentenza medesima, affinchè possa meglio conoscersi se un tal disertore sia in grado di esser rimesso al servizio militare, o nò.

Art. IX. La strada che dovrà tenersi ordinariamonte per la respettiva consegna dei disertori tra i Governi di Toscana e d'Austria sarà quella di Pistoja, o quella di Bologna, o l'altra di Fivizzano, quando si tratterà di disertore da consegnare alla forza Estense. La forza armata Toscana o Austriaca consegnerà i disertori ai primi posti Estensi o Romani, i quali gli riceveranno ai confini dell' uno Stato, e gli scorteranno fino ai confini dell' altro.

Nel caso che si trovasse vicino un bastimento da guerra 1829
dell' una o dell' altra Potenza, i disertori militari potrebbero esser rimessi senza alcuna difficoltà al respettivo Comandante, a meno che questo non avesse dei motivi rilevanti per ricusarsi a prendere tali disertori a bordo del suo vascello.

Art. X. I giorni delle consegne respettive saranno fissati tanto dalle autorità Toscane quanto dalle autorità Austriache d'accordo colle autorità Romane e Estensi locate più prossime ai respettivi confini, affinchè diano le necessarie disposizioni per le consegne e per i trasporti, al quale effetto saranno esse munite delle opportune autorizzazioni dai Governi dai quali dipendono.

Le spese di trasporto dei disertori, e degli effetti esportati da essi e dalle scorte, rimangono intieramente a carico del Governo che ne avanza la richiesta, e dovranno da questo corrispondersi secondo i regolamenti e le tariffe che sono in vigore nei respettivi dominj per le proprie truppe, e l'ammontare di tali spese non meno che quelle di mantenimento dei disertori e cavalli fissato nell' articolo VI, ed il premio fissato nell' articolo VII, saranno pagate ogni sei mesi secondo le tabelle che verranno sul particolare esibite, e si compenseranno tra i due Governi.

Le spese cagionate agli Stati pei quali dovrà effettuarsi il passaggio dei disertori, saranno loro rimborsate secondo le stipulazioni particolari che ciascun dei due Governi avrà fatte coi medesimi a quest' effetto.

Art. XI. Le stesse norme si hanno da osservare però soltanto dietro ad una preventiva reclamazione, anche relativamente alle persone di servizio degli uffiziali di uno Stato che passassero sul territorio dell' altro, le medesime devono quindi venir fermate e consegnate secondo il prescritto all' articolo II.

Art. XII. Ciascun' uffiziale di una truppa che induce alla diserzione un soldato dell' altra, sia con astuzia, sia colla forza, deve esser punito con arresto di due mesi, senza pregiudizio di quell' aumento di pena cui potessero dar luogo le circostanze aggravanti del delitto.

Art. XIII. Qualsivoglia altro individuo deve in un simil caso esser punito con un meso di carcere o con una pena corrispondente secondo le leggi in vigore nei due Stati, a meno che delle circostanze aggravanti dassero motivo secondo le suddette leggi ad una pena più grave.

Art. XIV. A nessuno dei disertori reciprocamente restituiti sarà inflitta la pena capitale, purchè non siasi reso colpe-

1829 vole di altro delitto contro di cui le leggi prescrivessero una tal pena, nè sia la diserzione accaduta in tempo di guerra, nella quale fosse involto lo Stato a cui il disertore appartiene, e in tal caso i disertori restituiti s'intenderanno raccomandati alla clemenza dei loro respettivi sovrani.

Art. XV. I disertori Austriaci che già si trovassero introdotti negli Stati Toscani prima della pubblicazione della presente convenzione, non vi saranno tollerati oltre i venti giorni che seguiranno questa pubblicazione; quelli che prima della spirazione di questo termine si presenteranno volontariamente all' autorità Austriaca militare la più vicina, avranno la certezza che non sarà loro inflitta alcuna pena. Al contrario coloro che lasceranno decorrere il suddetto termine senza presentarsi, saranno sul momento arrestati e consegnati a forma della presente convenzione. Il presente articolo è reciprocamente applicabile ai disertori delle truppe Toscane che si trovassero introdotti negli Stati Austriaci, colla sola differenza che risulta dall' estensione e dalla distanza dei varj Stati di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, cioè colla differenza nel termine per ripatriare, il quale non sarà minore di venti giorni, nè maggiore di sei mesi, e sarà sempre regolato in proporzione della distanza dal luogo ove si ritroverà il disertore alla frontiera Toscana.

Art. XVI. Agl' individui sudditi delle due alte Parti contraenti che tuttora si ritrovano al servizio militare dell' una o dell' altra, resta libero in forza della presente convenzione o di ritirarsi nella loro patria, o di restare al servizio militare dove attualmente si ritrovano. Però nel termine di sei mesi a contare dal giorno del cambio delle ratifiche della presente convenzione, dovranno far conoscere ai loro respettivi uffiziali superiori, e questi ai respettivi governi, il partito al quale si saranno liberamente decisi; nel primo caso tosto che avranno spiegato la loro intenzione di ripatriare, il congedo dovrà esser loro immediatamente accordato senza che possano essere giammai ritenuti per qualsivoglia ragione non compresa nell' articolo VIII, e ritornando senza perdita di tempo alla loro patria si assicurerà ai medesimi la remissione della pena che potessero avere incorso per il solo delitto della diserzione. Nel secondo caso, cioè se essi indugiassero al di là del termine prefisso per la dichiarazione sopraindicata, o restassero nel servizio estero, non risulterebbe loro per questo alcun pregiudizio nelle loro proprietà ed altri diritti, ma non profittando essi nel fissato tempo, qualora fossero disertori, della occasione loro presentata di ripatriare liberamente, e senza

pena, resteranno sottoposti alla pena che potessero avere incorsa per il fatto della loro diserzione. 1829

Art. XVII. Vieno proibito a tutti i sudditi delle Parti contraenti di comprare dai disertori delle truppe dell' altro Stato la minima cosa attenente a vestiario, armatura, cavalli, armi etc.

Dovunque si rinvenissero simili effetti, questi saranno da considerarsi come proprietà rubate, e da restituirsi al reggimento cui il disertore appartiene. Colui che si permette una violazione di questo divieto deve inoltre esser punito con una multa di quarantacinque paoli, tostochè sarà provato che gli sia stato noto, o dalla natura dell' articolo comprato o anche in altra maniera, che quello sia un effetto rubato.

Nel caso che gli effetti appartenenti ad un disertore fossero considerati come proprietà rubate e da restituirsi al corpo cui il disertore appartiene, il compratore di tali effetti derubati non avrà mai diritto ad indennizzazione alcuna.

Art. XVIII. La presente convenzione sarà pubblicata in ambedue i Dominj subito che sarà seguito il cambio delle ratifiche, e sarà in osservanza quaranta giorni dopo tal cambio.

Essa avrà forza per anni cinque, e s'intenderà senz' altro rinnovata di quinquennio in quinquennio, fino a dichiarazione contraria di uno dei due Governi.

In fede di che i respettivi plenipotenziarj hanno firmato la presente, e appostovi il sigillo delle loro armi.

Firenze questo dì dodici Ottobre Mille ottocento ventinove.

Firmati: *Conte Fossombroni.* (L. S.) *Il Conte di Bombelles.* (L. S.)

Abbiamo approvata ed approviamo in tutte le sue parti la sopra riportata convenzione, dichiarando di accettarla, ratificarla, e confermarla, e promettendo che sarà dal canto Nostro inviolabilmente eseguita. In fede di che abbiamo di Nostro proprio pugno firmato il presente atto, e vi abbiamo fatto apporre il gran sigillo delle Nostre armi.

Dato in Firenze questo dì Ventuno Ottobre Mille ottocento ventinove.

Leopold.

Fossombroni,
Gaet. Casini.

1829

430.

23 Octobre 1829.

Publication relative à la convention conclue le 18. Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives du 23 Octobre 1829.

(*Martens*, Recueil de traités, t. IX, p. 124.)

In Folge eines zwischen Baiern und Oesterreich bestehenden Traktates vom 14. April 1816, ist über die, einem nachfolgenden Einverständnisse überlassen gebliebenen Forst- und Salinenverhältnisse eine besondere Convention am 18. März 1829 in Wien abgeschlossen worden, welche die beiderseitige allerhöchste Ratification erhalten hat.

Da mehrere Bestimmungen dieser Convention für die Folge den betreffenden k. baierischen Gerichtsbehörden, Ämtern und Unterthanen zur Richtschnur dienen und in Anwendung kommen müssen, so wird nach Allerhöchster Anordnung das Nöthige hierüber zur allgemeinen Kenntniss und Nachachtung bekannt gemacht.

Die Salforste betreffend.

1. Von den bisherigen Salforsten auf k. k. österr. Landesgebieten verbleiben, nach Art. 1 der Convention der k. baier. Regierung unwiderruflich:

a) Im Leogang und Buchweisbachthale. Die Schwarzwälder:

Wimpach und Staupach, Schwarzbach und Plamm, Maysbach, Finsterbach, Kryenbach, Walchersbach, Prundlkendl, Mardek, Reichenspielberg mit dem Waldort Ochseneck, Ocheneck (Schwarzwald) Käserspach, Buchweisbach.

b) Im Bezirk von Lofer und Unken.

aa) Die Schwarzwälder:

Rechtschutt, Loferalben, Grossweysspach, Oedenpackeben und Ganiss, Oedenpach, Pranger, Fussthal, Schwarzberg, Hochruednerspach, Prunnpach, Luegpach mit Neustallen, Slifpach mit Gern, Scheyblperg, Fünsterspach mit Müsererpach, Laubenberg, Mar-

teinspühel, Ochsenprunn, Ratmays oder Scbinalbl, Wielandspach 1829
und Wielandsseiten, Pruntzberg, Reithendel, Asspach, Wannkrat.

bb) Die baierischen Freiwälder:

Wannkrat, Schoberweisspach (der innere) Dornspach, Illersbach, Scharnbach, Innerspach, Steinbacb,

c) Im Bezirk der Berchtesgadenscben Zinswaldungen.

Die Zins- und Forstwälder:

Weissbach, Diessbach, Fusstein, Gwänd, Pürtzlbach (mit dem Bannwalde) Nebelsberg, Lindau, Gerhardsstein mit Seifenberg, Grasenbach mit Goldenzweig, Koglperngericht, Grasenwand, Köglstatt-Urmais, Köglstatt-Forstwald, Hirschbüchel mit Scharleithen, Laitenbicbel, Hundalben, Triesslstein, Kötschmair.

2. Ausser diesen vorbezeichneten, ältern Salforsten sind, nach Art. 2 der Convention der k. baierischen Regierung noch folgende Waldungen überwiesen.

Der Freiwald Artzteck im Leogangthal, die Freiwälder Grub und Pfann in den Hohlwegen, die Bannwälder Scheyblberg und Dornpacheck im Unkenthale.

Die Freiwälder, Tiefenthal oder Tiefenbacb, Ebmet oder Ebenwald und Hirscheck oder Hirschbach mit Kothleiten im Unkner-Heuthale.

Der Rosskaarwald im Steinbach-Thale.

3. Die k. baierischc Regierung wird (laut Art. 3) die vorbezeichneten Waldungen in den durch eine gemeinschaftliche Commission beider Regierungen, theils bereits schon im J. 1820 näher ausgemittelteu, theils erst noch festzustellenden Grenzen, jedoch mit Ausnahme der darin befindlichen, den Unterthanen verbleibenden, oder ihnen durch gegenwärtige Convention zugewiesenen Güter, Ehealpen, Eheblossen, Mähder und Etzen, als volles, unwiderruflicbes Grundeigenthum und für ewige Zeiten steuer- und abgabenfrei, jedoch unter k. k. österr. Souverainetät besitzen. Waldungen oder Waldtheile, welche von der k. baierischen Regierung etwa künftig an Untertbanen überlassen oder urbar gemacht werden sollten, verlieren diese Steuer- und Abgabefreiheit.

Der k. baierischen Regierung werden überdiess noch in Ansehung der von den Berchtesgadenscben Zinswaldungen eingescblossenen Unterthansgüter und Besitzungen, die vormals von der fürstl. Berchtesgadenschen Regierung besessenen und ausgeübten grundherrlichen Rechte überlassen.

4. Die Lage, Grenzen, Bestandtheile, Inklaven und übrigen Verhältnisse der an die k. baierische Regierung grundeigenthüm-

1829 lich überlassenen Salforste werden durch eine gemeinschaftliche Commission untersucht, festgestellt und inkatastrirt werden.

Eben diese Commission wird die Vermarkung der betreffenden Salforste theils erneuern, theils, wo es nöthig ist, neu vornehmen, um die Grenzlinien dieser Forste und ihrer Inklaven vollkommen festzustellen.

Die Baumgelacken werden, so viel möglich, besonders an den Hauptgrenzpunkten durch Marksteine oder Felsengelacke ersetzt werden. Ueber alle Grenzzüge sind ordentliche auf Vermessung gegründete Grenzplane zu entwerfen, und von 20 zu 20 Jahren wird eine Revision aller dieser Grenzen und, insoweit es nöthig sein wird, die Erneuerung der Grenzzeichen vorgenommen.

Die Eigenthümer der angrenzenden oder inklavirten Grundstücke werden Auszüge aus den Grenzbeschreibungen erhalten. Sie sind auch zur Aufsicht über die Gelacke verpflichtet.

5. Die von den Salforsten eingeschlossenen Güter, Mähder, Etzen und andere Grundstücke der Privaten, ferner die in diesen Forsten bestehenden schwandrechtlichen Blössen der Ehealpen und Maisalpen, endlich die auf den Inklaven oder auf dem Waldgrunde selbst errichteten Futterhöfe, Käser, Viehschirme, Hütten, Weidehäge und andere Gebäude oder Vorrichtungen verbleiben, nach der Bestimmung des Art. 9 der Convention, ihren Besitzern in der Zahl und Grösse belassen, wie sie die gemeinschaftliche Salforstcommission an Ort und Stelle getroffen und im Kataster verzeichnet hat.

6. In Ansehung der stocklosen Blössen innerhalb der Grenzen der Salforste, auf welchen kein Schwandrecht haftet, soll es (laut Art. 10) auf nachstehende Weise gehalten werden:

a) Die stocklosen Blössen in den Weidebezirken der Maisalpen oder der gemeinen Blumbesuche sind den übrigen eingemischten Waldblössen gleichzuachten und als Waldgrund zu behandeln.

b) Die um die Alpgeläger der Maisalpen herum bestehenden stocklosen Blössen werden diesen Alpen als schwandrechtige Lichthaltungen belassen und ausgelacket, insofern sie nicht den Flächenbetrag von 2 Tagwerken (zu 40,000 baierischen Quadratfussen) für jedes Käserrecht bedeutend überschreiten, in welchem letztern Falle von königl. baierischer Seite eine Beschränkung auf vorbemerktes Maass verlangt werden kann.

Durch diese Zutheilung von schwandrechtigen Lichthaltungen sollen die betreffenden Maisalpen weder eine Veränderung in ih-

rer Eigenschaft als solche erlangen, noch eine neue Abgabenbelegung erleiden. 1829

c) Von den stocklosen Blössen, welche sich an die Alpgeläger oder Ehealpen, oder an die schwandrechtigen Eheblössen dieser Alpen anschliessen, werden zwei Drittheile denselben als Erweiterung ihrer Eheblössen mit Schwandrecht ausgelassen und ausgelackt, der Rest aber dem bestandenen Schwarzwalde zugetheilt, und demselben gleichgehalten werden.

Bei der gemeinschaftlichen Ausmittelung des Flächeninhalts der auf vorbemerkte Art zu vertheilenden Waldblössen sollen weder die bereits schwandrechtigen Parteien, noch die kahlen Felsen eingerechnet werden, und es ist bei der Ahtheilung selbst auf die Arrondirung der reinen Weide überhaupt, sowie des Waldes gleich billige Rücksicht zu nehmen.

Das ganze Abtheilungsgeschäft wird gemeinschaftlich von Abgeordneten beider Regierungen innerhalb der nächsten drei Jahre vollendet sein.

7. Nach Art. 12 der Convention ist die k. baierische Regierung berechtigt, den nachhaltigen Holzertrag ihrer sämmtlichen Salforste, ohne Ausnahme irgend einer Holzgattung zu fällen, zu ihren Salinen oder andern Werken auszutriften oder auszuführen, das Holz auf dem Stocke zu verkaufen, oder auf andere Art zu verwenden, wie auch alle Forstnebenprodukte zu benutzen und zu verwerthen, ohne davon Stockgeld, Forstzins oder wie immer Namen führende Abgaben an die k. k. österr. Regierung zu entrichten.

Unter den erwähnten Forstnebenprodukten werden die Früchte, Harze, Abfälle der Bäume und übrige vegetabilische Erzeugnisse des Waldbodens, ferner die mineralischen Bestandtheile desselben verstanden, welche nicht nach den Landesgesetzen als Regalien zu betrachten sind.

Das Holz und die Forstnebenprodukte, welche die k. baierische Regierung aus ihren Salforsten bezieht, sowie das Holz, welches sie etwa zum Gebrauche ihrer Salinen von k. k. österr. Unterthanen in den Pfleggerichten Salfelden und Lofer erkauft, ist bei der Ausfuhr oder Austriftung auf dem k. k. österr. Gebiete von Bezahlung jeder Mauth oder irgend eines Ausfuhrzolls, oder einer andern ähnlichen Abgabe befreit.

8. Der Art. 14 der Convention bestimmt: dass zu dem Holzschlage in den Salforsten nur k. k. österr. Unterthanen als Holzmeister verwendet werden können, insoferne sie sich mit billiger Bezahlung begnügen, und in hinreichender Anzahl vor-

1829 handen sind. Von dieser Bestimmung machen jedoch die Theile der ehemals Berchtesgadenschen Zinswaldungen eine Ausnahme, aus welchen das Holz von jeher durch Berchtesgadensche Unterthanen zur Saline Frauenreit gebracht worden ist.

Die als Holzmeister verwendeten k. k. österr. Unterthanen und die Arbeiter derselben werden in Hinsicht auf Verpflichtung zum Militärdienste ganz den Arbeitern der nämlichen Art in den k. k. österr. Salinenforsten gleichgehalten werden. Die Wahl, Aufnahme und Entlassung der Holzmeister steht, wie bisher, der k. baierischen Regierung frei.

9. Die k. baierische Regierung bleibt (laut Art. 15) im Besitze des Rechts der freien und ausschliessenden Benutzung der Triftbäche im Bezirke der Salforste und der Sale selbst, zum Behufe der Holzausbringung aus diesen Forsten. Sie ist befugt, hiezu nicht nur die bereits bestehenden Klausgebäude und Schwellwerke, welche ihr selbst oder ihren Holzmeistern eigenthümlich angehören, ungehindert zu verwenden, sondern auch nach Bedarf neue derlei Holzbringgebäude auf denjenigen Bächen zu errichten, welche nach dem Grundbuche der Salforste berechtigte Klausbäche sind.

Die k. k. österr. Regierung behält sich die Mitberechtigung zur Holztrift auf der Sale von der Leogangerbrücke bis zur baierischen Landesgrenze vor, doch wird hievon nur nach vorläufigem Benehmen mit den k. baierischen Behörden und auf eine solche Weise Gebrauch gemacht werden, welche die baierische Holztrift nicht beirrt.

10. Um die Beschädigung der Unterthansgründe bei der Holzbringung zu verhüten, sollen die grossen Drehlinge am Stocke gespalten, das Holz soviel möglich durch Rissen aus den Schlägen zu den Bächen gebracht, und das Brennholz auf eine Scheiterlänge von $3\frac{1}{2}$ Fuss baierisches Maass (bei gehacktem Holze mit Einschluss des Spranges) beschränkt werden.

Die Trift der Sägprügel von 9 Fuss Länge kann nur auf dem Unkenbache, und die Trift von noch grösseren Stämmen nur auf der Sale, von der Einmündung des Unkenbachs anfangend, stattfinden. In Ansehung des Schadenersatzes bei der Holztriftung auf den Seitenbächen, soll es bei dem Herkommen verbleiben, gemäss welchem den Holzmeistern von denjenigen Holzarbeiten, die bei ihrer Bringung aus den Schlägen oder auf den Seitenbächen Beschädigungen verursachen können, ein verhältnissmässiger Betrag per Klafter (das Ableggeld genannt) in

den Lieferpreis eingerechnet, und ihnen zur Pflicht gemacht wird, die Betheiligten schadlos zu halten. 1829

Die Trift auf dem Hochwasser der Sale, d. i. von der Leogangerbrücke abwärts, soll wie bisher von allen Ansprüchen auf Schadenersatz frei bleiben. Wegen des Ableggeldes und der Unterhaltung der Werke an den Seitenbächen gelten folgende Bestimmungen:

a) Die Unken vom Einfluss des Grossweisbaches bis zu ihrer Einmündung in die Sale; dann die Leo von der Vereinigung des Griesenbaches mit dem Schwartzler sollen als Haupttriftbäche behandelt und betrachtet werden.

Die höher liegenden Theile der Unken nnd der Leo und alle übrigen Bäche im Bezirke der Salforsten gelten für gemeine Triftbäche.

b) Bei den Haupttriftbächen liegt den Besitzern der anliegenden Grundstücke ob, ihre Uferversicherungen, Wasserauslasskanäle u. s. w. in einem Zustande zu erhalten, dass die Trift ungehindert passiren kann.

c) Als Ersatz für die Triftbeschädigungen und als Beitrag zur Unterhaltung der Werke an den Haupttriftbächen werden von der k. baierischen Regierung jährlich, ohne Rücksicht auf Grösse des Schadens und ohne Steigerung für ausserordentliche Fälle, an die k. k. österr. Behörde bezahlt:

für jede Klafter nach baierischem Normalmaass, welche aus dem Leogangthale getriftet wurde, 3 xr. Reichswährung, für jede solche Klafter, welche aus dem Unkenthale in die Sale getriftet wurde, $\frac{1}{2}$ xr. Reichswährung.

d) Ausserdem zahlt die k. baierische Regierung jeder, zur Zeit an den Haupttriftbächen bestehenden Mühle 2 fl. und jeder auf gleiche Art gelegenen Schmiede 1 fl. jährl. Ablege, für die Jahre, in welchen auf den betreffenden Haupttriftbächen wirklich eine Holzbringung zur Saline stattgefunden hat.

Es bestehen 4 solche Mühlen und 2 solche Schmieden.

11. Diejenigen k. k. österr. Unterthanen, öffentlichen Gebäude und Anstalten, welche bisher mit ihrem Holzbedarf auf die betreffenden Salforste angewiesen waren, erhalten auch fernerhin in diesen Waldungen das benöthigte Brennholz, Bauholz, Zaunholz, Dachholz und Ladholz, insofern dieser Bedarf nicht durch den Ertrag an Eigenwäldern, Hofsachen und Freigelacken oder Freiwaldungen nachhaltig gedeckt ist.

Zur Vermeidung der Anstände wird ein Kataster der Einforstung in die Salwaldungen hergestellt werden.

1829 12. Mit den zum Holzbezuge aus den Salforsten Berechtigten wird von 10 zu 10 Jahren abgerechnet. Sie sind nicht ermächtigt, jedes Jahr eine gleiche Quantität abzunehmen, sondern sie können nach ihrem Bedarfe von dem ihnen für das ganze Jahrzehent gebührenden Betrage, in einigen Jahren mehr, in andern weniger beziehen.

Was sie jedoch am Ende des Jahrzehents von dem ihnen für die Dauer desselben gebührenden Betrage nicht genommen haben, kann nicht nachgenommen werden, sondern fällt dem Walde anheim. Auch sind sie nicht berechtigt von dem erst in dem folgenden Dezennium ihnen gebührenden Holze, vor Anfang desselben etwas zu beziehen.

In Fällen eines ausserordentlichen Holzbedürfnisses wegen Brandschadens wird die k. baierische Regierung den Eingeforsteten besondere Unterstützungen aus den Salforsten zukommen lassen.

Es ist den zum Holzbezuge aus den Salforsten Berechtigten nicht gestattet, das erhaltene Holz zu veräussern oder zu andern Zwecken, als wozu es ihnen gereicht wird, zu verwenden.

Für die katastermässige ständige Holzabgabe aus den Salforsten wird von der k. baierischen Regierung nur das altherkömmliche Schreib- und Anweisgeld von 6 xr. Reichswährung für jede besondere Anzeige erhoben.

13. Die k. k. österr. Regierung wird keinen Consens zu neuen Bauführungen oder zu andern Holz erfordernden Vorrichtungen, ohne vorläufige Einvernehmung und Beistimmung der k. baierischen Behörde für solche Punkte ertheilen, welche innerhalb der Grenze eines Salforstes oder überhaupt so gelegen sind, dass das Holz zu denselben nicht wohl von einem andern Walde als aus einem baierischen Salforste gebracht werden kann.

14. Dem Herkommen gemäss, werden die Holzmeister auch zukünftig gehalten sein über jedes 100 Klafter der Ansage, ein Klafter Brennholz mehr zu bearbeiten und zu bringen. Dieser Ueberschuss ist zur unentgeldlichen Vertheilung an Geistliche und Schulen im Bezirke der Salforste bestimmt, welchen die Auffangung desselben aus den Triftbächen gestattet wird. Die Vertheilung bleibt, nach Maassgabe der jährlichen Holzansage, den k. baierischen Behörden überlassen.

15. Die Weidebenutzung in den Salforsten wird den hiezu berechtigten Gütern und Alpen in der Ausdehnung und Weise ferner unentgeldlich gestattet werden, welche sie wohl herge-

bracht haben, und sich mit dem Zwecke der Erhaltung des Waldstandes verträgt. 1829

Um dessfalls künftigen Beschwerden und Irrungen vorzubeugen, wird ein Kataster der Weideberechtigung angefertigt, und deren bereits begonnene Beschreibung und Liquidation ergänzt werden.

16. In Ansehung der Weideverhältnisse in den Salforsten haben im Allgemeinen nachfolgende Normen zu gelten, welche auch bei Verfassung des Weidekatasters zu befolgen sind:

a) Ehealpenbesitzer sollen so viel Vieh in die zum Weidebezirk ihrer Alpen gehörigen Theile der Salforste treiben dürfen, als sie berechtigte Gräser urkundlich nachweisen können oder hergebracht haben.

b) Bei den Maisalpen und gemeinen Blumbesuchen hat sich das Maass der Weideberechtigung nach den zur Zeit in Wirksamkeit stehenden Eichbriefen zu richten.

c) Wo diese Eichbriefe fehlen, sind sie in der Art zu veranlassen und herzustellen, dass von dem ganzen Winterfutterstande der weideberechtigten Güter die Gattung und Zahl des Viehes in Abzug gebracht wird, welches seine genügliche Weide in den zum Gute gehörigen Heimgrasungen findet und der Rest als eichbriefmässiger Viehstand für die Salforste erscheint.

d) An Orten, wo dermalen selbst das eichbriefmässige Vieh in die Waldungen nicht aufgetrieben wird, soll es jederzeit in der Macht der Weideberechtigten stehen, diese Zahl zu erfüllen.

e) Die Gestattung eines gestärkten Viehauftriebs an die Weideberechtigten über die eichbriefmässige Zahl, bei allenfalls vermehrter Waldweide bleibt der k. baierischen Forstbehörde vorbehalten, und ist zu jeder Zeit widerruflich.

f) Die Aufkehr von fremdem, Lohn- oder so genannten Aufnahmvieh, ausser in die Eigenthums- oder Ehealpen ist in den Salforsten durchaus verboten, doch wird diese Beschränkung niemals auf die ärmeren in ihrem Viehstande herabgekommenen Weideberechtigten in dem Maasse ausgedehnt werden, dass ihnen die Mittel benommen würden, wieder zu demselben zu gelangen.

g) Der Auftrieb von jungen Pferden, von Schafen, Ziegen und ungeringelten Schweinen in Weidebezirke, welche sich über Maise oder über Schläge verbreiten, deren Holzbestand dem Bereiche des Viehs noch nicht entwachsen sind, soll gänzlich untersagt sein. Auch darf von diesen, dem Waldstande verderblichen Viehgattungen keine grössere Zahl zur Weide in die Sal-

1829 forste gelassen werden, als der landwirthschaftliche Betrieb der weideberechtigten Güter mit sich bringt.

h) Wenn in den Urkunden, auf welche sich die Weideberechtigung gründet, keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, so soll ein Pferd, welches noch kein Jahr alt ist, für 2 Gräser oder Kuhgräser, ein Pferd, welches ein Jahr und darüber alt ist, für 3 Gräser, zwei Rinder unter einem Jahre für Ein Kuhgras, und 5 Schafe oder Ziegen gleichfalls für Ein Gras gerechnet werden.

i) Die Zeit für den Auftrieb des Weideviehs in die Salforste und für den Abtrieb desselben, wird jährlich von dem k. k. österr. Land- oder Pfleggerichte des Distrikts, nach Beschaffenheit der Witterung, und unter Rücksprache mit der k. baierischen Forstbehörde, bestimmt und bekannt gemacht werden.

17. Ausserhalb der Grenzen der Schwandrechte kann jede zur Beförderung des Nachwuchses am Holzbestande dienliche Vorkehrung getroffen werden, bei welcher keine Sperrung des Weidegangs stattfindet.

Die Forstkultursunternehmungen hingegen, wobei der Weidegang durch Befriedigung mit Haag und Graben oder durch Hut eine Verhinderung erleiden soll, unterliegen folgenden Bestimmungen:

a) Im Allgemeinen darf die örtliche Beschränkung der Weide zum Behufe der Forstkultur den 50. Theil der Waldfläche eines Weidebezirks nicht überschreiten.

b) Diese Verfügung erstreckt sich nur auf die Weidebezirke der Alpen oder gemeinen Blumbesuche im Ganzen u. s. w.

c) Bei Bestimmung des 50. Theils eines Bezirks zur Forstkultur werden die kahlen Felsen und schwandrechtigen Blössen abgezogen.

d) Die Wahl der Befriedigungsart und die Dauer derselben ist dem Forstpersonal überlassen.

e) Bei den Weidebezirken der Ehealpen, deren schwandrechtige Blössen eine Erweiterung erhalten, ist der k. baierischen Regierung als Gegenleistung hiefür, und als nothwendiges Mittel, um den Rest der stocklosen Blössen nach und nach wieder in Holzbestand zu bringen, die Befugniss eingeräumt, ausser dem vorbemerkten 50. Theile des ganzen Waldweidebezirks, noch insbesondere den Flächenbetrag des 5. Theiles der vorbehaltenen stocklosen Blössen in Befriedigung zu setzen und nach Gutbefinden in solcher zu erhalten.

f) Wenn neue unbefugte Schwandungen in den Salforsten

vorgenommen werden sollen, so ist die k. baierische Regierung berechtiget, die geschwandeten Waldpartien für die zum gesicherten Nachwuchs erforderliche Zeit, durch besondere Befriedigung dem Weidegange zu entziehen, ohne dass hiedurch dem Maasse der übrigen Forstkultursberechtigungen Eintrag geschehen soll. 1829

18. Nach Inhalt des Art. 31 der Convention, steht der k. baierischen Regierung die Forstverwaltung ausschliessend zu. Sie ist zu diesem Ende berechtigt, Forstämter im k. k. österr. Gebiete zu errichten, mit dem ihr nöthig scheinenden Personal zu besetzen, und sie kann die Leitung des Geschäftes sowohl durch die betreffenden Salinenämter, als durch abgeordnete Commissarien besorgen lassen.

Den zur Salforstverwaltung bestimmten k. baierischen Behörden und Beamten liegt überhaupt die Besorgung aller Geschäfte ob, welche mit der Forstverwaltung im Allgemeinen, mit der Bewirthschaftung, Benutzung, Erhaltung, Verbesserung und Beschützung der Wälder verbunden sind.

19. Die k. baierische Regierung wird wieder in den eigenthümlichen Besitz des sogenannten baierischen Waldmeister-Hauses zu Salfelden mit seinen Nebengebäuden und den dazu gehörigen Grundstüken eingesetzt.

Besagte Gebäude bleiben, in so lange sie nicht in Privatbesitz übergehen, von allen Steuern und Abgaben befreit. Von den dazu gehörigen Grundstücken bezahlt die k. baierische Regierung alle Abgaben, gleich einem andern Besitzer.

Es ist ihr gestattet, noch andere Wohngebäude im Bezirke der Salforste für ihr untergeordnetes Forstpersonal zu erbauen oder zu erkaufen, welche alsdann gleiche Abgabenfreiheit, wie das Waldmeisterhaus zu Salfelden geniessen werden.

20. Die k. baierischen Forstämter im k. k. österr. Gebiete werden (laut Art. 33) bei allen Gelegenheiten als öffentliche Behörden behandelt und betrachtet werden.

Die bei denselben angestellten k. baierischen Beamten geniessen bei ihren Geschäftsverbindungen mit k. k. österr. Behörden und auch ausserdem gleichen Rang und gleiche Auszeichnung mit den k. k. österr. Beamten derselben Kategorie.

Die von ihnen ausgestellten amtlichen Zeugnisse und Urkunden haben die nämliche Beweiskraft, welche nach den k. k. österr. Gesetzen den von k. k. österr. Beamten derselben Kategorie ausgestellten Amtszeugnissen und Urkunden beigelegt ist.

21. Es steht der k. baierischen Regierung frei, bei ihren Forstämtern im k. k. österr. Gebiete oder als Aufsichtspersonal

1829 in den k. baierischen Salforsten auch österr. Unterthanen anzustellen, welche jedoch dadurch nicht aus dem österr. Unterthansverbande treten. Sie unterliegen wie audere k. baierische Unterthanen und Diener den k. baierischen allgemeinen und besonderen Dienstvorschriften, und sind in Dienstsachen ihren vorgesetzten Behörden untergeordnet und zum Gehorsam verpflichtet.

22. Dio bei den k. baierischen Forstämtern im k. k. österr. Gebiete oder in den k. baierischen Salforsten als Beamte oder zur Aufsicht angestellten k. baierischen Unterthanen behalten ihre Eigenschaft als k. baierische Unterthanen, wenn sie sich auch länger als 10 Jahre ununterbrochen im österreichischen Gebiete aufhalten.

Sio werden von den k. k. österr. Behörden und Gerichten in allen Fällen nach den Vorschriften und Gesetzen behandelt werden, welche in Ansehung der in den k. k. österr. Staaten sich aufhaltenden Fremden bestehen. Doch haben die polizeilichen Maassregeln, welche in Hinsicht der bloss durchreisenden oder kürzere Zeit in den k. k. österr. Staaten verweilenden Ausländer in Uebung sind, auf sie keine Anwendung.

Sie und ihre Familien werden von der Militärconscription und von allen Abgaben befreit sein, zu deren Entrichtung die in den k. k. österr. Staaten sich aufhaltenden Fremden nicht verpflichtet sind.

Bei Sterbefällen werden von den k. k. österr. Gerichten in Ansehung ihres Nachlasses nur diejenigen Vorkehrungen getroffen werden, welche überhaupt zum Besten der etwa abwesenden Erben und zur Sicherstellung der inländischen Gläubiger des Verstorbenen in dergleichen Fällen gesetzlich vorgeschrieben sind u. s. w.

23. Nach Art. 36 der Convention steht die Gerichtsbarkeit in den Salforsten und vormals Berchtesgadenschen Zinswaldungen den k. k. österr. landesfürstlichen Behörden, in deren Bezirken sie liegen, und zwar den österr. Gesetzen gemäss, in Ansehung der eigentlichen Verbrechen den Criminalgerichten, und in Ansehung der mindern Frevel den ersten polizeilichen Instanzen zu.

Doch ist das königl. baierischer Seits aufgestellte Forstaufsichtspersonale berechtigt, die auf der That betretenen Forstfrevler oder Verbrecher zu pfänden, oder auch anzuhalten, um sie sogleich an die betreffende österr. Behörde zu stellen, welcher jedenfalls das abgenommene Pfand unverzüglich zu übergeben ist.

24. Da die regelmässige Waldstrafordnung für die Salforste

vom J. 1781 den gegenwärtigen Zeitverhältnissen nicht mehr angemessen ist, so wird die k. k. österr. Regierung eine zweckmässigere, und mit den in Oesterreich geltenden Gesetzen mehr in Einklang stehende Waldstrafordnung in den Salforsten einführen lassen. Bis dahin bleibt die Waldstrafordnung v. J. 1781 soweit in Wirksamkeit, als die darin aufgeführten Forstfrevel nach den österr. Strafgesetzen nicht als Verbrechen zu betrachten sind. Auf alle Fälle, welche diesen Charakter annehmen, wird das allg. österr. Strafgesetzbuch angewendet. 1829

Das Jagdrevier Fallek betreffend.

1. Die k. baierische Regierung tritt in den unwiderruflichen, eigenthümlichen und für immer steuer- und abgabenfreien Besitz des vormals vom Stifte Berchtesgaden ausgeübten hohen und niedern Jagdrechts in dem erweiterten Jagdrevier Fallek auf Salzburgischem, nun k. k. österr. Gebiete.

Sie wird überdiess das im besagten Revier liegende sogenannte Jagdgut Fallek mit den dazu gehörigen Gebäuden, Grundstücken und Nutzungsrechten als volles Eigenthum besitzen.

2. Die Grenze des erweiterten k. baierischen Jagdreviers Fallek auf k. k. österr. Gebiete geht am grossen Hundstödt von der Landesgrenze zwischen Baiern und Oesterreich ab, sie zieht sich anfangs über das sogenannte Platterer der Windbachscharte (im Salfeldischen) zu, läuft von da in westlicher Richtung auf dem Rücken des Gebirges fort, bis an den Rauchenkopf und fällt in das Saukendl anf die Sale herab. Sie folgt nun dem Rinnsale dieses Flusses bis zur Kleberauerbrücke, verlässt es dort wieder, und steigt im Kleisengraben oder Grasenbache nach der Grenze des vormals Berchtesgadenschen Zinswaldes Grasenbach mit Goldenzweig in östlicher Richtung auf, bis zum sogenannten Geissteig an der Grasenwand. Von da läuft sie am nördlichen Fusse der Felsenwände des Gerhardsteines fort bis an den Lützelkogel, vereinigt sich hier mit dem Lützelalpshage und der alten Jagdgrenze (von 1734), folgt ihnen über die Hirschbichlereinsattlung bis zur Gegenseite des Gebirges, steigt dort nach dem Rücken des Hufnagels auf die Höhe des Sulzensteines, und schliesst sich daselbst wieder der Landesgrenze zwischen Baiern und Oesterreich an.

3. Die Verwaltuug des königl. baierischen Jagdrechtes im Falleker Revier wird von Seite des k. baierischen Jagdamtes

1829 Berchtesgaden geschehen. Es steht der k. baierischen Regierung zu, das zum Schutze und zur Ausübung der Jagd für nöthig erachtete subalterne Personal auf k. k. österr. Gebiete zu bestellen.

Das k. baierische Jagdaufsichtspersonal des Falleker Reviers, welches seinen Wohnsitz auf k. k. österr. Gebiete haben wird, soll in allen Stücken dem k. k. baierischen Forstaufsichtspersonale im Bezirk der Salforste gleichgehalten sein.

4. Nach den Bestimmungen des Art. 7 des 2. Abschnitts der Convention steht die Gerichtsbarkeit in dem oben bezeichneten Jagdreviere auf k. k. österr. Gebiete der k. k. österr. Regierung auch in Ansehung der Jagdfrevel zu.

In dem Falle jedoch, wenn das k. baierische Jagdpersonal in besagtem Revier Jagdfrevler betreten sollte, welche k. baierische Unterthanen sind, ist dasselbe befugt, sie nicht nur anzuhalten, sondern auch nach Berchtesgaden zur weitern Verhandlung abzuführen. Werden aber k. k. österr. Unterthanen oder Unterthanen einer 3. Regierung auf einem Jagdfrevel im besagten Revier von dem k. baierischen Jagdpersonale betreten, so kann letzteres sie zwar anhalten, ist jedoch verpflichtet, sie unverzüglich der competenten k. k. österr. Behörde zu überliefern, welche nach den k. k. österr. Strafgesetzen mit denselben verfahren und das k. baierische Jagdamt von dem erfolgten Erkenntniss benachrichtigen wird.

Den k. k. österr. Behörden ist zur Pflicht gemacht worden nicht nur dem k. baierischen Jagdrechte jeden gesetzlichen Schutz angedeihen zu lassen, sondern auch insbesondere die Jagdfrevler zum Ersatze des dem k. baierischen Acrar zugefügten Schadens anzuhalten.

Den Salzbergbau am Dürrenberge betreffend.

1. Der k. k. österr. Regierung wird (laut Art. 1 und 2 des 3. Abschnitts) zum Behufe ihres Halleiner Salzbergbaues am Dürrenberg, ein unmittelbar an die Landesgrenze anstossendes Grubenfeld nach folgender über Tag vermarkten Form und Ausdehnung auf dem k. baierischen Landesgebiete zugewiesen, in welchem Grubenfelde sie das Bergbaurecht auf Salzsoole und Steinsalz für immer, auch gänzlich steuer- und abgabenfrei, jedoch unter k. baierischer Souverainetät besitzen wird.

Die Vierung dieses Grubenfeldes auf k. baierischem Gebiete soll unmittelbar an die Landesgrenze, und zwar in die Hauptrichtung des bisherigen Aufschlusses vom Salzgebirge am Dürrenberge gelegt werden. 1829

Als Hauptrichtung dieses Aufschlusses und des künftigen Grubenfeldes wird eine Linie angenommen, welche vom Abgehen des Wolfdietrich-Stollschurfes im Johann-Jakobberge über das Feldort dieses Berges am Fassungspunkte des stinkenden Wässerls zu ziehen ist.

Die südöstliche und die nordwestliche Markscheide der Vierung werden von zwei geraden, mit der Hauptrichtungslinie parallel laufenden Linien gebildet, wovon erstere 400 Salzburgische Berglachter zu 6 Werkschuhen vom Fusse des Teufenbach-Tageschurfes, und letztere gleichfalls 400 solche Lachter vom gegenwärtigen Feldorte des Ducker-Versuchbaues, als den beiden äussersten Punkten des bisherigen Grubenbaues auf königl. baierischem Gebiete abstehen werden.

Die erwähnten Anstände sind söhlig und rechtwinklich auf die Richtungslinie der Markscheide zu messen. Die nordöstliche Markscheide folgt der Landesgrenze zwischen Oesterreich und Baiern.

Die südwestliche Markscheide besteht in einer geraden Linie, welche 18 Berglachter hinter das oben bemerkte Feldort des Johann-Jakobberges in die Kreuzstunde der Hauptrichtung des Grubenfeldes gelegt wird, mithin die südöstliche und nordwestliche Markscheide rechtwinklich schneidet.

Das solchergestalt ausgezeichnete Grubenfeld soll dem Fallen nach keine Begrenzung haben, sondern an allen Punkten saiger in die ewige Teufe niedersetzen.

2. Die k. k. österreich. Regierung macht sich (laut Art. 7 des 3. Abschnittes) verbindlich, allen Schaden zu vergüten, welcher den k. baierischen Unterthanen durch die Unternehmungen des Salzbergbaues der Saline Hallein zugefügt werden könnte.

Die k. baierischen Behörden werden ihrerseits dazu mitwirken, dass in solchen Fällen die Abfindung der Beschädigten auf eine für beide Theile gleich billige Weise erfolge.

Man wird die für frühere Beschädigungen oder für bleibende Lasten den Betheiligten von dem Salinenamte Hallein zugesicherten oder alt herkömmlichen Bezahlungen und Leistungen gemeinschaftlich erheben, in ein Verzeichniss bringen, und dieselben werden auch fernerhin entrichtet oder erfüllt werden.

3. Nachdem ein Theil des Erwerbes bei dem Grubenbe-

1829 triebe der k. k. österr. Saline Hallein am Dürrenberge gemäss früherer Verträge oder durch besondere Verleihungen an vormals Berchtesgadensche, nun k. baierische Unterthanen jener Gegend übergegangen ist, so werden diese Unterthanen in ihrem Besitze und in dem Genusse der damit verbundenen Vortheile, auch fernerhin unwiderruflich und nach einem besonders hierüber bestehenden Uebereinkommen belassen werden.

4. Der k. k. österr. Salzbergbau am Dürrenberge wird in Ansehung seines Bedarfs an Grubenholz, für eine Quantität von jährlichen 300 Klaftern (zu 126 baier. Cubikfuss) in die 8 sogenannten Forstwaldungen auf baierischem Gebiete, Namens: Prielwald, Hangendmoos, Haarpoint, Rostock, Rossbeithe, Lendlau, Mittereckwald und Eckwald eingeforstet. Der dessfallsige Holzbezug hat unentgeldlich nach einem besondern Regulative zu geschehen.

5. Innerhalb der auf baierischem Gebiete ausgestreckten Vierung steht es der k. k. österr. Regierung frei, Steinbrüche, Thon-, Lehm-, Sandgruben u. s. w. für den Bedarf bei ihrem Salzbergbaue und dazu bestimmten Baulichkeiten anzulegen, in soferne sie sich mit dem Eigenthümer des Grundes hierwegen abfindet.

Wenn der Steinbruch, Thon-, Lehm-, oder Sandgrube auf einem Freigrunde oder dem k. baierischen Aerar zugehörigen Platze angelegt wird, so wird der Grund zu erwähntem Gebrauche unentgeldlich überlassen.

6. Die k. baierische Regierung behält sich die landesherrliche Oberaufsicht über den Halleinischen Salzbergbau im k. baierischen Gebiete bevor.

Die Verwaltung und Leitung des k. k. österr. Salzbergwerks am Dürrenberge, ohne Unterschied, ob es diesseits oder jenseits der Landesgrenze betrieben wird, bleibt ausschliessend der k. k. österr. Regierung und den von ihr hiezu aufgestellten Behörden überlassen.

Wenn von k. k. österr. Seite ein Bergbeamter oder Aufseher auf k. baierischem Gebiete innerhalb der Vierung des k. k. österr. Grubenfeldes bleibend bestellt werden wollte, so wird dieses von k. baierischer Seite nicht verwehrt werden.

Ein solcher k. k. österr. Beamter oder Aufseher tritt dann ganz in das Verhältniss gegen die k. baierische Behörde, welches hinsichtlich der k. baierischen Forstbeamten und Aufseher in den Salforsten gegen die k. k. österr. Behörden durch die Convention bestimmt wurde.

7. Das gesammte im Dienste des k. k. österr. Halleiner 1829
Salzwerkes stehende Bergpersonal, mit Inbegriff der darunter befindlichen k. baier. Unterthanen ist in allen Dienstangelegenheiten, und soviel die Disciplin im Dienste betrifft, an die k. k. österr. Dienstesvorschriften gebunden, und ohne Unterschied, ob es seine Dienste im k. k. österr. oder im k. baier. Gebiete, in der Grube oder über Tag verrichtet, dem k. k. österr. Salinenamte Hallein untergeordnet, welchem daher auch das Recht zusteht, Verletzungen der Dienstpflichten mit Verweisen, Löhnungsabzügen, Suspension und Entlassung vom Dienste zu ahnden.

8. Die ganzen Tagreviere des k. k. österr. Grubenfeldes, auf k. baier. Gebiete ausmündende Grubengänge, in sofern und in so lang sie nicht mit dem vom k. k. österr. Gebiete aus aufgeschlossenen Halleiner Salzbergbau durchschlägig sind, bleiben unmittelbar der k. baier. Jurisdiction und Polizei unterworfen.

Da übrigens die ganz eigenthümlichen Localverhältnisse des Salzbergwerks am Dürrenberg nicht wohl gestatten, die Jurisdiction und Polizei im Innern desselben gleichfalls nach dem Zuge der Landesgrenze gegenseitig abzuschneiden, so wird die Ausübung der Gerichtsbarkeit und Polizei im Innern des erwähnten Salzbergbaues, auch in soweit er sich in das k. baier. Gebiet ausdehnt, der k. k. österr. Regierung, jedoch nur in Ansehung der k.. k. österr. Unterthanen überlassen. Die k. baier. Unterthanen hingegen und die Unterthanen einer dritten Regierung, welche sich im Innern des Salzbergbaues eines Vergehens oder Verbrechens schuldig machen, bleiben ohne Unterschied, ob dieses in dem, auf k. k. österr. oder in dem auf k. baier. Gebiete liegenden Theile des Salzbergbaues geschehen ist, der k. baierischen Gerichtsbarkeit unterworfen.

Doch sind die k. k. österr. Behörden in jedem solchen Falle berechtigt, den Thatbestand an Ort und Stelle zu beheben, und wenn Gefahr der Entweichung droht, den Angeschuldigten anzuhalten, welcher sodann, ohne vorher auf k. k. österr. Gebiete in Verwahrung gebracht zu werden, dem k. baier. Landgerichte Berchtesgaden zu überliefern ist.

Die weitere Untersuchung und Aburtheilung bleibt der competenten k. baier. Gerichtsbehörde überlassen.

Von dem Erfolge der Untersuchung über Vergehen oder Verbrechen, welche im Innern des k. k. österr. Salzbergbaues am Dürrenberge vorfallen, wird sich gegenseitig benachrichtigt.

1829 9. Nachdem in Gemässheit dieser Bestimmungen die beiderseitigen Gerichte in die Lage kommen können, über Vergehen oder Verbrechen, welche in dem Gebiete des andern Theils begangen worden sind, zu erkennen, und nachdem die allgemeine Regel, welcher zufolge sträfliche Handlungen nach den Gesetzen des Landes, worin sie geschehen, beurtheilt werden sollen, hier in ihrer Anwendung um deswillen mit besonderen Schwierigkeiten verbunden wäre, weil sich nicht immer leicht erkennen lässt, zu welchem Gebiete der unterirdische Punkt, auf welchem das Vergehen oder Verbrechen begangen wurde, gehört, so ist man dahin übereingekommen, ausnahmsweise festzusetzen, dass ohne Rücksicht, in welchem Gebiete sich die sträfliche Handlung ereignet hat, von den beiderseitigen Gerichten nur nach den eigenen Gesetzen entschieden worden solle. Doch behalten sich beide Allerhöchste Regierungen das Recht bevor, von 5 zu 5 Jahren von dieser Ausnahme zurückzutreten.

Salz- und Getreidetransit aus Tyrol nach Vorarlberg betreffend:

1. Die traktatmässig bedungene Freiheit des Durchzugs von Salz und Getreide auf der durch das k. baier. Gebiet aus Tyrol und Vorarlberg ziehenden Strasse erstreckt sich nicht blos auf k. k. österr. Aerarialsalz und Getreide, sondern wird auch, nach Art. 1 des 5. Abschnitts der Convention, auf das Salz und Getreide ausgedehnt, welches Eigenthum österr. Unterthanen ist. Königl. baier. Seits wird davon keine Zollmauth oder andere Transitabgabe erhoben werden.

2. Die mit k. k. österr. Aerarialsalze oder Getreide beladenen Fuhren und eben so die Fuhren, welche sich unbeladen an die Niederlagen begeben, um k. k. österr. Aerarialsalz zu laden, sind überdiess von Bezahlung aller in die k. baier. Staatskassen fliessenden Brücken- und Weggelder und damit verbundenen Stempelgebühren befreit.

Sie zahlen nur dasjenige Weg-, Pflaster- oder Brückengeld, zu dessen Erhebung für eigene Rechnung dio an der Strasse liegenden k. baier. Stadt- oder anderen Gemeinden derzeit berechtigt sind, nnd in dem Maasse wie es gegenwärtig besteht.

Von den mit österr. Privatsalze oder Privatgetreide beladenen Fuhren wird das allgemein angeführte Weg-, Brücken- oder

Pflastergeld ohne Unterschied, ob es für Staats- oder Gemeindekassen erhoben wird, bezahlt. 1829

3. Von dem durch Baiern transitirenden Salze oder Getreide darf unterwegs im k. baier. Gebiete weder etwas verkauft oder veräussert, noch ein Vorrath aufgehäuft werden. Den Fuhren, auf welchen Aerarial- oder Privatsalz geladen wird, darf nichts anderes beigeladen werden. Ebenso wenig darf Aerarial- und Privatsalz zusammen geladen werden. Diese Bestimmungen wegen ungemischter Ladung gelten auch von dem durch Baiern transitirenden Getreido.

4. Das k. k. österr. Aerarialsalz darf bloss auf der Strasse, welche von Nesselwängle über Hindelang, Immenstadt, und Simmerberg nach Bregenz führt, und ohne von dieser Strasse abzuweichen, durch das k. baier. Gebiet gebracht werden. Es soll durchaus in Fässern von gleicher Form und von gleichem bekannten Normalgewichts-Inhalte (dermalen in Fässern, welche 5 Centner Salz netto enthalten) verpackt sein.

In keinem Jahre dürfen mehr als 30,000 Centner Aerarialsalz aus Tyrol durch das baier. Gebiet nach Vorarlberg verführt werden.

5. Die Spedition des k. k. österr. Aerarialsalzes durch das k. baier. Gebiet geschieht auf die bisher gewöhnliche Weise durch sogenannten Abstoss, und nach besondern im Art. 5 des 5. Abschnitts näher bezeichneten Normen.

In jedem einzelnen Jahre muss das ganze aus Tyrol nach Baiern eingeführte Salzquantum und in der nämlichen Zahl von Fässern wieder ausgeführt sein.

Die sogenannte Auffüllung der Fässer darf im k. baierischen Gebiete nicht vorgenommen werden. Die Reparatur der Fässer oder die durch ausserordentliche Zufälle nothwendig werdende Umpackung des Salzes wird dadurch nicht ausgeschlossen. Die letzte Salzfactorei auf k. k. österr. Gebiete (dermalen in Nesselwängle) wird jedem Salzfuhrmann nebst dem gewöhnlichen Frachtscheine noch eine besondere Pollete über seine Ladung zustellen, welche bei der k. baier. Eintrittsstation durch die Vergleichung mit dem Frachtscheine und durch Untersuchung der Ladung zu controliren und in Empfang zu nehmen ist.

Auf gleiche Weise versieht die letzte Salzfactorei auf k. baierischem Gebiete (dermalen in Simmerberg) jedem Salzfuhrmann mit doppelten Polleten, um eine derselben nach vorgenommener Controle bei der k. baier. Austrittsstation, als Beleg der vollzogenen Durchfuhr des Salzes zurücklassen zu können.

1829 6. Die k. k. österr. Behörden werden die k. baier. Unterthanen nicht von der herkömmlichen Theilnahme an dem Frachterwerbe bei dem Transporte des österr. Aerarialsalzes ausschliessen, in sofern sie sich mit billigem Frachtlohne befriedigen lassen.

Wenn bei gleichzeitiger Spedition des k. baier. Salzes über Immenstadt nach Lindau Mangel an den erforderlichen Fuhren entstehen sollte, so haben die beiderseitigen Behörden auf gleiche Theilung der Transportmittel genau Bedacht zu nehmen.

7. Für die Durchfuhr des österr. Privatsalzes aus Tyrol nach Vorarlberg werden von der k. baier. Regierung, nebst der Hauptstrasse über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg nach Bregenz, noch zwei Nebenstrassen in das Gericht Mittelberg und in den Bregenzer Wald bewilligt; nämlich von Hindelang über Obersdorf durch den Pass Hohenzweig und von Immenstadt über Stauffen durch den Pass Ach.

Der Transport dieses Salzes hat nur in plombirten Säcken von bekanntem normalen Gewichtsinhalte (dermalen von 150 Pfd. der Sack) zu geschehen. Bei demselben ist weder Abstoss noch Umladung gestattet, und es darf in keinem Jahre das Quantum von 10,000 Centnern übersteigen.

8. Jeder Fuhrmann mit österr. Privatsalze muss sich bei der k. baierischen Eintrittsstation zwischen Nesselwängle und Hindelang durch ein salzamtliches Zeugniss (Pollete) über den Ankauf, dann über Zahl und Gewicht der geladenen Säcke ausweisen. Er erhält hiefür nach gepflogener mauthamtlicher Untersuchung eine Transitofreipollete, in dieser ist die Richtung jenes Durchzuges, die Austrittsstation und die Zeit, binnen welcher der Austritt zu geschehen hat, auszudrücken.

Die Transitofreipollete wird bei der Austrittsstation wieder abgegeben, wo eine wiederholte mauthamtliche Behandlung als Controle stattzufinden hat.

9. Der Transit des k. k. österr. Getreides durch das k. baier. Gebiet kann sowohl in der Richtung von Tyrol nach Vorarlberg, als auch in der Gegenrichtung von Vorarlberg nach Tyrol, doch immer nur auf der Hauptstrasse stattfinden, welche über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg zieht.

Da die Fuhren, welche solches Getreide geladen haben, nach den Bestimmungen des Art. 2 auch vom Weggelde befreit sind, so müssen sie sich bei der Eintrittsstation durch ein Zeugniss der k. k. österr. Behörde, für welche der Transport geschieht,

über die Eigenschaft ihrer Ladung als k. k. österr. Aerarialgut 1829
ausweisen.

Der Transit des Privatgetreides aus Vorarlberg nach Tyrol ist gleichfalls auf die ebenbemerkte Hauptstrasse beschränkt; für das Privatgetreide hingegen, welches aus Tyrol durch das k. baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt wird, sollen neben dieser Hauptstrasse, auch die beiden, für das Privatsalz bewilligten Nebenstrassen über Obersdorf und über Stauffen geöffnet sein.

Der Transit des Getreides überhaupt ist in Ansehung auf Quantität ganz unbeschränkt; er unterliegt aber übrigens den mauthamtlichen Vorschriften und Förmlichkeiten, gemäss welchen das Getreide nicht in offenen Ladungen, sondern nur in plombirten Säcken verpackt, und ohne Abstoss oder Umladung durchgeführt werden darf, bei der Eintrittsstation mit einer Transitofreipollete versehen wird, welche an der Austrittsstation wieder abzugeben ist, und an beiden Stationen der Untersuchung, auch falls es für nothwendig befunden werden sollte, der Verschnürungsmanipulation unterzogen werden soll.

10. Sollten österr. Unterthanen auf dem baier. Gebiete mit Salz- oder Getreidefuhren von dem vorgeschriebenen Strassenzuge abweichen, oder die übrigen Förmlichkeiten verletzen, oder überhaupt die k. baier. Zollgesetze übertreten, so haben gegen sie die, in den k. baier. Verordnungen bestimmten Strafen mit Einschluss der Confiscation statt.

Nöthigenfalls werden die österr. Behörden auf Ansuchen der baier. die Strafen an ihnen vollziehen und sie zu den schuldigen Ersatzleistungen im Wege der Execution anhalten. Wenn hingegen k. baier. Unterthanen mit österr. Salz- oder Getreidefuhren im k. baier. Gebiete von der vorgeschriebenen Strasse abweichen, oder gegen die bestimmten Förmlichkeiten gehandelt, oder eine Zollübertretung begangen und dadurch die Confiscation des geladenen österr. Salzes oder Getreides verwirkt, mithin entweder das österr. Aerar oder ein österr. Unterthan in Schaden versetzt wird, so werden die k. baierischen Behörden ihres Orts ebenfalls durch geeignete Zwangsmittel den Ersatz dieses Schadens eintreiben.

1829

Verschiedene Transitbegünstigungen betreffend.

1. Um den Verkehr zwischen Reichenhall und Berchtesgaden auf der graden, eine kurze Strecke das k. k. österr. Gebiet durchschneidenden Strasse über den sogenannten Hallthurm zu erleichtern, wird die dort errichtete k. k. österr. Mauthstation aufgehoben, und die k. k. österr. Mauthlinie so zurückgezogen werden, dass diese Strasse ausser derselben bleibt.

Es wird daher von den, auf der erwähnten Strasse durch das k. k. österr. Gebiet transitirenden Gegenständen, sie mögen Aerarial- oder Privatgut sein, kein Zoll, keine Mauth und keine ähnliche Abgabe bezahlt, auch damit keine zollämtliche Behandlung vorgenommen werden.

Ebensowenig wird daselbst ein Weggeld erhoben werden u. s. w.

2. Das k. baier. Aerarialsalz kann aus Berchtesgaden durch das k. k. österr. Gebiet über den hangenden Stein und Niederalm an die Salzach und dann auf diesem Flusse nach Baiern gebracht werden.

Die k. k. österr. Regierung wird von diesem durch ihr Gebiet ziehenden k. baier. Aerarialsalze keinen Zoll, keine Mauth und keine dergleichen Abgaben erheben.

Die mit solchem k. baier. Aerarialsalze beladenen Fuhren sind sowohl auf dem Wege an die Salzach, als auch, wenn sie von da leer in das k. baier. Gebiet zurückkehren, von Entrichtung des Weg- und Brückengeldes oder ähnlicher Abgaben, in sofern sie von dem k. k. österr. Aerar bezogen werden, befreit. In soweit aber besagte Fuhren, um nach ihrem Eintritte in das k. k. österr. Gebiet an die Salzach zu gelangen, Vizinalstrassen einschlagen müssen, deren Unterhaltung den dortigen Gemeinden obliegt, wird sich die k. baier. Regierung mit besagten Gemeinden über eine angemessene Entschädigung für die Benutzung dieser Wege verständigen.

3. Zur Aufbewahrung des Salzes am Ufer der Salzach bis zur Verschiffung ist der k. baier. Regierung die Befugniss eingeräumt, auf k. k. österr. Gebiete ein Magazin zu errichten.

Der Transport des k. baier. Salzes aus Berchtesgaden in das Magazin an der Salzach oder dessen Verschiffung auf diesem Flusse hat in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte zu geschehen. Es darf nur in unvermischten Ladungen stattfinden.

Von diesem Salze soll auf k. k. österr. Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere Weise veräussert, auch kein Vorrath von einem Jahr auf das andere belassen werden. 1829

Hinsichtlich des Transits werden alle Bestimmungen des 5. Abschnitts der Convention über den Transit des k. k. österr. Aerarialsalzes von Tyrol nach Vorarlberg analoge Anwendung finden.

4. Das k. k. österr. Aerarialsalz der Saline Hallein, welches auf der Salzach, dem Inn und der Donau stromabwärts verschifft wird, soll auf diesen Flüssen für immer von aller Zoll-, Mauth-, Wasserweggeld-, Bodenrecht- und jeder andern Abgabenentrichtung an k. baier. Kassen sowohl an der Grenze des k. baier. Gebiets, als bei dem Transit durch dasselbe befreit sein.

Gleiche Befreiung von allen Abgaben an k. k. österr. Kassen soll das Aerarialsalz für immer geniessen, welches die k. baier. Regierung von ihren eigenen Salinen auf der Salzach und dem Inn verführen lässt. Diese Abgabenfreiheit erstreckt sich auf die für die beiderseitigen Salztransporte bestimmten Schiffe, wenn sie ganz unbeladen stromaufwärts getrieben werden.

5. Das k. k. österr. Salz der Saline Hallein kann durch das k. baier. Gebiet über Berchtesgaden und Hirschbichl in den Bezirk der k. k. österr. Pfleggerichte Lofer, Salfelden, Zell am See und Mittersill verführt werden. Von diesem k. k. österr. Aerarialsalze wird weder Zoll noch Mauth, noch eine andere derlei Abgabe erhoben werden.

Der Eintritt dieses Salzes auf das baier. Gebiet soll durch den hangenden Stein, oder durch das Ziel geschehen können.

Die mit k. k. österr. Aerarialsalze beladenen Fuhren entrichten bei dem Transito durch das baier. Gebiet das allgemein herkömmliche Weggeld. Die von diesem Transport zurückkehrenden oder für ihn bestimmten Fuhren bleiben, wenn sie ganz unbeladen sind, vom Weggelde befreit.

6. Die k. k. österr. Regierung ist befugt, in Ramsau oder Hintersee ein Salzmagazin zu errichten, um daselbst den Abstoss und die Umladung ihres durch das k. baier. Gebiet transitirenden Salzes vornehmen zu können.

7. Der Transport des k. k. österr. Aerarialsalzes von Hallein durch das k. baier. Gebiet über den Hirschbichl kann nur in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten

1830 Säcken von bekanntem Normalgewichte und nur in unvermischten Ladungen geschehen.

Von diesem Salze darf auf k. baier. Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere Weise veräussert, auch kein Vorrath daselbst aufgehäuft werden.

Für den Transit dieses Salzes gelten übrigens dieselben Bestimmungen, welche für den Transit des k. k. österr. Aerarialsalzes aus Tyrol nach Bregenz getroffen wurden.

München den 23. October 1829.

Königl. Baier. Regierung des Isarkreises.
v. Widder, Präsident.
Rösch, Secretär.

431.

19 Mars 1830.

Traité de paix et de commerce avec le Maroc, signé à Gibraltar le 19 Mars 1830.

(Document imprimée dans l'imprimerie I. R. de Vienne.)

Nos Franciscus Primus, etc. etc.

Notum testatumque tenore praesentium facimus, quibus expedit Universis: Cum inter Nos et Serenissimum Principem ac Dominum Muley Abder-Rahman Sultanum Marocci, Fessae, Susae, Diraae, Tafileti atque Africae Septemtrionalis, in mutuae Amicitiae pignus, Tractatus Pacis et Commercii ab utriusque Nostrum Delegatis specialiter ad id denominatis, idoneisque mandatis et facultatibus instructis conclusus sit, tenoris qui sequitur:

In nome di Dio Onnipotente.

La pace conchiusa a perpetuità l'anno 1805 frà l'Austria e Marocco essendo stata disgraziatamente turbata con la presa del Brich mercantile austriaco il Veloce, arrestato da un corsaro marocchino nel meso di Luglio 1828, ed avendo il Governo di Marocco soddisfatto ai reclami del Governo austriaco restituendo il bastimento in questione; Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Rè d'Un-

gheria e di Boemia ec. ec., e Sua Altezza il Sultano di Marocco ec. ec. 1830
volendo constatare e consolidare il ristabilimento della buona intelligenza frà Loro, hanno deciso di rinnovare a perpetuità per Essi, Loro Successori ed Eredi il Trattato di pace, e di commercio summenzionato, facendo però un qualche cambiamento negli Articoli VIII e X. Essi hanno a tal effetto nominato dei Delegati, cioè Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il Signor Francesco Bandiera, commendatore dell' ordine imperiale di Leopoldo d'Austria, cavaliere dell' ordine imperiale austriaco della Corona di ferro di II classe, e di quello di Cristo di Portogallo, Commandante la Divisione navale di Sua Maestà Imperiale nel Ponente, ed il Signor Guglielmo de Pflügl, cavaliere dell' ordine imperiale di Leopoldo d'Austria, commendatore dell' ordine della Torre e Spada di Portogallo, consigliere di legazione della sullodata Maestà; e Sua Altezza il Sultano di Marocco il Signor Judah Benoliel, suo Console generale in Gibilterra, i quali in virtù delle autorizzazioni, di cui erano muniti, sono convenuti, che il Trattato di pace e di commercio conchiuso l'anno 1805 frà l'Austria e Marocco, e rinnovato con la data d'oggi debba essere d'ora in avanti ed a perpetuità del tenore seguente:

Art. I. I sudditi di ambe le Potenze dovranno comportarsi trà di loro amichevolmente e pacificamente, non dovrà sussistere trà di loro alcuna ostilità ed avversione nè per terra nè per mare, e qualora uno abbisognasse dell' assistenza dell' altro, dovranno soccorrersi vicendevolmente e prestarsi ajuto da amici.

Art. II. Quando un bastimento mercantile incontrerà un legno di guerra, e quest' ultimo vorrà esaminare i documenti di navigazione del primo, dovranno spedirsi soltanto due persone nello schiffo a riconoscere il Passaporto.

Art. III. Quando un legno marocchino di guerra incontrerà sul mare un bastimento mercantile Imperiale e Reale, l'ultimo dovrà soltanto dal bordo del bastimento mostrare al primo il suo Passaporto; le persone rimarranno nello schiffo, ed a veruno sarà permesso di salire sul bastimento, affine il bastimento Imperiale e Reale non venga assoggettato a contumacia.

Art. IV. Soltanto ad un legno di guerra sarà permesso d'esaminare il Passaporto d'un bastimento mercantile qualora s'incontrassero sul mare e di confrontare il pezzo del noto scontrino coll' altro esistente a mani del Capitano.

Art. V. Quando un bastimento delle Potenze contraenti verrà gettato da burrasca nel porto stesso o sopra qualunque spiaggia del mare, dovranno porsi in sicurezza e sotto custodia

1830 tutte le merci ed altri effetti che sono caricati sul detto bastimento; gli abitanti di quel luogo in cui si trova il naufragato bastimento invigileranno sul medesimo sino a tanto che saranno posti in sicuro il bastimento, le merci, le persone ed i loro effetti; dovranno soccorrerli con tutto il bisognevole, e se questo bastimento venisse ricuperato coll' ajuto divino, e se abbisognesse di alcuni corredi, gli verranno somministrati, affine il bastimento possa progredire il suo viaggio. Se un bastimento Imperiale e Reale naufragasse in uno de' porti o spiaggie di Marocco, e vi esistessero delle merci, che il proprietario non volesse vendere negli Stati marocchini, ma ricondurre nel suo paese, non sarà tenuto di pagare perciò alcun diritto doganale.

Art. VI. Verun suddito di ambe le Potenze contraenti verrà condotto dall' altra in schiavitù, e se si scoprisse taluno sopra un bastimento nemico, non verrà fermato nè lui nè le sue merci, tostoche sarà dimostrato ch' egli sia suddito di una delle Potenze contraenti, anzi perciò non verrà nè molto nè poco preteso da veruna delle due Corti.

Art. VII. Sarà permesso ai negozianti Imperiali e Reali di frequentare a loro piacimento qualunque porto marocchino, e vicendevolmente ai negozianti e bastimenti marocchini di entrare, come loro piacerà, in ogni porto di Sua Maestà Imperiale e Reale, ove il Capitano del porto userà verso i negozianti che vi arrivano di tutti que' riguardi che sogliono osservarsi verso le altre nazioni; i negozianti potranno altresì vendere in detti porti le loro merci, e comprare a loro piacimento de' generi senza che veruno possa per i medesimi pretendere di più del solito diritto doganale.

Art. VIII. Le mercanzie caricate negli Stati di Sua Maestà Imperiale e Reale a bordo dei bastimenti austriaci, od a bordo di bastimenti di altre nazioni, ed in generale tutte le mercanzie caricate in qualunque porto sui bastimenti austriaci, quando saranno introdotte nei porti di Sua Altezza il Sultano, pagheranno il dazio doganale sullo stesso ragguaglio delle nazioni Cristiane le più favorito. All' incontro per quelle merci che non sono state scaricate dal bastimento, e che il proprietario vorrà seco ricondurre, non verrà pagato alcun diritto modale.

Art. IX. Se un Console Imperiale e Reale, ò il suo sostituto arriverà in uno dei porti di Marocco coll' intenzione di sopravvegliare sulli bastimenti de' suoi nazionali, e di accudire ai loro affari, sarà tanto egli stesso, che la sua casa rispettata, e gli sarà permesso d'inalberarvi la bandiera della sua nazione,

come lo soglion fare gli altri Consoli di quelle nazioni, che sono in pace con Marocco, e di decidere le controversie che insorgessero trà i suoi nazionali. 1830

Art. X. Se nascesse una guerra trà altre nazioni cristiane e maomettane, non soffrirà perciò alcun sconcerto la presente pace, che sussiste trà l'Austria e Marocco, e nemmeno produrrà alcuna innovazione; ma l'amicizia, e la pace continuerà tra Essi; qualora poi scoppiasse la guerra tra una delle Potenze contraenti ed altre nazioni, veruna parte delle due Corti potrà impedire al suo amico di navigare sul mare colle sue persone e proprietà come suol farsi in tempo di pace; anzi i sudditi di ambe le parti potranno a loro piacimento caricare sopra qualunque bastimento tutto ciò che vorranno condurre, sia in persone sia in merci.

Art. XI. Se la presente pace, ciò che Iddio voglia tener lontano, venisse a crollare coll' andar del tempo, se lo stato presente venisse a mutarsi, e se la pace si cangiasse in guerra, veruna delle potenze contraenti potrà prima essere inquietata dall' altra, se non dopo sei mesi; e se un suddito delle due Corti si trova nello Stato dell' altra, godrà egli rispetto alla sua persona ed alle sue proprietà di tutta la sicurezza sino al suo ritorno in patria, quand' anche fosse effettivamente trascorsa l'epoca delli sei mesi, e non verrà a perdere cosa alcuna di sua proprietà negli Stati dell' altra, come lo richiedono le leggi di giustizia.

Art. XII. La presente perpetua pace, quest' amicizia durevole per sempre, e questo Trattato di commercio sussistente trà ambe le parti, e stabilito dai precedenti Articoli non sarà distrutto, col volere d'Iddio, da verun avvenimento, e non vi avrà luogo alcuna aggiunta o derogazione.

In fede di che i Delegati sopranominati hanno firmato il presente Trattato, e vi hanno apposto i loro rispettivi sigilli. Fatto in Gibilterra li dieci nove Marzo, anno mille ottocento trenta.

Bandiera. (L. S.)
Pflügl. (L. S.)

Judah Benoliel. (L. S.)

Nos igitur, visis ponderatisque omnibus et singulis Tractatus hujus Articulis, illum in omnibus et singulis punctis et Articulis ratum gratumque habuimus, atque hisce ratum gratumque habemus, Verbo Nostro Caesareo-Regio pro Nobis, Haeredibus, et

1830 Successoribus spondentes, Nos omnes et singulas Tractatus hujus Conditiones sincere et inviolabiliter observaturos, nec ut a Nostris illis unquam contraveniatur, passuros esse; in quorum fidem praesentes ratihabitionum tabulas manu Nostra subscripsimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio appenso firmari jussimus. Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austriae die decimo quinto mensis Maji, anno millesimo octingentesimo trigesimo, Regnorum Nostrorum trigesimo nono.

Franciscus. (L. S.)

Princeps a Metternich.

Ad Mandatum Sac. Caes. ac Reg. Apostolicae Majestatis proprium.

Ignatius Eques a Brenner-Felsach.

432.

2 Juin 1830.

Déclaration concernant l'abolition du droit de détraction entre le Danemarc et l'Autriche, publiée à Copenhague le 2 Juin 1830.

(*Martens*, Recueil de traités, t. VIII, p. 350.)

Nachdem Ihre königl. Maj. zu Dänemark etc. mit Ihro kais. Maj. von Oesterreich etc. dahin übereingekommen sind, sowie solches bereits zufolge des 18. Art. der deutschen Bundesakte vom 8. Juni 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juni 1817, in Rücksicht der Herzogthümer Holstein und Lauenburg, so wie der kais. österreichischen zum deutschen Bunde gehörigen Lande geschehen, gegenseitig den Abschoss und das Abfahrtsgeld, zwischen ihren beiderseitigen Staaten überhaupt aufzuheben, so wird jetzt hiedurch, im Namen Sr. Maj. des Königs v. Dänemärk erklärt, dass:

1. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus dem Königreiche Dänemark und dem Herzogthum Schleswig in die sämmtlichen k. k. österr. Staaten im Allgemeinen, oder aus den Herzogthümern Holstein und Lauenburg in die nicht zum deutschen Bunde gehörigen k. k. österr. Lande, sowie aus den sämmtlichen k. k.

österr. Staaten im Allgemeinen in das Königreich Dänemark und 1830
Herzogthum Schleswig, oder aus den nicht zum deutschen Bunde gehörigen k. k. österr. Landen in die Herzogthümer Holstein und Lauenburg, es mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschaftsanfall, Legat, Verkauf etc. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den königl. dänischen und in den k. k. österr. Staaten haben entrichtet werden müssen, wio z. B. Erbschaftssteuern, Stempelabgaben, Zollabgaben u. dgl.

2. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch, unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der, zu dem deutschen Bunde gehörigen beiderseitigen Provinzen, durch die Bundesakte und die Bundesbeschlüsse diesfalls festgesetzt ist, nur auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliessen würden, erstrecken, und werden den Individuen, Communen und öffentlichen Stiftungen die ihnen zustehenden Abzugsrechte reservirt.

3. Die Bestimmungen der obstehenden Art. 1 und 2 sollen vom Tage der Auswechslung gegenwärtiger Erklärung gegen eine entsprechende Erklärung des k. k. österr. Hofes in Wirksamkeit treten, und in allen Vermögens-Exportationsfällen Anwendung finden, wo der Vermögensabzug wirklich noch zu geschehen hat.

4. Die Freizügigkeit, welche im obigen 1., 2., 3. Art. bestimmt ist, soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen königl. dänischen und k. k. österr. Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft in dieser Materie der Gesetze über die Pflicht zu Kriegsdiensten und über die persönlichen Pflichten des Auswandernden keine der beiden, die gegenwärtige Erklärung abgebenden Regierungen in Ansehung der Gesetzgebung in den respectiven Staaten beschränkt.

Gegenwärtige auf allerhöchstgedachter Ihro königl. Maj. zu Dänemark etc. allergnädigsten Befehl, unter vorgedrucktem kö-

1831 niglichen Insiegel ausgestellte Declaration soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung Kraft und Wirksamkeit in dem Königreiche Dänemark und den Herzogthümern Schleswig, Holstein und Lauenburg haben.

So geschehen zu Kopenhagen den 2. Juni 1830.

E. Graf Schimmelmann.

433.

1 Mai 1831.

Déclaration ministérielle concernant l'abolition concertée entre l'Autriche et la Prusse de toute différence dans le tractament des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens.

(*Martens*, Recueil de traités, t. IX, p. 353.)

Nachdem Se. Maj. der König v. Preussen und Se. M. der Kaiser v. Oesterreich in dem Wunsche übereingekommen sind, durch gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in Allerhöchstihren Häfen, zur Beförderung des Handelsverkehrs Allerhöchstihrer hiebei betheiligten Unterthanen heizutragen; so erklärt das unterzeichnete Ministerium hiedurch in Folge Allerhöchsten Auftrags, und in Erwiederung der von dem kais. österr. ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Grafen von Trauttmannsdorf, Namens Sr. Maj. des Kaisers v. Oesterreich rücksichtlich der preuss. Schiffe ausgestellten gleichen Zusicherung:

Dass in den preuss. Häfen die österr. Schiffe bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Hafen-, Tonnen-, Leuchtthurm-, Lootsen-, und Bergegelder, und überhaupt hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der Staatskasse, den Städten oder Privatanstalten zufliessenden Lasten oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung, auf ganz gleichem Fusse mit den preuss. Schiffen behandelt, auch die auf österr. Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren keinen höheren oder andern Abgaben

irgend einer Art, als die auf preuss. Schiffen ein- oder ausge- 1831
führten Waaren zu erlegen haben, unterworfen werden sollen.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll vom 1. April des laufenden Jahres ab beginnen und sich bis zum 1. April 1841 erstrecken, alsdann aber, wenn nicht ein Jahr vor letzterem Zeitpunkte von einer oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgt sein sollte, noch ferner bis nach Ablauf eines Jahres nach geschehener Aufkündigung bestehen bleiben.

Berlin den 1. Mai 1831.

Königl. preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten
v. Schönberg.

Vorstehende Ministerialerklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem hiesigen kais. österr. Gesandten unter demselben Datum vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin den 3. Mai 1831.

Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten
v. Schönberg.

434.

15 Novembre 1831.

Traité pour la séparation définitive de la Belgique d'avec la Hollande, signé à Londres par les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie d'une part et par le Plénipotentiaire de la Belgique de l'autre part, le 15 Novembre 1831 — ratifié à Vienne le 21 Mars 1832.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XI, p. 390.)

Les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, prenant en considération les évènemens qui ont eu lieu dans le Royaume-uni des Pays-Bas depuis le mois de Septembre 1830, l'obligation où elles se sont trouvées

1831 d'empêcher, quo ces évènemens ne troublassent la paix générale, et la nécessité qui résultait do ces mêmes évènemens d'apporter des modifications aux transactions de l'année 1813, par lesquelles avait été créé et établi le Royaume-uni des Pays-Bas, et Sa Maj. le Roi actuel des Belges s'associant à ces intentions des cours ci-dessus mentionnées, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Maj. l'Empereur d'Autriche etc. le Prince Paul d'Esterhazy etc.

et le Sieur Jean Philippe, Baron de Wessenberg etc.

Sa Maj. le Roi des Français le Sieur Charles Maurice de Talleyrand-Perigord etc.

Sa Maj. le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple etc.

Sa Maj. le Roi de Prusse, le Sieur Henri Guillaume, Baron de Bulow etc.

Sa Maj. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Christoph Prince de Lieven etc. et le Sieur Adam Comte Matuszewic etc.

Et Sa Maj. le Roi des Belges, le Sieur Sylvain Van de Weyer etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles qui suivent:

Art. I. Le territoire Belge se composera des provinces de Brabant méridional, Liége, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg, telles qu'elles ont fait partie du Royaume-uni des Pays-Bas, constitué en 1813, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'art. IV.

Le territoire Belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'art. II.

Art. II. Dans le Grand-Duché de Luxembourg les limites du territoire Belge seront telles qu'elles vont être décrites cidessous.

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire Belge, et Clemency, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, pour aboutir

à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. 1831
De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen, de Hecbus, Guirsch, Oberpalen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé, jusqu'à Martelange: Hecbus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette devant appartenir à la Belgiqne, et Eischen, Oberpalen, Perlé et Martelange au Grand-Duché. De Martelange, la dite ligne descendra le cours de la Sûre, dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis Tiutange, d'où elle sera prolongée, aussi directement que possible, vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et Honville, Hivarchamp et Loutermange, qui feront partie du territoire Belge; atteignant ensuite, aux environs de Doncols et de Sonlez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire prussien: tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg. Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant, autant que possible, à la description qui en a été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. V, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. IV. En exécution de la partie de l'art. I, relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions indiquées dans l'art. II, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1° Sur la rive droite de la Meuse: aux anciennes enclaves hollandaises sur la dite rive de la province de Limbourg seront joints les districts de cette même province sur cette rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-généraux en 1790; de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg située sur la rive droite de la Meuse, et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la

1831 province de Liége au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais toute entière à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° Sur la rive gauche de la Meuse: à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sora tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Mouse, au-dessus de Wessem, entre cet endroit et Stevenswaardt, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Mouse, les frontières des arrondissemens actuels de Ruremonde et de Maestricht; de manière que Bergerot, Stamproy, Neer-Itteren, Ittervoord et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi quo tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg sur la rive gauche do la Meuse appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de douze cents toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. V. Il sera réservé à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, de s'entendre avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les art. III et IV, ainsi que sur tous les arrangemens que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

Art. VI. Moyennant les arrangemens territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les art. I, II et IV.

Les dites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollandais, qui se réuniront le plustôt possible en la ville de Maestricht.

Art. VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux art. I, II et IV, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Art. VIII. L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé entre la Hollando et la Belgique d'après les stipulations arrêtées

à cet égard dans l'art. 6 du traité définitif, conclu entre S. M. l'Empereur d'Allemagne et les Etats-généraux, le 8 Novembre 1785; et, conformément au dit article, des commissaires, nommés de part et d'autre, s'entendront sur l'application des dispositions qu'il consacre. 1831

Art. IX. Les dispositions des art. 108—117 inclusivement de l'acte général du Congrès de Vienne relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables qui séparent ou traversent à la fois le territoire belge et le territoire hollandais.

En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut, il sera convenu que le pilotage et le balisage, ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune; que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effet de part et d'autre; que des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et que ces droits seront les mêmes pour le commerce hollandais et pour le commerce belge.

Il est également convenu que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin pour arriver d'Anvers au Rhin, et vice versa, restera réciproquement libre, et quelle ne sera assujettie qu'à des péages modérés, qui seront provisoirement les mêmes pour le commerce des deux pays.

Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanent de ces péages, qu'afin de convenir d'un réglement général pour l'exécution des dispositions du présent article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et de commerce de pêcherie dans toute l'étendue de l'Escaut, sur le pied d'une parfaite réciprocité en faveur des sujets des deux pays.

En attendant, et jusqu'à ce que le dit réglement soit arrêté, la navigation des fleuves et rivières navigables, ci-dessus mentionnés, restera libre au commerce des deux pays, qui adopteront provisoirement à cet égard les tarifs de la convention signée le 31 Mars 1831, à Mayence, pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention, en autant qu'elles pourront s'appliquer aux fleuves et rivières navigables, qui séparent et traversent à la fois le territoire hollandais et le territoire belge.

Art. X. L'usage des canaux qui traversent à la fois les deux pays continuera d'être libre et commun à leurs habitans.

Il est entendu qu'ils en jouiront réciproquement et aux

1831 mêmes conditions, et que, de part et d'autre, il ne sera perçu sur la navigation des canaux que des droits modérés.

Art. XI. Les communications commerciales par la ville de Maestricht, et par celle de Sittard, resteront entièrement libres, et ne pourront être entravées sous aucun prétexte.

L'usage des routes qui, en traversant ces deux villes, conduisent aus frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti qu'au paiement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que, moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenues en bon état et propres à faciliter ce commerce.

Art. XII. Dans le cas où il aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route ou le dit canal fussent prolongés d'après le même plan, entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Cette route, ou ce canal, qui ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Belgique obtiendrait l'autorisation d'employer à cet effet dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Hollande fournirait, et qui exécutiraient, aux frais de la Belgique, les travaux convenus; le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de souveraineté exclusifs sur le territoire que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient, d'un commun accord, le montant et le modo de perception des droits et des péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Art. XIII, §. 1. A partir du 1 Janvier 1832, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du Royaume-uni des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de huit millions quatre cent mille florins des Pays-Bas de rentes annuelles, dont les capitaux seront transférés du débet du grand-livre à Amsterdam, ou du débet du trésor général du Royaume-uni des Pays-Bas, sur le débet du grand-livre de la Belgique.

§. 2. Les capitaux transférés et les rentes inscrites sur le débet du grand-livre de la Belgique par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la somme totale de huit

millions quatre cent mille florins des Pays-Bas de rentes annuelles, seront considérés, comme faisant partie de la dette nationale belge; et la Belgique s'engage à n'admettre ni pour le présent, ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique, provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale belge déjà créée ou à créer. 1831

§. 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles cidessus mentionnée de huit millions quatre cent mille florins des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de semestre en semestre soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour l'avenir.

§. 4. Moyennant la création de la dite somme de rentes annuelles de huit millions quatre cent mille florins, la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du Royaume-uni des Pays-Bas.

§. 5. Des commissaires nommés de part et d'autre se réuniront, dans le délai de quinze jours, en la ville d'Utrecht, afin de procéder à la liquidation du fonds du syndicat d'amortissement et de la banque de Bruxelles, chargés du service du trésor général du Royaume-uni des Pays-Bas. Il ne pourra résulter de cette liquidation aucune charge nouvelle pour la Belgique, la somme de huit millions quatre cent mille florins de rentes annuelles comprenant le total de ses passifs. Mais s'il découlait un actif de la dite liquidation, la Belgique et la Hollande le partageront dans la proportion des impôts acquittés par chacun des deux pays pendant leur réunion, d'après les budjets consentis par les Etats-généraux du Royaume-uni des Pays-Bas.

§. 6. Dans la liquidation du syndicat d'amortissement seront comprises les créances sur les domaines dites Domein-losrenten. Elles ne sont citées dans le présent article que pour mémoire.

§. 7. Les commissaires hollandais et belges, mentionnés au §. 3 du présent article, et qui doivent se réunir en la ville d'Utrecht, procéderont, outre la liquidation dont ils sont chargés, au transfert des capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du Royaume-uni des Pays-Bas, doivent retomber à la charge de la Belgique, jusqu'à la concurrence de huit millions quatre cent mille florins des rentes annuelles.

Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans, et documens quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

1831 Art. XIV. La Hollande ayant fait exclusivement, depuis le 1 Novembre 1830, toutes les avances nécessaires au service de la totalité des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, et devant les faire encore pour le semestre échéant au 1 Janvier 1832, il est convenu que les dites avances, calculées depuis le 1 Novembre 1830 jusqu'au 1 Janvier 1832, pour quatorze mois, au pro rata de la somme de huit millions quatre cent mille florins des Pays-Bas de rentes annuelles, dont la Belgique reste chargée, seront remboursées par tiers au trésor hollandais par le trésor belge.

Le premier tiers de ce remboursement sera acquitté par le trésor belge au trésor hollandais, le 1 Janvier 1832, le second le 1 Avril, et le troisième le 1 Juillet de la même année; sur ces deux derniers tiers il sera bonifié à la Hollande un intérêt calculé à raison de cinq pour cent par an, jusqu'à parfait acquittement aux susdites échéances.

Art. XV. Le port d'Anvers, conformément aux stipulations de l'article 13 du traité de Paris du 30 Mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

Art. XVI. Les ouvrages d'utilité publique ou particulière, tels que canaux, routes, ou autres de semblable nature, construits en tout ou en partie aux frais du Royaume-uni des Pays-Bas, appartiendront, avec les avantages et les charges qui y ont attachés, au pays où ils sont situés.

Il est entendu que les capitaux empruntés pour la construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et sans que les remboursemens déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

Art. XVII. Les séquestres qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur des biens et domaines patrimoniaux quelconques, seront levés sans nul retard, et la jouissance des biens et domaines susdits sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

Art. XVIII. Dans les deux pays dont la séparation a lieu en conséquence des présents articles, les habitans et propriétaires, s'ils veulent transférer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leurs propriétés meubles ou immeubles, de quelque nature qu'elles soient, de les vendre, et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquit-

tement de droits autres que ceux qui sont aujourd'hui en vigueur 1831
dans les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu que renonciation est faite pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Hollandais en Belgique, et des Belges en Hollande.

Art. XIX. La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

Art. XX. Les dispositions des articles 11 jusqu'à 21 inclusivement du traité conclu entre l'Autriche et la Russie le 3 Mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du Congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de domicile qu'ils sont tenus de faire, aux droits qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou de l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires ainsi qu'aux propriétés qui, en Hollande, dans le Grand-Duché de Luxembourg ou en Belgique, se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du Congrès de Vienne. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Hollande, le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Art. XXI. Personne, dans les pays qui changent de domination, ne pourra être recherché ni inquiété en aucune manière, pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux évènemens politiques.

Art. XXII. Les pensions et traitemens d'attente, de non activité et de réforme, seront acquittés à l'avenir, de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils, que militaires, qui y ont droit conformément aux lois en vigueur avant le 1 Novembre 1830. Il est convenu que les pensions et traitemens susdits des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui la Belgique, resteront à la charge du trésor belge, et les pensions et traitemens des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui la Hollande, à celle du trésor hollandais.

Art. XXIII. Toutes les réclamations des sujets belges sur des établissemens particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination des fonds des legs, et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte de liquidation, dont il est question dans l'art. XIII

1831 et résolués d'après la teneur des réglemens qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnemens fournis ainsi que les versemens faits par les comptables belges, les dépôts judiciaires, et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la représentation de leurs titres.

Si, du chef des liquidations dites françaises, des sujets belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription, ces réclamations seront également examinées par la dite commission.

Art. XXIV. Aussitôt après l'échange des ratifications du traité à intervenir entre les deux partis, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandans des troupes respectives, pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent de domination. Les autorités civiles y recevront aussi, en même temps, les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux, aux commissaires qui seront désignés, à cet effet, de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

Art. XXV. Les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie garantissent à S. M. le Roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent.

Art. XXVI. A la suite des stipulations du présent traité il y aura paix et amitié entre S. M. le Roi des Belges d'une part, et leurs Majestés, l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, le Roi de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. XXVII. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le terme de deux mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 15 de Novembre l'an de grace 1831.

(L. S.) *S. van de Weyer.*
(L. S.) *Esterhazy.*
(L. S.) *Wessenberg.*
(L. S.) *Talleyrand.*
(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Bulow.*
(L. S.) *Lieven.*
(L. S.) *Matuszewic.*

1831

435.

14 Décembre 1831.

Convention entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et la Belgique de l'autre, relative aux Forteresses belges, d. d. Londres, le 14 Décembre 1831.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XI, p. 410.)

Leurs Majestés, l'Empereur d'Autriche, le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et S. M. le Roi des Belges, de l'autre, ayant pris en considération l'état actuel de la Belgique et les changemens opérés dans la position relative de ce pays, par son indépendance politique, ainsi que par la neutralité perpétuelle qui lui est garantie, et voulant concerter les modifications que cette situation nouvelle de la Belgique rend indispensables dans le système de défense militaire qui y avait été adopté par suite des traités et engagemens de l'année 1815, ont résolu de consigner à cet égard, dans une convention particulière, une série de déterminations communes.

Dans ce but, leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté, l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Prince Paul d'Esterhazy etc.; et

le Sieur Jean Philippe Baron de Wessenberg etc.

S. M. le Roi du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple etc.

S. M. le Roi de Prusse, le Sieur Henri Guillaume Baron de Bulow etc.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Christophe Prince de Lieven etc. et le Sieur Adam Comte Matuszewic etc.

Et S. M. le Roi des Belges, le Sieur Albert Goblet etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. I. En conséquence des changemens que l'indépendance et la neutralité de la Belgique ont apportés dans la situation militaire de ce pays, ainsi que dans les moyens dont il pourra

1831 disposer pour sa défense, les hautes parties contractantes conviennent de faire démolir, parmi les places fortes élevées, réparées ou étendues dans la Belgique depuis 1813, en tout ou en partie, aux frais des cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie, celles dont l'entretien ne constituerait désormais qu'une charge inutile.

D'après ce principe, tous les ouvrages de fortification des places de Menin, Ath, Mons, Philippeville et Marienbourg seront démolis dans les délais fixés par les articles ci-dessus.

Art. II. L'artillerie, les munitions, et tous les objets qui font partie de la dotation des places fortes dont la démolition a été arrêtée, dans l'article précédent, seront retirés des dites places dans le délai d'un mois à compter de la ratification de la présente convention, ou plus tôt si faire se peut, et transportés dans les places qui doivent être maintenues.

Art. III. Dans chacune des places destinées à être démolies, il sera procédé de suite à la démolition de deux fronts, ainsi que des ouvrages qui se trouvent en avant de ces fronts et des moyens d'inondation, qui serviraient à les couvrir, de manière que chacune de ces places puisse être regardée comme ouverte moyennant cette démolition, qui sera effectuée dans le délai de deux mois après la ratification de la présente convention.

Quant à la démolition totale des ouvrages de fortification des places désignées ci-dessus, elle devra être terminée le 31 Décembre 1833.

Art. IV. Les forteresses de la Belgique qui ne sont pas mentionnées dans l'article de la présente convention comme destinées à être démolies, seront conservées.

S. M. le Roi des Belges s'engage à les entretenir constamment en bon état.

Art. V. Dans le cas où, à la suite du décompte qui sera établi, les quatre cours (ou l'une d'elles) se trouveraient avoir à leur disposition un résidu des sommes originairement affectées au système de défense de la Belgique, ce résidu sera remis à S. M. le Roi des Belges, pour servir à l'objet auquel lesdites sommes avaient été destinées.

Art. VI. Les cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie se réservent de s'assurer aux termes fixés dans les articles II et III de l'exécution pleine et entière des dits articles.

Art. VII. La présente convention sera ratifiée et les ratifi-

cations en seront échangées à Londres dans le terme de deux 1834
mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposée le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 14 Décembre, l'an de grace 1831.

(L. S.) *Esterhazy.*
(L. S.) *Wessenberg.*
(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Bulow.*
(L. S.) *Lieven.*
(L. S.) *Matuszewic.*
(L. S.) *A. Goblet.*

436.

12 Février 1834.

Convention de commerce entre l'Autriche et le Danemarc, conclue et signée à Copenhague le 12 Février 1834.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 40.)

Im Namen der heil. und untheilbaren Dreieinigkeit.

S. M. der König von Dänemark und S. M. der Kaiser von Oesterreich etc. gleich beseelt von dem Wnnsche, die zwischen ihren gegenseitigen Staaten stattfindenden Handelsverbindungen zu erweitern und zu befestigen, überzeugt, dass dieser heilsame Zweck durch die Annahme eines, auf Billigkeit gegründeten vollkommenen Reciprocitäts-Systemes am Besten erreicht werden könne, haben Bevollmächtigte ernannt, um eine dem genannten Zwecke entsprechende Convention abzuschliessen, nämlich:

S. M. der König von Dänemark den Hrn. Hans von Krabbe-Carisius etc.

und S. M. der Kaiser von Oesterreich den Hrn. Eduard Georg Wilhelm von Langenau etc., welche nach Auswechslung ihrer gegenseitigen, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, folgende Artikel verabredet und unterzeichnet haben.

Art. I. Die dänischen Fahrzeuge, welche mit Ladung oder mit Ballast in die Häfen der österr. Staaten ankommen, sollen

1834 dieselben Vorrechte geniessen als die einheimischen Schiffe, und soll derselbe Vortheil den österr. Fahrzeugen zugestanden werden, welche mit Ladung oder mit Ballast in die Häfen der dänischen Staaten ankommen, jedoch mit Ausnahme der dänischen Colonien, Grönland, Island und die Faröer mit darin begriffen.

Indessen werden doch alle diejenigen Handels- und Schifffahrtsvortheile, welche künftig irgend einer andern Nation in den dänischen Colonien oder auf den Faröer-Inseln etwa zugestanden werden möchten, ebenfalls den österr. Unterthanen zukommen.

Hinsichtlich der Erlegung der Hafen-, Ein- und Ausfuhr-, Zoll-, Tonnen-, Leuchtfeuer-, Lootsen- und Bergungs-Abgaben, wie auch rücksichtlich aller andern Abgaben und Auflagen, welcher Beschaffenheit oder welches Namens sie auch sein mögen, welche an die Krone, an Städte oder an private Einrichtungen irgend einer Art erlegt werden, sollen die dänischen Fahrzeuge in den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich den österr. Fahrzeugen völlig gleichgestellt sein. Alle diese Vortheile sollen ebenfalls den österr. Fahrzeugen in den Häfen der dänischen Monarchie zugestanden werden.

Art. II. Alle Waaren und Handelsgegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Produkte des Königreichs Dänemark oder irgend eines andern Landes sein, deren Einfuhr in die Häfen der österr. Staaten in österr. Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, sollen gleichfalls dort in dänischen Fahrzeugen eingeführt werden können, ohne höheren oder anderen Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn dieselben Waaren oder Produkte in österr. Fahrzeugen eingeführt worden wären; und auf der andern Seite sollen alle Waaren und Handelsgegenstände, sie mögen Natur- oder Kunstprodukte der österr. Staaten oder irgend eines andern Landes sein, deren Einfuhr in die Häfen des Königreichs Dänemark in dänischen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, dort ebenfalls in österr. Fahrzeugen eingeführt werden können, ohne höheren oder andern Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn dieselben Waaren oder Produkte in dänischen Fahrzeugen eingeführt worden wären.

Art. III. Alle Waaren und Handelsgegenstände, sie mögen Natur- oder Kunst-Produkte des Königreichs Dänemark oder irgend eines andern Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen des genannten Königreichs in dessen eigenen Fahrzeugen ge-

setzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, sollen ebenfalls aus den benannten Häfen in österr. Fahrzeugen ausgeführt werden können, ohne höheren oder anderen Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn die Ausfuhr in dänischen Fahrzeugen geschehen wäre. 1834

Die genaueste Reciprocität soll in den Häfen der österr. Staaten beobachtet werden, so dass alle Waaren und Handelsgegenstände, sie mögen Natur- oder Kunstprodukte der österr. Staaten oder irgend eines andern Landes sein, deren Ausfuhr aus den Häfen der gedachten Staaten in ihren eigenen Fahrzeugen gesetzlich erlaubt ist, oder erlaubt werden wird, ebenfalls aus den benannten Häfen in dänischen Fahrzeugen sollen ausgeführt werden können, ohne höheren, oder anderen Abgaben, welches Namens sie auch sein mögen, unterworfen zu sein, als wenn die Ausfuhr in österr. Fahrzeugen geschehen wäre.

Art. IV. Es soll weder directe noch indirecte irgend ein Vorzug hinsichtlich des Absatzes irgend einer Waare in Betrachtung der Nationalität des Schiffes gegeben werden, welches mit einer gesetzlich erlaubten Ladung in einen Hafen des Königreichs Dänemark oder der österr. Staaten eingelaufen ist, da es die Absicht der hohen contrahirenden Parteien ist, dass kein Unterschied irgend einer Art in dieser Rücksicht stattfinden soll.

Art. V. Die österr. Schiffe, aus welchem Hafen sie immer kommen, und nach welchen Häfen sie sich begeben mögen und welche auch ihre Ladung sei, sie mögen nun Produkte oder Waaren ihres eigenen oder eines fremden Landes geladen haben, so sollen sie bei der Fahrt durch den Sund oder durch die Belte, keine höhere oder andere Abgaben oder Gefälle entrichten, als diejenigen, die von den begünstigtsten Nationen jetzt oder künftig erlegt werden.

Art. VI. Die dänischen Unterthanen in den österr. Staaten und die österr. Unterthanen in Dänemark sollen stets, in Gemässheit der zwischen den hohen contrahirenden Parteien und andern Mächten bestehenden Handelsverträge, als Individuen der begünstigtsten Nationen angesehen und behandelt werden.

Die hohen contrahirenden Parteien verpflichten sich ferner ihren gegenseitigen Unterthanen alle diejenigen Begünstigungen und Hülfsleistungen, so wie alle die Handelsvortheile zu bewilligen, welche aus einem solchen Vorzug von selbst gefolgert werden können. Die dänischen oder österr. Unterthanen werden sich jedoch in ihrem Handel und Verkehr den Verordnungen und den Landesgesetzen zu unterwerfen haben.

1834 Die besondern Vortheile, welche in den österr. Staaten den Unterthanen der Ottomanischen Pforte in früheren, zwischen Oesterreich und der Pforte geschlossenen Staatsverträgen bewilligt worden, sind jedoch von den Stipulationen des gegenwärtigen Artikels ansgenommen.

Art. VII. Diese Convention soll, von heute an zu rechnen, während 10 Jahren in Kraft verbleiben, und selbst über diese Zeit hinaus, es sei denn dass später die eine oder die andere der hohen contrahirenden Parteien ausdrücklich ihre Absicht erklären möchte, die Wirkung derselben aufhören zn lassen.

In diesem Falle wird, auf die von einer der beiden Mächte der andern gemachte officielle Anzeige, dass die Convention anfgehoben werden soll, diese nichts destoweniger bis nach Verlauf von 12 auf jene Anzeige folgenden Monaten verbindlich bleiben.

Art. VIII. Diese Convention soll ratificirt und dio Ratificationen in Kopenhagen binnen 8 Wochen, oder früher, wenn möglich, ausgewechselt werden.

Zur Urknnde dessen haben die gegenseitigen Bevollmächtigten gegenwärtige Convention unterzeichnet und solche mit ihren Wappen besiegelt.

So geschehen in Kopenhagen den 12. Februar d. J. 1834 d. Geb. uns. H. J. Christ.

Krabbe-Carisius. (L. S.)   *E. G. W. Langenau.* (L. S.)

437.

$\frac{\text{7 Mars}}{\text{23 Février}}$ 1834.

Convention de poste avec la Grèce, signée à Napoli di Romania le $\frac{\text{7 Mars}}{\text{23 Février}}$ 1834.

(D'après l'original qui se trouve au ministère de commerce.)

L'I. R. Governo austriaco, non avendo riconosciuto sufficiente il mezzo di comunicazione fra gli Stati austriaci e la Grecia col

pacchetto dell' intrapresa Feraldi e desiderando di cooperare possibilmente pel vantaggio dei due Stati, ha creduto di supplirvi con proprj pacchetti, coi quali si è deciso di mantenere una diretta comunicazione fra Trieste e Patrasso due volte al mese tanto per la spedizione delle lettere, quanto pel trasporto dei passeggieri, gruppi e delle merci. 1834

Fatta comunicazione in via regolare al Reg. Governo della Grecia di questa intenzione dell' I. R. Governo ed essendo stata autorizzata Sua Eccellenza il Signor A. Maurocordato, Ministro degli affari esteri, col C. R. Aggiunto della direzione generale delle poste in Vienna, Antonio Turneretscher, a questo scopo espressamente mandato in questa residenza, essi si sono in concorso del Reg. Direttore delle poste Signor Giorgio Scuffo a tale fine riuniti, e fù frà il nominato Signor Aggiunto ed il detto Direttoro delle poste in via interinale stipulato, come segue, riservandosi la superiore approvazione.

Art. I. Da parte del I. R. Governo austriaco saranno mantenuti due corsi mensili fra Trieste e Patrasso con pacchetti pel trasporto delle corrispondenze, merci, dei gruppi e passeggieri e da parte del Reg. Governo della Grecia si sarà servito pel istesso scopo dei pacchetti dell' impresa Feraldi, di cui i corsi il Governo greco si riserva di organizzare in modo, acciochè essi partano almeno una volta per mese da Napoli e Patrasso per Trieste, ovvero di sostituire altri pacchetti organizzati per compire tale scopo.

Art. II. I pacchetti austriaci partiranno da Trieste il giorno 1 e 16 di ogni meso, e come si può supporre, che essi arriveranno a Patrasso il giorno 14 e 30 dell' istesso mese, così dovranno partire da Patrasso per Trieste il giorno 8 e 21 di cadann mese. Tanto nell' andata, quanto al ritorno questi pacchetti approderanno a Corfù. Non potendosi secondo il contratto esistente fra il governo della Grecia e l'impresa Feraldi perora stabilire dei giorni fissati per la partenza dei suoi pacchetti da Napoli di Romania e Patrasso per Trieste e pel ritorno, non si farà nissuna novità in quanto presentemente trovasi disposto.

Art. III. L'I. R. Governo come quello della Grecia daranno le necessarie disposizioni alle rispettive autorità, acciochè sia prestato tutto l'appoggio ed ajuto ad essi pacchetti, onde possino al meglio corrispondere allo scopo prepostosi. Essi, cioè gli austriaci saranno esenti dal pagamento del diritto d'ancoraggio e di tonellaggio nel porto di Patrasso, come lo saranno anche i pacchetti greci nel porto di Trieste.

1834 Art. IV. Le corrispondenze da trasmettersi reciprocamente, saranno spedite in pacchi chiusi da parte dell' amministrazione postale d'Austria dall' ufficio delle poste in Trieste al Reg. ufficio di posta in Napoli e Patrasso e da parte della Grecia dagli ufficj postali in Napoli e Patrasso a quello in Trieste.

Art. V. L'amministrazione delle poste Imperiali in conformità al precedente articolo farà trasmettere all' ufficio in Napoli di Romania ed a quello in Patrasso tutte le lettere nascenti nella monarchia ed impostate negli uffiej Imperiali di posta, come anche quelle transitanti pegli Stati austriaci e dirette per tutte le provincie ed isole della Grecia, cioè quelle degli Stati della Confederazione germanica, della Prussia, Polonia, Russia, Snezia, Norvegia, Danimarca, Olanda, Belgia, Inghilterra, Irlanda, Francia, Spagna, del Portogallo, della Sardegna e Suizzera. — Reciprocamente l'amministrazione postale della Grecia farà trasmettere all' ufficio delle poste in Trieste tutte le lettere impostate negli ufficj di posta della Grecia per la monarchia austriaca, come anche quelle per li nominati Stati esteri che si crederà di spedire per la via di Trieste obbligandosi l'istessa di dare le disposizioni necessarie, acciochè esse corrispondenze sieno spedite regolarmente all' ufficio delle poste in Patrasso in quei giorni, in cui potranno influire alla partenza dei pacchetti austriaci per Trieste, e non sieno forse ritenute negli ufficj postali della Grecia, onde farle partire *solamente* coi pacchetti greci. — Come anche l'ufficio della posta in Trieste sarà incaricato di spedire coi pacchetti greci tutte le lettere, che colà si troveranno nel giorno della partenza di essi, sotto la condizione però, che i pacchetti greci partano almeno sei giorni prima dei giorni fissati per la partenza dei pacchetti austriaci da Trieste per Patrasso.

Art. VI. Le lettere nascenti nella monarchia austriaca per le provincie ed isole della Grecia e le corrispondenze impostate negli ufficj postali della Grecia tanto per la monarchia austriaca, quanto pegli Stati esteri, ai quali esse saranno da trasmettere per mezzo degli ufficj Imperiali, dovranno essere affrancate all' atto dell' impostazione sino al luogo del reciproco cambio, cioè le prime sino a Patrasso e le seconde sino a Trieste. Di questo importo d'affrancazione spetta all' amministrazione austriaca pel trasporto fra Patrasso e Trieste coi pacchetti la convenuta tassa di carantani dieci, pari a lepta 50 circa per ogni semplice lettera che non sorpassa il mezzo lotto di peso austriaco, pari a $7\frac{1}{2}$ grammi di peso francese. Perciò l'ufficio delle poste in Patrasso dovrà tenere conto a favore dell' amministrazione delle poste

austriache per tutte le lettere impostate in Grecia per la Monarchia austriaca e pegli Stati esteri, spedite coi pacchetti austriaci, notando a favore dell' ufficio delle poste in Trieste nei foglj d'avviso l'importo della tassa pel trasporto per mare, fissata come sopra si è detto. Se il trasporto delle corrispondenze suddette sarà fatto per mezzo dei pacchetti greci fra Trieste e Napoli o fra Trieste e Patrasso, la tassa di carantani dieci spetterà all' amministrazione greca delle poste, e perciò l'ufficio Imp. Reale delle poste in Trieste dovrà in tale caso tenere conto dell' importo di siffatte tasse per le lettere impostate nella monarchia austriaca per la Grecia, notandole a favore della Reggia amministrazione nei foglj d'avviso. 1834

Art. VII. Le lettere proveniente da Stati esteri per la Grecia e transitanti per la monarchia austriaca dividonsi in due classi, cioè:

a) in lettere, che sono trasmesse agli ufficj Imperiali di posta dalle amministrazione estere senza essere caricate di porto, come quelle degli Stati della Confederazione germanica, Prussia, Polonia, Russia, Suezia, Norvegia, Danimarca, Sardegna e Suizzera e

b) in quelle, che pervengono agli ufficj austriaci caricate con porto di transito, come quelle dell' Olanda, Belgia, Inghilterra, Irlanda, Francia, Spagna e del Portogallo. Per le prime il porto di transito dalla frontiera austriaca sino a Trieste viene fissato in carantani sedeci (lepta 80) per ogni lettera semplice e per le seconde in carantani trenta (1 drachma e 50 lepta) compresovi anche il buonifico da corrispondersi dagli ufficj Imperiali alle amministrazioni postali estere. Oltrediciò sarà da buonificarsi all' amministrazione Imperiale la tassa di carantani dieci per ogni lettera semplice e ciò pel trasporto per mare da Trieste a Patrasso, se egli sarà fatto coi pacchetti austriaci; ma ogni volta che queste corrispondenze saranno spedite coi pacchetti greci, esse saranno rimesse all' amministrazione greca solamente verso il buonifico delle mentovate tasse di transito.

Art. VIII. Nel caso, che l'I. R. amministrazione delle poste avesse da spedire all' ufficio delle poste in Napoli di Romania od in Patrasso delle lettero nascenti nell' Austria e destinate pel Egitto, queste saranno trasmesse al suddetto Reg. ufficio senza essere caricate di porto, e l'amministrazione delle poste in Grecia farà trasmettere parimente senza carico di porto all' ufficio delle poste in Trieste quelle lettere, che ad essa saranno pervenute dall' Egitto, restando nella facoltà di essa, di farsi buonificare

1834 la tassa pel trasporto fra Patrasso, Napoli di Romania ed Egitto da quegli, a cui sono indirizzate o dai quali saranno spedite dall' Egitto.

Art. IX. Sulle lettere raccomandate non si potrà ammettere una dichiarazione di valore, ma le medesime dovranno essere prenotate espressamente nei foglj d'avviso, coi quali saranno accompagnati i pacchetti delle lettere.

Art. X. Nel caso, che una lettera raccomandata andasse smarrita reciprocamente viene fissato, che sarà fatta una indennizzazione di drachme cinquanta, ovvero di fiorini dieci sette carantani trenta a favore del depositore, e ciò da parte di quella amministrazione, nel di cui territorio ha avuto luogo lo smarrimento nel termine di sei mesi a contare dal giorno della presentata riclamazione, colla condizione però, che questa riclamazione della lettera, e che lo smarrimento non sia stato cagionato per forza maggiore.

Art. XI. Per mostre spedite sotto fascia non sarà da pagare, che la terza parte delle tasse stabilite nei precedenti articoli, colla riserva però, che la tassa non può mai essere minore di quella fissata per una lettera semplice. Per le gazzette e poi giornali, spediti parimente sotto fascia, sarà da pagare un carantano per ogni foglio. Nel caso, che essi porvenissero da Stati esteri, caricati con tasse, allora saranno da buonificarsi anche queste.

Art. XII. Per le lettere e pei plicchi, oltrepassanti il peso di mezzo lotto, stabilito per ogni lettera semplice negli articoli VI e VII saranno da buonificarsi le tasse secondo l'annessa tabella di progressione.

Art. XIII. Per le gazzette ed i giornali ed opere periodiche in generale, che gli ufficj di Trieste, Napoli e Patrasso vorranno commettere e spedirsi reciprocamente, non sarà da pagare, che il prezzo dell' associazione e la provvigione superiormente stabilita, e non possono essere caricate di qualsiasi altra tassa. Questa provvigione importerà annualmente due, tre o quattro fiorini, secondochè esse saranno più o meno voluminose e se la comunicheranno annualmente le due amministrazioni postali.

Art. XIV. Le corrispondenze, che rimetterannosi gli ufficj postali in Trieste, Napoli e Patrasso in plicchi chiusi, devono essere divise in quelle cho sono da consegnarsi gratuitamente ed in quelle, per le quali devono essere buonificate le tasse convenute. Le lettere dagli Stati esteri saranno bollate con ap-

positi timbri, onde conoscere la loro origine. Le tasse, che saranno da buonificarsi, devono essere notate chiaramente sulle lettere o finalmente le lettere essere prenotate nei foglj d'avviso, di cui si uniscono le quattro module, cioè le corrispondenze, per le quali non è da farsi nissun buonifico secondo il numero, e quelle, per cui dovranno essere buonificate delle tasse non solamente secondo il numero, ma anche col rispettivo importo delle tasse. 1834

Art. XV. Sul tergo delle lettere, che non potranno essere smerciate, e le quali perciò dovranno essere ritornate, sarà da spiegarsi il motivo del ritorno. Le tasse, di cui esse sarebbero state aggravate, a carico dell' ufficio, che le rimanda, saranno da portare nella apposita rubrica del foglio d'avviso, onde potere diffalcare il di loro importo nei conti trimestrali.

Art. XVI. Al fine di ogni trimestre gli ufficj di Trieste, Napoli e Patrasso trasmetteranno alle loro autorità superiori i conti tenutisi per le corrispondenze spedite e ricevute, e resta fissato, che questi conti saranno compilati secondo l'anno camerale, che comincia col 1. Novembre di stile nuovo.

Art. XVII. Tutte le tasse convenute s'intendono in moneta di convenzione (piede di 20 fiorini) ed il saldo sarà fatto tre mesi dopo l'effettuata liquidazione, in contante con taleri di convenzione a fiorini due l'uno, ovvero per mezzo di cambiali valevoli estesi in moneta summentovata.

Art. XVIII. Onde impedire, che i diritti postali delle amministrazioni di posta della Grecia o dell' Austria non sieno lesi a danno del rispettivo erario, saranno sorvegliati i loro impiegati e date quelle disposizioni, che si crederanno a tale scopo opportune.

Art. XIX. Queste determinazioni saranno messe in attività col 1. Maggio a. c. e resteranno in vigore finchè sarà chiusa una definitiva convenzione postale ovvero disposto in altra maniera con reciproca intelligenza. S'intende però, che nel caso, ove in seguito una convenzione postale definitiva non fosse chiusa, sarà in arbitrio tanto del Governo della Grecia, quanto di quello dell' Austria a dimandare la cessazione della presente interinale convenzione ed essa non sarà più riguardata come valevole sei mesi dopo avere ricevuta siffatta domanda. Le ratifiche di questa interinale convenzione saranno cambiate entro il prossimo mese di Aprile e nel caso, che questa per impedimenti improvvisti

1834 non potesse aver luogo, le determinazioni convenute saranno nulladimeno messe in esecuzione col 1. di Maggio.

Fatto in doppio e firmato dai sottoscritti a Napoli di Romania il giorno $\frac{7\ \text{Marzo}}{23\ \text{Febbrajo}}$ 1834.

A. Turneretscher,
Aggiunto della Direzione generale delle poste I[li.] R[e.] austriache.

G. Skouffos,
Direttore g[le.] delle Regie poste della Grecia.

Articoli addizionali.

I.

Essendo il Reg. Governo intenzionato di stabilire in seguito anche una communicazione postale fra Zeituni e Salonico e ciò a spese sue pel trasporto delle corrispondenze frà le nominate due città, viene già in avanti convenuto, che in allora l'ufficio delle poste in Napoli e Zeituni sarà messo in corrispondenza diretta col C. R. ufficio delle poste in Semlino e ciò per mezzo del C. P. Consolato austriaco in Salonico, come pure cho i rispettivi pacchi delle lettere saranno trasportate fra Salonico e Semlino a cura e spese dell' I. R. amministrazione dello poste e che le tasse da buonificarsi resteranno le stesse, come sono fissate negli art. VI e VII di questo accordo interinale. I giorni di spedizione dei mazzi lettere saranno a suo tempo fissati in consenso delle due amministrazioni postali, come pure saranno stabilite le altre disposizioni per vieppiù assicurare e migliorare questo mezzo di communicazione postale.

II.

Da parte del C. R. Governo austriaco viene accordato, che coi suoi proprj pacchetti sieno trasportati i plicchi delle lettere fra l'ufficio delle poste Ioniche in Corfù e quello di Patrasso, e ciò senza che sia da prestare qualche buonifico all' I. R. amministrazione delle poste. Questi plicchi dovranno però essere chiusi e suggellati. In reciprocità potranno coi pacchetti greci anche essere spediti dei plicchi lettere fra Trieste e Corfù parimente gratis, se l'amministrazione Ces. Reggia delle poste trovasse convenevole in avvenire di servirsi di essi pel mentovato trasporto.

III. 1834

Intantochè gli ufficj postali della Grecia non si occupano a ricevere le merci ed i gruppi e di prenotare i passeggieri, che saranno a spedirsi coi pacchetti austriaci, l'I. R. Console austriaco in Patrasso è incaricato per tale servizio ed il Reggio Governo della Grecia accorda ad esso la facoltà di ricevere e di fare consegnare per mezzo di lui le merci ed i gruppi da spedirsi o portati coi pacchetti, come anche d'incassarne le tasse pel trasporto e di metterle intieramente in conto a profitto dell' I. R. amministrazione delle poste, colla condizione però, che sieno osservate le prescrizioni di polizia per i passeggieri, come quelle della dogana e pagati i diritti di dazio, inquanto tali sono da pagarsi.

Fatto in doppio e firmato dai sottoscritti a Napoli di Romania nell' istesso giorno $\frac{\text{7 Marzo}}{\text{23 Febbrajo}}$ 1834.

A. Turneretscher,	*G. Skouffos,*
Aggiunto della Direzione generale delle poste I^li. R^e. austriache.	Direttore g^le. delle Regie poste della Grecia.

438.

15 Mars 1834.

Patente du Roi de Prusse sur les stipulations convenues avec les Empereurs d'Autriche et de Russie, concernant l'extradition de coupables de crimes politiques. En date de Berlin, le 15 Mars 1834.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 44.)

Wir Friedrich von Gottes Gnaden König von Preussen etc. etc.

Zu mehrerer Befestigung der zwischen Uns und Ihren Majestäten dem Kaiser von Oesterreich und dem Kaiser von Russland etc. etc. und Unseren Staaten bestehenden innigen freundschaftlichen und nachbarlichen Verhältnisse und bei dem gleichen Interesse der drei Mächte an der Aufrechthaltung der Ruhe und gesetzlichen Ordnung, in den ihrer Herrschaft unterworfenen polnischen Provinzen, sind Wir mit gedachten Ihren Majestäten über nachstehende Bedingungen übereingekommen:

1834 Wer in den Preussischen, Oesterreichischen und Russischen Staaten sich der Verbrechen des Hochverrathes, der beleidigten Majestät oder der bewaffneten Empörung schuldig gemacht, oder sich in eine, gegen die Sicherheit des Thrones und der Regierung gerichtete Verbindung eingelassen hat, soll in den andern der drei Staaten weder Schutz noch Zuflucht finden.

Die drei Höfe verbinden sich vielmehr die unmittelbare Auslieferung eines jeden, der erwähnten Verbrechen bezüchtigten Individuums anzuordnen, wenn dasselbe von der Regierung, welcher es angehört, reklamirt wird.

Dabei ist aber verstanden, dass diese Bestimmungen keine rückwirkende Kraft haben sollen.

Nachdem Wir mit Sr. Majestät dem Kaiser v. Oesterreich und Sr. Maj. dem Kaiser von Russland, König von Polen, übereingekommen sind, dass vorstehende Verabredung in den drei Staaten zur öffentlichen Kenntniss gebracht werden soll, so geschieht solches hiedurch Unsererseits, indem Wir zugleich Unseren sämmtlichen Civil- und Militär-Behörden aufgeben, darauf zu halten, dass dieselbe vom 1. April d. J., nach dem österr. Patente vom 1. März 1834, ab, ihrem ganzen Umfange und Inhalte nach vollzogen werde.

Urkundlich unter Unserer Allerhöchsteigenhändigen Unterschrift und beigedrucktem königl. Insiegel.

So geschehen und gegeben Berlin, den 15. März 1834.

(L. S.) *Friedrich Wilhelm.*
Freiherr v. Brenn.
v. Kamptz.
Mühler.
Ancillon.

439.

12 Juin 1834.

Protocole final des conférences des ministres allemands, rassemblés à Vienne en 1834.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. IV, p. 356.)

Die souveränen Fürsten und freien Städte Deutschlands haben in pflichtmässiger Fürsorge für die Erhaltung der durch die

Schlussacte ausgebildeten Verfassung des deutschen Bundes, wie 1834
für die durch diese Grundgesetze verbürgte Sicherung der landesherrlichen Autorität und der Ordnung und Ruhe in den einzelnen Bundesstaaten, endlich in dem festen Entschlusse, den in Deutschland bestehenden Rechtszustand gegen jeden Versuch zu dessen Verletzung durch alle in ihren Rechten wie in ihren Pflichten liegende Mittel gewissenhaft zu bewahren, zur Berathschlagung über die zu Erreichung dieses gemeinsamen Zwecks von allen Regierungen gleichmässig festzuhaltenden Grundsätze und zu treffenden Maassregeln nachstehende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich den Fürsten von Metternich und den Grafen v. Münch-Bellinghausen;

Se. Maj. der König von Preussen den Grafen von Alvensleben;

Se. Maj. der König von Baiern den Freiherrn v. Mieg;

Se. Maj. der König von Sachsen den Freiherrn von Minckwitz;

Se. Maj. der König von Hannover den Freiherrn von Ompteda;

Se. Maj. der König von Würtemberg den Grafen von Beroldingen;

Sr. K. H. der Grossherzog von Baden den Freiherrn von Reitzenstein und seinen am Kais. Hofe zu Wien accreditirten bevollmächtigten Minister und Gesandten General von Tettenborn;

Se. K. H. der Kurfürst von Hessen seinen Staatsminister des Auswärtigen Freiherrn von Trott zu Solz;

Se. K. H. der Grossherzog von Hessen den Freiherrn von Gruben;

Se. Maj. der König von Dänemark, als Herzog von Holstein, den Grafen von Reventlow-Criminil;

Se. Maj. der König der Niederlande, als Grossherzog von Luxemburg, den Baron Verstolk van Soelen;

Se. K. H. der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach und Ihre Durchl. die Herzöge von Sachsen den Freiherrn von Fritsch;

Ihre K. H. die Grossherzöge von Mecklenburg-Schweriu und Mecklenburg-Strelitz den Freiherrn von Plessen;

Se. K. H. der Grossherzog von Oldenburg und Ihre Durchl. die Herzöge von Anhalt und die Fürsten von Schwarzburg den grossh. oldenburgischen Minister von Berg;

Ihre Durchl. die Fürsten von Hohenzollern, Liechtenstein,

1834 Reuss, Schaumburg-Lippe, Lippe-Detmold und Waldeck den Geheimenrath von Stranch;

und die freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg den Bürgermeister Smidt von Bremen;

welche zu Wien nach geschehener Auswechslung ihrer richtig befundenen Vollmachten in Cabinets-Conferenzen zusammengetreten und zu einer einhelligen definitiven Vereinbarung über folgende Artikel gelangt sind:

§. 1. Das im Artikel 57 der Wiener Schlussacte anerkannte Grund-Princip des deutschen Bundes, gemäss welchem die gesammte Staatsgewalt in dem Oberhaupte des Staats vereinigt bleiben muss, und der Souverain durch eine landständische Verfassung nur in der Ausübung bestimmter Rechte an die Mitwirkung der Stände gebunden werden kann, ist in seinem vollen Umfange unverletzt zu erhalten. Jede demselben widerstrebende auf eine Theilung der Staatsgewalt zielende Behauptung ist unvereinbar mit dem Staatsrecht der im deutschen Bunde vereinigten Staaten, und kann bei keiner deutschen Verfassung in Anwendung kommen. Die Regierungen werden daher eine mit den Souverainitätsrechten unvereinbare Erweiterung ständischer Befugnisse in keinem Falle zugestehen.

§. 2. Wenn Stände, in der Absicht, ihre Befugnisse zu erweitern, Zweifel über den Sinn einzelner Stellen der Verfassungsurkunde erheben sollten, so werden die Regierungen die den übrigen Grundsätzen entsprechende Deutung aufrecht erhalten. Sollten die Stände sich bei dieser Deutung nicht beruhigen, so wird die betreffende Regierung den erhobenen Anstand auf dem im folgenden Artikel zur Entscheidung solcher Irrungen bezeichneten Wege zur Erledigung bringen.

§. 3. Für den Fall, dass in einem Bundesstaate zwischen der Regierung und den Ständen über die Auslegung der Verfassung, oder über die Grenzen der bei Ausübung bestimmter Rechte des Regenten den Ständen eingeräumten Mitwirkung, namentlich durch Verweigerung der zur Führung einer den Bundespflichten oder der Landesverfassung entsprechenden Regierung erforderlichen Mittel Irrungen entstehen, und alle verfassungsmässigen und mit den Gesetzen vereinbarlichen Wege zu deren genügender Beseitigung ohne Erfolg eingeschlagen worden sind, verpflichten sich die Bundesglieder, als solche gegeneinander, ehe sie die Dazwischenkunft des Bundes nachsuchen, die Entscheidung solcher Streitigkeiten durch Schiedsrichter auf dem in dem folgenden Artikel bezeichneten Wege zu veranlassen.

§. 4. Um das Schiedsgericht zu bilden, ernennt jede der 1834
17 Stimmen des engeren Raths der Bundesversammlung aus den von ihr repräsentirten Staaten von 3 zu 3 Jahren, zwei durch Charakter und Gesinnung ausgezeichnete Männer, welche durch mehrjährigen Dienst, hinlängliche Kenntnisse und Geschäftsbildung der Eine im juridischen, der Andere im administrativen Fache sich erprobt haben. Die erfolgten Ernennungen werden von den einzelnen Regierungen der Bundesversammlung angezeigt, und von dieser, sobald die Anzeigen von allen siebzehn Stimmen eingegangen sind, öffentlich bekannt gemacht.

Ebenso werden die durch freiwilligen Rücktritt, durch Krankheit oder Tod eines Spruchmannes, vor Ablauf der bestimmten Zeit eintretenden Erledigungen von den Regierungen für die noch übrige Dauer der dreijährigen Frist sofort ergänzt.

Das Verhältniss dieser 34 Spruchmänner zu den Regierungen, welche sie ernannt haben, bleibt unverändert, und es gibt ihnen die Ernennung zum Spruchmann auf Gehalt oder Rang keinen Anspruch.

§. 5. Wenn, in dem Art. 1 bezeichneten Falle, der Weg einer schiedsrichterlichen Entscheidung betreten wird, so erstattet die betreffende Regierung hiervon Anzeige an die Bundesversammlung, und es werden aus der bekannt gemachten Liste der 34 Spruchmänner in der Regel sechs Schiedsrichter, und zwar drei von der Regierung und drei von den Ständen, ausgewählt; die von der betheiligten Regierung ernannten Spruchmänner sind von der Wahl zu Schiedsrichtern für den gegebenen Fall ausgeschlossen, sofern nicht beide Theile mit deren Zulassung einverstanden sind. Es bleibt dem Uebereinkommen beider Theile überlassen, sich auf die Wahl von zwei oder vier Schiedsrichtern zu beschränken, oder deren Zahl auf acht auszudehnen.

Die gewählten Schiedsrichter werden von der betreffenden Regierung der Bundesversammlung angezeigt. Erfolgt, in dem Falle der Vereinbarung über die Berufung an das Schiedsgericht, und nachdem die Regierung den Ständen die Liste der Spruchmänner mitgetheilt hat, die Wahl der Schiedsrichter nicht binnen 4 Wochen, so ernennt die Bundesversammlung die letzeren statt des säumigen Theiles.

§. 6. Die Schiedsrichter werden von der Bundesversammlung, mittelst ihrer Regierung, von der auf sie gefallenen Ernennung in Kenntniss gesetzt, und aufgefordert, einen Obmann aus der Zahl der übrigen Spruchmänner zu wählen; bei Gleich-

1834 heit der Stimmen wird ein Obmann von der Bundesversammlung ernannt.

§. 7. Die von der betreffenden Regierung bei der Bundesversammlung eingereichten Acten, in welchen die Streitfragen bereits durch gegenseitige Denkschriften oder auf andere Art festgestellt sein müssen, werden dem Obmann übersendet, welcher die Abfassung der Relation und Correlation zwei Schiedsrichtern überträgt, deren Einer aus den von der Regierung, der Andere aus den von den Ständen Erwählten zu nehmen ist.

§. 8. Demnächst versammeln sich die Schiedsrichter, einschliesslich des Obmannes, an einem von beiden Theilen zu bestimmenden, oder, in Ermangelung einer Uebereinkunft, von der Bundesversammlung zu bezeichnenden Orte, und entscheiden, nach ihrem Gewissen und eigener Einsicht, den streitigen Fall durch Mehrheit der Stimmen.

§. 9. Sollten die Schiedsrichter zur Fällung des definitiven Spruches eine nähere Ermittelung oder Aufklärung von Thatsachen für unumgänglich nothwendig erachten, so werden sie dieses der Bundesversammlung anzeigen, welche die Ergänzung der Acten durch den Bundestagsgesandten der betheiligten Regierung bewirken lässt.

§. 10. Sofern nicht in dem zuletzt bezeichneten Falle eine Verzögerung unvermeidlich wird, muss die Entscheidung spätestens binnen vier Monaten, von der Ernennung des Obmannes an gerechnet, erfolgen, und bei der Bundesversammlung zur weiteren Mittheilung an die betheiligte Regierung eingereicht werden.

§. 11. Der schiedsrichterliche Ausspruch hat die Kraft und Wirknng eines austrägalgerichtlichen Erkenntnisses, und die bundesgesetzliche Executionsordnung findet hierauf ihre Anwendung.

Bei Streitigkeiten über die Ansätze eines Budgets insbesondere erstreckt sich diese Kraft und Wirkung auf die Dauer der Steuerbewilligungs-Periode, welche das in Frage stehende Budget umfasst.

§. 12. Sollten sich über den Betrag der durch das schiedsrichterliche Verfahren veranlassten, dem betheiligten Staate in ihrem ganzen Umfange zur Last fallenden Kosten Anstände ergeben, so werden diese durch Festsetzung von Seiten der Bundesversammlung erledigt.

§. 13. Das in den vorstehenden Art. 1 bis 10 näher bezeichnete Schiedsgericht findet auch zur Schlichtung der in den freien Städten zwischen den Senaten und den verfassungsmäs-

sigen bürgerlichen Behörden derselben sich etwa ergebenden 1834
Irrungen und Streitigkeiten analoge Anwendung.

Der 46. Art. der Wiener Congressacte vom Jahr 1815 in Betreff der Verfassung der freien Stadt Frankfurt erhält jedoch hierdurch keine Abänderung.

§. 14. Da es den Mitgliedern des Bundes unbenommen bleibt, sich darüber einzuverstehen, dass die zwischen ihnen entstandenen Streitigkeiten auf dem Wege des, Art. 2 gebildeten Schiedsgerichtes ausgetragen werden, so wird die Bundesversammlung, eintretenden Falles, auf die hievon von den streitenden Bundesgliedern gleichzeitig gemachte Anzeige, nach Maassgabe der Art. 3—10 die Einleitung des schiedsrichterlichen Verfahrens veranlassen.

§. 15. Stände können von ihren eigenen Beschlüssen, oder von jenen einer früheren Ständeversammlung, wenn sie in verfassungsmässiger Form erfolgt und von der Regierung genehmigt sind, ohne deren Zustimmung mit rechtlicher Wirksamkeit nicht abgehen. Dies versteht sich auch von den Beschlüssen, welche für einen ausdrücklich bestimmten Zeitraum gefasst sind, während der Dauer desselben. Wo Landtagsabschiede üblich sind, werden die Regierungen in der bisherigen Form und Weise deren Abfassung keine Abänderung eintreten lassen, welche den landesherrlichen Rechten zum Nachtheil gereichen könnte.

§. 16. Verordnungen, welche von der Regierung vermöge der Regierungsgewalt in verfassungsmässiger Form erlassen worden sind, haben für die Unterthanen verbindliche Kraft, und werden von ersterer mit Nachdruck gehandhabt werden. Den etwa gegen solche Verordnungen gerichteten Competenz-Uebergriffen der Gerichte werden die betreffenden Regierungen auf jede mit den Gesetzen vereinbare Weise standhaft begegnen. Ein Nichtanerkennen solcher Verordnungen durch die Stände kann die Regierung in Handhabung derselben nicht hemmen, so lange die ständische Beschwerde nicht auf verfassungsmässigem Wege als begründet erkannt worden ist. Ueberhaupt kann der Gang der Regierungen durch ständische Einsprüche, in welcher Form diese nur immer vorkommen mögen, nicht gestört werden, sondern dieselben haben ihre Erledigung stets auf gesetzlichem Wege zu erwarten. Die Regierungen werden in den Gesetzesentwürfen, welche von ihrer Seite den Ständen vorgelegt werden, die eigentlich gesetzlichen Bestimmungen sorgfältig von eigentlichen Vollzugsbestimmungen trennen.

1834 §. 17. Die Regierungen werden nicht gestatten, dass die Stände über die Gültigkeit der Bundesbeschlüsse berathen und beschliessen.

§. 18. Die Regierungen werden Ständeversammlungen, welche die zur Handhabung der Bundesbeschlüsse vom 28. Juni 1832 erforderlichen Leistungen verweigern, nach fruchtloser Anwendung aller gesetzlichen und verfassungsmässigen Mittel, und zwar nach Umständen mit Bezeichnung des Grundes auflösen, und es soll ihnen in solchem Falle die Hülfe des Bundes nach Maassgabe Art. 25—27 der Schlussacte zugesichert sein. Diese Bestimmungen gelten auch für den Fall einer gänzlichen Verweigerung der Steuern.

§. 19. Bedingungen, welche bei Bewilligung der zur Führung der Regierung erforderlichen Steuern nach Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 unzulässig sind, können auch unter der Benennung von Voraussetzungen oder irgend unter einer andern Form nicht geltend gemacht werden.

§. 20. Das Recht der Steuerbewilligung ist nicht gleichbedeutend mit dem Rechte, das Staats-Ausgaben-Budget zu regeln. Die Regierungen werden diesen Unterschied bei den Verhandlungen über das Budget genau im Auge behalten, und die durch die einzelnen Bundesverfassungen gezogenen Grenzen mit gehöriger Sorgfalt für die erforderlichen Dispositions- nnd Reservefonds strenge beobachten lassen. Aus diesem Unterschiede folgt, dass Ständen das Recht einzelne innerhalb des Betrags der im Allgemeinen bestimmten Etatssumme vorkommende Ausgabskosten festzusetzen, oder zu streichen, nicht zusteht, insofern ihre Zustimmung dazu nicht ausdrücklich durch Verfassungen und Gesetze vorbehalten ist. Werden bereits erfolgte Ausgaben von den Ständen (worunter in jenen Staaten, deren Stände in zwei Kammern getheilt sind, immer beide Kammern verstanden werden) nicht anerkannt, oder gestrichen, so können letztere zwar eine Verwahrung für künftige Fälle einlegen, oder nach Umständen einen anderen, nach der Verfassung jedes Landes zulässigen Weg einschlagen; es können aber dergleichen als wirklich verausgabt nachgewiesene Summen nicht als effective Kassenvorräthe von den Ständen in Anschlag gebracht werden. Die Frage über die Rechtmässigkeit einer erweislich erfolgten Ausgabe wird auf verfassungsmässigem Wege entschieden, und wenn diese Entscheidung verneinend ausfällt, so steht nur der competenten landesherrlichen Behörde, und nicht den Ständen, der Ausspruch über die Ersatzverbindlichkeit zu.

§. 21. Damit die Berathung über das Budget in der nöthigen Frist um so gewisser beendet werden könne, werden die Regierungen die Stände zu rechter Zeit einberufen und denselben das Budget in der Regel beim Beginn der Sitzungen vorlegen. Sollte die Erledigung der Budgetfrage nicht auf irgend einem gesetzlichen oder durch freies Uebereinkommen bestimmten Wege vor Ablauf der gesetzlichen Steuerbewilligungsperiode zu bewirken gewesen sein, so wollen die betheiligten Regierungen die Entscheidung der streitig gewordenen Punkte durch ein nach den Bestimmungen des Art. 3 zu bildendes Schiedsgericht so zeitig einleiten, dass die Entscheidung jedenfalls binnen 6 Monaten vor Ablauf der letzten Steuerbewilligungs-Periode an ertheilt werden kann. Würden sich die Stände auch zu einer einstweiligen, den Fortgang des Staatshaushaltes bis zur Entscheidung sichernden Steuerbewilligung nicht verstanden haben, oder sich einem schiedsrichterlichen Ausspruche gar nicht unterwerfen wollen, während die Regierung den obenerwähnten Bestimmungen nachgekommen ist, so steht letzterer das Recht zu, die zur Erfüllung der Bundespflicht und zur Führung einer der Bundesverfassung entsprechenden, geordneten Verwaltung erforderlichen Steuern fortzuerheben, ohne jedoch, den Fall ausserordentlicher Bundesleistungen oder anderer ausserordentlicher und dringender Ereignisse ausgenommen, den Betrag der letzten Steuerbewilligung zu überschreiten, und der Bund wird nöthigenfalls die Bundeshilfe nach Art. 25 und 26 der Schlussacte und Art. 2 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 eintreten lassen. 1834

§. 22. Die verbündeten Souveraine werden sich bemühen zu bewirken, dass da, wo das Einkommen des Regenten nicht verfassungsmässig auf andere Weise gesichert ist, die Civillisten auf Dominial-Gefälle gegründet und jedenfalls in der Art mit den Ständen fixirt werden, dass sie sowohl während der Lebenszeit jedes Regenten als bei einem neuen Regierungsantritte nicht ohne des Landesherrn Einwilligung vermindert, aber auch nicht ohne Zustimmung der Stände erhöht werden können.

§. 23. Man wird den Grundsatz festhalten, dass Staatsbeamte zu ihrem Eintritt in ständische Kammern der Genehmigung des Landesherrn bedürfen.

§. 24. Die Regierungen werden einer Beeidigung des Militärs auf die Verfassung nirgends und zu keiner Zeit stattgeben.

§. 25. Die Regierungen werden zur Bewirkung eines gleich-

1834 förmigen und kräftigen Vollzugs des Art. 5 des Bundesbeschlusses vom 28. Juni 1832 und der demselben vorausgegangenen Vorschriften der Schlussacte in Betreff der Oeffentlichkeit landständischer Verhandlungen, insoweit nicht durch die bestehenden Geschäftsordnungen bereits genügend vorgesorgt ist, die nöthigen Anordnungen treffen, und zu diesem Ende ihre den Ständesitzungen beiwohnenden Commissaire mit den geeigneten Instructionen versehen.

§. 26. Man wird insbesondere darüber wachen, dass die Präsidenten der ständischen Kammern nicht verabsäumen, die Redner wegen Missbrauch des Wortes (sei es zu Angriffen auf den Bund oder einzelne Bundes-Regierungen, sei es zur Verbreitung die rechtmässige Staatsordnung untergrabender oder ruhestörender Grundsätze und Lehren) zur Ordnung zu verweisen, und nöthigenfalls die weiteren verfassungsmässigen Einschreitungen veranlassen. Sollte eine Stände-Versammlung in ihrer Mehrheit solche ahndungswürdige Ausfälle einzelner Mitglieder billigen, oder denselben nicht entgegentreten, so werden die Regierungen, nach erfolgloser Anwendung anderer ihnen zu Gebote stehender Mittel, die Vertagung, und selbst die Auflösung der Kammer, unter ausdrücklicher Anführung des Grundes verfügen.

§. 27. Jedesmal, wenn die Berathung in öffentlicher Sitzung über die Mittel zur Ausführung von Bundesbeschlüssen, insoweit ständische Mitwirkung dazu verfassungsmässig nöthig ist, von nachtheiligem Einflusse auf die Bundesverhältnisse, oder die auswärtige Politik des deutschen Bundes sein könnte, werden die Regierungen auf geeignetem Wege dahin wirken, dass die öffentlichen Sitzungen in geheime verwandelt werden. (Im Entwurfe folgte nach Art. 27 ein Art.: « Da die Gründe, welche dem provisorischen Pressgesetze vom 20. September 1819 seine Entstehung gegeben und dessen fernere Erstreckung veranlasst haben, unverkennbar in gleichem Gewichte noch vorhanden sind, so sollen diese gesetzlichen Bestimmungen noch ferner in ihrem vollen Umfange in Kraft bleiben und ihnen in sämmtlichen deutschen Bundesstaaten gleichförmiger Vollzug gesichert werden. » — Baiern beantragte dazu, hinter « gesetzlichen Bestimmungen » einzuschalten « auf sechs Jahre ». Die andern Bundesmitglieder erwiederten darauf, es gehe durch diesen Zusatz der Zweck des Artikels, das jetzt in unbestimmter Dauer bestehende Gesetz vom Jahre 1819 in seiner Wirksamkeit zu bekräftigen und zu stärken, verloren. Da jedoch Baiern sich entschieden

weigerte, ohne jenen Zusatz dem Artikel beizutreten, so wurde beschlossen, denselben lieber wegzulassen.) 1834

§. 28. Um die zur Erhaltung der Ruhe Deutschlands übernommenen gegenseitigen Verpflichtungen einer wachsamen und strengen Aufsicht über die in den verbündeten Staaten erscheinenden Zeitnngen, Zeit- nnd Flugschriften in gleichem Sinne vollständig zu erfüllen, nnd die dem provisorischen Pressgesetze gemäss bestehende Censur auf die zweckmässigste Weise gehörig zu handhaben, werden die Regierungen:

1) das Censoramt nur Männern von erprobter Gesinnung und Fähigkeit übertragen, und diesen eine dem ehrenvollen Vertrauen, welches dasselbe voraussetzt, entsprechende Stellung, sei es in selbstständiger Eigenschaft oder in Verbindung mit anderen angesehenen Aemtern sichern; 2) den Censoren bestimmte Instructionen ertheilen; 3) Censurlücken nirgends dulden. 4) In denjenigen Bundesstaaten, in welchen nicht dnrch die Verfassung oder durch die Landesgesetze anderweit Fürsorge getroffen ist, wird unbeschadet dessen, was im §. 6 des provisorischen Pressgesetzes vom Jahre 1819 verfügt ist, eine höhere Behörde mit den Functionen eines Obercensur-Collegii beauftragt werden, um als solches theils über die pflichtmässige Erfüllung der Obliegenheiten der Censur zu wachen, theils auch die Beschwerden der Schriftsteller über das Verfahren und die Ansprüche der Censoren zu erledigen.

§. 29. Von den Nachtheilen einer übermässigen Anzahl politischer Tagblätter überzeugt, werden die Regierungen auf eine allmälig herbeizuführende Verminderung solcher Blätter, soweit dieses ohne Kränkung erworbener Rechte thunlich ist, Bedacht nehmen.

§. 30. Kraft der ihnen zustehenden oberpolizeilichen Aufsicht werden die Regierungen die Herausgabe neuer politischer Tagblätter ohne die vorgängige Erwirknng einer diesfallsigen Concession nicht gestatten. Es wird diese nur mit Rücksicht auf vorstehenden Art. 29, nach gewonnener Ueberzeugung von der Befähigung des Redacteurs und mit der Clausel völlig uneingeschränkter Widerruflichkeit ertheilt werden.

§. 31. Das in einem Bundesstaate einer Druckschrift von einem Censor ertheilte Imprimatur befreit diese Schrift nicht von den in anderen Bundesländern bestehenden Aufsichtsmassregeln.

§. 32. Die Bestimmungen des Bundesbeschlusses vom 5. Juli 1832, betreffend die Zulassung der ausserhalb des Bundesgebietes in deutscher Sprache erscheinenden Zeit- und nicht über

1834 20 Bogen betragenden Druckschriften politischen Inhalts sollen fortwährend streng vollzogen werden. Rücksichtlich der in fremden Sprachen erscheinenden Zeitungen vereinigen sich die Regierungen zu der Bestimmung, dass Abonnements auf dieselben von den Postämtern nur nach einem von der Regierung genehmigten Verzeichniss angenommen werden dürfen. Die auf diese Weise nicht zugelassenen Zeitungen dürfen zwar von Einzelnen verschrieben, aber nicht öffentlich ausgelegt werden.

§. 33. Es wird auf geeigneten Wegen dafür Sorge getragen werden, dass beim Druck der ständischen Protokolle, wo solcher stattfindet, alle jene Aeusserungen hinweggelassen werden, welche nach Bestimmung des Art. 26 eine Verweisung zur Ordnung veranlasst haben. Wenn die ständischen Protokolle in Zeitungen oder sonstigen periodischen Schriften abgedruckt werden, so unterliegt dieser Abdruck allen für die Redaction, Censur und Beaufsichtigung dieser letzteren bestehenden Vorschriften. Gleiches gilt von der auszugsweisen Bekanntmachung ständischer Verhandlungen in periodischen Blättern.

§. 34. Die beaufsichtigenden Behörden und Censoren der Zeitblätter werden angewiesen werden, auch in Betreff der Aufnahme der factischen Umstände anderer deutschen Ständeverhandlungen mit grosser Umsicht und nach denselben Regeln, wie bei jenen des eigenen Staates zu verfahren.

§. 35. Da, wo Oeffentlichkeit gerichtlicher Verhandlungen in Staatssachen besteht, wollen die Regierungen der Bekanntmachung dieser letzteren durch den Druck nnr unter Beobachtung solcher mit den Gesetzen vereinbaren Vorsichtsmaassregeln stattgeben, durch welche eine nachtheilige Einwirkung auf öffentliche Ruhe und Ordnung verhütet werden kann. (NB. Der Entwurf enthielt noch folgenden Artikel: «In denjenigen Ländern, in welchen das Institut der Geschworenengerichte besteht und seine Wirksamkeit auf politische Verhältnisse ausgedehnt ist, verbinden sich die Regiernngen, auf dessen Zurückführung in unschädliche Grenzen, oder nach Umständen auf dessen Beseitigung hinzuwirken.» — Baiern verweigerte diesem Artikel seine Zustimmung und deshalb ward beschlossen ihn zu entfernen.)

§. 36. Die Regierungen vereinbaren sich dahin, dass der Nachdruck im Umfange des ganzen Bundesgebietes zu verbieten, und das schriftstellerische Eigenthum nach gleichförmigen Grundsätzen festzustellen und zu schützen sei.

§. 37. Es soll am Bundestage eine Commission ernannt

werden, um in Erwägung zu ziehen, in wiefern über die Organisation des deutschen Buchhandels ein Uebereinkommen sämmtlicher Bundesmitglieder zu treffen sei. Zu diesem Ende werden die Regierungen geachtete Buchhändler ihrer Staaten über diesen Gegenstand vernehmen und die Ergebnisse dieser Begutachtung an die Bundescommissarien gelangen lassen. 1834

§. 38. Damit die nach Bundesbeschluss vom 20. September 1819 für die Universitäten bestellten landesherrlichen Bevollmächtigten ihre Obliegenheiten mit gesichertem Erfolge ausüben können, werden sich die Regierungen die denselben ertheilten Instruktionen nach vorangegangener Revision gegenseitig durch den Weg der Bundesversammlung mittheilen und solche zur Erzielung möglichster Gleichförmigkeit in ihren Anordnungen auf den verschiedenen Universitäten benützen.

§. 39. Privatdocenten werden auf der Universität nur zugelassen, wenn sie mindestens die für die Candidaten des öffentlichen Dienstes in dem erwähnten Fache vorgeschriebene Prüfung, und diese mit Auszeichnung bestanden haben. Die Regierungen werden übrigens, sofern die bestehenden Einrichtungen es zulassen, darauf Bedacht nehmen, dass diejenigen, welche in Wissenschaften, deren Studium zur Vorbereitung auf den Staatsdienst gehört, Unterricht ertheilen wollen, sich vorher auf dem für den wirklichen Dienst vorgezeichneten Vorbereitungswege mit den Geschäften bekannt machen. Die *venia legendi* wird nur mit Genehmigung der der Universität vorgesetzten Behörde und stets widerruflich ertheilt werden. Kein Studirender wird an der Universität, auf welcher er studirt hat, vor Verlauf von 2 Jahren nach seinem Abgange von dort als Privatdocent zugelassen werden.

§. 40. Kein academischer Lehrer soll ohne Genehmigung der vorgesetzten Behörde Vorlesungen über Wissenschaften halten, die einer anderen Facultät, als der seinigen angehören. Es wird da, wo es noch nicht geschehen ist, die Einrichtung getroffen werden, dass die Honorare für die Vorlesungen von den Studirenden nicht unmittelbar an die Professoren bezahlt, sondern durch einen von der Universitätsbehörde ernannten Einnehmer erhoben, und von diesem den Lehrern ausgehändigt werden.

§. 41. Die Regierungen werden sich vereinigen, die Ferien an den Universitäten dem Anfangs- und Endtermine nach möglichst übereinstimmend zu ordnen; den Studirenden soll übrigens ausser den Ferien in der Regel keine Erlaubniss zu Reisen

1834 ertheilt werden, und ausnahmsweise nur dann, wenn die Eltern oder deren Stellvertreter sowohl der Zeit, als den bestimmt anzugehenden Gegenden nach die Reise genehmigen, oder der Nachsuchende dringende Motive zu einer Reise glaubwürdig darthun kann. Es soll Studirenden, welche an geheimen Verbindungen Theil genommen, oder sich einer tadelhaften Aufführung schuldig gemacht haben, auch während der Ferien nur die Reise nach ihrer Heimath gestattet, und die Reise-Route wo möglich nicht über eine Universitäts-Stadt gerichtet werden.

§. 12. Die Regierungeu werden auf ihren Universitäten für die Immatriculation eine eigene Commission niedersetzen, welcher der ausserordentliche Regierungsbevollmächtigte oder ein von der Regierung dazu ernannter Stellvertreter beiwohnen wird. Alle Studirende sind verbunden, sich bei dieser Commission innerhalb zweimal 24 Stunden nach ihrer Ankunft zur Immatriculation zu melden. Acht Tage nach dem vorschriftsmässigen Beginne der Vorlesungen darf, ohne Genehmigung der, von den Regierungen hierzu bestimmten Behörden, keine Immatriculation mehr stattfinden. Diese Genehmigung wird insbesondere alsdann erfolgen, wenn ein Studirender die Verzögerung seiner Anmeldung durch Nachweisung giltiger Verhinderungs-Gründe zu entschuldigen vermag. Auch die auf einer Universität bereits immatriculirten Studirenden müssen sich beim Anfang eines jeden Semesters in der zur Immatriculation angesetzten Stunde bei der Commission melden, und sich über den inzwischen gemachten Aufenthalt ausweisen.

§. 13. Ein Studirender, welcher um die Immatriculation nachsucht, muss der Commission vorlegen: 1) wenn er das academische Studium beginnt, ein Zeugniss seiner wissenschaftlichen Vorbereitung zu demselben, und seines sittlichen Betragens, wie solches durch die Gesetze des Landes, dem er angehört, vorgeschrieben ist. Wo noch keine Verordnungen hierüber bestehen, werden sie erlassen werden. Die Regierungen werden einander von ihren über diese Zeugnisse erlassenen Gesetzen durch deren Mittheilung an die Bundesversammlung in Kenntniss setzen. 2) Wenn der Studirende sich von einer Universität auf eine andere begeben hat, auch von jeder früher besuchten ein Zeugniss des Fleisses und sittlichen Betragens. 3) Wenn er die academischen Studien eine Zeitlang unterbrochen hat, ein Zeugniss über sein Betragen von der Obrigkeit des Orts, wo er sich im letzten Jahre längere Zeit aufgehalten hat, in welchem zugleich zu bemerken ist, dass von ihm eine öffentliche Lehranstalt nicht be-

sucht sei. Pässe und Privatzeugnisse genügen nicht, doch kann 1834
bei solchen, welche aus Orten ausser Deutschland kommen, hierin einige Nachsicht stattfinden. 4) Jedenfalls bei solchen Studirenden, die einer väterlichen oder obervormundschaftlichen Gewalt noch unterworfen sind, ein obrigkeitlich beglaubigtes Zeugniss der Eltern oder deren, welche ihre Stellvertreter, dass der Studirende von ihnen auf die Universität, wo er aufgenommen zu werden verlangt, gesandt sei. Diese Zeugnisse sind von der Immatriculations-Commission nebst dem Passe des Studirenden bis zu seinem Abgange aufzubewahren. Ist alles gehörig beobachtet, so erhält der Studirende die gewöhnliche Matrikel; die Regierungen der Bundesstaaten werden aber dafür Sorge tragen, dass diese in keinem derselben statt eines Passes angenommen werden kann.

§. 44. In den Zeugnissen über das Betragen sind die etwa erkannten Strafen nebst der Ursache derselben anfzuführen, und zwar in allen Fällen, wo irgend eine Strafe wegen verbotener Verbindungen bekannt ist. Die Anführung der Bestrafung wegen anderer nicht erheblicher Contraventionen kann nach dem Ermessen der Behörde ganz unterbleiben, oder nur im Allgemeinen angedeutet werden. In allen Zeugnissen ist (wo möglich mit Angabe des Grundes) zu bemerken, ob der Inhaber der Theilnahme an verbotenen Verbindungen verdächtig geworden sei. Jeder ist verpflichtet, um diese Zeugnisse so zeitig nachzusuchen, dass er sie bei der Immatriculation vorzeigen kann, und die Behörden sind gehalten, solche ohne Aufenthalt auszufertigen, falls nicht Gründe der Verweigerung vorliegen, welche auf Verlangen des Studenten bescheinigt werden müssen. Gegen die Verweigerung kann er den Recurs an die Oberbehörde nehmen.

Kann ein Studirender bei dem Gesuche um Immatriculation die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen, verspricht er jedoch deren Nachlieferung, so kann er, nach dem Ermessen der Immatriculations-Commission vorerst ohne Immatriculation auf die academischen Gesetze verpflichtet und zum Besuche der Collegien zugelassen werden. Von Seiten der Universität soll aber sofort an die Behörde, welche die Zeugnisse auszustellen oder zu beglaubigen hat, um Nachricht geschrieben werden, welche von derselben ohne Aufenthalt zu ertheilen ist.

§. 45. Die Immatriculation ist zu verweigern: 1) Wenn ein Studirender sich zu spät dazu meldet und sich nicht genügend entschuldigen kann (Art. 42). 2) Wenn er die erforderlichen Zeugnisse nicht vorlegen kann. Erfolgt auf Erkundigung

1834 von Seiten der Universität längstens binnen 4 Wochen vom Abgangstage des Schreibens an gerechnet, keine Antwort, oder wird die Ertheilung eines Zeugnisses, aus welchem Grunde es auch sei, verweigert (Art. 43, 44), so muss der Angekommene in der Regel sofort die Universität verlassen, wenn die Regierung sich nicht aus besonderen rücksichtswürdigen Gründen bewogen findet, ihm den Besuch der Collegien auf eine bestimmte Zeit zu gestatten. Auch bleibt ihm unbenommen, wenn er später mit den erforderlichen Zeugnissen versehen ist, sich wieder zu melden. 3) Wenn der Ankommende von einer anderen Universität mittelst des *Consilium abeundi* weggewiesen ist. — Ein solcher kann von einer Universität nur dann aufgenommen werden, wenn die Regierung dieser Universität, nach vorgängiger nothwendiger, mittelst des Regierungs-Bevollmächtigten zu pflegender Rücksprache mit der Regierung der Universität, welche die Wegweisung verfügt hat, es gestattet. Zu der Aufnahme eines Relegirten ist nebstdem die Einwilligung der Regierung des Landes, dem er angehört, erforderlich. 4) Wenn sich gegen den Ankommenden ein dringender Verdacht ergibt, dass er einer verbotenen Verbindung angehört und er sich von demselben auf eine befriedigende Weise nicht zu reinigen vermag. Die Regierungs-Commissäre werden darüber wachen, dass die Universitäten jede Wegweisung eines Studirenden von der Universität nebst dem genau bezeichneten Verdacht in einem Signalement des Weggewiesenen sich gegenseitig mittheilen, zugleich aber auch die Eltern des Weggewiesenen oder deren Stellvertreter davon benachrichtigen.

§. 46. Jedem Studirenden werden vor der Immatriculation die Vorschriften des §. 3 und 4 des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 über die in Ansehung der Universitäten zu ergreifenden Maassregeln so wie die Bestimmungen der hier folgenden §§. in einem wörtlichen Abdrucke eingehändigt, welcher sich mit folgendem Revers schliesst: «Ich Endesunterschriebener verspreche mit meiner Namensunterschrift auf Ehre und Gewissen: 1) dass ich an keiner verbotenen oder unerlaubten Verbindung der Studirenden, insbesondere an keiner burschenschaftlichen Verbindung, welchen Namen dieselbe auch führen mag, Theil nehmen, mich an dergleichen Verbindungen in keiner Beziehung näher oder entfernter anschliessen, noch solche auf irgend eine Art befördern werde; 2) dass ich weder zu dem Zwecke gemeinschaftlicher Berathschlagungen über die bestehenden Gesetze und Einrichtungen des Landes, noch zu jenem der

wirklichen Auflehnung gegen obrigkeitliche Maassregeln mit anderen mich vereinigen werde. Insbesondere erkläre ich mich für verpflichtet, den Forderungen, welche die diesem Reverse vorgedruckten Bestimmungen enthalten, stets nachzukommen, widrigenfalls aber mich allen gegen deren Uebertretung daselbst ausgesprochenen Strafen und nachtheiligen Folgen unverweigerlich zu unterwerfen. » Erst nachdem dieser Revers unterschrieben worden ist, findet die Immatriculation statt. Wer diese Unterschrift verweigert, ist sofort ohne alle Nachsicht von der Universität zu verweisen. 1834

§. 47. Vereinigungen der Studirenden zu wissenschaftlichen oder gesellschaftlichen Zwecken sind unter den von den Regierungen festzusetzenden Bestimmungen erlaubt. Alle anderen Verbindungen der Studirenden sowohl unter sich als mit sonstigen geheimen Gesellschaften sind als verboten zu betrachten.

§. 48. Die Theilnehmer an verbotenen Verbindungen sollen, unbeschadet der in einzelnen Staaten bestehenden, strengeren Bestimmungen, nach folgenden Abstufungen bestraft werden: 1) Die Stifter einer verbotenen Verbindung und alle Diejenigen, welche Andere zum Beitritt verleiten, oder zu verleiten versucht haben, sollen niemals mit blosser Carcerstrafe, sondern jedenfalls mit dem *Consilium abeundi*, oder nach Befinden mit der Relegation, die nach Umständen noch zu schärfen ist, belegt werden.

2) Die übrigen Mitglieder solcher Verbindungen sollen mit strenger Carcerstrafe, bei wiederholter oder fortgesetzter Theilnahme aber, wenn schon eine Strafe wegen verbotener Verbindungen vorangegangen ist, oder andere Verschärfungsgründe vorliegen, mit der Unterschrift des *Consilium abeundi*, oder dem *Consilium abeundi* selbst, oder bei besonders erschwerenden Umständen, mit der Relegation, die nach Befinden noch zu schärfen ist, belegt werden.

3) Insofern aber eine Verbindung mit Studirenden anderer Universitäten zur Beförderung verbotener Verbindungen Briefe wechselt, oder durch Deputirte communicirt, so sollen alle diejenigen Mitglieder, welche an dieser Correspondenz einen thätigen Antheil genommen haben, mit Relegation bestraft werden.

4) Auch diejenigen, welche, ohne Mitglieder der Gesellschaft zu sein, dennoch für die Verbindung thätig gewesen sind, sollen nach Befinden der Umstände nach obigen Strafabstufungen bestraft werden.

5) Wer wegen verbotener Verbindungen bestraft wird, verliert nach Umständen zugleich die academischen Beneficien, die

1834 ihm aus öffentlichen Fonds oder städtischen Stiftern, aus Kirchenstiftern u. s. w. verliehen sein möchten, oder deren Genuss aus irgend einem anderen Grunde an die Zustimmung der Staatsbehörden gebunden ist; dessgleichen verliert er die seither extra genossene Befreiung von Zahlung der Honorare für die Vorlesungen.

6) Wer wegen verbotener Verbindungen mit dem *Consilio abeundi* belegt ist, dem kann die zur Wiederaufnahme auf die Universität erforderliche Erlaubniss, Art. 45 No. 3, vor Ablauf von sechs Monaten, und dem, der mit der Relegation bestraft worden, vor Ablauf eines Jahres nicht ertheilt werden. Sollte die eine oder andere Strafe theils wegen verbotener Verbindungen, theils wegen anderer Vergehen erkannt werden, und das in Betreff verbotener Verbindungen zur Last fallende Verschulden nicht so gross gewesen sein, dass desshalb allein auf Wegweisnng erkannt worden sein würde, so sind die oben bezeichneten Zeiträume auf die Hälfte beschränkt.

7) Bei allen in den academischen Gesetzen des betreffenden Staates erwähnten Vergehungen der Studirenden ist, bei dem Dasein von Indicien, nachzuforschen, ob dazu eine verbotene Verbindung nähern oder entferntern Anlass gegeben habe; wenn dies der Fall ist, so soll dies als erschwerender Umstand angesehen werden.

8) Dem Gesuche um Aufhebung der Strafe der Wegweisung von einer Universität in den Fällen und nach Ablauf der festgesetzten Zeit, wo Begnadigung Statt finden kann (No. 6, oben), wollen die Regierungen niemals willfahren, wenn der Nachsuchende nicht glaubhaft darthut, dass er die Zeit der Verweisung von der Universität nützlich verwendet, sich eines untadelhaften Lebenswandels beflissen hat, und keine glaubhaften Anzeigen, dass er an verbotenen Verbindungen Antheil genommen, vorliegen.

§. 49. Die Mitglieder einer burschenschaftlichen oder einer auf politische Zwecke unter irgend einem Namen gerichteten unerlaubten Verbindnng trifft (vorbehaltlich der etwa zu verhängenden Criminalstrafen) geschärfte Relegation; ausserdem sollen dieselben so wenig znm Civildienste, als zu einem kirchlichen oder Schulamt, zu einer academischen Würde, zur Advocatur, zur ärztlichen oder chirurgischen Praxis innerhalb der Staaten des deutschen Bundes zugelassen werden.

Würde sich eine Regierung durch besonders erhebliche Gründe bewogen finden, eine gegen einen ihrer Unterthanen wegen Ver-

bindungen der bezeichneten Art erkannte Strafe im Gnadenwege 1834
zu mildern oder nachzulassen, so wird dies nie ohne sorgfältige Erwägung aller Umstände, ohne Ueberzeugung von dem Austritte des Verirrten aus jeder gesetzwidrigen Verbindung und ohne Anordnung der erforderlichen Aufsicht geschehen.

§. 50. Die Regierungen werden das Erforderliche verfügen, damit in Fällen, wo politische Verbindungen der Studirenden auf Universitäten vorkommen, sämmtliche übrige Universitäten alsbald hiervon benachrichtigt werden.

§. 51. Bei allen mit academischen Strafen zu belegenden Gesetzwidrigkeiten bleibt die criminelle Bestrafung nach Beschaffenheit der verübten gesetzwidrigen That, und insbesondere auch dann vorbehalten, wenn die Zwecke einer Verbindung der Studirenden oder die in Folge derselben begangenen Handlungen die Anwendung härterer Strafen nothwendig machen.

§. 52. Wer gegen eine Universität, ein Institut, eine Behörde oder einen academischen Lehrer eine sogenannte Verrufserklärung direct oder indirect unternimmt, soll von allen deutschen Universitäten ausgeschlossen sein, und es soll diese Ausschliessung öffentlich bekannt gemacht werden. — Diejenigen, welche die Ausführung solcher Verrufserklärungen vorsätzlich befördern, werden nach den Umständen mit dem *Consilio abeundi*, oder mit der Relegation bestraft werden, und es wird in Ansehung ihrer Aufnahme auf einer anderen Universität dasjenige stattfinden, was oben, Art. 48, Nr. 6, bestimmt ist. Gleiche Strafe, wie Beförderer vorgedachter Verrufserklärungen, wird diejenigen Studirenden treffen, welche sich Verrufserklärungen gegen Privat-Personen erlauben, oder daran Theil nehmen.

Der Landesgesetzgebung bleibt die Bestimmung überlassen, in wie weit Verrufserklärungen ausserdem als Injurien zu behandeln seien.

§. 53. Jeder, der auf einer Universität studirt hat und in den Staatsdienst treten will, ist verpflichtet, bei dem Abgange von der Universität sich mit einem Zeugnisse über die Vorlesungen, die er besucht hat, über seinen Fleiss und seine Aufführung zu versehen.

Ohne die Vorlage dieser Zeugnisse wird keiner in einem deutschen Bundesstaat zum Examen zugelassen, und also auch nicht im Staatsdienst angestellt. Die Regierungen werden solche Verfügungen treffen, dass die auszustellenden Zeugnisse ein möglichst genaues und bestimmtes Urtheil geben. Vorzüglich haben diese Zeugnisse sich auf die Frage der Theilnahme an verbotenen

1834 Verbindungen zu erstrecken. Die ausserordentlichen Regierungsbevollmächtigten werden angewiesen werden, über den gewissenhaften Vollzug dieser Anordnung zu wachen.

§. 54. Die academischen Gremien, als solche, werden der von ihnen bisher ausgeübten Strafgerichtsbarkeit in Criminal- und allen gemeinen Polizeisachen über die Studirenden allenthalben enthoben. — Die Bezeichnung und Zusammensetzung derjenigen Behörden, welchen diese Gerichtsbarkeit übertragen werden soll, bleibt den einzelnen Landesregierungen überlassen. Vorstehende Bestimmung bezieht sich jedoch ebenso wenig auf einfache, die Studirenden ausschliesslich betreffende Disciplinar-Gegenstände, namentlich die Aufsicht auf Studien, Sitten und Beobachtung der academischen Statuten, als auf Zuerkennung eigentlich academischer Strafen.

§. 55. Die Bestimmungen der Art. 28 bis 34, dann 39 bis 53 sollen auf sechs Jahre als eine verbindliche Verabredung bestehen, vorbehältlich einer weitern Uebereinkunft, wenn sie nach den inzwischen gesammelten Erfahrungen für angemessen erachtet werden.

Baiern beantragte die sechsjährige Frist. — Uebrigens ist nach Ablauf derselben die verbindliche Kraft obiger Artikel weiter erstreckt worden.

§. 56. Die Art. 39 bis 53 sollen auch auf andere öffentliche sowohl, als private Lehr- und Erziehungs-Anstalten, soweit es ihrer Natur nach thunlich ist, angewendet werden. Die Regierungen werden auch bei diesen die zweckmässigste Fürsorge eintreten lassen, dass dem Verbindungswesen, namentlich soweit dasselbe eine politische Tendenz hat, kräftigst vorgebeugt, und sonach die Vorschrift des §. 2 des Bundesbeschlusses vom 20. September 1819 insbesondere auf die Privatinstitute ausgedehnt werde.

§. 57. Da sich ergeben hat, dass die in Art. 12 der Bundesacte enthaltenen Bestimmungen wegen Verschickung der Acten auf eine deutsche Universität oder an einen Schöppenstuhl zur Abfassung des Endurtheils, zum Theil auch auf Polizei- und Criminalerkenntnisse ausgedehnt worden ist, eine solche Auslegung aber nicht in dem Sinne jenes Artikels liegt, so vereinigen sich die Regierungen zu der Erklärung, dass der Art. 12 der Bundesacte nur auf Civilstreitigkeiten Anwendung zu finden habe.

§. 58. Da die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, insbesondere jene, welche die ständischen Ver-

hältnisse betreffen, und eine weitere Entwickelung der in den 1834
Art. 54 bis 61 der Wiener Schlussacte festgestellten Grundsätze bezwecken, nach Maassgabe des Art. 62 derselben auch auf die freien Städte (auf die freie Stadt Frankfurt, mit besonderer Rücksicht auf die Wiener Congressacte von 1815) Anwendung finden und deren verfassungsmässigen Obrigkeiten daher jederzeit die Mittel zu Gebote stehen müssen, um den bestehenden Rechtszustand, die öffentliche Ruhe und gesetzliche Ordnung aufrecht zu erhalten, so wie namentlich allen aus dem Bundesverhältnisse hervorgehenden Obliegenheiten Beachtung und Ausführung zu verschaffen, so werden auch die Senate der freien Städte alle ihnen durch die verschiedenen Verfassungen derselben dargebotenen Mittel zu einer consequenten Festhaltung jener analogen Anwendung geltend machen.

§. 59. Die vertragsmässige Verbindlichkeit zur Erfüllung der durch vorstehende Artikel eingegangenen Verpflichtungen kann durch Hindernisse, welche dem alsbaldigen Vollzuge der gemeinsamen Verabredungen in einzelnen Fällen durch bestehende Verfassungen oder bereits geltende Vorschriften im Wege stehen, nicht beeinträchtigt werden; es wird vielmehr auf Beseitigung dieser Hindernisse von den betreffenden Regierungen hingewirkt werden.

§. 60. Die Regierungen werden sich gegenseitig an vorstehende Artikel, als das Resultat einer Vereinbarung zwischen den Bundesgliedern, ebenso für gebunden erachten, als wenn dieselben zu förmlichen Bundesbeschlüssen erhoben worden wären.

Die Art. 3 bis 14 werden sofort mittelst Präsidial-Vortrags an den Bundestag gebracht, und dort in Folge gleichlautender Erklärungen der Bundesregierungen zu Bundesbeschlüssen erhoben werden. (Protocoll der Plenarsitzung der deutschen Bundesversammlung. Geschehen, Frankfurt den 30. October 1834.)

Hinsichtlich der übrigen im gegenwärtigen, in das geheime Bundespräsidial-Archiv niederzulegenden Schlussprotocolle enthaltenen, derzeit zur Verlautbarung nicht bestimmten Artikel werden die Regierungen ihren Gesandtschaften am Bundestag, unter Aufbietung strenger Geheimhaltung, sowohl zur Bezeichnung der allgemeinen Richtung, als zur Anwendung auf vorkommende specielle Fälle, die geeigneten mit den durch Gegenwärtiges übernommenen Verpflichtungen übereinstimmenden Instructionen ertheilen. Zur Urkunde dessen haben sämmtliche hier

1834 anwesende Bevollmächtigte den gegenwärtigen Act am heutigen Tage unterzeichnet und mit ihrem Wappen untersiegelt.

So geschehen Wien den 12. Juni 1834.

Unterzeichnet: *F. Metternich, Münch-Bellinghausen, Alvensleben, Mieg, Minckwitz, Ompteda, Gr. v. Beroldingen, Frhr. v. Reitzenstein, Tettenborn, F. Trott zu Solz, Frhr. v. Gruben, Reventlow-Criminil, Verstolk van Soelen, Fritsch, Frhr. v. Plessen, v. Berg, v. Strauch, Smidt.*

440.

4 Décembre 1834.

Traité entre l'Autriche et la Sardaigne pour empêcher la contrebande sur les eaux limitrophes du Lac Majeur, du Po et du Tesin. En date du 4. Décembre 1834.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XIII, p. 198.)

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua M. l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque territoriali del Lago Maggiore, del Po e del Ticino, hanno fatto concertare tra gli respettivi Ministerii alcuni provvedimenti a questo fine conducenti, e per ridurre li medesimi in convenzione, hanno nominato a loro Plenipotentiarii, cioè:

S. M. il Re di Sardegna, il Conte D. Saverio di Vignet etc., e

S. M. l'Imperatore d'Austria, il Conte D. Enrico di Bombelles etc.

I quali dopo aver riconosciuti i loro pieni poteri in debita forma, e quelli scambiatisi, hanno convenuto e stipulato gli articoli seguenti.

1. Tutte le barche, qualunque ne sia la nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore o su i fiumi del Ticino e del Po, entrano nelle acque comprese nei Dominii Sardi ed Austriaci pro proseguire il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei regolamenti di sanità e di polizia,

debbono esser soggette alla visita degli uffizii di dogana per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, polvere e nitri, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle finanze di alcuno dei governi confinanti. 1834

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde, o Austriache, o verso i fiumi Po e Ticino, la visita come sopra dovrà effettuarsi soltanto a richiesta degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Se le barche entrano nell' imboccatura del Ticino o del Po qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all' ufficio che s'incontra più prossimo al punto d'ingresso.

Nei casi in cui i patroni, proprietarii e conducenti di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all' applicazione delle pene portate dai veglianti regolamenti, secondo la qualità dei casi e la gravità dei fatti.

2. Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo, fuorchè in quello, ove trovasi stabilito un ufficio daziario, e nei limiti determinati dai segnali, che vi saranno collocati dall' ufficio stesso col mezzo di pali indicatori ossia stipiti.

Ed in tal luogo pure non potrà intraprendersi nemmeno in alcuna parte lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal ricevitore dell' ufficio.

3. È vietato espressamente a qualunque barca,

1° di gettar l'ancora, o di soffermarsi con qualunque altro mezzo nelle acque dei fiumi Po e Ticino in qualunque punto di essi, dei loro seni, canali, ed isole, senza limite di distanza delle sponde, ed ove non esista ufficio di dogana, ed in qualunque sito del Lago Maggiore che non sia a vista di un ufficio daziario ed in maggior distanza di metri 200 dalle rispettive sponde, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere dall' ufficio stesso sorvegliati, e per quel tempo che si riputerà necessario degli impiegati delle dogane.

2° Di collocare od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

4. Nelle precedenti disposizioni s'intendono particolarmente comprese le isole esistenti nei fiumi Po e Ticino, e sarà consi-

1834 derato in contrabbando qualunque scaricamento, o deposito di merci, o generi che sotto qualsivoglia titolo o pretesto si trovino nelle isole dei fiumi predetti.

5. Qualunque barca, il cui ponte fosse giunto alla riva, od alla sponda, o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obbligo di adempiere alle dichiarazioni daziarie prescritte dai regolamenti generali per dovuta verificazione dell' ufficio.

6. La dichiarazione del carico, ossia dei generi sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore, tutto al più, di un' ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo dell' approdo, per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i condutti o proprietarii dovranno ivi munirsi di bolletta a cauzione vincolata al certificato d'arrivo delle merci all' ufficio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due dominii Sardo od Austriaco, o all' ultimo ufficio del confine d'acqua dell' uno o dell' altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all' estero, sotto l'osservanza inoltre delle modalità, cautele e condizione stabilite per le spedizioni di transito.

I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguito l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bolletta a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lire 300.

7. Gli agenti di finanza sono autorizzati a praticare le visite e perlustrazioni nei molini posti al di quà del Thalweg dei fiumi Po e Ticino. I detti molini si considerano come situati nei rispettivi territorii: se vi si trovano generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiti i regolamenti di finanza, sarà proceduta al sequestro per la confisca, e per l'applicazione delle altre pene pronunciate dalle vigenti leggi.

8. Qualunque approdo, scaricamento o deposito di merci, ancoraggio, o stazionamento in luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi, tanto la barca, quanto il di lei carico, cadranno sotto le pene stabilite per fatto di contrabbando.

9. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, e lo stazionamento vietato, legal-

mente provati in concorso dell' autorità giudiziaria, o locale: verificandosi però un accidente di forza maggiore, dovrà essere dato immediato avviso al più prossimo ufficio di dogana nel termine di un' ora a cura dei conduttori; in difetto di che non sarà ammessa giustificazione alcuna. 1834

10. I porti ed ogni altro mezzo di tragitto sotto qualsivoglia denominazione sui fiumi Po e Ticino, ed egualmente il loro carico o trasporto, sebbene recato sopra carri, barre, vetture, e simili, sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio o stazionamento. Nel caso di contravvenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consignatarii degli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti, incorreranno per la loro specialità nella multa di lire 300.

11. Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà per applicazione delle pene stabilite per simile contravvenzione a tenore dei regolamenti generali.

12. Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti relativi regolamenti.

13. Sarà in facoltà dei due governi di stabilire, tanto sul Lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Po, delle imbarcazioni di guardie, onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese cautele, e la repressione e punizione delle frodi e contravvenzioni.

Concorrendo all' arresto simultaneamente gli agenti di entrambi i governi, tanto nel caso d'irregolare navigazione, quanto nei depositi nelle isole dei fiumi, il prodotto delle confische e pene pecuniarie sarà diviso per eguale porzione fra le due amministrazioni. Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell' arresto, e secondo le leggi in essi vigenti, senza che per l'incerta pertinenza all' uno o all' altro dominio del sito o dell' isola in cui ha luogo l'apprensione degli oggetti per parte degli agenti e delle dogane d'ambidue i governi, o anche di un solo di esse, possa farsi od ammettersi eccezione alcuna.

14. Qualunque mercanzia, od altro genere, che provenendo da paese estero, passerà in transito per gli Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa dalla Lombardia Austriaca passerà in transito agli Stati Sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territorii, non sarà ammessa a ricevere lo scarico delle bollette a cauzione in prova della legale

1834 consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmente presentata e dichiarata all' ufficio doganale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest' ufficio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitante dichiarazione in corrispondenza della bolletta di transito.

15. In conseguenza l'ufficio Sardo, o l'ufficio Lombardo designato per l'uscita del transito, compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d'altro procedimento, a termini dei veglianti generali regolamenti, dovrà sulla bolletta apporre il *Veduto* per la presentazione al vicino ufficio dell' altrui Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell' invio, e prefiggendovi all' arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

16. L'ufficio d'ingresso, a cui deve presentarsi la bolletta del transito, ne riceve la dichiarazione, ed in base d'essa, e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, appone il *veduto* alla bolletta che ritira, ed emette il certificato d'arrivo conforme all' articolo 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, o del registro nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevuta dichiarazione.

17. I certificati d'arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronto delle rispettive dogane, stesi e firmati dal capo dell' ufficio o dal controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporanno di tre esemplari. L'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all' intestato nella bolletta di transito, e per esso al conduttore a loro giustificazione. Il secondo si rimetterà a cura dell' ufficio estensore insieme colla bolletta originaria entro il periodo e non più tardi di tre giorni al vicino ufficio dell' altrui confine, dal quale si fece l'invio del transito.

Il terzo esemplare, che formerà la matrice delle anzidette due bollette *certificati*, sarà trattenuto dall' ufficio estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive amministrazioni provinciali di dogana per i dovuti confronti coi recapiti, o registri delle dichiarazioni relative e per i conseguenti effetti di ratifica o di eccezione che le dette autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

18. Mediante il certificato rilasciato alle parte, come sopra,

la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento 1834
delle prestate cauzioni.

E quindi dietro il ricupero della bolletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l'ufficio dell' arrivo trasmette all' altro di uscita: quest' ultimo ne compie gli atti di scarico colla emissione della finale bolletta di esito del transito, o con quegli altri incumbenti, cui sia tenuto in forza de' regolamenti generali verso gli altri ufficii emittenti.

19. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all' ufficio assegnato per l'ingresso entro l'orario ossia il tempo prefisso nella bolletta, il certificato non potrà accordarsi, quando nello stesso termine non venisse notificato al suddetto ufficio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento stesso avanti l'autorità locale o altro pubblico ufficio.

Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divarii tanto nella qualità, quanto nella quantità; nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale coll' intervento del proprietario, dell' intestato nella bolletta di transito, o del conducente, da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all' ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito, dello stato di provenienza per gli opportuni procedimenti per conto ed interesse del proprio governo.

20. I posti, ossiano ufficii di dogana, pei quali sarà lecito di effettuare i transiti sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti

Dalli o per gli Stati Sardi:	Dalla o per la Lombardia Austriaca:
Intra.	Laveno.
Arona.	Angera.
Castelletto.	Sesto Calende.
S. Martino Ticino.	Buffalora.
S. Martino Siccomario.	Borgo Ticino.
S. Pier d'Arena.	Spessa.

21. Qualora a termini dei vigenti generali regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti ufficii di permettere, che ivi le merci o derrate, pervenute dall' estero, vengano dichia-

1834 rate di transito per uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri, che non sia altro dei governi contraenti, la bolletta di transito da amettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d'arrivo e di scarico, ossia la reversale dall' ultimo uffioio ohe si troverà all' estremo punto della frontiera coll' estero.

22. In mancanza di presentazione delle merci di transito all' uffioio assegnato a certificare l'arrivo, o in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti prescrizioni, non sarà scaricata la bolletta di transito, e non potrà aver luogo il rilascio della finale bolletta d'esito, di oui all' art. 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene che i veglianti regolamenti hanno comminate in causa di non riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bolletta d'uscita del transito.

23. Saranno intieramente esenti da ogni tassa, o altra esazione, i certificati di cui all' art. 17.

24. La presente convenzione durerà due anni dalla sua data, e s'intenderà di pien diritto rinnovata di biennio in biennio ogni qual volta l'uno dei due Governi non avvertirà l'altro tre mesi almeno primo della scadenza del biennio corrente, che la medesima cesserà d'avere alla fine di esso ogni suo effetto.

In fede di che i rispettivi Plenipotenziarii hanno firmata la presente in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Torino li 4 Dicembre 1834.

Conte Saverio di Vignet.

Conte Enrico di Bombelles.

La convention fut ratifiée par S. M. l'Empereur d'Autriche le 16, et par S. M. le Roi de Sardaigne le 20 Mars 1835.

441.

4 Mars 1835.

Traité de commerce et de navigation entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. le Roi de la Grèce, signé à Athènes le 4 Mars 1835.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XII, p. 744.)

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich etc. und Se. Majestät der König von Griechenland, vom gleichen Wunsche beseelt, die zwischen ihnen bestehenden Freundschaftsverhältnisse zu unterhalten und den Handelsverbindungen zwischen ihren Staaten eine grössere Ausdehnung und Festigkeit zu verschaffen, wie nicht minder überzeugt, dass zur Erfüllung ihrer diesfälligen gegenseitigen Wünsche nichts mehr beizutragen vermag, als die Festsetzung einer auf die Grundlage einer genauen Reciprocität gestützten Freiheit des Handels und der Schifffahrt, haben als Bevollmächtigte zum Abschluss eines Traktates für diesen Zweck ernannt, nämlich:

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich etc., den Ritter Anton Prokesch von Osten etc.

und Se. Maj. der König von Griechenland, den Hrn. Jakob Rizo Neroulos, welche nach Auswechslung ihrer gegenseitigen, in gehöriger und giltiger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Es wird zwischen den Unterthanen Sr. k. k. apost. Majestät und jenen Sr. Majestät des Königs von Griechenland eine gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen.

Art. II. In Folge derselben werden die Unterthanen der hohen contrahirenden Theile in den Häfen und Meeren beider Reiche gleiche Handelsfreiheit geniessen, so dass ihnen in den bemeldeten Orten von den beiderseitigen Regierungen eine vollkommene Gleichheit und Reciprocität der Rechte und Handelsvortheile zugestanden, und sie, insofern diese Rechte und Vortheile allda irgend welchen Abgaben unterliegen, ganz auf denselben Fuss wie die Nationalen, hinsichtlich der öffentlichen Auflagen gesetzt werden sollen.

Art. III. Ausgenommen sind die Artikel der Kriegs-Contrebande und der Küstenhandel, er mag in einheimischen oder

1835 fremden Produkten bestehen, welche von einem Nationalhafen in den andern versendet werden, welcher Handel nur mittelst Nationalfahrzeugen stattfinden kann; indess wird es den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile freistehen, ihre Waaren und Effekten auf besagte Fahrzeuge zu verladen, indem sie, die einen wie die andern, die nämlichen Gebühren zu entrichten haben.

Art. IV. Die Schiffe der Unterthanen eines jeden der contrahirenden Theile werden in den Häfen und Landungsplätzen des andern nur jene Abgaben entrichten, welchen die Nationalschiffe unterliegen.

Art. V. Als österr. und griech. Schiffe sollen jene angesehen werden, welche nach den, in beiderseitigen Reichen bestehenden Vorschriften erworben sind und die See befahren.

Art. VI. Alle rohen und verarbeiteten Produkte, welche aus den der Herrschaft der hohen contrahirenden Theile unterworfenen Ländern kommen, und deren Einführung in die beiderseitigen Häfen oder deren Ausfuhr aus ebendenselben auf den Nationalschiffen erlaubt ist, oder gesetzlich gestattet werden wird, sollen gleichmässig auch auf Schiffen, welche den Unterthanen des andern der hohen contrahirenden Theile gehören, ein- und ausgeführt werden können, ohne höheren oder anderen Gebühren was immer für einer Art unterworfen zu werden, welche von den nämlichen Artikeln, wenn sie auf österr. Schiffen eingeführt werden, zu entrichten sind.

Art. VII. Eine genaue Reciprocität wird in den griech. Häfen gegen die österr. Schiffe hinsichtlich jener Artikel beobachtet werden, welche keine rohen oder verarbeiteten Erzeugnisse der, Sr. k. k. apost. Majestät unterworfenen Länder sind, und gesetzlich in die griechischen Häfen eingeführt werden können.

Art. VIII. Die rohen und verarbeiteten Produkte der Staaten eines jeden der contrahirenden Theile, deren Einfuhr in die Staaten des andern gesetzlich gestattet sind, sollen keinen höhern oder andern, was immer für einen Namen führenden Abgaben unterliegen, als von den Erzeugnissen der nämlichen Gattung, welche aus einem andern Lande kommen, gegenwärtig oder künftig gefordert werden, den Fall ausgenommen, wo in den Staaten der einen beider Regierungen die Abgaben von den rohen und verarbeiteten Erzeugnissen eines andern Landes, in Folge eines formellen Traktats, und nach Zusicherung besonderer Handelsvortheile oder einer gegenseitigen Verminderung der Ab-

gaben herabgesetzt würden; in diesem Falle wird die andere 1835
Regierung nur dann die gleiche Verminderung der Abgaben ansprechen können, wenn sie gleiche Vortheile anbietet und erst in dem Augenblicke in den Genuss derselben treten, als sie diese Gegenvortheile, oder ein angemessenes Aequivalent zugesichert hätte, sofern sie keine vom nämlichen Umfange und von gleicher Art anbieten könnte. In jedem Falle werden dann die beiden Regierungen ein besonderes Uebereinkommen in dieser Hinsicht treffen müssen.

Art. IX. In Allem, was auf die Hafenpolizei, das Ein- oder Ausladen der Schiffe, die Sicherheit der Waaren, die Gegenstände des Handels und was immer für Commerzial-Güter und Effekten Bezug hat, werden die Unterthanen der beiden contrahirenden Theile gegenseitig den Gesetzen und Verordnungen der Lokalpolizei unterstehen; dagegen aber für ihre Personen und Güter, im ganzen Umfange der betreffenden Länder, dieselben Rechte, Privilegien, Vortheile und Freiheiten geniessen, welche den Nationalen selbst gewährt sind, oder noch zugestanden werden könnten. Sie werden ohne Hinderniss und Hemmung mit ihrem Eigenthum frei durch Verkauf, Tausch, Schenkung, letztwillige Anordnung, oder auf jede andere Art verfügen können, indem sie sich jedoch nach den Gesetzen und Verordnungen ihres rücksichtlichen Vaterlands zu richten haben. Sie sollen nach eigenem Gutbefinden ihr Vermögen aus einem der beiden Reiche in das andere übertragen dürfen, ohne dieser Uebertragung wegen einer was immer für aussergewöhnlichen Steuer oder andern Auflage unterworfen zu sein.

Art. X. Weder mittelbar noch unmittelbar, weder von einer der beiden Regierungen noch von in ihrem Namen oder mit ihrer Ermächtigung handelnden Agenten, Gesell- oder Körperschaften soll hinsichtlich des Kaufes oder Verkaufes der rohen oder verarbeiteten Produkte, welche von den Besitzungen des einen oder des andern der contrahirenden Theile herkommen und in das Gebiet des andern eingeführt werden, einiger Vorzug in Anbetracht der Nationalität des Fahrzeuges obwalten, da die Willensmeinung der hohen contrahirenden Theile dahin geht, dass in dieser Hinsicht kein Unterschied und keine Auszeichnung statthabe.

Art. XI. Wenn sich der Fall ereignet, dass ein österr. oder griech. Kriegs- oder Kauffahrteischiff in den Häfen oder an den Küsten der wechselseitigen Gebiete Schiffbruch erlitte, so soll ihnen die bestmögliche Hilfe, es sei für die Rettung der Perso-

1835 nen und Effekten, oder für die Sicherung, Bergung und Aufbewahrung der geretteten Sachen geboten werden; auch sollen letztere keiner Abgabe unterliegen, insofern nicht etwa in der Folge zum Verbrauche darüber verfügt würde.

Art. XII. Die hohen contrahirenden Theile kommen überein, keine Seeräuber in den Häfen, Buchten und Ankergründen ihrer Staaten aufzunehmen und die volle Strenge der Gesetze gegen alle Personen, welche als Seeräuber bekannt sind, wie auch gegen alle, in ihren Staaten sich aufhaltenden Individuen anzuwenden, welche eines Einvernehmens oder Einverständnisses mit ihnen überwiesen werden können. Alle den Unterthanen der hohen contrahirenden Theile gehörigen Schiffe und Ladungen, welche die Seeräuber nehmen, oder in die Häfen des einen oder des andern führen könnten, werden ihren Eigenthümern, oder deren mit gehöriger Vollmacht versehenen Bestellten zurückgegeben werden, wenn sie den Beweis, dass das geraubte Gut ihr Eigenthum sei, gehörig herstellen, und diese Rückstellung wird selbst dann Statt haben, wenn der zurückgeforderte Gegenstand sich in Händen eines Dritten befindet, sobald der Käufer erwiesenermassen wusste, oder wissen konnte, dass der erwähnte Gegenstand von Seeräubern herrühre.

Art. XIII. Die von den Kriegsschiffen Sr. k. k. apost. Majestät wegen Seeräuberei aufgebrachten und bis jetzt in den österr. Staaten zurückgehaltenen griechischen Unterthanen sollen zur Verfügung der griech. Regierung gestellt werden, welche sich dagegen verpflichtet, die kaiserl. Regierung für die Kosten zu entschädigen, welche ihr der Unterhalt dieser Gefangenen bis zum Tage ihrer Zurückstellung verursacht hat.

Art. XIV. Wenn der Fall einträte, dass einer der hohen contrahirenden Theile mit einer Macht, Nation oder einem Staate sich im Kriege befände, so sollen die Unterthanen des andern Theils ihren Handel und ihre Schifffahrt mit diesen nämlichen Staaten fortsetzen können, mit Ausnahme jener Städte und Häfen, welche zu Land oder zu Meer blokirt oder belagert wären. In keinem Falle jedoch wird der Handel mit den, als Kriegs-Contrebande angesehenen Artikeln gestattet werden.

Art. XV. Die hohen contrahirenden Theile sind übereingekommen, sich durch einen besondern Vertrag über das, was eigentlich die Kriegs-Contrebande bezeichnet, so wie über die Grundsätze zu verstehen, die sie hinsichtlich des Seerechts der Neutralen beobachten werden.

Art. XVI. Jeder der contrahirenden Theile wird das Recht

haben, Generalconsuln, Consuln, Viceconsuln und Consular-Agenten in allen Häfen oder Städten der Besitzungen des andern Theils zu ernennen, wo sie zur Beförderung des Handels und für das Commerzial-Interesse ihrer Unterthanen nöthig sind, oder nöthig befunden werden könnten; die Consuln jeder Klasse, welche von ihren betreffenden Regierungen in gehöriger Form ernannt sind, werden jedoch ihre Amtspflichten nicht ohne vorläufige Genehmigung der Regierung, in deren Gebiet sie eingesetzt werden, ausüben können. Sie werden in den beiderseitigen Staaten sowohl hinsichtlich ihrer Personen, als der Ausübung des Amts gleiche Privilegien geniessen. 1835

Art. XVII. Was die Ein- und Ausfuhr der Erzeugnisse ihrer Staaten auf der Donau sowohl im Laufe als an der Mündung dieses Stromes betrifft, so geben die hohen contrahirenden Theile ihre Willensmeinung kund, diesen Handel zu begünstigen, und behalten sich vor, in einem eigenen Vertrage die gegenseitigen Erleichterungen, welche sie ihm werden gewähren können, festzusetzen.

Der gegenwärtige Handels- und Schifffahrts-Vertrag wird durch 10 Jahre, vom Tage der Auswechslung der Ratificationen gerechnet, in Wirksamkeit bleiben und auch noch über diese Frist bis durch volle 12 Monate giltig sein, nachdem einer der hohen contrahirenden Theile dem andern seine Absicht kund gegeben haben wird, dessen Wirksamkeit einzustellen.

Die Ratificationen des gegenwärtigen Vertrags werden zu Wien in einem Zeitraume von 3 Monaten, vom Tage der Unterschrift an gerechnet, oder wo möglich früher ausgewechselt werden. Urkund dessen haben die wechselseitigen Bevollmächtigten denselben unterfertigt, und ihre Wappen-Siegel beigedrückt.

Gegeben zu Athen den $\frac{\text{4 März}}{\text{20 Februar}}$ 1835.

(L. S.) *von Prokesch-Osten* m. p.

J. Rizo m. p.

Ratifié à Vienne le $\frac{\text{9 Septembre}}{\text{28 Août}}$ 1835.

1835

442.

24 Juillet 1835.

Convention entre l'Autriche et la Prusse sur l'abolition réciproque du droit d'aubaine et de détraction entre les Etats Prussiens d'une part et les Etats Autrichiens, à l'exception de la Hongrie et de la Transylvanie de l'autre part. En date du 24 Juillet 1835.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 50.)

Nachdem Se. königl. Maj. von Preussen und Se. kais. Maj. von Oesterr. übereingekommen sind, die zwischen Ihren gegenseitigen zum deutschen Bunde gehörigen Landen sowohl, als zwischen sämmtlichen preussischen Staaten und dem lomb. venet. Königreiche bestehende Vermögensfreizügigkeit in der Art auszudehnen, dass zwischen sämmtlichen preussischen Staaten einerseits und sämmtlichen österr. Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen andererseits, der Abschoss und das Abfahrtgeld gegenseitig aufgehoben sein sollen, so wird zur näheren Bestimmung dieses Uebereinkommens hiermit, im Namen Sr. Maj. des Königs v. Preussen Folgendes erklärt:

Art. I. Bei keinem Vermögens-Ausgang aus den sämmtlichen königl. preuss. Staaten, in die zur kais. österr. Monarchie gehörenden Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, so wie aus den kais. österr. Staaten, mit Ausnahme von Ungarn und Siebenbürgen, in die königl. preuss. Staaten, es mag solcher Ausgang durch Auswanderung oder Erbschaft, Legat, Brautschatz, Schenkung, oder auf andere Art erfolgen, soll irgend ein Abfahrtsgeld (census emigrationis) oder Abschoss (gabella hereditaria) erhoben werden.

Von dieser Bestimmung bleiben jedoch diejenigen allgemeinen Abgaben ausgenommen, welche bei einem Erbschaftsanfalle, Legat, Verkaufe u. s. w. ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Erwerber ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in den beiderseitigen Landen haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuer, Stempelgebühren u. dergl.

Art. II. Die im Vorstehenden bestimmte Freizügigkeit soll sich sowohl auf diejenige Abgabe an Abschoss und Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliesst, als auf diejenige

erstrecken, welche etwa Privatpersonen, Communen oder öffentlichen Stiftungen anfallen möchte. 1835

Art. III. Die Bestimmungen der Art. I und II erstrecken sich auf alle jetzt anhängige und auf alle künftige Fälle. Unter die anhängigen Fälle werden alle diejenigen begriffen, in welchen am Tage der Auswechslung gegenwärtiger Ministerialerklärung der Abschoss oder das Abfahrtsgeld noch nicht wirklich bezahlt war.

Art. IV. Die im Vorstehenden bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Es bleiben demnach ungeachtet dieses Uebereinkommens diejenigen königl. preuss. und kais. österr. Gesetze in ihrer Kraft bestehen, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und namentlich seine Verpflichtung zum Kriegsdienste betreffen.

Es wird auch für die Zukunft, was die Gesetzgebung in Betreff der persönlichen Pflichten des Auswandernden, namentlich seine Verbindlichkeit zum Kriegsdienste, anbelangt, keine der beiderseitigen Regierungen in der Gesetzgebung beschränkt.

Art. V. Gegenwärtige, im Namen Sr. königl. Maj. von Preussen, in hergebrachter Form ausgefertigte, Erklärung soll nach Auswechselung einer entsprechenden Erklärung der kais. österr. Regierung Kraft und Wirksamkeit in sämmtlichen königl. preuss. Staaten haben.

Berlin, den 24. Juli 1835.

(L. S.)

Königl. preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass dieselbe am 16. v. M. gegen eine gleichlautende kais. österr. Erklärung ausgewechselt worden ist.

Berlin, den 8. September 1835.

Ancillon.

1835

443.

20 Août 1835.

Convention avec le Royaume de Saxe sur l'abolition réciproque du droit de détraction pour les Etats Autrichiens non appartenans à la Confédération germanique.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 52.)

Nachdem die königl. sächsische Regierung einerseits, und die kais. österr. Regierung andererseits dahin übereingekommen sind, dass — so wie solches bereits zu Folge des 18. Art. der deutschen Bundesaote vom 8. Juni 1815, und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23. Juni 1817, in Rücksicht von Vermögensexportationen aus dem Königreiche Sachsen, in die zum deutschen Bunde gehörigen österr. Länder und umgekehrt, besteht — gegenseitig der Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen den beiderseitigen Staaten überhaupt aufgehoben werden soll; so wird mit Gegenwärtigem, im Namen Sr. Maj. des Königs und Sr. königl. Hoheit des Prinzen Mitregenten von Sachsen erklärt, dass:

1. bei keinem Vermögensausgange aus den königl. sächs. Landen in die, nicht zum deutschen Bunde gehörigen k. k. österr. Staaten und Lande, und aus letzteren in jene, es mag sich nun solcher Ausgang durch Auswanderung, oder Erbschaft, oder Legat, oder Brautschatz, oder Schenkung oder auf andere Art ergeben — ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden soll. Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen allgemeinen Gaben, welche mit einem Erbschaftsanfalle, Legat, Verkauf etc., verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande verbleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, bisher in dem Königreiche Sachsen und in den k. k. österr. Staaten haben entrichtet werden müssen, wie z. B. Erbschaftssteuer, Stempelabgaben, Zollabgaben u. dergl.

2. Die vorstehend bestimmte Freizügigkeit soll sich jedoch — unbeschadet desjenigen, was in Ansehung der Vermögens-Exportationen aus dem Königreiche Sachsen in die zum deutschen Bnnde gehörigen k. k. österr. Provinzen und umgekehrt durch die Bundesacte und die Bundesbeschlüsse desfalls festgesetzt ist — nur auf denjenigen Abschoss und auf dasjenige Abfahrtsgeld, welche in die landesherrlichen Kassen fliessen würden, erstrecken

und werden den Individuen, Gemeinden und öffentlichen Stiftungen, in sofern ihnen dergleichen Abzugsrechte zustehen, dieselben ausdrücklich reservirt. 1835

3. Die in beiden vorstehenden Artikeln bestimmte Freizügigkeit soll sich auch nur auf das Vermögen beziehen.

Es bleiben demnach — ungeachtet dieses Uebereinkommens — diejenigen königl. sächs. und kais. österr. Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und es sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Auch soll in Zukunft keine der hohen contrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zu Kriegsdiensten und andere persönliche Verpflichtungen des Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für ihre resp. Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend welche Weise beschränkt sein.

Zur Bekräftigung dessen ist gegenwärtige Erklärung auf Befehl Sr. königl. Maj. und des Prinzen Mitregenten königl. Hoheit von Allerhöchst und Höchstderen Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern, unter Beidrückung des königl. Insiegels, ausgestellt und ausgefertigt worden, um gegen eine gleichlautende Erklärung von Seiten der k. k. Haus-, Hof- und Staatskanzlei ausgewechselt zu werden; und soll dieselbe, nach erfolgter Auswechslung, in den sämmtlichen königl. sächs. Landen alsbald bekannt gemacht werden, und ihre volle Kraft und Wirksamkeit erhalten.

So geschehen Dresden am 20. August 1835.

(L. S.)

Die königl. sächs. Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

(gez.) *Johannes v. Minckwitz. Hans Georg v. Carlowitz.*

1835

444.

8 Septembre 1835.

Convention sur l'abolition réciproque du droit de détraction entre les Etats Autrichiens et Prussiens pour les biens laissés par des personnes militaires. En date de Berlin le 8 Septembre 1835.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 56.)

Da die Uebereinkunft, welche wegen gegenseitiger Aufhebung des Abschosses und des Abfahrtsgeldes mittelst der im Namen Ihrer Majestäten des Königs von Preussen und des Kaisers von Oesterreich, resp. am 24. und 30. Juli d. J. ausgestellten und am 16. August d. J. ausgewechselten Ministerial-Erklärungen getroffen worden ist, sich nicht auf das Königreich Ungarn und Siebenbürgen erstreckt, und es sich als schwierig gezeigt hat, hinsichtlich des wechselnden Aufenthaltsortes der Militärpersonen gleichmässige Grundsätze festzustellen, nach welchen in einzelnen vorkommenden Fällen zu entscheiden wäre, ob das von Militärpersonen hinterlassene Vermögen als dem Abschoss unterworfen anzusehen sei oder nicht; so sind Ihre besagten Majestäten über folgende Bestimmungen übereingekommen:

In allen Fällen, wo hinterlassenes Vermögen einer verstorbenen preussischen Militärperson aus den königl. Staaten an österr. Unterthanen übergeht, sei es als eigentliche Erben, sei es als Legatare, oder Schenknehmer von Todeswegen, soll durchgängig kein Abschoss, sondern überhaupt nur dasjenige an Abgaben königl. preuss. Seits erhoben werden, was zu entrichten sein würde, wenn der Erwerber ein Inländer wäre.

Dagegen soll in allen Fällen, wo hinterlassenes Vermögen einer verstorbenen österreichischen Militärperson aus den kaiserl. Staaten an preussische Unterthanen übergeht, sei es als eigentliche Erben, sei es als Legatare oder Schenknehmer von Todeswegen, die Sache in Beziehung auf Abgabenerhebung kaiserl. österr. Seits durchgänglich so behandelt werden, als sei ein österr. Unterthan vom Civilstande der Erwerber, so dass namentlich kein Abschoss, sondern nur der gesetzliche Beitrag von 5% für den Invalidenfonds zu entrichten ist.

Demgemäss wird mit Gegenwärtigem von königl. preuss. Seite die förmliche und verbindliche Erklärung gegeben, dass

fortan gegen genaue Einhaltung des besagten Reciprokums von allen nach den kaiserl. österr. Staaten ausgehenden Vermögen verstorbener preussischer Militärpersonen, und zwar auch in denjenigen schon schwebenden Fällen, in welchen am Tage der Auswechselung gegenwärtiger Erklärung die aufzuhebende Abgabe noch nicht wirklich bezahlt sein wird, keine weiteren Gebühren erhoben werden sollen, als die, welche eintreten würden, wenn das Vermögen im Lande bliebe. 1835

Zur Urkunde dessen ist Namens Sr. königl. Maj. von Preussen die gegenwärtige Erklärung in hergebrachter Form ausgefertigt worden, um gegen eine entsprechende Erklärung der kaiserl. österr. Regierung ausgewechselt zu werden.

So geschehen zu Berlin den 8. September 1835.

(L. S.)

Königl. preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

Ancillon.

Vorstehende Erklärung wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass dieselbe am 3. d. M. gegen eine gleichlautende kaiserl. österr. Erklärung ausgewechselt worden ist.

Berlin den 27. October 1835.

Ancillon.

1835

445.

9 Septembre 1835.

Publication faite à Dresde d'une Convention conclue entre le Royaume de Saxe et l'Autriche pour la guérison et l'entretien gratuit des sujets respectifs tombés en maladie ou détresse. En date du 9 Septembre 1835.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 54.)

Verordnung zur Bekanntmachung der, mit der k. k. österr. Regierung wegen Heilung und Verpflegung der in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen abgeschlossenen Uebereinkunft vom 9. September 1835.

Zwischen der königl. sächs. und der k. k. österr. Regierung ist wegen Heilung und Verpflegung ihrer in den gegenseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen eine Uebereinkunft getroffen und darüber diesseits die nachstehende Deklaration vom 24. v. M. ausgestellt, auch gegen eine gleichlautende k. k. österr. Ministerial-Deklaration von demselben Dato ausgewechselt worden.

Da Se. königl. Majestät und des Prinzen Mitregenten königl. Hoheit wollen, dass dieser Uebereinkunft von allen Behörden und Unterthanen nachgegangen werde, so wird dieselbe hiemit zur öffentlichen Kenntniss gebracht und deren Befolgung angeordnet.

Dresden am 9. September 1835.

Ministerium des Innern.
v. Carlowitz.

Die königl. sächs. und die kais. österr. Regierung sind übereingekommen, ihren in den beiderseitigen Staaten erkrankenden oder verunglückenden unbemittelten Unterthanen gegenseitig die benöthigte Heilung und Verpflegung angedeihen zu lassen, und es ist zu dem Ende Folgendes festgesetzt worden.

1. Die Cur- und Verpflegskosten von dergleichen erkrankten und verunglückten Angehörigen des einen oder des andern Staates werden im Allgemeinen von den Stiftungs- oder Gemeindekassen derjenigen Orte, wo dieselben einen Unfall erleiden, bestritten, ohne dass desshalb ein Ersatz in Anspruch genommen

werden kann. Auch wird jede Regierung die geeignete Vorkehrung treffen, dass bei solchen Fällen jedem Anspruche der Menschlichkeit Genüge geschehe und kein Versäumniss eintrete. 1836

2. Da jedoch diese Verbindlichkeit immer nur subsidiarisch bleibt, so ist der verursachte Aufwand in dem Falle nach billiger Rechnung zu ersetzen, wenn entweder der betreffende Reisende diesen Ersatz aus eigenen Mitteln zu leisten vermag, oder wenn die nach privatrechtlichen Grundsätzen zu seiner Ernährung und Unterstützung verpflichteten Personen, nämlich seine Ascendenten oder Descendenten oder ein Ehegatte desselben dazu vermögend sind, was erforderlichen Falls durch amtliche Nachfragen bei der heimatlichen Behörde zu erheben ist.

Zur Urkunde dessen ist gegenwärtige Erklärung vollzogen worden, und es soll dieselbe nach erfolgter Auswechselung der gleichlautenden kaiserl. österr. bekannt gemacht werden.

Dresden am 24. August 1835.

(L. S.)

Die königl. sächs. Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten und des Innern.

Johannes v. Minckwitz.
Hans Georg v. Carlowitz.

446.

22 Janvier 1836.

Cartel entre l'Autriche et le Duché de Parme pour l'extradition des déserteurs.

(Circulaire imprimée du conseil aulique de guerre.)

Seine kais. königl. Majestät und Ihre Majestät die kaiserliche Prinzessin und Erzherzogin von Oesterreich, Herzogin von Parma, Piacenza und Guastalla, haben Sich über die Nothwendigkeit verständiget, dem zwischen Ihren Staaten bestehenden Kartel wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure eine ergänzende Bestimmung beizufügen, um sowohl die Versuche der Falschwerbung unter Ihren Truppen, als auch die Beförderung der Desertion zu verhindern.

In Folge dessen ist von den Bevollmächtigten beider Re-

1836 gierungen über den nachstehenden Artikel übereingekommen und bestimmt worden, dass derselbe so angesehen werde, als sei er Wort für Wort in dem oberwähnten, unterm 25. März 1818 kundgemachten Kartel eingeschaltet, und dass er daher dieselbe Kraft und Wirksamkeit haben solle.

Artikel. Wer in den Staaten Oesterreichs oder Parmas sich des Verbrechens der Falschwerbung unter den Truppen des andern contrahirenden Theiles schuldig macht, indem er durch Güte oder durch Gewalt Werbungen unter denselben für einen fremden Dienst oder für fremde Colonien zu machen sucht; wer ferner in den Staaten der contrahirenden Theile Militärpersonen, die im Dienste des andern Theiles stehen, zur Desertion zu verleiten sucht, oder deren Desertion entweder durch Gewährung eines Zufluchtsortes, oder durch Verkleidung, oder auf irgend eine andere Weise erleichtert; derjenige endlich, der, ohne diese Verbrechen wirklich begangen zu haben, des Versuches derselben überführt wird: soll eben den Strafen unterliegen, welche die Gesetze eines jeden der beiden Staaten über das gleiche Verbrechen, wenn es gegen die eigenen Truppen begangen wird, verhängen. Durch gegenwärtigen Artikel wird dasjenige, was in dieser Beziehung in den Artikeln XI und XII der Uebereinkunft vom 25. März 1818 wegen gegenseitiger Auslieferung der Deserteure festgesetzt war, aufgehoben und soll derselbe ohne Verzug von beiden Theilen gehörig kundgemacht und vom 15. Februar 1836 angefangen von beiden Staaten seine Vollziehung erhalten.

Nachdem die vorstehende Bestimmung die Allerhöchste Genehmigung erhalten hat, so ist dieselbe allgemein kund zu machen und darauf zu halten, dass dieser Artikel nach seinem ganzen Inhalte und Umfange genau befolgt und vollzogen werde.

Wien den 22. Januar 1836.

Ignaz Graf von Hardegg-Glatz und im Machland,
General der Cavallerie und Hofkriegsraths-Präsident.

447.

1837

20 Mai 1837.

Convention entre l'Autriche et le Royaume de Hanovre sur l'abolition du droit de détraction, en date du 20 Mai 1837.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. II, p. 546.)

Verordnung, betreffend die über eine wechselseitige Freizügigkeit mit der kais. königl. österr. Regierung in Ansehung der zum deutschen Bunde nicht gehörenden kaiserl. Staaten getroffene Vereinbarung. Hanover den 13. Junius 1837.

Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden König des vereinigten Reichs Grossbrittanien und Irland etc., auch König von Hanover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg etc. etc.

Nachdem Unser Cabinets-Ministerium einerseits und die kaiserl. östorr. Regierung andererseits unter dem 20. v. M. sich dahin vereinbart haben, dass — wie solches bereits zufolge des Art. 18 der deutschen Bundesacte vom 8. Junius 1815 und des Beschlusses der deutschen Bundesversammlung vom 23. Junius 1817 in Rücksicht auf Vermögens-Exportationen aus den zum deutschen Bunde gehörenden kaiserl. österr. Ländern und umgekehrt der Fall ist — der Abschoss und das Abfahrtsgeld (oder Abzugsrecht) zwischen den beiderseitigen Staaten überhaupt aufgehoben werden soll; so sind dieselben über folgende Bestimmungen übereingekommen:

1) Bei keiner Vermögens-Ausführung aus den nicht zum deutschen Bunde gehörigen kaiserl. österr. Staaten und Landen in die königl. hannov. Lande, und aus den letzteren in jene, es mag nun diese Ausführung durch Auswanderung oder Erbschaft oder Legat, oder Brautschatz oder Schenkung oder auf andere Art veranlasst werden, ist eine Nachsteuer (Abschoss, gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (Auswanderungssteuer, census emigrationis) zu erheben. Ausgenommen sind diejenigen Abgaben, welche mit einem Erbschaftsanfall, Legat, Verkauf u. s. w. verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder Ausländer ist, in den beiderseitigen Staaten etwa entrichtet werden müssen, wie z. B. Stempel-Abgaben, Erbschaftssteuer, Zollabgaben und dergleichen.

2) Die vorstehend festgesetzte Freizügigkeit soll nicht allein

1837 auf diejenigen Abschoss-Abgaben und Ausfuhrsgelder sich erstrecken, welche einen Theil des öffentlichen Einkommens ausmachen, sondern auch auf diejenigen, welche seither durch Städte, Gerichtsherrschaften, Corporationen, Gemeinden oder Individuen erhoben worden sind.

Hievon machen jedoch diejenigen Fälle, in denen Vermögensausführungen aus Ungarn und Siebenbürgen in die hannov. Lande und umgekehrt aus diesen in jene Staaten stattfinden, in sofern eine Ausnahme, als hiebei den Corporationen und Privatpersonen die ihnen etwa zustehenden Abzugsrechte ausdrücklich vorbehalten bleiben.

3) Die in beiden vorstehenden Artikeln bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das auszuführende Vermögen beziehen.

Es bleiben demnach ungeachtet dieses Uebereinkommens diejenigen königl. hannov. und kaiserl. österr. Gesetze in Kraft, und es sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswandernden, seine persönlichen Pflichten und seine Verpflichtungen zum Kriegsdienste betreffen.

Auch soll in Zukunft keine der hohen contrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zu Kriegsdiensten und anderen persönlichen Verpflichtungen des Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für ihre respectiven Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend eine Weise beschränkt sein.

Da nun in Unsern Staaten das Abzugsrecht nur im Wege der Retorsion ausgeübt werden kann, so finden Wir diese Uebereinkunft — deren Wirksamkeit von dem Tage des Abschlusses den 20. v. M. anhebt — Unseren Absichten gemäss, lassen solche Unseren sämmtlichen getreuen Unterthanen zur Kenntniss gelangen und befehlen allen obrigkeitlichen Behörden Unseres Königreichs, den Bestimmungen derselben gebührend nachzukommen.

Gegenwärtige Verordnung soll der ersten Abtheilung der Gesetz-Sammlung inserirt werden.

Hannover den 13. Junius 1837.

Kraft Seiner königl. Majestät Allergnädigster Special-Vollmacht.

Adolphus.

Allen.

1837

448.

$\frac{\text{17 Septembre}}{\text{5 Octobre}}$ 1837.

Convention sur l'abolition du droit d'aubaine entre l'Electorat de Hesse et plusieurs provinces d'Autriche non appartenantes à la Confédération germanique, conclue le $\frac{\text{17 Septembre}}{\text{5 Octobre}}$ 1837.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XIV, p. 302.)

Ausschreiben des Kurhessischen Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten vom 18. November 1837, die Freizügigkeit mit mehreren nicht zu dem deutschen Bunde gehörenden Theilen des österr. Kaiserstaates betreffend.

In Folge einer von dem nnterzeichneten Ministerium auf Befehl Sr. Hoheit des Kurprinzen und Mitregenten und von dem k. k. österr. Haus-, Hof- und Staatskanzler auf Befehl Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich vollzogenen Uebereinkunft vom $\frac{\text{17. September}}{\text{5. October}}$ d. J. wird ein Abzugs- und Nachsteuer-Recht zwischen den kurfürstlich hessischen Staaten und dem Königreiche Lombardei und Venedig, dem Königreich Galizien und Lodomerien, dem Königreiche Dalmatien, so wie den Kroatisch- Slavonisch- nnd Banatischen Militär-Grenzlanden, nach Maassgabe der deshalb vereinbarten unten folgenden drei Artikel nicht mehr ausgeübt und der auf hinterlassenem Vermögen k. k. österr. Militärpersonen ruhende, für den Invalidenfonds bestimmte Abzug, so oft Vermögen dieser Art an einen kurhess. Unterthan übergehen wird, ebenso, wie wenn dasselbe an einen k. k. österr. Unterthan vom Civilstande überginge, mit 5% erhoben werden; welches hiemit zur öffentlichen Kunde gebracht wird.

Cassel am 18. November 1837.

Knrfürstl. Ministerium der answärtigen Angelegenheiten.
Für den abwesenden Minister, der dessen Stelle vertretende Staatsrath
Korn.

1837 *Uebereinkunft, betreffend den Abschoss und das Abfahrtsgeld zwischen dem Kurfürstenthume Hessen einerseits und dem Königreiche Lombardei und Venedig, dem Königreiche Galizien und Lodomerien, dem Königreiche Dalmatien und den Kroatisch-Slavonisch- und Banatischen Militär-Grenzlanden andrerseits.*

Art. 1. Bei keinem Vermögens-Ausgange aus den vorgenannten österr. Ländern in das Kurfürstenthum Hessen und umgekehrt, mag sich solcher Ausgang durch Auswanderung, Beerbung, Auszahlung eines Legates oder Brautschatzes, durch Schenkung oder auf andere Art ergeben, soll irgend ein Abschoss (gabella hereditaria) oder Abfahrtsgeld (census emigrationis) erhoben werden, nur diejenigen allgemeinen Gaben ausgenommen, welche mit einem Erbschafts-Anfalle, Legate, Verkaufe oder sonstigen Vermögens-Uebergange verbunden sind, und ohne Unterschied, ob das Vermögen im Lande bleibt, oder hinausgezogen wird, ob der neue Besitzer ein Inländer oder ein Fremder ist, in den genannten Ländern zu entrichten sind oder künftig sein sollten, z. B. Erbschafts-Steuern, Stempel-Abgaben und dergleichen, oder welche zu den Zoll-Abgaben gehören.

Art. 2. Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels erstrecken sich auch auf alle jetzt anhängigen Fälle. Unter diesen werden alle solche Fälle verstanden, in welchen am Tage der Auswechslung gegenwärtiger Uebereinkunft der Abschoss oder das Abfahrtsgeld noch nicht entrichtet sein wird.

Art. 3. Die im Vorstehenden bestimmte Freizügigkeit soll sich nur auf das Vermögen beziehen. Demnach bleiben, ungeachtet dieses Uebereinkommens, diejenigen kais. österr. und kurfürstl. hessischen Gesetze in ihrer Kraft bestehen, und sollen diejenigen gesetzlichen Gebühren entrichtet werden, welche die Person des Auswanderers, seine persönlichen Pflichten, namentlich seine Verpflichtung zum Kriegsdienste betreffen. Auch soll in Zukunft keine der contrahirenden Regierungen in Ansehung aller jener Gegenstände, welche die Pflicht zum Kriegsdienste und andere persönliche Verpflichtungen des Auswandernden betreffen, in der Gesetzgebung für ihre respektiven Staaten durch gegenwärtige Uebereinkunft auf irgend welche Weise beschränkt sein.

449.

2 Mars 1838.

Convention avec le Saint-Siége, pour la repression de la contrebande sur le Pô.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Gregorio P. P. XVI.

Essendo stata conchiusa, e sottoscritta il giorno due Marzo dell' anno milleottocentotrentotto tra il R$^{mo.}$ Cardinale Lambruschini, Nostro Segretario di Stato, ed il Sig$^{re.}$ Conte di Lutzow, Ambasciatore straordinario di Sua Maestà Imperiale Reale Apost. Ferdinando I. Imperatore d'Austria, Re d'Ungheria, di Boemia, e del Regno Lombardo-Veneto in forza dei pieni poteri, de' quali l'uno e l'altro erano muniti nelle debite e consuete forme una convenzione sulla repressione del contrabbando nel Po, il tenore della quale è il seguente.

In nome della santissima ed indivisibile Trinità.

Sua Santità Gregorio P. P. XVI e Sua Maestà Ferdinando I. Imperatore d'Austria, volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle

Acque territoriali del Po, hanno fatto concertare tra i rispettivi Ministerj alcuni provvedimenti a questo fine conducenti, e per ridurre i medesimi in convenzione, hanno nominato i Loro Plenipotenziarj, cioè

Sua Santità Sua Eminenza Reverendissima il Signore Cardinale Luigi Lambruschini, Segretario di Stato, Bibliotecario di S. Chiesa, Prefetto della S. Congregazione degli Studj etc. etc.

Sua Maestà Imperiale Reale Apost. Sua Eccellenza il Signore Conte Rodolfo di Lutzow, Gran Croce dell' Ordine Reale di S. Stefano d'Ungheria, dell' Ordine Imperiale di Leopoldo d'Austria, di quello Pontificio di S. Gregorio Magno in brillanti, e di varj altri, S. R. Consigliere intimo, Ciamberlano, ed Ambasciatore straordinario presso la S. Sede etc. etc.

I quali dopo aver riconosciuti i loro pienipoteri in debita forma e quelli scambiatisi, hanno convenuti e stipulati gli Articoli seguenti.

Art. I. Tutte le barche qualunque ne sia la nazione, le

1838 quali navigando sul Po, entrano nelle acque communi che sulla loro linea di mezzo (Thalweg) dividono i dominj Pontificj ed Austriaci, per proseguire il viaggio lungo il corso del fiume anzidetto a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei regolamenti di sanità, e di polizia, debbono essere soggetto alla visita degli ufficj di dogana per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, polvere e nitri, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle finanze di alcuno dei governi confinanti. Se le barche entrano dal mare nel Po per la imboccatura di Goro, qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo a quello degli ufficj stabiliti tra i dominj Pontificio ed Austriaco, il quale si trova più prossimo al punto d'ingresso rispettivamente.

Trovandosi sale, tabacco, polvere e nitri a bordo di una barca, la quale entrando nelle suddette acque, fosse stata sottoposta dai suoi conduttori alla visita degli uffizj daziarj, secondo le prescrizioni del presente articolo, e non esibendosi dai conduttori la prova che i ritrovati generi di privativa sono destinati per uno dei magazzini appartenenti alle finanze degli Stati confinanti, la barca medesima verrà respinta ed obbligata a ritornarsene immediatamente.

L'uffizio daziario rilascerà una dichiarazione da inserirsi per iscritto in formolario appositamente stampato su quanto esso avrà praticato a norma del presente articolo. Le barche dovranno essore munite di un tale certificato durante la loro navigazione sul Po.

Ogni barca la quale

a) proseguisse il suo corso senza fermarsi all' uffizio che avrà da visitarla, ovvero

b) lasciasse l'uffizio, ove essa si era costituita, prima di essere stata visitata e munita di analogo certificato, oppure

c) venisse in genere incontrata in quei siti del fiume, ovo la medesima dovrà essere munita del summentovato certificato senza poter provare la seguita visita doganale, sarà da considerarsi caduta in contrabbando, a meno che essa non fosse stata spinta da forza maggiore, o da qualche fortuito avvenimento a deviare dallo stabilito nel presente articolo, ed andrà soggetta alle penali e conseguenze del contrabbando medesimo, secondo le leggi vigenti nei dominj ai quali appartengono le acque dove il fermo è seguito. La multa da infliggersi ai conduttori di una tale barca non potrà essere inferiore al montante di 30 L. A.

o di 5 Scudi Romani; e se non si fossero rinvenuti generi di privativa a bordo della barca, la multa non eccederà il montante da 30 a 300 L. A., o da 5 a 50 Scudi Romani. 1838

La medesima multa da 30 a 300 L. A., o da 5 a 50 Scudi Romani sarà applicata indipendentemente dalle altre penali proprie di contrabbando, se si fosse fatta opposizione alla visita, o al retrocedere della barca salvo se si trattasse di opposizione fatta con modi che secondo le leggi dei rispettivi dominj dasse luogo a procedere criminalmente.

Art. II. Nessuna barca senza distinzione della qualità del carico può approdare in altro luogo, fuorchè in quello, ove trovasi stabilito un uffizio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi saranno collocati dall' uffizio stesso coll' mezzo di pali indicatori ossia stipiti.

Ed in tal luogo pure non potrà intraprendersi nemmeno in alcuna parte lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione del ricevitore dell' uffizio.

Art. III. E vietato espressamente a qualunque barca 1° di gettare l'ancora, e di soffermarsi con qualsiasi altro mezzo nelle acque del Po in qualunque punto di esso, de' suoi seni, canali, ed isole, senza limiti di distanza dalle sponde, e dove non esiste uffizio di dogana senza averne prima ottenuto l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti, che possono essere dall' uffizio stesso sorvegliati, e per quel tempo che si reputerà necessario dagl' impiegati delle dogane; 2° di collocare ed introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante, che possa servire al trasporto del carico a terra, o viceversa da questa alla nave.

Art. IV. Nelle precedenti disposizioni s'intendono particolarmente comprese le isole esistenti nel Po, e sarà considerato in contrabbando qualunque scaricamento, o deposito di merci o generi che sotto qualsivoglia titolo, o pretesto si trovino nelle isole del fiume medesimo.

Le autorità dei due Stati fisseranno di concerto le modalità sotto le quali si permetterà ai possidenti de' terreni nelle isole il trasporto degli oggetti richiesti al mantenimento dei coloni ivi domiciliati, non che lo smercio dei loro prodotti rurali.

Art. V. Qualunque barca, il cui ponte fosse giunto alla riva, ed alla sponda, o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incomberà al conduttore, o conduttori l'obbligo di adempiere alle dichiarazioni daziarie prescritte dai regolamenti generali per la dovuta verificazione all' uffizio.

1838 Art. VI. La dichiarazione del carico ossia dei generi sarà prasentata subito dopo l'approdo, ed in un termine non maggiore tutto al più di un' ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo dell' approdo, per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori o proprietarj dovranno ivi munirsi di bolletta a cauzione vincolata al certificato di arrivo delle merci all' uffizio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due dominj Pontificio ed Austriaco, o all' ultimo uffizio del confine d'acque dell' uno, o dell' altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all' estero sotto la osservanza inoltre della modalità, cautele, e condizioni stabilite per le spedizioni di transito.

Allontanandosi una barca, il di cui carico va soggetto ad essere dichiarato a tenore delle obbligazioni espresse nell' Art. V dall' uffizio daziario, dopo avere avuto communicazione colla riva e prima che l'uffizio medesimo avesse rilasciato, e consegnato al conduttore la prescritta bolletta senza essere stata spinta a ciò da forza maggiore, una tale barca sarà considerata in contrabbando, e trattata secondo le leggi vigenti nello Stato cui appartengono le acque nelle quali è accaduta la contravenzione. La multa da infliggersi ai conduttori della barca medesima non sarà però inferiore a L. A. 30, o a Scudi Romani 5.

Art. VII. Gli agenti di finanza sono autorizzati a praticare le visite e perlustrazioni nei molini posti al di quà del Thalweg del fiume Po.

I detti molini si considerano come situati nei rispettivi territorj. Se vi si trovano generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiti i regolamenti di finanza, si procederà al sequestro per la procedura di contravenzione, e per l'applicazione delle pene pronunciate dalle leggi vigenti nei rispettivi Stati.

Art. VIII. Qualunque approdo, scaricamento, o deposito di merci, ancoraggio, o stazionamanto in luogo illicito, e non autorizzato sarà considerato per una violazione della linea doganale e quindi tanto la barca, quanto il di lei carico andranno sotto le pene stabilite per i contrabbandi a seconda delle leggi dei rispettivi Stati.

Art. IX. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, e lo stazionamento vietato, le-

galmente provati, in concorso dell' autorità giudiziaria o locale. 1838
Verificandosi però un accidente di forza maggiore dovrà essere dato immediatamente l'avviso al più prossimo uffizio di dogana nel termine di un' ora a cura dei conduttori, in difetto di che non sarà ammessa giustificazione alcuna.

Art. X. I porti ed ogni altro mezzo di tragitto sotto qualsivoglia denominazione sul Po, ed egualmente il loro carico, o trasporto, sebbene recati sopra carri, barre, vetture, e simili sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni, per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio, e lo stazionamento. Nel caso di contravenzione oltre le pene in corso dai passegieri, proprietarj, e consegnatarj degli oggetti, i conduttori dei detti porti od altri mezzi natanti incorreranno per la loro specialità nella multa di 30 a 300 L. A., o di Scudi 5 a 50 m. R., se i medesimi in proporzione della loro cooperazione al contrabbando non avessero incontrato una pena più grave a norma delle leggi vigenti nei rispettivi Stati.

Art. XI. Se non è presentata la dichiarazione nel modo, e nel termine ordinati dai precedenti Art. V e VI, o se la dichiarazione si scuopra infedele, o inesatta, si procederà per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravenzioni a tenore dei regolamenti generali.

Art. XII. Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti regolamenti relativi.

Art. XIII. Sarà in facoltà dei due governi di stabilire sul Po delle imbarcazioni di guardie, onde meglio assicurare la esecuzione delle intese cautele e la punizione, e la repressione delle frodi e contestazioni.

Concorrendo all' arresto simultaneamente gli agenti di entrambi i governi, tanto nel caso d'irregolare navigazione, quanto pei depositi nelle isole del fiume, il prodotto delle confische, e pene pecuniarie sarà diviso per eguali porzioni fra le due amministrazioni. Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell' arresto, e secondo le leggi in esso vigenti senza che per la incerta pertinenza all' uno od all' altro dominio del sito, o della isola, in cui ha luogo l'apprensione degli oggetti per parte degli agenti delle dogane di ambedue i governi, o anche di un solo di essi potrà farsi, o ammettersi eccezione alcuna.

Art. XIV. Qualunque mercanzia od altro genere che provenendo da paese estero passerà in transito per gli Stati Pontificj agli Austriaci, o viceversa dagli Stati Austriaci passerà in

1838 transito agli Stati Pontificj, sortendo dai confini di terra, e di acque in contatto dei rispettivi territorj non sarà ammessa a ricevere lo scarico delle bollette a cauzione in prova della legale consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmente presentata, e dichiarata all' uffizio di dogana d'ingresso nello Stato, a cui è diretto il transito, e da quest' uffizio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane dichiarazione in corrispondenza della bolletta di transito.

L'uffizio daziario dal quale escono le spedizioni di transito destinati per lo Stato confinante somministrerà alle medesime una scorta composta secondo il bisogno di uno o di più impiegati o guardie di finanza, fino all' uffizio per il quale esse spedizioni entreranno nell' altrui Stato. I suddetti impiegati avranno da riportare all' uffizio di uscita un certificato dell' uffizio d'ingresso sul regolare arrivo degli oggetti di transito in questione che essi avranno accompagnato. In ogni uffizio competente a procedere a quanto viene stabilito per l'uscita delle mercanzie di transito, si faranno conoscere, mediante apposito affisso le ore del giorno, passate le quali non potrà questa communemente aver luogo colla prescritta scorta degl' impiegati di finanza. Andranno esenti dall' obbligo di prendere l'anzidetta scorta i viaggiatori che non conducessero seco delle mercanzie destinate allo smercio, la posta delle lettere, e tutti i trasporti per conto immediato dell' amministrazione postale dell' uno o dell' altro Stato.

Art. XV. In conseguenza l'uffizio Pontificio o l'uffizio Austriaco designato per l'uscita del transito compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare la integrità della spedizione, qualora non si trovi legale motivo di altro procedimento a termini dei veglianti generali regolamenti, dovrà sulla bolletta apporre il *veduto* per la presentazione al vicino uffizio d'ingresso dell' altrui Stato notando il giorno e l'ora dell' invio, e prefiggendo all' arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

Art. XVI. L'uffizio d'ingresso a cui deve presentarsi la bolletta del transito ne riceve la dichiarazione, ed in base di essa e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi regolamenti, ove non gl'insorgano legali eccezioni, appone il *veduto* alla bolletta che ritira ed emette il certificato di arrivo conforme all' Art. XIV, citando in esso il numero, e la data del ricapito o del registro, sul quale sarà stato preso atto della ricevuta dichiarazione.

Art. XVII. I certificati di arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronta delle rispettive dogane, stesi, e firmati dal capo dell' uffizio, o dal controllore o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre esemplari; l'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all' intestato nella bolletta di transito, e per esso al conduttore per loro giustificazione; il secondo si rimetterà insieme colla bolletta originaria, e senza ritardo all' impiegato di finanze che aveva scortato la spedizione di transito fin dall' uffizio di uscita, nei casi però in cui la spedizione non fosse stata scortata verrà tale secondo esemplare spedito con altro mezzo sicuro entro il periodo, e non più tardi di tre giorni al vicino officio dell' altrui confine, dal quale si fece l'invio del transito. Il terzo esemplare che formerà la matrice delle anzidette due bollette o certificati sarà trattenuto dall' officio estensore, dal quale in fine di ogni mese dovranno trasmettersi tutte le materie scritturate alle rispettive amministrazioni di dogane per i dovuti confronti coi recapiti o registri delle dichiarazioni relative, e per i conseguenti effetti di ratifica, o di eccezione che le dette autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese. 1838

Art. XVIII. Mediante il certificato rilasciato alla parte come sopra, la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento delle prestate cauzioni, e quindi dietro il recupero della bolletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato, che l'uffizio dell' arrivo trasmette all' altro di uscita, quest' ultimo ne compie gli atti di scarico colla rescissione della finale bolletta di esito del transito, e con quegli altri incombenti, cui sia tenuto in forza dei regolamenti generali verso gli altri uffizj emittenti.

Art. XIX. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all' uffizio assegnato per l'ingresso entro l'orario ossia il tempo prefisso nella bolletta, il certificato non potrà accordarsi quando nello stesso termine non venisse notificato al suddetto officio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'autorità locale o altro pubblico uffizio. Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato qualora dalla visita delle merci ne risultino divarj nella qualità, o nella quantità, nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale coll' intervento del proprietario o dell' intestato nella bolletta di transito o del conducente da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso con-

1838 ducente, e l'altro spedito all' uffizio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito dallo Stato di provenienza per gli opportuni procedimenti per conto ed interesse del propio governo.

Art. XX. I posti ossiano uffizj di dogana per i quali sarà lecito di effettuare i transiti sotto la osservanza delle presenti disposizioni saranno i seguenti

Dogane Pontificie.

Francolino
Guarda Ferrarese
Ponte Lagoscuro
Stellata
Ariano
Cologna
Mesola
Serravalle
Gorino

Dogane Austriache.

Porto Gorino Austriaco
S. Maria in Punta
S. Maria Maddalena
Valice
Ficarola.

o quelle che i due governi stabilissero, e pubblicassero ulteriormente di reciproca intelligenza.

Art. XXI. Qualora a termini dei vigenti regolamenti generali sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti uffizj di permettere che ivi le merci, o derrate pervenute dall' estero vengano dichiarate di transito per uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri che non sia altro dei governi contraenti, nella bolletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnato il transitante a riportare il certificato di arrivo, e di scarico ossia la reversale dell' ultimo uffizio, che si troverà all' estremo punto della frontiera nell' estero.

Art. XXII. In mancanza di presentazione delle merci di transito all' uffizio assegnato a certificare l'arrivo, o in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti prescrizioni, non sarà scaricata la bolletta di transito, e non potrà aver luogo il rilascio della finale bolletta di esito di cui il §. XVIII, ed i contraventori incontreranno nelle

peno che i veglianti regolamenti hanno communicate in causa di non riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bolletta di uscita del transito. 1838

Art. XXIII. Nel caso che l'uno, o l'altro dei due governi contraenti trovasse opportuno di prescrivere una tassa od altra esazione per lo stacco dei certificati di cui si tratta all' Art. XIX questa non eccederà per ciascun certificato il montante di dieci centesimi Austriaci, e di due soldi di moneta Romana.

Art. XXIV. La presente convenzione durerà due anni dalla sua data, e s'intenderà di pieno diritto rinnovata da biennio in biennio ogni qual volta l'uno dei due governi non avvertirà l'altro tre mesi almeno prima della scadenza del biennio corrente che la medesima cesserà di avere alla fine di esso ogni suo effetto. In fede di che i rispettivi Plenipotenziarj hanno fissato la presente in doppio originale, e vi hanno apposto il sigillo delle loro armi.

Roma 2 Marzo 1838.

Firmati: *L. Card. Lambruschini. R. Conte di Lutzow.*

Noi avendo attentamente letto, e considerato di parola in parola il tenore della convenzione sopra espressa, ed avendolo riconosciuto conforme alle Nostre intenzioni la confermiamo, e ratifichiamo colla pienezza della Nostra suprema potestà obbligando Noi stesso ed i Nostri successori alla osservanza de' patti in detta convenzione solennemente stipulati.

Roma dal Nostro Palazzo Apostolico Vaticano questo dì 20 Maggio 1838, del Nostro Pontificato Anno Ottavo.

Gregorius P. P. XVI.

1838

450.

3 Juillet 1838.

Nouveau traité de commerce et de navigation conclu à Vienne avec la Grande-Bretagne. Echange des ratifications faite à Milan le 14 Septembre 1838.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XV, p. 626.)

Im Namen der allerheiligsten Dreieinigkeit!

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich etc. und Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, beseelt von dem Verlangen, die Handelsverbindungen zwischen Ihren Staaten und Besitzungen zu erweitern, zu vermehren nnd zu befestigen und dadurch Ihren Unterthanen, die an diesen Handelsverbindungen Theil nehmen, alle mögliche Erleichterung zu verschaffen und überzeugt, dass nichts so sehr zur Erfüllung dieses gegenseitigen Wunsches beitragen könne, als die Aufhebung jeder Ungleichheit in den Zöllen — welche vor dem Abschlusse der zu London am 21. December 1829 unterzeichneten Convention in den Häfen des einen Staates von den Schiffen des andern erhoben wurden — auch noch fernerhin bestehen zu lassen, haben Bevollmächtigte ernannt, um einen Vertrag zu diesem Zwecke abzuschliessen, nämlich:

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich etc. den Herrn Clemens Wenzel Lothar, Fürsten v. Metternich-Winneburg, Herzog von Portella etc.

und Ihre Maj. die Königin des vereinigten Königreichs Grossbritannien und Irland: den sehr ehrenwerthen Sir Frederic James Lamb etc., welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt und richtig befunden, die nachstehenden Artikel festgesetzt und unterzeichnet:

Art. I. Von dem Tage der Ratification des gegenwärtigen Vertrags angefangen, sollen die österr. Schiffe bei ihrem Einlaufen in die Häfen des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, so wie in jene aller Besitzungen Ihrer britischen Majestät, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben, und die englischen Schiffe bei ihrem Einlaufen in die Häfen Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben, keinen andern oder höhern Abgaben und Zöllen, von was immer für einer Art unterworfen sein, als jenen, welche gegen-

wärtig den eigenen Schiffen der Nation bei ihrem Einlaufen in die besagten Häfen, oder bei ihrem Auslaufen aus denselben auferlegt sind, oder in Folge ihnen auferlegt werden dürften. 1838

Art. II. Alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses der Staaten und Besitzungen Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich mit Inbegriff der genannten Erzeugnisse, welche im Norden auf der Elbe, oder im Osten auf der Donau ausgeführt werden können, und die in den Häfen des vereinigten Königreichs und die Besitzungen Ihrer britischen Maj. eingeführt werden dürfen, — so wie alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses des vereinigten Königreiches und der Besitzungen Ihrer britischen Majestät, die in die Häfen Sr. Maj. des Kaisers von Oesterreich eingeführt werden dürfen, — sollen in jeder Beziehung gegenseitig die nämlichen Privilegien und Freiheiten geniessen und sollen auf ganz gleiche Weise auf den Schiffen des einen, wie auf den Schiffen des andern der hohen contrahirenden Theile eingeführt und ausgeführt werden können.

Art. III. Alle Gegenstände, welche nicht Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses der beiden betreffenden Staaten oder ihrer Besitzungen sind, und die rechtmässigerweise aus den Häfen Oesterreichs, mit Inbegriff jener der Donau, in die Häfen des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, von Malta, von Gibraltar und in jene der andern Besitzungen Ihrer britischen Majestät auf österr. Schiffen eingeführt werden dürfen, sollen nur denselben Abgaben unterworfen sein, welche für diese Artikel zu entrichten wären, falls sie auf englischen Schiffen eingeführt würden.

Ihre britische Majestät bewilligt durch den gegenwärtigen Vertrag dem Handel und der Schifffahrt Oesterreichs alle Vortheile, welche aus den beiden Parlamentsakten vom 28. August 1833 zu Regulirung des Handels und der Schifffahrt des vereinigten Königreichs und der britischen Besitzungen entspringen, so wie alle andern Vorrechte in Bezug auf Handel und Schifffahrt, deren sich die meistbegünstigten Nationen bereits gegenwärtig erfreuen, oder welche denselben in der Folge durch eingeführte Gesetze, durch Geheime-Rathsbefehle oder durch Traktate noch gewährt werden dürften.

Art. IV. Alle österreichischen Schiffe, welche aus den Häfen der Donau bis einschliesslich Galacz kommen, sollen sammt ihren Ladungen in die Häfen des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, und aller Besitzungen Ihrer britischen

1838 Majestät gerade in derselben Weise, als wenn diese Schiffe direkt aus österreichischen Häfen kämen, und mit allen Vorrechten und Freiheiten, die durch den gegenwärtigen Schifffahrts- und Handelsvertrag festgesetzt sind, zugelassen werden. In gleicher Weise sollen alle englischen Schiffe mit ihren Ladungen ganz den österreichischen gleichgestellt sein, und fernerhin gleichgestellt bleiben, so oft diese englischen Schiffe in die erwähnten Häfen einlaufen oder aus denselben auslaufen werden.

Art. V. In Erwägung des Umstandes, dass die englischen Schiffe, wenn sie unmittelbar aus andern Ländern kommen, welche nicht unter der Botmässigkeit der hohen contrahirenden Theile stehen, mit ihren Ladungen in die österreichischen Häfen zugelassen werden, ohne irgend andere Abgaben zu bezahlen, als jene, welche österreichische Schiffe entrichten müssen, sollen auch die Erzeugnisse des Bodens und der Industrie jener Theile von Asien und Afrika, welche innerhalb der Meerenge von Gibraltar liegen, und welche in die Häfen Oesterreichs gebracht worden sind, von dort auf österreichischen Schiffen direkt in englische Häfen auf gleiche Weise und mit denselben Begünstigungen hinsichtlich aller Abgaben und Vorrechte wieder ausgeführt werden können, als wenn diese Erzeugnisse in englischen Schiffen aus österreichischen Häfen eingeführt wären.

Art. VI. Alle Waaren und Handelsartikel, welche nach den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages, oder nach den in den betreffenden Staaten bestehenden Vorschriften und Verordnungen, sowohl unter österreichischer als unter englischer Flagge gesetzlich in die Länder und Besitzungen der hohen contrahirenden Mächte eingeführt, oder aus diesen Ländern und Besitzungen ausgeführt werden dürfen, sollen denselben Abgaben unterworfen sein, es mögen selbe auf Schiffen des andern Staates oder auf Nationalschiffen eingeführt werden; und alle Waaren und Handelsartikel, deren Ausfuhr aus den Häfen der beiden Staaten erlaubt ist, sollen zu denselben Prämien, Zollerstattungen und Vortheilen berechtigt sein, die Ausfuhr mag auf Schiffen des einen oder des andern Staates geschehen.

Art. VII. Alle Waaren und Handelsartikel, welche in den Häfen der Länder und Besitzungen der hohen contrahirenden Mächte eingeführt, niedergelegt oder magazinirt werden, sollen, so lange sie im Depot oder Magazin bleiben, und nicht zum Verbrauche im Innern verwendet werden, bei ihrer Wiederausfuhr derselben Behandlung und denselben Abgaben unterworfen

werden, diese Wiederausfuhr mag in den Schiffen des einen oder des andern Staates stattfinden. 1838

Art. VIII. In keiner Art soll von der Regierung des einen wie des andern Staates, noch von irgend einer in deren Namen oder unter deren Autorität handelnden Gesellschaft, Corporation, oder irgend einem Agenten, den Erzeugnissen des Bodens und des Gewerb- und Kunstfleisses des einen oder des andern Staates und dessen Besitzungen, wenn selbe in die Häfen des andern Staates eingeführt werden, in Anbetracht der Nationalität des Schiffes, auf welchem die Einfuhr dieser Erzeugnisse stattgefunden hätte, bei dem Kaufe irgend ein direkter oder indirekter Vorzug gegeben werden, indem es die bestimmte Meinung und Absicht der beiden hohen contrahirenden Mächte ist, dass auf keine Weise in solcher Hinsicht irgend ein Unterschied Platz greifen soll.

Art. IX. In Betreff des Handelsverkehrs durch österreichische Schiffe mit den englischen Besitzungen in Ostindien, willigt Ihre britische Majestät ein, den Unterthanen Sr. k. k. apostol. Majestät alle jene Vortheile und Privilegien zuzugestehen, in deren Genuss, in Folge irgend eines Vertrags oder irgend einer Parlamentsakte, die Unterthanen oder Bürger der meistbegünstigten Nation gegenwärtig stehen, oder in Zukunft stehen dürften, jedoch mit Unterordnung unter die Gesetze, Normen, Verordnungen und Einschränkungen, welche gegen die Schiffe und Unterthanen jedes andern fremden Staates, welcher die gleichen Vortheile und Privilegien zum Behufe des Handels mit den besagten Besitzungen geniesst, bereits in Anwendung sind, oder in der Folge anwendbar befunden werden dürften.

Art. X. Der gegenwärtige Vertrag bezieht sich nicht auf die Schifffahrt und den Küstenhandel zwischen den Häfen eines und desselben der beiden hohen contrahirenden Staaten durch Schiffe des andern Staats, in soweit solche das Verführen von Passagieren, Gütern und Handelsartikeln betreffen, indem diese Schifffahrt und dieser Küstenhandel den Nationalschiffen vorbehalten bleiben.

Art. XI. Die Schiffe und Unterthanen der hohen contrahirenden Mächte sollen durch den gegenwärtigen Vertrag wechselseitig alle die Vortheile, Vorrechte und Privilegien in den Häfen der betreffenden Staaten und Besitzungen geniessen, welcher sich dermalen der Handel und die Schifffahrt der meistbegünstigten Nationen erfreuen, indem der Zweck ist, den österreichischen Schiffen und Unterthanen in dem vereinigten König-

1838 reiche und in den britischen Besitzungen alle jene Vortheile für Schifffahrt und Handel ungeschmälert zuzuwenden, welche durch die Navigationsakte d. d. London den 28. August 1838, und durch eine andere Akte von demselben Datum, zur Regulirung des Handels der auswärtigen britischen Besitzungen, zugestanden worden sind, oder welche durch Geheime-Rathsbefehle oder durch Traktate andern Mächten zugestanden werden dürften; eben so sollen die englischen Schiffe und Unterthanen in den Häfen und Besitzungen Sr. k. k. apostol. Majestät alle Vorrechte für Schifffahrt und Handel ungeschmälert geniessen, welche durch die bestehenden Gesetze, Vorschriften und Verordnungen oder durch Traktate fremden Mächten zugesichert sind, und verpflichten sich Ihre Maj. der Kaiser von Oesterreich etc. und die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland gegenseitig keine Begünstigungen, Privilegien und Vorrechte irgend einer Art in Bezug auf Handel und Schifffahrt den Unterthanen irgend eines andern Staates zuzugestehen, welche nicht auch zu gleicher Zeit, auf die Unterthanen des einen oder des andern der contrahirenden Theile ausgedehnt würden, und zwar unentgeldlich, wenn die Concession zu Gunsten des andern Staates unentgeldlich war, oder soviel möglich gegen Zugestehung derselben Compensation oder desselben Aequivalents, falls die Concession bedingt gewesen sein sollte.

Art. XII. Die Bestimmungen des Art. 7 der, zwischen den Höfen von Oesterreich, Grossbritannien, Preussen und Russland am 5. November 1815 zu Paris abgeschlossenen Convention, welche sich auf den Handelsverkehr zwischen den Staaten Sr. k. k. apostol. Majestät und den vereinigten Staaten der Ionischen Inseln bezieht, sollen fernerhin in Kraft bleiben.

Art. XIII. Gegenwärtiger Vertrag soll, nach erfolgter Unterzeichnung und Ratificirung, die am 21. December 1829 zu London zwischen der kais. österreichischen und der königl. grossbritannischen Regierung abgeschlossene Schifffahrts- und Handelsconvention ersetzen, und bis zum 31. December des J. 1848 in Kraft bleiben, und noch über diesen Termin hinaus, bis nach Ablauf von 12 Monaten, nachdem einer der hohen contrahirenden Theile dem andern seine Absicht zu erkennen gegeben haben wird, seiner Dauer eine Grenze zu setzen. Sie sind nebstbei unter sich übereingekommen, dass nach Ablauf von 12 Monaten nach dem Tage, an welchem eine der contrahirenden Mächte eine solche Erklärung von der andern erhalten haben würde, der gegenwärtige Vertrag und alle in demselben

enthaltenen Bestimmungen für beide Theile aufhören sollen, verbindlich zu sein. 1838

ART. XIV. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationsurkunden sollen in Wien innerhalb eines Monats, oder wo möglich noch früher ausgewechselt werden.

Urkundlich dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien am 3. Juli d. J. Uns. H. 1838.

(L. S.) *Metternich.*
(L. S.) *Frederic James Lamb.*

Déclaration signée par les plénipotentiaires respectifs lors de la signature du traité.

Dans la juste sollicitude de prévenir d'avance tout doute qui pourrait s'élever dans la suite sur le véritable sens des expressions contenues dans le traité de commerce et de navigation signé ce-jourd'hui entre les plénipotentiaires de Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, les Hautes Parties sont convenues, d'un commun accord, que le texte français du-dit traité sera considéré par le gouvernement autrichien comme le texte original.

En foi de quoi la présente déclaration a été faite en double et signée par les plénipotentiaires respectifs.

Vienne, le 3 Juillet 1838.

(L. S.) *F. J. Lamb.*
(L. S.) *Mettërnich.*

Erklärung und Gegenerklärung.

Der unterzeichnete Bevollmächtigte Ihrer Maj. der Königin des vereinten Königreichs Grossbritannien und Irland hat von Ihrer Maj. den Befehl erhalten, bei Vornahme der Auswechslung der Ratificationsurkunden des zwischen Ihrer grossbritannischen Majestät und S. M. dem Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen abgeschlossenen, und am 3. Juli 1838 zu

1838 Wien unterzeichneten Handels- und Schifffahrtsvertrags Folgendes zu erläutern und zu erklären:

1) Dass die in dem Eingange des besagten Vertrags enthaltenen Worte des englischen Textes: « The commercial relations of their respective States and Possessions », bedeuten sollen, « the commercial relations between their respective States and Possessions », indem diese letzte Wortform diejenige ist, die in dem Eingange der, am 21. December 1829 zwischen England und Oesterreich abgeschlossenen Handelsconvention angewendet wurde.

2) Dass die Bestimmungen des 3. Art. des vorerwähnten Traktates vom 3. Juli 1838, welche sich auf Waaren beziehen, die *nicht* Erzeugnisse der betreffenden Staaten sind, als *gegenseitig gültig* betrachtet werden sollen;

3) Dass unter dem 7. Art. des mehrerwähnten Traktats vom 3. Juli 1838 verstanden sein soll, dass Waaren, welche in Magazinen niedergelegt werden, einer Abgabe *nicht* unterworfen sein sollen, ausser wenn sie als zum Verbrauche bestimmt, deklarirt werden, und dass sie unter denselben Bedingungen auf den Schiffen des einen wie des andern Staates ausgeliefert werden können.

Die Ratification des besagten Handels- und Schifffahrtsvertrags von Seiten Ihrer grossbritannischen Majestät wird unter den vorerwähnten ausdrücklichen Erklärungen und Erläuterungen ausgewechselt.

Gegeben zu Mailand am 14. September 1838.

(L. S.) *F. J. Lamb.*

(Folgt eine gleichlautende Gegenerklärung an demselben Tage vom Fürsten v. Metternich in Mailand unterzeichnet.)

1838

451.

16 Août 1838.

Convention de commerce entre l'Angleterre et la Turquie conclue a Balta-Liman le 16 Août 1838 étendue à l'Autriche par suite des notes qui se trouvent ci-dessous.

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 173.)

Convenzione di Commercio e di Navigazione fra Sua Maestà Britannica ed il Sultano dell' Impero Ottomano. Segnata a Balta-Liman, presso Costantinopoli ai 16 d'Agosto 1838.

Durante gli amichevoli rapporti, che hanno felicemente sussistito sì a lungo fra la Sublime Porta ed i Re della Gran-Bretagna, le Capitolazioni concedute dalla Porta ed i Trattati conchiusi fra le due Potenze hanno regolati i diritti daziarj da pagarsi sulle mercanzie esportate dalle Possessioni della Sublime Porta e su quelle importatevi, ed hanno stabilito e dichiarato i diritti, i privilegi, le immunità e gli obblighi dei mercanti Britannici che trafficano o dimorano nei territorj Imperiali.

Ma siccome dal tempo in cui fu fatta l'ultima revisione delle sumenzionate stipulazioni soppravvennero cangiamenti di vario genere nell' amministrazione interna dell' Impero Ottomano, e nelle relazioni esterne di questo Impero con altre Potenze, Sua Maestà la Regina del Regno Unito di Gran-Bretagna e d'Irlanda, e Sua Altezza il Sultano sono ora convenuti di regolare nuovamente, per mezzo di un atto speciale ed addizionale, le relazioni commerciali dei loro sudditi, onde aumentare il traffico fra i loro respettivi territorj, e rendere più agevole il cambio dei prodotti di un paese con quelli dell' altro. In conseguenza di ciò essi hanno nominato per loro Plenipotenziarj a quest' uopo, cioè:

Sua Maestà la Regina del Regno Unito della Gran-Bretagna e d'Irlanda l'onorevolissimo Giovanni Brabazon, Lord Ponsonby, Barone d'Imokilly etc.

E Sua Altezza il Sultano l'illustrissimo ed eccellentissimo Vizir Mustafà Rescid, ecc. ecc., l'eccellente e molto distinto Mustafà Chiani Bei ecc. e l'eccellente e molto distinto Mehemed Nurì Effendi, Consigliere di Stato nel Dipartimento degli affari esteri ecc. ecc.

I quali dopo di essersi communicati i loro rispettive pien-

1838 poteri e trovatili in debita e propria forma, stipularono e conchiusero i seguenti articoli:

Art. I. Tutti i diritti, privilegi ed immunità che sono stato conferiti ai sudditi o bastimenti della Gran-Bretagna in forza delle Capitolazioni e dei Trattati esistenti, vengono confermati presentemente e per sempre, in quanto non fossero nominatamente cangiati colla presente Convenzione e viene inoltre stipulato espressamente, che tutti i diritti, privilegi od immunità, di cui la Sublime Porta ora concede o concederà in avvenire il godimento ai bastimenti e sudditi di qualunque altra nazione saranno egualmente concessi, praticati e goduti dai sudditi e bastimenti della Gran-Bretagna.

Art. II. I sudditi di Sua Maestà Britannica o i loro agenti saranno autorizzati di comperare in tutte le parti dell' Impero Ottomano (sia per il commercio interno sia per l'esportazione) tutti gli articoli di qualsivoglia sorte senza eccezione, che sono prodotti, cresciuti o manufatturati nel detto Impero, e la Sublime Porta s'impegna solennemente di aboliro tutti i monopolj sia per i prodotti dell' agricoltura, sia per qualunque altro articolo, como pure tutti i permessi dei governatori locali, sia per la compera di un articolo qualunque, sia, quando fosse già comperato, per il suo trasporto da un luogo dall' altro; ogni tentativo per costringere i sudditi di Sua Maestà Britannica a prendere tali permessi dai governatori locali sarà considerato come una violazione dei Trattati, e la Subl. Porta punirà immediatamente con rigore tutti i Viziri od altri funzionarj, che si troveranno colpevoli di tale trasgressione, rendendo piena giustizia ai sudditi Britannici di tutte le ingiurie o perdite constatate, che avranno avuto a soffrire.

Art. III. So alcun articolo prodotto, cresciuto o manufatturato in Turchia viene comperato da un mercante Britannico o dal suo agente coll' intenzione di venderlo pel consumo interno in Turchia, il mercanto Britannico od il suo agente pagherà alla compera e vendita di tale articolo ed in ogni genere di commercio, i medesimi diritti da pagarsi in uguali circostanze dalla classe più favorita dei sudditi Turchi, sieno Musulmani o Rajà, che esercitano il commercio interno nella Turchia.

Art. IV. Se alcun articolo prodotto, cresciuto o manufatturato in Turchia viene comperato per l'esportazione, potrà dal mercante Britannico o dal suo agente essere trasportato libero da qualunque sia imposta o diritto ad un conveniente scalo d'imbarco, ove al momento dell' entrata dovrà pagare un diritto

fisso di nove per cento ad valorem, invece di tutte le altre imposte interne. 1838

All' atto dell' esportazione poi sarà pagato il dazio del tre per 100, com' è stabilito ed in uso presentemento. In quanto agli articoli comperati nei porti di mare per essere esportati, pei quali fu già pagata l'imposta interna nell' entrata, questi non pagheranno che il dazio di uscita a ragione di 3 per 100.

Art. V. Le norme da osservarsi nel rilascio dei Firmani ai bastimenti Britannici per il passaggio dei Dardanelli e del Bosforo saranno regolate in modo da cagionare a questi bastimenti il minor ritardo possibilo.

Art. VI. Il Governo Turco acconsente, che le determinazioni fissate nella presente Convenzione abbiano ad essere generali in tutto l'Impero Turco, tanto nella Turchia Europea, che nella Turchia Asiatica, in Egitto e nelle altre possessioni Africane appartenenti alla Sublime Porta, e che siano applicate a tutti i sudditi dell' Impero Ottomano senza distinzione. Ed il Governo Turco acconsente pure di non opporsi, che altre Potenze estere regolino il loro commercio sulla base della presento Convenzione.

Art. VII. Dappoichè per prevenire ogni difficoltà e ritardo nella stima del valore degli articoli importati da sudditi Britannici nell' Impero Turco o da questo esportati, la Gran-Bretagna e la Sublime Porta hanno adottato il principio di nominare ogni quattordici anni una commissione di uomini versati nel commercio di ambedue i paesi, onde fissare con una tariffa la somma di danaro in moneta del Gran Signore da pagarsi per ogni articolo, ed essendo spirato il termine dei quattordioi anni, per i quali l'ultimo regolamento della detta tariffa aveva da rimanere in vigore, lo Alte Parti Contrattanti sono oonvenute di nominare di concerto nuovi commissarj por fissaro e determinare la somma di danaro da pagarsi dai sudditi Britannici qual dazio di 3 per 100 del valore di tutti gli articoli da essi importati ed esportati, i quali commissarj dovranno stabilire un equo accomodamento per stimare le imposte interne, che in forza del presente Trattato sono stabilite sopra i prodotti Turchi nell' esportazione, e determinare anche i luoghi d'imbarco, ove fosse più convenieute di levare le detto imposte.

La nuova tariffa in tal modo stabilita avrà da restare in vigore per sette anni dal tempo della sua fissazione, dopo spirato il qual termine starà in arbitrio di ciascuna delle Parti il dimandaro una revisione della stessa tariffa; se poi tale dimanda

1838 non fosse fatta nè dall' una nè dall' altra Parte entro sei mesi dopo il decorso dei primi sette anni, in tal caso la tariffa avrà da rimanere in vigore altri sette anni a contare dallo spirare dei sette anni precedenti, e lo stesso dovrà aver luogo allo spirare d'ogni successivo periodo di sette anni.

Art. VIII. La presente Convenzione sarà ratificata, e le ratificazioni si scambieranno a Costantinopoli entro il termine di quattro mesi.

In fedo di ciò, i rispettivi Plenipotenziarj hanno firmato la detta Convenzione apponendovi i loro sigilli.

Fatto a Balta-Liman, presso Costantinopoli, ai 16 di Agosto 1838 (25 della luna di Gemaziul-evvel 1254.)

(L. S.) *Ponsonby.* (L. S.) *Mustafà Rescid.*
(L. S.) *Mustafà Chianì.*
(L. S.) *Mehemed Nurì.*

Articoli addizionali.

Essendo nate certe difficoltà fra l'Ambasciadore di S. Maestà Britannica ed i Plenipotenziarj della Sublime Porta nello stabilire le nuove norme per il commercio di articoli Britannici importati nell' Impero Turco o transitanti per lo stesso, fu convenuto fra Sua Eccellenza l'Ambasciadore Britannico ed i Plenipotenziarj della Sublime Porta, che alla presente Convenzione saranno apposte le loro firme, senza che gli articoli che si riferiscono ai sumenzionati sudditi facciano parte del contenuto di detta Convenzione.

Nello stesso tempo fu inoltre convenuto, che avendo i seguenti articoli ottenuto il consenso del Governo Turco, essi saranno sottoposti all' approvazione del Governo di Sua Maestà, e qualora venissero approvati ed accettati dal Governo di Sua Maestà dovranno poi formare parte integrante del Trattato ora conchiuso.

Gli articoli in questione sono i seguenti:

Art. I. Tutti gli articoli che sono cresciuti, prodotti o manufatturati nel Regno Unito della Gran-Bretagna e d'Irlanda e sue dipendenze, e tutte le mercanzie di qualunque genere, caricate sopra bastimenti Britannici e che appartengono a sudditi Britannici, o da questi arrecate per terra o per mare da altri paesi,

saranno ammesse come in addietro in tutte le parti dell' Impero 1838
Ottomano senza eccezione verso pagamento di un dazio del tre per cento calcolato sul valore dei detti articoli.

Ed in luogo di tutte le altre imposte, anche interne sieno esse a carico del compratore o del venditore, a cui questi articoli soggiacciano presentemente, viene stipulato, che l'introducente dopo aver ricevuto le sue mercanzie pagherà, se le vende, nel luogo dell' arrivo, o se egli di là le spedisce per essere vendute altrove nell' interno dell' Impero Turco, una sola imposta fissa di due per cento, dopo di che tali articoli potranno vendersi e rivendersi nell' interno ed esportarsi, senza che ne venga percepita o chiesta alcun' altra ulteriore imposta.

Tutti gli articoli poi che hanno pagato in un porto il dazio d'importazione del 3 per 100 potranno spedirsi in un altro liberi da ogni dazio, ed il secondo dazio non sarà pagato che quando si volesse venderli colà o trasportarli di là nell' interno.

È sempre sottinteso che il Governo di Sua Maestà non pretende nè con questo articolo nè con alcun altro del presente Trattato, di stipulare alcuna cosa fuori del semplice e reale senso delle espressioni usate, nè d'impedire in alcun modo il Governo Ottomano nell' esercizio dei suoi diritti di amministrazione interna, quando l'esercizio di questi diritti non va a violare evidentemente i privilegi accordati alle mercanzie od ai sudditi Britannici cogli antichi Trattati o col Trattato presente.

Art. II. I sudditi di Sua Maestà Britannica o i loro agenti potranno in ogni luogo del territorio Ottomano liberamente comperare qualunque mercanzia estera importata in Turchia da altri paesi e farne commercio in qualunque maniera, e se tali mercanzie estere non hanno pagato altro dazio che quello d'importazione, allora il suddito Britannico o il suo agente potrà comprare tali mercanzie estere pagando il dazio addizionale di 2 per 100, quale dovrebbe pagarlo alla vendita delle proprie mercanzie importate o alla loro spedizione per la vendita nell' interno, dopo di che tali mercanzie estere potranno rivendersi nell' interno o esportarsi, senza ulterior dazio, e se tali mercanzie estere avessero già pagato l'ammontare di ambedue le imposte (cioè il dazio d'importazione ed il dazio che solo è stabilito per l'interno), allora potranno essere comprate dal suddito Britannico o dal suo agente ed indi rivendute o esportate, senza essere mai sottoposte ad alcun dazio ulteriore.

Art. III. Nessuna imposta sarà percepita su mercanzie Britanniche — (cioè tali che sono cresciute, prodotte o manufattu-

1838 rate nel Regno Unito e sue dipendenze, o cresciute, prodotte o manufatturate, in qualunque paese estero, e caricate sopra bastimenti Britannici ed appartenenti a sudditi Britannici) — nel passaggio pegli stretti dei Dardanelli, del Bosforo e del Mar Nero, sia che simili mercanzie passino per quegli stretti nei bastimenti che le arrecarono o che vengano in quegli stretti caricate a bordo di altro bastimento, ovvero che essendo destinate ad essere vendute altrove, vengano sbarcate a terra coll' intenzione di ricaricarle sopra altri bastimenti (ed in questo modo di farle continuare la loro strada) entro un tempo conveniente.

Tutte le mercanzie importate in Turchia ad oggetto di essere spedite in altri paesi o che rimanendo nelle mani dell' introducente devono essere da questo spedite per la vendita in altri paesi, non pagheranno che il solo dazio de 3 per 100 all' importazione, e nessun altro qualsiasi dazio.

Fatto a Balta-Limau, presso Costantinopoli, ai 16 d'Agosto, l'anno 1838.)

(L. S.) *Ponsonby.* (L. S.) *Mustafà Rescid.*
(L. S.) *Mustafà Chianì.*
(L. S.) *Mehemed Nurì.*

Nota dichiaratoria diretta a Lord Ponsonby da Sua Eccellenza Nurì Effendi, ai 27 Agosto 1838, relativa al 2° articolo della precedente Convenzione.

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 188.)

È stipulato nel 2° articolo del Trattato di commercio conchiuso fra la Sublime Porta ed il Governo Britannico ai 25 della luna di Gemaziul-evvel 1254 (corrispondente ai 16 Agosto 1838), che i mercanti Inglesi sieno autorizzati a comprare ogni sorta di mercanzie nell' Impero Ottomano.

Affinchè poi il diritto dei mercanti Inglesi di vendere nell' Impero Ottomano le mercanzie che avranno comperate o di esportarle non dia luogo ad alcun equivoco, l'ambasciata di Sua Maestà Britannica ha desiderato, che venga data una dichiarazione sopra questo punto, o nel Trattato medesimo, o in una nota speciale.

Il senso del passo, di cui si dimanda una dilucidazione, emerge dal rapporto che hanno fra di loro i seguenti punti del 2° articolo. Ma ciò nonostante noi ripetiamo che i mercanti Ing-

lesi possono in forza del presente Trattato comprare nell' Impero Ottomano ogni sorta di mercanzie, spedirle ovunque lo stimano a proposito, dopo avere pagato il dazio per ciò stipulato nel Trattato, e che possono, se lo giudicano conveniente, rivendere le medesime nell' Impero Ottomano, conformandosi alle disposizioni stabilite dal detto Trattato circa il commercio interno. 1838

Tali sono le disposizioni del Trattato, e noi diamo questa spiegazione all' Ambasciadore rinnovando a Sua Eccellenza le assicurazioni della nostra sincera e perfetta amicizia.

Ai 7 della luna di Gemaziul-Achir 1254 (27 Agosto 1838).

Dichiarazione concertata e firmata dai rispettivi Plenipotenziarj sopra lo scambio delle Ratifiche della precedente Convenzione, ai 16 di Novembre 1838.

Apparendo dall' esame della traduzione Inglese dell' articolo 8 dell' originale Turco del Trattato sottoscritto a Balta-Liman ai 16 d'Agosto 1838, che in quest' articolo del testo Turco sono inserite certe parole, che non hanno parole equivalenti nel testo originale Inglese dello stesso articolo del Trattato firmato dal Plenipotenziario Britannico, le quali paroli portano, che il Trattato non abbia da entrare in vigore avanti il 1° giorno di Marzo 1839, ed essendo desiderabile di prevenire tutti i dubbj, che potessero nascere da una differenza fra i testi originali Inglese e Turco del Trattato si dichiara col presente atto, essere l'intenzione dei Plenipotenziarj d'ambe le Parti, che l'anzidetto Trattato abbia da comminciare ad avere effetto il 1° giorno del mese di Marzo 1839.

Viene inoltre stipulato e dichiarato, che siccome il testo Turco del primo dei tre articoli addizionali contiene le parole « per terra o per mare », e le parole « o per mare » sono state ommesse nel testo Inglese, ma poscia introdotte nelle Ratifiche di Sua Maestà Britannica, queste parole abbiano ad essere considerate quali aventi la stessa forza e validità come se fossero state inserte negli articoli originali, rispettivamente firmati dai Plenipotenziarj Britannico e Turco.

Fatto a Calender, ai 16 di Novembre 1838.

(L. S.) *Ponsonby.* (L. S.) *Mustafà Chiani.*
(L. S.) *Mehemed Nurì.*

1838 *Note adressée par l'Internonce I. et R. à la Porte Ottomane en date du 27 Août 1839.*

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 194.)

Le soussigné Internonce et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche a reçu la note que la Subl. Porte lui a fait l'honneur de lui adresser en date du 13 Djémaziul-evvel pour lui annoncer les mesures qu'Elle avait prises dans le but de faire participer les sujets Autrichiens aux avantages du Traité de Commerce conclu récemment entre Elle et les Gouvernemens d'Angleterre et de France jusqu'à la conclusion d'un traité spécial avec la cour Impériale d'Autriche.

Le soussigné, tout en exprimant sa reconnaissance au Ministère de la Sublime Porte pour l'empressement dont il a fait preuve dans cette occasion, se voit dans le cas de lui faire observer que les stipulations du traité Anglais ne pouvant être appliquées au commerce Autrichien d'une manière absolue sans que, vu la position géographique de l'Autriche, il en résulte des dommages sensibles pour les provinces limitrophes de l'Empire Ottoman, il a demandé dans sa note du 9 Juillet que les dispositions de ce traité ne soient applicables aux sujets de S. M. l'Empereur que dans le cas où ils devraient le solliciter expressément. Toutefois la Subl. Porte ayant sans doute des raisons valables pour ne point admettre cette dernière clause, le soussigné croit pouvoir prendre sur lui de ne pas y insister, et se flatte qu'il remplira les intentions de son Auguste Cour en acceptant le mode proposé par le Gouvernement Ottoman, à la condition que l'exécution de cette mesure ne soit point étendue aux provinces limitrophes de l'Autriche telles que la Moldavie, la Valachie, la Servie, la Bosnie et l'Herzégovine, où jusqu'à la conclusion d'un nouveau traité entre la Cour Impériale et la Sublime Porte les anciennes Capitulations existant entre les deux Empires devront rester en pleine vigueur.

Le soussigné réclame par conséquent l'entremise du ministère de Sa Hautesse pour que des ordres dans ce sens soient adressées aux préposés des douanes dans les cinq provinces précitées, au même temps que l'application du traité Anglais au commerce de l'Autriche sera ordonnée aux autorités Ottomanes dans les autres parties de l'Empire.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler l'assurance de sa haute considération. 1838

Note de la Subl. Porte remise à l'Internonce Impérial en date du 13 Chaban 1255 (21. Octobre 1839).

(Raccolta di trattati colla porta Ottomana, p. 198.)

S. Exc. M. le Baron de Stürmer, Internonce d'Autriche dans cette capitale, a demandé, il y a quelque temps, par une note, que les stipulations du Traité de Commerce conclu en dernier lieu avec les Cours de France et d'Angleterre fussent observées également à l'égard des sujets Autrichiens jusqu'à ce que la Cour Impériale conclue elle-même avec la Porte, à l'instar du dit Traité, une nouvelle Convention commerciale conforme à sa situation particulière et aux intérêts des deux Parties. La Sublime Porte a, peu après, annoncé à M. l'Internonce qu'elle avait donné à tous les employés de douane de l'Empire l'ordre d'agir en conséquence de la demande susmentionnée.

Comme cependant M. l'Internonce nous a tout récemment témoigné le désir que jusqu'à la conclusion de la Convention ci-dessus, Elle fasse exécuter dans les provinces limitrophes o. à d. dans les deux Principautés, dans la Servie, la Bosnie et l'Herzégovina les anciens traités en vigueur entre les deux Gouvernemens, la Sublime Porte, par suite des rapports de sincère amitié qui l'unissent à la Cour Impériale, vient de faire savoir aux préposés de douane respectifs que les cinq provinces précitées seront censées ne pas être comprises dans les ordres donnés antérieurement, mais qu'on devra provisoirement y observer, comme par le passé, les anciennes stipulations commerciales.

C'est pour faire cette communication à S. Exc. M. l'Internonce que nous Lui remettons la présente Note officielle en saisissant cette occasion de Lui renouveler l'assurance de notre haute considération.

Wesiralschreiben an den Muschir von Bosnien d. d. 4. Zilkide 1259. (26. November 1843.)

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 202.)

Wie es E. Excellenz bekannt ist, trat der österr. Hof dem mit England und Frankreich und in der Folge auch mit einigen

1838 andern befreundeten Mächten abgeschlossenen Handelsvertrage zeitweilig bei. Da die Bestimmungen des genannten Vertrages für die österr. Kaufleute somit eben so wie für die Unterthanen der obgenannten Mächte zu vollziehen waren, wurden hierüber an alle Mauthbeamten in den osmanischen Staaten die nöthigen Befehle ertheilt, worauf die kais. österr. Gesandtschaft mittelst Note das Begehren stellte, dass bis zum definitiven Abschlusse des Handelstraktates mit Oesterreich in allen an diesen Staat gränzenden osmanischen Provinzen, in Bosnien, in der Walachei und der Moldau, in Serbien und der Herzegowina die Bestimmungen der alten, zwischen der Pforte und Oesterreich bestehenden Traktate aufrecht erhalten werden sollen, demzufolge wurde vom Ministerium des Aeussern mittelst officieller Note vom 13. Schaban 1255 die österr. Gesandtschaft in Kenntniss gesetzt, dass bis zum Abschlusse des gedachten Traktates für die nach Bosnien kommenden österr. Kaufleute und ihre Agenten die Bestimmungen der alten Traktate zeitweilig wie früher in Anwendung gebracht werden sollten, und dort eine Ausnahme bei Vollziehung der jüngst erlassenen Befehle stattfinden würde.

Wiewohl damals die Betreffenden von diesem Umstande durch Weisungen verständiget wurden und auch Ew. Excellenz Vorgänger hierüber gemessene Vorschrift erhielt, kommt uns gegenwärtig durch die erwähnte Gesandtschaft, die Anzeige zu, dass der Beamte der, dem Orte Bácsa gegenüberliegenden Mauth bei Ausfuhrwaaren den Verkäufern 10 % und den sie kaufenden österr. Kaufleuten 3 %, also im Ganzen 13 % abverlange, dass dieser Sachverhalt der zwischen den beiden Höfen getroffenen früher erwähnten Uebereinkunft zuwiderläuft, und dass von den durch österr. Kaufleute nach Bosnien und der Umgegend eingeführten, so wie von jenen Handelsartikeln, die selbe von dort nach Oesterreich ausführen, der Zoll nur nach den Bestimmungen der alten Traktate, und um Nichts mehr behoben werden dürfe.

Gegenwärtiges Schreiben wird somit an Ew. Excellenz gerichtet, damit dieselben Ihrer Geschäftserfahrung und persönlichen Einsicht und dem Inhalte unserer früheren Anzeigen gemäss Sorge tragen, dass für die nach Bosnien kommenden österr. Kaufleute und ihre Agenten, bis zum Abschlusse des erwähnten Vertrages, zeitweilig die Bestimmungen der alten Traktate ihre Anwendung finden, und für dieselben alldort von der Vollziehung der Satzungen des neuen Handels-Traktates eine Ausnahme gemacht werde.

Wenn diess Schreiben Euer Excellenz zukommt, hoffen Wir dass Dieselben seiner Vorschrift nach handeln werden. 1838

(Unter demselben Datum erfloss ein *mutatis-mutandis* ganz gleichlautendes Wesiralschreiben an den Statthalter der Herzegowina.)

Wesiralschreiben an den Fürsten der Walachei d. d. 8. Silhidsche 1259 (30. December 1843.)

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 206.)

So wie es E. Hochgeb. bekannt ist, ist in dem kürzlich erlassenen, das walachische Mauthwesen betreffenden grossherrlichen Ferman ausgesprochen und bestimmt worden, dass von den, aus den Staaten der meisten europäischen Mächte, die mit der Pforte den (neuen) Handels-Traktat abgeschlossen haben, in die Walachei eingeführten Waaren und Gütern eine Mauthgebühr von 5 % zu erheben sei. Allein in Gemässheit des unlängst zwischen der Hohen Pforte und dem österr. Hofe getroffenen provisorischen Uebereinkommens sollen in den an Oesterreich gränzenden Provinzen nach den früheren Traktaten blos 3 % erhoben werden, wesshalb wir als nothwendig und natürlich ansahen, dass die aus den österr. Ländern nach der Walachei, und aus der Walachei nach Oesterreich geführten Waaren und Güter in Hinsicht des Mauthzolls von den Bestimmungen des oberwähnten grossherrlichen Fermans ausgenommen blieben. Indessen, da die kais. österr. Gesandtschaft uns nun officielle Vorstellungen gemacht hat, damit obiger Sachzustand E. Hochgeb. ausdrücklich kundgegeben werde, so richten wir dieses Schreiben an Sie, damit Sie dafür beflissen sein mögen, dass von den, wohlverstanden, aus Oesterreich nach der Walachei und aus der Walachei nach Oesterreich gebrachten Waaren einstweilen nichts über die durch die alten Traktate festgesetzte Mauthgebühr von 3 % verlangt werde.

Bei Ankunft dieses unseres Schreibens möge E. Hochgeboren sich beeilen, nach dessen Inhalt zu verfahren.

1838 *Wesiralschreiben an den Fürsten von Serbien d. d. 18. Silhidsche 1259 (9. Jänner 1844).*

(Raccolta di trattati colla Porta Ottomana, p. 208.)

Wie Ew. Excellenz wohl wissen, ist durch ein, vor einiger Zeit zwischen der Hohen Pforte und dem österr. Hofe getroffenes Provisorium festgesetzt, dass in den an die österreichische Monarchie gränzenden Provinzen, sowohl für die Einfuhr- als für die Ausfuhrartikel, nach den alten Traktaten, bloss eine Mauthgebühr von 3 vom Hundert erhoben werde.

Ungeachtet nun auch Serbien in die Kategorie dieser Gränzprovinzen gehört, so wurde doch dort in der letzten Zeit, wie uns die k. k. Internuntiatur mittelst officieller Note angezeigt hat, von den österr. Kaufleuten bei der Einfuhr so wie bei der Ausfuhr ein höherer als der 3 procentige Zoll verlangt und sogar ein neuer Tarif festgesetzt.

Da diess nun dem oben erwähnten Provisorium zuwiderläuft, so stellte die besagte Gesandtschaft das Begehren, dass Ew. Excellenz diessfalls die nöthigen Weisungen ertheilt werden möchten.

Es braucht Ew. Excellenz wohl nicht erinnert zu werden, dass der Hohen Pforte die vollständige Erfüllung der von ihr durch ein unverletzbares Uebereinkommen gegebenen Versprechungen überaus am Herzen liegt, und dass, so wie einerseits die Erhebung einer höheren als der dem Eingangs erwähnten Provisorium entsprechenden 3 percentigen Zollabgabe dem Principe widerstreitet, so auch andererseits die Aufstellung eines neuen Tarifs durchaus nicht zugegeben werden kann.

Durch gegenwärtiges Schreiben stellen wir Ew. Excellenz die Nothwendigkeit vor Augen dafür zu sorgen, dass in den Mauthämtern der Ihrer Verwaltung anvertrauten Provinz Serbien von den österr. Unterthanen und Kaufleuten, den alten Traktaten und dem alten bisher geltenden Tarife gemäss, nur ein Zoll von 3 vom Hundert abverlangt, dass alles das, was etwa über diese 3 vom Hundert an Mauthgebühr erhoben worden sein sollte, den Eigenthümern zurückgestellt, und dass endlich in jeder Beziehung die Bestimmungen der bestehenden Traktate gehörig aufrecht erhalten werden.

1839

452.

9 Février — 25 Mars 1839.

Déclarations concernant l'égalité des droits accordée aux navires réciproques. Brême le 9 Février; Vienne le 25. Mars 1839.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. I, p. 578.)

Declarationen ausgestellt von Bremen und Oesterreich in Betreff gegenseitiger Gleichstellung ihrer Flaggen rücksichtlich der Schiffsabgaben. 9. Februar und 25. März 1839.

Dass der Senat der freien Hansestadt Bremen in seiner Sitzung vom 8. Februar 1839 einen Beschluss gefasst hat, in welchem

kraft der hieselbst bestehenden Gesetzgebung k. k. österreichische Schiffe in bremischen Häfen, sowohl rücksichtlich der von der Ladung zu erhebenden Eingangs- und Ausgangszölle, der dafür zu vergütenden Rückzölle, und überhaupt aller Begünstigungen, als auch rücksichtlich aller wie immer genannten Schifffahrtsabgaben, den bremischen Schiffen vollkommen gleichgestellt sind, in Voraussetzung und für die Dauer einer der bremischen Flagge in k. k. österreichischen Häfen zu gewährenden Reciprocität, namentlich auch in der Voraussetzung und so lange, als das, laut Erklärung Sr. Durchlaucht des Fürsten Staatskanzlers vom 16. Januar 1839, für jetzt bestehende, auf alle Flaggen ohne Unterschied gleichmässig sich erstreckende k. k. österreichische Zollsystem unverändert fortdauert, und mit Vorbehalt einer gegenseitig freistehenden sechsmonatlichen Kündigung:

wird hiedurch von dem Unterzeichneten in besonderem Auftrage des Senats bezeugt.

Bremen, den 9. Februar 1839.

Der Chef der Commission des Senats für die auswärtigen Angelegenheiten.

Smidt.

Nachdem Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich über den Allerhöchstdenselben unterlegten Wunsch des hohen Senats der freien Stadt Bremen zu gestatten geruht haben, dass unter genauer

1839 Beobachtung einer vollständigen Reciprocität, die Nationalhandelsschiffe der freien Stadt und deren Gebietes in sämmtlichen österreichischen Seehäfen in Beziehung auf Hafen- und Schifffahrtsabgaben mit den eigenen Unterthanen in so lange gleich behandelt werden dürfen, als nicht eintretende Staatsrücksichten darin eine Aenderung erheischen: so erklärt der unterzeichnete k. k. geheime Haus-, Hof- und Staatskanzler, in Erwiederung der von dem hohen Senate der freien Stadt Bremen ausgestellten übereinstimmenden Gegenerklärung und in Folge Allerhöchsten Auftrages seines Allergnädigsten Monarchen, dass in sämmtlichen österreichischen Häfen die bremischen Handelsschiffe, vom ersten April laufenden Jahres an, und mit Vorbehalt einer beiden contrahirenden Theilen zustehenden, sechs Monate im Voraus zu bewerkstelligenden Aufkündigung, bei ihrem Einlaufen, wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Tonnen-, Hafen-, Leuchtthurm-, Lootsen- oder sonst wie immer Namen habenden Schifffahrtsabgaben auf ganz gleichem Fusse mit den österreichischen Handelsschiffen behandelt werden sollen.

Wien, den 25. März 1839.

Fürst v. Metternich.

453.

19 Avril 1839.

Traité conclu et signé à Londres le 19 Avril 1839, entre la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et les Pays-Bas de l'autre part relatif à la séparation de la Belgique d'avec les Pays-Bas.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. XVI, p. 770.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

S. M. l'Empereur d'Autriche etc., S. M. le Roi des Français, S. M. la Reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, ayant pris en considération leur traité conclu avec S. M. le Roi des Belges, le 15 Novembre 1831, et S. M. le Roi des

Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, étant disposé à conclure 1839
un arrangement définitif sur la base des 24 art. arrêtés par les plénipotentiaires de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie, le 14 Octobre 1831, leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche etc. le sieur Frédéric Chrétien Louis, comte de Senfft-Pilsach etc.

S. M. le Roi des Français: le sieur Horace François Bastien, comte Sébastiani-Porta, etc.

S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande: le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, baron Temple etc.

S. M. le Roi de Prusse: le sieur Henri Guillaume, baron de Bulow etc.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies: le sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo etc.

et S. M. le Roi des Pays-Bas etc. le sieur Salomon Dedel etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'engage à faire immédiatement convertir en traité avec S. M. le Roi des Belges les articles annexés au présent acte, et arrêtés d'un commun accord sous les auspices des Cours de France, d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie.

Art. II. S. M. le Roi des Français, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles mentionnés dans l'article qui précède sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient insérés textuellement dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de leurs dites Majestés.

Art. III. L'union qui a existé entre la Hollande et la Belgique, en vertu du traité de Vienne du 31 Mai 1815, est reconnue par S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, être dissoute.

Art. IV. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Londres, dans le délai de six semaines, ou plus-tôt, si faire se peut. L'échange de ces ratifications aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Hollande et la Belgique.

1839 En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 19 Avril de l'an de grace 1839.

(L. S.)	*H. Sebastiani.*	(L. S.)	*Bulow.*
(L. S.)	*Senfft.*	(L. S.)	*Pozzo di Borgo.*
(L. S.)	*Palmerston.*	(L. S.)	*Dedel.*

Traité fait et signé à Londres, le 19 Avril 1839, entre la Belgique et la Hollande, relatif à la séparation de leurs territoires respectifs.

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

S. M. la Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, prenant en considération leurs traités conclus avec les Cours d'Autriche, de France, da la Grande-Bretagne, de Prusse at de Russla, savoir: par S. M. le Roi de Belges, le 15 Novembre 1831, et par S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc da Luxembourg, en ce jour, Leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir·

S. M. la Roi des Belges, le sieur Sylvain van de Weyar etc. etc.

at S. M. la Roi des Pays-Bas, la sieur Salomon Dedel, etc. etc.

Lesquels, après s'étra communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonna et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Le territoire balge se composera des provinces de
Brabant méridional,
Liége,
Namur,
Hainaut,
Flandra occidentale,
Flandre orientale,
Anvers et
Limbourg.

telles qu'elles ont fait partie du Royaume-uni des Pays-Bss constitué en 1815, à l'exception das districts de la province de Limbourg désignés à l'art. IV.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'art. II.

Art. II. S. M. le Roi des Pays-Bas consent à ce que, dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dassous:

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui, laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue, et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au Grand-duché de Luxembourg, pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché. De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen, de Hechus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelango: Hechus, Guirsch, Grende, Nothomb et Parette, devant appartenir à la Belgique, et Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange au Grand-Duché. De Martelange la dite ligne descendera le cours de la Sure, dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée aussi directement que possible vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand-Duché de Luxembourg, et Honville, Livarchamps, et Loutremange qui feront partie du territoire belge; atteignant ensuite, aux environs de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra la dite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique, et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne, continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg. 1839

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en a été fait ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. VI, auront égard aux localités ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg,

Art. IV. En exécution de la partie de l'art. I relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'art. II, Sa dite Majesté possédera, soit en qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1839 1° Sur la rive droite de la Meuse: aux anciennes enclaves hollandaises sur la dite rive, dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg, située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liége au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande;

2° Sur la rive gauche de la Meuse: à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessous de Wessem, entre cet endroit et Stevenswardt, au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer-Itteren, Ittervordt et Thorn avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans la province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de 1,200 toises, à partir du glacis extérieur de la place sur la dite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération Germanique et les agnats de la Maison de Nassau, sur l'application des stipulations renfermées dans les art. III et IV, ainsi que sur tous les arrangements que les dits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la Maison de Nassau, soit avec la Confédération Germanique.

Art. VI. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement pour jamais à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les art. I, II et IV.

Les dites limites seront tracées, conformément à ces mêmes articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollan-

dais, qui se réuniront le plus-tôt possible en la ville de Maestricht. 1839

Art. VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux art. I, II et IV, formera un Etat indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Art. VIII. L'écoulement des eaux des Flandres sera réglé entre la Belgique et la Hollande, d'après les stipulations arrêtées à cet égard dans l'art. 6 du traité définitif conclu entre S. M. l'Empereur d'Allemagne et les Etats-Généraux, le 8 Novembre 1785; et, conformément au dit article, des commissaires, nommés de part et d'autre, s'entendront sur l'application des dispositions qu'il consacre.

Art. IX, §. 1. Les dispositions des articles 108 jusqu'au 117 inclusivement de l'acte général du congrès de Vienne, relatives à la libre navigation des fleuves et rivières navigables, seront appliquées aux fleuves et rivières navigables qui séparent ou traversent à la fois le territoire belge et le territoire hollandais.

§. 2. En ce qui concerne spécialement la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, il est convenu que le pilotage et le balisage, ainsi que la conservation des passes de l'Escaut en aval d'Anvers, seront soumis à une surveillance commune et que cette surveillance commune sera exercée par des commissaires nommés à cet effet de part et d'autre; des droits de pilotage modérés seront fixés d'un commun accord, et ces droits seront les mêmes pour les navires de toutes les nations.

En attendant et jusqu'à ce que ces droits soient arrêtés, il ne pourra être perçu des droits de pilotage plus élevés que ceux qui ont été établis par le tarif de 1829, pour les bouches de la Meuse, depuis la pleine mer jusqu'à Helvoet, et de Helvoet jusqu'à Rotterdam, en proportion des distances. Il sera au choix de tout navire se rendant de la pleine mer en Belgique, ou de la Belgique en pleine mer par l'Escaut, de prendre tel pilote qu'il voudra; et il sera loisible d'après cela aux deux pays d'établir, dans tout le cours de l'Escaut et à son embouchure, les services de pilotage qui seront jugés nécessaires pour fournir les pilotes. Tout ce qui est relatif à ces établissements sera déterminé par le réglement à intervenir conformément au §. 6 ci-après. Le service de ces établissements sera sous la surveillance commune mentionnée au commencement du présent paragraphe. Les deux gouvernements s'engagent à conserver les passes navigables de l'Escaut et de ses embouchures, et à y

1839 placer et y entretenir les balises et bouées nécessaires, chacun pour sa partie du fleuve.

§. 3. Il sera perçu par le gouvernement des Pays-Bas, sur la navigation de l'Escaut et de ses embouchures, un droit unique de florin 1, 50 par tonneau, savoir florin 1, 12 pour les navires qui, arrivant de la pleine mer, remonteront l'Escaut occidental pour se rendre en Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse; et de florin 0, 38 par tonneau des navires qui, arrivant de la Belgique par l'Escaut ou par le canal de Terneuse, descendront l'Escaut occidental pour se rendre dans la pleine mer. Et afin que les dits navires ne puissent être assujettis à aucune visite, ni à aucun retard ou entrave quelconque dans les rades hollandaises, soit en remontant l'Escaut de la pleine mer, soit en descendant l'Escaut pour se rendre en pleine mer, il est convenu que la perception du droit sus-mentionné aura lieu par les agents néerlandais à Anvers et à Terneuse. De même, les navires arrivant de la pleine mer pour se rendre à Anvers par l'Escaut occidental et venant d'endroits suspects sous le rapport sanitaire, auront la faculté de continuer leur route sans entrave ni retard, accompagnés d'un garde de santé, et de se rendre ainsi au lieu de leur destination. Les navires se rendant d'Anvers à Terneuse, et vice versa, ou faisant dans le fleuve même le cabotage ou la pêche (ainsi que l'exercice de celle-ci sera réglé en conséquence du §. 6 ci-apres), ne seront assujettis à aucun droit.

§. 4. La branche de l'Escaut, dite l'Escaut oriental, ne servant point, dans l'état actuel des localités, à la navigation de la pleine mer à Anvers et à Terneuse, et vice versa, mais étant employée à la navigation entre Anvers et le Rhin, celle-ci ne pourra être grevée, dans tout son cours, de droits ou péages plus élevés que ceux qui sont perçus, d'après les tarifs de Mayence, du 31 Mars 1831, sur la navigation de Gorcum jusqu'à la pleine mer, en proportion des distances.

§. 5. Il est également convenu que la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin, pour arriver d'Anvers au Rhin, et vice versa, restera réciproquement libre, et qu'elle ne sera assujettie qu'à des péages modérés, qui seront les mêmes pour le commerce des deux pays.

§. 6. Des commissaires se réuniront de part et d'autre à Anvers, dans le délai d'un mois, tant pour arrêter le montant définitif et permanent de ces péages, qu'afin de convenir d'un réglement général pour l'exécution des dispositions du présent

article, et d'y comprendre l'exercice du droit de pêche et du 1839
commerce de pêcherie dans toute l'étendue de l'Escaut, sur le pied d'une parfaite réciprocité en faveur des sujets des deux pays.

§. 7. En attendant, et jusqu'à ce que le dit réglement soit arrêté, la navigation de la Meuse et de ses embranchements restera libre au commerce des deux pays, qui adopteront provisoirement, à cet égard, les tarifs de la convention, signée le 31 Mars 1831, à Mayence, pour la libre navigation du Rhin, ainsi que les autres dispositions de cette convention en autant qu'elles pourront s'appliquer à la dite rivière.

§. 8. Si des événements naturels ou des travaux d'art venaient, par la suite, à rendre impraticables les voies de navigation indiquées au présent article, le gouvernement des Pays-Bas assignera à la navigation belge d'autres voies aussi sûres et aussi bonnes et commodes en remplacement des dites voies de navigation devenues impraticables.

Art. X. L'usage des canaux qui traversent à la fois les deux pays, continuera d'être libre et commun à leurs habitants.

Il est entendu qu'ils en jouiront réciproquement, et aux mêmes conditions; et que, de part et d'autre, il ne sera perçu sur la navigation des dits canaux que des droits modérés.

Art. XI. Les communications commerciales par la ville de Maestricht, et par celle de Sittard, resteront entièrement libres, et ne pourront être entravées sous aucun prétexte.

L'usage des routes qui, en traversant ces deux villes, conduisent aux frontières de l'Allemagne, ne sera assujetti qu'au payement de droits de barrière modérés pour l'entretien de ces routes, de telle sorte que le commerce de transit n'y puisse éprouver aucun obstacle, et que, moyennant les droits ci-dessus mentionnés, ces routes soient entretenues en bon état et propres à faciliter ce commerce.

Art. XII. Dans le cas où il aurait été construit en Belgique une nouvelle route, ou creusé un nouveau canal, qui aboutirait à la Meuse vis-à-vis le canton hollandais de Sittard, alors il serait loisible à la Belgique de demander à la Hollande, qui ne s'y refuserait pas dans cette supposition, que la dite route ou le dit canal fussent prolongés d'après le même plan, entièrement aux frais et dépens de la Belgique, par le canton de Sittard, jusqu'aux frontières de l'Allemagne. Cette route ou ce canal, qui ne pourraient servir que de communication commerciale, seraient construits, au choix de la Hollande, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Belgique obtiendrait l'autorisation

1839 d'employer à cet effet dans le canton de Sittard, soit par des ingénieurs et ouvriers que la Hollande fournirait, et qui exécuteraient, aux frais de la Belgique, les travaux convenus, le tout sans charge aucune pour la Hollande, et sans préjudice de ses droits de souveraineté exclusifs sur le territoire que traverserait la route ou le canal en question.

Les deux parties fixeraient, d'un commun accord, le montant et le mode de perception des droits et péages qui seraient prélevés sur cette même route ou canal.

Art. XIII, §. 1. A partir du 1 Janvier 1839, la Belgique, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, restera chargée d'une somme de cinq millions de florins des Pays-Bas de rente annuelle, dont les capitaux seront transférés du débet du trésor général du Royaume des Pays-Bas, sur le débet du grand-livre de la Belgique.

§. 2. Les capitaux transférés et les rentes inscrites sur le débet du grand-livre de la Belgique, par suite du paragraphe précédent, jusqu'à la concurrence de la somme totale de 5,000.000 florins des Pays-Bas de rente annuelle seront considérés comme faisant partie de la dette nationale belge, et la Belgique s'engage à n'admettre ni pour le présent ni pour l'avenir, aucune distinction entre cette portion de sa dette publique provenant de sa réunion avec la Hollande, et toute autre dette nationale belge déjà créée ou à créer.

§. 3. L'acquittement de la somme de rentes annuelles ci-dessus mentionnées de 5,000.000 florins des Pays-Bas, aura lieu régulièrement de semestre en semestre soit à Bruxelles, soit à Anvers, en argent comptant, sans déduction aucune de quelque nature que ce puisse être, ni pour le présent ni pour l'avenir.

§. 4. Moyennant la création de ladite somme de rentes annuelles de 5,000.000 florins la Belgique se trouvera déchargée envers la Hollande de toute obligation du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas.

§. 5. Des commissaires nommés de part et d'autre se réuniront dans le délai de quinze jours, après l'échange des ratifications du présent traité, en la ville d'Utrecht, afin de procéder au transfert de capitaux et rentes qui, du chef du partage des dettes publiques du Royaume des Pays-Bas, doivent passer à la charge de la Belgique jusqu'à la concurrence de 5,000.000 florins de rente annuelle. Ils procéderont aussi à l'extradition des archives, cartes, plans et documents quelconques appartenant à la Belgique ou concernant son administration.

ART. XIV. Le port d'Anvers, conformément aux stipulations 1839
de l'art. 15 du traité de Paris du 30 Mai 1814, continuera d'être uniquement un port de commerce.

ART. XV. Les ouvrages d'utilité publique ou particulière, tels que canaux, routes ou autres de semblable nature, construits, en tout ou en partie aux frais du Royaume des Pays-Bas, appartiendront, avec les avantages et les charges qui y sont attachés, au pays où ils sont situés.

Il reste entendu que les capitaux empruntés pour la construction de ces ouvrages, et qui y sont spécialement affectés, seront compris dans les dites charges, pour autant qu'ils ne sont pas encore remboursés, et sans que les remboursements déjà effectués puissent donner lieu à liquidation.

ART. XVI. Les séquestres qui auraient été mis en Belgique, pendant les troubles, pour cause politique, sur des biens et domaines patrimoniaux quelconques, seront levés sans nul retard; et la jouissance des biens et domaines susdits sera immédiatement rendue aux légitimes propriétaires.

ART. XVII. Dans les deux pays dont la séparation a lieu en conséquence du présent traité, les habitants et propriétaires, s'ils veulent transférer leur domicile d'un pays à l'autre, auront la liberté de disposer pendant deux ans de leurs propriétés, meubles ou immeubles, de quelque nature qu'elles soient, de les vendre, et d'emporter le produit de ces ventes, soit en numéraire, soit en autres valeurs, sans empêchement ou acquittement de droits autres que ceux qui sont ajourd'hui en vigueur dans les deux pays pour les mutations et transferts.

Il est entendu que renonciation est faite, pour le présent et pour l'avenir, à la perception de tout droit d'aubaine et de détraction sur les personnes et sur les biens des Belges en Hollande et des Hollandais en Belgique.

ART. XVIII. La qualité de sujet mixte, quant à la propriété, sera reconnue et maintenue.

ART. XIX. Les dispositions des art. 11 jusqu'à 21 inclusivement, du traité conclu entre l'Autriche et la Russie, le 3 Mai 1815, qui fait partie intégrante de l'acte général du congrès de Vienne, dispositions relatives aux propriétaires mixtes, à l'élection de domicile qu'ils sont tenus de faire, aux droits qu'ils exerceront comme sujets de l'un ou de l'autre Etat, et aux rapports de voisinage dans les propriétés coupées par les frontières, seront appliquées aux propriétaires ainsi qu'aux propriétés qui, en Belgique, en Hollande ou dans le Grand-Duché de Luxembourg,

1839 se trouveront dans les cas prévus par les susdites dispositions des actes du congrès de Vienne.

Il est entendu que les productions minérales sont comprises dans les productions du sol mentionnées dans l'art. 20 du traité du 3 Mai 1815 sus-allégué. Les droits d'aubaine et de détraction étant abolis dès à présent entre la Belgique, la Hollande et le Grand-Duché de Luxembourg, il est entendu que, parmi les dispositions ci-dessus mentionnées, celles qui se rapporteraient aux droits d'aubaine et de détraction seront censées nulles et sans effet dans les trois pays.

Art. XX. Personne, dans les pays qui changent de domination, ne pourra être recherché ni inquiété en aucune manière, pour cause quelconque de participation directe ou indirecte aux événements politiques.

Art. XXI. Les pensions et traitements d'attente, de non-activité et de réforme seront acquittés à l'avenir, de part et d'autre, à tous les titulaires, tant civils que militaires, qui y ont droit, conformément aux lois en vigueur avant le 1 Novembre 1830.

Il est convenu que les pensions et traitements susdits des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui la Belgique, resteront à la charge du trésor belge, et les pensions et traitements des titulaires nés sur les territoires qui constituent aujourd'hui le Royaume des Pays-Bas, à celle du trésor néerlandais.

Art. XXII. Toutes les réclamations des sujets belges sur des établissements particuliers, tels que fonds de veuves, et fonds connus sous la dénomination de fonds des *legs*, et de la caisse des retraites civiles et militaires, seront examinées par la commission mixte dont il est question dans l'art. XIII, et résolues d'après la teneur des réglements qui régissent ces fonds ou caisses.

Les cautionnements fournis, ainsi que les versements faits par les comptables belges, des dépôts judiciaires et les consignations, seront également restitués aux titulaires sur la présentation de leurs titres.

Si, du chef des liquidations dites françaises, des sujets belges avaient encore à faire valoir des droits d'inscription, ces réclamations seront également examinées et liquidées par la dite commission.

Art. XXIII. Seront maintenus dans leur force et vigueur les jugements rendus en matière civile et commerciale, les actes

de l'état civil, et les actes passés devant notaire ou autre officier public sous l'administration belge, dans les parties du Limbourg et du Grand-Duché de Luxembourg, dont S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, va être remis en possession. 1839

Art. XXIV. Aussitôt après l'échange des ratifications du présent traité, les ordres nécessaires seront envoyés aux commandants des troupes respectives pour l'évacuation des territoires, villes, places et lieux qui changent de domination.

Les autorités civiles y recevront aussi en même temps les ordres nécessaires pour la remise de ces territoires, villes, places et lieux aux commissaires qui seront désignés à cet effet de part et d'autre.

Cette évacuation et cette remise s'effectueront de manière à pouvoir être terminées dans l'espace de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

Art. XXV. A la suite des stipulations du présent traité, il y aura paix et amitié entre S. M. le Roi des Belges, d'une part, et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, de l'autre part, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs.

Art. XXVI. Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité conclu en ce jour entre S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Roi des Français, la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse, et l'Empereur de toutes les Russies.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le dix-neuf avril de l'an de grace 1839.

(L. S.) *Sylvain van de Weyer.*

(L. S.) *Dedel.*

1839 *Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et la Belgique de l'autre part. Conclu et signé à Londres, le 19 Avril 1839.*

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

S. M. le Roi des Belges, prenant en considération de même que S. M. l'Empereur d'Autriche etc., S. M. le Roi des Français, S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, leur traité conclu à Londres le 15 Novembre 1831, ainsi que les traités signés en ce jour entre leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, le Roi des Français, la Reine de la Grande-Bretagne, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies d'une part, et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg de l'autre part, et entre S. M. le Roi des Belges et Sa dite M. le Roi des Pays-Bas, Leurs dites Majestés ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Belges, le Sieur Sylvain van de Weyer etc. et

S. M. l'Empereur d'Autriche etc., le Sieur Frédéric Chrétien Louis, comte de Senfft-Pilsach etc.

S. M. le Roi des Français, le Sieur Horace François Bastien, comte Sebastiani-Porta etc.

S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean, vicomte Palmerston, Baron Temple etc.

S. M. le Roi de Prusse, le sieur Henri Guillaume baron de Bulow etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Charles-André, comte Pozzo di Borgo etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivants:

Art. I. S. M. l'Empereur d'Autriche etc., S. M. le Roi des Français, S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Prusse et S. M. l'Empereur de toutes les Russies déclarent que les articles ci-annexés et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs dites Majestés.

ART. II. Le traité du 15 Novembre 1831, entre S. M. le Roi des Belges et Leurs MM. l'Empereur d'Autriche etc., le Roi des Français, la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, est déclaré n'être point obligatoire pour les hautes parties contractantes. 1839

ART. III. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut. Cet échange aura lieu en même temps que celui des ratifications du traité entre la Belgique et la Hollande.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le 19 Avril, l'an de grace 1839.

Sylvain van de Weyer.
Senfft. Sebastiani. Palmerston.
Bulow. Pozzo di Borgo.

Acte d'accession d'Autriche et de Prusse, au nom de la Confédération germanique, aux dispositions concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenues dans les traités conclus le 19 Avril 1839 entre les cinq grandes Puissances et le Roi des Pays-Bas, entre la Belgique et les Pays-Bas et entre les dites cinq Puissances et la Belgique. Fait et signé à Londres, le 19 Avril 1839.

Les plénipotentiaires des Cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, ayant signé aujourd'hui les traités conclus entre les 5 cours et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les cinq cours et S. M. le Roi des Belges, les plénipotentiaires ont jugé à propos que les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, munis des pleins pouvoirs de la diète de la Confédération germanique, fussent invités à accéder, au nom de la dite Confédération, aux dispositions concernant le Grand-Duché de Luxembourg, contenues dans les traités susdits.

En conséquence, les plénipotentiaires d'Autriche et de Prusse, représentant la diète, en vertu des susdits pleins pouvoirs déclarent que la Confédération germanique accède formellement aux arrangements territoriaux concernant le Grand-Duché de Luxembourg contenus dans les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de

1839 l'annexe des traités conclus, en ce jour, entre les 5 cours et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, et entre les 5 cours et S. M. le Roi des Belges ainsi que dans les articles correspondants du traité signé en même temps entre S. M. le Roi des Belges et S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg. — Et ils prennent envers les cours de Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse, de Russie, au nom de la Confédération germanique, l'engagement que celle-ci se conformera en tout aux stipulations renfermées dans lesdites articles, dont la teneur suit mot à mot en tant qu'elles peuvent concerner la Confédération germanique.

Art. I. Le territoire belge se composera des provinces de: Brabant méridional, Liége, Namur, Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale, Anvers et Limbourg, telles qu'elles ont fait partie du Royaume des Pays-Bas constitué en 1815, à l'exception des districts de la province de Limbourg désignés dans l'art. IV.

Le territoire belge comprendra, en outre, la partie du Grand-Duché de Luxembourg indiquée dans l'art. II.

Art. II. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, consent à ce que, dans le Grand-Duché de Luxembourg, les limites du territoire belge soient telles qu'elles vont être décrites ci-dessous:

A partir de la frontière de France entre Rodange, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg, et Athus, qui appartiendra à la Belgique, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui laissant à la Belgique la route d'Arlon à Longwy, la ville d'Arlon avec sa banlieue et la route d'Arlon à Bastogne, passera entre Messancy, qui sera sur le territoire belge, et Clémency, qui restera au Grand-Duché de Luxembourg pour aboutir à Steinfort, lequel endroit restera également au Grand-Duché De Steinfort, cette ligne sera prolongée, dans la direction d'Eischen de Hecbus, Guirsch, Ober-Pallen, Grende, Nothomb, Parette et Perlé jusqu'à Martelange: Hecbus Guirsch, Grende, Nothomb et Parette devant appartenir à la Belgique, et Eischen, Ober-Pallen, Perlé et Martelange au Grand-Duché. De Martelange, ladite ligne descendra le cours de la Sure, dont le Thalweg servira de limite entre les deux Etats, jusque vis-à-vis Tintange, d'où elle sera prolongée, aussi directement que possible, vers la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, et passera entre Surret, Harlange, Tarchamps, qu'elle laissera au Grand--Duché de Luxembourg, et Honville, Livarchamps et Loutermange qui

feront partie du territoire belge; atteignant ensuite, aux environs 1839
de Doncols et de Soulez, qui resteront au Grand-Duché, la frontière actuelle de l'arrondissement de Diekirch, la ligne en question suivra ladite frontière jusqu'à celle du territoire prussien. Tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'ouest de cette ligne, appartiendront à la Belgique; et tous les territoires, villes, places et lieux situés à l'est de cette même ligne continueront d'appartenir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il est entendu qu'en traçant cette ligne, et en se conformant autant que possible à la description qui en été faite ci-dessus, ainsi qu'aux indications de la carte jointe, pour plus de clarté, au présent article, les commissaires-démarcateurs dont il est fait mention dans l'art. VI, auront égard aux localités, ainsi qu'aux convenances qui pourront en résulter mutuellement.

Art. III. Pour les cessions faites dans l'article précédent, il sera assigné à S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, une indemnité territoriale dans la province de Limbourg.

Art. IV. En exécution de la partie de l'art. I relative à la province de Limbourg, et par suite des cessions que S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, fait dans l'art. II, Sa dite Majesté possédera, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunis à la Hollande, les territoires dont les limites sont indiquées ci-dessous:

1° Sur la rive droite de la Meuse, aux anciennes enclaves hollandaises sur ladite rive dans la province de Limbourg, seront joints les districts de cette même province, sur cette même rive, qui n'appartenaient pas aux Etats-Généraux en 1790, de façon que la partie de la province actuelle de Limbourg située sur la rive droite de la Meuse et comprise entre ce fleuve à l'ouest, la frontière du territoire prussien à l'est, la frontière actuelle de la province de Liége au midi, et la Gueldre hollandaise au nord, appartiendra désormais tout entière à S. M. le Roi des Pays-Bas, soit en sa qualité de Grand-Duc de Luxembourg, soit pour être réunie à la Hollande.

2° Sur la rive gauche de la Meuse: à partir du point le plus méridional de la province hollandaise du Brabant septentrional, il sera tiré, d'après la carte ci-jointe, une ligne qui aboutira à la Meuse au-dessous de Wessem, entre cet endroit et Stevensweerdt au point où se touchent, sur la rive gauche de la Meuse, les frontières des arrondissements actuels de Ruremonde et de Maestricht, de manière que Bergerot, Stamproy, Neer-Itte-

1839 ren, Ittervoordt et Thorn, avec leurs banlieues, ainsi que tous les autres endroits situés au nord de cette ligne, feront partie du territoire hollandais.

Les anciennes enclaves hollandaises dans le province de Limbourg, sur la rive gauche de la Meuse, appartiendront à la Belgique, à l'exception de la ville de Maestricht, laquelle, avec un rayon de territoire de 1,200 toises, à partir du glacis extérieur de la place sur ladite rive de ce fleuve, continuera d'être possédée en toute souveraineté et propriété par S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. V. S. M. le Roi des Pays-Bas, Grand-Duc de Luxembourg, s'entendra avec la Confédération germanique et les agnats de la maison de Nassau sur l'application des stipulations renfermées dans les art. III et IV ainsi que sur tous les arrangements que lesdits articles pourraient rendre nécessaires, soit avec les agnats ci-dessus nommés de la maison de Nassau, soit avec la Confédération germanique.

Art. VI. Moyennant les arrangements territoriaux arrêtés ci-dessus, chacune des deux parties renonce réciproquement, pour jamais, à toute prétention sur les territoires, villes, places et lieux situés dans les limites des possessions de l'autre partie, telles qu'elles se trouvent décrites dans les art. I, II et IV.

Lesdites limites seront tracées conformément à ces mêmes articles, par des commissaires-démarcateurs belges et hollandais qui se réuniront le plus tôt possible en la ville de Maestricht.

Art. VII. La Belgique, dans les limites indiquées aux art. I, II et IV formera un Etat indépendant, et perpétuellement neutre.

Elle sera tenue d'observer cette même neutralité envers tous les autres Etats.

Les plénipotentiaires de la Belgique, d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, des Pays-Bas, de Prusse et de Russie, en vertu de leurs pleins pouvoirs acceptent formellement, au nom de leurs cours respectives, ladite accession de la part de la Conféderation germanique.

Le présent acte d'accession sera ratifié par les cours de Belgique, d'Autriche, de France et de Russie, ainsi que par la Confédération germanique, moyennant un arrêté de la diète, dont expédition sera faite au nombre des copies nécessaires. Et les actes de ratification respectifs seront échangés à Londres dans l'espace de six semaines, à dater de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut,

et en même temps que se fera l'échange des ratifications des trois traités susdits. 1839

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent acte d'accession, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 19 Avril de l'an de grace 1839.

(L. S.) *Sylvain van de Weyer.*
(L. S.) *Senfft. Sebastiani. Palmerston. Dedel. Bulow. Pozzo di Borgo.*

Ratification du traité du 19 Avril 1839 entre la Belgique d'une part, et l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'autre part, par S. M. le Roi des Belges. En date de Bruxelles, le 28 Mai 1839.

Nous, Léopold, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Ayant vu et examiné le traité conclu et signé à Londres, le dix-neuf avril 1839 par le Sieur Sylvain van de Weyer, notre Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près S. M. Britannique etc. muni de pleins pouvoirs spéciaux, ainsi que par le sieur Frédéric Chrétien Louis, comte de Senfft-Pilsach, Conseiller intime actuel, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à La Haye etc. etc. plénipotentiaire de S. M. Impériale et Royale Apostolique; le sieur Horace Français Bastien, comte Sebastiani-Porta, plénipotentiaire de S. M. le Roi des Français; le très-honorable Henri Jean, vicomte Palmerston, baron Temple etc. de S. M. Britannique; le sieur Henri Guillaume, baron de Bulow, plénipotentiaire de S. M. Prussienne; et le sieur Charles André, comte Pozzo di Borgo, plénipotentiaire de S. M. l'Empereur de toutes les Russies; tous lesdits plénipotentiaires également munis de pleins pouvoirs en bonne et dûe forme: duquel traité la teneur suit:

(Texte du traité.)

Nous, ayant pour agréable le susdit traité, en toutes et chacune des dispositions qui y sont contenues et annexées, déclarons, tant pour nous que pour nos héritiers et successeurs,

1839 qu'il est approuvé, accepté, ratifié, et par les présentes, signées do notre main, nous l'approuvons, acceptons, ratifions et confirmons, promettant en foi et parole de Roi, de l'observer et de le faire observer inviolablement, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait mettre notre sceau à ces présentes.

Donné en notre palais de Bruxelles le vingt-huitième jour du mois de Mai de l'an de grace 1839.

Leopold.

Par le Roi:
Le Ministre des affaires étrangères, et de l'intérieur,
De Theux.

Ratification du traité conclu avec la Belgique le 19 Avril 1839, par S. M. l'Empereur d'Autriche etc. En date de Vienne, le 19 Mai 1839.

Wir Ferdinand I. etc. etc. etc.

Thun kund und bekennen hiemit:

Nachdem zu London zwischen Unserm Bevollmächtigten und jenen Ihrer Majestäten des Königs der Franzosen, der Königin von Grossbritanien, des Königs von Preussen und des Kaisers von Russland zur Schlichtung der, aus der Trennung Belgiens vom Königreiche dor Niederlande entstandenen Differenzen, Verhandlungen gepflogen worden sind, aus welchen ein am 19. April d. l. J. zwischen den Bevollmächtigten der erstgenannten 5 Mächte einer-, und jenem Sr. Majestät des Königs der Belgier andererseits untorzeichneter Traktat hervorgegangen ist, des folgenden Inhalts:

(Texte du traité.)

Als haben Wir, nach vorgenommener Prüfung sämmtlicher, in diesem Traktate enthaltenen Artikel, dieselben gutgeheissen und genehmigt, versprechen auch mit Unserm kaiserl. königl. Worte, für Uns und Unsere Nachfolger, dieselben Ihrem ganzen Inhalte nach getreu zu beobachten und beobachten zu lassen.

Zu dessen Bestätigung haben Wir gegenwärtige Urkunde

eigenhändig unterzeichnet und selber Unser kaiserl. Insiegel beifügen lassen. 1839

So geschehen zu Wien den 19. Mai im Jahre des Herrn 1839, Unserer Reiche im 5.

Ferdinand.

C. W. L. Fürst von Metternich.

Auf allerhöchst eigenen Befehl Sr. k. k. Maj.,
Josef Freiherr v. Werner.

Procès-verbal de l'échange des ratifications du traité du 19 Avril 1839 entre la Belgique et l'Autriche. Fait à Londres le 8 Juin 1839.

Les soussignés s'étant réunis afin de procéder à l'échange des ratifications d'un traité entre Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, S. M. le Roi des Français, S. M. la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le Roi de Prusse, et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, de l'autre part, conclu et signé à Londres le 19 Avril 1839, avec vingt-quatre articles et deux cartes y annexés; et les actes de ratification respectifs de l'instrument précité ayant été soigneusement examinés, ledit échange a eu lieu aujourd'hui dans les formes usitées.

En foi de quoi ils ont signé le présent procès-verbal d'échange et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le huit Juin 1839.

Sylvain van de Weyer. (L. S.)

Esterhazy. (L. S.)

1839

454.

9 Juillet 1839.

Convention signée à Vienne avec la Belgique, pour assurer aux sujects respectifs le droit réciproque d'hériter dans l'autre Etat, ainsi que l'abolition des impôts dits de détraction ou d'émigration.

(*Martens*, Recueil de traités, t. XVI, p. 946.)

Staatsvertrag über die Erbfähigkeit der gegenseitigen Unterthanen und über die wechselseitige Freizügigkeit des Vermögens und der Verlassenschaften, zwischen dem österr. Kaiserstaate und dem Königreiche Belgien, geschlossen zu Wien den 9. Julius 1839.

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich und S. M. der König der Belgier, in der Absicht durch förmliche Stipulationen ihren Unterthanen gegenseitig das Erbrecht in dem andern Staate zu sichern und zugleich die Aufhebung der Abfahrts- und Emigrationsabgaben zwischen Ihren resp. Staaten festzusetzen, haben Bevollmächtigte ernannt, um diese Stipulationen zu verabreden und zu unterzeichnen, und zwar S. M. der Kaiser von Oesterreich etc. Se. Durchlaucht Clemens Wenzel Lothar Fürsten von Metternich etc. und S. M. der König der Belgier den Baron O'Sullivan de Gross de Scovand etc., welche über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Die Unterthanen S. k. k. apost. Maj. sind zugelassen in Belgien, sowohl ab intestato, als vermöge letztwilliger Anordnung gleich den eigenen belgischen Unterthanen, und in Gemässheit der in diesem Königreiche geltenden Gesetze, Erbschaften anzutreten, und gegenseitig können die Unterthanen S. M. des Königs der Belgier in den Staaten S. k. k. apost. Maj. gleich den eigenen österr. Unterthanen und nach dem österr. Gesetze Erben sein. Dieselbe Gegenseitigkeit und dieselbe Behandlungsweise soll zu Gunsten der beiderseitigen Unterthanen rücksichtlich der Schenkungen unter Lebenden beobachtet werden.

Art. II. Es soll bei der Exportation eines Vermögens, Geldes oder sonstiger Effekten aus den, die österreichische Monarchie bildenden Staaten nach Belgien, diese Exportation möge als Erbschaft, Legat, Heirathsgut, Schenkung oder nach was immer für einen Erwerbtitel geschehen, keinerlei Abschossgebühr (gabella

hereditaria) noch eine Abgabe wegen Exportation oder Emigration erhoben werden. Die solchergestalt ausgeführten Vermögensschaften und Effekten sollen keiner andern Abgabe oder Taxe zu Gunsten des Fiscus oder, bei Verlassenschaften österreichischer Militärpersonen, zu Gunsten der Invalidenkasse unterliegen, als welche wegen des Erbrechts, Verkaufs oder wegen sonstiger Besitzveränderung, von den eigenen österreichischen Unterthanen in Oesterreich und von den belgischen Unterthanen in Belgien, nach den in beiden Staaten bestehenden oder in Hinkunft zu erlassenden Gesetzen, Vorschriften und Anordnungen entrichtet werden müssen. 1839

Art. III. Diese Enthebung ist nicht blos von den vorerwähnten Abschossgeldern und Emigrationsgebühren, welche in die Staatskassen fliessen, sondern anch von jenen zu verstehen, welche den Städten, Märkten, Gemeinden, Patrimonial-Jurisdictionen oder irgend welchen Corporationen zukommen, mit Ausnahme jedoch des Königreichs Ungarn nnd Siebenbürgens, in Ansehung welcher Länder wegen der, in denselben bestehenden besondern Gesetzgebungen, die gegenwärtige Convention an den von Städten, Herrschaften, Corporationen oder Gemeinden gesetzlich erworbeneu Rechten auf Erhebung einer Abzugssteuer bei Exportationen von den, ihrer Jurisdiction unterworfen liegenden Vermögensschaften und Effekten nichts ändern soll.

Dagegen wird von jenem Vermögen, welches Bewohnern solcher Ortschaften, wo diese Abzugssteuer noch fortzubestehen hat, in Belgien zufallen sollte, ein jener Abgabe gleichkommender Betrag zurückbehalten werden. Dieser Abzugsbetrag soll jenen belgischen Unterthanen, oder jenem Stando, oder jener Profession zu Gute kommen, welche nach den Landesgesetzen entweder gemeinschaftlich mit den Bewohnern der vorerwähnten Ortschaften oder nach ihnen zum Besitze des in Frage stehenden Vermögens berufen sind, oder wenn deren keine vorhanden wären, soll jener Abzugsbetrag der Armenverwaltung der Gemeinde, wo der Erbfall eingetreten ist, oder wenn es sich um keine Erbschaft handelt, der Armenverwaltung der Gemeinde gehören, in welcher sich das zu beziehende Vermögen befindet.

Art. IV. Die in den vorstehenden Artikeln zu Gunsten der einzelnen Angehörigen beider Staaten enthaltenen Bestimmungen sollen gleichfalls zu Gunsten der Wohlthätigkeitsanstalten und Corporationen beobachtet werden, welche in dem einen oder in dem andern Staate zur Erwerbung eines Vermögens, es sei durch Testamente oder durch Schenkung unter Lebenden berufen wür-

1839 den, mit dem Vorbehalt jedoch, dass die Gesetze und Anordnungen, welche in beiden Staeten bestehen, oder vermöge des obersten Aufsichtsrechts der Regierungen über derlei Anstalten und Corporationen in Hinkunft erlassen werden dürften, jederzeit volle Kraft haben sollen.

Art. V. Die Aufhebung der in den Artikeln II und III erwähnten Gebühren bezieht sich euf alle zu exportirenden Vermögensschaften, Gelder und sonstige Effekten; elloin die in den Staaten S. M. des Kaisers von Oesterreich einer- und S. M. des Königs der Belgier andererseits bestehenden Gesetze in Ansehung der Person der Auswanderer, ihrer persönlichen Pflichten und nementlich jener, welche den Militärdienst betreffen, verbleiben, ungeachtet der gegenwärtigen Convention, in voller Gültigkeit. Rücksichtlich des Militärdienstes und der andern persönlichen Pflichten der Auswanderer soll auch in Zukunft keine der beiden Regierungen durch gegenwärtige Convention in Bezug auf ihre Gesetzgebung beschränkt sein.

Art. VI. Gegenwärtige Convention soll vom Tege der Auswechslung der Ratificationen, welche in dem Termine von 6 Wochen, oder, wenn es geschehen kann, auch noch früher vor sich zu gehen het, in Kraft und Wirksamkeit treten.

Urkunde dessen haben Wir Bevollmächtigte S. M. des Kaisers von Oesterreich und S. M. des Königs der Belgier gegenwärtige Convention unterzeichnet und Unsere Wappen-Insiegel beigedrückt.

So geschehen Wien, den 9. Julius 1839.

(L. S.) *Metternich.*
(L. S.) *Baron O'Sullivan de Gross.*

Publication officielle de la Convention ci-dessus, faite à Vienne.

Circulare der k. k. Landesregierung im Erzherzogthume Oesterreich unter der Ens, über den zwischen dem keis. österr. und dem königl. belg. Hofe abgeschlossenen Erbfähigkeits- und Freizügigkeitsvertreg.

In Folge hohen Hofkanzleidekretes vom 16. November 1839 wird nachstehender, zwischen dem kais. österr. und dem königl. belg. Hofe em 9. Juli 1839 abgeschlossener, und am 3. October 1839 ausgewechselter Vertrag zur Festsetzung der Erbfähigkeit

der gegenseitigen Unterthanen und Einführung der Freizügigkeit 1840
zwischen beiden Staaten zur öffentlichen Kenntniss gebracht.
Wien, am 18. Januar 1840.

Johann Talatzko Freih. v. Gestieticz,
Regierungs-Präsident.

Anton Thaulow Ritter v. Rosenthal,
Regierungsrath und Kanzleidirektor.

455.

7 Février 1840.

Convention avec le Royaume des Pays-Bas pour l'abolition du droit de détraction.

(Collection des lois politiques, t. LXVIII, p. 162.)

Uebereinkunft zwischen Oesterreich einerseits und dem Königreiche der Niederlande mit Einschluss des Grossherzogthums Luxemburg andererseits, zur Festsetzung der Vermögens-Freizügigkeit zwischen den beiderseitigen Staaten und Unterthanen. Ministerialerklärung unterzeichnet zu Wien am 7. Februar 1840 und ausgewechselt daselbst am 8. Februar gegen eine gleichlautende niederländische.

Da Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. und Se. Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg etc. Sich in der Absicht vereinigt haben, die gegenseitige Aufhebung der Abfahrts- und Emigrationsabgaben (gabella hereditaria, census emigrationis) zwischen Ihren respectiven Staaten und Unterthanen durch formelle Stipulationen festzusetzen: so wurde der unterzeichnete Hof- und Staatskanzler ermächtiget, Namens Sr. k. k. apost. Majestät nachstehende Erklärung auszustellen, um gegen eine gleichlautende Erklärung des Ministeriums Sr. Majestät des Königs der Niederlande ausgewechselt zu werden.

Art. I. Es soll bei der Exportation eines Vermögens, Geldes oder sonstiger Effekten aus den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich in die Staaten Sr. Majestät des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, so wie aus den letztern

1840 in die österreichischen Staaten, diese Exportation möge wegen Auswanderung, Erbschaft, Legat, Heirathsgut, Schenkung oder aus irgend einem anderen Titel stattfinden, keinerlei Abschossgebühr oder Abgabe wegen Emigration erhoben werden, so dass die bei dergleichen Vermögensübertragungen betheiligten Personen keiner anderen Abgabe oder Taxe unterworfen sein sollen, als welche wegen des Erbrechtes, Verkaufes oder wegen sonstiger Besitzveränderung von den eigenen Unterthanen gedacht Ihrer Majestäten nach den bestehenden oder künftig zu erlassenden Gesetzen, Vorschriften und Anordnungen in ihren respectiven Staaten entrichtet werden müssen.

Art. II. Diese Enthebung ist nicht bloss von den Abschossgeldern und Emigrationsgebühren, welche in die Staatskasse fliessen, sondern auch von jenen zu verstehen, welche den Kassen der Städte, Märkte, Gemeinden, Patrimonial-Jurisdictionen, Corporationen oder Stiftungen zukommen, diese sollen sonach in Folge gegenwärtiger Stipulationen keine der vorerwähnten Gebühren von dem Vermögen, Gelde oder sonstigen Effekten, die aus einem Staate in den andern exportirt werden, einzufordern oder zu erheben berechtiget seyn; mit Ausnahme jedoch des Königreichs Ungarn, rücksichtlich dessen, wegen der in selbem bestehenden besonderen Gesetzgebung, die gegenwärtige Uebereinkunft an den von Städten, Herrschaften oder Gemeinden gesetzlich erworbenen Rechten auf Erhebung einer Abzugsteuer bei Exportationen von den ihrer Jurisdiction unterliegenden Vermögenschaften, Geldern oder Effekten nichts ändern soll.

Dagegen kann von jenem Vermögen, welches Bewohnern solcher Ortschaften, wo diese Abzugssteuer noch fortzubestehen hat, in dem Königreiche der Niederlande oder dem Grossherzogthume Luxemburg zufallen sollte, ein jener Abgabe gleich kommender Betrag zurückbehalten werden, welcher der Kasse der Gemeinde zuzufallen hat, aus welcher die Exportation stattfindet.

Art. III. Die Aufhebung der in den Artikeln I und II erwähnten Gebühren bezieht sich auf alle zu exportirenden Vermögenschaften, Gelder und sonstigen Effekten; allein die in den Staaten Sr. k. k. apost. Majestät und Sr. Majestät des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg, bestehenden Gesetze in Ansehung der Person des Auswanderers, seiner persönlichen Pflichten und seiner Militärpflichtigkeit verbleiben ungeachtet der gegenwärtigen Uebereinkunft in voller Gültigkeit. In Betreff des Militärdienstes und der persönlichen Pflichten des Auswanderers soll daher keine der beiden Regierungen durch

gegenwärtige Uebereinkunft weder in der Handhabung ihrer bestehenden Gesetze und Vorschriften, noch in ihrer künftigen Gesetzgebung beschränkt sein. 1840

Art. IV. Vom Tage der Auswechslung gegenwärtiger Erklärung mit einer gleichlautenden Erklärung des Ministeriums Sr. Majestät des Königs der Niederlande soll selbe in Kraft und Wirksamkeit treten, ihre Bekanntmachung unverzüglich eingeleitet und auf deren genauen Vollzug gehalten werden.

Zur Bekräftigung dessen haben Wir Hof- und Staatskanzler Sr. k. k. apostol. Majestät gegenwärtige Urkunde unterzeichnet und mit dem Siegel der geheimen Hof- und Staatskanzlei versehen lassen.

So geschehen, Wien den 7. Februar 1840.

(L. S.) *Fürst v. Metternich.*

456.

22 Mai 1840.

Convention avec la Sardaigne pour assurer la propriété littéraire et artistique des sujets respectifs.

(Collection des lois judiciaires 1840, No. 441, p. 492.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Sardinien zur Sicherstellung der Eigenthumsrechte hinsichtlich der in beiderseitigen Staaten erscheinenden literarischen und artistischen Werke. Abgeschlossen zu Wien am 22. Mai 1840.

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich etc. und Se. Maj. der König von Sardinien etc. von dem gleichen Wunsche beseelt, Wissenschaften und Künste zu begünstigen und zu beschützen, wie nicht minder zu nützlichen Unternehmungen aufzumuntern, haben in wechselseitigem Einverständnisse beschlossen, Schriftstellern und Künstlern für ihre Lebenszeit das Eigenthumsrecht auf ihre in den beiderseitigen Staaten veröffentlichten Werke zu sichern und die Zeit festzustellen, während welcher deren Erben desselben Schutzes geniessen sollen, indem zu diesem Zwecke die Mittel bestimmt würden, durch welche dem Nachdrucke und sonstigen mechanischen Nachbildungen am wirksamsten zu be-

1840 gegnen wäre. Demgemäss haben Ihre Majestäten zu Ihren Bevollmächtigten ernannt und zwar:

Se. Maj. der Kaiser von Oesterreich Se. Durchlaucht den Fürsten Clemens Wenzel Lothar von Metternich-Winneburg etc.

Se. Maj. der König von Sardinien den Herrn Don Victor Amadeus Balba-Bertone, Grafen von Sambuy etc.

welche nach Mittheilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Die Werke oder Produkte des menschlichen Geistes oder der Kunst, die in einem der contrahirenden Staaten veröffentlicht werden, bilden ein Eigenthum, welches den Verfassern oder Urhebern derselben zusteht, um es durch ihre ganze Lebenszeit zu geniessen oder darüber zu verfügen. Nur sie selbst, oder ihre Rechtsnachfolger, haben das Recht, die Veröffentlichung jener Werke zu gestatten.

Art. II. Die Werke der dramatischen Kunst sind gleichfalls ein Eigenthum ihrer Verfasser, und daher in Rücksicht ihrer Veröffentlichung und Vervielfältigung durch den Druck in den Bestimmungen des Art. I begriffen. Dramatische Werke dürfen ohne die Zustimmung ihrer Verfasser oder deren Rechtsnachfolger nicht aufgeführt werden, unbeschadet übrigens der für die öffentlichen Vorstellungen theatralischer Werke in den respectiven Staaten geltenden, oder noch zu erlassenden Normen.

Art. III. Die in einem der contrahirenden Staaten verfassten Uebersetzungen von Manuscripten oder Werken, welche in einer fremden Sprache ausserhalb des Gebietes der gedachten Staaten erschienen sind, werden gleichfalls als Original-Produkte betrachtet, auf welche der Art. I seine Anwendung findet. Eben so sind in diesem Art. I die in einem der contrahirenden Staaten verfassten Uebersetzungen von Werken, die in dem anderen erschienen sind, begriffen. Ausgenommen ist jedoch der Fall, wenn der Verfasser, Unterthan eines der contrahirenden Staaten, in dem von ihm veröffentlichten Werke selbst ankündigt, in einem dieser Staaten eine Uebersetzung erscheinen lassen zu wollen, und er dieses Vorhaben in dem Zeitraume von sechs Monaten wirklich ausführt, wo ihm dann auch für diese Uebersetzung sein Eigenthumsrecht vorbehalten bleiben soll.

Art. IV. Ungeachtet der im Art. I vorkommenden Bestimmungen sollen in Journalen und periodischen Schriften die Artikel anderer Journale oder periodischen Schriften ohne Anstand nachgedruckt werden dürfen, sobald diese Artikel nicht drei

Druckbogen ihrer ersten Veröffentlichung überschreiten, und deren Quelle angegeben wird. 1840

Art. V. Bei anonymen und pseudonymen Werken werden deren Herausgeber in so lange als die Verfasser angesehen, als nicht diese selbst, oder ihre Rechtsnachfolger, ihr eigenes Recht dargethan haben.

Art. VI. Jede Nachbildung (Nachdruck) von Werken, Kunstprodukten, dann musikalischen und theatralischen Compositionen, wie sie in den Artikeln I, II und III erwähnt werden, ist in den beiden contrahirenden Staaten untersagt.

Art. VII. Die Nachbildung (der Nachdruck) ist die Handlung, durch welche ein Werk, es sei im Ganzen oder in seinen einzelnen Theilen, durch mechanische Mittel, ohne Zustimmung des Verfassers oder der Rechtsnachfolger desselben neuerdings hervorgebracht wird.

Art. VIII. Es ist im Sinne des vorigen Artikels nicht allein dann ein Nachdruck vorhanden, wenn zwischen dem Originalwerke und dessen Nachbildung eine vollkommene Aehnlichkeit sich darstellt, sondern wenn unter dem nämlichen Titel, oder auch unter einem verschiedenen, der gleiche Gegenstand in derselben Ideenfolge und mit der nämlichen Eintheilung der Materie verhandelt wird. — Das spätere Werk ist in diesem Falle als ein Nachdruck anzusehen, wenn es auch bedeutend vermehrt oder vermindert worden wäre.

Art. IX. Versetzungen für verschiedene Instrumente, Auszüge und andere Bearbeitungen musikalischer Compositionen, wenn sie für sich als selbstständige Erzeugnisse des menschlichen Geistes angesehen werden können, sollen nicht als Nachdruck behandelt werden.

Art. X. Rücksichtlich des Nachdrucks ist jeder Artikel eines encyklopädischen oder periodischen Werkes, welcher die Zahl von drei Druckbogen überschreitet, als ein für sich bestehendes Werk zu betrachten.

Art. XI. Der Verfasser eines literarischen oder wissenschaftlichen Werkes ist befugt, die Usurpirung des von ihm gewählten Titels zu verhindern, wenn dieselbe das Publikum über die scheinbare Identität des Werkes in Irrthum führen könnte; in einem solchen Falle jedoch ist kein Nachdruck vorhanden, und der Verfasser hat nur das Recht auf einen dem erlittenen Schaden angemessenen Ersatz. Demungeachtet begründet die Wahl eines allgemeinen Titels, als Dictionnair, Wörterbuch, Abhandlung, Commentar, und die Eintheilung eines Werkes nach

1840 alphabetischer Ordnung für den Verfasser sein Recht zu verhindern, dass auch ein anderer denselben Gegenstand unter demselben Titel und nach derselben Eintheilung behandle.

Art. XII. Kupferstiche, Lithographien, Medaillen, dann plastische Werke und Formen erfreuen sich des im ersten Artikel den Kunstwerken überhaupt eingeräumten Privilegiums. Die Nachbildung dieser Gegenstände ist sonach untersagt; in diesem Falle hat jedoch eine Nachbildung nur dann Statt, wenn die Vervielfältigung mit denselben mechanischen Mitteln, wie dieselbe bei dem Originalwerke angewendet worden, und mit Beibehaltung desselben Grössenmaassstabes geschieht. Gemälde, Bildhauerarbeiten, Zeichnungen sind gleichfalls in den Bestimmungen des Art. I begriffen. Jedoch sollen Copien, welche hiervon mit freier Hand ohne Verheimlichung und ohne Einsprache von Seiten des Eigenthümers des Kunstwerkes genommen werden, keine verbotene Nachbildung begründen, ausser der Copist hätte mit böser Absicht gesucht, das Publikum hinsichtlich der Identität der Copie mit dem Urbilde irre zu leiten.

Art. XIII. Die Verfertiger von Zeichnungen, Gemälden, Bildhauer- und anderen Kunstwerken, oder deren Rechtsvertreter können, ohne ihr Eigenthumsrecht auf diese Werke zu verlieren, das ihnen ausschliessend zustehende Recht der Vervielfältigung derselben durch den Stich, den Guss oder sonst ein mechanisches Mittel an Andere abtreten, unbeschadet jedoch der Bestimmungen des vorstehenden Artikels. Wenn sie aber das Original veräussern, so geht dieses Recht auf den neuen Erwerber über, der es durch die ganze Zeit, als der Künstler oder dessen Erben hätten davon Gebrauch machen können, zu geniessen hat, ausgenommen, es wäre das Gegentheil ausdrücklich verabredet worden.

Art. XIV. Die gegenwärtige Convention soll in den respectiven Staaten die freie Reproduction jener Werke nicht hindern, welche daselbst noch vor dem Zeitpunkte, als dieselbe in Kraft getreten ist, veröffentlicht wurden; nur muss hesagte Reproduction bereits ihren Anfang genommen und die gesetzliche Genehmigung erhalten haben. Wäre aber von einem Werke ein Theil vor der Rechtsgültigkeit dieser Convention erschienen, und ein Theil erst später, so soll die Nachbildung dieses letzteren Theiles nur mit Zustimmung des Verfassers oder dessen Rechtsnachfolger stattfinden dürfen; im Weigerungsfalle jedoch würden diese gehalten sein, an die Theilnehmer die Fortsetzung des Werkes zu verkaufen, ohne sie zum Nachkaufe jener Bände anhalten zu können, in deren Besitz sie sich bereits befinden.

Art. XV. Jene, zu deren Nachtheil ein Nachdruck stattgefunden, haben ein Recht auf Ersatz des dadurch erlittenen Schadens. 1840

Art. XVI. Ausser den von den Gesetzen der contrahirenden Staaten gegen den Nachdruck ausgesprochenen Strafen soll die Beschlagnahme und die Zerstörung der Exemplare oder nachgebildeten Gegenstände, und so auch der Formen, Stempel, Platten, Steine und anderen Gegenstände verhängt werden, welche zur Ausführung des Nachdrucks gedient haben. Jedenfalls kann der Beschädigte die Ueberlassung dieser Gegenstände, ganz oder zum Theil, auf Abschlag seiner Ersatzforderung begehren.

Art. XVII. Der Verkauf nachgebildeter Werke ist in beiden Staaten, unter den im vorigen Artikel angedrohten Folgen, durchaus untersagt, welches auch in den Fällen zu gelten hat, wo die Nachbildung im Auslande bewerkstelligt worden sein sollte.

Art. XVIII. Das Recht der Verfasser und ihrer Rechtsnehmer geht auf ihre gesetzlichen oder letztwilligen Erben in Gemässheit der in den respectiven Staaten bestehenden Gesetze über. Dieses Recht kann jedoch nie im Wege der Erbschaft an den Fiscus gelangen und soll in den contrahirenden Staaten durch dreissig Jahre nach dem Tode des Verfassers anerkannt und beschützt werden.

Art. XIX. Für Werke, die nach dem Tode des Verfassers erscheinen, wird diese Frist auf 40 Jahre, von dem Tage des Erscheinens angefangen, ausgedehnt.

Art. XX. Für Werke, die von gelehrten Instituten oder literarischen Vereinen herausgegeben werden, wird jene Frist auf 50 Jahre erweitert.

Art. XXI. Bei Werken von mehreren Bänden und solchen, die in einzelnen Lieferungen herausgegeben werden, sollen die oberwähnten drei Termine für das ganze Werk erst von dem Erscheinen des letzten Bandes oder der letzten Lieferung an gerechnet werden, jedoch unter der Bedingung, dass zwischen den einzelnen Veröffentlichungen nicht mehr als drei Jahre verstreichen. Bei Sammlungen von mehreren einzelnen Werken oder Memoiren sollen die obgedachten Termine nur von der Herausgabe jedes einzelnen Bandes an gerechnet werden, unbeschadet jedoch dessen, was im ersten Absatze des gegenwärtigen Artikels für den Fall angeordnet wurde, als das Werk oder das Memoire, welches einen Theil der ganzen Sammlung ausmacht, selbst in mehrere einzelne Bände zerfiele.

1840 Art. XXII. Für Werke, deren Herausgabe von dem Verfasser begonnen und von dessen Erben beendet werden, soll die Frist von 40 Jahren gelten, wie bei ganz posthumen Werken.

Art. XXIII. Wenn der Verfasser vor Ablauf des Zeitraums, für welchen er allenfalls seine Rechte abgetreten haben sollte, stürbe, so gebührt seinen Erben, nach Verlauf dieser Zeitfrist, der Genuss ihrer Rechte noch für die ganze ihnen in Folge der vorhergehenden Artikel eingeräumte Zeit.

Art. XXIV. Nach Ablauf der in den Artikeln XVIII, XIX, XX, XXI und XXII bestimmten Termine werden die Erzeugnisse der Wissenschaften und der Kunst ein Gemeingut des Publicums. Die von den contrahirenden Regierungen selbst veröffentlichten Actenstücke und die von denselben unmittelbar, oder auf deren Befehl herausgegebenen Werke, wenn dieser Umstand aus dem Werke selbst ersichtlich ist, sollen auch in der Folge nach den in den respectiven Staaten diessfalls geltenden Bestimmungen behandelt werden.

Art. XXV. Um die Ausführung der gegenwärtigen Convention zu fördern, werden sich die contrahirenden Regierungen wechselseitig die Gesetze und Verordnungen mittheilen, welche sie in den Fall kommen dürften, hinsichtlich des literarischen und artistischen Eigenthums zu erlassen. Sie werden sich ferner die von der einen oder der anderen Seite getroffenen Verfügungen mittheilen, um die Originalität einer Ausgabe, oder die Zeitpriorität eines Kunstwerks zu bestimmen.

Art. XXVI. Die Verfügungen gegenwärtiger Convention sollen die Ausübung der in den contrahirenden Staaten bestehenden Censur und sonstiger Verbotsbefugnisse durchaus in nichts beirren, welche, unabhängig von den vorliegenden Stipulationen, nach den in den respectiven Ländern gültigen oder noch zu erlassenden Vorschriften fortan bestehen sollen.

Art. XXVII. Die beiden contrahirenden Staaten werden die übrigen Regierungen Italiens und jene des Cantons Tessin einladen, der gegenwärtigen Convention beizutreten. Diese, durch das alleinige Factum der von ihnen geäusserten Zustimmung, sollen als mitcontrahirende Theile angesehen werden.

Art. XXVIII. Die gegenwärtige Uebereinkunft hat, von dem Zeitpunkte der Auswechslung der Ratificationen angefangen, durch vier Jahre, und noch durch sechs darauf folgende Monate in Kraft zu bestehen, sobald einer der contrahirenden Theile nach Ablauf der vier Jahre die Absicht erklären sollte, die Wirkung besagter Convention aufheben oder aber zu deren Erneuerung

mit Anwendung jener Verbesserungen schreiten zu wollen, welche unterdessen die Erfahrung an die Hand gegeben haben wird. Jeder der beiden contrahirenden Theile behält sich das Recht vor, dem anderen eine solche Erklärung zu machen, und wird hiemit zwischen ihnen ausdrücklich festgesetzt, dass nach Ablauf von sechs Monaten, nach Abgabe der eben erwähnten Erklärung des einen Contrahenten an den anderen, die gegenwärtige Convention und alle darin enthaltenen Stipulationen ihre Wirkung verlieren sollen. 1840

Art. XXIX. Gegenwärtige Convention soll von Ihren Majestäten ratificirt und die Auswechslung der Ratificationen innerhalb vier Wochen, oder wo möglich noch früher bewerkstelligt werden.

Urkund Dessen die beiderseitigen Bevollmächtigten selbe unterzeichnet und ihre Insiegel beigedrückt haben.

So geschehen zu Wien den 22. Mai 1840.

(Gez.) *Metternich.* *De Sambuy.*

457.

4 Juin 1840.

Publication concernant une convention conclue entre l'Autriche et la ville libre de Francfort sur l'abolition réciproque du droit de détraction.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. I, p. 725.)

Nachdem die Allerhöchste kaiserlich österreichische Regierung und der hohe Senat der freien Stadt Frankfurt übereingekommen sind, die bundesmässigen Bestimmungen über die Vermögensfreizügigkeit für die Zukunft auch auf die nicht zum deutschen Bunde gehörigen Provinzen des österreichischen Kaiserstaates auszudehnen, und die darüber ausgestellten Erklärungen unterm 27. Mai 1840 ausgewechselt worden, so wird solches mit dem Bemerken bekannt gemacht, dass die im Bundesbeschluss vom 23. Juni 1817 enthaltenen Bestimmungen rücksichtlich der ungarischen Länder nur auf die Abgaben, welche in die

1840 Landesherrlichen Kassen fliessen — der übrigen Provinzen des österreichischeu Kaiserstaates aber volle Auwendung finden.

458.

28 Juin 1840.

Patente de l'Empereur d'Autriche, concernant la restauration de l'ordre teutonique en Autriche. En date de Vienne le 28 Juin 1840.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. I, p. 140.)

Wir Ferdinaud der Erste, von Gottes Gnaden Kaiser von Oesterreich etc. etc.

Unseres in Gott ruhenden Vaters, des Kaisers Franz Majestät, haben zur Ausführung Ihrer zu jeder Zeit auf Schutz und Erhaltung des deutschen Ritter-Ordens gerichteten Absichten, durch Handschreiben vom 17. Februar 1806, den damaligen Hoch- und Deutschmeister Erzherzog Anton in seiner Würde, und den Orden in dem Besitze seiner in dem Presburger Friedens-Schlusse der Verfügung des Oberhauptes des Erzhauses Oesterreich anheimgegebenen Güter bestätiget; das Verhältniss des Ordens gegen den österreichischen Kaiserstaat bestimmt; und nachdem ersterer in der Folge in den Genuss seiner Güter in Illyrien und Tirol und der Commende zu Frankfurt am Main wieder eingetreten war, ihn zu derjenigen Berichtigung und Ergänzung der Ordens-Statuten vom Jahre 1806 auffordern lassen, welche durch die Auflösung der deutschen Reichsverfassung und durch die neue Stellung des Ordens gegen das Oberhaupt des österreichischen Kaiserthums nothwendig geworden, und zu welcher er durch die ihm vom Papst Innocenz IV. verliehenen Privilegien berechtiget war. Demzufolge sind die Statuten des Ordens mittelst einhelligen Beschlusses seines Gross-Capitels erneuert und durch mehrere den dermaligen Zeitumständen angemessene Abänderungen und Zusätze näher bestimmt worden. Wir haben in voller Uebereinstimmung mit den von des höchstseligen Kaisers Franz Majestät gegen den Orden geäusserten wohlwollenden Gesinnungen den auf solche Art errichteten neuen Statuten Unsere landesfürstliche

Genehmigung ertheilt; und wollen, um diejenigen Verfügungen 1840
derselben, welche sich auf die staats- und privatrechtlichen Verhältnisse des Ordens und seiner einzelnen Mitglieder beziehen, zur allgemeinen Kunde und Nachachtung zu bringen, hiermit Folgendes verordnen:

§. 1. Der deutsche Orden soll in Unseren Staaten als ein selbstständiges geistlich ritterliches Institut, jedoch unter dem Bande eines unmittelbaren kaiserlichen Lehens angesehen und behandelt werden.

§. 2. Wir erklären Uns, für Uns und Unsere Nachfolger, zum beständigen Schutz- und Schirmherrn des Deutschen Ritter-Ordens.

§. 3. Demselben werden in Unseren Staaten in Rücksicht der Verwaltung seines beweglichen und unbeweglichen Vermögens alle Rechte eingeräumt und alle Pflichten auferlegt, welche jedem Privat-Eigenthümer nach den Gesetzen und Landesverfassungen zustehen.

Der Orden wird von der allgemeinen Oberaufsicht der landesfürstlichen Behörden, unter welcher geistliche Gemeinden und ihre Güter stehen, befreit. Da Uns jedoch als oberstem Lehen-, Schutz- und Schirmherrn des Deutschen Ordens die Oberaufsicht über die innere Einrichtung des Ordens, so wie über die Erhaltung seines Vermögens und die Verwaltung desselben gebührt, so behalten Wir Uns vor, Uns, so oft Wir es nöthig finden werden, von dem Ordens-Oberhaupte die erfordorlichen Nachweisungen und Auskünfte vorlegen zu lassen.

§. 4. Alle zur Dotation des Oberhauptes des Ordens bestimmten, oder zur Erhaltung der Ordensglieder gewidmeten Güter, Capitalien, Rechte, Gefälle und Einkünfte bilden das mit dem Lehenbande gegen Unser Kaiserhaus behaftete Gesammteigenthum des Deutschen Ritter-Ordens. Seine unbeweglichen Güter sowohl als die zu dem Stammvermögen desselben gehörigen Capitalien können ohne landesfürstliche Genehmigung weder verpfändet noch veräussert werden. Die Capitalien des Ordens sind nach den in dem allgemeinen bürgerlichen Gesetzbuche für die Gelder der Mündel und Pflegbefohlenen ertheilten Vorschriften zu versichern. Die Anlegung ersparter oder baar eingegangener Capitalien kann nur mit Genehmigung des Ordens-Oberhauptes erfolgen.

§. 5. Dem Deutschen Orden bleibt unbenommen, in allen Provinzen der österreichischen Monarchie sein bewegliches und unbewegliches Vermögen ungehindert zu vermehren; auch kön-

1840 nen über bedingte Dotationen von dem Ordens-Oberhaupte mit Einverständniss des Gross-Capitels verbindliche Urkunden ausgestellt werden.

§. 6. In Rücksicht der Steuern und aller anderen Staats- und Provinzial-Lasten sind die Güter des Deutschen Ordens den weltlichen Gütern gleich zu halten.

§. 7. Das Oberhaupt des Ordens führt den Titel: Hoch- und Deutschmeister des Deutschen Ritter-Ordens.

§. 8. Die Hoch- und Deutschmeister haben als solche vor dem Antritte ihres Amtes, und bei jeder Veränderung in der Person des Landesfürsten die landesfürstliche Belehnung für sich und den ganzen Orden anzusuchen, und falls sie nicht ausdrücklich davon dispensirt werden, feierlich zu empfangen. Sie werden als österreichische geistliche Lehensfürsten behandelt, und geniessen den Rang vor allen geistlichen und weltlichen Fürsten, deren Fürstenwürde jünger als die Zeit der ersten Gründung des Deutschen Ritter-Ordens ist.

§. 9. Der dermalige Hoch- und Deutschmeister Erzherzog Maximilian, so wie auch in Zukunft alle Hoch- und Deutschmeister und Ordensglieder aus Unserem kaiserlichen Hause geniessen den Rang und die Rechte ihrer Geburt. Demzufolge gelten insbesondere in Ansehung des Gerichtsstandes für sie und ihre Dienerschaft die für andere Mitglieder des kaiserlichen Hauses, die keine Landesfürsten sind, und ihre Diener ertheilten Vorschriften.

§. 10. Die Ordensritter und Priester werden nach ihren Ordensgelübden als Religiosen angesehen. Sie bleiben jedoch im Genusse ihres Vermögens. Sie können auch nach dem Eintritte in den Orden durch Handlungen unter Lebenden sowohl als durch Erbschaften nicht nur frei eigenes Vermögen, sondern auch Lehen und Fideicommisse, so weit es der Inhalt der Fideicommiss-Institute gestattet, erwerben. Sie haben zwar freie Macht, durch Handlungen unter Lebenden über ihr Eigenthum zu verfügen, doch muss bei Schenkungen, welche den Betrag von dreihundert Ducaten übersteigen, hierzu früher die Einwilligung des Hoch- und Deutschmeisters eingeholt werden.

§. 11. Kein Mitglied des Ordens kann eine Vormundschaft oder eine Bürgschaft übernehmen, in sofern ihm dieses nicht von dem Hoch- und Deutschmeister durch eine Dispensation von den Ordensgesetzen gestattet wird.

§. 12. Letzte Willenserklärungen und Schenkungen von Todeswegen der Mitglieder des Ordens sind null und nichtig,

wenn nicht der Hoch- und Deutschmeister entweder die beson- 1840
dere Genehmigung hierzu ertheilt, oder dem Ordensmitgliede im Allgemeinen das Recht zur Errichtung eines letzten Willens eingeräumt hat. Die Erlaubniss zur Errichtung eines letzten Willens oder einer Schenkung von Todeswegen kann einem Ordensmitgliede nur bei Lebzeiten desselben ertheilt, sie wird aber ohne besondere Gründe nie verweigert werden. Die vor dem Eintritte in den Orden bereits errichteten letztwilligen Anordnungen sind nur dann gültig, wenn der Erblasser die Erlaubniss zu testiren, nach seinem Eintritte von dem Hoch- und Deutschmeister erhalten hat. Das Ordens-Oberhaupt hat, wenn es einen letzten Willen, zu errichten gesonnen ist, das Gross-Capitel des Ordens um die Ermächtigung dazu anzugehen.

§. 13. Stirbt das Oberhaupt oder ein Mitglied des Ordens ohne gültigen letzten Willen, so fällt dessen freieigenes Vermögen dem Orden zu. Nur muss den Notherben desselben der ihnen allenfalls gebührende Pflichttheil verabfolgt werden. Der Orden haftet für keine Schulden des Erblassers. Er ist aber berechtiget, für Vernachlässigungen an Gebäuden, Abgang am *fundus instructus* und für andere Verkürzungen oder Beschädigungen an der Ordens-Substanz sich den Ersatz aus dem Nachlasse des Verstorbenen zu verschaffen.

§. 14. Nach dem Ableben eines Mitgliedes des Ordens haben ein Ordensritter und ein Ordensbeamter auf dessen Nachlass die enge Sperre anzulegen. Findet sich bei einem Ordensmitgliede, welches die Erlaubniss zur Errichtung eines letzten Willens erhalten hatte, eine letzte Willenserklärung, so hat der Land-Comthur dieselbe dem Hoch- und Deutschmeister zu übergeben, damit derselbe die Richtigkeit dieser dem Erblasser ertheilten Erlaubniss zur Errichtung eines letzten Willens bestätigen könne.

§. 15. Der Deutsche Orden ist über das freieigene Vermögen des Hoch- und Deutschmeisters, der Ordensritter und Ordenspriester in sofern die Abhandlung zu pflegen berechtigt, als dadurch keine mit der Ausübung der streitigen Gerichtsbarkeit zusammenhängende Gerichtshandlung unternommen wird.

Der Orden kann Sperren anlegen, Erbserklärungen annehmen, Inventarien errichten, Convocations-Edikte ausfertigen, Erbschafts- und Testaments-Ausweisungen erledigen, Abhandlungs-Gebühren, unbestrittene Schulden und Vermächtnisse berichtigen lassen, und die Erbschaft dem anerkannten Erben oder der Ordenskasse einantworten. Dagegen ist über Klagen der Erbschafts-

1840 gläubiger oder Vermächtnissnehmer, über Verbote und andere rechtliche Vorsichtsmittel, über gerichtliche Execution, oder über die verhältnissmässige Vertheilung einer zur Berichtigung der Schulden nicht hinreichenden Verlassenschaftsmasse, so wie über alle streitigen Erbschaftsangelegenheiten bei der Gerichtsbehörde, welcher über dio Person des Erblassers die Jurisdiction zugestanden hat, zu verhandeln und zu entscheiden. Das dem Orden eingeräumte Recht der Abhandlung erstreckt sich weder auf Fideicommiss- und Substitutionsmassen, noch auf dio Verlassenschaften der Beamten und Diener des Ordens, oder der Beamten und Diener der einzelnen Ordensmitglieder. Die Ordens-Kanzleien haben bei den Verlassenschafts-Abhandlungen dio Gesetze genau zu beobachten und stehen in diesen Geschäften unter dem Appellations-Gerichte des Landes.

§. 16. Die Mitglieder des Ordens stehen nur in Ordens-Angelegenheiten unter den Ordens-Oberen, in jeder anderen Rücksicht unter den Behörden, welchen sie nach ihren übrigen Verhältnissen unterworfen sind. Die Vernachlässigung der durch den Eintritt in den Orden gegen denselben übernommenen besonderen Pflichten wird von den Ordens-Oberen geahndet. Die Untersuchung und Bestrafung aller anderen Vergehen und Verbrechen gehört vor die von dem Staate dazu bestellten Behörden. Sollte sich ein Mitglied des Ordens muthwillig in Schulden stürzen, so kann das ordentliche Gericht von den Ordens-Oberen angegangen werden, dasselbe öffentlich für einen Verschwender zu erklären.

§. 17. Kraft des Uns zustehenden Schutz- und Schirmrechtes wird Unsere geheime Haus-, Hof- und Staatskanzlei als diejenige Behörde bestimmt, welche in Unserem Namen über die Vollziehung der von Uns bei der Reorganisation des Deutschen Ritterordens erlassenen Bestimmungen zu wachen hat.

So geschehen in Unserer kaiserlichen Haupt- und Residenzstadt Wien am 28. Junius nach Christi Geburt im 1840sten, Unserer Reiche im sechsten Jahre.

Ferdinand.

(L. S.)

Anton Friedrich Graf Mittrowsky v. Mittrowitz und Nemischl, Oberster Kanzler; *Karl Graf v. Inzaghy*, Hofkanzler; *Franz Freiherr v. Pillersdorf*, Kanzler; *Johann Limbeck Freiherr v. Lilienau*, Vice-Kanzler;

Nach Sr. k. k. Apost. Majestät Höchsteigenem Befehle:

Joseph Edler v. Fölsch.

1840

459.

15 Juillet 1840.

Le quadruple traité de Londres. Convention conclue entre les cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie, d'une part, et de la Sublime Porte-Ottomane, de l'autre, pour la pacification du Levant, signée à Londres le 15 Juillet 1840.

(*Martens* et *Cussy*, t. V, p. 42.)

Au nom de Dieu très miséricordieux.

Sa Hautesse le sultan ayant eu recours à Leurs Majestés la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, pour réclamer leur appui et leur assistance au milieu des difficultés dans lesquelles il se trouve placé par suite de la conduite hostile de Méhémet-Ali, pacha d'Eypte, difficultés qui menacent de porter atteinte à l'intégrité de l'empire ottoman et à l'indépendance du trône du sultan, Leursdites Majestés, réunies par le sentiment d'amitié qui subsiste entre elles et le sultan, animées du désir de veiller au maintien de l'intégrité et de l'indépendance do l'empire ottoman, dans l'intérêt de l'affermissement de la paix de l'Europe, fidèles à l'engagement qu'elles ont contracté par la note remise à la Porte par leurs représentans à Constantinople le 27 Juillet 1839, et désirant de plus prévenir l'effusion du sang qu'occasionnerait la continuation des hostilités qui ont récemment éclaté en Syrie entre les autorités du pacha et les sujets de Sa Hautesse;

Leursdites Majestés et Sa Hautesse le sultan ont résolu, dans le but susdit, de conclure entre elles une convention, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean vicomte Palmerston, baron Temple etc.

Sa Majesté l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, le sieur Philippe baron de Neumann etc.

Sa Majesté le roi de Prusse, le sieur Henri Guillaume baron de Bulow etc.

1840 Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le sieur Philippe baron de Brunnow etc.

Et Sa Hautesse le très-majestueux, très-puissant et très-magnifique sultan Abdul-Medjid, empereur des Ottomans, Chekib-effendi, etc.

Lesquels, s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. I. Sa Hautesse le sultan s'étant entendu avec Leurs Majestés la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, sur les conditions de l'arrangement qu'il est de l'intention de Sa Hautesse d'accorder à Méhémet-Ali, lesquelles conditions se trouvent spécifiées dans l'acte séparé ci-annexé, Leurs Majestés s'engagent à agir dans un parfait accord et d'unir leurs efforts pour déterminer Méhémet-Ali à se conformer à cet arrangement, chacune des hautes parties contractantes se réservant de coopérer à ce but selon les moyens d'action dont chacune d'elles peut disposer.

Art. II. Si le pacha d'Egypte refusait d'adhérer au susdit arrangement, qui lui sera communiqué par le sultan avec le concours de Leursdites Majestés, celles-ci s'engagent à prendre, à la réquisition du sultan, des mesures concertées et arrêtées entre elles, afin de mettre cet arrangement à exécution. Dans l'intervalle ayant invité ses alliés à se joindre à lui pour l'aider à interrompre la communication par mer entre l'Egypte et la Syrie, et empêcher l'expédition de troupes, chevaux, armes, munitions et approvisionnemens de guerre de tout genre d'une de ces provinces à l'autre, Leurs Majestés la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, s'engagent à donner immédiatement à cet effet les ordres nécessaires aux commandans de leurs forces navales dans la Méditerranée; Leursdites Majestés promettant en outre que les commandans de leurs escadres, selon les moyens dont ils disposent, donneront, au nom de l'alliance, tout l'appui et toute l'assistance en leur pouvoir à ceux des sujets du sultan qui manifesteront leur fidélité et obéissance à leur souverain.

Art. III. Si Méhémet-Ali, après s'être refusé de se soumettre aux conditions de l'arrangement mentionné ci-dessus, dirigeait ses forces de terre ou de mer vers Constantinople, les hautes parties contractantes, sur la réquisition qui en serait faite

par le sultan à leurs représentans à Constantinople, sont con- 1840
venues, le cas échéant, de se rendre à l'invitation de ce souverain, et de pourvoir à la défense de son trône au moyen d'une coopération concertée en commun, dans le but de mettre les deux détroits du Bosphore et des Dardanelles, ainsi que la capitale de l'empire Ottoman, à l'abri de toute agression. Il est en outre convenu que les forces qui, en vertu d'une pareille atteinte, recevront la destination indiquée ci-dessus, y resteront employées aussi longtemps que leur présence sera requise par le sultan; et lorsque Sa Hautesse jugera que leur présence aura cessé d'être nécessaire, lesdites forces se retireront simultanément et rentreront respectivement dans la mer Noire et la Mediterranée.

Art. IV. Il est toutefois expressément entendu que la coopération mentionnée dans l'article précédent, et destinée à placer temporairement les détroits des Dardanelles et du Bosphore et la capitale Ottomane sous la sauve-garde des hautes parties contractantes contre toute agression de Méhémet-Ali, ne sera considérée que comme une mesure exceptionnelle adoptée à la demande expresse du sultan, et uniquement pour sa défense dans le cas seul indiqué ci-dessus. Mais il est convenu, que cette mesure ne dérogera en rien à l'ancienne règle de l'empire Ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtimens de guerre des puissances étrangères l'entrée dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore; et le sultan, d'une part, déclare par le présent acte, qu'à l'exception de l'éventualité ci-dessus mentionnée, il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir ce principe invariablement établi comme ancienne règle de son empire, et, tant que la Porte se trouve en paix, de n'admettre aucun bâtiment de guerre étranger dans les détroits du Bosphore et des Dardanelles; d'autre part LL. MM. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohème, le roi de Prusse et l'empereur de toutes les Russies, s'engagent à respecter cette détermination du sultan, et à se conformer au principe ci-dessous énoncé.

Art. V. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le 15 Juillet, l'an de grace 1840.

Palmerston. Chekib. Neumann. Bulow. Brunnow.

1840 *Acte séparé à la convention conclue à Londres le 15 Juillet entre les cours de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie d'une part; et la Sublime Porte-Ottomane de l'autre.*

Art. I. Sa Hautesse le sultan a l'intentation d'accorder et de faire notifier à Méhémet-Ali les conditions de l'arrangement ci-dessous:

Sa Hautesse promet d'accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendans en ligne directe l'administration du Pachalik d'Egypte; et Sa Hautesse promet, en outre, d'accorder à Méhémet-Ali, sa vie durant, avec le titre de Pacha d'Acre, et avec le commandement de la forteresse de Saint-Jean d'Acre, l'administration de la partie méridionale de la Syrie, dont les limites seront déterminées par la ligne de démarcation suivante:

Cette ligne, partant du Cap Ras-el-Nakhora sur les côtes de la Méditerranée s'étendra de là directement jusqu'à l'embouchure de la rivière Seisaban, extrêmité septentrionale du lac Tiberias, longera la côte occidentale dudit lac, suivra la rive droite du fleuve Jourdain et la côte occidentale de la mer Morte, se prolongera de là en droiture jusqu'à la mer Rouge, en aboutissant à la pointe septentrionale du golfe d'Akaba, et suivra la côte occidentale du golfe d'Akaba, et la côte occidentale du golfe de Suez jusqu'à Suez.

Toutefois le sultan, en faisant ces offres, y attache la condition que Méhémet-Ali les accepte dans l'espace de dix jours après que la communication en aura été faite par un agent de Sa Hautesse, et qu'en même temps Méhémet-Ali dépose entre les mains de cet agent les instructions nécessaires aux commandans de ses forces de terre et de mer, de se retirer immédiatement de l'Arabie et de toutes les villes saintes qui s'y trouvent situées, de l'île de Candie, du district d'Adana et de toutes les autres parties de l'empire Ottoman qui ne sont pas comprises dans les limites de l'Egypte, et dans celles du pachalik d'Acre tel qu'il a été désigné ci-dessus.

Art. II. Si, dans le délai de dix jours fixé ci-dessus, Méhémet-Ali n'accepte point le susdit arrangement, le sultan retirera alors son offre de l'administration viagère du pachalik d'Acre, mais Sa Hautesse consentira encore à accorder à Méhémet-Ali, pour lui et ses descendans en ligne directe, l'administration du pachalik d'Egypte, pourvu que cette offre soit acceptée dans l'espace des dix jours suivans, c'est-à-dire dans un délai de vingt jours, à compter du jour où la communication lui aura été faite, et

pourvu qu'il dépose également entre les mains de l'agent du 1840
sultan les instructions nécessaires pour ses commandans de terre et de mer de se retirer immédiatement en dedans des limites et dans les ports du pachalik d'Egypte.

Art. III. Le tribut annuel à payer au sultan par Méhémet-Ali sera proportionné au plus ou moins de territoire dont ce dernier obtiendra l'administration, selon qu'il accepte le premier ou le second ultimatum.

Art. IV. Il est expressément entendu, de plus, dans la première comme dans la seconde alternative, que Méhémet-Ali (avant l'expiration du terme fixé de dix ou vingt jours) sera tenu de remettre la flotte turque, avec tous ses équipages et armemens, entre les mains du préposé turc qui sera chargé de la recevoir: les commandans des escadres alliées assisteront à cette remise.

Il est entendu que, dans aucun cas, Méhémet-Ali ne pourra porter en compte ni déduire du tribut à payer au sultan les dépenses pour entretien de la flotte Ottomane pendant tout le temps qu'elle sera restée dans les ports de l'Egypte.

Art. V. Tous les traités et toutes les lois de l'empire Ottoman s'appliquent à l'Egypte et au pachalik d'Acre, ainsi qu'il a été désigné ci-dessus, comme à toute autre partie de l'empire Ottoman; mais le sultan consent qu'à condition du paiement régulier du tribut susmentionné, Méhémet-Ali et ses descendans perçoivent au nom du sultan et comme délégué de Sa Hautesse, les taxes et les impôts légalement établis dans les provinces dont l'administration leur sera confiée; il est entendu en outre que, moyennant la perception des taxes et impôts susdits, Méhémet-Ali et ses descendans pourvoiront à toutes les dépenses d'administration civile et militaire des dites provinces.

Art. VI. Les forces de terre et de mer que pourra entretenir le pacha d'Egypte et d'Acre, faisant partie des forces de l'empire Ottoman, seront toujours considérées comme entretenues pour le service de l'Etat.

Art. VII. Si à l'expiration du terme de vingt jours après la communication qui lui aura été faite (ainsi qu'il a été dit plus haut Art. II) Méhémet-Ali n'adhère point à l'arrangement proposé, et n'accepte pas l'hérédité du Pachalik d'Egypte, le sultan se considérera comme libre de retirer cette offre et de suivre, en conséquence, telle marche ultérieure que ses propres intérêts et les conseils de ses Alliés pourront lui suggérer.

Art. VIII. Le présent acte séparé aura la même force et

1840 valeur que s'il était inséré mot à mot dans la convention de ce jour; il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres en même temps que celles de la dite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le 25 Juillet, l'an de grace 1840.

(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *Chekib.*
(L. S.) *Neumann.* (L. S.) *Bulow.* (L. S.) *Brunnow.*

Protocole, signé à Londres par les plénipotentiaires des quatre Puissances, le 15 Juillet 1840.

En apposant sa signature à la convention de ce jour, le plénipotentiaire de la Sublime Porte-Ottomane a déclaré:

Qu'en constatant, par l'article IV de la dite convention, l'ancienne règle de l'empire Ottoman, en vertu de laquelle il est défendu de tout temps aux bâtimens de guerre étrangers d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, la Sublime Porte se réserve comme par le passé de livrer des firmans aux bâtimens légers sous pavillon de guerre, lesquels sont employés selon l'usage au service de la correspondance des Puissances amies.

Les plénipotentiaires des cours de la Grande-Bretagne etc. ont pris note de la présente déclaration pour la porter à la connaissance de leurs cours.

Signé:
(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *Chekib.*
(L. S.) *Neumann.* (L. S.) *Bulow.* (L. S.) *Brunnow.*

Protocole réservé, signé à Londres, le 15 Juillet 1840 par les plénipotentiaires des quatre Puissances.

Les plénipotentiaires des cours de la Grande-Bretagne etc. ayant, en vertu de leurs pleins pouvoirs, conclu et signé en ce jour une convention entre leurs souverains respectifs pour la pacification du Levant;

Considérant que, vu la distance qui sépare les capitales de leurs cours respectives, un certain espace de temps devra s'écou-

ler nécessairement avant que l'échange des ratifications de ladite convention puisse s'effectuer et que des ordres fondés sur cet acte puissent être mis à exécution; 1840

Et lesdits plénipotentiaires étant profondément pénétrés de la conviction que, vu l'état actuel des choses en Syrie, les intérêts d'humanité aussi bien que les graves considérations de politique européenne qui constituent l'objet des sollicitudes communes des puissances signataires de la convention de ce jour, réclament impérieusement d'éviter autant que possible tout retard dans l'accomplissement de la pacification que ladite transaction est destinée à atteindre;

Lesdits plénipotentiaires, en vertu de leurs pleins pouvoirs, sont convenus entre eux que les mesures préliminaires mentionnées en article II de ladite convention, seront mises à exécution tout de suite, et sans attendre l'échange des ratifications, consentent formellement, par le présent acte et avec l'assentiment de leurs cours, à l'exécution immédiate de ces mesures.

Il est convenu en outre entre lesdits plénipotentiaires, que Sa Hautesse le sultan procèdera de suite à adresser à Méhémet-Ali la communication et les offres spécifiées dans l'acte séparé annexé à la convention de ce jour.

Il est convenu de plus que les agens consulaires de la Grande-Bretagne, d'Autriche, de Prusse et de Russie se mettront en rapport avec l'agent que le sultan y enverra pour adresser à Méhémet-Ali la communication et les offres susmentionnées; que lesdits consuls porteront à cet agent toute l'assistance et tout l'appui en leur pouvoir, et qu'ils emploieront tous leurs moyens d'influence auprès de Méhémet-Ali, à l'effet de le déterminer d'accepter l'arrangement qui lui sera proposé par ordre de Sa Hautesse le sultan.

Les amiraux des escadres respectives dans la Méditerranée recevront les instructions nécessaires pour se mettre en communication à ce sujet avec lesdits consuls.

(L. S.) *Palmerston.* (L. S.) *Chekib.*
(L. S.) *Neumann.* (L. S.) *Bulow.* (L. S.) *Brunnow.*

(Les ratifications de ces conventions ont été échangées à Londres le 15 Septembre 1840.)

1840

460.

25 Juillet 1829.

Convention avec la Russie sur la navigation du Danube, ratifiée à Vienne le 5 Septembre 1840.

(Collection des lois justiciaires 1840, No. 465, p. 529.)

Staatsvertrag zwischen Oesterreich und Russland, in Bezug auf die Donau-Schifffahrt. Abgeschlossen und unterzeichnet zu St. Petersburg den 25. (13.) Juli 1840.

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit.

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und Se. Majestät der Kaiser aller Reussen, König von Polen, von dem Wunsche beseelt, den Handelsverkehr zwischen ihren beiderseitigen Staaten dadurch zu erleichtern, zu erweitern und zu vermehren, dass der Donau-Schifffahrt eine grössere Entwickelung gegeben wird, und von der Ueberzeugung ausgehend, dass Sie diesen Zweck nicht besser erreichen können, als wenn auf diesem Strom die nämlichen Grundsätze angewendet werden, welche der Wiener Congress für die freie Schifffahrt der Flüsse, welche verschiedene Länder scheiden oder durchströmen, aufgestellt hat, haben in gemeinsamer Uebereinstimmung beschlossen, alles, was sich auf diesen Gegenstand gegenseitigen Interesses bezieht, durch eine besondere Convention zu reguliren. Zu diesem Ende haben Ihre Majestäten Bevollmächtigte ernannt und zwar: Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich: den Grafen Karl Ludwig von Ficquelmont etc. etc. Ihren ausserordentlichen und bevollmächtigten Botschafter bei Sr. Majestät dem Kaiser aller Reussen, und Se. Majestät der Kaiser aller Reussen: den Grafen Karl Robert von Nesselrode etc. und den Grafen Woronzoff etc.; welche, nachdem sie sich ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten gegenseitig mitgetheilt, die nachstehenden Artikel festgesetzt und unterzeichnet haben.

Art. I. Die Schifffahrt auf dem ganzen Donaustrome, sowohl von dem Punkte an, wo er das russische Gebiet berührt, bis zu seinem Ausflusse ins Schwarze Meer, als auf der ganzen Strecke, wo er die Staaten Sr. k. k. apost. Majestät bespült, soll, sowohl auf- als abwärts, gänzlich frei sein; sie soll in Bezug auf den Handel Niemand verwehrt, keiner Hemmung, noch irgend

einem Zoll unterworfen werden können, und es sollen für diese 1840
Schifffahrt keine anderen Gebühren, als die weiter unten festgesetzten, entrichtet werden.

Art. II. Die österreichischen Handelsfahrzeuge, so wie die einer jeden anderen Nation, die das Recht hat, im Schwarzen Meer zu schiffen und die mit Russland in Frieden ist, können frei in die schiffbaren Mündungen der Donau einlaufen, diesen Strom auf- und abwärts befahren, und aus demselben auslaufen, ohne deshalb irgend einer Zoll- oder Durchfahrts-Abgabe, ausser den unten erwähnten Gebühren unterworfen zu sein. Auf gleiche Weise können die russischen Handelsfahrzeuge die Donau auf der gauzen Strecke, wo sie die Staaten Sr. kais. apost. Majestät bespült, frei auf- und abwärts befahren, ohne deshalb irgend einer Gebühr zu unterliegen.

Art. III. Die österreichischen Schiffe und Fahrzeuge, die auf der Donau fahren, sollen das Recht haben, längs des Stromes und auf dem ganzen Umfange der Insel St. Georg, Leté und Tschatal sich stromaufwärts ziehen zu lassen, wenn sie den von der kais. russischen Regierung auf beiden Ufern angelegten Leinpfaden nach Erforderniss der Quarantaine-Vorschriften, getroffenen Sanitäts-Vorsichtsmaassregeln folgen; wobei übrigens die Aufsicht, welche diese Maassregeln erheischen, der Schifffahrt kein Hemmniss in den Weg legen darf. Was insonderheit das Schiffziehen längs des Quais der Stadt Reni anlangt, so werden die beiden hohen contrahirenden Theile gemeinschaftlich auf die zu ergreifenden Mittel denken, um dieses Schiffziehen ausführbar zu machen, ohne die Aufrechthaltung der Sanitäts-Vorschriften und den Stand der freien Pratica der Stadt Reni zu gefährden.

Art IV. Die österreichischen Fahrzeuge werden weder bei ihrer Einfahrt in die Mündung der Donau, noch bei ihrer Ausfahrt irgend einer Untersuchung unterliegen. Sie dürfen bei ihrer Einfahrt in die Mündung von Sulina nur so lange aufgehalten werden, als nöthig ist, damit sich der Offizier des Wachtschiffes die Schiffspapiere vorzeigen lassen kann. Sobald sie diese Formalität erfüllt und den Sanitäts-Vorschriften Genüge geleistet haben, soll ihnen gestattet sein, ihre Fahrt fortzusetzen, ohne dass sie länger in diesem Orte aufgehalten werden können. Die nämlichen Erleichterungen sollen den russischen Schiffen und Fahrzeugen gewährt sein, die auf demjenigen Theile der Donau fahren, welcher die Staaten Sr. k. k. apost. Majestät bespült oder durchströmt.

Art. V. Die kais. russische Regierung verpflichtet sich, so-

1840 bald als möglich die erforderlichen Arbeiten beginnen zu lassen, um den Fortschritten der Versandung der Sulina-Mündung Einhalt zu thun und diesen Pass dergestalt fahrbar zu machen, dass er der Schifffahrt kein Hinderniss mehr in den Weg legen kann. Diese Arbeiten sollen so oft, als es für nöthig erachtet wird, und die Jahreszeit und das Wetter es erlauben, wieder aufgenommen und fortgesetzt werden, um eine neue Versandung in besagter Sulina-Mündung zu verhindern.

Art. VI. Dio kais. russische Regierung verpflichtet sich ferner, in möglichst kurzer Frist einen Leuchtthurm auf der angemessensten Stelle an der Sulina-Mündung errichten und auf selbem ein Leuchtfeuer nach den besten gegenwärtig befolgten Principien mit starken Reflektoren unterhalten zu lassen. Dieses Leuchtfeuer soll regelmässig jedes Jahr am 1. März nenen Styls angezündet werden und bis zum Monate December brennen.

Art. VII. Um zu den Kosten der im Art. V stipulirten Reinigungs- und Unterhaltungsarbeiten, sowie zu den Ausgaben, welche die Erbauung und der Unterhalt des Leuchtthurms, der gleichfalls im gemeinsamen Interesso der Schifffahrt der beiden Reiche errichtet wird, erheischen, beizutragen, werden die mit Ladung oder Ballast durch die Sulina-Mündung fahrenden österreichischen Schiffe ein für alle Mal für die Ein- und Ausfahrt die nachstehend fest und unabänderlich stipulirten Gebühren entrichten, nämlich für Reinigungskosten: Die Schiffe mit zwei Masten zwei spanische Piaster oder Talaris; die Schiffe mit drei Masten drei spanischo Piaster oder Talaris; die Dampfschiffe ohne Unterschied drei spanische Piaster oder Talaris. Als Leuchtthurms-Gebühr werdon allo österreiohischen Schiffe, ohne Unterschied der Grösse und des Tonnengehalts, einen Talari oder spanisoben Piaster bezahlen. Beide Gebühren werden blos beim Auslaufen der Schiffe aus der Donau-Mündung und nicht bei ihrem Einlaufen erhoben, damit die Schiffe dort nioht aufgehalten worden und den günstigen Wind benutzen können, um ohne Zeitverlust den Strom aufwärts zu fahren. Die Erhebung der Gebühren für die Reinigung soll von dem Zeitpunkte an stattfinden, an welchem die diesfallsigen Arbeiten begonnen haben werden. Jedoch würdo jedes österreichische Fahrzeug, das vom Jahre 1842 an, sich in der Nothwendigkeit befinden dürfte, Leichtschiffe zur Einfahrt in die Donau oder zur Ausfahrt aus derselben zu gebrauchen, dadurch *ipso facto* von der Reinigungs-Gebühr befreit seiu. Die Leuchtthurm-Gebühr soll von dem Augenblicke an, wo das Leuchtfeuer angezündet wird, entrichtet werden.

Art. VIII. Um den Handelsverkehr zwischen den längs der Donau liegenden Ländern mit den russischen Häfen des Schwarzen Meeres noch mehr zu erleichtern, willigt die kais. russische Regierung ein, die österreichische Donau-Schifffahrt, in Bezug auf die Sanitäts-Vorsichtsmassregeln, auf gleichen Fuss mit der Dampfschifffahrt des Schwarzen Meeres durch die Dardanellen zu stellen, indem sie gestattet, dass die von Wien oder aus Ungarn an Bord österreichischer Dampfschiffe auf der Donau versendeten Waaren zu Odessa oder in den anderen Häfen, gleich denen, die aus Triest, aus Livorno oder aus anderen Häfen des Mittelländischen Meeres kommen, behandelt werden, so oft diese Waaren und die Pakete oder Ballen, welche sie enthalten, mit dem Siegel der russischen Botschaft zu Wien oder dem Siegel des russischen Consulats zu Orsowa versehen sind. 1840

Art. IX. Indem die beiden contrahirenden Theile solchergestalt die Aufrechthaltung des Grundsatzes der freien Donau-Schifffahrt als permanent anerkennen, sind sie übereingekommen, dass die Stipulationen der gegenwärtigen Convention während des Zeitraumes von zehn Jahren, vom Tage der Auswechselung der Ratificationen angerechnet, in Kraft bleiben und ihre volle und gänzliche Wirkung haben sollen.

Art. X. Gegenwärtige Convention soll ratificirt und die Ratificationen sollen binnen zwei Monaten oder früher, wenn es sein kann, in St. Petersburg ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten die gegenwärtige Convention unterzeichnet und selber ihre Insiegel beigedruckt.

So geschehen zu St. Petersburg, den 25. (13.) Juli im Jahre des Heils 1840.

(L. S.) *Der Graf von Ficquelmont.*
(L. S.) *Karl Graf von Nesselrode.*
(L. S.) *K. M. Woronzoff.*

1841

461.

20 Mai 1841.

Convention de navigation, conclue entre l'Autriche et la France à Vienne le 20 Mai 1841.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. II, p. 87.)

Extrait.

A partir du 1 Juin 1841, tout navire de commerce autrichien entrant en relâche forcée dans un port du royaume y sera, à charge de réciprocité exempté de tous droits de port ou de navigation perçu ou à percevoir au profit de l'Etat, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu qu'il ne se livre, dans le port de relâche, à aucune opération de commerce, en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargemens et les chargemens motivés par l'obligation de réparer le navire, son avitaillement et le transbordement de la cargaison, en cas de nécessité, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant ouverture au paiement des droits, et pourvu que le navire ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

462.

10 Juillet 1841.

Conférence des Plénipotentiaires de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de la Porte-Ottomane, relative aux affaires de l'Orient, tenue à Londres le 10. Juillet 1841.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. II, p. 128.)

Protocole.

Les difficultés dans lesquelles Sa Hautesse le Sultan s'est trouvé placé et qui l'ont déterminé à réclamer l'appui et l'assi-

stance des cours d'Autriche, de la Grande-Bretagne, de Prusse 1841
et de Russie, venant d'être applanies, et Mehemet-Ali ayant fait envers Sa Hautesse le Sultan l'acte de soumission que la convention du 15 Juillet 1840 était destinée à amener, les Représentans des cours signataires de la dite convention ont reconnu, qu'indépendamment de l'exécution des mesures temporaires résultant de cette convention, il importe essentiellement de consacrer, de la manière la plus formelle, le respect dû à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, en vertu de laquelle il a été de tout temps défendu aux bâtimens de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore.

Ce principe étant par sa nature d'une application générale et permanente, les Plénipotentiaires respectifs, munis à cet effet des ordres de leurs Cours, ont été d'avis, que pour manifester l'accord et l'union qui président aux intentions de toutes les Cours dans l'intérêt de l'affermissement de la paix Européenne, il conviendrait de constater le respect dû au principe susmentioné, au moyen d'une transaction à laquelle la France serait appelée à concourir, à l'invitation et d'après le voeu de Sa Hautesse le Sultan.

Cette transaction étant de nature à offrir à l'Europe un gage de l'union des cinq Puissances, le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique ayant le département des affaires étrangères, d'accord avec les Plénipotentiaires des quatre Puissances, s'est chargé de porter cet objet à la connaissance du Gouvernement français, en l'invitant à participer à la transaction par laquelle, d'une part, le sultan déclarerait sa ferme résolution de maintenir à l'avenir le susdit principe; de l'autre, les cinq Puissances annonceraient leur détermination unanime de respecter ce principe et de s'y conformer.

Signé: *Esterhazy. Neumann. Palmerston.*
Bulow. Brunnow. Chekib.

1841

463.

13 Juillet 1841.

Convention signée et conclue à Londres le 13 Juillet 1841 entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie d'une part, et la Porte-Ottomane d'autre part, dans le but de maintenir à l'avenir le principe que le passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore reste toujours fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. II, 126—128.)

Au nom de Dieu très-miséricordieux!

Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Roi des Français, la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies, persuadés que Leur union et Leur accord offrent à l'Europe le gage le plus certain de la conservation de la paix générale, objet constant de Leur sollicitude, et Leurs dites Majestés voulant attester cet accord en donnant à Sa Hautesse le Sultan une preuve manifeste du respect qu'Elles portent à l'inviolabilité de ses droits souverains, ainsi que de Leur désir sincère de voir se consolider le repos de Son Empire; Leurs dites Majestés ont résolu de se rendre à l'invitation de Sa Hautesse le Sultan, afin de constater en commun par un acte formel Leur détermination unanime de se conformer à l'ancienne règle de l'Empire Ottoman, d'après laquelle le passage des détroits des Dardanelles et du Bosphore doit toujours être fermé aux bâtimens de guerre étrangers, tant que la Porte se trouve en paix.

Leurs dites Majestés, d'une part, et Sa Hautesse le Sultan, de l'autre, ayant résolu de conclure entre Elles une convention à ce sujet, ont nommé à cet effet pour Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Sieur Paul Prince Esterhazy de Galantha etc. et le Sieur Philipp Baron de Neumann etc.

Sa Majesté le Roi des Français, le Sieur François Adolphe Baron de Bourqueney etc.

Sa Majesté la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henry Jean, Vicomte de Palmerston etc. 1841

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Henry Guillaume Baron de Bulow etc.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Philippe Baron do Brunnow etc.

et Sa Majesté le très-majestueux, très-puissant, très-magnifique Sultan Abdul-Medjid, Empereur des Ottomans, Chekib Effendi etc.

Lesquels s'étant réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et dûe forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. I. Sa Hautesse le Sultan, d'une part, déclare qu'il a la ferme résolution de maintenir à l'avenir le principe invariablement établi comme ancienne règle de Son Empire, et en vertu duquel il a été de tout temps défendu aux bâtimens de guerre des Puissances étrangères d'entrer dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore, et que tant que la Porte se trouve en paix, Sa Hautesse n'admettra aucun bâtiment de guerre étranger dans les dits détroits.

Et Leurs Majestés l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le Roi des Français, la Reine du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Roi de Prusse et l'Empereur de toutes les Russies de l'autre part, s'engagent à respecter cette détermination du Sultan, et à se conformer au principe ci-dessus énoncé.

Art. II. Il est entendu qu'en constatant l'inviolabilité de l'ancienne règle de l'Empire Ottoman mentionnée dans l'article précédent, le Sultan se réserve, comme par le passé, de délivrer des firmans de passage aux bâtimens légers sous pavillon de guerre, lesquels seront employés, comme il est usage, au service des légations des Puissances amies.

Art. III. Sa Hautesse le Sultan se réserve de porter la présente convention à la connaissance de toutes Puissances avec lesquelles la Sublime Porte se trouve en relation d'amitié, en les invitant à y accéder.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Londres à l'expiration de deux mois ou plutôt, si faire se peut.

30 *

1841 En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Londres, le treize Juillet, l'an de grace mil huit-cent quarante et un.

Signé: *Esterhazy. Neumann. Palmerston.*
Bulow. Brunnow. Bourqueney.
Chekib.

164.

25 Octobre 1841.

Traité de commerce et de navigation, conclu à Vienne le 25 Octobre 1841, entre l'Autriche et la Belgique.

(*Murhard*, Nouv. Recueil, t. II, p. 266. *Martens* et *Cussy*, t. V, p. 150.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème etc., et Sa Majesté le Roi des Belges, désirant favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats respectifs et consolider par des stipulations formelles la réciprocité qui existe déjà provisoirement dans les ports des deux pays, relativement aux droits de navigation, ont nommé des Plénipotentiaires pour conclure une convention à cet effet, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, Son Altesse Clément Wenceslas Lothaire Prince de Metternich-Winnebourg, etc.

Et Sa Majesté le Roi des Belges, le Baron Alphonse Albert Henri O'Sullivan, de Grass de Seovand etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. A dater de l'échange des ratifications de la présente convention, il sera permis aux navires de chacune des Hautes Parties contractantes, soit chargés, soit sur leur lest, de fréquenter librement et sur le même pied que les bâtimens nationaux toutes les bayes, rivières, ports, rades et ancrages ouverts au commerce maritime dans les pays respectifs.

Art. II. Cette liberté de navigation comprend pour les navires et sujets respectifs des deux Hautes Parties contractantes la faculté de faire le commerce d'entrée et de sortie dans la même étendu que les navires et sujets nationaux, tout comme aussi la faculté de se livrer à toutes les opérations commerciales dont l'exercice est permis en vertu des lois. 1841

Quant au transport de personnes et de marchandises d'un port à l'autre dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes, la liberté de commerce est réciproquement soumise aux restrictions généralement existantes pour la navigation des nations étrangères les plus favorisées dans chacun des deux pays, sans que pour cela le commerce réciproque provenant de ports étrangers ou dirigé pour de tels ports ait à éprouver aucune limitation.

Art. III. Dans toute l'étendue des Etats de chacune des deux Hautes Parties contractantes les navires de l'autre Partie, quelque soit leur provenance ou leur destination, seront traités sur le même pied que les navires nationaux, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour ou à leur sortie, tant à l'égard des droits de tonnage, d'ancrage, de pilotage, de quai, de port, de phare et en général des droits quelconques de navigation, sous quelque dénomination que ce soit, qu'à l'égard des droits de quarantaine, de santé, d'entrepôt et de magasinage, s'il y a lieu, de telle sorte, que ces droits ne peuvent être ni plus élevés ni perçus sous des conditions ou des formes plus onéreuses que les droits acquittés par les navires nationaux.

Art. IV. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, bassins, havres de l'un des deux Etats, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur chargement et leur équipago, il est également convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége ni faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat, la volonté des deux souverains étant que, sous ce rapport aussi, les bâtimens des deux Etats soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. V. Seront considérés comme navires Autrichiens et Belges ceux qui naviguent avec des lettres de mer de leur gouvernement, nécessaires pour la légitimation du navire et du capitaine, et qui seront possédées conformément aux lois et réglemens en vigueur dans leur pays respectif.

Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes vien-

1841 drait à changer les réglemens relatifs aux lettres de mer, il en sera donné communication à l'autre Partie, pour autant que la connaissance de ces changemens pourrait être de quelqu' intérêt pour Elle.

Art. VI. Il est expressément stipulé que dans les ports et rades des Hautes Parties contractantes il ne sera perçu, pour compte du trésor public, des navires de l'autre Partie qui viendraient y relâcher par suite d'une circonstance forcée, aucune espèce de droit de navigation et de port, en autant que les motifs d'une telle relâche forcée soient réels et évidens, que le navire n'y exerce aucune opération de commerce et qu'il ne s'arrête point au delà du temps où les dits motifs de relâche forcée seraient venus à cesser. Dans les ports et rades réciproques, où il pourrait y avoir à acquitter en pareille circonstance des droits autres que ceux perçus pour compte du fisc, les navires des deux Etats n'auront à payer que les droits qui pourraient être exigés des bâtimens appartenant aux nations les plus favorisées. Il est bien entendu également que le déchargement, rechargement ou transbordage des marchandises à cause de leurs avaries ou des réparations indispensables du navire, de même que son approvisionnement ne seront pas réputés comme opérations commerciales.

Art. VII. Relativement aux cas de naufrage, les gouvernemens respectifs s'engagent à prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit voué au sauvetage des navires de l'une des Parties contractantes, échoués sur les côtes des Etats de l'autre, ainsi que des personnes et objets de tout genre qui se trouvent à leur bord, les mêmes soins qui, en pareille circonstance, seraient apportés au sauvetage des bâtimens nationaux; ils s'engagent également à veiller à ce que les débris du navire, les papiers de bord, les espèces, effets, ustensiles, marchandises et autres objets de valeur soient mis sous bonne garde, ainsi que cela se pratique à l'égard des navires nationaux naufragés, et à ce que tous ces objets sauvés, ou bien le prix de leur vente, dans le cas où celle-ci aurait dû s'effectuer, soient fidèlement remis aux propriétaires ou à leurs fondés de pouvoir, ou bien, à défaut des uns et des autres, à ce qu'il soit donné connaissance du fait au gouvernement intéressé, par le canal de ses agens commerciaux les plus rapprochés ou par toute autre voie, en mettant le tout à sa disposition de la manière qui sera le plus à sa convenance.

Chacun des deux gouvernemens prendra en outre les me-

sures nécessaires pour que, dans ces cas de naufrage, il ne soit 1841
exigé ni droits ni taxes plus élevés des sujets de l'autre Partie contractante que de ses propres sujets.

Art. VIII. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'entretenir dans les ports et places maritimes de commerce, où d'autres gouvernemens étrangers jouissent déjà de la même prérogative, des consuls, vice-consuls ou agens commerciaux qui jouiront de toute la protection et recevront toute l'assistance nécessaire pour remplir dûment leurs fonctions.

Les consuls, de quelque classe qu'ils soient, dûment nommés par leur gouvernement respectif, et après avoir obtenu l'Exequatur de celui dans le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre pays, tant dans leurs personnes que pour l'exercice de leurs fonctions, des priviléges dont jouissent les consuls des nations les plus favorisées.

Art. IX. La présente convention sera en vigueur pendant six ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser, chacune de ces Parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des six ans susmentionnés, et il est convenu entre Elles qu'à l'expiration de douze mois après qu'une telle déclaration aura été faite par l'une des Hautes Parties contractantes à l'autre, la présente convention et toutes les stipulations qui y sont renfermées cesseront d'être obligatoires pour les deux Parties.

Art. X. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Vienne, dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée en double et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Vienne le 25 Octobre 1841.

(L. S.) *Metternich.* (L. S.) *Baron O'Sullivan de Grass.*

Ratification de ce traité par l'Empereur d'Autriche.

Nos Ferdinandus Primus, Divina favente Clementia Austriae Imperator etc. etc.

Notum testatumque omnibus et singulis, quorum interest, tenore praesentium facimus:

1841 Posteaquam a Nostro et a Plenipotentiario Serenissimi ac Potentissimi Regis Belgarum fine stabiliendarum et ampliandarum inter utriusque Nostrum Imperia et subditos commercii navigationisquo relationum, die 25 Octobris anni currentis Conventio Viennae inita et signata fuit, tenoris sequentis:

(Suit le texte du traité.)

Nos visis et perpensis Conventionis hujus articulis, illos omnes ratos gratos habere hisce profitemur ac declaramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos, nec, ut illis ulla ratione a Nostris contraveniatur, permissuros esse. In quorum fidem praesentes tractatus tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro appenso muniri jussimus.

Dabantur Viennae die decima tertia mensis Novembris, anno millesimo octingentesimo quadragesimo primo, Regnorum Nostrorum septimo.

Ferdinandus.

Princeps a Metternich.

(L. S.) Ad Mandatum Sacr. Caes. ac Reg. Apostol. Majestatis proprium:
Ignatius Liber Baro a Brenner-Felsach.

La ratification de la part du Roi des Belges a eu lieu à Bruxelles, le 22 Novembre 1841.

Les ratifications ont été échangées à Vienne le 7 Janvier 1842.

1841

465.

20 Décembre 1841.

Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, sur la répression de la traite d'esclaves d'Afrique. Signé à Londres le 20 Décembre 1841.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. II, p. 392—408.)

Tractat zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland zur Unterdrückung des afrikanischen Sklavenhandels. Unterzeichnet zu London am 20. December 1841.

(Die Ratifications-Urkunden wurden am 24. Januar 1842 ebendaselbst zwischen Oesterreich, Grossbritannien, Preussen und Russland, nachdem Frankreich davon zurückgetreten war, ausgewechselt.)

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit!

Ihre Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, der König von Preussen und der Kaiser aller Reussen, von dem Wunsche beseelt, jene Grundsätze unbeschränkt und vollständig in Vollzug zu setzen, welche bereits in den feierlichen Erklärungen Oesterreichs, Preussens und Russlands, gemeinschaftlich mit anderen europäischen Mächten, im Congresse zu Wien am 8. Februar 1815 und im Congresse zu Verona am 28. November 1822 ausgesprochen wurden; — Erklärungen, wodurch die genannten Mächte kund gegeben, dass sie in Allem, was immer die vollständige und endliche Abstellung des Sklavenhandels zu sichern und zu beschleunigen vermöchte, mitzuwirken bereit seien, und da Ihre Majestäten von Ihrer Majestät der Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland, und von Seiner Majestät dem Könige der Franzosen eingeladen wurden, einen Tractat wegen wirksamer Unterdrückung des Sklavenhandels abzuschliessen; so haben besagt Ihre Majestäten beschlossen, einen Vertrag zur endlichen Abstellung dieses Handels zu unterhandeln und einzugehen und zu diesem Ende folgende Bevollmächtigte zu ernennen, und zwar:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, den Herrn August Baron von Koller etc.

Se. Majestät der König von Frankreich, den Herrn Ludwig de Beaupoil, Grafen v. St. Aulaire etc.

1841 Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreiches von Grossbritannien und Irland den ehrenwerthen Georg Earl von Aberdeen etc.

Se. Majestät der König von Preussen, den Herrn Alexander Gustav Adolph Baron von Schleinitz etc.

Se. Majestät der Kaiser aller Reussen, den Herrn Philipp Baron v. Brunnow etc.

Welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich gegenseitig mitgetheilt, nachstehende Artikel festgesetzt und unterzeichnet haben:

Art. I. Ihre Majestäten der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, der König von Preussen und der Kaiser aller Reussen verpflichten sich, allen Sklavenhandel zu verbieten, er mag von ihren respectiven Unterthanen oder unter ihren respectiven Flaggen, oder mittelst Capitalien, die ihren respectiven Unterthanen gehören, ausgeübt werden, und solchen Handel als Seeräuberei zu erklären.

Ihre Majestäten erklären ferner, dass jedes Schiff, welches den Sklavenhandel zu treiben versuchen wird, schon durch dieses Factum allein alles Recht auf den Schutz seiner Flagge verlieren soll.

Art. II. Um den Zweck des gegenwärtigen Tractates vollständiger zu erreichen, kommen die hohen contrahirenden Theile durch gemeinschaftlichen Beschluss überein, dass diejenigen ihrer Kriegsschiffe, welche mit speciellen Ermächtigungen und Befehlen, nach dem Formulare der Beilage *A* des gegenwärtigen Tractates abgefasst, versehen sein werden, jedes einem der contrahirenden Theile gehörige Kauffahrteischiff durchsuchen können, gegen welches aus zureichenden Gründen der Verdacht besteht, sich mit dem Sklavenhandel zu befassen, oder zu diesem Zwecke ausgerüstet worden zu sein, oder sich mit diesem Handel während der Fahrt, wo es von den obbezeichneten Kreuzern begegnet wurde, befasst zu haben — und dass diese Kreuzer solche Schiffe anhalten, wegführen lassen oder selbst mitnehmen können, damit sie einer gerichtlichen Untersuchung auf die weiter unten bezeichnete Weise unterzogen werden können.

Immerhin soll das oberwähnte Recht, Kauffahrteischiffe von einem oder dem andern der hohen contrahirenden Theile zu durchsuchen, nur von Kriegsschiffen ausgeübt werden, deren Befehlshaber den Rang eines Capitäns oder den eines Lieutenants in der kaiserlichen oder königlichen Marine bekleiden, wenn nicht das Commando in Folge eines Todesfalles oder wegen einer

anderen Ursache an einen Offizier untergeordneten Ranges über- 1841
tragen worden ist. Der Commandant eines solchen Kriegsschiffes wird mit Vollmachten versehen werden, die in Gemässheit des dem gegenwärtigen Tractate angeschlossenen Formulars lit. *A* ausgefertiget sind.

Dieses gegenseitige Durchsuchungsrecht soll innerhalb des Mittelländischen Meeres nicht ausgeübt werden. Ueberdiess soll der Raum, innerhalb dessen das besagte Recht beschränkt sein wird, zur Grenze haben: nördlich den 32. Grad der nördlichen Breite; westlich die östliche Küste von Amerika, von dem Punkte, wo der 32. Grad nördlicher Breite diese Küste berührt, hinunter bis zum 45. Grad der südlichen Breite; südöstlich den 45. Grad südöstlicher Breite von dem Punkte, wo dieser Grad die östliche Küste von Amerika berührt, bis zum 80. Grad der Länge östlich vom Meridian von Greenwich; und östlich den nämlichen Längegrad von dem Punkte an, wo er durch den 45. Grad südlicher Breite durchschnitten wird, bis zur Küste von Indien.

Art. III. Jeder der hohen contrahirenden Theile, welcher Kreuzer zur Unterdrückung des Sklavenhandels verwenden, und das gegenseitige Recht der Durchsuchung ausüben will, behält es sich vor, je nach seiner Convenienz, sowohl die Anzahl der Kriegsschiffe festzusetzen, welche zu dem im II. Artikel dieses Vertrages stipulirten Dienste verwendet werden sollen, als auch die Stationen zu bestimmen, an welchen die besagten Schiffe kreuzen sollen.

Die Namen der zu diesem Zwecke bestimmten Schiffe und jene ihrer Befehlshaber sollen durch jeden der hohen contrahirenden Theile an die anderen mitgetheilt werden, so wie sie sich gegenseitig auch jedesmal einer dem anderen bekannt geben werden, dass ein Kreuzer auf eine Station gewiesen, oder von dieser abberufen wird, damit die erforderlichen Vollmachten sowohl von denjenigen Regierungen, welche die Durchsuchungen autorisiren, ausgestellt, als auch ihnen von jener Regierung, welche diese Vollmachten empfangen hat, wieder zurückgestellt werden können, wann diese Vollmachten zum Vollzuge des gegenwärtigen Tractates nicht mehr nöthig sind.

Art. IV. Gleich, nachdem die Regierung, welche die Kreuzer verwendet, der Regierung, welche die Durchsuchung zu gestatten hatte, die Anzahl und Namen der Kreuzer, die sie zu verwenden beabsichtigt, bekannt gegeben haben wird, sollen die Vollmachten, welche zu den Durchsuchungen autorisiren, in Gemässheit des dem gegenwärtigen Tractate beigefügten Formu-

1841 lars lit. *A* ausgestellt, und von der Regierung, welche die Durchsuchung gestattet, an jene, welche die Kreuzer verwendet, übermacht werden.

In keinem Falle soll das gegenseitige Recht der Durchsuchung gegen Kriegsschiffe der hohen contrahirenden Theile ausgeübt werden.

Die hohen contrahirenden Theile werden über ein besonderes Signal übereinkommen, welches ausschliessend nur von jenen Kreuzern anzuwenden ist, denen das Recht der Durchsuchung übertragen wird.

Art. V. Die Kreuzer der hohen contrahirenden Theile, die in Vollziehung des gegenwärtigen Tractates autorisirt sind, das Recht der Durchsuchung und Anhaltung auszuüben, haben sich genau an die dem erwähnten Tractate lit. *B* beigefügten Instructionen in Allem zu halten, was sich sowohl auf die Formalitäten der Durchsuchung und Anhaltung, als auf die Maassregeln bezieht, welche bei der Uebergabe eines des Sklavenhandels verdächtigen Schiffes an die competenten Gerichte zu beobachten sind.

Die hohen contrahirenden Mächte behalten sich das Recht vor, in diesen Instructionen mit gemeinschaftlicher Uebereinstimmung jene Aenderungen vorzunehmen, welche die Umstände erheischen könnten.

Die Kreuzer der hohen contrahirenden Theile sollen sich gegenseitig einer dem anderen in allen jenen Fällen Unterstützung leisten, wo es nützlich sein kann, dass sie in Uebereinstimmung handeln.

Art. VI. Wenn immer ein unter der Flagge eines der hohen contrahirenden Theile segelndes Kauffahrteischiff von einem zu diesem Ende gehörig autorisirten Kreuzer des anderen Theiles angehalten wird, so sollen in Gemässheit der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates ein solches Kauffahrteischiff sowohl als der Capitän, das Schiffsvolk und die Sklaven, welche sich an Bord befinden dürften, an einen solchen Ort, welchen die hohen contrahirenden Theile für diesen Zweck bezeichnet haben werden, gebracht und jenen Behörden überliefert werden, welche in dieser Absicht von jener Regierung aufgestellt sind, innerhalb deren Besitzungen ein solcher Ort gelegen ist, damit hiernach das Verfahren vor den competenten Behörden auf die nachfolgend spezifizirte Weise eintreten könne.

Wenn der Befehlshaber des Kreuzers nicht für angemessen hält, sich selbst mit dem Einbringen und dem Ueberliefern des angehaltenen Schiffes zu befassen, so hat er diese Obliegenheit

einem Offiziere mit dem Range eines Lieutenants in der kaiser- 1841
lichen oder königlichen Marine anzuvertrauen, oder wenigstens dem Offiziere, welcher zu dieser Zeit der dritte im Range an Bord des Schiffes ist, welches die Anhaltung machte.

Art. VII. Wenn der Befehlshaber eines Kreuzers von einem der hohen contrahirenden Theile Grund zu dem Verdachte haben sollte, dass ein unter dem Geleite oder in Gesellschaft eines Kriegsschiffes von einem der hohen contrahirenden Theile segelndes Kauffahrteischiff sich mit dem Sklavenhandel befasst habe, oder für diesen Handel ausgerüstet worden sei, so soll er seine Verdachtgründe dem Befehlshaber des Kriegsschiffes bekannt geben, welcher allein zur Durchsuchung des verdächtigen Schiffes zu schreiten hat; und im Falle der letzterwähnte Befehlshaber sich überzeugen sollte, dass der Verdacht wohl gegründet ist, so soll er das Schiff sowohl als den Capitän, das Schiffsvolk, die Ladung und die Sklaven, welche sich an Bord befinden könnten, in einen Hafen bringen, welcher der Nation des angehaltenen Schiffes gehört, um dort das Verfahren vor den competenten Gerichten auf die nachfolgend bezeichnete Art einzuleiten.

Art. VIII. Sobald ein angehaltenes und zur Aburtheilung eingeschicktes Kauffahrteischiff in dem Hafen ankommt, wohin es in Gemässheit der Beilage *B* des gegenwärtigen Vertrages gebracht werden muss, so hat der Befehlshaber des Kreuzers, welcher es angehalten hat, oder der Offizier, welcher es einbrachte, den zu jenem Zwecke bestimmten Behörden eine durch ihn unterzeichnete Copie aller Verzeichnisse, Erklärungen und anderer in den dem gegenwärtigen Tractate lit. *B* beigefügten Instructionen aufgeführten Dokumente zu übergeben; — die genannten Behörden sollen dann zur Untersuchung des angehaltenen Schiffes und seiner Ladung, sowie zur Inspection des Schiffsvolkes und der an Bord befindlichen Sklaven schreiten, nachdem der Zeitpunkt einer solchen Durchsuchung und Inspection dem Befehlshaber des Kreuzers oder dem Offiziere, der das Schiff eingebracht haben wird, vorläufig bekannt gegeben worden ist, damit er oder diejenige Person, die er zu seinem Stellvertreter bestimmen wird, dabei gegenwärtig sein könne.

Ueber diese Verhandlungen soll ein Protokoll *in duplo* aufgenommen werden, welches von den Personen, die diesfalls Theil genommen haben, oder dabei gegenwärtig waren, zu unterzeichnen ist. Eine dieser Urkunden ist dem Befehlshaber des

1841 Kreuzers oder dem von ihm zur Einbringung des angehaltenen Schiffes bestimmten Offiziere zu übergeben.

Art. IX. Von jedem Kauffahrteischiffe der einen oder anderen der fünf Nationen, welches kraft der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates durchsucht und angehalten wird, ist — wenn nicht der Beweis des Gegentheils hergestellt wird — anzunehmen, dass es sich mit dem Sklavenhandel befasst, oder dass es zu diesem Handel ausgerüstet wurde, wenn in der Ausrüstnng, in der Einrichtung oder an Bord des besagten Schiffes während seiner Fahrt, in welcher es angehalten wurde, einer der nachfolgend spezifizirten Artikel aufgefunden wird, nämlich:

1) Lucken mit offenen Gittern anstatt der geschlossenen Lucken, welche sich gewöhnlich auf Kauffahrteischiffen befinden.

2) Abtheilungen oder Breterverschläge in dem Kielraume oder auf dem Verdecke in einer grösseren Anzahl, als für jene Schiffe nothwendig ist, die zu gesetzmässigem Handel verwendet werden.

3) Reservebreter, welche so eingerichtet sind, um ein zweites Verdeck oder sogenanntes Sklavendeck zu bilden.

4) Ringe, Fesseln oder Handschellen.

5) Eine grössere Menge Wasser in Tonnen oder Wasserbehältern, als für den Bedarf des Schiffsvolkes eines solchen Kauffahrteischiffes nothwendig ist.

6) Eine ausserordentliche Anzahl von Wasserfässern, oder von anderen Behältnissen, welche geeignet sind, Flüssigkeiten aufzunehmen; ausgenommen der Capitän producirt ein Certificat vom Zollamte des Ortes, von welchem er ausfuhr, des Inhaltes, dass die Eigenthümer eines solchen Schiffs zureichende Gewährleistung gegeben haben, dass eine solche Mehrzahl von Fässern oder anderen Behältnissen nur zum Einnehmen von Palmöl oder für andere Zwecke erlaubten Commerces bestimmt sei.

7) Eine grössere Anzahl von Essnäpfen oder Trinkgefässen, als für den Gebrauch des Schiffsvolkes eines solchen Kauffahrteischiffes nothwendig ist.

8) Ein Kochkessel oder ein anderer Kochapparat von ungewöhnlicher Grösse und grösser, oder geeignet, grösser gemacht werden zu können, als für den Gebrauch des Schiffsvolkes eines solchen Kauffahrteischiffes erforderlich ist, oder mehr als ein Kochkessel oder Kochapparat von gewöhnlicher Grösse.

9) Eine ausserordentliche Quantität Reis oder Mehl aus brasilianischem Manioc oder Cassada, gewöhnlich « Farina » genannt, oder von Mais oder Indischem Korn, oder von was immer für

einem Nahrungsartikel, welche den wahrscheinlichen Bedarf der Schiffsmannschaft überschreitet, ausgenommen, wenn eine solche Quantität von Reis, Farina, Mais, indischem Korn, oder von anderen Nahrungsartikeln in dem Schiffsmanifeste als ein Theil der Handelsladung des Schiffes eingetragen wäre. 1841

10) Eine Quantität von Matten oder Mattengeweben, welche grösser ist, als es der Bedarf für ein solches Kauffahrteischiff erheischt; ausgenommen, wenn solche Matten oder Mattengewebe im Schiffsmanifeste als ein die Schiffsladung bildender Theil aufgeführt sind.

Wenn es sich gezeigt hat, dass einer oder mehrere der oben spezifizirten Gegenstände sich an Bord befinden, oder während der Fahrt, auf welcher das Schiff genommen wurde, an Bord befunden haben, so soll dieses Factum als ein *prima facie* Beweis angesehen werden, dass das Schiff zu dem Sklavenhandel verwendet wurde; dasselbe wird demnach verurtheilt und als gesetzmässige Prise erklärt, wenn nicht der Capitän oder die Eigenthümer den klaren, unbestreitbaren Beweis liefern, woraus zur Zufriedenstellung des Gerichtes dargethan wird, dass zur Zeit seiner Anhaltung oder Wegnahme das Schiff zu einer erlaubten Unternehmung verwendet wurde, und dass diejenigen der oben spezifizirten verschiedenen Gegenstände, die sich zur Zeit der Anhaltung an Bord befanden, oder welche während der Fahrt eingeschifft wurden, auf welcher das Schiff bei seiner Anhaltung begriffen war, — zur Erfüllung des erlaubten Zweckes der Reise unerlässlich nothwendig waren.

Art. X. Das gerichtliche Verfahren gegen ein auf oben bemerkte Art angehaltenes Schiff, so wie gegen den Capitän, die Schiffsmannschaft und Ladung tritt sogleich vor den competenten Gerichtsbehörden des Landes ein, zu welchem das Schiff gehört, sie werden nach den bestehenden Formen und Gesetzen jenes Landes gerichtet und abgeurtheilt werden, und wenn aus dem Verfahren hervorgeht, dass das besagte Schiff zum Sklavenhandel verwendet wurde oder für denselben ausgerüstet war, so wird das Schiff, seine Einrichtung und Waarenladung confiscirt, und über den Capitän, das Schiffsvolk und ihre Mitschuldigen in Gemässheit jener Gesetze entschieden werden, nach welchen sie in gerichtliche Untersuchung gezogen wurden.

Im Falle der Confiscation wird der Erlös des Verkaufes des vorhesagten Schiffes innerhalb des Zeitraumes von sechs Monaten (vom Datum des Verkaufes an gerechnet) der Regierung des Landes, zu welchem das genommene Schiff gehört, zur Dispo-

1841 sition gestellt, um sodann den Gesetzen jenes Landes entsprechend verwendet zu werden.

Art. XI. Wenn irgend einer der im Art. IX des gegenwärtigen Tractates spezifizirten Gegenstände an Bord eines Kauffahrteischiffes gefunden wird, oder wenn bewiesen wird, dass er sich während der Fahrt, auf welcher er genommen wurde, an Bord befunden hat, so wird kein Ersatz für Verluste, Schaden oder Auslagen in Folge der Anhaltung eines solchen Schiffes in irgend einem Falle bewilligt; weder dem Capitän, noch dem Eigenthümer oder irgend einer in der Ausrüstung oder Ladung betheiligten Person, selbst dann nicht, wenn in Folge seiner Anhaltung eine Verurtheilung gegen das Schiff nicht ausgesprochen wurde.

Art. XII. In allen Fällen, wo ein Schiff in Gemässheit des gegenwärtigen Tractates, weil es zum Sklavenhandel verwendet oder für dieses Geschäft ausgerüstet wurde, angehalten und hiernach verurtheilt und confiscirt worden ist, kann die Regierung des Kreuzers, welcher die Prise gemacht hat, oder die Regierung, deren Gerichtsbehörde das Schiff verurtheilt hat, das verurtheilte Schiff für den Dienst ihrer Kriegsmarine um den Preis erkaufen, welcher durch eine geeignete und von dem Gerichte hierzu gewählte Person festgestellt worden ist. Die Regierung, deren Kreuzer die Prise gemacht hat, wird das Vorzugsrecht im Ankaufe des Schiffes haben. Wenn aber das verurtheilte Schiff auf die oben erwähnte Weise nicht angekauft werden sollte, so soll es gleich nach dem Urtheile der Confiscation gänzlich abgebrochen und, nachdem es abgebrochen ist, in abgesonderten Abtheilungen verkauft werden.

Art. XIII. Wenn durch den Ausspruch des competenten Gerichtes erkannt worden ist, dass ein — kraft des gegenwärtigen Tractates — angehaltenes Kauffahrteischiff sich nicht mit dem Sklavenhandel befasst hat, oder für diesen Handel nicht ausgerüstet war, so soll es dem gesetzmässigen Eigenthümer oder Eigenthümern zurückgestellt werden. Und wenn im Laufe des gerichtlichen Verfahrens bewiesen worden wäre, dass das Schiff ungesetzlich oder ohne zureichenden Verdacht durchsucht und angehalten wurde, oder dass die Durchsuchung und Anhalhaltung mit Missbrauch und Plackerei begleitet gewesen, so soll der Befehlshaber des Kreuzers oder der Offizier, welcher das besagte Schiff geentert hat, oder der Offizier, dem das Einbringen desselben übertragen wurde, und unter dessen Autorität, je nach der Verschiedenheit des Falles, der Missbrauch oder die

Plackerei eingetreten ist, für die Kosten und den Schaden dem 1841
Capitän und den Eigenthümern des Schiffes und der Ladung ersatzpflichtig sein.

Diese Kosten und Schaden können von der Gerichtsbehörde zuerkannt werden, vor welcher das Verfahren wider das angehaltene Schiff, seinen Capitän, das Schiffsvolk und die Ladung eingeleitet wurde, und die Regierung des Landes, zu welchem der Offizier gehört, der zu einem solchen Erkenntnisse Veranlassung gegeben, soll den Betrag der besagten Kosten und des Schadens innerhalb des Zeitraumes von sechs Monaten von dem Datum des Urtheiles an, wenn das Urtheil von einem in Europa befindlichen Gerichte gefällt wurde, und innerhalb des Zeitraumes von Einem Jahre, wenn das gerichtliche Verfahren ausserhalb Europa stattfand, bezahlen.

Art. XIV. Wenn bei dem — kraft dieses Tractates — bewirkten Durchsuchen oder Anhalten eines Kauffahrteischiffs irgend ein Missbrauch oder Plackerei begangen wurde, und wenn das Schiff der Jurisdiction seiner eigenen Nation nicht überliefert worden ist, so soll der Capitän, unter Eid, eine Erklärung sowohl hinsichtlich der Missbräuche und Plackereien, worüber er sich zu beklagen hat, als auch in Ansehung der Kosten und des Schadens abgeben, auf welche er einen Anspruch erhebt, und diese Declaration hat er vor den competenten Behörden des ersten Hafens seines Landes, wo er ankommen wird, oder vor dem Consular-Agenten seiner Nation in einem fremden Hafen abzugeben, wenn das Schiff zuerst in einem fremden Hafen landet, wo ein solcher Agent sich befindet.

Diese Declaration soll durch eigene mit Beeidigung vorgenommene Verhöre der vorzüglichsten Personen unter dem Schiffsvolke und der Passagiere, die bei der Durchsuchung und Anhaltung Zeugen waren, verificirt und ein förmliches Protokoll über das Ganze aufgenommen werden, wovon zwei Copien dem Capitän zu übergeben sind, welcher eine derselben seiner Regierung zur Unterstützung seines Anspruches für Kosten und Schaden vorlegen wird.

Es versteht sich übrigens, dass, wenn der Capitän durch irgend einen ausser seiner Macht liegenden Umstand gehindert ist, seine Erklärung abzugeben, sie durch den Eigenthümer des Schiffes oder durch irgend eine andere Person, die bei der Ausrüstung oder bei der Ladung des Schiffs betheiliget ist, abgegeben werden kann.

Ueber die amtliche Zusendung der Copie des oberwähnten

1841 förmlichen Protokolles soll die Regierung des Landes, welchem der Offizier, dem diese Missbräuche nnd Plackereien zugerechnet werden, angehört, alsogleich eine genaue Erhebung einleiten, und wenn sich die Anklage in Kraft bewährt, dem Capitän oder Eigenthümer oder was immer für einer in der Ausrüstung oder Ladung des belästigten Schiffes betheiligten Person den gebührenden Betrag der Kosten und des Schadens auszahlen lassen.

Art. XV. Die hohen contrahirenden Theile verbinden sich, über diesfälliges Verlangen, sich gegenseitig Abschriften der Untersuchungsakten und der ausgesprochenen Urtheilo in Betreff der — in Vollzug der Bestimmungen dieses Tractates — durchsuchten und angehaltenen Schiffe kostenfrei mitzutheilen.

Art. XVI. Die hohen contrahirenden Theile verpflichten sich, allen Sklaven, welche sich an Bord von Schiffen befinden, die kraft der Bestimmungen des gegenwärtigen Tractates angehalten nnd verurtheilt wurden, die alsogleiche Freiheit zuzusichern.

Art. XVII. Die hohen contrahirenden Theile verbinden sich, diejenigen Seemächte von Europa, welche noch keine Verträge zur Abstellung des Sklavenhandels abgeschlossen haben, zu dem Beitritte zu gegenwärtigem Tractato einzuladen.

Art. XVIII. Die dem gegenwärtigen Vertrage beigefügten Akten nnd Urkunden, welche dem gegenseitigen Uebereinkommen zu Folge, als ein integrirender Theil desselben zu betrachten sind, sind die folgenden:

A. Formularien von Vollmachtsurknnden und Befehlen für die Kreuzer jeder Nation bei den Durchsuchungen und Anhaltungen, welche kraft des gegenwärtigen Tractates vorzunehmen sind.

B. Instructiouen für die Kreuzer der Seemächte, welche in Gemässheit des gegenwärtigen Tractates zur Unterdrückung des Sklavenhandels verwendet werden.

Art. XIX. Der gegenwärtige aus neunzehn Artikeln bestehende Tractat soll ratifizirt und die Ratificationen hiervon sollen zn London binnen zwei Monaten von diesem Datum gerechnet, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die respectiven Bevollmächtigten den gegenwärtigen Tractat in englischer und französischer Sprache unterzeichnet und ihre Insiegel beigedrückt.

So geschehen zu London den zwanzigsten December im Jahro Unsers Herrn Eintausend Achthundert und ein und vierzig.

(L. S.) *Koller.* (L. S.) *Schleinitz.* (L. S.) *St. Aulaire.*
(L. S.) *Brunnow.* (L. S.) *Aberdeen.*

1841

Beilage A.

Formular I.

Vollmachten, kraft welcher ein Kreuzer von einem der hohen contrahirenden Theile ein Kauffahrteischiff durchsuchen und anhalten kann, welches einem anderen der contrahirenden Theile gehört oder dessen Flagge führt, und verdächtig ist, sich mit dem Sklavenhandel zn befassen oder zu diesem Handel ausgerüstet worden zu sein.

Nachdem durch einen zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland abgeschlossenen Tractat, unterzeichnet zu London am zwanzigsten December 1841, wegen gänzlicher Unterdrückung des afrikanischen Sklavenhandels, festgesetzt wurde, dass gewisse zu besagten respectiven Ländern gehörige Kreuzer angewiesen werden sollen, Kauffahrteischiffe von den andern contrahirenden Theilen, welche sich mit Sklavenhandel befassen, oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu sein, innerhalb gewisser Grenzen zu durchsuchen und anzuhalten; und nachdem die Regierung von . . . . . . zu bestimmen fand, dass das Schiff, welches Sie befehligen, einer von den . . . . . Kreuzern sei, welche mit den besagten speciellen Instructionen versehen werden, Sie diesem gemäss von der erwähnten Regierung Instructionen erhalten, die Ihnen zur Richtschnur in dem bezeichneten Dienste dienen sollen: — so werden Sie hiermit ermächtiget, kraft dieser Instructionen und der gegenwärtigen Vollmacht Kauffahrteischiffe unter . . . . . Flagge, die verdächtig sind, Sklavenhandel zu treiben, innerhalb der im zweiten Artikel des besagten Tractates festgesetzten Grenzen zu durchsuchen und rücksichtlich solcher Schiffe, die sich mit Sklavenhandel befassen oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu sein, so vorzugehen, wie es in dem erwähnten Traktate und in den nachfolgend beigefügten Instructionen vorschrieben ist.

Gegeben unter Unserer Unterschrift und dem Siegel des . . . . . . Amtes am . . . . .

An den Befehlshaber des . . . . .

Formular II.

Befehle, welche dem Befehlshaber eines Kreuzers einer der hohen contrahirenden Mächte bei dem Durchsuchen und Anhalten eines Kauffahrteischiffes, welches einem anderen der hohen

1841 contrahirenden Theile gehört, oder dessen Flagge führt, zur Richtschnur zu dienen haben.

Nachdem durch eineu zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland abgeschlossenen und zu London am zwanzigsten December 1841 unterzeichneten Tractat, zur gänzlichen Unterdrückung des afrikanischen Sklavenhandels, festgesetzt wurde, dass gewisse einer oder der anderen der genannten Mächte gehörige Kreuzer ermächtiget siud, nach den darin erwähnten speciellen Instructionen, Kauffahrteischiffe der anderen contrahirenden Theile, wenn sie sich mit dem Sklavenhandel befassen, oder verdächtig sind, für diesen Handel ausgerüstet zu sein, innerhalb besonderer Grenzen zu durchsuchen und anzuhalten, und nachdem Wir es angemessen finden, das Schiff, welches Sie befehligen, zu einem der . . . . . Kreuzer zu bestimmen, und mit besagten speciellen Instructionen zu versehen, so übergeben Wir Ihnen hiermit eine Copie des erwähnten Tractates vom 20. Decembor und der obgedachten hier beigefügten Instructionen. Sie sind somit kraft der gegenwärtigen Verordnung und der beiliegenden Vollmacht von der Regierung von . . . . . ermächtiget, innerhalb der im zweiten Artikel des besagten Tractates festgesetzten Grenzen, Kauffahrteischiffe unter der . . . Flagge, die verdächtig sind, sich mit dem Sklavenhandel zu befassen, zu durchsuchen, und gegen solche Schiffe, die Sklavenhandel treiben, oder für diesen Handel ausgerüstet sind, auf die Weise vorzugehen, wie es in dem erwähnten Tractate, der Vollmacht und den Instructionen vorgezeichnet ist; und Wir tragen Ihnen auf, und fordern von Ihnen, sich vollkommen genau an alle darin enthaltenen Bestimmungen und Stipulationen zu halten, und dafür zu sorgen, dass die Ihnen somit übertragene Ermächtigung auf die mildeste Art und mit aller Aufmerksamkeit, die man alliirten und befreundeten Nationen schuldig ist, ausgeübt werde; — so wie Sie auch mit den Befehlshabern von jedem der für denselben Dienst verwendeten Kriegsschiffe freundschaftlich zusammenzuwirken haben.

Gegeben unter Unserer Handschrift und dem Siegel des Amtes von . . . . . . den . . . . .

An den Befehlshaber des . . . . . .

Diese Formularien von Vollmachten und Befehlen werden dem an diesem Tage zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland zur Unterdrückung des afrikanischen Sklavenhandels unterzeichneten Tractate beigefügt und als ein integrirender Theil jenes Tractates angesehen werden.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contra- 1841
hirenden Theile diese Beilage unterzeichnet und darunter ihr Insiegel beigedrückt.

Gegeben zu London den 20. December, im Jahre unseres Herrn Eintausend achthundert ein und vierzig.

(L. S.) *Koller.* (L. S.) *Schleinitz.* (L. S.) *St. Aulaire.*
(L. S.) *Brunnow.* (L. S.) *Aberdeen.*

Beilage B.

Instructionen für die Kreuzer.

1) Wenn immer ein Kauffahrteischiff, welches einem der hohen contrahirenden Theile gehört, oder dessen Flagge führt, von einem Kreuzer einer der hohen contrahirenden Mächte durchsucht wird, so soll der Befehlshaber des Kreuzers, bevor er zur Untersuchung schreitet, dem Capitän eines solchen Schiffes die speciellen Befehle vorweisen, durch welche ihm das ausnahmsweise Recht es zu durchsuchen eingeräumt ist, und er soll einem solchen Capitän ein von ihm unterfertigtes Certificat übergeben, welches seinen Rang in der Seemacht seines Landes, den Namen des Schiffes, das er commandirt, und die Erklärung enthält, dass der einzige Zweck seines Durchsuchens darin bestehe, sich zu überzeugen, ob das Schiff sich mit Sklavenhandel befasse, oder zu diesem Zwecke ausgerüstet sei, oder sich mit diesem Handel während der Fahrt, auf welcher es von dem besagten Kreuzer getroffen wurde, befasst habe.

Wenn die Durchsuchung von einem anderen Offizier des Kreuzers als dem Befehlshaber selbst vorgenommen wird, so soll ein solcher Offizier nicht unter dem Range eines Lieutenants in der Marine sein, ausgenommen, der Offizier wäre zu dieser Zeit der Zweite im Commando des Schiffes, durch welches die Untersuchung vorgenommen wird, und in diesem Falle soll ein solcher Offizier dem Capitän des Kauffahrteischiffes eine von dem Befehlshaber des Kreuzers unterzeichnete Copie der erwähnten speciellen Befehle vorweisen, und zugleich soll er ein von ihm selbst signirtes Certificat übergeben, welches den Rang, den er in der Marine seines Landes bekleidet, den Namen des Commandanten, unter dessen Befehle er handelt, den Namen des Kreuzers, zu dem er gehört, und den Zweck seiner Durchsuchung enthält, so wie es oben angeführt worden ist.

1841 Wenn aus der Untersuchung hervorgeht, dass die Schiffspapiere in Ordnung und das Unternehmen gesetzmässig sind, so soll der Offizier in dem Logbuche des Schiffes bestätigen, dass die Untersuchung kraft der oberwähnten speciellen Befehle stattgefunden habe; und wenn diese Formalitäten vollendet sind, so soll es dem Schiffe gestattet sein, seinen Lauf fortzusetzen.

2) Wenn in Folge der Untersuchung der den Kreuzer commandirende Offizier der Meinung ist, dass das Schiff sich mit Sklavenhandel befasse, oder für diesen Handel ausgerüstet wurde, oder sich damit während der Fahrt, auf welcher es von dem Kreuzer getroffen wurde, befasst habe, und er in dieser Gemässheit es anzuhalten und der Jurisdiction der competenten Behörden zu überliefern beschliesst, soll er ohne Aufschub ein Verzeichniss *in duplo* von allen an Bord befindlichen Papieren machen lassen, und dieses Verzeichniss sammt dem Duplicate unterfertigen, indem er seinen Namen, seinen Rang in der Marine und den Namen des von ihm commandirten Schiffes beifügt.

Auf dieselbe Art soll er *in duplo* eine Erklärung ausstellen und unterzeichnen, welche den Ort und die Zeit der Anhaltung, den Namen des Schiffes und jenen des Capitäns, die Namen der Personen, welche die Schiffsmannschaft ausmachen, und die Anzahl und Beschaffenheit der an Bord gefundenen Sklaven enthält.

Diese Erklärung soll überdiess eine genaue Beschreibung des Zustandes des Schiffes und seiner Ladung enthalten.

3) Der Commandant des Kreuzers soll ohne Verzug das angehaltene Schiff mit seinem Capitän, Schiffsvolk, Passagieren, Ladung und den an Bord gefundenen Sklaven in einen der weiter unten specificirten Häfen führen oder schicken, damit das gerichtliche Verfahren in Gemässheit der Gesetze des Landes, unter dessen Flagge das Schiff segelt, gegen sie eingeleitet werde; und er soll dieselben an die competenten Behörden oder an diejenigen Personen übergeben, welche von der Regierung, der der Hafen gehört, zu diesem Zwecke speciell bestimmt sind.

4) Kein Individuum soll aus dem angehaltenen Schiffe weggenommen werden; eben so wenig darf irgend ein Theil seiner Ladung oder irgend einer der an Bord gefundenen Sklaven von demselben weggeschafft werden, als bis das Schiff den Behörden seiner Nation überliefert sein wird; ausgenommen die Entfernung des ganzen oder eines Theiles des Schiffsvolkes oder der an Bord gefundenen Sklaven wird entweder zur Erhaltung ihres Lebens, oder aus anderen Rücksichten der Menschlichkeit, oder wegen Sicherstellung der Personen, welche mit der Leitung des

Schiffes nach seiner Anhaltung beauftragt werden, für nothwendig erachtet. 1841

In irgend einem dieser Fälle soll der Commandirende des Kreuzers oder der Offizier, welcher bestimmt ist, das angehaltene Schiff einzubringen, eine Erklärung über eine solche Wegschaffung verfassen, worin die Gründe derselben anzuführen sind; die auf diese Art entfernten Capitäne, Matrosen, Passagiere oder Sklaven werden in denselben Hafen gebracht und auf dieselbe Art übernommen werden, wie das Schiff und seine Ladung in Gemässheit der hier nachfolgenden Bestimmungen.

Wobei jedoch immer der Vorbehalt gemacht wird, dass keine Bestimmung dieses Paragraphen anwendbar sein soll auf Sklaven, die an Bord von österreichischen, preussischen oder russischen Schiffen gefunden werden; über solche Sklaven wird so verfügt werden, wie es in den folgenden Paragraphen bestimmt ist.

5) Alle österreichischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen von Afrika oder Amerika angehalten werden, sollen nach Triest geführt und dort den österreichischen Gerichten überliefert werden.

Wenn aber an Bord eines solchen österreichischen Schiffes zur Zeit seiner Anhaltung Sklaven vorgefunden werden, so soll das Schiff bei seiner Anhaltung zur Abgebung der Sklaven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter englischer oder französischer Flagge gesegelt wäre. Das Schiff soll hierauf an die österreichischen Gerichte in Triest gesendet und überliefert werden, wie oben festgesetzt wurde.

Alle französischen Schiffe, welche an der westlichen Küste von Afrika von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile angehalten werden, sollen nach Gorea (Gorée) gebracht und den dortigen französischen Gerichten überliefert werden.

Alle französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der östlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen nach der Insel Bourbon geführt und den dortigen französischen Gerichten überliefert werden.

Alle französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der Küste von Amerika, im Süden des 10. Grades nördlicher Breite angehalten werden, sollen nach Cayenne gebracht und den dortigen französischen Gerichten überliefert werden.

Alle französischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen

1841 contrahirenden Theile in Westindien oder an der Küste von Amerika im Norden des 10. Grades der nördlichen Breite angehalten werden, sollen nach Martinique geführt und den dortigen französischen Gerichten überliefert werden.

Alle britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der westlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen nach Bathurst am Flusse Gambia geführt und den dortigen britischen Gerichten überliefert werden.

Alle britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der östlichen Küste von Afrika angehalten werden, sollen zum Vorgebirge der guten Hoffnung gebracht und den dortigen britischen Gerichten überliefert werden.

Alle britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an der Küste von Amerika angehalten werden, sollen entweder nach der Colonie Demerara oder nach Port Royal auf Jamaika gebracht und den dortigen britischen Gerichten überliefert werden, je nachdem der Commandant des Kreuzers es am angemessensten finden wird.

Alle britischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile in Westindien angehalten werden, sollen nach Port Royal auf Jamaica gebracht und den dortigen britischen Gerichten überliefert werden.

Alle preussischen Schiffe, welche von Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen in Afrika oder Amerika angehalten werden, sollen nach Stettin gebracht und den dortigen preussischen Gerichten übergeben werden.

Wenn aber Sklaven an Bord eines solchen preussischen Schiffes zur Zeit der Anhaltung gefunden werden, so soll das Schiff gleich bei seinem ersten Anhalten zur Absetzung der Sklaven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter englischer oder französischer Flagge gesegelt wäre. Hierauf soll das Schiff nach Stettin gebracht und den dortigen preussischen Gerichten überliefert werden.

Alle russischen Schiffe, welche von den Kreuzern der anderen contrahirenden Theile an den Stationen von Amerika oder Afrika angehalten werden, sollen entweder nach Kronstadt oder nach Reval geführt und dort den russischen Geriohten überliefert werden, je nachdem die Jahreszeit es gestatten wird, den einen oder anderen jener Häfen zu erreichen.

Wenn aber an Bord eines solchen russischen Schiffes zur Zeit seiner Anhaltung Sklaven gefunden werden, so soll das

Schiff gleich bei seiner ersten Anhaltung zur Absetzung der Skla- 1841
ven in jenen Hafen gesendet werden, wohin es zur Aburtheilung gebracht worden wäre, wenn es unter englischer oder französischer Flagge gesegelt wäre; das Schiff soll nachher nach Kronstadt oder Reval gebracht und den dortigen russischen Gerichten überliefert werden, wie es oben festgesetzt wurde.

6) Sobald ein Kauffahrteischiff, welches auf vorerwähnte Art angehalten wurde, in einem der obbezeichneten Häfen oder Orte ankommt, so soll der Commandant des Kreuzers oder der Offizier, welcher beauftragt wurde, ein angehaltenes Schiff einzubringen, ohne Aufschub denjenigen Behörden, welche von der Regierung, in deren Gebiete sich der besagte Hafen befindet, zu diesem Zwecke regelmässig bestimmt sind, das Schiff sammt Ladung, so wie den Capitän, die Schiffsmannschaft, die Passagiere und die an Bord gefundenen Sklaven, ferner die Papiere, die an Bord des Schiffes ergriffen worden, und endlich eines der Duplicats-Verzeichnisse der erwähnten Papiere überliefern: — das andere Exemplar dieser Verzeichnisse bleibt dagegen in seinem Besitze.

Derselbe Offizier soll gleichzeitig an die genannten Behörden eine der Originalerklärungen, wie sie oben specifizirt wurden, übergeben, und einen Bericht über die Veränderungen beifügen, welche von dem Zeitpunkte der Anhaltung des Schiffes bis zu seiner Ablieferung eingetreten sein mögen, so wie er zugleich auch eine Copie des Berichtes über jene Wegschaffungen, welche nach den obigen Bestimmungen etwa stattgefunden haben, denselben Behörden zu überreichen hat.

Der Offizier, welcher diese verschiedenen Documente übergibt, soll schriftlich und unter Eid die Wahrheit derselben bezeugen.

7) Wenn der Commandant eines Kreuzers von einem der hohen contrahirenden Theile (welcher mit den vorgesagten speciellen Instructionen gehörig versehen sein wird) Ursache zum Verdachte haben sollte, dass ein Kauffahrteischiff unter dem Geleite oder in Gesellschaft eines Kriegsschiffes von einem der anderen contrahirenden Theile sich mit dem Sklavenhandel befasse, oder für diesen Handel ausgerüstet wurde, oder sich während der Fahrt, auf welcher es von dem Kreuzer getroffen wurde, mit dem Sklavenhandel befasst habe, so soll er sich darauf beschränken, dem Befehlshaber des Kriegsschiffes seine Verdachtgründe mitzutheilen, und es dem Letzteren überlassen, in der Durchsuchung des verdächtigen Schiffes allein vorzugehen, und

1841 es der Jurisdiction seines Landes zu überliefern, wenn Ursache dazu vorhanden ist.

8) Durch den Artikel IV des Tractates ist festgesetzt, dass das wechselseitige Recht der Durchsuchung in keinem Falle gegen Kriegsschiffe der hohen contrahirenden Theile ausgeübt werde.

Es wird bestimmt, dass diese Ausnahme gleichfalls auf Schiffe der russisch-amerikanischen Compagnie Anwendung finden soll, welche von Offizieren der kaiserlichen Marine commandirt und durch die kaiserliche Regierung ermächtigt sind, eine Flagge zu führen, welche sie von Kauffahrteischiffen unterscheidet, so wie sie auch gleich den Kriegs-Transportschiffen bewaffnet und ausgerüstet sind.

Es versteht sich ferner, dass besagte Schiffe mit einem russischen Patente zum Beweise ihres Ursprunges und ihrer Bestimmung versehen sein müssen. — Die Form dieser Patente soll nach einem gemeinschaftlichen Uebereinkommen entworfen werden. Es wird bestimmt, dass dieses Patent, wenn es von der competenten russischen Behörde ausgestellt ist, zu St. Petersburg von den dort befindlichen grossbritannischen und französischen Consulaten contrasignirt sein müsse.

9) In dem dritten Abschnitte des Artikels IX des Tractates ist festgesetzt, dass, wenn nicht das Gegentheil bewiesen werden kann, ein Schiff als mit dem Sklavenhandel sich befassend angesehen werden soll, wenn Reservebreter, welche dazu eingerichtet sind, um ein zweites Verdeck oder sogenanntes Sklavendeck zu bilden, an Bord gefunden werden.

Um jedem Missbrauche vorzubeugen, welcher aus der willkürlichen Auslegung dieser Clausel entstehen könnte, wird den Kreuzern insbesondere empfohlen, selbe auf österreichische, preussische und russische Schiffe nicht anzuwenden, welche zum Holzhandel verwendet werden und deren Manifeste den Beweis liefern, dass die Breter und Balken, die sie führen, oder geführt haben, ein Theil ihrer Handelsladung sind oder waren.

Um daher den erlaubten Handel nicht zu belästigen, wird den Kreuzern ausdrücklich zur Pflicht gemacht, nur dann nach den Bestimmungen zu handeln, dio in dem 3. Abschnitte des Artikels IX enthalten sind, wenn an Bord des angehaltenen Schiffes Reservebreter vorhanden wären, die augenscheinlich zu einem Sklavendeck bestimmt sind.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten sind kraft des Artikels XVIII dieses von ihnen am heutigen Tage signirten Trac-

tates übereingekommen, dass diese Instructionen dem Tractate 1842
beigefügt werden sollen, welcher an diesem Tage zwischen Oesterreich, Frankreich, Grossbritannien, Preussen und Russland zur Unterdrückung des afrikanischen Sklavenhandels unterzeichnet wurde, und dass sie als ein integrirender Theil dieses Tractates anzusehen sind.

Urkund dessen haben die Bevollmächtigten der hohen contrahirenden Theile diese Beilagen unterfertigt und ihre Insiegel beigedrückt.

Gegeben zu London den zwanzigsten December im Jahre des Herrn Eintausend achthundert ein und vierzig

(L. S.) *Koller.* (L. S.) *Schleinitz.* (L. S.) *St. Aulaire.*
(L. S.) *Brunnow.* (L. S.) *Aberdeen.*

466.

15 Janvier 1842.

Communication du traité conclu à Londres le 13 Juillet 1841 relativement aux affaires de l'Orient faite par l'Autriche et la Prusse à la Diète germanique à Francfort le 15 Janvier 1842.

(*Murhard,* Recueil de traités, t. III, p. 29.)

Mittheilung des am 13. Juli 1841 in London abgeschlossenen Traktates in Betreff der Angelegenheiten des Orients von Seiten Oesterreichs und Preussens an die deutsche Bundesversammlung zu Frankfurt a. M. am 15. Januar 1842.

Oeffentliches Protokoll der 2. Sitzung der deutschen Bundesversammlung. Geschehen Frankfurt den 15. Januar 1842.

In Gegenwart:

Von Seiten Oesterreichs: des von dem k. k. österr. Präsidirenden Herrn Gesandten, Grafen von Münch-Bellinghausen, substituirten k. preuss. Herrn Bundestagsgesandten, Freiherrn von Bülow;

1842 Von Seiten Preussens: des k. Herrn wirkl. Geheimen Raths, Freiherrn von Bülow;

Von Seiten Baierns: des mit der einstweiligen Führung der k. baierischen Stimme beauftragton k. sächs. Herrn Bundestagsgesandten Nostitz und Jänkendorf;

Von Seiten Sachsens: des k. Herrn Geheimen Raths Nostitz und Jänkendorf;

Von Seiten Hannovers: des k. Herrn Geheimen Cabinetsraths, Freiherrn von Stralenheim;

Von Seiten Würtembergs: des k. Herrn Staatsraths, Freiherrn von Blomberg;

Von Seiten Badens: des grossherzoglichen Herrn Geheimen Raths von Dusch;

Von Seiten Kurhessens: des kurfürstl. Herrn Geheimen Raths von Riess;

Von Seiten des Grossherzogthums Hessen: des grossherzogl. Hrn. wirkl. Geheimen Raths, Freiherrn von Gruben;

Von Seiten Dänemarks, wegen Holstein und Lauenburg: des k. dänischen Herrn Geheimen Conferenzraths, Freiherrn von Pechlin;

Von Seiten der Niederlande, wegen des Grossherzogthums Luxemburg: des substituirten herzogl. nassauischen Herrn Bundestagsgesandten von Röntgen;

Von Seiten der grossherzogl. und herzogl. sächsischen Häuser: des grossherzogl. und herzogl. sächsischen Herrn Staatsraths und Kammerherrn, Freiherrn von Fritsch;

Von Seiten Braunschweigs und Nassaus: des herzogl. nassauischen Herrn Geheimen Rathes von Röntgen;

Von Seiten von Mecklenburg-Schwerin und Mecklenburg-Strelitz: des Grossherzogl. Mecklenburg-Schwerinischen Herrn wirkl. Geheimen Raths von Schack;

Von Seiten Oldenburgs, Anhalts und Schwarzburgs: des Grossherzogl. Oldenburgischen Kammerherrn und Herrn Geheimen Raths von Both;

Von Seiten von Hohenzollern, Liechtenstein, Reuss, Schaumburg-Lippe, Lippe und Waldeck: des fürstl. Herrn wirkl. Geheimen Raths, Freiherrn von Holzhausen;

Von Seiten der freien Städte Lübeck, Frankfurt, Bremen und Hamburg: des von dem bremischen Herrn Bundestagsgesandten Bürgermeister Smidt, substituirten frankfurtischen Herrn Bundestagsgesandten, Gerichtsschultheissen und Syndicus von Meyer;

und meiner, des kais. österr. Hofraths und Bundeskanzlei-Directors, Ritters von Weissenberg. 1842

Erklärung von Oesterreich und Preussen in Bezug auf den zu London am 13. Juli 1841 abgeschlossenen Vertrag über die Angelegenheiten des Orients, und das demselben vorangegangene Protokoll vom 10. Juli 1841.

Oesterreich und Preussen. In dem Beschlusse vom 13. März v. J. hat diese hohe Versammlung den Wunsch und die Erwartung ausgedrückt, es werden die Höfe von Wien und Berlin, unter sorgsamer Berücksichtigung des Wohles, der Ehre und der Würde des gemeinsamen Vaterlandes, auch fortan zur Sicherung eines wahren Friedensstandes in Europa ihre Wirksamkeit eintreten lassen.

Sehr erfreulich ist es heute diesen beiden Höfen, durch Mittheilung eines am 13. Juli v. J. zu London zwischen den Bevollmächtigten Oesterreichs, Preussens, Frankreichs, Grossbritanniens und Russlands einer, und der ottomanischen Pforte andererseits abgeschlossenen Vertrags, dessen Ratificationen am 13. December ausgewechselt wurden, so wie eines, diesem Vertrage vorangegangenen und am 10. Juli unterzeichneten Protokolls ihren verehrten Bundesgenossen den Beweis zu liefern, dass die Hoffnungen des Durchlauchtigen Bundes in Erfüllung gegangen, und durch den Abschluss einer die Theilnehmer am Traktat vom 15. Juli 1840, so wie den französischen Hof gleichmässig umfassenden Uebereinkunft, der Erhaltung des allgemeinen Friedens neue Bürgschaften gegeben sind.

Der Gesandte hat, im Auftrage Oesterreichs und Preussens, die Ehre, die beiden erwähnten Aktenstücke, wie hiermit geschieht, unter Bezugnahme auf die gemeinschaftliche Mittheilung vom 12. November 1840, Einer hohen Bundesversammlung vorzulegen. Wenn nun ausserdem durch die in der Bundestagssitzung vom 24. Juni v. J. beschlossenen und in allen deutschen Staaten mit vaterländischem Eifer theils bereits zur Ausführung begriffenen Maassregeln die deutsche Heeresmacht auf den ihr zukommenden, Achtung gebietenden Fuss gelangt und wenn durch die Vollziehung des Bundesbeschlusses vom 26. März für die fortificatorische Vertheidigung des bis jetzt einer solchen noch ermangelnden Theiles von Deutschland Fürsorge getroffen wird; so können die patriotischen Wünsche, welche in der Präsidialproposition vom 13. März v. J. geäussert und von der hohen

1842 Bundesversammlung in den beiden Punkten des hierauf gefassten Beschlusses zu den ihrigen gemacht wurden, als erfüllt angesehen werden; und es bleibt den beiden Höfen von Wien und Berlin nur übrig, noch einmal, ihren Mitverbündeten gegenüber, die erhebende Ueberzeugung, die sie gewiss Alle theilen, geltend zu machen, dass Deutschlands Ehre und Sicherheit bei treuer Bewahrung von Gesinnungen, wie sie eben bei jener Gelegenheit allseitig an den Tag traten, fest und unerschütterlich bestehen werden.

Das in der vorstehenden Erklärung erwähnte Protokoll vom 10. Juli 1841, sowie der Vertrag vom 13. desselben Monats, wurden verlesen und gegenwärtigem Protokolle als Beilage 1 und 2 angefügt.

Bei der hierauf vom Präsidio gehaltenen Umfrage vereinigte sich die Bundesversammlung, auf Vorschlag des k. sächsischen, auch einstweilen die k. baierische Stimme führenden Herrn Gesandten, zu nachstehendem einhelligen Beschluss:

Die Bundesversammlung hat mit Dank und wahrer Befriedigung die Mittheilung von Aktenstücken entgegengenommen, in denen sie nicht nur eine erfreuliche Bürgschaft für die Dauer des allgemeinen Friedens, sondern auch den Beweis erkennt, mit wie vollem Rechte sie die Interessen Deutschlands bei diesen Verhandlungen der weisen Fürsorge der allerhöchsten Höfe von Oesterreich und Preussen vertrauensvoll überlassen hat.

Auch sie blickt mit Genugthuung auf ihre im vergangenen Jahre gefassten Beschlüsse zu Herbeiführung grösserer Wehrhaftigkeit Deutschlands zurück. Die einhellig gemachten Anstrengungen haben schon jetzt dazu gedient, Deutschlands Ehre gegen das Ausland zu wahren, und die Bundesversammlung findet mit freudiger Zuversicht in der bethätigten Einigkeit und in treuer Bewahrung der hierbei überall kund gegebenen Gesinnungen ächter Vaterlandsliebe die sicherste Gewährleistung für Deutschlands Ehre und Wohlfahrt.

(Folgen die Unterschriften sämmtlicher Bundestagsgesandten.)

467.

18 Mars 1842.

Convention avec la ville libre de Francfort concernant les biens de l'ordre Teutonique situés dans le territoire de la ville libre.

(Archives du ministère des affaires étrangères.)

Wir Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt

Urkunden und bekennen, dass Wir nach genommener Einsicht und Prüfung des in Unserem Auftrag und in Vollmacht von Uns abgeschlossenen Staatsvertrags, welcher von Wort zu Wort also lautet:

«Nachdem die freie Stadt Frankfurt den Wunsch geäussert, die in ihrem Gebiet gelegenen, in Folge des Art. 51 der Wiener Congressacte von Seiner k. k. apost. Majestät dem Kaiser von Oesterreich in Besitz genommenen Güter der vormaligen Deutsch-Ordens-Commende Frankfurt käuflich an sich zu bringen, und sowohl Seine k. k. apost. Majestät, als Seine k. Hoheit der Durchlauchtigste hochwürdigste Herr Hoch- und Deutschmeister, Maximilian, königl. Prinz von Ungarn und Böhmen, Erzherzog von Oesterreich-Este, für den in den k. k. Staaten fortbestehenden Deutschen Ritterorden, welchem der Besitz, der Genuss und die unmittelbare Verwaltung der hiesigen Deutsch-Ordens-Güter von Sr. Majestät dem Kaiser überlassen worden ist, sich hierzu bereitwillig erklärt haben, so ist an dem unten gesetzten Tage:

einerseits zwischen dem k. k. wirklichen Legationsrath und Residenten bei der freien Stadt Frankfurt, Ferdinand Freiherrn von Menssbengen als Bevollmächtigten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich und Seiner k. Hoheit des Durchlauchtigsten hochwürdigsten Herrn Hoch- und Deutschmeisters, Erzherzogs Maximilian von Oesterreich-Este,

andererseits zwischen dem Senator Dr. Eduard Ludwig Harnier, als Bevollmächtigten der freien Stadt Frankfurt, auf den Grund der von den genannten Bevollmächtigten sich gegenseitig mitgetheilten und anstandlos befundenen Vollmachten, nachstehender Staatsvertrag abgeschlossen und unterzeichnet worden.

Art. I. Die freie Stadt Frankfurt übernimmt die in ihrem Gebiet gelegenen Güter der in Folge des Artikels 51 der Wiener

1842 Congressacte von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich am 9. resp. 15. Juli 1815 in Besitz genommenen Deutsch-Ordens-Commende Frankfurt, mit Ausnahme des Deutschen Hauses, dessen sämmtlichen Nebengebäuden und der Deutschordenskirche in Sachsenhausen, also alle übrigen zur Commende Frankfurt gehörigen unbeweglichen Güter, Erbpachtzinsen, Grundzinsen, Zehnten und Gefälle, alle damit verbundenen Rechte, sowie insbesondere das Condominat in Niederrad, zusammen um den Kaufschilling von Zweimalhundert und sechzig Tausend Gulden in Vierundzwanzig Guldenfuss, in ihr volles unbeschränktes Eigenthum cum onere et commodo, so wie sie sich gegenwärtig im Besitze Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, resp. des dermaligen Nutzniessers derselben, Sr. k. Hoheit des Hoch- und Deutschmeisters Herrn Erzherzog Maximilian von Oesterreich für den in den k. k. Staaten fortbestehenden Deutschen Ritterorden befinden und in den Anlagen I—IV aufgeführt erscheinen.

Art. II. Die Zahlung des verabredeten Kaufschillings ist binnen drei Wochen nach erfolgter Auswechselung der Ratifikationen dieses Staatsvertrags ohne Abzug baar und in den gesetzlich kursirenden Münzsorten an die k. k. Feldoperationskasse zu Mainz für Rechnung des Zahlamts der hohen k. k. Geheimen Haus-, Hof- und Staats-Kanzlei, oder nach Belieben dieser Letzteren, an das Wechselhaus M. A. von Rothschild et S^ne^ in Frankfurt zu leisten, wogegen sofort nach erfolgter Zahlungsleistung, auf den Grund der Anlagen unter I—VI, die förmliche Uebergabe der überlassenen Deutsch-Ordens-Güter, Erbpachtzinsen, Grundzinsen, Gefälle, aller damit verbundenen Rechte, sowie insbesondere des Condominats von Niederrad, nebst allen diese Güter und das Condominat betreffenden Urkunden, Archivalien, Steinbüchern, Pachtverträgen und Akten — also mit Ausnahme derer, welche sich ausschliesslich auf das Deutsche Haus, dessen Nebengebäude und die Deutsch-Ordens-Kirche in Sachsenhausen beziehen, an die freie Stadt Frankfurt, jedoch ohne irgend einen Anspruch der freien Stadt auf weitere Gewährleistung von Seiten der Verkäufer, stattzufinden hat.

Zu den ausgenommenen Urkunden und Akten haben auch jene zu gehören, die — obgleich auf die verkauften Commende-Güter sich beziehend — dennoch ihres hohen Alters wegen für den Deutschen Orden ein vorzügliches historisches Interesse haben. Diese Urkunden werden zu Frankfurt im Deutsch-Ordens-Hause unter der Verpflichtung belassen, dass sie der freien Stadt Frank-

furt zur Einsichtsnahme oder zur Fertigung von Abschriften stets 1842
zugänglich bleiben.

Art. III. Das im Artikel I von der Veräusserung ausgenommene Deutsche Haus, nebst allen in der Anlage VII verzeichneten Nebengebäuden und die Deutsch-Ordens-Kirche in Sachsenhausen verbleiben wie bisher im Besitze des in den k. k. Staaten forthestehenden Deutschen Ritterordens und es werden die bisherigen diessfalls gegenüber der freien Stadt Frankfurt bestandenen Verhältnisse und Observanzen auch künftighin von keinem der contrahirenden Theile im Mindesten alterirt werden.

Art. IV. Der katholische Gottesdienst in der genannten Deutsch-Ordens-Kirche zu Sachsenhausen wird von einem von Sr. k. Hoheit dem Herrn Hoch- und Deutschmeister als Pfarrverweser anzustellenden Deutsch-Ordens-Priester mit Hülfe eines Kaplans, den er sich von dem Herrn Bischofe zu Limburg zu erbitten hat, fortan wie bisher pünklich versehen werden. — Der Gehalt dieser beiden Priester und des Kirchendieners, sowie alle Kirchenbedürfnisse, werden künftighin wie bisher, ganz allein von Sr. k. Hoheit dem Herrn Hoch- und Deutschmeister resp. von dem Deutschen Ritterorden in Oesterreich bestritten werden.

Art. V. Die freie Stadt Frankfurt wird dem dermaligen Verwalter der an sie veräusserten Deutsch-Ordens-Commende-Güter, Herrn Heinrich von Handel, seinen seitherigen Gehalt mit jährlichen Tausend Gulden im 24 Gulden-Fuss und dem bisherigen Deutsch-Ordens-Commende-Amtsdiener und Fruchtmesser, Georg Protzer, seinen seitherigen Lohn mit jährlichen 448 Gulden im 24 Gulden-Fuss, nebst 8 Malter Korn jährlichen Deputats als lebenslängliche Pensionen entrichten.

Art. VI. Alle vor Lichtmess 1842 fällig gewesenen Grund- und Erbpachtzinsen, Zehnten, Pachtgelder und sonstige Erträgnisse der verkauften Deutsch-Ordens-Commende-Güter gebühren dem bisherigen Nutzniesser derselben, wogegen alle auf Lichtmess d. J. fällig gewesenen oder später fällig werdenden Pachtgelder, Zehnten, Grund- und Erbpachtzinsen und sonstige Gefälle, sowie sämmtliche ältere Rückstände, Forderungen und Ansprüche der Commende zur beliebigen Geltendmachung und Einziehung — jedoch ohne irgend eine Gewährleistungspflicht von Seiten der Verkäufer — auf die freie Stadt Frankfurt übergehen.

Alle von Lichtmess d. J. bis zum Tage der vollen Zahlungsleistung des Kaufschillings fälligen und von der Commende-Verwaltung wirklich empfangenen Erträgnisse der an die freie Stadt

1842 verkauften Güter werden an dem nämlichen Tage baar an den Frankfurter Staatsschatz unter Abzug derjenigen Quote ausgefolgt werden, welche *pro rata temporis* von Lichtmess d. J. bis zum Zahlungstage nach dem Jahreserträgniss der Commende im Anschlag von 7380 Gulden im 24 Guldenfuss dem Deutschen Orden zukommen würde.

Art. VII. Die Ratificationen dieses Staatsvertrages werden binnen vier Wochen von Unterzeichnung desselben ausgewechselt werden.

So geschehen Frankfurt am Main den Achtzehnten März im Jahr des Herrn Achtzehnhundert, vierzig und zwei.

(L. S.) *Freiherr Mensshengen.*
(L. S.) *Harnier* »

— die nach Artikel VII desselben erforderliche Ratification hiermit ertheilen. Wir genehmigen ihn in allen Punkten und versprechen ihn genau zu erfüllen und seinem ganzen Inhalt nach vollziehen zu lassen.

Urkundlich dessen haben Wir gegenwärtige Ratificatiosurkunde ausfertigen und mit Unserem Staats-Insiegel versehen lassen.

Gegeben zu Frankfurt am Main den dreissigsten März, Achtzehnhundert zwei und vierzig.

Bürgermeister und Rath der freien Stadt Frankfurt,
(L. S.) *Scharff.*

468.

21 Mars 1842.

Convention entre l'Autriche et la Prusse pour prévenir les délits forestiers, de chasse, champêtres et de pêcheries sur les frontières respectives.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. III, p. 124.)

Publication officielle en Prusse.

Ministerial-Erklärung über die zwischen der diesseitigen und der k. k. österr. Regierung abgeschlossene Uebereinkunft zur Verhüthung von Forst-, Jagd-, Fisch- und Feldfreveln an den gegenseitigen Landesgränzen, ddo. den 21. März und bekannt gemacht den 19. April 1842.

Die königl. preussische Staats-Regierung übernimmt gegen die k. k. österreichische Staats-Regierung zur wirksamen Verhütung der Forst-, Jagd-, Fisch- und Feldfrevel an der gegenseitigen Landesgrenze die Verpflichtung, nachfolgende Bestimmungen genau zu beobachten und zu handhaben:

1. Verpflichtet sich die k. preussische Staats-Regierung, die Forst-, Jagd-, Fisch- und Feldfrevel, welche ihre Unterthanen auf k. österreichischem Gebiete verübt haben möchten, sobald sie davon Kenntniss erhält, nach denselben Gesetzen zu untersuchen und zu bestrafen, nach welchen sie untersucht und bestraft werden würden, wenn sie im Inlande begangen worden wären.

2. Von allen Behörden und ihren Organen soll zur Entdeckung der Frevler alle mögliche, den inländischen Gesetzen entsprechende Hilfe geleistet, und die Untersuchung und Bestrafung der Forst-, Jagd-, Fisch- und Feldfrevel immer so schleunig vorgenommen werden, als es nur immer thunlich sein wird.

3. Die Einziehung des Betrages der Strafe, falls eine Geldstrafe verhängt wird, und der etwa stattgehabten Untersuchungsgebühren soll demjenigen Staate verbleiben, in welchem der verurtheilte Frevler wohnt, und in welchem das Erkenntniss stattgefunden hat, und nur der Betrag des Schadenersatzes und der Pfandgebühren an die betreffende Kasse desjenigen Staates abgeführt werden, in welchem der Frevel verübt worden ist.

4. Den Protokollen und Abschätzungen, die zur Constati-

1842 rung des von den Angehörigen des einen Staates in dem Gebiete des andern verübten Frevels von den hierzu in jedem Lande competenten Personen aufgenommen worden, ist jener Glaube von der zur Aburtheilung geeigneten Behörde beizumessen, welchen die Gesetze den Protokollen der inländischen Beamten beilegen.

5. Gegenwärtige Erklärung soll vor der Hand auf die Dauer von drei Jahren zu gelten haben und gegen eine gleichlautende im Namen der k. österr. Staats-Regierung ausgefertigte ausgewechselt, sohin im ordentlichen Wege kund gemacht werden.

Zur Urkund dessen ist gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertiget und mit dem königl. Insiegel versehen worden.

So geschehen Berlin den 21. März 1842.

Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

In Vertretung des Geheimen Staats- und Kabinetsministers *Grafen v. Maltzan*

Freih. v. Werther.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung der k. k. österr. Geheimen Haus-, Hof- und Staatskanzlei vom 21. März d. J. ausgewechselt worden, hiermit zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin den 19. April 1842.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten
Freih. v. Bülow.

469.

7 Juillet 1842.

Décret de la chancellerie aulique concernant l'exécution des sentences émanées des tribunaux bavarois.

(Journal de jurisprudence autrichienne 1842. 3. vol. p. 442. No. 144.)

Hofkanzleidecret vom 7. Juli 1842, Z. 16867 (kundgemacht durch die Länderstellen in Steiermark am 18. Juli, in Oesterreich unter der Enns am 20. Juli, in Tirol und Vorarlberg am 26. Juli, in Oesterreich ob der Enns am 27. Juli, in Illirien am 29. Juli, in Mähren und Schlesien am 29. Juli und in Böhmen am 30. Juli l. J.)

Die Art der Zustellung nnd Vollziehung gerichtlicher Verordnungen und Urtheile an königl. baierische Unterthanen Seitens österreichischer Unterthanen betreffend.

Die k. k. oberste Justizstelle hat zu Folge allerhöchster Entschliessung vom 3. Juli 1841 über einen von ihr erstatteten allerunterthänigsten Vortrag, betreffend die Zustellung und Execution gerichtlicher Verordnungen und Urtheile der königl. baierischen Gerichte, nachstehendes Decret unterm 13. Juli 1841 an sämmtliche Appellationsgerichte erlassen:

Durch Hofdecret der obersten Justizstelle vom 7. November 1821 Z. 1310 der Justizgesetzsammlung wurde erklärt: die königl. baier'sche Regierung habe ihre Verordnung vom 9. Oktober 1817 dahin näher zu bestimmen befunden, dass sich dieselbe nicht auf den Fall erstrecke, wenn bei dem Gerichte des auswärtigen Staates, welches wider einen baier'schen Unterthan erkannt hat, entweder der allgemeine Gerichtsstand des Wohnortes, oder einer der besonderen Gerichtsstände der gelegenen Sache, des Arrestes, des Contractes oder der geführten Verwaltung begründet war. — Da laut Ministerialnote der königl. baier'schen Regierung vom 21. Juni 1840 nach den in Baiern geltenden Gesetzen zur Begründung des Gerichtsstandes des Vertrages rücksichtlich der an einem bestimmten Orte versprochenen Bezahlung oder Leistung einer Verbindlichkeit gegen einen von österreichischen Unterthanen geklagten baier'schen Unterthan der persönliche Aufenthalt des Geklagten in foro contractus zur Zeit der Ladung erforderlich ist, und aus diesem Grunde zwei, von einem

1842 österreichischen Unterthan gegen einen baier'schen Unterthan bei dem österreichischen Gerichte angebrachte, von diesem verbeschiedene, und zur Zustellung an das gehörige baier'sche Gericht gelangte Klagen auf die an einem bestimmten Orte Oesterreichs zugesicherte Zahlung zurückgelegt wurden, so haben Seine k. k. Majestät mit allerhöchster Entschliessung vom 3. Juli 1841 anzuordnen geruht, dass künftighin über derlei von baier'schen Unterthanen gegen österreichische Unterthanen bei einem baier'schen Gerichte angebrachte Klagen sich von österreichischen Gerichten nach dem Reciprocitäts-Rechte auf gleiche Weise zu benehmen ist. — Es ist demnach die von einem baier'schen Unterthan wider einen österreichischen Unterthan, in Folge des Gerichtsstandes des Vertrages bei einem baier'schen Gericht angebrachte, und von diesem verbeschiedene Klage, weder von dem österreichischen Gerichte zur Zustellung anzunehmen, noch das Urtheil zu vollstrecken, wenn nicht der Geklagte zur Zeit der Vorladung im Gerichtssprengel, wo der Vertrag zu erfüllen war, sich aufhält. — Es bleibt übrigens den österreichischen Unterthanen als Klägern in Folge allerhöchster Entschliessung vom 16. Februar 1833, kundgemacht durch Hofdecret vom 11. Mai 1833, Z. 2162 (Justiz-Gesetzsammlung), unbenommen, wenn baier'sche Gerichte die Zustellung der Klage an den geklagten baier'schen Unterthan verweigern, die Anfstellung eines Curators für denselben anzusuchen, um gegen diesen rechtswirksam verhandeln, und ein in den österreichischen Staaten vollziehbares Urtheil erwirken zu können.

1842

470.

30 Juillet 1842.

Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre l'Autriche et la république de Mexique, conclu et signé à Londres.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. III, p. 432.)

Freundschafts-, Schiffahrts- und Handels-Vertrag zwischen Oesterreich und der Republik Mexiko. Geschlossen zu London am 30. Julius 1842. (Ratifizirt vom Kaiser von Oesterreich zu Wien am 8. Oktober 1842.)

Im Namen der allerheiligsten und untheilbaren Dreieinigkeit.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und der Präsident der Republik von Mexico, in gleicher Weise von dem Wunsche beseelt, Friedens- und Freundschafts-Verhältnisse zwischen den beiden Staaten festzustellen, so wie auch die Handels-Verbindungen zwischen Ihren beiderseitigen Staaten und Besitzungen zum gegenseitigen Wohle Ihrer Unterthanen und Staatsbürger zu erweitern, zu vermehren und zu befestigen, und hiedurch jenen Ihrer Unterthanen und Staatsbürger, welche an diesen Handels-Verbindungen Theil nehmen, alle mögliche Erleichterung und Aufmunterung zu verschaffen, haben es für nützlich und dem gegenseitigen Interesse der beiderseitigen Länder angemessen erachtet, einen Freundschafts-, Schiffahrts- und Handels-Vertrag abzuschliessen, und haben zu diesem Ende Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Philipp Freiherrn von Neumann etc.

Und den Herrn August Freiherrn von Koller etc.

Und der Präsident der Republik von Mexiko den Herrn Thomas Murphy, Geschäftsträger bei der Regierung Ihrer britischen Majestät; —

Welche, nachdem sie ihre in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten sich gegenseitig mitgetheilt, die folgenden Artikel festgesetzt haben:

Art. I. Es soll zwischen Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen und seinen Unter-

1842 thanen einerseits, und der Mexikanischen Republik und ihren Staatsbürgern andererseits eine ewige Freundschaft bestehen.

Art. II. Es soll zwischen den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich und jenen der Republik Mexiko eine wechselseitige Handelsfreiheit bestehen, kraft welcher die Einwohner der beiden Länder einer völligen Freiheit und Sicherheit zu geniessen haben, um sich mit ihren Fahrzeugen und Ladungen nach allen Orten, Häfen und Flüssen zu begeben, wohin die Unterthanen anderer Nationen gegenwärtig die Erlaubniss einzulaufen haben, oder in Zukunft erhalten werden.

Die Kriegsschiffe der beiden Nationen sollen ebenfalls beiderseits die Freiheit haben, mit Sicherheit und ohne irgend eine Hinderung, in allen Häfen, Plätzen und Flüssen vor Anker zu gehen, wohin die Kriegsschiffe was immer für einer anderen Nation die Freiheit einzulaufen gegenwärtig haben oder in Zukunft erhalten werden; — doch sind sie gehalten, sich den Gesetzen und Verordnungen der beiderseitigen Staaten zu unterwerfen.

Die den Handels-Fahrzeugen der beiden contrahirenden Theile zugestandene Befugniss, in die Häfen, Rheden und Flüsse des anderen Staates einzulaufen, und dort, mit Beobachtung der bestehenden Vorschriften, zur Abladung ihrer Fracht zu schreiten, soll sich auf das Recht, den Skalen- und Küsten-Handel zu treiben, nur in soweit erstrecken dürfen, als die betreffenden Gesetze, die dort in Kraft sind (und von welchen keine Ausnahme zu Gunsten einer anderen Nation gemacht worden wäre), nicht ein solches Recht der National-Schifffahrt vorbehalten.

Art. III. In Rücksicht der Last- oder Tonnen-, der Leuchtthurm-, Quarantaine-, so wie der Rettungs-Gebühren im Falle der Haverei oder des Schiffbruchs, oder in Bezug auf andere ähnliche Abgaben, sie seien allgemein oder local, sollen die Fahrzeuge eines jeden der beiden kontrahirenden Theile keinen anderen Gebühren oder Abgaben, sie seien von was immer für einer Art, unterworfen sein, als denen, welche den National-Fahrzeugen gegenwärtig auferlegt sind, oder in der Folge auferlegt werden dürften.

Art. IV. Die österreichischen Fahrzeuge, welche in den Häfen der Republik von Mexiko anlangen, oder aus denselben auslaufen werden, und die mexikanischen Fahrzeuge, welche in den Häfen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich anlangen, oder aus denselben auslaufen werden, sollen für die Ein- und Ausfuhr von was immer für Waaren und Handels-Artikeln kei-

nen anderen oder höheren Abgaben oder Zöllen, sie seien von 1842
was immer für einer Art, unterworfen sein, als denjenigen, welche den Fahrzeugen der am meisten begünstigten Nation gegenwärtig auferlegt sind, oder in der Folge auferlegt werden dürften.

Alle Waaren, welche von den Fahrzeugen der am meisten begünstigten Nation in die Häfen der contrahirenden Theile gesetzlich eingeführt, oder aus denselben ausgeführt werden dürfen, sollen eben so gegenseitig auf österreichischen und mexikanischen Fahrzeugen ein- und ausgeführt werden dürfen, was immer ihre Bestimmung oder der Ort sei, aus welchem sie auslaufen.

Art. V. Alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses der Staaten und Besitzungen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich, die in den Staaten der Republik Mexiko eingeführt werden dürfen, so wie alle Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- nnd Kunstfleisses der mexikanischen Repnblik, die in den Häfen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich eingeführt werden dürfen, sollen mit keinen anderen oder höheren Einfuhr-Abgaben belegt werden, als für die Artikel derselben Gattung von den am meisten begünstigten Nationen gegenwärtig entrichtet, oder in der Folge zu entrichten sein werden; derselbe Grundsatz hat in Bezug auf die Ausfuhr der besagten Erzeugnisse zu gelten.

Es soll in den Staaten und Besitzungen der beiden hohen contrahirenden Theile in Betreff der obgenannten Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses, kein Verbot der Einfuhr oder Ausfuhr Statt haben, welches sich nicht in gleicher Weise auf alle anderen Nationen erstreckt; darunter sind jedoch jene Verbots-Ausnahmen nicht begriffen, welche ein anderer Staat als Compensation für ein besonderes Zugeständniss von seiner Seite anzusprechen berechtigt wäre.

Für den Fall, wo eine solche Ausnahme als eine besondere Begünstigung in Bezug auf Handel und Schifffahrt von einem der kontrahirenden Theile einer anderen Nation ertheilt würde, soll der andere Theil alsogleich derselben theilhaftig werden, sobald er das nämliche Zugeständniss, oder ein Zugeständniss von gleichem Werthe machen wollte, als dasjenige ist, welches von der begünstigten Nation gemacht worden.

Art. VI. Es sollen alle diejenigen Fahrzeuge als österreichische oder mexikanische angesehen und behandelt werden, welche in den Besitzungen und Staaten, denen sie respective angehören,

1842 nach den gegenwärtig in Kraft stehenden oder für die Folge noch zu erlassenden Gesetzen und Vorschriften als solche anerkannt sind, von welchen Gesetzen und Vorschriften der eine Theil dem anderen in gehöriger Zeit die Mittheilung zu machen hat, es versteht sich jedoch, dass die Befehlshaber der genannten Fahrzeuge jederzeit ihre Nationalität durch See-Urkunden zu beweisen haben werden, welche in der gewohnten Form abgefasst und mit der Unterschrift der competenten Behörden des Landes, welchem die Fahrzeuge angehören, versehen sein müssen.

Art. VII. Die Schiffe und die Unterthanen und Bürger der hohen kontrahirenden Theile sollen durch den gegenwärtigen Traktat an allen Vortheilen, Immunitäten und Privilegien in den Häfen ihrer gegenseitigen Staaten und Besitzungen Antheil haben, deren die Schifffahrt und der Handel der am meisten begünstigten Nation sich erfreuen.

Die Unterthanen Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich sollen demnach in den Staaten und Besitzungen der Republik von Mexico die Preise der eingeführten oder der zur Ausfuhr bestimmten Waaren, ohne Unterschied von welcher Beschaffenheit sie seien, in jeder Gelegenheit nach ihrem Gutdünken festsetzen dürfen, doch mit Beobachtung der Gesetze und Gewohnheiten des Landes.

Dagegen sollen die Bürger der Republik von Mexico in den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich eben diese Prärogative und unter denselben Bedingungen geniessen.

Die Befugniss, einzuführen und im Grossen zu verkaufen, erstreckt sich nicht auf die Einfuhr und den Verkauf von Artikeln, die zur Militär-Contrebande gehören, oder von solchen Waaren, die durch die betreffenden Tarife verboten sind.

Die Unterthanen und Angehörigen eines jeden der hohen kontrahirenden Theile sollen überdies, unter der Bedingung, dass sie die allgemeinen darauf bezüglichen Gesetze beobachten, der vollen Freiheit geniessen, in allen Theilen der wechselseitigen Gebiete und Besitzungen sich aufzuhalten, dort Häuser und Magazine in Besitz zu nehmen, zu reisen, Erzeugnisse des Bodens, des Gewerb- und Kunstfleisses, und Waaren zu verführen, den durch die Landesgesetze erlaubten Handel zu treiben, und dort ihre Angelegenheiten, es sei persönlich oder durch Beauftragte, Mandatare oder Agenten zu besorgen, ohne in dieser Beziehung anderen Einschränkungen oder Lasten unterworfen zu sein, als denjenigen, welche im gleichen Falle den Eingebornen auferlegt sind.

Jeder der hohen kontrahirenden Theile behält sich jedoch 1842
das Recht vor, die durch den gegenwärtigen Artikel den Unterthanen und Bürgern der beiden betreffenden Staaten eingeräumten Handelsbefugnisse in Bezug auf die Versendung und Ausfuhr von Münzen und Metallen nach Gutdünken einzuschränken, und selbst aufzuheben; und wenn dieser Fall eintritt, soll keine Ausnahme von dieser Einschränkung oder Aufhebung zu Gunsten irgend einer anderen Nation gemacht werden dürfen.

Art. VIII. Obwohl der vorhergehende Artikel den Unterthanen und Bürgern der hohen kontrahirenden Theile nur das Recht gibt, den Handel im Grossen zu treiben, so gesteht die mexikanische Regierung demungeachtet, so weit ihre Gesetzgebung es gestatten wird, allen österreichischen Unterthanen, die entweder ihre Familien mitgebracht, oder nach ihrer Ankunft in der Republik sich, es sei durch Heirath oder dadurch, dass sie ihre Angehörigen aus der Fremde nachkommen liessen, in Familienstand versetzt haben, die Befugniss zu, Kaufläden zu eröffnen und Kleinhandel zu treiben.

Dagegen wird die Regierung Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich den mexikanischen Bürgern in Bezug auf den Kleinhandel allen den Spielraum gewähren, dessen nach den in Kraft befindlichen Gesetzen und Vorschriften die Unterthanen der am meisten begünstigten Nationen sich erfreuen.

Es versteht sich indess, dass jeder der kontrahirenden Theile sich das Recht vorbehält, den Kleinhandel, den die Unterthanen und Bürger der beiderseitigen Staaten treiben, je nachdem es die National-Interessen erfordern sollten, zu regeln, einzuschränken und selbst zu verbieten. Wenn dieser Fall eintritt, soll keine Ausnahme von einer solchen Einschränkung oder Verbot zu Gunsten irgend einer anderen Nation gemacht werden dürfen, sie wäre denn auf ein gegenseitiges besonderes Zugeständniss gegründet; — in diesem Falle wird für die Unterthanen und Bürger der hohen kontrahirenden Theile das Recht daran Theil zu nehmen von der Bedingung eines gleichen Zugeständnisses oder eines Zugeständnisses von dem nämlichen Werthe abhängig sein.

Es wird ausserdem dahin übereingekommen, dass denjenigen, welche zur Zeit eines solchen Verbots den Kleinhandel treiben sollten, eine Frist von drei Monaten zur Beendigung ihrer Geschäfte zugestanden werden wird.

Art. IX. In Allem, was die Hafen-Polizei, die Ladung oder Abladung der Fahrzeuge und die Sicherheit der Waaren und

1842 Effekten betrifft, sollen die beiderseitigen Unterthanen und Bürger der hohen kontrahirenden Theile den localen Gesetzen und Verordnungen des Landes, in welchem sie ihren Aufenthalt haben, unterworfen sein.

Art. X. Die Unterthanen und Bürger der hohen kontrahirenden Mächte sollen von jedem gezwungenen Militär-Dienste zu Lande oder zur See befreit sein. Kein gezwungenes Anlehen soll ihnen besonders auferlegt werden, und ihr Eigenthum soll keinen anderen Lasten, Requisitionen oder Auflagen unterliegen, als denjonigen, welche von den Eingebornen gefordert werden.

Es soll von beiden Theilen den respectiven Unterthanen und Bürgern der hohen kontrahirenden Mächte der vollkommenste und gänzlichste Schutz ihrer Personen, ihrer Habe und ihrer Häuser verbürgt werden.

Sie sollen bei den Gerichten zur Betreibung und Vertheidigung ihrer Rechte und ihrer Interessen freien und leichten Zutritt haben, zu diesem Ende sich der Advocaten, Anwalde und Agenten, die ihnen am angemessensten scheinen, bedienen dürfen, und im Allgemeinen, in Betreff der Justiz-Verwaltung und in Allem, was die Nachfolge in ein persönliches Eigenthum, es sei durch Testament, oder auf eine andere Weise anbelangt, so wie auch in Beziehung auf die Befugniss, über ihr persönliches Vermögen durch Verkauf, Schenkung, Tausch, letzten Willen oder anderweitig zu verfügen, derselben Prärogativen und Freiheiten geniessen, deren sich die Eingebornen des Landes erfreuen, in welchem die Unterthanen oder Bürger der hohen kontrahirenden Theile sich aufhalten; und in keinem dieser Fälle sollen sie stärkeren Auflagen oder Gebühren unterliegen, als die Eingebornen.

Wenn durch den Tod einer Person, welche liegende Güter auf dem Gebiete des einen oder des andern der hohen kontrahirenden Theile besitzt, diese liegenden Güter, nach den Gesetzen des Landes, an einen Unterthan oder Bürger des anderen Theiles, welcher als Fremder unfähig wäre, sie zu besitzen, übergehen sollten; so soll ihm eine angemessene Frist zugestanden werden, um diese liegenden Güter zu verkaufen, und soll er den Kaufschilling ohne Hinderniss und frei von jedem Abzugs-Rechte, der betreffenden Regierung beziehen können.

Art. XI. Jene Unterthanen Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, die sich nicht zur katholischen Religion bekennen, und die sich in den Staaten von Mexico befinden dürften, sollen in keiner Weise in Rücksicht ihrer Religion be-

lästigt oder beunruhigt werden, vorausgesetzt, dass sie die Religion, wie auch die Verfassung, die Gesetze und die Gebräuche des Landes in Ehren halten. Sie sollen des Vorrechtes geniessen, die Unterthanen Seiner Majestät, welche in den gedachten Staaten mit Tode abgehen, an den zu diesem Zwecke bestimmten Orten zu beerdigen, und es sollen auf keine Weise und unter keinem Vorwande die Leichenbegängnisse gestört, noch die Gräber beschädigt werden. 1842

Da die apostolische römisch-katholische Religion die Staatsreligion in dem österreichischen Kaiserreiche ist, so sollen die mexikanischen Bürger daselbst derselben religiösen Vortheile geniessen, deren sich die katholischen Unterthanen Sr. k. k. Majestät erfreuen.

Art. XII. Um dem Handel zwischen den beiden Staaten eine grössere Sicherheit zu verleihen, wird das Uebereinkommen getroffen, dass, wenn gegen alle Erwartung die Freundschafts-Verhältnisse, welche gegenwärtig zwischen den hohen kontrahirenden Mächten bestehen, unglücklicher Weise gestört werden sollten, es möge dies durch die Auslegung und Vollziehung des gegenwärtigen Traktates, oder aus irgend einem anderen Beweggrunde geschehen, dieselben sodann an die schiedsrichterliche Entscheidung einer dritten befreundeten, durch gemeinsames Einverständniss gewählten Macht appelliren werden.

Für den Fall, dass dieses Mittel das gewünschte Ziel nicht herbeiführen sollte, wird den Handelsleuten, welche sich dann an den Küsten befinden, eine Frist von sechs Monaten, und jenen, die sich im Innern des Landes aufhalten, eine Frist von einem Jahre zugestanden, um ihre Geschäfte in Ordnung zu bringen, und über ihr Eigenthum zu verfügen, und ausserdem soll ihnen ein freies Geleit bewilligt werden, um sich in jenem Hafen, den sie wählen werden, einzuschiffen.

Alle anderen Unterthanen oder Bürger, welche in den betreffenden Staaten eine fixe und bleibende Niederlassung zur Ausübung eines Gewerbes oder einer besonderen Beschäftigung haben, sollen, vorausgesetzt, dass sie sich friedlich benehmen, und keinen Verstoss gegen die Landesgesetze begehen, des Vortheils geniessen, ihren Aufenthalt und die Ausübung ihres Gewerbes fortzusetzen, ohne dass sie in irgend einer Art in dem vollen Genusse ihrer Freiheit und ihrer Güter beunruhigt werden dürfen; und ihr Eigenthum oder ihre Güter, sie seien von was immer für einer Beschaffenheit, sollen keiner Beschlagnahme, noch Sequester, noch irgend anderen Gebühren oder Auflagen

1842 unterliegen, als denjenigen, welche von den Eingebornen abgefordert werden. In gleicher Weise sollen weder die Privat-Schuldforderungen, noch die öffentlichen Fonds-Papiere und die Gesellschafts-Actien, die den besagten Unterthanen oder Bürgern gehören, je in Beschlag genommen, sequestrirt oder confiscirt werden können.

Art. XIII. Für den Fall, dass einer der kontrahirenden Theile sich mit irgend einer Macht, Nation oder einem Staate im Kriege befände, sollen die Unterthanen oder Bürger des anderen Theiles ihren Handel und ihre Schifffahrt mit eben diesen Staaten fortsetzen dürfen, mit Ausnahme der Städte und Häfen, welche zu Lande oder zur See blockirt oder belagert würden.

In Anbetracht jedoch der Entfernung, welche die Staaten der beiden kontrahirenden Theile von einander trennt, und in Hinblick auf die Unsicherheit, welche hieraus in Folge verschiedener Ereignisse für die Handels-Verbindungen beider Staaten entspringen könnte, wird das Uebereinkommen getroffen, dass ein Handelsfahrzeug, welches dem einen oder dem anderen Theile gehört, und dessen Bestimmung ein Hafen wäre, welcher zur Zeit der Abfahrt dieses Fahrzeuges als blockirt angesehen werden konnte, dennoch bei einem ersten Versuch, in den genannten Hafen einzulaufen, nicht gekapert oder für gute Prise erklärt werden solle, ausser es könnte bewiesen werden, dass das besagte Fahrzeug während seiner Ueberfahrt hätte erfahren können und sollen, dass der Zustand der Blockade noch dauere; die Fahrzeuge aber, welche, nachdem sie schon einmal zurückgewiesen worden sind, es während derselben Reise versuchen sollten, ein zweites Mal in den nämlichen blockirten Hafen einzulaufen, so lange diese Blockade noch fortbesteht, sollen dann der Beschlagnahme und der Erklärung als rechtmässige Prise unterliegen. Es versteht sich, dass in keinem Falle der Handel mit Artikeln, welche als Kriegs-Contrebande gelten, erlaubt sein soll, als da sind: Kanonen, Mörser, Flinten, Pistolen, Granaten, Zündwürste, Laffetten, Wehrgehänge, Pulver, Salpeter, Helme und was immer für andere Werkzeuge, welche zum Gebrauche im Kriege verfertiget sind.

Art. XIV. Jede der kontrahirenden Mächte soll Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten ernennen dürfen, welche auf dem Gebiete der anderen Macht zum Schutze des Handels residiren, aber keine Consular-Functionen ausüben dürfen, bevor sie nicht von der Regierung, auf deren Gebiete sie residiren, in der üblichen Form genehmigt und zugelassen worden sind; jede der beiden

Regierungen behält sich gegenseitig das Recht vor, in Bezug auf die Residenz der Consuln, diejenigen Plätze davon auszunehmen, wo sie es nicht für erspriesslich erachtet, selbe zuzulassen. Die diplomatischen Agenten und die Consuln von Mexiko in den Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich sollen alle Prärogative, Befreiungen und Immunitäten geniessen, welche den Agenten vom selben Range der am meisten begünstigten Nation bewilligt sind, oder noch fernerhin bewilligt werden dürften, und gegenseitig sollen die diplomatischen Agenten und Consuln Sr. Majestät des Kaisers auf dem Gebiete der Staaten von Mexico sich aller der Prärogativen, Befreiungen und Immunitäten erfreuen, welche den diplomatischen Agenten und Consuln der am meisten begünstigten Nation zustehen. 1842

Es soll von der zuständigen Behörde den betreffenden Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten eine Abschrift sowohl des Inventars der Verlassenschaft eines jeden ihrer Nationalen, als auch der letztwilligen Anordnungen, welche Verstorbene hinterlassen, verabfolgt werden.

Wenn die Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten mit legalen, von den Erben, die sich als solche gehörig legitimirt haben, ausgestellten Vollmachten versehen sind, soll ihnen die Verlassenschaft alsogleich überliefert werden, ausgenommen im Falle eines von einem nationalen oder fremden Gläubiger erhobenen Einspruchs.

In soweit es mit den in den beiden betreffenden Staaten bestehenden Gesetzen vereinbar sein wird, sollen die Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten das Recht haben, als solche, in den Streitsachen, welche sich zwischen den Capitänen und den Schiffs-Mannschaften der Nation, deren Interessen sie vertreten, ergeben könnten, als Richter und Schiedsrichter aufzutreten, ohne dass die Local-Behörden dabei einschreiten dürfen, es wäre denn, dass das Benehmen der Schiffs-Mannschaften oder der Capitaine die Ordnung und die Ruhe des Landes stören würde, oder dass die genannten Consuln, Vice-Consuln und Handels-Agenten das Einschreiten der besagten Behörden in Anspruch nähmen, um ihre Entscheidungen in Vollzug zu bringen, oder aufrecht zu erhalten. Es versteht sich, dass diese Art des Richteramtes oder des Schiedsgerichts die streitenden Partheien des Rechtes nicht berauben kann, bei ihrer Rückkehr sich an die Gerichtsbehörden ihres Landes zu wenden.

Die besagten Consuln, Vice-Consuln oder Handels-Agenten sollen befugt sein, den Beistand der Local-Behörden zum Behufe

1842 der Aufsuchung, Anhaltung, Verhaftung und Einsperrung der Deserteurs der Kriegs- und Handels-Fahrzeuge ihres Landes in Anspruch zu nehmen, und sie werden sich zu diesem Ende an die zuständigen Gerichtsstellen, Richter und Beamten wenden, und schriftlich die oberwähnten Desertenrs zurückfordern, indem sie durch Mittheilung der Schiffsregister oder der Mannschafts-Listen oder durch andere offizielle Aktenstücke beweisen, dass eben diese Individuen zu der gedachten Schiffs-Mannschaft gehört haben, und ist die Zurückforderung einmal auf diese Art gerechtfertigt, so soll die Auslieferung nicht verweigert werden. Solche Desertenrs sind, wenn sie angehalten worden, zur Verfügung der besagten Consuln, Vice-Consuln oder Handels-Agenten zu stellen, und dürfen, auf das Begehren und auf die Kosten derjenigen, die solches verlangen, in den öffentlichen Arresten in Haft behalten werden, um sie dann auf die Fahrzeuge, zu denen sie gehören, oder auf andere Schiffe derselben Nation abzugeben; würden sie aber nicht in dem Zeitraume von drei Monaten, von dem Tage ihrer Verhaftung an gerechnet, zurückgeschickt, so sollen sie in Freiheit gesetzt und aus demselben Grunde nicht wieder verhaftet werden können.

Hätte jedoch der Deserteur irgend ein Verbrechen oder Vergehen begangen, so soll seine Auslieferung in so lange aufgeschoben bleiben, bis das Gericht, bei dem die Sache anhängig ist, sein Urtheil gefällt haben und solches vollzogen sein wird.

Art. XV. Alle Begünstigungen und besonderen Vortheile in Bezug auf Handel und Schifffahrt, welche von einem der kontrahirenden Theile in der Folge anderen Nationen eingeräumt werden dürften, sollen alsogleich dem anderen Theile zu Gute kommen, und zwar unentgeltlich, wenn das Zugeständniss ein unentgeltliches ist, oder aber gegen Gewährung der nämlichen Compensation oder einer anderen von demselben Werthe, wenn das Zugeständniss ein bedingtes sein sollte, so wie dies durch den Artikel V dieses Vertrages bestimmt worden.

Art. XVI. Gegenwärtiger Vertrag soll vom Tage der Auswechslung der Ratificationen acht Jahre in Kraft bleiben, und noch über diesen Termin hinaus bis nach Ablauf von zwölf Monaten, nachdem einer der hohen kontrahirenden Theile dem andern durch eine offizielle Erklärung seine Absicht zu erkennen gegeben haben wird, denselben aufzuheben. Man ist überdiess übereingekommen, dass nach Verlauf von zwölf Monaten nach dem Tage, an welchem einer der hohen contrahirenden Theile eine solche Erklärung von dem anderen erhalten haben wird,

dieser Vertrag und alle in demselben enthaltenen Bestimmungen 1842 für beide Theile aufhören sollen verbindlich zu sein.

Art. XVII. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratificationen hievon sollen zu London in dem Zeitraume von zwölf Monaten, oder wenn möglich früher, ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag in französischer und spanischer Sprache unterzeichnet und ihre Insiegel beigedrückt, zu London den dreissigsten Juli im Jahre Unseres Herrn Ein Tausend acht Hundert und zwei und vierzig.

(L. S.) *Neumann.* (L. S.) *Koller.* (L. S.) *Murphy.*

471.

7 Décembre 1842.

Article additionel à la Convention de poste conclue avec la France le 16 Avril 1831.

(D'après l'original qui se trouve au ministère de commerce.)

Ratification du Roi de l'Article additionnel à la Convention de poste du 16 Avril 1831, conclu, le 7 Décembre 1842 entre la France et l'Autriche.

Entre les Soussignés, Mr. François Pierre Guillaume Guizot, Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi des Français, etc. etc. etc. muni des pleins pouvoirs de Sa dite Majesté,

et Mr. le Comte Antoine d'Appony, Ambassadeur de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, etc. etc. etc., également muni de pouvoirs spéciaux de la part de Sa dite Majesté Impériale et Royale, a été convenu l'Article additionnel suivant:

Article additionnel.

§. 1. Le bureau de Feldkirch sera substitué à celui de Bregentz pour l'échange des correspondances entre les offices des postes de France et d'Autriche.

1842 §. 2. Le bureau de Feldkirch sera mis en correspondance avec le bureau de Huningue.

Fait double et arrêté entre les Soussignés, sous la réserve des ratifications expresses de Sa Majesté le Roi des Français et de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème.

à Paris, le Sept Décembre 1842.

Signé: *Guizot.*
Le Comte d'Appony.

Nous, ayant vu et examiné le dit Article additionnel à la Convention de poste du 16 Avril 1831, conclu et signé à Paris, le sept du présent mois de Décembre mil-huit-cent-quarante deux, entre la France et l'Autriche, par notre Ministre et Secrétaire d'Etat au département des Affaires Etrangères, muni de nos pleins pouvoirs à cet effet, avec l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, également muni de pleins pouvoirs en bonne forme:

Et ayant agréable le dit Article additionnel, l'approuvons, ratifions et confirmons; promettant de l'observer et de le faire observer exactement sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune sorte ni manière que ce soit. En foi de quoi, Nous avons signé les présentes et y avons fait apposer notre sceau Royal.

Donné en notre palais des Tuileries, le vingt-neuvième jour du mois de Décembre de l'an de grace mil-huit-cent-quarante-deux.

Louis Philippe.

Par le Roi:
Guizot.

1843

472.

30 Mars 1843.

Notification du Gouverneur de Milan relative à l'abolition de l'affranchissement forcé des correspondances entre l'Autriche et la Saxe.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. V, p. 176.)

Afin de faciliter les correspondances épistolaires entre les Etats impériaux autrichiens et le royaume de Saxe, il a été conclu, le 28 Novembre dernier, avec l'administration des postes de ce royaume, une convention pour la cessation de l'obligation de l'affranchissement de ces mêmes correspondances et pour l'introduction d'un tarif commun de ports de lettres. — Et maintenant, conformément aux ordres de la chambre aulique-générale, on porte à la connaissance du public les déterminations suivantes, qui devront recevoir leur exécution à dater du 1 Avril prochain.

Premièrement. A dater de l'époque indiqnée, il n'y aura plus d'obligation d'affranchir jusqu'à la frontière les lettres des Etats impériaux pour le royaume de Saxe et vice-versa, excepté dans les cas indiqués aux paragraphes 4 et 7, on bien quand celui qui mettra une lettre à la poste, voudra la faire parvenir franc de port à celui à qui elle sera adressée. Ces sortes de lettres seront néanmoins acceptées par les bureaux de poste sans demander le paiement du port qui, dans ce cas, sera acquitté par le destinataire.

Deuxièmement. Pour la correspondance réciproque entre les Etats impériaux et le royaume de Saxe, il a été établi une taxe commune de port de deux degrés et sans considérer les frontières de l'Etat comme frontières postales, de sorte que, pour les distances de dix milles allemands et moins en ligne directe du lieu de départ à celui de destination, on paiera pour une lettre simple six carantani, monnaie de convention, et pour les distances au delà de dix milles allemands, douze carantani, monnaie de convention.

Conformément à ce qui précède, ne pourront entrer dans la première catégorie que les correspondances des stations postales de Bohème qui ne sont pas à une distance de plus de dix

1843 milles allemands des stations postales de Saxe. Toutes les correspondances entre les antres stations postales de la monarchie autrichienne et du royaume de Saxe, sont soumises à la taxe de douze carantani.

Troisièmement. Il sera prélevé en faveur de la caisse royale des postes de Saxe, outre la taxe commune de port, une augmentation de quatre carantani par chaque lettre simple pour les seules correspondances entre Leipzig et les Etats impériaux. Seront pourtant exemptées de cette augmentation les lettres entre Leipzig et les stations postales de Bohème qui ne sont pas à une distance de plus de dix lieues allemandes de Leipzig.

Quatrièmement. Le poids d'une lettre simple est fixé à un demi-loth, poids de Vienne (environ 9 grammes, poids de France) quant aux lettres qui peseront plus d'un demi-loth, la taxe commune du port, et l'augmentation pour Leipzig seront payées suivant le tableau de progression du poids et de la taxe qui est annexé à la présente notification.

Pour les expéditions d'un poids de plus de 32 loths on ajoutera le prix du port d'une lettre simple par chaque loth de surpoids.

Si l'on reconnalt qu'une expédition de plus de huit loths de poids est composée de plusieurs lettres réunies en un seul paquet, on payera autant de fois le port d'une lettre simple que le paquet pesera de loths.

Cinquièmement. Pour les expéditions sous bandes, on accordera les modérations de port suivantes:

A. Pour les paqnets de gazettes, journaux, opuscules, livres, tableaux imprimés de prix-courans, circulaires, musique et catalogues qui sont mis à la poste, fermés de manière à ce qu'on puisse voir que l'expédition est limitée au contenu annoncé, on ne payera que le tiers de la taxe, mais jamais moins pourtant que la moitié du port d'une lettre simple. Il ne pourra jamais être joint rien d'écrit à ces sortes d'expéditions;

B. Pour les échantillons de marchandises qui sont joints à des lettres de manière à pouvoir être reconnus, on ne payera de même que le tiers de la taxe du tarif, mais jamais moins pourtant que le port entier d'une simple lettre: la lettre à laquelle sera jointe une sembable expédition ne pourra jamais peser plus d'un demi-loth.

Quant aux expéditions indiquées aux paragraphes *A* et *B*, le port devra en être payé au moment de leur mise à la poste,

pour que la diminution du droit dont il s'agit leur soit applicable. 1843

Sixièmement. Pour les lettres recommandées, la taxe de recommandation est fixée en Autriche à six carantani, et en Saxe à trois carantani, qne l'on devra payer au moment de l'expédition ou de la remise, suivant que l'on voudra en affranchir ou non l'expédition.

Les frais pour les reçus de retour sont, conformément aux règles établies dans ces Etats, fixées à six et douze carantani que l'on devra payer au moment de l'expédition.

Septièmement. Quant à l'exemption de port pour certaines correspondances, et aux exceptions réciproques de l'obligation d'affranchissement qui a cessé d'exister, ainsi qu'il est exprimé à l'article 1, il a été décidé:

1° A l'égard des expéditions exemptes de port (lettres et actes officiels),

A. Que les expéditions des particuliers de l'Autriche pour la Saxe qui sont adressées à des autorités ou à des bureaux, devront être entièrement affranchies au moment de la mise à la poste;

B. Que les correspondauces entre les autorités, les bureaux et les établissemens publics en Autriche et en Saxe, pour affaires d'administration et officielles seront exemptées de la taxe de la part du bureau d'expédition, en tant que l'autorité qui fait l'expédition jouira de la franchise du port dans l'Etat où aura lieu l'expédition. Ces expéditions devront néanmoins être marquées R. S. (Regierungs Sachen, affaires du gouvernement) ou ex-officio, et le titre légal de l'exemption devra y être indiqué.

Les bureaux de poste de ces Etats préléveront pour ces expéditions de la Saxe la demi-taxe au profit de la caisse I. et R. des postes, lorsqu'en vertu des réglemens existant en Autriche, seront obligés au paiement du port de ces lettres, soit l'autorité, bureau ou établissement public auquel est adressée l'expédition, soit l'objet ou la personne que concerne la correspondance;

C. Les correspondances des autorités ou des bureaux qui, dans l'Etat où a lieu l'expédition, ne jouissent pas de la franchise du port, soit en général, soit relativement à l'objet de la correspondance, devront être traités comme celles dont il est question au paragraphe *A*;

D. Comme en Autriche les correspondances des autorités royales pour affaires de particuliers ne sont pas soumises au

1843 paiement du port, et qu'au contraire elles le sont en Saxe, il est accordé à l'administration des postes de Saxe de prélever, pour son propro compte, la demi-taxe au moment de la remise de ces expéditions venant d'Autriche, et de même la moitié de la taxe à titre de franchise pour les expéditions semblables adressées par les autorités royales saxonnes aux autorités autrichiennes.

Ces dernières autorités devront marquer lesdites expéditions ex-officio, affaires de particuliers;

2° Relativement aux franchises de port personnelles, il est établi ce qui suit:

AA. La correspondance de LL. MM. et des membres de l'auguste maison impériale et de l'auguste maison de Saxe, est réciproquement exempte du paiement du port des lettres;

BB. Les personnes qui, en Autriche et en Saxe, sont autorisées à expédier des lettres franches sans payer aucune taxe, dovront, pour la correspondance entre l'Autriche et la Saxe, lorsqu'ils ont intention de faire parvenir à quelqu'un une lettre entièrement franche, ou lorsqu' aux termes du §. *A.* ils y seront obligés, payer la moitié de la taxe commune du port au profit de l'administration postale qui doit en faire la remise, ainsi que l'augmentation pour Leipzig, établie au profit de la caisso postale de Saxe.

Huitièmement. Les correspondans auront la faculté de faire transiter, soit par la Bavière, soit par la Bohème, les lettres à envoyer en Saxe; par la première de ces deux routes, elles arrivent plus vite à leur destination. On devra donc, sur l'edresse des lettres qu'on voudra expédier par la Bavière, ajouter cette annotation Voie d'Augsbourg. On paiera pour ces mêmes lettres, outre la taxe du port, et l'augmentation pour Leipzig, à titre de port de transit pour la Bavière à prélever, soit à l'expédition, soit à la remise, la somme de six carantani, monnaie de convention, par chaque lettre du poids d'un demi-loth, et trois carantani de plus pour surpoids d'un demi-loth.

Milan le 30 Mars 1843.

Signé: *Le Comte de Spaur*, gouverneur.

Spadaemi, conseiller du gouvernement.

Tableau de progression du poids et de la taxe pour les correspondances entre l'Autriche et la Saxe. 1843

POIDS.	EN MONNAIES DE CONVENTION.		
	Taxe commune du port des lettres		Augmentation pour Leipzig
Loth.	1e classe de 6 carantani.	2e classe de 12 carant.	
	fl. car.	fl. car.	fl. car.
Jusque à ½ inclusivement	— 6	— 12	— 4
Au-dessus d'un ½ jusqu'à 1 loth . . .	— 9	— 18	— 6
- 1 - 2½ - . . .	— 12	— 24	— 8
- 1½ - 2 - . . .	— 18	— 36	— 12
- 2 - 2½ - . . .	— 24	— 48	— 16
- 2½ - 3 - . . .	— 30	1 —	— 20
- 3 - 4 - . . .	— 36	1 12	— 24
- 4 - 6 - . . .	— 42	1 24	— 28
- 6 - 8 - . . .	— 48	1 36	— 32
- 8 - 12 - . . .	— 54	1 48	— 36
- 12 - 16 - . . .	1 —	2 —	— 40
- 16 - 24 - . . .	1 6	2 12	— 44
24 - 32 - . . .	1 12	2 24	— 48

473.

23 Avril / 15 Septembre 1843.

Conventions postales entre l'Autriche et le Royaume de Wurtemberg, publiées à Francfort sur Mein.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. V, p. 266.)

Bekanntmachung der Thurn- und Taxischen Generaldirection der königl. würtemb. Posten die Aufhebung des Frankirungszwanges bei der Correspondenz nach und aus den k. k. österr. Staaten betreffend.

In Folge eines mit der k. k. österr. Oberpostbehörde abgeschlossenen Uebereinkommens wird der bisherige Frankirungszwang bei der Correspondenz nach und aus den k. k. österr.

1843 Staaten aufgehoben, und vom 1. Mai d. J. an für die gesammte Correspondenz zwischen dem Königreiche Würtemberg und allen Staaten der k. k. österr. Monarchie mit Einschluss des Lombard.-Venez. Königreichs, sodann dem Fürstenthume Liechtenstein und der freien Stadt Krakau, völlige Frankirungsfreiheit eintreten, so, dass die Briefe von dem Aufgabsorte des einen Staates bis zum Bestimmungsorte des anderen Staates entweder ganz unfrankirt oder ganz frankirt abgesendet werden können.

Zugleich ist für die wechselseitige Correspondenz zwischen den königl. würtemb. und k. k. österr. Staaten eine gemeinschaftliche Portotaxe in zwei Abstufungen und zwar ohne Rücksicht auf die Landesgränze in gerader Linie für Entfernungen bis 10 Meilen auf 6 xr. C.-M. oder 7 xr. Rheinische Währung und für alle Entfernungen über 10 Meilen auf 12 xr. C.-M. oder 15 xr. Rhein. Währung festgestellt worden, nebst welcher für den Durchgang durch zwischenliegendes fremdes Postgebiet noch das ausländische Transit-Porto erhoben wird.

Für Zeitungen und Journale, Brochuren, gedruckte Preiscourante, Musikalien und Cataloge, welche unter Kreuzband so geschlossen zur Aufgabe gebracht werden, dass die Beschränkung dieses Inhalts sichtbar bleibt, ist von dem gemeinschaftlichen Porto nur der dritte Theil, in keinem Falle aber weniger als die halbe Taxe für den einfachen Brief zu entrichten. Es darf jedoch dergleichen Kreuzbandsendungen nichts Geschriebenes beiliegen.

Für Waarenmuster, welchen Briefe bemerkbar beigeschlossen werden, ist von dem gemeinschaftlichen Porto ebenfalls nur der dritte Theil, in keinem Falle aber weniger als die Taxe für den einfachen Brief zu entrichten. Es darf jedoch solchen Sendungen kein schwererer als ein einfacher Brief beigeschlossen werden.

Für beiderlei Sendungen ist das Porto bei der Aufgabe zu entrichten, wenn sie der vorstehenden Moderation theilhaftig werden sollen.

Für die durch Oesterreich transitirende Correspondenz nach und aus den südrussischen Provinzen, dem Königreiche Polen, der Moldau, Wallachei, Servien, Griechenland, den europäisch- und asiatisch türkischen Provinzen, den Inseln des mittelländischen Meeres, den sämmtlichen nicht österr. italienischen Landen und den Barbaresken-Staaten bleibt zwar der bisherige Frankirungszwang noch fortbestehen, und müssen daher die Briefe nach diesen Staaten noch ferner bei der Aufgabe bis zur österr. Gränze frankirt, Briefe nach Polen und Südrussland können aber

auch durch Oesterreich bis an die polnische, resp. russische Gränze frankirt werden, und es ist für diese Correspondenz das Porto ebenfalls nach dem dermaligen österr. internen Briefporto-Tarife ermässigt worden. 1843

Die Briefaufgaben von Privatpersonen an I. I. Majestäten und die Mitglieder des allerdurchlauchtigsten österr. Kaiserhauses, so wie an k. k. österr. Behörden und Stellen müssen bei der Aufgabe frankirt werden.

Frankfurt a. M. den 23. April 1843.

Freiherr von Dörnberg.

Weitere Bekanntmachung über diesen Gegenstand vom 15. September 1843.

Mit Bezugnahme auf die Bekanntmachung vom 23. April d. J. werden noch folgende, in Hinsicht auf portofreie Sendungen nach und aus Oesterreich zu beachtende Bestimmungen zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

1) Die Correspondenz zwischen den Behörden, Stellen und öffentlichen Landesanstalten im Königreiche Würtemberg und in den k. k. österr. Staaten in Regierungs- und Offizialsachen, so wie die amtlichen Aufgaben derselben an Privatpersonen werden von der Postanstalt, wo die Aufgabe stattfindet, portofrei belassen, in sofern das aufgebende Amt in dem Staate, wo die Aufgabe geschieht, von der Portoentrichtung befreit ist.

Diese Aufgaben müssen nach Maassgabe der bestehenden landesherrlichen Vorschriften durch Kanzleiband unter Beifügung des Namens des Expedienten mit «R. S.» (Regierungssache) oder mit «ex officio» oder mit dem Betreff der Sache (also nach dem Gegenstand des Inhalts) als gesetzlich portofrei bezeichnet und dieselben amtlich gesiegelt sein.

Für dergleichen Sendungen aus Oesterreich haben jedoch die k. würtemb. Postanstalten die halbe Taxe und das etwa treffende ausländische Transitporto für den Durchgang durch zwischenliegendes fremdes Postgebiet zu erheben, wenn die als Adressat bezeichnete Behörde, Stelle, öffentliche Anstalt oder Person, oder der Gegenstand der Sendung nach den bestehenden k. würtemb. Landesverordnungen oder Postlehnsvertragsbestimmungen nicht portofrei ist.

2) Correspondenzen von Behörden und Stellen, welche in

1843 dem Staate, in welchem die Aufgabe geschieht, von der Portoentrichtung im Allgemeinen oder hinsichtlich des Gegenstandes nicht befreit sind, müssen, wenn gleich an Behörden und Stellen gerichtet, wie die Sendungen von Privatpersonen behandelt, demnach bei der Aufgabe frankirt werden.

Für die Aufgaben der k. würtemb. Staatsbehörden an k. k. österr. Stellen und Behörden in Dienst- und Regierungs-Angelegenheiten, falls dieselben im diesseitigen Postverwaltungsgebiete nach den bestehenden Bestimmungen die Portofreiheit nicht anzusprechen haben, ist jedoch nur die Hälfte des gemeinschaftlichen Porto nebst dem allenfallsigen fremden Transitporto für das Porto bis zur Gränze des österr. Kaiserstaates, innerhalb dessen diese Correspondenz rücksichtlich der Empfänger portofrei ist, zu entrichten.

3) Da in den k. k. österr. Staaten die Correspondenzen der Behörden in Parteisachen nicht portopflichtig sind, so wird für dergleichen an königl. Behörden in Würtemberg aus Oesterreich ankommende Correspondenzen bei der Abgabe und ebenso bei Aufgaben königl. Behörden und Stellen in Würtemberg an k. k. österr. Behörden in Portosachen nur die halbe Taxe nebst dem allenfallsigen ausländischen Transitporto für den Durchgang durch zwischenliegendes fremdes Postgebiet erhoben.

4) Die unmittelbare Correspondenz I. I. Majestäten und der Mitglieder des allerdurchlauchtigsten würtembergischen Königshauses, so wie auch die unmittelbare Correspondenz I. I. Majestäten und der Mitglieder des allerdurchlauchtigsten österr. Kaiserhauses, in sofern sie zwischen den allerhöchsten Personen gewechselt wird, wird gegenseitig portofrei befördert.

5) Personen, welche in Würtemberg oder in Oesterreich befugt sind, Briefe franco ohne Erlegung eines internen Porto abzusenden, haben im Wechselverkehr zwischen Würtemberg und Oesterreich, wenn sie die volle Frankatur an den Adressaten beabsichtigen, die Hälfte der gemeinschaftlichen Portotaxe zu Gunsten der betreffenden Postanstalt, und das ausländische Transitporto für den Durchgang durch zwischenliegendes fremdes Postgebiet zu entrichten.

Frankfurt a. M. den 15. September 1843.

In Abwesenheit des Generaldirectors:

C. Müller.

1843

474.

15—27 Avril 1843.

Convention conclue entre l'administration générale des postes du royaume de Grèce et la société privilegiée du Lloyd autrichien à Trieste.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. V, p. 270.)

M. G. Skouffos, directeur de l'administration générale des postes du royaume de Grèce, et M. F. H. Schaeffer, chargé d'affaires de la société de navigation à vapeur de l'impérial et royal Lloyd autrichien privilégié de Trieste, ayant reçu la mission d'apporter quelques changemens dans les courses de bateaux à vapeur de ladite société en Grèce, et de faciliter et augmenter les communications existantes entre l'Allemagne et les Etats de l'Autriche et le royaume de la Grèce, moyennant une nouvelle ligne des bateaux à vapeur, qui serait établie par le golfe de Corinthe et par des courses réglées entre d'autres ports grecs déterminés, s'étant communiqué mutuellement leurs pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans:

Art. I. La société du Lloyd s'engage à établir 1° une communication, deux fois par mois, sauf le cas de force majeure entre Trieste et Athènes, le Pirée par Ancône, Corfou, Patras, Vostitza et Loutraki dans le golfe de Lépante, puis l'Isthme de Corinthe traversé do Calamaki au Pirée, suivant la ligne 1 au tableau annexé à la présente convention.

2° Une seconde communication, deux fois par mois, sauf le cas de force majeure entre Trieste et Constantinopole, par Corfou, Syra, avec la ligne latérale pour Athènes et Smyrne, suivant la ligne 2 du même tableau;

3° Enfin une communication, outre celle entre Calamaki et Athènes, le Pirée mentionné dans le numero 1 de l'art. 1 entre le Pirée et Syra quatre fois par mois, sauf le cas de force majeure. Ces voyages entre le Pirée et Syra et le Pirée et Calamaki, seront faits par un bateau à vapeur stationné au Pirée, suivant la ligne 3 du tableau susmentionné.

Art. II. Le bateau à vapeur de station au Pirée fera aussi des voyages réguliers entre Athènes et Nauplie, deux fois par mois, sauf toujours le cas de force majeure, et à moins qu'il

1843 n'en soit empêché par les retards éventuels des bateaux à vapeur de Trieste et de Constantinople, ou par quelque réparation indispensable.

Ces voyages de Nauplie seront réglés de la manière la plus convenable, aussitôt que les nouvelles communications à établir auront été organisées.

Art. III. Les jours et heures d'arrivée et de départ des paquebots du Lloyd, affectés entr' autres au transport des correspondances, se trouvent déjà réglés dans l'itinéraire annexé à la présente convention; mais l'administration du Lloyd pourra les changer selon le besoin du service, et dans l'intérêt bien entendu des correspondances, après avoir communiqué cette intention à l'administration des postes de la Grèce. Dans le cas où des circonstances impérieuses exigeraient, par la suite quelques changemens ou modifications ultérieurs dans les courses des paquebots du Lloyd relativement aux voyages de ces derniers dans les divers ports grecs susmentionnés, il est réservé à la société susdite de les introduire, mais elle ne pourra mettre en exécution ces changemens ou modifications qu'après une entente préalable avec l'administration des postes grecques. Il est entendu que les deux courses entre Trieste et la Grèce, voie de l'Isthme, et les deux autres entre Trieste et la Turquie, voie de Syra, seront maintenus dans tous les cas.

Art. IV. Les frais d'armement, d'équipement et d'entretien des paquebots à vapeur du Lloyd employés au service susmentionné, et généralement toute dépense quelconque relative à ces bâtimens, seront à la charge de la société du Lloyd.

Art. V. Les paquebots mentionnés dans l'article précédent, seront considérés et reçus dans tous les ports du royaume de Grèce, et notamment à Patras, Vostitza, Loutraki, Calamaki, Pirée, Syra et Nauplie, en tant qu'ils seront employés au service en question, comme bâtimens de guerre, et ils jouiront d'une immunité complète de tout droit de navigation, de transit sur le charbon destiné à leur consommation, ainsi quo toutes les facilités dont ils jouissaient jusqu'à présent en vertu des ordonnances existantes concernant ces bâtimens. Ils ne pourront être détournées de leur destination spéciale, c'est-à-dire, du transport des correspondances, des voyageurs, marchandises, groupes etc. etc., par quelque autorité que ce soit.

Art. VI. Les bateaux à vapeur de la société du Lloyd pourront embarquer et débarquer à Patras, Vostitza, Loutraki, Calamaki, Nauplie, Pirée et Syra, des espèces et matières d'or

et d'argent et marchandises, ainsi que des passagers de quelque nation qu'ils soient, aveo leur hardes et effets personnels, à condition que les capitaines se soumettront dans tous les cas aux réglemens sanitaires, de douane et de police de ces ports, concernant l'entrée et la sortie des voyageurs et des marchandises. — Si, en vertu de l'art. III de la présente convention, on s'accordait à faire toucher plus tard les bateaux à vapeur du Lloyd à quelque autre port de la Grèce, il est entendu qu'ils y pourront faire également les opérations mentionnées dans le présent article. 1843

Art. VII. Quant au mode du transport de la correspondance entre la Grèce et l'Autriche, et à tous les détails y relatifs, on se conformera strictement aux dispositions des conventions existantes, ou qui seraient conclues dans l'avenir entre les deux respectives administrations de postes de la Grèce et de l'Autriche, sauf le changement de l'itinéraire.

Art. VIII. La société du Lloyd prend l'engagement de faire transporter, par ses paquebots, les correspondances du royaume de Grèce, en dépêches closes, pour Ancône, Corfou, Smyrne et Constantinople, et de ces différens pays pour la Grèce.

Art. IX. La société susdite s'engage, en outre, au transport de toutes les correspondances qui seront confiées à ses paquebots, en dépêches closes, par les bureaux des postes des ports de la Grèce où ces paquebots doivent relâcher pour les bureaux des postes du même Etat.

Art. X. Le prix à payer par l'administration des postes de Grèce à la société du Lloyd, pour les dépêches closes remises aux agens en Grèce de ladite société et destinées pour les pays indiqués à l'art. VIII, est fixé comme suit:

§. 1. Pour Corfou, à raison de douze Kreuzers pour demi-loth (ou 7.112) grammes);

§. 2. Pour Ancône, à raison de huit Kreuzers pour un demi-loth;

§. 3. Pour Smyrne et Constantinople, à raison de douze Kreuzers pour un demi-loth.

Art. XI. Le prix à payer par l'administration des postes de Grèce à la société du Lloyd, pour les dépêches closes, remises aux agens en Grèce de ladite société, et destinées pour les divers points du royaume indiquées aux nrs. 12 et 1, 2 et 3 de l'art. I et dont il est aussi fait mention à l'art. IX est arrêté indistinctement à raison de quatre Kreuzer pour un demi-loth.

1843 Art. XII. La progression de la taxe des paquets contenant les correspondances de la Grèce pour les pays indiqués aux art. X, XI et XVI est fixée, en raison de leur poids, de la manière suivante, savoir:

1° Au-dessus d'un demi-loth, une fois le port;
2° D'un demi-loth à un, une fois et demie le port;
3° D'un loth à un demi, deux fois le port;
4° D'un et demi à deux, deux fois et demie le port;
5° Et de demi-loth à demi-loth, la moitié en sus.

Art. XIII. La taxe des journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papiers de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, lithographies, autographies, qui seront expédiés, sous bande, de la Grèce pour les autres ports du royaume, visités par les paquebots du Lloyd, et pour ceux destinés pour la Turquie, reste fixé à raison d'un Kreuzer par feuille. Ces feuilles seront remises sous bande par les bureaux de postes du royaume aux divers agens en Grèce de la société du Lloyd, pour être expédiés à leur destination et au prix susindiqué d'un Kreuzer par feuille.

Art. XIV. L'administration des postes en Grèce, à la consignation de chaque paquet de correspondance ou des journaux, s'engage à payer aux agens du Lloyd le port relatif aux dits paquets, suivant la règle ci-dessus tracée, en monnaie de convention, ou, à defaut, d'après la valeur établie pour cette monnaie.

Art. XV. La société du Lloyd s'oblige, en outre, toutes les fois que l'administration des postes de Grèce le lui demandera, de recevoir les correspondances d'Ancône pour la Grèce en dépêches closes, sans exiger de port, bien entendu que, dans ce cas-là, le port lui sera bonifié sur le pied indiqué aux art. X et XII par l'administration des postes grecques.

Art. XVI. La société du Lloyd s'engage à réduire le port de la correspondance entre Triest et la Grèce, du jour où la la présente convention sera mise à exécution, de manière à ce qu'une seule taxe égale (dix-huit Kreuzers par lettre simple d'un demi-loth) soit payée dans tous les points du royaume de Grèce visités par ses paquebots.

Art. XVII. Il est accordé à la société du Lloyd la cession, au prix d'estimation, selon les lois du royaume d'un terrain suffisant (de quatre ou cinq stremmes) près l'office de douane à Loutraki, à l'effet d'y établir des magasins pour le charbon de terre, voitures et tout ce qui serait nécessaire pour le transport des voyageurs, leurs effets, groupes, marchandises, corre-

spondance. Dans le cas qu'elle eût par la suite besoin, pour le 1843
même usage, d'un autre terrain en-deçà de l'Isthme, c'est-à-dire à Calamaki, ou sur l'Isthme même, le gouvernement hellenique le lui accordera également aux prix d'estimation comme ci-dessus.

Art. XVIII. Le gouvernement du Roi accorde en outre à la société du Lloyd:

1° Liberté entière dans l'érection de ses magasins et franchise de droit pour les bois de construction et autres matériaux à ce nécessaires;

2° Libre introduction des voitures, fourgons pour le transport des voyageurs, leurs effets, groupes et marchandises, dans le cas où la société serait obligée de pourvoir elle-même à ces moyens de transport pour la traversée de l'Isthme de Corinthe;

3° Main libre de régler de la manière la plus convenable le transport susmentionné des voyageurs, effets, groupes et marchandises;

4° Maintien de la route de l'Isthme de Corinthe en bon état de la part du gouvernement de Sa Majesté et réparation immédiate des dégâts que le mauvais temps pourrait y causer;

5° Toutes les facilités possibles dans les opérations de la douane, port et santé, afin que le transport par terre puisse se faire avec promptitude et sans interruption;

6° Les objects de gréement et les provisions de bouche dont le bateau de station pourrait de temps à autre avoir besoin et qu'un autre bateau de la société lui apporterait, pourront être transbordés sur ledit bateau de station, sans être soumis à aucun droit ou taxe de douane ou autres.

Art. XIX. Il est défendu aux capitaines des paquebots susmentionnés, pendant leur relâche dans les ports de la Grèce, ainsi qu'aux agens du Lloyd, de recevoir aucune lettre en dehors des dépêches qui leur seront remises par les bureaux de l'office grec, excepté toutefois les dépêches diplomatiques et consulaires regardant le gouvernement d'Autriche et celles de service des agens de ladite société.

Art. XX. La présente convention sera en vigueur pendant huit ans; à l'expiration de ce terme, elle le sera pour cinq autres années, et ainsi de suite, à moins de notification contraire faite par l'une des parties contractantes, six mois avant l'expiration de chaque terme. Pendant ces derniers six mois, la convention continuera d'avoir son exécution pleine et entière, sans

1843 préjudice de la liquidation et du solde des comptes après l'expiration des six mois.

Art. XXI. La présente convention sera ratifiée d'une part par le ministère royal hellenique de l'intérieur et d'autre part par le conseil d'administration de la société du Lloyd; les ratifications en seront échangées à Athènes dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise en exécution au plus tard dans le délai de trois à cinq mois après l'échange desdites ratifications.

En foi de quoi les deux contractants la présente convention, Mr. le directeur de l'administration générale des postes du royaume de Grèce et Mr. le chargé d'affaires de la société du Lloyd l'ont signée et y ont apposé leurs sceaux.

Fait double à Athènes le 15—27 Avril 1843.

(L. S.) Signé: *G. Skouffos.*
(L. S.) Signé: *S. H. Schaeffer.*

Nouvel itinéraire des pyroscaphes du Lloyd autrichien, pour établir une communication hebdomadaire avec les îles Ioniennes et avec la Grèce et pour abréger les voyages entre Trieste et Constantinople.

Première Ligne.

De Trieste, par Ancône, Corfou, Patras, Vostitza, Loutraki dans le golfe de Lepante, puis (l'Isthme de Corinthe traversé) de Calamaki à Athènes (Pirée.)

Allée.							Retour.						
LE PYROSCAPHE.	Arrive			Part			LE PYROSCAPHE.	Arrive			Part		
	chaque mois.		à heures.	chaque mois.		à heures.		chaque mois.		à heures.	chaque mois.		à heures.
A Trieste	—	—	—	1	16	4 s.	A Athènes	—	—	—	7	22	7 m.
- Ancône	2	17	10 m.	2	17	4 s.	- Loutraki	—	—	—	7	22	10 s.
- Corfou	4	19	8 s.	5	20	midi	- Vostitza	8	23	4 m.	8	23	5 m.
- Patras	6	21	6 m.	6	21	midi	- Patras	8	23	8 m.	8	23	midi
- Vostitza	6	21	3 s.	6	21	4 s.	- Corfou	9	24	6 m.	9	24	midi
- Loutraki	6	21	10 s.	—	—	—	- Ancône	11	26	4 m.	11	26	7 s.
- Athènes	7	22	5 s.	—	—	—	- Trieste	12	27	midi	—	—	—

Deuxième Ligne.

De Trieste par Corfou, Syra (avec ligne latérale pour Athènes), Smyrne et Constantinople.

Allée.							Retour.						
LE PYROSCAPHE.	Arrive			Part			LE PYROSCAPHE.	Arrive			Part		
	chaque mois.		à heures.	chaque mois.		à heures.		chaque mois.		à heures.	chaque mois.		à heures.
A Trieste	—	—	—	8	24	4 s.	A Constantin.	—	—	—	8	24	4 s.
- Corfou	11	27	4 m.	11	27	4 m	- Smyrne	9	25	10 s.	10	26	4 s.
- Syra	13	29	6 s.	14	30	4 s.	- Syra	11	27	4 s.	12	28	4 s.
- Smyrne	15	—	4 s.	16	2	4 s.	- Corfou	14	30	8 s.	15	1	midi
- Constantin.	18	4	4 m.	—	—	—	- Trieste	18	4	à l'aube	—	—	—

Troisième Ligne

De conjonction de la première et deuxième ligne.

DE	POUR	Départ			Arrivée				Remarques.
		chaque mois.		à heures.	chaque mois.		à heures.		
Athènes	Calamaki	7	22	7 m.	7	22	10 m	Pour Trieste	
Calamaki	Athènes	7	22	2 s.	7	22	5 s.	de do.	
Athènes	Syra	10	26	6 s.	12	27	6 m.	pour do.	1)
Syra	Athènes	11	27	6 s.	12	28	6 m	de Constantinople	2)
Athènes	Syra	13	29	6 s.	14	30	6 m	pour do.	3)
Syra	Athènes	14	30	6 s.	15	31	6 m.	de Trieste	4)

1) Athènes écrit en Europe.
2) Athènes reçoit des lettres de l'Orient.
3) Athènes répond aux lettres de l'Orient.
4) Athènes reçoit des lettres de l'Europe.

NB. Quoique les heures d'arrivée et de départ figurent déjà dans les tableaux des trois lignes ci-dessus tracées, néanmoins elles ne seront définitivement fixées qu'à la mise en exécution d'un nouvel itinéraire.

Ratification de la convention conclue par le roi de la Grèce.

Nous secrétaire d'Etat de Sa Majesté le roi de la Grèce, ayant son département de l'intérieur,

Vu la convention signée à Athènes le 15—27 avril de la présente année, d'une part par Mr. George Skouffos, directeur de l'administration générale des postes du royaume, dûment autorisé à cet effet, et d'autre part par M. S. H. Schaeffer, chargé d'affaires de la société du Lloyd à Trieste, muni également des pouvoirs nécessaires, laquelle convention commence par ces

1843 mots: M. George Skouffos et finit par les mots: «Y ont apposé leurs sceaux.»

Vu l'ordonnance royale en date du 14—26 avril 1843, par laquelle nous sommes autorisés à approuver et ratifier la convention susmentionnée, approuvons et ratifions la susdite convention par notre présent acte, laquelle sera échangée contre celui qui sera envoyé à ce même effet de la part du conseil d'administration de la société du Lloyd de Trieste.

En foi de quoi nous avons signé la présente et y avons fait apposer le sceau du ministère.

Donné à Athènes le 15—27 Mai 1843.

Le secrétaire d'Etat ayant le département de l'intérieur.

(L. S.) Signé: *D. Chrestides.*

C. Christopoulos.

475.

18 Mai 1843.

Articles additionnels à la convention de poste du 16 Avril 1831, conclus entre l'Autriche et la France et signés à Paris.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. V, p. 284.)

Sa Majesté le roi des Français et Sa Majesté l'empereur d'Autriche etc., ayant reconnu, qu'en faisant diriger par la Bavière une partie des correspondances actuellement échangées entre leurs Etats respectifs par la voie de Huningue, en exécution de l'article 7 de la convention de poste du 16 avril 1831, la transmission de ces correspondances serait accélérée de vingt-quatre heures, et l'office général des postes autrichiennes ayant réglé avec l'office général des postes bavaroises les conditions de ce transport par la voie de Forbach et de Würtzbourg,

Il a été convenu, entre les soussignés munis des pouvoirs de leurs souverains respectifs, ce qui suit:

1. L'office général des postes de Paris et l'office général des postes de Vienne continueront à se transmettre régu-

lièrement tous les jours, des correspondances en paquets clos: 1843
il sera, en outre échangé journellement une dépêche close entre le bureau des postes de Forbach et celui de Vienne. Sera maintenu pareillement l'échange de dépêches closes subsistant entre le bureau de Huningue et celui de Vienne. En outre, les bureaux de poste de Forbach et de Huningue et l'office général des postes de Vienne échangeront journellement un paquet contenant les journaux, gazettes, imprimés et brochures sous bandes; les échantillons de marchandises ou les lettres accompagnées d'échantillons, échangés entre les bureaux de Paris et de Forbach, d'une part, et le bureau de Vienne, de l'autre, formeront un paquet séparé jusqu'à ce que l'office des postes bavaroises ait consenti à les recevoir en paquets clos.

2. Les paquets à échanger entre les bureaux de Paris, Forbach et Vienne seront acheminés par Würtzbourg; et ceux que se transmettront réciproquement les bureaux de poste de Huningue et de Vienne continueront à passer par la Suisse.

3. A. — Les dépêches qui seront expédiées par l'office général des postes à Paris et par le bureau des postes de Forbach renfermeront les correspondances des départemens suivans: Aisne, Ardennes, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Cher, Côtes-du-Nord, Creuse, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Loiret, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Meurthe, Meuse, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Yonne; ainsi que celles d'Angleterre, d'Ecosse, d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas, des pays d'outremer et des provinces en deçà du Rhin, destinées pour les cercles de la basse Autriche, nommés Unter-Wienerwald et Unter-Manhartsberg, la Hongrie, la Transylvanie, les frontières militaires, la Turquie, la Servie, la Moldavie et la Valachie.

B. — La dépêche adressée par le bureau des postes de Huningue à l'office général des postes de Vienne renfermera la correspondance des trente-sept départemens français et des pays étrangers énumérés dans le paragraphe B de l'article 5 de la convention de poste du 16 Avril 1831, ainsi que celle des départemens de l'Aube, de la Côte-d'Or, du Doubs, de la Haute-Marne, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône et des Vosges, destinée pour les provinces de la monarchie autrichienne

1843 et pour les pays étrangers désignés dans le même article sous le paragraphe 7.

4. L'office général des postes de Vienne fera entrer, dans les dépêches qu'il adressera à Paris et à Forbach, la correspondance provenant des provinces autrichiennes et des pays étrangers mentionnés dans le paragraphe A de l'article précédent, et destinée pour los départemens français et les pays étrangers désignés dans ce même paragraphe. Les dépêches que l'office général des postes de Vienne adressera au bureau des postes de Huningue renfermeront les correspondances destinées pour les départemens et les pays étrangers énumérés dans le paragraphe B provenant des provinces autrichiennes et des pays étrangers relatés dans ce même paragraphe.

Néanmoins lą direction des correspondances, telle qu'elle est réglée par le présent article et par l'article précédent, pourra être modifiée ultérieurement, d'un commun accord, par les offices des postes des deux Etats.

5. Les paquets de journaux, imprimés ou brochures, ainsi que les paquets d'échantillons ou lettres accompagnées d'échantillons, que se transmettront réciproquement les bureaux do Paris et de Forbach et l'office général des postes de Vieńne, seront placés sous simples bandes croisées.

6. Les prix de ports fixés par les articles 19 et 20 do la convention du 16 Avril 1831 pour les lettres, paquets, échantillons, gazettes et journaux que les deux offices se sont jusqu'ici transmis réciproquement par Huningue, seront maintenus à l'égard de celles de ces correspondances qui seront dorénavant échangées entre les bureaux de Paris et de Forbach, et celui de Vienne, par la voie de la Bavière.

7. L'office général des postes autrichiennes se charge de payer, à l'aller et au retour, les frais de transport des correspondances entre Vienne et Passau, ainsi qu'entre Passau et Forbach.

8. Dans le cas où, par la suite, le transport des correspondances mentionnées dans l'article 1 pourrait être accéléré en dirigeant ces correspondances par Strassbourg ou Wissembourg, les deux Gouvernemens se réservent de prendre à cet égard, d'un commun accord, les mesures convenables.

9. L'expédition des dépêches qui devront être échangées entre Paris, Forbach et Vienne par la voie do Passau et de Würtzbourg commencera à partir du 1 Juillet 1843, et continuera pendant cinq années consecutives, c'est-à-dire jusqu'au 30 Juin

1848, à moins que, dans l'intervalle, il n'ait été jugé convenable 1843
de se servir des points intermédiaires de Strassbourg ou de Wissembourg, ainsi que l'a prévu l'article 8; ce qui, du reste, ne pourra avoir lieu qu'un an après le jour de la notification qui en aura été faite à l'office général des postes de Bavière.

10. Les présents articles, qui seront considérés comme additionnels à la convention de poste du 16 Avril 1831, seront ratifiés; et l'échange des ratifications aura lieu dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18. jour du mois de Mai, l'an de grace 1843.

(L. S.) *Guizot.*
(L. S.) *A. Appony.*

476.

30 Novembre 1843.

Articles convenus entre l'office des postes de France et l'office des postes d'Autriche pour l'exécution de la convention additionnelle du 30 Novembre 1843.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. V, p. 642.

En exécution de l'art. 65 de la convention additionnelle du 30 Novembre 1843 entre la France et l'Autriche, qui confie aux offices des postes des deux pays le soin de régler, aussi-tôt après la signature de ladite convention, la forme des comptes et la direction à donner aux correspondances, ainsi que toutes autres mesures de détail et ordre qui devront être arrêtées de concert pour procurer l'exécution des stipulations contenues dans cette convention;

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs offices respectifs, sont convenus des articles suivans:

1. Les relations entre les bureaux d'échange français et les bureaux d'échange autrichiens seront établies de la manière suivante, savoir:

1843 1° Le bureau de Paris fera dépêche tous les jours pour les bureaux de Vienne et de Feldkirch, et les lundis, mercredis, jeudis et samedis, pour le bureau d'Eger. Les dépêches pour les bureaux de Vienne et d'Eger seront dirigées sur le bureau d'échange français de Forbach, pour être transportées par les postes d'Allemagne; les dépêches pour le bureau de Feldkirch seront dirigées sur le bureau d'échange français d'Huningue, et de là transmises par les postes suisses.

2° En retour, les bureaux de Vienne et de Feldkirch feront dépêches tous les jours, et le bureau d'Eger les lundis, mardis, vendredis et samedis, pour le bureau de Paris. Les dépêches de Vienne et d'Eger seront transmises par les postes d'Allemagne, qui les livreront au bureau d'échange français de Forbach; les dépêches du bureau de Feldkirch seront transmises par les postes suisses, qui les livreront au bureau d'échange français d'Huningue.

3° Le bureau de Paris fera également dépêche tous les jours pour le bureau de Milan. Ces dépêches seront dirigées sur le bureau d'échange français d'Huningue, et de là transmises par les postes suisses.

4° En retour, le bureau de Milan fera dépêche tous les jours pour le bureau de Paris. Cette dépêche sera transmise par les postes suisses, qui la livreront au bureau d'échange français d'Huningue.

5° Le bureau de Forbach fera dépêche tous les jours pour le bureau de Vienne, et les mardis, jeudis, vendredis et dimanches, pour le bureau d'Eger. Ces dépêches seront dirigées sur Francfort.

6° En retour, le bureau de Vienne fera dépêche tous les jours, et le bureau d'Eger les lundis, mardis, vendredis et samedis, pour le bureau de Forbach. Ces dépêches seront dirigées sur Francfort.

7° Le bureau d'Huningue fera dépêche tous les jours pour les bureaux de Vienne, Feldkirch et Milan. Ces dépêches seront dirigées par les postes suisses.

8° En retour, les bureaux de Vienne, Feldkirch et Milan feront aussi dépêche tous les jours pour le bureau d'Huningue. Ces dépêches seront également dirigées par les postes suisses.

2. Les correspondances composant les dépêches qui seront échangées entre les bureaux de Paris et Forbach, d'une part, et les bureaux autrichiens de Vienne et d'Eger, de l'autre, seront divisées en deux paquets distincts, comprenant, savoir:

Le premier paquet 1843
1° La feuille d'avis et l'accusé de réception;
2° Les lettres chargées ou recommandées;
3° Les lettres ordinaires affranchies ou non affranchies.
L'étiquette dont ce paquet sera recouvert portera, outre le nom du bureau de destination et le timbre du bureau expéditeur, le titre suivant: Dépêche de lettres.
Le second paquet
1° Les journaux, gazettes et ouvrages périodiques de toutes origines;
2° Les imprimés de toute nature.
L'étiquette du second paquet portera, indépendamment du nom du bureau de destination et du timbre du bureau expéditeur, le titre suivant: *Journaux et imprimés.*

3. Jusqu'à ce que l'office des postes d'Autriche et l'office des postes de Bavière soient tombés d'accord sur les conditions du transit à travers le territoire bavarois, des échantillons de marchandises ou des lettres accompagnant ces échantillons, qui seront échangés entre la France et l'Autriche, il est entendu, que ceux de ces objets qui, à raison de leur origine et de leur destination, devraient faire partie des dépêches des bureaux désignés dans l'article précédent, seront respectivement dirigés sur le bureau d'Huningue, et acheminés par les postes suisses.

Les journaux, gazettes et imprimés de toute nature, originaires des Etats qui empruntent le territoire autrichien, à destination de la France, et des pays auxquels la France sert d'intermédiaire, seront exclusivement dirigés sur Huningue et par les postes suisses.

Il est également convenu que la correspondance, ainsi que tous documens échangés entre les offices de France et d'Autriche, pour affaires de service, telles que réclamations ou recherches de lettres, établissement et liquidation des comptes, seront dirigés de part et d'autre par le bureau d'Huningue et acheminés par les postes suisses, et ne seront pas compris dans les pesées de lettres.

4. Les dépêches du bureau de Paris pour le bureau de Vienne comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 1, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les pays designés au tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 2.

5. Réciproquement, les dépêches du bureau de Vienne

1843 pour le bureau de Paris comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés au tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 2, pour les départemens français et les pays indiqués au tableau No. 1.

6. Les dépêches du bureau de Paris pour le bureau d'Eger comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 1, pour les provinces de l'empire d'Autriche portées au tableau No. 3.

7. Réciproquement, les dépêches du bureau d'Eger pour le bureau de Paris comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche désignées au tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 3, pour les départemens français et les pays portés au tableau No. 1.

8. Les dépêches du bureau de Paris pour le bureau de Feldkirch comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans le tableau faisaut suite aux présents articles, sous le No. 1, pour les provinces de l'empire d'Autriche indiquées au tableau No. 4.

9. Réciproquement, les dépêches du bureau de Feldkirch pour le bureau de Paris comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche désignées dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 4, pour les départemens français et les pays portés au tableau No. 1.

10. Les dépêches du bureau de Paris pour le bureau de Milan comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 1, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats indiqués au tableau No. 5, sauf l'exception indiquée au-dit tableau.

11. Réciproquement, les dépêches du bureau de Milan pour le bureau de Paris comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire

d'Autriche désignées dans le tableau No. 5, pour les départemens français et les pays indiqués au tableau No. 1. 1843

12. Les dépêches du bureau de Forbach pour le bureau de Vienne comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 6, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les pays portés au tableau No. 2.

13. Réciproquement, les dépêches du bureau de Vienne pour le bureau de Forbach comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des pays désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 2, pour les départemens français et les pays portés au tableau No. 6.

14. Les dépêches du bureau de Forbach pour le bureau d'Eger comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés au tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 6, pour les provinces de l'empire d'Autriche portées au tableau No. 3.

15. Réciproquement, les dépêches du bureau d'Eger pour le bureau de Forbach comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche désignées dans le tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 3, pour les départemens français et les pays portés au tableau No. 6.

16. Les dépêches du bureau d'Huningue pour le bureau de Vienne comprendront les correspondances ci-après, savoir:

1° Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans la première partie du tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 7, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats portés au tableau No. 2.

2° Les échantillons de marchandises originaires des départemens français et des pays désignés dans les tableaux faisant suite aux présents articles, sous les Nos. 1 et 6, pour les provinces de l'empire d'Autricho et les Etats portés au tableau No. 2.

17. Réciproquement, les dépêches du bureau de Vienne pour le bureau d'Huningue comprendront les correspondances ci-après, savoir:

1843 1° Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans le tableau joint aux présents articles sous le No. 2, pour les départemens français et les pays indiqués dans la première partie du tableau No. 7.

2° Les échantillons de marchandises originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans le tableau No. 2, pour les départemens français et les pays portés aux tableaux Nos. 1 et 6.

18. Les dépêches du bureau d'Huningue pour le bureau de Feldkirch comprendront les correspondances ci-après, savoir:

1° Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans la première partie du tableau faisant suite aux présents articles, sous le No. 7, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats portés aux tableaux Nos. 3 et 4.

2° Les échantillons de marchandises originaires des départemens français et des pays désignés dans les tableaux faisant suite aux présents articles, sous les No. 1 et 6, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats portés aux tableaux Nos. 3 et 4.

19. Réciproquement, les dépêches du bureau de Feldkirch pour le bureau d'Huningue comprendront les correspondances ci-après, savoir:

1° Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans les tableaux joints aux présents articles, sous les Nos. 3 et 4, pour les départemens français et les pays portés dans la première partie du tableau No. 7.

2° Les échantillons de marchandises originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans les tableaux joints aux présents articles, sous les Nos. 3 et 4, pour les départemens français et les pays portés dans les tableux No. 1 et 6.

20. Les dépêches du bureau d'Huningue pour le bureau de Milan comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans la seconde partie du tableau faisant suite aux

présents articles, sous le No. 7, pour les provinces de l'empire 1843
d'Autriche et les Etats portés au tableau No. 5, sauf l'exception indiquée audit tableau.

21. Réciproquement, les dépêches du bureau de Milan pour le bureau de Huningue comprendront les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans le tableau faisant suite aux présents articles, No. 5, pour les départemens français et les pays indiqués dans la seconde partie du tableau No. 7.

22. Continueront d'être dirigés, de part et d'autre, à découvert, sur la Sardaigne, à moins d'indication contraire de la part des envoyeurs, les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, les journaux et imprimés de toute nature, originaires des départemens français et des pays désignés dans les tableaux faisant suite aux présents articles, sous les Nos. 8, 9 et 10, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats portés au tableau No. 5.

23. Les lettres et journaux pour les pays d'outre-mer, sans distinction de parages, que le public des provinces de l'empire d'Autriche ou des Etats qui empruntent l'intermédiaire de l'Autriche, voudra faire transporter, soit par des bâtimens du commerce, soit par les paquebots réguliers partant des ports du Royaume-uni de la Grande-Bretagne, devront porter sur l'adresse les mots: *Voie d'Angleterre.*

24. Lorsque les auteurs des lettres destinées pour les colonies et pays d'outre-mer désignés dans l'article précédent voudront qu'elles soient transportées par les bâtimens du commerce partant des ports de la Grande-Bretagne, l'intention devra en être exprimée sur l'adresse par ces mots: Bâtimens du commerce ou Private ships.

A défaut de cette indication, les lettres susmentionnées seront acheminées au moyen des paquebots réguliers entretenus ou frétés par le gouvernement britannique, à moins que l'affranchissement de ces lettres ne soit obligatoire; auquel cas, elles seront rendues à l'office des postes d'Autriche dans les formes prescrites par l'article 62 de la convention additionnelle du 30 Novembre 1843.

25. L'affranchissement des lettres destinées pour les colonies et pays d'outre-mer, dont le transport devra être effectué par le moyen des paquebots réguliers partant des ports du Royaume-uni de la Grande-Bretagne est facultatif ou obligatoire.

1843 Il est facultatif pour les colonies et possessions anglaises qui sont désignées dans le tableau faisant suite aux présens articles, sous le No. 11. Il est obligatoire pour les pays et établissemens d'outre-mer desservis par lesdits paquebots, et qui sont désignés dans le tableau No. 12.

L'affranchissement des lettres destinées pour les colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages, qui devront être transportées, selon la volonté des envoyeurs, par les bâtimens du commerce partant des ports de la Grande-Bretagne, sera toujours obligatoire.

26. Chacune des dépêches expédiées entre les bureaux d'échange des offices respectifs sera accompagnée d'une feuille d'avis sur laquelle ces bureaux énonceront, avec les classifications établies par la convention additionnelle du 30 Novembre 1843, la nature, le poids et le nombre des objets que la dépêche contiendra.

Le bureau auquel la dépêche sera adressée en accusera réception au bureau expéditeur par le plus prochain courrier.

Les feuilles d'avis et accusés de réception à l'usage des bureaux d'échange respectifs seront conformes aux modèles paraphés qui sont joints aux présens articles.

27. Dans le cas où, aux jours fixés pour l'expédition des dépêches, un des bureaux d'échange des offices respectifs n'aurait aucune lettre à adresser au bureau correspondant, ce bureau d'échange n'en devra pas moins envoyer, dans la forme ordinaire, une dépêche qui sera composée seulement d'une feuille d'avis négative.

Les bureaux de Paris et Forbach, d'une part, et le bureau de Vienne, de l'autre, s'adresseront respectivement, dans le cas ci-dessus énoncé, des feuilles d'avis négatives recouvertes de simples bandes: ces bandes seront frappées du timbre du bureau expéditeur, et porteront le nom du bureau de destination.

28. Pour la transmission réciproque des lettres ordinaires ou chargées et des échantillons de marchandises, les bureaux d'échange respectifs feront usage de poids dont le gramme sera l'unité, et qui seront établis d'après un étalon commun aux deux offices.

Les lettres ordinaires ou chargées et les échantillons de marchandises devront être pesés par les bureaux d'échange expéditeurs, avant d'avoir été ficelés et enveloppés; de même que la vérification du poids de ces objets, énoncé sur les feuilles d'avis, ne devra avoir lieu, de la part des bureaux correspon-

dans, qu'après que ces bureaux auront séparé lesdits objets des ficelles et des enveloppes qui servaient à les contenir. 1843

29. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises, et les journaux et imprimés de toute nature, nés sur les territoires français et autrichien, et échangés entre les deux offices, seront uniformément frappés, du côté de l'adresse, du timbre d'origine, indiquant en même temps la date du dépôt de ces objets dans les bureaux de postes respectifs.

Les lettres chargées originaires de la France seront frappées en outre d'un timbre portant le mot *chargé*. Quant aux lettres chargées originaires des provinces de l'empire autrichien, elles seront frappées, selon leur origine, d'un timbre portant le mot *Recommandirt* ou celui de *Raccommandata*.

30. Indépendamment des timbres mentionnés dans l'article précédent, les lettres ordinaires ou chargées, et les échantillons de marchandises échangés entre les deux offices, qui auront été affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à une limite quelconque, recevront, dans un endroit apparent de l'adresse, l'empreinte d'un timbre destiné à faire reconnaître, par les bureaux d'échange des deux offices, la limite de l'affranchissement.

Les lettres ordinaires ou chargées, et les échantillons de marchandises, transmis réciproquement affranchis jusqu'à destination, seront frappés d'un timbre portant les initiales *P. D.*

Les objets de même nature, livrés affranchis par l'office d'Autriche à l'office de France, et qui seront destinés pour les colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages, devront aussi être frappés du timbre *P. D.*

Les lettres ordinaires ou chargées, et les échantillons de marchandises, destinés pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux, le royaume des Deux-Siciles, la Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, ainsi que pour la Pologne et la Russie méridionales, qui seront livrés à l'office d'Autriche, affranchis jusqu'aux différens points de sortie des Etats autrichiens déterminés par la convention du 30 Novembre 1843, seront frappés du timbre *P. F.*

Quant aux lettres ordinaires provenant du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et destinées pour les Etats de l'Italie méridionale, la Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, qui seront livrées par l'office de France à l'office d'Autriche, affranchies jusqu'à Douvres, conformément aux articles 37 et 43 de la convention précitée, elles seront frappées d'un timbre portant l'initiale *P.*

1843 31. Les lettres originaires de la Jamaïque, du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse, de l'île du Prince-Edouard et de Terre-Neuve, livrées par l'office de France à l'office d'Autriche à raison de six francs quatre-vingts centimes par trente grammes, conformément aux dispositions de l'article 35 de la convention du 30 Novembre 1843, seront distinguées des lettres provenant des autres colonies et pays d'outre-mer, dont le prix est fixé uniformement à six francs, par un timbre portant l'empreinte suivante: *Canada etc.*

32. Les lettres ordinaires ou chargées, les échantillons de marchandises et les journaux et imprimés de toute nature, originaires des Etats auxquels les offices français et autrichien servent respectivement d'intermédiaires, seront réciproquement livrés frappés d'un timbre de transit portant, du côté de la France, les initiales *T. F.* (transit français) et, du côté de l'Autriche, les initiales *T. A.* (transit autrichien).

33. Le prix dont l'office des postes d'Autriche tiendra compte à l'office des postes de France, pour le port des lettres chargées adressées en France et originaires des provinces de l'empire d'Autriche, des villes de Belgrade et de Cracovie, de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie d'Europe et de Scutari, sera du double du prix fixé pour les lettres ordinaires.

Les lettres chargées originaires des pays susmentionnés seront portées sur les feuilles des bureaux d'échange autrichiens pour leur poids réel; mais, afin de tenir compte à l'office de France du port qui lui revient sur lesdits objets, ce poids sera doublé au crédit de cet office dans les comptes mensuels destinés à résumer les faits de transmission des correspondances.

34. Les échantillons de marchandises échangés entre les offices français et autrichien, qui jouissent des modérations de port recordées par l'article 52 de la convention additionnelle du 30 Novembre 1843, seront portés réciproquement sur les feuilles d'avis des bureaux d'échange respectifs pour leur poids réel; mais ce poids sera réduit au tiers dans les comptes mentionnés à l'article précédent.

35. Les lettres chargées de toutes origines seront inscrites nominativement au tableau pour ordre qui termine la feuille d'avis, avec les détails que ce tableau comporte.

Ces lettres seront réunies par un croisé de ficelle, et les bouts de cette ficelle seront attachés, au bas de la feuille d'avis du bureau expéditeur, au moyen d'un cachet avec empreinte en cire fine.

36. Lorsque les lettres chargées, originaires des provinces 1843
autrichiennes, seront accompagnées de formules destinées à constater la réception de ces lettres par les destinataires, ces formules, revêtues du récépissé de ces lettres par les destinataires, seront renvoyées sans aucun délai, et sous chargement, par l'office français au bureau d'échange autrichien qui aura transmis les lettres chargées.

37. Les lettres adressées de France dans les provinces de l'empire d'Autriche, et de ces provinces en France, par les autorités et fonctionnaires des deux pays, seront comprises dans les envois des offices respectifs pour les poids et prix stipulés, à l'égard des lettres ordinaires, par la convention additionnelle du 30 Novembre 1843, et traitées, quant à l'application des tarifs, conformément aux réglemens en vigueur dans les deux Etats.

Quant aux lettres des particuliers adressées de France aux autorités impériales et royales dans les provinces de l'empire d'Autriche, elles ne pourront être livrées à l'office autrichien qu'affranchies jusqu'à destination.

38. Le port ou le prix des lettres tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, que les deux offices se renverront, en vertu de l'article 62 de la convention additionnelle du 30 Novembre, ne sera admis à la décharge de l'office auquel ces lettres auront été originairement transmises, qu'autant que l'état de leurs cachets ne donnera pas lieu de supposer qu'elles ont pu être lues par les destinataires, et sauf les réserves faites par l'article 63 de ladite convention, pour les lettres transportées en dépêches closes, et qui ne pourraient pas être produites par l'office envoyeur.

Le décompte du prix des lettres tombées en rebut sera établi dans des bordereaux mensuels dont le modèle est joint aux présens articles.

39. Il est convenu que les deux offices français et autrichien se communiqueront réciproquement les changemens d'organisation et de marche de leurs courriers respectifs, toutes les fois que la connaissance de ces changemens pourra être utile aux relations postales des régnicoles des deux Etats et des pays auxquels la France et l'Autriche servent d'intermédiaires.

40. Il sera dressé chaque mois, à la diligence de l'office des postes de France, des comptes particuliers résumant les faits de transmission des correspondances entre les bureaux d'échange respectifs. Ces comptes auront pour base et pour justification les

1843 accusés de réception des envois effectués, de part et d'autre, pendant la période mensuelle.

Les comptes particuliers seront immédiatement récapitulés dans un compte général destiné à présenter les résultats définitifs de la transmission des correspondances, tant à découvert qu'en dépêches closes, effectuée pendant le mois révolu.

Les comptes particuliers et généraux seront conformes aux modèles qui sont annexés aux présents articles.

Fait à Paris, en double original, le sixième jour du mois de Décembre mil huit cent quarante-trois.

(L. S.) *Dubost,*
Sous-directeur de l'administration des postes de France.

(L. S.) *Turneretscher,*
Conseiller de régence et de l'administration suprême aulique des postes autrichiennes.

Tableau No. 1. — Paris.

Nomenclature des départemens français et des pays dont la correspondance pour les provinces de l'empire d'Autriche et les pays qui empruntent le territoire autrichien, doit être dirigée sur Paris, et réciproquement.

Numeros des départements.	Noms des départemens, dont la correspondance doit être dirigée sur Paris.
13. 14.	Calvados, Cantal,
15. 16.	Charente, Charente-Inférieure,
17. 21.	Cher, Côtes-du-Nord,
22. 23.	Creuse, Dordogne,
26. 27.	Eure, Eure-et-Loir,
28. 32.	Finistère, Gironde,
34. 35.	Ille-et-Vilaine, Indre,
36. 38.	Indre-et-Loire, Jura,
39. 40.	Landes, Loir-et-Cher,
42. 43.	Loire-Inférieure, Loiret,
44. 47.	Lot, Maine-et-Loire,
48. 51.	Manche, Mayenne,
54. 56.	Morbihan, Nièvre,
57. 58.	Nord, Oise.
59. 61.	Orne, Pas-de-Calais.

1843

Numéros des départemens.	Noms des départemens dont la correspondance doit être dirigée sur Paris	Num. d'ordre.	Désignation des pays dont la correspondance doit être dirigée sur Paris.
71. 60.	Sarthe, Seine,	1.	Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,
74.	Seine-Inférieure,		
73.	Seine-et-Marne,		
72.	Seine-et-Oise,	2.	Belgique,
75.	Sèvres (Deux),	3.	Pays-Bas,
76.	Somme,	4.	Colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages.
79.	Vendée,		
80.	Vienne,		
81.	Vienne (Haute),	5.	Colonies et possessions anglaises.
83.	Yonne.		

Tableau No. 2. — Vienne.

Nomenclature des provinces de l'empire d'Autriche et des pays dont la correspondance, pour la France et les pays qui empruntent son territoire, doit être dirigée par Vienne et réciproquement.

Numéros d'ordre.	Noms des provinces autrichiennes dont la correspondance doit être dirigée par Vienne.
1.	Basse-Autriche. [1]
2.	Frontières militaires,
3. 4. 5.	Galicie, Hongrie, Moravie,
6. 7. 8.	Silésie autrichienne, Styrie, Transylvanie.

Numéros d'ordre.	Désignation des pays étrangers dont la correspondance doit passer par Vienne.
1.	Cracovie (ville libre de),
2.	Pologne méridionale.

1) Excepté le cercle nommé Ober-Wienerwald, dont la correspondance doit passer par Feldkirch.

Numéros d'ordre.	Noms des vayvodies.
1.	Cracovie,
2.	Lublin,
3.	Sandomirz.

	Numéros d'ordre.	Noms des gouvernemens.
3 Russie méridionale.	1. 2. 3. 4.	Abases, Astrakhan, Bessarabie, Caucase,
	5. 6. 7.	Chyrwan, Circassie, Daghestan,
	8. 9.	Don (Cosaques du), Ekaterinoslaw,
	10. 11. 12.	Georgie, Imérétie, Kiew,
	13. 14.	Koursh, Mer Noire (Cosaques de la),
	15. 16.	Mingrélie, Nicolajew,
	17. 18. 19.	Podolie, Poltawa, Tauride,
	20. 21. 22.	Tchernigow, Ukraine, Volhynie,
	23.	Woronetz.

Numéros d'ordre.	Désignation des pays étrangers dont la correspondance doit passer par Vienne.
4. 5.	Moldavie, Servie,
6.	Scutari en Asie (ville de)
7. 8.	Turquie d'Europe, Valachie.

Tableau No. 3. — Eger.

Nomenclature des provinces de l'empire d'Autriche dont la correspondance, pour la France et les pays qui empruntent son territoire, doit être dirigée par Eger, et réciproquement.

Numéros d'ordre.	Noms des provinces autrichiennes dont la correspondance doit être dirigée par Eger.	Observations.
1.	Bohème.	

Tableau No. 4. — Feldkirch.

Nomenclature des provinces de l'empire d'Autriche dont la correspondance, pour la France et les pays qui empruntent son territoire, doit être dirigée par Feldkirch, et réciproquement.

Numéros d'ordre.	Noms des provinces autrichiennes, dont la correspondance doit être dirigée par Feldkirch.	Observations.
1.	Haute-Autriche,	
2.	Cercle de la Basse-Autriche, nommée Ober-Wienerwald,	
3. 4.	Tyrol septentrional, Vorarlberg.	

Tableau No. 5. — Milan.

Nomenclature des provinces de l'empire d'Autriche et des pays dont la correspondance, pour la France et les pays qui empruntent son territoire, doit être dirigée par Milan, et réciproquement.

Numéros d'ordre.	Noms des provinces autrichiennes et des pays étrangers dont la correspondance doit être dirigée par Milan.	Observations.
	Provinces autrichiennes.	
1. 2. 3.	Carinthie, Dalmatie, Illyrie,	
4. 5.	Lombardie, Provinces vénitiennes,	
6.	Tyrol méridional,	
7.	Trieste (Gouvernement de).	
	Pays étrangers.	Les personnes qui voudront envoyer de France, dans les Etats désignés ci-contre, leur correspondance par les postes sardes, auront cette faculté, moyennant que les adresses porteront ces mots: *Par Turin.*
1.	Archipel,	
2.	Grèce,	
3.	Iles Ioniennes,	
4.	Duché de Modène,	
5.	Duchés de Parme et de Plaisance,	
6.	Etats pontificaux,	
7.	Royaume des Deux-Siciles.	

1843

Tableau No. 6. — Forbach.

Nomenclature des départemens français et des pays dont la correspondance, pour les provinces de l'empire d'Autriche, doit être dirigée par Forbach, et réciproquement.

Numéros des départemens.	Noms des départemens et des pays étrangers dont la correspondance doit être dirigée par Forbach.	Observations.
2. 7. 49. 52. 53. 55.	Aisne, Ardennes, Marne, Meurthe, Meuse, Moselle.	
	Pays étrangers.	
1.	Grand-duché de Luxembourg.	

Tableau No. 7. — Huningue.

Nomenclature des départemens français et des pays dont la correspondance, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les pays qui empruntent son territoire, doit être dirigée par Huningue, et réciproquement.

1re Partie.

Correspondances de et pour les provinces de l'empire d'Autriche désignées dans les tableaux Nos. 2, 3 et 4 précédens, originaires ou à destination des départemens ou des pays ci-après désignés.

Numéros des départemens.	Noms des départemens et des pays étrangers.
1. 3. 4. 5. 6.	Ain, Allier, Alpes (Basses-), Alpes (Hautes-), Ardèche,
8. 9. 10. 11. 12.	Ariège, Aube, Aude, Aveyron, Bouches-du-Rhône,
18. 19. 20. 24.	Corrèze, Corse, Côte-d'or, Doubs,
25. 29. 30.	Drôme, Garde, Garonne (Haute-),
31. 33. 37. 84.	Gers, Hérault, Isère, Loire,
41. 45.	Loire (Haute-), Lot-et-Garonne,
46. 50.	Lozère, Marne (Haute-),
62. 63.	Puy-de-Dôme, Pyrénées (Hautes-),
64. 65.	Pyrénées (Basses-), Pyrénées-Orientales,
66. 67. 68.	Rhin (Haut-), Rhin (Bas-), Rhône,
69. 70.	Saône (Haute-), Saône-et-Loire,
77. 85.	Tarn, Tarn-et-Garonne,
78. 86. 82.	Var, Vaucluse, Vosges. — Algérie.

1843

Numéros des départemens.	Noms des départemens et des pays étrangers.
	Pays étrangers.
1. 2. 3.	Espagne, Portugal, Gibraltar.
4.	Pays d'outre-mer dont la correspondance est apportée dans les ports situés au sud de l'embouchure de la Gironde.

2e Partie.

Correspondances de et pour les provinces de l'empire d'Autriche désignées dans le tableau No. 5 précédent, originaires ou à destination des départemens ci-après désignés.

Numéros des départemens.	Noms des départemens.
2. 7. 20. 24.	Aisne, Ardennes, Côte-d'or, Doubs,
49. 50. 52.	Marne, Marne (Haute-), Meurthe,
53. 55. 67.	Meuse, Moselle, Rhin (Bas-),
66. 69. 82.	Rhin (Haut-), Saône (Haute-), Vosges.

Tableau No. 8. — Lyon.

Nomenclature des départemens français dont la correspondance, pour les provinces de l'empire d'Autriche et des Etats désignés dans le tableau No. 5 précédent, doit être dirigée par Lyon et transmise, à découvert, par les postes sardes, et réciproquement.

Numéros des départemens.	Noms des départemens dont la correspondance doit être dirigée par Lyon.	Observations.
1. 3. 6. 18.	Ain, Allier, Ardèche, Corrèze,	
25. 84. 41.	Drôme, Loire, Loire (Haute-),	
62. 68.	Puy-de-Dôme, Rhône,	
70.	Saône-et-Loire.	

1843

Tableau No. 9. — Pont-de-Beauvoisin.

Nomenclature des départemens français dont la correspondance, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats désignés dans le tableau No. 5 précédent, doit être dirigée par le Pont-de-Beauvoisin et transmise, à découvert, par les postes sardes, et réciproquement.

Numéros des departémens.	Noms des départemens dont la correspondance doit être dirigée par le Pont-de-Beauvoisin.	Observations.
4. 37.	Alpes (Hautes-), Isère.	

Tableau No. 10. — Antibes.

Nomenclature des départemens français et des pays dont la correspondance, pour les provinces de l'empire d'Autriche et les Etats désignés dans le tableau No. 5 précédent, doit être dirigée par Antibes et transmise, à découvert, par les postes sardes, et réciproquement.

Numéros des départemens.	Noms des départemens et des pays étrangers dont la correspondance doit être dirigée par Antibes.	Observations.
5. 8. 9. 11.	Alpes (Basses-), Ariège, Aude, Aveyron,	
12. 19. 29.	Bouches-du-Rhône, Corse, Gard,	
30. 31. 33.	Garonne (Haute-) Gers, Hérault,	
45. 46.	Lot-et-Garonne, Lozère,	
63. 64.	Pyrénées (Hautes), Pyrénées (Basses-),	
65. 77. 78.	Pyrénées (Orientales), Tarn, Var,	
85. 86.	Tarn-et-Garonne, Vaucluse,	
1.	Algérie.	
	Pays étrangers.	
1. 2. 3.	Espagne, Portugal, Gibraltar.	
4.	Pays d'outre-mer dont la correspondance est apportée dans les ports de France situés au sud de l'embouchure de la Gironde.	

Tableau No. 11. — Colonies et possessions anglaises.

(Affranchissement facultatif.)

Nomenclature des colonies et possessions anglaises desservies par des paquebots partant régulièrement des ports du Royaume-uni, et à l'égard desquels l'affranchissement des lettres est facultatif.

Désignations des possessions anglaises desservies par des paquebots réguliers. (Affranchissement facultatif.)	Désignations des ports de l'Angleterre d'ou partent les paquebots réguliers.	Epoques des expéditions de Londres.	Observations.
Indes occidentales. Antigoa, La Barbade, Berbice, Demerary, La Dominique, Essequibo, La Grenade, La Jamaique, Montserrat, Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Christophe ou Saint-Kitts, Saint-Vincent, Tabago, Tortola, La Trinité.	Southampton	Les 2 et 17 de chaque mois.	Lorsque le 2 ou le 17 tombesur un dimanche, les expéditions ont lieu le jour suivant. Cette remarque s'applique à toutes les expéditions de paquebots réguliers avec cette exception que lorsque le premier jour du mois tombe sur un dimanche, la malle de la Méditerranée est expédiée de Londres le jour qui précède ce même dimanche.
—			
Bahama	Southampton	Le 2 de chaque mois	
—			
Le Canada etc. Bermudes, Canada, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, Ile du Prince-Edouard ou Ile Saint-Jean, Terre-Neuve.	Liverpool	Les 3 et 18 de chaque mois	Excepté pendant les mois de Décembre, Janvier, Février et Mars, où les départs n'ont lieu que le 3 de chaque mois.
—			
Bermudes (par le paquebot des Indes occidentales).	Southampton	Le 17 de chaque mois	Les lettres que l'on veut diriger par cette voie doivent porter sur l'adresse l'indication suivante: Paquebot de Southampton.

1843

Tableau No. 12. — Pays d'outre-mer.

(Affranchissement obligatoire.)

Nomenclature des pays d'outre-mer desservis par des paquebots partant régulièrement des ports du Royaume-uni, et à l'égard desquels pays l'affranchissement des lettres est obligatoire.

Désignations des pays d'outre-mer desservis par les paquebots réguliers partant des ports de l'Angleterre. (Affranchissement obligatoire.)	Désignations des ports de l'Angleterre d'où partent les paquebots réguliers.	Epoques des expéditions de Londres.	Observations.
Indes occidentales. La Guadeloupe, La Guayra, Haïti, La Martinique, Porto-Gabello, Porto-Rico, Saint-Martin, Saint-Thomas, Sainte-Croix.	Southampton	Les 2 et 17 de chaque mois.	Voyez la remarque No. 1 du tableau No. 11.
Carthagène, Chagres, Les côtes occidentales de l'Amérique du Sud (voie de Panama), La Havane, Honduras, Le Mexique, Panama, Sainte-Marthe.	Southampton	Le 2 de chaque mois.	Voyez la remarque No. 1 du tableau No. 11.
Santiago de Cuba . .	Southampton	Le 17 de chaque mois.	
Le Brésil, etc. Les Açores, Le Bresil, Buenos-Ayres, Les Canaries, Madère, Monte-Video.	Falmouth	Le 1er mardi de chaque mois.	

1843

477.

30 Novembre 1843.

Convention additionnelle à la convention de poste du 16 Avril 1831 conclue entre l'Autriche et la France, signée à Paris.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. V, p. 622.)

S. M. le Roi des Français et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, ayant reconnu que des améliorations pourraient être introduites dans le service des postes établi entre la France et les provinces de l'empire d'Autriche, et voulant donner une nouvelle activité aux relations des deux pays, ont résolu d'y pourvoir au moyen d'une convention additionnelle à la convention de poste conclue le 16 Avril 1831;

Et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet, savoir:

S. M. le Roi des Français, le sieur Français Pierre Guillaume Guizot etc.

Et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème, le comte Antoine d'Appony etc. etc.

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. L'échange périodique et régulier des correspondances entre la France et les provinces de l'empire d'Autriche aura lieu par les moyens de communication et de transport qui seront indiqués ci-après, tant pour les lettres, échantillons de marchandises, journaux, imprimés ou brochures qui seront nés sur le territoire des deux Etats, que pour les objets de même nature originaires ou à destination des pays qui en dépendent ou qui peuvent emprunter leur intermédiaire.

2. L'échange des correspondances s'opérera par les bureaux de postes suivans, savoir:

Du côté de la France, Paris, Forbach et Huningue;

Du côté de l'Autriche, Vienne, Eger, Feldkirch et Milan.

3. Indépendamment des bureaux d'échange qui sont désignés dans l'article précédent, il pourra en être établi, à la suite d'une entente entre les offices des postes respectives, sur tous

1843 autres points des deux pays lesquels des relations directes seraient ultérieurement jugées nécessaires.

4. Les correspondances qui seront échangées entre les bureaux de poste désignés dans l'article 2 précédent seront livrées, de part et d'autre, aux offices des postes d'Allemagne et de la Suisse, pour être transportées en dépêches closes à travers les territoires de ces offices.

Les droits de transit revenant aux postes étrangères susmentionnées, pour le transport de ces correspondances à travers leurs territoires, seront à la charge de l'office des postes autrichiennes.

Quant aux lettres des départemens méridionaux de la France pour les provinces méridionales de l'Autriche, et vice versa, qui seront échangées à découvert entre les offices de France et d'Autriche, par l'intermédiaire des postes sardes, il est convenu que le prix du transit de ces lettres revenant à l'office de Sardaigne sera acquitté de la manière suivante, savoir: par l'office français, le port des lettres destinées pour la France; et par l'office d'Autriche, le port des lettres-destinées pour les provinces autrichiennes.

5. Les personnes qui voudront envoyer des lettres ordinaires soit de la France et de l'Algérie pour les provinces de l'empire d'Autriche et les villes de Belgrade et de Cracovie, soit des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie pour la France et l'Algérie, auront le choix, savoir:

1° De laisser le port entier de ces lettres à la charge des destinataires;

2° D'en payer le port d'avance jusqu'au lieu de destination.

6. Le public des deux pays pourra envoyer des lettres chargées d'un pays pour l'autre; et, autant qu'il sera possible, pour les pays auxquels les offices respectifs servent d'intermédiaires.

Le port de ces lettres sera établi d'après les réglemens respectifs et les tarifs combinés des deux pays. En ce qui concerne les lettres chargées internationales, ce port devra toujours être acquitté d'avance et jusqu'à destination; quant aux lettres chargées destinées pour les pays étrangers, ledit port sera acquitté jusqu'aux points ou limites fixés pour l'affranchissement des lettres ordinaires par la présente convention additionnelle.

7. Le mode d'affranchissement libre ou facultatif stipulé par l'article 5 précédent, en faveur des lettres ordinaires des

deux pays, sera applicable aux lettres et paquets renfermant des échantillons de marchandises, lesquels jouiront d'ailleurs des modérations de port qui sont accordées à ces objets par les réglemens de chaque pays. 1843

8. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires de la France ou de l'Algérie, destinées pour les provinces de l'empire d'Autriche et les villes de Belgrade et de Cracovie, qui seront dirigées en dépêches closes à travers les territoires de l'Allemagne ou de la Suisse, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie, destinées pour la France et l'Algérie, qui seront dirigées en dépêches closes à travers les territoires de l'Allemagne ou de la Suisse, la somme de deux francs quatre-vingts centimes par trente grammes, poids net; ladite somme composée, savoir: 1° de celle de un franc soixante centimes par trente grammes, représentant le port territorial autrichien; 2° et de celle de un franc vingt centimes aussi par trente grammes, représentant les frais tombant à la charge de l'office des postes autrichiennes pour le transit desdites lettres à travers les territoires de l'Allemagne et de la Suisse, conformément aux conventions conclues entre ces Etats et le gouvernement autrichien.

9. Les deux offices français et autrichien se tiendront compte réciproquement du port des lettres ordinaires qui seront affranchies jusqu'à destination dans l'un des deux pays pour l'autre, d'après les prix respectivement attribués à chaque office, par l'article précédent, pour le port des lettres non affranchies.

10. Les offices des postes de France et d'Autriche livreront respectivement aux postes de Sa Majesté le roi de Sardaigne les lettres des départemens méridionaux de la France pour les provinces méridionales de l'empire d'Autriche, et vice versa, qui devront transiter, à découvert, à travers le territoire sarde, moyennant les prix de port territoriaux et aux conditions stipulées dans les articles 8 et 9 précédens, pour l'échange en dépêches closes des autres correspondances internationales qui seront livrées, de part et d'autre, aux postes d'Allemagne et de la Suisse.

11. Les gouvernemens français et autrichien entameront,

1843 immédiatement après la signature de la présente convention additionnelle, et de concert, des négociations avec le gouvernement de Sa Majesté le roi de Sardaigne, pour obtenir de l'office des postes sardes le concours nécessaire à l'accomplissement des dispositions contenues dans l'article précédent.

12. Les lettres de France qui seront livrées, soit par les postes d'Allemagne et de Suisse, soit par les postes sardes, à l'office des postes autrichiennes, affranchies jusqu'à telle limite et pour quelque destination que ce soit, ne supporteront d'autre taxe territoriale que celle qui est fixée par le tarif des postes français actuellement en vigueur.

Cette taxe sera réglée d'après la distance, en ligne droite, existant entre le lieu où la lettre aura été déposée et le point de sortie du territoire français.

La même taxe territoriale sera appliquée, dans les mêmes circonstances et en sens inverse, aux lettres non affranchies destinées pour la France, originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie, et à celles, aussi non affranchies, également destinées pour la France, provenant des pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire des postes autrichiennes; le tout sans préjudice du recouvrement de la taxe territoriale autrichienne et des différentes taxes de transit dont ces lettres pourront être frappées.

13. Les lettres des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie qui seront livrées, soit par l'intermédiaire des postes d'Allemagne ou de la Suisse, soit par celui des postes sardes, à l'office des postes de France, affranchies jusqu'à telle limite et pour quelque destination que ce soit, supporteront les taxes territoriales autrichiennes, selon le tarif actuellement en vigueur, savoir:

1° Pour toute distance de vingt milles allemands et au-dessus, six Kreuzer par lettre simple ou pesant jusqu'à un demi-loth, en suivant, pour les lettres pesant plus d'un demi-loth, la progression de poids actuellement admise dans les provinces autrichiennes;

2° Au-dessus de vingt milles allemands, douze Kreuzer aussi par lettre simple ou pesant un demi-loth, en suivant la progression de poids actuellement admise dans les provinces autrichiennes.

Cette taxe sera réglée d'après la distance, en ligne droite, existant entre le lieu où la lettre aura été deposée et le point de sortie du territoire autrichien.

La même taxe territoriale sera appliquée, dans les mêmes circonstances et en sens inverse, aux lettres non affranchies destinés pour les provinces de l'empire d'Autriche et les villes de Belgrade et de Cracovie, originaires de France et de l'Algérie, et à celles, aussi non affranchies, également destinées pour les provinces de l'empire d'Autriche et les villes de Belgrade et de Cracovie, provenant des pays étrangers qui empruntent l'intermédiaire des postes de France; le tout sans préjudice du recouvrement de la taxe territoriale française — et des différentes taxes de transit dont ces lettres pourront être frappées. 1843

Il est bien entendu que toutes diminutions que les gouvernemens français et autrichien jugeraient à propos d'opérer ultérieurement dans leurs tarifs ou réglemens de la taxe des lettres circulant dans l'intérieur des deux pays seront applicables aux correspondances internationales ou étrangères dont les conditions d'échange sont déterminés par la présente convention additionnelle.

14. Les gouvernemens français et autrichien prennent l'engagement de ne percevoir, sur leurs nationaux respectifs, pour le port étranger de toute lettre réputée simple, d'après les lois et réglemens de chacun des deux pays, que le quart du prix de livraison, par trente grammes, qui est stipulé par la présente convention additionnelle. Quant aux lettres dont le poids excédera celui de la lettre simple, la progression du port susmentionné sera celle qui est établie par les tarifs et réglemens respectifs des deux pays.

Toutefois, il est entendu que lorsque la division du prix de livraison des correspondances échangées entre les deux offices donnera, dans son application aux lettres affranchies ou non affranchies, une fraction du décime, pour les taxes à percevoir sur les régnicoles français, ou du Kreuzer, pour les taxes à percevoir sur les régnicoles autrichiens, il sera perçu, de part et d'autre, un décime ou un Kreuzer entier, si la fraction est d'un demi-décime ou d'un demi Kreuzer ou plus; mais si cette fraction est inférieure au demi-décime ou au demi-Kreuzer, elle ne sera pas perçue.

Cette disposition s'appliquera aussi bien au recouvrement des taxes territoriales réciproques qu'au recouvrement des taxes de transit dont pourront être frappées les lettres échangées, par quelque voie que ce soit, entre les deux offices français et autrichien.

15. Les lettres originaires de France et de l'Algérie pour

1843 la Moldavie, la Valachie, la Turquie d'Enrope et Scutari, pourront être dirigées par l'Autriche et livrées à l'office des postes autrichiennes, non affranchies ou affranchies jusqu'à destination, au choix des envoyeurs. — Par réciprocité, les lettres originaires de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie d'Europe et de Scutari, pour la France et l'Algérie pourront être également dirigées par l'Autriche et livrées à l'office des postes de France, non affranchies ou affranchies jusqu'à destination, au choix des envoyeurs.

16. L'office des postes de France paiera à l'office des postes d'Autriche pour le port des lettres originaires de France et de l'Algérie, qui seront affranchies jusqu'à destination, savoir:

1° Pour les lettres adressées en Moldavie et en Valachie, la somme de quatre francs quarante centimes par trente grammes, poids net;

2° Et pour les lettres adressées dans la Turquie d'Europe et à Scutari, la somme de cinq francs vingt centimes aussi par trente grammes, poids net.

17. L'office des postes de France paiera également à l'office des postes d'Autriche, pour le port des lettres non affranchies destinées pour la France et l'Algérie, savoir:

1° Pour les lettres originaires de la Moldavie et de la Valachie, la somme de quatre francs quarante centimes par trente grammes, poids net;

2° Et pour les lettres originaires de la Turquie d'Europe et de Scutari, la somme de cinq francs vingt centimes aussi par trente grammes, poids net.

18. L'office des postes d'Autriche paiera, de son côté à l'office des postes de France, pour le port des lettres originaires de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie d'Europe et de Scutari, adressées en France et en Algérie, qui seront livrées affranchies jusqu'à destination, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

19. L'office des postes d'Autriche paiera également à l'office des postes de France, pour le port des lettres non affranchies, originaires de la France et de l'Algérie, à destination de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie d'Europe et de Scutari, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

20. Les lettres originaires de la France et de l'Algérie destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux et le royaume des Deux-Siciles, qui seront dirigées par les provinces autrichiennes, pourront être livrées à l'office d'Autriche non affranchies ou affranchies, mais seulement

jusqu'à San-Benedetto ou Casal-Pusterlengo, extrême frontière du royaume Lombardo-Vénitien. 1843

Quant aux lettres originaires des duchés de Parme, Plaisance et Modène, des Etats pontificaux et du royaume des Deux-Siciles, pour la France et l'Algérie, qui pourront être dirigées par les provinces autrichiennes, elles seront livrées à l'office des postes de France affranchies jusqu'à San Benedetto ou Casal-Pusterlengo.

21. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modèno, les Etats pontificaux et le royaume des Deux-Siciles, qui pourront transiter par les provinces autrichiennes, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

22. L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche pour prix du transit à travers le territoire autrichien et le territoire suisse, des lettres affranchies jusqu'à San-Benedetto ou Casal-Pusterlengo, originaires de France ou de l'Algérie, destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux et le royaume des Deux-Siciles, destinées pour la France et l'Algérie, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

23. Les lettres originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour la Pologne et la Russie méridionales, qui seront dirigées par les provinces autrichiennes, pourront être livrées à l'office d'Autriche non affranchies ou affranchies, mais seulement jusqu'à Podgorze ou Brody, extrême frontière de l'Autriche.

Quant aux lettres originaires de la Pologne et de la Russie méridionales, pour la France et l'Algérie, qui transiteront par les provinces autrichiennes, elles seront livrées à l'office des postes de France, affranchies jusqu'à Podgorze ou Brody, selon l'origine de ces lettres.

24. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour la Pologne et la Russie méridionales, transitant par les provinces autrichiennes, la sommo de deux francs par trente grammes, poids net.

25. L'office des postes de France paiera de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du transit, à travers le territoire autrichien et les territoires allemand ou suisse, des lettres affranchies jusqu'à Podgorze ou Brody, originaires de la France

1843 et de l'Algérie, destinées pour la Pologne et la Russie méridionales, et réciproquement, des lettres affranchies jusqu'aux points frontières susmentionnés, originaires de la Pologne et de la Russie méridionales, destinées pour la France et l'Algérie, la somme de trois francs vingt centimes par trente grammes, poids net.

26. Les lettres originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour le royaume de Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, qui seront dirigées par les provinces autrichiennes, pourront être livrées à l'office d'Autriche non affranchies ou affranchies, mais seulement jusqu'à Trieste.

Quant aux lettres originaires du royaume de Grèce, de l'Archipel et des îles Ioniennes, destinées pour la France et l'Algérie, qui transiteront par les provinces autrichiennes, elles seront livrées à l'office des postes de France affranchies jusqu'à Trieste.

27. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour le royaume de Grèce, l'Archipel et les Iles Ioniennes, transitant par les provinces autrichiennes, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

28. L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du transit, à travers le territoire autrichien et le territoire suisse, des lettres affranchies jusqu'à Trieste, originaires de la France et de l'Algérie, destinées pour le royaume de Grèce, l'Archipel et les Iles Ioniennes, et réciproquement des lettres originaires du royaume de Grèce, de l'Archipel et des Iles Ioniennes, destinées pour la France et l'Algérie, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

29. Le gouvernement de S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, promet d'interposer ses bons offices auprès des gouvernemens des pays mentionnés dans les articles 20 à 28 précédens, ou de tous autres dont les administrations de postes sont en relation avec celle d'Autriche, afin d'obtenir pour les correspondances originaires de ces pays, adressées en France ou destinées pour les Etats, qui empruntent le territoire français, et vice versa, des facilités analogues à celles dont jouissent ou pourront jouir, à l'égard de ces mêmes pays, les régnicoles des provinces de l'empire d'Autriche, en vertu des conventions existantes ou qui interviendraient dans la suite.

Le gouvernement de S. M. le roi des Français prend le

même engagement envers celui de S. M. impériale et royale 1843
apostolique, à l'égard des correspondances originaires des pays dont les administrations des postes sont en relation avec celles de France, destinées pour les provinces de l'empire d'Autriche ou les Etats auxquels les postes autrichiennes servent d'intermédiaire.

Il est toutefois entendu que, dans le cas où les administrations de postes des Etats auxquels la France et l'Autriche servent respectivement d'intermédiaire, l'une pour l'autre, viendraient à modifier leurs tarifs territoriaux de manière à influer sur les taxes et droits de transit réglés par la présente convention additionnello, pour les correspondances respectives de la France et de l'Autriche à destination de ces Etats, et réciproquement, les nouveaux droits ou taxes résultant de ces modifications seront admis, de part et d'autre, d'après les indications et justifications que se fourniront mutuellement, à cet égard, les deux offices de France et d'Autriche.

30. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France un prix uniforme de six francs par trente grammes, poids net, pour prix de transit sur le territoire français, et pour port de voie de mer, des lettres affranchies destinées pour les colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages, qui seront livrées par l'office des postes d'Autriche à l'office des postes de France pour être transportées, soit par des bâtimens de commerce, soit par des bâtimens des marines royales française ou britannique, ou entretenus pour le compte des gouvernemens respectifs français et britannique, partant des ports de France ou d'Angleterre.

La même somme de six francs par trente grammes, poids net, sera également payée par l'office des postes d'Autriche à l'office des postes de France, pour port de voio de mer et pour prix de transit, sur le territoire français, des lettres non affranchies originaires des colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages, destinées pour les provinces de l'empire d'Autriche, qui seront apportées dans les ports de France, soit par des bâtimens du commerce, soit par des bâtimens des marines royales française ou britannique, ou entretenus pour le compte des gouvernemens respectifs français et britannique.

N'est point comprise dans le port de voie de mer ci-dessus mentionné la taxe intérieure des colonies et pays d'outre-mer dont ces lettres pourraient être passibles.

1843 31. Les lettres originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des colonies et possessions anglaises, pour les provinces de l'empire d'Autriche, les villes de Belgrade et de Cracovie, la Moldavie, la Valachie, la Turquie d'Europe et Scutari, pourront être dirigées par la France, et livrées à l'office d'Autriche non affranchies ou affranchies jusqu'à destination, au choix des envoyeurs.

32. Par réciprocité, les lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche, des villes de Belgrade et de Cracovie, de la Moldavie, de la Valachie, de la Turquie d'Europe et de Scutari, pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, pourront être également dirigées par la France, et livrées non affranchies ou affranchies jusqu'à destination, au choix des envoyeurs.

33. L'office des postes de France paiera à l'office des postes d'Autriche, à raison de trente grammes, poids net, pour le port des lettres originaires de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, qui seront affranchies jusqu'à destination, savoir:

1° Pour les lettres destinées pour les provinces de l'empire d'Autriche et les villes de Belgrade et de Cracovie, la somme de deux francs quatre-vingts centimes;

2° Pour les lettres adressées en Moldavie et en Valachie, la somme de quatre francs quarante centimes;

3° Et pour les lettres adressées dans la Turquie d'Europe et à Scutari, la somme de cinq francs vingt centimes.

34. L'office des postes de France paiera également à l'office des postes d'Autriche, à raison de trente grammes, poids net, pour le port des lettres non affranchies destinées pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, savoir:

1° Pour les lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie, la somme de deux francs quatre vingt centimes;

2° Pour les lettres originaires de la Moldavie et de la Valachie, la somme de quatre francs quarante centimes; et pour les lettres originaires de la Turquie d'Europe et de Scutari, la somme de cinq francs vingt centimes.

35. L'office des postes d'Autriche paiera, de son côté, à l'office des postes de France pour le port des lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des villes et Etats dont la correspondance emprunte l'intermédiaire des postes autrichien-

nes, qui seront affranchies jusqu'à destination dans le Royaume-uni 1843
de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, savoir:

1° Pour les lettres adressées dans le Royaume-uni do la Grande-Bretagne et d'Irlande, la somme de trois francs vingt centimes par trente grammes, poids net;

2° Et pour les lettres adresséos dans les colonies et possessions anglaises (mais affranchies seulement jusqu'au port de débarquement dans ces colonies et possessions) la somme do six francs par trento grammes, poids net.

Il sera ajouté à la somme de six francs ci-dessus fixée, cello de quatre-vingts centimes, pour port intérieur de celles desdites lettres qui seront destinées pour la Jamaïque, le Canada, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Ecosse, l'Ile du Prince-Edouard et Terre-Neuve; en tout, six francs quatre-vingts centimes par trente grammes, poids net.

36. L'office des postes d'Autriche paiera également à l'office des postes de France, pour le port des lettres non affranchies, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, à destination des provinces de l'empire d'Autriche et des villes et Etats désignés dans l'article précédent, savoir:

1° Pour les lettres du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, la somme de trois francs vingt centimes par trente grammes, poids net.

2° Et pour les lettres des colonies et possessions anglaises (mais seulement à partir du port d'embarquemont dans ces colonies et possessions) la somme de six francs par trente grammes, poids net.

Il sera ajouté à la somme de six francs ci-dessus fixée, celle de quatre-vingts centimes, pour port intérieur de celles desdites lettres qui seront originaires de la Jamaïque, du Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nonvelle-Ecosse, de l'Ile du Prince-Edouard et de Terre-Neuve; en tout, six francs quatre-vingts centimes par trente grammes, poids net.

37. Les lettres originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux et le Royaume des Deux-Siciles, qui seront dirigées par la France et les provinces autrichiennes, devront être livrées à l'office des postes d'Autriche affranchies, soit jus-

1843 qu'à Douvres, soit jusqu'à San-Benedetto ou Casal-Pusterlengo, au choix des envoyeurs.

Quant aux lettres originaires des duchés de Parme, Plaisance et Modène, des Etats pontificaux et du Royaume des Deux-Siciles, destinées pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, qui pourront être dirigées par les postes autrichiennes et par la France, elles seront livrées à l'office des postes de France affranchies jusqu'à San-Benedetto ou Casal-Pusterlengo.

38. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port de transit, à travers la France, des lettres originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux et le Royaume des Deux-Siciles, qui seront livrées affranchies jusqu'à Douvres, aux postes autrichiennes, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

39. L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du transit, à travers les territoires autrichien et suisse, des lettres affranchies jusqu'à San-Benedetto ou Casal-Pusterlengo, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, destinées pour les duchés de Parme, Plaisance et Modène, les Etats pontificaux et le Royaume des Deux-Siciles, et vice versa, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

40. Les lettres originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, pour la Pologne et la Russie méridionales, qui seront dirigées par la France et les provinces autrichiennes, pourront être livrées à l'office d'Autriche non affranchies ou affranchies, mais seulememt jusqu'à Podgorze ou Brody, extrême frontière de l'Autriche.

Quant aux lettres originaires de la Pologne et de la Russie méridionales pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, qui transiteront par les provinces autrichiennes et par la France, elles seront livrées aux postes françaises affranchies jusqu'à Podgorze ou Brody selon l'origine de ces lettres.

41. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres non affranchies, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, destinées pour la Pologne et la Russie méridionales, qui seront diri-

dirigées par la France et les provinces autrichiennes, la somme de trois francs vingt centimes par trente grammes, poids net. 1843

42. L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche pour prix du transit, à travers le territorire autrichien et les territoires allemand ou suisse, des lettres affranchies jusqu'à Podgorze ou Brody, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, destinées pour la Pologne et la Russie méridionales, et réciproquement, des lettres originaires de la Pologne et de la Russio méridionales, destinées pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, la somme de trois francs vingt centimes par trente grammes, poids net.

43. Les lettres originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, destinées pour le royaume de Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, qui seront dirigées par la France et les provinces autrichiennes, pourront être livrées à l'office des postes d'Autriche affranchies, soit jusqu'à Douvres, soit jusqu'à Trieste, au choix des envoyeurs.

Quant aux lettres originaires du Royaume de Grèce, de l'Archipel et des îles Ioniennes, destinées pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, qui transiteront par les provinces autrichieunes et la France, elles seront livrées à l'office des postes de France affranchies jusqu'à Trieste.

44. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du port des lettres affranchies jusqu'à Douvres, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, destinées pour le Royaume de Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, qui seront dirigées par la France et les provinces autrichiennes, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

45. L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du transit, à travers le territoire autrichien et le territoire suisse, des lettres affranchies jusqu'à Trieste, originaires du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, destinées pour le Royaume de Grèce, l'Archipel et les îles Ioniennes, et réciproquement, des lettres aussi affranchies jusqu'à Trieste, originaires du Royaume de Grèce, de l'Archipel et des îles Ioniennes, destinées pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne

1843 et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

46. Les lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des villes de Belgrade et de Cracovie, pour les royaumes de Belgique et des Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg, qui pourraient être dirigées par la France, seront livrées non affranchies.

L'office des postes de France paiera à l'office des postes d'Autriche, pour prix du port do ces lettres, la somme de deux francs quatre-vingts centimes par trente grammes, poids net.

47. L'office des postes de France paiera à l'office des postes d'Autriche, à raison de trente grammes, poids net, pour prix du transit des lettres à destination des royaumes de Belgique et des Pays-Bas et du grand-duché de Luxembourg, et originaires des pays désignées ci-après, qui emprunteront l'intermédiaire des postes autrichiennes, savoir:

1º Des Etats de l'Italie méridionale, la somme de deux francs;

2º De la Grèce, de l'Archipel et des îles Ioniennes, la somme de deux francs;

3º De la Moldavio et de la Valachie, la somme de quatre francs quarante centimes;

4º De la Turquie d'Europe et de Scutari, la somme de cinq francs vingt centimes;

5º Et de la Pologne et de la Russio méridionales la somme do trois francs vingt centimes.

48. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du transit à travers la France, des correspondances originaires des royaumes de Belgique et des Pays-Bas, à destination des provinces de l'empiro d'Autriche et des Etats qui empruntent l'intermédiaire des postes autrichiennes, la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

49. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de Franco, pour prix du transit, à travers la France, des lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats qui empruntent l'intermédiaire des postes autrichiennes, destinées pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, la somme do deux francs par trento grammes, poids net.

50. L'office des postes d'Autriche paiera également à l'office des postes de France, pour prix du transit, à travers la France, des lettres originaires do l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, destinéos pour les provinces de l'empire d'Autriche et

les Etats qui empruntent l'intermédiaire des postes autrichiennes, 1843
la somme de deux francs par trente grammes, poids net.

51. L'office des postes d'Autriche sera dispensé do payer à l'office des postes de France le port fixé par l'article 49 précédent, pour le transit, à travers la France, des lettres originaires des provinces de l'empire d'Autriche et des Etats qui empruntent son territoire, destinées pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, du moment où le gouvernement de S. M. la Reine d'Espagne aura consenti à tenir compte de ce port à la France.

Le gouvernement français prend l'engagement d'entamer des négociations à cet effet avec le gouvernement espagnol.

52. Il est convenu que les prix fixés par la présente convention additionnelle, pour l'échange entre les deux offices de France et d'Autriche, des correspondances internationales ou provenant des pays qui empruntent leur intermédiaire, seront réduits au tiers pour les échantillons de marchandises faisant partie desdites correspondances.

Sont exceptés, toutefois, de cette disposition les échantillons de marchandises originaires ou à destination du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, pour lesquels il ne sera admis aucune réduction.

53. Le gouvernement français prend l'engagement d'accorder à l'Autriche le transit, en dépêches closes, sur son territoire des correspondances originaires des provinces de l'empire d'Autriche pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, les colonies et possessions anglaises, et du Royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, des colonies et possessions anglaises, pour les provinces de l'empire d'Autriche, moyennant le prix de deux francs par trente grammes, poids net, pour les lettres, et cinq centimes par journal ou feuille d'imprimés.

54. Les lettres, journaux et imprimés composant les dépêches closes confiés à l'administration des postes de France, en vertu de l'article précédent, seront pesés et comptés, dans les bureaux d'origine et de destination, avant le départ ou au moment de l'arrivée des dépêches, et il devra être dressé immédiatement après chacune de ces opérations, une déclaration exprimant le nombre et le poids des lettres, ainsi que le nombre des journaux ou feuilles d'imprimés. Cette déclaration sera envoyée par l'office des postes d'Autriche à l'office des postes de France, pour servir à établir les comptes du transit de ces correspondances.

55. Il est entendu que les lettres, journaux ou feuilles d'im-

1843 primés tombés en rebut ou réexpédiés, pour quelque cause que ce soit, ainsi que les pièces de comptabilité relatives à l'échange des correspondances transportées en dépêches closes, pour le compte de l'office d'Autriche, conformément aux articles 53 et 54 précédens, ne seront pas compris dans les pesées de lettres et comptes de journaux et imprimés sur lesquels doivent être assis les prix de transit fixés par ces articles.

56. Les journaux, gazettes, ouvrages périodiques, livres brochés, brochures, papier de musique, catalogues, prospectus, annonces et avis divers imprimés, gravés ou lithographiés, publiés en France ou en Algérie, et adressés dans les provinces autrichiennes ou dans les Etats qui empruntent le territoire de l'Autriche, et réciproquement, les objets de même nature publiés dans les provinces autrichiennes, et adressés en France ou en Algérie, seront affranchis, de part et d'autre, jusqu'à la frontière française, et le port en sera perçu d'après les réglemens et tarifs des deux pays.

Il est bien entendu que la stipulation qui précède n'infirme en aucune manière le droit que peut avoir l'office français ou l'office autrichien de ne pas effectuer, sur son propre territoire, le transport de ceux des objets ci-dessus énoncés, à l'égard desquels il n'aurait pas été satisfait aux lois et ordonnances qui règlent les conditions de leur publication et de leur circulation.

57. Les journaux et imprimés publiés dans les provinces de l'empire d'Autriche, et adressés à des personnes résidant dans les pays étrangers auxquels la France sert d'intermédiaire, seront livrés à l'office français, comme ceux adressés en France, exempts de tout prix de port.

Sont exceptés, toutefois, les journaux et imprimés désignés ci-après, savoir:

1° Ceux qui seront destinés pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar;

2° Ceux que l'office d'Autriche transmettra à l'office de France pour être envoyés, par quelque voie que ce soit, dans les colonies et pays d'outre-mer.

L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du transit et du transport des journaux et imprimés de la première catégorie, cinq centimes par journal et par feuille d'imprimés, et quinze centimes pour ceux de la seconde.

58. L'office des postes d'Autriche paiera également à l'office des postes de France, pour tout port de transit et de voie

de mer des journaux et imprimés destinés pour les provinces 1843
de l'empire d'Autriche, originaires des colonies et pays d'outre-mer, sans distinction de parages, qui seront apportés en France par quelque voie que ce soit, la somme de quinze centimes par journal ou par feuille imprimée.

59. L'office des postes d'Autriche paiera à l'office des postes de France, pour prix du transit des journaux et imprimés de toute nature, originaires des pays qui empruntent l'intermédiaire de la France, destinés pour les provinces de l'empire d'Autriche et les pays auxquels l'Autriche sert d'intermédiaire, la somme de cinq centimes par journal ou par feuille d'imprimés.

L'office des postes de France paiera, de son côté, à l'office des postes d'Autriche, pour prix du transit des journaux et imprimés de toute nature, originaires des pays auxquels l'Autriche sert d'intermédiaire, destinés pour la France et l'Algérie, la somme de cinq centimes par journal et par feuille d'imprimés.

60. Les offices des postes de France et d'Autriche dresseront, chaque mois, les comptes résultant de la transmission réciproque ou du transport en dépêches closes des correspondances, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement par ces offices, seront soldés par l'office qui sera reconnu débiteur envers l'autre, dans les deux mois qui suivront le mois auquel le compte se rapporte.

61. Dans le cas prévu par l'article 15 de la convention du 16 Avril 1831, où quelque lettre chargée viendrait à être perdue, celui des deux offices sur le territoire duquel la perte aurait eu lieu paiera à l'autre office, à titre de dédommagement, soit pour le destinataire, soit pour l'envoyeur, suivant le cas, une indemnité de cinquante francs, dans le délai de deux mois, à dater du jour de la réclamation; mais il est entendu que les réclamations ne seront admises que dans les six mois qui suivront la date du dépôt ou de l'envoi du chargement; passé ce terme, les deux offices ne seront tenus, l'un envers l'autre, à aucune indemnité.

62. Les lettres, journaux et imprimés tombés en rebut, pour quelque cause que ce soit, seront renvoyés, de part et d'autre, à la fin de chaque mois, et plus souvent, si faire se peut. Ceux de ces objets qui auront été livrés en compte seront remis pour les poids et prix pour lesquels ils auront été originairement comptés par l'office envoyeur. Ceux qui auront été livrés originairement affranchis jusqu'à destination ou jusqu'à

1843 la frontière de l'office correspondant, seront renvoyés sans taxe ni décompte.

63. Les lettres tombées en rebut, pour quelque cause que ce soit, qui auront été transportées en dépêches closes, par l'un des deux offices pour le compte de l'autre, seront admises pour les poids et prix pour lesquels elles auront été comprises dans les comptes de transit des offices respectifs, sur de simples déclarations ou listes nominatives mises à l'appui des décomptes, lorsque les lettres elles-mêmes n'auront pas pu être produites par l'office qui aura à se prévaloir du montant de leurs taxes vis-à-vis de l'office correspondant.

64. Les lettres mal adressées ou mal dirigées seront, sans aucun délai, réciproquement renvoyées par l'intermédiaire des bureaux d'échange respectifs, pour les poids et prix auxquels l'office envoyeur aura livré ces lettres en compte à l'autre office.

Quant aux lettres adressées à des destinataires ayant changé de résidence, et quelle que soit l'origine de ces lettres, elles seront respectivement livrées ou rendues, chargées du port qui aurait dû être payé par les destinataires.

65. La forme à donner aux comptes mentionnés dans l'art. 60 précédent, et la direction à donner aux correspondances, ainsi que toutes autres mesures de détail et d'ordre qui devront être arrêtées de concert pour procurer l'exécution des stipulations de la présente convention additionnelle, seront réglées entre les offices des postes de France et d'Autriche, après la signature de ladite convention.

66. La présente convention, qui sera considérée comme additionnelle à celle du 16 avril 1831, et qui aura la même durée que cette convention, sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut, et elle sera mise à exécution le 1er Avril 1844.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention additionnelle, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, en double original, le 30e jour du mois de Novembre de l'an de grace 1843.

(L. S.) Signé: *Guizot*. (L. S.) Signé: *A. Appony*.

1843

478.

19 Décembre 1843.

Convention avec la Bavière pour régler en définitif les charges des fondations réciproques situés dans les pays respectifs.

(D'après l'original déposé au ministère des affaires étrangères.)

Convention zwischen Oesterreich und Bayern zur Ausgleichung der gegenseitigen Stiftungs-Forderungen, welche aus den in den Jahren 1814 und 1816 eingetretenen Gebietsveränderungen herrühren.

Aus den Gebiets-Abtretungen, welche in Folge der Tractate vom 3. Juni 1814 und 14. April 1816 in Bezug auf Tyrol, Vorarlberg, Salzburg, das Innviertel und den Hausruckkreis stattfanden, haben sich zwischen Oesterreich und Baiern neben anderen Forderungen auch solche ergeben, welche die gegenseitigen Stiftungen berühren.

Nachdem diese Stiftungs-Forderungen durch die vorausgegangenen Unterhandlungen genau geprüft worden, und nachdem durch die Präliminar-Uebereinkunft vom 24. Juni 1833 annähernde Schritte zu einer Ausgleichung derselben geschehen sind; nachdem zuletzt durch die Verabredung vom 7. April 1843 auch die Grundlagen für eine definitive Beilegung der Stiftungs-Differenzen festgestellt worden sind: haben nunmehr Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich und Seine Majestät der König von Baiern, in der landesväterlichen Absicht, die auf das Wohl der betheiligten Stiftungen so nachtheilig einwirkenden Differenzen in Freundschaft zu lösen, und für immer zu beseitigen, Bevollmächtigte ernannt, und zwar:

S. M. der Kaiser von Oesterreich den Herrn Eduard Freiherrn von Hohenbruck k. k. Hofsekretär und Nieder-Oesterreichischen Herrn und Landstand, und

S. M. der König von Baiern den Herrn Anton Edler von Braunmühl, k. baier. Regierungs-Rath und Ministerial-Commissär bei der Universität München.

Die Bevollmächtigten sind nach Auswechslung ihrer Vollmachten hinsichtlich der definitiven Ausgleichung der gegenseitigen Stiftungsforderungen über folgende Bestimmungen übereingekommen:

1843 §. 1. Die gegenwärtige Ausgleichung erstreckt sich auf alle jene Ansprüche, welche die in den Jahren 1814 und 1816 von Baiern getrennten und an Oesterreich wieder zurückgekommenen Stiftungen berühren — von ihnen ausgehen oder gegen sie gerichtet sind — und welche aus jenen Gebiets-Abtretungen hervorgehen, welche in Folge der Tractate vom 3. Juni 1814 und 14. April 1816 in Tyrol, Vorarlberg, Salzburg, im Innviertel und Hausruckkreise stattgefunden haben.

§. 2. Jene Forderungen, welche zwar mit den ebenbezeichneten Stiftungs-Forderungen früher (nach Inhalt des Operats vom 1. August 1837) gemeinsam behandelt worden sind, aber zu denselben nicht gehören, indem sie entweder nicht die obenbenannten Stiftungen betreffen, oder aus dem Anlasse gedachter Gebiets-Abtretungen nicht hervorgehan, sind kein Gegenstand dieser Stiftungs-Convention und bleiben, so ferne sie nicht bereits anderweitig ihre Erledigung gefunden haben, besonderen Verhandlungen oder der privativen Geltendmachung ausdrücklich vorbehalten. — Dieser Vorbehalt bezieht sich auf die im Verzeichnisse I aufgeführten Ansprüche.

§. 3. Die Forderungen, welche der gegenwärtigen Ausgleichung angehören, werden in derselben nicht einzeln, sondern Massenweise nach jenen Gattungen aufgefasst und behandelt, welche die subdelegirten Commissäre in ihrem Operate vom 1. August 1837 aufgestellt haben.

Die Ausgleichung erstreckt sich daher auf die Categorien der Theilungs-, Sequestrations-, Vorschuss-, Retentions-, Zahlungs-Rückstands- und Vergütungs-, Entschädigungs- und Rechnungs-Forderungen.

§. 4. Forderungen, welche zwar in eine der eben bezeichneten Categorien gehören, im Laufe der Verhandlung aber bereits entweder berichtiget worden sind, oder durch anderweitige Ausgleichungen, oder durch frühere Abstehungen weggefallen sind, oder endlich solche, welche in verschiedenen Categorien — also mehrfach — vorkommen, in der einen aber bereits berücksichtiget worden sind, werden als nicht bestehend angesehen, und daher weder bei den Bestimmungen, noch bei dem Kalkul der Ausgleichung in Betracht gezogen.

Diese Forderungen sind im Verzeichnisse II ersichtlich gemacht.

§. 5. Die gegenseitige Berechnung und sohinige Ausgleichung über die nach dem Vorausgeschickten der Stiftungs-Convention anheimfallenden Forderungen finden nach folgenden Bestimmungen statt:

Theilungs Forderungen.

§. 6. Jede der beiden Staatsregierungen von Oesterreich und Baiern tritt jene Ansprüche, welche in Folge der Theilung des Landes Salzburg im Jahre 1816 hinsichtlich der Theilung des Vermögens verschiedener Stiftungen des anderen Staates zwischen Oesterreich und Baiern erhoben, und nicht bereits aufgegeben worden sind, an die andere Regierung vollständig ab.

§. 7. In Folge dieser Abtretung soll jede Regierung berechtiget sein, von den betreffenden eigenen Stiftungen einen angemessenen Vermögens-Betrag abzunehmen, und für jene Zwecke zu verwenden, welche den gegen die Stiftungen des anderen Staates gerichteten Theilungs-Ansprüchen zu Grund gelegen haben.

§. 8. Jeder Regierung kömmt es zu, nach eigenem Ermessen zu bestimmen, welche jener Stiftungen, gegen die ein Theilungs-Anspruch erhoben worden ist, in Folge der im §. 1 festgesetzten gegenseitigen Abtretung einen Theil ihres Vermögens herauszugeben haben, und in welchem Maasse diese Herausgabe stattfinden soll.

§. 9. Beide Regierungen werden bei der Bemessung des den Stiftungen abzunehmenden Vermögens-Betrages deren Schonung möglichst im Auge behalten, denselben sohin auf den unausweichlichen Bedarf einschränken, und auch eine Berechnung von Zinsen von dem herauszugebenden Betrage für die Zeit zurück bis zum 1. Mai 1816 — als dem eigentlichen Zeitpunkte der Vermögens-Abtretung — nicht eintreten lassen.

§. 10. Da die an Oesterreich übergehenden baierischen Theilungs-Ansprüche überwiegend sind, so verpflichtet sich Oesterreich von dem bei seinen Theilungs-Stiftungen zu erholenden Vermögens-Betrage die Summe von 74,570 fl. 4 xr. 2 pf. R. W. (Viersiebenzigtausend fünfhundert siebzig Gulden vier Kreuzer zwei Pfennig) an Baiern als Pauschal-Abfindung für den Mehrbetrag seiner Theilungs-Ansprüche hinauszuzahlen.

§. 11. Durch die hier stipulirte gegenseitige Ueberlassung der Theilungs-Forderungen und durch die von Oesterreich zugestandene Abfindung für den Mehrbetrag der an Oesterreich übergehenden baierischen Theilungs-Ansprüche sollen alle und jede Ansprüche, welche aus Anlass der in den Jahren 1814 und 1816 in Tirol, in Vorarlberg und Salzburg, im Innviertel und Hausruck-Kreise eingetretenen Territorialveränderungen hinsichtlich der Theilung des Vermögens oder der Renten einer Stiftung

1813 des anderen Staates entweder wirklich erhoben worden sind, oder hieraus hätten abgeleitet werden können, zwischen beiden Staaten völlig und für immer erloschen und abgethan sein.

Sequestrations-Forderungen.

§. 12. Oesterreich und Baiern erkennen die gegenseitig gestellten Ansprüche auf Vergütung der den Stiftungen durch die beiderseitige Sequestration entzogenen Renten, jedoch nach Abzug der hieraus bestrittenen und im Operat der Subdelegirten vom 1. August 1837 richtig gestellten Sequestrations-Auslagen und ohne Zinsen-Anrechnung als gültig an.

§. 13. Die Summen der hiernach von beiden Regierungen herauszugebenden Sequestrations-Renten werden folgendermassen festgestellt:

Oesterreich hat von Baiern für seine Salzburger Stiftungen zu empfangen — (inclusive der am letzten December 1836 verbliebenen und an Oesterreich zur eigenen Behebung bereits übergegangenen Rent-Rückstände per 70 fl.) 145,672 fl. $4\frac{3}{4}$ xr. R. W. (Einhundertfünfundvierzigtausend Sechshundert zweiundsiebzig Gulden vier Kreuzer drei Pfennige.

Baiern dagegen von Oesterreich für seine Stiftungen (inclus. eines bei Aufhebung der Sequestration bereits extradirten Capitals pr. 175 fl. 5 xr., und inclusive der am letzten December 1836 verbliebenen, an Baiern zur eigenen Behebung bereits überwiesenen Rentenrückstände per 838 fl. 49 xr.) — 71,102 fl. $\frac{1}{4}$ xr. R. W. (Einundsiebzigtausend einhundert zwei Gulden ein Pfennig).

§. 14. Jede Regierung übernimmt es, ihren betreffenden Stiftungen die ihnen gebührenden Antheile an den hier zugestandenen Vergütungs-Summen, mit Vorbehalt jedoch jener Gegenrechnungen, welche sich aus dieser Ausgleichung anderweitig herausstellen werden, zuzuwenden.

§. 15. Durch die gegenseitige Leistung der obigen Summen von 145,672 fl. $4\frac{3}{4}$ xr. R. W. und 71,102 fl. $\frac{1}{4}$xr. R. W. erlöschen alle Ansprüche, welche wegen der zur Unterstützung der Theilungs-Forderungen seit dem Jahre 1816 gegenseitig stattgefundenen Sequestrirung der im fremden Gebiete gelegenen Stiftungsrenten zwischen beiden Staaten erhoben worden sind, oder noch gestellt werden könnten.

Vorschuss-Forderungen. 1843

§. 16. Oesterreich verpflichtet sich aus dem Titel der Vorschüsse an Baiern eine Pauschal-Summe von 70,000 fl. R. W. (Siebenzigtausend Gulden) zu bezahlen.

§. 17. Baiern verzichtet dafür für immer auf alle Ansprüche, welche wegen Vergütung der den Stiftungen oder Gmeinden von Tyrol, Vorarlberg und Salzburg, vom Inn- und Hausruckviertel während des baierischen Besitzes dieser Länder unter was immer für einem Namen — als Vorschüsse, als Aushilfen oder zur Bedeckung von Passiv-Resten etc. etc. aus was immer für Kassen, aus Staats- oder Stiftungsmitteln zugewendeten Geldleistungen von wem immer, entweder wirklich gestellt worden sind, oder noch erhoben werden könnten.

§. 18. Es bleibt Oesterreich einerseits anheimgestellt, die zugestandene Pauschal-Summe auf jene österreichischen Stiftungen und Fonds, gegen welche die baierischen Vorschuss-Ansprüche gerichtet sind, nach eigenem Ermessen umzulegen; anderseits bleibt es Baiern überlassen, die von Oesterreich gewährte Abfindung zur Befriedigung der verschiedenen Ansprüche der in den Verhandlungen vorkommenden Theilnehmer nach einem billigen Verhältnisse selbst zu vertheilen.

Retentions-Forderungen.

§. 19. Baiern macht sich anheischig, für alle jene Eigenthums-Objekte, welche Baiern entweder bei der Landes-Uebergabe in den Jahren 1814 und 1816, oder nachher zur Bedeckung seiner Vorschussforderungen oder zu anderweitigen Zwecken von österreichischen Stiftungen, Gemeinden und Privaten zurückbehalten oder an sich gezogen hat, die Vergütung, jedoch ohne Berechnung von Zinsen von dem retinirten Gute, an Oesterreich zu leisten.

§. 20. Diese Vergütung wird nach der ganzen Grösse der durch die beiderseitigen Subdelegirten ausgewiesenen Retentionen mit 41,808 fl. 6 xr. 3 pf. (Einundvierzigtausend achthundert acht Gulden sechs Kreuzer drei Pfennig), dann insbesondere für retinirte österreichische Rechnungs-Guthaben mit 2465 fl. 33 xr. 2 Pf. (Zweitausend vierhundert fünfundsechzig Gulden dreiunddreissig Kreuzer zwei Pfennig) und endlich für das zurückbehaltene Vermögen der Curatie im hintern Riss mit einer Pauschalsumme von 4000 fl. (Viertausend Gulden), mithin mit einem Ge-

1843 sammtbetrage von 48,273 fl. 40 xr. 1 pf. R. W. (Achtundvierzigtausend zweihundert dreiundsiebzig Gulden vierzig Kreuzer ein Pfennig) festgesetzt.

§. 21. Oesterreich erkennt hiefür alle Ansprüche auf Erstattung der den tyrolischen, vorarlbergischen, salzburgischen und innviertelschen Stiftungen in den Jahren 1814 und 1816, und später aus Anlass der gegenseitigen Stiftungs-Forderungen zurückbehaltenen Eigenthums-Objekte, als Capitalien, behobene Zinsen, Baarschaften, eingezahlte Rechnungs-Guthaben etc. als befriediget und aufgehoben, und verzichtet insbesondere auf die Herausgabe der zum Theile nicht mehr vorhandenen, zum Theil bereits in dritter oder vierter Hand befindlichen Retentions-Objekte selbst.

§. 22. An der von Baiern im §. 20 zugestandenen Summe sollen diejenigen Stiftungen, Gemeinden und Privaten, die sich im Falle einer Retention befinden, nach Maassgabe des ermittelten Ziffers der Retention, die Curatie im hinteren Riss aber mit dem pauschirten Betrage Theil nehmen.

Zahlungs-Rückstands- und Vergütungs- dann Entschädigungs-Forderungen.

§. 23. Diese Forderungen werden von den beiden Staaten mit folgenden Beträgen als liquid erkannt:

Für Oesterreich: die Zahlungs-Rückstände und Vergütungen mit 4653 fl. 17 xr. 3 pf. (Viertausend sechshundert dreiundfünfzig Gulden siebzehn Kreuzer drei Pfennig)

die Entschädigungen mit 401 fl. 5 xr. 3 pf. R. W. (Vierhundert ein Gulden fünf Kreuzer drei Pfennig).

Für Baiern: die Zahlungs-Rückstände und Vergütungen mit 5913 fl. 43 xr. 3 pf. (Fünftausend neunhundert dreizehn Gulden dreiundvierzig Kreuzer drei Pfennig)

und die Entschädigungen mit 7085 fl. 20 xr. R. W. (Siebentausend fünfundachtzig Gulden zwanzig Kreuzer).

§. 24. Jeder Regierung bleibt es anheimgestellt, sowohl zu bestimmen, welche ihrer Stiftungen und mit welchen Beträgen sie an der im §. 23 anerkannten Forderungs-Summe Theil zu nehmen haben, so wie auch: welche Betheiligten und mit welchen Beträgen sie an den nach demselben §. gegen den andern Staat übernommenen Zahlungsleistungen zu concurriren haben.

§. 25. Ueber die hier anerkannten Beträge hinaus verzich-

tet jede Regierung auf die in den hier namhaft gemachten Kategorien gehörigen weiteren Ansprüche. 1843

Rechnungs-Forderungen.

§. 26. Soweit es sich um jene Guthaben handelt, welche Stiftungen gegen ihre Rechnungsleger, oder umgekehrt, aus dem Titel der Verrechnung zu fordern haben, so werden dieselben nur in soweit in die Ausgleichung einbezogen, als sie auf der Basis gelegter und bereits gehörig erledigter Rechnungen beruhen, und als der Ziffer derselben völlig ermittelt vorliegt.

§. 27. Die diessfälligen in den Verhandlungen vorkommenden Forderungen werden mit dem ganzen angemeldeten Betrage, sowohl österreichischer, als baierischer Seits anerkannt.

§. 28. Baiern hat sofort zur Befriedigung seiner Betheiligten 329 fl. 11 xr. 2 pf. R. W. (dreihundert neunundzwanzig Gulden eilf Kreuzer zwei Pfennig) zu empfangen und

Oesterreich 2465 fl. 33 xr. 2 pf. R. W. (Zweitausend vierhundert fünfundsechzig Gulden dreiunddreissig Kreuzer zwei Pfennig). Letzterer Betrag bleibt jedoch, da er bereits unter der von Baiern gemäss §. 20 zu vergütenden Retentionssumme begriffen ist, hier ausser Ansatz.

§. 29. Durch Anerkennung der im vorstehenden §. angesetzten Beträge beheben sich alle gestellten Ansprüche wegen unberichtigter Rechnungs-Guthaben, soweit diese auf förmlich finalisirten Rechnungen beruhen, und nicht etwa solche Ersätze betreffen, für welche jeder Rechnungsleger auch nach finalisirtem Rechnungswesen noch immer in Haftung bleibt.

§. 30. Dagegen sollen alle jene Ansprüche der beiderseitigen Stiftungen und Rechnungsleger gegeneinander, welche entweder die Legung noch mangelnder Rechnungen oder Guthaben aus noch nicht finalisirten Rechnungen zum Gegenstande haben, für beide Theile offen, und der abgesonderten Austragung durch die Betheiligten im gewöhnlichen administrativen Wege vorbehalten bleiben.

So weit die hier vorbehaltenen Ansprüche in den Stiftungsverhandlungen zur Sprache gekommen sind, erscheinen sie im Verzeichnisse III aufgeführt.

§. 31. Die Regierungen Oesterreichs und Baierns versprechen sich gegenseitig, die nöthigen Aufträge zu erlassen, damit die Erledigung dieser Ansprüche auf dem angezeigten Wege als-

1843 bald stattfinden könne, und die sohin zur Geltung gebrachten im nachbarlichen Einvernehmen auch berichtigt werden.

§. 32. Nach den von §. 5 bis §. 31 enthaltenen Anerkennungen und Bestimmungen stellt sich der Ziffer sämmtlicher zu realisirender Forderungen, jedoch ohne Veranschlagung der Beträge, welche beide Staaten nach §. 7 bei den eigenen Stiftungen aus dem Titel der abgetretenen Theilungs-Forderungen zu erholen und für sich zu verwenden haben:

für Oesterreich mit 199,000 fl. 8 xr. 2 pf. R. W. (Einhundertneunundneunzigtausend Gulden acht Kreuzer zwei Pfennig),

für Baiern mit 229,000 fl. 8 xr. 2 pf. R. W. (Zweihundertneunundzwanzigtausend Gulden acht Kreuzer zwei Pfennig) wobei sich eine Differenz zu Gunsten Baierns mit 30,000 fl. R. W. (Dreissigtausend Gulden) ergibt.

§. 33. Die Bedeckung dieser anerkannten Forderungs-Summe soll, so weit sie sich gleich stehet, durch Gegenrechnung und Compensation stattfinden.

§. 34. Jeder Staat übernimmt sonach die oben anerkannten Forderungen der Stiftungen des anderen Staates an Zahlungsstatt für die Forderungen seiner eigenen Stiftungen und wird desshalb die, seine Stiftungen treffenden Leistungen gegen den andern Staat einerseits einheben, und hiemit, und mittelst der in Folge der Sequestration etc. bereits in Händen habenden Summen, die Forderungen seiner Stiftungen gegen den andern Staat andererseits bedecken.

§. 35. Die Differenz pr. 30,000 fl. R. W., welche Oesterreich in Folge der im §. 33 bestimmten gegenseitgen Forderungs-Cession mehr empfängt, als es an Baiern zu fordern hat, verpflichtet es sich als eine Pauschal-Abfindungs-Summe an Baiern hinauszubezahlen.

§. 36. Diese Hinausbezahlung ist innerhalb drei Monaten nach Unterzeichnung dieser Convention in der Art zu bewerkstelligen, dass Oesterreich über Einrechnung der bei Aufhebung der Sequestration am letzten December 1836 verbliebenen und Baiern zur eigenen Behebung überwiesenen Rentenrückstände per 838 fl. 49 xr., dann des nach Aufhebung der Sequestration an das Leprosenhaus in Laufen extradirten Kapitals sammt

Zinsen per . . . . 175 fl. 5 xr.
zusammen mit . . 1013 - 54 -

und nach Abschlag der Baiern angerechneten, aber nach §. 13 bereits an Oesterreich überwiesenen Renten-Rückstände per 70 fl. noch die Summe von 29,056 fl. 6 xr. R. W. (Neunundzwanzig-

tausendsechsundfünfzig Gulden sechs Kreuzer) an die k. Regierung von Oberbaiern, Kammer des Innern in München baar gegen Quittung abführe. 1843

§. 37. Sobald diese Zahlung an Baiern geleistet sein wird, ist diese Convention, soweit sie beide Staaten betrifft, als vollzogen zu betrachten.

§. 38. Soweit es die Durchführung derselben im Bereiche jedes der contrahirenden Staaten anlangt, sichern sich die beiden Regierungen zu, alle etwa nöthigen, hierauf Bezug habenden Aufschlüsse, Nachweisungen und Akten auf Verlangen bereitwilligst an die Hand zu gehen.

§. 39. Beide Staaten erklären sich bereit, soweit sie noch Urkunden und Papiere in Händen haben, welche sich auf die in dieser Convention betheiligten Stiftungen des anderen Staates beziehen, und für dieselben benöthiget werden, auf Verlangen gegenseitig auszuwechseln.

Insbesondere macht sich Baiern anheischig, jene auf das abgesondert verwaltete Vermögen der Kirchen Maria Bühl und St. Nicola Bezug nehmenden Schuld-Urkunden und Dokumente, welche in den Vermögens-Ausweisen gedachter Kirchen im Operat der Subdelegirten vom 1. August 1837 nachgewiesen sind, an Oesterreich sogleich zu verabfolgen.

§. 40. Ausserdem erneuern beide Staaten aus Anlass gegenwärtiger Ausgleichung der Stiftungs-Differenzen ausdrücklich die schon im Münchner Vertrage vom 14. April 1816, Artikel XV enthaltene Bestimmung, wodurch allen und jeden Privat-Personen, Corporationen, öffentlichen Anstalten und Stiftungen der völlig freie Genuss ihres liegenden und beweglichen Eigenthums, das sich im Gebiete des anderen Staates befindet, ohne Ausnahme und Hinderniss garantirt ist, und fügen bei, dass diese Unbeschränktheit des Vermögens-Genusses auch das Recht in sich schliessen soll, über dieses Vermögen selbst, in was immer für einer Art zu disponiren.

§. 41. Durch gegenwärtige Convention sollen die Präliminar-Uebereinkunft vom 24. Juni 1833 und die Verabredung der Subdelegirten vom 7. April 1843 als ausser Kraft gesetzt angesehen werden.

§. 42. Diese Convention wird von Seiner Majestät dem Kaiser von Oesterreich und Seiner Majestät dem Könige von Baiern ratifizirt, und die Ratifications-Urkunden binnen sechs Wochen von dem Tage der Unterzeichnung dieser Convention an ausgewechselt werden.

1843 Zur Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diese Convention unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

München den 19. December 1843.

Freiherr von Hohenbruck, k. k. österr. Bevollmächtigter. (L. S.)

A. von Braunmühl, k. baier. Bevollmächtigter. (L. S.)

Verzeichniss I

über jene Forderungen, welche zwar mit den Stiftungs-Forderungen nach Inhalt des Operats vom 1. August 1837 gemeinsam behandelt worden sind, aber mit denselben nichts gemein haben, und nach §. 2 der Stiftungs-Convention zur anderwärtigen Austragung vorbehalten bleiben.

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Vorbehaltene Art der Austragung.
		Baierische Forderungen,			
1	Tableau K. 2.	Baiern nõe des Aschaffenburger Pfarrfonds gegen die Deutsch-Ordens-Commende Frankfurt wegen Vermögenstheilung	unbest.		Im Wege abgesonderter Verhandlungen zwischen Oesterreich und Baiern ausgetragen.
2	Tableau K. 13.	Baiern nõe des Aschaffenburger Pfarrfonds gegen die Deutsch-Ordens-Commende Frankfurt wegen Ablage der Rechnungen pro 1812/13............	Rechnung		
3	Tableau K. 17.	Baiern nõe des Aschaffenburger Pfarrfonds, gegen die deutsch-Ordens-Commende Frankfurt wegen Herausgabe der bis 1812/13 rückständigen Reventüen pr	7147	16 nebst Natural.	
4	Tableau K. 18.	Die Michaels-Capellen-Stiftung zu Palling gegen die Stiftungen in Gnigl wegen eines Anlehens-Rückstandes pr..................	789	—	Zur privativen Geltendmachung vorbehalten.
5	Tableau K. 19.	Die Michaels-Capellen-Stiftung zu Palling gegen die Pfarrkirche zu Hallein wegen eines vom Jahre 1780 her ausständigen Anlehens pr.	40	—	

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. F.	Xr.	Vorbehaltene Art der Austragung.
		Oesterreichische Forderungen.			
6	Tableau K. 19 c	Das Kloster Stamms in Tirol gegen das k. baierische Aerar wegen des seit 1816 eingezogenen Wertacher Zehents von jährl. 108 fl. im Betrage (bis 1836/37 berechnet) mit..........	2160	—	Zur abgesonderten Verhandlung zwischen Oesterreich u. Baiern vorbehalten.
7	Tableau K. 23. 24.	Das Priesterhaus in Salzburg gegen die in Baiern (Landgericht Traunstein und Tittmaning) gelegenen Grundholden des Beneficiums Paling wegen vom Jahre 1815 ausständiger Herrn Antritts Anleit pr. 187 fl. 24 xr. (nach Abzug der hierauf bereits vereinnahmten 37 fl.) noch pr..	150	24	Zur Geltendmachung im gewöhnlich administrativen Wege vorbehalten.
8	Tableau K. 54.	Das Erhard Spital gegen das k. baierische Aerar wegen Entschädigung für die entgangenen Nutzungen vom verkauften Gute Weingarten vom Jahre 1811 bis 1816	6236	1 ¹/₃	Zur abgesonderten Verhandlung zwischen Oesterreich und Baiern vorbehalten, falls der Gegenstand durch die Arreragen Convention oder auf sonstige Weise nicht schon abgethan sein sollte.

München, den 19. December 1843.

Freiherr von Hohenbruck,
k. k. österr. Bevollmächtigter.
(L. S.)

A. von Braunmühl,
k. b. Bevollmächtigter.
(L. S.)

1843

Verzeichniss II

über die zu den Stiftungsforderungen gehörigen und im Operate vom 1. August 1837 aufgeführten Ansprüche, welche nach §. 4 der Stiftungs-Convention als bestehend anzusehen sind, und sohin ausser allen Betracht kommen, weil sie bereits berichtigt, doppelt vorgetragen und am gehörigen Orte erledigt, oder durch vorausgegangene Verzichtleistungen oder anderwärtige Verhandlungen abgethan sind.

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
		Theilungs-Forderungen. (*Baierische.*)			
1	Tableau K. 1.	Die bei Baiern verbliebenen salzburgischen Stiftungen gegen die ehemalige Stiftungs-Buchhalterei in Salzburg wegen Vermögens-Theilung	unbest.		Von dieser Forderung ist durch Entschliessung des k. baier. Ministeriums des Aeussern vom 3. Juni 1848 abgestanden worden.
2	Tableau K. 15.	Der Pfarrer zu Burghausen gegen die österreichische Pfarre zu Ach, wegen Forthezug der Einkünfte von der Pfarre Ach	unbest.		Baiern hat die Trennung der Pfarre Ach vorlängst förmlich anerkannt, und sohin von den Ansprüchen gegen die Pfarre Ach abgelassen.
		(*Oesterreichische*)			
3	Tableau A. 7.	Die Wallfahrts-Kirche Maria Bichl gegen das Collegiatstift Laufen wegen Herausgabe ihres abgesondert verwalteten Vermögens per	2659	4 ¾	Sowohl die Kirche M. Bichl, als auch St. Nicola sind bereits im Genusse ihres ehemals vom Collegiatstifte abgesondert verwalteten Vermögens, und haben deshalb nur noch gemäss §. 39 der Convention die Herausgabe der hierauf Bezug habenden Schuld-Papiere vom Kollegiatstift anzusprechen.
4	Tableau A. 7.	Die Kirche St. Nicola gegen das Collegiatstift Laufen wegen Herausgabe ihres abgesondert verwalteten Vermögens per	502	52 ¼	
5	Tableau A. 8.	Die Gemeinde Altach und Oberndorf gegen die Landgerichts-Almosen-Kasse in Laufen wegen Vermögenstheilung	unbest		(vide Bemerkung ad 6, 7 u. 8.)

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
6	Tableau A. 9, 10, 18.	Die Gemeinde Altach und Oherndorf gegen die Stadt-Commune Laufen, wegen Vermögenstheilung	unbestimmt.		Sämmtliche diese Theilungsansprüche der Gemeinde Altach und Oherndorf sind durch besondere Uebereinkünfte der österr. und baier. Interessenten in Laufen bereits völlig ausgeglichen.
7	Tableau A. 23, 24.	do. gegen die Corporationen in Laufen, wegen Vermögenstheilung	unbestimmt.		
8	Tableau A. 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22.	do. gegen die städtischen Stiftungen in Laufen, wegen Vermögenstheilung	unbestimmt.		
		Sequestrations-Forderungen. (*Baierische.*)			
9	Tableau K. 3.	Mehrere Stiftungen des Administrations-Bezirks Günzburg, Lindau, Mindelheim im Mediat-Gerichte Weissenhorn, die Kirche Grosskissendorf und die Eberz'sche Walsenstiftung gegen die Tiroler-Schwatzer Creditskassa, wegen sistirter Kapitals-Zinsen	unbestimmt.		Nach Inhalt des gemeinschaftlichen Protokolls des frühern k. k. österr. und k. baier. Bevollmächtigten vom 2. Februar 1837 sind die hier gedachten Zinse zwar als flüssig gemacht und somit als berichtigt anzusehen: in soferne dieses jedoch bei der einen oder andern der nebenbemerkten Stiftungen der Fall nicht sein sollte, wird die völlige Austragung der etwa noch bestehenden diessfälligen Ansprüche Baierns in Gemässheit der in jenem Protokolle enthaltenen Schlussbemerkung ausdrücklich vorbehalten.
10	Tableau K. 19 a.	Das Collegiatstift und mehrere städtische Stiftungen von Laufen gegen mehrere österr. öffentliche Fondkassen wegen sistirter Kapitals-Zinsen	3846	$15^{3}/_{16}$	Diese Zinsenforderung ist unter den Sequestrationsforderungen nebiger Stiftungen bereits begriffen, und durch die Conventions-Paragraphe 12, 13, 14, 15 erledigt, wesshalb sie als doppelt vorgetragen ausser Betracht kömmt.

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
		Vorschuss-Forderungen. (*Oesterreichische.*)			
11	Tableau K. 20.	Die Studienschule zu Feldkirch gegen die k. k. Stiftungs-Administration Memmingen wegen Ersatz vorschussweise bestrittener Auslagen im Jahre 1814	706	45	Diese 706 fl. 54 xr. sind an einer Gegenforderung der Administration Memmingen pr. 4500 fl. abgerechnet, und diese Gegenforderung sohin bei den baierischen Vorschussforderungen, welche in der Convention in den §§. 16, 17, 18 zur Erledigung gebracht sind, nunmehr mit dem Restbetrage von 793 fl. 6 xr. in Anschlag gebracht worden; hiernach erscheint diese Forderung als bereits berichtigt.
		Retentions-Forderungen. (*Oesterreichische.*)			
12	Tableau F. 20.	Das Priesterhaus in Salzburg gegen das Landgericht Laufen wegen Retention des Legats des Dechant Steinwender zu Teisendorf pr.	300	—	Dieses Legat ist nach Aufhebung der gegenseitigen Sequestrationen im Jahre 1837 von Baiern an das Priesterhaus bereits ausgefolgt worden.
13	Tableau K. 55, 56.	Das Spital zu Bregenz gegen die baierische Stiftungs-Administr. Lindau wegen Retention des Kaufschillings für die See- und obere Stadtkaserne pr.	4610	25	Dieser Kaufschilling ist unter jenen Retentionen begriffen, welche durch die §§. 19, 20, 21, 22 der Convention von Baiern anerkannt u. abgethan sind; diese Forderung entfällt daher als doppelt vorgetragen.
		Zahlungs-Rückstands- und Vergütungs-Forderungen. (*Baierische.*)			
14	Tableau G. 2.	Baiern gegen das Priesterhaus in Salzburg, wegen Vergütung des für den Benefiziaten zu Palling bestrittenen Gehaltes pr.	1786	41	Diese Forderung ist durch die Uebereinkunft vom 7. April und 30. Oktober 1843 hinsichtlich der Excindirung des Benefiziums-Vermögens von Palling abgethan.

Nr. Posten	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
15	Tableau G. 11 a.	Das Collegiatstift Laufen gegen die Kirchen M. Bichl und St. Nicola, wegen Vergütung der für sie bestrittenen Auslagen und Vorschüsse pr.	9848	15¾	Diese beiden Forderungen sind bereits als befriedigt anzusehen, da die im §. 13 der Convention enthaltene Anerkennung der ganzen Sequestrations-Forderung d. Collegiatstiftes, ohne Abzug nebiger Auslagen deren Berichtigung in sich schliesst.
16	Tableau G. 11 b.	Das Collegiatstift Laufen gegen die österr. Sequestrations-Kassa wegen Vergütung der für die Schule in Oberndorf bestrittenen Auslagen pr. 719 fl. 8¾ xr. und 342 – – –			
		zusammen.......	1031	8¾	
17	Tableau K. 16.	Der baier. Pfarrer zu Burghausen gegen die österr. Pfarre zu Ach, wegen rückständiger Pfarrbezüge bis 1. Mai 1816, und wegen bestrittener Steuern zusammen	59	39	Der angesprochene Betrag pr. 59 fl. 39 xr. ist bereits an den Pfarrer zu Burghausen entrichtet worden.
		(Oesterreichische.)			
18	Tableau K. 13.	Die Unterrichts-Stiftungs-Administration zu Salzburg gegen die Dekanats-Kassa von Teisendorf, Tittmaning u. Laufen wegen rückständiger Schulfondsbeiträge pr.	275	—	Laut Note der österr. Hof-Commission vom 19. März 1820 wurde von diesem Anspruche abgestanden.
19	Tableau K. 18.	Der Dechant Hechenberger zu Beixen gegen die Stiftungs-Administration Treuenstein, wegen Vergütung für vereinnahmte aber nicht abgeführte, und sohin österr. Seits aus dem Beixenthalerschen Stiftungsvermögen vorschussweise bestrittene Pfarrbezüge pro 1815/16	121	7	Diese Forderung ist vorlängst weggefallen, weil sich gezeigt hat, dass die Stiftungs-Administration Treuenstein gedachte Bezüge nicht wirklich vereinnahmt habe, und die eigentlichen Schuldner mittlerweile dieselben entrichtet haben.

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
20	Tableau K. 50.	Joseph Rovara, Koadjutor zu Golling gegen die Stiftungs-Administration Treuenstein wegen rückständiger Aachauer Beneficial-Fonds-Zinsen vom 12. December 1815 bis 31. Jänner 1816 pr.	11	40	Diese Forderung wurde, soweit sie gegen die Stiftungsadministration Treuenstein gerichtet war, aufgegeben, indem sich ergab, dass sie wohl die Schuldner des Benefizialfonds in Aschau, nicht aber die Stiftungsadministration Treuenstein berühre.
21	Tableau K. 54.	Die Pfarre Sulzberg (Landgerichts Bregenz) gegen die Gemeinde Zellers (Landgerichs Weiler) wegen ausständiger Zehententrichtung mit jährlich 1 fl. 37 xr.	unbestimmt		Von dieser Forderung wurde wegen Verzichtleistung des Pfarrers, und wegen förmlicher Trennung der Filiale Zellers von der Pfarre Sulzberg abgestanden.
22	Tableau K. 59.	Einige Stiftungen des Pfleggerichts Weitwörth wegen Vergütung eines Brand-Assecuranz-Vorschusses vom Jahre 1814 pr.	244	13	Die Forderung entfällt, als doppelt vorgetragen, da sie unter den in dem §. 20 der Convention für Oesterreich anerkannten Retentions-Forderungen begriffen und dort erledigt ist.
		Entschädigungs-Forderungen.			
		(*Baierische.*)			
23	Tableau K. 49 b.	Das Collegiatstift Laufen gegen die österr. Sequestrationsbehörde wegen Ersatz für die beim Zinsen-Perceptor Oberschneider zu Verlust gegangenen Renten pr. ...	164	24	Hierauf wurden österr. Seits 136 fl. 33 xr. eingebracht und an das Collegiatstift abgeführt; die Forderung auf den Rest pr. 27 fl. 51 xr. behebt sich durch Verzichtleistung.
		(*Oesterreichische.*)			
24	Tableau K. 57.	Stiftungen der Pfarrei St. Georgen im Innviertel gegen die Stiftungs-Administration Tittmaning wegen Ersatz für eine derselben durch Cession entzogene Landschafts-Obligation pr. ...	800	—	Diese Forderungen entfallen als doppelt vorgetragen, indem nebige Obligationsbeträge in den Retentions-Forderungen inbegriffen sind, welche im §. 20 der Convention v. Baiern anerkannt und sohin erledigt sind.
25	Tableau K. 60.	Das Priesterhaus St. Johann gegen die Stiftungsadm. Traunstein wegen Ersatz für eine von der Letzten cedirte Obligation	200	—	

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
		Rechnungs-Forderungen. (*Baierische.*)			
26	Tableau K. 8.	Der ehemalige k. baier. Stiftungs-Verwalter und Landrichter Carl zu Vichtenstein gegen die Stiftungen des Distrikts Vichtenstein wegen eines Guthabens aus den Rechnungen vom Jahre 1813/14 und 1814/15 pr.	652	58 1/4	Dieser Betrag ist bereits berichtigt, indem er an der Forderung der Innviertel-Stiftungen der Administration Ried gegen deren ehemaligen Administrator Kopf pr. 1259 fl. 3 xr. abgesetzt, nnd diese Forderung nunmehr mit dem Rest pr. 606 fl. 4 3/4 xr. im §. 28 der Convention in Ansatz gebracht worden ist.
27	Tableau K. 10.	Die Stiftungen des vormaligen Pfleggerichts Waging, gegen deren ehemaligen Pfleger Benno Kaspis wegen Legung der Rechnung und wegen eines Rechnungs-Guthabens pr.	288	35 3/4	Die Rechnung ist bereits gelegt, und das Guthaben berichtigt.
28	Tableau K. 11.	Die Stiftungen des Administrationsdistrikts Günzburg gegen deren ehemaligen Administrator Obermayer in Salzburg, wegen Verrechnung ...	unbestimmt		Von dieser Forderung hát es durch den Vergleich vom 7. November 1833 sein Abkommen erhalten.
		(*Oesterreichische.*)			
29	Tableau K. 29.	Die tirolischen Stiftungen des Amtes Vils gegen deren ehemaligen Administrator Kempter zu Füssen, wegen eines Rechnungsrestes aus den Rechnungen pro 1810/11 bis 1815/16 pr.	189	42 1/4	Diese Forderungen entfallen als doppelt vorgetragen, da beide Rechnungsguthaben unter den im §. 20 der Convention von Baiern anerkannten Retentions-Forderungen enthalten und sohin erledigt sind.
30	Tableau K.30.	Das Stift Stams in Tirol gegen den Administrator Kempter zu Füssen wegen eines Guthabens aus den Rechnungen pro 1810/11 und 1813/14 pr.	338	48	
31	Tableau K. 31.	Die Lorenz Zoller'sche Stipendienstiftung gegen deren ehemaligen kön. baier. Stiftungs-Administrator Kichle in Feldkirch wegen Rechnungslegung pro 1810/11 bis 1813/14	Rechnung		Die betreffenden Rechnungen sind bereits im Jahre 1820 an das k. k. Gubernium in Innspruck ausgefolgt worden.

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.	Warum die Forderung als nicht mehr bestehend anzusehen ist.
32	Tableau K. 44.	Die Unterrichts-Stiftungen in Salzburg gegen deren ehemaligen k. baier. Administrator Menter, wegen eines Rechnungs-Guthabens pr.	119	1	Von dieser Forderung ist es bereits im Jahre 1821 abgekommen.
33	Tableau K. 49.	Sebastian Röhrl, Vikar zu Böckstein, gegen die Stiftungs-Administration zu Treuenstein wegen eines Rechnungs-Guthabens aus den Jahren 1813/14 und 1814/15 pr.	161	15	Diese Forderung entfällt, da von derselben als nicht grundhältig abgegangen, und das Guthaben überdiess von den zahlungspflichtigen Stiftungen des Landgerichts Hopfgarten bereits abgetragen worden ist.

München den 19. December 1843.

Freiherr von Hohenbruck, k. k. österr. Bevollmächtigter. (L. S.)

A. von Braunmühl, k. baier. Bevollmächtigter. (L. S.)

Verzeichniss III

über jene im Operate vom 1. August 1837 enthaltenen und nach §. 30 der Stiftungs-Convention zur Austragung im gewöhnlichen administrativen Wege vorbehaltenen gegenseitigen Rechnungs-Forderungen.

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.
		Baierische Forderungen.		
1	Tableau K. 4. 5.	Der ehemalige Stiftungs-Administrator Kiechle in Feldkirch gegen die Stiftungen der Administration Feldkirch wegen eines Guthabens aus den Rechnungen pro 1810/11 bis 1813/14 pr.	549	$8\frac{3}{4}$

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.
2	Tableau K. 6.	Der ehemalige Stiftungs-Administrator Kempter gegen die Stiftungen des Landgerichts Reutte wegen eines Guthabens aus den Rechnungen pro 1811/12 bis 1813/14 pr.	22	59
3	Tableau K. 7.	Der ehemalige Stiftungs-Administrator Kiaempfl zu Strasswalchen gegen die Stiftungen der Station Strasswalchen, wegen eines Guthabens aus der Stückrechnung pro 1815/16 pr. 498 fl. 6¼ xr. und für eine nicht verrechnete Zahlung.................... 26 » 42 »	524	48¼
4	Tableau K. 9.	Die Stiftungen der Station Weiler gegen die Massa ihres ehemaligen Administrators Kauffmann in Bregenz, wegen eines Guthabens aus der Revision seiner Rechnungen	1908	36
5	Tableau K. 12.	Die Gemeinde Leoprechting (Landgericht Passau) gegen den ehemaligen Pfleger Loewenegg zu Vichtenstein wegen eines Rechnungs-Ersatzes aus der Kriegs-Gelder-Rechnung vom Jahre 1805/6 und 1806/7 pr.......................	7	8¾
6	Tableau K. 14.	Das Collegiatstift Laufen gegen die Erben seines ehemaligen Verwalters Scholz wegen eines Ersatzes aus der Rechnung pro 1811/12 pr...	805	41¾
		Oesterreichische Forderungen.		
7	Tableau K. 25, 26.	Die Stiftungen des ehemaligen baierischen Innkreises gegen den Rechnungsführer der Kreisstiftungs-Exigenz Kassa, Sekretär Leiss in Innspruck, wegen Ersatz des Kassarestes aus den Dienstes-Exigenz-Kassa-Rechnungen des ehemaligen Innkreises vom 1. Mai 1811 bis 30. September 1813 pr............................	2499	—
8	Tableau K. 27.	Die Stiftungen der Stationen Inner-Bregenzer Wald (Bezau) gegen ihren ehemaligen Administrator Kiehle in Feldkirch wegen Verrechnung pro 1810/11 bis 1813/14	unbestimmt	
9	Tableau K. 28.	Die Stiftungen der Station Bregenz gegen ihren ehemaligen Administrator Kinkelin zu Lindau, wegen Verrechnung pro 1810/11 bis 1813/14.	unbestimmt	
10	Tableau K. 32.	Die Stiftungen der Administration Radstadt (zu Hallein) gegen ihren ehemaligen Administrator Mayerhofer wegen Verrechnung pro 1815/16..................................	unbestimmt	
11	Tableau K. 33.	Die Stiftungen der Station Wildshut am rechten Ufer gegen ihren ehemaligen Administrator Baumgartner zu Tittmaning, wegen Revisions-Ersätze aus der Verrechnung pro 1815/16 pr..	2029	29¼
12	Tableau K. 34.	Die Stadt Salzburg gegen ihren ehemaligen Administrator Rath wegen Legung der Communal- und Bauamts-Rechnungen pro 1814/15.......	unbestimmt	

1843

Nr. Posten.	Beziehung auf das Operat vom 1. Aug. 1837.	Gegenstand der Forderung.	Betrag der Forderung in R. W. Fl.	Xr.
43	Tableau K. 35.	Mehrere Localfonds der Stadt Salzburg gegen den ehemaligen Polizei-Director Lenz in Salzburg wegen Rechnungs-Ersatz pr.	6976	55
44	Tableau K. 36.	Der Landrichter Loewenegg zu Vichtenstein gegen die Gemeinde Leoprechting (Landgericht Passau) wegen eines Rechnungs-Ersatzes pr..	20	27¼
45	Tableau K. 45.	Die Stiftungs-Administration des Cultus, des Unterrichts und der Wohlthätigkeit zu Salzburg und die Stiftungs-Administration zu Strasswalchen, gegen die ehemalige Stiftungs-Exigenz-Kasse des Salzach-Kreises, wegen eines Ersatzes aus gedachter Exigenz-Kassa für ungebührlich bezahlte Exigenz-Beträge pro 1816 pr.	2357	57¾
46	Tableau K. 46.	Die Stiftungs-Administration Radstadt zu Hallein, gegen ihren ehemaligen Administrator Mayerhofer wegen Vergütung eines durch den Amtsdiener Dimperl veruntreuten Betrages pr.	175	33¾
47	Tableau K. 47.	Der Kirchenverwalter Franz Schlögel zu Vöklabruck gegen den Stiftungs-Administrator Kopf zu Altötting, wegen eines Rechnungs-Guthabens pr.	18	13¾
48	Tableau K. 52.	Die Exigenz-Kasse zu Salzburg an die baierisch gebliebenen Stiftungen des ehemaligen Salzachkreises wegen einer Lastenausgleichung pro 1811/16	unbestimmt	

München den 19. December 1843.

Freiherr von Hohenbruck, k. k. österr. Bevollmächtigter. (L. S.)

A. von Braunmühl, k. baier. Bevollmächtigter. (L. S.)

1844

479.

11 Mars 1844.

Convention postale conclue et signée à Vienne avec la Sardaigne.

(*Murhard*, Nouv. Rec. général de traités, t. VI, p. 313.)

S. M. l'empereur d'Autriche etc. etc. et le roi de Sardaigne etc. etc.

Ayant jugé convenable de conclure une nouvelle convention postale pour remplacer celle de Vienne du 29 Août 1828, en y apportant les changemens et les modifications que l'expérience a fait reconnaître d'un avantage réciproque au service des gouvernemens respectifs et du public,

Ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'empereur d'Autriche, le sieur François baron Nell de Nellenburg et Damenaker etc. etc.

S. M. le roi de Sardaigne, le sieur Victor-Amedée Balbe Berton, comte de Sambuy etc. etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. 1. Les deux gouvernemens se feront transmettre réciproquement les correspondances de leurs propres territoires et celles des pays étrangers destinées aux deux Etats, immédiatement par leurs bureaux de poste et au moyen des cours qui offriront le plus de célérité.

2. Les postes des deux Etats communiqueront ensemble pour l'échange mutuel des correspondances par les points frontières suivans:

Intra, Arone, Novare, Vigevano et Saint-Martin Siccomario du côté des Etats sardes;

Laveno, Sesto-Calende, Magenta, Abbiategrasso et Pavie du côté de l'Autriche.

Entre Arone et Sesto-Calende, Novare et Magenta, Saint-Martin Siccomario et Pavie, l'échange des correspondances sera journalier. Mais entre Intra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, il n'y aura d'abord que trois communications par semaine. Les deux offices détermineront entr'eux les jours et les heures de ces communications.

3. La dépense du transport des dépêches entre Intra et

1844 Laveno, et entre Vigevano et Abbiategrasso sera supportée moitié chacun par les deux offices.

4. L'office impérial, dont les malles-postes arrivent à Arone et à Novare, enverra à ses frais ses dépêches dans ces deux villes et en transportera aussi à ses frais les dépêches sardes à Sesto-Calende et à Magenta.

Les stipulations des deux conventions du 14 Mars 1832 et du 20 juin 1839, pour régler le service des courriers autrichiens jusqu'à Arono et Novare, sont maintenues en vigueur en tant qu'il n'y est point dérogé par la présente convention.

5. L'office sarde continuera à envoyer à Pavie, à ses frais, ses propres dépêches aux postes impériales, qui continueront de leur côté à remettre les leurs à Casteggio à leurs frais, ainsi que celles de Saint-Martin Siccomario pour les bureaux sardes avec lesquels il sera en correspondance.

Dans le cas où, le passage du Pô à Mezzana-Corte devenant impraticable, il serait impossible d'y faire passer les dépêches, l'office impérial les fera parvenir au relais piémontais de Broni, et les postes sardes les enverront à Pavie par la mêmo voie.

6. L'office sarde conserve la faculté de faire arriver ses malles-postes à Pavie. S'il s'en prévaut, il assumera le transport des dépêches autrichiennes de Pavie à Casteggio, maintenant à la charge de l'office impérial.

Cette dernière obligation cessera même plus tôt si l'office sarde peut charger l'entreprise de la diligence de Gênes (vettura corriera), à laquelle est confié le transport de ces dépêches jusqu'à Pavie, de celui des dépêches autrichiennes de cette ville à Casteggio.

7. Les bureaux chargés d'opérer l'échange des correspondances seront:

Du côté de la Sardaigne, ceux de Intra, Arone, Novare, Turin, Vigevano, Saint-Martin Siccomario, Casteggio, Voguère, Tortone, Alexandrie et Gênes;

Et du côté de l'Autriche, ceux de Laveno, Sesto-Calende, Magenta, Milan, Abbiategrasso et Pavie.

Les rapports de ces bureaux, la manière dont ils devront former leurs dépêches et les correspondances qu'ils devront y comprendre, seront réglés par les deux offices.

Le nombre de ces bureaux sera augmenté ou diminué selon les convenances du service.

8. Les prix stipulés par la présente convention pour la livraison des correspondances des deux territoires et pour le

port de transit, ou à titre de remboursement, de celles des pays 1844
ou pour des pays respectivement éloignés sont convenus, par chaque poids net de trente grammes de lettres, tant ordinaires que chargées, à l'exception, quant à ces dernières, du cas prévu à l'article 26, et en francs et centimes identiques aux livres de Piémont et à leurs centimes.

Ces prix seront réduits dans tons les cas au tiers pour les échantillons de marchandises, lorsqu'ils seront expédiés de manière à être facilement reconnus.

Les prix stipulés pour les imprimés s'entendent toujours pour ceux de toute nature, sous bandes, et sont applicables à chaque feuille.

9. Dès l'entrée en vigueur de cette convention, il sera facultatif de ne point affranchir du tout ou d'affranchir jusqu'à destination les lettres ordinaires ou chargées et les échantillons de marchandises, entre les Etats sardes d'un côté, et de l'autre l'empire d'Autriche et les neuf villes suivantes où existent des bureaux de postes impériaux, savoir:

Cracovie et Belgrade sur les frontières de Pologne et de Servie; Bukarest en Valachie; Botutschany, Jassy et Galacz en Moldavie; Constantinople, Sérès et Salonique dans la Turquie d'Europe. Pour ces trois dernières, seulement tant qu'elles seront acheminées par la voie de Belgrade.

On exigera néanmoins de part et d'autre un droit spécial pour les lettres chargées, quand même elles ne seraient pas affranchies.

L'affranchissement jusqu'aux deux frontières respectives est supprimé, excepté à l'égard des imprimés, pour lesquels il sera obligatoire.

Le public des deux pays pourra affranchir, jusqu'à l'extrême frontière du territoire opposé, les lettres destinées pour los pays les plus éloignés.

10. Les imprimés affranchies pour le territoire de leur origine seront réciproquement échangés, exempts de tout prix. Ceux qui n'auront pas été affranchis jusqu'aux frontières seront considérés commo échantillons de marchandises et traités comme tels.

En tout cas, ils pourront être assujettis dans le territoire opposé aux lois et réglemens en vigueur pour les imprimés non nationaux.

11. Les correspondances non affranchies des deux Etats et des deux villes de Cracovie et de Belgrade seront échangées par

1844 les deux offices entr'eux à des prix établis à raison de la distance parcourue, d'après les règles déterminées ci-après aux articles 12 et 13; par cette disposition, chacun des deux territoires est divisé en sections, qui serviront à classer l'origine des correspondances.

12. Pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne

La première section comprend les pays situés le long de la frontière des deux Etats, jusqu'à la distance de trente-sept kilomètres neuf hectomètres ou quinze milles du Piémont, de quarante-cinq au degré, en ligne droite des confins;

La deuxième section est formée par une zone d'égale largeur jusqu'à la distance de soixante-quinze kilomètres et huit hectomètres ou trente milles de Piémont, aussi en ligne droite de la frontière;

La troisième et dernière section contient tout le reste des Etats du roi, à partir de trento milles de Piémont des limites et au-delà, l'Ile de Sardaigne y comprise.

13. Pour les Etats de S. M. l'empereur d'Autriche

La première section sera de vingt milles d'Autriche, de quinze au degré de largeur en ligne droite, à partir des frontières de l'empire.

La deuxième section comprendra tout le reste des Etats de S. M. l'empereur. Seront assimilées à cette deuxième section les deux villes de Cracovie et de Belgrade.

Pour faciliter les rapports entre les deux Etats, le gouvernement impérial consent à établir, en outre, un rayon frontière de cinq milles de largeur, à partir des confins, qui sera pris sur la première section.

14. Une liste nominative des bureaux de poste respectifs, avec l'indication des soctions auxquelles ils appartiennent d'après les subdivisions établies aux art. 12 et 13 précédens, sera échangée entre les deux offices.

Ils s'informeront mutuellement par la suite des suppressions et des créations des bureaux qui modifieraient ces nomenclatures.

15. Les lettres des Etats sardes non affranchies, destinées pour la monarchie autrichienne, ainsi que pour les deux villes de Cracovie et de Belgrade seront payées par l'office impérial à l'office sarde, savoir:

Quarante centimes, celles originaires do la première section;

Un franc, celles de la seconde, et un franc vingt centimes, celles de la troisième et dernière.

Ces mêmes prix seront aussi payés par l'office impérial 1844
pour les lettres de son territoire et des deux villes ci-dessus, affranchies jusqu'à destination des Etats du roi, selon la section où elles sont adressées.

16. Les lettres pour les Etats sardes non affranchies, transmises par l'office impérial, lui seront payées par l'office sarde, savoir:

Quarante centimes, celles du rayon frontière;

Un franc, celles de première section, le rayon frontière excepté;

Deux francs, celles de la deuxième et dernière section y compris les lettres de Cracovie et de Belgrade.

Ces trois prix seront aussi payés à l'office impérial par celui de Sardaigne pour ses propres lettres, affranchies jusqu'à destination de l'empire d'Autriche et des deux villes susdites, selon le lieu où elles sont adressées.

17. Pour le port intérieur, on taxera les lettres qui arrivent non affranchies, ou qui partent avec affranchissement, d'après les tarifs en vigueur, à l'exception des lettres de et pour le rayon frontière en Autriche, pour lesquelles l'office impérial ne percevra que trois kreuzers par lettre simple, jusqu'à la distance de cinq milles d'Autriche, à partir des points frontières par lesquels a lieu l'échange de ces lettres.

Quant au port sur le territoire opposé, dont chaque office devra tenir compte à l'autre, il n'exigera de son public, par lettre simple, que le quart des prix fixés aux articles 15 et 16.

Désirant favoriser toujours plus les rapports de bon voisinage, le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne exemptera du droit de frontière, de dix centimes par lettre dont les correspondances étrangères ou destinées à l'étranger sont frappées sur son territoire d'après les lois en vigueur, les lettres qui seront échangées entre les deux Etats.

18. Les correspondances des Etats sardes pour les pays plus éloignés que l'empire d'Autriche, seront transmises par l'office sarde exemptes de tout prix de port à l'office impérial. Sont toutefois exceptées les lettres pour les neuf villes indiquées à l'article 9.

Les imprimés aussi des Etats sardes pour des pays situés au-delà de la monarchie autrichienne, sans distinction seront remis à l'office impérial exempts de tout prix de port.

19. Les correspondances, imprimés y compris, de l'empire d'Autriche pour des pays situés au-delà du royaume de Sar-

1844 daigne, seront transmises par l'office autrichien aux postes sardes, exemptes de tout prix de port à l'exception de celles destinées pour la France et l'Algérie, ainsi que pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar, à l'égard desquelles des conditions différentes sont stipulées par la presente convention.

20. L'office sarde percevra de l'office impérial pour le port de transit des lettres des pays au-delà de son territoire, destinées pour l'empire d'Autriche, les prix suivans:

Quarante centimes ponr celles venant de la Suisse, et un franc quarante centimes pour celles qui arrivent dans le royaume de Sardaigne par ses frontières vers la France et la Toscane.

Le même prix d'un franc quarante centimes sera payé par l'office impérial pour le port sarde des lettres de la monarchie autrichienne, affranchis jusqu'à destination de la France et de l'Algérie, et de celles adressées en Espagne, en Portugal et à Gibraltar, indépendamment du port dont on doit tenir compte aux postes de France.

21. Par réciprocité, l'office sarde paicra à l'office impérial pour le port de transit des lettres étrangères à l'Autriche, destinées pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, les prix ci-après:

1° Quarante centimes pour les lettres des différens cantons de la Suisse, sans exception;

2° Quatre-vingt centimes pour celles entrant sur le territoire autrichien par sa frontière vers les Etats de l'Eglise et de Modène;

3° Deux francs pour les lettres qui parviendront dans l'empire d'Autriche par toutes ses autres frontières.

22. Si les tarifs en vigueur dans les deux Etats pour les lettres circulant à l'intérieur venaient à être abaissés, on réduira proportionellement des deux côtés tant les prix stipulés pour la livraison des correspondances des deux territoires par les articles 15 et 16, que ceux du port de transit des lettres étrangères aux deux pays fixés aux articles 20 et 21.

A cet effet, les deux offices s'informeront mutuellement, le cas échéant, de ces variations dans leurs tarifs.

23. Le prix de port de transit des imprimés soit des pays étrangers aux deux Etats, soit de leurs propres territoires, destinés à des Etats étrangers, est fixé à cinq centimes à l'avantage de chacun des deux offices.

24. En sus des prix de transit qui leur sont attribués par les articles 20, 21 et 23, les deux offices répéteront l'un de

l'autre leurs débours envers les postes tierces dont ils reçoivent 1844
ou auxquelles ils transmettent les correspondances et imprimés de leurs propres pays ou étrangers à leur deux territoires, destinés à des Etats respectivement plus éloignés.

25. L'office sarde recevra d'une part les lettres de l'empire d'Autriche non affranchies pour la France et l'Algérie, grevées du prix originaire autrichien, convenu à un frano soixante centimes, pour le porter à la charge des postes françaises, et il recevra d'autre part de ces postes les lettres de la France et de l'Algérie pour l'empire d'Autriche non affranchies, grevées du port originaire français de deux francs, ainsi convenu, dont il débitera l'office impérial.

26. Les postes autrichiennes paieront à l'office sarde le prix de deux francs pour le port français des lettres ordinaires des Etats autrichiennes, affranchies jusqu'à destination de la France et de l'Algérie et elles lui paieront quatre francs pour les lettres chargées.

Vice versa, sur le compte que les postes françaises lui en tiendront, l'office sarde paiera à l'office impérial le prix convenu d'un franc soixante centimes pour son port des lettres qui seront affranchies en France et en Algérie jusqu'à destination de l'empire d'Autriche.

27. Par suite de l'obligation contractée par le gouvernement impérial envers la France de lui remettre les imprimés des Etats de l'empereur pour la France et l'Algérie exempts de tout prix de port, l'office autrichien en paiera le transit à travers les Etats sardes en conformité de ce qui est stipulé par l'article 23 de cette convention, et l'office de Sardaigne no le demandera pas aux postes françaises.

28. Le port à travers la France des lettres qui seront échangées entre les Etats de l'empereur, d'un côté, et l'Espagne, lo Portugal et Gibraltar, de l'autre, sera payé à l'office sarde par celui d'Autriche à raison de deux francs, prix convenu entre eux par les gouvernemens impérial et français.

Pour les imprimés que les mêmes pays s'expédient aussi entre eux, l'office impérial en remboursera le port à travers la France à l'office sarde à raison de cinq centimes.

29. Quant aux lettres de la France et de l'Algérie pour les légations et les Marches pontificales, qui seront affranchies jusqu'à la frontière autrichienne vers les Etats de l'Eglise et de Modène, l'office sarde, sur le compte qui en sera tenu par la

1844 France, allouera à l'office impérial le prix de quatre-vingt centimes pour son port de transit en Lombardie.

30. Les lettres non affranchies des Etats sardes pour les sept villes des principautés du Danube et de la Turquie nommées à l'article 9, seront respectivement payées à l'office de Sardaigne par l'office impérial, quarante centimes, un franc vingt centines, selon la section dont elles proviennent.

A son tour, l'office autrichien créditera de ces mêmes prix les postes sardes pour les lettres des sept villes ci-dessus affranchies jusqu'à destination des Etats du roi, aussi respectivement selon qu'elles seront adressées dans l'une ou l'autre de leurs trois sections.

31. Pour les correspondances non affranchies de ces mêmes sept villes destinées pour les Etats du roi, l'office sarde paiera à l'office impérial pour ses ports, tant à l'étranger que sur son territoire:

Trois francs vingt centimes les lettres de Bukarest, Botutschany, Jassy et Gallacz.

Quatre francs celles de Constantinople, Sérès et Salonique.
L'office sarde allouera également aux postes impériales le prix de trois francs vingt centimes pour les lettres affranchies dans les Etats du roi jusqu'à destination des quatre premières villes ci-dessus, et celui de quatre francs pour celles affranchies pour les trois autres.

32. Les lettres des pays nommés plus bas, destinées pour les Etats au-delà de l'empire d'Autriche, seront payées à l'office sarde par l'office impérial, savoir:

1° Celles des cantons suisses, quarante centimes (port sarde);

2° Celles du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, un franc quarante centimes (port sarde);

3° Celles de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et d'outremer, et celles de la France et de l'Algérie non affranchies, trois francs quarante centimes (ports français et sarde réunis).

Les imprimés de toutes les origines au-delà des Etats sardes pour des destinations plus éloignées que les Etats autrichiens, seront payés aux postes sardes par l'office impérial, cinq centimes (port sarde), à l'exception de ceux du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de Gibraltar et d'outre-mer, qui seront payés dix centimes (ports français et sarde réunis).

33. Pour les lettres d'origine non autrichienne, à destina-

tion de l'Espagne, du Portugal et de Gibraltar, l'office impérial 1844
paiera le port à travers les Etats sardes et celui sur le territoire français, ensemble, trois francs quarante centimes. Les deux ports, sarde et français (dix centimes), seront pareillement payés par l'office autrichien pour les imprimés venant d'origines plus éloignées que les Etats de l'empereur et destinés dans les pays indiqués au paragraphe précédent.

34. Les prix de transit stipulés à l'avantage de l'office impérial pour les correspondances et les imprimés des pays situés au-delà de la monarchie autrichienne et destinés pour les Etats de S. M. le roi de Sardaigne, lui seront aussi payés par l'office sarde pour les correspondances et les imprimés originaires de ces mêmes pays, adressés au-delà du royaume de Sardaigne, à l'exception de ceux destinés pour l'Espagne, le Portugal et Gibraltar.

Ne sont pas compris dans cette disposition les lettres et imprimés des neuf villes nommées à l'article 9.

35. Pour les lettres destinées dans les pays respectivement plus éloignés qui seront affranchies dans chacun des deux Etats jusqu'à l'extrême frontière du pays opposé, les deux offices se paieront mutuellement les prix déterminés en leur faveur pour le port des correspondances provenant de ces mêmes pays au-delà de leurs deux territoires.

36. Les correspondances, ainsi que les imprimés adressés à des destinataires ayant changé de résidence, seront livrées de part et d'autre d'après les positions et règles suivantes:

1° Celles qui sont affranchies pour un point quelconque du territoire qu'elles doivent laisser, seront remises exemptes de tout prix de port.

2° Celles des deux territoires, non affranchies, seront pesées avec les lettres de leur section respective.

3° Celles du territoire opposé, ou étrangères parvenues par son intermédiaire, qui doivent y être renvoyées, seront restituées aux mêmes conditions auxquelles les deux offices les ont mutuellement reçues.

4° Celles étrangères aux deux Etats s'expédieront des deux côtés avec les correspondances ordinaires des pays dont elles proviennent.

5° Celles d'Etats étrangers ne transitant pas habituellement par l'un des deux territoires et pour lesquelles il n'existe aucune condition entre les deux offices, seront réciproquement transmises comme si elles étaient originaires du point frontière

1844 par lequel elles sont entrées et classées d'après la section à laquelle appartient ce point frontière comme au 2e §. ci-dessus.

6° Celles des pays étrangers aux deux Etats pourront être en outre grevées des droits réclamés par les postes de pays tiers.

37. Les correspondances et les imprimés que les bureaux respectifs pourraient s'adresser par erreur seront renvoyés par retour do courrier aux bureaux qui les ont expédiés ou à tel autre bureau du même territoire, dont l'intermédiaire pourrait en faciliter l'arrivée à leur destination.

Si leur réception irrégulière expose le bureau qui doit les renvoyer à être débité de quelque droit, il en demandera le dégrèvement à celui auquel il expédie ces correspondances mal dirigées.

38. Les deux offices se renverront une fois par mois les lettres, les échantillons de marchandises et les imprimés, originairement transmis de l'un à l'autre non retirés par les destinataires soit des deux territoires, soit des pays étrangers.

Au dos de ces objets, restés sans placement dans le ressort des deux administrations, sera énoncée la causo qui a motivé leur classement dans les rebuts.

Leur transmission à l'autre office donne droit à celui qui l'effectue d'être remboursé des prix dont il avait été débité en les recevant.

Les lettres contenant des billets de loterie dont le débit est prohibé, pourront être rendues avec les rebuts, quoiqu'elles aient été ouvertes par les destinataires.

39. Les correspondances des doux souverains et des membres do leurs augustes familles entre eux seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de port.

Les lettres des particuliers pour le souverain de l'autre Etat doivent être affranchies jusqu'à destination.

40. Seront livrées des deux côtés hors de tout poids et ne devront être taxées que du port territorial revenant à l'office de destination d'après les réglemens qui fixent les franchises do poste dans chacun des deux pays:

1° La correspondance que les deux gouvernemens adresseront à leurs légations par l'intermédiaire, pour la Sardaigne, du ministère des affaires étrangères, et pour l'Autriche, de la chancellerie intime de cour et d'Etat.

2° La correspondance que des autorités ou des fonctionnaires jouissant de la franchise postale sur leur territoire adresse-

ront dans la forme officielle prescrite aux autorités ou aux fonc- 1844
tionnaires du pays opposé.

Les lettres qui seront expédiées des deux Etats aux autorités ou aux fonctionnaires du pays opposé par ceux qui n'ont pas de franchise postale sur leur territoire, ainsi que les lettres des particuliers adressées aux autorités ou fonctionnaires dans le pays opposé, devront être affranchies jusqu'à destination.

41. On échangera mutuellement hors de tout compte la correspondance postale entre les deux administrations et entre l'office sarde et la direction des postes de Milan.

Les réclamations (currentale) que les bureaux des deux territoires s'adresseront mutuellement pour s'informer du sort des lettres chargées seront livrées de part et d'autre exemptes de tout prix de port.

Les postes sardes renverront en outre gratuitement aux postes impériales les récépissés dont les bureaux autrichiens accompagnent quelques-unes de leurs lettres chargées au fur et à mesure que celles-ci seront retirées par les destinataires dans les Etats du roi.

42. Les conditions stipulées par la présente convention pour l'échange entre les deux offices des lettres et des imprimés que s'expédient d'une part l'empire d'Autriche et les pays les plus éloignés, et de l'autre les cantons suisses du Valais et de Genève, rendant sans objet l'échange des dépêches qui existe à travers le territoire sarde entre le bureau de Milan et ceux de Brigue et de Genève, le gouvernement de S. M. I. et R. A. consent à le supprimer aussitôt que possible.

En attendant, le port des dépêches ficelées que les bureaux de Genève et de Brigue expédieront encore à celui de Milan sera payé par l'office impérial à l'office sarde d'après les conditions stipulées pour les correspondances de la Suisse.

43. Si on peut supprimer dans l'un des deux Etats l'affranchissement obligatoire des correspondances pour des pays respectivement plus éloignés, et donner la faculté de les affranchir jusqu'à destination, les deux offices se prêteront leurs concours pour la conclusion de ces arrangemens avec les postes tierces intéressées dans ces innovations.

Les ports de transit de ces correspondances d'une qualité nouvelle resteraient cependant tels qu'ils sont stipulés par la présente convention.

44. Les deux offices n'admettront à destination de leurs deux territoires et des pays auxquels ils servent d'intermédiaires

1844 aucune lettre, même chargée, contenant ou paraissant contenir de l'or ou de l'argent monnayée, des bijoux on d'autres objets précieux, on enfin tout effet passible de droits de douanes.

45. Aucune déclaration de valeur ne sera admise à l'égard des lettres chargées. Elles devront être cachetées de manière à ce que leur contenu en soit bien assuré.

Si des lettres chargées étaient perdues, l'office sur le territoire duquel cet accident sera arrivé, paiera à l'autre une somme de cinquante francs par chaque lettre perdue à titre de dédommagement pour l'envoyeur, dans les trois mois qui suivront la date de la réclamation de l'office expéditeur, à moins qu'il ne justifie d'avoir payé cette indemnité au destinataire de la lettre, s'il a réclamé le premier.

Les deux offices n'auront plus aucune responsabilité l'un envers l'antre pour les lettres chargées de leurs deux territoires après le terme d'un an, à partir du jour où leurs bureaux se les seront expédiées en dernier lien.

46. Les deux gouvernemens s'engagent mutuellement à empêcher par tous les moyens en leur pouvoir que les correspondances entre les deux pays ne prennent point d'autre voie que celles de leurs postes respectives.

47. Des estafettes extraordinaires pourront être envoyées d'un pays pour l'autre, et le paiement de leur course sur le territoire opposé aura lieu d'après les réglemens qni y sont en vigueur.

Les objets expédiés ainsi seront livrés de part et d'autre exempts de tout prix de port.

48. Les voyageurs en poste qui auront satisfait à la frontière aux lois et aux réglemens de police et de douanes, ne pourront être conduits de part et d'autre que jusqu'aux relais limitrophes. Les maîtres de poste de ces relais ne pourront pas envoyer leurs chevaux sur le territoire opposé pour y prendre des voyageurs, ni en ramener ceux qui s'y seraient rendus pour en revenir dans un court délai, qu'autant qu'ils se mettraient à cet effet d'accord avec le maître de poste dn relais de l'autre pays.

49. La comptabilité résultant de la transmission réciproque des correspondances et de l'expédition des estafettes extraordinaires de l'un des deux territoires pour l'autre sera réglée chaque mois.

La première formation des comptes à établir est attribuée à l'administration des postes sardes.

L'office qui restera débiteur soldera l'autre dans le délai de deux mois de la date de l'expédition des comptes. 1844

Les paiemens se feront des deux côtés en écus de cinq francs pour cinq francs.

50. Les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution de la présente convention seront stipulées au nom des deux offices par le moyen d'articles réglementaires séparés, par M. le chevalier Louis Antoine Croletti, vice-directeur des postes sardes, et M. Antoine Turneretscher, chevalier de plusieurs ordres, conseiller impérial et royal de régence adjoint à l'administration suprême aulique des postes de l'empire d'Autriche.

Ces articles séparés seront mis en vigueur simultanément avec cette convention, mais ils pourront être ensuite modifiés d'un commun accord par les deux offices.

51. La présente convention sera mise à exécution au 1 Juin de l'année courante 1844 et elle durera jusqu'au 31 Décembre 1849 inclusivement.

Elle sera ensuite censée prolongée d'année en année, en cas qu'elle ne soit pas dénoncée par l'une des deux hautes parties contractantes six mois avant son expiration.

52. Cette convention sera ratifiée par leurs majestés et les ratifications en seront échangées à Vienne dans le terme d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne, en double original, le quatorze du mois de mars de l'an de grace mil huit cent quarante-quatre.

(L. S.) *de Nell,* ministre plénipotentiaire.
(L. S.) *de Sambuy,* ministre plénipotentiaire.

Articles convenus, le 15 mars 1844, entre les deux offices de S. M. l'empereur d'Autriche et de S. M. le roi de Sardaigne, pour la mise à exécution de la convention conclue par les deux gouvernemens, à Vienne le 14 du mois de mars 1844.

Vu l'article 50 de la convention mentionée ci-dessus, qui établit que les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour sa mise en vigueur seront stipulées en des articles séparés par les deux offices, les soussignés, chargés par le même article de cette stipulation, sont convenus de ce qui suit:

1844 Art. 1. Les postes sardes remettront leurs dépêches destinées pour l'Autriche:

A Arone, à demi-heure après midi, pour être rendues à Milan à huit heures du soir;

A Novare, à deux heures et demie du matin, pour être rendues aussi à Milan, cinq heures et demi après;

Et à Pavie, à cinq heures du matin, pour être rendues à Milan, trois heures après.

De son côté, l'office impérial remettra ses dépêches pour les bureaux sardes:

Arone, à midi et un quart, après qu'elles auront été expédiées de Milan à cinq heures du matin;

A Novare, à sept heures du soir, après qu'elles auront été expédiées de Milan à deux heures de l'après-midi;

Et enfin à Casteggio, à sept heures et un quart du soir, après qu'elles auront été expédiées de Milan aussi à deux heures de l'après-midi.

2. Si des circonstances extraordinaires empêchaient sensiblement de part on d'autre l'accomplissement des horaires déterminés par l'article précédent, 1er, l'office qui se trouvera dans ce cas informera l'autre, sans retard, des causes qui ont donné lieu à cette éventualité.

3. Au cas que les dépêches autrichiennes pour les bureaux sardes seraient retirées à Pavie de la manière prévue à l'article 6 de la convention, l'office impérial les remettra alors dans cette ville à cinq heures et un quart du soir.

4. Le bureau d'Intra expédiera ses dépêches à Laveno les mardi, jeudi et dimanche de manière à ce qu'elles y parviennent vers midi. Le bureau de Laveno enverra les siennes pour Intra trois heures après, afin qu'elles puissent y arriver vers quatre heures du soir.

De Vigevano, les dépêches pour le bureau d'Abbiategrasso en seront expédiées à six heures du soir, où elles devront parvenir à sept heures et demie; une demi-heure après seront expédiées d'Abbiategrasso les dépêches de ce bureau autrichien pour Vigevano, où elles devront parvenir vers neuf heures et demie du soir.

Sur les feuilles de route dont seront fournis les messagers qui transporteront les dépêches, on notera dans les deux pays l'heure à laquelle ils seront expédiés, et celle de leur arrivée à destination.

5. Les contrats pour le transport des dépêches entre In-

tra et Laveno et entre Vigevano et Abbiategrasso, seront stipulés par les soins de l'office sarde, qui en transmettra une expédition à l'office impérial. 1844

La moitié des sommes à payer aux soumissionnaires, qui doit rester à la charge de ce dernier office, lui sera débitée par douzièmes dans les comptes mensuels résultant de la transmission réciproque des correspondances.

6. Les bureaux d'échange, nommés à l'article 7 de la convention corresponderont réciproquement entr'eux de la manière suivante:

Intra et Laveno, Arone et Sesto-Calende, Arone et Milan, Novare et Magenta, Novare et Milan, Turin et Milan, Turin et Pavie, Vigevano et Abbiategrasso, Vigevano et Milan, S. Martin Siccomario et Pavie, S. Martin Siccomario et Milan, Casteggio et Pavie, Casteggio et Milan, Voguère et Pavie, Voguère et Milan, Tortone et Pavie, Tortone et Milan, Alexandrie et Pavie, Alexandrie et Milan, Gênes et Pavie, et enfin Gênes et Milan.

7. Les pays pour lesquels les bureaux d'échange des deux pays s'expédieront les correspondances, sont ceux indiqués au tableau numero 1 faisant snite aux présents articles.

8. Les bureaux formeront leurs dépêches d'autant de paquets qu'ils ont des correspondances d'une origine différente, ou pour des destinations diverses à se transmettre, en suivant, ponr les classer, les distinctions et les subdivisions établies par la feuille d'avis, dont les deux modèles sont joints aux présents articles avec les numéros 2 et 3.

Les lettres chargées, qui devront toujours être décrites nominativement au tableau relatif, seront cependant expédiées séparément de celles ordinaires. Elles devront être réunies sous une ficelle dont les deux bouts seront fixés à l'angle gaucho inférieur de la feuille d'avis, au moyen d'nne empreinte en cire d'Espagne, représentant le cachet du bureau expéditeur.

9. Les deux offices échangent entre eux la liste nominative des bureaux de leur ressort respectif classés selon les divisions de territoire déterminées par les articles 12 et 13 de la convention, les postes sardes par le tableau numéro 4, et les postes autrichiennes par ceux numéros 5, 6 et 7 placés à la suite des présents articles.

10. Les timbres spéciaux outre celui indiquant le lieu de leur origine à apposer de part et d'autre aux correspondances et aux imprimés qu'échangeront les deux offices entre eux sont ceux désignés au tableau numéro 8, qui seront employés par

1844 les postes autrichiennes, et au tableau numéro 9, dont feront usage les postes sardes.

11. Les lettres pour destinataires partis mentionnées au numéro 1 de l'article 36 de la convention, seront marquées du timbre N. D. et comprises avec celles des autorités ou fonctionnaires, qu'on se livre mutuellement hors de tout compte.

Celles indiquées au numéro 5 du susdit article seront frappées du timbre des lettres non affranchies de la section dans laquelle existe le point frontière par lequel elles sont parvenues sur le territoire de l'office qui doit les transmettre à l'autre.

Enfin, les débours qu'on se réclamera des deux côtés, dans le cas prévu au numéro 6 du même article 36, seront notés avec de l'encre rouge sur la partie supérieure d'adresse des lettres, en y faisant précéder les mots: «Rimborso all' Estero.» Ils seront en outre indiqués sur la feuille d'avis à la dernière colonne du tableau destiné à l'inscription des lettres pour destinataires partis.

12. Les deux administrations se renverront directement entre elles les rebuts, en les accompagnant d'un bordereau, en double exemplaire, qui en constate le montant.

Les lettres chargées seront renvoyées séparément de celles ordinaires; elles seront accompagnées d'un état aussi par double, où elles seront décrites nominativement, et où l'office qui en fait l'envoi fera résulter le décompte qui lui est dû, particulièrement pour ces lettres.

Un des deux doubles, soit du bordereau des rebuts ordinaires, soit de l'état descriptif des lettres chargées sera toujours renvoyé avec ses observations, s'il y a lieu, à l'office expéditeur, par l'office qui a reçu les rebuts.

13. Les envois par estafettes extraordinaires devront être accompagnés d'une feuille d'avis indiquant au bureau, auquel elles sont dirigées, les objets expédiés; en outre, chaque estafette sera fournie d'une feuille de route pour l'annotation soit de l'heure à laquelle elle a été expédiée, soit de celles de son arrivée aux relais qu'elle doit toucher, et au lieu de destination.

Les bureaux sardes pousseront cette feuille de route, du côté d'Arone, jusqu'à Sesto-Calende, et du côté de Novare, Vigevano et Casteggio, jusqu'à Milan, à moins qu'il ne s'agisse d'une destination plus rapprochée encore.

De leur côté, les bureaux autrichiens pousseront leurs feuilles de route jusqu'à Arone, à Vigevano et à Voguère.

14. Les bureaux qui recevront des estafettes extraordinai-

res devront informer, par le premier courrier, le bureau qui les 1844
a expédiées, du jour et de l'heure à laquelle elles leur sont parvenues, ainsi que des objets qu'elles leur ont apportés. En même temps, ils feront connaître au bureau expéditeur la somme qu'il doit rembourser pour la course de l'estafette sur le territoire opposé.

15. Les postillons des relais limitrophes en service d'estafettes extraordinaires, ainsi qu'en accompagnement des voyageurs en poste, des courriers et des diligences, devront porter l'uniforme qui leur est prescrit par les réglemens du pays auquel ils appartiennent.

Ils ne pourront pas éviter les bureaux de police et de douanes du territoire opposé, ni en dépasser le premier relais, sauf, pour ce dernier cas, les circonstances prévues par les réglemens postaux.

16. L'office sarde expédiera à Vienne les comptes résultant de la transmission réciproque des correspondances et des estafettes extraordinaires échangées entre les deux territoires, dans le courant du mois qui suit celui pour lequel les comptes doivent être établis.

Les résultats en seront toujours acceptés par les postes impériales. Cependant, si elles découvraient dans ces comptes, des différences à préjudice tant de l'un que de l'autre des deux offices, elles en dresseront, à part, des relevés en double exemplaire, et y joindront les feuilles d'avis ou tout autre document justifiant les observations.

Après débat contradictoire entre les deux administrations, l'office sarde comprendra le résultat de ces relevés dans le premier compte analogue qu'il expédiera à Vienne, après que le débat se trouvera fini.

17. Le solde des comptes mentionnés à l'article précédent, seizième, sera payé ou reçu par les deux offices par l'intermédiaire de la direction des postes à Milan.

18. Les lettres des Etats sardes pour les légations et les Marches pontificales, et pour les cantons suisses, ne seront point encore affranchies, pour le moment, pour les parcours des Etats autrichiens. Cette faculté aura cependant son effet, dès que les dispositions nécessaires se trouveront combinées avec les postes de ces pays. L'office impérial informera ultérieurement l'office de l'époque à laquelle cet affranchissement pourra commencer à avoir lieu.

19. Les lettres des deux territoires l'un pour l'autre des

1844 derniers jours du mois de Mai prochain, encore expédiées par leurs auteurs selon les règles voulues par la convention à laquelle a été substituée celle du 14 Mars courant, continueront à être échangées entre les deux offices sans aucun compte, même dans les premiers jours du mois de Juin. Mention en sera faite sur les feuilles d'avis par les mots: «Lettere di questo Stato per cotesti Dominii, ancora dello scorso Maggio, No.»

Pour les correspondances venant des pays respectivement plus éloignés, ou destinées pour ces pays, seront, de part et d'autre, suivies les dispositions déterminées par la convention nouvelle dès le premier Juin.

Fait en double original, à Vienne le 15 du mois de Mars 1844.

(L. S.) *Turneretscher.*
(L. S.) *L. Croletti.*

480.

13 Avril 1844.

Acte additionnel au traité du 23 Juin 1821 sur la navigation de l'Elbe signé à Dresde avec la Prusse, la Saxe royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. VI, p. 386.)

In Gemässheit des Artikels 30 der Elbschifffahrts-Akte vom 23. Juni 1821 haben die Elbuferstaaten, zur Berathung von Massregeln, welche nach neueren Erfahrungen zur Beförderung des Handels und der Schifffahrt auf der Elbe geeignet sind, und zur Vereinbarung über die zu solchem Zwecke gemeinschaftlich zu fassenden Beschlüsse, den Zusammentritt einer zweiten Elbschifffahrts-Revisions-Commission zu Dresden veranlasst. — Zu dieser haben

S. M. der König von Preussen, den Carl Friedrich Albert Gustav Wendt etc.;

S. M. der Kaiser v. Oesterreich, den Eduard Nicolaus Ritter v. Henneberg etc.; 1844

S. M. der König v. Sachsen, den Carl Wehner etc.;

S. M. der König v. Hanover, den Dr. Otto Carl Franz Klenze etc.;

S. M. der König v. Dänemark, als Herzog v. Holstein und Lauenburg, den Carl Philipp Francke etc.;

S. königl. Hoh. der Grossherzog v. Mecklenburg-Schwerin den Leopold Friedrich Heinrich Wendt etc.

Se. Durchl. der ältestregierende Herzog zu Anhalt-Köthen,
Se. Durchl. der regier. Herzog zu Anhalt-Dessau
und Se. Durchl. der regier. Herzog zu Anhalt-Bernburg, den August Ludwig von Behr etc.;

der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck, wegen des Mitbesitzes von Bergedorf, den Dr. Heinrich Brehmer etc.

und der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg, den Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer,

abgeordnet und bevollmächtigt, welche nach Auswechselung ihrer in gehöriger Form befundenen Vollmachten, unter Vorbehalt der Ratification Ihrer Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Vollmachtgeber, über folgende Erläuterungen, Ergänzungen und Abänderungen verschiedener Artikel der Elbschifffahrts-Akte einig geworden sind, wodurch zugleich auch das auf diese Akte sich beziehende Schluss-Protokoll ddo. Hamburg den 18. September 1824 und dessen Anlagen ausser Kraft treten.

Zu den Art. 1 und 2.

§. 1. Die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und dieser Additional-Akte über die Berechtigungen zur Elbschifffahrt finden auf den Transport sowohl von Personen als von Gütern Anwendung.

Dampfschiffe auf der Elbe sind, so weit nicht nachstehend für dieselben besondere Vorschriften getroffen worden, gleich anderen Fahrzeugen zu behandeln.

§. 2. Der Transport von Personen oder Gütern von der Nordsee nach jedem Elbuferplatze und von jedem Elbuferplatze nach der Nordsee steht den Schiffen aller Nationen zu.

Zum Schifffahrtsverkehr zwischen Elbuferplätzen verschiedener Staaten sind die Fahrzeuge sämmtlicher Uferstaaten ohne Unterschied berechtiget.

§. 3. Binnenschifffahrt auf der Elbe, d. h. die Befugniss zur Beförderung von Personen und Gütern von einem Elbufer-

1844 platze seines Gebietes nach einem andern Elbuferplatze desselben Gebietes, kann jeder Staat seinen Unterthanen vorbehalten.

Jedoch dürfen Schiffe eines Elbuferstaates, wenn sie bei Gelegenheit grösserer, vom eigenen Lande aus- oder dahin zurückgehender Fahrten das Gebiet eines anderen Elbuferstaates ganz oder theilweise durchfahren, in der Richtung ihrer Fahrt auch zwischen den Uferplätzen dieses letztern Gebietes Personen und Güter befördern. Diese Ausnahme gilt indessen nicht rücksichtlich der Fahrten unterhalb Hamburgs und Harburgs.

§. 4. Das Postregal mit dem Rechte, die Beförderung von verschlossenen Briefen, Zeitungen und postmässigen Paketen ausschliesslich den Posten zuzuweisen, bleibt den Elbuferstaaten in Beziehung auf die Elbstrecken ihres Gebietes vorbehalten. Dasselbe wird jedoch von keinem Elbuferstaate auf solche Pakete angewendet werden, welche auf einem Elbschiffe durch sein Gebiet ohne Zwischenlagerung am Lande und ohne Umladung, falls solche nicht etwa durch Unglücksfälle nöthig wird, geführt werden.

Diese Begünstigung darf indessen nicht zur Verbindung von Postanstalten unter sich benutzt werden.

§. 5. Durch besondere Uebereinkunft vom heutigen Tage sind die Grundsätze festgestellt worden, nach welchen die Elbuferstaaten sich verpflichtet haben, umfassende und gleichförmige schifffahrts- und strompolizeiliche Vorschriften für die Elbe, insbesondere für die Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg, gleichzeitig mit der Verkündigung dieser Additional-Akte zu erlassen.

Zum Art. 4.

§. 6. An die Stelle dieses Artikels treten die in den §§. 7 bis 17 enthaltenen Bestimmungen, welche jedoch nur für die Befahrung der Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg vertragsmässige Gültigkeit haben.

§. 7. Die Befugniss, Schiffe zur Befahrung der Elbe nach Massgabe dieser Akte zu benutzen, so wie die Befugniss, Holzflösserei auf der Elbe zu treiben, steht allen denjenigen zu, welche von der Regierung, deren Unterthanen sie sind, zur selbstständigen Betreibung dieser Gewerbe zugelassen werden.

Alle Elbuferstaaten werden, so weit deren innere Gesetzgebung es gestattet, dafür Sorge tragen, dass zum selbstständigen Betriebe der Rhederei behuf derjenigen Elbschifffahrt, welche sich auf das Gebiet anderer Staaten erstrecken soll, nur solche Personen zugelassen werden, deren ökonomische und sonstige

Verhältnisse, und nur solche Gesellschaften, deren Einrichtung 1844
und Statuten für die Erfüllung der den Schiffseignern obliegen den Verpflichtungen genügende Sicherheit gewähren.

§. 8. Jedes Flussschiff und jedes Floss, welches die Elbe befährt, ohne sich auf das Gebiet des Uferstaates, dem es angehört, zu beschränken, muss dem Befehle und der speziellen Leitung eines Führers untergeben sein. Dieser ist für die genaue Befolgung der in den §§. 9—13 enthaltenen Vorschriften verantwortlich.

§. 9. Jedes der im §. 8 erwähnten Fahrzeuge muss während der Fahrt von den, in den §§. 10—13 bezeichneten, zur Legitimation des Schiffs und des Führers erforderlichen, Patenten begleitet sein. Diese sind jeder Zoll- und Polizeibehörde an der Elbe auf deren Verlangen vorzuzeigen und sollen auch zu Hamburg und Harburg, so wie unterhalb dieser Orte, zur Legimation der von der oberen Elbe gekommenen Stromfahrzeuge und ihrer Führer genügen.

In Ermangelung dieser Patente, oder wenn während der Reise Veränderungen eintreten, durch welche die bei deren Antretung eingehohlten Legitimationspapiere nicht mehr vollständig passen, darf die Reise nur fortgesetzt werden, nachdem der nächsten Elbschifffahrtspolizeibehörde jene Umstände angezeigt, und von dieser nach untersuchter Sache eine Bescheinigung darüber ertheilt ist, dass gegen die Fortsetzung der Reise keine Bedenken gefunden sind.

In dergleichen Fällen ist die competente Behörde desjenigen Uferstaates, welchem das Fahrzeug angehört, sofort hiervon in Kenntniss zu setzen.

Diejenigen kleinen Fahrzeuge, mit welchen lediglich landwirthschaftliche Erzeugnisse im gewöhnlichen Marktverkehr nach nahe gelegenen Orten geführt oder von daher geholt werden, bedürfen dieser Schiffspapiere nicht.

§. 10. Das Schiffspatent ist von der zuständigen Behörde des Staates, zu dessen Rhederei das Fahrzeug gehört, nach dem in der Anlage *A* enthaltenen Muster auszustellen, nachdem jene Behörde durch technische Untersuchung von der Tüchtigkeit des Fahrzeugs sich überzeugt und die Tragfähigkeit desselben festgestellt hat.

Das Schiffspatent ist von dem Eigenthümer des Fahrzeugs für dieses, bevor es seine erste Fahrt antritt, zu erwirken, und nach jeder wesentlichen Veränderung oder Reparatur zu erneuern.

1844 §. 11. Das Schiffspatent verliert seine Gültigkeit, wenn das Fahrzeug, für welches dasselbe ertheilt wurde, an die Rhederei eines anderen Staates übergegangen ist.

Dasselbe ist von der zuständigen Behörde des Staates, in welchem es ausgestellt wurde, sowohl in diesem Falle, als auch dann, wenn das Fahrzeug zum Gebrauche nicht ferner vollkommen tüchtig befunden wird, zurückzunehmen.

Unbrauchbar gewordene Fahrzeuge dürfen zu dem Zwecke, um an einem anderen Orte zerschlagen zu werden, nur dann auf der Elbe fortgeschafft werden, wenn diese Fahrt als die letzte des Fahrzeugs und jener Zweck derselben von der schiffspolizeilichen Behörde des Abgangsortes unter dem Schiffspatente bemerkt, auch das Fahrzeug nicht mit anderen Gegenständen als mit Holz beladen ist.

§. 12. Das Schiffspatent ist von einer der in jedem Elbuferstaate hierzu ermächtigten Behörden nach den unter *B* und *C* beiliegenden Mustern auszustellen, nachdem der Empfänger sich bei dieser Behörde sowohl über seine Unbescholtenheit und sonstigen persönlichen Verhältnisse, als auch darüber ausgewiesen hat, dass er in einer, durch amtlich bestellte Sachverständige nach den in demselben Staate geltenden Vorschriften vorgenommenen Prüfung seine Fähigkeiten zu dem fraglichen Geschäfte bewährt habe.

Das Schifferpatent für Segel- und Dampfschiffe ermächtigt den Inhaber zur Führung jedes Elbfahrzeugs, welches der im Patente bezeichneten Gattung und der Rhederei des Staates, in welchem das Patent ausgefertigt wurde, angehört, so wie das Patent für Flösser zur Führung jedes Holzflosses, welches von einem Uferplatze dieses Staates abgeht.

Ein Patent zur Führung von Dampfschiffen ermächtiget zugleich zur Führung von Segelschiffen, nicht aber umgekehrt.

§. 13. Das Schifferpatent verliert, wenn der Inhaber bei Ausstellung desselben Unterthan des patentirenden Staats war, mit dem Aufhören dieses Unterthanenverhältnisses seine Giltigkeit.

Die Wiedereinziehung eines Schifferpatents steht nur dem Staate zu, welcher dasselbe ausgestellt hatte.

Die zuständige Polizeibehörde hat das Schifferpatent zurückzunehmen, wenn dieselbe sich davon überzeugt hat, dass der Inhaber untauglich, oder dass dessen Beibehaltung mit der Ordnung und Sicherheit des Schifffahrtsverkehrs nicht vereinbar ist. Letzteres kann namentlich dann angenommen werden, wenn ein

Schiffsführer wegen Trunksucht, wiederholter Elbzolldefrauden, 1844
Betrugs, Fälschung oder anderer Verbrechen gegen das Eigenthum bestraft worden ist.

§. 14. Wer es unternimmt, Schifffahrt oder Holzflösserei auf der Elbe zu treiben, ohne die nach den §§. 9, 12 erforderlichen Patente erlangt zu haben, verfällt in eine, nach Ermessen der entscheidenden Behörde

auf 20—25 Thlr. für ein Dampfschiff,
- 10—20 - für ein Segelschiff,
- 5—10 - für ein Floss

zu bestimmende Ordnungsstrafe.

§. 15. Wer sich des, für einen anderen Führer oder ein anderes Fahrzeug ausgestellten oder eines bereits ungültig gewordenen oder widerrufenen Patentes fälschlich bedient, unterliegt derselben Strafe, jedoch mit einer Verschärfung von 10 Thalern.

§. 16. Führt ein patentirter Schiffs- oder Flossführer sein Schiffer- oder Schiffspatent auf einer Reise nicht bei sich, so hat er eine Ordnungsstrafe von 5 Thalern verwirkt.

§. 17. Die in den §§. 14, 15, 16 angedrohten Strafen sind für jede Reise, Hin- und Rückfahrt zusammengenommen, nur einmal zu erlegen, und die Nachweisung eines auf dieser Reise bereits anhängig gewordenen Verfahrens schliesst die Wiederhohlung des letzteren wegen derselben Uebertretung an einem anderen Orte aus. Werden jedoch die in jenen §§. erwähnten Uebertretungen bei folgenden Reisen wiederhohlt, so wird die Strafe im ersten Wiederhohlungsfalle auf das Anderthalbfache, im zweiten und jeden ferneren Wiederhohlungsfalle aber auf das Doppelte des einfachen Betrages erhöht.

Zum Art. 5.

§. 18. Die in diesem Artikel enthaltene Bestimmung über Veröffentlichung der Frachtpreise durch den Druck ist aufgehoben.

Zum Art. 6.

§. 19. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Die Kaufleute und Schiffer zweier oder mehrerer Elbuferstädte können sich über eine Beurtfahrt zwischen diesen Städten für bestimmte Zeiträume vereinigen, und dabei die Zeit der Abfahrt von jedem Orte, die Frachtpreise und sonstige Bedingungen dieses Verkehrs festsetzen.

In derselben Art können die Kaufleute und Schiffer einer Elbuferstadt sich rücksichtlich der von dieser aus nach anderen

1844 Orten zu verschiffenden Waaren über eine Reihefahrt auf bestimmte Zeit einigen.

Zur Wirksamkeit solcher Vereinbarungen ist bei einer Beurtfahrt die Genehmigung der Regierungen aller Städte, zwischen welchen jene errichtet werden soll, und bei einer blossen Reihefahrt die Genehmigung der Regierung des Abfahrtsorts erforderlich.

Diese Genehmigung wird, nachdem zuvor sämmtlichen Elbuferstaaten Gelegenheit gegeben ist, sich über die mitgetheilten Bedingungen und Statuten der zu errichtenden Beurt- oder Reihefahrt zu äussern, ertheilt werden, wenn jene Bedingungen und Statuten mit den Elbschifffahrtsverträgen und den Landesgesetzen im Einklange stehen.

Dieselbe wird versagt werden, wenn dadurch ein den Elbschifffahrts-Verträgen widerstreitendes Schifffahrts-Monopol begründet werden würde, und es sollen weder durch die Statuten, noch durch sonstige Verabredungen Einzelne oder ganze Klassen von Kaufleuten oder Schiffern wider ihren Willen zum Beitritte genöthiget, oder ihrer Befähigung und Bereitwilligkeit zur Erfüllung der für alle Theilnehmer geltenden Bedingungen ungeachtet, vom Beitritte ausgeschlossen werden dürfen.

Nach erfolgter Genehmigung der Statuten sind diese durch den Druck zu veröffentlichen.

Die Regierung, von welcher die Genehmigung ausging, wird deren Befolgung sorgfältig überwachen und kann die ertheilte Genehmigung jederzeit zurücknehmen, sobald sie sich überzeugt, dass das Fortbestehen der Beurt- oder Reihefahrt für Handel und Schifffahrt auf der Elbe nachtheilig sein würde.

Zum Art. 7.

§. 20. Die Recognitions-Gebühr von den Fahrzeugen ist aufgehoben und es soll künftig nur der Elbzoll von den Schiffsladungen und Flosshölzern nach den im §. 23 bestimmten Sätzen fortbestehen.

Zum Art. 8.

§. 21. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Der Elbzoll wird nach dem Brutto-Gewichte der Schiffsladungen und Flosshölzer erhoben.

Die dabei zu Grunde zu legende Gewichts-Einheit ist der Elbzol-Centner, welcher 100 Elbzoll-Pfunde enthält und 50 Kilogrammen gleichkommt.

§. 22. Für nicht leicht wägbare Gegenstände kommt, statt 1844
der Anlage Nro. 1 der Elbschifffahrts-Akte und statt der Anlage *A* des Hamburger Schluss-Protokolls vom 18. September 1821, die unter *D* beigefügte neue Gewichtstabelle zur alleinigen Anwendung.

Zum Art. 9.

§. 23. An Elbzoll sollen künftig auf der Strecke zwischen Melnik und Hamburg, statt der in den Art. 9 und 11 der Elbschifffahrts-Akte und im §. 7 des Hamburger Schluss-Protokolles angeführten Beträge, nicht mehr als 1 Thlr. 3 Sgr. 11 Pf. im Vierzehnthalerfusse, den Thaler zu 30 Silbergroschen oder 360 Pfennigen gerechnet, für den Elbzoll-Centner Brutto-Gewicht erhoben werden, und zwar:

von Oesterreich	2 Sgr.	1 Pf.
- Sachsen	6 -	4 -
- Preussen	16 -	7 -
- Anhalt-Cöthen . . .	— -	10 -
- - Dessau . . .	— -	10 -
- - Bernburg . .	— -	10 -
- Hannover	3 -	2 -
- Mecklenburg	2 -	3 -
- Dänemark	1 -	— -
mithin insgesammt	1 Thlr. 3 Sgr.	11 Pf.

Die streckenweise Vertheilung dieser Tarifsätze wird durch die Anlage *E* bestimmt, welche an die Stelle der Beilage Nr. 2 des Artikels 9 der Elbschifffahrts-Akte und der Anlage *B* des Hamburger Schluss-Protokolls tritt.

Jede Aenderung der Zollstrecken und jede Vermehrung der Erhebungsstellen bedarf der Zustimmung aller Uferstaaten.

§. 24. Die Zollpflicht tritt ein:

a) in Oesterreich, Sachsen und Preussen (mit Ausnahme der Lenzer Fähre) bei Berührung der Zollstätte.

b) in Anhalt, in Preussen bei der Lenzer Fähre, in Hannover, Mecklenburg und Lauenburg bei Berührung des Zollgebietbezirkes.

§. 25. Transitirende Schiffe können an dem ersten Erhebungsamte jedes Staates den Zoll für die ganze Strecke entrichten.

Zum Art. 10.

§. 26. An die Stelle der in diesem Artikel und der in den §§. 4, 5, 6 und 11 des Hamburger Schluss-Protokolls benannten

1844 Zoll-Ermässigungen und Befreiungen treten die in der Anlage *F* zusammengestellten erweiterten Ermässigungen und Befreiungen.

Zum Art. 11.

§. 27. Dieser Artikel wird in Folge des § 20 dieser Additional-Acte aufgehoben.

Zum Art. 12.

§. 28. An die Stelle dieses Artikels treten folgende Bestimmungen:

Die Bezahlung des Zolles ist, mit Ausnahme von Böhmen, bis auf Beträge von $\frac{1}{6}$ Thaler hinab in Silbermünzen zu leisten, welche nach dem Vierzehnthalerfusse in einem der Elbuferstaaten ausgeprägt sind. Ein Thaler ist gleich 30 Silbergroschen oder 360 Pfennigen Preussischer, 30 Neugroschen oder 300 Pfennigen Sächsischer und 24 guten Groschen oder 288 Pfennigen Hannoverscher oder Auhalt'scher Münzeintheilung.

Münzstücke unter 5 Silbergroschen werden bei den Elbzoll-Cassen unterhalb Böhmens nur zur Berichtigung der in $\frac{1}{6}$ Thaler nicht aufgehenden Beträge angenommen.

Mit dieser Beschränkung sind von jenen Elbzoll-Cassen anzunehmen:

1) Preussische Silbergroschen zu $\frac{1}{30}$ Thlr. und Pfennige zu $\frac{1}{360}$ Thlr.
2) Sächsische Neugroschen zu $\frac{1}{30}$ Thaler und Pfennige zu $\frac{1}{300}$ Thlr.
3) Hannoversche und Anhaltsche Gutegroschen zu $\frac{1}{24}$ Thlr. und Pfennige zu $\frac{1}{288}$ Thlr.

nebst den, in den genannten Staaten nach dem Verhältnisse dieser Groschen und Pfennige sonst ausgeprägten Münzstücken unter $\frac{1}{6}$ Thlr.

In Böhmen ist, statt der Münzen des Vierzehnthalerfusses, gesetzmässige österreichische Conventionsmünze dergestalt zu zahlen, dass ein Gulden von 60 Kreuzern Conventionsgeld für 21 Silbergroschen oder 252 preussische, auch 210 Sächsische Pfennige angenommen wird.

Uebrigens hängt es von jedem Elbuferstaate ab, ob und nach welchem Werthverhältnisse er ausser diesen vertragsmässigen Münzsorten noch andere bei seinen Elbzoll-Cassen zulassen will.

Zum Art. 15.

§. 29. Der Brunshauser Zoll von den von der Nordsee gekommenen, elbaufwärts die Mündung der Schwinge passirenden Gütern ist durch den am heutigen Tage abgeschlossenen beson-

deren Staats-Vertrag regulirt und dadurch der Art. 15 aufgehoben worden. 1844

Zum Art. 16.

§. 30. Ausser den in diesem Artikel genannten Elbzollämtern dient für die aus Böhmen stromabwärts kommenden Fahrzeuge, deren Ladung nach einem Sächsischen Landungsplatze oberhalb Schandau bestimmt ist, oder welche blos Personen befördern, das sächsische Zollamt in Schmilka als Abfertigungsamt.

Znm Art. 17.

§. 31. An die Stelle dieses Artikels treten die folgenden, sowie die in den §§. 32 und 33 enthaltenen Bestimmungen:

Kein Schiffer oder Flösser darf vom Ladungsplatze abfahren, bevor er mit den Frachtbriefen über die geladenen Waaren und mit einem vorschriftsmässigen Manifeste (vgl. §. 32) versehen ist.

Die Frachtbriefe müssen von den Absendern ausgestellt sein und die Gattung und Menge, so wie den Bestimmungsort und Empfänger der Waaren benennen.

Das Manifest ist von dem Schiffsführer oder für denselben von einem Dritten, welcher jedoch kein Elbzoll- oder Hafenbeamter sein darf, anzufertigen.

Jede unterwegs eintretende Bei- oder Ausladung muss sofort in dem Manifeste bemerkt und von dem Elbzollamte des Bei- oder Ausladungsortes, oder wenn sich ein solches dort nicht befindet, von dem auf der ferneren Fahrt zunächst berührten Elbzollamte beglaubigt werden.

§. 32. Die Schiffs-Manifeste sind nach dem in der Anlage *G* beigefügten Muster anzufertigen und müssen enthalten:

1) die Nummer und sonstige Bezeichnung des Schiffes und die Orte, an welchen dessen dermalige Fahrt angefangen hat und endigen soll.

2) Nahmen und Wohnort des Schiffs-Eigenthümers.

3) Nahmen und Wohnort des Schiffsführers.

4) die Angabe der Zahl der Bemannung.

5) Aufzählung, Benennung und Gewicht der geladenen Waaren nach der Nummer und Reihenfolge der Frachtbriefe, in der Art, dass jedes Kollo aufzuzählen und bei demselben

a) dessen Bezeichnung und Brutto-Gewicht,

b) dessen Einladungs- und Bestimmungsort nebst den Nahmen des Versenders und Empfängers und

c) die Benennung der in demselben enthaltenen Waaren anzugeben ist.

6) Die Versicherung der Richtigkeit des Inhalts unter öffent-

1844 lich beglaubigter Unterschrift des Schiffsführers. Dieser ist für den Inhalt des Manifests auch dann verantwortlich, wenn er dasselbe durch Dritte hat anfertigen lassen.

§. 33. Die Vorschriften über Anlegen und Meldung bei den Elbzollämtern gelten auch für leere Fahrzeuge.

Zum Art. 21.

§. 34. Der Schlusssatz: «So oft der Schiffer» u. s. w. wird dahin abgeändert, dass die Schiffer und Flösser verpflichtet sein sollen, dem ersten von ihnen berührten Elbzollamte jedes Staatsgebietes eine richtige Abschrift des vorzuzeigenden Original-Manifestes einzuhändigen.

Zum Art. 23.

§. 35. Nach dem Ablaufe der in diesem Artikel erwähnten Einigung ist, zur Erleichterung des Elbverkehrs, von Preussen, Sachsen, Hannover, Dänemark und Mecklenburg, am 30. August 1843 ein Vertrag über das gemeinschaftliche Revisionsverfahren auf der Elbe abgeschlossen worden, durch welchen die Regierungen von Hannover, Dänemark und Mecklenburg die Fälle dringenden Verdachts ausgenommen, auf die eigene specielle Revision der Fahrzeuge, welche das Preussische Elbzollamt Wittenberge passiren, bis zum 31. März 1853 verzichtet haben.

Zum Art. 24.

§. 36. An die Stelle des zweiten Absatzes tritt folgende Bestimmung:

In der Regel findet bei Abfertigung der Schiffer ohne Unterschied eine strenge Reihenfolge statt, so dass derjenige, welcher nach seiner Ankunft seine vorschriftsmässigen Ladungspapiere dem Zollamte zuerst übergeben hat, auch zuerst abgefertigt werden muss, ausgenommen, wenn Schiffe durch eine allgemeine Revision schneller abgefertigt werden können, in welchen Fällen diese den zur speciellen Revision kommenden vorgehen.

§. 37. Sämmtliche Elbzollämter haben folgende Abfertigungsstunden einzuhalten:

Im Monate	Morgens			Nachmittags
März	von 7	bis 12 Uhr.	von 1 Uhr bis	6 Uhr
April	- 6			7 -
Mai bis August	- 6			8 -
September bis November	- 7			6 -
December, Januar, Februar	von Sonnenaufgang			Sonnenuntergang.

die Zeit des Gottesdienstes an Sonn- und Festtagen ausgenommen.

Zum Art. 25. 1844

§. 38. An die Stelle des ersten Absatzes dieses Artikels treten die in den §§. 39—45 enthaltenen Bestimmungen.

§. 39. Als Elbzoll-Defraude wird jede Handlung oder Unterlassung eines Schiffs- oder Flossführers betrachtet, vermöge welcher einem Elbuferstaate der gebührende Zoll ganz oder theilweise entzogen worden ist, oder im Falle der Nichtentdecknng entzogen sein würde.

Dieselbe wird namentlich dadurch begangen, dass elbzollpflichtige Güter entweder gar nicht, oder dergestalt, dass dadurch eine geringere als die gebührende Verzollung bewirkt worden ist, oder im Falle der Nichtentdeckung bewirkt worden sein würde, im Manifeste aufgeführt oder bei dessen Vorzeigung angemeldet werden.

§. 40. Die Strafe der Defraude besteht für den ersten Straffall in einer Geldbusse zum zehnfachen Betrage des Zolles, welcher durch das Vergehen entzogen war oder bei dessen unentdecktem Gelingen entzogen worden sein würde.

Hiebei ist der defraudirte Zollbetrag nicht allein für die bereits durchfahrenen Stromstrecken eines oder mehrerer Staaten, in Beziehung auf welche die Defraude begangen ist, sondern auch insoweit für die noch zu durchfahrende Strecke zu Grunde zu legen, als das Zollamt, bei dem die Defraude entdeckt wurde, statt der auf der ferneren Fahrt zu passirenden Zollämter des nämlichen oder eines anderen Staatsgebietes die Anmelde- oder Revisionsstelle bildet.

Die Strafe ist um die Hälfte zu schärfen, 1) wenn nicht angemeldete zollpflichtige Güter in einem verborgenen Raume oder Behältnisse des Fahrzeuges vorgefunden werden;

2) wenn erhaltene Zollbegünstigungen zu betrüglichen Zollverkürzungen gemissbraucht werden. In diesem Falle verliert der Verurtheilte zugleich die missbrauchte Zollbegünstigung;

3) wenn zur Erlangung von Zollbefreiungen oder Ermässigungen unrichtige Angaben über den Einladungs- oder Bestimmungsort geladener Güter gemacht werden.

§. 41. Als blosse Ordnungswidrigkeit ist jede Uebertretung der in den Artikeln 17—19 und 21 der Elbschifffahrts-Akte, so wie in den §§. 31—33 und 34 dieser Additional-Akte enthaltenen Vorschriften zu bestrafen, insofern aus den vom Uebertreter gegebenen Nachweisungen oder aus unzweifelhaften sonstigen Umständen erhellt, dass eine Entziehung oder Verkürzung des

1844 gebührenden Zolls durch die Uebertretung nicht stattfinden konnte, oder wenigstens nicht beabsichtiget wurde.

Blosse Ordnungswidrigkeiten werden mit Geldbussen von 1 bis 10 Thaler, welche vorzüglich nach der Erheblichkeit, Gefährlichkeit und Absichtlichkeit der Uebertretung abzumessen sind, bestraft.

Für diejenigen Handlungen oder Unterlassungen, für welche eine Defraudestrafe oder eine andere landesgesetzliche Strafe verhängt wird, tritt neben dieser eine besondere Ordnungsstrafe nicht ein.

Uebertretungen, welche erweislich ohne Verschulden durch unabwendbare Ereignisse herbeigeführt sind, bleiben straflos.

§. 42. Wenn ein Schiffsführer sich, nach erfolgter Bestrafung, einer Elbzolldefraude oder einer und derselben Ordnungswidrigkeit wiederhohlt schuldig macht, so soll die nach den §§. 40 und 41 aufzulegende Geldbusse im ersten Wiederhohlungsfalle auf das Anderthalbfache, im zweiten und jeden ferneren Wiederhohlungsfalle aber auf das Doppelte des einfachen Strafsatzes erhöht werden.

Wenn ein Schiffsführer durch den Inhalt der von den Befrachtern mitgegebenen Frachtbriefe oder sonstigen Papiere zu unrichtigen Angaben veranlasst wurde, so soll weder für dasmal die Strafe des Rückfalls eintreten, noch die für diesen Fall zu verhängende einfache Defraudestrafe — wegen welcher dem Schiffer der Regress wider den Befrachter zusteht — bei etwaigen künftigen Rückfällen behuf der Straferhöhung mitgezählt werden.

§. 43. Abweichungen des Manifestes oder der Anmeldung vom Revisionsbefunde, welche nicht mehr als den zwanzigsten Theil des angemeldeten Brutto-Gewichts für einen einzelnen Ladungsgegenstand ausmachen, haben nur die Nachzahlung des Zolls für das Mehrgewicht, aber keine Strafe zur Folge.

Die Verletzung eines zollamtlich angelegten Waarenverschlusses bleibt nur dann straflos, wenn der Schiffsführer nachweiset, dass dieselbe ohne sein und seiner Dienstleute und Passagiere Verschulden eingetreten ist.

§. 44. Neben den Elbzollstrafen sind jederzeit die defraudirten Zollbeträge einzuzahlen.

Durch die Elbzollstrafe wird die gesetzmässige Bestrafung der, mit Elbzoll-Vergehen etwa konkurrirenden, polizeilichen oder kriminellen Vergehen ebenso wenig ausgeschlossen, als diejenige einer etwa zugleich geschehenen oder versuchten Verkürzung von Landesabgaben.

Erkannte Zollstrafen sind im Unvermögensfalle, nach den am Orte der Verurtheilung geltenden Gesetzen, durch Haft oder Strafarbeit abzubüssen. 1844

§. 45. Rücksichtlich der Zollstrafen, der defraudirten Zollbeträge und den etwaigen Prozesskosten haften solidarisch:

1) der Schiffs- oder Flossführer für alle Handlungen und Unterlassungen Dritter, deren er sich zur Erfüllung oder Verletzung seiner Zollpflichten etwa bedient hat,

2) die Waaren in Beziehung, auf welche das Zollvergehen begangen ist, so lange dieselben sich noch im Bereiche des Zollamts befinden,

3) das Fahrzeug, welches jene Waaren führte, oder mittelst dessen, oder in Beziehung auf welches das Zollvergehen begangen wurde.

Zum Art. 26.

§. 46. Behuf gerichtlicher Verhandlungen der im Art 26 der Elbschifffahrts-Akte und der in dem §. 47 dieser Additional-Akte bezeichneten Angelegenheiten, so weit dieselben sich auf die Stromschifffahrt zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg beziehen, sollen in sämmtlichen Uferstaaten Elbzollgerichte bestehen und von zum Richteramte befähigten Personen verwaltet werden.

Die Uferstaaten werden sich allseitig von den in ihren Gebieten bestehenden Elbzollgerichten und den neben oder statt derselben zur Untersuchung und Bestrafung strom- und schifffahrtspolizeilicher Vergehungen bestellten Behörden (vgl. §. 48) so wie von den Veränderungen in Kenntniss setzen, welche rücksichtlich der Zahl oder des Ortes jener Gerichte oder Behörden eintreten.

§. 47. Ausser den im Art. 26 erwähnten, werden den Elbzollgerichten noch folgende Gegenstände überwiesen:

1) die Untersuchung und Bestrafung

a) von Uebertretungen schifffahrts- und strompolizeilicher Vorschriften durch Schiffs- oder Flossführer, deren Dienstleute, Passagiere oder Schiffszieher,

b) von Excessen, welche die zur Bemannung der Stromfahrzeuge oder zum Schiffszuge gehörenden Personen gegeneinander oder gegen die in Ausübung ihres Amtes begriffenen Elbzoll- oder Elbschifffahrts-Polizeibeamten begehen und nicht etwa einen kriminellen Karakter an sich tragen, nebst der Entscheidung über die in allen diesen Fällen etwa zu leistende Entschädigung.

1844 2) die Untersuchung und Entscheidung von Streitigkeiten

a) über Betrag und Zahlung der Lootsengebühren,

b) zwischen Schiffsführern und Passagieren über Preis und sonstige Bedingungen und Verhältnisse des Transports,

c) zwischen den Eignern und Führern, den Dienstleuten und Zugknechten der Stromfahrzeuge über ihre Dienst- und Lohnverhältnisse.

Ausser den im Art. 26 unter *a* erwähnten Fällen der freiwilligen Unterwerfung soll das elbzollrichterliche Verfahren auch dann nicht eintreten, wenn der Angeschuldigte nach der besonderen Gesetzgebung des betreffenden Staats durch Anrufung der höheren Verwaltungsbehörde auf den gerichtlichen Weg verzichtet hat.

§. 48. Jedes Elbzollgericht ist berechtigt und verpflichtet, die ihm zugewiesenen Gegenstände, ohne Unterschied des Wohnorts der Betheiligten und des Landes oder Orts, wo die Vergehen begangen oder die Streitigkeiten entstanden sind, und ohne Rücksicht auf etwaige privilegirte Gerichtsstände, zur Untersuchung zu ziehen und zu entscheiden, insofern

1) was die Zollvergehen betrifft, diese in seinem Gerichtsbezirke entdeckt oder die Gegenstände derselben bei Fortsetzung der Fahrt, während welcher das Vergehen begangen ist, in seinem Gerichtsbezirke bei Anbringung der Denunziation betroffen werden,

2) die elbschifffahrts- und strompolizeilichen Vergehen während der Abwesenheit der Thäter in seinem Gerichtsbezirke entdeckt oder solche gegen Führer, Mannschaft oder Passagiere eines innerhalb seines Gerichtsbezirks auf der Fahrt begriffenen Elbschiffes bei ihm zuerst zur Anzeige gebracht werden, und

3) was die im Art. 26 unter *d* und *e* der Elbschifffahrts-Akte und im §. 47 unter 2 dieser Additional-Akte bezeichneten Streitigkeiten betrifft, die streitenden Partheien in seinem Gerichtsbezirke anwesend sind und wenigtens Eine derselben seine Amtsthätigkeit wegen eines derartigen Anspruches anruft.

Uebrigens kann jeder Uferstaat zur Untersuchung der strom- und schifffahrtspolizeilichen Vergehungen neben den Elbzollgerichten oder statt derselben auch andere Behörden bestellen.

§. 49. Das Verfahren bei den Elbzollgerichten soll möglichst kurz und summarisch sein.

Bei Untersuchung der elbschifffahrts- und strompolizeilichen und Zollvergehen findet in der Regel persönliches mündliches Verhör der Angeschuldigten Statt. Das Elbzollgericht soll jedoch,

falls nicht etwa die Anhaltung von Schiffen und Ladungsgegenständen zur Constatirung des Vergehens erforderlich ist, den Angeschuldigten gegen vollständige Sicherheitsleistung für Zoll, Strafen, etwaige Schäden und Kosten die Fortsetzung der Elbfahrt gestatten. Der Angeschuldigte hat indessen vorher, behuf der weiteren Verhandlung, einen Bevollmächtigten zu bestellen, widrigenfalls für ihn auf seine Gefahr und Kosten ein Vertreter ernannt oder wider ihn das Verfahren, welches nach den Landesgesetzen gegen abwesende Uebertreter zulässig ist, eingeleitet werden soll. 1844

Vorstehende Bestimmungen finden auch da Anwendung, wo an die Stelle der Elbzollgerichte andere Behörden (vgl. §. 48) eintreten.

§. 50. Die Entscheidungen der Elbzollgerichte sind den Betheiligten schriftlich zuzustellen.

Die Recursnahme gegen dieselben bestimmt sich, nebst den dabei eintretenden Fristen, nach den Landesgesetzen.

Bedarf es zur Vollstreckung einer elbzollgerichtlichen Entscheidung der Requisition einer anderen Gerichts-, Zoll- oder Polizeibehörde, so ist derselben in allen Elbuferstaaten unweigerlich, jedoch nach den für die requirirte Behörde, der inneren Landesgesetzgebung gemäss, bestehenden Formen zu genügen.

Von jeder wegen Uebertretung strom- und schifffahrtspolizeilicher Bestimmungen oder wegen Zollvergehen erkannten Strafe hat die erkennende Behörde sofort nach Rechtskraft der Entscheidung alle übrigen an der Elbe für diese Gegenstände bestehenden Behörden in Kenntniss zu setzen.

§. 51. Die defraudirten Zollgefälle und erkannten Zollstrafen gebühren dem Staate, dessen Zollgerechtsame durch das Vergehen verletzt sind.

Polizei-Strafgelder fallen demjenigen Staate zu, in welchem das polizeiliche Straferkenntniss abgegeben worden ist.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht steht in Rücksicht auf Zollstrafen dem Staate zu, auf dessen Zollgerechtsame das bestrafte Vergehen sich bezieht, in Rücksicht polizeilicher Bestrafungen aber dem Staate, in welchem das Straferkenntniss abgegeben worden ist.

Zum Art. 28.

§. 52. Sämmtliche Elbuferstaaten werden auch künftig, jeder in den Grenzen seines Gebiets, alle im Fahrwasser sich findenden Hindernisse der Schifffahrt unverzüglich hinwegräumen und jedesmal, bis dieses geschehen, die im Fahrwasser

1844 oder dessen Nähe befindlichen der Schifffahrt gefährlichen Steine, Bäume etc. regelmässig mit Warnungszeichen versehen lassen.

Die unter einzelnen Uferstaaten hinsichtlich der Vertheilung von Leistungen für die Elbschifffahrt bestehenden Verträge und Observanzen bleiben in Kraft.

§. 53. In Uebereinstimmung mit den von Wasserbauverständigen sämmtlicher Uferstaaten angestellten Untersuchungen des Elbstroms und ihrem darauf begründeten Gutachten vom 15. Dezember 1842 werden die Uferstaaten, jeder für sein Gebiet, die geeigneten Maassregeln treffen, um dem Fahrwasser der Elbe zwischen Hamburg und Tetschen eine Tiefe von wenigstens drei Fuss Rheinländisch bei einem Wasserstande, welcher um 6 Zoll höher ist, als der im Jahre 1842 beobachtete niedrigste, zu verschaffen und zu erhalten.

Von den zur Errichtung dieses Zwecks in jenem Gutachten empfohlenen Mitteln, nämlich:

1) Befestigung der im Abbruche befindlichen und Erhaltung der noch nicht im Angriffe liegenden Ufer,

2) Einschränkung zu breiter Stromstrecken und, erforderlichen Falls, unmittelbarer Aufräumung seichter Stellen,

3) Anschliessung oder Wegschaffung von Inseln, soweit deren Beibehaltung der Herstellung und Erhaltung eines geregelten Fahrwassers hinderlich ist und nicht durch andere wichtige Rücksichten erfordert wird,

4) Anzucht und Erhaltung von Buschwerk auf denjenigen Sandfeldern und Anlandungen, welche ohne Nachtheil für das Fahrwasser bestehen können,

wird jeder Uferstaat, innerhalb seines Gebiets und in den Grenzen seiner Berechtigungen, diejenigen in Anwendung bringen, welche er den jedesmaligen örtlichen und sonstigen Verhältnissen entsprechend findet.

Die Ausführung dieser Maassregeln soll ohne Aufschub begonnen uud bis zur vollständigen Erreichung des vertragsmässigen Zweckes kräftigst fortgesetzt werden.

Ueber dasjenige, was in dieser Beziehung in jedem Staate geschehen ist, wollen die Elbuferstaaten sich am Schlusse jedes Jahres allseitige Mittheiluug machen.

§. 54. Jeder Uferstaat wird neben oder auf den in seinem Gebiet vorhandenen Brücken die geeignete Vorkehrung treffen lassen, um die Handhabung der Masten zu erleichtern, und dahin kräftigst Sorge tragen, dass durch Mühlen oder andere Trieb- und Räderwerke, durch Wehre oder sonstige Kunstanlagen

irgend einer Art auf dem Strome, durch Hinabrollen von Blöcken 1844
aus den Steinbrüchen und Lagerung des Abraumes hart am Ufer, eine Hemmung oder Erschwerung der Schifffahrt nicht verursacht werde.

Der Leinpfad ist in Böhmen und Sachsen auch ferner in der bisherigen Art und Weise zu unterhalten. Auf der mittleren Stromstrecke, bis zum Anfange des Fluthgebietes, genügt es, soweit den örtlichen Verhältnissen nach thunlich, einen Weg von 8 Fuss Breite in gleicher Höhe mit dem natürlichen Boden zu ebnen, und von solchen Gegenständen, welche den Schiffszug durch Menschen hindern, frei zu erhalten. Innerhalb des Fluthgebietes bedarf es einer Vorkehrung für den Schiffszug nicht.

Die Anlegung von Ladeplätzen und schützenden Winterhäfen soll nach Bedürfniss befördert werden.

§. 55. Die Staaten, deren Elbuferstrecken aneinander grenzen oder sich gegenüberliegen, wollen, behuf zweckmässiger und gegenseitig unnachtheiliger Ausführung der Ufer- und Stromwerke, sich die Pläne solcher von ihnen beabsichtigter Anlagen mittheilen und eine Verständigung über die bei deren Ausführung in Betracht kommenden Rechtsverhältnisse, unter Zuziehung von Wasserbauverständigen, jederzeit bereitwilligst befördern.

§. 56. Die Elbe soll von Zeit zu Zeit durch Sachverständige sämmtlicher Uferstaaten gemeinschaftlich befahren werden, um die Beschaffenheit des Stromes, die Wirkung der zu dessen Verbesserung getroffenen Maassregeln und die etwa eingetretenen neuen Hindernisse einer regelmässigen Schifffahrt zu untersuchen und festzustellen.

Zum Art. 30.

§. 57. Die dritte Revisions-Commission wird sich fünf Jahre nach dem Eintritte der Wirksamkeit dieser Additional-Akte versammeln.

Dieselbe hat vor Beendigung ihrer Berathungen Zeit und Ort der nächsten Zusammenkunft festzustellen.

Zum Art. 31.

§. 58. Insoweit durch diese Additional-Akte keine Aenderungen ausgesprochen sind, bleiben die Bestimmungen der Elbschifffahrts-Akte vom 23. Juni 1821 in Kraft.

Zum Art. 33.

§. 59. Diese Additional-Akte soll, nachdem die vorbehaltenen Ratificationen derselben spätestens binnen 3 Monaten ausgewechselt sein werden, mit dem 1. Oktober 1844 in Wirksamkeit treten und schon vor diesem Zeitpunkte von allen Uferstaa-

1844 ten öffentlich verkündigt und durch den Druck bekannt gemacht werden.

Zu Urkund dessen ist dieselbe in eilffacher Urschrift von den Eingangs genannten Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

Geschehen zu Dresden den 13. April, Eintausend Achthundert Vierzig Vier.

(L. S.) *Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.*
(L. S.) *Eduard Nicolaus Ritter von Henneberg.*
(L. S.) *Carl Wehner.*
(L. S.) *Dr. Otto Carl Franz Klenze.*
(L. S.) *Carl Philipp Francke.*
(L. S.) *Leopold Friedrich Heinrich Wendt.*
(L. S.) *August Ludwig von Behr.*
(L. S.) *Dr. Heinrich Brehmer.*
(L. S.) *Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.*

Vorstehende Additional-Akte ist von sämmtlichen Elbufer-Staaten ratifizirt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden am 1. Oktober 1844 zu Dresden bewirkt worden.

Anlage A.

Muster eines Schiffer-Patentes.

Schiffs-Patent.

Das dem N. N. zu N. zugehörige {Segelschiff / Dampfschiff} (ohne besonderen Namen) mit der Nummer .... versehen und N. N.
unter solcher im hiesigen Schiffsverzeichniss eingetragen, von .... Tragfähigkeit und im Jahre ..... neu gebaut, ist von dazu bestellten und verpflichteten Sachverständigen in allen seinen Theilen und Zubehörungen sorgfältig geprüft und zur Schifffahrt auf der Elbe vollkommen gut und tüchtig befunden worden.

Auf Grund dieses technischen Zeugnisses ist daher dem Eigenthümer gedachten Fahrzeuges gestattet worden, das letztere zum Elbschifffahrtsbetriebe so lange benutzen zu dürfen, als es sich in erwähntem guten Zustande befindet und darin erhalten wird.

Urkundlich ist hierüber gegenwärtiges Schiffs-Patent unter 1844 amtlicher Vollziehung und Besiegelung ausgefertigt worden.

. . . . . . den . . . .

(Name der Behörde)

(L. S.) (Unterschrift)

Anlage B.

Muster eines Schiffer-Patentes zur Führung von Schiffen.

Schiffer-Patent.

Vorzeiger dieses

N. N. . . . .

aus . . . . in . . . .

hat sich über seine Kenntnisse und Fähigkeiten im Betriebe der Elbschifffahrt mit {Segelschiffen / Dampfschiffen} dergestalt vollkommen ausgewiesen, dass ihm die Erlaubniss zur Führung jedes auf der Elbe fahrenden {Segelschiffes / Dampfschiffes} unter heutigem Tage unbedenklich ertheilt worden ist.

Nach vorgängiger Angelobung von seiner Seite, das seiner Leitung anzuvertrauende Fahrzeug mit aller Sorgfalt und Umsicht zu führen, von demselben Schaden und Unglück oder Gefahr, in welche es nebst den darauf befindlichen Waaren und Personen gerathen könnte, nach allen Kräften und besten Fleisses, soweit möglich, abzuwenden, auch bei seinen Fahrten die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und der Additional-Akte, so wie die in den einzelnen Staaten geltenden schifffahrtspolizeilichen Vorschriften genau zu befolgen, ist ihm hierüber gegenwärtiges Schiffer-Patent, gehörig vollzogen und besiegelt, ausgestellt worden.

. . . . den . . . .

(Name der Behörde)

(L. S.) **(Unterschrift)**

1844 *Anlage C.*

Muster eines Schiffer-Patentes zur Führung von Holzflössen.

Schiffer-Patent.

Vorzeiger dieses,

N. N. . . . .

aus . . . . in . . . .

hat sich über seine Kenntnisse und Fähigkeiten zum Betriebe der Holzflössung auf der Elbe dergestalt vollkommen ausgewiesen, dass ihm die Erlaubniss zur Führung jedes auf genanntem Strome gehenden Holzflosses unter heutigem Tage unbedenklich ertheilt worden ist.

Nach vorgängiger Angelobung von seiner Seite, das seiner Leitung anvertraute Holzfloss mit aller Sorgfalt und Umsicht zu führen, von demselben Schaden, Unglück oder Gefahr, in welche es nebst den darauf befindlichen Personen und Gegenständen gerathen könnte, nach allen Kräften und besten Fleisses, soweit möglich, abzuwenden, auch bei seinen Fahrten die Bestimmungen der Elbschifffahrts- und der Additional-Akte, so wie die in den einzelnen Staaten geltenden schifffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften genau zu befolgen, ist ihm hierüber gegenwärtiges Schiffer-Patent, gehörig vollzogen und besiegelt, ausgefertiget worden.

. . . . den . . . .

(Name der Behörde)

(L. S.) (Unterschrift)

Anlage D.

Gewichts-Tabelle für elbzollpflichtige, nicht leicht wägbare Gegenstände.

Vorbemerkung. Das hierin genannte Fussmass ist Rheinisches, das Scheffelmass Preussisches und das Gewicht der Elbzoll-Centner.

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll) Gewicht.	
		Ctr.	Pfd.
	A. Flüssige Waaren.		
1	Theer, *a*) Harz-Theer, die Tonne	3	25
	b) Steinkohlen-Theer, die Tonne	3	10

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
2	Thran, *a*) Schwedischer (Kronenthran, Leberthran etc.) die ganze Tonne	3	12
	- halbe -	1	74
	b) Hamburger Thran, die Tonne zu 6 Stechkannen	2	46
3	Wasser, mineralische, und zwar: I. Oesterreichische Mineralwasser, als		
	1. Biliner Sauerbrunnen:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	4	65
	b) in halben Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	2	85
	c) in viertel Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	1	80
	2. Eger Salzquelle:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	4	20
	- dergl. verpackt - 60 Krüge	3	36
	- - - - 36 -	2	15
	- - - - 18 -	1	6
	- - - - 12 -	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	80
	- dergl. verpackt in Kisten à 100 Krüge . . .	3	54
	- - - - - à 72 - . . .	2	35
	- - - - - à 64 - . . .	2	24
	- - - - - à 40 - . . .	1	48
	β. in Hyalit-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	2	70
	- dergl. verpackt in Kisten à 30 Bouteillen . .	1	18
	b) in halben, unverpackt, à 100 - . .	2	10
	- dergl. verpackt in Kisten à 15 - . .	—	62
	3. Eger Franzensbrunnen:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	4	20
	- dergl. verpackt in Kisten à 60 Krüge . . .	3	3
	- - - - - à 36 - . . .	2	13
	- - - - - à 18 - . . .	1	6
	- - - - - à 12 - . . .	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	75
	- dergl. verpackt in Kisten à 100 Krüge . . .	3	43
	- - - - - à 72 - . . .	2	30
	- - - - - à 64 - . . .	2	18
	- - - - - à 40 - . . .	1	48
	β. in Hyalit-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	2	70
	- dergl. verpackt in Kisten à 30 Bouteillen .	1	18
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	10
	- dergl. verpackt in Kisten à 15 Bouteillen . .	—	62
	4. Marienbader Kreuz- und Ferdinands-Brunnen:		
	α. in thönernen Krügen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	4	30
	- dergl. verpackt in Kisten à 48 Krüge . . .	2	56
	- - - - - à 24 - . . .	1	38
	- - - - - à 12 - . . .	—	74
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	75
	- dergl. verpackt in Kisten à 100	3	53

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
	in dergl. verpackt in Kisten à 72 Krüge . . .	2	59
	- - - - - - à 50 - . . .	1	68
	- - - - - - à 30 - . . .	1	25
	- - - - - - à 24 - . . .	—	84
	β. in Glas-Bouteillen:		
	a) in ganzen, unverpackt, à 100 Stück	2	95
	- dergl. verpackt in Kisten à 30 Bouteillen .	1	8
	- - - - - - à 18 - . .	—	84
	b) in halben, unverpackt, à 100 Stück	2	15
	- dergl. verpackt in Kisten à 36 Bouteillen . .	1	6
	- - - - - - à 18 - . .	—	50
	5. Pillnaer Bitterwasser:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	4	60
	- dergl. verpackt in Kisten à 40 Krüge . . .	2	39
	- - - - - - à 20 - . . .	1	20
	b) in halben Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	2	70
	- dergl. verpackt in Kisten à 40 Krüge . . .	1	54
	- - - - - - à 20 - . . .	—	76
	6. Saidschützer und Sedlitzer Bitterwasser:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	4	90
	- dergl. verpackt in Kisten à 40 Krüge . . .	2	57
	- - - - - - à 20 - . . .	1	27
	b) in halben Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	2	80
	- dergl. verpackt in Kisten à 40 Krüge . . .	1	49
	- - - - - - à 20 - . . .	—	74
	c) in Achtzehner, blos . . . à 100 Stück . . .	6	5
	7. Giesshübler Säuerling:		
	a) in ganzen Krügen, unverpackt, à 100 Stück . .	4	20
	b) in halben - - à 100 - . .	2	55
	8. Liebwerdaer Sauer- und Stahlbrunnen:		
	in ganzen gläsernen Flaschen, blos à 100 Stück	2	70
	Anmerk. Kommen Versendungen von den unter 1—8 aufgeführten Mineralwässern in solcher Kistenverpackung, welche unter diesen Abschnitte nicht befindlich, oder in Körben vor, so sind dergleichen Colli zu verwiegen.		
	II. Andere Mineralwasser, als:		
	a) Salzbrunnen (stets in Kisten von 24 ganzen oder 36 halben Glasflaschen vorkommend) und zwar:		
	à Kiste mit 24 ganzen Glasflaschen	1	4
	- - - 36 halben -	1	14
	b) alle aus dem südlichen Deutschland etc. (in der Regel unverpackt, ausserdem nur in Körben) eingehende Mineralwasser:		
	jeder ganze Krug (Steinkrüge) unverpackt	—	5
	- halbe - - -	—	3
	Bei Verpackung in Körben ist das Brutto-Gewicht durch Verwiegung zu ermitteln.		

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
	B. Früchte.		
	a) Getraide und Hülsenfrüchte.		
1	Bohnen, der Pr. Scheffel (gestrichen gemessen)	—	90
2	Buchweizen - - - -	—	70
3	Erbsen - - - - -	—	90
4	Gerste - - - - -	—	70
5	Hafer - - - - -	—	50
6	Hirse - - - - -	—	75
7	Linsen - - - - -	—	90
8	Roggen - - - - -	—	80
9	Weizen - - - - -	—	85
10	Wicken - - - - -	—	90
	Anmerk. Getraide in Säcken und blos geladenes werden, den Gewichtssätzen nach, gleich behandelt und wird diesen für die Sack-Emballage nichts hinzugerechnet.		
	b) Sämereien.		
11	Hanfsaamen, der Preussische Scheffel	—	55
12	Kleesaamen, - - -	—	90
13	Leinsaamen, die Tonne (à 113 Preussische Quart)	1	95
	desgl., der Preussische Scheffel	—	70
14	Mohnsaamen - - -	—	60
15	Rappsaamen - - -	—	72
16	Rübsaat (Rübsen, Leindotter, Dotter, Doder) wie Rappsaamen.		
	c) Obst.		
17	frisches Obst aller Art, der Preussische Scheffel	—	65
18	getrocknete Aepfel - - -	—	35
19	- Birnen - - -	—	60
20	- Kirschen - - -	—	75
21	- Pflaumen - - -	—	70
22	- Nüsse (wälsche - -	—	45
23	- Hagebutten - - -	—	30
	d) andere Fruchtarten.		
24	Kartoffeln, der Preussische Scheffel	—	85
25	Kastanien - - -	—	75
26	*a*) kleine Märkische, der Preussische Scheffel	—	50
	b) andere Rüben, als Kohlrüben, Runkelrüben, Beetrüben, wie Kartoffeln		
27	Zwiebeln (Bollen), der Preussische Scheffel	—	75
	C. Holz.		
1	Brenn- und Nutzholz (in Stämmen, Scheiten, Sägeblöcken etc.) und zwar:		
	a) Hartes:		
	Ahorn-, Buchen-, Eichen-, Rüstern- oder Ulmenholz, desgl. Apfel-, Birnen-, Kirschen-, Nuss- und Pflaumenbaumholz à 2 (Rheinl. oder) Preuss. Kubikfuss	1	—

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
	b) weiches:		
	Aspen- (Espen-), Birken-, Erlen- (Ellern- oder Elsen-), Fichten-, Kiefern- (Föhren- oder Kienen-), Lerchen-, Tannen-, Pappeln-, Weiden- und alles andere unter *a.* nicht benannte Holz à 3 (Rheinl. oder) Preuss. Kubikfuss . . .	1	

Hierhei sind folgende Vorschriften in Anwendung zu bringen:

1. Bearbeitete oder beschlagene (vollkantige, vierkantige) Balken (Zimmerholz) und dergleichen Nutzhölzer, sowie Bohlen, Planken, Stollen, Breter, Latten und alle andern Sägewaaren, können nach den Dimensionen einzelner Stücke (ohne Rabatt) kubisch veranschlagt, oder auch, nach Befinden, in ganzen Haufen, Kabeln oder Lagen gemessen und kubisch berechnet werden, in welchem letzteren Falle alsdann noch 15 Procent Rabatt für die leeren Zwischenräume in Abzug zu bringen sind;

2. Werden bewaldrechtete oder schalkantig behauene Langhölzer in ganzen Lagen vermessen und kubisch berechnet, so sind von dem hiernach ermittelten Inhalte 20 Procent zu rabattiren;

3. Felgen, Speichen, Fassdauben und Stabhölzer sind entweder ebenfalls in ganzen Haufen zu vermessen und von dem hiernach erlangten kubischen Inhalte annoch für die leeren Zwischenräume 20 Procent zu kürzen, oder es sind solche, sowie Kandiskisten, probeweise zu verwiegen und nach diesem Ergebnisse die übrigen gleichartigen und gleichgrossen Stücke zu berechnen;

4. Unbearbeitete (entwipfelte) Langhölzer, Klötzer etc. — in Flössen und einzelnen Stücken — sind nach Anleitung der Segondat'schen und Hartig'schen Kubiktabellen kubisch zu ermitteln, zu welchem Ende die Stärke derselben stets am obern und untern Ende zu messen und nach dem Durchmesser in Zollen zu bestimmen ist;

5. Werden Kahn- und Schiffsladungen unbearbeiteter Nutzhölzer, Stangen etc. so wie Brennhölzer im Ganzen kubisch vermessen, so ist der sich ergebende Kubikinhalt, wegen der leeren Zwischenräume

a) bei Bau- und anderem Nutzholze mit 25 Procent,
b) bei rauhem Brennholze mit 33⅓ Procent,
c) bei Band- und Zweigholze mit 50 Procent.
d) bei Wellen und Reissigbunden mit 60 Procent, zu rabattiren.

6. Ist ferner rauhes Kloben- oder Scheltholz in Faden, Haufen, Klaftern etc. abgesondert und so aufgestellt, dass es kubisch vermessen werden kann, so sind von jedem 100 Kubikfuss zu rabattiren:

vom	2	3	4	5	6	füssigen
Schier- oder Nutzholze	25	26½	28	30	32	Kubikf.
Brennholze in unebenen Kloben .	29	31	33	35	37	-
Brennholze in Stangen	40	43	46	49	52	-
- - Zacken oder Zweigen	44	48	52	56	60	-

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
	7. Geben andere, in Vorstehendem nicht bezeichnete, Nutzhölzer in runder oder gewöhnlicher Scheitform ein, so sind dieselben ebenso, wie vorher unter 5 und 6 bestimmt, zu behandeln, und ist deren Gewicht, je nachdem solche zur harten oder weichen Holzart gehören, mit 1 Zollcentner für jede 2 oder 3 Preuss. Kubikfuss festzustellen.		
2	Dachschindeln, à Schock	—	68
3	Zaunpfähle, wie Stangen. (Holzborke und Sägespäne s. unter *F.*)		
	D. Kohlen und anderes Brennmaterial.		
1	Braunkohlen, die 10 (Rheinl. oder) Preuss. Kubikfuss . .	3	50
2	Cinders, Coaks, die 10 - - - - . .	2	50
3	Holzkohlen, die 10 - - - - . .	1	—
4	Lohkuchen *a*) die 1000 Stück, à 8 bis 10 Zoll Quadrat . .	13	—
	b) von anderer Grösse ist das Gewicht vom Kubus festzustellen.		
5	Steinkohlen jeder Art, die Tonne von 4 Pr. Scheffeln . .	3	60
	oder die 10 Preuss. Kubikf.	5	—
6	Torf, in Soden, Steinen, Ziegeln, die 10 Preuss. Kubikfus .	2	85
	E. Steine, Erden, Sand etc.		
1	Aschenkalk, die 10 Preuss. Kubikfuss	8	50
2	Dachschiefer, - 10 - -	12	—
3	Düngekalk, wie Kalk.		
4	Erden, als:		
	a) Pfeifenerde, die 10 Preuss. Kubikfuss	7	—
	b) Thon-, Töpfer- und Walkererde, auch Porzellanerde, die 10 Preuss. Kubikfuss	7	—
	c) alle übrigen Erdarten sind kubisch zu vermessen und probeweise nach einem oder mehreren Kubikfussen zu verwiegen, wonach alsdann das Gewicht der ganzen Ladung zu ermitteln ist.		
5	Granit, *a*) behauener, die 10 Pr. Kubikf.	18	—
	b) unbehauener, - 10 - -	13	—
6	Gyps, *a*) gebrannter - 10 - -	5	30
	oder der Preuss. Scheffel	—	95
	b) gemahlener (Gypsmehl), die 10 Preuss. Kubikfuss	7	—
	oder der Preuss. Scheffel	1	25
7	Gypsstein, roher (Bruch-) die 10 Pr. Kubikfuss	9	—
8	Kalk, gebrannter, die Preuss. Tonne	9	—
	(zu 4 dergl. Scheffel)	3	—
	Anmerk. Es ist jedoch mit der Anzahl der Tonnen auch das darin enthaltene Gemäss zu declariren.		
9	Kalkstein, roher (Bruch-) die 10 Preuss. Kubikfuss . . .	8	—
10	Kies . . . . - 10 - - . . .	10	—
11	Lehm, klarer oder in St. - 10 - - . . .	8	50
12	Marmor, *a*) behauener - 10 - - . . .	16	—
	b) in rohen unbehauenen Stücken oder Blöcken sowie Marmorfliessen, die 10 Pr. Kubikf. . . .	12	—

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht. Ctr.	Pfd.
13	Mergel, wie Lehm.		
14	Pflastersteine, gebrochene, oder Feldsteine, die 10 Pr. Kubikf.	10	70
15	Sand, die 10 Preuss. Kubikfuss	9	—
16	Sandsteine, *a*) behauene (Mühlsteine etc.) die 10 Pr. Kubikf.	14	—
	b) in Stücken (Bruchsteine), die 10 - -	10	—
	(Pfeifen-, Porzellan-, Thon-, Töpfer- und Walkererde, s. Erden.)		
17	Ziegel, und zwar:		
	α. gebrannte:		
	a) Mauer- oder Backsteine (Mauer-, Platten-, oder Heerdziegel und Klinker), die 10 Preuss. Kubikfuss . .	9	—
	b) Dachsteine (Dachziegel) - 10 - - . .	3	30
	c) Hohlsteine (First und Walmziegel auch Luft-Dachziegel), die 10 Pr. Kubikfuss	3	30
	β. ungebrannte oder lufttrockne:		
	Mauersteine (Mauerziegel), die 10 Pr. Kubikfuss . .	10	—
	(Allenthalben mit Berücksichtigung der Zwischenräume.)		
	F. Sonstige Gegenstände:		
1	Dünger, *a*) Abfall von der Zuckerfabrikation, die 10 Pr. Kubf.	5	50
	b) thierischer, - 10 - -	4	25
	(übrigens s. Düngerkalk etc.)		
2	Düngesalz, die 10 Preuss. Kubikfuss	5	—
3	Glasscherben - 10 - -	5	—
4	Heringe, die Tonne	3	25
5	Holzasche, *a*) unausgelaugte, die 10 Pr. Kubikfuss . . .	3	—
	b) ausgelaugte, - 10 - - . . .	5	—
6	Holzrinde (Borke) - 10 - - . . .	1	50
7	Knochen . . . . - 10 - - . . .	2	50
8	Oehlkuchen, die 10 Pr. Kubikfuss	5	50
9	Pech - 10 - -	6	70
	—— nordisches, in Fässern, sogenannten Tonnen, die Tonne	3	50
10	Salz, *a*) in Tonnen, die Preuss. Tonne	4	15
	b) in Säcken, à Sack	1	90
11	Sägespäne, die 10 Preuss. Kubikfuss	1	20
12	Trester, Druse, die 10 Preuss. Kubikfuss	1	30
13	Schwefel, roher, die 10 - -	9	—
	G. Leere Gefässe.		
	Ein Gefäss		
a	von 20 bis unter 30 Pr. Quart (der mecklenb. u. hamb. Eimer; der ital. Oehl-Baril) . . .	—	12
b	- 30 - - 40 - - (ein Anker jeder Art, dgl. der französ. Baril)	—	16
c	- 40 - - 50 - - (der ungar. Eimer der Oehl-Odor)	—	20
d	- 50 - - 60 - - (der sächs. u. wiener Eimer; das Arak-Rundlet etc.) . .	—	25

1844

Position.	Gegenstände.	Brutto (Zoll-) Gewicht) Ctr.	Pfd.
e	von 60 bis unter 70 Pr. Quart (der pr. Eimer, ein Anthal, ein Ale-Wein-Rundlet) .	—	30
f	– 70 – – 80 – – (das engl. Bier-Rundlet) .	—	35
g	– 80 – – 90 – – (die sächs. Tonne, der Hectoliter; ½ hannov. Fass) .	—	40
h	– 90 – – 100 – –	—	45
i	– 100 – – 120 – – (die pr. schwed. meckl. hamb. u. dänische Tonne, das engl. Arak- und Wein-Barel; d. spanische Carga, das franz. Feuillet)	—	50
k	– 120 – – 140 – – (ein Ahm oder Ohm aller Art; d. Tierce, Charge u. Somma)	—	60
l	– 140 – – 160 – – (das englische Bier-Barel, die hamb. Bier-Tonne) . . .	—	70
m	– 160 – – 180 – – (das hannov. Bierfass, das sächs. ½ Bierfass . . .	—	80
n	– 180 – – 200 – – (das Ale-Hogshead; der pr. hamb. und meckl. Oxhoft, die Burgunder-Barrique) . .	—	85
o	– 200 – – 220 – – (das Arac-, Bier- und Wein-Hogshead; die Thran-Quardeel; die dän. u. hannov. Oxhoft; das pr. Bierfass) .	—	95
p	– 220 – – 240 – –	1	—
q	– 240 – – 260 – – (d. Tavell-Trommel) . . .	1	10
r	– 260 – – 280 – – (das engl. Wein-Puncheon)	1	20
s	– 280 – – 300 – –	1	25
t	– 300 – – 330 – – (die kleine deutsche Pipe)	1	35
u	– 330 – – 360 – – (das sächs. Bierfass) . .	1	45
v	– 360 – – 390 – – (die grosse Pipe [Both]; die span. und portug. Oel-Pips)	1	55
w	– 390 – – 420 – – (die Doppel-Barrique, die span. Botta; die Arak-Pipa von Lissabon; die engl. dän. Pipe)	1	65
x	– 430 – – 460 – – (die engl. und dän. Pipe; die Pipa von Alicante) . .	1	80
y	– 460 – – 500 – – (die Pipa [Both] von Oporto)	1	90
z	– 500 – – 550 – – (das Arak-Gebind v. Batavia)	2	—
	und so weiter, bei jeder Steigerung des Mehrinhalts für 50 Preuss. Quart 10 Pfd. mehr, so dass z. B. von einer Thran-Stampe à 256 hamb. Stübchen oder ohngefähr 800 Preuss. Quart Raum-Inhalt, zu veranschlagen sind	2	70
	Anmerk. Diese Tarifsätze beziehen sich nur auf die einfache nächste Umschliessung; wenn daher Fassgebinde mit Gypsböden — wie dies z. B. bei den dänischen Tonnen-Gebinden der Fall ist — oder auch mit eisernen Reifen, vorkommen, so ist der betreffende Tarasatz noch um 40 Procent zu erhöhen.		

1844 *H.* Lebende Thiere.

Das Gewicht derselben ist nach Abschätzung durch Sachverständige festzustellen.

Bemerkungen.

1. Weitere Berichtigungen und Vervollständigungen bleiben der nächsten Revisions-Commission vorbehalten und sind solche von den Zollämtern fleissig zu sammeln, und in beglaubter Form aufzuzeichnen, auch am Schlusse jeden Jahres der denselben vorgesetzten respect. höheren Behörde mittelst Berichtes anzuzeigen.

2. Zum Behuf der Reduction der Kubik- und Hohlmaasse, auch Gewichte, sind die in der Beilage sub ✝ enthaltenen Verhältnisszahlen in Anwendung zu bringen.

✝ Vergleichung

des Rheinischen oder Preussischen Kubik- und Preussischen Hohlmaasses, sowie des Zollgewichts mit nachbemerkten Maassen und Gewichten, und zwar:

I. 10,000 Pr. Kubikfuss	= 10,000	Anhaltschen Kubikfuss.
(oder rheinische)	= 10,000	Dänischen -
	= 10,918	Englischen -
	= 30,916	Französischen Kub.-Decimetr.
	= 13,148	Hamburger Kubikfuss.
	= 12,405	Hannoverschen -
	= 12,994	Lübeckischen -
	= 12,981	Mecklenburg. -
	= 13,613	Sächsischen -
	= 9,788	Wiener -
II. 10,000 Pr. Quarts	= 10,000	Anhaltschen Quarts
	= 11,852	Dänischen Potts
	= 2,520	Engl. Imperial Stand. Gallons
	= 11,450	Französischen Litres
	= 3,163	Hamburger Stübchen (à 2 dgl. = 1 Hamb. Viertel)
	= 29,105	Hannover. Stübchen (à 1 dgl. = 2 Hannov. Kann.)
	= 1,574	Lübeckischen Vierteln
	= 12,652	Mecklenb. Pots (à 4 dgl. = 1 Hamb. Stübchen)
	= 12,239	Sächsischen Kannen
	= 8,092	Wiener Maass
III. 10,000 Pr. Scheffel	= 10,377	Anhaltschen Scheffeln

III. 10,000 Pr. Scheffel = 3,951 Dänischen Getreidetonnen 1844
= 15,121 Engl. Imperial-Bushel (8 engl. = 1 Quarter)
= 5,496 Französ. Hectolitres
= 10,000 Hamburger Fass
= 17,643 Hannoverschen Himten
= 15,842 Lübeck. Roggenscheffeln
= 13,909 Lübeck. Haferscheffeln
= 14,133 Mecklenburger (Rostocker) Scheffeln
= 5,227 Sächsischen Scheffeln
= 8,937 Wiener Metzen oder
= 5,872 Böhmischen Strich.

IV. 10,000 Zoll-Pfund (oder 100 Zoll-Centner) = 10,690 Anhaltschen, auch Hannov. und Preuss. Pfunden
= 10,018 Dänischen Pfunden
= 11,027 Engl. Avoir du poids-Pfund.
= 10,000 Franz. Pfunden à 500 Gram.
= 10,324 Hamburger Pfunden
= 10,278 Lübeckischen -
= 10,319 Mecklenburger -
= 10,710 Sächsischen -
= 8,929 Wiener -

Anmerkung.

1 Preuss. (oder Berliner) Quart enthält = $\frac{1}{3}$ Pr. Metze oder 64 Pr. Kubik-Zoll.
27 Preuss. (oder Berliner) Quart enthält = 1 Preuss. Kubikfuss
60 - - - - = 1 - Eimer
1 - Oxhoft = 3 Preuss. Eimer
1 - Ohm = 2 - -
1 - Anker = $\frac{1}{2}$ - -
1 - Biertonne = 100 - Quart
1 - Leinsaat-Tonne = 113 - -
1 - Kalk- - } = 192 - - oder 4 Pr. Scheffel
1 - Steinkohlen - } oder $7\frac{1}{9}$ Pr. Kubikfuss
1 Preuss. Holz } Tonne = 192 Pr. Quart oder 4 Pr. Scheffel
Salz etc. } oder $7\frac{1}{9}$ Pr. Kubikfuss
1 - Scheffel = $1\frac{7}{9}$ Preuss. Kubikfuss
9 - - = 16 - -
9 - Metzen = 1 - -
9 - Kalk- etc. Tonnen = 64 Preuss. Kubikfuss.

1844

Anlage E.

Vertheilung des Normal-Elbzollsatzes auf die einzelnen Strecken.

Uferstaaten, für deren Rechnung der Elbzoll erhoben wird.	Bezeichnung der Strecken.	Zu entrichtender Elbzoll vom Elbzoll-Centner = 50 Kilogramm in Courant zum 14 Thalerfusse 1 Thlr. = 30 Sgr. = 360 Pf.: für die einzelnen Strecken. Rtl.	Gr.	Pf.	für die ganze Strecke eines jeden Uferstaats Rtl.	Gr.	Pf.	Bemerkungen.
Oesterreich	a) für die ganze Strecke von Melnik bis zur Sächsischen Grenze	—	—	—	—	2	1	Der von Esslingen früher nach Hamburg verlegte Zoll wird nur von stromaufwärts aus Hamburg abgehenden Schiffen mit 4 Schilling Hamb. Cour. pr. Schiffslast v. 4000 Pfd. brutto (u. einer geringen Schreibgebühr) entrichtet.
	b) für die Strecke von Melnik bis Aussig	—	1	1				
	c) für die Strecke von Aussig bis zur Sächsischen Grenze	—	1	—				
Sachsen	a) für die ganze Strecke von der Böhmischen bis zur Preussischen Grenze	—	—	—	—	6	4	
	b) für die Strecke von der Böhm. Grenze bis Pirna	—	1	6				
	c) für die Strecke von Pirna bis Dresden	—	1	6				
	d) für die Strecke von Dresden bis an die Preussische Grenze	—	3	4				
Preussen	a) für die ganze Strecke von der sächsischen bis zur Mecklenburgischen Grenze	—	—	—	—	16	7	
	b) für die Strecke von der Sächsischen bis zur Anhaltschen Grenze	—	4	10				
	c) für die Strecke von der Anhaltschen bis zur Mecklenburgschen Grenze . .	—	10	11				
	d) für das Tochheimer Geleit	—	—	10				
	e) aus dem Anhaltschen bis nach Bernburg (Anhalt)	—	2	—				
	f) für den Curs von u. nach Schneckenburg und Gegend	—	1	7				
Anhalt-Bernburg	für die Berührung des Geleits von Coswig	—	—	10	—	—	10	
- Cöthen	für die Berührung des Geleits von Roslau	—	—	10	—	—	10	
- Dessau	für die Berührung des Geleits von Dessau	—	—	10	—	—	10	
Hannover	a) für die ganze Strecke von der Preussischen Grenze bis zum Boitzenburger Geleite	—	—	—	—	3	2	
	b) für die Berührung des Geleits von Schnackenburg	—		1				
	c) für die Berührung des Geleits von Hitzacker	—	1	—				
	d) für die Berührung des Geleits von Bleckede	—	1	1				
Mecklenburg-Schwerin	a) für die ganze Strecke	—	—	—	—	2	3	
	b) für die Berührung des Geleits von Dömitz	—	1	2				
	c) für die Berührung des Geleits von Boitzenburg	—	1	1				
Dänemark	für die Berührung des Geleits Lauenburg	—	1	—				
	Summe für die Strecke von Melnik bis Hamburg	—	—	—	1	3	11	

Anlage F. 1844

A. Klassifizirte Zusammenstellung der Elbzoll-Ermässigungen.

I. Zu einem Viertheil des Normalsatzes.

Alaun, auch gebrannter (Alumen ustum).
Asphalt (Judenpech), auch sonstiges Erdpech oder Erdharz, ingleichen Asphaltplatten.
Bimstein, sowohl roher wie geschlemmter und geformter.
Blei, rohes, in Blöcken, Mulden, Platten, Rollen etc.; auch altes, ingleichen Antimonialblei (Hartblei).
Chlorkalk, trockener, flüssiger, auch Dhlorkalkwasser.
Eisen und Stahl und daraus verfertigte Gegenstände, als: Roheisen aller Art (daher auch Osemund); Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen); geschmiedetes Eisen in Stäben, auch wenn es zu feineren Sorten (Quadrateisen, façonirten Eisen etc.) verarbeitet ist; Reckeisen, Reifeisen, Rundeisen, Eisenbahnschienen; Roh-, Cement-, Guss-, Frisch-, Gerbe-, raffinirter und Rund-Stahl; desgleichen Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen n. dergl.) roh vorgeschmiedet ist; Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnisten und verzinnten; Bandeisen, Platten, Ambosse, Anker und Ankerketten, Bomben, Eisen- und Stahldraht, desgleichen grobe Gusseisenwaaren in Oefen, Platten, Gittern etc., auch Gewichte, Küpen, Kessel, Kugeln von Gusseisen, endlich gegossene eiserne Nägel.

Bemerkung. Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Haspeln, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, geschmiedete Nägel, Pfannen, Plätteisen, Schaufeln, Schlösser, Schnallen, Schraubenstöcke, Sensen, Sicheln, Stemmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Waagebalken, Zangen und andere ähnliche Waaren aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, ans Eisenblech, aus Eisen- oder Stahldraht, auch in Verbindung mit Holz, Horn, Knochen, Leder etc. gefertigt, ingleichen alle feinere Eisen- und Stahlwaaren unterliegen dem Normalsatze.

Erze aller Art (mit Ausschluss der zu $1/_{40}$ tarifirten) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich: Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies,

1844 Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Gusserz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.), Schmirgel, Spiessglanzerz etc. etc., ingleichen zinkischer Ofenbruch (tutia).

Flachs, Hanf, Heede und Werg.

Getraide und Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Buchweizen, Erbsen, Gerste, Hafer, Hirse, Korn (Roggen), Linsen, Mais, Spelz, Weizen, Wicken; ingleichen Malz, auch Getraide in Stroh.

Glätte und Pothloth (Blei-, Silber- und Goldglätte); ingleichen Bleiasche; auch grobe Glasurmasse (eine Composition von Kieselerde, Bleioxyd und Alkali).

Glas und Glaswaaren ohne Unterschied, mit Einschluss von Kronleuchterbehängen, Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind, Glasknöpfen, auch dergleichen mit Metallöhr versehenen oder in Metall gefassten, Glasflüssen, Glasgespinnsten, Glasmasse (die aus dem Hafen ausgestochene, zu unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglasblaserei), Glasschmelz, Glastropfen, ungefassten optischen Gläsern (Brenngläser, Brillengläser etc.), unächten böhmischen Steinen (Glasflüsse zur Nachahmung ächter Steine), belegtem Spiegelglase, gläsernen Bierkrügen mit und ohne Metalldeckel, ingleichen Flaschenkeller und sonstige Glaswaaren mit Nebenbestandtheilen.

Hopfen.

Chlorsaurer, essigsaurer und salzsaurer Kalk.

Kanonen und Bombenmörser, sowohl eiserne, als metallne, auch Lafetten.

Leim (Fisch-, Horn-, Lederleim), auch Leimgallerte (durch Salzsäure dekalzinirte Knochen).

Mühlenfabrikate aus Getraide und Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotete oder geschälte Körner, Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Kleie u. dgl.

Oelkuchen (Leinkuchen etc.) und Mehl hieraus.

Paradieskörner (Guineakörner).

Pottasche, gewöhnliche, auch Drusen-, Perl-, Stein- und Waidasche; ingleichen Pottaschenabfälle (Rückstände bei der Pottaschensiederei.

Saamen, im natürlichen Zustande und gemahlener, als: Anis (excl. Sternanis), Canariensaamen, Coriander, Dill, Fenchel, Flohsamen, Garten-, Blumen-, Klee- und Wiesensaamen, Kümmel (sowohl gewöhnlicher inländischer als rö-

mischer und sonstiger ausländischer), Oelsaat (Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübsaat, ingleichen Erdnüsse oder Erdpistazien, Sonnenblumenkerne etc.), ferner Schwadengrütze, Senfsaat, Zitwer- oder Wurmsaamen, ingleichen Buchkerne und andere Saamen von Waldhölzern (mit Ausschluss der zu $^{1}/_{20}$ besonders tarifirten Eicheln), Bärlappsaamen (semen lycopodii), Bockshornsaamen (foenum graecum) etc. 1844

Salz, Küchen-, See-, Stein- und Düngesalz.

Talg, auch Talgöl (Oelsäure, Oelstoff, oleïne), ingleichen Hirschunschlitt etc.

Vitriol, grüner Eisenvitriol, Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, auch weisser (Zinkvitriol, Galitzenstein).

Zunder und Feuerschwamm, roh und bearbeitet.

II. Zu Einem Fünftel des Normalsatzes.

Abfälle von der Gold- und Silberbearbeitung (Münzkrätze), von Horn (Hornspäne), von Leder (Leimleder), auch Zinngekrätz und Schabin (Abfall von der Metallschlägerei zur Bereitung der Bronzefarben).

Alabaster und Marmor, roher; auch geschliffene Platten etc. von Alabaster, Marmor, Granit oder Porphyr.

Bier aller Art, sowohl in Fässern als in Flaschen oder Krügen.

Beeren, getrocknete, zum Genuss (Flieder-, Heidel-, Preisselbeeren etc.), ingleichen Kreuzbeeren, auch frische und trockene Wacholderbeeren.

Braunroth (colcothar, caput mortuum, Rückstände bei chemischen Arbeiten).

Curcume (Gelbwurzel).

Erdfarben und Farbenerden, als: gelbe, grüne, rothe, braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide (weisse, schwarze, rothe; roh, gemahlen oder geschlemmt), Ocker (Berggelb), Rothstein (Röthel); ferner gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter Schwerspath; ingleichen Talk oder Talkerde, terra di Siena, terra sigillata, Tripel.

Essig aller Art, auch Cideressig.

Früchte, gedörrte (Backobst), als: getrocknete Aepfel, Birnen, Kirschen, Pflaumen, auch gedörrte Hagebutten.

Galläpfel.

Geflügel: lebende Vögel und geschlachtetes Federvieh, auch Federwild.

1844 Glasgalle, Glasschaum.

Grabsteine von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr, insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen sind.

Haare und Borsten von Schweinen, Ziegen, Pferden und Rindvieh, auch gehechelt, gesotten und gefärbt.

Holzborke und Baumrinden, als: Eichenborke und Lohrinde, auch Birken-, Fichten-, Ulmen-, Weiden- und Rosskastanien-Baumrinde, ingleichen Bast oder Baumrinde zum Flechten von Matten.

Holzkohlen.

Holzwaaren, gröbere, mit und ohne Eisenbeschlag, namentlich: Acker-, Schiffs- und sonstige ganz grobe hölzerne Geräthe, als: Dreh- und Hobelbänke, auch Bohr-, Hobel- und Sägengestelle, Futterschwingen, Harfensiebe, Harken, Hemmschuhe, Joche, Kornfeger, Kornmaasse, Kornwannen, Leitern, Mulden und Schaufeln, Eggen, Pflüge, Karren, Leiterwagen und Holzschlitten, Holzschuhe, Sattelbäume, Schusterleisten, Stiefelhlöcke und Stiefelknechte, Sensenhäume Sensenstreichen, Ruder, Tröge und Krippen; grobe Böttcherwaaren, leere Fässer und Tonnen aller Art, Stäbe von zerlegten Gebinden und Fässern, auch Tonnen, welche zum Tragen der Holzflösse dienen; leere Kisten, Kasten und Schachteln, mit Ausnahme der gebeizten, gefärbten etc.; ganz grobe Korbflechterwaaren von ungeschälten Ruthen, Baumwurzeln etc. zu Fastagen u. dgl.; auch leere Bienenkörbe; Maschinen; Wagner- oder Rademacher-Arbeiten, auch ganz grobe Tischlerwaaren, blos aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte, polirte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene); Claviaturholz, europäisches (blos behobelte und übrigens rohe Holzstücke, aus welchen Claveshölzer geschnitten werden sollen); Fussbodentafeln oder Parquetten; ingleichen Fourniere und Resonanzbretter, gehobelte von europäischem Holze; Schuster- und Schwertfegerspäne, auch Siebränder.

Horn, Hörner und Füsse (Klauen) von Rindvieh, Bockhörner und Schaaffüsse, sowie alle zu einer weiteren Verarbeitung bestimmten Hornspitzen und Hornplatten; ingleichen Hirschgeweihe etc. und Hornspäne (also auch geraspeltes Hirschhorn).

Knochenmehl. 1844
Knoppern (Eckerdoppern, gemahlene und ungemahlene);
Matten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen zu Emballagen.
Mennige (Minium).
Metallische Mineralerden.
Russ (Kienruss, Russbutten).
Säcke, alte leere; auch gebrauchte Emballage (Leinwand-, Flanellstücke etc.).
Sauerkraut.
Schleif- und Wetzsteine, feine (zum Schleifen der Rasirmesser, chirurgischen Instrumente etc.).

III. Zu Einem Zehntheil des Normalsatzes.

Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes.
Butter, die nicht in Tonnen oder anderen Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird.
Brucheisen, altes; Eisenfeile, Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel.
Eier.
Erdenwaaren, als: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabakspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thönerne Zuckerformen mit und ohne Holzbänden; ingleichen Fayence, Steingut, Siderolith- und Wedgewoodwaren.
Fische, lebende und frische, zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen.
Holz, europäisches Bau- und Nutzholz, als: Balken, Sparren, Krummholz, Pfahlholz und Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Breter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne und Schindeln, Stabholz für Böttcher, ingleichen Band- oder Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbände), rohe Speichen und Felgen (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete), auch Korbruthen (geschälte und ungeschälte), ungehobelte Resonanzbretter, ungehobeltes Klaviaturholz.
Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr).
Knochen, rohe aller Art, auch ausgelaugte, ingleichen Wallfischrippen.

1844 Laugenfluss, auch im kalzinirten Zustande (Seifensiederfluss, Unterlauge).
Milch, auch Rahm.
Mineralwasser.
Schiefertafeln und Griffel.
Serpentinwaaren.
Theer und Pech: Mineraltheer (z. B. Steinkohlentheer) und anderer, Daggert, gemeines Pech (schwarzes, Schiffspech, welches durch Einkochen von Theer gewonnen wird), Theergalle.

IV. Zu Einem Zwanzigtheil des Normalsatzes.

Bäume, Gesträuche und Gewächse, frische zum Verpflanzen; auch grüne und trockne Reben.
Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.), ingleichen Haidebesen.
Blumen, Blüthen, Blätter und Kräuter, frische; Futterkräuter, Gras und Heu; frische Pilze (einschliesslich Trüffeln); Runkelrüben und Runkelrübenblätter, sowohl frische als getrocknete und gedörrte; gemeines Moos.
Brennholz und Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- und Sägespäne, desgleichen Holzrinden zur Feuerung.
Cichorienwurzeln, grüne; auch geschnittene und gedörrte.
Eicheln; auch Rosskastanien.
Früchte, frische (Obst), mit Einschluss von Beeren, Weintrauben, Nüssen und Obstkernen aller Art.
Gartengewächse, frische, als: Gemüse und Krautarten, Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln, Erdbirnen; Rüben und andere essbare Wurzeln, auch dergl. getrocknete.
Gips, gebrannter, und Gipsmehl.
Kalk, gebrannter (Stein-, Muschelkalk, Bau- und Düngekalk), auch Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel).
Marienglas (Frauenglas).
Rohr, Dach- und Schilfrohr, Schachtelhalm und Binsen; ingleichen Stuhlrohr aller Art, mit Einschluss des brasilianischen und sonstigen ausländischen; auch Weberrohr.
Seegras (Seetang).
Stroh und Spreu, Häckerling (Häcksel).

V. Zu Einem Vierzigtheil des Normalsatzes. 1844

Abfall von Sandstein (Steingrus).

Abfall von der Zuckerfabrikation (ausgepresster Schaum).

Asche, gemeine Holz- und Pflanzen-, auch Torf- und Steinkohlenasche, sowohl ausgelaugte (Aschenkalk oder Kalkäscher) als unausgelaugte.

Bienenerde (Bienenkoule, Bienenrab, Abfall von der Wachsbereitung).

Cement oder Mörtel: roher oder gerösteter gemahlener Stein (Puzzolanerde, Tufstein, Trass, Ziegelcement), ingleichen mit Harzen und anderen Materialien präparirter Mastix etc. Cement.

Drusen (Treher und Trester); ingleichen Brantweinspülig.

Dünger, als: Mist, Stoppeln, Dornschlag, Guano, Kaff.

Erden und Erze, folgende: Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand; Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker- und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde, Schwerspath (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken; ingleichen Galmeistein, Vitriolerz (Vitriolkies) und Erzschlacken.

Glas- und Topfscherben, Glasbrocken, Glasglanz.

Kalkstein, roher; Muschelschaalen zum Kalkbrennen; auch Gipsstein oder Gipserde (roher Gips).

Kohlen: Braun-, Stein- und Torfkohlen; ingleichen Coaks, Cindors, Carboleïn.

Lohkuchen oder ausgelaugte Lohe als Brennmaterial.

Steine, Bruchsteine, auch behauene, jedoch nicht geschliffene Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein, auch Lithographirsteine (nicht gravirte oder bezeichnete), Mühlsteine, steinerne Kufen, Rinnen, Krippen, Tröge etc.; Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden), ingleichen Pflastersteine und rohe Feuersteine, Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuf oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.).

Torf.

1844 Vitriolstein.
Ziegel- und Backsteine aller Art (Dachpfannen, Klinker etc.), ingleichen Ziegelmehl.

B. Verzeichniss der vom Elbzoll gänzlich befreiten Gegenstände.

1. Das Reisegepäck der Reisenden, d. h. die von diesen behuf des Gebrauchs auf der Reise mitgeführten Sachen und deren Behältnisse, auch die im Manifeste nicht verzeichneten Reiseviktualien der Schiffer und Passagiere in verhältnissmässiger Quantität, welche mit der billigsten Umsicht nach der Länge der Reise, der Stärke der Bemannung etc. zu bestimmen ist,

2. Wagen, welche die mit den Dampfschiffen Reisenden mit sich führen,

3) Schiffe und Böte jeder Art,

4) die zum Inventario eines in der Fahrt begriffenen Elbschiffs gehörigen Gegenstände mit Einschluss der zu dem Verdecke eines solchen Fahrzeuges zugerichteten Breter, auch, in Ermangelung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Breter und zwar:

1) bei Schiffen unter	10 Last	Ladungsfähigkeit	1 Schock,
2) bei Schiffen von	10—25 Last	Ladungsfähigkeit	2 Schock,
3) - -	- 25—45	- -	2½ -
4) - -	- 45 u. mehr Last	-	3 -

ingleichen Unterlagebreter zum Bedarf der Schiffer beim Laden der Waaren,

5. Leinpferde, zurückgeführt werdende,

6. Flossgeräthe, rückgehende,

7. Schiffsgeräthschaften, welche aus den zu Hamburg verkauften abgängigen Schiffen elbaufwärts zurückgeführt werden, unter der Bedingung, dass von den Schiffern neben dem Manifeste eine von dem zuerst passirten Zollamte beglaubigte Specification produzirt werde, auf welcher sich jeder etwaige Abgang durch das betreffende Zollamt verificirt finden muss.

C. Alphabetisches Verzeichniss der im Elbzolle ermässigten und elbzollfreien Waaren-Artikel.

Anmerkungen.

1) Waaren, deren deklarirte Benennung in diesem alphabetischen Verzeichnisse nicht aufgeführt ist, unterliegen, falls jene

Benennung unzweifelhaft mit einer in diesem Verzeichnisse aufgeführten Waarenbenennung gleichbedeutend oder darunter begriffen ist, dem der letzteren beigesetzten Zollsatze, andern Falls aber dem Normalsatze. 1844

2) Waaren mehrerer Klassen, durcheinander verpackt, unterliegen, falls die verschiedenen Waarengattungen und deren Quantitäten nicht durch spezielle Revision ermittelt sind und der Schiffsführer diese Ermittelung nicht ausdrücklich verlangt, demjenigen Zolle, welcher die am höchsten tarifirte der, in der Verpackung befindlichen, Waarengattungen trifft.

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Abfälle von der Gold- und Silberbearbeitung (Münzkrätzo)	1/5
- - Horn (Hornspäne)	1/5
- - Leder (Leimleder)	1/5
- - Sandstein (Steingrus)	1/40
- - der Zuckerfabrikation (Knochenschaum oder Zuckererde)	1/40
Abziehsteine (feine Wetzsteine)	1/5
Acazienholz, s. Holz.	
Achsen, hölzerne, mit und ohne Eisenbeschlag	1/5
Ackerdoppern (Eckerdoppern), gemahlene und ungemahlene	1/5
Ackergeräth, hölzernes, mit und ohne Eisenbeschlag	1/5
Aepfel, s. Obst.	
Ahornholz, s. Holz.	
Alabaster, roher, auch geschliffener in Platten etc.	1/5
Alaun, auch gebrannter	1/4
Alaunerde	1/40
Alaunstein	1/40
Ale (Bier), in Fässern oder in Flaschen	1/5
Alquifox (Hafnererz, Bleiglanz)	1/4
Alumen ustum (gebrannter Alaun)	1/4
Ambosse	1/4
Anis (excl. Sternanis)	1/4
Anker und Ankerketten	1/4
Antimonialblei (Hartblei)	1/4
Antimonerz	1/4
Aepfelbaumholz, s. Holz.	
Aprikosen, s. Obst.	
Armenische Erde (Bolus)	1/5
Arsenikerz oder Arsenikkies	1/5
Artischocken, frische	1/20

1844 Gegenstände.	Zahl vom Normalsatze
Asche:	
a) gemeine Holz- und Pflanzen-, auch Torf- und Steinkohlenasche, sowohl ausgelaugte als unausgelaugte	$^1/_{40}$
b) Pottasche, gewöhnliche, auch Drusen-, Perl-, Stein- und Waidasche, ingleichen Bleiasche	$^1/_4$
Aschenkalk oder Kalkäscher	$^1/_{40}$
Asphalt (Judenpech)	$^1/_4$
Asphaltplatten	$^1/_4$
Augenstein (weisser Vitriol)	$^1/_4$
Austerschaalen	$^1/_{40}$
Backobst (getrocknetes Obst)	$^1/_5$
Backsteine	$^1/_{40}$
Bärlappsaamen (Semen lycopodii), roh und gemahlen	$^1/_4$
Bäume zum Verpflanzen	$^1/_{20}$
Bandeisen	$^1/_4$
Bandholz, als: unverarbeitete Bandstöcke und unverarbeitete Tonnenbände	$^1/_{10}$
Bandstöcke	$^1/_{10}$
Basalt	$^1/_{40}$
Bast (Baumrinde) zum Flechten von Matten	$^1/_5$
Bastmatten zu Emballagen	$^1/_5$
Bauholz, auch abgebundenes	$^1/_{10}$
Baumrinde, s. Holzborke.	
Beeren:	
a) frische (mit Ausnahme der Wachholderbeeren)	$^1/_{20}$
b) getrocknete, zum Genuss (Flieder-, Heidel-, Preisselbeeren etc.); ingleichen Kreuzbeeren, auch frische und trockne Wachholderbeeren	$^1/_5$
Berberisholz und	
Berberiswurzeln	$^1/_{10}$
Berggelb (Oker)	$^1/_5$
Bergpech (Erdpech)	$^1/_4$
Bergroth (Farbenerde)	$^1/_5$
Bergtheer	$^1/_{10}$
Besen, aus Reisig (Birkenbesen etc.) ingleichen Haidbesen	$^1/_{20}$
Bienenerde (Bienenkeule, Bienenrab, Abfall von der Wachsbereitung)	$^1/_{40}$
Bienenkörbe oder Bienenstöcke, leere	$^1/_5$
Bier aller Art, sowohl in Fässern als in Flaschen oder Krügen	$^1/_5$
Bierkrüge, gläserne, mit und ohne Metalldeckel	$^1/_4$
Bierkrüge, thönerne (gemeine irdene)	$^1/_{10}$

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Bimstein, sowohl roher wie geschlemmter und geformter	1/4
Binsen	1/20
Binsenmatten zu Emballagen	1/5
Birkenrinde	1/5
Birnen, s. Obst.	
Birnbaumholz, s. Holz.	
Blätter, s. Blumen.	
Blech: Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnisten und verzinnten	1/4
Blechstreifen, eiserne, zu Fassbändern	1/4
Blei, rohes, in Blöcken, Mulden, Platten, Rollen etc.; auch altes; desgleichen Antimonialblei (Hartblei)	1/4
Bleiasche	1/4
Bleichpulver (Chlorkalk)	1/4
Bleierde, Bleierz, Bleiglanz (roh und gemahlen)	1/4
Bleiglätte	1/4
Bleiplatten	1/4
Blumen, Blätter und Blüthen, frische	1/20
Blut von geschlachtetem Vieh, sowohl flüssiges als eingetrocknetes	1/10
Blutstein, roh und gemahlen	1/4
Bockhörner	1/5
Bockshornsaamen (foenum graecum), gemahlen und ungemahlen	1/4
Böhmische Steine, unechte (Glasflüsse zur Nachahmung echter Steine)	1/4
Böttcherwaaren, grobe (neue und gebrauchte) mit und ohne eiserne Reife	1/5
Bohlen	1/10
Bohnen (Feld- und Garten-), grüne	1/20
- trockne	1/4
Bolus	1/5
Bomben	1/4
- Mörser	1/4
Borke, s. Holzborke.	
Borsten, Schweins-	1/5
Baysalz (Seesalz)	1/4
Branntweinspülig	1/40
Bratpfannen, eiserne gegossene	1/4
- irdene	1/10
Braunkohlen	1/40

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Braunroth (Colcothar, Caput mortuum etc., Rückstände bei chemischen Arbeiten)	1/5
Braunstein, roh und gemahlen	1/4
Breihan (Bier) in Fässern, Flaschen oder Krügen	1/5
Brein (Hirse)	1/4
Brennholz	1/20
Brennstahl (Cementstahl)	1/4
Brethäume, Breter, Breterklötze, von europäischem Holze	1/10
Brückenwaagen, s. Maschinen.	
Brucheisen, altes	1/10
Bruchglas	1/40
Bruchsteine	1/40
Brunnenröhren, s. Röhren.	
Bucheckern, Buchkerne	1/4
Buchenholz, s. Holz.	
Buchweizen oder Heidekorn	1/4
Büffelhörner	1/5
Bugspriete	1/10
Busch aller Art	1/20
Butter, die nicht in Tonnen oder andern Holzgebinden, sondern unverpackt oder in Töpfen oder Körben versandt wird	1/10
Canariensaamen	1/4
Canarienvögel	1/5
Candiskistenbreter (buchene)	1/10
Capell-Asche (Gekrätz)	1/5
Caput mortuum (Todtenkopf)	1/5
Carboleïn (künstliches Brennmaterial aus Steinkohlen, Theer etc.)	1/40
Cement, roher oder gerösteter gemahlener Stein (Puzzolanerde, Tufstein, Trass, Ziegelcement); ingleichen mit Harzen und andern Materialien präparirter Mastix etc. Cement	1/40
Cementstahl	1/4
Champignons, frische	1/20
Chlorkalk, trockener, flüssiger, auch Chlorkalkwasser	1/4
Chromerz in Stücken oder gemahlen	1/4
Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte	1/20
Cinders	1/40
Claviaturholz, ungehobeltes von europäischem Holze	1/10
- gehobeltes dergl.	1/5
Coaks	1/5

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Colcothar (Caput mortuum)	$^1/_5$
Coriander	$^1/_4$
Cornelholz, s. Holz.	
Cucummern (Gurken) frische	$^1/_{20}$
Cumin (römischer Kümmel)	$^1/_4$
Curcume	$^1/_5$
Cyderessig	$^1/_5$
Dachpfannen, Dachziegel	$^1/_{40}$
Dachplatten, s. Platten.	
Dachrinnen, s. Rinnen.	
Dachrohr	$^1/_{20}$
Dachschiefer	$^1/_{40}$
Dachschindeln, Dachspäne	$^1/_{10}$
Dachziegel	$^1/_{40}$
Daggert (Birkentheer)	$^1/_{10}$
Dampfmaschinen, s. Maschinen.	
Dauben (Fassholz)	$^1/_{10}$
Deckelholz, s. Resonanzbreter.	
Dielen	$^1/_{10}$
Dillsaamen	$^1/_4$
Dinkel oder Spelz	$^1/_4$
Doder (Leindotter)	$^1/_4$
Doppelvitriol (gemischter Vitriol)	$^1/_4$
Dornschlag	$^1/_{40}$
Dosse (Hanf)	$^1/_4$
Drath: Eisen- und Stahl-Drath	$^1/_4$
Drathsaiten (Clavierdrath), s. Drath.	
Drehbänke, hölzerne	$^1/_5$
Drusen	$^1/_{40}$
Drusenasche (Weinhefenasche)	$^1/_4$
Düngekalk	$^1/_{20}$
Dünger, als: Mist, Stoppeln etc.	$^1/_{40}$
Düngesalz	$^1/_4$
Ebereschenbeeren (Vogelbeeren), frische	$^1/_{20}$
Eckerdoppern, gemahlene und ungemahlene	$^1/_6$
Effekten der Reisenden	frei
Eggen, s. Ackergeräth.	
Eibenholz, s. Holz.	
Eicheln	$^1/_{20}$
Eichenholz, s. Holz.	
Eichenrinde	$^1/_8$

1844	Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
	Eier	$^1/_{10}$
	Eisen und Stahl und daraus verfertigte Gegenstände:	
	a) altes Brucheisen, Eisenfeile und Hammerschlag, auch alte eiserne Nägel	$^1/_{10}$
	b) Roheisen aller Art (daher auch Osemund); Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen); geschmiedetes Eisen in Stäben, auch wenn es zu feineren Sorten (Quadrateisen, façenirtes Eisen etc.) verarbeitet ist; Reckeisen, Reifeneisen, Rundeisen, Eisenbahnschienen; Roh-, Cement-, Guss-, Frisch-, Gerbe-, raffinirter und Rund-Stahl; desgleichen Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen u. dgl.) roh vorgeschmiedet ist; Eisenblech aller Art, einschliesslich des gefirnisten und verzinnten; Bandeisen, Platten, Ambosse, Anker und Ankorketten, Bomben, Eisen- und Stahl-Drath, desgleichen grobe Gusseisenwaaren in Oefen, Platten, Gittern etc.; auch Gewichte, Küpen, Kessel, Kugeln etc. von Gusseisen, endlich gegossene eiserne Nägel	$^1/_4$
	Bemerkung. Aexte, Degenklingen, Feilen, Hämmer, Hecheln, Haspeln, Holzschrauben, Kaffeetrommeln und Kaffeemühlen, Ketten, Maschinen von Eisen, geschmiedete Nägel, Pfannen, Plätteisen, Schaufeln, Schlösser, Schnallen, Schraubstöcke, Sensen, Sicheln, Steinmeisen, Striegeln, Thurmuhren, Waagebalken, Zangen und andere ähnliche Waaren aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, aus Eisenblech, aus Eisen- oder Stahldrath, auch in Verbindung mit Holz, Horn, Knochen, Leder etc. gefertigt, ingleichen alle feinere Eisen- und Stahlwaaren unterliegen dem Normalsatze.	
	Eisen, schwefelsaures (Eisenvitriol)	$^1/_4$
	Eisenbahnschienen	$^1/_4$
	Eisenbahnstühle	$^1/_4$
	Eisenblech (schwarzes, gefirnistes und weisses)	$^1/_4$
	Eisendrath	$^1/_4$
	Eisenerz oder Eisenstein	$^1/_4$
	Eisenfeile oder Eisenfeilspäne	$^1/_{10}$
	Eisenkies oder Schwefelkies	$^1/_4$
	Eisenplatten, gegossene, geschmiedete und gewalzte	$^1/_4$
	Eisenvitriol	$^1/_4$
	Eisenwaaren, s. Eisen und Stahl etc.	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Elenthier-Geweihe	$^1/_8$
Emballage, gebrauchte, als: Leinwand-, Flanellstücke etc.	$^1/_8$
Erbsen, grüne	$^1/_{20}$
- trockne	$^1/_4$
Erdäpfel	$^1/_{20}$
Erdbeeren	$^1/_{20}$
Erdbirnen	$^1/_{20}$
Erden und Erze:	
a) gemeine Erde, als: Ziegelerde, Lehm, Mergel, Sand und Grand oder Steinkies, auch Giesssand (Formsand), gewaschener, geriebener, geschlemmter; ferner Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand; Thon-, Porzellan-, Pfeifen- und Töpfererde, auch Zuckerbäcker- und Walkererde; Alaunstein und Alaunerde; Schwerspath (schwefelsaure Schwererde) in krystallisirten Stücken; ingleichen Galmeistein, Vitriolerz (Vitriolkies) und Erzschlacken	$^1/_{40}$
b) Erdfarben und Farbenerden, als: gelbe, grüne, rothe, braune Erde, Bergroth, Bolus, Kreide, weisse, schwarze, rothe, roh, gemahlen und geschlemmt, Oker (Berggelb); Rothstein (Röthel); ferner gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter Schwerspath; ingleichen Talk oder Talkerde, Terra di Siena, Terra sigillata, Tripel, auch metallische Mineralerden	$^1/_5$
c) Erze aller Art (mit Ausschluss der unter *a*) schon genannten) in krystallisirten Stücken oder gemahlen, namentlich: Arsenikerz oder Arsenikkies, Bleierz (Bleierde, Bleiglanz, Glasurerz etc.), Braunstein, Chromerz, Eisenerz oder Eisenstein (Blutstein, Glaskopf etc.), Eisenkies oder Schwefelkies, Graphit (Reissblei, Molybdän, Wasserblei), Gusserz, Kobalt, Kobaltspeise, Kupfererz (Kupferlasur etc.); ingleichen zinkischer Ofenbruch (tutia)	$^1/_4$
Erdenwaaren: gewöhnliche Töpferwaaren jeder Art, mit Einschluss von Tabakspfeifen, Schmelztiegel und Knicker oder Steinschusser, auch thönerne Zuckerformen mit und ohne Holzhänden, ingleichen Faycnce, Steingut, Siderolith und Wedgewoodwaaren	$^1/_{10}$
Erdfarben (Farbenerden)	$^1/_5$
Erdharze	$^1/_4$
Erdmandeln, wie Cichorienwurzeln.	
Erdnüsse (Erdpistazien)	$^1/_4$

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Erdpechkitt (Asphalt)	1/4
Erlenholz, s. Holz.	
Erze, s. Erden und Erze.	
Eschenholz, s. Holz.	
Esparsette, s. Klee und Kleesaat.	
Essig aller Art	1/5
Fächser (Schösslinge von Bäumen und Reben)	1/20
Fässer, leere, auch Fassstäbe von zerlegten Gebinden und Fässern, ingleichen leere Fässer, welche zum Tragen der Holzflössen dienen	1/5
Farbenerde, gelbe, grüne, rothe, braune	1/5
Faschinen	1/20
Fassdauben (Fassstäbe, Fassholz)	1/10
Fassstäbe von zerlegten Gebinden und Fässern	1/5
Fayence	1/10
Federvieh	1/5
Feldfrüchte, s. Getraide, Gras, Gartengewächse, Stroh.	
Feldspath	1/40
Felgen, bearbeitete	1/5
- rohe (Felgenholz), vom Stellmacher noch nicht bearbeitet	1/10
Fenchel	1/4
Fensterglas	1/4
Fensterrahmen, hölzerne, ohne Glas und Farbe	1/5
Fett, von Rind- und Schaafvieh (Talg)	1/4
Feuerschwamm, roh und bereitet	1/4
Feuersteine, rohe	1/40
Fichtenholz, s. Holz.	
Fichtenrinde	1/5
Fichtensaamen	1/4
Fische: lebendige und frische, zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten oder mit Salzwasser begossenen Fische dann zu rechnen sind, wenn sie in Körben eingehen	1/10
Fischleim	1/4
Flacheisen	1/4
Flachs	1/4
Flaschen, von Glas, auch dergl. Korbflaschen	1/4
- von Thon	1/10
Flaschenkeller	1/4
Flaschenzüge	1/5

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Flechsen (Thierflechsen)	$^1/_5$
Flechtweiden	$^1/_{10}$
Fliederbeeren, s. Beeren.	
Fliederblüthen, frische	$^1/_{20}$
Fliegenstein	$^1/_4$
Fliesen, aus Sandstein	$^1/_{40}$
- aus Thon gebrannt	$^1/_{10}$
- aus Marmor	$^1/_5$
Flintglas	$^1/_4$
Flöhsaamen, gemahlen und ungemahlen	$^1/_4$
Flossgeräthschaften, zum Behuf der Fahrt, ingleichen rückgehende	frei
Flussspath, roher	$^1/_{40}$
Foenum graecum (Bockshornsaamen, Siebenzeiten), roh und gemahlen	$^1/_4$
Formerarbeit aus Töpferthon, Fayence oder Steingut	$^1/_{10}$
Formsand (Giesssand), roh, gewaschen, gerieben oder geschlemmt	$^1/_{40}$
Fourniere, ungehobelte, von europäischem Holze	$^1/_{10}$
- gehobelte dergl.	$^1/_5$
Fraueneis, Frauenglas	$^1/_{20}$
Frischstahl	$^1/_4$
Früchte, s. Getraide, Obst, Gartengewächse.	
Fruchtkerne von Obstfrüchten	$^1/_{20}$
Fussbodentafeln oder Parquetten, hölzerne	$^1/_5$
Füsse, Rinds- und Schaaf-	$^1/_5$
Futterkräuter	$^1/_{20}$
Futterschwingen	$^1/_5$
Gänse	$^1/_5$
Galitzenstein (weisser Vitriol)	$^1/_4$
Galläpfel	$^1/_5$
Gallerte zum Fabrikgebrauch (Leimgallerte)	$^1/_4$
Gallus (Galläpfel)	$^1/_5$
Galmei und Galmeistein	$^1/_{40}$
Gartenerde	$^1/_{40}$
Gartengewächse etc.:	
a) frische Gartenfrüchte, als Gemüse und Krautarten; Gurken, Melonen, Salat etc.; Kartoffeln; Rüben und andere essbare Wurzeln; ferner Cichorienwurzeln, grüne, auch geschnittene und gedörrte; ingleichen Runkelrübenblätter, sowohl grün als getrocknet	$^1/_{20}$

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
b) Sauerkraut	1/5
(trockne Erbsen und Bohnen, s. Getraide und Hülsenfrüchte.)	
Geflügel, lebende Vögel und geschlachtetes Federvieh, auch Federwild	1/5
Goigonholz, s. Resonanzbreter.	
Gekrätz (Münzgekrätz)	1/5
Golhwurzel (Curcume)	1/5
Gemshörner	1/5
Gemüse, s. Gartengewächse.	
Geräthe, wie Waaren aus dem Material, woraus sie verfertigt sind.	
Gerberlohe	1/5
Gerbestahl	1/4
Gerste, auch gemälzte	1/4
- geschälte, gerollte (Graupen)	1/4
Gesträuche zum Verpflanzen	1/20
Getraide und Hülsenfrüchte, als: Bohnen, Buchweizen, Erbsen, Gerste, Hafer, Hirse, Korn (Roggen), Linsen, Mais, Spelz, Weizen, Wicken, auch Getraide in Stroh	1/4
Getraidekörner, geschrotete oder geschälte	1/4
Gewächse, frische, zum Verpflanzen	1/20
Geweihe (Hörner)	1/5
Gewichte von Gusseisen	1/4
Giesssand (Formsand) im rohen Zustande oder gewaschen, gerieben, geschlemmt	1/40
Gips, roher	1/40
- gebrannter	1/20
Gipsmehl	1/20
Gitter, eiserne gegossene	1/4
Gläser, optische (Brenngl., Brillengl. etc.) ungefasste	1/4
Glätte (Blei-, Silber- und Gold-)	1/4
Glas und Glaswaaren ohne Unterschied, mit Einschluss von Kronleuchterbehängen, Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind, Glasknöpfen, auch dergl. mit Metallöhr versehenen oder in Metall gefassten, Glasflüssen, Glasgespinnsten, Glasmasse (die aus dem Hafen ausgestochene zu unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglasbläserei), Glasschmelz, Glastropfen, ungefassten optischen Gläsern (Brenngläser, Brillengläser etc.), unechten böhmischen Steinen (Glasflüsse zur Nachahmung	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
echter Steine), belegtem Spiegelglase, gläsernen Bierkrügen mit und ohne Metalldeckel, ingl. Flaschenkeller und sonstige Glaswaaren mit Nebenbestandtheilen	1/4
Glasbehänge zu Kronleuchtern	1/4
Glasbrocken, Glasbruch	1/40
Glasflüsse	1/4
Glasgalle	1/5
Glasgeschirr	1/4
Glasgespinnste	1/4
Glasglanz (Streuglanz)	1/40
Glasknöpfe, auch dergl. mit Metallöhr versehene oder in Metall gefasste	1/4
Glaskopf (Eisenerz)	1/4
Glasmasse (die aus dem Hafen ausgestochene, zu unregelmässigen Stücken erkaltete Fritte für die Kunstglashlaserei)	1/4
Glasperlen, Glaskorallen, auch wenn sie an Fäden gereiht sind	1/4
Glasschaum	1/5
Glasschmelz	1/4
Glasscherben	1/40
Glastropfen	1/4
Glasurerz	1/4
Glasurmasse, grobe (eine Composition von Kieselerde, Bleioxyd und Alkali)	1/4
Glaswaaren, s. Glas.	
Goldglätte	1/4
Grabsteine, in sofern durch höhere artistische Bearheitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden:	
a) von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr	1/5
b) von Sandstein	1/40
Grätze (Münzgekrätz, Abfälle von der Gold- und Silberhearheitung)	1/5
Grand	1/40
Granit	1/40
- geschliffener in Blöcken oder Platten	1/5
Grapen (grobe Gusseisenwaaren)	1/4
Graphit in Stücken oder gemahlen	1/4
Gras	1/20
Graupen, Gries und Grütze von allen Getraidearten	1/4
Griesmehl	1/4
Griffel von Schiefer (Schieferstifte)	1/10

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Grütze	1/4
Guano	1/40
Guineakörner	1/4
Gurken, frische	1/20
Gusseisen in Gänsen und Masseln	1/4
Gusseisenwaaren, s. Gusswaaren.	
Gusserz	1/4
Gussstahl	1/4
Gusswaaren aus Gusseisen, grobe, als: Oefen, Platten, Kessel, Gitter etc.	1/4
Haare und Borsten von Schweinen, Ziegen, Pferden und Rindvieh	1/5
Häckerling (Häcksel)	1/20
Hafer	1/4
Hafergrütze	1/4
Hafnererz (Alquifoux)	1/4
Hagebutten, s. Obst.	
Hammerschlag	1/10
Handmühlen, s. Maschinen.	
Hanf und Hanfsaat	1/4
Harfensiebe, hölzerne	1/5
Harken, hölzerne	1/5
Hartblei	1/4
Haselnüsse	1/20
Hausgeräthe, wie Waaren aus dem Material, woraus sie gefertiget sind.	
Heede (Werg)	1/4
Heidekorn (Buchweizen)	1/4
Heidelbeeren, s. Beeren.	
Hemmschuhe, hölzerne	1/5
Heu	1/20
Heusaamen	1/4
Hexenmehl (Einstreupulver, Semen lycopodii)	1/4
Himbeeren, s. Beeren.	
Himten	1/5
Hirschgeweihe	1/5
Hirschhorn, geraspeltes	1/5
Hirschunschlitt	1/4
Hirse, rohe, auch gestampfte oder abgeschälte	1/4
Hobelbänke, hölzerne	1/5
Hobelgestelle	1/5

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Hobelspäne	$^1/_{20}$
Hörner, s. Horn.	
Hohlglas	$^1/_4$
Holländisch-Roth (Braunroth)	$^1/_5$
Holz und Holzwaaren:	
a) Brennholz und Busch aller Art, Faschinen, Wellen (Brandbusch, Reisig), Stubben, auch Hobel- und Sägespäne, desgl. Holzrinden zur Feuerung; ferner Besen aus Reisig (Birkenbesen etc.) und Haidbesen	$^1/_{20}$
b) europäisches Bau- und Nutzholz, als Balken, Sparren, Krummholz, Pfahlholz und Zimmerholz aller Art, Masten, Bugspriete, Spieren, Stangen und Stöcke, Splitt- und Rundholz, Sägewaaren (Bohlen, Breter, Dielen, Latten, Planken etc.), Dachspäne und Schindeln, Stabholz für Böttcher, ingleichen Band- oder Reifenholz (unverarbeitete Bandstöcke und fertige Tonnenbände), rohe (vom Stellmacher noch nicht bearbeitete) Speichen und Felgen, auch Korbruthen (geschälte und ungeschälte), ungehobelte Resonanzbreter, ungehobeltes Claviaturholz	$^1/_{10}$
c) gröbere Holzwaaren mit oder ohne Eisenbeschlag, namentlich: Acker-, Schiffs- und sonstige ganz grobe hölzerne Geräthe, als: Dreh- und Hobelbänke, auch Bohr-, Hobel- und Sägengestelle, Futterschwingen, Harfensiebe, Harken, Hemmschuhe, Joche, Kornfeger, Kornmaasse, Kornwannen, Leitern, Mulden und Schaufeln, Eggen, Pflüge, Karren, Leiterwagen und Holzschlitten, Holzschuhe, Sattelbäume, Schusterleisten, Stiefelblöcke und Stiefelknechte, Sensenbäume, Sensenstreichen, Ruder, Tröge und Krippen; grobe Böttcherwaaren, leere Fässer und Tonnen aller Art, Stäbe von zerlegten Gebinden und Fässern, auch Tonnen, welche zum Tragen der Holzflösse dienen; leere Kisten, Kasten und Schachteln, mit Ausnahme der gebeizten, gefärbten etc.; ganz grobe Korbflechterwaaren von ungeschälten Ruthen, Baumwurzeln etc. zu Fastagen u. dgl., auch leere Bienenkörbe; Maschinen; Wagner- oder Rademacher-Arbeiten, auch ganz grobe Tischlerwaaren, blos aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte, polirte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene); Claviaturholz (blos behobelte und übrigens rohe Holzstücke, aus	

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
welchen Claveshölzer geschnitten werden sollen); Fussbodentafeln oder Parquetten; ingleichen Fourniere und Resonanzbreter, gehobelte, von europäischem Holze; Schuster- und Schwerdtfegerspäne auch Siebränder	1/5
Holzasche	1/40
Holzborke und Baumrinden:	
a) Lohkuchen oder ausgelaugte Lohe als Brennmaterial	1/40
b) Eichenborke und Lohrinde, auch Birken-, Fichten-, Ulmen-, Weiden- und Rosskastanien-Baumrinde zum Flechten von Matten	1/5
c) Holzrinden zur Feuerung	1/20
Holzflechterarbeit, s. Korbflechterwaaren.	
Holzkohlen	1/5
Holzrinden, s. Holzborke.	
Holzschuhe	1/5
Holzwaaren, s. Holz.	
Hopfen	1/4
Horn: Hörner und Füsse (Klauen) von Rindvieh, Bockhörner und Schaaffüsse, sowie alle zu einer weiteren Verarbeitung bestimmten Hornspitzen und Hornplatten; ingleichen Hirschgeweihe etc. und Hornspäne	1/5
Huano	1/40
Hühner	1/5
Hülsenfrüchte	1/4
Hufe	1/5
Hyalithglas	1/4
Inselt (Talg)	1/4
Inventarienstücke der Schiffe behuf der Fahrt	frei
Joche (Vorrichtung zum Ziehen)	1/5
Johannisbeeren, s. Beeren.	
Irdenzeug, s. Erdenwaaren.	
Judenpech (Asphalt)	1/4
Kacheln	1/10
Kähne	frei
Kälberhaare	1/5
Käse, frische (kleine Handkäse für den Marktverkehr)	1/10
Kaff	1/40
Kalk und Gips:	
a) roher Kalkstein, Muschelschaalen zum Kalkbrennen, auch Gipsstein oder Gipserde	1/40
b) gebrannter Kalk (Stein- und Muschel-), gebrannter Gips,	

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Gipsmehl, auch Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel)	1/20
c) chlorsaurer, essigsaurer und salzsaurer Kalk	1/4
Kalkäscher	1/40
Kalksteine	1/40
Kanonen und Bombenmörser, sowohl eiserne als metallene	1/4
Kaolin (Porzellanerde)	1/40
Karren, beschlagene und unbeschlagene	1/5
Kartoffeln	1/20
Kastanien, wilde oder Rosskastanien	1/20
Kasten, hölzerne rohe	1/5
Kerne und Steine von Obstfrüchten	1/20
Kessel, eiserne gegossene	1/4
Ketten: Ankerketten	1/4
Kieferzapfen (Kienäpfel)	1/4
Kienruss	1/5
Kies (gemeiner Steinkies)	1/40
Kirschen, s. Obst.	
Kirschholz, s. Holz.	
Kisten, hölzerne	1/5
Klauen	1/5
Klee	1/20
Kleesaat	1/4
Kleie	1/4
Klinker	1/40
Kloben (Flaschenzüge)	1/5
Knicker oder Knippkugeln von Marmor oder sonstigem Stein, ingleichen von gebranntem Thon	1/10
Knochen:	
a) rohe Knochen aller Art, auch ausgelaugte; ingleichen Wallfischrippen	1/10
b) gemahlene Knochen oder Knochenmehl	1/5
Knochenschaum (Zuckererde, Abfall von der Zuckerfabrikation)	1/40
Knoppern, gemahlene und ungemahlene	1/5
Kobalt (Kobaltstufen, Erz), roh und gemahlen	1/4
Kobaltspeise	1/4
Kochsalz	1/4
Kohlen:	
a) Braun-, Stein- und Torfkohlen	1/40
b) Holzkohlen	1/5
Korbflaschen, gläserne	1/4

1844 Gegenstände. — Zahlt vom Normalsatze

Korbflechterwaaren, grobe, von **ungeschälten Ruthen, Baum**wurzeln etc. zu Fastagen u. dgl. 1/5
Korbruthen (geschälte und **ungeschälte**) 1/10
Korn (Roggen) 1/4
Kornelholz, s. Holz.
Kornfeger, hölzerne 1/5
Kornmaasse 1/5
Kornwannen 1/5
Krätze (Gekrätz) 1/5
Kräuter, frische 1/20
Krauseisen 1/4
Kreide (weisse, schwarze oder rothe Farbenerde), roh, gemahlen oder geschlemmt 1/5
Kreidenglas 1/4
Kreuzbeeren 1/5
Krippen, steinerne 1/40
- hölzerne 1/8
- von Gusseisen 1/4
Kronleuchter und Kronleuchterbehänge gläserne 1/4
Kronglas 1/4
Krüge, Kruken, s. Erdenwaaren.
Krystallglas 1/4
Kümmel, sowohl gewöhnlicher, inländischer, als römischer und sonstiger ausländischer 1/4
Küpen von Gusseisen 1/4
Kufen, steinerne 1/40
- hölzerne 1/5
Kugeln, von Gusseisen 1/4
Kuhhaare 1/8
Kupfererz (Kupferlasur etc.) 1/4
Kupfervitriol 1/4
Kupferwasser, gemeines (Eisen- oder grüner Vitriol) . . . 1/4
Lafetten 1/4
Laternenhorn 1/8
Latten 1/10
Laugenfluss, auch im kalzinirten Zustande 1/10
Leichensteine, s. Grabsteine.
Lehm 1/40
Leim (Fisch-, Horn-, Leder-) 1/4
Leimgallerte (durch Salzsäure dekalzinirte Knochen . . . 1/4
Leimleder 1/8

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Leinkuchen	1/4
Leinmehl, Leinkuchenmehl	1/4
Leinpferde, zurückgeführt werdende	frei
Leinsaat und Leindotter	1/4
Leiterbäume	1/10
Leitern	1/5
Leiterwagen, beschlagene und unbeschlagene	1/5
Lerchenholz, s. Holz.	
Linsen	1/4
Lippitz (Meth)	1/5
Lithographirsteine, rohe (nicht gravirte oder bezeichnete)	1/40
Loho	1/5
Lohkuchen (ausgelaugte Lohe als Brennmaterial)	1/40
Lohrinde	1/8
Lüstersteine (Glassteine zu Kronleuchterbehängen)	1/4
Luppeneisen (gefrischtes Eisen in der Gestalt von Luppen oder Kuchen)	1/4
Luzerne, s. Klee und Kleesaat.	
Majolica (Fayence)	1/10
Mais (türkischer Weizen)	1/4
Malz	1/4
Mangan, Manganoxyd (Braunstein) in Stücken oder gemahlen	1/4
Mannagrütze (Schwadengrütze), rohe und gestampfte	1/4
Marienglas	1/20
Markasitkies	1/4
Marmor, roher und geschliffener in Platten oder Blöcken etc.	1/5
Maschinen und Maschinentheile:	
a) von Holz	1/5
b) von Gusseisen	1/4
c) theils aus Eisen oder anderen Materialien, theils aus Holz und anderen Materialien gefertigt: nach dem Zollsatze des Fabrikats, von welchem, dem Gewichte nach, am meisten an der Maschine vorhanden ist, insofern sich die einzelnen Bestandtheile nach dem Gewichte nicht zuverlässig abschätzen oder sonst ohne Aufenthalt ermitteln lassen.	
Masseln (Roheisen)	1/4
Masten	1/10
Mastixcement	1/40
Matten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen zu Emballagen	1/5
Mauersteine	1/40

Gegenstände.	Zahl vom Normalsatze
Meerrettig	1/20
Meersalz	1/4
Mehl: gewöhnliches von allen Getraidearten	1/4
Melonen	1/20
Mennige	1/5
Mergel	1/40
Meth in Fässern oder Flaschen etc.	1/5
Metzen, hölzerne (beschlagene und unbeschlagene)	1/5
Meubles, hölzerne: blos gehobelte	1/5
Milch	1/10
Milchglas	1/4
Mineralerde, metallische	1/5
Mineralkitt (Wassermörtel)	1/40
Mineraltheer	1/10
Mineralwasser	1/10
Minium (Mennige)	1/5
Mirabellen, s. Obst.	
Mispeln, s. Obst.	
Mist	1/40
Modelle, wie Maschinen.	
Möhren (Mohrrühen) frische und getrocknete	1/20
Mörser, von Serpentinstein	1/10
- eiserne	1/4
(S. auch Bombenmörser.)	
Mörtel (Cement)	1/40
Mohnsaamen	1/4
Molden oder Mulden, hölzerne	1/5
Molyhdän, roh und gemahlen	1/4
Moos, gemeines	1/20
Morcheln, frische	1/20
Mühlenfabrikate aus Getraide von Hülsenfrüchten, nämlich: geschrotete oder geschälte Körner, Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Kleie u. dgl.	1/4
Mühlsteine	1/40
Münzkrätze, Münzgekrätz (Abfall von der Gold- und Silberbearbeitung)	1/5
Mumme, in Fässern oder in Flaschen	1/5
Murmeln (Marmeln, Knicker)	1/10
Muschelkalk	1/20
Muschelschaalen zum Kalkbrennen	1/40
Nägel, eiserne alte	1/10

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Nägel, von Gusseisen	1/4
Nüsse, Hasel- und Wallnüsse und dergleichen Schaalen	1/20
Nutzholz, s. Holz.	
Obst und Früchte:	
a) frische Aepfel, Birnen, Kirschen, Pflaumen, Beeron, Weintrauben, auch Kerne und Steine von Obstfrüchten, ingleichen Hasel- und Wallnüsse	1/20
b) getrocknete Aepfel, Birnen, Kirschen und Pflaumen (Backobst), auch gedörrte Hagebutten und Heidelbeeren etc.	1/5
Oehlkuchen und Mehl hieraus	1/4
Oehlsaat, als: Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübsaat, ingleichen Erdnüsse oder Erdpistazien und dergleichen	1/4
Oehlsäure (acide oléique, Oehlstoff, oleïne)	1/4
Oefen, thönerne	1/10
- eiserne gegossene	1/4
Ofenbruch, zinkischer (tutia)	1/4
Oker	1/5
Okras (Pottasche)	1/4
Olëin	1/4
Osemund	1/4
Packmatten von Stroh, Schilf, Bast und Binsen	1/5
Pätschen (Kahnruder)	1/5
Panicum (ital. Hirse)	1/4
Pappelholz, s. Holz.	
Paradieskörner	1/4
Parquetten (Fussbodentafeln)	1/5
Patinen (Holzschuhe)	1/5
Pech und Theer:	
a) Theer (Mineraltheer und anderer), Daggert, gemeines Pech (schwarzes, Schiffspech, Schusterpech, welches durch Einkochen von Theer gewonnen wird)	1/10
b) Asphalt (Judenpech), auch sonstiges Erdpech oder Erdharz	1/4
Pechsatz	1/10
Perlasche	1/4
Perlen, aus gebranntem oder ungebranntem Thon	1/10
- von Glas	1/4
Pfähle (Pfahlholz)	1/10
Pfeifenerde	1/40
Pferde: Leinpferde, zurückgeführt werdende	frei
Pferdehaare, auch gehechelte, gesottene, gefärbte	1/5

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Pfirsiche, s. Obst.	
Pfirsichkerne	1/20
Pflanzen, frische	1/20
Pflanzenasche, gemeine	1/40
Pflastersteine	1/40
Pflaumen, s. Obst.	
Pflüge, hölzerne, beschlagene und unbeschlagene	1/5
Pfosten	1/10
Pilze, frische	1/20
Pipenholz (Fassholz)	1/10
Planken	1/10
Platten, aus Sandstein	1/40
- - Thon	1/10
- - Marmor, geschliffenem Granit oder geschliffenem Porphyr	1/5
Platten aus Blei, Gusseisen, geschmiedetem oder gewalztem Eisen	1/4
Porphyr, roher	1/40
- geschliffener in Platten und Blöcken etc.	1/5
Porter (Bier) in Fässern oder in Flaschen etc.	1/5
Porzellanerde	1/40
Pottasche, ingl. Pottaschen-Abfälle (Rückstände bei der Pottaschen-Siederei)	1/4
Pottloth (Bleiglätte)	1/4
- (Wasserblei)	1/4
Pressen, s. Maschinen.	
Preussisch-Roth (Braunroth)	1/5
Prünellen, s. Obst.	
Puzzolan oder Puzzellanerde	1/40
Quadrateisen	1/4
Quarz	1/40
Quirle	1/5
Quitten, s. Obst.	
Quittensaamen oder Quittenkerne	1/20
Rademacherarbeit, blos aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte oder lakirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene)	1/5
Radfelgen, blos zugerichtete (Felgenholz)	1/10
- fertig gearbeitete	1/5
Radspeichen, blos zugerichtete, vor der Einsetzung einer weiteren Bearbeitung bedürfende	1/10

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Radspeichen, fertig gearbeitete	1/5
Räder, s. Rademacherarbeit.	
Räderwerk, s. Maschinen.	
Rahm (fette Milch)	1/10
Rahm (Kienruss)	1/5
Raps	1/4
Rapskuchen, Rapsmehl	1/4
Reben (grün oder trocken)	1/20
Rechen, hölzerne	1/5
Reckeisen	1/4
Rehhörner	1/5
Reifeisen	1/4
Reifen, hölzerne	1/10
Reifholz	1/10
Reisegepäck und Reisevictualien der Schiffer und Passagiere, letztere in der bestimmten verhältnissmässigen Quantität	frei
Reisig	1/20
Reissblei	1/4
Rennthiergeweihe	1/5
Resonanzbreter, ungehobelte von europäischem Holze	1/10
- gehobelte dergl.	1/5
Rinden, s. Holzborke etc.	
Rindshörner	1/5
Rindsfüsse	1/5
Rindsviehhaare	1/5
Rinnen, steinerne	1/40
- blos behauene hölzerne	1/10
- andere hölzerne	1/5
Röhren, steinerne Brunnenröhren	1/40
- hölzerne dgl. (gebohrte Holzstämme, ingl. thönerne Röhren)	1/10
- gusseiserne	1/4
Röthel (Rothstein)	1/5
Roggen	1/4
Roggenmehl	1/4
Roheisen aller Art	1/4
Rohstahl	1/4
Rohr: Dach- und Schilfrohr; ingleichen Stuhlrohr aller Art mit Einschluss des brasilianischen und sonstigen ausländischen; auch Weberrohr	1/20
Rosshaare, auch gehechelte, gesottene, gefärbte	1/5

1844

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Rosskastanien	1/20
Roste von Gusseisen	1/4
Rothstein (Röthel)	1/5
Ruder	1/5
Rüben, frische und getrocknete	1/20
Rübsaat	1/4
Rundeisen und Rundstahl	1/4
Runkelrüben, sowohl frische als getrocknete und gedörrte	1/20
Runkelrübenblätter, grün und getrocknet	1/20
Russ (Russhutten)	1/5
Ruthen (Flechtweiden), s. Holz.	
Saamen im natürlichen Zustande und gemahlener, als: Anis (excl. Sternanis), Canariensaamen, Coriander, Dill, Fenchel, Flohsaamen, Garten-, Blumen-, Klee- und Wiesensaamen, Kümmel, sowohl gewöhnlicher inländischer, als römischer und sonstiger ausländischer, Oelsaat (Hanfsaat, Leinsaat, Leindotter oder Doder, Mohnsaamen, Raps, Rübesaat, ingleichen Erdnüsse oder Erdpistazien etc.), ferner Schwadengrütze, Senfsaamen, Zitwer- oder Wurmsaamen, ingleichen Buchkerne und andere Saamen von Waldhölzern (mit Ausschluss der zu 1/20 besonders tarifirten Eicheln), Bärlappsaamen (semen lycopodii), Bockshornsaamen (foenum graecum) etc.	1/4
Saamenkerne und Steine von Obstfrüchten	1/20
Säcke, alte leere	1/5
Sägengestelle, hölzerne	1/5
Sägespäne	1/20
Sägewaaren	1/20
Sämereien	1/4
Salat	1/20
Salz: Küchen-, See-, Steinsalz und Düngesalz	1/4
Sand, gemeiner; desgleichen Giesssand, gewaschener, geriebener, geschlemmter; Streusand, auch gefärbter, Silbersand etc. und spanischer Sand	1/40
Sandstein	1/40
Sanitätsgeschirr, s. Fayence und Eisenwaaren.	
Sattelbäume	1/5
Sauerampfer	1/20
Sauerkohl oder Sauerkraut	1/5
Schaffüsse	1/5

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Schabin (Abfall von der Metallschlägerei zur Bereitung der Bronzefarben)	1/5
Schachtelhalm	1/20
Schachteln, hölzerne, rohe	1/5
Schaufeln, hölzerne, mit oder ohne Eisenbeschlag	1/5
Scheffel, hölzerne, auch dergl. mit Eisenbeschlag	1/5
Schemel, hölzerne, rohe	1/5
Schiebkarren, beschlagene und unbeschlagene	1/5
Schiefer	1/40
Schieferstifte, Schiefertafeln	1/10
Schienen (Eisenbahnschienen)	1/4
- hölzerne zu Siebböden	1/5
Schiffe	frei
Schiffsgeräthschaften, als: *a*) die zum Schiffsinventario gehörigen Gegenstände mit Einschluss der zu dem Verdecke einmal ein- und zugerichteten Breter, auch in Ermangelung solcher, die zur Bedeckung der Ladung nöthigen losen Breter in der bestimmten Quantität, ingleichen Unterlagebreter zum Bedarf der Schiffer beim Laden der Waaren, auch *b*) solche Schiffsgeräthschaften, welche aus den zu Hamburg verkauften abgängigen Schiffen elbaufwärts zurückgeführt werden, unter der Bedingung, dass von den Schiffern neben dem Manifeste eine von dem zuerst passirten Zollamte beglaubigte Spezification produzirt werde, auf welcher sich jeder etwaige Abgang durch das betreffende Zollamt verificirt finden muss	frei
Schiffsgeräthschaften, zum Verkauf versandt werdende, s. Holzwaaren und Eisenwaaren.	
Schilf	1/20
Schilfmatten zu Emballagen	1/5
Schindeln	1/10
Schippen, s. Schaufeln.	
Schlacken von Erzen	1/40
Schlehen, wie Obst.	
Schleifsteine grobe	1/40
- feine (zum Schleifen chirurgischer Instrumente, Rasirmesser etc.)	1/5
Schlempe (Branntweinspülig)	1/40
Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren)	1/10
Schlitten, s. Wagen etc.	
Schlössereisen	1/4

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Schmeer, s. Fett.	
Schmelz (Glasschmelz)	1/4
Schmelztiegel, irdene	1/10
Schmiedearbeiten, s. Eisenwaaren.	
Schmiedezunder (Hammerschlag)	1/10
Schmirgel, in Stücken oder gemahlen	1/4
Schönroth (Braunroth, Colcothar)	1/8
Schraubenkluppen, s. Maschinen.	
Schröpfköpfe, gläserne	1/4
Schrot (geschrotetes Getraide)	1/4
Schüsser (Knicker)	1/10
Schuhstifte, eiserne gegossene	1/4
Schusterleisten	1/5
Schusterspäne	1/10
Schwadengrütze, rohe und gestampfte	1/4
Schwämme, essbare frische	1/20
- Feuerschwamm (roh und bearbeitet)	1/4
Schwefelkies (Eisenkies)	1/4
Schweineborsten	1/5
Schweinehaare oder s. g. Schweinewolle	1/5
Schwerspath in krystallisirten Stücken	1/40
- gepochter, gemahlener und zu Farbe bereiteter	1/5
Schwertfegerspäne	1/10
Schwingen (Futterschwingen)	1/5
Seegras (Seetang)	1/20
Seesalz	1/4
Seifensiederfluss (Unterlauge) auch im kalzinirten Zustande	1/10
Senfmehl, Senfpulver	1/4
Senfsaat	1/4
Sensenbäume	1/6
Sensenstreicher	1/5
Serpentinsteinwaaren	1/10
Siderolithwaaren	1/10
Siebränder, hölzerne	1/5
Siegelerde (Terra sigillata)	1/5
Silberglätte	1/4
Silbersand	1/40
Silberkrätze (Silbergekrätz)	1/5
Sonnenblumenkerne	1/4
Span (Schuster- und Schwertfegerspäne), ingl. Brennspäne, gehobelte (Schleissen)	1/10

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Spanischer Sand	$1/40$
Spargel	$1/20$
Sparren	$1/10$
Spaten, s. Schaufeln.	
Speckstein, roher	$1/40$
Speichen, blos zugerichtete, vor der Einsetzung einer weitern Bearbeitung bedürfende (Speichenholz)	$1/10$
Speichen, fertig gearbeitete	$1/5$
Spelz (Dinkel)	$1/4$
Spiegelglas, auch belegte Spiegelgläser	$1/4$
Spieren	$1/10$
Spiessglanzerz, in Stücken oder gemahlen	$1/4$
Splittholz	$1/10$
Spreu	$1/20$
Springgläser	$1/4$
Spülig (Branntweinspülig)	$1/40$
Stabeisen	$1/4$
Stäbe von zerlegten Gebinden und Fässern	$1/5$
Stabholz	$1/10$
Stahl: Roh-, Cement-, Frisch-, Gerbe-, Guss-, raffinirter und Rundstahl, gestreckter Stahl (Stahl in Stangen)	$1/4$
Stahlblech	$1/4$
Stahldraht	$1/4$
Stahlkuchen	$1/4$
Stangen (Holzstangen)	$1/10$
Steinasche (Pottasche)	$1/4$
Steine und Steinwaaren:	
a) Bruchsteine, auch behauene, jedoch nicht geschliffene, Steine aller Art (mit Ausnahme von Marmor und Alabaster), geschliffene Platten etc. von Sandstein, auch Lithographirsteine (nicht gravirte oder bezeichnete); Mühlsteine, steinerne Kufen, Rinnen, Krippen, Tröge etc.; Grab- oder Leichensteine von Sandstein (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden); ingl. Pflastersteine und rohe Feuersteine, Dachschiefer, Mauersteine, Tropfsteine, auch Tuf oder Tuffstein, roher Speckstein, Talkstein, grobe Schleif- und Wetzsteine (zum Schärfen der Sensen etc.), ferner Steingruss (Abfall von Sandstein)	$1/40$
b) Serpentinsteinwaaren, Schiefertafeln und Griffel oder Knicker oder Steinschusser	$1/10$

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
c) Alabaster und Marmor, Granit oder Porphyr, ingleichen Grabsteine von Marmor, geschliffenem Granit oder Porphyr (insofern durch höhere artistische Bearbeitung hervorgebrachte Kunstwerke hierunter nicht begriffen werden); auch feine Schleif- und Wetzsteine	1/5
Steingruss	1/4
Steingut	1/10
Steinkohlen	1/40
Steinkohlenasche	1/40
Steinkohlentheer	1/10
Steinsalz	1/4
Steinwaaren, s. Stein etc.	
Stellmacherarbeit, s. Rademacherarbeit.	
Stiefelblöcke, Stiefelknechte	1/5
Stöcke, hölzerne rohe	1/10
Stoppeln	1/40
Sträucher, frische, zum Verpflanzen	1/20
Strass (Glassteine)	1/4
Streu (Spreu)	1/20
Streublau, Streuglanz, Streuglas, Streugold und Streusilber	1/40
Streusand	1/40
Stroh	1/20
Strohmatten, s. Matten.	
Strumpfwirkerstühle, s. Maschinen.	
Stubben (Kohlenstubben)	1/20
Stühle, s. Meubles.	
Stufen (Erz)	1/4
Stuhlrohr (auch brasilianisches)	1/20
Tabakspfeifen, thönerne	1/10
Tafelglas, ohne Unterschied der Farbe	1/4
Talg und Talgöhl	1/4
Talk, Talkerde	1/5
Talkstein	1/40
Tannenholz, s. Holz.	
Tannenzapfen	1/4
Tauben	1/5
Teller, gemeine thönerne, auch von Steingut oder Fayence	1/10
- gläserne aller Art	1/4
Terra di Siena, gebrannte und ungebrannte	1/5
Terra sigillata (Siegelerde)	1/5
Theer (Mineraltheer und anderer)	1/10

Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze 1844
Theerbutten	1/5
Theergalle	1/10
Thierflechsen	1/5
Thierknochen, s. Knochen.	
Thon, Thonerde, gewöhnlicher Töpferthon und Pfeifenerde, auch Zuckerbäckererde und Porzellanerde	1/40
Thongeschirr	1/10
Tiegel, aus Thon gebrannte	1/10
Tischlerwaaren, s. Meubles.	
Todtenkopf (Caput mortuum)	1/5
Töpfe, gemeine irdene	1/10
Töpferthon	1/40
Töpferwaaren	1/10
Topfscherben	1/40
Tonnen, leere	1/5
Tonnenbände, hölzerne	1/10
Torf	1/40
Torfasche	1/40
Torfkohlen	1/40
Trass	1/40
Trauben, frische	1/20
Treber und Trester	1/40
Tripel	1/5
Tröge, hölzerne	1/5
- steinerne	1/40
Tropfstein	1/40
Trüffeln, frische	1/20
Truthühner	1/5
Türkischer Weizen (Mais)	1/4
Tuf oder Tufstein	1/40
Tutia (zinkischer Ofenbruch)	1/4
Uhrgläser	1/4
Unschlitt	1/4
Unterlauge (Seifensiederfluss)	1/10
Valonen (Knoppern)	1/5
Venetianisch-Roth (Braunroth)	1/5
Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauch, s. Reise-Victualien.	
Vitriol, grüner Eisenvitriol, Kupfervitriol, gemischter Kupfer- und Eisenvitriol, auch weisser (Zink) Vitriol	1/4
Vitriolerz (Vitriolkies) und Vitriolstein	1/40

1844 Gegenstände.	Zahlt vom Normalsatze
Vögel, lebende, auch geschlachtetes Geflügel und Federwild	1/5
Vogelleim	1/4
Wachholderbeeren, frische und getrocknete	1/5
Wagen und Schlitten, bloss aus Holz mit oder ohne Eisenbeschlag bestehend (jedoch nicht gefärbte, gebeizte oder lackirte, auch nicht mit Leder- oder Polsterarbeit verbundene)	1/5
Wagen, welche die mit den Dampfschlitten Reisenden mit sich führen	frei
Wagenschmiere, s. Fett und Theer.	
Wagnerarbeiten, s. Rademacherarbeit.	
Waidasche	1/4
Waldholzsaamen	1/4
Walkererde	1/40
Wallfischrippen	1/10
Walzen, s. Maschinen.	
Wascheisen	1/4
Wasserblei, in Stücken oder gemahlen	1/4
Weberrohr	1/20
Weberstühle, s. Maschinen.	
Wedgewoodwaaren	1/10
Weichselstöcke, rohe	1/10
Weinbeeren, frische	1/20
Weinessig	1/5
Weinhefen, gebrannte (Drusenasche)	1/4
Weinreben (grün oder trocken)	1/20
Weintrauben, frische	1/20
Weissblech	1/4
Weizen	1/4
Wellen (Brandbusch, Reisig)	1/20
Welleneisen	1/4
Werg	1/4
Wetzsteine, grobe, zum Schärfen der Sensen etc.	1/40
- feine, zum Schleifen der Rasirmesser, chirurgischer Instrumente etc.	1/5
Wicken	1/4
Wiener Kalk (fein geriebener Kalkmergel)	1/20
Wissmuth-Erz	1/4
Wurmsaamen im natürlichen Zustande oder gemahlen	1/4
Wurzeln essbare	1/20
Zaineisen	1/4

1844

Gegenstände.	Zahl vom Normalsatze
Ziegel	1/40
Ziegel-Cement	1/40
Ziegelerde	1/40
Ziegelmehl	1/40
Ziegenhörner	1/5
Zimmerholz	1/10
Zinkvitriol (schwefelsaurer Zink)	1/4
Zinkgekrätz	1/8
Zittwersaamen (Wurmsaamen) im natürlichen Zustande oder gemahlen	1/4
Zuckerbäckererde (Thon zum Läutern des Zuckers)	1/40
Zuckererde (Knochenschaum, Abfall von der Zuckerfabrikation)	1/40
Zuckerformen, thönerne, mit oder ohne Holzbänden	1/10
Zunder	1/4
Zwecken, eiserne, gegossene	1/4
Zwetschen, s. Obst.	
Zwiebeln (Gemüsezwiebeln)	1/20

481.

13 Avril 1844.

Traité conclu et signé à Dresde avec la Prusse, la Saxe royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck, pour régulariser les droits de douanes hanovériennes payables à Brunshaus (ci-devant à Stade) sur l'Elbe.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. IV, p. 473.)

In Gemässheit der Artikel 108—116 der Wiener Congress-Akte vom 9. Juni 1815 haben die Elb-Uferstaaten über eine verbesserte, Schifffahrt und Handel erleichternde Ordnung des Systems und der Kontrolle der Abgaben, welche die königl. hannoversche Regierung von den aus der Nordsee gekommenen,

1844 elbaufwärts die Mündung der Schwinge passirenden Waaren unter der Benennung des Brunshauser- (ehemals: Stader-) Zolles zu erheben hat, durch die zweite zu Dresden versammelte Elbschifffahrts-Revisions-Commission eine Verhandlung eintreten lassen. Zu derselben haben:

S. M. der König von Preussen den Carl Friedr. Heinr. Albert Gustav Wendt etc.

S. M. der Kaiser von Oesterreich den Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg etc.

S. M. der König von Sachsen den Carl Wehner etc.

S. M. der König von Hannover den Dr. Otto Carl Franz Klenze etc.

S. M. der König von Dänemark den Carl Philipp Francke etc.

S. königl. Hoh. der Grossherzog von Mecklenburg-Schwerin den Leopold Friedrich Heinrich Wendt etc.

S. Durchlaucht der ältestregierende Herzog zu Anhalt-Cöthen,

S. Durchlaucht der reg. Herzog zu Anhalt Dessau und

S. Durchl. der reg. Herzog zu Anhalt-Bernburg den August Ludwig von Behr etc.

der hohe Senat der freien und Hansestadt Lübeck, wegen des Mitbesitzes von Bergedorf, den Dr. Heinrich Brehmer und

der hohe Senat der freien und Hansestadt Hamburg den Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer, als Commissarien bestellt, welche sich, unter Vorbehalt der Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Ratificationen über folgende Bestimmungen geeinigt haben:

Art. I. Die Verhältnisse des Brunshauser Zolles sind durch das in der Anlage enthaltene Regulativ geordnet, welches mit dem 1. Oktober 1844 in Kraft tritt und nur unter allseitiger Zustimmung der kontrahirenden Staaten abgeändert werden kann.

Art. II. Den künftigen Elbschifffahrts-Revisions-Commissionen steht es zu, den Tarif und die sonstigen Verhältnisse des Brunshauser Zolles in derselben Art und Form, wie diejenigen der übrigen Elbzölle zur Erörterung zu ziehen und namentlich die dem Tarife als Anlage 4 beigefügte Gewichts-Tabelle, welche dazu bestimmt ist, die Verzollung derjenigen Waaren zu erleichtern, die regelmässig nach Gewicht nicht verkauft und versandt werden, mit dem wahren und durchschnittlichen Gewichte der darin enthaltenen Gegenstände in Uebereinstimmung zu erhalten und nach Bedürfniss zu vervollständigen.

Art. III. Die zur Ausführung des vereinbarten Regulativs erforderlichen weiteren Verfügungen werden von der königl. hannoverschen Regierung erlassen, dürfen jedoch den Bestim-

mungen desselben und dieses Staatsvertrages nicht widersprechen. 1844

Art. IV. Sollte die Regierung eines Elb-Uferstaates durch eine Entscheidung des Brunshauser Elbzollgerichts ihre vertragsmässigen Rechte beeinträchtigt finden, so bleibt es derselben vorbehalten, hierüber mit der königl. hannoverschen Regierung in Verhandlung zu treten.

Art. V. Die königl. hannoversche Regierung wird in Beziehung auf den Brunshauser Zoll die Schifffahrt sämmtlicher Elb-Uferstaaten stets an allen Vortheilen und Begünstigungen Theil nehmen lassen, welche in jener Beziehung der Schifffahrt der am meisten begünstigten Nationen durch Vertrag zugestanden worden sind oder künftig zugestanden werden.

Es bezieht sich dies jedoch, wie sich von selbst versteht, nicht auf die dem Binnenlandsgute in Binnenlandsfahrzeugen und dem hamburgischen Bürgergute in Bürgerschiffen zugestandenen oder künftig zuzugestehenden Befreiungen und Erleichterungen.

Art. VI. Der Art. 15 der Elbschifffahrts-Akte und sämmtliche frühere, diesem Vertrage und dessen Anlagen widerstreitenden Ansprüche und Rechtsverhältnisse sind hiermit aufgehoben.

Art. VII. Die Ratificationen dieses Vertrages werden gleichzeitig und in Verbindung mit denen zu der Schluss-Akte der zweiten Elbschiffahrts-Revisions-Commission ertheilt und ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist dieser Vertrag von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

So geschehen, Dresden den 13. April 1844.

(L. S.) *Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.*
(L. S.) *Eduard Nikolaus Ritter von Henneberg.*
(L. S.) *Carl Wehner.*
(L. S.) *Dr. Otto Carl Franz Klenze.*
(L. S.) *Carl Philipp Francke.*
(L. S.) *Leopold Friedrich Heinrich Wendt.*
(L. S.) *August Ludwig von Behr.*
(L. S.) *Dr. Heinrich Brehmer.*
(L. S.) *Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.*

Der vorstehende Staatsvertrag ist von den sämmtlichen Elb-Uferstaaten ratifizirt, und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden am 1. Oktober 1844 zu Dresden bewirkt worden.

1844

Regulativ über die Verhältnisse des Brunshauser Zolles.

§. 1. *Eintritt der Zollpflicht. Tarif.*

Alle Waaren, welche in der Auffahrt auf der Elbe die Zoll-Linie passiren, welche sich von dem nördlichen Ufer der Schwinge-Mündung quer über die Elbe bis zum holsteinischen Ufer unterhalb Haseldorf erstreckt, unterliegen nach Maassgabe des unter 1 beiliegenden Tarifs der Zollpflicht, insofern sie nicht unter die im §. 2 aufgeführten Zollbefreiungen fallen.

Aufhebung der Nebenabgaben.

Sämmtliche, neben dem Güterzolle bisweilen zu Brunshausen oder zu Hamburg erhobenen Geld- und Natural-Abgaben, einschliesslich des königlichen Schiffszolles und des Ruderzolls der Stadt Stade, sind für immer aufgehoben, und es sollen künftig Neben-Abgaben und Akzidenzien irgend einer Art von den Zollbehörden und Zollbeamten weder für sich, noch für Rechnung der hannoverschen Staatskasse, noch für diejenige von Kommunen, Korporationen oder Privaten erhoben werden.

Ausgenommen sind hiervon nur die in §§. 7 und 12 erwähnten Schiffergebühren und Credit-Provision, unter den in jenen §§. angegebenen Voraussetzungen.

§. 2. *Zollbefreiungen.*

Von dem Brunshauser Zoll sollen folgende Gegenstände befreiet sein:

1) Fürsteugut.

Hierunter begriffen sind solche Gegenstände, welche nach Ausweis der vorgezeigten Papiere persönliches Eigenthum souverainer deutscher Fürsten, ihrer Gemahlinnen oder Familien, oder zum persönlichen Gebrauche und zur Hofhaltung souverainer deutscher Fürsten oder ihrer Familien bestimmt sind.

2) Hamburgisches Bürgergut in hamburgischen Bürgerschiffen unter folgenden Bestimmungen:

Zollfreies hamburgisches Bürgergut ist solches, welches einem oder mehreren der in der Stadt Hamburg selbst wohnenden und derselben durch den Bürgereid verpflichteten Bürger bei Passirung der Zoll-Linie eigenthümlich zugehört und in einem hamburger Bürgerschiffe, oder, wenn dieses wegen kontrairen Windes oder Seichtigkeit des Fahrwassers oder aus einem anderen Grunde die Zollstätte nicht mit ganzer Ladung passiren kann,

in einem binnenländischen Leichter-Fahrzeuge die Zoll-Linie passirt, insofern der vorbezeichnete hamburger Bürger binnen vier Wochen nach Passirung der Zoll-Linie auf seinen Bürgereid unter obrigkeitlicher Beglaubigung versichert, dass das Gut bei Passirung der Zoll-Linie sein Eigenthum gewesen sei. 1844

Die bisher gemachte Ausnahme, nach welcher hamburgisches Bürgergut in solchen hamburger Bürgerschiffen, welche aus der See nicht weiter als von Alt-Holland, von der Westküste Jütlands oder von Helgoland herkommen, zu verzollen war, wird aufgehoben.

Witwen und minorenne Kinder verstorbener zollfreier Bürger sollen, wenn sie oder ihre Curatoren die Geschäfte fortsetzen, die Rechte ihrer verstorbenen Ehemänner oder Väter geniessen.

Der Umstand, dass ein zollfreier hamburgischer Bürger Kommissions-, Faktorei- oder Speditions-Geschäfte treibt, soll denselben rücksichtlich seiner eigenen Güter von der Zollfreiheit nicht ausschliessen. Diese erstreckt sich jedoch auf hamburger Kommissions-, Faktorei- und Speditionsgut nicht.

Als hamburger Bürgerschiff gilt ein solches, welches laut des, jährlich auf vorgängig geleisteten Bürgereid ausgestellten, Schiffspasses ganz das Eigenthum eines oder mehrerer, durch den Bürgereid verpflichteter, in der Stadt Hamburg selbst, oder in der Vorstadt St. Pauli wohnender hamburgischer Bürger ist, und dessen Capitän gleichfalls zu den auf den Bürgereid verpflichteten hamburgischen Bürgern gehört, und entweder in der Stadt selbst, oder in der Vorstadt St. Pauli, oder auf dem Schiffe im hamburger Hafen wohnt.

Als ganz im Eigenthume hamburgischer zollfreier Bürger befindlich soll ein Schiff auch dann betrachtet werden, wenn neben solchen Bürgern andere, nicht zu den zollfreien Bürgern gehörende, hamburger Einwohner oder Schutzverwandte, nicht aber Fremde, einen Antheil, jedoch höchstens von drei Achttheilen, an der Rhederei desselben besitzen. Auf das in derartige oder andere Schiffe verladene Gut solcher hamburgischer Einwohner und Schutzverwandten erstreckt sich jedoch die Zollfreiheit eben so wenig, als auf dasjenige, welches einem ausserhalb der Stadt selbst und namentlich in der Vorstadt St. Pauli wohnenden Bürger oder einem im hamburger Hafen wohnenden Capitän gehört.

Bei hamburgischen Grönlandsfahrern oder Wallfischfängern sollen blosse Einwohner Hamburgs oder dortige Schutzverwandte zwar nicht allein, aber doch neben einem oder mehreren hamburgischen Bürgern, Mitrheder, auch ein solcher Einwohner oder

1844 Schutzverwandter, wenn er in Hamburg selbst, in der Vorstadt St. Pauli oder im hamburger Hafen wohnt, Schiffs-Capitän sein dürfen, ohne dass dadurch die Ladung, soweit dieselbe aus Wallfisch- oder Robben-Speck oder Barten, sowie aus beigeladenen, selbstgefangenen oder zugekauften Fischen besteht, zollpflichtig wird.

Wenn der Capitän eines in See gegangenen hamburger Bürgerschiffes stirbt, oder aus irgend einem Grunde seinen Posten verlassen muss und während der Reise ein Steuermann oder Setzschiffer in seine Stelle tritt, so geht dadurch die sonst vorhandene Zollfreiheit der Ladung nicht verloren.

Die Einrichtung, zufolge welcher bei getheilten Rhedereien zum Beweise des hamburger Schiffseigenthums alle Mitrheder die Schiffspässe haben beschwören müssen, ist dahin modificirt, dass die Eidesleistung Eines der Rheder genügen soll.

Obgleich die Gültigkeit der Schiffspässe auf ein Jahr beschränkt ist, so soll doch der Umstand, dass etwa die Reise erst nach Ablauf jenes Jahres beendigt ist, die sonst begründete Zollfreiheit nicht aufheben, insofern nur binnen vier Wochen nach geschehener Passirung der Zoll-Linie durch eine obrigkeitlich beglaubigte, eidliche Erklärung eines der Rheder bezeugt wird, dass die Rhederei, wie dieselbe laut der obigen Begriffsbestimmung eines hamburger Bürgerschiffes beschaffen sein muss, bis zu jener Passirung fortdauernd bestanden habe.

3) Binnenlandsgut, welches im Binnenlande in binnenländische Fahrzeuge verladen ist und in diesen, mit Ursprungs- und Einladungs-Bescheinigungen versehen, die Zoll-Linie passirt.

Binnenlandsgüter sind alle Naturprodukte und Fabrikate, welche im Landdrosteibezirke Stade, im Herzogthume Holstein oder in der Stadt Hamburg und deren Gebiete oder im Amte Ritzebüttel erzeugt worden sind, jedoch, was die Fabrikate betrifft, unter der Voraussetzung, dass dieselben nicht in einer blossen Bearbeitung überseeischer Rohstoffe, wie z. B. bei Syrup, Tabak, Thran, Zucker, Wein und den im Binnenlande blos gebleichten, gefärbten oder appretirten, überseeischen Garnen oder Geweben, bestehen.

Binnenländische Einladungsplätze sind solche, welche unterhalb der Schwinge-Mündung am linken Elbufer bis Cuxhaven einschliesslich, oder auf den Elbinseln, Neuwerk einschliesslich, oder am rechten Elbufer und an der Westküste des Herzogthums Holstein, bis Büsum einschliesslich, belegen sind.

Binnenländische Fahrzeuge sind solche, welche an einem

der beiden Elbufer, von Hamburg und Harburg abwärts bis Cuxhaven und Neuwerk oder an der Westküste des Herzogthums Holstein, bis Büsum einschliesslich, zu Hause gehören, und auf ihrer Fahrt seewärts nicht weiter als bis Cuxhaven, Neuwerk oder Büsum hinausgekommen sind. 1844

Die Ursprungs-Bescheinigungen sind von der Obrigkeit des Erzeugungsortes, die Einladungs-Bescheinigungen von der Obrigkeit, Hafen- oder Zollbehörde des Einladungsortes auszustellen und beide in der Auffahrt beim Wachtschiffe abzugeben.

4) Zurückgehende Güter, unter nachfolgenden Bestimmungen:

a. Güter, welche bei ihrer ersten Auffahrt den Zoll bereits getragen haben und in denselben Schiffen, in welche sie bei der Verzollung verladen waren, stromniederwärts und wiederum stromaufwärts die Zollstätte passiren, sind von der abermaligen Verzollung frei, insofern bei Passirung des Wachtschiffes bei diesem, oder binnen vier Wochen nach jenem Zeitpunkt bei dem Elbzoll-Comptoire zu Hamburg, nachgewiesen wird, dass jene Güter früher schon verzollt und seitdem nicht wieder in See gewesen sind.

b. Wenn Schiffe, welche aus einem Elbhafen ausgelaufen waren, vor Erreichung eines ausserhalb der Elbe belegenen Hafens entweder durch Havarie oder durch eingetretenen Frost, ungünstige Winde u. dgl. in der Fortsetzung ihrer Reise verhindert werden, so ist das in diesen Schiffen niederwärts und wegen des eingetretenen Hindernisses in denselben oder anderen Schiffen wieder aufwärts geführte Gut zollfrei, insofern bei Passirung des Wachtschiffes der Grund der Rückkehr nachgewiesen und dem königl. hannoverschen Elbzoll-Comptoir zu Hamburg die Zurückkunft des Gutes vor Ausladung desselben angezeigt wird.

5) Strandgut,

a. aus Schiffen, welche aus einem Elbhafen oberhalb der Zoll-Linie abgegangen, und vor Erreichung eines ausserhalb der Elbe belegenen Hafens gestrandet sind, nachdem die Identität der Güter und deren Strandung auf die sub 4 a. bezeichnete Weise nachgewiesen sind;

b. insofern dasselbe erweislich schon einmal verzollt war, ohne Rücksicht darauf, ob der Transport stromaufwärts und stromniederwärts in demselben Fahrzeuge geschehen war, jedoch unter der Bedingung einer, auf die sub 4 a. bezeichnete Weise beizubringenden Nachweisung der schon früher geschehenen Verzollung.

1844 6) Marktgut, unter folgenden Bestimmungen:

a. Alle nach Jahrmärkten des sub 3) bezeichneten Binnenlandes auf binnenländischen Fahrzeugen geführten Gegenstände sind zollfrei, insofern über dieselben eine specielle schriftliche Declaration und ein obrigkeitliches Zeugniss darüber, dass jene Gegenstände im Binnenlande eingeladen und zur Feilbietung auf einem oder mehreren binnenländischen Jahrmärkten bestimmt sind, bei Passirung des Wachtschiffes in der Auffahrt übergeben wird.

b. Alle nach Jahrmärkten des unterhalb der Zollstätte belegenen Binnenlandes in binnenländischen Fahrzeugen elbniederwärts geführten Gegenstände sind zollfrei, insofern sie in binnenländischen Fahrzeugen elbaufwärts zurückgeführt werden, und zu Brunshausen bei der Niederfahrt die sub a. erwähnten Declarationen und Zeugnisse überreicht sind, bei der Zurückführung aber die Wiedereinladung nachgewiesen worden ist.

7) Die in der Anlage II aufgeführten Artikel.

§. 3. *Legitimation der Schiffe und Declaration ihrer Ladung.*

Jeder Schiffer, mit alleiniger Ausnahme der Binnenlandsfahrer unter der im §. 5, sub 1 bezeichneten Voraussetzung, hat sich, sobald er elbaufwärtsfahrend die im §. 1 bezeichnete Zoll-Linie erreicht, über die Nationalität seines Schiffes auszuweisen und bei den Zoll-Comptoiren zu Brunshausen durch Uebergabe sämmtlicher Schiffs- und Ladungspapiere, und, soweit diese über die Ladung oder über Theile derselben nicht vorhanden sind, durch Uebergabe oder Anerkennung schriftlicher Verzeichnisse seine gesammte Ladung in Gemässheit des Tarifs zu declariren.

Die laut §. 5 vom Setzen befreieten Schiffe haben diese Declaration bei dem königlichen Wachtschiffe zu beschaffen.

§. 4. *Setzen vor der Zollstelle, Visitation und Kontrole.*

Die Verpflichtung der Schiffer zum Setzen oder Ankern vor der Schwinge und das Recht der Zollbehörde zur Visitation der Ladung, so wie die sonstigen Kontrole-Befugnisse der königl. hannoverschen Regierung bleiben bestehen, so weit dieselben bisher bestanden haben und nicht durch dieses Regulativ modifizirt sind.

§. 5. *Ausnahmen davon.*

Von der Verpflichtung zum Setzen oder Ankern vor der Schwinge sind befreit:

1) Binnenländische Fahrzeuge, welche sich als solche und 1844
den Umstand, dass sie lediglich zollfreie Ladung führen, bei Passirung des Wachtschiffes durch ein von diesem aus bemerkbares Zeichen kenntlich machen.

Dieselben haben jedoch die Ursprungs- und Einladungs-Bescheinigungen, durch welche die Zollfreiheit des von ihnen geführten Binnenlandsguts bedingt ist, in der Auffahrt am Wachtschiffe abzugeben.

2) Die Schiffe aller deutschen Bundesstaaten und anderer begünstigter Nationen, insofern

a) deren gesammte zollpflichtige Ladung in Hamburg, im Hannoverschen bis Harburg einschliesslich, in Altona oder an der holsteinischen Küste von Haseldorf bis Ottensen einschliesslich, gelöscht werden soll, und zwar

α) was Hamburg betrifft, unter Bezugnahme auf die wegen der dortigen Kontrole zwischen den beiderseitigen Regierungen vereinbarten, im §. 8 enthaltenen Bestimmungen,

β. was die hannoverschen Elbplätze betrifft, unter Vorbehalt der wegen der dortigen Kontrole von der königl. hannoverschen Regierung zu treffenden Anordnungen, und

γ. was Altona und die unterhalb desselben belegene holsteinische Elbküste betrifft, unter der Voraussetzung, dass wegen der dortigen Kontrole eine Vereinbarung zwischen der königl. hannoverschen und der königl. dänischen Regierung, wie dies für jetzt laut der im §. 9 enthaltenen Bestimmungen der Fall ist, besteht.

b) Die Schiffe, die mit guten und ordentlichen Schiffs- und Ladungspapieren versehen sind, und diese Papiere bei Passirung des Wachtschiffs an dieses abgeben werden; auch

c) den sub b) erwähnten Papieren eine Versicherung hinzugefügt ist, welche der Capitän an Eidesstatt und bei Verlust der Ehre und des guten Leumunds darüber abzugeben hat, dass er, so viel er wisse und glaube, andere als die in diesen Papieren verzeichneten und die daneben etwa sonst deklarirten Ladungsgegenstände nicht an Bord habe.

3) Diejenigen Schiffe, für welche das Setzen wegen Sturms oder Eisganges unthunlich oder gefährlich ist, unter der Bedingung jedoch, dass sofort nach der Ankunft am Bestimmungsorte diese und das eingetretene Hinderniss des Ankerns vor der Schwinge dem Elbzoll-Comptoir zu Hamburg gemeldet und glaubhaft nachgewiesen wird.

Weitere Ausdehnung der Befreiungen vom Setzen bleiben

1844 dem Ermessen der königl. hannoverschen Regierung überlassen.

§. 6. *Retourscheine.*

Sämmtliche Schiffe, mit Ausnahme der Elb-Flussschiffe, welche lediglich zollfreies Gut elbaufwärts geführt haben, müssen bei ihrer nächsten Niederfahrt dem königl. hannoverschen Wachtschiffe vor Passirung desselben einen sogenannten Retourschein übergeben.

Der Retourschein ist ein Zeugniss darüber, dass für die bei der letzten Auffahrt des Schiffes in dasselbe verladen gewesenen Waaren den Verpflichtungen wegen des Brunshauser Zolls genügt worden sei. Derselbe wird von dem königl. hannoverschen Elbzoll-Comptoir zu Hamburg oder den sonst dazu von der königl. hannoverschen Regierung ermächtigten Behörden ausgestellt, nachdem die Ausladungsverzeichnisse mit den Ladungspapieren und sonstigen Declarationen verglichen und richtig befunden sind und der gebührende Zoll bezahlt oder creditirt worden ist.

§. 7. *Hilfeleistungen vom Wachtschiffe.*

Wenn das königl. hannoversche Wachtschiff einem passirenden Schiffe auf dessen Anforderung ein Boot und Mannschaft stellt, um Personen, Legitimationen, Declarationen oder Retourscheine an das Zoll-Büreau oder an das Wachtschiff zu befördern, so sind dafür die in der Anlage III verzeichneten Gebühren zu entrichten.

Wenn ein königl. hannoversches Wachtschiff nicht ausliegen kann, so werden die demselben überwiesenen Geschäfte in Beziehung auf Entgegennahme von Legitimationen, Declarationen, Retourscheinen und Zahlungen in dem an der Schwinge der Elbe zunächst belegenen Zollgebäude wahrgenommen.

§. 8. *Zoll-Kontrole zu Hamburg.*

Ueber die Verhältnisse der Zoll-Kontrole zu Hamburg ist zwischen der königl. hannoverschen Regierung und dem Senate der freien und Hansestadt Hamburg Folgendes vereinbart.

a. Alle Schiffer haben sich bei ihrer Ankunft in Hamburg, bevor sie mit der Löschung beginnen, behuf Empfangnahme der Löschungsscheine bei dem dortigen königl. hannoverschen Elbzoll-Comptoir zu melden, auch diesem entweder gleichzeitig oder doch sofort, nachdem ihre etwa zu Brunshausen zurück-

gebliebenen Ladungspapiere bei dem Elbzoll-Comptoir zu Hamburg eingegangen und ihnen zur Einsicht vorgelegt sind, ein vollständiges Verzeichniss der Ladungsgegenstände (Content-Zettel) zu überreichen. 1844

b. Die Schiffs- und Ladungspapiere über die, nach Hamburg gehenden, zollpflichtigen Güter, für welche der Zoll nicht bereits zu Brunshausen bezahlt worden ist, werden nebst den Zollrechnungen, unverzüglich nach geschehener Aufstellung der letzteren, dem königl. hannoverschen Elbzoll-Comptoir zu Hamburg zugestellt, welches dem Schiffer, den Waarenempfängern oder deren Bevollmächtigten deren Einsicht behuf Anfertigung der Content-Zettel zu gestatten, und dieselben gegen Erlegung des Zolls auszuhändigen hat.

Werden vor geschehener Zahlung des Zolles die fraglichen Papiere ausgehändigt, so wird der Empfänger derselben dadurch für den, von den betreffenden Gütern zu erlegenden Zoll nebst der etwa daneben zu zahlenden Provision (vgl. §. 12) als Selbstschuldner mit Vorbehalt seines Regresses gegen den ursprünglichen Zollpflichtigen zu haften verpflichtet.

c. Dem Elbzoll-Kontroleur ist eine genaue Beobachtung der Ausladung der Schiffe, namentlich auch wenn solche in St. Pauli, unterhalb des hamburgischen Zollwachtschiffes, erfolgen sollte, gestattet.

d. Ergibt sich dabei der Verdacht einer Defraude oder einer die Zoll-Einnahme gefährdenden Ordnungswidrigkeit, so wird der Senat der freien und Hansestadt Hamburg, auf Antrag des königl. hannoverschen Elbzoll-Kontroleurs, in dessen Gegenwart die verdächtigen Waaren-Colli durch hamburgische Zollbeamte visitiren lassen.

e. Auch wird die hamburgische Behörde bei entstandenem Verdacht, auf Requisition des Elbzoll-Kontroleurs, auf die von dem Verdacht betroffenen Güter und — soweit dies nach der hamburgischen Gesetzgebung zulässig ist — auch auf Schiffe hamburgischer Angehörigen Arrest verfügen, über dessen Rechtmässigkeit indessen hiernächst das kompetente hamburgische Gericht zu erkennen hat.

f. Die hamburgische Behörde wird auf Verlangen des Elbzoll-Kontroleurs demselben nicht nur diensame Nachrichten über einzelne Verzollungsfälle, sondern auch die hamburgischen Zoll- und Content-Zettel zur Vergleichung mit den Brunshauser Zollrechnungen mittheilen. Dagegen werden die hannoverschen Elbzoll-Behörden zu Brunshausen und Hamburg der hamburgi-

1844 schen Zollbehörde auf deren Verlangen diensame Nachrichten über einzelne Verzollungsfälle aus den Brunshauser Zollregistern mittheilen.

g. Sollte Hamburg sein eigenes dermaliges Zoll- und Kontrole-System in dem Maasse ändern wollen, dass dadurch die gegenwärtige Wirksamkeit der Brunshauser Zoll-Kontrole in Hamburg aufgehoben oder geschwächt werden könnte, so wird der Senat sich mit Hannover über eine anderweitige genügende Kontrole in Hambnrg für den Brunshauser Zoll vereinigen.

h. Der königl. hannoversche Elbzoll-Kontroleur zu Hamburg soll befreit sein:

α. von der Verpflichtung zur Erwerbung des hamburgischen Bürgerrechts und von Leistung des Bürgereides für sich, für die vom Staate ihm beigeordneten Untergebenen, und für die dauernd in seinen Privatdiensten stehenden Gehilfen, wogegen er und diese Untergebenen und Gehilfen auch nicht berechtigt sind, in der Stadt Hamburg und deren Gebiete Grundstücke zu erwerben und Handel zu treiben;

β. von Bürgerpflichten, als: Militärdienst, Wachtgeld und dergleichen persönlichen Lasten und Leistungen, nicht weniger von städtischen Abgaben aller Art, mit Ausnahme der indirekten, für sich und die bei ihm wohnenden Mitglieder seiner Familie und Domestiken, nicht weniger für die sub α. bezeichneten Untergebenen und Gehilfen, insofern diese nicht durch sonstige besondere Beziehungen zu der Stadt Hamburg dieser zu solchen Lasten, Leistungen oder Abgaben verpflichtet sind;

γ. von der ordentlichen Einquartierung;

δ. von der städtischen Jurisdiction und Polizei in allen den Dienst des Kontroleurs und seiner Untergebenen betreffenden Angelegenheiten.

i. In Kriminal- und Polizei-Angelegenheiten werden, insofern diese nicht eilig sind, die städtischen Gerichts- und Polizeibeamten die Wohnung des Elbzoll-Kontroleurs nur nach vorheriger Anzeige bei dem königl. hannoverschen Residenten, insofern ein solcher zu Hamburg anwesend ist, betreten, in eiligen Fällen aber, in denen die vorherige Anzeige nicht thunlich ist, solche unverzüglich nachholen und in solchen Fällen dem Residenten, falls ein solcher zu Hamburg angestellt ist, von der Veranlassung und dem Zwecke des Eintritts in die Wohnung des Elbzoll-Kontroleurs Nachricht geben.

Personalarrest soll nur unter Zuziehung des Residenten, falls

ein solcher in Hamburg anwesend ist, gegen den Elbzoll-Kontroleur verfügt werden. 1844

§. 9. *Kontrole der in Holstein gelöschten Güter.*

Ueber die Kontrole der nach Altona und unterhalb desselben an der holsteinischen Elbküste bestimmten Schiffsladungen ist zwischen den königlichen Regierungen von Hannover und Dänemark bis auf weiteres Folgendes vereinbart.

1) Ueber die im Freihafen zu Altona zu löschenden Schiffsladungen, welche in der Auffahrt die Brunshauser Zoll-Linie passirten, hat der Schiffsführer ein Verzeichniss, welches sämmtliche einzelne Gegenstände der Ladung nebst den Einladungsorten und den Namen der Waarenempfänger enthält, und unter welchem die Richtigkeit und Vollständigkeit des Inhalts mit seiner öffentlich beglaubigten Unterschrift an Eidesstatt und bei Verlust der Ehre und guten Leumunds hezeugt wird, dem königl hannoverschen Zoll-Comptoire in Hamburg zukommen zu lassen, worauf Letzteres, nachdem es dieses Ausladungsverzeichniss mit den, am Wachtschiffe oder sonst behuf der Zolldeclaration übergebenen Papieren verglichen und sich von der Erfüllung der Zollverbindlichkeiten überzeugt hat, den Retourschein, soweit derselbe nach §. 6 erforderlich ist, sofort ertheilt.

2) Alle Waaren, die aus einem Schiffe, welches elbaufwärts die Zoll-Linie passirt hat, an der holsteinischen Küste unterhalb des Freihafens von Altona ausgeladen werden sollen, wird die königl. Dänische Regierung durch ihre Zollbeamten in Beziehung auf den Brunshauser Zoll gehörig revidiren und darüber ein Verzeichniss, welches — mit Ausnahme der zollfreien Binnenlandsgüter, derer summarische Angabe genügen soll — die Bezeichnung, den Inhalt und die Quantität, den Einladungsort und den Namen des Empfängers jedes einzelnen Collo oder Waarenpostens enthält und dessen Vollständigkeit zollamtlich zu beglaubigen ist, anfertigen und dasselbe dem königl. hannoverschen Zoll-Comptoir in Hamburg zukommen lassen, worauf Letzteres dieses Verzeichniss mit den beim Wachtschiffe oder sonst behuf der Zolldeclaration überreichten Papieren vergleicht und, nachdem es sich von der Erfüllung der Zollverbindlichkeit überzeugt hat, den Retourschein, soweit derselbe nach §. 6 erforderlich ist, sofort ertheilt.

Binnenlandsfahrern, welche solche Güter ausgeladen haben, die dem Brunshauser Zolle unterliegen, soll von den königl. dänischen Zollbeamten ein beglaubigtes Duplikat dieses Verzeich-

1844 nissos ausgehändigt und letzteres beim königl. hannöverschen Wachtschiffe, insofern es mit der dort abgegebnen Declaration und geschehenen Verzollung übereinstimmt, statt des Retourscheins als genügend angenommen werden.

3) Sollte die königl. hannoversche Zollbehörde in Fällen dringenden Verdachts einer begangenen Zolldefraude, über Waaren, welche zu Altona oder an einem andern Orte der holsteinischen Elbküste oberhalb der Schwinge gelöscht sind, weitere Aufklärungen von Seiten der Waarenempfänger zu haben wünschen, so werden diese, falls sie Unterthanen Sr. Majestät des Königs von Dänemark sind, durch die königl. dänische Regiminalbehörde veranlasst werden, dieser ihre Original-Fakturen oder eine, von ihnen an Eidesstatt zu bekräftigende Angabe über Substanz und Quantität der, mittelst eines bestimmten Schiffes an sie beförderten Waaren, behuf Mittheilung an die königl. hannoversche Zollbehörde vorzulegen.

§. 10. *Zollberechnung.*

Die Berechnung des Zolles geschieht von der Zollbehörde baldthunlichst, nach der Reihefolge der abgegebenen Declarationen, vorbehältlich etwaiger Ausnahmen zu Gunsten der Dampfschiffe oder anderer, der schleunigsten Abfertigung bedürfenden Fahrzeuge.

Die Ausfertigung der Zollrechnungen erfolgt sofort nach deren Aufstellung.

§. 11. *Grundsätze derselben.*

Die Berechnung der Zollbeträge ist tarifmässig auf den Grund der erfolgten Declarationen und der, zur Ergänzung derselben dienenden Ladungspapiere vorzunehmen.

Es dienen dabei folgende Grundsätze zur Richtschnur:

1) Die Waarengattung ist nur insoweit nach generelleren Bezeichnungen zu bestimmen, als aus den Declarationen und Ladungspapieren oder aus den etwa vor Passirung des Schiffs dem Haupt-Zollbureau in Brunshausen zugestellten geeigneten Nachweisungen nicht speziellere Angaben zu entnehmen sind.

Die Nachholung einer spezielleren Angabe der Waarengattung unter Vorzeigung der Original-Faktura oder anderer glaubwürdiger Papiere steht dem Schiffsführer oder Waarenempfänger zu:

a) binnen 14 Tagen nach Passirung der Zoll-Linie, ohne Beschränkung,

b) binnen ferneren 10 Wochen, insofern dadurch der Zollbetrag für den fraglichen Waarenposten sich um mehr als 10% Procent vermindert. 1844

2) Das Gewicht der Waaren wird bestimmt:

a) bei den Artikeln, welche in die Anlage IV aufgenommen sind, gleichviel ob dabei das wahre Gewicht angegeben wird oder nicht, nach den in jener Anlage aufgeführten festen Sätzen;

b) bei allen übrigen Artikeln nach den darüber in den Declarationen und Ladungspapieren oder in den etwa vor Passirung des Schiffs dem Haupt-Zollbureau zu Brunshausen zugestellten geeigneten Nachweisungen enthaltenen Angaben und, soweit diese Angaben fehlen, nach der pflichtmässigen Schätzung der Zollbehörde.

Gegen das Resultat dieser Schätzung kann der Schiffsführer oder Waarenempfänger reklamiren und die Zugrundelegung des wahren Gewichtes bei der Verzollung verlangen, insofern er bei dem Elbzoll-Comptoir zu Hamburg das wahre Gewicht angibt und durch Vorzeigung der Original-Faktura oder anderer glaubwürdiger Papiere nachweiset. Es treten jedoch auch hierbei die vorstehend sub 1) *a* und *b* angegebenen Fristen und Bedingungen ein.

3) Die Berechnung des Zolles geschieht nach dem Netto-Gewichte, insofern dieses oder, neben Angabe des Brutto-Gewichtes, die wirkliche Thara aus den Ladungspapieren ersichtlich ist.

Ist in den Ladungspapieren das Brutto-Gewicht als solches bezeichnet und dabei nicht zugleich das Netto-Gewicht oder die wirkliche Thara angegeben, so werden für Thara

a) bei Waaren in Säcken, Packen, Seronen, Ballen, Bunden und dergleichen 5 Procent;

b) bei Waaren in Kisten, Kasten, Körben, Fässern und dergleichen 10 Procent;

c) bei Hanf-, Lein-, Rapp- und Rüböhl in Fässern 15 Procent, und

d) bei verpackten Erdwaaren und Hohlglas, sowie bei Thee und Indigo, insofern beide Artikel in Ostindischen Originalverpackungen vorkommen, 20 Procent von dem Brutto-Gewichte abgezogen, und das übrigbleibende als Netto-Gewicht berechnet.

Ist in den Ladungspapieren oder in den etwa vor Passirung des Schiffes beim Haupt-Zollbureau zu Brunshausen übergebenen geeigneten Nachweisungen das Gewicht angegeben, ohne dass letzteres als Brutto- oder Netto-Gewicht bezeichnet ist, so wird

1844 dasselbe ohne weitere Reduction als Netto-Gewicht angenommen.

Fehlt die Gewichtsangabe bei Passirung des Schiffes ganz, so steht es dem Schiffer oder Waarenempfänger frei, bei der sub 2. *b* ihm gestatteten Nachholung derselben das wirkliche Netto-Gewicht zu Grunde zu legen.

4) Bei Berechnung des Zolles werden die Pfunde derjenigen Orte, an welchen die Waare eingeladen war, ohne Reduction zu Grunde gelegt, Grossgewichte aber nach dem an dem Einladungsorte geltenden Verhältnisse, sowie solche fremde Gewichtsbenennungen, welche für Pfunde desselben Ortes keinen Maassstab geben, nach der sub V angehängten Tabelle, auf Pfunde reduzirt.

5) Gewichtsquantitäten, welche nicht in 25 Pfund aufgehen, werden zu einem Viertel-Centner und Bruchpfennige für voll gerechnet.

§. 12. *Bezahlung des Zolles.*

Die Bezahlung des Zolles geschieht bei Passirung der zollpflichtigen Güter an das Elbzoll-Comptoir zu Brunshausen sofort nach geschehener Ausstellung der Zollrechnung.

Ausgenommen hiervon sind jedoch:

1) Die Ladungen derjenigen Seeschiffe, welche vom Setzen befreit sind. Für diese ist der Zoll binnen 14 Tagen nach geschehener Passirung der Zollstätte zu bezahlen und zwar:

a. für diejenigen Ladungen, welche zu Hamburg oder Altona gelöscht werden, bei dem königl. hannoverschen Elbzoll-Comptoir zu Hamburg;

b. für diejenigen, welche zu Harburg gelöscht werden, bei der dortigen Zollkasse;

c. für die am linken Elbufer unterhalb Harburgs und am rechten Elbufer unterhalb Altonas gelöschten zollpflichtigen Ladungen beim Elbzoll-Comptoir zu Brunshausen, oder einer an dessen Stelle etwa an der Schwinge zu errichtenden Hebungsstelle.

Ein längerer Credit hängt von dem Ermessen der Zollbehörde ab. Für diejenigen Zollbeträge, welche nicht binnen 14 Tagen bezahlt werden, ist, gleichviel ob ein längerer Credit ausdrücklich bewilliget wurde, oder nicht, neben dem ursprünglichen Zollbetrage eine Provision, welche 2 Procent des letzteren beträgt, zu erlegen. Hierbei ist vorausgesetzt, dass die Zollrechnung spätestens acht Tage nach Passirung der Zoll-Linie beim

Elbzoll-Comptoir zu Hamburg zur Aushändigung bereit liege, widrigenfalls die vierzehntägige Frist erst von dieser Aushändigung an zu berechnen ist. 1844

2) Für die in binnenländische Flussschiffe verladenen Waaren ist der Zoll sofort bei der Auffahrt, insoweit nicht ein Credit — wofür Provision nicht berechnet werden soll — gegeben wird, und zwar beim königl. hannoverschen Wachtschiffe zu erlegen.

§. 13. *Münzsorten.*

Die Bezahlung des Zolls geschieht in groben Münzsorten des Vierzehntalerfusses und bei Beträgen, welche nicht in 1/6 Thaler aufgehen, in hannoverscher Scheidemünze.

§. 14. *Reklamationen.*

Reklamationen wegen zu hoher Zollansätze ausser den Fällen des §. 11 N. 1. *a. b.* und 2. *b.* können binnen Jahresfrist nach Passirung der Zollstelle bei dem Elbzoll-Comptoir zu Hamburg angebracht, später aber nicht mehr erhoben werden.

Beschwerden gegen Zollverfügungen.

Beschwerden über Verfügungen und Maassregeln der Lokal-Zollbehörden und über das Benehmen der Zollbeamten können an die oberste Zollverwaltungsbehörde und in höchster Instanz an das königl. Finanzministerium zu Hannover gerichtet werden.

§. 15. *Elbzollgericht.*

Die Untersuchung und Bestrafung der in Beziehung auf den Brunshauser Zoll begangenen Defrauden und Ordnungswidrigkeiten geschieht durch das königl. hannoversche Elbzollgericht, welches zu Stade oder Harburg seinen Sitz haben und mit wenigstens drei, zum Richteramt befähigten, Personen besetzt sein muss.

Ueber das Verfahren bei diesem Gerichte wird die königl. hannoversche Regierung spätestens bei Ausführung dieses Regulativs eine Verordnung publiziren, in welcher folgende Grundsätze festzuhalten sind:

Das Verfahren soll möglichst kurz und summarisch sein.

Auf erhobene Anzeige ladet das Elbzollgericht den Denunziaten, unter Bezeichnung des angeschuldigten Zollvergehens und des gestellten Strafantrages, zu einem Termine vor, um sich in Person oder durch einen Bevollmächtigten auf die Denunziation

1844 zu erklären, unter der Verwarnung, dass, wenn er dieses unterlässt, er des ihm angeschuldigten Zollvergehens für geständig angenommen und demgemäss verurtheilt werden wird.

Gegen Erkenntnisse des Elbzollgerichtes steht sowohl dem Denunziaten als dem Denunzianten der Rekurs an eine höhere Instanz, nach Maassgabe der hannoverschen Landesgesetzgebung offen.

Die Gebühren des Elbzollgerichts sollen nach Anleitung der, in dem königl. hannoverschen Gesetze über die Ein-, Aus- und Durchgangsabgaben vom 21. April 1835 angenommenen Sätze regulirt werden.

Die Verfügungen der Rekursbehörde erfolgen gebührenfrei.

Die Prozesskosten hat der Denunziat zu tragen, wenn er zu der Denunziation, gleichviel ob durch Defraude oder durch Ordnungswidrigkeit, Anlass gegeben hat.

War die Denunziation unbegründet, so hat die Zollbehörde, war jene frivol, so hat, unter subsidiarischer Verpflichtung der Zollbehörde, der Denunziant die Kosten zu tragen.

§. 16. *Submissionen.*

Der Denunziat kann einem ferneren zollgerichtlichen Verfahren jederzeit dadurch entgehen, dass er dem Strafantrage sich unterwirft und die beantragte Strafe nebst den etwaigen Zollrückständen, Schäden und bereits aufgelaufenen Kosten erlegt.

Dabei ist der Strafantrag von der zur Entgegennahme der Submission ermächtigten Behörde nach Maassgabe des §. 18 unter billiger Berücksichtigung der Umstände aufzustellen und, falls derselbe schon vorher beim Elbzollgerichte angebracht war, nach Maassgabe des §. 18 unter billiger Berücksichtigung der Umstände zu berichtigen.

Die Submission kann geschehen bei dem Elbzollgerichte, bei dem Elbzoll-Comptoir zu Hamburg oder bei den ausserdem zu deren Entgegennahme von der königl. hannoverschen Regierung ermächtigten Behörden.

Es muss darüber ein Protokoll unter Mitunterzeichnung des Submittenten aufgenommen werden.

§. 17. *Rechtshilfe.*

Die Gerichtsbehörden sämmtlicher Elb-Uferstaaten werden innerhalb ihrer Gerichtsbezirke, auf Requisition des im §. 15 bezeichneten königl. hannoverschen Elbzollgerichts, dessen Ver-

fügungen insinuiren, dessen Erkenntnisse vollstrecken und sowohl Denunziaten, als Zeugen und Sachverständige vernehmen. 1844

Dieselben werden auf Antrag der königl. hannoverschen Zollbehörde, unter den durch die Landesgesetzgebungen bestimmten Formen und Bedingungen, auf Waaren, welche für Zoll, Strafe, Schäden oder Kosten verhaftet sind (vgl. §. 19), Beschlag legen.

Die in allen diesen Beziehungen mit der freien Stadt Hamburg laut §. 8 getroffenen besonderen Verabredungen werden durch Obiges nicht abgeändert.

§. 18. *Zoll-Strafbestimmungen.*

Wer durch eine Handlung oder Unterlassung die Zollgesetze übertritt, macht sich eines Zollvergehens schuldig. Dasselbe besteht entweder in einer Defraude oder einem Ordnungsfehler. Jene zieht die Strafe der Zolldefraude, dieses eine Ordnungsstrafe nach sich. Für die Anwendung dieser Strafen gelten folgende Grundsätze:

1) Jede Handlung oder Unterlassung, welche eine Verkürzung der Zollkasse zur Folge gehabt hat oder zur Folge gehabt haben würde, wenn das Zollvergehen unentdeckt geblieben wäre, ist als Zolldefraude zu betrachten und zu bestrafen.

Nach diesem Grundsatze ist namentlich derjenige, welcher es unterlässt, zollpflichtige Gegenstände zu declariren, oder wer unrichtige Declarationen und unrichtige Angaben macht, welche geeignet sind, der Zollkasse die Zollgefälle ganz oder zum Theil zu entziehen, mit der Strafe der Zolldefraude zu belegen.

2) Die Strafe der Zolldefraude soll in einer Geldbusse bestehen, welche dem zehnfachen Betrage derjenigen Zollabgabe gleichkommt, um welche die Zollkasse verkürzt ist oder im Falle der Nichtentdeckung würde verkürzt worden sein.

Sind diejenigen Gegenstände, mit welchen eine Defraude begangen ist, nach Menge und Beschaffenheit nicht genügend zu ermitteln und kann daher der Betrag des defraudirten Zolles mit Bestimmtheit nicht berechnet werden, so hat das Gericht den muthmasslichen Betrag des Zolles, nach Einhohlung des Gutachtens von Sachverständigen zu bestimmen.

3) Ergeben die Umstände, dass eine Zollverkürzung nicht beabsichtigt ist, oder dass durch die Handlung oder Unterlassung des Contravenienten eine Verkürzung der Zollkasse nicht hat stattfinden können, so soll nur eine Ordnungsstrafe erkannt werden.

1844 4) Wenn Gegenstände, welche bei der Zollstelle zu Brunshausen entweder gar nicht oder unrichtig declarirt sind, binnen 14 Tagen nach deren Ankunft am Bestimmungsorte einer königl. hannoverschen Zollkontrole zur Verzollung gehörig angemeldet werden, so soll nur der einfache Zoll erhoben, eine Strafe indess nicht erkannt werden.

Bei den, unter Nr. 8, lit. *b*) und *c*) im gegenwärtigen §. erwähnten, unter erschwerenden Umständen verübten Vergehen kommt die vorstehende Bestimmung nicht zur Anwendung.

Auch setzt eine gänzliche Befreiung von der Strafe voraus, dass das Zollvergehen dem königl. hannoverschen Elbzollgerichte nicht schon früher zur Anzeige gebracht war.

5) Wegen einer unrichtigen Declaration, durch welche der Zollbetrag für einen und denselben Waarenposten um weniger als 5 Procent verkürzt ist, soll, wenn keine absichtliche Defraude vorliegt, nicht die Strafe der Defraude, sondern nur eine Ordnungsstrafe erkannt werden, welche die Hälfte des durch die Unrichtigkeit gefährdeten Zollbetrages nicht übersteigt.

6) Wenn die Zollgefälle zwar nicht verkürzt sind und nicht haben verkürzt werden können, aber andere Vorschriften, welche die Sicherung der Zollgerechtsame oder die Aufrechthaltung der Ordnung des Zollwesens bezwecken, durch Handlungen oder Unterlassungen übertreten werden, so ist eine Ordnungsstrafe verwirkt.

Die Ordnungsstrafen sollen betragen:

bei minder erheblichen Ordnungswidrigkeiten .	1— 50 Thlr.
bei grösseren	50—200 -

7) Das Zollgericht hat, insofern nicht besondere Vorschriften in den folgenden Bestimmungen getroffen worden sind, zu ermessen, ob eine begangene Ordnungswidrigkeit zu den minder erheblichen oder zu den grösseren Zollvergehen zu rechnen ist.

8) Zu den mit einer Strafe von 50 bis 200 Thlrn. zu ahnenden Zollvergehen sollen namentlich gezählt werden:

a) jede thätliche Widersetzlichkeit oder thätliche Beleidigung der im Dienste begriffenen königl. hannoverschen Zollbeamten oder der in deren Auftrage bei Dienstverrichtungen befindlichen Personen;

b) in Anfertigung oder Benutzung falscher oder verfälschter Dokumente und Papiere;

c) jede eidliche oder an Eides Statt abgegebene, unwahre Versicherung und Benützung von Dokumenten etc., welche auf

den Grund solcher unrichtigen eidlichen oder an Eides Statt gegebenen Versicherungen ausgestellt worden sind. 1844

9) Ordnungsstrafen von 1 bis 50 Thlrn. sind insbesondere in folgenden Fällen zu erkennen:

a. wenn Schiffe die Zollstelle zu Brunshausen vorbeifahren, ohne sich ordnungsmässig zu melden und zu legitimiren; oder wenn Schiffe, welche zum Setzen verpflichtet sind, dieses unterlassen, welchen Falls unter besonders erschwerenden Umständen die Strafe bis zu 100 Thlrn. gesteigert werden kann;

b. wenn den, in Ausübung ihres Dienstes befindlichen königl. hannoverschen Zollbeamten oder den, in ihrem Auftrage bei Dienstverrichtungen behilflichen Personen Beleidigungen ohne hinzutretende Thätlichkeit zugefügt werden;

c. wenn nach geschehener Anmeldung und erfolgter Abfertigung zu Brunshausen vor Erreichung des Bestimmungsortes Waaren aus dem Schiffe entladen werden, ohne dass die geschehene Entladung binnen 24 Stunden nach der Ankunft des Schiffes oder der Waaren an dem Bestimmungsorte, und bei geschehener Ueberladung in das, das Hauptschiff zu dessen Bestimmungsorte begleitende oder ihm vorausgehende oder dahin folgende Leichterschiff, vor der Entlöschung des einen und des andern, einer königl. hannoverschen Zollkontrole angemeldet wird;

d. wenn am Bestimmungsorte der Anfang mit dem Löschen der Waaren gemacht wird, ohne dass der Löschschein, insofern derselbe nach diesem Regulativ erforderlich war, erbeten und ertheilt worden ist;

e. wenn Schiffe auf ihrer Rückkehr die Zollstelle zu Brunshausen vorbeisegeln, ohne den Retourschein, insofern derselbe nach diesem Regulativ erforderlich war, abzugeben.

In den unter *a* und *e* bezeichneten Fällen wird die Strafe durch die Nachweisung aufgehoben, dass Sturm, Eisgang oder ähnliche Hindernisse die Erfüllung der ordnungsmässigen Verpflichtung unmöglich gemacht haben.

10) Das Zollgericht hat die Grösse der zu erkennenden Ordnungsstrafen — innerhalb der in diesem §. vorgeschriebenen Gränzen nach der Wichtigkeit des Falles, nach der Grösse des Schiffes und der in Frage kommenden Waarenquantitäten, nach dem Grade und der Dauer der Widersetzlichkeit, vorzugsweise aber darnach zu bemessen, ob die Ordnungswidrigkeit wegen eines entschuldbaren Irrthums, aus Fahrlässigkeit, oder aus Vorsatz begangen wurde.

11) Die Strafen der Defraude und die verwirkten Ordnungs-

1844 strafen sind, insofern die faktischen Voraussetzungen, auf welchen die Strafbestimmungen beruhen, gleichzeitig eintreten, nebeneinander zu erkennen.

Wegen unterlassener oder unrichtiger Declaration soll indessen neben der Strafe der Zolldefraude eine weitere Ordnungsstrafe nicht erkannt werden können.

12) Wenn Jemand eines Zollvergehens der nämlichen Art nach erfolgter Bestrafung sich wiederholt schuldig macht, so soll die nach dem Obigen aufzulegende Strafe im ersten Wiederholungsfalle um die Hälfte, im zweiten um das Ganze, im dritten um das Doppelte u. s. w. erhöht werden.

13) Neben der Strafe der Defraude ist jedesmal der verkürzte einfache Zoll zu erlegen.

14) Wenn das Zollvergehen durch eine Handlung begangen oder von einer Handlung begleitet ist, welche nach den Bestimmungen anderer Strafgesetze mit einer kriminellen oder mit einer sonstigen Strafe geahndet werden soll, oder wenn durch jene Handlung ein civilrechtlicher Anspruch begründet ist, so schliesst das Verfahren vor dem Zollgerichte, oder die erkannte Zollstrafe ein weiteres Verfahren vor dem übrigens kompetenten Gerichte nicht aus.

15) Haben Mehrere als Miturheber, Gehilfen oder Begünstiger an einem Zollvergehen Theil genommen, so ist gegen jeden Theilnehmer eine, der Theilnahme an dem Vergehen entsprechende Strafe zu erkennen. Ein Gleiches soll auch gegen diejenigen eintreten, welche an den Vortheilen eines begangenen Zollvergehens wissentlich Theil genommen haben.

Die Strafe der Defraude (No. 2) soll indess in jedem einzelnen Falle nur einmal erkannt werden.

16) Wenn binnen einem Jahre, von dem Zeitpunkte an gerechnet, an welchem das Zollvergehen begangen wurde, eine Denunziation bei dem Zollgerichte nicht eingereicht ist, so soll eine Bestrafung später nicht eintreten.

§. 19. *Haftungsverbindlichkeit.*

Für Zoll, Strafen, Schäden und Kosten haften, ausser dem Verurtheilten, auch das Schiff und diejenigen Waaren, in Ansehung deren ein Zollvergehen begangen ist, letztere jedoch nur, so lange sich dieselben im Verwahrsam oder Eigenthum des Schiffers oder ersten Empfängers befinden. Für die Strafe des Rückfalls (vergl. §. 18, Nr. 12), insofern dieser nicht dem Ei-

genthümer oder Empfänger der Waare zur Last fällt, haftet letztere nicht. 1844

Schiff und Waaren werden durch Bestellung genügender Sicherheit von dieser Haftverbindlichkeit frei.

Der Schiffer und die Eigenthümer der Waaren haften für die Handlungen derjenigen Personen, deren sie sich in Beziehung auf ihre Verpflichtungen gegen den Zoll bedient haben.

Soweit Mehrere wegen eines Zollvergehens verurtheilt sind, steht es der Zollverwaltung frei, ihre Ansprüche gegen einzelne derselben nach ihrer Wahl zu verfolgen.

Denjenigen, welche in Folge einer Haftungsverbindlichkeit Strafen und Kosten für Andere zu erlegen haben, bleibt der Regress gegen den oder die eigentlichen Schuldigen vorbehalten.

Anlage I.

Brunshauser Zolltarif.

Uebersicht der Tarifpositionen.

1) Blei und Bleiwaaren;
2) Blumenzwiebeln;
3) Brennmaterialien;
4) Buch-, Kunst- und Musikalienhandels-Gegenstände;
5) Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren;
6) Cichorienwurzeln, trockne;
7) Colonial-, Material- und Conditoreiwaaren:
   - *A.* Cacao und Cacaofabrikate;
   - *B.* Caffee und Caffeesurrogate;
   - *C.* Conditorei- und Delikatessenwaaren;
   - *D.* Getränke (künstlich bereitete);
   - *E.* Gewürze;
   - *F.* Mehlige Substanzen;
   - *G.* Südfrüchte, auch Schaalen und Kerne derselben;
   - *H.* Syrop;
   - *I.* Tabak und Tabaksfabrikate;
   - *K.* Thee;
   - *L.* Zucker;
8) Droguerie-, Apotheker- und Farbewaaren, auch andere ähnliche Rohstoffe und Fabrikate;
9) Eisen und Stahl, und Waaren daraus;
10) Erden und Erze;

1844 11) Erdenwaaren;
12) Federn;
13) Felle und Häute:
A. Häute zur Lederbereitung;
B. Felle (behaarte) zur Pelzwerkbereitung;
14) Fische und Schaalthiere;
15) Fleisch, Talg und Fett;
16) Gartenfrüchte (Obst etc.);
17) Getreide und Hülsenfrüchte;
18) Glas und Glaswaaren;
19) Gold, Silber und Platina;
20) Haare und Waaren daraus;
21) Holz und Holzwaaren;
22) Hopfen;
23) Horn- und Knochenwaaren;
24) Instrumente;
25) Karden oder Weberdisteln;
26) Kupfer, auch Messing und ähnliche Metallgemische, und Waaren daraus;
27) Kurze Waaren, Quincaillerie-, Galanterie-, Bijouteriewaaren etc.;
28) Landwirthschaftliche Erzeugnisse der Viehzucht und Bienenzucht;
29) Leder und Lederwaaren, und ähnliche Fabrikate;
30) Lichte;
31) Maschinen, Maschinentheile und Modelle;
32) Metalle (anderwärts nicht genannte);
33) Mühlenfabrikate und Backwerk;
34) Naturalien und Antiquitäten;
35) Oehl;
36) Papier und Pappe, und Waaren daraus;
37) Pech und Theer etc.;
38) Pelzwerk (fertige Kürschnerarbeit);
39) Salz und Salpeter;
40) Samen;
41) Seife;
42) Spinnmaterialien, Gespinnste und Gewebe:
A. Spinnmaterialien;
B. Seilerarbeit;
C. Garn und Zwirn;
D. Zeugwaaren (incl. Kleidungsstücke und Wäsche);
43) Steinwaaren;

44) Stroh, Rohr, Bast etc. und Waaren daraus; 1844
45) Wachswaaren;
46) Zink und Zinkwaaren;
47) Zinn und Zinnwaaren.

Nr. d. Posit.	Benennung der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
1	Blei und Bleiwaaren:				
	A. Blei in Blöcken, Mulden, Rollen, Platten etc. und altes Blei, auch Glätte	100 Pfd.	—	—	5
	B. Bleiwaaren (fertige) als: Kessel, Röhren, Schrot etc. auch Staniol, Schriftgiesserarbeit, ingl. lakirte Bleiwaaren	do.	—	1	—
2	Blumenzwiebeln	do.	—	5	—
3	Brennmaterialien folgende:				
	Holz-, Stein- und Braunkohlen; Coaks, Karboleïn	do.	—	—	1
	Anmerkung. Brennholz, Lohkuchen, Torf und Torfkohlen, s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände.				
4	Buch-, Kunst- und Musikalienhandels-Gegenstände:				
	gedruckte Bücher und Schriften; Gemälde; Landkarten; auch Kalender und Spielkarten: ingl. gedruckte, gestochene oder lithographirte Noten	do.	—	5	—
5	Bürstenbinder- und Siebmacherwaaren	do.	—	1	6
6	Cichorienwurzeln, trockene	do.	—	—	4
	Anmerk. Frische Cichorienwurzeln, s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände s. m. 5.				
7	Colonial-, Material- und Conditoreiwaaren:				
	A. Cacao und Cacaofabrikate:				
	a) Cacao (in Bohnen oder gemahlen)	do.	—	1	6
	b) Cacaofabrikate: Cacaobutter, Cacaomasse, Chocolade	do.	—	5	—
	B. Kaffee, auch Kaffeesurrogate aller Art	do.	—	1	—
	C. Conditorei- und Delikatessenwaaren:				
	a) Confitüren, eingemachte Früchte, Zuckerwerk etc.; auch Caviar, fabriz. Senf, Tafelbouillon und andere nicht anderwärts genannte Gegenstände des feineren Tafelgenusses	do.	—	5	—
	b) Citronat (Cedro, Succade)	do.	—	1	6
	D. Getränke (künstlich bereitete):				
	a) alle nicht niedriger tarifirte, namentlich: Bier und Meth; Branntwein jeder Art (Arrak, Rum, Genever, Sprit etc.); Wein, Most u. Cyder etc.	do.	—	—	6

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	b) Essig aller Art, auch Himbeeressig und dgl.	400 Pfd.	—	—	2
	E. Gewürze:				
	a) alle nicht niedriger belegte Gewürze und Spezereiwaaren, z. B. Canehl, Cardamom, Casaia cariophyllata (Nelkenzimmt), Safran, Vanille	do.	—	5	—
	b) Lorbeern und Lorbeerblätter	do.	—	—	4
	c) Ingwer	do.	—	—	6
	d) Pfeffer und Piment	do.	—	1	—
	e) Cassia lignea, Cassiablumen, Sternanis und weisser Zimmt (Canella alba)	do.	—	1	6
	f) Gewürznelken	do.	—	2	—
	g) Macis und Muskatnüsse	do.	—	4	—
	F. Mehlige Substanzen:				
	a) nicht niedriger tarifirte, z. B. Sago, Cassave oder Tapioka, Arrowroot.	do.	—	—	6
	b) ungeschälter Reis (paddy)	do.	—	—	3
	c) Reis, geschälter, und Reismehl	do.	—	—	4
	Anmerkung. Graupen, Gries, Grütze, Mehl, Nudeln etc. s. Pos. 33.				
	G. Südfrüchte, auch Schaalen und Kerne derselben.				
	a) alle nicht ausdrücklich mit einem höhern Zollsatz belegte, namentlich: Apfelsinen, Kastanien, Citronen, Datteln, Granaten, Johannisbrod oder Caroba, Pfirsichkerne, Pistazien etc., auch Schaalen von Citronen, Granaten, Pomeranzen und anderen Südfrüchten	do.	—	—	4
	b) Korinthen, Rosinen und Feigen, auch geröstete Feigen	do.	—	—	6
	c) Kapern, Mandeln und Oliven	do.	—	1	6
	H. Syrop, auch Kartoffelsyrop und Runkelrübenmehlmasse	do.	—	—	3
	I. Tabak und Tabaksfabrikate:				
	a) Tabak in Blättern, Stengeln und Köpfen, auch Tabaksmehl und Tabaksabfälle	do.	—	—	6
	b) Tabaksfabrikate:				
	α. Rauchtabak in Rollen, ingl. gekerbter, geschnittener etc., auch Schnupftabak (Rapé und Karotten)	do.	—	1	—
	β. Cigarren	do.	—	5	—
	K. Thee, auch Theestaub	do.	—	5	—
	L. Zucker:				
	a) Brod- oder Hutzucker, Cassonade,				

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	weisser gestossener Zucker, Farin, Bastern, Lumpenzucker etc.	100 Pfd.	—	—	10
	b) Rohzucker	do.	—	—	5
8	Droguerie-, Apotheker- und Farbeweeren, auch andere ähnliche Rohstoffe und Fabrikate:				
	A. alle nicht unter *B* bis *K* einschliesslich genannte, namentlich Copaivae- und Muscat-Balsam; Bernstein; Dinte; getrocknete Kräuter, Pflanzen, Blüthen, Wurzeln etc.; Kräutertabak und Kräuterthee, Spermaceti, Stearin etc.	do.	—	1	6
	B. Cocosnüsse; Bein-, Elfenbein-, Knochen-, Kohlen-Lampen-Schwarz; Sodaholz; Vitriolstein; Harz, gewöhnliches, Galipot und Colophonium	do.	—	—	1
	C. Gelb- und Blauholz; Vitriol: Wachholderbeeren	do.	—	—	2
	D. Alaun; Brauuroth (Englisch-, Holländisch-, Preussisch- und Venetianisch-Roth, Colcothar und Caput mortuum); isländisches Moos; Quercitron; Schwefel; Soda; Sumach; Vitriolöhl (Schwefelsäure)	do.	—	—	3
	E. Catechu oder Japanische Erde; Curcume; Rothholz; Salzsäure; Sassafrasholz, Schwefelblumen	do.	—	—	4
	F. Bleiweiss, Bleigelb, Mennige und andere Bleifarben; Chlorkalk, trockener und flüssiger; Citronen- und Limonensaft; Drusen-, Pott- und Wald-Asche; Horn und Hornspitzen; Knoppern oder Eckerdoppern; Mineralwasser; Süssholz, Terpentin; Thran, ingl. Wallfisch- und Robbenspeck; Wald und Wau	do.	—	—	6
	G. Aloë und Aloëblätter; Chinarinde; Flohesamen (semen psyllii); Lack (Körner-, Stock-, Schellack) und Firnise; Lakrizensaft; Leim; Orleane; Perlmutter; Salmiak; Salpetersäure und Scheidewasser; Sodasäure, Tamarinden; Tonkabohnen; Weinstein aller Art	do.	—	1	—
	H. Farbeholz-Extrakte und Grünspan	do	—	2	—
	I. Cautchouc oder Gummi elasticum; Fischbein (auch gerissenes u. Fischbeinstäbe); Braunschweiger und Bremer Grün; Lackfarben; Manna; Sennesblätter	do.	—	3	—
	K. Balsam aller Art, mit Ausnahme von Copaivae- und Muskatbalsam; feine Blaufarben, nämlich: Berg-, Berliner-, Englisch-Blau, Schmalte; Camphor;				

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maassstab der Verzollung	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse Thlr.	Ggr.	Pf.
	Carmin; Chromgelb, Chromgrün und andere Chromfarben; Cochenille; Elfenbein; Indigo; Moschus oder Zibeth; Rhabarber; Schildpatt; Tusche; Zinnober	100 Pfd.	—	5	—
	Anmerk. 1) Oehl, s. Pos. 35.				
	2) frische Pflanzen, Kräuter, Blüthen, Wurzeln etc. s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände.				
	3) Farbenerden (Kreide, Oker etc.) s. Pos. 10.				
9	Eisen und Stahl und Waaren daraus:				
	A. Eisen und Stahl:				
	a) geschmiedetes, gegossenes und gewalztes Eisen in Stäben, Blechen, Platten etc.; desgl. Luppeneisen, Eisenbahnschienen; auch Roh- und Cement-, Guss- u. raffinirter Stahl; ferner Radkranzeisen, ingl. Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Maschinen und Wagen (Kurbeln, Achsen etc.) roh vorgeschmiedet ist	do.	—	—	3
	b) Roheisen aller Art und altes Brucheisen	do.	—	—	1
	c) Weissblech (tin plates)	do.	—	1	—
	B. Eisen- und Stahlwaaren:				
	a) chirurgische Instrumente, Messerschmiedewaaren, Schwertfeger- und Büchsenmacherarbeit, Nadeln, Nadlerwaaren und andere feine Eisenkramwaare (Cutlery, Hardware, Ironmongery etc.) auch Waaren von Eisenblech......................	do.	—	2	—
	b) Anker und Ankerketten; ingl. ganz grobe Gusswaaren, wie Ambosse, Gewichte, Gitter, Pallisaden, Röhren, Roste, Grapen, Pfannen, Kessel, Mörser, Oefen, Kanonen, Lafetten etc.	do.	—	—	3
	c) Eisen- und Stahldraht; grobe Werkzeuge von Eisen oder Stahl, auch dergl. in Verbindung mit Holz oder Leder etc. und Grobschmiedearbeiten aller Art, als: Aexte, Bettstellen, Fensterstangen, Heizapparate und Gestelle dazu, Heugabeln, Hufeisen, Ketten (excl. der Ankerketten), Kisten, Kutsch- und Wagenfedern, Sägen, Schaufeln, Schraubstöcke und Schraubbolzen, Sensen, Sicheln, Striegel, Strohmesser, Thüren und Thürbeschläge, Waffeleisen, Zuckermesser (Negerhauer) etc.; auch ge-				

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	gossene und geschmiedete Nägel u. Knöpfe	100 Pfd.	—	1	—
	Anmerk. Maschinen von Eisen s. Pos. 31.				
40	Erden und Erze, alle nicht anderwärts genannte, namentlich: (Erden) Bimstein; Farbenerden (Bolus, Kreide, Oker, Rothstein, Sienaerde etc.); Porzellan- und Zuckerbäckererde; Talk; Töpferthon und Pfeifenerde; Walkererde u. dgl. m.; ferner (Erze): Auripigment und andere Arsenikerze; Bleiglanz, und andere Bleierze; Blutstein; Braunstein; Galmeistein; Schmiergel, Amarill und Tripel (sowohl roh als gemahlen); Wasserblei oder Reissblei u. s. w................	do.	—	—	1
	Anmerk. Gips (roher), Lehm, Mergel, Sand, ingl. Kobaltspeise u. Schlacken von Erzen s. im Verzeichniss der zollfreien Gegenstände.				
41	Erdenwaaren:				
	A. alle nicht höher oder nicht niedriger tarifirte, namentlich: Fayence, Steingut, thönerne Tabakspfeifen, Gips- u. Meerschaum-Arbeiten etc............	do.	—	—	6
	B. gemeines Töpfergut aller Art, Schmelztiegel und Knicker.................	do.	—	—	3
	C. Porzellan	do.	—	5	—
	Anmerkung. Gips- und Meerschaumwaaren in Verbindung mit edlem Metall etc. s. Pos. 27.				
42	Federn: gewöhnliche Bettfedern, auch Dunen und Eiderdunen, ingl. Federposen.	do.	—	5	—
43	Felle und Häute:				
	A. Häute zur Lederbereitung				
	a) gesalzene......................	do.	—	—	5
	b) trockene..........	do.	—	—	10
	B. Felle (behaarte) zur Pelzwerkbereitung, einschliesslich Hasen- und Kaninchenfelle; behaarte Lamm-, Schaf- und Ziegenfelle; Affen-, Dachs-, Seehunds-, Zebrafelle etc.; ingl. Schwänze und Spitzen von solchen Fellen	do.	—	2	—
44	Fische und Schalthiere:				
	A. Fische				
	a) gesalzene (excl. Heringe), getrocknete, marinirte	do.	—	—	6
	b) Heringe...........................	do.	—	—	2

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr	Pf.
	Anmerk. Lebende und frische Fische s. unter den zollfreien Gegenständen.				
	B. Austern und Muscheln (auch marinirte und eingemachte)	100 Pfd.	—	1	—
	Anmerk. Hummern und Krebse, s. unter den zollfreien Gegenständen.				
15	Fleisch, Talg und Fett, ingl. Speck, Schinken, Würste und grosses Wildpret.....	do.	—	—	9
	Anmerk. 1) Robben- und Wallfischspeck, s. Pos. 8 *F.* 2) Geflügel u. kleines Wildpret, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
16	Gartenfrüchte (Obst etc.):				
	A. getrocknetes oder Backobst (exc. Pflaumen), auch eingekochtes Obst (Mus) und eingesottene Beeren; Nüsse (Hasel-, Wallnüsse etc.), Trauben; Ananas	do.	—	—	9
	B. getrocknete Pflaumen	do.	—	—	6
	Anmerk. Gemüse, Krautarten, essbare Wurzeln, frisches Obst, ferner Melonen, Gurken, Kürbisse u. dgl., s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
17	Getreide und Hülsenfrüchte in Körnern; auch Malz	do.	—	—	1
	Anmerkung. Getreide in Garben und grüne oder unausgedroschene Hülsenfrüchte, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
18	Glas und Glaswaaren:				
	A. alle nicht unter *B* begriffene Glassorten, auch Glaswaaren in Verbindung mit unedlen Metallen	do.	—	—	9
	B. grünes und anderes gemeines farbiges Hohlglas, auch Korbflaschen von dergl. Glase	do.	—	—	1
	Anmerk. Glaswaaren in Verbindung mit edlem Metall etc. ingl. imitirte Edelsteine, s. Pos. 27.				
19	Gold, Silber und Platina, gemünzt, in Barren und Bruch	1600 rh. Werth.	1	—	—
	Anmerkung. Blech, Draht und fertige Waaren von edlem Metall, s. Pos. 27.				

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
20	Haare und Waaren daraus:				
	A. Angora-, Hasen-, Kaninchen-, Reh-, Pferdehaare, Schweinshaare und Borsten etc.; auch Haarmatratzen und andere nicht mit Leder verbundene Polsterarbeiten	100 Pfd.	—	2	—
	B. Kuhhaare	do.	—	—	6
	Anmerk. 1) Gespinnst etc. aus Haaren, s. Pos. 42, *C* und *D*.				
	2) Perückenmacherarbeit, s. Pos. 27.				
21	Holz und Holzwaaren:				
	A. Holz.				
	a) Bau- und Nutzholz	do.	—	—	1
	b) aussereuropäische Tischler- und Drechslerhölzer, wie: Eben-, Jacaranda-, Mahagony-, Pockholz etc. ingl. Buchsbaumholz	do.	—	—	3
	c) Korkholz	do.	—	1	—
	Anmerk. Brennholz, Busch und Reisig, ingl. Weidenruthen, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	B. Holzwaaren:				
	a) lackirte, hemalte, gebeizte, polirte, fournirte etc. Drechsler-, Tischler-etc. Waaren; Holzbronce; Bleistifte; auch Korkstöpsel, Korksohlen und andere Korkwaaren	do.	—	3	—
	b) rohe, blos gehobelte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und Wagnerarbeiten, auch dergl. Waaren in Verbindung mit Eisen, Leder, Kupfer oder Messing; ingl. Korbflechterwaaren aller Art	do.	—	—	3
	Anmerk. 1) Maschinen, Maschinentheile und Modelle von Holz, s. Pos. 31.				
	2) Holz und Korkwaaren in Verbindung mit edlem Metall oder Perlmutter, Elfenbein etc., s. Pos. 27.				
	2) gebrauchtes Hausgeräth etc. und leere Gebinde, ingl.				
	4) Schiffe, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
22	Hopfen	do.	—	1	—
23	Horn- und Knochenwaaren, fertige, auch Platten von Horn oder Knochen	do.	—	2	—
	Anmerk. 1) Knochen, s. unter den zollfreien Gegenständen.				
	2) Horn und Hornspitzen, s. Pos. 8.				
	3) Fischbein, s. Pos. 8, *I*.				
	4) Elfenbein und Schildpatt, s. Pos. 8, *K*.				
	5) Horn- und Knochenwaaren in Verbindung mit edlem Metall oder Perlmut-				

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	ter etc.; ingl. Elfenhein-, Fischhein- und Schildpatt-Waaren, s. Pos. 27.				
24	Instrumente, astronomische, mathematische, mechanische, chemische, musikalische, optische, physikalische, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen sie gefertigt sind	100 Pfd.	—	5	—
	Anmerk. 1) Chirurgische Instrumente, s. Pos. 9, *B. a.*				
25	2) Maschinen etc., s. Pos. 34.				
26	Karden oder Weberdisteln	do.	—	1	6
	Kupfer, auch Messing und ähnliche Metallgemische und Waaren daraus:				
	A. Kupfer, Messing, Britaniametall, Packfong u. dgl.:				
	a) geschmiedet, gewalzt, gegossen, zu Geschirren; auch Kupfer- etc. Schalen, wie sie vom Hammer kommen; ferner Blech, Dachplatten, Draht, desgl. polirte, gewalzte, auch plattirte Tafeln und Bleche	do.	—	2	—
	b) Rohkupfer in Scheiben und Blöcken; Roh- (Stück) Messing; altes Bruchkupfer oder Bruchmessing, Kupfer- und Messingfeile, Glockengut und Kupfermünzen	do.	—	1	6
	B. Waaren (fertige, wie: Kessel, Pfannen etc.) aus Kupfer oder den vorgenannten Metallgemischen oder aus Kupfer-, Messing- etc. Blech, auch Gelb- und Glockengiesserarbeit......	do.	—	5	—
27	Kurze Waaren, Quincaillerie, Galanterie-, Bijouteriewaaren etc. u. z. Corallen, Perlen, ächte und nachgebildete Edelsteine, auch geschliffene Achate, Carneole u. dgl. ordinäre Schmucksteine (gefasst oder ungefasst); Waaren, ganz oder theilweise aus edlen Metallen oder mit edlen Metallen belegt, aus Metallbronce (ächt vergoldet), aus Bernstein, Elfenbein, Fischbein, Perlmutter oder Schildpatt gefertigt, auch Waaren aus vorgenannten Stoffen in Verbindung mit Alabaster, Gips, Glas, Holz, Horn, Knochen, Kork, Lack, Leder, Marmor, Meerschaum, unächten Steinen u. dgl.; Filigran-Arbeit; feine Parfümerien, wie sie in kleinen Gläsern etc. im Galanteriehandel und als Galanteriewaare geführt werden; Taschen-, Stutz- und Pendeluhren; Kronleuchter mit Bronce, Gold- oder Silberblatt; Regen- und Sonnenschirme; Fä-				

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	cher; künstliche Blumen; Schmuckfedern; Perückenmacherarbeit; überhaupt alle zur Gattung der Kurzwaaren, Bijouterie, Jewellery, Quincaillerie- oder Galanteriewaaren gehörige, nicht niedriger tarifirte Gegenstände; endlich auch Waaren aus Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide, Wolle etc., welche mit Eisen, Glas, Holz, Leder, Metallfäden (Lahn), Messing, Stahl, Stroh etc. verbunden sind, z. B. Tuch- oder Zeugmützen in Verbindung mit Leder, Knöpfe auf Holzformen, Klingelschnuren u. dgl. mehr	100 Pfd.	—	5	—
28	Landwirthschaftliche Erzeugnisse der Viehzucht und Bienenzucht:				
	A. Honig und Käse	do.	—	—	6
	B. Butter	do.	—	—	10
	C. Wachs	do.	—	3	—
	Anmerk. Eier und Milch, s. unter den zollfreien Gegenständen.				
29	Leder, Lederwaaren und ähnliche Fabrikate:				
	A. Leder aller Art, auch gegerbte Häute, ingl. Pergament	do.	—	2	6
	B. Lederwaaren ohne Unterschied (Schuhmacher-, Sattler-, Täschner-, Beutlerwaaren etc.), auch Waaren von lackirtem Leder oder von Pergament; ingl. von Cautchouc, als: Gummibälle, Gummischuhe und andere Gummiwaaren; Darmsaiten; Goldschlägerhaut und Waaren daraus	do.	—	5	—
30	Lichte:				
	A. Spermaceti- oder Wallrath-, Stearin-, Wachslichte etc., auch Wachsstöcke, Wachsfackeln u. dgl.	do.	—	5	—
	B. Talglichte	do.	—	1	—
31	Maschinen, Maschinentheile und Modelle, sie mögen aus Holz, Eisen oder anderen Materialien oder auch aus verschiedenartigen Stoffen gefertigt sein	do.	—	1	—
32	Metalle (anderwärts nicht genannte):				
	A. Antimonium, Arsenik, Wismuth und andere ausgebrauchte Metalle (im Gegensatze metallischer Erze), welche unter den Positionen 1, 9, 19, 26, 16 und 17 nicht begriffen sind	do.	—	—	8
	B. Quecksilber	do.	—	5	—
33	Mühlenfabrikate und Backwerk:				
	A. Graupen, Gries, Grütze, Mehl, auch Teig und Teigwaaren (Brod, Schiffszwieback etc.)	do.	—	—	1

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	B. Amidon oder Stärke; Nudeln (Makaroni, Pasta etc.); auch Puder...... Anmerk. Feines Backwerk (Zuckerwerk) s. Pos. 7, *C. a.*	400 Pfd.	—	—	6
34	Naturalien und Antiquitäten: Conchilien, Fossilien, Insekten, ausgestopfte oder in Spiritus gesetzte Thiere, ferner Mumien und andere für Sammlungen bestimmte Gegenstände........................	do.	—	4	6
35	Oehl:				
	A. Alle nicht höher oder niedriger tarifirte Sorten namentlich: Braun- oder Oliven-, Cocosnuss-, Hanf-, Lein-, Mandel-, Ricinus-, Rüb-, Terpentinöhl etc.	do.	—	—	9
	B. Palmöhl.........................	do.	—	—	6
	C. feine ätherische und Parfümerieöhle, wie: Anis-, Bergamot-, Cassia-, Cedro-, Nelken-, Pfeffermünzöhl etc.	do.	—	5	—
36	Papier und Pappe und Waaren daraus:				
	A. Papier und Pappe: weisses, farbiges, gepresstes, bemaltes Papier aller Art; Druck- und Löschpapier; auch Packpapier, Pappe und Pappdeckel........... Anmerk. Makulaturen und Scripturen, s. unter den zollfreien Gegenständen.	do.	—	2	—
	B. Papier- und Pappwaaren: Papiertapeten; Buchbinder- und Cartonageoder Papparbeit; auch Waaren von Pappmasse (papier maché)	do.	—	5	—
37	Pech und Theer etc.:				
	A Pech (gemeines und geläutertes); Theer (mineralischer und anderer); auch Pechfackeln u. dgl.................	do.	—	—	2
	B. Asphalt; ingl. Asphaltplatten........	do.	—	—	6
38	Pelzwerk (fertige Kürschnerarbeit) aller Art Anmerk. Felle zur Pelzwerkbereitung, s. Pos. 43, *B.*	do.	—	5	—
39	Salz und Salpeter:				
	A. Küchen-, See- und Steinsalz, ingl. Düngesalz........................	do.	—	—	4
	B. Salpeter..........................	do.	—	—	6
40	Samen:				
	A. Alle nicht niedriger tarifirte Sämereien, namentlich: Canarien-, Esparsette-, Hanf-, Holz-, Klee-, Luzern-, Mohn-, Senfsamen, auch gemahlener Wiesensamen etc.	do.	—	4	—
	B. Leinsamen und Leindotter, Raps- und Rübsaamen....................	do.	—	—	3
41	Seife aller Art	do.	—	—	8

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
12	Spinnmaterialien, Gespinnste und Gewebe:				
	A. Spinnmaterialien:				
	a) alle nicht anders tarifirte, namentlich Lamm- und Schafwolle......	100 Pfd.	—	1	6
	b) Baumwolle, Flachs und Hanf.....	do.	—	—	9
	c) Seide, rohe und bereitete........	do.	—	5	—
	Anmerk. Haare etc. (Angorahaare etc.), s. Pos. 20, *A*.				
	B. Seilerarbeit (Tauwerk, Bindfaden etc.).				
	Anmerk. Altes Tauwerk, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	C. Garn und Zwirn:				
	a) soweit sie nicht mit einem anderen Zollsatze belegt sind, insbesondere: Garn und Zwirn von Wolle oder Haar, auch von Wolle oder Haar in Vermischung mit Baumwolle, Flachs oder Hanf.................	do.	—	2	—
	b) Heedengarn.....................	do.	—	—	8
	c) Garn und Zwirn von Baumwolle, Flachs oder Hanf................	do.	—	1	—
	d) Garn und Zwirn von Seide mit anderen Stoffen vermischt..........	do.	—	5	—
	D. Zeugwaaren:				
	a) Zeuge, Tücher, Gewebe, Bandwaaren, Posamentirarbeit, Putz- und Modewaaren, Stickerien, Spitzen, Strumpfwaaren, Teppiche und Decken, auch fertige neue Kleidungsstücke und Wäsche; Filzwaaren; Wachstuch, Wachstafft etc. ..	do.	—	6	—
	b) Pack-, Sack- und Segelleinwand..	do.	—		8
	Anmerk. Getragene Kleider und Wäsche, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
13	Steinwaaren: Waaren aus Alabaster, Bergkrystall, Gipsspath, Marmor, Speckstein.	do.	—	2	—
	Anmerk. 1) Rohe u. behauene Steine, ingl. Marmorplatten, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
	2) Edelsteine (Diamanten etc.), ingl. geschliffene ordinäre Schmucksteine (Achat, Jaspis etc.), ferner Waaren aus Alabaster u. dgl. in Verbindung mit edlem Metall, Perlmutter etc., s. Pos. 27.				
14	Stroh, Rohr, Bast etc. und Waaren daraus:				
	A. Stuhlrohr, einschliesslich des gespaltenen..............................	do.	—	—	3
	B. Stockrohr (Bambus, Pfefferrohr etc.).	do.	—	—	8
	C. feines Stroh und Bastgeflechte zu Hüten, ingl. Bast-, Stroh-, Span- und Rohrhüte..........................	do.	—	6	—

1844

Nr. d. Posit.	Benennungen der Waaren.	Maasstab der Verzollung.	Zollsatz im 14-Thaler-Fusse. Thlr.	Ggr.	Pf.
	Anmerk. Binsen, Dachrohr, Schilf, Flechtstroh, Matten etc., s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände.				
45	Wachswaaren: Wachshüsten, Wachsfiguren, Wachslarven	100 Pfd.	—	5	—
	Anmerk. 1) Wachs, s. Pos. 28, *C.* 2) Wachslichte, s. Pos. 30, *A.* 3) Wachstuch etc., s. Pos. 42, *D. a.* 4) Wachsfiguren-Kabinette, s. im Verzeichnisse der zollfreien Gegenstände sub Nr. 2.				
46	Zink und Zinkwaaren:				
	A. Galmei und zinkischer Ofenbruch (tutia)	do.	—	—	1
	B. roher Zink und Zinkblech	do.	—	—	6
	C. fertige Zinkwaaren, auch lackirte ...	do.	—	1	—
47	Zinn und Zinnwaaren;				
	A. Zinn in Blöcken, Mulden etc., auch altes Zinn	do.	—	1	6
	B. fertige Zinnwaaren, auch lackirte ...	do.	—	3	—

Schlussbemerkung.

Für Waaren, welche so allgemein declarirt werden, dass die für dieselben gebrauchte Benennung mehrere verschiedene Tarifpositionen unter sich begreift, darf der höchste der, unter der gebrauchten Benennung begriffenen, Zollsätze angerechnet werden, jedoch kann der Zollpflichtige nach §. 11, Nr. 1 des Regulativs hiergegen nachträglich reklamiren und dadurch bewirken, dass für die zu verzollende Waare nur der, auf dieselbe nach ihrer speziellsten Bezeichnung tarifmässig fallende, Zollsatz zu erheben ist.

Anlage II.

Verzeichniss derjenigen Gegenstände, welche bei dem königl. hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen keiner Abgabe unterworfen sind.

1) Abfälle und Rückstände, alle mit einem Zollsatze nicht ausdrücklich belegte, insbesondere: Asche; Auster- und Muschelschaalen zum Kalkbrennen; Blut von geschlachtetem Vieh (sowohl flüssiges als eingetrocknetes); Brantweinspülig; Cacaoschaa-

len; Charpie; Därme; thierischer Dünger, auch andere Düngungsmittel, welche nicht anderswo aufgeführt sind (ausgelaugte Asche oder Kalkäscher, Dornschlag, Guano, Knochenschaum oder Zuckererde, Sägespäne etc.); Eisenfeile und Hammerschlag, ingl. Schliff (Abfall beim Schleifen grober Eisenwaaren); Hefe; Heringslake; Holzborke oder Gerberlohe; Hornabfall (Hornspäne, geraspeltes Hirschhorn etc.); Hufe und Klauen; Kleie; Knochen (ganze und zerkleinerte, einschliesslich Knochenmehl); Leimleder und Thierflechsen; Lohkuchen (ausgelaugte Lohe); Lumpen und andere Abfälle zur Papierfabrikation (Papierspäne, Makulatur, altes Tauwerk, alte Fischernetze etc.); Oehlkuchen und Oehlkuchenmehl; Treber und Trester; alte Gold- und Silbertressen zum Einschmelzen; Tuchecken und Tuchleisten u. dgl. m. 1844

2) Effecten und Reisegeräthe etc., nämlich: gebrauchte Hausgeräthe; getragene Kleider und Wäsche; gebrauchte Fabrikgeräthschaften und gebrauchtes Handwerkszeug; auch Kleidungsstücke und Wäsche aller Art, welche Schiffer, Matrosen und Passagiere zu ihrem Gebrauche, ferner Handwerkszeug, welches reisende Handwerker, ingl. Geräthe, Instrumente und Schaugegenstände, welche reisende Künstler mit sich führen; nicht minder gebrauchte Schiffs-Inventarienstücke; Emballagen; leere Gebinde; auch Verzehrungsgegenstände zum Reiseverbrauch.

3) Eier.

4) Erden, als Gips (roher), Lehm, Mergel, Sand, ingl. Kobaltspeise und Schlacken von Erzen.

5) Feldfrüchte (alle mit einem Zollsatze nicht ausdrücklich belegte), lebende Pflanzen etc. nämlich: Bäume und Sträucher zum Verpflanzen; Reben und Schösslinge; Orangerie-, Blumen- und Topfgewächse; Heu, Gras und Futterkräuter; Getreide in Garben und andere Feldfrüchte (einschliesslich Flachs und Hanf) in Büscheln, Bündeln etc., wie sie unmittelbar vom Felde eingebracht werden; frische, gesalzene und abgekochte Gemüse und Krautarten; Beeren (frische); essbare Wurzeln und Wurzelknollen; frische Kräuter; Blüthen, Wurzeln etc. zum medizinischen und Gewerbsgebrauch; ferner Stroh, Spreu und Häckerling; Schachtelhalm; Eicheln; Erdnüsse oder Erdeicheln; Moos (Berg-, Korallen-, Steinmoos etc.); Schwämme und Pilze (frische und getrocknete) u. dgl. m.

Anmerk. Vergl. die Tarifsätze für Getreide und Hülsenfrüchte in Körnern; Samen; Spinnmaterialien, Droguериewaaren etc.

6) Fische, lebende und frische (zu welchen letzteren auch die, blos zur Erhaltung auf dem Transporte mit Salz bestreuten

1844 oder in Salzwasser gelegten Fische dann gerechnet werden, wenn sie in Körben eingehen); Hummern und Krebse.

7) Gartenfrüchte, als: frisches Obst, ingl. Melonen, Gurken, Kürbisse u. dgl.

Anmerk. Gemüse, Krautarten, essbare Wurzeln etc., siehe Feldfrüchte.

8) Heede, Werg und Torse, ingl. Seidencocons.

9) Holz, als: Brennholz, Busch und Reisig aller Art, ingl. Weidenruthen.

10) Kalk und Gips, gebrannter.

11) Milch.

12) Muster, Musterkarten und Proben aller Art, welche nur zum Gebranche als Muster oder Proben geeignet sind und in Quantitäten von gleichzeitig nicht mehr als zwei Pfund derselben Waarengattung passiren.

Anmerk. Alle andere als die oben genannten Muster und Proben tragen den Zoll, der auf der betreffenden Waare ruht.

13) Papier, beschriebenes (Akten und Manuscripte).

14) Schiffe, sowohl kleine Schiffe (Boote), welche sich als Frachtgut in anderen Schiffen verladen befinden, als auch grosse Schiffe (einschliesslich der Dampfboote), welche von anderen Schiffen als Frachtgut transportirt werden.

15) Steine und Waaren (alle mit einem Zollsatze nicht ausdrücklich belegten), namentlich: Bruch- und behauene Steine aller Art, z. B. Kalk-, Schiefer-, Ziegol-, Back- und Mauersteine, Cement- und Trasssteine, Flussspath, Schwerspath, Speckstein, Talkstein, Puzzolan, Alabaster und Marmor, Mühlsteine, auch Schleif- und Wetzsteine, Flintensteine, Marmorplatten; ferner Cement-, Trass- und Ziegelmehl; Serpentinsteinwaaren; Schieferstifte und Schiefertafeln etc.

16) Stroh, Bast etc. und grobe Waaren daraus, namentlich: Binsen, Daohrohr, Schilf und Flechtstroh; Matten; Fussdecken nnd Seile aus Stroh, Schilf, Bast und Binsen etc.

17) Thiere, lebende, mit alleiniger Ausnahme der Schaalthiere; namentlich auch Bienen in Bienenstöcken, Blutegel, ingl. alles Zng- und Sohlachtvieh etc.

18) Torf und Torfkohlen.

Anlage III.

Verzeichniss der dem königl. Elbzoll-Wachtschiffe zu Brunshausen zu zahlenden Gebühren.

In Courant im 14-Thaler-Fusse. Thlr. Ggr. Pf.

1. Von jedem Schiffer oder klarirenden Manne von der Schiffs-Equipage, welchen die königl. Schiffsmannschaft mit der königl. Chaloupe vom Bord nach dem Zollhause bringt und nach der Klarirung wieder an Bord seines Schiffes führt . . . . — 16 —

2. Desgl. von jedem Schiffer, welcher seine Klarirung an Bord des Elbzoll-Wachtschiffes machen muss, und den die königl. Schiffsmannschaft mit der königl. Chaloupe dahin bringt und an Bord seines Schiffes zurückführt — 8 —

Es steht jedem Schiffer frei, sich zur Ueberfahrt nach dem Zollhanse oder nach dem Elbzoll-Wachtschiffe seines eigenen Bootes zu bedienen, und bezahlt er alsdann nichts.

3. Für das Abhohleu der Retourscheine von den elbniederwärts fahrenden Schiffen wird bezahlt:

von Schiffen über 15 Last . . . . — 6 —
- - unter 15 - . . . . — 3 —

Es steht jedem Schiffer frei, den Retourschein selbst an das Elbzoll-Wachtschiff zu bringen, in welchem Falle nichts bezahlt wird.

4. Für jedes nicht schon ohnedies vom Setzen befreite Schiff, welchem auf besonderes Ansuchen die Befreiung vom Setzen bewilligt worden, wird der Mannschaft des königl. Wachtschiffes für das erforderliche Entgegenfahren etc. . . . . — 16 — gezahlt.

5. Schiffer, welche in ihrem eigenen Boote an das Land gegangen sind, indess einen königl. Matrosen als Wegweiser nach dem Zoll-Comptoir erbitten, zahlen . — 4 —

6. Schiffer, welche in ihrem eigenen Boote an das Land gegangen sind, indess nach beschaffter Klarirung die im Zoll-Comptoir empfangene Abfertigungsbescheinigung nicht selbst an das Wachtschiff bringen, sondern durch die Mannschaft desselben abhohlen lassen, zahlen:

bei Schiffen über 15 Last . . . . . . — 6 —
- - unter 15 - . . . . — 3 —

1844

Anlage IV.

Normal-Gewichtstabelle zur Berechnung des Zolls für diejenigen bei dem königl. hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen zollpflichtigen Gegenstände, bei denen eine Gewichts-Declaration nicht stattfindet.

Anmerk. Die Declaration der in dieser Tabelle aufgeführten Waaren ist jedesmal nach demjenigen Maasstabe, welcher dem für die Waare festgestellten Normal-Gewichtssatze zu Grunde liegt, zu beschaffen, wohingegen eine gleichzeitige Declaration des effectiven Netto-Gewichts nicht zu berücksichtigen und daher nicht erforderlich ist.

A. Getreide, Hülsenfrüchte und Samen.

(1 Last = 60 Hamburger Fass = 31½ Hectolitres = 11 Engl. Imp. Quarters = 236 Alquieres in Lissabon = 44½ Sacchi in Livorno = 17 Quarteras in Barcellona = 25 Tonnen in Kopenhagen = 22 Tonnen in Schweden und 16½ Tschetwert in Russland.)

		Netto Pfd.
Bohnen	1 Last	5600
Buchweitzen	1 -	4300
Erbsen	1 -	5600
Gerste	1 -	4300
Hafer	1 -	3100
Hirse	1 -	4600
Linsen	1 -	5600
Roggen	1 -	5000
Weitzen	1 -	5300
Wicken	1 -	5600
Leinsamen in Tonnen	1 Tonne	475
- - Säcken	1 Last	4300
Rapsamen - -	1 -	4500

Rübsaat (Rübsen), Leindotter, Dotter, Döder wie Rapp-Samen.

B. Flüssige Waaren.

(Bei Declarationen nach Litres werden 228 Litres = 30 Veltes oder Viertel gerechnet.)

Bier, in Fässern	1 Gallon	9
- - Flaschen, wie Wein in Flaschen.		

		Netto Pfd.
Branntwein (Arrak, Rum, Genever, Sprit etc.) und zwar:		1844
Arrak	1 Legal	1000
	½ -	500
	¼ -	250
	1 Oxhoft	450
Rum	1 Pipe oder Puncheon	800
	½ - - -	400
	¼ - - -	200
	1 Oxhoft = ½ Pipe	400
Genever	1 Stück	870
	1 Oxhoft	435
Branntwein, Cognac und alle aus Frankreich kommenden Spirituosen, 1 Viertel (Velte)		11½
- und alle nicht aus Frankreich kommenden Spirituosen, die nicht in solchen Gebinden kommen, wofür ein besonderer Gewichtssatz normirt ist, 1 Gallon Imperial		8⅗
Liqueur in Flaschen, wie Wein in Flaschen.		
Cyder, wie Wein.		
Essig, wie Wein.		
Mineralwasser aller Art in Krügen oder in Flaschen:		
	100 Krüge oder Flaschen	250
	⅔ Krüge oder Flaschen werden für ⅓ Krug oder Flasche gerechnet.	
Thran:		
	aus Amerika, mit Ausnahme des Grossbritannischen, wo der Inhalt der Fässer nach Imp. Gallons bestimmt wird 1 Gallon	6½
	aus Grossbritannien und dem grossbritannischen Amerika 1 Gallon	8
	aus Norwegen und Dänemark, 1 Tonne oder 15 Viertel	200
	aus Holland und Belgien 1 Hectolitre	190
	aus allen andern Ländern 1 Stechkanne	36½
Wein in Fässern:		
	von Spanien, Portugal, den Azoren, den Canarischen Inseln und Madeira, überhaupt alle Weine in Pipen oder Bothen 1 Both	950
	1 Pipe	810
	½ Pipe oder Both	450
	¼ - - -	225
	⅛ - - -	112½

1844		Netto Pfd.
	von Frankreich, 1 Oxhoft (mit Ausnahme der Bayonner Oxhofte)	450
	1 Bayonner Oxhoft	600
	in anderen Gebinden, jedes Viertel (Velte)	15
	Wein in Flaschen 1 Kiste von 100 Flaschen	300
	1 - - 50 -	150
	andere Quanta nach diesem Verhältniss. $^2/_2$ Flaschen werden für $^1/_1$ Flasche gerechnet.	

C. Sonstige Gegenstände.

Anchovis 1 Anker	80
$^1/_2$ -	40
1 Tönnchen oder Donker Nordische Anchovis	5
Austern 1000 Stück	200
oder 5 Stück	1
Blech, Englisch Weissblech (tin plates) 1 Kiste	125
Castanien von Bilbao 1 Fanega	75
Cigarren 1000 Stück	10
oder 100 -	1
Cocosnüsse 1 Stück	2
Coquillos 100 -	20
Felle und Häute:	
trockne Kalbfelle von Russland, Preussen, Norwegen und Schweden 100 Stück	100
trockne dergl. von Dänemark und andern Ländern 100 Stück	225
trockne Schaffelle geschorne aller Art 100 Stück	125
trockne Pferdehäute 10 Stück	175
gesalzene Felle und Häute der vorstehenden Gattungen werden zum Doppelten dieser Gewichtssätze angenommen.	
Ziegen-, Bock- und Schweinefelle 100 Stück	250
Robben- und Seehundsfelle 100 Stück	200
Hasen-, Kaninchen- und Katzenfelle 100 Stück	20
Iltis-, Marder-, Hamster- und Kitzfelle 100 Stück	10
Dachs-, Fuchs-, Hunde-, Ottern- und Lammfelle 100 St.	50
Ratten-, Wiesel- und Eichhörnchenfelle 100 Stück	5
Bärenfelle 100 Stück	300
Hirschfelle 100 -	300

	Netto Pfd.	
Luchsfelle 100 Stück	100	1844
Nerzfelle (Minks) 100 Stück	40	
Schuppen oder Waschbärenfelle:		
(Raccoons) 100 Stück	75	
Vielfrassfelle 100 Stück	120	
Wolffelle 100 Stück	225	
Zobelfelle 100 Stück	25	
Fleisch 1 Tonne (Barrel)	200	
in andern Gebinden nach dem zu declarirenden Gewichte.		
Heringe 1 Tonne	250	
$^2/_2$, $^3/_3$, $^4/_4$, $^8/_8$, $^{16}/_{16}$, $^{32}/_{32}$ Tonnen werden für eine ganze gerechnet.		
Hörner und Hornspitzen:		
Büffel-, Ochsen- und Kuhhörner 100 Stück	110	
oder pr. Stück	$1\,^1/_{10}$	
Hornspitzen 110 Stück	40	
oder pr. Stück	$^2/_5$	
andere Hörner (mit Ausnahme der nach Gewicht zu declarirenden Hirsch-, Elen- und Rennthier-Geweihe) 100 Stück	50	
oder pr. Stück	$^1/_2$	
Kaberdan, in Tonnen, wie Heringe.		
Mehl 1 Tonne	183	
in andern Gebinden nach dem zu declarirenden Gewichte.		
Pech (mit Ausnahme von Archangeler Pech, welches nach dem zu declarirenden wirklichen Netto-Gewichte verzollt wird) 1 Tonne	250	
Rosinen, Muskateller, in Kistchen von Malaga kommend, 1 Kistchen	22	
$^2/_2$, $^4/_4$ Kistchen werden für $^1/_1$ gerechnet.		
Salz, 1 Last	4800	
Sardellen, wie Anchovis.		
Seife, grüne, 1 Tonne	200	
$^2/_2$, $^4/_4$, $^8/_8$ Tonnen werden für eine ganze gerechnet.		
Stabholz, d. h. Stäbe und Bodenstäbe aller Art, desgl. Pipen-, Oxhoft-, Tonnen- und Büttenstäbe 1000 Stück	4000	
oder pr. Stück	4	

		Netto Pfd.
1844	Südfrüchte, als: Citronen, Apfelsinen, Orangen u. Granaten:	
	von Malaga und Spanien überhaupt 1 Kiste . . .	300
	½ - . . .	150
	¼ - . . .	75
	von Portugal, den Azoren, den Canarischen Inseln, Italien u. and. südl. Ländern (excl. Spanien 1 Kiste	75
	½ -	37½
	Theer, 1 Tonne	250

Anlage V.

Tabelle zur Reduction verschiedener fremder Gewichts-Benennungen auf Pfunde der Einladungsorte, behuf der Zollberechnung beim königl. hannoverschen Elbzolle zu Brunshausen.

1 Alqueira oder Alquir Paddy von Brasilien = 45 brasil. Pfund.
1 Arroba von Brasilien = 32 brasil. Pfund.
1 - v. Havanna u. Matanzas = 25 spanische Pfund.
1 - v. Portugal = 32 portugies. Pfund.
1 - v. Spanien = 25 spanische Pfund.
talla 4 Arrobas von Spanien (eigentlich 7 Arroben) = 175 spanische Pfund.
talla 2 Arrobas von Spanien (eigentlich 4 Arroben) = 100 spanische Pfund.
1 Berkowitz v. Russland = 10 Pud oder = 400 russ. Pfund.
1 Bismerpfund von Norwegen = 12 norweg. Pfund.
1 Cantar von Alexandrien in Aegypten = 36 Okka oder 100 Rottoli = 100 ägypt. Pfund.
1 Cantar v. Cisme à 44 oder 45 Okka = 100 Rottoli oder = 100 türk. Pfund.
1 Cantar von Genua à 100 Rottoli = 150 genuesische Pfund.
1 Cantar v. Neapel à 100 Rottoli = 277 7/9 neapolitan. Pfund.
1 Cantaro grosso oder schweres Gewicht = 100 Rottoli grossi od. 111 Rottoli sottili von Sicilien = 277 7/9 sicil. Pfund.
1 Cantaro sottile oder leichtes Gewicht = 100 Rottoli sottili von Sicilien = 250 sicilian. Pfund.
1 Cantaro von Sicilien ohne weitere Bezeichnung à 100 Rottoli, wird gerechnet = 250 sicilian. Pfund.
1 Cantar von Smyrna à 44 oder 45 Okka = 100 Rottoli oder = 100 türkische Pfund.
1 Cantaro v. Algier = 100 Rottoli oder = 100 türk. Pfund.

1 Cantaro v. Candia à 44 Okka = 100 Rottoli od. = 100 türkische Pfund. 1844
1 Cantaro von der Levante à 44 Okka = 100 Rottoli oder = 100 türkische Pfund.
1 Cantaro von Malta = 100 Rottoli = 250 Litre oder = 250 malteser Pfund.
1 Cantaro von Tunis = 100 Rotal oder = 100 türk. Pfund.
1 Cantaro von Tripolis = 100 Rotal oder = 100 türk. Pfund.
1 Cantaro von Livorno = 100 toskan. Pfund.
1 Cantarello von Sardinien = 104 sardin. Pfund.
1 Centinajo von den Ionischen Inseln = 100 dortige Pfund.
1 Centner im Allgemeinen = 100 Pfund.
1 englischer Centner siehe Hundred Weight.
1 preussischer Centner = 100 Pfund.
1 Centner von Portugal und Brasilien, siehe Quintal.
1 Centner von Spanien, siehe Quintal.
1 Centner von Triest = 100 dortige (oder Wiener) Pfund.
1 Centner Decimalgewicht von Frankreich = 100 Kilogrammes = 200 Pfund.
1 Hundred Weight von Grossbritannien und Irland = 4 Quarters = 8 Stones oder = 112 Pfund.
1 Hundred Weight von Nordamerika = 4 Quarters oder = 112 Pfund.
1 Hundred Weight von Jersey und Guernsey = $103\frac{1}{2}$ Pfund.
1 Kilogramm = 2 Pfund.
1 Kilogramm = 10 Hectogrammes = 100 Decagrammes = 1000 Grammes.
1 Hectogramm = 10 Decagr. = 100 Gram.
1 Decagr. = 10 Gram.
1 Bazar Maund von Calcutta = 82 engl. Pfund.
1 Factori - - - = $74\frac{2}{3}$ engl. Pfund.
1 Millier von Frankreich = 1000 Kilogr. = 2000 Pfund.
1 Niederl. Pfund oder Kilogr. = 2 Pfund.
Okka, s. Cantar.
1 Picul oder Pecul von Batavia = 100 Catty = 127 holländ. Pfund.
1 Picul von Manilla = 100 Catty = $131\frac{1}{5}$ span. Pfund.
1 - - Singapore = 100 Catty = $133\frac{1}{3}$ engl. Pfd.
1 - - Sumatra = 100 Catty = $122\frac{3}{4}$ holländ. Pfund.
1 - - China = 100 Catty = $133\frac{1}{3}$ engl. Pfund.
1 - - Japan = 100 Catty = 125 holländ. Pfund.
1 Pud von Russland = 40 russ. Pfund.

1844 10 Pud = 1 Berkowitz oder Schiffs-Pfund = 400 russ. Pfund.
1 Quarter an Gewicht von Grossbritannien u. Irland = 28 Pfd.
1 Quarter an Gewicht von Nordamerika = 28 Pfund.
1 Quintal von Brasilien = 4 Arrobas oder = 128 brasilian. Pfd.
1 Quintal von Portugal = 4 Arrobas oder = 128 portugiesische Pfund.
1 Quintal von Spanien = 4 Arrobas oder = 100 spanische Pfd.
1 Quintal von Havanna und Mantanzas = 4 Arrobas oder = 100 spanische Pfd.
1 Quintal macho von Spanien = 6 Arrobas = 150 spanische Pfund.
1 Quintal métrique von Frankreich = 100 Kilogrammes oder = 200 französ. Pfund.
1 Rottolo sottile oder leichtes Gewicht von Sicilien = $2^1/_2$ sicil. Pfund.
1 Rottolo von Neapel = $2^7/_9$ neapolit. Pfund.
Wegen des Rottolo s. im übrigen bei Cantar.
1 Schiffs-Pfund von Russland incl. Curland = 20 Liespfund od. 400 Pfd.
1 Schiffs-Pfund von Schweden = 20 Liespfd. od. 400 Pfd.
1 - - - Dänemark = 20 - - 320 -
1 - - - Norwegen = 20 - - 320 -
1 - - - allen andern Orten = 20 Liespfund oder 300 Pfund.
96 Solotnik = 1 Pfund in Russland.
1 Steen von Amsterdam = 3 Kilogram od. 6 Pfd.
10 Stein von Preussen = 1 Schiffs-Pfund.
1 Sten von Schweden = 32 schwedische Pfd.
1 Stone von Grossbritannien und Irland = 14 Pfd.
1 Stein Flachs von Rostock = 20 Rostocker Pfd.
1 - - - Wismar = 20 Wismarische Pfd.
1 - Federn - Lübeck = 10 Lübecker Pfd.
1 - Flachs - - = 20 - -
1 - Wolle - - = 22 - -
1 - feine Wolle von Rostock = 22 Rostocker Pfd.
1 - grobe - - - = 10 - -
1 - feine - - Wismar = 22 Wismarsche Pfd.
1 - grobe - - - = 10 - -
1 Ton an Gewicht von Grossbritannien und Irland = 20 Hundred Weights oder 2240 englische Pfund.
1 Ton an Gewicht von Nordmerika = 20 Hundred Weights od. 2240 amerik. Pfd.

1 Ton an Gewicht von Jersey und Guernsey = 20 Hundred 1844 Weights oder = 2070 Pfund.
1 Vog oder Bismerpf. v. Norwegen = 36 norwegische Pfund.
Zentner, s. Centner.

482.

13 Avril 1844.

Convention signée à Dresde avec la Prusse, la Saxe royale, le Hanovre, le Danemarc, le Grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin, les Duchés d'Anhalt, et les villes libres anséatiques de Hambourg et de Lubeck sur la publication d'ordonnances uniformes de police sur la navigation de l'Elbe.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. VI, p. 463.)

Um die Sicherheit und Ordnung der Elbschifffahrt zu befördern, haben sämmtliche Elbuferstaaten durch ihre zur zweiten Elbschiffahrts-Revisions-Commission versammelten Commissarien folgende Uebereinkunft unter Vorbehalt der Allerhöchsten, Höchsten und Hohen Ratificationen verabreden lassen.

Art. I. In Beziehung auf die Stromstrecke zwischen Melnik und Hamburg oder Harburg wird jeder Elbuferstaat für sein Gebiet umfassende schiffahrts- und strompolizeiliche Vorschriften gleichzeitig mit Verkündigung der Additional-Akte erlassen und dabei die in den Art. 2 bis 30 enthaltenen Grundsätze festhalten.

Für die Stromstrecken zwischen Hamburg oder Harburg und der Nordsee werden die betheiligten drei Staaten die erforderlichen schiffahrts- und strompolizeilichen Vorschriften, soweit dies nicht bereits geschehen ist, gleichfalls baldigst erlassen und diese sowohl für die drei Staatsgebiete, als auch, soweit die abweichenden Verhältnisse es gestatten, mit den in den Art. 2 bis 30 enthaltenen Grundsätzen in Uebereinstimmung zu bringen suchen.

Art. II. Auf die Construction, Ausrüstung und Erhaltung der Fahrzeuge und ihrer Zubehörungen, insbesondere der Maschinen

1844 und Kessel auf Dampfschiffen haben die Eigner ebenso, wie die Führer der Fahrzeuge ganz vorzügliche Sorgfalt zu verwenden, und namentlich in Bezug auf die Dampfschiffe die bestehenden besondern Vorschriften wegen Anlage und Gebrauchs von Dampfapparaten genau zu beobachten.

Sie sind verpflichtet, sich den von Zeit zu Zeit vorzunehmenden amtlichen Untersnchnngen ihrer Fahrzeuge nebst Zubehörungen zu unterwerfen und die etwa hierbei gerügten Mängel sofort abzustellen.

In Fällen entstandener, mit Gefahr verknüpfter Beschädigung des Fahrzeuges während der Reise ist letztere sofort einzustellen und erst nach erfolgter vollständiger Ausbesserung des Schadens weiter fortzusetzen.

Art. III. Die ein Holzfloss bildenden Stämme, Balken und anderen Materialien müssen unter sich fest und dauerhaft verbunden, und die Flosse selbst an beiden Enden mit einem Steuerruder versehen sein. Die Breite eines Holzflosses darf in der Regel 20 Fuss Preussisch nicht überschreiten. Doch kann von jedem Uferstaate für seine Elbstrecken eine grössere Breite der Holzflosse zugelassen werden.

Art. IV. Kein Schiff oder Floss darf stärker belastet werden, als es die bekannte Beschaffenheit der Fahrbahn und der herrschende Wasserstand erlauben.

Art. V. Bei jedem auf der Fahrt begriffenen, znr Fracht oder Personenfahrt dienenden Schiffe muss sich wenigstens ein gut und dauerhaft gebautes Boot befinden.

Art. VI. Während der Fahrt darf kein Schiff oder Floss die Fahrbahn absichtlich verlassen.

Jede Verunreinignng der letzteren durch Auswerfung von Ballast, Steinen, Steinkohlenschlacken oder anderen der Schifffahrt hinderlichen oder gefährlichen Gegenständen ist verboten.

Aus diesem Grunde müssen die zur Beschwerung der Steuerruder dienenden Steine oder anderen Körper dergestalt befestigt und verwahrt sein, dass das Herabfallen derselben in die Fahrbahn oder Leichterstellen verhütet wird.

Art. VII. Die Ufer nebst den an denselben befindlichen Werken nnd Anlagen, sowie die Brücken, Schiffmühlen, Fähren u. s. w. dürfen von den Schiffen und Holzflössen auf ihrer Fahrt nicht berührt und beschädigt, auch die Leinpfade von den Zugknechten oder dem Zugvieh weder verdorben, noch zum Nachtheil der anliegenden Grundstücke überschritten werden.

Dampfschiffe müssen sich von den Uferanlagen möglichst

entfernt halten, damit letztere vom Wellenschlage nicht beschädiget werden. 1844

Art. VIII. Die Schiffs- und Flossführer dürfen in der Regel nur an den bestimmten Landungs- und Ladeplätzen, oder da, wo es ausserdem für gewöhnlich nachgelassen ist, anlegen und vor Anker gehen.

Nur in Nothfällen ist es gestattet, auch an anderen Uferstellen anzulegen, wobei jedoch Buhnen, Packwerke, Uferbefestigungen (Vernähterungen), Dämme und unterbrüchige oder durch Verbotstafeln bezeichnete Uferstrecken zu meiden sind.

An das Ufer, auf welchem sich der Leinpfad befindet, darf ein Schiff oder Floss nur dann anlegen, wenn ihm die Ladung oder Löschung seiner Waaren oder das Aus- und Einladen der Hölzer daselbst erlaubt ist, oder wenn Unwetter oder Beschädigung dasselbe hierzu nöthigen.

Dergleichen aussergewöhnliche Landungsplätze sind jedoch von den Schiffs- und Flossführern sofort nach entfernter Gefahr oder erfolgter Ein- oder Ausladung wieder zu verlassen, auch sind die Fahrzeuge und Flosse, so lange sie daselbst liegen, bei Nacht oder dichtem Nebel durch Aussteckung einer erleuchteten Laterne zu signalisiren, und, um den Zug anderer Schiffe an der Leinpfadseite nicht zu hindern, die Masten niederzulegen.

Das Einschlagen von Pfählen auf dem Ufer, um die Schiffe und Flosse mittelst der Taue an solche zu befestigen, ist an solchen aussergewöhnlichen Ankerplätzen unbedingt untersagt.

Das Anlegen und Ankern unmittelbar vor oder hinter den Pfeilern stehender Brücken ist unter allen Umständen verboten.

Art. IX. In der Fahrbahn darf ein Schiff oder Floss nur an solchen Stellen vor Anker gehen, an welchen jene so breit ist, dass andere, selbst die grössten Fahrzeuge oder Flosse, neben jenem noch bequem vorbeifahren können. Solchenfalls und wenn ein Schiff auf einer vom Ufer entfernten Stelle vor Anker geht, treten wegen dessen Signalisirung die Bestimmungen des Art. VIII ein.

Art. X. Kein Schiff darf im Fahrwasser da um- oder überladen, wo es dem Schiffsverkehr hinderlich ist.

Ist die Ableichtung nöthig, um das Schiff über Untiefen im Fahrwasser zu schaffen, so muss sie stets vor den letzteren und an solcher Stelle geschehen, wo weder das beladene Schiff, noch der Leichter den Schiffsverkehr hindern oder erschweren.

Wird ein Schiff im Fahrwasser dergestalt festgefahren, dass

1844 dasselbe nicht sofort oder nur durch Ableichtung wieder abgebracht werden kann, so ist der Führer strafbar.

Art. XI. Sind gefährliche oder schwierige Stromstellen den Schiffs- oder Flossführern nicht genau bekannt, so müssen sie dieselben durch vorausgeschickte Häupter untersuchen lassen, insofern sie nicht vorziehen, sich da, wo Lootsen zu haben sind, derselben gegen Erlegung der taxmässigen Gebühren zu bedienen.

Art. XII. Stehende Brücken dürfen von Dampfschiffen nur mit halber Geschwindigkeit und zurückschlagenden Rädern passirt werden.

Beladene Segelschiffe können, bei starker Strömung durch die Brückenbögen, da, wo Lootsen zu haben sind, sich der letzteren bedienen, müssen aber ausserdem die grösste Vorsicht und Aufmerksamkeit beim Passiren der Brücke anwenden, und namentlich in der Thalfahrt mittelst des Ankers sacken oder umlegen.

Unbeladene Fahrzeuge und Flosse können stromrecht durchgehen.

Segel- und Dampfschiffe haben dabei ihre Masten und Rauchfänge so weit niederzulegen, dass die Bogenwölbung von denselben nicht berührt werden kann, auch ist von Fahrzeugen und Holzflossen jedes Anstreifen an die Seitenwände der Pfeiler zu vermeiden.

Art. XIII. Jedes Schiff, welches in Begriff steht, eine im Gange befindliche Fähre zu passiren, muss in angemessener Entfernung beilegen, bis die Fähre aus dem Bereiche des Fahrwassers und des Wellenschlages gelangt ist.

Dagegen haben die Fährmeister oder Fährknechte während des Vorbeifahrens von Holzflossen den Gang der Fähre so lange, bis diese Flosse vorüber sind, einzustellen.

Art. XIV. Während des Fahrens bei finsterer Nacht oder dichtem Nebel muss jedes Schiff oder Floss in der Thalfahrt drei, in der Bergfahrt zwei übereinander befindliche, hellerleuchtete Laternen am halben Mast, oder, wenn es ohne Mast fährt, an einer nach allen Seiten hin sichtbaren Stelle führen.

Ausserdem hat jedes Dampfschiff von 5 zu 5 Minuten und, dafern es ein Fahrzeug in seinem Fahrstrich vor sich bemerkt, sofort nach dessen Wahrnehmung ein deutlich vernehmbares Zeichen durch die Glocke oder Dampfpfeife zu geben.

Art. XV. Von zwei, sich im freien Fahrwasser begegnenden Segelschiffen oder Flossen behält dasjenige, welches gezo-

gen wird, die Leinpfadseite. Wird aber keins derselben gezogen, so muss das zu Berg gehende dem zu Thal fahrenden, so weit es Wind und Oertlichkeit gestatten, ausweichen und gleichzeitig diejenige Seite, auf welcher letzteres vorbeikommen kann, von einem an der Spitze aufgestellten Mann in angemessener Entfernung durch Zuruf und verständliche Zeichen andeuten lassen. 1844

Auf diesen Zuruf ist von dem thalwärtsfahrenden Schiffe oder Flosse, zum Zeichen, dass er richtig verstanden worden, stets zu antworten.

Art. XVI. Begegnen sich im freien Fahrwasser zwei Dampfschiffe, so muss jedes derselhen heim Ausweichen, so weit es thunlich ist, das ihm zur Rechten liegende Ufer halten. Begegnen sie sich zur Nachtzeit oder hei dichtem Nebel, so hat jedes derselhen durch 2 Zeichen mit der Glocke anzukündigen, dass es rechts ausweiche. Ist aher ein Dampfschiff durch die Oertlichkeit verhindert, auszuweichen, so hat dessen Führer solches dem entgegenkommenden Fahrzeuge durch 3 Zeichen mit der Glocke und gleichzeitig durch Zuruf, der heantwortet werden muss (Art. XV), anzudeuten; in diesem Falle muss das letztere Fahrzeug nach der ihm als fahrbar bezeichneten Stelle ganz ausweichen.

Art. XVII. Dampfschiffe müssen im freien Fahrwasser den Segelschiffen oder Flossen ausweichen und zwar nach derjenigen Seite hin, auf welcher sie an letzteren ohne Gefahr vorbeizukommen vermögen. Gestattet indessen die Oertlichkeit dem Dampfschiffe nicht, seinerseits auszuweichen, so hat dessen Führer solches dem entgegenkommenden Fahrzeuge oder Floss zur Tageszeit durch Aufziehung einer blauen Flagge bis zum halben Mast und gleichzeitig durch 3 Zeichen mit der Glocke und durch Zuruf, der nach Art. XV heantwortet werden muss, zur Nachtzeit oder bei dichtem Nehel aber durch 3 Zeichen mit der Glocke und durch Zuruf, welcher nach Art. XV beantwortet werden muss, unverzüglich zu erkonnen zu geben. Solchenfalls muss das Segelschiff oder Floss nach der, ihm als fahrbar hezeichneten Seite ganz ausweichen.

Art. XVIII. Ist von zwei sich entgegenkommendeu Fahrzeugen oder Flossen eine schmale, für das gegenseitigo Ausweichon keinen hinlänglichen Raum darhietende Stromrinne zu passiren, und das eine derselhen schon in letztere eingelaufen, so muss das noch ausserhalb der Stromrinne hefindliche Fahrzeug oder Floss so lange beilegen, bis das andere dieselhe völlig durchfahren hat. Kommen beide sich entgegenfahrende Fahr-

1844 zeuge gleichzeitig an den Ein- und Ausgängen der Stromrinne an, so muss das zu Berg fahrende so lange anhalten, bis das zu Thal fahrende die Rinne zurückgelegt hat. Vermöchte jedoch das stromabwärts kommende Fahrzeug oder Floss nicht mit aufgespannten Segeln oder nicht stromrecht hindurch zu fahren, so muss es anhalten und dem zu Berg fahrenden Schiffe oder Flosse das Passiren der Rinne zuerst einräumen.

Das gleichzeitige Einlaufen beider sich entgegenkommender Fahrzeuge in die vor ihnen liegende schmale Stromrinne ist untersagt. Im Falle einer Uebertretung dieses Verbots muss das zu Berg fahrende Fahrzeug oder Floss wieder zurück bis vor die Ausmündung der schmalen Stromrinne gehen, und das thalwärts fahrende vorbeilassen.

Art. XIX. Erreicht im freien Fahrwasser ein schneller fahrendes Dampf- oder Segelschiff oder Floss das voraus- und langsamer fahrende, so ist ersteres befugt, zu verlangen, dass es von letzterem vorbeigelassen werde. — Dieses Verlangen und die Seite, an welcher es vorbeifahren will, hat das hinterdrein kommende Fahrzeug oder Floss dem vorausfahrenden durch die im Art. XV angeordneten Signale zu erkennen zu geben, und das vorausfahrende Schiff oder Floss ist verpflichtet, diesen Signalen ohne Verzug Folge zu leisten.

Erreicht ein Dampfschiff das Segelschiff oder Floss am Eingange in eine schmale Stromrinne, so müssen letztere das erstere jederzeit vorbeilassen.

Art. XX. In allen Fällen, wo ein Dampfschiff an kleineren Fahrzeugen, oder auch an schwer beladenen grösseren, mit geringer Bordhöhe fahrenden, Schiffen vorüber zu gehen genöthigt ist, muss dies in gehöriger Entfernung und nur mit halber Maschinenkraft geschehen, um jede aus dem Wellenschlage etwa entstehende Gefahr möglichst abzuhalten. Wäre jedoch ersteres den letzteren schon so nahe gekommen, dass der Wellenschlag für diese auch noch bei halber Maschinenkraft gefahrbringend werden könnte, so muss das Dampfschiff die Räder so lange hemmen, bis alle Gefahr vorüber ist.

Hierbei müssen sich übrigens das Dampfschiff und die anderen Fahrzeuge in der vorgeschriebenen Art und Weise vorher gegenseitig signalisiren. Vergl. Art. XV.

Art. XXI. Die im Strome zur Bezeichnung des Fahrwassers, der Untiefen oder sonst gefährlicher Stellen gelegten oder ausgesteckten Merkmale und Warnungszeichen dürfen von den vorbeifahrenden Schiffern und Schiffsleuten weder beschädigt, noch

verrückt, noch weggenommen werden. Ist dies ohne Verschul- 1844
dung eines Schiffers geschehen, so muss derselbe bei der nächsten Polizeibehörde hiervon Anzeige machen.

Uebrigens hat sich jeder Schiffsführer bei der Fahrt nach dergleichen Merkmalen und Warnungszeichen gebührend zu richten. Namentlich hat derselbe die durch solche bezeichneten, hinderlichen und gefährlichen Stellen sorgfältig zu vermeiden.

Art. XXII. Schiffe, welche Schiesspulver geladen haben, müssen eine schwarze Flagge führen und dürfen nicht bei Nacht fahren. Anderen Fahrzeugen, insbesondere den Dampfschiffen, haben sie möglichst fern und vor dem Winde zu bleiben.

Sie dürfen niemals in der Nähe anderer Schiffe vor Anker gehen und müssen sich ankommenden Fahrzeugen bemerklich machen.

Grössere Militär- oder andere ungewöhnliche Pulvertransporte unterliegen den besonderen Sicherheitsvorschriften, die nach dem Ermessen der dabei betheiligten Uferstaaten, entweder im allgemeinen oder für den einzelnen Fall als erforderlich angesehen werden dürften.

Art. XXIII. Der Schiffsführer hat in allem, was das Fahrzeug selbst, dessen Leitung, Erhaltung, Ladung u. s. w. und die Aufrechthaltung der guten Ordnung auf demselben betrifft, den Oberbefehl über Mannschaft und Passagiere, welche verpflichtet sind, sich den von ihm in jenen Beziehungen ertheilten Anordnungen ohne Widerspruch zu fügen. Dasselbe gilt von den Flossführern und den ihnen beigegebenen Leuten.

Widerspenstige, unruhige und Unordnung erregende Individuen können noch während der Fahrt aus dem Schiffe oder von dem Flosse entfernt und der nächsten Polizeibehörde zur Bestrafung übergeben werden.

Dagegen ist der Schiffsführer verpflichtet, nicht allein gegen die ihm untergebene Mannschaft ein anständiges, das ihm unbedingt nöthige Ansehen bei derselben sicherndes Benehmen zu beobachten, sondern auch die Achtung gegen seine Passagiere niemals aus den Augen zu setzen, und dieselben nicht mit Zumuthungen zu behelligen, zu deren Befolgung sie in gedachter ihrer Eigenschaft nicht verbunden sind.

Insbesondere dürfen Handleistungen von den Passagieren nur in Fällen dringender Gefahr gefordert werden.

Art. XXIV. Sobald ein Lootse die Führung des Fahrzeugs übernommen hat, geht alle Befugniss, Verpflichtung und Verantwortlichkeit in Bezug auf die Leitung des Schiffs vom Schiffs-

1844 führer auf denselben über, und die Mannschaft ist zur unbedingten Befolgung seiner Befehle verbunden. Nach Zurücklegung der gefährlichen Stelle tritt der Schiffsführer in die, ihm als solchem zukommenden Befugnisse und Verbindlichkeiten ohne weiteres wieder ein.

Art. XXV. Der Schiffsführer ist verpflichtet, die grösste Aufmerksamkeit auf die geladenen Fracht- und Passagier-Güter zu verwenden, und nicht allein das Abhandenkommen oder Verderben, sondern auch jede Beschädigung derselben möglichst zu verhüten.

Gleiche Fürsorge liegt jedem Einzelnen der Schiffsmannschaft ob.

Für den Ersatz des, durch Abhandenkommen, Verletzung oder Verderben der Ladung herbeigeführten Schadens ist der Schiffsführer stets zunächst verhaftet, insoweit er nicht nachzuweisen vermag, dass der Schade durch inneren Fehler der Sache, mangelhafte Verpackung oder unabweisliche Ereignisse verursacht worden sei.

Art. XXVI. An der Waarenladung verübte Diebstähle sind vom Schiffsführer, unmittelbar nach ihrer Entdeckung der nächsten elbschifffahrtspolizeilichen Behörde unter genauer Angabe aller Umstände zur weitern polizeilichen Erörterung anzuzeigen.

Art. XXVII. Der auf Frachtschiffen oder Flossen dienenden Mannschaft ist es untersagt, neben den eingeladenen Gegenständen, gleichnamige oder andere Waaren für eigene Rechnung auf dem Schiffe oder Flosse mit sich zu führen und Handel oder ähnliche Geschäfte mit solchen zu treiben.

Der Schiffs- und Flossführer darf über das Fahrzeug oder Floss oder über die auf denselben geladenen Gegenstände in einer, mit dem Manifeste in Widerspruch stehenden Art und Weise nicht verfügen, in sofern er sich nicht als Eigner des Schiffes oder Flosses, oder der Ladung, soweit er darüber disponiren will, oder endlich, als hierzu vom Schiffs-, Floss- oder Waaren-Eigenthümer ausdrücklich beauftragt, genügend auszuweisen vermag.

Niemand darf sich mit den Schiffsleuten oder mit hierzu nicht gehörig legitimirten Schiffs- oder Flossführern in dergleichen Handelsgeschäfte auf irgend eine Weise mittel- oder unmittelbar einlassen.

Uebertretungen dieser Verbote sollen von den schifffahrtspolizeilichen Behörden zur Untersuchung gezogen und entweder sofort polizeilich bestraft (Art. XXX), oder, dafern sich bei der Un-

tersuchung der Verdacht eines kriminellen Verbrechens heraus- 1844
stellen sollte, zur weiteren Untersuchung und Bestrafung an die zuständige Gerichtsbehörde abgegeben werden.

Art. XXVIII. Bei sich ereignenden, das Fahrzeug oder Floss mit Gefahr bedrohenden Unglücksfällen dürfen Führer und Mannschaft, bei Vermeidung scharfer Ahndung, das Schiff oder Floss nicht sogleich verlassen. Vielmehr müssen sie vor allen Dingen auf Beseitigung der Gefahr, dafern hierzu noch die Möglichkeit vorhanden, wo aber nicht, und wenn die Gefahr dringend ist, vorerst auf Rettung der Passagiere, sodann auf Bergung der Waarenladung die angestrengteste Thätigkeit verwenden. Führer und Mannschaft der in der Nähe befindlichen Fahrzeuge aller Art und der Flösse sind zu schleunigster Hilfsleistung verpflichtet.

Der zuständigen Behörde ist demnächst von dem Vorfall sofort Anzeige zu machen und deren weiteren Anordnungen Folge zu leisten, auch vom Schiffsführer dem Eigenthümer des Fahrzeuges und den Waarenabsendern baldmöglichst Nachricht zu geben.

Art. XXIX. Führer, Passagiere und Mannschaften haben die, in den Staaten, auf welche die Fahrt sich erstreckt, geltenden passpolizeilichen Vorschriften zu beobachten.

Der Schiffsführer ist in dieser Beziehung nicht allein für seine Schiffsleute verantwortlich, sondern auch berechtigt und verpflichtet, die Passagiere zur Erfüllung ihrer Obliegenheiten aufzufordern.

Wenn jedoch ein Elbschiff, nach der Gesetzgebung des Staates, welchem es angehört, eine amtlich beglaubigte Musterrolle führt, in welcher Name, Alter und Wohnort der Schiffsleute und die Bedingungen ihres Dienstverhältnisses angegeben sind, so soll eine solche Musterrolle zur persönlichen Legitimation der darin aufgeführten Schiffsleute, so lange diese sich bei ihrem Schiffe befinden, in allen Elbuferstaaten als genügend angenommen werden.

Art. XXX. Die Uebertretung einer der obigen Vorschriften wird, ausser dem vom Angeschuldigten etwa zu leistenden Schadenersatze, mit einer, nach der grösseren oder geringeren Absichtlichkeit, Schädlichkeit oder Gefährlichkeit der Uebertretung abzumessenden, Ordnungsstrafe von 1 bis 10 Thalern, oder, im Fall des Unvermögens, mit verhältnissmässigem Gefängniss bestraft. Daneben bleibt, insofern die strafbare Handlung ein kriminelles Verbrechen enthält, die Untersuchung und Bestrafung desselben den zuständigen Gerichtsbehörden vorbehalten.

1844 Die erkannten Geldstrafen sind in der Währung des 14-Thalerfusses zu erlegen, mit Ausnahme Böhmens, in welchem letztere im Verhältnisse von 21 : 20 auf Oesterreichische Conventionsmünze reduzirt wird.

Wegen dieser Geldstrafen haften:

1) Der Schiffsführer für die verurtheilten Individuen von der Schiffsmannschafft, insofern gegen diese weder die erkannte Geldstrafe, noch die subsidiarische Gefängnissstrafe vollstreckt werden kann, wobei jedoch dem Schiffsführer der Regress gegen die Schuldigen vorbehalten bleibt.

2) Das Schiff für den Schiffsführer.

Art. XXXI. Die Ratificationen dieser Uebereinkunft sollen gleichzeitig und in Verbindung mit denjenigen der Elbschifffahrts-Additional-Akte ertheilt und ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist diese Uebereinkunft von sämmtlichen Commissarien unterschrieben und untersiegelt worden.

Geschehen zu Dresden den 13. April 1844.

(L. S.) *Carl Friedrich Heinrich Albert Gustav Wendt.*
(L. S.) *Eduard Nicolaus Ritter von Henneberg.*
(L. S.) *Carl Wehner.*
(L. S.) *Dr. Otto Carl Franz Klenze.*
(L. S.) *Carl Philipp Francke.*
(L. S.) *Leopold Friedrich Heinrich Wendt.*
(L. S.) *August Ludwig von Behr.*
(L. S.) *Dr. Heinrich Brehmer.*
(L. S.) *Dr. Gustav Heinrich Kirchenpauer.*

(Die Answechselung der Ratificationen dieser Convention hat zu Dresden am 1. October 1844 stattgehabt.)

483.

12 Mai / 16 Juin 1844.

Convention entre l'Autriche et la Prusse relative à l'accélération de la procédure judiciaire dans les procès de faillite. Signée à Vienne et à Berlin.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. VII, p. 25.)

Publication faite en Prusse.

Zur Förderung der Rechtspflege für die gegenseitigen Unterthanen ist die königl. Preussische Regierung mit der kaiserlich Oesterreichischen Regierung dahin übereingekommen:

1) In Zukunft soll das in dem einen der kontrahirenden Staaten befindliche bewegliche Vermögen eines dem anderen Staate angehörigen, in diesem letzteren in Konkurs gerathenen Schuldners, wenn derselbe in dem ersteren Staate mit Grundstücken nicht ansässig ist, an das ausländische Konkursgericht auf dessen Requisition ausgeantwortet werden, ohne zuvor einen Spezialkonkurs darüber im Inlande einzuleiten.

2) Diese Ausantwortung des ausschliessend beweglichen Vermögens an das Konkursgericht des anderen Staates findet selbst dann statt, wenn auf das Ganze oder auf einen Theil des auszuantwortenden Vermögens bereits ein Arrest (Verbot) angelegt ist.

Die auf dieses bewegliche Vermögen vor Ausbruch des Konkurses erworbenen Pfand- und Retentionsrechte bleiben jedoch aufrecht. Es ist demnach der mit einem Pfand- oder Retentionsrecht versehene Gläubiger vor seiner vollständigen Befriedigung zur Verabfolgung der mit diesen Rechten belasteten und in seinem Besitze befindlichen beweglichen Sachen nicht verpflichtet; auch ist ein solcher Gläubiger nicht schuldig, sich in eine Konkursverhandlung mit dem Konkursgerichte einzulassen.

3) Besitzt dagegen der in Konkurs gerathene Unterthan des anderen Staates im Inlande unbewegliches Vermögen, so findet die Auslieferung seines beweglichen Vermögens an das Konkursgericht nicht statt, vielmehr wird auf den Antrag der Betheiligten von dem kompetenten Gerichte, in dessen Jurisdictionsbezirke sich das unbewegliche Vermögen befindet, über alles im

1844 Inlande befindliche bewegliche und unbewegliche Vermögen des Gemeinschuldners ein besonderer Konkurs eröffnet.

4) Schuldforderungen werden, auch wenn sie auf unbeweglichen Gütern versichert sind, zu dem beweglichen Vermögen gerechnet, es wäre denn, dass sie vermöge besonderer Bestimmungen Bestandtheile eines unbeweglichen Besitzthumes ausmachen, oder ihnen nach der Gesetzgebung des betreffenden Staates die Eigenschaft einer unbeweglichen Sache beigelegt ist.

5) Bei dem in dem einen Staate eröffneten Konkurse werden die dem anderen Staate angehörigen Gläubiger den inländischen Gläubigern völlig gleich behandelt (§. 162, Thl. I, Tit. 50 der Preussischen Allgemeinen Gerichtsordnung, §. 27 der österr. Allgemeinen Konkursordnung).

6) Soweit durch die vorstehenden Bestimmungen unter 1—5 besondere Verabredungen getroffen sind, finden die Vorschriften der §§. 663 bis 667, Thl. I, Tit. 50 der preussischen Allgemeinen Gerichtsordnung wegen der Separatkonkurse über das im preussischen Gebiete befindliche Vermögen eines Ausländers in Rücksicht des beweglichen Vermögens kaiserl. österreichischer Unterthanen fortan nicht mehr Anwendung.

7) Die vorstehenden Verabredungen erstrecken sich jedoch nicht auf die Einwohner der königl. preuss. Rheinprovinz, sowie des Königreiches Ungarn und des Grossfürstenthumes Siebenbürgen.

8) Beide Regierungen behalten sich die Wiederaufkündigung gegenwärtiger Uebereinkunft vor, und tritt letztere alsdann sechs Monate nach der von der einen oder anderen Seite erfolgten Kündigung ausser Kraft.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Ministerial-Erklärung ausgefertigt und mit dem königl. Insiegel versehen worden.

So geschehen Berlin den 16. Juni 1844.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) *Frh. v. Bülow.*

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine entsprechende Erklärung der kaiserl. österreichischen Regierung vom 12. v. M. ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin den 16. Juni 1844.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten.

Frh. v. Bülow.

484.

13 Août / 10 Septembre 1844.

Convention conclue entre l'Autriche et la Prusse relative à l'exécution réciproque et gratuite des réquisitions judiciaires dans les procès des pauvres, signée à Berlin le 13 Août et à Vienne le 10 Septembre 1844.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. VII, p. 210.)

Nachdem die königl. preuss. Regierung mit der kaiserl. österr. Regierung dahin übereingekommen ist, die gegenseitige Kostenvergütung in Kriminal-, Civil- und Vormundschaftssachen rücksichtlich der dabei betheiligten unvermögenden Personen aufzuheben, erklärt erstgedachte Regierung hiermit Folgendes:

I. In allen Untersuchungs-, Civil- und insonderheit Vormundschafts-Fällen, wo Requisitionen von einer preuss. Gerichts- oder vormundschaftlichen Behörde an eine österreichische derartige Behörde, oder von dieser an jene erlassen, sowie, wenn Delinquenten von einem Gerichte an das andere ausgeliefert werden, sind nicht allein alle baaren Auslagen, sondern auch die sämmtlichen, nach der bei dem requirirten Gerichte üblichen Taxe zu liquidirende Gebühren dem letzteren aus dem Vermögen der betreffenden Person, wenn solches hinreicht, zu entrichten. Hat selbige aber kein hinreichendes Vermögen, so fallen die Gebühren für die Arbeiten der requirirten Behörde, mithin auch alle Vergütung oder Taxe für Zeugenvernehmungen und für Abhaltung der Termine, für den Erlass oder die Expedition der Verfügungen, desgleichen die Insinuations- und sogenannten Siegelgebühren durchgehends weg, und das requirirende Gericht bezahlt alsdann dem ersteren nur die unvermeidlichen baaren Auslagen für Atzung, Transport, Porto, Copialien, Reise- und Zehrungskosten der Richter und Zeugen, nach den bei den requirirten Gerichten üblichen Taxsätzen.

II. Zur Entscheidung der Frage: ob der Delinquent, oder die sonst betheiligte Person hinreichendes Vermögen zur Berichtigung der Gerichtsgebühren besitze oder nicht? soll in den beiderseitigen Landen nichts weiter als das Zeugniss derjenigen obrigkeitlichen Stelle erfordert werden, unter welcher die betheiligten Personen ihre wesentliche Wohnung haben. Inwiefern

1844 der Kosten wegen gegen diese Personen die Execution stattfindet, wird nach den Gesetzen des Landes, worin dio Execution zu führen wäre, heurtheilt. Sollte ein Delinquent seine wesentliche Wohnung in einem dritten Lande gehabt haben, und die Einziehung der Kosten dort mit Schwierigkeiten verknüpft sein, so wird angenommen, dass er kein hinreichendes Vermögen besitze.

III. Don in allen Untersuchungs-, Civil- und Vormundschaftssachen zu sistirenden Zeugen, und jeder abzuhörenden Person überhaupt, sollen die Reise- und Zehrungskosten, nebst der wegen ihrer Versäumniss ihnen gebührenden Vergütung, nach deren vom requirirten Gerichte geschehenen Verzeichnung bei erfolgter, wirklicher Sistirung, sei es von dem requirirten, oder von dem requirirenden Gerichte unverzüglich verabreicht werden. Insofern sie dazu eines Vorschusses bedürfen, wird das requirirte Gericht zwar die erforderliche Auslage machen, es soll selbige jedoch vom requirirenden Gerichte, auf die erhaltene Benachrichtigung, dem requirirten Gerichte wieder erstattet werden.

IV. Das gegenwärtige Uebereinkommen soll für den ganzen Umfang der preuss. Monarchie und für alle österr. Staaten, mit alleinigem Ausschluss von Ungarn und Siebenbürgen, Kraft und Wirksamkeit haben, und sowohl für die landesherrlichen, als auch für alle übrigen Gerichte verbindlich sein.

Die vorstehende Erklärung soll desshalb, nachdem sie gegen eine übereinstimmende der kaiserl. königl. Geheimen Hof- und Staatskanzlei ausgewechselt worden, öffentlich bekannt gemacht werden.

Berlin den 13. August 1844.

Königlich Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.

(L. S.) *Frh. v. Bülow.*

Vorstehende Ministerialerklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung der kaiserl. österr. geheimen Hof- und Staatskanzlei vom 10. September d. J. ausgewechselt worden, hierdurch zur öffentlichen Kenntniss gebracht.

Berlin den 27. September 1844.

Der Minister der auswärtigen Angelegenheiten

Frh. v. Bülow.

1845

485.

$\frac{10 \text{ Septembre}}{29 \text{ Août}}$ 1845.

Acte de renouvellement de la frontière entre le royaume de Galicie et le royaume de Pologne, depuis la Vistule jusqu'à la rivière du Bug.

(Archives de cour et d'état de l'Autriche.)

Le gouvernement du royaume de la Galicie et le gouvernement de Pologne étant convenus de la nécessité de renouveler la frontière qui sépare les deux états et d'applanir à l'amiable les contestations qui existaient sur cette partie de la frontière, ont confié ce travail aux commissaires démarcateurs respectifs, savoir:

de la part de la Galicie:

au sieur Louis Pfanzelter, colonel de l'état major général, décoré de l'ordre de St. Wladimir de la IV. et de St. Anne de la III. classe,

aux commissaires d'arrondissement (Kreiskommissäre) savoir:

au sieur Jean Fuglewicz, pour le cercle de Rzeszow,

au sieur Charles Neusser, pour le cercle de Przemysl,

au sieur Auguste Dargun, pour le cercle de Źolkiew;

de la part de la Pologne:

au sieur Vincent de Prądzyński, membre do la commission de la justice, faisant fonction de directeur de l'administration et du controle de la dite commission, décoré de l'ordre de St. Anne de la II., de St. Stanislas de la II. et de l'aigle rouge de Prusse de la III. classe,

au sieur Athanase Badeni, employé au bureau de la commission de l'intérieur et des cultes,

lesquels après avoir échangé leurs plein pouvoirs trouvé en bonne et dùe forme, ayant pris connaissance des travaux antérieurs de l'état actuel de la ligne frontière et des réclamations réciproques;

considérant

que les commissaires démarcateurs délégués en 1826 en exécution de l'article III du traité d'amitié conclu à Vienne le $\frac{3 \text{ Mai}}{21 \text{ Avril}}$ 1815 ayant planté les poteaux, ont adopté en général pour frontière des deux états les limites des propriétés, qui touchent à la frontière d'un côté et de l'autre;

1845 considérant

que d'après la remarque, placée à la tête de la description topographique de l'année 1826 la supputation des distances entre les poteaux a été faite en ligne droite sans égard aux sinuosités que décrit la ligne de la frontière;

considérant

que la ligne frontière d'un poteau à l'autre a été levée et dessinée sur les plans de la même année, mais l'indication des angles de relèvement des diverses sinuosités et des distances ne se trouvent pas dans la description;

considérant

que des marques intermédiaires n'étant pas placées sur les diverses sinuosités, les habitants limitrophes sur quelques points des réclamations réciproques, et l'incertitude de la véritable ligne frontière donnait lieu à des empiètements d'une part et de l'autre;

vu ces motifs pour suppléer le travail de l'année 1826, les commissaires démarcateurs actuels sont convenus:

1. de faire lever des nouveaux plans sur une échelle plus grande, savoir 200 toises de Vienne sur un pouce de Vienne, ou 125 verges du Rhin sur un pouce décimal;

2. de maintenir les poteaux là, où ils ont été plantés au 1826 et de déterminer sur le terrain la ligne frontière d'un poteau à l'autre par des bornes de terre, comme marques intermédiaires,

3. de tracer la ligne frontière par des lignes droites d'une borne à l'autre en observant des compensations réciproques justes et indispensables;

4. Les commissaires actuels sont convenus de porter leur intervention pour applanir les réclamations des particuliers par des accords à l'amiable, afin d'accepter dans tel cas pour frontière de deux états les limites territoriales nouvellement déterminées. Au cas contraire la frontière qui sépare les deux états sera restituée dans son état primitif et marquée, et les questions de propriété seront renvoyées par devant le juge compétant;

5. enfin on est convenu de rédiger un tableau descriptif.

Ces principes posés et Messieurs les ingénieurs munis des instructions analogues, savoir:

de la part de la Galicie

le sieur Alexandre Benedek, premier lieutenant du régiment d'infanterie Baron Máriássy No. 37.

de la part de la Pologne

le sieur Felix Bieczyński, ingénieur du gouvernement de 1845
Lublin, décoré de l'ordre de St. Stanislas de la III. classe,

ayant exécuté les divers travaux que la nature de l'objet exigeait.

Les commissaires démarcateurs après avoir examiné toutes les questions qui se sont présentées, après avoir examiné les pièces justificatives, discuté toutes les preuves de conviction, rédigé et signé les procès verbaux, ils ont terminé la tâche, qui leur a été confiée de sorte que:

1. La frontière entre les Royaume de la Galicie et de Pologne depuis la Vistule jusqu'à la rivière de Bug est marquée par des poteaux et par des bornes de terre.

Les poteaux munis des armes do leurs Majestés sont numérotés dans une série depuis le Numéro 125 jusqu'au Numéro 583 de sorte que les poteaux 125 sont plantés sur la rive droite de la Vistule et les poteaux 583 sur la rive gauche de la rivière de Bug.

Les bornes de terre sont marquées dans la même direction, mais seulement sur les plans par des lettres dans l'ordre alphabétique en recommençant auprès de chaque poteau par la première lettre.

2. La même ligne frontière limite en général et les deux états et les propriétés limitrophes. Les exceptions admises comme indispensables sont indiquées spécialement dans le présent acte.

3. Partout, où la frontière passe par des forêts, la percée de cette frontière a été éclaircie sur une largeur de quatre toises de Vienne ou de deux verges du Rhin et dans les champs et prairies le tracé a été silloné par la charrue de deux côtés, à la suite de quoi la raie de la frontière vient d'obtenir une largeur d'une toise et demi, mesure de Vienne, ou verges 7, 5 pieds du Rhin.

4. Vu l'article IV de l'aote définitif de l'année 1826 les sinuosités des chemins qui font frontière sont marquées par des bornes érigées de deux côtés du chemin, de sorte, que la véritable ligne frontière tombe exactement au milieu entre les deux bornes érigées en paire. La largeur des chemins limitrophes est fixée à $2^1/_2$ toises de Vienne ou 1 verge 2, 5 pieds du Rhin.

5. Les plans de cette partie de la frontière sèche à l'exception des rivières, des ruisseaux et quelques lignes tout à fait droites, levés par Messieurs les ingénieurs en 1842, signés par les ingénieurs et les commissaires, divisés, savoir, l'exemplaire

1845 autrichien en 31 et l'exemplaire polonais en 29 sections, et les procès verbaux rédigés et signés par les commissaires, indiquent la marche du travail, toutes les questions qui se sont présentées et la manière, dont elles ont été applanies et tous les détails et tous les éclaircissements nécessaires, enfin toutes ces pièces doivent être envisagées, comme si elles étaient jointes au présent acte.

Le présent acte comme dernier résultat et supplément du travail de l'année 1826 a été rédigé, comme suit:

(Suit la description détaillée de la frontière, 245 pages in folio. Nous nous bornons à donner l'introduction ci-dessus.)

486.

28 Septembre 1845.

Convention avec la ville libre de Francfort concernant la maison de l'ordre Teutonique à Sachsenhausen, conclue à Francfort s/M. le 28 Septembre 1845.

(Publié dans la collection des lois de la ville libre de Francfort s/M. sous la date du 29 Novembre 1845.)

Nachdem es wünschenswerth geschienen hat, um zukünftigen Irrungen zuvorzukommen und jeden Anlass zu denselben zu entfernen, die Verhältnisse des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude nebst Kirche in Sachenhausen, mit Hinblick auf die Artikel III und IV des Staatsvertrags vom 18. März 1842 einer näheren Prüfung zu unterziehen und für die Zukunft vertragsmässig festzustellen, auch zu dem Ende einerseits

Seine k. k. apost. Majestät der Kaiser von Oesterreich und Se. königl. Hoheit der Durchlauchtigste Hochwürdigste Herr Hoch- und Deutschmeister Maximilian, königl. Prinz von Ungarn und Böhmen, Erzherzog von Oesterreich-Este, den k. k. wirklichen Kämmerer, Legationsrath und Residenten bei der freien Stadt Frankfurt, Ferdinand Freiherrn von Mensshengen, Herrn und Landstand in Nieder-Oesterreich, Commandeur des grossherzogl. hess. Ludwigordens zweiter Klasse, und

der Hohe Senat der freien Stadt Frankfurt andrerseits den Schöffen und Senator Eduard Ludwig Harnier, Doctor beider

Rechte, Ritter des königl. preuss. Rothen-Adler-Ordens dritter Klasse, beauftragt und mit Vollmacht versehen haben, so ist an dem untengesetzten Tage zwischen den genannten Bevollmächtigten auf den Grund der sich gegenseitig mitgetheilten und anstandlos befundenen Vollmachten nachstehender Vertrag salva ratificatione abgeschlossen und unterzeichnet worden. 1845

§. 1. Das von Sr. k. k. apost. Majestät dem Kaiser von Oesterreich dem in den kais. königl. Staaten fortbestehenden hohen deutschen Ritterorden zum Besitz, Genuss und zur unmittelbaren Verwaltung übergebene deutsche Haus in Sachsenhausen nebst Kirche und Nebengebäuden, wie dasselbe in der Anlage VII des Staatsvertrags vom 18. März 1842 und in der Anlage *A* gegenwärtigen Vertrags näher beschrieben ist, soll fortan die Rechte und Freiheiten eines Gesandtschaftlichen Gebäudes unter den in den folgenden Paragraphen enthaltenen näheren Bestimmungen geniessen.

§. 2. Das deutsche Haus nebst Kirche und Nebengebäuden in Sachsenhausen ist keiner städtischen Grund- oder Häusersteuer und keiner sonstigen dinglichen Abgabe an die freie Stadt Frankfurt unterworfen, auch ist dasselbe frei von Einquartirungs-Last.

Hinsichtlich des für die Beleuchtung zu entrichtenden Laternen-Geldes oder einer etwa an deren Stelle tretenden Leistung behält es bei der seitherigen Beitragspflicht sein Bewenden.

§. 3. Um allen Beschwerden und Verwickelungen vorzubeugen, wird das Hoch- und Deutschmeisterische Haus-Inspectorat allen von Seiten der städtischen Behörden für Sachsenhausen erfolgenden allgemeinen aus dem Amtsblatte zu entnehmenden Sicherheits-, Strassen-, und Sanitäts-Polizeilichen Anordnungen entsprechen. Hierunter ist namentlich auch die Feuerschau begriffen, jedoch ist dieselbe in Gegenwart des Haus-Inspectorats vorzunehmen und dieses zu dem Ende von der Zeit der Vornahme sowie von dem Befund zu benachrichtigen, um demgemäss sofort das Erforderliche anordnen zu können.

Sollte eine städtische Verwaltungsbehörde zum allgemeinen Wohle eine besondere Vorkehrung oder eine Abbestellung im deutschen Hause wünschenswerth erachten, so wird auf ihren Antrag das ältere Bürgermeisteramt die k. k. österr. Residentur bei der Stadt hiervon benachrichtigen und letztere wird für den Vollzug jedes billigen Ansinnens Sorge tragen.

§. 4. Bei Bauten und Reparaturen an dem deutschen Hause, dessen Nebengebäuden und an der Kirche sollen keine fremden,

1845 sondern nur frankfurter Handwerker beschäftigt und die frankfurter Bau-Gesetze befolgt werden.

§. 5. Alle die nachbarlichen Verhältnisse des deutschen Hauses nebst Kirche und Nebengebäuden betreffenden Anstände und Streitigkeiten sollen zur Cognition und Beurtheilung der zuständigen Behörden und Gerichte der freien Stadt Frankfurt gehören nnd es wird zu dem Ende dem Haus-Inspectorat die allgemeine Weisung und Ermächtigung von der k. k. österr. Regierung ertheilt werden, in dieser Hinsicbt vor den Behörden und Gericbten der freien Stadt Frankfurt nach frankfurter Gesetzen active und passive Recht zu nehmen und zu geben.

§. 6. Bei Ausbruch einer Feuersbrunst, bei Wassersgefahr, bei einer feindlichen Invasion und wenn es sonst erforderlich scheinen sollte, wird der Hohe Senat der freien Stadt Frankfurt das deutsche Haus nebst Kirche und Nebengebäuden ebenso unter Seinen Schutz nehmen, wie das Gesandtscbafts-Hôtel einer befreundeten Macht.

§. 7. Die Vermietbung der Lokalitäten des deutschen Hauses nnd der Nebengebäude desselben an Frankfurter Staatsangehörige oder an Nicht-Frankfurter wird von Seiten der freien Stadt Frankfurt nicbt beanstandet. Doch wird das Haus-Inspectorat nur solche Nicht-Frankfurter als Miether aufnebmen, welche nachzuweisen im Stande sind, dass ihnen der Aufenthalt in Frankfurt von Seiten der städtiscben Behörden gestattet ist, und sie nur so lange als Miether behalten, als diese Aufenthalts-Erlaubniss fortdauert. Auch wird das Haus-Inspectorat nur solche Gewerbe, Handthiernngen und Fabriken in den Gebäuden znlassen und deren Ausübung darin gestatten, zu welcher vorber die Erlaubniss der Behörden der freien Stadt Frankfurt erwirkt und nachgewiesen worden ist. Für die Dauer der Vermiethung an Frankfurter Staats-Angehörige oder an Nicht-Frankfurter kann denselben überhaupt kein Vortheil aus den dinglicben Vorzügen, Rechten und Freiheiten des deutschen Hauses erwachsen. Es haben daher solche Miether des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude die sie persönlich treffende Einquartirungslast durch Reluition oder durch Unterbringung der sie treffenden Mannschaft ausserhalb des deutschen Hauses auf ihre Kosten zu tragen, und es wird das Haus-Inspectorat eine hierauf bezüglicbe Clausel in alle dergleichen Miethverträge aufnehmen.

§. 8. Alle Miethbewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude, sie seien Staats-Angehörige der freien Stadt Frankfurt oder Permissionisten, sind nicht nur allen übrigen

städtischen Abgaben, Steuern, Stempelgebühren, Leistungen und Beschwerden unterworfen, sondern insonderheit auch schuldig, die nach der bestehenden Gesetzgebung nicht als dingliche Abgabe von dem bewohnten Gebäude, sondern als Personal-Steuer bezeichnete Wohn- und Miethsteuer zu bezahlen. In dieser Hinsicht liegt jedoch nur ihnen, nicht aber dem vermiethenden Haus-Inspectorat die gesetzliche Verbindlichkeit ob, die deshalb vorgeschriebene Declaration auszufertigen und der städtischen Wohn- und Miethsteuer-Commission nebst dem Mieth-Vertrsg, insofern ein solcher schriftlich abgefasst worden ist, einzureichen. Die Prüfung der Richtigkeit dieser Declaration hat durch Beaugenscheinigung und Schätzung der vermietheten Lokalitäten in Auftrag der städtischen Steuer-Behörde stattzufinden, doch hat die Besichtigung in Gegenwart des Haus-Inspectorats zu geschehen, und ist dasselbe zu dem Ende vorher von der Zeit ihrer Vornahme zu benachrichtigen. 1845

§. 9. Die in den vorstehenden Paragraphen in Betreff der Miethbewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude enthaltenen Bestimmungen gelten auch von allen Staats-Angehörigen oder Permissionisten der freien Stadt Frankfurt, welchen eine Gratis-Wohnung im deutschen Haus oder in dessen Nebengebäuden als Besoldungstheil oder aus sonstigen Gründen eingeräumt worden ist.

§. 10. Die in dem deutschen Haus und dessen Nebengebäuden wohnenden Deutschordens-Mitglieder und Deutschordens-Beamte, welche an dem deutschen Haus und der Deutschhaus-Kirche angestellt und k. k. österr. Unterthanen sind, auch nicht zugleich im frankfurtischen Staatsbürgerrecht stehen, nebst ihren Angehörigen — werden als zu der k. k. österr. Residentur gehörende Individuen betrachtet und geniessen, unter den in den nachfolgenden Paragraphen enthaltenen näheren Bestimmungen, gleiche gesandtschaftliche Rechte mit denselben. Die k. k. Residentur wird ein Verzeichniss aller in diese Kategorie gehörigen Individuen dem älteren Bürgermeister-Amt übergeben und Letzteres jederzeit sofort von jedem Zuwachs oder Abgang in Kenntniss setzen. Zu den Angehörigen werden deren Familienglieder und Dienstboten gerechnet, letztere jedoch nur insofern sie auch für ihre Person im k. k. österr. Unterthanen-Verband stehen. Dienstboten derselben, welche für ihre Person nicht ausschliesslich im k. k. Unterthanen-Verband stehen, haben an diesen Rechten keinen Theil. Auf sie finden vielmehr dieselben Bestimmungen Anwendung, wie auf die übrigen Bewohner des deutschen Hauses,

1845 welche nicht in das Verzeichniss aufgenommen sind; namentlich bedürfen sie der polizeilichen Erlaubniss, dahier in Dienst zu treten.

§. 11. Unter diesen gesandtschaftlichen Rechten, welche im Zweifel und insofern im gegenwärtigen Vertrag keine abweichende Bestimmungen getroffen sind, sich nach den in der Note vom 22. October 1816 über das Verhältniss der Bundestags-Gesandtschaften gegen die Stadt Frankfurt enthaltenen Normen bemessen, sind ausnahmsweise wegen der Schwierigkeit einer Controle nicht begriffen: die Freiheit von Chaussee-Geld und von Abgiften und Zoll von Mobilien und Consumtibilien, welche sie zu ihrem und der Ihrigen Gebrauch kommen lassen.

§. 12. Insofern Bewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude, welche nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessen, irgend ein Gewerbe in dem deutschen Hause oder dessen Nebengebäuden auszuüben, oder irgend einen Erwerb ausser dem deutschen Hause zu treiben beabsichtigen, sind dieselben an die im Wege der k. k. Residentur vorher zu erwirkende Gestattung von Seiten der zuständigen städtischen Behörden und an die entsprechende Steuer-Entrichtung an die Stadt gebunden.

§. 13. Eine städtische Behörde, welche einen zufolge §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessenden Bewohner des deutschen Hauses als Zeugen zu vernehmen wünscht, wird ihn nicht selbst vorladen, sondern sich zu diesem Zwecke durch das ältere Bürgermeister-Amt an die k. k. Residentur bei der Stadt wenden, und dem Ermessen der Letzteren bleibt es in jedem einzelnen Falle überlassen, die zu Vernehmenden entweder selbst abzuhören und das hierüber aufgenommene Protokoll an die städtische Behörde abzugeben, oder dieselben zur Sistirung vor diese Letztere anzuweisen.

§. 14. Die von einer städtischen Gerichts-, Polizei- oder Verwaltungs-Behörde beabsichtigten Insinuationen an solche Bewohner des deutschen Hauses oder dessen Nebengebäude, welche zufolge §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessen, werden jederzeit durch die Vermittelung des älteren Bürgermeister-Amts der freien Stadt Frankfurt und der k. k. österr. Residentur geschehen. Dergleichen Insinuationen an andere Einwohner des deutschen Hauses und der Nebengebäude desselben werden unmittelbar, das ist ohne Dazwischenkunft des älteren Bürgermeister-Amts, der k. k. österr. Residentur oder des Haus-Inspectorats, geschehen.

§. 15. Innerhalb des deutschen Hauses und seiner Neben-

gebäude findet eine Arretirung der in dem deutschen Hause oder dessen Nebengebäuden wohnenden, nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessenden Personen durch die k. k. österr. Residentur, und nicht durch die städtischen Agenten Statt. Dagegen unterliegt die Verhaftung anderer Einwohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude in deren Wohnung keinem Anstand; jedoch wird in Beachtung der dem deutschen Haus gleich einem Gesandtschafts-Gebäude zukommenden Rücksichten dem Haus-Inspectorat alsbald nach deren Vollziehung die Anzeige davon gemacht werden. 1845

§. 16. Sollte die k. k. Residentur in die Lage kommen, die Arretirung eines im deutschen Haus oder dessen Nebengebäuden wohnenden nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessenden Individuums zu verfügen und, in Ermangelung eines geeigneten Arrest-Lokals im deutschen Haus, dessen Verwahrung in einem städtischen Gefängniss wünschen, so wird dem desfallsigen Ersuchen der k. k. Residentur gegen Kosten-Ersatz durch Vermittelnng des älteren Bürgermeister-Amts entsprochen werden.

§. 17. Alle im deutschen Hause oder in dessen Nebengebäuden vorzunehmenden freiwilligen Versteigerungen werden ohne Ausnahme von den städtischen öffentlichen Ausrufern gegen Entrichtung der üblichen Gebühren und Verganthungs-Abgaben besorgt werden.

§. 18. Bei gerichtlichen Beschlagnahmen, welche von städtischen Gerichtsbehörden auf die Mobilien der Bewohner des deutschen Hauses oder dessen Nebengebäude verhängt oder auf Ersuchen fremder Gerichte in Vollzug gesetzt werden, soll das Pfandrecht des Vermiethers an den Mobilien des Miethers für Miethzins-Rückstände zu Gunsten des Vermiethers, jedoch in Concursfällen nicht über den Rückstand von Einem Jahr und drei Monaten hinaus beachtet werden.

§. 19. Bei Todesfällen in dem deutschen Hause und dessen Nebengebäuden gebührt die Obsignation und Verlassenschafts-Abhandlung hinsichtlich aller Personen, welche nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessen, ausschliesslich den k. k. österr. Behörden. Dagegen hat die Obsignation und Verlassenschafts-Abhandlung aller anderen in dem deutschen Hause und in dessen Nebengebäuden mit Tod abgehenden Personen durch die zuständigen städtischen Behörden zu geschehen.

Sollte endlich der Verstorbene, als zum Gefolge einer fremden Gesandtschaft gehörig, unter deren Jurisdiction stehen, so wird derselben nach Maassgabe der einschlagenden allgemeinen

1845 Bestimmungen die Obsignation und Abhandlung der Verlassenschaft anheim gegeben werden.

§. 20. Dem in Gemässheit Art. IV des Staats-Vertrags vom 18. März 1842 als Pfarrverweser an der Deutschhaus-Kirche angestellten Priester steht die Seelsorge ex potestate propria ausschliesslich über alle in dem deutschen Haus und dessen Nebengebäuden wohnenden Personen zu, welche nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessen und sich zur römisch-katholischen Confession bekennen.

§. 21. Die in diesem Umfang bestehende Pfarrei an der Deutschhaus-Kirche tritt in den Diöcesan-Verband des Bisthums Limburg und steht, sowie die Kirche selbst, unter der Jurisdiction des zeitlichen Bischofs von Limburg.

Demgemäss wird der Gottesdienst in der Deutschhaus-Kirche so gehalten werden, wie derselbe für die anderen Kirchen des Bisthums angeordnet ist.

Bei allen kirchlichen Functionen, wie solche in der Agenda bezeichnet sind, wird die Diöcesan-Agende, mit Ausschluss jeder anderen approbirten oder nicht approbirten, fremden oder eigenen Formularien, verwendet werden.

Es wird ferner beim Gottesdienst dasselbe Gesangbuch angewendet werden, welches für die katholischen Kirchen der freien Stadt Frankfurt vorgeschrieben ist.

Auch werden alle Fest- und Feiertage, welche in der Diöcese begangen werden, sowie das Patronatsfest des heiligen Bartholomäus, auch in der Deutschhaus-Kirche abgehalten werden.

Endlich wird die jährliche Fasten-Ordnung sammt dem darauf bezüglichen bischöflichen Hirtenbriefe, sowie die etwa aus anderem Anlass ergangenen bischöflichen Hirtenbriefe, gleichwie in den anderen Kirchen des Bisthums verkündet und verlesen werden.

Was dagegen die eigenen Feste des hohen deutschen Ordens betrifft, so hängt die Anordnung über die Feier derselben von der Verfügung des Hochwürdigsten Herrn Hoch- und Deutschmeisters ab.

§. 22. Die im §. 21 erwähnten bischöflichen Hirtenbriefe und Verordnungen, sowie alle anderen bischöflichen oder domkapitelischen Erlasse, welche die Staats-Genehmigung oder Bewilligung von Seiten der freien Stadt Frankfurt erhalten haben, sind von dem bischöflichen Commissariate zu Frankfurt der k. k. österr. Residentur zur Einsicht mitzutheilen, doch wird deren Befolgung den Geistlichen an der Deutschhaus-Kirche ein für allemal aufgegeben werden, und eine desfallsige weitere Geneh-

migung von Seiten der k. k. österr. Residentur für die speciellen Fälle nicht erforderlich sein. 1845

§. 23. Wenn die Stelle eines Pfarrverwesers an der Deutschhaus-Kirche in Gemässheit §. IV des Staats-Vertrags vom 18. März 1842 von einem Deutsch-Ordens-Priester versehen wird, so steht die Personal-Jurisdiction über denselben dem Hochwürdigsten Herrn Hoch- und Deutschmeister zu. Gleiches soll stattfinden, wenn die Stelle eines Pfarrverwesers einem Weltpriester aus der Diöcese Limburg übertragen werden wollte. Eine solche Uebertragung soll dem Hochwürdigsten Herrn Hoch- und Deutschmeister freistehen, jedoch dem also ernannten Weltpriester der Besitz seiner Stelle durch Dekret insoweit gesichert werden, als er nicht derselben durch Urtheil und Recht entsetzt wird.

§. 24. Dagegen wird die Personal-Jurisdiction über den in Gemässheit Art. IV des Staats-Vertrags vom 18. März 1842 als Kaplan an der Deutschhauskirche angestellten Weltpriester von dem Hochwürdigsten Herrn Hoch- und Deutschmeister nicht in Anspruch genommen.

§. 25. Die Mittelbehörde zwischen dem bischöflichen Ordinariate und den in der Deutschhaus-Kirche angestellten Geistlichen, sie seien Ordenspriester oder nicht, ist das bischöfliche Commissariat zu Frankfurt. Durch dieses gelangen nicht nur alle bischöfliche Verordnungen und Erlasse an dieselben, sondern es wacht auch über die Beobachtung derselben. Es führt die Aufsicht über die Dienstführung, wie über den sittlichen Wandel derselben. Es erlässt an dieselben nach der bischöflichen Instruction und Vollmacht die nöthigen Admonitionen und berichtet, wenn diese nicht fruchten sollten, an das bischöfliche Domkapitel zur geeigneten Remedur. Insbesondere sieht es auf die Residenz der Geistlichen und ordnet augenblicklich eine Verwaltung, damit durch Sterbfall des Pfarrverwesers eine Unterbrechung in den geistlichen Verrichtungen nicht stattfinde, bis weitere Fürsorge getroffen ist. An diese Behörde richten der Pfarrverweser und sein Kaplan sämmtliche Eingaben, welche an den Herrn Bischof oder an das bischöfliche Domkapitel gelangen sollen, und erstatten unweigerlich die Berichte, welche vom bischöflichen Commissariate begehrt werden, alles in der Form, die auch dem übrigen Clerus der Diöcese vorgeschrieben ist.

§. 26. Hinsichtlich der Bewohner des deutschen Hauses und dessen Nebengebäuden römisch-katholischer Confession, welche nicht zu den im §. 20 bezeichneten Personen gehören,

1845 steht die Seelsorge ex potestate propria ausschliesslich dem katholischen Stadtpfarrer zu, und nur ausnahmsweise sollen dem Pfarrverweser an der Deutschhaus-Kirche seelsorgliche Handlungen hinsichtlich dieser Bewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude ex delegatione des katholischen Stadtpfarrers übertragen werden dürfen. Dagegen steht die Seelsorge der Bewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude, welche evangelischer Confession sind, ausschliesslich dem betreffenden evangelischen Pfarrer zu. Der Pfarrverweser an der Deutschhaus-Kirche hat sich dem gemäss jeder pfarramtlichen Handlung ausserhalb seines oben (§. 20) bezeichneten Wirkungskreises zu enthalten, und es wird dieselbe ausdrücklich untersagt werden.

§. 27. Bei Sterbfällen der in dem §. 20 bezeichneten Personen katholischer Confession segnet der Pfarrverweser der Deutschhaus-Kirche die Leiche ein. Dieselbe wird aber von der Stadtpfarr-Geistlichkeit an dem Ausgang der Wohnung des Verstorbenen empfangen und auf den Kirchhof begleitet. Die Exequien für die Verstorbenen werden in der stadt-Pfarr-Kirche gehalten. Der Pfarrverweser an der Deutschhaus-Kirche hat deswegen die Betheiligten, wenn sie solche bei ihm begehren, dorthin zu verweisen. Dasselbe findet auch statt, wenn andere Parochianen und Bewohner der Stadt Frankfurt und ihres Gebiets ein solches Begehren stellen sollten. Wird bei Begräbnissen das Geläute in der Deutschhaus-Kirche begehrt, so kann dies nur stattfinden, wenn dasselbe auch in der katholischen Stadt-Pfarr-Kirche geschieht.

Will der Pfarrverweser an der Deutschhaus-Kirche die Leiche in kirchlicher Kleidung bis auf den städtischen Kirchhof in Sachsenhausen oder Frankfurt bei Sterbfällen begleiten, so kann dies nur ohne Stola und mit Bewilligung des katholischen Stadtpfarrers geschehen.

§. 28. Insoweit die in den §§. 20 bis 27 enthaltenen Bestimmungen die bischöflichen Rechte berühren und die Staats-Genehmigung der desfallsigen Anträge des Hochwürdigsten Herrn Bischofs von Limburg enthalten, soll demselben nach erfolgter Ratification dieses Vertrags davon Kenntniss gegeben werden, um dieselben in Vollzug setzen zu können.

§. 29. Die freie Stadt Frankfurt wird den Kindern der nach §. 10 gesandtschaftliche Rechte geniessenden Bewohner des deutschen Hauses und seiner Nebengebäude den Zutritt zu den städtischen Schulen unter denselben Bedingungen wie den Kindern ihrer Staats-Angehörigen gestatten. Dagegen soll weder

jetzt noch zu irgend einer späteren Zeit die Errichtung einer 1845
Unterrichts-Anstalt oder einer Pensions-Anstalt in dem deutschen Haus oder dessen Nebengebäuden in irgend welcher Form stattfinden und gestattet werden.

§. 30. Wenn der Pfarr-Verweser an der Deutschhaus-Kirche oder dessen Kaplan Religions- oder sonstigen Unterricht ertheilen wollen, so sind sie in dieser Hinsicht den allgemeinen gesetzlichen Vorschriften der freien Stadt Frankfurt unterworfen, namentlich haben sie hiezu die Bewilligung des Hohen Senats durch die Vermittelung der k. k. österr. Residentur nachzusuchen und im Fall der Genehmigung gleich allen in Frankfurt Erwerb treibenden Fremden die hiefür gesetzlich angeordneten Steuern zu entrichten. Diese von dem Hohen Senat ertheilte Bewilligung ist jedoch widerruflich und kann jederzeit eingezogen werden.

§. 31. Die genaue Beobachtung der in gegenwärtiger Vereinbarung getroffenen Bestimmungen wird den einschlagenden Behörden und Individuen wechselseitig zur Pflicht gemacht und dadurch jedem Conflict in Zukunft vorgebeugt werden. Sollten jedoch späterhin gegen Erwarten sich Anstände irgend einer Art ergeben, so wird deren Erledigung durch Vermittelung der k. k. österr. Residentur und des älteren Bürgermeister-Amts der freien Stadt Frankfurt auf dem Wege gegenseitigen wohlwollenden Entgegenkommens sofort herbeigeführt werden.

Vorstehender in triplo ausgefertigter Vertrag soll sofort zur Ratification vorgelegt und die Auswechselung der Ratifications-Urkunden binnen sechs Wochen von heute bewirkt werden.

So geschehen Frankfurt a. M. den 28. September 1845.

Frh. v. Mensshengen. (L. S.) *Harnier.* (L. S.)

Anlage A.

Zu dem Deutsch-Ordens-Haus und Kirche in Sachsenhausen gehören nach Ausweis Tom. V, p. 398 des Feuer-Assekuranz-Katasters der freien Stadt Frankfurt folgende Gebäulichkeiten im Stadtquartier Lit. *N*:

Lit. *N.* No. 243, das Hauptgebäude in Stein von einem Stocke,
- *a*) das ehemalige Amthaus,
- *b*) das Spital-Gebäude,
- *c*) der Mittelbau,
- *d*) die Kirche mit dem Thurm,
- *e*) das ehemalige Brauhaus,

1845 Lit. *N.* No. 234, *f*) das Waarenlager mit Brandmauer,
- *g*) die grossen Remisen,
- *h*) Holzschuppen und Wagen-Remise,
- *i*) der s. g. Küchenbau am Kronenhaus,
- *k*) das Kronenhaus.

Mensshengen. *Harnier.*

487.

1 Decembre 1845.

Décisions des gouvernements d'Autriche et de Russie ordonnant l'assimilation réciproque des navires autrichiens et russes. Publiées au mois de Décembre 1845.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. VIII, p. 659.)

Publication faite en Autriche.

Par suite d'un accord intervenu entre le Ministre des affaires étrangères à Vienne et l'Ambassadeur de Russie les navires russes qui aborderont, à partir du 1 Janvier 1846, dans les ports de l'Autriche, seront assimilés, poor ce qui est des droits de navigation, aux navires nationaux. Par réciprocité, les bâtimens autrichiens jouiront en Russie du même privilège et seront traités comme s'ils étaient russes.

Décision modifiant les droits de douane et de tonnage à l'égard des bâtimens autrichiens.

Publiée à St. Petersbourg.

Par suite de la disposition qu'a prise le gouvernement autrichien et d'après laquelle à partir du 1 Janvier 1846, lo pavillon de commerce russe est assimilé, quant aux droits de douane et de tonnage, au pavillon autrichien, dans les ports de cette dernière monarchie, le département du commerce extérieur, toujours en vertu de l'Oukase du 1 Juillet 1845 et par ordre du Ministre des finances a ordonné de plus aux douanes des mers Noire, d'Asow, Blanche et Baltique de veiller à ce que, à partir du 1 Janvier 1846, il ne soit perçu des bâtimens autrichiens

que les droits de douane et de tonnage auxquels sont soumis les navires faisant voile sous pavillon russe. 1845

488.

24 Décembre 1845.

Traité avec le Roi des Deux-Siciles sur l'extradition réciproque des criminels et des déserteurs, conclu à Vienne le 24. Décembre 1845. Les ratifications ont été échangées à Vienne le 3 Mars 1846.

(Document imprimé dans l'imprimerie I. R. de Vienne.)

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und Seine Majestät der König beider Sicilien, haben, in Erwägung, dass die Leichtigkeit, mit welcher die Uebelthäter eines Staates sich der Strenge der Gesetze durch die Flucht auf ein anderes Staatsgebiet entziehen können, die Vermehrung der straffälligen Handlungen zur Folge hat, diesem für die öffentliche Ruhe und das Wohl beider Staaten so wichtigen Gegenstande Ihre Fürsorge zugewendet und Sich vereinigt, eine Convention über die Anhaltung und wechselseitige Auslieferung der Beschuldigten und Verurtheilten abzuschliessen.

Zu diesem Ende haben Allerhöchstdieselben mit Ihren Vollmachten versehen, und zwar:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Fürsten Clemens Wenzel Lothar von Metternich-Winneburg, Herzog von Portella, Grafen von Königswart, Grand von Spanien erster Classe, Ritter des goldenen Vliesses, Grosskreuz des königl. ungarischen St. Stephan-Ordens in Brillanten, des goldenen Civil-Verdienstzeichens und des Ordens des heiligen Johannes von Jerusalem, Ritter des königl. sicilianischen St. Januarius- und Grosskreuz des königl. sicilianischen St. Ferdinand- und Verdienst-Ordens, Ritter und Grosskreuz mehrerer anderer Orden, Seiner österreich. k. k. Majestät wirklichen geheimen Rath, Kämmerer, Staats- und Conferenz-Minister, und Haus-, Hof- und Staatskanzler;

Und Seine Majestät der König beider Sicilien den Ritter von Ramirez, Grosskreuz des königl. sicilianischen Ordens Franz I.

1845 und des kaiserl. brasilianischen Christus-Ordens, Grosskreuz des königl. sardinischen militärischen Ordens der Heiligen Mauritius und Lazarus, Ritter aus der effectiven Zahl des Ordens Carl III. von Spanien, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Sr. Sicilianischen Majestät in Wien; —

Welche kraft ihrer Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. Jedes Individuum, welches in den Staaten der beiden hohen contrahirenden Theile wegen einer im Art. II der gegenwärtigen Convention angedeuteten straffälligen Handlung beschuldigt oder verurtheilt wurde und sich auf das Staatsgebiet des anderen contrahirenden Theiles flüchtet, soll über ein im diplomatischen Wege gestelltes Begehren derjenigen Regierung, auf deren Gebiet das Vergehen stattgefunden hat, verhaftet und derselben ausgeliefert werden.

Art. II. Die straffällige Handlung, für welche in Gemässheit des vorstehenden Artikels die Auslieferung von Seite der österreichischen Regierung zugestanden werden wird, muss eine solche sein, welche in dem sicilian. Strafgesetzbuche *misfatto* genannt wird und nach dem I. Buche, 1. Cap., §. 3 jenes Gesetzbuches mit einer Criminalstrafe verpönt ist. Die Auslieferung wird dagegen von Seite der neapolitanischen Regierung für jene straffälligen Handlungen bewilligt werden, die in dem österreichischen Strafgesetzbuche als Verbrechen (delitto) bezeichnet und worauf die im 2. Hauptstücke desselben, §§. 9, 10, 11, 12, 13 und 14, bestimmten Strafen verhängt sind.

Art. III. Die Verhaftung und Auslieferung eines Beschuldigten soll auch für ein ausserhalb des Staatsgebietes der beiden contrahirenden Theile begangenes Verbrechen stattfinden, wenn dieses Verbrechen auf die Verfassung, auf die öffentlichen Credit-Papiere oder auf das Münzwesen des die Auslieferung begehrenden Staates Einfluss hat, und dieser Auslieferung nicht etwa ein zwischen dem ersuchten Staate und jenem, dessen Unterthan der Beschuldigte ist, existirender Vertrag entgegenstehet.

Art. IV. Die Auslieferung eines Individuums findet nicht statt, welches entweder durch die Geburt oder durch die dem Zeitpunkte des begangenen Verbrechens vorausgegangene Naturalisation Unterthan des Staates ist, auf dessen Gebiet er entdeckt wurde, nachdem er auf jenem des anderen Staates das Verbrechen begangen hat. In diesem Falle werden die Behörden des Staates, dessen Unterthan der Beschuldigte ist, nach Vorschrift der va-

terländischen Gesetze vorgehen, und es sollen ihnen im diplomatischen Wege Abschriften der aufgenommenen Acten zugefertigt werden. 1845

Im Falle, dass die nach den Gesetzen des ersuchten Staates bestimmte Strafe von der durch die Gesetze des Landes, wo das Verbrechen begangen wurde, bestimmten Strafe verschieden wäre, soll die mildere Strafe verhängt werden. Eine Abschrift des gefällten Urtheilsspruches soll dann, wenn dasselbe in Rechtskraft erwachsen ist, der Regierung, in dessen Staaten das Verbrechen begangen wurde, mitgetheilt werden.

Art. V. Wenn das Individuum, dessen Auslieferung begehrt wird, auch eines im Staatsgebiete der ersuchten Regierung begangenen Verbrechens beschuldigt ist, soll die Auslieferung bis zur Beendigung der Untersuchung, und im Falle der Verurtheilung bis nach Ablauf der Strafe verschoben werden. Es steht jedoch der ersuchten Regierung frei, die Auslieferung des Beschuldigten oder Verurtheilten nicht hinauszuschieben, falls das auf ihrem Gebiete begangene Verbrechen bedeutend geringer ist, als jenes, das im fremden Lande begangen wurde.

Art. VI. Für eine im Staatsgebiete einer der beiden contrahirenden Regierungen begangene und zu einer der im Art. II der gegenwärtigen Convention bestimmten Kategorien gehörige straffällige Handlung soll die andere Regierung weder eine Begnadigung eintreten lassen, noch durch Ertheilung eines freien Geleites der Verhaftung oder Auslieferung des Beschuldigten ein Hinderniss in den Weg legen.

Art. VII. Das Begehren um Anhaltung und Auslieferung soll immer im diplomatischen Wege gestellt werden, und von einer beglaubigten Abschrift des von der competenten Behörde gefällten Urtheils oder rechtskräftig erlassenen Verhaftsbefehls begleitet sein. In diesem Verhaftsbefehle oder der demselben gleichkommenden Urkunde soll das Verbrechen, wegen welches die Auslieferung begehrt wird, so wie die darauf nach den Gesetzen des ersuchenden Staates festgesetzte Strafe ausgedrückt sein. Auch soll die Personsbeschreibung zur leichteren Auffindung und Habhaftwerdung des Beschuldigten, sowie zur Herstellung seiner Persons-Identität beigeschlossen werden.

Art. VIII. Im Falle der Auslieferung soll der Beschuldigte oder Verurtheilte der fremden Regierung zugleich mit den bei ihm vorgefundenen Papieren und den von Seite der Behörden des ersuchten Staates aus Anlass der Verhaftung aufgenommenen Acten, dann mit den auf das Verbrechen bezüglichen und in-

1845 dessen von jenen Behörden in Verwahrung genommenen Gegenständen übergeben werden.

Art. IX. Im Falle der Nichtauslieferung, weil nämlich der Beschuldigte oder Verurtheilte ein Unterthan des ersuchten Staates ist, sollen die im vorigen Artikel angedeuteten Gegenstände dem Eigenthümer zurückgestellt werden, wenn man deren zur gerichtlichen Untersuchung nicht mehr bedarf.

Art. X. Jede der contrahirenden Regierungen wird dem von dem andern Theile wegen eines Straffalles gestellten Ansuchen um Abhörung von Zeugen, die sich im Gebiete des ersuchten Staates befinden, Folge geben.

Sie wird das Nöthige anordnen, damit die Behörde, in deren Jurisdictions-Bezirk sich der Zeuge befindet, die Aussagen desselben auf die ihr im diplomatischen Wege von Seite der ersuchenden Regierung mitgetheilten Fragstücke aufnehme.

Die Aussage des Zeugen soll beeidigt werden, wenn derselbe nicht unter 14 Jahre alt ist.

Die hierüber aufgenommenen Acten sollen der ersuchenden Regierung zugefertigt werden, ohne ihr die hierüber aufgelaufenen Unkosten zur Last zu legen.

Art. XI. Wenn in eine vor der Behörde der einen contrahirenden Regierung eröffneten Criminal-Untersuchung ein Unterthan des andern contrahirenden Theiles verwickelt erscheint, und im Laufe der Untersuchung die Nothwendigkeit hervorginge, den Mitschuldigen zu vernehmen, soll die ersuchte Regierung dem Begehren um die Stellung jenes Individuums Folge leisten, damit die Confrontation desselben auf dem Gebiete des ersuchenden Staates Platz ergreifen könne, unter der Bedingung jedoch, dass nach dem Aufhören der Nothwendigkeit das Individuum wieder seiner eigenen Regierung zurückgestellt werde, um von seinen vaterländischen Behörden abgeurtheilt zu werden. In einem solchen Falle wird die ersuchende Regierung die Kosten für die Transportirung des Verhafteten bis zum Orte der Confrontation und für dessen Zurückstellung in sein Vaterland bestreiten und für dessen sichere Ueberwachung Sorge tragen.

Art. XII. Die für die im II. Artikel der gegenwärtigen Convention bestimmten straffälligen Handlungen verabredete Auslieferung soll auch für die Desertirung aus was immer für einem Corps der Land- oder Seetruppen der ersuchenden Regierung bewilliget werden.

In diese Kategorie gehören auch die Individuen, welche

durch Conscription oder Werbung zum Militärdienste zu Land oder zur See verpflichtet sind und militärflüchtig wurden. 1845

Die Auslieferung soll auch dann stattfinden, wenn der Deserteur, der Conscriptionsflüchtige oder zum Seedienste Berufene in die Kriegsdienste der ersuchten Regierung, sei es in die Land- oder Seedienste, eingetreten wäre.

Art. XIII. Um den letzteren Fall zu verhindern, verpflichten sich beide vertragschliessenden Regierungen, in den Dienst ihrer Land- oder Seemacht keinen Unterthan des anderen contrahirenden Staates aufzunehmen, der nicht ein gültiges Zeugniss seiner Behörde beibringt, laut welchem er den Militärgesetzen seines Vaterlandes bereits genug gethan oder die Befreiung von seiner dortigen Militärpflichtigkeit erlangt hat.

Art. XIV. Niemals aber kann die Auslieferung eines Deserteurs oder Conscriptionsflüchtlings, welcher Unterthan des ersuchten Staates ist, stattfinden, und in einem solchen Falle sollen nur die Waffen, Pferde oder sonstigen Militärgegenstände, welche der Deserteur mit sich genommen hat und die einstweilen im Lande der ersuchten Regierung in Sicherheit gebracht wurden, der ersuchenden Regierung zurückgestellt werden.

Art. XV. Die Verhaftung der Deserteurs und Conscriptionsflüchtlinge, von denen der Artikel XII handelt, soll durch die Regierung, auf deren Gebiet sie sich geflüchtet haben, alsogleich, wenn sie davon Kenntniss erhält, und ohne erst ein diessfälliges Begehren abzuwarten, vorgenommen und unverzüglich der Regierung, welcher sie angehören, wegen der einzuleitenden Uebergabe derselben bekannt gegeben werden.

Wenn es sich jedoch um einen desertirten Officier handelte, soll dessen Verhaftung und Auslieferung nur in Folge eines von der Regierung, der er angehört, gestellten besonderen Ersuchens stattfinden.

Art. XVI. Hinsichtlich des in den Staaten der ersuchten Regierung beschuldigten oder verurtheilten Deserteurs oder Conscriptionsflüchtlings wird die nämliche Regel, welche im V. Artikel der gegenwärtigen Convention festgesetzt wurde, zu befolgen sein.

Art. XVII. Der ersuchten Regierung fallen die in ihren Staaten aufgelaufenen Unkosten für die Aufnahme der Acten, die Verhaftung, die Verpflegung mittelloser Arrestanten, so wie für die Transportirung des Beschuldigten oder Verurtheilten bis zu dem zur Uebergabe desselben bestimmten Orte zur Last.

In dieser Bestimmung sind auch die Kosten für die bis zu

1845 jenem Orte vorzunehmende Transportirung der Gegenstände begriffen, welche als auf das Verbrechen sich beziehend in Verwahrung genommen wurden.

Art. XVIII. Der zur Uebergabe des Beschuldigten, Verurtheilten oder Deserteurs bestimmte Ort ist Neapel oder Manfredonia für das von Seite der österreichischen Regierung begehrte Individuum, und Triest oder Venedig für jenes, dessen Auslieferung von Seite der neapolitanischen Regierung verlangt wird. Die Uebergabe wird zu Handen der respectiven in den gedachten Häfen bestellten Agenten der beiden Regierungen stattfinden.

Art. XIX. Gegenwärtige Convention wird in den Staaten der contrahirenden Regierungen nach der binnen zwei Monaten oder noch früher, wenn es möglich wird, stattzufindenden Auswechslung der Ratificirungen kundgemacht werden, und soll 15 Tage nach der Vornahme dieser Auswechslung in Kraft treten. Sie soll durch fünf Jahre fort gelten und sofort von fünf zu fünf Jahren für wieder erneuert angesehen werden bis zu der entgegengesetzten Erklärung einer der beiden Regierungen.

Wien, den 24. December 1845.

(L. S.) *Metternich.* (L. S.) *Ramirez.*

Nos visis et perpensis omnibus et singulis Conventionis hujus articulis, illos omnes gratos acceptosque Nos habere hisce declsramus, verbo Nostro Caesareo-Regio spondentes, Nos ea omnia, quae in illis continentur, fideliter executioni mandaturos esse. In quorum fidem majusque robur praesentes ratihabitionis Nostrae tabulas manu Nostra signavimus, sigilloque Nostro Caesareo-Regio adpresso firmari jussimus.

Dabantur in Imperiali Urbe Nostra Vienna Austriae die vigesima octava mensis Februarii, anno millesimo octingentesimo quadragesimo sexto, Regnorum nostrorum undecimo.

Ferdinandus.

(L. S.) *Princeps a Metternich.*

Ad Mandatum Sacrae Caes. ac Reg. Apostolicae Majestatis proprium:
Franciscus Liber Baro de Lebzeltern-Collenbach.

1846

489.

4 Juillet 1846.

Traité de commerce et de navigation conclu à Naples, le 4 Juillet 1846, entre l'Autriche et le royaume des Deux-Siciles.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. IX, p. 209.)

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité!

Sa majesté le Roi des Deux-Siciles et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, également animés du désir d'étendre, d'accroître et de consolider les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, et de procurer toutes les facilités et tout l'encouragement possibles à ceux de leurs sujets qui prennent part à ces relations, et persuadés que rien ne pourrait contribuer davantage à l'accomplissement de ce désir mutuel, que l'abolition réciproque de tous les droits différentiels de navigation et de douane, et de tous les priviléges et prérogatives exclusifs de commerce dont les sujets de l'une des deux parties ont jusqu'ici joui de préférence à ceux de l'autre dans leurs Etats respectifs, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de conclure un pareil traité, savoir:

Sa Majesté le Roi des Deux-Siciles,

Don Giustino Fortunato etc. etc., ministre secrétaire d'Etat de S. M.,

Don Michele Gravina et Requesenz, prince de Comotini etc. gentilhomme ordinaire de la chambre et ministre secrétaire d'Etat de S. M.

Et Don Antonio Spinelli, des princes de Scala etc. etc. membre de la consulte générale, surintendant-général des archives du royaume et intendant de la province de Naples.

Et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche,

Don Félix prince de Schwarzenberg etc. etc. son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la cour des Deux-Siciles;

Lesquels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins pouvoirs respectifs, qui ont été trouvés en dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre le royaume des Deux-Siciles et l'empire d'Au-

1846 triche. Les sujets des deux parties contractantes auront liberté entière de voyager et de résider sur le territoire et dans les Etats de l'autre, pour y veiller à leurs affaires, et ils jouiront, à cet effet, de la même securité et protection dont jouissent les nationaux ou les sujets des nations les plus favorisées, sous l'obligation de se soumettre aux lois et réglemens existans. Ils auront le droit de disposer do leurs biens personnels par vente, donation, échange, testament ou de toute autre manière quelconque, sans qu'il puisse leur être apporté le moindre obstacle ou empêchement.

Leurs héritiers, s'ils sont sujets de l'autre partie contractante, succéderont dans leurs biens, soit en vertu d'un testament, soit *ab intestat,* et ils pourront en prendre possession soit en personne, soit par l'intermédiaire de leurs agens qu'ils pourront choisir à volonté. Dans les parties de l'empire d'Autriche où il existe des lois particulières qui rendent le droit à la possession de biens-fonds dépendant de la qualité définie et personnelle de l'acquéreur, les sujets du royaume des Deux-Siciles seront soumis aux lois et dispositions applicables, en pareil cas, aux sujets de S. M. impériale. Il est donc expressément convenu que toutes les stipulations relatives à l'abolition du droit de détraction, *gabelles héréditaires*, et à l'impôt sur l'émigration, contenues dans la convention conclue à Vienne le 19 Août 1844, demeurent et demeureront en pleine vigueur.

Les sujets de chacune des parties contractantes qui résident ou voyagent dans les Etats de l'autre, ne pourront, sous aucun prétexte, être obligés de payer de taxes ou des impôts autres que ceux qui sont ou qui seront payés par les nations les plus favorisées.

Ils seront exempts de tout service militaire, soit de terre ou de mer, de toutes prestations forcées et de toute contribution extraordinaire, à moins qu'elle ne soit établie par une loi.

Leurs maisons, leurs magasins et tout ce que leur appartient, ou fait partie des objets de leur commerce ou de leurs demeures seront respectés; ils ne seront point soumis à des perquisitions vexatoires; leurs papiers, leurs livres ou comptes de commerce ne pourront être arbitrairement inspectés ou examinés; de pareilles opérations ne pourront être pratiquées que dans le cas où elles seraient prescrites par une loi à laquelle les sujets du pays seraient également astreints.

S. M. le Roi des Deux-Siciles promet de garantir en toute ccasion aux sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche, qui résident

dans ses Etats ou domaines, la conservation de leurs propriétés et de leur sûreté personnelle, et ce de la même manière qu'elle est garantie à ses sujets et aux sujets des nations les plus favorisées. 1846

S. M. l'Empereur d'Autriche promet, de son côté d'assurer dans ses Etats et domaines la jouissance des mêmes priviléges aux sujets de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Art. II. Les sujets de S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles ne seront point, dans les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, soumis de la part des employés des douanes à un système de perquisition plus rigoureux que ne le sont les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche.

Et réciproquement, les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche ne seront point, dans les Etats de S. M. le Roi des Deux-Siciles, soumis à un système de perquisition plus rigoureux que les sujets de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Art. III. Les sujets de S. M. Sicilienne, dans les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, y pourront librement traiter leurs affaires par eux-mêmes ou en confier la gestion à telles personnes qu'ils voudront comme courtiers, facteurs ou agens, et lesdits sujets de S. M. Sicilienne ne rencontreront aucun empêchement dans le choix des personnes qui pourront agir en cette qualité, ni être tenus de payer aucun salaire ni aucune rémunération à des personnes qui ne seraient pas de leur choix.

En toutes circonstances, liberté entière sera accordée au vendeur et à l'acheteur, de traiter ensemble et de fixer le prix d'un objet ou d'une marchandise quelconque introduite dans les Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, ou qui en serait exportée; excepté généralement les affaires pour lesquelles lès lois ou les usages du pays exigent l'intervention d'agens spéciaux.

Les sujets de S. M. l'Empereur d'Autriche jouiront, aux mêmes conditions, des mêmes priviléges dans les Etats de S. M. Sicilienne.

Art. IV. Les productions du sol et de l'industrie de l'un des deux pays introduites dans l'autre, soit par mer, soit par terre, seront taxées de la même manière que les mêmes productions introduites d'un autre pays quelconque, et ne seront soumises à aucun droit d'entrée ou de transit, à aucune taxe différente ou plus élevée.

S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles et S. M. l'Empereur d'Autriche s'engagent à n'accorder aux citoyens d'aucune autre puissance, en matière de commerce ou de navigation, au-

1846 cun privilége, aucune faveur ou immunité, sans les accorder en même temps au commerce et à la navigation de l'autre pays, et ce gratuitement si la concession a été faite à titre gratuit, et moyennant une compensation équivalente, en autant qu'il sera possible, et à fixer d'un commun accord, si la concession a été faite à titre onéreux.

Art. V. Toutes les productions du sol on de l'industrie des deux pays ou de leurs possessions respectives, provenant de l'un des deux et pouvant être légalement introduites, déposées ou emmagasinées dans l'autre pays, seront soumises aux mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, qu'elles soient introduites, déposées ou emmagasinées par des navires des Deux-Siciles ou autrichiens, dans les ports des Etats des deux hautes parties contractantes.

Et de même, toutes les productions qui pourront être légalement exportées ou réexportées de l'un des deux pays dans l'autre, seront assujetties aux mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, réductions, faveurs, concessions ot restitutions, qu'elles soient exportées ou réexportées par les navires de l'un ou de l'autre pays.

Art. VI. La nationalité des navires sera reconnue et réciproquement admise, selon les lois et réglements particuliers à chaque Etat, au moyen de la patente et des papiers de bord délivrés aux capitaines et patrons par une autorité compétente.

Art. VII. Les navires siciliens, arrivant dans les ports des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, et réciproquement les navires autrichiens allant aux ports de S. M. le Roi des Deux-Siciles, seront, à leur arrivée dans les deux pays, pendant leur séjour et à lenr sortie, traités sur le même pied que les navires nationaux, on tout ce qui regarde les droits de tonnage, de pilotage, de port, de fanaux, de quarantaine, de patente et autres charges qui pèsent sur le navire même, sous quelque dénomination que co soit; que les droits ci-dessus mentionnés se payent au profit de l'Etat, au profit de la ville, ou de tout autre établissement particulier quelconque, si lesdits navires viennent chargés directement de l'un des ports du royaume des Deux-Siciles, dans l'un des ports des possessions de S. M. l'Empereur d'Autriche, ou de l'un des ports des Etats autrichiens dans un do ceux du royaumo des Deux-Siciles, ou de toute autro direction s'ils viennent sur lest.

Art. VIII. Aucune préféreuce ni avautago no seront directement ou indirectement accordés par l'uu des deux gouverne-

mens, à aucune compagnie, corporation ou agens traitant en 1846
leur nom ou sous leur autorité pour l'achat d'aucunes productions du sol, de l'industrie ou des arts, importées de l'un des deux Etats dans les ports de l'autre, en considération de la nationalité du navire qui aura importé lesdites productions; l'intention et la volonté bien positive des parties contractantes étant que nulle préférence ou distinction quelconque ne soit admise sous ce rapport.

Art. IX. Par suite des stipulations qui précèdent, toutes primes, remises ou remboursemens de droits existans dans le royaume des Deux-Siciles au préjudice du commerce et de la navigation de l'Autriche, sont et demeurent abolis.

Il est encore bien expressément entendu qu'aucune prime, remise ou remboursement de droits ne pourront, pendant la durée du présent traité, être accordés dans le royaume des Deux-Siciles, au préjudice du commerce et de la navigation de l'Autriche. Et réciproquement, comme il n'existe actuellement dans l'empire d'Autriche, ni prime, ni remise ou remboursement de droits au préjudice du commerce et de la navigation des Deux-Siciles, il est aussi bien expressément entendu qu'aucune prime, remise ou remboursement de droits ne pourront, pendant la durée du présent traité, être accordés dans l'empire d'Autriche, au préjudice du commerce et de la navigation du royaume des Deux-Siciles.

Néanmoins, ne seront pas considérés comme dérogeant au principe de réciprocité qui forme la base du traité de ce jour: 1. les primes que les gouvernemens respectifs accordent à leurs nationaux pour encourager la construction des navires marchands; 2. l'immunité accordée en Autriche à diverses compagnies anglaises dites yacht-clubs.

En conséquence, S. M. l'Empereur d'Autriche déclare qu'en vertu du présent traité, les dispositions du décret aulique et de la publication y relative du gouvernement impérial et royal de Trieste, du 8 du mois de Novembre 1845, par suite desquelles les bâtimens de commerce des nations étrangères qui n'ont pas de traités de commerce avec l'Autriche, seront assujettis, après le 1 Mars 1846, à un droit de tonnage de un florin, monnaie de convention, par chaque tonneau, à leur entrée dans les ports autrichiens, ne sont en aucune manière applicables au commerce direct ni à la navigation du royaume des Deux-Siciles, tant qu'ils restent dans les conditions stipulées à l'art. VII du présent traité.

1846 En outre S. M. l'Empereur d'Autriche consent à réduire, pour toute la durée du présent traité, le droit qui existe sur l'importation des vins du royaume des Deux-Siciles dans les Etats autrichiens, de sept florins trente Kreuzer par quintal d'Autriche, correspondant à sept ducats et trente-cinq grani par cantaio de Naples, à deux florins par quintal autrichien, ou un ducat 96 grani par cantaio de Naples; pourvu qu'il soit constaté par les papiers de bord, de leur provenance directe des ports du royaume des Deux-Siciles.

Lors de l'importation de vins du royaume des Deux-Siciles dans la ligne des douanes par la voie des ports francs autrichiens, on devra, pour obtenir la réduction sur les droits d'entrée stipulés dans le présent traité, faire, immédiatement à l'arrivée du navire et avant le déchargement, la déclaration prescrite à l'officier des douanes stationné dans le port franc.

Et de son côté, S. M. le Roi du royaume des Deux-Siciles déclare que pendant toute la durée du présent traité, la réduction de dix pour cent dont jouit le pavillon napolitain sur les droits fixés par les tarifs de douanes, sera également étendue aux productions du sol et de l'industrie des Etats de S. M. l'Empereur d'Autriche, qui seront importées dans le royaume des Deux-Siciles, et venant des possessions de S. M. I. et R. par bâtimens de commerce autrichiens.

Art. X. Les stipulations du présent traité ne sont point applicables à la navigation des côtes ou cabotage qui se fait d'un port à l'autre dans chacun des deux pays pour le transport des personnes, des marchandises ou objets de commerce par bâtimens à voiles ou à vapeur, ce mode de transport étant exclusivement réservé aux navires nationaux.

Cependant les navires de chacune des deux hautes parties contractantes pourront prendre ou débarquer une partie de leur chargement dans un des ports des Etats de l'autre, sans être tenus de payer aucun droit autre que celui que payent les navires du pays même ou ceux des nations les plus favorisées.

Art. XI. Les consuls, vice-consuls et agens commerciaux de chacune des hautes parties contractantes jouiront, dans les Etats de l'autre, des mêmes priviléges et auront le même pouvoir dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. Mais dans le cas où lesdits consuls ou agens commerciaux voudraient faire le commerce, ils seront alors assujettis aux mêmes lois et usages auxquels sont assujettis les individus de leur nation, dans les lieux où ceux-ci résident.

1846

Les consuls, vice-consuls et agens commerciaux des deux pays auront, en cette qualité, le droit d'être juges et arbitres des questions civiles qui s'élèveront au sujet des contrats passés entre les capitaines et les équipages des navires de leur nation. L'autorité locale ne pourra intervenir ni prendre parti dans le différend que dans le cas seulement où la conduite du capitaine ou de l'équipage viendrait à troubler l'ordre public ou la tranquillité du pays; bien entendu, toutefois, que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne pourra pas priver la partie opposante du droit d'en appeler, à son retour, à l'autorité judiciaire de son pays.

Art. XII. En cas de naufrage dans un lieu appartenant à l'une des hautes parties contractantes, il sera, non seulement porté toute l'assistance aux naufragés, mais le navire, ses débris, ses agrès et tout ce qui lui appartient, ainsi que les papiers trouvés à son bord, tous les effets et marchandises qui auront pu en être sauvés, ne pourront être pris ni retenus sous aucun prétexte quelconque. Lesdits navires, effets et marchandises seront, au contraire, conservés et rendus, moyennant la restitution des frais faits pour le sauvetage et leur conservation, ainsi que le paiement des droits de douane, de quarantaine et autres, qui auraient dû, en pareilles circonstances, être payés si un navire national eût fait naufrage. Ce paiement aura immédiatement lieu sur le produit de la vente de ces objets, si les circonstances l'exigent.

Dans ce cas et celui de relâche forcée, pour lesquels les hautes parties contractantes se réfèrent aux stipulations contenues dans la déclaration faite à Vienne le 4 Novembre 1843, les consuls, vice-consuls et agens commerciaux respectifs seront autorisés à intervenir pour prêter assistance à leurs nationaux. Bien entendu que dans le cas d'une réclamation légale sur les effets et marchandises naufragés ladite réclamation sera déférée à la décision du tribunal compétent du pays.

Art. XIII. Les consuls, vice-consuls et agens commerciaux de chacune des deux hautes parties contractantes résidant dans les Etats de l'autre, recevront de l'autorité locale toute l'assistance qui pourra leur être légalement accordée pour la restitution des déserteurs des bâtimens de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs.

Art. XIV. Le présent traité aura force et valeur pendant l'espace de huit années, à compter du jour que les ratifications en seront échangées. Si, à la fin des huit années, il n'a pas été

1846 dénoncé six mois d'avance, le traité continuera d'être obligatoire d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties contractantes ait, six mois d'avance, fait connaître à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Art. XV. Le présent traité de navigation et de commerce sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Naples dans le délai de trois mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Naples, le 4 Juillet 1846.

Signé: *Giustino Fortunato.*
Prince de Comotini.
Antonio Spinelli.
Prince F. de Schwarzenberg.

(Les ratifications de ce traité ont été échangées à Naples le 3 Octobre 1846.)

490.

20/8 Juillet 1846.

Traité de commerce et de navigation conclu à Vienne le 20 Juillet 1846 entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur de toutes les Russies.

(*Murhard*, Nouveau Recueil général de traités, t. IX, p. 253.)

S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, animées du désir de favoriser le développement des relations commerciales entre leurs Etats respectifs, et de confirmer, moyennant des stipulations formelles, la réciprocité existant provisoirement par suite des dispositions spéciales concédées des deux côtés déjà depuis le 13 du mois de Janvier de l'année courante, ont nommé des plénipotentiaires pour conclure une convention à cet objet, savoir:

S. M. l'Empereur d'Autriche: S. A. Clément Venceslas Lotaire prince de Metternich-Winebourg, duc de Portella etc. etc.

Et S. M. l'Empereur de toutes les Russies: Louis Tengoborski, conseiller intime de S. M. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés 1846
en bonne et dûe forme, sont convenus des articles suivans:

Art. I. Il y aura liberté réciproque du commerce et de navigation pour les navires et sujets des deux hautes parties contractantes, dans leurs Etats respectifs, et dans tous les ports actuellement ouverts, ou qui seraient ouverts par la suite au commerce étranger maritime.

Art. II. La nationalité des navires respectifs sera constatée et reconnue par les papiers de bord qui auraient été délivrés aux capitaines et patrons des bâtimens par les autorités compétentes et selon les lois et réglemens existans dans les deux pays.

Art. III. La liberté de commerce réciproque, stipulée par l'article premier, accorde aux sujets des deux hautes parties contractantes la faculté de faire, dans les ports de leurs Etats respectifs, le commerce intérieur, extérieur et de transit, et ce dans toute l'étendue des droits accordés à cet égard aux nationaux, mais en même temps sous l'obligation de se conformer aux réglemens existans pour chacun des deux pays.

Art. IV. A l'égard des droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine et autres de quelque nature qu'ils soient et qui sont à la charge du commerce et de la navigation, les navires des deux hautes parties contractantes seront réciproquement traités dans les Etats respectifs sur le même pied que les navires nationaux, en tout ce qui concerne leur cargaison et leur équipage, tant à leur entrée qu'à leur sortie et pendant leur séjour dans le port, sans distinction des lieux d'où ils viennent ou de ceux de leur destination.

Art. V. Toutes les marchandises formant la cargaison des navires appartenant à l'une des parties contractantes, qu'elles soient destinées à l'entrée, à la sortie ou au transit, payeront dans les Etats de l'autre partie les mêmes droits de douane et autres que les marchandises qui se trouvent à bord des navires nationaux, et, le cas échéant, elles jouiront des mêmes remboursemens de droits de douane et primes d'exportation. Elles payeront aussi les mêmes droits d'emmagasinage lorsqu'elles seront déposées dans les magasins publics.

Art. VI. La même réciprocité de traitement à l'égard des navires appartenant aux deux parties contractantes dans les ports, rades et autres places de mer de leurs Etats respectifs, s'étend, également à tout ce qui concerne le chargement et décharge-

1846 ment, les réglemens de police et toutes les mesures qui ont rapport à l'équipage, aux passagers et aux marchandises.

Art. VII. Les dispositions de la présente convention, qui ont trait à la liberté du commerce et de la navigation, ne seront point applicables au cabotage pour le transport direct des personnes ou des marchandises par bateaux à vapeur ou à voiles, aussi long-temps que cette nature de transport sera réservée aux bâtimens nationaux dans les Etats de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes.

Cependant les navires de chacune des deux puissances contractantes pourront, dans les ports respectifs, prendre ou décharger une partie de leur cargaison ou de leurs passagers, et par suite y compléter leurs chargemens ou en décharger le reste dans un ou plusieurs ports du même Etat, sans être tenus de payer d'autres droits que ceux au paiement desquels seront tenus les navires nationaux.

Art. VIII. Tout navire de l'une des parties contractantes qui serait forcé par une tempête ou tout autre accident imprévu de chercher un abri dans un des ports de l'autre, aura la faculté de s'y faire réparer, de s'y pourvoir de tous les objets dont il aura besoin, et de se remettre à la voile sans avoir à payer aucun droit de port, de navigation ou autre établi au profit de l'Etat; bien entendu toutefois que les causes qui ont nécessité l'abordage soient véritables et patentes, que le navire ne fasse aucune opération de commerce dans le port et qu'il n'y prolonge point son séjour au-delà du temps qu'exigent les causes qui ont donné lieu à la relâche forcée. Il est également entendu que les déchargemens rendus nécessaires pour les réparations du navire et la conservation de l'équipage, ainsi que l'embarquement de vivres pour la continuation du voyage, ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Si le patron d'un navire, dans cette situation, se trouve dans la nécessité de vendre une partie de son chargement, il sera tenu de se conformer aux lois de douanes et aux réglemens du lieu où il aura abordé.

Art. IX. En cas de naufrage dans le voisinage des côtes de l'une des parties contractantes, il sera porté aux naufragés, au salut du navire, de la cargaison et de l'équipage, les mêmes secours qu'à un navire national qui se trouverait dans les mêmes circonstances. Le bâtiment, tout ce qui y appartient, ses débris, ses cordages, les papiers trouvés à son bord, ainsi que les effets et marchandises sauvés, seront mis en lieu de sûreté et rendus

aux propriétaires ou leurs représentans contre le paiement des 1846
frais de sauvetage, de garde ou de conservation, des droits de douane et des frais de quarantaine auxquels les navires nationaux sont également soumis en pareil cas. On en agira de même à l'égard du montant de la vente desdits objets, lorsque les circonstances auront rendu cette vente nécessaire.

Dans le cas où le propriétaire des objets sauvés serait inconnu, il en sera donné connaissance au gouvernement de l'autre des parties contractantes, aussitôt qu'il sera constaté que lo bâtiment naufragé appartient à sa nation, et les susdits objets lui seront livrés.

Art. X. A la réquisition des consuls, vice-consuls ou agens commerciaux, ou, à défaut de ceux-ci, à la réquisition des patrons et commandans des bâtimens, les autorités des deux Etats respectifs prêteront toute l'assistance conciliable avec les lois du pays, pour la saisie et l'extradition des déserteurs des bâtimens de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs.

Art. XI. Les deux hautes parties contractantes se concèdent réciproquement le droit de nommer des consuls, vice-consuls ou agens commerciaux dans les ports de commerce et places maritimes où d'autres gouvernemens étrangers jouissent déjà de ce privilége. Il leur sera accordé à tous l'assistance nécessaire pour pouvoir exercer leurs fonctions.

Il est cependant entendu quo les deux gouvernemens se réservent le droit de refuser leur *exequatur* dans le cas de nomination à ces fonctions de personnes contro lesquelles ils auraient des objections à faire, et de demander un autre choix.

Art. XII. Les agens consulaires et commerciaux des deux hautes parties contractantes qui résident dans leurs Etats respectifs, jouiront des mêmes priviléges et immunités que ceux des nations les plus favorisées. Mais s'ils se livrent en même temps à des opérations de commerce, ils seront, sous ce rapport, soumis, comme les nationaux, aux usages, lois et ordonnances du pays où ils résident.

En tant que ces agens sont autorisés par leur gouvernement à intervenir comme arbitres entre les sujets de leur pays, ou de rendre dans les ports de mer un jugement sur des contestations survenues à bord de navires ressortissant de leur juridiction, ils ne pourront être inquiétés ni troublés dans l'exercice de ces fonctions, à l'exception des cas où, d'après les lois du pays, l'intervention des autorités judiciaires ou de police serait requise.

1846 **Art. XIII.** Les sujets de l'une des deux parties contractantes qui se livrent dans les Etats do l'antre à des entreprises commerciales, ou qni s'y rendent dans d'autres circonstances, jouiront de la même sécurité et de la même protection que les habitans du pays, mais à la condition de se conformer aux lois et ordonnances existantes. Les autorités du pays ne mettent aucun obstacle à ce qu'ils disposent librement de leurs propriétés, à la réserve cependant des droits légaux et réclamations que des particuliers auraient à faire valoir sur lesdites propriétés, ou qui résulteraient d'obligations contractées envers l'Etat, et des limites que les lois du pays prescrivent à l'égard do la possession de biens immobiliers.

En cas d'intervention légale des autorités compétentes dans les affaires de cette nature les sujets de l'une des hautes parties contractantes ne payeront dans les Etats de l'autre, en pareilles circonstances, que les taxes que payent les nationaux.

Art. XIV. Dans le cas de décès d'un sujet russe en Autriche, ou d'un sujet autrichien en Russie, les autorités compétentes procédéront, partout où un consul, un vice-consul, ou agent consulaire, ou à leur défaut, un agent diplomatiqne de sa nation, se trouverait à proximité de la résidence du décédé, avec lesdits agens consulaires ou diplomatiques, à la confection d'un inventaire des biens-meubles de la succession, et elles seront présentes à toutes les formalités. Les scellés ou sceaux desdites autorités seront joints à ceux du consulat on de l'ambassade. Les agens consulaires ou diplomatiques concourront également avec ces autorités à prendre, dans l'intérêt des héritiers, toutes les mesures nécessaires pour la conservation des biens-meubles appartenant à la succession. Lesdits biens ne seront mis à la disposition des agens consulaires ou diplomatiques qu'après qne ceux-ci auront reçu un pouvoir des ayant-droit, à moins qu'ils ne soient porteurs de procurations générales ou spéciales délivrées à cette fin par leur gouvernement. Il est bien entendu que la délivrance ne pourra être faite qu'après déduction des frais et honoraires qui seront dûs dans le pays.

Dans le cas où la succession consisterait entièrement, ou en partie, en biens immobiliers, que celui auquel ils sont échus en héritage ne serait pas apte à posséder selon les lois du pays, il sera accordé de l'un et de l'autre côté aux intéressés, un espace de temps suffisant selon les circonstances, pour opérer de la manière la plus avantageuse la vente desdits biens.

Art. XV. Pour éviter toute interprétation, il a été stipulé 1846
que les franchises ou privilèges dont jouissent actuellement dans les deux Etats les navires nouvellement construits, ou qui pourraient leur être accordés par la suite, ainsi que les privilèges accordés à des compagnies particulières, ne seront pas considérés comme portant préjudice aux principes qui forment le présent traité de réciprocité.

Art. XVI. Il est également stipulé que le présent traité ne portera point préjudice aux obligations réciproques contractées en vertu des traités précédemment conclus entre l'Autriche et la Russie.

Art. XVII. Le présent traité restera en vigueur pendant huit ans, à partir du jour de l'échange des ratifications, et au-delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois, après que l'une des hautes parties contractantes aura fait connaître à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, tandis que chacune des deux parties se réserve le droit de faire une pareille déclaration après l'expiration de la septième année. Les parties contractantes sont encore convenues qu'après l'expiration des douze mois, à partir de la remise de la susdite déclaration, le présent traité et toutes les stipulations qu'il renferme perdront leur force obligatoire à l'égard des deux parties.

Art. XVIII. Les ratifications du présent traité seront échangées à Vienne dans l'espace de trois mois, à partir du jour de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Vienne le 20 (8) Juillet 1846.

Signé: *Prince de Metternich.*
Louis Tengoborski, conseiller intime.

(Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 20 (8) Octobre 1846.)

1846

491.

Septembre 1846.

Convention entre l'Autriche et les Grand-Duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin, relative à la navigation. Conclue à Vienne au mois de Septembre 1846.

(*Martens*, Nouveau Recueil, t. IX, p. 347.)

En conséquence de cette convention conclue entre la chancellerie d'Etat impériale et royale d'Autriche et les ministères de Grand-Duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin (les déclarations de ces deux ministères se trouvent datées d'Oldenbourg le 12 Septembre et de Schwerin le 10 Septembre 1846) les navires autrichiens seront, à leur entrée dans les ports d'Oldenbourg et de Mecklenbourg, ainsi qu'à leur sortie, traité sur le même pied, que les navires nationaux. Quant aux droits de tonnage, de phare, de pilotage et de tous autres droits quelconques de port et de navigation, soit que lesdits droits s'y perçoivent actuellement ou y soient perçus par la suite pour le compte du gouvernement, d'une commune ou de quelque institution privée, les marchandises importées ou exportées par navires autrichiens ne payeront aucuns droits plus élevé que ceux auxquels sont assujettis les navires nationaux. Les navires d'Oldenbourg et de Mecklenbourg seront pareillement traités sur le même pied dans les ports autrichiens. Cette parfaite réciprocité ne sera pas seulement mise immédiatement à exécution, mais on pourra même en réclamer le bénéfice rétroactif jusqu'au 1 Mars 1846. Les parties contractantes auront la faculté de faire cesser les effets de cette convention, en prévenant six mois d'avance.

1846

492.

6 Novembre 1846.

Convention entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, les trois puissances protectrices de la république de Cracovie, pour l'incorporation de cette république à la Monarchie autrichienne. Signée et conclue à Vienne le 6 Novembre 1846.

(*Murhard*, Nouveau Recueil, t. IX, p. 374.)

Considérant que la conspiration qui en Février 1846 a amené dans le Grand-Duché de Posen, à Cracovie et en Galicie les évènemens bien connus était un complot, tramé à l'étranger à l'aide de nombreux complices résidant dans le pays;

Considérant que la faction criminelle a pris les armes à l'heure convenue, a ouvert les hostilités et publié des proclamations qui provoquaient les habitans à un soulèvement général;

Considérant que Cracovie a été le siége d'une autorité centrale qui avait pris le nom de gouvernement révolutionnaire, et que c'est de ce gouvernement qu'ont émané les rescrits tendant à diriger l'insurrection;

Considérant que toutes ces circonstances réunies ont placé pour ainsi dire la ville de Cracovie dans un état de guerre qui aurait autorisé les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie à user de tous les droits que leur donne la guerre;

Considérant que par cela seul elles seraient autorisés à disposer d'un territoire qui a pris vis-à-vis d'elles une attitude hostile;

Considérant que les trois puissances n'ont pas l'intention de soumettre la ville de Cracovie au droit du plus fort, attendu que cette loi ne peut pas trouver son application, où il y a une si grande disparité de forces;

Considérant qu'il n'est pas question non plus de faire subir à cette ville un acte de vengeance ou de la punir, mais que les trois hautes puissances protectrices ne veulent que rétablir l'ordre et la paix dans le territoire de Cracovie et n'ont d'autre but que de protéger leurs peuples contre le retour d'évènemens qui ont si gravement compromis leur repos;

Considérant en outre qu'en vertu du traité conclu entr'elles

1846 le 3 Mai (21 Avril) 1815, la ville de Cracovie avec son territoire a été déclarée ville libre, indépendante et strictement neutre et placée sous la protection des trois hautes parties contractantes, et que par cette convention les trois cours ont voulu mettre à exécution les articles relatifs à la ville de Cracovie dans leurs différens traités du 3 Mai (21 Avril) 1815, dont l'un a été conclu entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, l'autre, à la même date, entre S. M. l'Empereur de Russie et S. M. le Roi de Prusse;

Considérant que l'existence de la ville libre de Cracovie, loin de répondre à leurs vues, est devenue un foyer de troubles et de désordres, qui pendant une période de près de 26 années ont non seulement menacé la paix et la prospérité de cette ville libre, ainsi que la sécurité des états voisins, mais avaient pour but le renversement de l'ordre de choses fondé sur les traités de 1815;

Considérant que de nombreux faits de cette espèce qui sont trop connus pour qu'il soit besoin de les énumérer ici, ont complètement changé dans son essence la position de la ville libre de Cracovie, et que cette dernière, en se livrant à des démarches, contraires aux stipulations des traités, a rompu de rechef les engagemens que lui imposait une stricte neutralité, que ces démarches ont provoqué à différentes reprises l'intervention armée des trois puissances, et que les changemens apportés à sa constitution intérieure pour consolider davantage son gouvernement, n'ont pu empêcher le retour de ces faits déplorables;

Considérant que la longanimité même des trois puissances protectrices, manifestée par ces dispositions bienveillantes, au lieu d'atteindre son but, n'a servi qu'à fortifier dans leurs complots les ennemis implacables de l'ordre de choses existant, et que la ville de Cracovie est redevenue le foyer d'une nouvelle conjuration beaucoup plus vaste, dont les ramifications s'étendaient dans toutes les anciennes provinces polonaises;

Considérant qu'à cette entreprise déloyale et criminelle il s'est joint une attaque à main armée partie de cette ville, et que Cracovie a été le point central d'où l'esprit de révolte cherchait à saper les bases de la tranquillité intérieure des Etats limitrophes;

Considérant que, par conséquent, Cracovie est un corps politique évidemment trop faible pour résister aux intrigues incessantes des émigrés polonais, qui tiennent cette ville libre dans une sujétion morale et qu'elle n'offre dès lors aux puissances

aucune garantio contre le retour des tentatives de soulèvement si 1846
souvent réitérées;

Considérant que des entreprises de cette nature sont une violation évidente du traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, ainsi que de l'article II du statut de la constitution du 30 Mai 1833 pour la ville libre de Cracovie;

Considérant que les conventions ci-dessus entre les trois puissances relativement à Cracovie n'ont été reproduites dans les articles 6, 7, 8, 9 et 10 de l'acte du congrès de Vienne du 9 Juin 1815 qu'afin que cet acte renfermât les différens résultats de la convention, arrêtée dans des négociations particulières entre les cabinets;

Considérant que si aujourd'hui donc les trois cours changent à l'égard de Cracovie un ordre des choses établi de leur propre volonté en 1815, elles ne font qu'exercer un droit qui ne saurait leur être contesté;

Considérant tout cela et ayant égard enfin à la securité de leurs propres Etats, si souvent compromise par la ville libre de Cracovie, les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie ont pris en commun les résolutions suivantes:

1) Les trois cours d'Autriche, de Prusse et de Russie rappellent les articles relatifs à la ville de Cracovie, des traités conclus d'une part entre S. M. l'Empereur d'Autriche et S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et d'autre part entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Prusse et signés le 3 Mai (21 Avril) 1815. Le traité additionnel y annexé passé entre l'Autriche, la Prusse et la Russie, est également rappelé et aboli à partir de ce jour.

2) En conséquence la ville de Cracovie et son territoire sont rendus à l'Autriche et réunis à la Monarchie autrichienne pour redevenir, comme avant l'année 1809 la possession de S. M. Imp. et Royale Apostolique.

FIN DU QUATRIÈME VOLUME.

TABLE CHRONOLOGIQUE DU QUATRIÈME VOLUME.

IMPRIMERIE DE F. A. BROCKHAUS